

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

IMPRIMERIE DE J.-B. DE WALLENS ET Ce,
Quai aux Pierres-de-Tailles, N° 12.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENTS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET PLANS;

Par le lieutenant général Jomini,

AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE RUSSIE,
GRAND'CROIX DE PLUSIEURS ORDRES.

NOUVELLE ÉDITION,

ORNÉE DES PORTRAITS DES HOMMES REMARQUABLES DE L'ÉPOQUE.

TOME QUATRIÈME.

CAMPAGNES DE 1800, 1801, 1802 ET 1803.

Bruxelles,

LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,
RUE MARCQ, 11.

184[illegible].

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XV.

CAMPAGNE DE 1799. — SECONDE PÉRIODE.

Les revers essuyés par les armées françaises excitent un cri général d'indignation contre le pouvoir exécutif, et l'engagent dans une nouvelle lutte avec les conseils. — Sieyes, ambassadeur à Berlin, est nommé membre du Directoire, en remplacement de Rewbell. Aussitôt après son installation, une nouvelle révolution éclate. — Journée du 30 prairial; Treilhard, Merlin et Laréveillère sont remplacés par Gohier, Roger-Ducos et Moulins. — Mesures proposées par le général Jourdan, pour la levée de toutes les classes de conscrits, et un emprunt forcé de 100 millions. — Bernadotte est nommé ministre de la guerre. — Ouverture du club du manége. — Attaques violentes contre Rewbell et Talleyrand; le dernier donne sa démission, et Reinhard lui succède au ministère des relations extérieures.

Déclaration de guerre de Paul Ier à l'Espagne; la Suède se rapproche de lui; le prince de Brésil monte sur le trône de Portugal : le reste de l'Europe n'a point changé de face.

Nouveau plan d'opérations proposé par le comité militaire, et adopté par le Directoire. — Joubert est nommé général en chef de l'armée d'Italie, et Championnet descend du banc des accusés pour organiser une nouvelle armée des Alpes, à l'effet de couvrir Genève et Lyon. — Moreau est chargé du commandement de l'armée du Rhin.

Suwarow, enchaîné par les ordres du conseil aulique, se borne à presser le siége de Mantoue et d'Alexandrie, qui capitulent après une courte résistance. — Kray rejoint l'armée avec le corps qui a réduit la première de ces places.

Opérations en Helvétie. — Masséna excité par le Directoire à prendre l'offensive, n'en demeure pas moins stationnaire sur l'Albis, depuis la prise de Zurich, jusqu'au milieu d'août. — L'archiduc veut opérer par sa gauche; mais, découragé par le départ de Haddick pour l'Italie, il reste de même sur la défensive, en attendant les 30,000 Russes que lui amène Korsakof. — Triste situation des cantons occupés par les deux armées belligérantes; elle excite de vives réclamations des Suisses auprès du gouvernement français. — Masséna, cédant aux vœux du Directoire, se décide à prévenir l'archiduc avant la jonction du corps russe; il fait reprendre les petits cantons, le Saint-Gothard et le Simplon par son aile droite, aux ordres de Lecourbe. Au même instant, l'archiduc combine une manœuvre savante pour agir en masse contre la gauche et les communications de son adversaire. — Disposition pour le passage de l'Aar à Dettingen : ce projet échoue par des vices d'exécution.

Joubert, ignorant la chute de Mantoue et la jonction de Kray avec l'armée alliée, débouche de l'Apennin dans les plaines de Novi; attaqué par Suwarow, au moment où il voulait ordonner la retraite, il est tué dès le commencement de l'action. — Moreau qui reprend le commandement, tourné par sa droite, ramène l'armée à Gavi avec perte de 10,000 hommes. — Nouveau plan d'opérations des coalisés qui appelle Suwarow en Suisse, et l'empêche de profiter de ce succès. Il prend une position d'attente à Asti. — Tentative de Moreau, pour dégager Tortone, qui vient de capituler conditionnellement. — Manœuvres tardives de l'armée des Alpes. — Succès de Saint-Cyr en avant de Gênes. — Mélas prend le commandement de l'armée autrichienne.

Événements à Naples et à Rome après la retraite de Macdonald. — Horrible réaction royale dirigée par la reine et Nelson. — Conventions signées pour l'évacuation de la Péninsule. — Siége d'Ancône.

Traité entre Paul Ier et le cabinet de Saint-James, pour une expédition en Hollande. — Les Anglais, malgré l'arrivée de 50 vaisseaux français et espagnols dans les eaux de Brest, ne se laissent point détourner de ce dessein. — Le général Abercrombie descend près du Texel, et force Daendels à la retraite. — Capitulation extraordinaire de la flotte batave. — Le duc d'York et le corps russe de Hermann effectuent leur descente et joignent Abercrombie. — Brune rassemble ses forces à Alckmar. Les alliés l'attaquent sans ensemble et sont battus à Bergen. Éclairés par le mauvais succès de leur première entreprise, ils en forment une plus heureuse et le chassent d'Egmont. — L'armée gallo-batave se replie sur Bewerwyck. — Affaire de Castricum, où les coalisés essuient un second revers. — Le duc d'York arrêté sur une langue de terre étroite, ayant atteint la partie maritime de son expédition, et voyant le sort de ses troupes compromis par l'approche de la mauvaise saison, signe une convention pour se rembarquer.

Dubois-Crancé est nommé ministre de la guerre à la place de Bernadotte. — L'armée du Rhin, en vue de favoriser

Masséna, fait de nouvelles tentatives pour assiéger Philipsbourg. — L'archiduc Charles appelé par le nouveau plan du cabinet de Vienne à marcher sur le bas Rhin, s'y dirige malgré lui avant d'être relevé en Suisse par Suwarow; il force Muller à se retirer, et emporte Manheim de vive force. — Masséna profite de son départ pour passer la Limmat à Dietikon et attaquer Korsakof devant Zurich. — Défaite totale de ce général. — Soult passe en même temps la Linth à Schaenis; le général Hotze, accouru sur les lieux, est tué un des premiers ainsi que son chef d'état-major. — Le corps autrichien, privé de direction, est complétement battu, et repasse le Rhin.

La gauche de Hotze, sous les généraux Jellachich et Linken, s'avance sur Glaris pour opérer la jonction avec Suwarow, elle est repoussée par Molitor. — Le maréchal, arrivé à Airolo, attaque le Saint-Gothard. — Belle défense de Gudin. —Lecourbe, tourné par la marche pénible et audacieuse de Rosenberg sur Urseren, se sauve par sa présence d'esprit: tourné une seconde fois par la brigade Auffemberg, il se fait jour et gagne Seedorf. — Suwarow, arrivé à Altorf et à Fluelen, privé de tout moyen pour passer le lac de Lucerne, est forcé de se frayer un chemin par les horribles montagnes du Schachenthal sur Mutten. — Il apprend à Schwitz la défaite de Korsakof et de Hotze; cette nouvelle, bientôt suivie de la retraite de Jellachich et de Linken, le plonge dans un horrible embarras. Le vieux guerrier, menacé par Masséna, qui dirige la division Mortier sur Schwits et celle de Soult sur Wesen, veut d'abord persister dans sa marche offensive; mais privé d'artillerie, de vivres et même de munitions, suivi en queue par Lecourbe qui a réoccupé Altorf, il est forcé à se rejeter par le Bragel sur Glaris pour se frayer une communication. — Molitor résiste avec un courage admirable aux triples attaques de Jellachich, de Linken et de l'avant-garde russe, et le maréchal, désespérant de forcer le passage sur Wesen, gagne les Grisons par Elm, Panix et le Todiberg.

État des affaires en Égypte au retour de l'armée de Saint-Jean-d'Acre. — Les Turcs ont débarqué près d'Aboukir, Bonaparte vole à eux et les attaque dans la presqu'île; ils sont entièrement défaits et jetés à la mer. — Le général en chef, instruit des revers essuyés en Italie et en Allemagne, s'embarque pour revenir en France, et laisse le commandement à Kléber. — Il débarque heureusement à Fréjus.

L'archiduc Charles, instruit de la catastrophe de Zurich, accourt à Donaueschingen; il ne peut s'entendre avec Suwarow pour reprendre l'offensive. — Le maréchal, piqué, se retire en Bavière avec ses troupes.—Le Directoire charge Lecourbe du commandement en chef de l'armée du Rhin, avec l'ordre d'attaquer Philipsbourg.—L'archiduc détache Starray qui le force à lever le siége.—Les armées prennent des cantonnements le long du Rhin.—Emprunt forcé levé par Masséna sur les principales villes de l'Helvétie.

Le général Championnet, pressé par le Directoire de profiter du départ de Suwarow, se dispose à attaquer Mélas pour l'éloigner de Coni, et s'assurer la conservation de ce débouché avantageux dans le bassin du Piémont. Ses colonnes descendent des montagnes sur une ligne circulaire très-étendue, Mélas les bat successivement à Genola et Fossano. — Saint-Cyr remporte, dans les plaines de Novi, un avantage signalé, mais inutile, contre le corps de Kray. — Retraite des Français sur les Alpes et l'Apennin. — Prise de Coni. — Horrible situation de l'armée républicaine. — Championnet, victime de l'épidémie, est remplacé par Masséna.

Révolution importante du 18 brumaire. — Bonaparte et Sieyes, excités par le mécontentement général qui règne contre le Directoire, forment le projet de renverser la constitution défectueuse de l'an III, afin d'y substituer un gouvernement plus fort et moins vacillant. — Les conseils transférés à Saint-Cloud sont dissous par la force; les directeurs donnent leur démission. — Célèbre constitution de l'an VIII. —Bonaparte est nommé premier consul.

CHAPITRE LXXXIX.

État général des affaires. — Révolution du 30 prairial. — Nouveau plan de campagne du Directoire; il envoie Joubert prendre le commandement de l'armée d'Italie, et confie à Championnet celui de l'armée des Alpes.— Situation des armées alliées à l'arrivée de ces généraux. — Causes de la stagnation de Suwarow. —Préparatifs de Joubert pour secourir Mantoue. — Siége et prise de cette place et de la citadelle d'Alexandrie.

Quatre mois n'étaient pas encore écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et déjà les armées françaises, par suite du plan trop légèrement adopté, se trouvaient expulsées de toutes les conquêtes qui faisaient l'orgueil du Directoire, et repoussées à quelques lieues de leurs frontières. Malgré les 100,000 conscrits incorporés dès lors dans les régiments de toutes armes, à peine restait-il 200,000 hommes épuisés de fatigues, découragés par vingt défaites, en proie aux derniers besoins, à opposer aux armées victorieuses des Austro-Russes, secondées en Italie comme en Suisse par les peuples indignés d'un joug odieux. Partout la fortune semble déserter les drapeaux républicains : l'armée d'Orient, forcée de lever le siége d'Acre, après soixante jours de tranchée ouverte, retourne en Égypte, où une expédition turque est sur le point de débarquer; tandis que dans l'Inde, les Anglais prennent d'assaut la capitale du Mysore, et partagent avec le Nizam, ce royaume ancien allié de la France.

Le roi de Naples, le grand-duc de Toscane, sont rentrés dans leurs capitales; le roi de Sardaigne est rappelé dans la sienne par Suwarow. La coalition triomphe; et l'Angleterre qui en est l'âme,

impatiente d'accélérer la chute de la république, signe un traité avec la Russie, pour une expédition destinée à chasser les Français de la Hollande.

L'état du reste de l'Europe ne se trouvait changé en rien depuis l'origine de la coalition. La déclaration de Paul Ier contre l'Espagne semblait une vaine formalité, bien plus qu'un événement remarquable. La conformité de son caractère avec celui de Gustave IV, commençait à rapprocher ces deux princes; mais le système de la Suède ne s'en trouvait point encore altéré.

L'avénement du prince de Brésil au trône de Portugal, qu'il occupait de fait depuis sept ans sous le titre de Régent, par suite de l'aliénation mentale de la reine, n'en laissait pas moins ce royaume asservi à la politique anglaise.

Telle était, en peu de mots, la situation respective des puissances belligérantes: celle de la France se ressentait davantage des vicissitudes du sort des armes; et quand bien même le Directoire eût été certain d'aplanir les difficultés que son étrange politique lui avait suscitées à l'extérieur, il n'aurait pu conjurer l'orage qui s'amoncelait contre lui, au sein même de la république.

Depuis le 18 fructidor, l'arbitraire et l'immoralité semblaient être les uniques régulateurs de sa conduite. Légataire des embarras du comité de salut public, sans hériter de la puissance dictatoriale dont celui-ci tirait sa force, il ne pouvait se flatter des mêmes succès; car les grands mobiles qui avaient électrisé la nation française, usés par un abus continuel, n'offraient plus les mêmes ressources. La nation, épuisée par des sacrifices en pure perte, n'aurait pas répondu à l'appel du gouvernement le plus animé de l'amour du bien public. Exiger d'elle de nouveaux sacrifices, c'était paraître oppressif. De cette fausse position naissait une mésintelligence réciproque: le Directoire cherchait à s'investir de la force nécessaire pour se mettre au niveau de la tâche immense qui lui était imposée; la nation réclamant une liberté dont elle n'avait jusqu'alors connu l'existence que par des proclamations, regardait chaque pas des directeurs dans la carrière du pouvoir comme un acte de tyrannie insupportable, et formellement opposé au but de la révolution.

Le corps législatif profita des difficultés de leur position pour renchérir sur leurs torts. Il les accusait hautement « d'avoir violé le droit des nations en attaquant, sans manifeste ni déclaration » préalable, la Suisse et l'empire ottoman; d'avoir » comprimé la liberté des assemblées primaires; » d'ériger des bastilles, d'inscrire sur la liste des » émigrés quiconque avait le malheur de leur dé» plaire; de tenir des lits de justice en Hollande, » en Italie, en Suisse, et de vouloir réduire les » représentants à un asservissement continuel. » Dans de pareilles dispositions des esprits, tous les efforts pour maîtriser les élections de l'an VII furent inutiles, et les députés de la nouvelle série arrivèrent avec la ferme résolution de renverser une tyrannie, que les grands dangers de la patrie et l'espoir de la victoire seule eussent pu rendre supportable.

La nomination de Sieyes en remplacement de Rewbell, désigné par le sort pour quitter le fauteuil directorial, affermit les députés dans leur projet. Ce nouveau directeur s'étant aperçu que Merlin et Treilhard, imbus des doctrines de leurs devanciers, entraînaient le faible Larévellière, sentit l'importance de rompre cette majorité, et s'aboucha avec Lucien Bonaparte et Génissieux, meneurs des conseils. Dès lors, il ne fut plus question que de saisir l'occasion d'éliminer ces directeurs, par un coup d'État semblable à celui dont s'étaient servi les triumvirs au 18 fructidor, pour chasser les législateurs qui leur étaient incommodes.

C'est dans ce but qu'on fit adresser des frontières aux conseils des plaintes contre le Directoire. Les esprits étaient très-agités à Chambéry et à Grenoble par les défaites de l'armée d'Italie. Les associations patriotiques de ces deux villes, cédant à leur juste indignation autant qu'aux instigations des meneurs, envoyèrent des plaintes virulentes contre le pouvoir exécutif. « A » peine la guerre a-t-elle commencé, disait » l'une, que nos conquêtes nous échappent, et » que notre territoire est à la veille d'être envahi... » Pourquoi les conscrits, fidèles à la voix de la » patrie, se sont-ils vus forcés de rentrer dans leurs » foyers, par la privation de tous les moyens de » subsistance? » — « Comment se fait-il, disait » l'autre, que la désertion dans nos camps soit » presque générale, et que les troupes soient dans

» un dénûment absolu, tandis que des fournisseurs » et des agents militaires sont gorgés d'or et de » rapines ? »

Au moment où ces adresses parvinrent à Paris, les conseils délibéraient sur les moyens de combler le déficit provenant de la non-rentrée des contributions directes. Déjà même on avait adopté en principe un droit additionnel de dix pour cent à l'impôt foncier, soumis les contributions mobiliaire et somptuaire à une augmentation progressive, doublé celle des portes et fenêtres, assujetti enfin les appointements des employés publics à une retenue proportionnelle, lorsque Génissieux s'éleva contre le système ruineux des finances du Directoire. « J'ai prouvé, dit-il, dès le 7 février, qu'un » fonds de 725 millions avait été fait pour l'entre» tien de 528,000 hommes et de 80 vaisseaux, » que sont-ils devenus ? »

Le conseil des Cinq-Cents, comme s'il eût été convaincu de la vérité de ces exagérations tribunitiennes, demanda, le 26 mai, des explications catégoriques sur les causes de cette pénurie et de ce changement soudain de fortune. En même temps, les deux conseils adressèrent aux Français une proclamation, où, à travers les protestations d'usage sur l'accord qui régnait entre les pouvoirs constitutionnels, on voyait clairement qu'ils rassemblaient leurs forces pour entrer en lice.

Le Directoire interpellé, perdit la tête. Il aurait pu rejeter, sinon la totalité, du moins une partie des revers sur le refus qu'on avait fait de lui fournir les fonds nécessaires ; mais il sentit qu'il n'était plus de force à sortir victorieux d'une semblable discussion. Effectivement sa position était bien changée depuis le 18 fructidor. Tous les yeux étaient dessillés sur ses fautes ; ses mesures répressives contre les jacobins lui avaient aliéné sans retour ces auxiliaires audacieux : l'étendard de l'insurrection flottait de nouveau dans l'Ouest, où les royalistes auraient trouvé un point de ralliement, s'ils eussent réuni l'énergie à la prudence. Ce n'était plus seulement des paysans belges qu'il s'agissait de réduire à l'obéissance : des déserteurs, des prisonniers, des forçats échappés des bagnes, associés à des conscrits réfractaires, se livraient au brigandage avec d'autant plus d'impunité, que les dernières garnisons de l'intérieur avaient été dirigées en Italie. Ajoutez à cela qu'aucun général n'était disposé à sortir l'épée du fourreau, pour sauver une autorité dont tous avaient à se plaindre. Jourdan lui imputait sa défaite de Stockach ; Augereau, furieux d'avoir été le jouet des directeurs, se déclarait maintenant dans les conseils le patron de leurs plus fougueux ennemis ; Joubert expiait dans une honorable disgrâce, le crime d'avoir voulu s'opposer en Piémont aux rapines des agents directoriaux ; Bernadotte, celui de ne s'être pas soumis à un exil déguisé sous le titre d'ambassade. Le conquérant de Naples, Championnet, languissait dans les fers, sous le poids d'une accusation capitale ; et Moreau, promu enfin au commandement de l'armée d'Italie, avait trop à faire à réparer les bévues de Schérer, pour épouser la querelle du gouvernement dont il avait été si maltraité. Les troupes, partageant les sentiments des généraux, murmuraient de l'ineptie d'une administration qui prétendait les envoyer à la victoire sans solde, sans souliers et sans pain.

Dans cette position, le seul parti à prendre était de gagner du temps. Aussi ce ne fut que huit jours après l'interpellation des conseils, que le Directoire hasarda de rouvrir la correspondance par un message, dans lequel, après avoir éludé les questions qui lui avaient été faites, il demanda 26 millions, tant pour remplacer les fonds perdus par l'invasion de la Cisalpine, que pour fournir à l'entretien des prisonniers en Angleterre.

Les conseils comprirent alors qu'ils pouvaient sans risque commencer l'attaque. Le signal en fut donné par Poulain-Grandpré, qui se plaignit, le 16 juin, avec âcreté du silence du Directoire, et proposa de rester en permanence jusqu'à ce qu'il eût fourni les renseignements demandés. Sa motion ayant été convertie à l'instant même en décret, la réponse si impatiemment attendue parut enfin le lendemain. « Il est pénible, disait » le Directoire, de revenir sans cesse sur un point » déjà si souvent répété ; mais on sait trop que les » finances sont le nerf de la guerre : et quand ce » nerf manque ; quand, de plus, par la nature » des discussions politiques, on est obligé d'en » réitérer le triste aveu à la tribune, sans que le » remède soit appliqué immédiatement au mal,

» cette révélation, saisie avec avidité par les échos » de l'étranger, devient une calamité de plus. » Nos ennemis en ont fait contre nous une arme » terrible : ils ont redoublé leurs efforts en pro- » portion de ce qu'ils nous voyaient forcés de » réduire les nôtres....... Les opérations les mieux » concertées, les diversions les plus puissantes, » resteront dans la classe des idées spéculatives, » si le corps législatif ne prend promptement en » considération la situation des finances, et s'il » ne s'impose pas à lui-même, et en vue du salut » public, la sainte et indispensable loi de terminer » l'article des fonds, sans lesquels il n'y a pas » moyen de faire la guerre. »

La lecture de ce message transporta de colère Bertrand du Calvados, qui, s'élançant à la tribune, s'écria : « Si j'ai bien saisi le sens de ces propo- » sitions, je vois l'accusation du corps législatif » déféré au jugement du peuple français, et le gé- » néreux pardon du Directoire. Quel excès d'im- » pudence et d'audace, de perfidie et de mauvaise » foi !... Quoi ! après avoir accordé plus qu'il ne » vous a été demandé, on vous accuse d'avoir en- » tretenu la pénurie du trésor public !.... Quoi ! » dans le seul arsenal de Paris, 186,000 fusils ont » été vendus vingt sous, tandis qu'ils valaient au » moins vingt francs (1)! Quoi ! des compagnies » privilégiées ont été admises à faire des services, » ont reçu des avances, n'ont rien fourni et ont » remboursé des écus avec des valeurs qui per- » daient plus de moitié !... Quoi ! parce que vous » avez refusé de faire la contre-révolution en réta- » blissant les fermes générales de la monarchie ; » parce que vous avez rejeté l'odieux impôt sur le » sel, en le remplaçant par 88 millions de nouvelles » ressources, on ose vous accuser de n'avoir pas » alimenté le trésor public !..... Ah ! sans doute, » sous une administration à la Schérer, l'or de » l'Europe eût été dans le trésor de la république, » qu'au bout de l'année le ministre Ramel nous » eût annoncé un déficit !..... Pâlissez, imprudents » et ineptes triumvirs !... Vous êtes dans l'impuis- » sance de faire le bien : vous n'aurez jamais la » confiance de vos collègues, ni celle du peuple, » ni celle de ses représentants, sans lesquelles vous » ne pouvez faire exécuter les lois. Vous n'avez » pas même la confiance de vos flagorneurs, de ces » vils flatteurs qui ont creusé votre tombeau po- » litique. Terminez votre carrière par un acte de » dévouement, que le bon cœur des républicains » saura seul apprécier. »

Cet acte de dévouement n'était autre chose que la démission des trois directeurs ; car déjà Barras, désespérant de diriger le coup d'État, s'était décidé, pour n'y être pas enveloppé, à se ranger du côté de Sieyes, auquel il avait eu l'art de persuader qu'il était en opposition avec ses ennemis.

La lutte pouvait être incertaine, tant que les directeurs menacés se maintiendraient à leur poste, et agiraient de concert : il fallait donc commencer par détruire ce triumvirat ; mais comment l'abattre, sans violer la constitution ? Et n'était-ce pas lui fournir des armes contre la représentation nationale, en cherchant à le renverser ? Dans cette perplexité, un député se rappela fort à propos que Treilhard avait été élu trois jours plus tôt que ne le permettait la loi : les deux conseils saisirent ce prétexte pour annuler sa nomination. On rapporte que ce directeur reçut lui-même sa destitution, et qu'il quitta ses collègues avec moins de regret que de gaieté. Cette opération frappa le Directoire pendant quelques jours d'une véritable paralysie, par la division des quatre membres restants. On lui rendit bientôt sa force première, en le complétant par le ministre Gohier.

Ce n'était pourtant qu'une demi-victoire ; on sentit la nécessité de forcer Laréveillère et Merlin à la retraite. D'abord, feignant de vouloir en appeler à leurs juges constitutionnels, ils essayèrent de faire tête à l'orage ; mais effrayés des menaces proférées contre eux à la tribune, ils se résignèrent à envoyer humblement leur démission, dans la nuit du 16 au 17 juin. Leur condescendance désarma le corps législatif, qui se contenta de les couvrir de sarcasmes. « Ils sont rendus à leur nullité, dit » Bordas ; ils n'ont plus d'autre entourage que » leurs remords : leurs espions les désavouent ; » ils sont abandonnés de leurs complices. » Boulay alla plus loin, en qualifiant Merlin d'homme à petites vues, à petits arrêtés, à petites passions, à

(1) Ces assertions n'ont pas été prouvées, et l'esprit de parti même se refuse d'y ajouter foi. Cependant on ne les a pas démenties.

petites vengeances : digne, en un mot, d'être le garde des sceaux de Louis XI.

Les conseils nommèrent à la place des démissionnaires, Roger-Ducos, conventionnel, qui n'était guère plus connu à la tribune, que le général Moulins son collègue ne l'était aux armées : en sorte que Sieyes demeura par le fait le meneur du Directoire.

Les agents de Merlin, Laréveillère et Treilhard, ne pouvaient convenir à leurs successeurs : aussi, s'opéra-t-il bientôt une révolution dans le ministère. Bourguignon, remplaça Duval à la police, Quinette succéda à François de Neuchâteau à l'intérieur ; on attaqua Talleyrand par des pamphlets; mais on compta principalement sur la nomination de Bernadotte au ministère de la guerre pour parer au désastre des armées.

Cependant la nouvelle de l'évacuation de Zurich, et de la retraite de Moreau sur les crêtes de l'Apennin, décida le Directoire à s'ouvrir au corps législatif sur l'imminence du danger, et bien que cet aveu dût porter un coup funeste à la confiance publique, il n'osa laisser plus longtemps les conseils en sécurité et leur demanda des hommes et de l'argent. Ce n'était plus le moment de nier l'existence du déficit; on crut sur parole les nouveaux directeurs. Le général Jourdan proposa, séance tenante, de mettre en activité toutes les classes de conscrits, et de lever un emprunt forcé de 100 millions, remboursable sur la vente des domaines nationaux. Cette double motion fut convertie aussitôt en décret par le conseil des Anciens. C'était à la fois un devoir pour sauver le territoire français, et pour légitimer le renversement du Directoire. Ainsi, dans les dissensions civiles, le parti qui triomphe a toujours pour premier objet d'user de toute la force du gouvernement, et de faire un usage immodéré des ressources nationales, afin de signaler, par l'impulsion énergique de l'administration, l'emploi qu'il sait faire du pouvoir qu'il vient d'acquérir.

Aussi les affaires militaires, causes premières ou prétexte de cette crise, en reçurent-elles une forte commotion. On imagina qu'en changeant de ministre, et faisant de minutieuses variantes sur la répartition des armées et les bases du plan d'opération, on remédierait à la vicieuse direction assignée aux masses à l'ouverture de la campagne.

Des mesures plus efficaces accompagnèrent néanmoins celles-là. La levée des conscrits fut pressée avec toute l'activité possible. Si elle avait lieu aux termes de la loi sans opposition notable, on l'estimait à plus de 200,000 hommes. Pour les rendre plus promptement disponibles, on ordonna leur formation en bataillons auxiliaires dans chaque département; mesure dont on se promettait la faculté de les utiliser à l'instant même dans l'intérieur, et pour la garde des places où ils relèveraient de vieux cadres : leur instruction commencerait ainsi à l'instant de leur réunion dans chaque chef-lieu, et dirigés ensuite sur l'armée, ils y serviraient au fur et à mesure à compléter les anciens régiments ou à combattre à côté d'eux.

On se rappelait les avantages qu'on avait tirés des gardes nationales mobiles en 1792. Mais la crainte de mécontenter le peuple ou de fournir des armes aux malveillants, empêcha d'en faire usage : seulement dans les grandes places de guerre, telles que Strasbourg , Metz, Lille, on organisa partiellement des compagnies pour faire le service des garnisons.

A peine ces mesures furent-elles adoptées, que la nouvelle de la bataille de la Trebbia vint ajouter à la détresse publique. Tant de désastres justement mérités affectèrent différemment tous les partis ; les bons Français en gémirent, les républicains s'indignèrent, les ennemis intérieurs s'en réjouirent, mais tous s'accordèrent, par des motifs différents, à prononcer anathème contre le gouvernement qui les avait attirés.

Où sont donc les vainqueurs de Turcoing, de Fleurus, de Rivoli, de Castiglione, s'écriait-on de toutes parts? Les armées ne seraient-elles plus composées des mêmes soldats, des mêmes généraux qui naguère portaient la gloire de la France, des Alpes noriques aux confins de la Bohême ? En réfléchissant avec plus d'attention sur les causes des succès précédents, on s'aperçut qu'on les avait peu connues, et que de grandes masses, mais surtout des masses habilement dirigées les avaient produits, alors même qu'on les attribuait exclusivement à la valeur française, ou à l'amour de la patrie. Quoique les moments de crise et d'effer-

vescence soient peu propres à la réflexion, cependant l'on reconnaît qu'en accordant trop aux causes générales, on n'a pas assez apprécié les hommes capables d'enchaîner la victoire. Les uns s'imaginent que c'est à Bonaparte seul que la république doit ses jours les plus glorieux. D'autres, se rappelant la conquête de la Hollande et de la rive du Rhin, réclament pour Carnot une bonne part dans la reconnaissance nationale. Mais le général se trouvait confiné en Syrie, et le directeur, victime du 18 fructidor, languissait dans l'exil ou en Allemagne. Une clameur générale s'éleva contre Rewbell, et Talleyrand, auquel on reprochait d'avoir été le conseiller ou complice de sa fausse politique, de ses usurpations. Ceux mêmes qui sont le moins capables d'indiquer ce qu'ils auraient dû faire, voient évidemment qu'ils ont mal gouverné.

Les malheurs publics, en démontrant la nécessité de retremper les courages, amenèrent de nouvelles réunions politiques. Une société, digne émule de celle des jacobins, venait de se former au manége (1); là, à la porte même du conseil des Anciens, on déclamait sur l'impéritie de l'administration. Pour se soustraire à la loi qui interdisait les sociétés dirigées par des présidents, on avait nommé Drouet, *régulateur des débats*. Ces ardents républicains, sans vouloir le triomphe des prolétaires, croyaient pouvoir se servir des meneurs de ceux-ci, et bientôt le club du manége égala celui des cordeliers. La France fut menacée d'une anarchie plus horrible que celle de 1793, parce qu'alors la dictature du comité de salut public, soutenue par la victoire, remédiait en quelque sorte aux vices du gouvernement populaire, et qu'aucune autorité ne pouvait se flatter d'y parvenir, si l'on démuselait de nouveau le tigre de Robespierre.

Déjà la tribune du manége retentissait d'accusations contre ceux qui avaient tenu le timon des affaires, et l'on n'attendait qu'un signal pour faire tomber leurs têtes. C'est la conduite de Talleyrand qui, après celle de Rewbell et de Schérer, prête le plus à l'examen : il est formellement accusé de cette funeste expédition d'Égypte, cause première de tout le mal. Réduit à se justifier, il affirme que l'expédition était décidée avant son entrée au ministère. Charles Delacroix se croyant inculpé par cette assertion, déclare que, si le projet fut agité bien avant la révolution, il n'en fut jamais question pendant qu'il eut le portefeuille. Il disait vrai, car on sait maintenant que Bonaparte et Talleyrand sont les premiers auxquels il soit venu en tête de réaliser les rêves du consul Magallon et de chef du bataillon Lazowsky (2).

La justification de Talleyrand ne persuadant pas ses antagonistes, le Directoire, par déférence pour l'opinion publique, nomma Reinhard au ministère des relations extérieures, Robert Lindet aux finances, Cambacérès à la justice. Mais un changement de ministère ne saurait amener un changement immédiat de politique, quand on n'est pas en position de négocier une paix passable; et le renvoi de Talleyrand ne suffisait pas pour dissoudre la coalition. En jetant un regard sur le passé, on dut alors regretter amèrement toutes les extravagances de 1798. Quelle différence de résultats si l'on se fût appliqué à consolider l'influence de la république en Italie, en y intéressant l'Espagne par l'agrandissement de l'infant duc de Parme, au lieu de s'aliéner les cours de la Péninsule par les révolutions de Gênes, de Rome et du Montferrat! Élever une puissance en faveur du gendre de Charles IV, eût été un excellent moyen de prouver à la reine des Deux-Siciles et à Charles-Emmanuel de Piémont, qu'on savait estimer l'alliance d'un prince de la maison de Bourbon; c'eût été engager en même temps l'Espagne à redoubler d'efforts sur mer, et à fournir pour la garde commune de l'Italie, le contingent stipulé à Saint-Ildephonse. Ainsi, loin d'avoir besoin d'envoyer Macdonald à Naples et Gauthier en Toscane, on aurait eu 140,000 combattants Français, Espagnols et Italiens à présenter aux Impériaux sur l'Adige.

Toutefois le temps des récriminations était passé. Il ne s'agissait plus de dominer en Italie, mais bien de sauver la France. Les regards du Directoire se tournèrent sur l'intérieur où les fureurs de la société du manége menaçaient de tout boule-

(1) Le manége était attenant au jardin des Tuileries, dans l'emplacement de la belle rue de Rivoli.

(2) Voyez chap. LXXIX et pièces justificatives du livre XIV, n° 4, dans le tome précédent.

verser. De tels désordres, à la porte du palais législatif, devenaient intolérables; la société expulsée du lieu de ses séances alla s'installer rue du Bac, sous la présidence du régulateur Augereau. Les débats devenaient tous les jours plus orageux; l'éloge de Babœuf, prononcé à la tribune de la société, attestait qu'il était temps de frapper. Sieyes confia à Fouché le ministère de la police; et cet ancien proconsul, auquel on ne peut contester un grand esprit des affaires, se hâta de fermer l'antre du jacobinisme, en même temps que le Directoire réclamait une loi répressive des délits de la presse.

C'était très-bien pour l'intérieur, mais il fallait d'autres mesures pour arrêter les ennemis de la France. Certain d'obtenir, par la nouvelle loi, les deux principaux éléments de la guerre, le Directoire s'occupa du soin de repousser l'invasion dont on menaçait la France du côté de l'Est. Il chargea le bureau topographique de déterminer la ligne d'opérations que prendraient probablement les armées alliées, si elles parvenaient à chasser Masséna de la Suisse; et d'indiquer les obstacles naturels ou d'art qu'on pourrait, dans cette direction, opposer à une grande invasion. Quoiqu'un militaire distingué eût tracé, dans un mémoire lumineux, sa direction naturelle dans la trouée entre le Jura et les Vosges, le général Clarke, son chef, s'obstina à dire qu'elle se dirigerait, par la Suisse et les Alpes cotiennes, sur Lyon. En conséquence, il présenta un long travail, dans lequel il indiqua toutes les mesures à prendre pour couvrir la frontière des Alpes. Ces moyens consistaient principalement à former une armée qui aurait la garde du grand et du petit Saint-Bernard, du Simplon, du mont Cénis, du mont Genèvre et du col de l'Argentière; tandis que l'armée d'Italie, débouchant de l'Apennin, reprendrait l'offensive pour prévenir le siége de Coni, ou faire lever celui de Mantoue; et que l'armée d'Helvétie opérerait une diversion puissante sur la Limmat.

Le directeur Moulins enchanté de ce travail, qui relevait à ses yeux l'importance des points confiés à sa garde pendant plus de quinze mois, se prononça en sa faveur, et aucun de ses collègues n'étant en état d'en démontrer les inconvénients, ils l'adoptèrent d'une voix unanime. On arrêta que l'armée chargée de la garde des débouchés des Alpes, serait incessamment portée à 30,000 fantassins et 2,000 chevaux, tant par les nouvelles levées que par les troupes de l'intérieur qu'on dirigerait de ce côté à marches forcées. Le Directoire crut faire un trait de bonne politique de confier le commandement de cette armée à Championnet, dont un conseil de guerre venait de briser les fers. Des ordres furent donnés pour faire rejoindre les réquisitionnaires et les conscrits réfractaires. L'on restaura à la hâte les fortifications de Genève, de Grenoble, de Briançon et de Fénestrelles, qui ferment les principaux débouchés du Piémont en France; on les approvisionna en vivres et en munitions. Mais, comme si ces mesures ne pouvaient être prises sans que l'esprit de coterie s'en mêlât, on ôta à Moreau le commandement de l'armée d'Italie, dont il venait de rallier les débris, pour la confier au jeune Joubert (1). A la vérité, on lui conféra en échange le commandement supérieur des armées d'Helvétie et du Rhin; mais par un motif facile à deviner, on statua peu de jours après que Masséna conserverait la première, et que Moreau viendrait prendre celle du Rhin, qui n'existait pas encore.

Tandis que le gouvernement français songeait aux moyens de reprendre l'offensive en Italie, les alliés étaient à la veille de lui en ôter la possibilité. Renforcé, le 8 juillet, par l'arrivée de 8,000 Russes sous le général Rehbinder, et par le corps du général Haddick, que des ordres et contre-ordres avaient enfin décidé à quitter le haut Valais et à marcher sur Valence, Suwarow voulait profiter de son immense supériorité pour tomber sur

(1) Joubert, né en 1769, à Pont-de-Vaux, dans le département de l'Ain, s'était engagé fort jeune dans l'artillerie, qu'il quitta pour suivre les études de droit à Lyon, puis à Dijon. Il partit en 1791 comme simple grenadier dans un bataillon de volontaires à l'armée des Alpes, où il fut nommé par la suite adjudant général. Il mérita le grade de général de brigade, par sa belle conduite à la prise de Cosseria. Ses exploits dans la campagne de 1796, sont assez connus. Joignant une valeur héroïque à des talents naturels et à de l'instruction, il est probable qu'il eût été un des capitaines les plus distingués de ce siècle, s'il n'était tombé frappé à mort le premier jour où il commanda en chef. Moissonné ainsi à la fleur de l'âge, il emporta les regrets de tous les bons Français et l'estime même de ses ennemis.

Situation de l'armée alliée en Italie,

AU MOIS DE JUILLET 1799.

CORPS.	EMPLACEMENTS.	NOMBRE DE		FORCE.		TOTAL.
		Bataillons.	Escadrons.	Infanterie.	Cavalerie.	
ARMÉE D'OBSERVATION.	Vers Rivalta, entre Alexandrie et Tortone.	38	50			
BELLEGARDE	Blocus d'Alexandrie	12	6	40,000	5,610	45,610
ALCAINI.	Blocus de Tortone	6	1			
REHBINDER.	A Plaisance en marche pour joindre l'armée.	9	8	7,200	1,000	8,200
KRAY	Siége de Mantoue.	41	6	25,880	1,400	27,280
OTT et KLENAU	Modène, Bologne.	5	16	4,120	1,800	5,920
KAIM (Autrichiens).	Turin et les Alpes.	11	12	12,400	1,400	13,800
Idem (Piémontais).	*Idem*.	10	»			
HADDICK.	Le Valais et vers le Saint-Gothard.	19	5	14,100	500	14,600
	Total.	151	104	103,700	11,710	115,410

Cet état est celui du quartier-maître général de Chasteler.

Il est probable qu'il désigne la force effective, et non les présents sous les armes.

N. B. On a compté les pulks de Cosaques à 4 escadrons, et les compagnies légères à 6 par bataillon.

le général Moreau, pendant que Macdonald, refoulé sur la Toscane, ne savait où donner de la tête. L'armée alliée qui comptait alors plus de 100,000 hommes, comme on le voit au *Tableau ci-joint*, n'aurait pas eu grande peine à en rassembler 60,000 pour accabler les débris de l'armée d'Italie, qui ne comptait guère plus de 20,000 combattants confinés sur les montagnes de la Ligurie, et dont la ligne adossée à la mer était plus que dangereuse. Heureusement pour la France que le cabinet de Vienne fut loin d'apprécier tous ses avantages, et que l'Empereur, par une lettre autographe, prescrivit impérativement à Suwarow de ne rien entreprendre contre la Suisse, ni contre Gênes ou la frontière des Alpes maritimes, sans avoir au préalable soumis la place de Mantoue et celles qui tenaient encore en Piémont.

L'impétueux maréchal ne pouvant déguiser le dépit que lui causait un ordre si fatal à sa gloire, s'écria : *Voilà comment on perd les armées* (1) ! Mais plus docile que le prince Eugène, ou plutôt sentant tout ce que sa qualité de général étranger exigeait de ménagements, il obéit, porta aussitôt des renforts à Kray pour assiéger Mantoue, et lui envoya par le Pô un train d'artillerie considérable; en même temps, il prescrivit de rassembler à Turin tout ce qui serait nécessaire pour presser vigoureusement la citadelle d'Alexandrie. Dégoûté d'ailleurs par les autres motifs que nous avons signalés, Suwarow abandonna au général Ott, à Klénau, le soin d'inquiéter la retraite de l'armée de Naples qui aurait dû être impossible, puis il campa sur la Bormida pour s'occuper de la tâche qui lui était imposée.

Tel était l'état des choses à la fin de juillet, lorsque les armées de Naples et d'Italie eurent opéré leur jonction dans l'état de Gênes. Leur force totale s'élevait alors à 48,000 hommes, dont environ 3,000 de cavalerie avec un matériel d'artillerie considérable. Cette masse, combinée avec l'armée des Alpes, semblait encore suffisante pour reprendre l'offensive contre l'armée austro-russe, dispersée dans toute l'Italie.

Cette considération n'était pas la seule qui dût engager les Français à marcher derechef en avant; d'autres non moins pressantes militaient en faveur de ce parti. On avait reconnu l'impossibilité de faire vivre l'armée sur un sol naturellement stérile et déjà épuisé. Malgré la bonne intelligence qui semblait régner entre le directoire ligurien et celui de la république française, on pressentait que le premier, retenu par cet esprit mercantile que la nature et les besoins du pays ont réduit en système, ne donnerait d'une main qu'en recevant de l'autre. D'un autre côté, les croisières anglaises qui infestaient les côtes, détournant l'arrivage des bâtiments chargés d'approvisionnements, l'armée avait à souffrir les privations les plus dures : les routes de la Corniche et de Gênes étaient couvertes de malheureux soldats expirants de besoin; les maladies d'hôpitaux exerçaient des ravages affreux. Il était urgent de mettre un terme à cet état de pénurie, et de relever le courage abattu des soldats, en les faisant descendre dans ces plaines fertiles, où leurs regards découvraient l'abondance.

Six demi-brigades récemment arrivées de France avaient renforcé l'armée de 12,000 combattants : l'artillerie était réparée et approvisionnée, et déjà Moreau méditait son plan d'invasion, quand il reçut l'avis qu'il était appelé au commandement de l'armée du Rhin. Sur ces entrefaites, la citadelle d'Alexandrie, l'une des meilleures de l'Europe, tomba au pouvoir des alliés, après un mois de blocus et vingt jours de tranchée ouverte. La nouvelle de ce revers acheva d'embarrasser Moreau; la situation était trop délicate pour qu'il ne résolût pas d'attendre son successeur, et on perdit ainsi par d'inutiles mutations de généraux, le seul moment propice pour agir avant la chute de Mantoue. Cependant, Joubert suivit de près l'annonce de sa nomination, et pressa l'achèvement des préparatifs. Mais une fatale destinée présidait à toutes les entreprises de cette campagne, et semblait vouloir épuiser ses rigueurs sur la France. Cette dernière place, dont une réputation usurpée avait exagéré la force aux yeux des militaires de toutes les nations, venait aussi de succomber, après une attaque de quelques jours. Avant de rapporter les funestes effets que sa reddition inattendue eut sur les opérations de Joubert, il convient de jeter un coup d'œil sur le siége de ces places.

(1) Mémoire de Chasteler.

On se rappelle qu'un corps de 17,000 hommes avait été mis à la disposition du général Kray pour investir Mantoue et assiéger Peschiera. La première de ces villes fut assez mal bloquée pendant deux mois. La réduction de Peschiera ayant rendu disponible le parc de siége aussi bien que le corps chargé de l'attaque, on se disposait à presser Mantoue; mais l'approche de l'armée de Naples dans les premiers jours de juin décida Kray à évacuer son matériel sur Vérone, et à suspendre le siége jusqu'à la décision des affaires dans les plaines de Plaisance. Ce ne fut ainsi qu'à la fin de juin et après la victoire de la Trebbia, que les alliés songèrent sérieusement à s'en rendre maîtres. A cet effet, outre les 100 pièces qui avaient servi à Peschiera, on dirigea sur Crémone une partie de l'artillerie trouvée à Turin; et le corps de blocus fut porté à 30,000 hommes, tant par les renforts que Suwarow détacha sous les généraux Ott et Zopf au commencement de juillet, que par ceux envoyés du fond de l'Autriche (1).

Nous avons déjà donné des idées assez précises sur l'importance stratégique de cette place; mais ces renseignements ne seraient pas suffisants pour mettre nos lecteurs à même de juger l'attaque et la défense, il faut donc y ajouter de nouveaux détails.

La ville de Mantoue renferme une population de 30,000 âmes et se trouve environnée d'un mur d'enceinte crénelé, dont la circonférence peut être évaluée à 3,000 toises sans les ouvrages extérieurs. (*Voyez* pl. XXIV.) Deux ponts de pierre divisent en trois parties l'île au milieu de laquelle cette place est située. Le premier conduit à la citadelle et l'autre au faubourg de Saint-Georges. La citadelle est un pentagone qui n'a que 4 bastions, parce que le côté qui fait face à la ville n'est pas fortifié : c'est plutôt une tête de pont qu'une citadelle. Le corps de la place n'est pas bastionné, il n'est flanqué que par des redans disposés fort irrégulièrement; mais il est couvert par une multitude d'ouvrages extérieurs commandés ou de peu de relief. La partie qui s'étend le long du lac du milieu et du lac inférieur n'a presque pas de parties flanquantes : ce défaut n'est pas au surplus le seul; dans les crues ordinaires, les eaux arrivent jusqu'à hauteur du parapet; quand le lac est bas, il laisse à sec, au contraire, un espace assez considérable pour y débarquer et y déployer des troupes. Le rempart, vers les portes de Pisterla et de Cerèse, est à revêtement droit sans talus, ce qui facilite l'ouverture de la brèche.

Tous les ouvrages extérieurs de Mantoue, à l'exception de la citadelle, sont en terre mouvante. Le camp retranché de Migliaretto a été mal tracé et peut être pris à revers par des batteries placées à droite de Saint-Georges. Rien de plus aisé que de l'emporter d'un coup de main, puisqu'on peut y arriver par la chaussée de Cerèse et le long du Mincio. Migliaretto pris, le Thé tombe sans coup férir; et une fois l'assiégeant logé dans le Thé et le Migliaretto, le corps de place sera bientôt ouvert. L'ouvrage à corne de Pradella étant trop exigu, n'est capable d'aucune résistance, car les batteries du front d'attaque seront ruinées en un instant par l'assiégeant. A la vérité, il faudra qu'il traverse une longue inondation pour arriver à la brèche; mais enfin cet obstacle n'est pas insurmontable. Le faubourg Saint-Georges a le défaut contraire de Pradella, et exige à lui seul au moins 3,000 hommes pour sa défense. La citadelle, quoique bonne, ne saurait servir de refuge à la garnison, puisqu'elle n'est séparée de la ville que par un vieux mur d'enceinte ébréché en plusieurs endroits. Considérée comme tête de pont, elle ne peut nullement favoriser les sorties, attendu qu'elle est bâtie au nord du lac, et que ce sera toujours au sud que l'on attaquera Mantoue.

La force de cette place réside donc uniquement dans la manœuvre des eaux. Or tout leur jeu est formé par trois écluses. Celle de la citadelle permet d'élever ou de baisser à volonté les eaux du lac supérieur, celle de Pradella donne entrée aux eaux du lac supérieur dans le Pajolo; enfin l'écluse de la porte Cerèse qui permet de retenir les eaux du canal de Pajolo et de les reverser dans le marais pour augmenter la force de la place. De ces trois écluses, la dernière n'est, pour ainsi dire,

(1) Le corps fut renforcé par les régiments de Terzy et Teutschmeister et quelques Croates venus de l'intérieur, et qui n'ont pas été compris dans le tableau annexé au chap. LXXXIV.

pas couverte : la seconde tombe avec l'ouvrage à corne de Pradella ; il ne reste donc à l'assiégé que la dernière.

L'assiégeant peut augmenter ou diminuer les eaux, dessécher ou inonder les marais en faisant au Mincio des saignées et des bâtardeaux, ce qui lui est très-facile quand il est maître de Peschiera. Enfin, les digues ou chaussées qui mènent à Pradella sont en terre, et leur grande largeur permet à l'assiégeant d'y faire cheminer ses tranchées. Le directoire cisalpin était aussi bien informé de la faiblesse de Mantoue que celui de France ; il avait même arrêté de vastes projets d'amélioration, tant pour remédier aux défauts des retranchements de Migliaretto et de Pradella, que pour agrandir la sphère d'activité de la citadelle et de Saint-Georges, assainir les environs de la place et lui faciliter les sorties; mais le manque de fonds, une confiance trop présomptueuse dans la fortune des armes républicaines, en avaient ajourné l'exécution. D'ailleurs, malgré tous ses défauts, le rôle joué par cette place pendant la campagne de 1796, exagérait à beaucoup de militaires sa valeur absolue. La nécessité où Bonaparte s'était vu d'en lever le siége après 12 jours de tranchée, l'impossibilité de le reprendre après les batailles de Castiglione, faute d'artillerie; tout avait contribué à lui donner une réputation qu'elle ne méritait pas.

Pour tirer de Mantoue tout le parti possible, il eût fallu y laisser au moins 15,000 hommes de troupes aguerries, dont 15 à 1,800 de cavalerie. Loin de là, sa garnison ne s'élevait pas à 12,000 combattants dont 600 à cheval. Un quart de l'infanterie se composait d'auxiliaires mal disposés ; le reste, de demi-brigades françaises hors d'état de tenir la campagne, à cause de leur faiblesse numérique ou du nombre de concrits nus qu'elles venaient de recevoir.

Avec une pareille garnison, il était urgent surtout de nommer pour gouverneur un homme brave et d'un caractère opiniâtre. Malheureusement le choix du Directoire s'était porté sur le général Latour-Foissac, recommandable par ses qualités personnelles, sa probité et ses connaissances en fortification, mais qui avait peu manié de troupes, et manquait de l'énergie nécessaire pour commander dans des circonstances difficiles et triompher d'obstacles imprévus. Sorti du corps du génie, il était trop imbu de ces vérités théoriques incontestables, en thèse générale, mais qui rencontrent tant d'exceptions à la guerre. Persuadé que les opérations d'un siége marchent avec la même régularité que les approches dans un simulacre, il n'accordait rien au hasard ni à la valeur des troupes, et ne croyait pas qu'on pût défendre une place dès qu'il y avait une brèche à l'enceinte. Par conséquent, il ne voyait rien de honteux à capituler pour éviter l'assaut. Tel était le gouverneur à qui la garde de ce boulevard fut confiée. Une circonstance ajoutait encore à la fatalité du choix : Foissac avait été chargé, en 1798, de rédiger un projet de fortification pour Mantoue. L'étude particulière de cette place et l'examen attentif de tous ses ouvrages, l'avaient convaincu qu'elle n'était point susceptible de soutenir un siége régulier, et que les lois rendues sur la défense des places fortes ne pouvaient lui être applicables ; enfin qu'il ne fallait pas moins de 20,000 hommes pour la défendre. Avec ces préventions, Foissac, inférant des attaques de Bonaparte sur le Migliaretto et Saint-Georges que les fronts de ce côté présentaient le plus de facilités à l'assiégeant, y releva les ouvrages, en construisit un grand nombre d'autres, et crut devoir attendre l'événement pour améliorer le front de Pradella. La faiblesse de sa garnison l'empêcha de retrancher le rideau qui le domine, parce qu'il eût fallu camper un millier d'hommes entre le Pajolo et le lac supérieur, tenir les postes de Governolo et de Borgo-Forte qui sont les clefs du Seraglio; du reste, il n'avait rien négligé, eu égard à la faiblesse de la garnison et à la pénurie de ses moyens, pour améliorer les ouvrages extérieurs. La place se trouvait abondamment fournie de vivres ; mais les munitions de guerre et l'artillerie y auraient également manqué pour un long siége.

Dans les premiers jours d'avril, lorsque l'armée française eut abandonné la ligne du Mincio pour se retirer sur l'Oglio, Foissac, qui jusqu'alors s'était flatté de se débarrasser de ce pénible fardeau, voyant bien qu'il serait chargé de défendre Mantoue, conserva dans la place 7,600 hommes, chargea le général Monnet de la garde de la citadelle avec environ mille fantassins, confia au général Meyer celle du fort Saint-Georges en lui

donnant 1,400 hommes; 1,300, sous les ordres du général cisalpin Wielhorski, s'établirent dans le fond de Migliaretto, et 500, sous le chef de brigade Balleydier, dans l'avancée de Pradella.

On voit d'un seul coup d'œil que la sphère d'activité de la garnison se trouva fort resserrée par cette distribution, et qu'il lui devint impossible de faire des courses dans le Seraglio; aussi n'y eut-il dans toute la durée du blocus que trois sorties un peu sérieuses.

Cependant tous les préparatifs du siége étant achevés, le baron de Kray se détermina à attaquer le front de Pradella dominé par les hauteurs de Belfiore, parce que le corps de place ne consistait que dans le bastion Alexis et la demi-lune de Pradella, liés entre eux par une courtine de 350 toises, en avant de laquelle on ne voyait que deux flèches en terre.

Avant d'ouvrir la tranchée, il fallait expulser les Français de la digue du Pajolo, derrière laquelle ils avaient construit une batterie de 4 pièces de canon, et les forcer à abandonner la tour de Cerèse, armée de 4 bouches à feu qui enfilaient la route de Borgo-Forte et protégeaient les écluses d'inondation; enfin, les chasser d'un retranchement qui la couvrait et croisait ses feux avec le fort Saint-Georges. Il fut décidé que le corps de siége camperait, la droite à Capi-Lupo, la gauche à la Chartreuse, et qu'il embrasserait dans sa contrevallation Angioli, Palasmo, Dosso-del-Corso, Chiesa-Nova et Casa-Rossa; qu'on élèverait sur chacun de ces points un petit retranchement pour 2 à 300 hommes, en avant duquel les troupes légères établiraient leur cordon d'avant-postes.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, on commença à remuer la terre à Simone et à Valle pour établir deux batteries contre celle que les Français avaient élevée derrière la digue en face de Belfiore; et, dans la nuit du lendemain, on travailla à Casa-Rossa à une seconde batterie contre la digue. La garnison, qui s'en aperçut, fit au jour un feu si vif, qu'on fut obligé de suspendre les travaux. Néanmoins, le jour suivant on éleva 4 autres batteries, tant sur la gauche du chemin de Cerèse qu'à Pietole, pour battre la tour de Cerèse et la batterie de la digue.

Lorsqu'elles furent établies, le colonel Riedt reçut l'ordre de se porter avec deux bataillons précédés de quelques compagnies de chasseurs sur la tour de Cerèse et de l'enlever sous la protection des 24 bouches à feu mises en batterie. Cette attaque eut lieu à 5 heures du matin et avec une telle impétuosité que l'assiégé se retira en toute hâte dans le retranchement, abandonnant 2 pièces dans la tour. Encouragés par ce succès, les Autrichiens voulurent l'emporter de vive force; mais ils échouèrent, parce que les Français lancèrent une pluie de mitraille sur les colonnes impériales qui cheminaient sur la digue, où elles firent une coupure pour se mettre à l'abri.

Le jour suivant, les redoutes de Sparnevera et de Simeone furent terminées, et on perfectionna les batteries dirigées contre le retranchement de Cerèse. Les assiégeants démolirent celui de la tour à la chute du jour, achevèrent les traverses sur la digue, ouvrirent l'écluse pour favoriser l'écoulement des eaux, et poursuivirent la ligne de contrevallation. Dans la nuit du 11 au 12, on perfectionna tous ces travaux, en sorte que dans la suivante on commença à Erbelo, Montellano et Casa-Cabriani 3 batteries de 4 pièces contre la citadelle.

Dans la nuit du 13 au 14 et la journée suivante, le feu se ralentit de part et d'autre, et les Autrichiens disposèrent tout pour ouvrir la tranchée; 3,500 travailleurs furent commandés à cet effet, et 4 bataillons et un escadron durent en former la garde.

Le 14 juillet, la garnison ayant annoncé par plusieurs salves qu'elle se disposait à célébrer l'anniversaire de cette journée, Kray profita de la nuit pour ouvrir la tranchée avec moins de péril, pensant bien qu'elle ferait une garde moins sévère. Ainsi qu'il l'avait prévu, la tranchée fut ouverte sans perte, et ce ne fut que le lendemain, lorsqu'on avait déjà assez de terre pour se couvrir, que l'artillerie de la place commença à jouer.

Dans la nuit du 15 au 16, la parallèle fut achevée et le feu de la place diminua considérablement; dans la suivante on commença la deuxième parallèle entre Osteria et Fossa-di-Belfiore. Le feu de la place redoubla d'intensité sans ralentir les travaux. Le 18, on perfectionna cette dernière parallèle; le feu de la place fut très-animé : deux

pièces de canon placées sur le bord du lac supérieur essayèrent de prendre en flanc les tranchées; mais leur grand éloignement ne leur permit pas d'atteindre le but qu'on s'était proposé. Le 19, après avoir élargi les deux parallèles, l'assiégeant les lia ensemble par leur droite, ouvrit des chemins pour communiquer à différentes batteries, et amena du 16 dans celles qui devaient contre-battre la digue. Le lendemain il perfectionna la deuxième parallèle, et la disposa pour recevoir du canon. La journée du 21 et la suivante furent employées à la prolonger de 48 toises sur sa droite, et à achever les communications.

Le 23, les batteries furent armées. Quoique la place eût fait la nuit du 23 au 24 un feu très-vif, on dégorgea les embrasures; et vers quatre heures du matin 110 bouches à feu, réparties dans les 9 batteries, tirèrent sur le bastion Saint-Alexis, sur le Thé et sur l'ouvrage à corne de Pradella. Leur feu soutenu et bien dirigé éteignit au bout de quelques heures celui des assiégés, ce qui était aisé à prévoir, puisque le bastion et les flèches couvrant la courtine, n'avaient pour riposter qu'une trentaine de pièces. De l'autre côté du lac, les Autrichiens redoublèrent leur feu contre la citadelle, tandis que les batteries de Cerèse tonnèrent contre la redoute de Saint-Charles et la digue du Pajolo. Peu de maisons dans Mantoue éprouvèrent de dommage, mais un magasin à fourrages fut incendié, et tous les ponts de Pradella furent détruits, ce qui causa de grands embarras par la pénurie des bois de construction.

Dans la nuit du 24 au 25, le baron de Kray tenta un coup de main sur les fronts de Migliaretto et du Thé. Son dessein paraît avoir été de s'emparer du camp retranché du Thé, peut-être même de Mantoue, en y entrant pêle-mêle avec les troupes qui s'y retireraient par les portes de Pisterla et de Cerèse. Pour cet effet, deux colonnes d'environ 600 hommes chacune, durent attaquer les batteries placées en arrière de la digue de Pajolo. A 11 heures du soir, elles se mirent en marche, la première conduite par le colonel Riedt, partit de l'attaque de Cerèse, et s'empara sans coup férir de la batterie de ce nom; l'autre, composée de volontaires, déboucha de la seconde parallèle et se jeta sur la batterie du Pajolo. Vainement quelques compagnies de grenadiers se portèrent entre la batterie de Cerèse et les ouvrages avancés pour soutenir l'une et couvrir les autres; la colonne de Riedt ayant franchi le marais vers l'angle de la digue et passé le canal de Pajolo à gué ou sur de petits ponts, repoussa les assiégés jusque dans le bastion de droite du Migliaretto. Pendant ce temps la colonne de gauche, longeant le flanc de l'île du Thé, parvint jusqu'à la barrière en face du bastion Alexis. La résistance de ce poste ayant donné le temps aux réserves d'accourir, trois compagnies de grenadiers polonais reprirent d'abord une flèche sur la route, et forcèrent l'ennemi à rétrograder. L'intention de Latour-Foissac était de reprendre les batteries de Cerèse et de Pajolo; mais sa tentative contre la première échoua, parce que l'assiégeant la protégeait déjà par ses postes. La seconde fut reprise par la 1re légère cisalpine, qui s'y maintint nonobstant tous les efforts de l'ennemi. Finalement, le coup de main des Autrichiens, après avoir été sur le point d'être couronné de succès, manqua, et ils y perdirent 5 à 600 hommes.

Néanmoins Foissac, tremblant de voir renouveler pareille tentative la nuit suivante, parce qu'il n'avait pas 2,000 hommes pour la défense des camps retranchés de Migliaretto et du Thé, convoqua un conseil de guerre, où il posa des questions qui décelèrent le peu de confiance qu'il mettait dans la valeur de la demi-lune et de l'ouvrage à corne de Pradella. Bien que ce conseil fût composé d'officiers très-instruits et très-braves, l'opinion de Foissac influença la leur; et, comme d'ailleurs l'évacuation de la demi-lune n'entraînait pas la reddition immédiate de la place, il décida qu'on ne la défendrait plus que pour procurer aux troupes le temps d'effectuer la retraite dans l'ouvrage à corne; que préalablement on mettrait toute l'artillerie qui s'y trouvait hors de service; enfin qu'on ne ferait sauter les mines que lorsque l'ennemi y aurait formé des établissements.

Le conseil décida aussi qu'on abandonnerait la batterie de Pajolo, dont le flanc gauche restait en prise à l'ennemi, libre de cheminer à couvert le long de la digue depuis qu'il s'était retranché à la batterie de Cerèse. Enfin il fut arrêté que le général Meyer évacuerait le fort Saint-Georges, afin

de concentrer dans Mantoue et de réunir sur le front d'attaque le plus de forces possibles.

La journée fut employée aux préparatifs de ces dispositions; l'évacuation du fort Saint-Georges eut lieu en silence dans le meilleur ordre, les avant-postes du général Elsnitz ne s'en aperçurent que le matin du 26, et lorsqu'ils en prirent possession ils n'y trouvèrent que les bouches à feu en fer, toutes les autres avaient été ramenées dans Mantoue.

Cependant, à la véritable attaque, l'assiégeant ayant attaché le mineur à six pieds des palissades de l'ouvrage à corne de Pradella, le renfort amené par la garnison de Saint-Georges ne parut pas suffisant pour en prolonger la défense au delà de deux ou trois jours, attendu qu'établi au pied du glacis il pouvait l'attaquer en même temps que sa demi-lune et l'assaillir par la gorge en passant le canal vis-à-vis les lunettes collatérales. Cette circonstance donna lieu à un nouveau conseil, où, sur la proposition du chef du génie Maubert, on résolut de faire une coupure à la digue qui sert de communication entre Mantoue et l'ouvrage à corne de Pradella, pour tirer du lac supérieur un volume d'eau à peu près égal à celui qui s'échappe par l'écluse de la citadelle, qu'on devait fermer en partie, ainsi que le canal qui traverse la place, afin de former un courant considérable entre la demi-lune et l'ouvrage à corne. Cette opération, en inondant le bassin du Pajolo et rompant tous les petits ponts que l'assiégeant y avait établis, devait préserver le front du Thé et du Migliaretto, et renverser tous ses projets.

En conséquence, la journée fut employée à creuser les fourneaux destinés à produire la coupure; de son côté, l'assiégeant redoubla son feu sur le front d'attaque. Vers 11 heures, Balleydier, après avoir encloué toutes ses pièces, opéra sa retraite en silence et sans être poursuivi; mais les mines ayant été trop tôt allumées, celle de la demi-lune ne causa aucun mal à l'ennemi, quoiqu'elle eût tout culbuté; celle de la digue souffla, et, loin de déterminer l'épanchement des eaux du lac supérieur dans le bassin du Pajolo, forma un couvert très-avantageux pour l'assiégeant.

Celui-ci se contenta d'occuper la demi-lune et l'ouvrage à corne de Pradella, preuve qu'il ne s'attendait point encore qu'on le lui cédât. Il y construisit un logement, et lui ouvrit une communication avec la troisième parallèle, qu'il commença cette nuit-là.

La coupure à la digue n'ayant pas produit l'effet espéré, le découragement s'empara du gouverneur et des principaux officiers. L'assiégeant, au contraire, construisit des batteries de brèche et des mortiers dans l'ouvrage à corne, en même temps qu'il dirigea un grand nombre de feux sur la porte de Pradella, l'unique par laquelle la garnison pût communiquer de la place aux ouvrages extérieurs. Le général Foissac, atterré, allait réunir un conseil, lorsque, le 27, au matin, le baron de Kray lui envoya une seconde sommation, en lui annonçant la reddition de la citadelle d'Alexandrie et l'entrée des alliés à Florence, à Livourne et à Lucques.

L'apparition du parlementaire consterna les principaux officiers de la garnison. On ne douta plus que l'ennemi ne fût déterminé à tirer parti de tous ses avantages. C'est dans cette disposition d'esprit qu'on arriva au conseil, et qu'on décida, presqu'à l'unanimité, qu'il fallait entrer en pourparler avec le général Kray. Son parlementaire fut donc accompagné, à son retour, du général Monet, chargé par le gouverneur de négocier le libre retour de la garnison à l'armée avec armes et bagages. Après plusieurs débats, Latour-Foissac signa, le 30 juillet, la capitulation sous la simple réserve que la troupe rentrerait en France jusqu'à parfait échange.

Deux heures après, les eaux du lac supérieur se précipitant avec violence contre la digue, en enlevèrent plus de 60 pieds, et donnèrent à l'inondation du Pajolo, une profondeur si respectable que la garnison eut regret de sa précipitation; de l'aveu même du gouverneur elle aurait pu prolonger sa résistance au moins de huit jours, car l'assiégeant aurait été forcé d'arriver à la brèche sur des radeaux, entreprise dangereuse que les troupes les plus braves ne recommencent jamais deux fois.

Quoi qu'il en soit, le lendemain, 7,690 sous-officiers et soldats, dont 6,622 Français, 601 Cisalpins et 467 Suisses, furent dirigés vers les frontières de France. Près de 1,000 officiers, parmi lesquels se trouvaient 6 généraux, furent envoyés

dans les États héréditaires. Il ne resta dans la place que 1,220 malades et un millier de Polonais qui furent retenus par les Autrichiens comme déserteurs.

Ainsi tomba Mantoue après 14 jours de tranchée. Les Impériaux y trouvèrent 675 bouches à feu et des approvisionnements de bouche pour plus de 6 mois, outre une belle flottille de 15 barques canonnières portant du 4 et du 6.

La chute prématurée de ce boulevard ayant permis à Kray de renforcer Suwarow de 18 à 20,000 hommes, qui arrivèrent sur la Bormida à l'époque où Joubert descendait de l'Apennin dans la plaine de Novi, on voit qu'elle décida de la campagne. Jamais gouverneur ne fut poursuivi avec plus d'acharnement que Foissac; la haine qui envenime et dénature tous les faits l'accusa de lâcheté, de trahison et d'improbité, quand il n'était coupable que de faiblesse. Dans le grand procès où des misérables déposèrent contre lui, si le Directoire eût été juste, il eût sans doute rejeté une partie des torts de la perte de Mantoue sur le général en chef qui, sollicité à diverses reprises d'y envoyer un gouverneur d'un caractère plus énergique, s'obstina à y laisser Foissac, dans la confiance qu'un officier versé dans la théorie de l'art défensif tirerait meilleur parti d'une mauvaise place qu'un brave dépourvu des connaissances spéciales.

Pendant que le général Kray pressait Mantoue, le comte de Bellegarde laissé avec un corps de 8 à 10,000 hommes devant la citadelle d'Alexandrie, en poursuivait le siége avec vigueur.

Cette citadelle, bâtie sur la rive gauche du Tanaro, passait déjà pour la meilleure place d'Italie. C'est un octogone régulier, bastionné et à demi-revêtement, dont les courtines sont couvertes par autant de demi-lunes avec réduit. Il y a de belles et nombreuses casemates pour la troupe et les approvisionnements. Le seul défaut qu'on puisse lui trouver, est que les fossés ne sont pas assez profonds, et qu'on n'y peut faire les manœuvres d'eaux que la proximité du Tanaro rend faciles.

Le général Gardanne y avait été jeté avec 3,000 hommes; la place contenait des approvisionnements de guerre et de bouche en abondance; mais là, comme à Mantoue, aucune pièce n'était montée sur affût à la Gribeauval, espèce la plus propre à la défense des places.

Immédiatement après la prise d'Alexandrie, le 29 mai, le blocus de la citadelle avait été fait par le général Seckendorf, avec 3 à 4,000 hommes; mais les événements de la Trebbia, firent différer les travaux de la contrevallation jusqu'à la fin de juin. La gauche de cette ligne s'appuyait au Tanaro, et la droite à la route de Casale, son front se trouvait couvert par la Fossa-Loretta, canal qu'on ne peut aisément passer sans pont, et distant de 320 toises du glacis; elle fut protégée par trois redoutes. La place ne contraria ces travaux que par trois sorties, les 28 juin, 6 et 7 juillet.

Tous les préparatifs du siége étant achevés, le comte de Bellegarde ouvrit la tranchée le 8 juillet, à 200 toises du chemin couvert; l'attaque véritable fut dirigée contre le front de Vigna, en même temps qu'une fausse chemina sur la rive droite du Tanaro.

Dans la nuit du 11 au 12, on commença à faire les plates-formes et les banquettes dans la parallèle, et on la ferma sur sa gauche par une redoute. A la fausse attaque, on élargit la tranchée et l'on travailla aux batteries.

La nuit suivante, les assiégeants travaillèrent aux batteries de l'attaque principale, et achevèrent celles de la fausse; du 14 au 15, on les arma de 75 bouches à feu, dont 50 furent dirigées contre le front d'attaque.

Dans la soirée du 14 juillet, le comte de Bellegarde somma la place; mais Gardanne ayant répondu que les lois de l'honneur lui prescrivaient de la défendre, le 15, à trois heures du matin, les batteries commencèrent un feu si vif, que vers dix heures elles éteignirent celui de la place et incendièrent un magasin et une caserne.

La nuit suivante, on déboucha sur trois points de la première parallèle, et l'on poussa les cheminements jusqu'à 60 toises du glacis, malgré la fusillade la plus vive; dans la nuit du 16 au 17, on commença la deuxième parallèle, qui fut achevée dans la journée du 18.

Cependant la garnison, fatiguée par les projectiles, ayant pris le parti dès la veille de ne laisser sur le front d'attaque que le nombre d'hommes strictement nécessaires à sa défense, et d'aller camper sur un front plus éloigné, le comte de Bellegarde qui s'en aperçut, fit placer à l'embranche-

ment des routes de Casale et d'Asti, une batterie d'obusiers qui la força bientôt à lever son nouveau camp.

Du 18 au 20, les Autrichiens construisirent les batteries de la deuxième parallèle, et les armèrent; la nuit suivante on les démasqua, elles entrèrent en action.

Quoique la place fit un feu très-vif de la contre-garde, l'assiégeant déboucha sur trois points de la parallèle à la sape-volante, et conduisit ses travaux avec tant de vigueur, qu'il parvint à couronner, dans la nuit du 20 au 21, deux angles saillants du chemin couvert.

On se proposait d'employer, la nuit du 21 au 22, à chasser les Français du chemin couvert et des contre-gardes du front d'attaque, déjà même les piquets destinés à tenter ce coup de main étaient commandés, ainsi que les mineurs, les canonniers et les travailleurs, lorsque Gardanne demanda à capituler. Cet empressement à rendre la place n'obtint pas même les conditions qui en sont ordinairement le prix. La garnison, qui avait perdu 364 hommes, fut prisonnière de guerre et conduite dans les États héréditaires de l'Autriche. Les Autrichiens perdirent 200 hommes et le marquis de Chasteler y fut grièvement blessé.

En général le siége de la citadelle d'Alexandrie fut conduit avec plus d'habileté et de vigueur que celui de Mantoue. L'activité du feu fut telle, que 75 pièces de canon ou mortiers lancèrent en sept jours, près de 42,000 projectiles; c'est-à-dire, le triple de ce qui avait été lancé sur Mantoue en trois semaines. Les Autrichiens y employèrent un tir particulier, qui, avec moins de poudre, produisit les plus grands effets, puisque les batteries établies au pied du glacis et en arrière, firent brèche, sans toucher le revêtement de la contre-garde, à la face d'un bastion qu'elle ne découvrait pas. Cette circonstance, ignorée de l'assiégeant, hâta la reddition de la place; Gardanne, qui n'avait point contrarié les approches par des sorties, ni mis assez d'obstacles au couronnement du chemin couvert, ne vit point que la brèche était impraticable, qu'il fallait que l'assiégeant le chassât des contre-gardes, construisît ses batteries de brèche et les mît en action avant de songer à l'assaut. Cependant comme il avait résisté avec courage à une attaque des plus vives, on exalta sa défense, bien qu'au fond, il eût rendu une forteresse dont le corps de place était encore intact.

Le génie autrichien, tout glorieux de ces conquêtes, crut avoir fait faire de grands progrès à l'art des siéges; néanmoins la chute de ces places n'avait rien que de très-naturel, puisque de tout temps la défense est subordonnée à l'attaque : celle-ci emploie des procédés réguliers dans leur marche, sûrs dans leurs effets, à l'opposé de l'autre qui n'a que des moyens vagues et indéterminés; d'où résulte en fortification la supériorité de l'attaque sur la défense. Si l'on ne peut contester à l'artillerie autrichienne d'avoir fait preuve d'habileté en augmentant l'effet de son tir, il n'en est pas moins vrai que la prompte réduction des places d'Italie fut principalement le résultat des causes suivantes.

1° La supériorité du nombre des alliés, leur ayant donné les moyens de tenir au loin les armées françaises, ils purent se dispenser de faire des lignes de circonvallation et de contrevallation, avec d'autant moins de danger que les garnisons étaient partout trop faibles pour effectuer des sorties dangereuses.

2° La grande quantité d'artillerie employée par les alliés contre les places, leur a permis de négliger quelques procédés dans l'attaque, attendu que le nombre des batteries dispensait de soin dans le choix de leur emplacement.

3° Le service de l'artillerie républicaine fut partout mal dirigé, non par défaut d'instruction du personnel, mais parce qu'il ne se trouvait pas en nombre suffisant, et qu'on fut obligé d'y suppléer par des canonniers auxiliaires pris dans l'infanterie.

4° Les places conquises étaient défectueuses et manquaient d'abris. Leurs garnisons, composées de débris de corps défaits dans la campagne, n'étaient point propres aux travaux de la défense.

5° Enfin, le Directoire et le général en chef de l'armée d'Italie, nommèrent pour gouverneurs des hommes peu aptes à en remplir la tâche, l'un avait des talents sans énergie, et d'autres de l'énergie sans talents.

Laissons au reste ces digressions qui ne sont pas

même du domaine de l'histoire militaire, et revenons aux opérations des armées actives, en commençant par exposer ce qui se passait en Suisse depuis l'évacuation de Zurich. Nous reprendrons ensuite la narration des événements militaires en Italie, dont ce court aperçu nous mettra à même d'apprécier tout le mérite.

CHAPITRE XC.

Stagnation en Suisse dans la position de l'Albis. — Situation déplorable de ce pays. — Mission de Glayre à Paris, et représentations du directoire helvétique. — Lecourbe reprend les petits cantons, le Grimsel et le Saint-Gothard. — Thurreau s'empare du Simplon. — L'archiduc, encouragé par l'arrivée du corps russe de Korsakof, projette de passer l'Aar, la Limmat et la Reuss, au-dessous de leurs confluents. Cette manœuvre habile échoue par des fautes d'exécution. — Le prince Charles reçoit l'ordre de marcher sur le bas Rhin.

Immédiatement après la prise de Zurich et la retraite des Français sur l'Albis, l'archiduc établit le gros de son armée sur la chaîne de collines qui sépare la Glatt de la Limmat, et plaça une ligne de postes, tant sur la rive droite de cette dernière rivière que le long de l'Aar, pour observer les mouvements des républicains. Il mit une garnison de 4,000 hommes dans Zurich, en augmenta la défense au moyen de l'artillerie suisse, se créa promptement une flottille sur le lac avec les barques abandonnées par les Français, puis transféra son quartier général à Klotten. Son aile droite resta comme on sait dans la forêt Noire, sous les ordres de Starray.

Masséna appuyant toujours sa gauche au Rhin, avait porté la division Thurreau derrière l'Aar. Le centre, campé sur les bords de l'Albis, occupait une position formidable, tant par la difficulté naturelle du terrain que par les ouvrages d'art qui y furent promptement élevés. La droite se prolongeait jusqu'à Zug. Les avant-postes républicains tenaient vis-à-vis de ceux du général Rosenberg (1), les villages de Schlieren, d'Altstetten et d'Albisrieden, et bordaient ensuite la rive gauche de la Limmat.

Lecourbe, détaché en quelque sorte de l'armée, s'étant mis en communication avec Xaintrailles qui avait déjà repoussé les Valaisans au delà des sources du Rhône, ces deux divisions allaient opérer de concert pour reprendre le Saint-Gothard, lorsque les événements de Zurich dérangèrent ce projet. Xaintrailles inquiet alors des progrès de la brigade Rohan, poussée par Haddick sur le Simplon, descendit la vallée du Rhône pour couvrir ce passage important, et Lecourbe se vit obligé d'abandonner la haute Reuss pour se tenir à la hauteur de Masséna. Sa brigade de droite, commandée par Loison, évacua tous les postes qu'elle occupait au-dessus d'Altorf, à l'exception du pont de Séedorf, puis alla s'établir entre Séelisberg et le lac de Sarnen, faisant garder l'Engelberg par ses éclaireurs. Lecourbe, qui avait porté son quartier général à Lucerne, rappela également sa gauche du canton de Schwitz et de la vallée de Mutten, et la replia aux environs d'Arth, où elle se liait par le lac d'Egeri à la deuxième division, chargée de garder les bords de la Sil.

Ces mesures défensives, qui se ressentaient un peu du système de cordon, étaient bonnes devant un général assez soumis pour attendre les ordres du conseil aulique: elles eussent singulièrement compromis l'armée, si Masséna avait eu pour antagoniste le vainqueur de Leuthen, ou si l'archiduc, à l'exemple du prince Eugène, avait seulement eu assez de confiance dans la supériorité de ses talents militaires pour ne prendre conseil que de lui-même. Au lieu de se jeter en masse sur le centre éparpillé des Français, le général autrichien, tout occupé du désir d'en reconnaître la force, augmenta de quelques bataillons l'avant-garde du prince de Rosenberg, et lui fit attaquer, le 8 juin, Albisrieden, Altstetten et Schlieren. Les troupes républicaines furent surprises; non-seulement les Impériaux s'emparèrent de ces villages; mais gravissant les premières pentes de l'Uetli, ils les chassèrent d'une redoute construite au-dessus d'Albisrieden. C'en était fait de toute la ligne de l'Albis, si le corps de bataille de l'archiduc eût été préparé pour soutenir cette attaque; mais Soult ayant eu le temps de rassembler quelques bataillons, assaillit à son tour les troupes isolées de Rosenberg, les

(1) Il ne faut pas le confondre avec le lieutenant général russe du même nom, employé à l'armée de Suwarow.

EMPLACEMENTS.	NOMBRE DE BATAILLONS.	NOMBRE DE ESCADRONS.	FORCE.	OBSERVATIONS.
Pas de Nuffenen, haut Valais et Grimsel.	8	1	5,000	
Altorf et pont du Diable.	7	1	4,800	
Schwitz, mont Aetzel	12	5	8,600	Les régiments émigrés suisses de Bochmann, Roverea et Salis ne sont pas compris dans cet état non plus que 2 à 3,000 insurgés de Schwitz et du Valais.
De Schwitz			1,000	
Sous Zurich.	8	26	10,000	
Sur la Limmat et l'Aar.	12	19	12,000	
Cantonné ou campé entre Regensdorf et Tettingen	24	23	23,000	
à Waldshut et à Stuhlingen . . .	6 ½	8	7,000	
Total en Suisse.	77 ½	83	71,400	
Au camp de Willingen et aux environs	6	36		
A Offenbourg et devant Kehl . .	8	22		
A Fribourg et vers Philipsbourg.	2	10		
Total général.	93 ½	151		

›s, on trouvera en Suisse

igades auxiliaires à peine
ıi n'avait devant lui que

DIVISIONS.
XAINTRAILLES ensuite THURREAU.
LECOURBE.
CHABRAN.
SOULT.
LORGES.
THARREAU.
KLEIN.
NEY.
SOUHAM.
MONTCHOISI.

risé la jonc-
Macdonald,
en Italie.
vernement,
de l'entre-
on habileté
ats; mais,
s magasins
a Lombar-
s peine d'y
a. A cette
a à Zurich,
vétie sans
du Rhin
tirer quel-
en 1792,
remplacer
s, et cette
s trop né-

e se trou-
les uns à
n'ayant pu
venait dès
ité, il eût
en faveur
d'ajourner
la retraite
écemment
oblémati-
tard pour
moins, à

en de pa-
regardait
lie, et re-
mptement
it de cou-
ut devoir
, frappés
rs de lice
blâmé. Ils
s dans les
us six se-
fet, de te-
e 30,000
avec lui

IONS.

igrés suis-
loverea et
compris
lus que 2
e Schwitz

plus vives; instruit que Strauch seul était resté au Gothard et dans le haut Valais avec 4 ou 5,000 hommes, le prince prescrivit alors à Jellachich de se borner à défendre les petits cantons, et lui envoya, à cet effet, un renfort de 8 bataillons.

Depuis cette époque, les deux armées, placées, comme on le voit au tableau ci-joint, dans des positions à peu près parallèles, ne tentèrent plus rien d'important, et parurent se tenir sur une défensive absolue. L'archiduc, en attendant l'arrivée du corps auxiliaire russe, se borna à élever des batteries sur la rive droite de la Limmat et de l'Aar, et à presser l'achèvement de la tête de pont qu'il avait ordonné de construire sur le Rhin, à Busingen.

Masséna, de son côté, s'était déterminé à ne rien entreprendre avant d'avoir reçu les renforts que le gouvernement lui annonçait de jour en jour. Cette résolution, justifiée par les circonstances où il se trouva durant tout le mois de juin, ne devint blâmable que pour avoir été prolongée au delà. Il n'avait alors aucun intérêt à se commettre dans un engagement sérieux, puisqu'il ne pouvait opter qu'entre les trois partis suivants : le premier était d'abandonner les hautes Alpes pour se masser vers Baden et Bruck, afin d'assaillir l'aile droite de l'archiduc et de la rejeter au delà du Rhin. Le second consistait à tenter la même opération, en passant la Linth vers Utznach et tombant sur l'aile opposée. Mais ces deux partis offraient pour l'instant trop de chances défavorables : le but principal de Masséna était de gagner du temps; il l'atteignait donc plus sûrement par la réunion de ses forces entre Schwitz et Bruck, où il tenait le vainqueur en échec; tandis qu'un mouvement offensif par l'une de ses ailes, découvrant le flanc opposé, lui eût fait perdre les avantages de sa position, qui d'ailleurs n'était pas à l'abri de toute attaque. En effet, les Impériaux, maîtres de la navigation du lac et du débouché de Zurich, pouvaient ou forcer le centre ou le masquer avec peu de troupes, afin d'obliger les Français à y laisser beaucoup de monde, pendant que l'archiduc se porterait en masse sur un autre point.

Le troisième parti consistait à diriger toute la droite dans le Valais, et à la faire agir vigoureusement sur les communications de l'armée austro-russe en Italie, en couvrant ce mouvement par des démonstrations. La réussite de ce plan eût favorisé la jonction des deux armées de Moreau et de Macdonald, et peut-être changé la face des affaires en Italie.

La proposition en fut faite au gouvernement, et Lecourbe, dit-on, devait être chargé de l'entreprise avec 25 ou 30,000 hommes. Son habileté reconnue présageait d'heureux résultats; mais, pour réussir, il eût fallu préparer des magasins dans le Valais, et pouvoir déboucher en Lombardie dès les premiers jours de juin, sous peine d'y arriver après le désastre de la Trebbia. A cette époque, l'archiduc occupait trop Masséna à Zurich, pour que celui-ci dégarnît ainsi l'Helvétie sans être préalablement renforcé : l'armée du Rhin était la seule dont il eût été possible de tirer quelques troupes; mais il eût fallu, comme en 1792, mobiliser des gardes nationales afin de remplacer les bataillons de garnison dans les places, et cette garde avait été sinon abolie, du moins trop négligée pour y avoir recours.

Aucune des conditions essentielles ne se trouvant remplie, et le projet attribué par les uns à Masséna et par les autres à Lecourbe, n'ayant pu être conçu qu'au milieu de juin, il devenait dès lors d'une exécution difficile. A la vérité, il eût encore produit une diversion heureuse en faveur de Mantoue, dont Kray eût été obligé d'ajourner le siége, peut-être même eût-il facilité la retraite de l'armée de Naples, que le revers récemment essuyé sur la Trebbia rendait encore problématique; mais si le mouvement arrivait trop tard pour empêcher cette catastrophe, il eût du moins, à coup sûr, détourné celle de Novi.

Le Directoire, ne voyant aucun moyen de parer aux inconvénients d'un projet qu'il regardait comme hasardé, préféra agir en Helvétie, et recommanda à Masséna de reprendre promptement l'offensive : toutefois, ce général, satisfait de couvrir les frontières de la république, crut devoir résister à cet ordre. Quelques militaires, frappés de la nécessité de mettre l'archiduc hors de lice avant l'arrivée de Korsakof, l'en ont blâmé. Ils soutiennent que la défensive, fort bonne dans les premiers jours de juin, ne convenait plus six semaines après. Comment se flatter, en effet, de tenir tête au prince Charles, renforcé de 30,000 Russes, si l'on redoutait de se mesurer avec lui

avant cette jonction ? L'armée du Danube était excellente, et depuis les événements de la Trebbia elle n'avait pas de renforts à espérer, car les troupes disponibles étaient alors dirigées en Italie ; tout invitait donc à frapper un coup important dès le mois de juillet. Masséna n'en jugea pas ainsi : il fondait ses raisonnements sur le désordre dans lequel se trouvait l'armée d'Italie, et paraissait convaincu qu'une opération isolée en Suisse, en cas même de réussite, compromettrait l'extrémité de sa base, sur laquelle l'actif Suwarow aurait pu se jeter. Il fallait donc que le Directoire, par des mesures énergiques, mît les armées républicaines en état d'agir offensivement sur toute la ligne, depuis le Piémont jusqu'au bas Rhin ; et Masséna, déterminé à attendre ce moment, persista à rester dans l'inaction. Quelque vénération que nous ayons pour la mémoire de ce général, nous sommes forcé de l'improuver en cette occasion ; car il est un principe immuable à la guerre, *c'est de prévenir un ennemi qui est à la veille d'être joint par un corps considérable, lorsqu'on n'espère soi-même aucun renfort* (1). Si l'archiduc Charles n'était pas parti pour le bas Rhin, Masséna eût compromis les destinées de la France par son excès de circonspection. Il fut sauvé par un événement fortuit, sur lequel on ne devait pas compter.

Pendant que les deux généraux en chef s'observaient réciproquement en Suisse, dans l'attente que l'un fît quelque fausse démarche dont l'autre pût profiter, les corps placés dans le margraviat de Baden se faisaient une petite guerre assez active. Nous avons déjà vu que l'archiduc, avant de passer le Rhin à Schaffhouse, établit aux sources du Danube un corps de 22,000 hommes commandé par Starray. De cette position centrale, dont les Autrichiens augmentèrent l'importance en construisant un camp retranché en avant de Villingen, ils gardaient toutes les issues de la forêt Noire, et infestaient de troupes légères la vallée du Rhin et celles qui y aboutissent (2).

Leurs incursions étaient encore favorisées par les habitants du pays, qui avaient pris les armes contre les Français. Ceux du pays d'Aschaffenbourg surtout, animés par le baron d'Albini, chancelier de l'électeur de Mayence, s'étaient levés en masse, soutenus par 2 ou 3 bataillons autrichiens, et assez bien organisés, ils donnaient beaucoup d'occupation à la division de Mayence.

La France avait conservé dans ces contrées des forces plus que suffisantes pour tenir tête à ces bandes ennemies. La majeure partie de sa cavalerie, jugée inutile en Suisse, était restée sur le Rhin ; 62 escadrons donnant au moins 7,000 chevaux, et 51 bataillons dont l'effectif s'élevait à plus de 45,000 hommes, auraient pu former quelque entreprise en Souabe. Mais la nécessité de garder Huningue, Brisach, Strasbourg, Mayence, et d'observer Philipsbourg, empêchait ces troupes, d'ailleurs mal équipées et dépourvues de tout attirail de campagne, de rien tenter de sérieux en Allemagne (3). Tel est l'inconvénient d'avoir des lignes immenses, et une foule de points à garder : les 122 bataillons et 140 escadrons qui composaient les armées du Rhin et du Danube, eussent formé, si la Suisse avait été neutre, une armée imposante entre Ulm et Strasbourg ; tandis que réduits à tout couvrir depuis Genève jusqu'à Dusseldorf, ils ne présentaient qu'une force active de 70 à 75,000 hommes, dispersés encore sur une ligne de 100 lieues.

Les généraux Legrand et Collaud, placés, l'un au Vieux-Brisach et Kehl, et l'autre à Manheim, faisaient face au gros du corps de Starray. Les avant-postes du premier éclairaient les environs de Brisach, et l'entrée des vallées de la Renchen et de la Kintzig. Le dernier, qui tenait Manheim comme tête de pont et ville de ressources pour l'entretien de ses troupes, reçut l'ordre de le démanteler. Cette place, en effet, n'avait d'importance que dans les mains des Impériaux, et on en fit sauter plusieurs bastions selon le désir qu'en avait témoigné la régence même de l'électeur.

(1) Wellington battit Marmont à Salamanque, par l'application de cette maxime que son adversaire oublia totalement.

(2) Le camp retranché de Villingen était couvert par 6 bataillons et 36 escadrons cantonnés aux environs : 8 bataillons, 22 escadrons surveillaient les vallées d'Enfer et de la Kintzig ; 10 escadrons battaient les environs de Philipsbourg, et un corps sous Nauendorf observait depuis Waldshut jusqu'à Rhinfeld.

(3) Voyez le rapport sur la situation de cette armée, pièces justificatives du livre XV, n° 1.

Dans la vue de fixer l'attention de Masséna sur l'Alsace, l'archiduc donna à son lieutenant Starray l'ordre d'attaquer les Français, et de les resserrer sur leurs têtes de pont. En conséquence, la brigade Giulay sortit de Fribourg, le 28 juin, surprit les postes de Hochstetten et de Gimpflingen, et les força de rentrer dans Vieux-Brisach. Le général Meerfeld quitta Hasslach, le 25, et s'avança le lendemain sur Ettenheim, Offenbourg et Oberkirch. Les avant-gardes françaises, trop faibles pour résister, cédèrent à la supériorité de la cavalerie autrichienne, et se replièrent sur tous les points. Après un combat opiniâtre, soutenu par la réserve dans les environs d'Offenbourg, Legrand retira ses troupes sur Wielstett et Kehl.

Masséna ne prit pas le change sur de pareilles démonstrations : il se borna à pousser avec plus d'activité les travaux commencés près de Lœrach, en avant de Bâle, et assigna au général Legrand quelques renforts venus de la Belgique, pour le mettre en état de reprendre ses premières positions. Celui-ci fit sortir de Kehl, le 4 juillet, une colonne qui entra dans les vallées d'Acher et de Renchen. Elle devait pénétrer jusqu'à Oberkirch; mais elle parvint seulement à s'emparer d'Appenweier et de Renchen, que le général Goerger évacua à la fin de la journée. Legrand renouvela son attaque le surlendemain avec 6,000 hommes, et se dirigea en plusieurs colonnes sur Offenbourg, dont il se rendit sans peine maître. Il poussa ensuite jusqu'à Ortemberg, où Meerfeld avait réuni ses troupes. Là, s'engagea un combat assez vif, dont le résultat fut indécis.

Cependant les Français conservant Offenbourg, les Autrichiens craignirent pour la Souabe, et mettaient déjà en mouvement leur réserve de Villingen, lorsque Legrand abandonna prudemment le terrain conquis, et prit position entre Marlen, Appenweier et Bichofsheim.

Il ne tarda pas à rétrécir encore sa ligne; car le Directoire, après la secousse politique du 30 prairial, ayant décrété la formation d'une armée du Rhin, le général Muller, auquel il en donna le commandement, ne laissa que 6 bataillons devant Kehl et fit filer le reste de sa division dans les environs de Manheim, où cette armée s'organisait. Le nouveau ministre de la guerre, Bernadotte, regrettant alors l'ordre donné pour la démolition de cette place, ne recommanda pas seulement de la suspendre, mais encore de procéder au relèvement des ouvrages déjà entamés.

Le général Collaud, qui avait protégé ces opérations, n'eut affaire qu'aux paysans armés de l'Odenwald, et à quelques partis de cavalerie autrichienne et de troupes palatines, du colonel de Wrède. Il se maintint autour de la ville et à Neckerau; puis passa en même temps que Legrand sous les ordres de Muller, dont le quartier général s'était établi à Turckheim.

Pendant les combats insignifiants que se livraient les deux partis sur les bords du Rhin, les armées principales en Suisse n'avaient éprouvé aucun changement notable dans leur situation. La droite des Français, appuyant toujours au lac de Lucerne, communiquait par l'Oberland avec le corps du Valais, et s'étendait en avant du lac de Zug, jusqu'à Sil. Le centre couronnait les hauteurs de l'Albis ou de l'Uetli, gardait la rive droite de la Limmat et de l'Aar, de là suivait les bords du Rhin jusqu'à Rhinfelden, où il se liait à l'aile gauche, qui tenait la tête de pont de Bâle et occupait le camp retranché de Lœrach.

L'archiduc Charles appuyait son extrême gauche au Saint-Gothard, d'où elle descendait la Reuss jusqu'à Altorf, pour border ensuite, de concert avec les insurgés de Schwitz, la partie supérieure des lacs de Lucerne, de Lauerz, d'Égeri, et venir s'appuyer au mont Aetzel. Le corps de bataille campé derrière Zurich et la Limmat surveillait les rives de l'Aar et du Rhin jusqu'à Waldshut, d'où il se liait avec une réserve du corps de Starray placée à Stuhlingen.

Les généraux en chef se préparaient en silence à rouvrir la lutte avec éclat. L'archiduc, instruit que sa cour avait l'intention de l'éloigner de la Suisse et de l'employer sur le bas Rhin, méditait une entreprise hardie pour changer cette détermination, tandis que, d'après le nouveau plan du Directoire, Masséna s'apprêtait à prendre l'offensive en même temps que l'armée d'Italie. Diverses circonstances retardèrent l'exécution de ces projets, mûris à loisir dans le calme du cabinet, aussi le mois de juillet s'écoula-t-il encore sans amener de grands mouvements.

Lecourbe, pour tenir seulement ses troupes en haleine et se rendre maître de la partie supérieure du lac de Lucerne, attaqua, le 3 juillet, le poste de Brunnen. Pendant que la division Chabran amusait le général Jellachich sur toute sa ligne, Lecourbe dirigea, sous la protection de la flottille qu'il avait créée, quelques bataillons de Steinerberg et de Gersau sur Schwitz et Brunnen; la colonne de gauche chassa les Autrichiens de Séven et échoua devant Schwitz : celle de droite, conduite par le chef d'état-major Porson, enleva Brunnen; elle y prit une batterie de 6 pièces de canon, établie par Jellachich pour protéger ses communications avec la vallée de la Reuss, et gêner celle des Français avec le canton d'Underwald. Porson ne put cependant aller plus loin; la réserve autrichienne, renforcée des paysans de Schwitz et de Glaris, rallia tous les postes, et repoussa les républicains, qui, n'ayant pu s'établir solidement sur les bords du lac, évacuèrent Brunnen le lendemain, après en avoir ruiné les ouvrages et brûlé les bateaux en construction. Leur flottille resta sur la rive gauche du lac, près de Bauen.

Cette position gênait trop le général Bey, qui commandait à Altorf, pour qu'il n'entreprît pas de chasser les Français. Aussi, le 29 juillet, il passa la Reuss à Attighausen avec 4 à 5,000 hommes, débusqua les républicains de Seedorf; et, gagnant la vallée d'Issi, entra dans Bauen. Encouragé par ce succès facile, il voulut encore prendre Seelisberg, pour communiquer plus promptement avec les troupes de Jellachich, placées à Brunnen. A cet effet, il divisa sa colonne en petits détachements, pour garder tous les chemins par où les Français pouvaient déboucher sur lui : cette disposition ne servit qu'à rendre sa défaite plus complète; car la brigade Loison, cantonnée derrière l'Aa, s'étant promptement réunie, l'attaqua en même temps en avant de Seelisberg et dans les petites vallées qui partent d'Ematten et d'Ober-Richenbach. Les Autrichiens, rompus, se retirèrent dans le plus grand désordre avec une perte de 5 à 600 prisonniers, parmi lesquels se trouva leur imprudent général.

Ce mince succès était un bien faible palliatif aux maux qui pesaient sur l'Helvétie. Cent cinquante mille hommes bivouaqués, baraqués ou cantonnés depuis quatre mois dans la partie la plus aride de ce pays, en réduisaient les habitants au désespoir. Les cantons restés sous la domination du directoire helvétique, souffraient doublement des événements de la guerre et des charges imposées par la France à ses alliés.

En vain les traités de Paris et de Lucerne obligeaient le gouvernement français à pourvoir à l'entretien de ses armées; la dilapidation et le désordre des finances l'obligeaient à éluder ses engagements les plus sacrés. Les fournitures de grains, de viande, de fourrages, ainsi que l'approvisionnement des hôpitaux, étaient restés à la charge de l'Helvétie, à laquelle on donnait en échange de vagues promesses de remboursement. D'ailleurs, une grande partie des troupes cantonnées sur la ligne, étaient entièrement entretenues aux dépens de leurs hôtes; celles qui campaient, réduites à la misère, ne se soutenaient que par des réquisitions à main armée. En vain pour faire face à tant de besoins, on avait vidé ces précieux greniers d'abondance, qu'une sage prévoyance avait amassés pour parer aux mauvaises récoltes d'un pays qui fournit à peine, année commune, de quoi nourrir la moitié de ses habitants : l'armée française ne se soutenait, malgré cela, qu'à force de privations. Le désordre et l'embarras furent portés au comble par l'imprudence du gouvernement helvétique, qui abandonna à des agents ineptes le versement des objets nécessaires à l'armée. Le ministère de l'intérieur, à qui l'on avait confié cette branche du service, on ne sait trop pourquoi, laissait à des commissaires, *à la fois comptables et contrôleurs*, la facilité de cacher les malversations d'agents subalternes.

La malheureuse Helvétie, dévorée ainsi par ses protecteurs, envahie à moitié par ses ennemis, privée même de ses revenus ordinaires, hors d'état de tenir sur pied le peu de milices restées fidèles, n'avait gardé que la légion soldée, 3 ou 4 bataillons vaudois, un petit nombre de patriotes valaisans et quelques compagnies bâloises destinées à renforcer la garnison du camp retranché.

Les rapports des ministres de l'intérieur et des finances, signalaient, dès le mois de juillet, l'impossibilité de soutenir plus longtemps un état de choses aussi violent. La révolution du 30 prairial avait fait espérer que le Directoire français revien-

drait à des principes plus équitables. L'ex-directeur Glayre (1) fut envoyé à Paris pour y dépeindre, sous les couleurs les plus vives, un système de spoliation sans exemple, et demander que la Suisse fût rendue à une neutralité dont la France ne s'était pas moins bien trouvée que les autres puissances. On ne s'en tint pas là : une lettre rédigée, dit-on, par Laharpe, et adressée au Directoire (2), indiqua plus ouvertement la cause des maux et leurs remèdes; mais les circonstances pénibles dans lesquelles la France se trouvait plongée, ne laissaient entrevoir aucun terme à cette crise. Quel moyen, en effet, d'améliorer l'administration et de ramener l'abondance en Suisse, quand il fallait secourir la Hollande menacée par les Anglo-Russes, rétablir l'armée d'Italie accablée par tant de revers, et pourvoir aux besoins de 50 vaisseaux de ligne concentrés à Brest, sans compter les frais nécessaires pour équiper, armer et solder tous les bataillons de nouvelle levée, préparer d'innombrables remontes à la cavalerie, à l'artillerie et aux trains des vivres ? L'armée continua en effet à manquer de solde et de subsistances; seulement on lui envoya quelques grains, dont la pénurie absolue dans les cantons occupés menaçait d'une famine prochaine.

Le Directoire français, en qui tout sentiment de pudeur n'était pas éteint, ne sachant que répondre, se bornait à redoubler d'instances pour que Masséna reprît l'offensive; unique moyen selon lui, de dégager l'armée d'Italie, et de se débarrasser des justes récriminations de ses alliés. On ne se dissimulait pas, en effet, qu'une victoire décisive, reportant les armées d'Helvétie et du Rhin jusque sur le Danube, ne fût le moyen le plus sûr et le plus agréable de dégrever la Suisse épuisée. Masséna avait longtemps hésité à courir les chances d'une bataille, parce qu'il n'était pas encore en mesure; mais les sollicitations itératives et pressantes du gouvernement, et la nouvelle de la prochaine arrivée du corps russe de Korsakof, le décidèrent à préparer une entreprise sérieuse.

Il préluda d'abord par porter son aile droite en avant, pour chasser l'ennemi des petits cantons, reprendre le Gothard et menacer les Grisons et le Vorarlberg. Cette opération fut confiée à Lecourbe, sous les ordres duquel on plaça, indépendamment de sa division, celle de Chabran et celle du Valais où Thurreau avait remplacé Xaintrailles. Masséna devait faire en même temps une fausse attaque sur le reste de la ligne, et principalement devant Zurich, afin d'empêcher l'archiduc de faire passer des secours aux généraux Jellachich et Simbschen qui commandaient la gauche des Autrichiens.

Lecourbe fit rapidement ses dispositions. Le général Thurreau fut chargé d'expulser le prince de Rohan du Simplon et du camp de Lax, puis de s'avancer jusqu'aux sources du Rhône pour entrer en communication avec Gudin. Celui-ci, après avoir attaqué le Grimsel, devait se rabattre sur la vallée de la Reuss, que Loison et Lecourbe assailliraient de concert; la brigade Boivin eut la tâche de s'emparer de Schwitz et du Muttenthal, tandis que celles de Leval et de Humbert, sous les ordres de Chabran, chasseraient l'ennemi d'Einsiedeln et du mont Aezel, et que Soult et Lorges, au centre, se borneraient à des démonstrations.

Les troupes de Lecourbe se mirent en mouve-

(1) Glayre avait été ministre d'État de Stanislas Poniatowsky, dernier roi de Pologne. Il joignait à une instruction positive, un caractère noble et loyal qui lui gagnait les cœurs : on n'aurait pu choisir un meilleur envoyé, si la mission dont il était chargé eût été de nature à pouvoir réussir.

(2) Lettre du directoire helvétique au Directoire de la république française, du 25 juillet 1799.

« Citoyens directeurs! il est un terme à tout. Une » partie de l'Helvétie est occupée par l'ennemi, une autre » partie est réduite en désert; le reste est désolé par les » réquisitions et par les passages de troupes. Vos armées » n'ont ni pain, ni viande, ni fourrages; elles manquent » de tout : les commissaires qui sont auprès d'elles ne » peuvent plus tromper personne. *Nous déclarons qu'il » n'est aucune extrémité à laquelle nous ne soyons prêts » à nous livrer, plutôt que d'être davantage les instruments » de la ruine et de la désolation de nos concitoyens.* Nous » dénoncerons aux représentants de notre nation, nous » dénoncerons à la nation même ce que nous avons fait, » et l'abandon dans lequel on nous laisse. Citoyens directeurs! nous vous demandons de pourvoir dès à présent » à la subsistance de vos armées, et de nous acquitter au » moins 2 millions espèces à compte des énormes avan- » ces que nous avons faites. Si vous nous aidez, comptez » que vous n'aurez jamais d'alliés plus fidèles, et que » nous nous montrerons dignes de combattre pour la » cause des peuples libres. »

ment le 14 août, au matin. Le général Boivin, à la tête de la brigade de gauche, chassa les Autrichiens de Séven et marcha sur Schwitz, en même temps qu'un demi-bataillon se dirigeait sur Brunnen, soutenu par la flottille qui portait Lecourbe et sa réserve de grenadiers. L'ennemi opposa à Schwitz une résistance à laquelle on ne s'attendait pas; la colonne destinée à tourner la ville ne paraissant point, et celle de Boivin courant risque d'être repoussée, Masséna, qui s'était rendu sur les lieux, chargea son chef d'état-major de ramener ses troupes au combat : Oudinot aussi malheureux que brave, fut frappé d'un coup de feu à l'épaule, mais ses soldats, ardents à le venger, enfoncèrent l'ennemi. Après une lutte où le régiment de Stein et les paysans armés de Schwitz essuyèrent une perte considérable, les Français les rejetèrent sur Mutten. Lecourbe ne fit que paraître à Brunnen, et se rembarqua sur sa flottille, qui le transporta le soir devant Fluelen, pour seconder Loison.

Deux bataillons, descendus sur Seedorf par l'Issithal, et deux autres conduits par le général Daumas sur Attighausen par le mont Surenen, étaient parvenus, à la suite d'une marche pénible, à gagner la rive gauche de la Reuss; mais, arrêtés par la rupture des ponts, ils se bornaient à fusiller, lorsque Lecourbe parut. Il eut bientôt balayé les bords du lac, débarqué ses grenadiers, et fait attaquer les Autrichiens, en même temps qu'un détachement les tournait par la gauche. Simbschen, écrasé par l'artillerie de la flottille, ordonna la retraite par le Schachental et la rive droite de la Reuss; les républicains, après lui avoir mis hors de combat ou fait prisonniers 5 à 600 hommes, le poursuivirent jusqu'à Burglen et Ertzfeld, où ils bivouaquèrent.

Le même jour, Loison avec trois bataillons et un détachement vaudois, était descendu à travers mille dangers, par le Steinerberg et les glaciers de Susten, dans le Mayenthal, se dirigeant sur Wasen. Jusqu'à l'issue de la vallée de Mayen, il n'eut d'autres obstacles à surmonter que ceux des localités; mais là, il fut arrêté par une ancienne redoute assez bien réparée, et défendue par 400 hommes et 2 pièces de canon. Dans la nuit, quelques compagnies gagnèrent les hauteurs dominantes, pour incommoder la garnison; et, le lendemain, Loison protégé par le feu des chasseurs vaudois, enleva d'assaut le fort, quoiqu'on ne pût y arriver que par un sentier très-difficile, et, pour ainsi dire, un à un. Quelques Autrichiens seulement gagnèrent les bords de la Reuss; le reste et l'artillerie demeurèrent au pouvoir des vainqueurs : Loison marcha de suite sur Wasen, d'où il envoya un détachement à la rencontre de Lecourbe.

Celui-ci avait attaqué, le 15, au matin, le poste d'Amsteig, et culbuté les Impériaux dans le val de Maderan. Laissant un bataillon à leur poursuite, il continua sa route, et opéra sa jonction avec la colonne Loison; puis il remonta le cours de la Reuss; sur laquelle Simbschen occupait encore Geschenen et le pont du Diable. Lecourbe le chassa du village et arriva devant le pont, où les Autrichiens avaient eu le temps de faire une large coupure. Un tel obstacle arrêta l'impétuosité de ses grenadiers. Après vingt efforts inutiles pour tourner la position par le trou d'Uri, Lecourbe donna l'ordre de rétablir le pont, et se détermina à attendre des nouvelles de la brigade Gudin, qui manœuvrait sur la droite avec le général Thurreau, pour s'emparer des sources du Rhône et de la vallée d'Urseren.

Ce dernier, renforcé par quelques bataillons helvétiques, s'était ébranlé le 13 pour attaquer le prince de Rohan, posté en avant du Simplon et se liant par les hauteurs de Roswald avec le camp de Lax, il réussit à le chasser de sa position, et à le couper de la montagne, où plusieurs détachements autrichiens mirent bas les armes. Rohan, affaibli par ses pertes, évacua le vallon de la Binna et gagna Domo-Dossola. Strauch, qui gardait le Grimsel et le Furca avec 8 bataillons, apprenant la marche de Thurreau, n'en laissa que deux au Grimsel, et partit aussitôt de Munster pour lui fermer le chemin. Il ralentit, en effet, les progrès de la division du Valais; mais, sur ces entrefaites, Gudin, à la tête de deux demi-brigades françaises et d'un bataillon vaudois, remonta la vallée de l'Aar et gravit le Grimsel. Malgré les avantages de cette forte position, les 1,500 hommes qui la gardaient furent culbutés, et la colonne républicaine les poussant sur Oberwald, vint bivouaquer, le 15, au soir, au pied du Furca, à l'in-

stant où Thurreau, après avoir forcé le camp de Lax, faisait remonter la vallée du Rhône à sa brigade de gauche. Strauch, ainsi menacé sur ses flancs, vola au secours de sa droite, et en rallia les débris, puis traversant pendant la nuit le pas de Nuffenen, il se retira par la vallée du Tésin sur Bellinzona : un faible détachement, laissé sur la Binna pour masquer son mouvement rétrograde, le rejoignit par les vals Formazza et Maggia.

Gudin, abandonnant alors la garde du Grimsel et du Furca à la division du Valais, se remit en marche, le 15, par Réalp sur Urseren. Simbschen tenta vainement de lui disputer l'issue de la vallée : placé à peu près dans la même position dont Strauch venait de se tirer, il décampa dans la nuit par le même motif que lui, pour aller s'établir sur la montagne de Crispalt.

Aussitôt que le pont du Diable fut rétabli, Lecourbe et Gudin effectuèrent leur jonction à sept heures du matin : le premier, jaloux d'enlever aux Autrichiens la faculté de redescendre dans la vallée de la Reuss, fit aussitôt ses dispositions pour les repousser dans celle du Rhin. Un bataillon traversa le Saint-Gothard, et fut s'emparer du débouché d'Airolo, tandis que Lecourbe avec un autre et les grenadiers de la réserve, marcha vers le lac d'Oberalp.

Simbschen avait échelonné ses troupes sur la route de Dissentis, et couronnait toutes les hauteurs. Il défendit longtemps les approches de sa position; mais un détachement de la 67ᵉ ayant tourné sa gauche, pendant que les grenadiers l'abordaient de front, il ne put résister à l'impétuosité de cette dernière attaque, et fut mis dans une déroute complète. Le régiment de Kerpen ne fit qu'avec peine sa retraite par Tavetsch sur Ilanz, où il arriva le lendemain, laissant 1,000 prisonniers et 3 pièces de canon au pouvoir des Français.

Pendant que Lecourbe obtenait cet avantage signalé, sa brigade de gauche forçait le Muttenthal, et rejetait les Autrichiens sur Glarus et Netsthal, en même temps que Chabran s'emparait de la rive gauche du lac de Zurich. Cette division quitta ses quartiers le 14. Une partie se dirigea sur Schindellegi et Richtenschweil; tandis que le reste, longeant le lac d'Egeri, culbuta l'ennemi de Rothenthurm, de Bennau et d'Einsiedlen. Jellachich, ayant concentré ses forces sur l'Aetzel et à Schindellegi, arrêta les Français le reste de la journée; mais, attaqué vigoureusement le lendemain, il ne put se maintenir, et fut complétement battu. La droite de Chabran, débouchant par le Weggithal, menaça de lui couper la retraite; le général autrichien, crainte de se voir culbuter dans le lac, regagna le pont de Grynau et la rive droite de la Linth, harcelé sans relâche par les flanqueurs de Chabran qui lui enlevèrent 3 pièces de canon : 2 bataillons trop engagés n'ayant pu le suivre, furent faits prisonniers.

Soult et Lorges, de leur côté, avaient retenu, toute la journée du 14 juillet, l'armée autrichienne devant Zurich, par des démonstrations sérieuses. Ils forcèrent, le soir, le camp de Wollishofen, après s'être rendus maîtres du pont de la Sil à Leimbach. Toutefois, comme le but était rempli, ils retirèrent les troupes engagées, se bornant à placer leurs avant-postes au delà d'Altstetten.

Cette courte expédition, aussi rapidement exécutée qu'habilement conçue ne coûta pas 1,500 hommes aux Français. Les Impériaux y perdirent 11 pièces de canon, 4,000 prisonniers, et plus de 2,000 hommes tués ou blessés. Elle valut à l'armée républicaine la possession du haut Valais, du Simplon, du Saint-Gothard, des petits Cantons, et de la basse Linth. Lecourbe en eut tout l'honneur. On ne saurait donner trop d'éloges à ses dispositions, ni admirer assez la précision avec laquelle il avait calculé la marche de ses colonnes de manière à les réunir alternativement, pour mettre toujours les Autrichiens entre deux feux. Des censeurs rigides trouveront peut-être qu'il était inutile de combiner avec tant d'art des mouvements si compliqués, et qu'on eût obtenu de plus grands résultats encore, en agissant avec deux seules masses, par le Muttenthal et le Furca, laissant le centre des Autrichiens paisible dans la vallée d'Altorf et à Brunnen, où il eût été enveloppé. En théorie, ces observations seraient justes, car il n'est pas toujours indispensable de forcer toute la ligne de l'ennemi à la fois, puisqu'en laissant une partie dans l'inaction, on obtient deux avantages, celui de mettre en action plus de forces sur d'autres points, et celui de compromettre le corps ennemi en l'entretenant dans une funeste

sécurité. Mais, dans les hautes montagnes, les versements des troupes d'une aile à l'autre, sont trop difficiles et demandent trop de temps. Il faut se contenter d'agir sur les points où l'on se trouve déjà porté. La multiplicité des attaques de Lecourbe tenait donc plutôt au système général adopté pour la défense de l'Helvétie, qu'à un défaut de justesse dans les combinaisons.

Son entreprise ne produisit cependant pas, dans l'ensemble des opérations, les résultats qu'elle eût amenés douze ou quinze jours plus tôt. Elle eût alors favorisé les manœuvres de Joubert, en menaçant le flanc droit de Suwarow, et l'on peut supposer que celui-ci, au lieu d'attirer à lui le corps de Kray qui venait de prendre Mantoue, l'eût dirigé sur le lac de Como pour couvrir la Lombardie : dans ce cas, si le maréchal eût accepté la bataille à Novi, la supériorité du nombre se fût trouvée du côté des Français. D'ailleurs, il n'était pas impossible que l'archiduc, rejeté sur les Grisons dans les derniers jours de juillet, lorsque le corps auxiliaire russe était encore éloigné, n'évacuât sa position centrale de Zurich, et ne regagnât le Rhin et les bords du lac de Constance, pour ne pas s'exposer à perdre ses communications avec le Tyrol et le Vorarlberg.

Tout en blâmant Masséna du retard qu'il mit dans son opération, il est juste d'observer que la faute ne doit pas lui en être uniquement imputée: l'extrême versatilité du gouvernement français, et les contrariétés de tout genre qu'il fit éprouver à son général y entrèrent pour beaucoup. Depuis six semaines que Bernadotte occupait le ministère, il s'était plus attaché à purger l'administration des sangsues qui dévoraient la subsistance des armées, qu'à tracer des plans de campagne. Joubert en avait, il est vrai, emporté un avec lui; mais les autres armées, moins pressées d'agir, n'avaient reçu que l'instruction vague de harceler l'ennemi. Enfin, le 14 août, jour même où Lecourbe reprenait la ligne du Saint-Gothard, le ministre représentait au Directoire la nécessité d'opérer en Helvétie et sur le Rhin, pour faciliter la tâche imposée à Joubert. Mais ce projet tardif, présenté à Paris la veille même de la bataille de Novi, renfermait des vues si vagues et si extraordinaires qu'il fût bientôt abandonné. Il ne s'agissait que de diversions sur le flanc des Autrichiens du côté du Necker, et de pousser un corps de 20,000 hommes sur Glurns (1). Ce plan était d'autant moins tolérable, que l'arrivée immédiate des Russes portant les forces alliées en Suisse et en Souabe à plus de 100,000 hommes, le résultat inévitable de ces divisions eût été de faire tomber au pouvoir de l'archiduc les troupes qu'on y aurait destinées.

Quoi qu'il en soit, le Directoire adoptant quelques dispositions du singulier projet de son ministre, voulut, comme on sait, faire filer sur le bas Rhin une partie de l'armée d'Helvétie. Une semblable mesure ne s'accordait guère avec un projet d'offensive, et dénotait une ignorance absolue des principes. Masséna refusa de l'exécuter ; et, dégoûté de toutes ces extravagances, donna sa démission ; mais le gouvernement lui-même sentit bientôt tout le danger de son projet, et révoqua ses ordres.

Cependant l'archiduc, témoin du revirement de troupes que son adversaire venait de faire de gauche à droite, pour remplacer devant Zurich celles dont il avait renforcé Lecourbe, crut le moment favorable pour exécuter l'entreprise décisive qu'il méditait depuis quelque temps. Il s'agissait du passage de l'Aar ; et le point choisi pour l'établissement des ponts, était Gros-Dettingen, où la rivière forme une anse du côté de la rive droite. La nuit du 16 au 17 août fut fixée pour l'exécution du projet, auquel devait concourir la masse principale des alliés. Starray reçut ordre de porter sa réserve de Villingen sur les bords du Rhin, pour contenir la division de Bâle et l'empêcher de marcher sur l'Aar. Vingt mille Russes arrivés à Schaffousen, et 30,000 Autrichiens tirés de la position de Zurich, se rendirent dans la soirée du 16, entre Gros-Dettingen et Ober-Endingen, où la forêt qui borde la rivière les déroba aux postes français. Le général Hotze ne conserva pour défendre Zurich et la ligne de la Limmat, que 9,000 hommes d'infanterie et 4,000 chevaux.

L'archiduc n'avait pris qu'une connaissance imparfaite des lieux, il n'avait point fait sonder le lit de la rivière qui est rocailleux, et comptait balayer aisément la rive gauche avec son artillerie, parce qu'elle est dominée par la rive opposée ; il

(1) Voyez pièces justificatives du livre XV, n° 2.

négligea de plus de se munir de nacelles pour transporter un détachement de tirailleurs qui eût facilité la construction des ponts. Ce manque de précautions, joint au peu d'habileté de ses pontonniers, fit échouer l'entreprise, quoiqu'elle fût singulièrement favorisée par le petit nombre de troupes qui gardaient cette partie de la ligne française. On commença à lancer les bateaux sous la protection d'un feu violent d'artillerie, qui eut bientôt incendié Klein-Dettingen : mais il fut impossible d'assujettir les ancres des pontons dans le lit de la rivière, qui se trouva être un fond rocailleux.

A ce malheur s'en joignit un autre tout aussi imprévu. Le brouillard épais qui jusqu'alors avait caché les travailleurs aux républicains, se dissipa dans la matinée; alors deux compagnies de chasseurs zurichois, embusquées au milieu des décombres de Dettingen, commencèrent à tirailler. Ces chasseurs, armés d'excellentes carabines, tirant à balles forcées, tuaient les pontonniers à une distance où aucune mousqueterie n'eût pu atteindre, et suppléaient ainsi, couverts derrière des murs, à l'artillerie qui n'aurait pu contre-battre celle des Autrichiens. Cependant, le bruit du canon avait donné l'éveil aux cantonnements les plus voisins; Ney, qui venait de prendre, depuis 24 heures, le commandement de cette division, vola au lieu du combat, et y dirigea toutes ses troupes; de sorte qu'au milieu de la journée, 10,000 hommes se trouvaient en bataille entre Lutgeren et Bozstein. Une circonstance digne de remarque, et qui eût été bien funeste si le passage avait réussi, c'est que Masséna se trouvait alors dans le Muttenthal ou à Schwitz, et qu'une partie des réserves avait suivi Chabran. Heureusement Oudinot, que sa blessure venait de ramener au quartier général, put donner au peu de troupes disponibles l'ordre de marcher en toute hâte vers Dettingen. On juge aisément quelles chances de succès s'offraient à l'archiduc dans un tel état de choses. Nonobstant tous ces avantages, le prince, voyant son projet éventé, proposa de cesser son feu, à condition qu'il aurait la liberté de retirer ses pontons, ce que Ney se hâta d'accepter.

Ainsi échoua, par l'absence des plus simples mesures de prudence, une opération qui pouvait changer entièrement la face de la guerre. Quelques écrivains, ne considérant que l'époque où elle fut tentée, l'ont regardée comme une simple diversion de l'archiduc pour arrêter les progrès de Lecourbe, mais ils se trompent; elle tenait à un plan plus vaste : ce qui le prouve, ce sont les sages instructions que ce prince avait tracées aux chefs des colonnes qui devaient passer sur la rive gauche de l'Aar. L'avant-garde, forte de 5 bataillons et 6 escadrons, avait l'ordre de se porter, par le pont supérieur, sur la chaîne de montagnes, qui s'étend depuis Dettingen jusqu'à Effingen, afin de s'emparer de la communication directe de Bruck à Rhinfeld. Le corps entier de Korsakof, renforcé par 6 bataillons autrichiens, devait marcher sur Bruck, et pousser un fort détachement sur Arau, pour enlever les ponts de l'Aar ainsi que celui de la Reuss à Gabisdorf. Une autre division de 12 bataillons et d'autant d'escadrons avait l'ordre de longer les bords du Rhin jusqu'à Laufenbourg : enfin 9 bataillons et 24 escadrons devaient, après le passage, former la réserve et suivre les Russes dans la direction de Bruck. On voit par ces dispositions, que l'archiduc, longeant la rive gauche de l'Aar avec près de 40,000 hommes, eût entièrement séparé les corps français du Frickthal et de Bâle, du centre et de la droite de Masséna; et qu'il eût pu alors attaquer ce dernier en flanc, le battre et l'obliger à une retraite désastreuse sur le canton de Berne. Le général autrichien avait même l'option de se jeter en Alsace, après avoir écrasé, de concert avec Starray, le petit nombre de troupes qui couvraient Bâle. La fortune seule sauva l'armée républicaine : car, si l'oubli de la reconnaissance du point de passage ne l'eût pas fait manquer, qui aurait pu, sur la rive gauche de l'Aar, arrêter les progrès ultérieurs des alliés? Ainsi, quelques centaines de bons tireurs, favorisés par le hasard, firent avorter une des opérations les mieux combinées de cette guerre, et la république recueillit autant de fruit de leur intrépidité que du gain d'une bataille.

Le jour même de cet événement, le prince Charles, instruit de la retraite de sa gauche, détacha à son secours le général Hotze avec 9 bataillons et 6 escadrons. Celui-ci, arrivé le 19 à Rapperschweil, se prépara à chasser les Français du canton de Schwitz, et fixa au 21 l'attaque générale. Son

projet était de se porter sur la Sil, pendant que Jellachich marcherait de Glaris sur Schwitz par le Muttenthal et le Klonthal, et que Simbschen, partant de Coire, se dirigerait sur les montagnes du Crispalt.

Il ne réussit cependant qu'à déposter la division Chabran des points qu'elle occupait sur la Linth, et à la repousser sur l'Aetzel. Lecourbe ayant fait entrer quelques bataillons dans la vallée de Schachen, Jellachich craignit d'être tourné, s'il s'enfonçait dans celle de Mutten, et resta en observation à Schwanden.

Depuis l'infructueux essai tenté à Dettingen, Korsakof campait avec le corps russe à Seebach, derrière la Limmat. La mésintelligence ne tarda pas à éclater entre lui et les généraux autrichiens. Il voulait, avec raison, qu'on brusquât une attaque générale; mais l'archiduc, dont les derniers événements avaient encore augmenté la prudence, s'y refusa d'abord, on ne sait trop pourquoi. Le général russe, à son tour, témoigna de la répugnance à marcher dans les petits cantons : on parvint néanmoins à le faire partir pour Uznacht, où il prit position, le 25 août. Ce défaut d'harmonie ne pouvait que nuire aux opérations militaires : aussi, le projet de chasser Masséna de l'Albis, pendant que les Russes et Hotze attaqueraient les postes de la Sil et les petits cantons, proposé cette fois par le prince Charles, fut refusé par Korsakof. Hotze, craignant d'être victime de ces discussions, se replia derrière la Linth, ne laissant sur la rive gauche que des postes d'observation.

A cette époque, l'archiduc fut obligé de quitter la Suisse, pour l'exécution du nouveau plan concerté entre les puissances alliées, sous l'influence de l'Autriche. Nous verrons, dans un prochain chapitre, quel parti Masséna, décidé enfin à prendre une offensive vigoureuse, sut tirer de l'absence de son habile adversaire, et quel coup funeste ce départ porta aux affaires de la coalition.

Cette période de la campagne, quoique bien moins compliquée que la première, offre des leçons importantes pour la guerre de montagnes. Elle montre dans tout leur jour l'activité et les talents de Lecourbe; la supériorité de la guerre de mouvements sur celle de positions, et, en un mot, tous les avantages de l'initiative. Les grandes opérations ne semblent pas aussi satisfaisantes : d'un côté on voit la funeste manie des cordons destinés à couvrir toutes les avenues d'un vaste pays ; sans que de l'autre on aperçoive la moindre aptitude à profiter de ce faux système.

Nous ne reviendrons pas sur l'inaction de Masséna qu'on a déjà jugée. Celle de l'archiduc, durant les mois de juin, juillet et août, paraît d'autant plus étonnante, que son adversaire laissait son centre, pour ainsi dire dégarni, sur une ligne d'environ six lieues, en face du débouché le plus avantageux. Malgré les obstacles que présentait l'Uetli, ils n'étaient rien moins qu'insurmontables; ainsi cette inaction ne saurait s'expliquer que par l'humeur que le départ de Haddick donna au prince, ou par l'avantage d'attendre Korsakof : d'autres l'ont imputée à des causes particulières qu'il ne nous appartient point d'examiner. Autant le projet de passer l'Aar à Dettingen décèle le vrai génie de la guerre, autant on est surpris de voir celui qui l'a conçu, renoncer aussi facilement à prendre l'offensive. S'il est vrai que l'oubli d'une simple précaution eût rendu l'opération impraticable, comment ne pas profiter de ce qu'elle avait attiré toute l'attention des Français sur le bas Aar, pour rabattre vivement sur Zurich les 50,000 hommes rassemblés à Tagerfelde, et de les faire déboucher contre la division qui gardait l'Uetli? Quelque activité qu'eût mis Lorges à la secourir, il n'aurait pu la sauver d'une défaite inévitable, et ces deux divisions, accablées successivement par des forces quadruples, trop heureuses de regagner Bruck et Arau, eussent laissé Lecourbe engagé au fond de la vallée d'Urseren dans une situation éminemment critique, car la chance la plus heureuse pour lui eût été de pouvoir décamper par le Valais sur Genève.

Le vainqueur d'Aspern nous pardonnera ces réflexions, plus modérées que celles qu'il a faites lui-même sur sa conduite en différentes occasions. Nous apprécions trop le génie dont il a donné tant de preuves, pour ne pas croire que les considérations les plus impérieuses enchaînèrent sa volonté. La politique a exercé trop d'influence sur ces événements, pour que les contemporains puissent en pénétrer tous les mystères.

CHAPITRE XCI.

Le général Joubert, ignorant encore la chute de Mantoue, débouche de l'Apennin pour rentrer en Lombardie.— Suwarow, renforcé par Kray, marche au-devant de lui, et l'attaque à Novi. — Joubert tué dès le commencement de l'action est remplacé par Moreau. — L'armée française tournée par sa droite se replie avec peine sur Gavi. — Suites de cette bataille. — Mouvement de l'armée des Alpes sur Pignerol et Aoste. — Suwarow, au lieu de poursuivre ses succès, revient à Asti pour marcher de là vers la Suisse. — Tentative inutile de Moreau pour débloquer Tortone.—Saint-Cyr repousse les entreprises de Klénau contre Gênes. — Mélas prend le commandement en chef en Italie.

Joubert, loin de s'attendre à la chute prématurée du boulevard de la Lombardie, avait mis aussitôt après son arrivée, la dernière main aux préparatifs pour prendre l'offensive et tenter de le sauver; le 28 juillet, son armée occupa les positions suivantes :

L'aile droite, dont Saint-Cyr prit le commandement peu de jours après, forte d'environ 15,000 hommes, garda tous les débouchés des monts Liguriens, depuis Pontremoli jusqu'à Torriglia, et fournit la garnison de Gênes.

Le centre, évalué à 10,000 combattants, tenait la Bochetta et Campo-Freddo.

L'aile gauche, commandée par Pérignon que l'arrivée de six régiments d'infanteric venus de l'intérieur avait portée à près de 22,000 hommes, campait sur le revers des montagnes du côté du Piémont, depuis la tête de la vallée du Tanaro, et surveillait les communications avec la France et l'armée des Alpes qui commençait à s'organiser.

La réserve de cavalerie de 1,800 chevaux, divisée en deux brigades, aux ordres de l'intrépide Richepanse et de Guérin, était répartie dans l'aile gauche et le centre.

L'armée des alliés, évaluée à cette époque, à plus de 100,000 hommes, comme on l'a vu au tableau annexé au chapitre LXXXIX, n'en avait pas plus de 45,000 en Piémont. Un corps de 12,000 combattants, commandé par le général Kaim, à Cherasco, observait l'armée des Alpes, qui n'en comptait encore que 15 à 16,000. Quelques régiments, sous le général Alcaïni, formaient le siége de Tortone; le gros de l'armée campait sur les deux rives de la Bormida et près d'Alexandrie; une de ses brigades venait de réduire Serravalle après quatre jours de siége, et se disposait à faire tomber Gavi; le baron de Kray, que les Français croyaient occupé pour longtemps encore au siége de Mantoue, entrait en pourparlers avec la garnison et allait être disponible. Enfin, Klénau cantonnait en Toscane avec un corps de 6 à 7,000 combattants.

A cette époque, une heureuse fraternité unissait la plupart des généraux de la république. Il n'existait entre eux de rivalité que pour le bien public, et le court espace de temps que Joubert avait eu Moreau sous ses ordres, comme inspecteur d'infanterie, avait suffi pour resserrer des liens formés par une estime mutuelle. L'arrivée de Joubert ne changea donc rien aux dispositions de celui-ci; et persuadé que sa présence pourrait être utile à son jeune camarade, Moreau lui proposa de l'accompagner dans son début. Bien différent du présomptueux Lafeuillade qui causa la ruine d'une armée française devant Turin, en dédaignant les conseils du maréchal de Vauban, Joubert était inaccessible à la jalousie : il accepta avec reconnaissance la proposition de son prédécesseur, et la république dut, au patriotisme et à la bonne harmonie de ces deux généraux, le salut d'une armée qui eût été infailliblement dissoute après la mort de Joubert, si elle n'avait eu pour la rallier un chef qui possédât toute sa confiance. Ce désintéressement, qu'on peut donner pour exemple, atteste au fond le généreux caractère de Moreau, et prouve qu'il eût été digne d'un meilleur sort.

La position respective des armées indiquait assez le point de leur rencontre. Le choc ne pouvait avoir lieu que dans les vallées de la Bormida et de l'Orba, ou aux environs de Novi. Dans le premier cas, Joubert était déterminé à retirer 10,000 hommes de sa droite pour accepter le combat, tandis que le reste, appuyé à Gavi, inquiéterait le flanc de l'ennemi. Son intention, dans l'autre hypothèse, était, au contraire, de rabattre sa droite sur Capriata, et de se porter avec le centre et la gauche contre Suwarow, pour déterminer le succès.

Le 9 août, l'armée française fit un mouvement de concentration; l'aile gauche, ainsi que les réserves de Clausel et de Richepanse, descendirent

la vallée de la Bormida : Saint-Cyr, avec la droite et le centre, composés des divisions Laboissière, Watrin et Dombrowsky, outre leur réserve, vint s'établir derrière Voltaggio, Carossio, Morneso et Ovada ; l'armée fut flanquée dans ses positions, par les troupes de Miollis et de Montrichard, qui gardèrent tous les débouchés de la rivière de Gênes, et formèrent la garnison de cette ville.

Le 10 août, la gauche quitta Carcare, sous la direction du général en chef, à l'exception d'une division poussée dans la vallée de l'Erro, pour se lier avec la droite que conduisait Moreau.

La marche de ces colonnes, quoique large et un peu décousue, se trouvait justifiée, tant par la connaissance exacte de l'emplacement des Austro-Russes, que par la nature difficile des vallées que les différents corps parcouraient, et par la direction concentrique des colonnes qui assurait la réunion de l'armée au débouché de l'Apennin.

Le 11 août, les républicains continuèrent à descendre les vallées de la Bormida, de l'Erro et de l'Orba. La division Lemoine entra dans Melazzo, après une fusillade assez forte. Grouchy, qui commandait provisoirement celle de Victor, s'établit à Ponti, ainsi que la réserve d'infanterie : celle de cavalerie garda Cremolino, pour lier l'aile gauche au centre.

Au premier avis de la marche de l'armée française, Suwarow envoya le comte de Bellegarde, avec 8 bataillons et 6 escadrons, observer son mouvement. Ce corps eut, près de Silvana, un engagement assez vif avec la division Dombrowsky, qu'il repoussa sur Ovada. Le gros des forces alliées resta vers Rivalta pour couvrir le siége de Tortone qui était pressé vigoureusement depuis le 6.

Le 12, l'aile gauche des Français continuant sa marche, Grouchy força Bistagno, et s'avança droit sur les montagnes qui dominent Terzo, pendant que Lemoine déboucha dans l'ordre le plus imposant de la vallée de l'Erro, qui verse dans celle de la Bormida, précisément vis-à-vis ce bourg. Les Autrichiens furent culbutés, et perdirent quelques centaines de prisonniers. Bellegarde se retira sous Acqui, qu'il abandonna aussitôt que les têtes de colonnes républicaines en furent à portée, pour gagner Fressonara derrière l'Orba; mais il renonça bientôt à cette position pour prendre celle de Ritorto, et s'appuyer au corps de Kray qui arrivait ce jour-là à Fragarolo. Le centre ni l'aile gauche de l'armée combinée, n'avaient bougé jusqu'alors.

Le 13, Pérignon, arrivé de la veille à Strevi sur la route de Rivalta (1), renforça la division Lemoine de la réserve de cavalerie, et lui donna l'ordre de passer la Bormida, pour se porter sur Capriata. Après un léger engagement à Castel-di-Ferro, Grouchy, ayant pris la tête de la colonne, chassa les alliés de Capriata, laissa à Lemoine le soin de couvrir ce village, et alla s'établir avec les réserves sur la gauche de l'Orba. Cependant, le centre et la droite s'étaient mis en mesure de soutenir la gauche : la division Watrin prit position en avant et en arrière de Serravalle; celle de Laboissière devant Gavi; les troupes de Dombrowsky les liaient l'une à l'autre; les réserves s'établirent à Carossio.

Le lendemain 14 août, Saint-Cyr, à la suite d'escarmouches assez vives, porta sa droite à San-Bartholomeo, et prolongea sa gauche vers Novi : le centre vint camper sur les hauteurs en arrière de cette ville, qui fut fortement occupée. Dombrowsky fut chargé d'investir Serravalle avec 3,000 hommes qui pouvaient servir de réserve au besoin. De son côté, l'aile gauche vint s'établir sans obstacle en avant de ce poste, en sorte que, vers quatre heures du soir, l'armée française se trouva en face des alliés, la droite à la Scrivia, le centre à Novi, et la gauche à Pasturana. La totalité des forces en ligne s'élevait à 59 bataillons et 11 régiments de troupes à cheval, formant ensemble environ 38,000 combattants, dont 2,000 de cavalerie.

Nos lecteurs ont observé que le maréchal russe n'avait pas cherché à chicaner sérieusement la descente de l'armée française dans la plaine : rassuré par l'arrivée des 23 bataillons que Kray lui amena le 12, il resta immobile dans son camp de Rivalta, du 9 au 14; mais, à l'apparition des républicains près de Novi, il rallia son armée sous Pozzolo-Formigaro ; et, le 14 au soir, elle occupa

(1) Il y a deux Rivalta, un près de Tortone, l'autre près d'Acqui.

Flanc
dans l
de la B
Sous l
83°
41°
Da
riv
du Pona
4,

la va
et le
Wat
s'ét
Ova
les
dèr
et f
l
dir
di
li

les positions suivantes : Kray, avec les divisions Bellegarde et Ott, fortes de 30 bataillons et 20 escadrons, campait sur deux lignes à la droite, entre Bassaluzzo et le chemin de Novi à Bosco; le centre, commandé par Derfelden, et composé des divisions d'infanterie russe Forster et Schweikowsky, et d'une division de cavalerie autrichienne, bivouaquait en avant et en arrière de Pozzolo-Formigaro. Mélas occupait Rivalta avec l'aile gauche, consistant dans les divisions Frœlich et Lichtenstein, fortes de 18 bataillons et 16 escadrons. Une réserve d'environ 6,000 hommes, dont 400 de cavalerie, était à Spinetta; et le général Rosenberg, avec 10,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux, couvrait le siége de Tortone, à Vighizzolo et Monte-Galdone. Ainsi, la totalité des forces alliées à portée d'entrer en action, s'élevait à 63,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie.

Il est hors de doute que Suwarow avait d'abord le dessein d'attendre les républicains dans les plaines de Rivalta, où la supériorité de sa cavalerie lui assurait des chances de succès : mais, lorsqu'il vit Joubert s'établir en arrière de Novi, il craignit que son intention ne fût de s'y retrancher, et de s'y tenir sur la défensive, jusqu'à ce qu'un mouvement de l'armée des Alpes le débarrassât d'une partie des troupes qu'il avait en présence. Le maréchal changea donc tout à coup de résolution, fortifié par l'avis de Mélas qui ne voyait aucun inconvénient à attaquer Novi : l'opinion du général autrichien était motivée sur ce que la grande supériorité de cavalerie des alliés donnait l'avantage inappréciable de couvrir leur retraite en cas d'échec, dans la plaine de Pozzolo-Formigaro, et de mettre les Français hors d'état d'obtenir des résultats importants. Les dispositions d'attaque furent en conséquence arrêtées par Suwarow pour le lendemain.

De son côté, Joubert qui n'avait pas compté trouver devant lui une masse aussi imposante, était plongé dans une affreuse perplexité. Depuis quelques jours, des bruits vagues annonçaient la chute de Mantoue; mais n'ayant reçu aucun avis officiel, il refusait d'y ajouter foi et les regardait comme une ruse de guerre de l'ennemi. L'aspect du corps de Kray, campé en face de son aile gauche, dissipa douloureusement ses doutes : il n'était que trop vrai que cette forteresse importante avait capitulé le 29 juillet : sa reddition prématurée, en permettant à Kray de rejoindre Suwarow avec un renfort assez considérable pour décider du sort de l'Italie dérangea tous les projets du général républicain, qui crut devoir convoquer un conseil de guerre. Tous les avis furent qu'il y aurait de l'imprudence à descendre dans la plaine, où le moindre revers causerait la ruine totale de l'armée : quoique Joubert en général discret ne s'ouvrît à personne, on s'aperçut qu'il était décidé à retourner dans ses anciennes positions, en attendant que Championnet pût entrer en action de son côté. Mais, pour éviter la bataille, il eût fallu décamper pendant la nuit, et Joubert ayant voulu attendre le rapport des découvertes du lendemain, fut prévenu par son adversaire, et forcé de l'accepter.

La position de l'armée française était très-forte. Entre la Scrivia et le Lemme, qui prend sa source à la Bochetta et se jette dans l'Orba au-dessous de Bassaluzzo, s'élève au nord de Gavi, sur un vaste plateau qui domine la Scrivia, la montagne de Medesma, nommée par quelques géographes Monte-Rosso; dont les versants escarpés, s'étendent à l'est du côté de Serravalle et vers le nord dans la direction de Novi, offrent une belle position pour une armée qui veut empêcher l'ennemi de pénétrer du Piémont dans la rivière de Gênes : le centre en est couvert par Novi, ville fermée d'un bon mur flanqué de tours, et assise au pied de la montagne au débouché de la plaine, dans un site riant, couvert de maisons de campagne, de vergers et de vignes. (*Voy*. pl. XXXI.)

Suwarow, en arrêtant le plan d'attaque d'une position aussi formidable, ne montra pas toute la sagacité dont il avait fourni tant de preuves : il prescrivit à Kray et Bellegarde de commencer le combat et de chercher à gagner les hauteurs de Pasturana, pour arriver sur les derrières du centre français; la force de ces divisions lui persuada qu'elles atteindraient aisément ce but : l'avant-garde du prince Bagration, campée en avant de Pozzolo, eut l'ordre d'aborder ensuite la droite des Français, en défilant hors de portée de canon de Novi, sous la protection du fort de Serravalle, et de chercher à se

réunir au corps de Kray : Derfelden reçut l'instruction d'emporter Novi, pendant que la double attaque des ailes gagnerait du terrain : enfin le corps de Mélas fut destiné pour réserve. Ainsi la ligne française allait être assaillie sur tous les points ; mais par un calcul dont nous sommes embarrassé d'expliquer la raison, toutes les attaques furent prescrites à des heures différentes ; en sorte que ces efforts tentés l'un après l'autre, ne devaient point avoir assez de vigueur pour l'enfoncer. On eût obtenu un résultat bien plus prompt, si l'on avait dirigé de suite le principal effort sur la droite, en renforçant Kray des divisions du centre, et se contentant de faire des démonstrations contre Novi. Voulait-on, au contraire, frapper le coup principal du côté opposé ? on l'eût fait avec succès, en y portant le centre, renforcé de la réserve et d'une partie de la droite qu'on aurait lancés à la gauche de Novi, afin de se rendre maître sur-le-champ de la route de Gavi.

Quoi qu'il en soit, le 15 août, à cinq heures du matin, Kray engagea la bataille. Bellegarde, avec 13 bataillons, attaqua la division Grouchy ; et Ott, avec un pareil nombre, aborda la division Lemoine : 4 bataillons et quelques escadrons, détachés sous les ordres du général Seckendorf, se prolongeaient vers le Lemme, tant pour faire diversion que pour flanquer la colonne de droite.

Le premier choc fut rude. Les troupes de Lemoine, massées dans des vignes, en ordre de marche, essuyèrent le feu des Autrichiens sans pouvoir lui répondre. Toutefois, la résistance d'une seule demi-brigade fut si opiniâtre, que Kray, déviant de son premier but, dirigea ses coups contre la 20ᵉ légère, qui, isolée à gauche, lui sembla plus facile à déposter. En effet, accablée par le nombre, elle fut enfoncée : déjà même les Autrichiens prenaient pied sur le plateau, quand Joubert inquiet accourut sur la ligne. Ce jeune héros appréciait tout le danger de sa position, et, jugeant qu'il serait impossible d'effectuer sa retraite à moins d'imposer à l'ennemi, il se précipita au milieu des tirailleurs pour les encourager, et fut frappé d'une balle qui l'étendit sans vie.

Ce malheur augmenta la confusion, et eût décidé la journée en faveur des alliés, si leur centre et leur gauche fussent entrés en action : mais les Russes étaient encore tranquilles à Pozzolo-Formigaro, et le général Mélas n'avait envoyé de Rivalta qu'un détachement pour observer les bords de la Scrivia. Cette circonstance, jointe à l'arrivée subite de Moreau sur le point forcé, donna le loisir de rétablir la ligne. Ce général harangue les troupes, les rallie, et les ramène bouillant d'ardeur au combat : la division Lemoine reprend sa position et s'y déploie : les grenadiers de la 34ᵉ chargent l'ennemi à la baïonnette, et le culbutent au bas de la colline sur sa seconde ligne.

Mais, pour avoir été répoussés dans cette première tentative, les Autrichiens n'en revinrent qu'avec plus de fureur à la charge : protégés par une artillerie formidable, ils se présentent de nouveau en ordre, sillonnant de boulets et d'obus la ligne française qui n'avait pas encore une seule pièce de canon en batterie.

De son côté le comte de Bellegarde, dont l'attaque de front venait d'échouer devant la division Grouchy, cherchait à gagner les derrières de Pasturana, en faisant filer sa cavalerie dans le ravin de Monficello, d'où elle pouvait remonter vers ce point important par la rive gauche du Riasco. Ce mouvement, assez bien combiné, devait être soutenu par les flanqueurs de Seckendorf qui arrivaient sur le Lemme. La cavalerie du général Richepanse, se voyant compromise, se replia à gauche de Pasturana ; la colonne autrichienne poursuivit sa marche de ce côté avec d'autant plus d'ardeur, qu'au moment même Ott était sur le point d'enfoncer de nouveau la division Lemoine. Dans cette conjecture, Pasturana, dont la destinée paraissait d'être tourné ou enlevé de force, fut pourtant encore sauvé. Seckendorf ayant pris la route d'Ovada pour observer un petit détachement français qui cherchait à rejoindre l'armée, au lieu de soutenir la cavalerie qui s'était approchée du Riasco, n'osa passer ce torrent, ni exécuter son mouvement d'attaque. Pérignon profita de cette hésitation, en ordonnant à Clausel de s'avancer sur le flanc droit de Bellegarde, en masse par bataillons. Les Impériaux firent bien volte-face ; mais Richepanse les chargea, et Partouneaux acheva leur défaite, en les culbutant à la baïonnette. Ce coup de vigueur dégagea l'aile gauche des Français vers huit heures du matin.

La droite n'avait point encore été attaquée, Saint-Cyr profita de ce répit pour donner la dernière main à ses dispositions défensives. Peut-être eût-il été à propos de ne laisser qu'une division devant Novi, et de marcher avec le reste par la gauche sur le flanc de Kray ; mais la division Watrin étant trop éloignée de Novi, et l'ennemi pouvant attaquer d'un moment à l'autre, Saint-Cyr craignit de s'affaiblir. Le général Watrin reçut l'ordre de quitter San-Bartholemeo, pour venir s'établir à la droite de la ville, sur les pentes du Monte-Rotondo. Partie de la réserve, placée à Cavana en arrière de la ville, passa dans la plaine à gauche, de manière à pouvoir également soutenir les deux ailes. Une demi-brigade avec 4 pièces s'établit sur les hauteurs à droite de Novi, d'où l'on commande la plaine; une autre, appuyée par deux régiments de cavalerie et 4 bouches à feu, prit poste sur le plateau qui, s'étendant en arrière du premier rideau et de la ville, les domine tous deux. La brigade Gardanne fut chargée de défendre Novi ; celle des généraux Colli et Quesnel prirent poste sur les hauteurs à gauche.

Cependant, Kray, après avoir rallié ses troupes, faisait presser par ses aides de camp le prince Bagration d'entrer en action sur le centre, pour effectuer une diversion plus puissante en sa faveur. Fidèle à ses instructions, le général russe attendait l'instant fixé par le maréchal : toutefois, il se détermina à marcher sur Novi, lorsqu'il aperçut les Autrichiens assaillis par les Français, et Kray prêt à effectuer sa retraite si l'on n'agissait promptement. Il combina l'attaque de ce poste avec celle des positions qui le commandent. Les colonnes russes, protégées par quelques tirailleurs, méprisant le feu de l'artillerie placée au Belvéder et à la Cassinetta, marchèrent droit sur ces points. Le général Laboissière les laissa approcher jusqu'à demi-portée de fusil, puis les accueillit avec un feu de file et des décharges à mitraille qui semèrent le désordre et la mort dans leurs rangs. Alors, le prince Bagration, dans l'espoir de tourner Novi et de l'attaquer par derrière, dirigea 4 bataillons sur le Monte-Rotondo, qui lui paraissait dégarni. Mais au moment où cette colonne exécutait son mouvement, la division Watrin effectuait celui qui lui avait été prescrit. Déjà la brigade Petitot était sous les murs de la ville, et celle d'avant-garde, venant de Bettole-di-Novi, débouchait par le chemin de Cassano. On se disputa le passage; et, après un engagement vigoureux, les Russes durent le laisser aux Français. Bientôt après arriva Watrin avec sa troisième brigade, qu'il avait gardée jusque-là dans la plaine pour couvrir la route de Tortone. L'apparition de forces si supérieures sur le flanc de Bagration, sema le désordre parmi ses troupes éparpillées dans les vignes, et se battant corps à corps avec des tirailleurs français. Il ne put les rallier et fut ramené avec elles jusqu'auprès de Pozzolo-Formigaro.

Dans ces entrefaites, Suwarow arriva sur le champ de bataille avec la tête de la division Derfelden. Informé des échecs qu'on a essuyés en son absence, il dispose tout pour une attaque générale. Kray, que rien ne rebute, reçoit l'ordre de faire un dernier effort : Derfelden est destiné à soutenir le prince Bagration; on prescrit à Mélas de sortir du camp de Rivalta pour venir former la gauche de la ligne : enfin on expédie à Rosenberg l'ordre d'accourir de Tortone avec sa division.

Aussitôt Kray prescrit au général Ott d'assaillir de front les hauteurs couronnées par les troupes de Pérignon, tandis que Bellegarde chercherait à tourner leur gauche. L'attaque de ce dernier ne fut pas heureuse : si une colonne d'infanterie s'empara d'abord de la hauteur en arrière de Pasturana, qui plonge le chemin de Francavilla, elle ne tarda pas à être dépostée par l'infanterie de Clausel, appuyée de la brigade Grandjean: Pérignon, pénétré de l'importance de ce point, le fit ensuite occuper le reste du jour par un fort détachement d'infanterie, soutenu de la cavalerie de Richepanse.

La colonne du général Ott n'obtint pas de succès plus durables : au moment où elle venait de gravir la hauteur, Moreau lança sur son flanc la brigade Partouneaux, qui, secondant les efforts de Lemoine, la ramena vivement jusque dans la plaine. Partouneaux voulant la suivre avec trop d'impétuosité, fut fait prisonnier; mais la colonne impériale n'en fut pas moins culbutée une seconde fois au pied des hauteurs.

Pour soutenir dans cet instant critique la retraite de ses colonnes d'attaque, Kray fit avancer

sa cavalerie et son artillerie. Ce mouvement ayant été secondé à sa droite par un groupe de tirailleurs qui s'étaient maintenus dans les haies et les cassines de l'autre côté du Riasco, les troupes en déroute parvinrent à se rallier, et deux bataillons français, emportés par trop d'ardeur, furent ramenés avec perte, par les dragons et hussards autrichiens.

Pendant que Kray s'épuisait en efforts infructueux, le généralissime n'était pas plus heureux au centre. Il avait fait contourner Novi par ses attaques, sans réussir à y pénétrer. La perte que lui avaient coûtée ses premières tentatives, lui fit croire qu'il parviendrait plus facilement à son but en enlevant la position de Cassinetta, qui commande la ville à l'ouest. Il donna l'ordre à une forte colonne de l'attaquer; mais Saint-Cyr, devinant son intention, prescrivit à Watrin de reprendre le faubourg, moins pour faire diversion qu'en vue de menacer le flanc des assaillants. Ce coup de main, qui coûta aux Russes beaucoup de monde et deux pièces de canon, détourna pour le moment le maréchal de l'idée d'enlever la position de front, et procura à la division Watrin la facilité de s'étendre de nouveau dans la plaine. Néanmoins, les scènes de carnage qu'on avait vues le matin devant le Belvéder et la Cassinetta, se renouvelèrent dans l'après-midi. La valeur tranquille des Français y triompha, pendant 4 heures, du courage opiniâtre des Russes.

Découragés par ces échecs, peut-être aussi accablés par la chaleur excessive du jour, Autrichiens et Russes ralentirent vers une heure la vivacité de leur feu; mais à trois, ils le recommencèrent avec plus d'intensité, sans obtenir plus de succès. Les Français, inébranlables dans leurs positions, déjouaient toutes les tentatives. Bagration et Derfelden, écrasés par l'artillerie, furent chargés par les escadrons de Guérin, et ramenés au loin dans la plaine par la division Watrin, qui, contre le gré de Saint-Cyr, énerva ses forces dans une poursuite insignifiante.

Tant de pénibles efforts n'avaient produit qu'un massacre sans résultat pour les alliés : leurs attaques manquaient d'ensemble; on eût dit qu'ils craignaient de vaincre. Jusqu'alors, les Français n'ayant pu être forcés, devaient se regarder comme victorieux; car leur perte était loin d'égaler celle des alliés. Tout autre que Suwarow eût peut-être songé à la retraite; mais il ne renonçait pas facilement à ses projets. Averti que le corps de Mélas dont la coopération eût été si utile dès le matin, venait enfin d'arriver à hauteur de Busetto, il lui envoya l'ordre d'appuyer à droite, et d'attaquer Novi de front, tandis que Derfelden enlèverait les hauteurs à l'ouest, conjointement avec Kray.

Mais cet ordre n'était déjà plus exécutable, et ce ne fut peut-être pas un mal. Mélas, en partant, de Rivalta, avait divisé son corps en trois colonnes; la brigade Nobili remontait la rive droite de la Scrivia, pour faire lever le blocus de Serravalle: le général Mitrowsky, longeant la rive gauche de ce torrent, gagnait déjà le Monte-Rotondo, en sorte qu'il n'avait plus avec lui que les brigades de grenadiers Lusignan et Laudon. Néanmoins, pour se conformer autant que possible aux intentions du généralissime, sans perdre le fruit de ses premières dispositions, Mélas détacha sur sa gauche la brigade Laudon au soutien du général Mitrowsky, et mena lui-même celle de Lusignan contre le plateau à l'est de Novi.

A l'aspect des dangers qu'il courait, Saint-Cyr prescrivit à Watrin d'abandonner la plaine, et d'aller se placer en observation au pied du plateau menacé. Ce mouvement, indispensable dans la position des affaires, agit en sens inverse sur les deux partis; il encouragea autant les Impériaux, qu'il affecta le moral des troupes de Watrin. Cette division harassée, grimpait péniblement le plateau, lorsqu'elle découvrit le double orage qui se préparait: elle lâcha pied en voyant Laudon déboucher sur sa ligne de retraite.

Lusignan, pour couronner le plateau, n'eut donc à souffrir que le feu de quelques tirailleurs et de quatre pièces de canon. Ce moment d'incertitude des Français donna le loisir à Laudon et à Mitrowsky d'effectuer leur jonction en arrière de Cavana, et de se porter ensuite en colonnes par bataillon contre la division Watrin; tandis que Lusignan poursuivait sa marche vers Novi par la crête des hauteurs.

A peine Saint-Cyr avait-il fait changer de front à la division Laboissière, que Watrin, dont les

troupes venaient d'être ralliées, fut forcé de se replier sur une petite élévation qu'occupait déjà la 106e avec 4 pièces de canon. Il ne tarda pas à y être abordé par les grenadiers hongrois, favorisés à gauche par une charge de cavalerie, et à droite par l'effort que faisait Lusignan pour gagner la route de Gavi. La mêlée devint sanglante, et l'intrépidité de la 106e amena un léger retour de fortune, pendant lequel Lusignan fut grièvement blessé et pris avec plusieurs centaines d'hommes. Toutefois, la division Watrin en déblaya que le terrain nécessaire pour se frayer un passage vers la route de Gavi, où elle se plaça à cheval derrière la Fornova.

Kray, à la droite, après dix attaques consécutives, n'avait encore rien gagné; mais Suwarow, au centre, était enfin parvenu à rejeter les Français dans Novi, d'où ils continuaient sur les faubourgs une fusillade meurtrière, à travers les créneaux du mur d'enceinte. A l'extrême gauche, la colonne de Nobili avait débloqué Serravalle, et rejeté le corps de Drombrowsky dans la direction de la Bochetta. Cette brigade occupa Vignolo en arrière de la Scrivia, et ses avant-postes furent placés à Arquata.

Tel était l'état des choses un peu avant cinq heures. Quoique les Français fussent encore maîtres des hauteurs entre Novi et Pasturana, on prévoyait l'issue de la journée; car Mélas ne tarda pas à couper entièrement la route de Gavi : déjà la cavalerie du prince de Lichtenstein et les trois brigades de grenadiers y prenaient pied, et le mouvement de retraite ne pouvait plus s'effectuer que par Pasturana. Les Français, disposés maintenant sur deux lignes à peu près parallèles, mais attaqués de front et à dos, avaient en quelque sorte contre eux toutes les difficultés du terrain, qui les abritaient au commencement de la journée. Le résultat plus ou moins désastreux de la bataille, dépendait néanmoins de l'occupation de Pasturana, qui couvrait leur communication directe : et la défense de ce poste devenait d'autant plus difficile, que les hauteurs à gauche de Novi se trouvant dégarnies, et cette place sur le point d'être évacuée, rien n'empêchait les alliés de se porter en forces sur le village, et de se rendre maîtres de la seule route praticable qui restât aux Français.

Suwarow, pénétré de la justesse de ces considérations, rallia les divisions Forster et Schweikowsky, et résolut de tenter avec elles un dernier effort sur les hauteurs de Novi, pendant que de leur côté Kray et Mélas redoubleraient de vigueur contre les ailes des républicains.

Tout s'ébranle simultanément pour ce coup décisif : mais Moreau qui en calcula les résultats, fit aussitôt ses dispositions de retraite. Saint-Cyr, de son côté, enjoignit à la division Watrin de gagner les hauteurs de Montecucco par la route de Gavi : deux bataillons sont placés en avant des villages de Tassarollo et de San-Christofaro, pour protéger la retraite de la division Laboissière par le chemin de Tassarollo, sur lequel Gardanne ira prendre position après avoir évacué Novi. La brigade Colli et la cavalerie de Guérin couvrent ce mouvement rétrograde, par une démonstration offensive.

Le corps de Mélas, incertain sur la direction qu'il doit prendre au milieu de tant de mouvements contraires, n'avance qu'avec circonspection vers Novi. Les Français en profitent pour accélérer leur retraite qui, sur ce point, s'exécute dans le plus grand ordre. Cependant, le plateau à droite de la ville fut bientôt couronné par les Russes; et Kray, étant parvenu à faire prendre pied à quelques bataillons sur les hauteurs en avant de Pasturana, rejeta la division Lemoine sous ce village, où Grouchy avait déjà reployé la sienne devant le comte de Bellegarde.

Vers six heures, l'armée française était en pleine retraite. Novi n'était plus occupé que par la 68e, échelonnée par la réserve de Colli. Cette poignée d'hommes ne pouvait guère opposer de résistance aux colonnes ennemies, qui s'avançaient des deux côtés sur la ville. Aussi, Mélas, à la tête des grenadiers de Paar, y pénétra par la droite, au moment où le prince Bagration y entrait par la gauche avec une colonne russe (1). La 68e opéra sa retraite en bon ordre par la porte de Gavi, pendant que les Russes et les Hongrois se livraient au pillage.

Guérin et Colli, après avoir recueilli cette

(1) Il est ici question de la droite et de la gauche, relativement aux Français.

demi-brigade, voulurent se retirer sur Pasturana, et protéger la retraite de l'artillerie du Belvéder et de la Cassinetta, qui n'avait pu suivre la route de Gavi ; mais la brigade du général Karackzay, qui avait tourné Novi, marcha droit à eux, et les repoussa sur le flanc de Lemoine. Dans ces entrefaites, le prince Bagration étant parvenu à arracher une partie de ses troupes de Novi, les mit en marche pour se lier à la droite du général Mélas, qui poussait les divisions Watrin et Laboissière sur la route de Gavi, au-dessus de l'embranchement du chemin de Tassarollo.

Le dénoûment de la journée n'était plus éloigné, quoique l'aile gauche et partie du centre français combattissent encore. L'intention de Moreau était que Grouchy filât d'abord avec l'artillerie, sous la protection de la division Lemoine. La retraite de celle-ci aurait été à son tour couverte par la brigade Colli, chargée de défendre les approches de Pasturana. Mais il n'en fut pas ainsi. Les Russes, s'étant joints par leur droite au corps de Kray, attaquèrent avec fureur l'aile gauche des républicains, qui ne combattait plus que pour sauver son artillerie. Un bataillon se glissa par les ravins qui sont derrière Pasturana, sur une hauteur, d'où il envoya des tirailleurs vers le chemin creux et escarpé par lequel défilaient les parcs et les troupes. Aux premiers coups de fusil, le désordre et la confusion s'introduisirent dans le convoi, quelques chevaux de la tête ayant été tués, il ne fit plus un pas et s'encombra dans le défilé.

Bientôt après, les Russes, dont l'impétuosité redoublait avec le succès, pénètrent par trois points à gauche de Pasturana, et culbutent la division Lemoine dans le ravin en arrière du village (1). Les troupes de Grouchy cèdent également aux efforts du comte de Bellegarde. Ce coup de force est, pour les Français, le signal de la déroute : forcés de défiler devant la ligne des alliés pour passer le Riasco, les soldats, semblables aux grains de sable soulevés par un tourbillon, fuient dans toutes les directions. En vain Moreau cherche à les rallier : la terreur a glacé les esprits; chacun ne songe qu'à son salut; infanterie, artillerie, tout se sauve par les sentiers et à travers les champs. La brigade Grandjean effectua seule sa retraite sans être entamée, parce qu'elle avait évité le défilé en tournant le village.

Pérignon et Grouchy, dans l'espoir de sauver encore l'artillerie abandonnée, étaient restés dans Pasturana avec un bataillon de la 74ᵉ. Ils joignirent à cette troupe tous les fuyards qu'ils purent ramasser, et firent des efforts incroyables pour arrêter l'ennemi. Mais enfin cette poignée de braves ayant succombé, ils tombèrent eux-mêmes au pouvoir des Austro-Russes; Pérignon percé de sept coups de sabre, et Grouchy de six.

Il ne restait plus en ligne que la faible brigade Colli. La réserve de cavalerie, après des prodiges de valeur sur le plateau en avant de Pasturana, avait cédé au torrent : néanmoins Colli, ignorant le désordre de l'aile gauche, suivit à la lettre ses premières instructions : il arriva, en combattant, à l'entrée du village, et s'y soutint jusqu'à neuf heures, faisant face de toutes parts. Instruit alors de la retraite de l'armée, il allait opérer la sienne pour gagner Tassarollo, lorsqu'il fut pris à dos par le prince Bagration. Cette attaque inopinée dispersa ses troupes fatiguées, et il resta seul avec un bataillon de la 68ᵉ, déterminé à vendre chèrement sa vie. Ces braves gens enveloppés, succombèrent sous les coups redoublés des Russes : le petit nombre qui survécut à la défaite, fut fait prisonnier, avec l'intrépide Colli, qu'on releva du champ de bataille grièvement blessé.

Ainsi se termina la journée. Les alliés, exténués de fatigues, ne poursuivirent que faiblement l'armée française, qui se rallia vers onze heures sous Gavi. Les corps de Kray et de Derfelden campèrent sur une ligne parallèle au Broghera, appuyant la droite en arrière de Pasturana, la gauche à la crête des hauteurs qui regardent la plaine en avant de Novi. Quant au corps de Mélas, il s'établit sur le plateau compris entre les ravins de Riasco et de Broghera, en face de Tassarollo.

Cette bataille, aussi mémorable pour les Austro-Russes que malheureuse pour les armes françaises, fut également coûteuse aux deux partis. Outre la perte de leur général en chef et la prise de quatre généraux, celle de 37 bouches à feu, 28 caissons, 4 drapeaux, les Français comptèrent encore 1,800 tués, 5,000 blessés et 3,000 prisonniers.

(1) Voyez le plan de la bataille X. Y. 30 et 32.

De leur côté, les alliés perdirent 1,800 tués, 5,200 blessés et 1,200 prisonniers : ils y laissèrent aussi 8 pièces d'artillerie.

Encore que l'avantage de cette journée soit resté aux alliés, la gloire en est incontestablement partagée par les Français, qui combattirent pendant huit heures à chances égales, avec 36,000 hommes contre 45,000 (car, dans l'armée alliée, il ne faut pas comprendre le corps de Rosenberg, qui n'arriva de Tortone à Pozzolo-Formigaro que dans la nuit, et ne prit par conséquent aucune part à l'affaire). Elle prouva au reste que la bonté des troupes, et une volonté bien déterminée de leur général, peuvent quelquefois suppléer à un vice de combinaison. Il n'y eut à Novi, du côté des alliés, de véritable manœuvre que celle opérée vers la fin du jour par la réserve de Mélas. Le reste de leurs attaques ne fut qu'une série de chocs meurtriers, exécutés sans simultanéité.

On ne saurait compter cette victoire au nombre des plus beaux faits d'armes de Suwarow. Sa droite, engagée 3 heures avant son centre, et 8 heures avant sa gauche, aurait eu tout le temps d'être écrasée; et il faut dire que si elle ne le fut pas, la mort de Joubert en fut cause. Les gens de l'art s'étonneront avec raison qu'un général aussi expérimenté ait laissé, dans une circonstance semblable, 6,000 hommes inactifs à Spinetti, et 10,000 devant Tortone, pour contenir une garnison de 1,200 républicains. Il en attira, il est vrai, une partie; mais seulement quand il se vit sur le point de perdre la bataille, et c'était trop tard.

Le lendemain, 16 août, l'armée française continua sa retraite; Saint-Cyr, après avoir fait faire dans la nuit à la division Dombrowsky d'impuissants efforts pour s'établir à Arquata, replia la droite en arrière de Gavi. Les divisions Watrin et Dombrowsky prirent position entre le Lemme et la Scrivia, la droite sur les hauteurs de Sottovalle. Le général Laboissière se porta entre Ovada et Voltaggio. Une brigade d'infanterie et une de cavalerie restèrent en réserve à la Bochetta, mais l'artillerie fila sur Saint-Pierre-d'Aréna.

Le mouvemement de l'aile gauche fut plus long; elle remonta la vallée de l'Orba jusqu'à Ovada, d'où la cavalerie se dirigea sur Gênes. La division Lemoine fut chargée de couvrir le débouché de Savone, et prit poste à Montenotte, Carcare, Cadibona et San-Giacomo. Celle de Grouchy, dont Grandjean prit le commandement, occupa le Val-di-Calice, tenant Finale, Melogno, San-Bernardo et la Pietra. Un corps de 4 bataillons, aux ordres du chef de brigade Roguet, laissé à Acqui et Capriata pour la sûreté des communications, évacua sans perte la vallée de la Bormida, et rejoignit dans l'Apennin, où il prit position entre Oneille et la vallée du Tanaro.

La perte de la bataille de Novi avait rendu la position de l'armée d'Italie en quelque sorte désespérée; elle dut son salut à des événements que nous rapporterons plus loin, et qui détournèrent l'attention de son adversaire; car, à l'exception de quelques escarmouches entre les troupes de Dombrowsky et les coureurs de Derfelden, la retraite ne fut pas du tout inquiétée.

Moreau ignorant ces circonstances, balança un instant à évacuer Gênes. La garde d'une capitale aussi populeuse était d'autant plus difficile, que la ruine du commerce maritime et les charges de la guerre mécontentaient la classe de Liguriens parmi laquelle on avait trouvé jusqu'alors des partisans. L'avantage de se ménager un poste utile pour alimenter l'armée, disparaissait devant le danger inouï de conserver une ligne parallèle à la mer, et d'accepter une nouvelle bataille, sans posséder la moindre chance de retraite, dès que l'ennemi ferait un effort un peu sérieux contre la gauche. Déjà toute l'artillerie était embarquée à Saint-Pierre-d'Aréna, et le consul de France à Gênes sollicitait les bâtiments nécessaires pour l'évacuation complète.

Cependant les suites d'une telle mesure effrayèrent la responsabilité de Moreau. Il ne commandait l'armée que par la déférence de ses camarades, et en attendant la désignation de son successeur : d'ailleurs, le gouvernement pouvait désirer de tenir une ville qui faciliterait une nouvelle invasion sur le Pô, dans le cas où l'on se trouverait en mesure de reprendre l'offensive à l'ouverture de la campagne suivante.

En attendant de savoir ce que le Directoire décidérait, Moreau pressa Championnet de faire assembler une forte division sous Coni pour inquiéter l'ennemi en Montferrat, tout en couvrant le col de

Tende. Watrin fut chargé, avec 12,000 hommes répartis en 3 divisions, de couvrir les avenues de Gênes depuis Chiavari par Torriglia jusqu'à l'Orba, le passage de la Bochetta et les cols adjacents (1). Saint-Cyr fut prendre la direction de l'aile gauche, où l'on craignait le plus les entreprises de l'ennemi; on lui assigna à cet effet la division Laboissière qui tenait Sassello, celle de Lemoine qui couvrait Altare et Cadibona; enfin, celle de Victor, commandée par Grandjean, alors établie au col Saint-Bernard et sur les hauteurs de Finale. Moreau, espérant stimuler le directoire ligurien et en obtenir des renforts, lui fit pressentir le danger d'une retraite pour les hommes qui avaient arboré les couleurs républicaines, et lui promit néanmoins de sauver Gênes, si les patriotes armaient 12 à 15,000 hommes pour concourir à sa défense.

Cependant, le général Klénau, qui faisait face à Miollis, supposant le désordre des Français plus grand qu'il n'était, voulut tenter un coup de main sur Gênes, persuadé que Suwarow lancerait l'armée victorieuse dans cette direction, et qu'en tous cas il serait puissamment secondé par les habitants avec lesquels il s'était ménagé quelques intelligences. En conséquence, le 21 août, il attaqua, à la tête de 4 à 5,000 hommes, les avant-postes de Miollis, et les repoussa d'abord de Chiavari à Rapallo, puis le lendemain sur les hauteurs de Recco.

Moreau renforça aussitôt sa droite, et voyant que les alliés ne faisaient aucun mouvement pour appuyer cette diversion tardive, il ordonna à Watrin de gagner, avec 1,800 hommes, par Torriglia et Fontana-Bona, le flanc et les derrières du corps autrichien. Klénau, quoique soutenu par le feu d'une frégate anglaise, s'était consumé en vains efforts le 25 devant la position de Recco. Miollis l'assaillit le lendemain, et le chassa de Rapallo et de Chiavari. Les Autrichiens se retiraient derrière la Lavagna, quand la tête de colonne de Watrin, qui suivait la crête des montagnes, parut sur leur droite. Rien n'eût pu les sauver d'une destruction totale, si Miollis eût donné à son collègue le temps d'achever son mouvement : mais ses troupes, emportées par leur ardeur, passèrent trop tôt la rivière, et déterminèrent la retraite des Impériaux qui en furent quittes pour 700 hommes tués, blessés, ou prisonniers. Après les avoir poursuivis jusqu'à Bracco et Moneglia, Miollis retourna, le 28, derrière la Lavagna, Watrin à la Bochetta.

Suwarow ne pouvait se dissimuler l'importance de tomber vigoureusement sur la gauche de Moreau, afin d'enlever ses communications avec la France et l'armée des Alpes, et de le forcer à évacuer Gênes pour concentrer à la hâte ses troupes vers Savone. Cependant, il s'arrêta tout à coup quand il n'avait plus que des fruits à recueillir. Les uns, ont attribué cette résolution subite à des ordres très-pressants du cabinet de Vienne, et au plan d'opérations qui l'arrachait du théâtre de sa gloire pour le faire passer en Suisse : d'autres ont pensé que le maréchal, informé des succès de Masséna dans les petits cantons, de la descente presque simultanée de Lecourbe dans les bailliages italiens, et de Championnet dans le bassin du Piémont, crut devoir voler au secours de ses flancs menacés. Du moins est-il certain qu'après la bataille de Novi, il détacha en toute hâte le baron de Kray avec 14 bataillons et 12 escadrons sur le Tésin pour couvrir la Lombardie; et lui-même, afin de mieux contenir Championnet, sans cesser de menacer Coni et de couvrir le siége de Tortone, ne laissa qu'un corps de 5 à 6,000 hommes sur la Scrivia et la Bormida, et alla camper à Asti le 20 août. Portant d'un autre côté ses regards vers le midi de l'Italie, où quelques milliers de Français combattaient encore pour retarder le moment de leur chute, il détacha la division Frœlich pour aller hâter la conquête de l'État romain. Dispositions qui attestent moins l'envie de profiter de la victoire, que celle de s'opposer aux succès insignifiants de l'armée des Alpes.

Championnet en avait pris le commandement quelques jours avant l'arrivée de Joubert à l'armée d'Italie; mais il s'en fallait de beaucoup qu'il pût prendre aussitôt l'offensive. La pénurie du trésor et les lenteurs de la levée des conscrits étaient telles, que, dans la première quinzaine d'août, son armée qui devait s'élever à 30,000 combattants,

(1) La division Miollis, à l'extrême droite, gardait la vallée de Lavagna; celle de Watrin, depuis Torriglia à la Bochetta; Dombrowsky tenait Campo-Freddo et Ovada, se liant à Laboissière.

se composait à peine de 16,000 hommes dénués de tous les objets nécessaires pour tenir la campagne (1). Ce corps, malgré sa faiblesse et sa mauvaise composition, sagement réparti sur tous les cols, depuis le Saint-Bernard jusqu'à l'Argentière à l'entrée de la vallée de la Stura, eût suffi néanmoins pour tenir tête au général Kaim qui, de Turin, dirigeait des partis dans les vallées.

Mais bientôt la marche de Joubert sur Novi mit Championnet dans l'obligation de faire quelques démonstrations pour favoriser les entreprises de l'armée d'Italie : et, le 10 août, sa gauche, commandée par le général Compans, déboucha du petit Saint-Bernard, et emporta de vive force le poste retranché de la Tuile, tandis que Duhesme enlevait Laferrière, Novalèse, et rejetait les Autrichiens dans Suze. Ces dernières affaires, où les alliés essuyèrent une perte notable, contribuèrent, comme on vient de le voir, à suspendre les progrès de Suwarow, en le déterminant à se rapprocher de Turin, et à renforcer le corps de Kaim.

Pendant ce temps-là, Championnet ayant reçu de nouvelles troupes de l'intérieur ou de la Suisse, rétablit ses communications avec l'aile gauche de l'armée d'Italie, et résolut de faire un effort par sa droite où la majeure partie de ses forces se trouvaient concentrées; son but était de descendre dans la plaine pour ravitailler Fénestrelles et Coni, places dont la conservation lui avait été spécialement recommandée par le Directoire, il espéra même d'en éloigner l'ennemi.

Le 26 août, toute la ligne se mit en mouvement. A la droite, Compans, avec une partie de la division Grenier, força le fameux passage des Barricades, et pénétra dans les vallées de la Maira et de la Stura, chassant devant lui les Autrichiens, auxquels s'était jointe une foule d'insurgés piémontais. Son avant-garde poussa jusqu'au fort de Démont. Duhesme, qui commandait au centre, divisa ses troupes en deux colonnes : celle de droite, sous les ordres du général Lesuire, forte d'environ 3,000 hommes, marcha sur Fénestrelles, qu'elle débloqua; et, renforcée par une partie de la garnison, elle attaqua l'ennemi fortement retranché à Villaret, à l'embranchement des routes de Pignerol et de Turin. Après un combat assez vif, les Autrichiens furent culbutés et poursuivis jusqu'aux portes de Pignerol. La colonne de gauche, conduite par l'adjudant général Molard, débouchant par le val d'Houlx, obtint le même succès au col de l'Assiette, et entra dans Suze, qui, pris et repris plusieurs fois, resta définitivement aux Français, le 28 août. Les troupes qui défendaient la ville se retirèrent à Bossolino sur la rive gauche de la Dora.

Le 31, les colonnes républicaines continuèrent leur mouvement. Molard déposta les Impériaux. De son côté, Lesuire se mit en communication avec lui, par le col de Rosse, marcha sur Pignerol, prit de vive force cette ville occupée par une garnison de 2,000 hommes d'infanterie et 500 chevaux, qu'il rejeta sur Villafranca, après leur avoir enlevé deux pièces de canon et nombre de prisonniers. Quant à Compans, retardé par les combats continuels qu'il fallait livrer aux Barbets, il ne put déboucher que le 2 septembre de la vallée de la Stura, et alla prendre position sous les murs de Coni. A l'extrême gauche, la brigade Mallet, qui gardait le petit Saint-Bernard, quitta ses positions le 6 septembre, et chassa d'Aoste les troupes du général Haddick. Celui-ci se replia d'abord sur le fort de Bard; mais, à l'approche des Français qui se disposaient à investir le château, il se retira à Ivrée.

Ces affaires de postes coûtèrent peu de monde aux républicains, et leur valurent, outre 15 à 1,800 prisonniers, deux drapeaux et 4 pièces de canon. Toutefois, elles n'améliorèrent point l'état de leurs forces, sans laquelle il n'y avait rien à espérer pour eux dans le bassin du Pô.

La coalition ne retira d'autre avantage de la victoire de Novi que d'amener la reddition de la citadelle de Tortone. Cette citadelle, démolie depuis par les Français, était perchée sur un roc qui s'élevait sur un mamelon de 260 à 280 pieds au-dessus du niveau de la campagne. Elle consistait

(1) L'armée devait être de 34,000 hommes, en y comptant les demi-brigades qui formèrent la division Lemoine et 12,000 conscrits. Lemoine ayant emmené les régiments les plus à portée du comté de Nice, on les remplaça par d'autres tirés du Nord : en attendant, il ne resta qu'un petit nombre de vieilles troupes.

en un carré long, bastionné irrégulièrement, couvert du côté de la ville par un ouvrage à corne, et du côté de la campagne, par un autre ouvrage d'une forme bizarre. Le corps de place se trouvait entouré d'un fossé de 20 toises de largeur et d'un chemin couvert, auquel la pente naturelle de la montagne servait de glacis. Cette citadelle, achevée en 1794 par le génie piémontais, était, sinon un chef-d'œuvre de fortification, au moins de maçonnerie; car jamais murs n'avaient été plus solidement construits. L'escarpe n'avait pas moins de 90 à 100 pieds, la contrescarpe de 60 à 70. Du reste, quoique le corps de place eût trois étages de casemates, comme il manquait de communication avec la contrescarpe, et que l'irrégularité du périmètre donnait des angles morts, l'assiégeant pouvait en approcher sans craindre de sortie.

Le chef de brigade Gast y avait été jeté avec 1,200 hommes. On a vu que le général Alcaïni en formait le siége depuis le 6, et qu'il l'interrompit au moment de la bataille de Novi. Après la victoire du 15, il fut poussé avec plus de vigueur. Le général autrichien, n'ayant pas négligé d'informer le commandant de la défaite des Français, celui-ci qui s'était illustré par une belle défense, la jugeant désormais inutile, conclut, le 25 août, une convention, par laquelle il s'engageait à rendre la place le 11 septembre, si elle n'était secourue avant cette époque. Cette capitulation conditionnelle doit être blâmée, parce qu'elle livra aux Impériaux une citadelle sept ou huit jours plus tôt qu'ils n'auraient pu la conquérir par les procédés de l'attaque, et qu'en principe, la conservation des places étant tout pour les puissances belligérantes, le sort des garnisons ne devient qu'un objet secondaire.

Par cette combinaison d'événements, on voit combien il fut malheureux pour les armées françaises, que le mouvement de la droite de Masséna et celui de Championnet n'aient pas été faits quelques jours plus tôt; ou, du moins, que Joubert n'ait pas débouché de l'Apennin quatre ou cinq jours plus tard. Suwarow, obligé de faire des détachements considérables pour couvrir son flanc droit et ses derrières, n'aurait pas eu l'avantage du nombre; et la valeur que les troupes républicaines déployèrent à Novi, porte à croire qu'elles eussent ramené la victoire sous leurs drapeaux.

Le retour de Kray fit évanouir les craintes que les alliés avaient conçues à l'égard du Milanais. En arrivant, le 22, à Novare, il apprit qu'à la nouvelle de la défaite de Joubert, Lecourbe avait replié ses troupes sur le Saint-Gothard et le Simplon. Se bornant alors à envoyer la brigade Laudon pour renforcer les détachements des colonels Strauch et Rohan, il revint sur ses pas, et rejoignit, le 28 août, l'armée de Suwarow à Asti.

Le peu de succès des tentatives de l'ennemi sur la rivière du Levant, et la nouvelle de ce qui se passait du côté de Suze et en Valais, avaient réveillé dans le général français l'espoir de se maintenir à Gênes; et les ordres du Directoire le confirmèrent bientôt dans cette résolution. Cependant, la demande d'un secours de 15 à 16,000 hommes, que Moreau avait faite au gouvernement ligurien, loin de produire l'effet désiré, avait été communiquée aux habitants à une époque peu opportune. Ceux-ci, la considérant moins comme une mesure salutaire que comme un aveu de faiblesse, déclarèrent hautement que loin de se défendre contre les alliés, s'ils se présentaient à leurs portes, ils étaient prêts au contraire à les accueillir. Dès lors Moreau ne se borna pas seulement à déclarer la place en état de siége, et à donner des pouvoirs plus étendus au général Dessoles qui y commandait : il dut se convaincre encore qu'il importait de mettre à la tête de l'administration ligurienne, les hommes qui s'étaient le plus compromis par leur attachement à la France et aux maximes démocratiques. Ce n'était pas, en effet, des patriciens versés dans la science du gouvernement qui auraient pu se dévouer pour une cause étrangère; il fallait, pour jouer ce rôle, des hommes de parti bien plus que des hommes d'État. Mais le général en chef prêt à se rendre sur le Rhin laissa à son successeur le soin d'ordonner une telle mesure, fort délicate dans les circonstances difficiles où se trouvait l'armée.

Malgré l'avantage qu'on eût pu tirer de ces dispositions, elles n'eussent point empêché les Français d'essuyer le plus sanglant revers, si les alliés avaient assailli en forces le petit nombre de bataillons qui couvraient l'avenue de Savone. Tout porte à croire que Suwarow, encouragé par le re-

tour de Kray à Asti, se fût enfin décidé à cette entreprise contre la rivière de Gênes, si un courrier ne lui eût apporté depuis plusieurs jours le nouveau plan dont nous avons parlé, et qui lui prescrivait de marcher en Suisse avec le corps russe. Les mouvements de Championnet sur le revers des Alpes et dans les vallées du Piémont, n'étant pas assez dangereux pour l'arrêter, il fit ses dispositions de départ, remit le commandement de l'armée autrichienne à Mélas, puis dirigea, le 8 septembre, l'avant-garde de son corps sur Casale.

Cependant Moreau qui avait craint longtemps pour sa gauche, informé, par des dépêches de Championnet et le rapport de ses espions, de la bizarre résolution des alliés, en même temps que de la capitulation conditionnelle de la citadelle de Tortone, se détermina à profiter des circonstances pour tenter de la secourir. Le général Watrin fut chargé de cette entreprise : ses instructions portaient de se faire remplacer dans ses positions par les troupes de Miollis, et de descendre à Novi avec les brigades Darnaud et Petitot, renforcées de quelques bataillons. Son mouvement devait être soutenu par la réserve d'infanterie de Calvin, et par le petit nombre de chevaux que commandait encore Guérin. La division Dombrowsky reçut l'ordre de se diriger sur Ovada.

Moreau avait prévenu de son retour offensif les généraux Championnet et Saint-Cyr, en les invitant à déboucher sur Coni et dans la vallée de la Bormida, si Watrin obtenait quelque succès. Richepanse, avec tous les débris de la cavalerie renvoyés à Nice, devait repasser le col de Tende, et se réunir à la droite de l'armée des Alpes. Il était difficile que ces entreprises partielles réussissent. Watrin arriva, le 8 septembre, à Novi, et en culbuta les Autrichiens. L'intention du général en chef était qu'il suivît les montagnes et le cours de la Scrivia ; mais, en débouchant de Novi, son avant-garde, entraînée par ce premier succès, poursuivit les Impériaux jusqu'à Pozzolo-Formigaro. Kray, qui avait pris le commandement de l'aile gauche des alliés, tenait la plaine avec 2,000 chevaux et un corps considérable d'infanterie ; il fit aussitôt avancer sa cavalerie, qui ramena les Français au pied des montagnes, et les força enfin d'évacuer Novi pour se retirer sur les hauteurs de Gavi.

Cependant Suwarow instruit des mouvements de Moreau, et craignant que Tortone ne lui échappât, s'était hâté de rappeler son avant-garde, et de diriger sur Felizzano de nombreux renforts. Ces troupes firent une telle diligence, que le 10 septembre elles furent réunies dans la plaine, la droite à Pozzolo, la gauche à Rivalta-di-Scrivia, leurs avant-postes en avant de Novi. Moreau poussa, ce jour-là, une reconnaissance avec la brigade Darnaud, et après s'être convaincu que le siége de Tortone était couvert par des forces contre lesquelles la prudence ne permettait pas de lutter, il ordonna aux troupes de rentrer dans leurs positions.

Le lendemain 11, Tortone ouvrit ses portes aux Austro-Russes. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre, et fut conduite en France, sous condition de ne pas servir pendant quatre mois contre les armées impériales. Le même jour Suwarow quitta les Autrichiens et se mit en route avec les Russes pour Bellinzona. Nous suivrons bientôt ce général dans la nouvelle carrière qu'il va parcourir : et le simple narré des faits prouvera quelle influence eut sur les destinées de la France et même de la coalition, le mouvement de Moreau qui détermina le corps auxiliaire à rester trois jours de plus en Italie (1).

Avant de rendre compte de l'expédition de Suwarow en Suisse, il convient de ne pas quitter l'Italie, sans rapporter ce qui se passait au midi de la Péninsule, où les fureurs de la reine de Naples et de Nelson souillaient les lauriers achetés par le sang de tant de braves. Toutefois, comme il est indispensable de reprendre les choses d'un peu loin, on nous permettra d'y consacrer un chapitre particulier.

(1) Le journal autrichien dit qu'il resta jusqu'au 11 septembre pour attendre la préparation des vivres et les embarcations nécessaires ; celui de l'armée d'Italie affirme qu'il voulut s'assurer de la reddition de Tortone : quoi qu'il en soit, ce délai eut les mêmes suites.

CHAPITRE XCII.

Événements militaires dans le royaume de Naples depuis le départ de l'armée française. — Le cardinal Ruffo, à la tête de l'armée royale, se rend maître de Naples par capitulation. — Violation de cette convention par l'amiral Nelson. — Prise de Saint-Elme, de Capoue et de Gaëte par les alliés. — Réaction royale à Naples. — Précis des événements dans les États romains et la Toscane. — Le général Frœlich, détaché par Suwarow, y assure la victoire aux alliés. — Le général Garnier traite pour l'évacuation de ces pays.

Macdonald, trop docile peut-être aux ordres du Directoire, avait laissé à Naples et dans les États romains, deux faibles cadres de divisions, qu'on imaginait suffisantes, à l'aide des partisans du nouvel ordre de choses, pour défendre les deux républiques contre les efforts de leurs ennemis, comprimer les mécontents de l'intérieur, et entretenir les communications de la Calabre avec la Lombardie.

La première, chargée de protéger le gouvernement parthénopéen, ne comptait pas au delà de 4,600 hommes. Le général Garnier n'en conserva pas plus de 2,400 pour la garde des provinces romaines.

Leur tâche n'était pas facile, comme l'on voit, et l'on ne saurait trop blâmer le Directoire d'avoir ainsi, dans un moment de danger, sacrifié 7,000 braves, qui eussent été si utiles sur les bords du Pô, à l'espoir chimérique de revenir un jour appesantir son sceptre de plomb sur ces malheureuses républiques.

En effet, à peine l'armée française eut-elle dépassé les frontières de Rome, que des insurrections éclatèrent de toutes parts. Le prince de Rocca-Romana fit une levée de boucliers dans ses terres aux portes de Naples, et devint l'instrument le plus actif de la réaction. Le général Gambs organisa la révolte à Caserte; ces noyaux insurrectionnels s'étant promptement mis en rapport avec les bandes que commandait Mammone aux environs de Teano et de Castelforte, toute communication cessa entre Capoue et Gaëte, aussi bien qu'entre Naples et le reste de l'Italie.

D'un autre côté, Hector Carafa, ayant reçu l'ordre du gouvernement napolitain d'aller se renfermer à Pescara avec sa légion, la province de Bari, où sa présence avait jusqu'alors contenu les mécontents, fut de nouveau en butte aux courses des bandes insurrectionnelles des Corses Bocca-Ciampe et de Cesare, parcourant impunément la Pouille. Enfin Ruffo, maître de Cosenza, faisait chaque jour un pas de plus vers le Cilento, où Sciarpa était devenu la terreur des républicains.

Telle était cependant la lassitude qu'on éprouvait des charges imposées par les Français, que les Napolitains les plus engoués des doctrines importées par eux, n'aperçurent point à quels dangers les exposait leur retraite. Ils crurent avoir le temps d'organiser une force suffisante, non-seulement pour étouffer les insurrections, mais aussi pour repousser les tentatives que le roi Ferdinand pourrait diriger de la Sicile. La promptitude avec laquelle la garde nationale se forma à Naples les confirma dans cette opinion. Tous les propriétaires fonciers ou industriels briguèrent l'honneur d'y être admis, et, en moins de huit jours, elle offrit plus de 20,000 hommes, bien armés et équipés. Mais toutes les autres villes n'imitèrent pas cet exemple de spontanéité; d'ailleurs une garde nationale pareille n'est bonne qu'à maintenir la tranquillité publique dans l'enceinte des villes, et non à guerroyer comme il devenait nécessaire de le faire pour réprimer les insurgés. C'est une fort bonne institution pour suppléer aux troupes de ligne dans le service intérieur, mais qui ne peut et ne doit, en aucun temps, les remplacer d'une manière absolue (1). L'épuisement du trésor public, l'anéantissement de tout crédit, mit de bien plus grands obstacles à la formation de l'armée de ligne. En vain le corps législatif proposa aux divers employés de l'État, d'abandonner une partie de leurs appointements, de dépouiller le luxe de leurs habits; ces économies ne fournirent

(1) Les gardes nationales pourront suppléer utilement aux troupes de ligne, quand on leur donnera une organisation bien entendue; et surtout quand on s'appliquera à distinguer les compagnies d'élite susceptibles d'être mobilisées, de celles dont la composition ne serait propre qu'à un service sédentaire; en un mot, quand on en aura fait des milices à l'instar de celles de Suisse. On devrait les distinguer en gardes urbaines, et en gardes nationales mobiles.

pas les fonds nécessaires à l'habillement et à l'équipement des légions décrétées, et, malgré les promesses du ministre de la guerre Manthoné, l'effectif de l'armée ne s'éleva jamais à plus de 10,000 hommes, échantillon monstrueux de 20 corps différents.

Les royalistes informés par leurs émissaires de la détresse du nouveau gouvernement, où pour surcroît de malheur, il y avait encore division, firent de nouveaux efforts pour ramener Ferdinand à Naples. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le dessein du cardinal Ruffo était de pénétrer en Pouille, tant pour y rallier les bandes de Pronio, que pour faciliter le débarquement de l'artillerie et des Russes que l'amiral Utschakof devait mettre à terre; mais Altamura, ville où s'était réfugié un grand nombre de républicains de la terre de Bari, pouvant inquiéter ses derrières, il en forma le siége. La défense de cette petite ville, rappelle les plus beaux traits de l'antiquité : le cardinal, implacable dans sa vengeance, en ordonna le sac : ni l'âge ni le sexe ne trouvèrent grâce devant ses soldats altérés de luxure et de pillage.

Après ce sanglant et honteux exploit, l'armée catholique-royale n'éprouva plus de résistance. Micheroux débarqua avec quelques centaines de Russes, qui occupèrent le surlendemain Foggia. Avigliano, Potenza, Muro, Picerno, Santo-Fele, Tito, tombèrent au pouvoir du cardinal, trop heureuses d'en arracher une capitulation, au moyen de laquelle elles conservèrent saines et sauves les personnes et les propriétés en rentrant sous l'obéissance du roi. D'un autre côté, Sciarpa ayant délogé les républicains du pont de Campestrino, les bandes du Cilento donnèrent la main à l'armée catholique.

Dans cette conjoncture, Ruffo ne voit plus d'impossibilité de porter le dernier coup au gouvernement républicain, pour peu qu'il reçoive des renforts de la Sicile. Ses sollicitations appuyées par la reine, le ministre Acton et l'amiral Nelson, décident Ferdinand à faire de nouveaux efforts. On embarqua à bord de l'escadre anglaise six régiments siciliens, formant environ 5,000 hommes, avec un petit train d'artillerie de campagne, beaucoup d'armes et de munitions. Ce corps d'expédition avait déjà mis à la voile sous les ordres du prince héréditaire, et devait prendre terre dans le golfe de Naples, pour seconder les opérations de l'armée du vicaire général, lorsque l'apparition inattendue de la flotte française dans la Méditerranée, força l'amiral anglais à déposer en Sicile les troupes de débarquement, et à prendre une autre direction.

Le cardinal, informé du départ de l'escadre et non des contre-temps survenus, donna aussitôt aux insurgés le signal de la marche contre Naples. Ils s'y dirigèrent sur deux colonnes principales, par les routes de la Pouille et de la Calabre.

Plus occupé d'intrigues et de discussions législatives que du soin de faire échouer les projets de la cour de Palerme, le directoire napolitain, entretenu dans la sécurité par les rapports du ministre de la guerre, ne prépara rien pour conjurer l'orage. Les auxiliaires français, laissés par Macdonald, suffisaient à peine pour former les garnisons de Capoue, de Gaëte et du fort Saint-Elme : et leurs chefs ne pouvaient les compromettre en rase campagne sans s'exposer à perdre les postes confiés à leur garde. Mais lorsqu'enfin le gouvernement ne put douter que le cardinal Ruffo ne fût à 12 lieues de Naples avec environ 25,000 hommes, il ouvrit trop tard les yeux, et prit toutes les mesures révolutionnaires capables de réveiller l'énergie des partisans du nouveau régime. D'abord un tribunal extraordinaire fut créé pour connaître et punir les délits de lèse-nation; ensuite on soumit la garde nationale à un service obligé ; la capitale, déclarée en état de siége, fut commandée par le général Federici, lequel eut sous lui l'ex-chevalier Massa, et l'ex-prince de San-Severino, pour commander les châteaux Neuf et de l'OEuf. A cela il n'y avait rien à dire; mais, au lieu de rassembler les 7 à 8,000 hommes de troupes de ligne disponibles, dans un bon camp retranché à Capo-di-Monte ou à Capo-di-Chino, où ils eussent pu combiner leurs opérations avec les garnisons françaises de Saint-Elme ou de Capoue, on les dissémina sur différents points aux environs de Naples, et l'on en employa la moitié d'une manière si peu militaire, que cette petite réserve, sur laquelle reposait désormais les destinées de la république parthénopéenne, fut détruite et dispersée sans avoir pour ainsi dire vu l'ennemi.

Le directoire, informé que Sciarpa était à Salerne, l'avant-garde du cardinal à Avellino, et Micheroux, à la tête des Russes en marche sur Bénévent, imagina de diriger une colonne mobile sur chacune de ces trois directions. A la droite, Schipani, avec environ 2,000 hommes, eut l'ordre de se porter par Nocera sur Salerne, d'en chasser les insurgés et d'y prendre position; au centre, Spano, avec environ 1,500 hommes, eut l'ordre de s'avancer par la route de Nola, vers Monteforte, où il devait se retrancher; tandis qu'à la gauche, une colonne d'environ 1,500 hommes, commandée par Belpulsi, marcherait sur Bénévent pour en prendre possession. Ce projet échoua, comme il était facile de s'y attendre : Bénévent ferma ses portes à Belpulsi, qui la canonna vainement, et fut rejeté en désordre par les Russes et les habitants sur Arienzo, d'où il ne gagna pas sans peine Nola, où Spano, de son côté, venait d'être rejeté par l'avant-garde calabraise de Ruffo. Ici ces deux colonnes ayant voulu tenir ferme, furent culbutées le lendemain sur Pomigliano. La colonne de droite, protégée par la flottille républicaine qui serrait la côte, s'avança d'abord sans grands obstacles jusqu'à Torre dell'Annunciata; mais les royalistes, qui occupaient déjà Nola et Marigliano, informés de ce mouvement téméraire, firent rabattre un gros détachement sur Portici, qui coupa ainsi à cette colonne la retraite sur Naples. Bientôt après Sciarpa, instruit de cet événement, assaillit Schipani en avant de Nocera, et le força à s'ouvrir un passage le fer à la main, pour revenir dans la capitale, où il ne rentra qu'avec beaucoup de peine et sans artillerie.

Le peu de succès de cette expédition, qui n'avait d'autre but que de débarrasser l'horizon de Naples, l'ayant, au contraire, resserré, les insurgés se disposèrent à y entrer de vive force. De leur côté, les républicains, sentant toute l'imminence du péril, se disposèrent à la plus vigoureuse résistance. Dans les premiers jours de juin, la capitale se trouva transformée en une véritable place de guerre, dont tous les abords furent occupés par des gardes nationaux. On forma la garnison des forts, de Calabrais et autres provinciaux réfugiés comme gens plus déterminés et plus sûrs. Des barricades et des coupures furent pratiquées dans les rues, et des retranchements improvisés sur tous les débouchés aux points importants; des batteries de différents calibres annonçaient l'intention d'opposer plus de résistance encore qu'à Championnet. En même temps tous les membres du gouvernement, les ministres et les principaux fonctionnaires se transportèrent au fort Neuf, d'où émanèrent tous les actes d'autorité. La garde nationale fut astreinte à un service militaire pareil à celui des troupes dans une place de guerre assiégée. Les deux tiers des habitants étaient constamment de service.

Les préparatifs d'attaque et de défense durèrent plusieurs jours; d'une part, il y avait une supériorité réelle de nombre dans les combattants; de l'autre, les ressources en matériel étaient immenses; mais il y avait dans le parti républicain peu d'hommes décidés à combattre; car à l'exception d'un millier de réfugiés calabrais ou pouillais, d'autant de troupes de ligne et de 2,000 habitants compromis par leurs grades ou leurs emplois, tous les autres citoyens armés ne soupiraient qu'après le repos. Toutefois, dans l'état d'exaspération où se trouvait cette poignée d'hommes, il était permis de croire qu'on ne les réduirait point aisément. Du 6 au 10 juin, il n'y eut que des escarmouches entre les avant-postes. Il faut pourtant en excepter la prise de Castellamare. Les républicains, qui occupaient cette petite ville au nombre de 5 à 600 hommes, y étaient bloqués par un parti de la bande de Sciarpa depuis plusieurs jours, lorsque le commodore Foote les attaqua par mer, et les contraignit, après une vive canonnade, à capituler. La garnison obtint la faculté de rentrer à Naples ou de se rendre en France, après avoir déposé les armes.

Le 11, Ruffo, ayant voulu resserrer Naples du côté de Portici, fit attaquer le château de Vigliena occupé par 250 à 300 républicains; l'artillerie eut bientôt fait brèche aux vieilles murailles dont il était entouré. Déjà les insurgés montaient à l'assaut, quand le brave Martelli se traîne couvert de blessures au magasin à poudre, et y met le feu, afin d'ensevelir, sous les ruines de son poste, les vainqueurs comme les vaincus.

Le 13 juin, les républicains, lassés de l'état de qui-vive dans lequel ils languissaient depuis huit

jours, résolurent de faire un effort sur toute la ligne d'investissement. A cet effet, pendant que divers piquets tenaient les insurgés en échec sur les hauteurs de Capo-di-Chino et Capo-di-Monte, le général Wirtz, avec environ 2,000 hommes et 8 pièces d'artillerie, déboucha du pont de la Madeleine sur la route de Portici, et le général Basset, à la tête d'un pareil nombre de gardes nationaux, se porta sur le chemin de Foria. Pour seconder les opérations de la première colonne, dont l'objet était de refouler l'ennemi jusqu'à la Torre-della-Nunziata, le ministre de la marine Caraccioli serra la côte avec son escadrille. L'action fut très-vive et très-opiniâtre : Basset enfonça la division royaliste qui lui était opposée; mais Wirtz rencontra des obstacles insurmontables. Toutefois, la valeur de ses troupes aurait rendu la journée indécise, si les lazzaroni du Mercato, excités par les royalistes que l'absence de toute force armée, de ce côté, avait enhardis, après avoir fait main basse sur les républicains qu'ils trouvèrent isolés dans les rues, n'étaient venus au nombre de 3 à 4,000, attaquer la colonne de Wirtz à dos. Celui-ci n'eut que le temps de détacher à leur rencontre un millier d'hommes avec une partie de son artillerie. Le choc fut rude, mais bientôt décidé. Les lazzaroni qui croyaient surprendre, furent mitraillés, et les rues jonchées de leurs cadavres. La nuit seule sépara les deux partis. Les républicains, ayant éprouvé des pertes considérables, se retirèrent dans les châteaux. Wirtz plaça plusieurs bataillons à la tête du pont avec une nombreuse artillerie.

Dès le lendemain Ruffo attaqua le pont; le général Wirtz étant tombé mortellement blessé au commencement de l'action, les siens perdirent la tête et furent ramenés la baïonnette dans les reins au fort des Carmes, qui n'est autre chose qu'une batterie de mer sans défense du côté de terre.

Les républicains qui s'y étaient réfugiés, se voyant le jour suivant prêts à être enlevés, demandèrent à capituler; mais, pendant qu'on était en pourparlers, les lazzaroni y pénétrèrent et massacrèrent la garnison. Il ne restait donc aux républicains que les forts Neuf et de l'OEuf, capables de résister à un coup de main; car l'église de Saint-Ferdinand, près du palais, et la chartreuse de Saint-Martin, bien que retranchées, étaient de faibles points d'appui. Les militaires, frappés de ces inconvénients et certains que le fort Saint-Elme était plus propre à bombarder la ville qu'à protéger la défense de ses portes, proposèrent d'abandonner Naples et de se retirer par le chemin d'Aversa ou de Pouzzole sur Capoue, en marchant sur le corps de la division Gambs. Tel fut aussi l'avis du général français Girardon qui commandait à Capoue, et qui offrait de coopérer à cette entreprise avec le petit nombre d'hommes dont il pouvait disposer; mais le gouvernement napolitain s'obstina à vouloir défendre Naples pied à pied.

On ne connaît point les plans tracés par le cardinal Ruffo, pour s'en emparer; il y a même apparence qu'il n'en arrêta aucun, et que le fanatisme ou la soif du pillage de ses soldats exercèrent plus d'influence dans l'attaque que les ordres émanés de son état-major.

Quoi qu'il en soit, dans la journée du 14 juin, les royalistes gagnèrent du terrain, et se rendirent maîtres de la ville jusqu'à la rue de Tolède, où les républicains, protégés par de l'artillerie, se cantonnèrent tant à l'hôtel Stigliano, mis en état de défense par les frères Colonna, qu'à l'église de Saint-Fèrdinand, et au palais royal, qui avait une communication couverte avec le fort Neuf. Dans la nuit suivante, il n'y eut que des scènes d'assassinat et de pillage, de viol et d'incendie. Tout garde national qui tombait entre les mains des lazzaroni était impitoyablement massacré; car il n'y avait dans l'armée chrétienne ni frein ni discipline. Toutes les passions les plus honteuses guerroyaient pour leur propre compte.

Le 15, avant le jour, l'attaque recommença. Les royalistes se rendirent maîtres du palais de Stigliano, qui fut saccagé : Fra-Diavolo, moins heureux, ayant voulu pénétrer près de Saint-Ferdinand, fut vigoureusement repoussé et perdit 3 ou 400 hommes, par le feu d'une batterie qui prenait sa colonne à revers. De l'autre côté du port, Sciarpa et l'archiprêtre Rinaldini, s'approchèrent du château Neuf, sous la protection des batteries du château des Carmes; mais les républicains les laissant arriver jusqu'à la place du château, exécutèrent une sortie si vigoureuse, qu'ils mirent leurs colonnes dans une déroute complète.

Ruffo, voyant qu'il ne pouvait chasser de vive

force les républicains de leurs postes, se détermina à dresser des batteries, à l'extrémité de la Villa-Réale pour bombarder le château de l'OEuf; dans la rue de Tolède pour déloger les patriotes de Saint-Ferdinand; enfin, à l'Immaculée contre le château Neuf. Le commandant français, qui de Saint-Elme aurait pu détruire tous ces travaux, resta dans une complète inaction : il refusa même, sous prétexte d'économiser ses subsistances, de recueillir 6 à 800 républicains qui s'étaient réfugiés auprès de lui, et il les cantonna dans la chartreuse de Saint-Martin, retranchée depuis quelques jours.

Le 18 et le 19, le feu d'artillerie fut très-vif de part et d'autre; vers le soir, la garnison de Saint-Martin[1] annonça par des signaux, à celles des autres châteaux, qu'elle exécuterait une sortie pour détruire les batteries de la Villa-Réale. Son projet était de se glisser, à la faveur des ténèbres, dans la rue de Tolède, et de prendre à dos les royalistes. Mais, bien que ceux-ci ignorassent l'objet de ces signaux, ils firent si bonne garde qu'il fallut changer de projet. Au milieu de la nuit, un nombre considérable de tambours, soutenu d'un petit détachement, alla battre la charge du côté de l'Infrascata, tandis qu'une colonne de 4 à 500 hommes, marcha en silence du côté opposé, vers Sainte-Anne-du-Palais. Elle parvint ainsi, sans être découverte, jusqu'à la chapelle Sainte-Anne à Chiaja; mais ici la résistance d'un poste royaliste donna le temps à la réserve d'accourir à son secours : toutefois les Calabrais éveillés en sursaut, ne purent résister à l'impétuosité du premier choc : les canonniers abandonnèrent leurs pièces, et se sauvèrent sur les embarcations qui firent feu sur les royalistes comme sur les républicains. Malgré quelques boulets, ceux-ci poursuivirent les fuyards jusqu'à Piedigrotta, abattirent les retranchements des royalistes, brûlèrent les affûts et enclouèrent les pièces.

La garnison du château de l'OEuf saisit l'à-propos, exécuta une sortie, et surprit un bataillon d'Albanais, bivouaqué près de Chiaja. Nul doute qu'avec 3 ou 4 bataillons les républicains n'eussent balayé Naples : mais, après cet heureux coup de main, à peine en resta-t-il un millier en état de combattre, et, pour comble de malheur, le commandant de Saint-Elme ne permit plus aux Français de les soutenir.

Cependant Ruffo, convaincu qu'il n'y aurait rien à gagner avec des gens exaspérés, et ne comptant plus sur la division de la flotte anglaise, offrit aux républicains un armistice pendant la durée duquel on discuterait les bases de la capitulation. Il publia une proclamation où il défendit le pillage, et promit, au nom du roi, amnistie pleine et entière à tous les républicains qui déposeraient les armes.

Les commandants de Saint-Ferdinand, de Saint-Martin et du fort de l'OEuf, répondirent qu'ils ne déposeraient pas les armes si l'armée catholique n'évacuait la ville. Mais le corps législatif, après avoir entendu l'avis d'un conseil de généraux présidé par le ministre de la guerre, se décida à accepter l'armistice, à condition que les deux partis conserveraient leurs positions. C'était une grande faute; car il était évident que Ruffo ne voudrait ou ne pourrait exécuter cette convention. C'est ce qui arriva, les Calabrais royalistes et les lazzaroni, qui n'avaient grossi l'armée du cardinal que dans l'espoir du butin, sans égard aux défenses du vicaire général, continuèrent leurs dévastations et leurs brigandages, et l'accusèrent hautement de jacobinisme. Pour se soustraire à leur fureur, il fut obligé d'appeler en toute hâte les troupes siciliennes et russes en ville; mais les efforts de celles-ci pour ramener la tranquillité furent inutiles : le massacre continua. Les républicains, témoins de ces horreurs du haut de la chartreuse de Saint-Martin, se plaignirent de la rupture de l'armistice, et menacèrent d'user de représailles sur les otages qu'ils avaient entre les mains. Cette menace produisit certain effet, car le calme reparut quelques heures. Le 22, la garnison des deux châteaux se rassembla sur la place royale pour célébrer une pompe funèbre en l'honneur de ceux qui avaient succombé; mais pendant qu'elle était occupée de ce pieux devoir, le cardinal employa mieux son temps : il fit rétablir la batterie de la Villa-Réale, détruite le 19, et en construisit une autre à l'extrémité du port pour battre le fort de l'OEuf. Les républicains se plaignirent de cette infraction à la convention, on leur répondit dérisoirement que ces travaux avaient été faits contre l'intention formelle de Ruffo, et qu'ils seraient détruits, si la capitulation n'avait pas lieu.

Cependant les négociations se poursuivirent le 23, avec activité, sous la médiation de Méjean. Le directoire napolitain se réserva d'entendre l'avis du corps législatif, et du commandant de Saint-Martin : et lorsqu'il eut recueilli leurs avis, il tint un grand conseil, dans lequel furent posées les bases de la capitulation. Le directoire déclara d'abord qu'il entendait capituler avec les puissances alliées, et non avec le roi de Naples représenté par le cardinal Ruffo ; il proposa d'évacuer les châteaux en y laissant les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvaient, mais en réservant à leur garnison la faculté de se retirer en France ou de rester dans ses foyers, sans qu'on pût l'inquiéter dans ses personnes ou ses propriétés : à cet effet, il demandait qu'il fût fourni des bâtiments de transport pour conduire en France les individus qui voudraient s'y rendre. Les conditions de cette capitulation devaient s'étendre, non seulement aux républicains qui occupaient les châteaux de Naples et les retranchements voisins, mais encore à la garnison de Pescara. Finalement, pour garantie de cette capitulation, il exigeait qu'un certain nombre d'otages fût remis au château de Saint-Elme, qui continuerait à être occupé par une garnison française, jusqu'à l'échange des certificats d'arrivée des réfugiés dans un port de France.

Le cardinal trouva les prétentions des républicains trop hautes : et, néanmoins, après de longs débats, et par égard pour ses parents et ses amis qui étaient retenus en otage, il finit par adopter le projet de capitulation, en supprimant seulement les formes injurieuses au roi. Elle fut signée tant par lui, comme vicaire du royaume, que par le général Micheroux, et par les chefs des forces navales anglaises, russes et turques dans le golfe de Naples. Elle le fut également par le chef de brigade français Méjean, qui se porta garant, au nom de la république française, pour la république napolitaine, et reçut les otages.

Alors Ruffo publia un édit d'amnistie, signifia copie du traité à Carafa, en lui enjoignant de remettre la place de Pescara à l'abbé Pronio, qui en formait le blocus depuis près d'un mois. Les garnisons des différents postes se rendirent sous escorte à Pizzo-Falcone, pour y attendre les bâtiments qui devaient les transporter à Marseille (1).

Peu de républicains retournèrent dans le sein de leurs familles ; mais une multitude de citoyens se rendirent des provinces à Naples pour jouir du bénéfice de la capitulation et se retirer en France : déjà deux bâtiments, portant les défenseurs de Castellamare, étaient partis pour Marseille, les autres n'attendaient plus que quelques approvisionnements pour metttre à la voile, lorsque lord Nelson, débarrassé d'inquiétude à l'égard de la flotte de Bruix, arriva dans la rade de Naples, ayant sur son bord lady Hamilton, femme de l'ambassadeur d'Angleterre, qu'une passion difficile à qualifier attachait au char du vainqueur d'Aboukir.

L'arrivée de cette favorite de la reine, changea la face des affaires : elle prétendit avoir entendu dire à Caroline qu'elle préférait perdre la couronne, plutôt que de capituler avec les rebelles ; et, pour se faire un mérite auprès d'elle, elle exigea de son trop facile amant qu'il rompît la capitulation. Nelson eut cette lâcheté. Il n'eut pas honte de souiller ses lauriers en déclarant qu'un traité fait sans sa participation ne pouvait être valide, et les bâtiments de transport eurent ordre d'ancrer sous le canon de son escadre.

Le jour suivant, les membres du directoire, un grand nombre de ceux de la commission législative, tous les principaux officiers ou fonctionnaires de la république furent traînés à bord du vaisseau amiral et chargés de fers.

Peu de jours après, le roi vint sur une frégate anglaise, accompagné de son ministre Acton : il signala son retour en déclarant que son intention n'avait jamais été de capituler avec des rebelles. Rien ne pouvait, en effet, l'y forcer : mais tout lui imposait l'obligation d'exécuter une capitulation déjà conclue par son vicaire. A la vérité, on atténua l'injustice de cet édit, en rassurant les prisonniers sur leur sort ; cependant, tandis qu'ils attendaient les effets de la clémence royale, un second décret prononça la confiscation de leurs

(1) Il y a plusieurs versions à ce sujet : les alliés ont prétendu avoir réduit les châteaux Neuf et de l'Œuf, mais ces assertions se trouvent démenties par le texte même de la capitulation.

biens. Les commandants des forces alliées, indignés, firent d'inutiles remontrances; on les contraignit au silence.

Les républicains voyant bien que désormais leur sort dépendait de l'amiral anglais, lui adressèrent une requête pour lui demander l'exécution de la capitulation. Mais Nelson, par une atroce ironie, la leur renvoya, après leur avoir vanté, dans une apostille de sa main, la clémence du roi. Cependant, les arrestations se multipliaient à Naples; nul n'était à l'abri des délations : tous les cachots des forts étant remplis, on fut obligé d'entasser les prisonniers sur de vieux vaisseaux démâtés. Celui de l'amiral anglais, que montait le roi, fut environné de bastilles flottantes, où ces malheureux demi-nus étaient en proie à tous les besoins, et à la brutalité des bandits qu'on leur donna pour gardiens.

Jusque-là les Français n'avaient été pour rien dans toute cette lutte. Le commandant du château Saint-Elme Méjean, qui retenait encore les otages, qui pouvait et devait être le garant de la capitulation, et à qui il ne manquait pas absolument de moyens pour la faire respecter, loin de soutenir l'honneur du nom français, demeura spectateur indifférent de toutes ces cruautés, et n'adressa pas la plus légère réclamation en faveur de ces infortunés alliés. Cerné par un cordon d'environ 8,000 hommes de troupes de ligne aux ordres du duc de Salandra, il semblait étranger à tout ce qui se passait, et vivre dans un pays ami.

Le roi et Nelson, enhardis par sa faiblesse, résolurent de le chasser de son poste; ce qui était chose aisée. Le château de Saint-Elme, quoique d'un accès difficile, n'est cependant rien moins qu'imprenable; car, dominé par le dernier contrefort de l'Apennin, qui remonte de Naples vers le couvent des Camaldules, il n'est propre qu'à tenir en bride une nombreuse population, et doit tomber aussitôt après l'établissement des premières batteries, puisque, d'ailleurs, il n'a que peu d'ouvrages extérieurs et d'un mauvais tracé.

L'amiral anglais confia la conduite de cette opération au capitaine Trowbridge, sous les ordres duquel il mit toutes les troupes de marine anglaises, russes et portugaises de l'escadre, et qui devait être secondé par le corps de Salandra. Le siége fut poussé avec d'autant plus de vigueur que Méjean n'en contraria pas les travaux. On éleva successivement sept batteries armées de 30 pièces de gros calibre. A peine eurent-elles commencé à jouer, que l'artillerie de la place fut démontée, et que la garnison demanda à capituler. Méjean, déjà répréhensible pour avoir souscrit une capitulation qui l'obligeait à restituer les otages et à livrer les Napolitains qui faisaient partie de sa troupe, rendit son nom odieux par la manière dont il en remplit les conditions.

L'embarquement de la garnison du fort Saint-Elme, fut le signal de nouvelles horreurs. Un édit royal dépouilla la ville de Naples de ses priviléges; tous les élus municipaux, nommés depuis l'entrée des Français dans le royaume, furent arrêtés pour rendre, disait-on, compte de leur gestion. Ces mesures, en indiquant que la vengeance du trône n'était pas encore satisfaite, autorisèrent toutes les réactions des Calabrais et des lazzaroni royalistes.

Cependant, le roi voulant chasser les Français des deux seules places qui leur restaient encore, sentit qu'il ne pourrait y parvenir avec des insurgés, il les licencia donc, et ordonna la formation d'un corps de troupes régulières pour les réduire. Jusqu'alors la garnison de Capoue avait été observée par la division du général Gambs, qui n'osait point en faire le blocus; Gaëte, le fut par un gros détachement de l'insurrection des Abruzzes, aux ordres de Mammone, secondé par une escadrille napolitaine, aux ordres du capitaine Lettieri.

En peu de jours, le général Salandra eut rassemblé 5,000 hommes de l'ancienne armée napolitaine, qui furent joints par un bataillon de 800 hommes, tiré des vaisseaux de l'escadre combinée. Ce petit corps d'armée vint s'établir, le 21 juillet, devant Capoue.

Cette place, très-bien assise sur la rive méridionale du Volturno, dans une plaine que ses remparts commandent de tous côtés, ne pouvait opposer une longue résistance, attendu que les ouvrages formant tête de pont sur la rive droite de la rivière sont en terre, que le corps de place, quoique bastionné et couvert de demi-lunes, a le défaut d'avoir des bastions trop étranglés, des courtines trop courtes, des fossés peu profonds, enfin

que sa citadelle est nulle. Toutefois, le général Girardon ne voulut pas l'évacuer sur simple sommation. Le 22, les assiégeants jetèrent un pont en avant de la place, et complétèrent l'investissement. Dès le même jour, le capitaine anglais Trowbridge, qui dirigeait de fait le siége, commença à établir des batteries de gros calibre. Dès qu'elles furent en état, elles entrèrent en action; la place y répondit vivement, mais sans succès, car la tranchée fut ouverte le 26, à quelques toises de la queue des glacis. Cette manière brusque d'en agir intimida Girardon qui, n'ayant pas 1,500 hommes valides sur les 2,200 qu'on lui avait laissés, et manquant d'artillerie et de munitions, entra en pourparlers, et capitula, le 28, aux mêmes conditions que la garnison de Saint-Elme.

Un succès si facile enhardit le duc de Salandra. Le lendemain, il se présenta devant Gaëte. L'officier français, qui commandait, instruit des désastres des armées républicaines et privé des choses les plus nécessaires à la vie, ouvrit l'oreille aux propositions qui lui furent faites, s'en référant d'ailleurs à ce qui serait ordonné par son chef, le général Girardon. Celui-ci conclut à Naples, avec l'amiral Nelson, une capitulation, d'après laquelle la garnison obtint, avec les honneurs de la guerre, la faculté de rentrer en France.

Ainsi tombèrent, sans gloire pour la France, sans appui pour les Napolitains, les trois places où Macdonald avait laissé si inutilement garnison. Leur chute, délivrant le royaume de Naples des Français, mit le comble au régime de terreur. Dès lors il n'y eut plus de sûreté pour quiconque avait pris part aux dernières révolutions : une junte d'État, présidée par un Sicilien, nommé Speciale, digne émule de Fouquier-Tinville, commença le cours de ses assassinats juridiques. Sa tâche paraissait difficile, et surtout longue à remplir; car il fallait prononcer sur le sort de 30,000 individus arrêtés; mais les instructions qui lui furent données l'abrégèrent beaucoup. On y déclarait coupables de lèse-majesté au premier chef, tous ceux qui avaient occupé les premiers emplois de la république; ceux qui, durant les deux anarchies, avaient combattu les lazzaroni, l'armée du cardinal Ruffo, ou la flotte anglaise; tous ceux qui avaient assisté à la plantation de l'arbre de la liberté, ou au brûlement des drapeaux pris sur les insurgés ou les Anglais; on regarda comme coupables au même degré, ceux qui, par leurs écrits ou leurs discours, avaient offensé le roi ou sa famille, pendant l'interrègne; et, comme si ces diverses catégories ne comprenaient pas une assez grande quantitée d'individus, la peine de mort fut prononcé contre tous ceux qui avaient témoigné leur attachement pour la république.

Qui croirait qu'après des dispositions si rigoureuses, le roi eût encore à sévir? Cependant, tous ceux qui avaient été inscrits dans un club ou revêtus d'emplois subalternes, furent condamnés à l'exil perpétuel et à la confiscation de leurs biens; l'exil fut restreint à quinze ans pour ceux qui n'avaient pas prêté serment de fidélité à la république.

Des dispositions aussi atroces revoltèrent les citoyens en qui tout sentiment d'humanité n'était pas éteint; ils se retirèrent des affaires, et leurs emplois devinrent la proie des hommes entièrement dévoués à la cour. Toutefois, l'exécution de ces mesures épouvanta les bourreaux mêmes, et dans leur intérêt propre, ils usèrent d'une certaine modération. On ne rapporta point l'édit royal, mais des listes de proscription furent envoyées de Palerme à la junte, et ce ne fut que lorsqu'on crut tenir les principales victimes qu'on leva l'embargo mis sur les bâtiments chargés des Napolitains capitulés. Des 1,500 individus qui s'étaient décidés à passer en France, à peine le tiers put-il gagner cette terre d'exil. Bientôt après leur départ commença le cours des assassinats juridiques. Ni l'âge, ni le sexe, ni la vertu, ni les talents ne trouvèrent grâce devant la junte. Ce tribunal altéré de sang ne tint aucun compte des services rendus antérieurement à l'État ou au roi même; et durant plus de six mois, Naples eut à pleurer chaque jour la mort de plusieurs de ses meilleures citoyens. Triste résultat des désordres civils, et qui prouve que la fureur des factions est la même, soit qu'elles veuillent fonder une république démocratique, soit qu'elles prétendent venger la majesté du trône, ou défendre enfin les abus d'une religion intolérante.

Tandis que ces événements se passaient à Naples, les troupes françaises qui occupaient les États ecclésiastiques, abandonnées à elles-mêmes dans un pays dévoré par le feu de l'insurrection, après

avoir lutté longtemps avec courage, se voyaient à la veille d'être accablées à Rome et à Ancône ; où, par suite d'une multitude de petits combats, elles avaient été reléguées par les insurgés toscans, romains et napolitains. Dès l'ouverture de la campagne, les communications entre les différentes garnisons furent presque toujours interceptées; mais plus particulièrement entre Rome et Ancône. Aussi, les généraux Garnier et Monnier, qui commandaient ces deux places, opérèrent sans ensemble, et par conséquent avec beaucoup moins d'effet, contre les nombreuses bandes dont ils étaient, en quelque sorte, cernés.

Le premier, avec environ 5,000 hommes, tenait garnison, non-seulement au château Saint-Ange, mais encore à Terni, Rieti, Tivoli, Velletri, sur les frontières du royaume de Naples : à Ostie, Civita-Vecchia et la Tolfa, sur les côtes de la Méditerranée, à Viterbe et Pérugia, sur les frontières de Toscane. De son côté, Monnier avec moins de 3,000 hommes, était chargé, outre la garde d'Ancône, de maintenir dans l'obéissance les villes maritimes de Pesaro, de Fano et de Sinigaglia; et celles de Jesi, d'Osimo, de Fabriano, de Macerata et de Tolentino. On sent déjà à quels assauts une semblable dissémination de forces devait livrer les petites garnisons de ces points.

Immédiatement après la reddition de Corfou, l'amiral Ouschakoff détacha une division de son escadre dans l'Adriatique. Le contre-amiral qui la commandait alla mouiller avec six vaisseaux de ligne à Porto-Quieto, et envoya quatre frégates devant Ancône. L'apparition de cette escadre enhardit les mécontents. Environ 4,000 se portèrent sur Pesaro, qu'ils espéraient surprendre à la faveur des intelligences que leurs chefs s'y étaient ménagées; mais la petite garnison française qui l'occupait, sut effectuer à temps sa retraite sur Jesi. Quelques jours après, le 12 juin, 150 Russes et autant de Turcs débarqués des frégates, aidés par des canonnières autrichiennes, forcèrent la garnison de Fano à se retirer à Sinigaglia, qui éprouva le même sort.

Les succès des insurgés ne se seraient sans doute pas bornés là, si la division russo-turque n'avait levé, le 8 juin, le blocus d'Ancône, rappelée par l'amiral Ouschakoff, afin de se joindre à l'escadre de Nelson, et d'aller à la rencontre de la flotte française qui avait paru dans le golfe de Gênes. Aussitôt que Monnier fut informé que les insurgés étaient livrés à eux-mêmes, il partit d'Ancône avec une colonne mobile, reprit Sinigaglia et Fano, se jeta sur différents postes, d'où il délogea l'ennemi, et rentra à Ancône le 29 juin, chargé de butin. Malgré la terreur que répandit la vigueur de cette expédition dans le pays, les Français n'y furent pas longtemps tranquilles. Les flottes alliées ayant été délivrées de toute inquiétude par la rentrée de l'escadre française à Toulon, le contre-amiral Putowskin alla reprendre le blocus d'Ancône; et son apparition dans l'Adriatique ranima les insurgés d'une nouvelle ardeur. Le 25 juillet, 600 Russes et Turcs, aidés d'autant d'Autrichiens et d'insurgés, se portèrent, sous la conduite du colonel russe Woinowich, sur Fano, pendant que des bâtiments légers, autrichiens ou russes en bloquaient le port. Comme l'enceinte de cette ville se trouvait à l'abri d'un coup de main, la garnison qu'y avait laissée Monnier s'y défendit 48 heures, et ne capitula qu'après avoir consommé toutes ses munitions. Woinowich marcha ensuite sur Sinigaglia, dont la garnison, mieux avisée, se replia sur Ancône. Pendant ce temps, les insurgés que Lahoz avait organisés à Fermo, s'étant rendus maîtres de Tolentino, de Macerata et de Loreto, Monnier se vit contraint à resserrer sa ligne, le 29 juillet, entre Osimo et le pont de Fiumeggino : mais Lahoz en ayant forcé la gauche, le 8 août, les Français évacuèrent Osimo, afin de s'établir sur les monts Montagnola et Galeasso, pour ainsi dire, sous le canon d'Ancône, d'où ils furent bientôt chassés. Le corps turco-russe se rapprocha alors de la place, et en forma l'investissement conjointement avec eux. Cependant, comme le peu d'artillerie qu'ils possédaient était mal servie, et que la meilleure intelligence ne régnait pas entre Woinowich et Lahoz, il s'écoula encore bien du temps avant qu'ils pussent se rendre maîtres des neuf collines qui forment la gorge d'Ancône et y établir des batteries et des redoutes. Elle devint une espèce de champ clos, dans lequel, pendant près de trois mois, il se livra tous les jours de petits combats, où la garnison française déploya autant de courage, que Lahoz de talents et d'opiniâtreté, pour

façonner au service de siége les 3 à 4,000 paysans qu'il commandait.

De son côté, Garnier, qui avait eu beaucoup de peine à contenir les habitants d'Arezzo et de Viterbe avant le passage de l'armée de Naples, voyant sa division réduite à 2,000 combattants, par la nécessité où il s'était trouvé de renforcer Macdonald de ses meilleures troupes, sentit le besoin de prendre les mesures les plus énergiques, sinon pour contenir dans l'obéissance un peuple impatient du joug français, du moins pour défendre Rome et les postes de la côte le plus longtemps possible. A cet effet, il déclara la république romaine en état de siége, et aussitôt qu'il eut connaissance de la perte de la bataille de la Trebbia, il frappa une contribution de guerre sur les riches habitants de la capitale; pressa l'enrôlement de tous ceux qui s'étaient déclarés partisans du nouveau régime, et se forma de la sorte une force mobile d'environ 4,000 combattants.

A la faveur de ces mesures, il parvint à bien approvisionner le château Saint-Ange et Civita-Vecchia, et à intimider la populace de la capitale; mais les campagnes n'en ressentirent pas l'influence. Vers la fin de juin, les habitants de Viterbe, sous la conduite d'un ancien officier papal, nommé Celini, marchèrent sur Ronciglione, gardé par un détachement d'une légion romaine. Garnier, voulant étouffer la révolte dans son principe, envoya contre eux le général Valterre avec une colonne mobile qui les battit, brûla Monterossi, mais échoua devant Viterbe, et fut obligée de se replier à Vico. Cet échec eut les plus fâcheuses conséquences. Le noyau de l'insurrection grossit; les rebelles chassèrent les Français de Bassano-di-Sestri, de Monte-Alto et de Toscanella, et vinrent s'établir devant Cornetto, poste le plus considérable de la côte.

L'insurrection de Viterbe fut pour Arezzo le signal d'une levée de boucliers. Le général Klénau, avant de quitter Florence pour remonter la rivière du Levant, ayant mis à la disposition des Arétins un escadron de hussards, tant pour régulariser la levée insurrectionnelle, que pour préserver les terres de la Toscane des courses de la garnison de Peruggia, il s'était formé un corps de 9 à 10,000 insurgés, composé en grande gartie de soldats toscans, imprudemment licenciés par les Français, et de Romains mécontents. Ce corps, jaloux de répondre à l'appel des habitants de Viterbe, après s'être emparé, le 20 août, de Peruggia sans coup férir, et avoir forcé la garnison à se jeter dans la citadelle, où elle devait bientôt être réduite par la famine, se porta sur Civita-Castellana, dont il forma l'investissement. La petite garnison française, d'abord retirée dans le château, capitula, le 24, faute de vivres, et obtint la faculté de rejoindre le gros de la division à Rome.

Au moment où l'insurrection romaine prenait un caractère si alarmant sur ses derrières, un corps d'environ 3,600 Napolitains, dépendant de celui qui avait soumis Capoue et Gaëte, s'avançait par la route des marais Pontins, vers Velletri, sous les ordres des généraux Rodio et Rocca-Romana. Garnier, craignant de se trouver entre deux feux, jugea convenable de se débarrasser d'abord des ennemis qu'il avait en tête; et, après avoir laissé garnison au château Saint-Ange, marcha à leur rencontre sur trois colonnes, mais il fut bien puni de cette faute. Non-seulement les Napolitains repoussèrent, le 19 août, sa triple attaque, mais encore enlevèrent le poste de Frascati, dans lequel il avait imprudemment laissé un détachement lors de sa retraite.

Dans cette position critique, Garnier comprit qu'il était temps d'évacuer Rome, et de se porter sur Civita-Vecchia, et, afin d'y parvenir plus sûrement, il entra en pourparlers avec les généraux napolitains : mais, ceux-ci voulant trop exiger, Garnier résolut de battre en retraite en leur présence, et prit, le 12, la route de ce port. L'ayant trouvée interceptée par les avant-postes des insurgés de Celini, il renonça à son premier projet, puis rentra dans Rome, publiant qu'il n'avait simulé cette retraite que pour éprouver les Romains, et que son intention était d'attaquer le lendemain les Napolitains. Effectivement il les assaillit le 13, sur deux directions. La première colonne marcha sur Albano, s'empara de cette ville, et rejeta les ennemis au delà de Velletri. La seconde, débouchant de Vario, après avoir effectué sa jonction avec la précédente, les rejeta dans la direction de San-Germano.

Ce succès lui permit d'agrandir momentanémen

son rayon d'activité du côté du royaume de Naples; il parvint même à rouvrir sa communication avec Civita-Vecchia, qui bloquait par mer la division anglaise du commodore Trowbridge, et à former à sa droite une ligne, qui de Cornetto passait par Monte-Romano, Toscanella, Nepi, Viano, pour aller s'appuyer au Tibre. Mais les premiers jours de septembre, une division de 4 à 5,000 Napolitains, ayant enlevé Rieti au débouché des Abruzzes, malgré la vive résistance des Romains, auxquels Garnier en avait confié la garde, le général Salmon s'avança par Nevolo et Monte-Rotondo, sur la rive gauche du Tibre, et força ainsi Garnier à abandonner Albano et Frascati aux troupes de Rodio et de Rocca-Romana, pour voler à la rencontre de ce nouvel adversaire. Un court engagement qui eut lieu, le 12, entre les républicains et les Napolitains, décida la retraite de ceux-ci.

La joie qu'inspira ce succès ne fut pas de longue durée. On se rappelle qu'après la bataille de Novi, Suwarow chargea le général Frœlich de balayer les derrières de l'armée alliée. La tête de colonne des troupes autrichiennes, qui, depuis le 18 septembre, était entrée dans l'État romain, s'était jusqu'alors contentée d'inquiéter les postes républicains à Monte-Romano, Toscanella et Nepi; parce que l'intention de leur général était, avant tout, de se mettre en correspondance avec la croisière anglaise de Civita-Vecchia. Mais, instruit de l'échec essuyé par les Napolitains, il dirigea un gros détachement de toutes armes sur Viano. Les républicains, craignant que le Ponte-Molle, défendu par une simple flèche armée de quatre pièces de canon de campagne ne fût attaqué, se replièrent sur Rome : circonstance qui força Garnier à rappeler les troupes lancées à la poursuite de Salmon, et permit à celui-ci de revenir prendre poste sur le Monte-Rotondo.

Le 22 septembre, Frœlich poussa des reconnaissances sur Rome, Civita-Vecchia et Cornetto : bien que sur tous ces points les républicains fussent en nombre inférieur, elles furent repoussées. Les jours suivants, mêmes tentatives, mêmes résultats. Enfin, le 28, les Autrichiens prirent le dessus, et repoussèrent les républicains jusqu'aux portes de Rome.

De son côté, le général Bourcard, qui avait pris le commandement en chef des Napolitains, ayant replié les avant-postes français, Garnier, privé de communication avec la division d'Ancône, chargé d'environ 1,100 malades ou blessés, et obligé de favoriser l'émigration d'un millier de familles compromises, résolut de ne pas attendre la dernière extrémité pour souscrire une convention. Certain que la Toscane avait été entièrement évacuée, bien convaincu d'ailleurs qu'il ne pouvait prolonger sa résistance au delà de trois ou quatre jours, et qu'il n'avait de retraite que sur Civita-Vecchia, où il n'existait pas la plus légère embarcation, il entra en pourparlers avec Bourcard et le commodore Trowbridge, en vue de ramener saine et sauve en France, une poignée d'hommes qui pouvaient encore lui rendre de bons services.

Après plusieurs conférences, il fut conclu, le 29 septembre, une convention, d'après laquelle Rome et le château Saint-Ange, Civita-Vecchia, Cornetto et Tolfa, seraient remis aux alliés dans le délai de huit jours; savoir, Rome aux Napolitains, Civita-Vecchia et Cornetto aux Anglais. Les troupes ne furent point considérées comme prisonnières, et obtinrent d'être transportées en France avec armes et bagages, aux frais des alliés. Les Romains, qui les avaient secondées, furent libres de s'embarquer avec elles, ou de rentrer dans leurs foyers; et on stipula qu'ils n'y seraient point inquiétés à raison de leurs opinions ni de leur conduite.

Frœlich, qui n'avait point eu connaissance de cette convention, attaqua les avant-postes républicains, le jour même de sa signature, et ne consentit qu'avec peine à renoncer aux avantages que le début de la journée semblait lui promettre.

La convention fut exactement observée en ce qui concernait le transport des troupes françaises et des émigrants romains : mais, nonobstant les stipulations expresses du dernier article, l'entrée des Napolitains à Rome fut signalée par une réaction sanglante. Les prisons furent encombrées dans les 24 heures; on ne vit plus que des échafauds sur les places publiques. Les consuls Zaccaleoni et Mattei, qui étaient restés chez eux sur la foi de la capitulation, en furent arrachés par ceux mêmes qui naguère s'inclinaient avec respect devant leurs faisceaux, promenés sur des ânes par toute

la ville, puis jetés ensuite dans les cachots où les complices de Catilina avaient reçu la peine de leurs attentats.

Historien militaire, je me félicite d'être dispensé de m'appesantir plus longtemps sur ces scènes révoltantes, et je m'empresse de revenir à mon sujet, en remontant vers le Texel et les Alpes, où les opérations plus glorieuses des armées de Hollande et d'Helvétie, délasseront le lecteur du récit de tant d'atrocités.

Avant de terminer cet aperçu, je rappellerai néanmoins à mes lecteurs qu'à l'instant même où les coalisés, les insurgés et les Français se disputaient ainsi le patrimoine de Saint-Pierre, l'infortuné Pie VI, arrêté en Toscane à l'époque de l'entrée des républicains, et conduit sous escorte à Grenoble, puis à Valence, y terminait ses jours, le 29 août, à l'âge de 82 ans, victime d'une persécution indigne, dont le Directoire se flétrit en pure perte, et qui ne pouvait rien changer ni à l'état des affaires politiques dans la Péninsule, ni aux questions religieuses sur lesquelles ils n'étaient pas d'accord.

CHAPITRE XCIII.

Expédition anglo-russe en Hollande. — Succès d'Abercrombie. — Prise de la flotte du Helder. — Combat de Groote-Kéeten. — Établissement des Anglo-Russes dans le Zyp; attaque infructueuse de cette position. — Combats de Bergen et de Kastrikum. — Retraite des Anglo-Russes dans le Zyp. — Convention de rembarquement.

La victoire couronnait les efforts de la coalition, et dès le commencement de mai, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie, forcées d'abandonner leurs conquêtes, s'étaient repliées sur le Rhin et les Alpes. Affaiblies par les combats, désorganisées par une administration détestable, à peine laissaient-elles l'espoir de défendre ces barrières.

L'embarras des finances, les mouvements de quelques cantons suisses, la résurrection des bandes de l'Ouest, l'agitation des partis dans l'intérieur, tout enfin présageait au Directoire qu'il allait périr, dévoré par l'incendie que son imprudence avait allumé. L'Angleterre, dont l'or et les intrigues venaient de resserrer cette ligue formidable, se voyait au moment d'en recueillir les fruits; jusqu'alors ses subsides seuls avaient alimenté la guerre; mais ses opérations s'étendant en raison de l'état de détresse où la France se trouvait réduite, elle se détermina à mettre aussi ses troupes en action, pour porter un coup décisif à sa redoutable rivale.

Piqué des refus que le cabinet de Berlin opposait aux sollicitations pressantes de Thomas Grenville, le ministère anglais s'était adressé à Paul I[er], auquel il n'eut pas de peine à démontrer que la délivrance de la Hollande était peut-être aussi facile qu'importante pour les puissances du Nord; en sorte que ce prince s'engagea, par un traité du 22 juin, à fournir un corps auxiliaire de 17,000 hommes, moyennant que l'Angleterre en assurât la solde. Le cabinet de Londres se proposa d'y joindre 30,000 hommes, et de faire appuyer par ses flottes les opérations de l'armée combinée.

Rétablir en Hollande la maison d'Orange et le stathoudérat, favoriser par une puissante diversion les armées russes et autrichiennes sur le Rhin, en Suisse et en Italie; tels étaient en apparence le but de l'Angleterre, et les motifs qui décidèrent Paul I[er] à coopérer à cette entreprise. Mais Pitt avait des vues différentes : il craignait que la Hollande, étayée par la république française et régie par un gouvernement vigoureux, ne réparât en peu de temps ses pertes et ne devînt la rivale de la marine anglaise. La bataille de Camperduyn avait donné la mesure du courage de la marine batave, il redoutait encore ses débris qui, employés avec art, pouvaient devenir la principale source de la prospérité nationale; tandis que la capture ou la destruction des bâtiments réunis dans le Texel, dispensait l'Angleterre d'entretenir une flotte dans ces parages, et la délivrait de toute inquiétude du côté de l'Irlande. Quel que fût le résultat final de l'expédition, il suffisait d'un premier succès pour atteindre le but essentiel : si la flotte demeurait fidèle, investie par mer au Helder et attaquée par terre, il fallait qu'elle capitulât : si elle se déclarait pour le prince d'Orange, on l'emmenait également à titre d'alliée et l'on en grossissait les cadres britanniques.

La question du point de débarquement fut longtemps débattue dans le conseil ; l'intérêt stratégique eût conseillé de descendre vers les bouches de la Meuse ou du côté de Terheyde ou Shevening-gen (1), afin de s'emparer de La Haye où le stathouder avait plus de partisans que partout ailleurs. Cette position, menaçant la ligne de retraite des Français, eût ouvert au moindre succès les portes d'Amsterdam. On finit cependant par choisir la pointe du Helder dans la Nord-Hollande, où l'on entrevoyait d'autres avantages. En effet, ces parages sont d'un plus facile accès que le reste des côtes, protégées presque généralement par des rescifs ou des bancs de sable. Du reste, aucune place forte; car il n'existait sur la côte de cette province, que quelques batteries dont le feu pouvait être éteint par celui de la flotte ; ajoutez que, de cette position, voisine du Texel, il devenait facile de s'emparer de l'escadre batave, et de se porter sur Amsterdam dont la prise devait décider l'issue de la guerre.

Les préparatifs de ce grand armement furent poussés avec la plus incroyable activité, sans que la sortie de l'amiral Bruix et sa jonction avec Massaredo, y apportassent le moindre empêchement. Le 12 juillet, sir Home-Popham mit à la voile, avec une escadre nombreuse, pour aller prendre, à Revel, les troupes auxiliaires. Un corps considérable formé de bataillons tirés de l'Irlande, de Jersey et de Guernesey, se rassembla à Southampton, sous les ordres du général Abercrombie. Une des grandes difficultés de cette expédition était de la faire simultanément; car si on débarquait à de trop grands intervalles, les troupes isolées pouvaient être réduites à mettre bas les armes. Or il n'était pas aisé de faire arriver à point nommé des bataillons encore casernés en Livonie, et des troupes réparties sur les côtes d'Angleterre. La jonction ne pouvait guère s'opérer qu'en Hollande et successivement, puisqu'il fallait aux Russes un vent du nord pour y arriver, et aux Anglais le vent tout à fait contraire. Il paraissait donc prudent de faire d'abord venir les troupes d'expédition de Revel avant de débarquer les Anglais. Cependant, pour ne pas perdre trop de temps, on décida que la division d'Abercrombie partirait la première sur la flotte de l'amiral Mitchell, et serait suivie à peu d'intervalle par celle que le duc d'York, commandant en chef l'armée d'expédition, réunissait dans les environs d'Yarmouth. On calculait que les Russes arriveraient à peu près à la même époque, et que, jusque-là, Abercrombie se soutiendrait aisément à la faveur d'un terrain très-rétréci, et de sa supériorité maritime.

Le ministère anglais, fier de l'immensité de ses préparatifs, et ne doutant nullement du succès, avait dédaigné de cacher ses intentions; il comptait d'ailleurs sur l'impression que produirait en Hollande, un si grand développement de forces : ainsi, les gouvernements français et batave ne restèrent dans l'incertitude que sur le point de débarquement. Le prince héréditaire d'Orange s'étant établi à Lingen avec tous les officiers de son parti qui avaient partagé sa disgrâce, on pouvait croire que la Frise serait le théâtre des premiers efforts; d'un autre côté, des croisières établies vers Flessingue donnèrent des craintes pour la Zélande et Anvers. Enfin Duncan, établi en face du Texel, menaçait aussi ce point dont l'importance ne pouvait être méconnue.

Mais la connaissance du danger ne suffisait pas pour le prévenir. La France, que ses derniers revers mettait hors d'état d'envoyer des renforts en Hollande, n'y avait pour lors que 15,000 hommes, au lieu de 24 qu'elle s'était engagée à fournir par le traité d'alliance; et l'armée batave, nouvellement organisée, ne s'élevait pas à plus de 20,000 hommes, toutes armes comprises. C'était avec d'aussi faibles moyens qu'il fallait défendre l'étendue considérable du littoral des sept provinces. A la vérité, on avait ordonné, en outre, la formation d'un camp sous Liége, où l'on devait réunir, aux ordres du général Tilly, quelques anciens bataillons demeurés en Belgique, et un certain nombre de bataillons auxiliaires levés dans les départements du Nord. Mais cette mesure devenait illusoire par les besoins sans cesse renaissants des armées, par la nécessité de surveiller les bouches de l'Escaut, et de maintenir les esprits remuants en Belgique. Partie des troupes françaises était

(1) Consultez la planche I ou les cartes de Hollande de Muller et de Krayenhof.

cantonnée depuis Nimègue jusqu'à la côte, le reste, sous les ordres du général Desjardins, gardait la Zélande. Daendels, avec la première division batave, occupait la Nord-Hollande, et la seconde, commandée par Dumonceau, était stationnée dans la Frise, le pays de Groningue et sur les frontières de l'Over-Yssel.

Cette situation militaire semblait d'autant plus alarmante que l'intérieur n'était pas tranquille; le gouvernement qui, depuis quatre ans, suivait tous les errements de celui de la France, s'était aliéné beaucoup d'esprits; et il devenait à craindre qu'à l'approche du danger, cette haine ne fût exploitée au détriment de l'État par le parti orangiste. La gêne du commerce, la perte des colonies avaient attiédi le patriotisme de ce peuple essentiellement trafiquant, qui entrevoyait dans ses relations avec la France un joug odieux; il ne fallait rien moins que l'ancienne haine qu'il vouait à l'Angleterre pour le soutenir encore dans la lutte qui allait s'engager.

Au bruit de l'orage qui s'amoncelait contre lui, le directoire batave porta avec inquiétude ses regards sur les côtes, et crut devoir surveiller plus particulièrement l'embouchure de l'Ems et la Zélande qui semblaient offrir à une flotte ennemie toutes les facilités désirables pour effectuer un débarquement. En cas d'invasion du côté de l'Ems, toutes les troupes qui bordaient l'Yssel devaient se porter dans cette direction : un grand nombre de chaloupes canonnières furent rassemblées entre les bouches de l'Escaut, pour appuyer les opérations de la division Desjardins dans les îles de la Zélande; mais on ne s'attendait pas à courir quelques dangers dans la Nord-Hollande, parce que cette province paraissait être suffisamment couverte tant par les moyens maritimes de la république, que par les obstacles naturels d'un terrain très-coupé. La mesure prise le plus à propos, fut de confier le commandement de l'armée batave au général Brune qui avait celui de l'armée française.

L'avant-garde de l'expédition fut rassemblée à Deal, Ramsgate et Margate dans les premiers jours d'août, d'où elle mit à la voile, le 13, sous les ordres de l'amiral Mitchell : par un hasard singulier c'était le jour même où Bruix revenait dans la Manche avec 50 vaisseaux français et espagnols. L'apparition de ces forces jeta un instant l'alarme en Angleterre; mais la prompte arrivée de lord Keith, qui les suivait avec une flotte non moins nombreuse et brûlant d'en venir aux mains, rassura bientôt le cabinet et la nation britanniques.

Le général Abercrombie, qui commandait le premier transport expéditionnaire, ne partagea point ces craintes passagères; car il n'en fut pas même instruit. Après avoir envoyé quelques bâtiments croiser devant les îles de la Zélande, pour donner le change sur son dessein, il joignit l'amiral Duncan, qui le renforça de dix vaisseaux de ligne; mais, contrarié par le vent, il ne put arriver que le 20 août, à la vue des côtes. Espérant effectuer son débarquement le surlendemain, Abercrombie adressa le même jour une sommation à l'amiral hollandais Story et au commandant du Helder; les parlementaires étaient en outre porteurs d'une proclamation au peuple, et d'une déclaration du prince d'Orange, dont on attendait un grand effet : car des intelligences ménagées dans les troupes de la marine, promettaient de les faire déclarer à la première apparition des Anglais.

Le 22, au moment où les bâtiments approchaient de la côte, le temps changea subitement, et la mer devint si grosse que la flotte fut obligée de regagner le large. Pendant quatre jours les vents continuèrent à souffler avec violence, et ce ne fut que le 26 que l'amiral Mitchell parvint une seconde fois à jeter l'ancre le long des côtes, le débarquement s'opéra le jour suivant.

Ces contre-temps permirent à Brune de faire quelques dispositions : il ordonna sur-le-champ la concentration de l'armée gallo-batave dans la Nord-Hollande, dirigea la première division, commandée par le général Gouvion, sur les environs d'Harlem, et envoya Daendels s'opposer aux premières opérations de l'ennemi. Celui-ci, dont la première brigade était déjà cantonnée dans la presqu'île du Helder, arriva, le 23, à Schagenbrug, et fut bientôt suivi par le reste de sa division. Le général Van-Guericke fut chargé de la défense de la côte, depuis le Helder jusqu'à Groët-Keeten, avec 4,000 hommes et 600 chevaux : le général Van-Zuilen-Van-Nywelt, occupa Calantsoog, Petten, Kamp et Groët, avec quelques bataillons, le reste de sa brigade tenait la ligne de Schagen à

Bergen, moins une petite réserve laissée à Harlem et Alkmaer : la force totale de la division Daendels était à peu près de 10,000 hommes.

Sa tâche n'était pas aisée à remplir : les Hollandais avaient toujours compté sur leurs forces maritimes pour protéger ces parages, et au moment où les Anglais s'y présentèrent, il n'existait aucun ouvrage capable de résister à une agression sérieuse ; les batteries du Helder n'étaient bonnes qu'à défendre la passe, et, comme elles étaient à peine palissadées, un débarquement opéré au-dessous d'elles devait entraîner leur évacuation. Partout, d'un accès facile, la plage est couverte à peu de distance des eaux par une chaîne de dunes élevées, qui laissent quelques intervalles entre elles ; ces espèces de vallons par lesquels doit nécessairement déboucher une troupe qui débarque, étant exposés au feu rasant des vaisseaux, on ne pouvait s'y établir : la nature du terrain paralysait d'ailleurs l'usage de la cavalerie et de l'artillerie, et permettait à peine d'y déployer deux bataillons.

La position que la flotte anglaise vint prendre le 26 août, entre Huysduinen et Groët-Keeten, obligea Daendels à changer quelques-unes de ses dispositions ; et, comme la configuration de la côte favorisait un débarquement opéré sous la protection de l'artillerie des vaisseaux, il se détermina à refuser son centre pour attaquer les Anglais en flanc aussitôt qu'ils seraient dans les dunes. En conséquence, le général Van-Zuilen, réunit sa brigade pendant la nuit, entre Petten et Callantsoog ; deux bataillons de celle de Van-Guericke furent placés au centre des dunes avec un bataillon de ligne pour réserve ; deux autres bataillons vinrent appuyer leur droite à Groët-Keeten, et leur gauche à la mer : enfin le reste, composé de trois bataillons, deux escadrons et quatre pièces de canon, prit poste en avant de Huysduinen, présentant un front oblique à la mer. Quelques compagnies furent chargées de la défense des batteries du Helder et de la révolution.

Le 27, à la pointe du jour, les Anglais mirent à terre 2,500 hommes, commandés par le lieutenant général Pulteney. Cette division, à peine formée, marcha au pas de charge sur les chasseurs placés en avant de Klein-Keeten, et les chassa des dunes sur Groët Keeten : le bataillon de réserve essaya en vain d'arrêter l'ennemi, il fut repoussé sur le général Van-Guericke, qui s'avançait avec un bataillon et 2 escadrons pour garder les débouchés de la plaine.

Dans cet intervalle, la gauche des Anglais avait également mis à terre, et venait de se former dans les dunes. Daendels, témoin de leurs progrès, put juger par lui-même le tort qu'il avait eu de disperser ses forces, dans l'espoir chimérique de faire face partout. Cependant, il résolut de faire attaquer Pulteney par les deux bataillons placés entre Groët-Keeten et la mer, et envoya en même temps à Van-Guericke, l'ordre de tomber sur le flanc gauche des Anglais. Mais ce mouvement décousu ne put d'ailleurs s'exécuter, à cause des fossés larges et profonds qui coupent le terrain, et les troupes de Van-Guericke, ainsi que les deux bataillons qu'il avait laissés sans ordres en avant d'Huysduinen, ne prirent aucune part à ce combat. L'attaque du colonel Crass, commandant les deux bataillons de Groët-Keeten, soutenue à propos par quelques troupes de la brigade Van-Zuilen, fit d'abord replier la droite des Anglais ; mais l'artillerie de la flotte mit le désordre dans ses rangs, et le força de rentrer dans les dunes, où le combat se soutint avec des chances variées, jusqu'à six heures du soir. Le débarquement était alors terminé, et l'artillerie de campagne traînée par les matelots à travers les sables des dunes, était rendu à son poste.

Le général hollandais, sentant alors l'insuffisance de ses moyens pour s'opposer plus longtemps à l'ennemi, opéra sa retraite en bon ordre, prescrivit aux deux bataillons d'Huysduinen d'enclouer les batteries de la côte et de le rejoindre par le Koëgrass, puis, dans la nuit, alla prendre position dans le Zyp, sa gauche à Petten sur l'Océan, et sa droite à Oude-Sluys, sur le Zuyderzée. La perte de sa division fut énorme, eu égard au petit nombre de troupes qui avaient combattu ; elle s'éleva à 1,400 hommes.

Ce premier succès, qui n'avait pas coûté 500 hommes aux Anglais, leur parut d'un bon augure. Le débarquement continua sans relâche ; et, le lendemain matin, le général Moore occupa le Helder et Huysduinen, évacués la veille par les Hollandais. Le même jour, l'armée expédition-

naire fut renforcée par la brigade du général Don.

Après l'échec du 27, la flotte batave, forte de neuf vaisseaux de ligne et quelques frégates, s'était retirée du Mars-Diep dans le Wlieter. Daendels, pressentant le danger qu'elle courait, conseilla de fermer l'entrée du Texel, en coulant quelques vieux bâtiments; mais, soit défaut de temps, soit mauvaise volonté, cette mesure indispensable ne fut point exécutée, et l'amiral Mitchell y pénétra sans obstacles avec toute son escadre, le 30 août. Les équipages hollandais, travaillés depuis longtemps par des émissaires du prince d'Orange, avaient déjà manifesté des dispositions inquiétantes; mais, à l'aspect de la flotte anglaise, ils jetèrent tout à fait le masque, se mirent en insurrection contre leurs chefs, et arborèrent le pavillon du stathouder. Si l'amiral Story avait eu le caractère d'un Tromp ou d'un Ruyter, sa fermeté eût pu imposer aux mutins et les ramener à l'obéissance; mais, voyant que la contagion gagnait une partie des officiers et qu'un seul capitaine se montrait disposé à se défendre, il céda à l'orage, et à la première sommation il remit sa flotte à l'amiral Mitchell, en protestant contre la violence que lui faisaient ses équipages.

Cette conquête facile, en remplissant le but maritime de l'expédition, assurait aux Anglais la libre navigation du Zuyderzée, et devait engager Abercrombie à profiter de sa supériorité numérique pour s'avancer dans l'intérieur, étendre ses ressources et provoquer l'insurrection des habitants. Mais, quoique les renforts qu'il avait reçus élevassent son corps à plus de 16,000 hommes, il se borna à quelques dispositions pour chasser Daendels de la position du Zyp. Celui-ci, bien loin de songer à la défendre, craignant d'être tourné par sa gauche, en arrière de laquelle les Anglais pouvaient facilement jeter des troupes, résolut de se rapprocher d'Alkmaer, et le jour même de la reddition de la flotte, il décampa et vint prendre position en avant du Scheermer, entre Avenhorn et Alkmaer. Delà il pouvait se porter rapidement sur la ligne du Purmerend et de Monikendam, si l'ennemi le poussait trop vivement ou faisait quelques tentatives contre Amsterdam.

Abercrombie vint, le 1er septembre, remplacer la division hollandaise dans le Zyp, et comme il entrait dans son plan de ne faire aucun effort avant d'avoir été rejoint par le corps russe et la deuxième division anglaise, il ne s'occupa qu'à hérisser son camp de batteries et de retranchements. Le Zyp était autrefois un grand marais qui s'étendait d'une mer à l'autre : l'industrie l'a converti en un terrain cultivé, coupé d'une quantité de canaux qui en font une espèce d'échiquier; chaque canal est bordé de digues très-élevées, sur lesquelles les maisons sont à l'abri des inondations; celle qui forme le pourtour du Zyp offrait d'excellentes positions; dominant toutes les campagnes, elle découvre de loin les défilés par lesquels on peut arriver. Ainsi, protégé sur son front par la grande digue et le large et profond canal qui baigne son talus, Abercrombie fortifia avec soin les points de Petten et d'Oude-Sluys, où s'appuyaient ses ailes, et n'occupa les villages en deçà, entre Schagen et Krabbendam, que comme des avant-postes.

Pendant que ce général consumait ainsi un temps précieux, Brune se hâtait de réunir ses forces : ne laissant en Zélande qu'un corps suffisant pour garantir les places d'insulte, il dirigea sur Haarlem le reste des troupes françaises, et attira à lui la division Dumonceau, stationnée dans les provinces de l'Est. Secondé par l'énergie du gouvernement, et par l'enthousiasme qui, en faisant disparaître les nuances d'opinion, avait électrisé une partie de la population, le général en chef appela aux armes les gardes nationales, et en forma des réserves prêtes à se porter sur les points menacés. Enfin, comme Brune avait connaissance des préparatifs de l'amiral Mitchell pour pénétrer dans le Zuyderzée, il pourvut à la défense d'Amsterdam, en plaçant dans le Pampus une flottille de canonnières, et en couvrant de batteries la rive opposée à la langue de terre de Buykslot. Un bataillon français et la garde nationale, furent chargés du service intérieur de la capitale.

Après avoir terminé toutes ces dispositions, et refusé de recevoir le général Don, qu'Abercrombie lui envoyait en parlementaire, Brune se rendit, le 2 septembre à Alkmaer, où les derniers bataillons français venaient d'arriver. La ligne qu'avait prise Daendels, lui paraissant trop étendue, il fit évacuer Avenhorn, et concentrer cette division entre Rustembourg et Koë-Dyk. Les troupes françaises,

fortes d'environ 7,000 hommes, commandées par Vandamme, furent chargées de défendre l'intervalle compris entre la mer et Alkmaer; les avant-postes occupaient Oude-Scarpel, Schoorldam et Schoorl.

Le général Dumonceau rejoignit enfin l'armée, le 8, avec 6,000 hommes et fut placé au centre à Koë-Dyk. Dès lors Brune, à qui le Directoire français venait d'annoncer le départ de renforts tirés de la Belgique, prit la résolution d'attaquer les Anglais avant le débarquement du reste de l'expédition : il n'avait pourtant que 21,000 hommes pour en forcer 17,000 dans d'excellents retranchements, couverts par des canaux et défendus par une artillerie imposante; mais comme un revers ne pouvait entraîner de suites fâcheuses, et qu'un succès signalé devait, au contraire, placer le corps d'Abercrombie dans une situation critique, il n'hésita pas à ordonner une attaque générale. Daendels, qui formait la droite, reçut l'ordre de réunir sa division en avant de Saint-Pancras, de longer le Lang-Dyk et de se rendre maître d'Ennigenbrug. Dumonceau fut chargé de marcher par Schoorldam sur Krabbendam, d'emporter le pont de ce village et de forcer ainsi la tête des retranchements. La tâche de la division française qui tenait la gauche était la plus difficile; elle devait déboucher par Schoorl, s'emparer de Groët et de Kamp et pénétrer jusqu'à Petten, après avoir chassé l'ennemi du Sand-Dyk et du Slaper-Dyk. Ainsi tournée par sa droite, la position des Anglais n'était plus tenable si l'attaque réussissait, et il ne leur restait d'autres ressources que de reprendre celle qu'ils avaient occupée le jour du débarquement.

Toutes les colonnes de l'armée gallo-batave se mirent en mouvement, le 10 septembre, à la pointe du jour. La division Vandamne, longeant les Dunes, replia les avant-postes anglais, et assaillit les deux brigades des gardes qui défendaient la tête de la grande digue et du Slaper-Dyk : quelques grenadiers parvinrent jusqu'au canal qui borde la grande digue; mais ces braves, ne pouvant le passer à gué, furent tous tués ou pris. Après plusieurs efforts inutiles qui coûtèrent la vie au général David, Vandamme pris en flanc par le feu de 4 bâtiments embossés près du rivage, se retira sur la route d'Alkmaer.

L'entreprise de Dumonceau contre Krabbendam éprouva plusieurs contre-temps qui la firent également échouer : la brigade Bruce ne s'ébranla pas à l'heure indiquée, et celle du général Bonhomme ayant été dirigée par erreur sur la route d'Ennigenbrug, rencontra la division Daendels qui marchait à l'attaque de ce poste. Cet accident occasionna un peu de confusion, et Dumonceau craignant de perdre un temps précieux, prit le parti de faire attaquer Ennigenbrug par Bonhomme, et, prenant quelque infanterie à ce général, il se porta rapidement sur Krabbendam. Nonobstant le feu de l'artillerie qui enfilait la route, le village fut emporté sans trop de peine; mais, on fit de vains efforts pour pénétrer dans les retranchements. Abercrombie, qui se trouvait sur ce point, tira quelques troupes de sa gauche, et rejeta les Hollandais sur Schoorldam; deux bataillons français, chargés, de seconder cette tentative en enlevant le moulin de Krabbendam, après avoir heureusement exécuté ce coup de main, furent forcés de rétrograder.

Daendels, trouvant la route d'Ennigenbrug obstruée par une brigade de Dumonceau, se dirigea sur Saint-Martens; il commençait à faire quelques progrès, lorsque l'échec essuyé par Bonhomme à Ennigenbrug, l'obligea de se porter en toute hâte sur ce point, où il rallia les troupes et les ramena à l'ennemi. Cette seconde tentative n'ayant pas été plus heureuse que la première, Daendels se voyant alors menacé sur sa droite par une colonne sortie de Schagen, regagna sa position de Saint-Pancras, dont une fausse alarme fit décamper ses troupes à la chute du jour. En général cette division ne justifia pas, dans cette occasion, ce qu'on avait attendu d'elle après le combat du 27.

Cette affaire coûta environ 2,000 hommes aux Gallo-Bataves, et prouva à Brune qu'il s'épuiserait en efforts superflus, pour débusquer les Anglais de leur position retranchée. Renonçant donc à l'espoir de s'opposer au débarquement des autres divisions, il ne songea plus qu'à rendre sa ligne assez forte pour empêcher l'ennemi de pénétrer plus avant : les chemins furent coupés, des redoutes construites sur toutes les têtes de digues, et partout l'on multiplia les obstacles d'un terrain déjà si difficile.

Cependant le prince d'Orange, qui attendait les événements sur la frontière de Westphalie, voulut tenter une diversion dans la province de l'Over-Yssel, où il ne manquait pas de partisans. Un corps d'un millier d'hommes réunis à Lingen par d'anciens officiers, se porta, le 3 septembre, sur Arnheim et Coëvorden; mais les habitants, bien loin de se déclarer pour le prince, marchèrent contre ses partisans et les dispersèrent. Cet échec le décida à s'embarquer à Embden pour rejoindre l'armée anglaise.

De son côté, l'amiral Mitchell avait lancé sa flottille dans le Zuyderzée, et venait de s'emparer des villes de Meddemblick et Enckuysen. Toutefois cette expédition ne fut pas plus heureuse, sous le rapport du but général, que celle du prince d'Orange : les habitants, contraints par la présence de l'ennemi, arborèrent sur leurs murs le pavillon stathoudérien, mais ceux des campagnes s'y refusèrent obstinément, et l'éloquence des proclamations anglaises échoua complétement. L'occupation de cette partie de la côte servit cependant à assurer le flanc gauche d'Abercrombie, et lui permit de s'étendre en avant du Wieringer-Waërt pour faire subsister sa division.

Du 12 au 15 septembre, les escadres qui portaient le corps russe et la deuxième division anglaise, mouillèrent au Helder, où le duc d'York prit terre; néanmoins le débarquement s'effectua avec tant de lenteur, que toutes les troupes ne furent en ligne que le 18. Les Russes campèrent sur la droite à Ennigenbrug et Petten.

Après avoir reconnu la position du Zyp, le prince, qui la jugea trop resserrée pour une armée de 36,000 hommes, concerta avec le général Hermann, commandant le corps russe, une attaque dont le but était de tourner les flancs de l'armée gallo-batave, afin de la forcer à abandonner son camp d'Alkmaer. La saison s'avançait, et le duc d'York, qui avait connaissance des renforts que le Directoire faisait filer entre la Meuse et le Rhin, avait à cœur de profiter de sa supériorité, pour frapper un coup décisif, l'attaque fut fixée au 19 septembre.

La nature du terrain ne permettant pas d'employer de grandes masses, l'armée combinée fut partagée en quatre colonnes : la première, sous les ordres du général Hermann, composée de 7 à 8,000 Russes, ayant pour réserve la brigade anglaise Manners, devait déboucher par le Sand-Dyk et le Slaper-Dyk, forcer les villages de Kamp et de Groët, et suivre, en se portant sur Bergen et Egmont-op-Zée, les chemins qui passent l'un à Schoorl, l'autre sur les hauteurs de Camperduyn. On estimait que ce mouvement forcerait à la retraite le petit corps placé à Egmont-op-Zée, en sorte que la gauche de Brune se trouverait débordée.

Dundas commandait la deuxième colonne, forte de 7,000 hommes dont 2,000 Russes : il fut chargé d'enlever Warmenhuysen et Schoorlam, et d'appuyer ensuite à droite pour soutenir Hermann. Trois bataillons russes, formant un corps séparé, commandé par le général Sedmoratsky, furent postés à Krabbendam pour lier les deux attaques précédentes. La brigade du prince Guillaume de Glocester, placée entre Saint-Martens et Ennigenbrug, forma la réserve de la deuxième colonne.

La troisième, conduite par sir James Pulteney, était dirigée contre le Lang-Dyk et Oude-Scarpel; mais, comme ce point était défendu par d'excellents retranchements, la division qui ne comptait que 5,000 combattants, devait plutôt faire des démonstrations qu'une attaque sérieuse, afin d'empêcher les républicains de détacher des troupes pour renforcer leur gauche. Dans le cas d'un succès, sur lequel il n'était guère permis de compter, Pulteney avait l'ordre de menacer Schoorldam et de lancer de forts partis sur sa gauche, pour se mettre en communication avec la quatrième colonne.

Celle-ci se composait de 10,000 hommes, et se mit en mouvement, le 18, au soir, sous les ordres d'Abercrombie, pour se trouver à Hoorn le lendemain matin. Il lui fut prescrit de marcher ensuite sur Purmerend, pour tourner entièrement la droite des Français. Sa jonction avec le reste de l'armée devait s'effectuer entre Haarlem et Alkmaer, en cas que le duc d'York remportât une victoire décisive.

Ces dispositions nous paraissent vicieuses, en ce qu'elles rendaient inutile l'avantage de la supériorité numérique. Le point essentiel à forcer, était

l'espace compris entre Alkmaer et la mer, puisqu'une trouée sur ce point ouvrait le chemin de Haarlem et de Leyde : or, Brune y ayant réuni l'élite de ses troupes, qu'il pouvait encore renforcer par les réserves placées à Alkmaer, il fallait doubler la colonne du général Hermann, au lieu de faire courir 10,000 hommes à l'extrême gauche dans le cul-de-sac du Zuyderzée.

A d'aussi fausses mesures, se joignit encore le défaut d'ensemble dans l'exécution : les trois colonnes de la droite devaient commencer leur mouvement en même temps, celle de Dundas étant, comme nous l'avons vu, chargée spécialement de soutenir le général Hermann ; mais par une erreur que les généraux alliés se sont réciproquement reprochée les divisions anglaises ne s'ébranlèrent que deux heures après les Russes.

Ceux-ci quittèrent leur position de Petten à trois heures du matin, et, franchissant le canal, vinrent assaillir les ouvrages construits sur l'extrémité du Slaper-Dyk. Ce poste ainsi que les villages de Kamp et de Groët, furent enlevés rapidement, et la colonne, partagée en deux sections, continua à s'avancer par la route de Schoorl et les Dunes. Les Français, trop faibles pour résister à cette attaque impétueuse, avaient cédé le passage, et, retranchés derrière les haies ou les fossés, faisaient un feu meurtrier sur le flanc des Russes. Le général Manners voulut les débusquer, et quelques-uns d'entre eux ayant pris le chemin de Schoorldam, Manners, qui devait rester en réserve derrière le corps d'Hermann, commit la faute de les suivre dans cette fausse direction.

Cependant l'adjudant-général Rostolland ayant réuni toutes les troupes de l'avant-garde en forma 3 bataillons, qu'il plaça en avant de Schoorl, entre les Dunes et Schoorldam, protégés par l'artillerie légère qui battait tous les débouchés. Le général Hermann fit, pendant trois heures, des efforts inutiles, et essuya une perte notable. Rostolland, voyant enfin les Russes le tourner par les dunes, pendant que les Anglais pressaient Schoorldam, craignit d'être coupé et se retira sur Bergen, où se trouvait Gouvion avec 5 bataillons. Hermann l'y suivit de près et attaqua aussitôt, en même temps qu'une colonne, sous les ordres du général de Jereptoff, descendait des dunes pour prendre les Français en flanc, le village fut forcé et Gouvion obligé de prendre position en arrière en attendant des renforts.

La résistance opiniâtre de l'avant-garde donna le temps à Brune de faire accourir sa réserve d'Alkmaer, et d'attirer à la gauche quelques troupes de la division Dumonceau. Ces secours dirigés sur Bergen et les dunes tirèrent la division Vandamme de danger, et lui permirent de prendre l'offensive. Ce général, se réservant la direction du centre, donna l'ordre à Gouvion de tourner Bergen par la droite, et détacha Rostolland avec 2 bataillons dans le bois qui est à gauche, avec l'injonction de ne le quitter que lorsque le combat serait engagé. Tous ces mouvements s'exécutèrent avec précision. Malgré le feu des Russes, les Français pénétrèrent dans le village par deux côtés, et Vandamme saisit le moment opportun pour faire charger à la baïonnette 4 bataillons qu'il avait sous sa main. Les Russes ne purent résister à ce triple choc et se retirèrent les uns dans les dunes, les autres sur Schoorl. Mais les premiers ayant rencontré les 2 bataillons de Rostolland, cette apparition inattendue, presque sur leurs derrières changea leur retraite en déroute ; le plus grand nombre resta sur la place avec Jereptoff, le reste fut pris avec le général en chef Hermann ; la colonne qui avait suivi la route de Schoorl, sous le commandement d'Essen, assaillie bientôt par les républicains, abandonna le village et fut chercher un abri derrière les retranchements du Zyp.

La division Dundas, avec laquelle marchait le duc d'York, s'était mise en mouvement à cinq heures, et, soutenue par les trois bataillons du général Sedmoratsky, avait réussi à emporter Warmenhuysen. Détachant alors 3 bataillons pour renforcer Pulteney, elle se dirigea sur Schoorldam, dont les défenseurs, placés entre cette colonne et celle du général Manners, fléchirent. Dumonceau y fut grièvement blessé et ses troupes se replièrent sur Koë-Dyk. Deux bataillons et quelques compagnies d'élite qu'il avait dirigés sur Schoorl pour couvrir la retraite de l'adjudant général Rostolland, se trouvèrent ainsi au milieu de l'ennemi, et obligés de mettre bas les armes.

Ce fut dans cet instant que le prince apprit la défaite des Russes. Dans l'espoir de rétablir le

combat, il marcha aussitôt sur Schoorl, avec la brigade Manners et quelques renforts, pour arrêter la poursuite, et donner aux Russes le temps de se rallier. Le village fut repris; mais le général Essen ne put parvenir à ramener sa division au combat; et les Français, dont toutes les troupes étaient alors réunies sur ce point, ayant fait un dernier effort, rejetèrent les Anglais en désordre sur Petten et Zyper-Sluys. Dundas, qui s'était maintenu jusque-là dans Schoorldam, sous la protection de trois bateaux armés qui avaient pénétré dans le canal d'Alkmaer, craignant d'être coupé, opéra sa retraite sur Krabbendam.

Tandis que la droite de l'armée combinée éprouvait d'aussi graves échecs, sire James Pulteney s'était avancé contre les retranchements d'Oude-Scarpel avec la brigade du général Don, pendant que celle de Coote débouchait de Nieudorp-Werlaët, pour les prendre à revers. Pulteney étant parvenu à se loger derrière une digue parallèle au front des Bataves, et ses démonstrations sur les flancs n'ayant pu réussir, il se serait probablement contentée de ce demi-succès, si Daendels n'eût essayé de le déposter avec quelques pelotons de grenadiers. Mais comme le général anglais venait de recevoir les renforts envoyés par Dundas, il repoussa si vigoureusement les assaillants, que ses troupes entrèrent pêle-mêle avec eux dans les retranchements. Affaibli par les secours qu'il avait fait passer à la division Dumonceau, et par les détachements jetés sur sa droite, Daendels fut forcé de plier; un millier d'hommes qui s'opposaient à la brigade Coote, se trouvant pris à dos, mirent bas les armes, et le reste de sa division opéra péniblement sa retraite vers Saint-Pancras, sous le feu de l'artillerie anglaise. Néanmoins Pulteney, n'osant profiter de ses avantages, rentra, trop prudemment peut-être, dans ses positions.

Les opérations d'Abercrombie se réduisirent à occuper, pendant quelques heures, la petite ville de Hoorn, où il prit deux compagnies hollandaises; il fut heureux pour lui que le mauvais état des chemins et la fatigue des troupes l'empêchassent de se porter sur Purmerend, conformément à ses instructions; car rien n'eût empêché Brune de l'écraser avant que le duc d'York ne fût en état de le soutenir. La nouvelle du combat de Bergen lui parvint dans la nuit, et le 20, au matin, il fit sa retraite sur le Zyp.

Cette journée dans laquelle l'armée gallo-batave perdit plus de 3,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, en coûta près de 5,000 à l'armée combinée, 7 drapeaux, 26 bouches à feu et beaucoup d'équipages furent les trophées de cette victoire, qui eut pour double résultat, de semer la mésintelligence entre les Russes et les Anglais, et de rassurer les Hollandais sur le sort de leur capitale.

Les deux armées, rentrées dans leurs premières positions, restèrent douze jours dans une inaction, pour ainsi dire, complète. Brune profita de ce répit pour perfectionner ses lignes, et, dans la vue d'empêcher l'ennemi de venir se placer entre le Zuyderzée et son extrême droite, il fit inonder les Polders de Scheermer, de Beemster et de Purmer, se bornant à garder par des détachements les passages de Monikendam et Purmerend. Une flottille de 60 cannonières venue de Dunkerque par les canaux intérieurs, entra dans le Pampus et compléta la défense d'Amsterdam; enfin 4 bataillons, 4 escadrons français et quelques bataillons bataves nouvellement organisés, remplirent dans l'armée les vides occasionnés par la bataille du 19.

Au lieu de renouveler son attaque en profitant de l'expérience qu'il avait acquise à ses dépens, le duc d'York parut craindre d'être attaqué lui-même, et donna le singulier spectacle d'une armée d'invasion bloquée en quelque sorte par un ennemi, bien inférieur en nombre. Cependant, renforcé par la brigade russe du général Emmé, et par quelques troupes anglaises débarquées le 25, il se détermina enfin à marcher en avant après avoir fait occuper les villes de Meddemblick et d'Enckuysen. Les garnisons de ces places, les détachements et les malades dont le nombre était considérable, réduisant son armée à 30,000 combattants, il la partagea en quatre colonnes : la première, aux ordres d'Abercrombie, forte de 8,000 fantassins et 1,000 chevaux, devait longer la mer jusqu'à Egmont-op-Zée, tourner à gauche et assaillir les derrières des Français postés à Bergen. La deuxième, de 8,000 fantassins russes et 400 chevaux, était chargée de marcher sur Bergen par la route de Schoorl; le comte Essen, qui la commandait, eut ordre de détacher sur sa gauche la bri-

gade Sedmoratsky, pour soutenir l'attaque de Dundas contre Schoorldam.

Celle-ci comptant au delà de 6,000 combattants, se partageait en 3 brigades, dont deux devaient appuyer le général Essen vers Bergen, pendant que la troisième, sous les ordres directs de Dundas, déboucherait de Tuyghenthorn et Krabbendam et marcherait sur Schoorldam de concert avec Sedmoratsky.

La 4e colonne, formée de 7,000 hommes d'infanterie et 250 chevaux, était sous les ordres de Pulteney. Ce général reçut pour instruction de contenir le corps de Daendels, et de l'empêcher de porter des renforts sur Bergen.

Ces attaques étaient combinées comme auraient dû l'être celle du 19 septembre ; car près de 20,000 hommes furent destinés à agir autour de Bergen. Le duc d'York espérait que cette masse de forces culbuterait les Français sur Haarlem, sans leur laisser le temps de s'établir dans les positions intermédiaires. Le 29 septembre, toutes les colonnes se mirent en mouvement; mais la pluie avait tellement dégradé les chemins qu'elles furent obligées de rétrograder; l'attaque n'eut lieu que le 2 octobre, malgré les murmures des Russes qui brûlaient de venger la disgrâce du 19 septembre.

Le 2 octobre, à six heures du matin, les postes français furent repliés par l'avant-garde d'Abercrombie, et la brigade Coote : alors les 4 divisions marchèrent en avant. Pendant que la colonne de droite filait le long du rivage, Essen et Dundas firent attaquer les villages de Schoorl et Schoorldam, entre lesquels les Gallo-Bataves s'étaient réunis sous les ordres du général Simon. La position fut enlevée; les troupes de Dumonceau qui défendaient Schoorldam se retirèrent sur Koë-Dyk, les Français qui étaient à Schoorl gagnèrent les hauteurs de Bergen et les dunes qui dominent ce village. Pour les en chasser, le duc d'York donna l'ordre à la brigade Chatam, placée à la gauche du général Essen, de rejoindre celle de Coote, et de culbuter les Français qui n'étaient pas encore dans les dunes. Cette manœuvre, qui s'exécuta sans peine, aurait dû être suivie de l'attaque de Bergen que les brigades Coote et Chatam prenaient à revers. Mais Essen, qui prétendait, peut-être avec raison, qu'il fallait attendre l'arrivée d'Abercrombie, s'y refusa et resta entre Schoorl et Schoorldam. Le général Gouvion, qui tenait Bergen, voulait faire quelques tentatives pour reprendre les dunes et marcha sur l'ennemi en deux colonnes par l'avenue et les bois qui sont à gauche, ses efforts furent inutiles, il fut obligé de se retirer fort maltraité.

La prise de Schoorl et de Schoorldam et la marche d'Abercrombie le long de la mer, engagèrent Brune à changer l'ordre de bataille de sa gauche. Gouvion, avec toute l'artillerie et deux bataillons, se jeta dans les redoutes à droite de Bergen que couvraient cinq bataillons commandés par Simon et Barbou. L'adjudant général Azémard occupa les crêtes des dunes et le débouché du chemindes Coquilles avec trois bataillons, tandis que quatre autres sous les généraux Boudet, Fuzier et Aubrée, défendirent les dunes depuis Bergen jusqu'à la mer; deux bataillons en réserve à Alkmaer se dirigèrent sur Egmont-op-Zée.

Abercrombie n'eut, jusqu'à une demi-lieue d'Egmont-op-Zée, que les obstacles du terrain à vaincre; mais là il rencontra les colonnes de Boudet et de Fuzier, appuyées par quelques escadrons et une nombreuse artillerie. On en vint plusieurs fois aux mains sans pouvoir s'entamer; enfin Abercrombie faisant un dernier effort dans les dunes, parvint à forcer une partie du chemin des Coquilles, et coupa ainsi la communication directe entre Bergen et les brigades de l'extrême gauche. Instruit de cet événement, Brune donna l'ordre au général Bonhomme d'envoyer 3 bataillons à Bergen, et à Daendels de faire filer 2 bataillons et 100 chevaux par Alkmaer sur Egmont-op-Zée. Les hussards de cette division furent aussi dirigés sur le même point. Le général en chef resta à Bergen, où il tint en échec le centre des alliés, et Vandamme se rendit à Egmont pour y prendre le commandement supérieur. A peine y était-il établi qu'il s'aperçut que l'artillerie ennemie n'était pas soutenue. Chargeant aussitôt à la tête de sa cavalerie, il s'empara des pièces, et allait les emmener, lorsque lord Paget, arriva au galop avec 8 à 900 chevaux, et le força de les abandonner pour rentrer dans Egmont.

Cette retraite, qui entraîna celle de l'infanterie placée en arrière, acheva de rendre Abercrombie

maître du chemin des Coquilles et lui permit de s'avancer sur Egmont-op-Zée. Néanmoins l'artillerie française l'arrêta à 500 toises du village, et la nuit qui survint, le força de remettre son attaque au jour suivant.

Sur la gauche, Pulteney s'était borné à des démonstrations, et la division Daendels occupait encore Oude-Scarpel; mais au centre Dundas avait fait des progrès, et l'extrême droite avait dépassé de beaucoup le flanc des Français. Le duc d'York s'attribua donc avec raison les honneurs de la victoire, et dans l'espérance de la rendre plus complète le lendemain, il bivouaqua sur le champ de bataille.

Brune n'était pas dans l'intention de le lui disputer. La position de Bergen ne lui paraissait plus tenable depuis que sa gauche était débordée par Abercombie, et partagée en deux par l'occupation du chemin des Coquilles. Il fit donc, dans la nuit, les dispositions de sa retraite, et l'exécuta à huit heures du matin. Les brigades Gouvion et Bonhomme, couvertes par la cavalerie du général Simon, se dirigèrent par Alkmaer sur Bewerwyk, et celle de Boudet, restée aux Egmonts pour protéger le mouvement du centre, se retira le soir sur Wyk-op-Zée : la division Daendels, qui s'était repliée sur Saint-Pancras, se porta à la fin du jour sur Purmerend.

Cette affaire coûta à peu près 2,000 hommes à chaque armée, et n'avança pas beaucoup le duc d'York, car son adversaire s'établit à peu de distance dans une position plus forte que la première.

Cette circonstance était d'autant plus fâcheuse pour les Anglo-Russes, que le mauvais état des chemins, et l'éloignement du Helder rendaient de jour en jour l'arrivage des subsistances plus difficile, que l'insalubrité du climat commençait à faire des ravages, et que l'expérience prouvait combien peu les Hollandais étaient disposés à grossir les rangs des alliés. Le duc, après avoir pesé toutes ces considérations, vit bien qu'il ne pourrait sortir d'embarras qu'en se rendant maître d'Haarlem, opération qui, à l'avantage de procurer une place de dépôt, eût encore joint celui de couper toute communication par terre entre les Français et les divisions hollandaises. Il résolut donc de la tenter. Les 3 et 4 octobre furent employés aux mouvements préparatoires. La division Abercrombie poussa ses avant-postes au delà d'Egmont-op-Zée, et celle d'Essen en avant d'Egmont-Binnen et d'Egmont-op-de-Hoef. Le général Dundas, posté à Alkmaer, fit occuper le village d'Héglos, et le corps de Pulteney se concentra entre Schermerhorn et Alkmaer, après avoir couvert sa gauche par la brigade du prince Guillaume, qui prit possession de Hoorn.

Pendant que le duc d'York faisait ces préparatifs, Brune, renforcé par 6 bataillons venus de la Belgique, organisait les troupes françaises en deux divisions, qu'il confia à Gouvion et Boudet, sous la direction de Vandamme. La première fut placée entre Wyk-op-Zée et Heemskerkduyn; et la seconde, entre ce village et Wittgeest. La division Dumonceau, commandée par Bonhomme, forma la droite de la ligne en avant de Bewerwyk, depuis la Langmeer à Akersloot; l'avant-garde, sous les ordres de Pacthod, tenait ce dernier endroit, Limen et Bakum, jusqu'au bord de la mer. Enfin, Daendels fut chargé de défendre les débouchés des polders inondés, et prit position à Monikendam et Purmerend, en se prolongeant sur Knollendam : deux demi-brigades commandées par le général Fuzier formèrent la réserve qui resta à Bewerwyk. Les travaux que l'armée gallo-batave exécuta en avant de sa ligne, achevèrent d'atténuer la disproportion de forces qui avait existé jusqu'alors, et lui permirent d'attendre avec sécurité les nouvelles tentatives de l'ennemi.

Le 6, à 7 heures du matin, les Anglais débouchèrent d'Héglos sur Limen et Akersloot, pendant que la division d'Essen se dirigeait vers Bakum : les deux premiers villages furent enlevés par les brigades Burhard et Coote, et les deux bataillons français qui les gardaient se retirèrent sur la division Bonhomme à Wittgeest. Le poste de Bakum fut également replié, et fit sa retraite vers Kastrikum. Encouragé par ce succès facile, et flanqué à sa droite par la division d'Abercrombie qui suivait le rivage, Essen se porta sur ce village. Mais déjà Brune, averti par l'engagement de l'avant-garde, avait donné l'ordre à Boudet de réunir sa division à Noordorp pour arrêter les Russes; et, à Gouvion, de manœuvrer dans les dunes pour empêcher les Anglais de les secourir.

son rayon d'activité du côté du royaume de Naples; il parvint même à rouvrir sa communication avec Civita-Vecchia, qui bloquait par mer la division anglaise du commodore Trowbridge, et à former à sa droite une ligne, qui de Cornetto passait par Monte-Romano, Toscanella, Nepi, Viano, pour aller s'appuyer au Tibre. Mais les premiers jours de septembre, une division de 4 à 5,000 Napolitains, ayant enlevé Rieti au débouché des Abruzzes, malgré la vive résistance des Romains, auxquels Garnier en avait confié la garde, le général Salmon s'avança par Nevolo et Monte-Rotondo, sur la rive gauche du Tibre, et força ainsi Garnier à abandonner Albano et Frascati aux troupes de Rodio et de Rocca-Romana, pour voler à la rencontre de ce nouvel adversaire. Un court engagement qui eut lieu, le 12, entre les républicains et les Napolitains, décida la retraite de ceux-ci.

La joie qu'inspira ce succès ne fut pas de longue durée. On se rappelle qu'après la bataille de Novi, Suwarow chargea le général Frœlich de balayer les derrières de l'armée alliée. La tête de colonne des troupes autrichiennes, qui, depuis le 18 septembre, était entrée dans l'État romain, s'était jusqu'alors contentée d'inquiéter les postes républicains à Monte-Romano, Toscanella et Nepi; parce que l'intention de leur général était, avant tout, de se mettre en correspondance avec la croisière anglaise de Civita-Vecchia. Mais, instruit de l'échec essuyé par les Napolitains, il dirigea un gros détachement de toutes armes sur Viano. Les républicains, craignant que le Ponte-Molle, défendu par une simple flèche armée de quatre pièces de canon de campagne ne fût attaqué, se replièrent sur Rome : circonstance qui força Garnier à rappeler les troupes lancées à la poursuite de Salmon, et permit à celui-ci de revenir prendre poste sur le Monte-Rotondo.

Le 22 septembre, Frœlich poussa des reconnaissances sur Rome, Civita-Vecchia et Cornetto : bien que sur tous ces points les républicains fussent en nombre inférieur, elles furent repoussées. Les jours suivants, mêmes tentatives, mêmes résultats. Enfin, le 28, les Autrichiens prirent le dessus, et repoussèrent les républicains jusqu'aux portes de Rome.

De son côté, le général Bourcard, qui avait pris le commandement en chef des Napolitains, ayant replié les avant-postes français, Garnier, privé de communication avec la division d'Ancône, chargé d'environ 1,100 malades ou blessés, et obligé de favoriser l'émigration d'un millier de familles compromises, résolut de ne pas attendre la dernière extrémité pour souscrire une convention. Certain que la Toscane avait été entièrement évacuée, bien convaincu d'ailleurs qu'il ne pouvait prolonger sa résistance au delà de trois ou quatre jours, et qu'il n'avait de retraite que sur Civita-Vecchia, où il n'existait pas la plus légère embarcation, il entra en pourparlers avec Bourcard et le commodore Trowbridge, en vue de ramener saine et sauve en France, une poignée d'hommes qui pouvaient encore lui rendre de bons services.

Après plusieurs conférences, il fut conclu, le 29 septembre, une convention, d'après laquelle Rome et le château Saint-Ange, Civita-Vecchia, Cornetto et Tolfa, seraient remis aux alliés dans le délai de huit jours; savoir, Rome aux Napolitains, Civita-Vecchia et Cornetto aux Anglais. Les troupes ne furent point considérées comme prisonnières, et obtinrent d'être transportées en France avec armes et bagages, aux frais des alliés. Les Romains, qui les avaient secondées, furent libres de s'embarquer avec elles, ou de rentrer dans leurs foyers; et on stipula qu'ils n'y seraient point inquiétés à raison de leurs opinions ni de leur conduite.

Frœlich, qui n'avait point eu connaissance de cette convention, attaqua les avant-postes républicains, le jour même de sa signature, et ne consentit qu'avec peine à renoncer aux avantages que le début de la journée semblait lui promettre.

La convention fut exactement observée en ce qui concernait le transport des troupes françaises et des émigrants romains : mais, nonobstant les stipulations expresses du dernier article, l'entrée des Napolitains à Rome fut signalée par une réaction sanglante. Les prisons furent encombrées dans les 24 heures; on ne vit plus que des échafauds sur les places publiques. Les consuls Zaccaleoni et Mattei, qui étaient restés chez eux sur la foi de la capitulation, en furent arrachés par ceux mêmes qui naguère s'inclinaient avec respect devant leurs faisceaux, promenés sur des ânes par toute

la ville, puis jetés ensuite dans les cachots où les complices de Catilina avaient reçu la peine de leurs attentats.

Historien militaire, je me félicite d'être dispensé de m'appesantir plus longtemps sur ces scènes révoltantes, et je m'empresse de revenir à mon sujet, en remontant vers le Texel et les Alpes, où les opérations plus glorieuses des armées de Hollande et d'Helvétie, délasseront le lecteur du récit de tant d'atrocités.

Avant de terminer cet aperçu, je rappellerai néanmoins à mes lecteurs qu'à l'instant même où les coalisés, les insurgés et les Français se disputaient ainsi le patrimoine de Saint-Pierre, l'infortuné Pie VI, arrêté en Toscane à l'époque de l'entrée des républicains, et conduit sous escorte à Grenoble, puis à Valence, y terminait ses jours, le 29 août, à l'âge de 82 ans, victime d'une persécution indigne, dont le Directoire se flétrit en pure perte, et qui ne pouvait rien changer ni à l'état des affaires politiques dans la Péninsule, ni aux questions religieuses sur lesquelles ils n'étaient pas d'accord.

CHAPITRE XCIII.

Expédition anglo-russe en Hollande. — Succès d'Abercrombie. — Prise de la flotte du Helder. — Combat de Groote-Kéeten. — Établissement des Anglo-Russes dans le Zyp; attaque infructueuse de cette position. — Combats de Bergen et de Kastrikum. — Retraite des Anglo-Russes dans le Zyp. — Convention de rembarquement.

La victoire couronnait les efforts de la coalition, et dès le commencement de mai, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie, forcées d'abandonner leurs conquêtes, s'étaient repliées sur le Rhin et les Alpes. Affaiblies par les combats, désorganisées par une administration détestable, à peine laissaient-elles l'espoir de défendre ces barrières.

L'embarras des finances, les mouvements de quelques cantons suisses, la résurrection des bandes de l'Ouest, l'agitation des partis dans l'intérieur, tout enfin présageait au Directoire qu'il allait périr, dévoré par l'incendie que son imprudence avait allumé. L'Angleterre, dont l'or et les intrigues venaient de resserrer cette ligue formidable, se voyait au moment d'en recueillir les fruits; jusqu'alors ses subsides seuls avaient alimenté la guerre; mais ses opérations s'étendant en raison de l'état de détresse où la France se trouvait réduite, elle se détermina à mettre aussi ses troupes en action, pour porter un coup décisif à sa redoutable rivale.

Piqué des refus que le cabinet de Berlin opposait aux sollicitations pressantes de Thomas Grenville, le ministère anglais s'était adressé à Paul Ier, auquel il n'eut pas de peine à démontrer que la délivrance de la Hollande était peut-être aussi facile qu'importante pour les puissances du Nord; en sorte que ce prince s'engagea, par un traité du 22 juin, à fournir un corps auxiliaire de 17,000 hommes, moyennant que l'Angleterre en assurât la solde. Le cabinet de Londres se proposa d'y joindre 30,000 hommes, et de faire appuyer par ses flottes les opérations de l'armée combinée.

Rétablir en Hollande la maison d'Orange et le stathoudérat, favoriser par une puissante diversion les armées russes et autrichiennes sur le Rhin, en Suisse et en Italie; tels étaient en apparence le but de l'Angleterre, et les motifs qui décidèrent Paul Ier à coopérer à cette entreprise. Mais Pitt avait des vues différentes: il craignait que la Hollande, étayée par la république française et régie par un gouvernement vigoureux, ne réparât en peu de temps ses pertes et ne devînt la rivale de la marine anglaise. La bataille de Camperduyn avait donné la mesure du courage de la marine batave, il redoutait encore ses débris qui, employés avec art, pouvaient devenir la principale source de la prospérité nationale; tandis que la capture ou la destruction des bâtiments réunis dans le Texel, dispensait l'Angleterre d'entretenir une flotte dans ces parages, et la délivrait de toute inquiétude du côté de l'Irlande. Quel que fût le résultat final de l'expédition, il suffisait d'un premier succès pour atteindre le but essentiel: si la flotte demeurait fidèle, investie par mer au Helder et attaquée par terre, il fallait qu'elle capitulât: si elle se déclarait pour le prince d'Orange, on l'emmenait également à titre d'alliée et l'on en grossissait les cadres britanniques.

de la république, fut obligée de borner ses conquêtes à la possession momentanée de quelques lieues de terrain, qu'elle abandonna bientôt, après y avoir perdu l'élite de ses soldats. La prompte soumission des Hollandais n'avait pas même été mise en question, et ce fut cependant l'enthousiasme de ce peuple qui éteignit les haines de parti et prépara sa belle résistance. La nécessité ou la faute d'un débarquement successif, la lenteur des premières opérations, la faute de n'avoir pas renforcé la droite à Bergen, la difficulté d'un terrain coupé, et très-favorable à la défensive, furent en outre les principales circonstances qui s'opposèrent à la réussite de cette entreprise.

A la vérité, les éléments servirent à souhait l'armée gallo-batave, en retardant de plusieurs jours le débarquement d'Abercrombie. Mais eût-il été opéré plus tôt, il est permis de croire que l'issue de la guerre eût été la même; car le temps que ce général devait employer à former un établissement solide dans la Péninsule, depuis le Helder jusqu'à Alkmaer, eût toujours donné à Brune celui d'accourir avec ses bataillons. Ce dernier se conduisit avec prudence en restant sur la défensive, et laissant les alliés se consumer en efforts impuissants. Quand même sa position de Bewerwyk eût été enlevée, il en avait encore plusieurs autres aussi fortes en avant d'Haarlem, dont l'ennemi n'aurait pu se rendre maître qu'après de longs efforts, et en laissant les divisions hollandaises sur ses derrières et son flanc gauche. Le seul reproche qu'on puisse lui faire est de n'avoir pas montré plus de caractère dans la convention du 18 : il est douteux que le duc d'York eût osé exécuter ses menaces de rompre les digues, car sa propre sûreté eût été compromise, et sa position était telle qu'il devait en passer par toutes les conditions.

Tel sera toujours le sort des expéditions maritimes, lorsqu'au lieu de pousser rapidement l'invasion, on se bornera, comme à Quiberon, à Aboukir et au Helder, à agir avec pusillanimité, en laissant à son adversaire le temps de se reconnaître. Au reste, si les Anglais manquèrent leur but principal, la capture de la flotte du Helder fut peut-être une indemnité suffisante; puisque en achevant d'anéantir la marine hollandaise, elle les dispensait d'entretenir continuellement une forte croisière devant le Texel, et déconcertait les projets de la France. Ces avantages, qui échappaient à la multitude, ne consolèrent point l'amour-propre britannique humilié; aussi la nation anglaise murmura-t-elle hautement de l'issue d'une entreprise qui avait coûté des frais énormes. Les orateurs de l'opposition profitèrent de la circonstance pour censurer amèrement le ministère et signaler les véritables motifs qui l'avaient dirigé. Le temps n'était pas venu où un chef plus heureux encore que Marlborough, favorisé par un concours inouï de circonstances, laverait ces affronts et rétablirait dans tout son lustre l'honneur des armes britanniques. La bataille de Fontenoy, le rôle secondaire que joua le contingent anglais dans la guerre de sept ans, et surtout les malheureuses campagnes du duc d'York, en 1793 et 1794, avaient fait juger trop légèrement les troupes de terre de cette nation, si justement célèbres sous Édouard III, Henri V et l'habile Churchill. Elles ont montré récemment à l'Europe étonnée, qu'elles ne cédaient en rien à celles de la marine, et que les adversaires qui réussirent à les vaincre, n'en obtinrent jamais des victoires faciles. Mais autant nous sommes enclins à leur rendre justice, autant nous repousserons l'engouement de certains panégyristes, qui veulent accorder aux vainqueurs de Waterloo, plus de mérite qu'aux braves victorieux en cent batailles non moins glorieuses; et nous rappellerons à ces enthousiastes la devise du héros prussien : *Suum cuique*.

CHAPITRE XCIV.

Plan des alliés, qui occasionne la marche de l'archiduc sur le bas Rhin, et celle de Suwarow en Suisse. — Délivrance de Philipsbourg. — Combat de Manheim. — Bataille de Zurich; les coalisés sont repoussés au delà du Rhin. — Marche hardie de Suwarow par le Saint-Gothard et le Muttenthal; Masséna se porte contre lui. — Retraite des Russes. — Évacuation de la Suisse par les alliés. — Emprunt forcé de Masséna. — Opposition du gouvernement helvétique.

Les coalitions, comme l'observe sensément un historien moderne, ne peuvent espérer de succès

cantonnée depuis Nimègue jusqu'à la côte, le reste, sous les ordres du général Desjardins, gardait la Zélande. Daendels, avec la première division batave, occupait la Nord-Hollande, et la seconde, commandée par Dumonceau, était stationnée dans la Frise, le pays de Groningue et sur les frontières de l'Over-Yssel.

Cette situation militaire semblait d'autant plus alarmante que l'intérieur n'était pas tranquille; le gouvernement qui, depuis quatre ans, suivait tous les errements de celui de la France, s'était aliéné beaucoup d'esprits; et il devenait à craindre qu'à l'approche du danger, cette haine ne fût exploitée au détriment de l'État par le parti orangiste. La gène du commerce, la perte des colonies avaient attiédi le patriotisme de ce peuple essentiellement trafiquant, qui entrevoyait dans ses relations avec la France un joug odieux; il ne fallait rien moins que l'ancienne haine qu'il vouait à l'Angleterre pour le soutenir encore dans la lutte qui allait s'engager.

Au bruit de l'orage qui s'amoncelait contre lui, le directoire batave porta avec inquiétude ses regards sur les côtes, et crut devoir surveiller plus particulièrement l'embouchure de l'Ems et la Zélande qui semblaient offrir à une flotte ennemie toutes les facilités désirables pour effectuer un débarquement. En cas d'invasion du côté de l'Ems, toutes les troupes qui bordaient l'Yssel devaient se porter dans cette direction : un grand nombre de chaloupes canonnières furent rassemblées entre les bouches de l'Escaut, pour appuyer les opérations de la division Desjardins dans les îles de la Zélande; mais on ne s'attendait pas à courir quelques dangers dans la Nord-Hollande, parce que cette province paraissait être suffisamment couverte tant par les moyens maritimes de la république, que par les obstacles naturels d'un terrain très-coupé. La mesure prise le plus à propos, fut de confier le commandement de l'armée batave au général Brune qui avait celui de l'armée française.

L'avant-garde de l'expédition fut rassemblée à Deal, Ramsgate et Margate dans les premiers jours d'août, d'où elle mit à la voile, le 13, sous les ordres de l'amiral Mitchell : par un hasard singulier c'était le jour même où Bruix revenait dans la Manche avec 50 vaisseaux français et espagnols. L'apparition de ces forces jeta un instant l'alarme en Angleterre; mais la prompte arrivée de lord Keith, qui les suivait avec une flotte non moins nombreuse et brûlant d'en venir aux mains, rassura bientôt le cabinet et la nation britanniques.

Le général Abercrombie, qui commandait le premier transport expéditionnaire, ne partagea point ces craintes passagères; car il n'en fut pas même instruit. Après avoir envoyé quelques bâtiments croiser devant les îles de la Zélande, pour donner le change sur son dessein, il joignit l'amiral Duncan, qui le renforça de dix vaisseaux de ligne; mais, contrarié par le vent, il ne put arriver que le 20 août, à la vue des côtes. Espérant effectuer son débarquement le surlendemain, Abercrombie adressa le même jour une sommation à l'amiral hollandais Story et au commandant du Helder; les parlementaires étaient en outre porteurs d'une proclamation au peuple, et d'une déclaration du prince d'Orange, dont on attendait un grand effet : car des intelligences ménagées dans les troupes de la marine, promettaient de les faire déclarer à la première apparition des Anglais.

Le 22, au moment où les bâtiments approchaient de la côte, le temps changea subitement, et la mer devint si grosse que la flotte fut obligée de regagner le large. Pendant quatre jours les vents continuèrent à souffler avec violence, et ce ne fut que le 26 que l'amiral Mitchell parvint une seconde fois à jeter l'ancre le long des côtes, le débarquement s'opéra le jour suivant.

Ces contre-temps permirent à Brune de faire quelques dispositions : il ordonna sur-le-champ la concentration de l'armée gallo-batave dans la Nord-Hollande, dirigea la première division, commandée par le général Gouvion, sur les environs d'Harlem, et envoya Daendels s'opposer aux premières opérations de l'ennemi. Celui-ci, dont la première brigade était déjà cantonnée dans la presqu'île du Helder, arriva, le 23, à Schagenbrug, et fut bientôt suivi par le reste de sa division. Le général Van-Guericke fut chargé de la défense de la côte, depuis le Helder jusqu'à Groët-Keeten, avec 4,000 hommes et 600 chevaux : le général Van-Zuilen-Van-Nywelt, occupa Calantsoog, Petten, Kamp et Groët, avec quelques bataillons, le reste de sa brigade tenait la ligne de Schagen à

Bergen, moins une petite réserve laissée à Harlem et Alkmaer : la force totale de la division Daendels était à peu près de 10,000 hommes.

Sa tâche n'était pas aisée à remplir : les Hollandais avaient toujours compté sur leurs forces maritimes pour protéger ces parages, et au moment où les Anglais s'y présentèrent, il n'existait aucun ouvrage capable de résister à une agression sérieuse; les batteries du Helder n'étaient bonnes qu'à défendre la passe, et, comme elles étaient à peine palissadées, un débarquement opéré au-dessous d'elles devait entraîner leur évacuation. Partout, d'un accès facile, la plage est couverte à peu de distance des eaux par une chaîne de dunes élevées, qui laissent quelques intervalles entre elles; ces espèces de vallons par lesquels doit nécessairement déboucher une troupe qui débarque, étant exposés au feu rasant des vaisseaux, on ne pouvait s'y établir : la nature du terrain paralysait d'ailleurs l'usage de la cavalerie et de l'artillerie, et permettait à peine d'y déployer deux bataillons.

La position que la flotte anglaise vint prendre le 26 août, entre Huysduinen et Groët-Keeten, obligea Daendels à changer quelques-unes de ses dispositions; et, comme la configuration de la côte favorisait un débarquement opéré sous la protection de l'artillerie des vaisseaux, il se détermina à refuser son centre pour attaquer les Anglais en flanc aussitôt qu'ils seraient dans les dunes. En conséquence, le général Van-Zuilen, réunit sa brigade pendant la nuit, entre Petten et Callantsoog; deux bataillons de celle de Van-Guericke furent placés au centre des dunes avec un bataillon de ligne pour réserve; deux autres bataillons vinrent appuyer leur droite à Groët-Keeten, et leur gauche à la mer : enfin le reste, composé de trois bataillons, deux escadrons et quatre pièces de canon, prit poste en avant de Huysduinen, présentant un front oblique à la mer. Quelques compagnies furent chargées de la défense des batteries du Helder et de la révolution.

Le 27, à la pointe du jour, les Anglais mirent à terre 2,500 hommes, commandés par le lieutenant général Pulteney. Cette division, à peine formée, marcha au pas de charge sur les chasseurs placés en avant de Klein-Keeten, et les chassa des dunes sur Groët Keeten : le bataillon de réserve essaya en vain d'arrêter l'ennemi, il fut repoussé sur le général Van-Guericke, qui s'avançait avec un bataillon et 2 escadrons pour garder les débouchés de la plaine.

Dans cet intervalle, la gauche des Anglais avait également mis à terre, et venait de se former dans les dunes. Daendels, témoin de leurs progrès, put juger par lui-même le tort qu'il avait eu de disperser ses forces, dans l'espoir chimérique de faire face partout. Cependant, il résolut de faire attaquer Pulteney par les deux bataillons placés entre Groët-Keeten et la mer, et envoya en même temps à Van-Guericke, l'ordre de tomber sur le flanc gauche des Anglais. Mais ce mouvement décousu ne put d'ailleurs s'exécuter, à cause des fossés larges et profonds qui coupent le terrain, et les troupes de Van-Guericke, ainsi que les deux bataillons qu'il avait laissés sans ordres en avant d'Huysduinen, ne prirent aucune part à ce combat. L'attaque du colonel Crass, commandant les deux bataillons de Groët-Keeten, soutenue à propos par quelques troupes de la brigade Van-Zuilen, fit d'abord replier la droite des Anglais; mais l'artillerie de la flotte mit le désordre dans ses rangs, et le força de rentrer dans les dunes, où le combat se soutint avec des chances variées, jusqu'à six heures du soir. Le débarquement était alors terminé, et l'artillerie de campagne traînée par les matelots à travers les sables des dunes, était rendu à son poste.

Le général hollandais, sentant alors l'insuffisance de ses moyens pour s'opposer plus longtemps à l'ennemi, opéra sa retraite en bon ordre, prescrivit aux deux bataillons d'Huysduinen d'enclouer les batteries de la côte et de le rejoindre par le Koëgrass, puis, dans la nuit, alla prendre position dans le Zyp, sa gauche à Petten sur l'Océan, et sa droite à Oude-Sluys, sur le Zuyderzée. La perte de sa division fut énorme, eu égard au petit nombre de troupes qui avaient combattu; elle s'éleva à 1,400 hommes.

Ce premier succès, qui n'avait pas coûté 500 hommes aux Anglais, leur parut d'un bon augure. Le débarquement continua sans relâche; et, le lendemain matin, le général Moore occupa le Helder et Huysduinen, évacués la veille par les Hollandais. Le même jour, l'armée expédition-

naire fut renforcée par la brigade du général Don.

Après l'échec du 27, la flotte batave, forte de neuf vaisseaux de ligne et quelques frégates, s'était retirée du Mars-Diep dans le Wlieter. Daendels, pressentant le danger qu'elle courait, conseilla de fermer l'entrée du Texel, en coulant quelques vieux bâtiments; mais, soit défaut de temps, soit mauvaise volonté, cette mesure indispensable ne fut point exécutée, et l'amiral Mitchell y pénétra sans obstacles avec toute son escadre, le 30 août. Les équipages hollandais, travaillés depuis longtemps par des émissaires du prince d'Orange, avaient déjà manifesté des dispositions inquiétantes; mais, à l'aspect de la flotte anglaise, ils jetèrent tout à fait le masque, se mirent en insurrection contre leurs chefs, et arborèrent le pavillon du stathouder. Si l'amiral Story avait eu le caractère d'un Tromp ou d'un Ruyter, sa fermeté eût pu imposer aux mutins et les ramener à l'obéissance; mais, voyant que la contagion gagnait une partie des officiers et qu'un seul capitaine se montrait disposé à se défendre, il céda à l'orage, et à la première sommation il remit sa flotte à l'amiral Mitchell, en protestant contre la violence que lui faisaient ses équipages.

Cette conquête facile, en remplissant le but maritime de l'expédition, assurait aux Anglais la libre navigation du Zuyderzée, et devait engager Abercrombie à profiter de sa supériorité numérique pour s'avancer dans l'intérieur, étendre ses ressources et provoquer l'insurrection des habitants. Mais, quoique les renforts qu'il avait reçus élevassent son corps à plus de 16,000 hommes, il se borna à quelques dispositions pour chasser Daendels de la position du Zyp. Celui-ci, bien loin de songer à la défendre, craignant d'être tourné par sa gauche, en arrière de laquelle les Anglais pouvaient facilement jeter des troupes, résolut de se rapprocher d'Alkmaer, et le jour même de la reddition de la flotte, il décampa et vint prendre position en avant du Scheermer, entre Avenhorn et Alkmaer. Delà il pouvait se porter rapidement sur la ligne du Purmerend et de Monikendam, si l'ennemi le poussait trop vivement ou faisait quelques tentatives contre Amsterdam.

Abercrombie vint, le 1er septembre, remplacer la division hollandaise dans le Zyp, et comme il entrait dans son plan de ne faire aucun effort avant d'avoir été rejoint par le corps russe et la deuxième division anglaise, il ne s'occupa qu'à hérisser son camp de batteries et de retranchements. Le Zyp était autrefois un grand marais qui s'étendait d'une mer à l'autre : l'industrie l'a converti en un terrain cultivé, coupé d'une quantité de canaux qui en font une espèce d'échiquier; chaque canal est bordé de digues très-élevées, sur lesquelles les maisons sont à l'abri des inondations; celle qui forme le pourtour du Zyp offrait d'excellentes positions; dominant toutes les campagnes, elle découvre de loin les défilés par lesquels on peut arriver. Ainsi, protégé sur son front par la grande digue et le large et profond canal qui baigne son talus, Abercrombie fortifia avec soin les points de Petten et d'Oude-Sluys, où s'appuyaient ses ailes, et n'occupa les villages en deçà, entre Schagen et Krabbendam, que comme des avant-postes.

Pendant que ce général consumait ainsi un temps précieux, Brune se hâtait de réunir ses forces : ne laissant en Zélande qu'un corps suffisant pour garantir les places d'insulte, il dirigea sur Haarlem le reste des troupes françaises, et attira à lui la division Dumonceau stationnée dans les provinces de l'Est. Secondé par l'énergie du gouvernement, et par l'enthousiasme qui, en faisant disparaître les nuances d'opinion, avait électrisé une partie de la population, le général en chef appela aux armes les gardes nationales, et en forma des réserves prêtes à se porter sur les points menacés. Enfin, comme Brune avait connaissance des préparatifs de l'amiral Mitchell pour pénétrer dans le Zuyderzée, il pourvut à la défense d'Amsterdam, en plaçant dans le Pampus une flottille de canonnières, et en couvrant de batteries la rive opposée à la langue de terre de Buykslot. Un bataillon français et la garde nationale, furent chargés du service intérieur de la capitale.

Après avoir terminé toutes ces dispositions, et refusé de recevoir le général Don, qu'Abercrombie lui envoyait en parlementaire, Brune se rendit, le 2 septembre à Alkmaer, où les derniers bataillons français venaient d'arriver. La ligne qu'avait prise Daendels, lui paraissant trop étendue, il fit évacuer Avenhorn, et concentrer cette division entre Rustembourg et Koë-Dyk. Les troupes françaises,

fortes d'environ 7,000 hommes, commandées par Vandamme, furent chargées de défendre l'intervalle compris entre la mer et Alkmaer; les avant-postes occupaient Oude-Scarpel, Schoorldam et Schoorl.

Le général Dumonceau rejoignit enfin l'armée, le 8, avec 6,000 hommes et fut placé au centre à Koë-Dyk. Dès lors Brune, à qui le Directoire français venait d'annoncer le départ de renforts tirés de la Belgique, prit la résolution d'attaquer les Anglais avant le débarquement du reste de l'expédition : il n'avait pourtant que 21,000 hommes pour en forcer 17,000 dans d'excellents retranchements, couverts par des canaux et défendus par une artillerie imposante; mais comme un revers ne pouvait entraîner de suites fâcheuses, et qu'un succès signalé devait, au contraire, placer le corps d'Abercrombie dans une situation critique, il n'hésita pas à ordonner une attaque générale. Daendels, qui formait la droite, reçut l'ordre de réunir sa division en avant de Saint-Pancras, de longer le Lang-Dyk et de se rendre maître d'Ennigenbrug. Dumonceau fut chargé de marcher par Schoorldam sur Krabbendam, d'emporter le pont de ce village et de forcer ainsi la tête des retranchements. La tâche de la division française qui tenait la gauche était la plus difficile; elle devait déboucher par Schoorl, s'emparer de Groët et de Kamp et pénétrer jusqu'à Petten, après avoir chassé l'ennemi du Sand-Dyk et du Slaper-Dyk. Ainsi tournée par sa droite, la position des Anglais n'était plus tenable si l'attaque réussissait, et il ne leur restait d'autres ressources que de reprendre celle qu'ils avaient occupée le jour du débarquement.

Toutes les colonnes de l'armée gallo-batave se mirent en mouvement, le 10 septembre, à la pointe du jour. La division Vandamne, longeant les Dunes, replia les avant-postes anglais, et assaillit les deux brigades des gardes qui défendaient la tête de la grande digue et du Slaper-Dyk : quelques grenadiers parvinrent jusqu'au canal qui borde la grande digue; mais ces braves, ne pouvant le passer à gué, furent tous tués ou pris. Après plusieurs efforts inutiles qui coûtèrent la vie au général David, Vandamme pris en flanc par le feu de 4 bâtiments embossés près du rivage, se retira sur la route d'Alkmaer.

L'entreprise de Dumonceau contre Krabbendam éprouva plusieurs contre-temps qui la firent également échouer : la brigade Bruce ne s'ébranla pas à l'heure indiquée, et celle du général Bonhomme ayant été dirigée par erreur sur la route d'Ennigenbrug, rencontra la division Daendels qui marchait à l'attaque de ce poste. Cet accident occasionna un peu de confusion, et Dumonceau craignant de perdre un temps précieux, prit le parti de faire attaquer Ennigenbrug par Bonhomme, et, prenant quelque infanterie à ce général, il se porta rapidement sur Krabbendam. Nonobstant le feu de l'artillerie qui enfilait la route, le village fut emporté sans trop de peine; mais, on fit de vains efforts pour pénétrer dans les retranchements. Abercrombie, qui se trouvait sur ce point, tira quelques troupes de sa gauche, et rejeta les Hollandais sur Schoorldam; deux bataillons français, chargés, de seconder cette tentative en enlevant le moulin de Krabbendam, après avoir heureusement exécuté ce coup de main, furent forcés de rétrograder.

Daendels, trouvant la route d'Ennigenbrug obstruée par une brigade de Dumonceau, se dirigea sur Saint-Martens; il commençait à faire quelques progrès, lorsque l'échec essuyé par Bonhomme à Ennigenbrug, l'obligea de se porter en toute hâte sur ce point, où il rallia les troupes et les ramena à l'ennemi. Cette seconde tentative n'ayant pas été plus heureuse que la première, Daendels se voyant alors menacé sur sa droite par une colonne sortie de Schagen, regagna sa position de Saint-Pancras, dont une fausse alarme fit décamper ses troupes à la chute du jour. En général cette division ne justifia pas, dans cette occasion, ce qu'on avait attendu d'elle après le combat du 27.

Cette affaire coûta environ 2,000 hommes aux Gallo-Bataves, et prouva à Brune qu'il s'épuiserait en efforts superflus, pour débusquer les Anglais de leur position retranchée. Renonçant donc à l'espoir de s'opposer au débarquement des autres divisions, il ne songea plus qu'à rendre sa ligne assez forte pour empêcher l'ennemi de pénétrer plus avant : les chemins furent coupés, des redoutes construites sur toutes les têtes de digues, et partout l'on multiplia les obstacles d'un terrain déjà si difficile.

Cependant le prince d'Orange, qui attendait les événements sur la frontière de Westphalie, voulut tenter une diversion dans la province de l'Over-Yssel, où il ne manquait pas de partisans. Un corps d'un millier d'hommes réunis à Lingen par d'anciens officiers, se porta, le 3 septembre, sur Arnheim et Coëvorden; mais les habitants, bien loin de se déclarer pour le prince, marchèrent contre ses partisans et les dispersèrent. Cet échec le décida à s'embarquer à Embden pour rejoindre l'armée anglaise.

De son côté, l'amiral Mitchell avait lancé sa flottille dans le Zuyderzée, et venait de s'emparer des villes de Meddemblick et Enckuysen. Toutefois cette expédition ne fut pas plus heureuse, sous le rapport du but général, que celle du prince d'Orange : les habitants, contraints par la présence de l'ennemi, arborèrent sur leurs murs le pavillon stathoudérien, mais ceux des campagnes s'y refusèrent obstinément, et l'éloquence des proclamations anglaises échoua complétement. L'occupation de cette partie de la côte servit cependant à assurer le flanc gauche d'Abercrombie, et lui permit de s'étendre en avant du Wieringer-Waërt pour faire subsister sa division.

Du 12 au 15 septembre, les escadres qui portaient le corps russe et la deuxième division anglaise, mouillèrent au Helder, où le duc d'York prit terre; néanmoins le débarquement s'effectua avec tant de lenteur, que toutes les troupes ne furent en ligne que le 18. Les Russes campèrent sur la droite à Ennigenbrug et Petten.

Après avoir reconnu la position du Zyp, le prince, qui la jugea trop resserrée pour une armée de 36,000 hommes, concerta avec le général Hermann, commandant le corps russe, une attaque dont le but était de tourner les flancs de l'armée gallo-batave, afin de la forcer à abandonner son camp d'Alkmaer. La saison s'avançait, et le duc d'York, qui avait connaissance des renforts que le Directoire faisait filer entre la Meuse et le Rhin, avait à cœur de profiter de sa supériorité, pour frapper un coup décisif, l'attaque fut fixée au 19 septembre.

La nature du terrain ne permettant pas d'employer de grandes masses, l'armée combinée fut partagée en quatre colonnes : la première, sous les ordres du général Hermann, composée de 7 à 8,000 Russes, ayant pour réserve la brigade anglaise Manners, devait déboucher par le Sand-Dyk et le Slaper-Dyk, forcer les villages de Kamp et de Groët, et suivre, en se portant sur Bergen et Egmont-op-Zée, les chemins qui passent l'un à Schoorl, l'autre sur les hauteurs de Camperduyn. On estimait que ce mouvement forcerait à la retraite le petit corps placé à Egmont-op-Zée, en sorte que la gauche de Brune se trouverait débordée.

Dundas commandait la deuxième colonne, forte de 7,000 hommes dont 2,000 Russes : il fut chargé d'enlever Warmenhuysen et Schoorlam, et d'appuyer ensuite à droite pour soutenir Hermann. Trois bataillons russes, formant un corps séparé, commandé par le général Sedmoratsky, furent postés à Krabbendam pour lier les deux attaques précédentes. La brigade du prince Guillaume de Glocester, placée entre Saint-Martens et Ennigenbrug, forma la réserve de la deuxième colonne.

La troisième, conduite par sir James Pulteney, était dirigée contre le Lang-Dyk et Oude-Scarpel; mais, comme ce point était défendu par d'excellents retranchements, la division qui ne comptait que 5,000 combattants, devait plutôt faire des démonstrations qu'une attaque sérieuse, afin d'empêcher les républicains de détacher des troupes pour renforcer leur gauche. Dans le cas d'un succès, sur lequel il n'était guère permis de compter, Pulteney avait l'ordre de menacer Schoorldam et de lancer de forts partis sur sa gauche, pour se mettre en communication avec la quatrième colonne.

Celle-ci se composait de 10,000 hommes, et se mit en mouvement, le 18, au soir, sous les ordres d'Abercrombie, pour se trouver à Hoorn le lendemain matin. Il lui fut prescrit de marcher ensuite sur Purmerend, pour tourner entièrement la droite des Français. Sa jonction avec le reste de l'armée devait s'effectuer entre Haarlem et Alkmaer, en cas que le duc d'York remportât une victoire décisive.

Ces dispositions nous paraissent vicieuses, en ce qu'elles rendaient inutile l'avantage de la supériorité numérique. Le point essentiel à forcer, était

chiens s'ébranlèrent à la faveur d'un épais brouillard. Les troupes de Schwetzingen, que l'archiduc conduisait en personne, s'avancèrent sur Neckerau; flanquées sur leur gauche par 1,500 hommes aux ordres du prince de Reuss, qui devait gagner le flanc du village par la digue du Rhin. Le général Kospoth dirigea l'attaque le long du Necker, et détacha une faible colonne par Neckerhausen, sur la rive droite, pour tenir en échec les Français qui occupaient la tête de pont; le gros de la cavalerie se déploya dans l'intervalle des deux colonnes.

Arrivés à Neckerau, les Impériaux assaillirent ce poste avec vivacité. Le général Vandermaas les reçut vigoureusement d'abord; mais, tourné par la brigade du prince de Reuss, il craignit de voir intercepter sa retraite, et gagna les retranchements du Holzhof. Tandis que la colonne de gauche entrait dans le village, celle de Kospoth, soutenue par la réserve, enlevait tous les ouvrages extérieurs et s'établissait près de la porte de Manheim. L'archiduc ayant ordonné alors d'emporter le Holzhof, le corps principal se partagea en deux divisions; l'une devait aborder la garnison de front, pendant que la seconde gagnerait son flanc du côté du Rhin; une petite réserve resta à Neckerau.

L'attaque s'exécuta avec beaucoup d'ensemble: en vain Laroche voulut couvrir par quelques escadrons de hussards la communication du poste avec la ville; ils furent culbutés par la cavalerie autrichienne, en même temps que l'infanterie s'emparait des retranchements. Partie de la garnison demeura prisonnière, le reste se sauvait du côté de Manheim, lorsque le général Kospoth, témoin de ce désordre, lança à la poursuite des fuyards quatre bataillons, qui parvinrent à pénétrer dans la ville à l'aide des habitants. Le gros des troupes suivit aussitôt, et malgré les efforts de Ney accouru sur les lieux, les Français, accablés par le nombre, gagnèrent avec peine la rive gauche du Rhin, sous le feu d'une artillerie nombreuse qui battait le pont des hauteurs du Holzhof. Deux bataillons qui gardaient la tête du pont de Necker, n'ayant pas eu le temps de rejoindre, tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Cette journée valut à l'archiduc 1,500 prisonniers, 21 pièces de canon et 2 drapeaux. Elle servit à donner à son expédition une importance éphémère, que la coalition allait payer bien cher dans les environs de Zurich. La petite armée française avait rempli son objet au delà de toute espérance, puisqu'elle n'était destinée qu'à opérer une diversion en faveur de Masséna. Ne pouvant plus rien tenter d'important, à cause de la supériorité de l'ennemi, et des troupes que le Directoire prescrivit de faire filer vers la Hollande, elle prit des cantonnements sur la rive gauche du Rhin. De son côté, l'archiduc se contenta d'envoyer quelques détachements du côté du Mein, pour renforcer les milices mayençaises, et concentra ses forces autour de Schwetzingen.

Pendant que ces événements se passaient sur le bas Rhin, les armées principales se préparaient, en Suisse, à porter des coups décisifs. Suwarow avait reçu à Asti, dès la fin d'août, le nouveau plan arrêté par les cours impériales. Après avoir balancé quelques jours s'il prendrait la route de Coire, du Saint-Gothard, ou du Valais par le Saint-Bernard, il s'était mis en marche sur Lugano, et venait de concerter avec les généraux Hotze et Korsakof, les dispositions d'une attaque générale pour les derniers jours de septembre. Les détails de ce projet ont été diversement présentés; l'archiduc Charles l'attribue à Suwarow, et s'il faut en croire un officier instruit qui suivit le maréchal russe, ce fut l'état-major autrichien qui lui persuada de déboucher sur la droite des Français, au lieu de marcher par le Splugen et Coire, pour rejoindre Hotze avant de combattre (1).

Afin de lier une opération si décousue, la gauche des Autrichiens, sous les généraux Jellachich et Linken, devait s'avancer sur Glaris, entrer par le Bragel dans la vallée de Mutten, et donner la main aux colonnes venues d'Italie; ces troupes eussent été remplacées au corps de Hotze par 5,000 Russes tirés de Zurich. Le passage du Saint-Gothard, du pont du Diable, de la Reuss, des horribles montagnes du Schachenthal, la difficulté des vivres dans un pays aride et épuisé; la présence de Lecourbe, avec une division vaillante et nombreuse, ne parurent pas suffisants pour déjouer ce plan compliqué; on espéra lever toutes les difficultés, en poussant le général Auffemberg avec

(1) Voyez pièces justificatives du livre XV, n° 7.

2,000 Autrichiens de Dissentis sur la vallée d'Urseren, à l'effet de tourner le pont du Diable.

Quel que soit le véritable auteur de ce projet, dont les détails d'exécution ne manquent point de mérite, Hotze n'avait rien changé à ses positions depuis les combats des 30 et 31 août : il appuyait toujours sa droite à Rapperschweil sur le lac de Zurich, et la gauche au Rhin antérieur, se liant par des postes avec la brigade Strauch, placée vers les sources du Tésin au revers du Saint-Gothard. La flottille du colonel Williams, dominant le lac de Zurich, couvrait les postes riverains ou facilitait les opérations.

Soit que Korsakof dédaignât d'imiter la conduite de l'archiduc, en restant derrière Zurich, soit qu'il crût nécessaire de renoncer à cette position défensive pour préparer le mouvement concerté avec Suwarow, il concentra la majeure partie de son corps de bataille en avant de la ville, et le fit camper entre les remparts et la Sil. (*Voyez* pl. XXIX); il avait même déjà fait filer sur la Linth les 5,000 hommes qu'il devait fournir à Hotze. Trois bataillons de grenadiers sous les ordres de Markof, étaient placés sur les hauteurs de Kloster-Fahr. Le général Durasof, avec 8 bataillons et 10 escadrons, occupait le terrain compris entre Bruck et Wurenlos, où était assis son camp principal (1). Quelques détachements de Cosaques, et autres troupes légères, gardaient le reste du cours de la Limmat et de l'Aar. Le corps de Condé et 4,000 Bavarois, soldés par l'Angleterre, s'avançaient sur Schaffhausen pour se réunir à l'armée, qui, après sa jonction avec les Russes d'Italie, devait s'élever à 80,000 combattants, dont 55,000 se trouvaient déjà en ligne.

Celle de Masséna n'avait subi que peu de changements : on remarquera seulement, que la division campée en avant de Bâle, était réduite à 6,000 hommes, et que la réserve, aux ordres de Klein, portée au contraire à 10,000 combattants, venait de quitter le Frickthal pour se rapprocher de l'Albis. Au nombre des renforts qu'elle avait reçus, on distinguait surtout la brigade d'élite du général Humbert, formée de la réunion de tous les grenadiers du centre et de la gauche, dont le nombre montait à près de 4,000. La division Soult, chargée d'une tâche délicate, avait également été augmentée plusieurs de bataillons.

La totalité des forces s'élevait à 71,000 combattants, non compris 4,000 de troupes soldées helvétiques, et 2,000 de milices. Il y avait en outre 15,000 hommes de dépôts et de bataillons auxiliaires de conscrits des départements voisins, dans Besançon ou autres postes de la frontière du Jura. Mais les divisions de Bâle et du Valais étant encore appelées à faire face à d'autres armées, on trouve que les forces destinées à porter les coups, étaient réparties dans les proportions ci-après :

(1) L'archiduc Charles l'indique à Wettingen ; Dedon le croit à Wurenlos : le premier dit que le corps de bataille de Korsakof était en entier dans Zurich et devant la ville ; Dedon parle de réserves sur la route de Winterthur et de Kloten. Nous donnons la préférence à la version de l'archiduc, rien dans la première journée ne faisant supposer l'existence de ces réserves.

FRANÇAIS.			ALLIÉS.		
Ménard	9,000	37,000	Korsakof		26,000
Lorges	10,000		Durasof		
Klein	10,000		En marche vers la Linth		4,000
Mortier	8,000		Hotze		9,000
Soult		10,000	Jellachich et Linken		9,000
Molitor	3,000	12,500	Suwarow		18,000
Lecourbe	6,000		Auffenberg		2,500
Gudin	3,500		Strauch (1)		4.000
Total		59,500	Total		72,500
Non compris			Non compris		
Thurreau	9,000	17,000	Nauendorf	10,000	16,000
Chabran	8,000		Condé et Bavarois	6,000	
Balance		76,500			88,500

(1) Strauch était opposé à la division du Valais, qu'on n'a pas comptée ici dans le premier total; cependant il coopéra à l'attaque du Gothard et observa Gudin; tandis que Thurreau avait devant lui des troupes de l'armée d'Italie. Condé et les Bavarois étaient encore en route. Jellachich et Linken ayant 13 bataillons, comptaient bien 9,000 hommes. Hotze avait 7,000 fantassins et 2,000 chevaux.

ACEMENT

eno, à Bred
a, Priva, Pi
nodossola, e
llée d'Aost .
Valla-di-Vig
bas Valais .
lem . . . .
ra . . . . .
Domodossoll
as Valais . .

n, et
s.

Tome IV, page 78.

Méni
Lorg
Klein
Mort
Soul
Moli
Lecot
Gudin

S.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
lett ed- tc. ezz To a,	7,400	

Thurr
Chabra
Balanc

tal
van
et I
a,oo

DIVISIONS.	BRIGADES.	RÉGIMENTS.	EMPLACEMENT
1re Division.	JACOPIN.	28e de ligne.	depuis Bazeno, à Bred
		83e *idem*	à Ornavasca, Priva, Pi lera, Domodossola, e
TURREAU.	JARDON.	89e *idem*.	dans la vallée d'Aost .
		110e *idem*	Grevola, Valla-di-Vig
		4e et 5e bat. du Léman. .	les haut et bas Valais .
		1er bat. du Valais.	. . . . *Idem* . . . .
		23e régiment de chasseurs.	Pied-mulera . . . . .
		Artillerie.	Grevola, Domodossol haut et bas Valais. .

ouvait par un mouvement contraire renforcer oult et accabler Hotze. En effet, plus Suwarow

(1) Voyez pour l'action de Zurich, la planche pour l'ensemble des opérations la carte en quatre f

On voit par cette distribution, que Masséna pouvait rassembler rapidement 39,000 hommes sur la ligne décisive de la Limmat, pour forcer le passage de cette rivière, tandis que son adversaire, affaibli par le détachement qu'il avait fait sur l'aile gauche, ne pouvait guère lui opposer que 25,000 combattants; encore le gros de ce corps se trouvait-il entassé sous le canon de Zurich, où deux ou trois bataillons auraient suffi. Le général français avait trop d'habileté pour ne pas profiter de cet état de choses. Aussi se disposa-t-il à prendre l'offensive, dès que l'archiduc serait assez éloigné pour ne pouvoir secourir Korsakof; mais diverses circonstances retardèrent l'exécution de ses projets. Il ne put être parfaitement en mesure que vers la fin de septembre, et fixa le 26, pour l'attaque générale qu'il méditait. Cependant, le général Suchet, chef d'état-major de l'armée d'Italie, l'ayant informé du départ de Suwarow pour la Suisse, à l'instant même où il reçut l'avis des renforts qui arrivaient à Korsakof par Schaffhausen, il avança l'attaque d'un jour.

Ses dispositions embrassant l'espace immense du Saint-Gothard à Bâle, sembleront un peu trop étendues à tous les militaires qui apprécient l'avantage des champs de bataille circonscrits. La bataille qu'on allait livrer devant décider du sort de la Suisse, il était inutile de tout couvrir; car en la perdant on n'en eût pas moins été contraint de se retirer derrière l'Aar, et même jusqu'au Jura. Pour être sûr de la gagner, il fallait donc réunir le plus de forces possible, amener la moitié de la division Chabran par une forte marche de Bâle à Bruck, renforcer le centre de celle de Ménard, attirer enfin sous Zurich la moitié du corps de Soult, en laissant le reste uni à Molitor pour observer Hotze sans l'inquiéter; tels étaient les meilleurs moyens d'accabler Korsakof du poids de ses forces.

A la vérité, ces concentrations eussent laissé à Suwarow la chance de se réunir plus facilement à Hotze; mais peu importait après tout que cet événement eût lieu, dès qu'on serait parvenu à détruire Korsakof. Et si le salut de l'armée exigeait impérieusement d'empêcher cette jonction, on pouvait par un mouvement contraire renforcer Soult et accabler Hotze. En effet, plus Suwarow trouvait de facilité à franchir le Saint-Gothard, plus il courait à une perte certaine, dès que la défaite de ses lieutenants le livrait seul aux coups de Masséna. Dès lors rien n'empêchait de prescrire à Lecourbe de ne laisser qu'un faible détachement à la garde de ce passage, avec ordre de se replier sur le Valais; tandis qu'il se fût rabattu lui-même par sa gauche sur Glaris à la tête de 8 à 10,000 hommes pour rendre la défaite de Hotze plus complète et moins douteuse. On s'assurait deux avantages essentiels en manœuvrant de la sorte; d'abord la certitude de la victoire au point décisif, puis de ne pas laisser Lecourbe exposé seul aux assauts de Suwarow dans la vallée de la Reuss. Il est probable qu'on aurait eu le temps de prescrire ce mouvement par le Schachenthal et Clus sur Glaris, car le projet d'attaque fut arrêté dès le 20 septembre, et à cette époque, Suwarow était encore à Bellinzona : la difficulté de traîner du canon par le pas de Clus ou le Muttenthal, n'était pas un obstacle, Lecourbe eût trouvé de l'artillerie en se réunissant à Soult, et il pouvait diriger par le lac sur Schwitz celle dont on n'aurait pas eu besoin au pont du Diable.

Quoi qu'il en soit, si les dispositions du général français laissèrent en principe quelque chose à désirer, elles furent pleinement justifiées par celles de ses adversaires, et semblent plutôt le résultat du système de guerre alors en faveur, qu'une faute à lui reprocher car, ses mesures d'exécution furent d'ailleurs parfaites.

Tous les préparatifs nécessaires au passage avaient été habilement disposés par le chef de brigade Dedon, commandant le corps des pontonniers. Il réunit 37 barques légères, pour transporter l'avant-garde sur la rive droite. Ces embarcations furent cachées derrière le village de Dietikon, en face duquel le pont devait être établi (1). Les pontons qui se trouvaient à Rothenschwyl sur la Reuss, furent chargés sur leurs baquets dans la nuit du 23, et arrivèrent à Dietikon le 24, au soir. Il entrait dans le plan de Masséna de tenir jusqu'au dernier moment l'ennemi dans l'incertitude sur la véritable attaque. En conséquence, il ne destina

(1) Voyez pour l'action de Zurich, la planche 29, et pour l'ensemble des opérations la carte en quatre feuilles.

à passer la Limmat à Dietikon, que la division Lorges et la brigade de droite du général Ménard, formant ensemble environ 15,000 hommes. Celui-ci, avec le reste de ses troupes, dut faire à Bruck et Baden des démonstrations pour attirer l'attention du général Durasof. Mortier reçut l'ordre d'assaillir les Russes campés à Wollishofen : Klein, avec la réserve de grenadiers et de cavalerie, quittant la vallée de Frick, marcha sur Altstetten, afin d'empêcher Korsakof de déboucher par la plaine de la Sil, sur les derrières des troupes de l'expédition. Soult était chargé d'exécuter en même temps le passage de la Linth en avant de Bilten, afin de rejeter le corps autrichien dans le Toggembourg, et de l'empêcher d'envoyer des renforts à Zurich.

Ces précautions étaient sages, et quoiqu'il en résultât une apparence de dispersion dans les forces, on ne saurait qu'y applaudir, puisqu'elles reposaient sur l'emplacement réel des ennemis. Quinze mille hommes jetés à Fahr, suffisaient pour accabler d'abord le petit camp qu'on y savait posté, et, en gagnant Hongg, on pouvait à la faveur des vignes et des bois, lutter au besoin contre le corps entier de Korsakof, jusqu'à l'arrivée des troupes de Ménard, de Klein et de Mortier. La réserve placée à Altstetten ne pouvait l'être mieux, puisqu'il s'agissait de surveiller à la fois le gros des forces ennemies au Silfeld, et d'être cependant à portée de voler par Dietikon au secours de Lorges.

Les ordres du général en chef furent suivis, avec un secret et une précision que l'on ne saurait trop admirer (1). Dans la nuit du 24 au 25, les barques furent transportées à bras sur le bord du rivage, par des détachements; la division Lorges se forma silencieusement en ordre de bataille. Son artillerie dirigée par le lieutenant-colonel Foy (2), prit position sur les hauteurs dominant la rive opposée, de manière à la pouvoir balayer facilement. Une batterie de fort calibre fut placée en face d'Ottweil, pour intercepter la route aux troupes de Wurenlos qui voudraient se porter sur le point de passage. Une autre, placée par Ménard en face de Baden, donnait le change sur la véritable attaque.

A la pointe du jour, Dedon fit lancer à l'eau les bateaux, sur lesquels s'embarqua la tête de l'avant-garde. Une partie se dirigea sur l'île formée par le rentrant de la rivière, où l'ennemi avait un poste d'infanterie : le reste aborda la rive droite au nombre d'environ 600 hommes. Les Russes assaillis à l'improviste, n'eurent que le temps de courir aux armes; leur canon répondit aux batteries de Foy, qui foudroyèrent aussitôt leur camp.

La supériorité de l'artillerie française eut bientôt fait taire les batteries moins nombreuses de l'ennemi; sous la protection de son feu, le passage de l'avant-garde s'opéra rapidement, et au bout de quelques instants, le général Gazan, qui la commandait fut assez fort pour assaillir le corps de Markof, établi derrière un bois sur le plateau du couvent de Fahr. L'intrépide 10ᵉ légère, soutenue par la 37ᵉ de ligne, l'aborda impétueusement. Le choc fut sanglant sans être long; malgré l'infériorité du nombre, les Russes se défendirent avec une résolution digne d'un meilleur sort; mais à six heures, Gazan, étant parvenu à déboucher de la forêt, s'empara de sept pièces de canon qui en battaient toutes les issues, et déborda la brigade Markof : vainement chercha-t-elle à faire face en arrière par son troisième rang, elle succomba bravement les armes à la main, après avoir vu tomber blessé et prendre son général.

Pendant ce combat, les pontonniers, aidés de la légion helvétique, construisaient le pont sous le feu de l'ennemi, et des sapeurs ouvraient un chemin pour l'artillerie, dans le bois de la rive droite. A sept heures ces travaux furent terminés, et à neuf toutes les troupes de l'expédition se trouvaient en bataille sur les hauteurs de Fahr.

Masséna donna sur-le-champ l'ordre à son chef d'état-major Oudinot de marcher à Hongg, avec une partie de la division Lorges et l'avant-garde de Gazan. La brigade Bontems, soutenue par une partie de celle de Quétard se dirigea sur Delliken

(1) Les détails qu'en a donnés le général Dedon, sont précieux pour tous les officiers, curieux d'apprécier les difficultés de ces sortes d'opérations.

(2) Depuis lieutenant général et membre de la chambre des députés.

et Regensdorf, pour intercepter toute communication entre l'aile droite et le quartier général des Russes : deux bataillons s'établirent dans le même but, en arrière du village d'Ottweil : le reste des troupes de Quétard garda le pont et servit de réserve.

Le général en chef voulant s'assurer de ce qui se passait dans la plaine de Silfeld, revint à la réserve de Klein sur la rive gauche de la Limmat.

Au même instant, Korsakof, inquiet de la canonnade menaçante qui tonnait sur sa droite, venait de porter quelques troupes sur Hongg, où l'on apprit le désastre de Markof par quelques blessés échappés de Fahr : ces faibles détachements se replièrent sur les hauteurs de Wipchingen, qu'ils cherchèrent vainement à défendre contre les troupes d'Oudinot.

Durasof, complétement dupe des démonstrations de Ménard vers Bruck, s'était porté avec presque tout son corps à Freudenau, tandis que le centre et la gauche de Korsakof étaient retenus à Zurich par l'attaque de la division Mortier. La droite de celle-ci, sous les ordres du général Drouet, avait culbuté dès cinq heures du matin les troupes qui occupaient Wollishofen; mais assaillie bientôt après par six bataillons aux ordres du prince Gortschakof, secondés par la flottille de Williams, elle avait été repoussée et poursuivie jusque sur l'Uetli. En même temps la seconde brigade de Mortier, qui s'était avancée sur le petit plateau de Witikon, y avait de même été accueillie par des forces supérieures; et le sang-froid de ce général maintenait avec peine les affaires sur ces deux points où Korsakof portait imprudemment le gros de ses forces (1).

Masséna revenu de sa gauche dans cet instant fit soutenir Mortier par les troupes de la réserve; le général Humbert, à la tête d'un bataillon de grenadiers, rétablit le combat d'un côté; tandis que Klein, débouchant d'Altstetten, oblige les Russes à se retirer sous les remparts de Zurich.

Sur ces entrefaites, Oudinot s'étant emparé de Hongg et de la montagne de Wipchingen, il y fut joint plus tard par une partie de l'infanterie de la réserve; et, vers les trois heures, il marcha sur le Zurichberg, où l'ennemi venait de former quelques bataillons. Le général Gazan s'avança sur Schwamendingen, pour se rendre maître de la route de Winterthur.

D'un autre côté, Durasof revenu de son erreur cherchait par sa gauche les moyens de se lier avec le corps de bataille, en s'emparant des hauteurs d'Adliken; mais la brigade Bontems l'ayant repoussé sur la Glatt, il résolut de faire un détour pour gagner Zurich.

En suivant avec attention la direction de ces différents combats, on voit à quel point le général russe s'abusait sur sa position, puisque le principal effort exécuté par le prince Gortschakof fut dirigé entre la Sil et le lac, dans un cul-de-sac fermé par les remparts de Zurich, où il n'eût fallu jeter qu'un peloton d'éclaireurs. On ne peut imputer une semblable manœuvre à l'oubli des plus simples règles de la tactique, mais bien à l'espoir de se maintenir dans la position la plus convenable pour agir de concert avec Suwarow, en attendant le moment de marcher en masse à la rencontre du maréchal.

Korsakof, comprenant enfin où était le danger, avait fait filer par Zurich une partie des troupes placées sur la rive droite, pour les opposer à Oudinot. Elles eurent beaucoup de peine à traverser la ville dont les rues étroites et mal percées se trouvaient encombrées d'équipages, de caissons et de blessés, elles arrivèrent ainsi trop tard pour empêcher les Français de gagner le versant de la montagne du côté de la ville. Elles cherchèrent toutefois à le reprendre, mais leurs efforts se brisèrent contre les vaillants soldats de Lorges, secondés par la légion helvétique (2). Ce fut à l'entrée de la nuit seulement, que quatre bataillons russes et la légion de Bachmann, que Hotze renvoyait à Korsakof, parvinrent à repousser la droite au pied des hauteurs de Wipchingen :

(1) Il faut se rappeler, pour l'excuse de cette faute, que le général russe devait attaquer le 26, pour seconder Suwarow.

(2) Masséna dit qu'on se battit chaudement sur ce point, depuis dix heures jusqu'à la nuit, que les 10e légère, 37e et 102e de ligne y rivalisèrent ainsi que la légion helvétique. L'archiduc ne fait presque pas mention de cet engagement.

Gazan maintint ses avant-postes à Schwamendingen.

Masséna sentant l'importance de réunir son corps de bataille, divisé sur les deux côtés de la ville de Zurich, fit sommer Korsakof de l'évacuer, sous prétexte de la préserver des fâcheux résultats d'une attaque de vive force ; mais, au lieu de répondre, ce général retint le parlementaire. Bien convaincu que le moindre pas rétrograde compromettrait Suwarow, il n'osait se résoudre à une retraite que les événements rendaient désormais inévitable. Ayant été joint dans la nuit par le corps de Durasof, qui avait fait un détour pour éviter la brigade Bontems, et voyant encore ses forces grossir par le reste du corps détaché sur la Linth, Korsakof conçut un moment l'espoir de se maintenir à Zurich. Cependant il fallait commencer par rétablir sa communication avec le Rhin et se débarrasser du voisinage incommode de la division française qui s'était postée sur ses derrières.

Le 26 septembre, à la pointe du jour, les Russes, formés sur deux lignes, attaquèrent avec impétuosité la division Lorges; et dirigeant leurs plus grands efforts par leur droite contre la brigade Bontems qui était venue s'établir à la gauche, ils parvinrent à dégager le chemin de Winterthur, et à déjouer le projet de les acculer au lac. Ce fut un grand bonheur, car dans cet instant, Klein et Mortier canonnaient le petit Zurich, et l'artillerie d'Oudinot battant la porte de Hongg, augmentait le désordre dans la ville ; la confusion y était horrible, tous les équipages encombrés dans les rues ne savaient où se réfugier.

Dans ces entrefaites, Korsakof convaincu de la nécessité de la retraite, s'était décidé à mettre son corps en marche sur la grande route, à l'exception de quelques traînards et des postes laissés aux portes ; mais on assure que, contre tout principe militaire, il plaça l'infanterie en tête, la cavalerie au centre, la caisse et les équipages à la queue, l'artillerie en batterie à gauche de la chaussée pour couvrir le flanc de la marche. La tête de sa colonne renversa tout devant elle. Les efforts de Bontems pour l'arrêter furent inutiles; mais Lorges et Gazan ayant vivement attaqué le centre ennemi à la tête des 10e légère, 2e de ligne et du 9e de hussards, le désordre devint universel, malgré les efforts du général Sacken pour l'arrêter. Ce bra tomba blessé aux mains des républicains.

Dès que l'infanterie et partie de la cavaler eurent filé, les escadrons français assaillirent l'a tillerie et les bagages. Les hussards russes fire de vaines charges pour les délivrer, et ne pure y réussir ; ils furent culbutés, et leur général Liko chin dangereusement blessé : 100 pièces de cano le trésor de l'armée, tous les équipages, ainsi q tout ce qui se trouvait encore dans Zurich, devi rent la proie des vainqueurs. Au même instan Oudinot s'avançait par le chemin de Hongg, cont la porte de la Limmat, qu'un poste défendait e core opiniâtrément. La 37e, soutenue de la légi helvétique, en enfonça la porte, malgré une cano nade assez vive, tandis que Klein, de son cô pénétrait dans le petit Zurich avec la réserv Quelques tirailleurs russes se défendaient enco isolément de rue en rue : ce fut à cette occasi que le vénérable Lavater, imaginant faire tomb les armes de ces furieux par la seul présence d' ministre du Dieu de paix, s'avança inconsidér ment entre les deux troupes, et fut frappé d' coup mortel. Enfin, après avoir eu 8,000 homm hors de combat, et perdu un bon nombre de pr sonniers, Korsakof gagna le Rhin par Bulach Eglisau. Une colonne opéra sa retraite par la rou de Winterthur sur Schaffhausen.

Quelque brillants que fussent les résultats cette journée, elle eût pu être plus décisive encor si Masséna, profitant des avantages obtenus le 2 eût porté pendant la nuit toutes ses forces sur rive droite, en ne laissant devant le petit Zuri qu'un rideau pour masquer le débouché de place. La division Ménard même, au lieu de pass à Bruck le lendemain, aurait dû marcher dans soirée sur Fahr, et y passer la Limmat. On se s rait alors facilement emparé du Zurichberg, et eût interdit aux Russes tout moyen de retraite.

L'incertitude du succès de l'attaque de Soul dont on n'apprit la victoire que dans la nuit, la crainte de voir Korsakof percer sur l'Albis po se lier à Suwarow, atténuent ce reproche ; ma comme le général russe ne pouvait marcher à fois sur Winterthur et sur Zug, et que Mortier se eût été à même de masquer la route escarpée q mène à la dernière de ces villes ; nous restons co

vaincus que les principes exigeaient qu'on réunît le plus de moyens possible le second jour, pour l'attaque du Zurichberg.

Soult, en effet, n'avait pas été moins heureux sur la Linth, que le général en chef sur la Limmat: son entreprise difficile, comme tous les passages successifs, fut favorisée par les dispositions de Hotze, qui n'avait réuni que 2 bataillons à son quartier général de Kaltenbrun, et dispersé tout le reste de la division en postes le long de la rivière. Toutefois la précision des mesures arrêtées par le général français n'en contribua pas moins à assurer son succès. La brigade de droite devait faire l'attaque principale sur Schænis; huit barques amenées du lac de Zug à Bilten, furent destinées à jeter d'abord un détachement de braves sur la rive droite, et à construire ensuite un pont. Le général Laval, après avait fait des démonstrations au centre pour fixer l'attention de l'ennemi sur les hauteurs de Benken, dut se rabattre vivement à gauche, où le chef de brigade Lochet avait ordre de débarquer avec un millier d'hommes, pour rétablir le pont de Grynau. Ce dernier, embarqué à Lachen, eut l'instruction de jeter le tiers de son détachement sous la protection de 2 chaloupes canonnières, à Schmeriken, afin de balayer les postes ennemis de la pointe du lac, de faciliter l'entrée des autres barques dans les eaux de la Linth, et de protéger la marche jusqu'au saillant de Grynau.

Le 25, à trois heures du matin, tout se mit en mouvement, et Soult conduisit lui-même l'attaque de Bilten. L'ennemi, averti par le bruit des voitures, fit aussitôt feu sur la rive gauche. Il était urgent d'accélérer le passage, qui eût échoué plus tard. Cent-cinquante volontaires de la 36ᵉ, conduits par l'intrépide Dellard, se jettent à la nage, le sabre dans les dents et le fusil attaché sur la tête : ils traversent la Linth; et protégés par l'artillerie de la rive gauche, dispersent en un instant tous les postes avancés, de manière à faciliter le débarquement de six compagnies de grenadiers, qui n'eurent pas de peine à s'emparer de Schænis.

Le général Hotze était parti de Kaltenbrun aux premiers coups de canon, et arrivait à Schænis avec deux bataillons. Il rallia à cette réserve les troupes qui venaient d'être culbutées, et chassa les Français du village; mais, ayant voulu s'approcher du point de passage pour faire une reconnaissance, il tomba avec son chef d'état-major, le colonel Plunkett, sous une décharge de mousqueterie, qui les étendit morts sur la place. Cet événement jeta la consternation parmi les Autrichiens et diminua leur énergie. Attaqués de nouveau par six autres compagnies de grenadiers, et un bataillon de la 25ᵉ légère qui déboucha au pied de la montagne de Wesen, ils évacuèrent enfin Schænis, et se retirèrent sur Kaltenbrun, d'où Soult les délogea encore dans la soirée, après un engagement assez vif.

Vers les bouches de la Linth, quelques accidents avaient retardé les progrès des Français. Lochet ne put remonter la rivière, et vint débarquer à Schmeriken, d'où il marcha sur Grynau. Le pont fut réparé avec tant de précipitation, qu'il se rompit au moment où le premier peloton de la brigade Laval le franchissait. Ce malheur rendait des plus critiques la position du peu de troupes jeté à la rive droite; car le corps russe du général Titoff s'avançait pour l'écraser. Cependant, cette poignée de volontaires de la 25ᵉ légère et de la 94ᵉ de ligne, combattit avec tant de valeur, qu'à l'aide du feu de quelques bataillons formés sur la rive opposée, elle parvint à repousser l'ennemi, non sans lui faire essuyer une perte sensible.

Le général Pétrasch, qui succéda à Hotze dans le commandement de l'aile gauche de l'armée alliée, avait commencé sa retraite sur le Toggenburg aussitôt après la prise de Kaltenbrun. Se ravisant néanmoins, pendant la nuit, il imagina de reprendre ce village, afin de retourner sur la Linth, si Korsakof obtenait quelque avantage le lendemain. Cette tentative ne servit qu'à rendre sa défaite plus complète; car 1,800 hommes et un escadron qu'il y avait envoyés, ayant pénétré jusqu'à Benken, y furent coupés par trois bataillons français, et obligés de se rendre avec 5 pièces de canon.

Le 26, Soult poursuivit ses succès : deux bataillons, conduits par Godinot, dépostèrent les Autrichiens de Wesen, enlevèrent 8 pièces de canon, et firent 700 prisonniers. Titoff fut chassé de Gruningen derrière la Thur, et une partie de la brigade Laval se porta d'Uznach sur Rapperschweil, où l'on trouva quelques magasins et toute la flottille du colonel Williams.

Pétrasch, suivi de près par les coureurs de

Soult, et instruit du désastre de Korsakof, se hâta de passer la Thur : ne jugeant pas même cette barrière assez forte, il marcha par Saint-Gall sur le Rhin, qu'il traversa le lendemain à Rheineck; démarche précipitée dont les résultats ne pouvaient manquer d'être funestes : on l'en a d'autant plus blâmé, que les Français, inquiétés par l'attaque de Jellachich et de Linken sur Glaris, se contentèrent de le faire suivre par des troupes légères, pour faire aussitôt face au lac de Wallenstadt. Ces deux journées valurent à la division Soult 3,000 prisonniers, plusieurs drapeaux, 20 pièces de canon, et presque tous les bagages des Autrichiens. Quelque louables que fussent les mesures prises pour obtenir ce succès, il faut convenir que Soult fut merveilleusement servi par la mort fatale de Hotze et de son chef d'état-major; circonstance peut-être unique dans son genre, et qui priva les Autrichiens de directions pendant une partie de la journée.

Sur ces entrefaites, Suwarow, retenu jusqu'au 11 en Italie, par les efforts de Moreau pour secourir Tortone, et par des préparatifs indispensables pour la marche pénible qu'il allait entreprendre, s'était enfin mis en route vers la Suisse.

Nous avons dit, d'après un témoin oculaire digne de foi, qu'au lieu de marcher par le Splugen ou le Bernardin à Coire, Suwarow s'en était rapporté aux Autrichiens, et avait choisi la route en effet la plus courte, mais beaucoup plus chanceuse, du Saint-Gothard et de la Reuss (1). Le colonel Weyrother, dont on se rappelle l'influence sur les opérations de Wurmser et d'Alvinzy en Italie, l'accompagnait, et c'est sans doute lui qui traça l'itinéraire. En suivant la première direction, Suwarow aurait pu, dès le 25 septembre, effectuer sa jonction avec l'aile gauche autrichienne, et, comme sa marche par les Grisons ne l'eût pas engagé au milieu de l'armée française, il aurait été superflu de prescrire à Hotze et à Korsakof de prendre une attitude offensive. Il semblait même convenable, dans cette hypothèse, de laisser au dernier les trois brigades dirigées sur Glaris, recommandant aux deux généraux de se borner à une défensive prudente. Si ces précautions n'eussent pas empêché la défaite de Korsakof devant Zurich, du moins est-il à croire que le mal n'eût pas été si grand. En admettant la possibilité de cette défaite, Suwarow intact, réuni à Hotze, aux débris de son lieutenant, et aux renforts en marche sur Constance, eût présenté encore à Masséna 60,000 combattants pleins d'ardeur dirigés par un capitaine dont l'habileté ne le cédait point à celle de son adversaire. N'ayant aucun reproche à adresser à ses alliés, le maréchal eût mis tout son zèle à réparer un échec qu'il allait de sa gloire d'effacer, et l'archiduc Charles venant le seconder vers la forêt Noire, ils eussent pu, de concert, reprendre une offensive menaçante. Nous allons voir, au contraire, combien de revers entraîna la détermination de passer le Saint-Gothard.

Le corps de Suwarow arriva le 15 août à Taverne: il fut obligé d'y perdre quatre jours à attendre les moyens de transports que les administrations autrichiennes étaient chargées d'y préparer. Son artillerie et ses bagages s'embarquèrent sur le lac de Como, pour gagner les seules routes praticables des Grisons; et, le 19, Rosenberg partit avec 6,000 hommes pour Bellinzona. Ce corps devait ensuite, par une marche hardie, se jeter dans le Val-Blegno, gagner la vallée de Dissentis, et tourner le Saint-Gothard par le revers du Chrispalt sur Urseren; tandis que le général Auffemberg, partant de Dissentis avec quatre bataillons autrichiens, entrerait dans le Maderaner-Thal, et descendrait à Amsteg au centre de la vallée de la Reuss.

Ces dispositions, excellentes pour menacer l'avant-garde de Lecourbe, et faciliter le passage de l'horrible défilé du Gothard et du pont du Diable, devaient compromettre le général autrichien pour peu qu'il devançât l'arrivée des Russes, et que les Français fussent en mesure.

Le 21, Suwarow n'emmenant avec lui que des pièces de montagnes, pour le transport desquelles il fut même obligé de démonter une partie de sa cavalerie, s'achemina vers le Saint-Gothard. Le

(1) Les Russes et les Autrichiens se sont réciproquement imputés les causes de ces revers; il ne nous appartient pas de juger ce grand procès : mais nous donnerons à la fin de ce livre une pièce intéressante qui nous paraît rédigée avec sincérité, par un témoin oculaire. (Voyez pièces justificatives du livre XV, n° 7.)

grand-duc Constantin qui avait fait toute la campagne avec la plus grande distinction, tantôt à l'avant-garde, tantôt au corps de bataille, accompagnait encore le maréchal dans cette chanceuse expédition. Sa petite armée ne dépassait pas 12,000 hommes, non compris toutefois les 6,000 de Rosenberg. Elle arriva à Airolo le 23, et y fut jointe par le corps de Strauch, qui avait flanqué sa marche, en chassant du Val-Maggia l'avant-garde de Thureau.

Gudin défendait la montagne avec 3 bataillons Un 4e couvrait les avenues du Furca. Un détachement gardait le Chrispalt. Attaqué de front par Bagration et Derfelden, ce général français fit une résistance opiniâtre et sanglante, pour donner à Lecourbe le temps de réunir ses troupes. Suwarow, toujours impatient, comptait les minutes et redoublait les attaques sans observer que ses soldats, forcés de grimper sur les rochers à découvert, étaient fusillés aisément par un ennemi intelligent et abrité par le terrain. Weyrother lui conseilla, dit-on, de tourner ces obstacles; mais le maréchal assez disposé à écouter les avis de cet officier dans le cabinet, était intraitable sur le champ de bataille, où l'énergie de ses résolutions s'accommodait mal de la tactique compassée de ses alliés. Ce fut sans doute dans cette occasion que, pour encourager ses troupes, rebutées par l'escalade de ces monts effrayants, il se coucha dans un fossé, et leur déclara *qu'il voulait être enterré là, où ses enfants reculaient pour la première fois*. Soit que cette anecdote fût vraie, soit qu'elle fût applicable à d'autres circonstances, il fallut bien se rendre enfin à l'évidence, le maréchal chargea Schweikofwsky de chercher un passage pour tourner Lecourbe à droite, pendant que Strauch, gravissant les hauteurs de gauche par un détour, débusquerait Gudin plus facilement. Celui-ci, menacé par les flancs, opéra en bon ordre sa retraite sur l'Hospital et le Furca. Suwarow bivouaqua en avant de ce premier endroit.

De son côté, Rosenberg avait assailli sur le Chrispalt un détachement français qui ne s'attendait point à être visité par une force aussi considérable sur ces cimes arides et inhospitalières, il fut en majeure partie pris ou tué. La colonne russe, fière de ce succès, descendit sur Urseren, en même temps qu'Auffemberg se portait sur Amsteg.

Lecourbe, ignorant toutes les dispositions de son adversaire, et le plan concerté pour tourner sa gauche, imagina qu'on se contenterait de l'attaquer par la route, et accourut en toute hâte avec la brigade Loison jusqu'à l'Hospital. Cette marche était téméraire : se porter en masse sur un point saillant est fort bien, quand on est décidé à l'offensive; mais Lecourbe, instruit de l'approche de Suwarow et hors d'état de se mesurer avec lui, devait éviter tout mouvement qui pût l'exposer à être enveloppé. Bientôt informé de l'apparition de Rosenberg vers Urseren, et sentant qu'il ne pourrait passer sur le corps à ces 6,000 hommes, tandis qu'il se trouverait lui-même pressé en queue par des forces doubles, il prit son parti sans hésiter, canonna un instant les troupes de Suwarow à l'Hospital pour leur imposer, jeta son artillerie dans la Reuss, passa sur la rive gauche pour escalader les rochers qui le séparaient du vallon de Geschenen, puis gagna heureusement Wasen.

Suwarow fit alors sa jonction avec le corps de Rosenberg, et, après avoir laissé celui de Strauch en observation dans les environs du Gothard, il descendit la Reuss à la poursuite des Français; l'arrière-garde de Lecourbe défendait le pont du Diable. Ce passage effrayant est trop connu pour que la description n'en soit pas superflue : il n'était pas à forcer de front; les républicains avaient rompu l'arche embrassant le lit de la Reuss, qui se précipite ici de 200 pieds au milieu des rochers. La colonne de Bagration, lancée à la charge par files, venait toujours briser sa course contre cet obstacle insurmontable, et le sang de ses braves ruisselait en pure perte : ceux qui n'étaient pas frappés à mort, étaient précipités par ceux mêmes qui les suivaient dans le gouffre de la Reuss. Ennuyés d'un rôle si dangereux, ils se jetèrent enfin plus haut dans le lit de la rivière, la passèrent, et gravissant les hauteurs, forcèrent les troupes de Lecourbe à se retirer.

Le pont ayant été rétabli en toute hâte avec des troncs d'arbres, Suwarow opéra sa jonction avec Auffemberg. Ce dernier, arrivé la veille près d'Amsteg, luttait contre 2,000 hommes accourus

FRANÇAIS.			ALLIÉS.		
Ménard	9,000		Korsakof		26,000
Lorges	10,000	37,000	Durasof		
Klein	10,000		En marche vers la Linth		4,000
Mortier	8,000		Hotze		9,000
Soult		10,000	Jellachich et Linken		9,000
Molitor	3,000		Suwarow		18,000
Lecourbe	6,000	12,500	Auffenberg		2,500
Gudin	3,500		Strauch (1)		4,000
Total		59,500	Total		72,500
Non compris			Non compris		
Thurreau	9,000	17,000	Nauendorf	10,000	16,000
Chabran	8,000		Condé et Bavarois	6,000	
Balance		76,500			88,500

(1) Strauch était opposé à la division du Valais, qu'on n'a pas comptée ici dans le premier total; cependant il coopéra à l'attaque du Gothard et observa Gudin; tandis que Thurreau avait devant lui des troupes de l'armée d'Italie. Condé et les Bavarois étaient encore en route. Jellachich et Linken ayant 13 bataillons, comptaient bien 9,000 hommes. Hotze avait 7,000 fantassins et 2,000 chevaux.

DIVISIO[illegible]	[illegible]S.	TOTAL.	*OBSERVATIONS.*
1re Divi[illegible] TURRE[illegible]	lett[illegible] ed-[illegible] tc. zz[illegible] a,	7,400	
2e Divi[illegible] LECOU[illegible]			
3e Di[illegible] SOU[illegible]			
4e Di[illegible] MOR[illegible]			
5e D[illegible]			

On voit par cette distribution, que Masséna pouvait rassembler rapidement 39,000 hommes sur la ligne décisive de la Limmat, pour forcer le passage de cette rivière, tandis que son adversaire, affaibli par le détachement qu'il avait fait sur l'aile gauche, ne pouvait guère lui opposer que 25,000 combattants; encore le gros de ce corps se trouvait-il entassé sous le canon de Zurich, où deux ou trois bataillons auraient suffi. Le général français avait trop d'habileté pour ne pas profiter de cet état de choses. Aussi se disposa-t-il à prendre l'offensive, dès que l'archiduc serait assez éloigné pour ne pouvoir secourir Korsakof; mais diverses circonstances retardèrent l'exécution de ses projets. Il ne put être parfaitement en mesure que vers la fin de septembre, et fixa le 26, pour l'attaque générale qu'il méditait. Cependant, le général Suchet, chef d'état-major de l'armée d'Italie, l'ayant informé du départ de Suwarow pour la Suisse, à l'instant même où il reçut l'avis des renforts qui arrivaient à Korsakof par Schaffhausen, il avança l'attaque d'un jour.

Ses dispositions embrassant l'espace immense du Saint-Gothard à Bâle, sembleront un peu trop étendues à tous les militaires qui apprécient l'avantage des champs de bataille circonscrits. La bataille qu'on allait livrer devant décider du sort de la Suisse, il était inutile de tout couvrir; car en la perdant on n'en eût pas moins été contraint de se retirer derrière l'Aar, et même jusqu'au Jura. Pour être sûr de la gagner, il fallait donc réunir le plus de forces possible, amener la moitié de la division Chabran par une forte marche de Bâle à Bruck, renforcer le centre de celle de Ménard, attirer enfin sous Zurich la moitié du corps de Soult, en laissant le reste uni à Molitor pour observer Hotze sans l'inquiéter; tels étaient les meilleurs moyens d'accabler Korsakof du poids de ses forces.

A la vérité, ces concentrations eussent laissé à Suwarow la chance de se réunir plus facilement à Hotze; mais peu importait après tout que cet événement eût lieu, dès qu'on serait parvenu à détruire Korsakof. Et si le salut de l'armée exigeait impérieusement d'empêcher cette jonction, on pouvait par un mouvement contraire renforcer Soult et accabler Hotze. En effet, plus Suwarow trouvait de facilité à franchir le Saint-Gothard, plus il courait à une perte certaine, dès que la défaite de ses lieutenants le livrait seul aux coups de Masséna. Dès lors rien n'empêchait de prescrire à Lecourbe de ne laisser qu'un faible détachement à la garde de ce passage, avec ordre de se replier sur le Valais; tandis qu'il se fût rabattu lui-même par sa gauche sur Glaris à la tête de 8 à 10,000 hommes pour rendre la défaite de Hotze plus complète et moins douteuse. On s'assurait deux avantages essentiels en manœuvrant de la sorte; d'abord la certitude de la victoire au point décisif, puis de ne pas laisser Lecourbe exposé seul aux assauts de Suwarow dans la vallée de la Reuss. Il est probable qu'on aurait eu le temps de prescrire ce mouvement par le Schachenthal et Clus sur Glaris, car le projet d'attaque fut arrêté dès le 20 septembre, et à cette époque, Suwarow était encore à Bellinzona : la difficulté de traîner du canon par le pas de Clus ou le Muttenthal, n'était pas un obstacle, Lecourbe eût trouvé de l'artillerie en se réunissant à Soult, et il pouvait diriger par le lac sur Schwitz celle dont on n'aurait pas eu besoin au pont du Diable.

Quoi qu'il en soit, si les dispositions du général français laissèrent en principe quelque chose à désirer, elles furent pleinement justifiées par celles de ses adversaires, et semblent plutôt le résultat du système de guerre alors en faveur, qu'une faute à lui reprocher car, ses mesures d'exécution furent d'ailleurs parfaites.

Tous les préparatifs nécessaires au passage avaient été habilement disposés par le chef de brigade Dedon, commandant le corps des pontonniers. Il réunit 37 barques légères, pour transporter l'avant-garde sur la rive droite. Ces embarcations furent cachées derrière le village de Dietikon, en face duquel le pont devait être établi (1). Les pontons qui se trouvaient à Rothenschwyl sur la Reuss, furent chargés sur leurs haquets dans la nuit du 23, et arrivèrent à Dietikon le 24, au soir. Il entrait dans le plan de Masséna de tenir jusqu'au dernier moment l'ennemi dans l'incertitude sur la véritable attaque. En conséquence, il ne destina

(1) Voyez pour l'action de Zurich, la planche 29, et pour l'ensemble des opérations la carte en quatre feuilles.

d'Altorf, lorsque Lecourbe, descendant de Wasen derrière lui, rendit sa position des plus critiques. Toutefois, il se défendit avec résolution, et, grâce au danger qui menaçait Lecourbe lui-même, le général autrichien se maintint à l'entrée de la vallée de Maderan, où l'approche des Russes acheva de le dégager.

Lecourbe, trop heureux de s'être frayé un passage l'épée à la main, jugea prudent de concentrer tout ce qu'il put rallier de ses forces derrière la Reuss (1), et rompit les ponts de Seédorf dans l'espoir de se maintenir sur le flanc des Alpes de Surenen. Il comptait s'approvisionner à l'aide de la flottille qu'il avait sur le lac de Lucerne, et se promettait le plus grand succès de cette manœuvre, ne supposant pas que son adversaire osât s'engouffrer dans les montagnes du Schachenthal, en laissant une pareille force derrière lui. On croit qu'il eût été plus sage de se diriger sur Schwitz, afin de couvrir les derrières de Masséna, et de se mettre en communication immédiate avec lui. Mais le défaut de chemins conduisant à ce bourg, engagea sans doute Lecourbe à courir le risque d'une retraite excentrique qui le plaçait sur le flanc de l'ennemi, plutôt que de s'exposer à être anéanti dans le Schachenthal.

Suwarow prit possession d'Altorf et de Fluelen, sans en être plus avancé. On sait que le chemin praticable se termine en ce dernier endroit, et que pour passer outre, il faut s'embarquer sur le lac de Lucerne, resserré ici entre des masses énormes de rochers à pic. On s'était peut-être flatté de s'emparer à Fluelen des barques nécessaires pour traverser le lac : toutefois ce calcul eût été trop problématique, puisque ces embarcations étaient depuis plusieurs mois au pouvoir des Français. On n'en trouva pas, en effet, le moindre vestige, et il fallut se résoudre à marcher par le Schachenthal, pour suivre le sentier qui conduit à travers les horribles rochers du Kesseren, dans le Muttenthal, et à Schwitz; passage abominable où l'audacieux Lecourbe lui-même avait craint de s'engager.

L'armée, obligée de défiler homme par homme, et de traîner en quelque sorte les bêtes de somme, employa trois jours à faire ce trajet de quelques lieues. Rosenberg, qui formait l'arrière-garde, fut bientôt harcelé par Lecourbe, qui se mit aux trousses de l'ennemi dès que son projet fut dévoilé, et il fallut toute la froide valeur des soldats russes, pour que cette retraite ne devînt pas désastreuse. Cependant, des traces horribles indiquaient la marche : des hommes mutilés, d'autres mourant de faim ou expirant de fatigue, des mulets et des chevaux estropiés jalonnaient l'espace depuis Altorf jusqu'à Mutten, où Suwarow descendit enfin à la tête de l'avant-garde, et surprit quelques compagnies laissées par Lecourbe. Le dessein du maréchal était de s'y réunir aux corps de Jellachich et de Linken, qui, d'après les conventions arrêtées, avaient dû y marcher, le premier de Wallenstadt par Netsthal et Mollis; et le second, des Grisons par la haute Linth.

Il n'était plus temps; ces deux corps étaient déjà hors de ligne. Le 25, Jellachich débouchant avec huit bataillons sur trois colonnes, réussit d'abord à s'emparer de Mollis, et poussa sur Næfels, où s'était retiré le général Molitor; mais celui-ci opposant une résistance invincible, tous les efforts pour en forcer le pont furent inutiles. En vain les Autrichiens renouvelèrent l'attaque le lendemain matin, ils ne purent le déloger; les Français débouchant même de Wesen culbutèrent les deux bataillons qui s'y trouvaient, et donnèrent bientôt à Jellachich des inquiétudes sur sa propre retraite. Ce général, averti par les fuyards de Wesen, des succès de la division Soult et de la mort de Hotze, se hâta de regagner Wallenstadt, et même de repasser le Rhin avec une précipitation toujours blâmable, quand on n'est point poursuivi par l'ennemi.

Le même jour, Linken, dont la marche aurait dû coïncider avec celle de son collègue, afin de mettre la brigade Molitor entre deux feux, descendit la vallée de la Sernst sur deux colonnes, tandis qu'une troisième descendait le Tædi et les sources de la Linth. Un bataillon que Molitor avait jeté, on ne sait trop pourquoi, jusqu'à Wichlen, fut entouré et pris par les deux colonnes des ailes; un détachement qui voulut revenir du Schachenthal eut le même sort (2). Linken se dirigea en-

(1) Séparé de Gudin et de Molitor, il n'avait guère que 6,000 hommes.

(2) On a dit que ces bataillons allaient par le Schachenthal à Altorf; cela n'est pas, du moins pour celui qui fut rencontré à Wichleb (Wichlerbad), car ce n'est pas le chemin d'Altorf.

suite sur Glaris. Molitor débarrassé de Jellachich lui tint tête avec le même courage, et força ce nouvel adversaire à se retirer à Schwanden, où il resta trois jours : privé ici de nouvelles de Suwarow et d'appui sur la droite, depuis la retraite de Jellachich, Linken reprit alors le chemin de Coire.

Le maréchal russe, qui venait d'échapper à tant de dangers et de fatigues, allait donc essuyer de plus rudes assauts encore par la retraite de ses alliés. Molitor se disposait à occuper le débouché de Kloenthal, qui conduit par le pied des rochers du Glaernisch dans la vallée de Mutten, à travers le Bragel : il s'agissait de le forcer et de faire face en même temps à la division Mortier, qui venait de fermer l'autre issue de ce coupe-gorge du côté de Schwitz, et à celle de Lecourbe qui inquiétait les communications par Brunnen.

En effet, Masséna, apprenant l'arrivée du corps russe à Altorf, avait senti le besoin d'arrêter ses progrès. N'ayant plus rien à redouter de Korsakof, dont l'armée était réduite de moitié, il ne laissa pour l'observer que les divisions Lorges et Ménard avec la cavalerie de Klein, sous le commandement supérieur d'Oudinot, puis dirigea la division Mortier sur Schwitz, et la réserve de grenadiers à Schindellegi. Le général en chef se rendit lui-même par le lac de Lucerne à Fluelen pour se concerter avec Lecourbe. Celui-ci venant d'être chargé du commandement de l'armée du Rhin, cette promotion occasionna quelques changements dans l'état-major; sa division fut confiée à Loison; et Soult, à qui Masséna donna le commandement de l'aile droite, céda ses troupes au général Gazan, qui resta dans la vallée de la Linth.

Suwarow, parti d'Altorf, le 26 septembre, ne put réunir que le 28, le gros de son armée à Mutten. Les soldats étaient si harassés du pénible passage de la montagne, qu'il fallut les laisser reposer le 29. Une faible avant-garde de cavalerie se porta seulement sur le mont Bragel du côté de Glaris. Ce fut à Mutten que Suwarow apprit par la rumeur publique, le désastre de l'armée alliée. Sa position était effrayante, car il semblait aussi impossible de revenir sur ses pas, que de s'aventurer du côté de Schwitz, avec un corps épuisé de fatigue et de besoin, dénué d'artillerie et de munitions, ayant le vainqueur entre lui et l'armée qu'il cherchait à joindre, et qu'il ne devait plus trouver que derrière le Rhin.

Rien ne lui avait coûté pour remplir la promesse faite à ses lieutenants de déboucher derrière l'armée française, afin de ne pas les exposer par sa faute à une défaite; il s'était précipité comme un torrent furieux au milieu des Alpes, et sa marche dont l'audace égale l'impétuosité est un témoignage de ce que peut la volonté énergique d'un seul homme. Quoique déçu dans ses espérances, il prétendit encore s'avancer sur Schwitz, et l'on aurait tort de le lui reprocher : l'idée d'une marche rétrograde l'indignait; il voulait vaincre ou mourir, se flattant que l'effroi de son nom et la bravoure de ses troupes ramèneraient la victoire sous les drapeaux des alliés. Son caractère altier et irascible ne plia pas plus dans cette circonstance que devant Foczani, Ismaël et Praga; il sentit qu'en un clin d'œil il allait perdre, par la faute de ses lieutenants, tout le prestige de son invincibilité : une obstination fondée sur de tels motifs est concevable; il serait superflu de la justifier.

Après maintes représentations, le maréchal renonça néanmoins à cette résolution téméraire. Dès lors, il ne lui restait qu'un bon parti à prendre, c'était d'aller par le chemin le plus court vers Glaris; d'y rallier la division Linken, qui n'avait pas encore regagné les Grisons, et d'attirer les débris du corps de Pétrasch. Mais pour obtenir ce résultat, il eût fallu pousser le 27 une forte avant-garde sur la route de Glaris, débusquer la brigade Molitor qui y avait pris poste, suivre le 28 avec le gros de l'armée, et forcer sans délai le passage par Miollis, et Wesen, vers le Toggembourg et Sargans. En cas d'échec sur la Linth, on eût conservé un chemin de retraite, difficile à la vérité, mais libre; c'était le sentier qui conduit de Glaris à Coire; par les montagnes d'Elm et de Panix.

Le retard qu'on mit à occuper en forces la route de Glaris, donna à Molitor le temps d'y envoyer quelques troupes, qui chassèrent du Bragel le détachement de Cosaques qui l'occupait. A la vérité, elles en furent à leur tour culbutées jusqu'au lac de Kloenthal, par le général Auffemberg, soutenu de l'avant-garde de Suwarow; mais la lassitude des

Autrichiens et l'insuffisance de leurs moyens ne permirent pas de forcer les hauteurs qui barrent la vallée à l'issue de ce lac.

Suwarow, laissant à Mutten la division Rosenberg, pour observer l'entrée de la vallée, en partit le 30 avec le reste de l'armée. La première division ayant joint la brigade Auffemberg, acheva de nettoyer le Kloenthal, et rejeta les Français sur la Linth. Molitor, calme au milieu du péril qui le pressait, et sentant aussi bien l'importance que le danger de sa position, fit la défense la plus habile, disputa le terrain pied à pied, brûla le pont de Nettsthal, et se retira derrière celui de Næfels. Suwarow descendit sur Glaris où il trouva heureusement quelques vivres dont il manquait totalement. L'avant-garde suivit les Français sur Næfels, où le prince Bagration les attaqua le 1er octobre. Jamais peut-être ils n'avaient déployé plus de constance et de bravoure : Molitor, sûr d'être soutenu par Gazan, oublia dix jours de fatigues, de privations et de combats opiniâtres ; il avait tenu le 25 et le 26 septembre contre Jellachich, les 28 et 29 contre Linken, le 30 contre Auffemberg, et à peine sorti de cette triple lutte, qu'il fallut encore résister à l'impétuosité des soldats de Suwarow. Le poste fut pris et repris plusieurs fois. Les républicains, inférieurs en nombre, combattaient avec acharnement, pour donner le temps à la division Gazan, d'arriver de Schænis : la 2e demi-brigade helvétique, électrisée par les souvenirs que lui rappelait le nom de Næfels, se couvrit de gloire dans ce combat à côté des Français. Gazan, ayant enfin débouché de Wesen, força les Russes à regagner Glaris.

Le même jour, une affaire sanglante s'engageait dans les gorges de Mutten. Masséna qui était venu par Lucerne rejoindre Lecourbe, ayant poussé avec lui une reconnaissance sur le Schachental le 29, n'y avait découvert que les horribles traces de la marche des Russes ; il fit aussitôt diriger sur Brunnen la brigade Loison pour se réunir vers Schwitz aux troupes de Mortier. Le 30, Masséna reconnut la position de Rosenberg, et l'attaqua le lendemain. Les Russes, serrés en masse sur deux lignes dans le fond de la vallée, reçurent le choc sans en être ébranlés ; et tombant ensuite sur les républicains, les ramenèrent en désordre jusqu'à Schwitz, où la 67e, qui n'avait pas encore combattu, arrêta la poursuite, et protégea la retraite. Dans cet engagement où les troupes russes déployèrent tour à tour l'impassibilité et l'impétuosité de leur courage, les républicains perdirent cinq pièces de canon, 1,000 prisonniers, outre pareil nombre de morts et de blessés.

Le général français n'ayant pu forcer le passage du Muttenthal, et bien convaincu d'ailleurs qu'il ne gagnerait rien à suivre l'ennemi en queue, y laissa six bataillons en observation, et fit filer, par Einsiedlen, le reste de ses troupes vers la vallée de la Linth.

Suwarow n'attendit pas l'effet de cette manœuvre : incertain si Wallenstadt et Sargans se trouvaient au pouvoir des Autrichiens, et instruit, au contraire, de la résistance éprouvée par Bagration à Næfels, il se détermina à effectuer sa retraite par le val d'Engi, route encore plus affreuse que celle tenue quelques jours auparavant, et dont une récente chute de neige augmentait les difficultés.

Un illustre historien a blâmé le maréchal de cette résolution : puisqu'il avait tant fait jusque-là, il aurait dû, selon lui, tenter encore un coup vigoureux pour s'emparer de Wesen ; la probabilité d'y trouver un chemin passable sur Sargans, de se voir même secondé par Jellachich qui, honteux de sa retraite prématurée, venait de se reporter au-devant des Russes ; enfin l'assurance de pouvoir, en cas de revers, prendre au pis aller le chemin de la vallée d'Engi, étaient, s'il faut l'en croire, des motifs suffisants pour déterminer Suwarow à un dernier effort.

Ce reproche nous semble beaucoup plus spécieux que solide ; comment se flatter que Jellachich et Linken reviendraient volontairement sur leurs pas, eux qui venaient de manquer à un rendez-vous concerté ? Et si, faute de les rencontrer, l'on était battu complétement à Wesen, quelle horrible retraite n'eût-on pas faite par Engi, poursuivi, harcelé par un vainqueur qui doublait ses forces par l'activité ? ne valait-il pas mieux conserver un reste d'attitude et sauver un corps déjà abîmé par tant de fatigues et de privations, que de courir après un succès à Wesen, qui n'eût point été assez important pour continuer l'offensive.

La retraite étant résolue, Auffemberg ouvrit la marche le 2 octobre, passa la montagne de Panix le lendemain, et arriva le 5 à Coire. Suwarow, obligé d'attendre Rosenberg, ne se mit en chemin que le 4, et rejoignit Auffemberg le 7, avec son avant-garde. Mais le gros de l'armée harcelé jusqu'à Matt par les Français, ne passa les monts qu'après avoir essuyé des fatigues inouïes. Plusieurs centaines d'hommes et toutes les bêtes de somme périrent dans les précipices. Les blessés, les malades et une partie des bagages, furent abandonnés. Enfin, dans les journées du 9 et du 10, Suwarow parvint à rassembler son armée aux environs d'Ilanz, où il avait transféré son quartier général.

Aucune expression ne saurait rendre ce que cette retraite eut d'horrible. La gloire n'est pas uniquement le prix des dangers et de la victoire; il y en a aussi à braver les éléments, la nature, les privations : sous ce rapport, il y eut peu d'événements plus glorieux pour les deux partis, dans le cours de cette guerre mémorable, où les hommes semblaient prendre à tâche de surpasser l'humanité.

On a fait à Masséna le reproche d'avoir laissé échapper le corps d'armée de Suwarow. En calculant toutes les probabilités, il n'était pas vraisemblable, dit-on, que le maréchal débouchât dans la Suisse, après la catastrophe de Korsakof; et il semblait au contraire évident qu'il dût repasser les Alpes, soit en retournant dans le Schachenthal, et de là dans la vallée de la Reuss, soit en descendant dans le canton de Glaris, et de là dans les pays des Grisons : on pense qu'il fallait, dès lors, tout oser pour lui couper la retraite, en concentrant la masse des troupes à Altorf et Glaris.

Ces observations, en apparence pleines de justesse, demandent un plus mûr examen. Sans doute si l'on eût dirigé la division Mortier et la réserve sur Glaris, de concert avec les troupes de Soult, ces forces auraient pu y arriver le 29 septembre, accabler Linken, et fermer par le Bragel la route que suivit le maréchal. Mais cette résolution qui devait être prise le soir même de la bataille de Zurich, ne paraissait pas la plus prudente; on ignorait au quartier général l'issue positive des engagements de Lecourbe dans la vallée de la Reuss; on ne connaissait ni les forces de Suwarow, ni la retraite prématurée de Jellachich et de Pétrasch. En se portant sur Schwitz, Masséna comptait se mettre plus facilement en relation avec Lecourbe, et mieux couvrir les communications de l'armée en cas de revers. Si par la tournure des événements, la marche sur Glaris eût procuré d'immenses résultats, on ne saurait pourtant reprocher au général français d'avoir préféré la direction de Schwitz. Et dans le fait, si l'on avait laissé cette route entièrement à découvert, eût-il été impossible à un homme de la trempe de Suwarow, de se jeter en deux marches forcées sur la Limmat, de la passer, et, après en avoir détruit les ponts, de joindre Korsakof vers Schauffhausen? Le mouvement eût été téméraire, j'en conviens; mais de quoi n'est pas capable un lion assailli par des chasseurs, et auquel on laisse entrevoir une issue : le combat de Rosenberg, à Mutten, prouve ce qu'eût fait l'armée russe conduite par un chef adoré des soldats, quand il aurait été question de s'ouvrir un passage.

Le cas aurait été différent si la division Lecourbe se fût repliée intacte sur Schwitz; nul doute que Masséna, tranquille alors de ce côté, n'eût pu mieux faire que de diriger ses efforts sur Glaris, en laissant au général Ménard des instructions sur la conduite prudente qu'il aurait à tenir entre la Limmat et le Rhin. Dans toute autre hypothèse, l'idée de Masséna, d'agir sur les flancs de son adversaire en ne lui découvrant que le cul-de-sac d'Einsiedlen, avait du moins l'avantage de ne pas abandonner au hasard la communication principale de l'armée.

Les observations que nous présentons ici sont fondées sur l'état des affaires au moment où le général français prit sa décision; elles ne détruisent pas l'avantage d'opérer en masse sur Glaris. Toute résolution, à la guerre, a ses inconvénients, et si celle de laisser la route de Schwitz ouverte au maréchal, n'en semble pas exempte, il n'était pourtant pas impossible qu'elle réussît, surtout en rompant les ponts de la Limmat, et mettant garnison à Zurich.

Après la délivrance des petits cantons, Masséna voulut reporter sa ligne sur le Rhin. Il chargea en conséquence le général Loison de reprendre le Saint-Gothard, et d'inquiéter Linken dans la vallée du Rhin antérieur; Mortier prit poste à Mels et Sargans, vis-à-vis du corps de Jellachich : Gazan

s'avança sur la Thur; une de ses brigades se porta à Rheineck, pour observer le général Pétrasch retiré à Feldkirch. La réserve de grenadiers revint sur Andelfingen. Oudinot, avec l'aile gauche, s'établit en avant de la Thur, vis-à-vis des ponts que Korsakof conservait sur le Rhin.

Ce général avait rallié à son armée une division de Bavarois et le faible corps du prince de Condé; sa gauche s'appuyait à Constance, sa droite à Schaffhausen : un corps assez nombreux d'infanterie et de cavalerie campait sur la rive gauche, en avant de Diesenhofen; 2,000 hommes et 4 pièces de canon défendaient la tête de pont de Busingen. Le prince Charles, accouru en toute hâte de Manheim, arrivait aux sources du Danube avec 25,000 hommes; et Nauendorf occupait toujours sa position entre Schaffhausen et Bâle.

Korsakof, ignorant encore le sort de Suwarow, se décida à tenter une diversion en sa faveur, et rassembla 12 à 13,000 hommes à Busingen. Cette résolution, quoique tardive, d'après l'état actuel des choses, semblait devoir tirer de l'incertitude où l'on se trouvait. D'ailleurs, il valait mieux s'engager à contre-temps que de ne rien tenter pour dégager une portion de l'armée qu'on croyait compromise. On ne tarda pas à être aux prises, car Oudinot s'avançait aussi de son côté avec les divisions Lorges et Ménard sur Busingen et Diesenhofen, qu'il reconnut dans la journée du 6 octobre.

Le 7, à la pointe du jour, Korsakof déboucha de Busingen, et attaqua avec impétuosité le général Ménard, qui marchait à sa rencontre; en même temps le général Woïnof s'avança de Diesenhofen avec deux bataillons et quelques escadrons; le corps de Condé devait marcher de Constance sur Frauenfeld. La supériorité des Russes leur procura d'abord une victoire facile; les Français furent culbutés jusqu'à Trullikon; mais la réserve, arrivant dans cet instant d'Andelfingen, changea la face du combat; l'ennemi fut ramené l'épée dans les reins, sous le canon de Busingen. Dans cet intervalle, Lorges avait repoussé à Diesenhofen le petit détachement de Woïnof à l'instant même ou Korsakof poussait Ménard devant lui. Comme il n'y a qu'une lieue et demie de Diesenhofen à Busingen, Lorges en marchant rapidement par sa gauche pouvait gagner la tête de pont avant l'ennemi. Pour empêcher ou retarder ce mouvement, les Russes rassemblèrent toute leur cavalerie restée en réserve de l'autre côté du Rhin, et la portèrent par la rive droite en avant de Diesenhofen. Elle chargea à plusieurs reprises l'infanterie de Lorges, et, quoique constamment repoussée, elle remplit son but, puisque les troupes opposées à Ménard rentrèrent sans perte notable dans la tête de pont. Le général français appréciait trop l'importance d'un pareil débouché pour les y laisser paisibles. A la chute du jour, l'ordre fut donné de l'enlever de vive force. La valeur républicaine se brisa contre les obstacles de l'art et l'opiniâtreté russe. Forcés de battre en retraite, les Français furent suivis vivement et débusqués même de la forêt voisine dont ils s'étaient emparés. Toutefois l'archiduc ne croyant pas devoir courir les risques d'une nouvelle affaire, et instruit de l'échauffourée de Constance, autorisa Korsakof à évacuer ce poste, en ayant soin d'en retirer l'artillerie et d'en replier le pont. Celui de Diesenhofen que Woïnof avait bravement défendu jusqu'à la nuit fut également détruit.

Masséna, pour balayer toute la rive gauche, avait dirigé le général Gazan sur Constance. Cette ville était occupée par le prince de Condé, qui avait peu d'infanterie, mais plus de 3,000 chevaux y compris les escadrons russes et autrichiens. Tant de cavalerie était plus embarrassante qu'utile dans les vignes et les jardins enclos dont le terrain environnant est entrecoupé. Gazan l'attaqua le 7, et parvint à forcer la porte de Kreuzlingen, tandis que sa gauche occupait l'infanterie émigrée, sur la chaussée de Frauenfeld. Un bataillon marcha aussitôt sur le pont de Petershausen. Si les républicains n'eussent pas été harassés d'une marche forcée (ils venaient de Weil et de Saint Gall), le corps de Condé se serait vu forcé de poser les armes. Mais ils pénétrèrent dans Constance en colonne mince et très-allongée; les hommes se répandirent dans les rues, et il fut impossible de les réunir. Les émigrés, témoins de ce désordre et favorisés par la nuit qui survint, rentrèrent en ville, s'ouvrirent un passage le sabre au poing à travers une grêle de balles, et arrivèrent enfin au pont, qu'ils forcèrent également. Toutefois, Constance resta au pouvoir des Français : les alliés gardèrent Petershausen

et réussirent à détruire le pont, grâces à la présence d'esprit et à la valeur des dragons autrichiens qui mirent pied à terre pour le barricader et donner le temps d'en couper les arches.

Ces combats furent les derniers livrés dans la Suisse septentrionale. Au midi, les Autrichiens tenaient encore la vallée du Rhin antérieur : Loison les en chassa le 10 octobre, et ne leur laissa sur la rive gauche, que la montagne de Kunkel et quelques autres postes, qu'il leur enleva de concert avec Mortier, dans les premiers jours du mois suivant. Le Rhin servit alors de ligne de démarcation, comme au commencement de la campagne ; et, de part et d'autre, les troupes entrèrent en quartiers d'hiver.

La délivrance entière de l'Helvétie fut ainsi le premier fruit de la célèbre bataille de Zurich qui, après celle de Rivoli, est la plus extraordinaire sans contredit des deux premières guerres de la révolution, tant pour l'à-propos des coups frappés, que pour la grandeur des trophées et l'importance des résultats. Mais, quoique débarrassée du théâtre de la guerre, la Suisse resta néanmoins foulée par les charges de l'armée victorieuse ; car, loin de lui apporter quelques soulagements, Masséna, dont les besoins allaient toujours croissant par la coupable négligence du Directoire, n'en frappa pas moins à Bâle et à Zurich une forte contribution, qu'il déguisa sous le nom d'emprunt forcé. Le gouvernement suisse indigné, défendit à ces villes d'y obtempérer, moins peut-être en raison des sacrifices inouïs auxquels il s'était déjà résigné, que par l'attentat qu'un pareil procédé portait à ses droits et à son indépendance. Le général en chef pressé, dit-on, de tenir parole à ses soldats, et de satisfaire au pressant besoin de la solde, menaça d'exécution militaire, et sa conduite ne fut point désapprouvée par le cabinet du Luxembourg. Le directeur Laharpe accusé d'avoir mis le plus de fermeté dans cette patriotique opposition, ne tarda pas à en être puni ; du moins sommes-nous autorisés à croire que la réaction qui l'exclut du gouvernement fut instiguée par la France.

Mais n'anticipons pas sur les événements d'une période différente, et afin de conserver autant que possible l'ordre chronologique, reportons-nous en Égypte où il s'en passait de non moins intéressants : nous reviendrons ensuite en Italie où la fin de la campagne ne sera pas aussi glorieuse pour les armes républicaines que sur ces rivages lointains ; puis nous terminerons enfin ce livre par le récit du 18 brumaire, révolution politique dont l'influence eut des résultats si heureux sur le début de la campagne suivante.

CHAPITRE XCV.

Expédition des Turcs sur l'Égypte.— Défaite d'Aboukir. — Opérations en Albanie. — Blocus de Malte. — Retour de Bonaparte en France.

La Porte, depuis son alliance avec la Russie et l'Angleterre, s'occupait d'une expédition contre l'Égypte : mais le désordre de ses finances, l'esprit d'insubordination des gouverneurs de provinces, et la révolte du pacha de Widdin, avaient paralysé une partie de ses efforts. Cependant, stimulé par la belle défense de Djezzar à Saint-Jean-d'Acre, et surtout par les victoires remportées en Europe par la coalition, le divan redoubla d'activité. Le grand visir fut envoyé en Syrie pour y rassembler une armée; des officiers anglais partirent pour Rhodes, afin de presser un armement qui devait transporter 18,000 hommes dans la basse Égypte. Ce corps, commandé par Seïd-Mustapha, pacha de Romélie, était destiné à former l'avant garde du visir, et à rallier les mameluks et tous les mécontents.

Lorsque les premiers avis de ces préparatifs parvinrent à Bonaparte, ce général s'occupait à réparer les pertes essuyées en Syrie. Les demi-brigades se recomplétèrent par l'enrôlement des habitants du pays, ainsi que par l'achat d'esclaves éthiopiens : la cavalerie et l'artillerie reçurent des chevaux de remonte ; l'organisation d'un corps grec fut décrétée ; et quelques semaines de repos rendirent à l'armée un peu de son énergie.

Toutefois la position dans laquelle tant de bons Français se voyaient réduits par la ruine de la flotte et la déclaration de guerre des Turcs, avait un peu rembruni les esprits. Chacun se croyant désormais condamné à un exil éternel, soupirait après une patrie justement chère. En vain Bona-

parte s'était-il flatté de faire diversion à leur ennui par l'établissement de jeux publics, de théâtres, de cercles littéraires et même d'un institut, qui rappelaient un peu la France; officiers et soldats n'en mesuraient pas moins toutes les chances d'un fâcheux avenir. Le courage n'en était pas précisément altéré; mais des dispositions sombres, menaçaient d'affecter tôt ou tard le moral des troupes, et ne présageaient rien de bon.

En attendant, Bonaparte disposa l'armée dans ses quartiers, de manière à pouvoir se porter rapidement sur tous les points menacés, et chargea Kléber de la défense des côtes. La garnison d'Alexandrie fut renforcée. Reynier, qui avait repris son ancien commandement, dut surveiller la Syrie; le général Dommartin descendit le Nil, pour aller armer les forts de la côte; et le général en chef resta de sa personne au Caire, pour diriger tous les mouvements.

Des dépêches de Desaix l'instruisirent bientôt des démarches des mameluks, qui, comptant sur l'arrivée de la flotte turque, cherchaient à gagner la basse Égypte, pour se réunir aux troupes de débarquement. Osman-Bey suivait la rive droite du Nil, dans le dessein de se mettre en communication avec Ibrahim, qui s'était rapproché des frontières; et Mourad, descendant le Fayoum, voulait s'établir sur les lacs Natron, afin d'être plus à portée de soutenir les Arabes et d'exciter des soulèvements. Pendant que le général Destaing combattait les insurgés du Bahyreh, Bonaparte envoya contre les mameluks les généraux Lagrange et Murat. Le premier atteignit Osman-Bey dans l'Oasis de Sababiat, la battit, et dispersa son corps dans le désert, après lui avoir enlevé tous ses bagages. Mourad-Bey, plus heureux, se trouvant prévenu sur les lacs Natron, rétrograda vers les Pyramides. Vainement Bonaparte sortit lui-même du Caire à la tête d'une troupe d'élite, pour lui couper la retraite : l'habile chef de mameluks évita sa poursuite, ainsi que celle de Murat, et regagna sans perte la haute Égypte.

C'est pendant cette courte expédition, qu'un courrier d'Alexandrie apporta au général en chef la nouvelle de l'arrivée des Turcs dans la rade d'Aboukir, le 11 juillet. Comme il s'attendait à cet événement, et que ses principales dispositions étaient déjà faites, Bonaparte se rendit sur-le-champ à Ramanieh, où il avait indiqué le rassemblement de l'armée. Les généraux Lannes et Rampon reçurent l'ordre de passer le Nil pour venir l'y joindre : Desaix eut celui de ne laisser qu'un détachement à la piste de Mourad-Bey, d'approvisionner les forts de Kenneh et de Kosséir, de se rapprocher du Caire pour surveiller l'intérieur, de concert avec le général Dugua, et de faire filer sur Ramanieh la moitié de sa cavalerie. Kléber devait réunir la plus grande partie de sa division à Rosette, où se trouvait un immense dépôt de munitions; enfin Reynier était autorisé à se replier sur le Caire, en laissant des garnisons dans les forts de la frontière, s'il était attaqué par des forces supérieures.

Tandis que les différents corps forçaient de marche pour arriver à Ramanieh, les Turcs débarquaient dans la presqu'île d'Aboukir, et s'emparaient du fort qui la défend. La plus grande partie de leur flotte avait paru devant Alexandrie, le 11 juillet; mais elle n'y fut entièrement ralliée, et ne mouilla dans la rade que le 12 : la descente des troupes s'opéra sans obstacle le lendemain.

A la première apparition de l'escadre ennemie, Marmont avait porté à 300 hommes la garnison d'Aboukir. C'était assez pour mettre le fort à l'abri d'un coup de main, mais trop peu pour résister à une attaque régulière. Aussi Marmont en parut-il d'abord si persuadé, qu'ayant été renforcé, dans la journée du 14, par un détachement de 600 hommes avec lequel Destaing venait de dissiper les insurgés du Bahireh, il se détermina à sortir d'Alexandrie avec 1,200 hommes et 5 pièces de canon, pour dégager le fort et s'opposer au débarquement. Mais, instruit au bout de deux heures de marche, que l'ennemi l'avait déjà effectué, Marmont revint sur ses pas, et rentra dans la place. Cette conduite pusillanime lui valut des reproches amers de Bonaparte, qui l'accusa d'être la cause de la perte d'Aboukir. En effet, il est probable que si ce général eût persisté dans son projet, il aurait eu bon marché des Turcs. Ceux-ci débarqués dans la journée, n'avaient encore aucun établissement à terre; et l'expérience prouvait assez qu'ils n'étaient pas des adversaires bien redoutables en rase campagne. D'ailleurs, en cas de revers, la retraite

était toujours facile, puisque l'ennemi n'avait pas de cavalerie. Le commandant d'Alexandrie manqua donc d'audace et de tact militaire, en ne les attaquant pas au milieu de la nuit; et sa faute fut fatale à la garnison d'Aboukir. Le chef de ce poste n'y avait laissé que 35 hommes, pour s'établir avec le reste de son monde dans une redoute placée à 200 toises en avant. Le 15 au matin, il fut assailli par la masse entière des Turcs, et se défendit longtemps avec succès; mais son caisson de munitions ayant sauté à la fin du jour, l'ennemi profita de cet accident pour escalader la redoute, dont toute la garnison fut passée au fil de l'épée. Le surlendemain, le fort capitula.

Maître de la presqu'île, Mustapha-Pacha aurait dû porter toutes ses forces sur Alexandrie, que l'escadre pouvait canonner en même temps. Les travaux que Bonaparte avait ordonnés étaient loin d'être achevés; et cette place ne présentait guère qu'un vaste camp retranché, pour la défense duquel 3,000 hommes semblaient insuffisants. Fort heureusement pour les Français, le général turc se contenta d'envoyer quelques bâtiments croiser devant le port, et ne s'occupa qu'à se retrancher, en attendant ses renforts.

Bonaparte en arrivant, le 19 juillet, à Ramanieh, avec son avant-garde, apprit les événements d'Aboukir, et fut instruit des travaux que l'ennemi exécutait dans la presqu'île. Les divisions Lannes et Rampon le rejoignirent le lendemain, ainsi que le général Menou, qui arrivait des lacs Natron, où il avait laissé un détachement pour contenir les Arabes. Ce dernier marcha aussitôt sur Rosette, pour défendre l'entrée du Nil, et l'avant-garde, commandée par Murat, se porta sur Birket-Haïtas, d'où elle pouvait facilement communiquer avec Alexandrie, et intercepter les convois que les insurgés de l'intérieur dirigeaient sur le camp des Turcs. Le gros de l'armée vint y prendre position le 13 juillet.

Le général en chef, déterminé à attaquer le pacha, transféra son quartier général à Alexandrie, et ordonna au général Destaing de faire, avec trois bataillons, une reconnaissance générale des lignes ennemies. Les troupes partirent de Birket-Haïtas, pour se rendre à Beddach; et, dans la nuit du 24 au 25, elles abandonnèrent cette dernière position, pour aller camper aux Puits, à environ deux lieues d'Aboukir, où elles furent renforcées par 400 chevaux que Desaix envoyait de la haute Égypte. Bonaparte employa le peu d'instants qui lui restaient jusqu'au jour, à terminer ses dispositions. L'impéritie de son adversaire rendait l'issue de la lutte à peu près certaine; mais il fallait ménager le sang des soldats, d'autant plus précieux qu'il était impossible de les remplacer, et personne n'ignore que les Turcs se croient invincibles derrière des retranchements. Mustapha-Pacha avait établi son armée sur deux lignes : la première appuyait à deux mamelons, couverts d'ouvrages qui fermaient l'entrée de la presqu'île; 3,000 hommes et 6 pièces de canon les défendaient, soutenus par une réserve de 1,200 hommes et 4 pièces, placées au village qu'on trouve à peu de distance en arrière. La deuxième ligne campait à 300 toises de ce hameau : son centre était dans la redoute enlevée aux Français; et ses ailes se prolongeaient de part et d'autre jusqu'à la mer, derrière des espèces de tranchées. Celle de gauche n'était pas encore achevée; mais ce défaut était suppléé par quelques chaloupes canonnières embossées près du rivage et dont le feu balayait toute la plage. Le pacha avait placé 7,000 hommes avec 12 pièces de canon dans ces retranchements, et jeté une forte garnison dans le fort d'Aboukir. Son quartier général était au village; et, pour que sa première ligne ne pût être tournée par des troupes venant de Rosette, il avait fait couper les pontons du lac de Madieh.

Bonaparte n'attendait, pour agir, que l'arrivée de Kléber. Instruit que ce général avait couché la veille à Fouah, et n'était plus qu'à une petite distance de l'armée, il destina sa division à former la réserve, et mit en mouvement, le 25 juillet, à la pointe du jour, celles des généraux Rampon et Lannes, ne laissant aux Puits qu'un détachement de cavalerie, aux ordres de Davoust, pour garder la communication avec Alexandrie. La cavalerie de Murat faisait l'avant-garde, avec trois bataillons commandés par Destaing. Les éclaireurs furent bientôt aux prises avec ceux de l'ennemi; et pendant que les divisions se déployaient, Destaing reçut l'ordre d'enlever le mamelon où s'appuyait la droite de la première ligne des Turcs. Ceux-ci n'attendirent pas l'attaque; et, à l'approche de la co-

lonne française, se retirèrent en désordre sur le village. La division du général Lannes qui longeait les bords du lac de Madieh, s'avança alors au pas de charge contre l'autre mamelon retranché, tandis que deux escadrons manœuvrèrent sur la gauche de l'infanterie, pour couper les Turcs du village, s'ils tentaient de s'y retirer. Cette manœuvre eut un plein succès; l'ennemi, épouvanté des forces qui marchaient sur lui, se borna en effet à tirer quelques coups de canon, et sortit à la hâte des retranchements, pour se replier sur la seconde ligne. Mais il n'était plus temps; la cavalerie, par une évolution rapide, lui avait enlevé tout espoir de retraite; et chargeant vivement la masse des fuyards, elles les poussa, le sabre dans les reins, jusqu'au bord de la mer. Pressés, d'un autre côté, par l'infanterie de Lannes, ces malheureux préférèrent plutôt se jeter dans les flots, que de demander quartier. La flotte ottomane étant mouillée trop loin, pour pouvoir les secourir, la plupart se noyèrent, au nombre d'environ 2,000.

Après ce premier succès si facilement obtenu, le général Rampon, dont la division formait l'aile gauche, fit attaquer le village par trois bataillons, en même temps que ceux du général Destaing cherchaient à le tourner. Les Turcs opposèrent une vive résistance, et le pacha essaya de les soutenir par un renfort tiré de la gauche. Mais, au moment où ce corps débouchait, Murat, qui venait de prendre position à hauteur du village, le chargea avec toute sa cavalerie, et le mit dans une déroute complète. Au même instant, Destaing forçait les avenues du hameau, et obligeait les Turcs à l'évacuer avec une perte considérable.

Il ne restait plus que la seconde ligne à emporter : c'était la plus forte, et le pacha y avait réuni toutes ses troupes. Avant de les faire attaquer, Bonaparte laissa reposer les siennes, et profita de ce répit pour établir l'artillerie dans le village, de manière à battre la redoute et la droite des retranchements. La cavalerie se forma sur l'extrême droite, derrière un bois de palmiers, qui la garantissait du feu de la redoute. La division Lannes était au centre, en arrière du village occupé par le général Destaing, et avait sur sa gauche celle de Rampon.

Quoique Kléber ne fût pas encore arrivé, Bonaparte se décida à brusquer son attaque; et, laissant Lannes en réserve, il donna l'ordre à la cavalerie et à la division Rampon d'assaillir simultanément les flancs de l'ennemi. Le général Fugières marcha sur les retranchements de droite, avec trois bataillons échelonnés par une colonne de même force. Les Turcs venaient à sa rencontre; et un engagement assez vif eut lieu le long du rivage. Toutefois, les troupes de Fugières, redoublant d'ardeur, culbutent les Osmanlis, les pressent à la baïonnette, et les ramènent jusqu'au pied des ouvrages, qu'elles se préparent à escalader. Mais tous leurs efforts sont inutiles; le feu longeant de la redoute et celui de la mousqueterie jettent le désordre dans les rangs; et, malgré l'arrivée d'un bataillon de renfort, la colonne d'attaque est forcée d'abandonner le terrain conquis, jonché de morts et de blessés.

Sur ces entrefaites, la cavalerie avait chargé les Turcs qui garnissaient la plage, sans pouvoir réussir à les déposter entièrement; et, chaque fois qu'elle s'engageait trop avant, les canonnières faisaient un feu terrible sur elle. Après plusieurs tentatives, Murat fit replier ses escadrons, et se borna à répondre vivement à l'artillerie ennemie.

L'échec éprouvé par l'aile gauche avait ébranlé le courage de l'armée française, et exalté celui des musulmans. S'ils eussent été moins imprudents, ils seraient peut-être restés maîtres du champ de bataille : mais, à peine virent-ils s'éloigner la colonne du général Fugières, que, sortant en foule de la grande redoute qui était la clef de leur position, ils coururent couper les têtes des morts et des blessés épars dans la plaine. Bonaparte, qui, dans cet instant, hésitait sur le parti qu'il devait prendre, s'aperçut de cette faute, et en profita sur-le-champ. Le général Lannes, qui était en bataille derrière le village, se mit à la tête de deux bataillons; et, soutenu par le reste de sa division, marcha rapidement sur la redoute dégarnie, pendant que l'aile gauche, ralliée par ses chefs, faisait volte-face, et repoussait vigoureusement les Turcs.

Cette double attaque obtenait déjà un plein succès, lorsque Murat, par une heureuse inspiration, rendit la victoire décisive. Saisissant le moment où le général Lannes enlevait la redoute, il ordonna une charge générale pour tourner la gauche de l'ennemi : lui-même, avec un escadron, coupa

toute retraite aux Turcs sur le fort d'Aboukir, et pénétra jusqu'à la tente du pacha, qu'il fit prisonnier avec son escorte. Dès lors, le combat ne fut plus qu'une déroute épouvantable : cette masse de 9,000 Turcs, cernée par la cavalerie et par les divisions Lannes et Rampon, ne fit qu'une faible résistance ; un effort vigoureux pouvait encore lui ouvrir le chemin du fort, où elle eût obtenu une capitulation honorable ; mais elle se laissa acculer à la mer, et y fut précipitée tout entière.

Cette importante victoire, qui délivrait l'Égypte des dangers d'une invasion immédiate, ne coûta à l'armée française qu'environ 1,100 braves hors de combat, et donna aux indigènes une haute idée de sa puissance. De plus, de 18,000 hommes dont se composait l'armée ottomane, il ne restait que la garnison du fort, que le fils du pacha avait renforcée avec les fuyards : elle s'élevait à plus de 4,000 hommes. Bonaparte, après la bataille, se rendit à Alexandrie, et laissa au général Lannes le soin de réduire Aboukir.

Celui-ci fit, dans la même nuit, établir des batteries de bombardement ; et, le lendemain, somma la garnison. Mais les Turcs avaient reçu quelques secours de l'escadre ; et, craignant d'ailleurs de subir le sort des prisonniers de Jaffa, ils refusèrent de se rendre. Leur amiral avait embossé des deux côtés du fort une flottille de canonnières et une frégate, qui gênaient les assiégeants : Lannes les fit battre par son artillerie, et les contraignit de gagner le large. Une blessure qu'il reçut le même jour dans une sortie, le força à remettre la conduite du siége au général Menou.

Les travaux se poussaient avec activité ; et la garnison, qui manquait d'eau et de vivres, voulut faire une tentative pour s'en procurer ; en même temps que des bâtiments légers s'approchaient de la côte, pour débarquer de l'artillerie et des munitions. Le 30 juillet, elle exécuta une sortie générale, et parvint à se loger dans les maisons les plus voisines du fort ; mais le général Davoust, qui commandait la tranchée, les attaqua avec cinq bataillons, en culbuta une partie dans la mer, rejeta le reste dans la place, et s'empara de l'artillerie que les chaloupes avaient mise à terre. Cet effort fut le dernier : les batteries, établies au bord de la contrescarpe, jouèrent avec tant de succès, que le fort s'écroulait de toutes parts. Les Turcs réduits à 2,000 hommes, en proie à toutes les horreurs de la faim et de la soif, allaient subir l'assaut, lorsque, le 2 août, le fils du pacha qui les commandait se rendit à discrétion. Ces malheureux étaient si exténués par le besoin, que presque tous périrent pour avoir mangé avec trop d'avidité. Le commandant de l'escadre turque, témoin de ce dernier revers, leva l'ancre trois jours après, et se dirigea sur Jaffa, où il rejoignit le grand visir.

Le général en chef n'avait pas encore quitté Alexandrie, lorsque le commodore Sidney Smith vint rétablir sa croisière devant ce port. Bonaparte lui fit proposer un échange de prisonniers, et profita de cette occasion pour se procurer des nouvelles d'Europe, dont il manquait depuis quelque temps. Il eut ainsi connaissance des derniers événements militaires de l'Italie, et de la prise de Corfou par les Turco-Russes.

Après la bataille navale d'Aboukir, Nelson, de retour à Naples, où il avait été reçu en triomphateur, détacha une division de sa flotte pour faire le siége de Malte, que le général Vaubois défendait avec 4,000 hommes. Il se rendit bientôt lui-même devant l'île avec le reste de son escadre renforcée par des Napolitains, et forma un cordon pour empêcher l'arrivée des secours. Le Directoire ayant trop d'occupation sur le continent, pour songer à cette possession éloignée abandonna Vaubois à ses faibles moyens. Il fit, toutefois, une vigoureuse résistance, ne céda le terrain que pied à pied, et finit par se renfermer dans la cité Valette. L'armée combinée, désespérant d'emporter de vive force une place réputée imprenable, attendit que la famine obligeât la garnison à capituler, et convertit le siége en un blocus rigoureux.

Les alliés, arrêtés dans la Méditerranée par le rocher de Malte, furent plus heureux dans leur entreprise contre Corfou. Cette île et ses dépendances étaient occupées par une division qui faisait partie de l'armée expéditionnaire d'Égypte : le général Chabot, qui la commandait, avait environ 3,500 hommes sous ses ordres. Cette force était insuffisante pour soutenir une attaque sérieuse ; mais toutes ses réclamations pour obtenir des secours, furent infructueuses. L'armée d'Italie, qui seule pouvait lui en envoyer, était elle-même

dans une position trop critique. Le gouverneur, trompé d'ailleurs par les protestations d'amitié du pacha de Janina, se persuadait que Corfou n'avait rien à redouter de ce côté. Ali visait à se rendre indépendant, et il eût été effectivement un allié très-utile, si le Directoire eût pu le soutenir dans ses projets de rébellion. Telles avaient été les espérances de ce pacha, lorsqu'il vit le pavillon français flotter à Malte et dans les îles Ioniennes. Admirateur zélé de Bonaparte, et leurré par les magnifiques promesses qui lui furent faites en son nom par le général Gentili, et l'aide de camp Lavalette, il consentit à établir avec la division du Levant une réciprocité de services et de bons procédés. Mais l'alliance de la Porte avec l'Angleterre et la Russie, qui menaçait la France, et plus encore le désastre d'Aboukir, ne tardèrent pas à changer ses dispositions. La destruction de la flotte républicaine anéantissant tous ses plans, il ne songea plus dès lors qu'à profiter de l'isolement où cette catastrophe réduisait les possessions françaises, pour arrondir son pachalic, et dissiper les soupçons que sa conduite antérieure avait inspirés au divan.

Le général Chabot, ne conservant à Corfou qu'un tiers de sa division, avait réparti le reste dans les îles environnantes et sur les quatre arrondissements continentaux. Ce disséminement, à peine tolérable pendant la paix, aurait dû cesser dès qu'on eut connaissance de la déclaration de guerre de la Porte, et du passage des Russes par les Dardanelles. Il fallait alors concentrer tous les moyens militaires dans Corfou, seul point important à conserver. Mais Chabot craignit d'encourir le blâme du gouvernement, en abandonnant, sans combattre, un territoire annexé à la république; et, malgré les préparatifs hostiles du pacha de Janina, il maintint les troupes dans les postes épars qu'il leur avait assignés. Cinq cents hommes gardaient Sainte-Maure; 700 occupaient le camp retranché de Nicopolis, 300, celui de Butrinto; Zante, Céphalonie et les autres îles, avaient des garnisons non moins faibles.

Ali-Pacha commença les hostilités vers le milieu du mois d'octobre 1798, en attaquant simultanément les postes de la basse Albanie avec 10,000 hommes. Après avoir soutenu quelques jours une lutte aussi inégale, les Français évacuèrent Parga et Butrinto; mais le général Lasalcette, qui commandait à Nicopolis, ayant été abandonné dans le combat par 300 Prévésiens, fut enlevé avec environ 400 hommes. L'escadre combinée entrait en ce moment dans la mer Ionienne : chemin faisant, elle soumit Cérigo, Zante, Céphalonie et Sainte-Maure, où elle fit 1,200 prisonniers; et, le 5 novembre, son avant-garde entra dans le canal de Corfou. Le 20, elle se trouvait entièrement réunie devant cette place.

Quoique la garnison ne fût forte que de 1,900 hommes, les travaux du siége furent poussés avec une extrême lenteur. Nous en avons donné une légère esquisse au chapitre LXXXIV. La prise de l'île de Vido, qui avait coûté à Chabot le tiers de sa garnison, ne lui permit pas de prolonger sa défense, et il capitula le 3 mars.

La prise de Corfou et le blocus de Malte, laissant la France sans point d'appui dans la Méditerranée et l'Archipel, il devenait presque impossible de faire parvenir à l'armée d'Égypte les renforts dont elle avait besoin. Aussi, ces nouvelles confirmèrent Bonaparte dans son projet de passer en Europe, à la première occasion favorable. Il était instruit, depuis quelque temps, de la situation déplorable où la France se trouvait réduite. Le Directoire était tellement discrédité dans l'opinion publique, qu'une nouvelle révolution paraissait imminente, mais il fallait une main ferme et vigoureuse pour la diriger. S'il faut en croire le bruit public, ses amis lui écrivaient de France, que le vœu général se portait sur lui : nous sommes autorisés à penser le contraire. Il est probable que Bonaparte, mesurant d'un coup d'œil sûr l'intervalle qui le séparait du pouvoir suprême, conçut dès lors le projet de le franchir. Depuis son apparition sur le théâtre des affaires publiques, son principal but avait été la gloire. Mais lorsqu'il vit la république à deux doigts de sa ruine, l'ambition prit son essor; son génie lui donnait la conviction de la sauver, et il pensa que la reconnaissance nationale lui décernerait une récompense digne de la grandeur du service. L'Égypte, entièrement soumise, n'offrait plus d'ailleurs d'aliment à son activité : la situation maritime de la France la mettait hors d'état d'y faire passer de puissants

renforts; et, en supposant à Bonaparte les vues gigantesques qu'on lui a prêtées, il sentait l'impossibilité de les mettre à exécution. Cette scène bornée, qui pouvait encore faire la réputation d'un général de second ordre, ne lui convenait donc plus.

Plusieurs écrivains, dont les déclamations trouvèrent quelques partisans, ont qualifié le départ du général français de honteux abandon, ne l'imputant qu'à la crainte d'être obligé à mettre bas les armes. Il y a plus que de l'injustice dans un pareil reproche; il y a de la mauvaise foi. Dans des temps ordinaires, et sous un gouvernement stable, nul doute qu'un départ arbitraire ne lui eût attiré une disgrâce méritée. Mais, dans la situation actuelle, il en était tout autrement : l'intérêt de la chose publique semblait étroitement lié au sien, et la crainte ne dut entrer pour rien dans sa résolution; car si l'avenir offrait quelque danger, c'était encore dans le lointain. Les Anglais, occupés de leur expédition de Hollande, ne songeaient pas encore à menacer l'Égypte : les seuls ennemis que pût redouter l'armée, étaient les Turcs; mais quelque nombreux que fût le corps que le grand visir rassemblait en Syrie, pouvait-il épouvanter le chef de 20,000 Français aguerris, fiers de cent victoires; et qui, dans les batailles récentes du mont Thabor et d'Aboukir, avaient eu la mesure du courage et de la science militaire des Ottomans? La journée postérieure d'Héliopolis ne répond-elle pas victorieusement à cette accusation?

La publication de la correspondance inédite de Bonaparte a d'ailleurs prouvé que son départ avait été sinon précisément ordonné, du moins autorisé. On y lit une lettre du Directoire, qui l'engageait à rentrer en France, en le prévenant que les opérations des flottes combinées, française et espagnole, n'avaient d'autre but que de gagner l'Égypte pour en ramener l'armée. A la vérité, quelques personnes prétendent que la décision des directeurs ne lui fut point connue. D'autres affirment, au contraire, que par ses premières instructions mêmes, il avait plein pouvoir de revenir et de désigner son successeur.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte, ayant irrévocablement pris sa résolution, laissa à Alexandrie le contre-amiral Gantheaume, pour surveiller l'armement des deux frégates qu'il destinait à son retour, et quitta cette ville le 6 août, pour revenir au Caire. L'arrivée de Mustapha-Pacha et des autres prisonniers d'Aboukir avait appris au peuple de l'Égypte l'issue de cette courte campagne; croyant désormais la puissance des Français inébranlable, il parut sincèrement partager l'enthousiasme des vainqueurs.

Débarrassé, au moins pour le moment, de toute inquiétude, Bonaparte chercha à renouer des négociations avec la Porte. Après une longue conférence avec Mustapha, où il tâcha de le persuader de la réciprocité d'intérêts de la France et du Grand Seigneur, il donna la liberté à son prisonnier, et l'envoya à Jaffa porter ses propositions d'accommodement au grand visir; mais celui-ci n'en tint aucun compte, et continua ses préparatifs de guerre avec la même activité.

Le peu de succès de ces nouvelles démarches, les avis qui lui étaient parvenus de l'état des affaires en France, lui firent faire des réflexions sérieuses. Depuis un an, l'armée avait perdu près de 8,000 hommes, par le fer et les maladies; et soustraction faite des hommes aux hôpitaux, des vétérans et des ouvriers, elle ne présentait pas au delà de 20,000 combattants sous les armes. C'était pourtant avec cette poignée d'hommes qu'il s'agissait de déjouer les efforts de la Porte et de l'Angleterre. Ce soin méritait d'autant plus d'attention que l'armée se trouvait dénuée de beaucoup d'objets nécessaires pour tenir la campagne. L'argent étant le nerf de la guerre, on ne pouvait se flatter de réussir qu'après avoir amélioré le système des finances. Toutes les vues de Bonaparte se tournaient donc vers l'administration, lorsque l'amiral Gantheaume l'avertit que les croisières anglaises venaient d'abandonner les parages d'Alexandrie. Dès lors il ne songea plus qu'à s'embarquer pour retourner en France. Mais comment le faire à la vue de l'armée, sans porter le découragement dans tous les cœurs; et s'il perdait cette occasion, la retrouverait-il, en supposant même que le Directoire, assez heureux pour lui faire connaître sa détresse, eût recours à lui comme à une ancre de salut? La ruse seule pouvait le tirer d'embarras; feignant donc un voyage dans le Delta,

pour prendre connaissance du pays, il quitta le Caire, le 18 août, pour se rendre à Alexandrie. Personne n'était dans sa confidence, et les généraux Berthier, Lannes, Murat, Marmont et Andréossy, désignés pour l'accompagner, crurent, jusqu'au dernier moment, qu'il ne s'agissait que d'une tournée ordinaire.

Bonaparte arriva avec sa suite, le 22 au soir, sur le bord de la mer. Il laissait le commandement en chef à Kléber; mais, craignant sans doute les représentations de ce général, il évita de le voir, et lui fit parvenir sa nomination par l'intermédiaire de Menou, en y joignant une longue instruction avec la promesse de lui faire bientôt expédier des renforts. L'embarquement eut lieu dans la nuit, et le lendemain, 23, l'escadrille, composée de deux frégates et deux bâtiments légers, fit voile pour l'Europe. On a faussement prétendu que Sidney Smith avait consenti à ce départ : la vérité est que comptant sur le succès de l'expédition turque, le commodore avait négligé d'approvisionner ses vaisseaux, et que par suite de cette faute, il fut obligé d'aller à Chypre, se munir de tout ce qui lui manquait.

Grâce à l'heureuse étoile du moderne César, et à la précaution de se tenir à une hauteur peu fréquentée par les navires qui font route vers l'Égypte, la traversée fut heureuse jusque dans les eaux de la Corse, où les vents contraires obligèrent l'amiral Gantheaume de relâcher pendant quelques jours. Ces parages étaient surveillés par quelques vaisseaux ennemis; mais la fortune de Bonaparte ne l'abandonna pas, il eut le bonheur de les éviter, et entra enfin dans le port de Fréjus, le 1er octobre. Il ne pouvait revenir en France, dans un moment plus favorable aux vastes desseins qu'il méditait. Découragés par une longue suite de revers, les amis de la république commençaient à désespérer de son salut. L'arrivée du vainqueur de l'Italie et de l'Égypte ranima leur énergie; ils se serrèrent autour de lui, et lui préparèrent les moyens d'exécuter cette importante révolution, qui devait mettre un terme aux malheurs de la France et changer la physionomie politique de l'Europe.

CHAPITRE XCVI.

Championnet prend le commandement de l'armée d'Italie, et s'obstine à vouloir pénétrer en Piémont, par tous les débouchés des Alpes et de l'Apennin. — Combats sans résultats autour de Coni. — Bataille de Genola, où il est vaincu par suite de la dissémination de ses forces. — Prise de Coni par les Autrichiens. — — Retraite de l'armée française dans la rivière de Gênes. — Prise d'Ancône par les Austro-Russes. — Fin de la campagne en Italie.

Le Directoire, pressé de réparer la défaite de Novi, en donnant à Championnet le commandement de l'armée d'Italie, lui prescrivit de s'y rendre sans délai avec la majeure partie de celle des Alpes qui fut supprimée. N'osant cette fois tracer un plan de campagne, il laissa carte blanche au général qu'il investissait de sa confiance et lui recommanda seulement de couvrir les débouchés du Piémont qui donnent accès sur les frontières de la république.

Le ministère s'abusait néanmoins sur la force de cette armée, qu'il portait dans tous ses rapports au Directoire à 80,000 hommes (1). Peut-être atteignait-elle cet effectif, en y comprenant les garnisons de l'État romain et de Coni, les bataillons de conscrits auxiliaires rassemblés dans le comté de Nice et en Dauphiné; enfin les malades encombrés dans les hôpitaux. Mais certes les présents sous les armes n'excédaient pas 50,000 hommes.

Avec de tels moyens, un général entreprenant eût aperçu dans la latitude qu'on lui accordait l'occasion d'effacer en partie les revers de la campagne. Maître de la rivière de Gênes, ainsi que de tous les débouchés de l'Apennin et des Alpes, possesseur de Coni dans le bassin du Piémont, qu'aurait-il donc eu à craindre, en s'avançant avec ses forces réunies entre la Bormida et le Pô, pour livrer bataille aux Impériaux, alors disséminés depuis le lac Majeur jusqu'à Céva et Tortone? N'est-il pas probable qu'il aurait accablé la gauche de Mélas, avant qu'il eût le temps de réunir ses détachements? Mais une telle résolution de-

(1) Voyez le rapport adressé au Directoire par Dubois-Crancé, à son entrée au ministère ; pièces justificatives du livre XV, n° 6.

mandait le coup d'œil et l'audace d'un Bonaparte; et Championnet n'avait rien tenté encore qui pût le faire juger capable d'une entreprise aussi bien conçue.

Cependant, s'il faut en croire les rapports de quelques officiers bien informés, le projet qu'il présenta au gouvernement ne manquait point de mérite. Il consistait à évacuer la Ligurie, dont la position hasardée exposait les troupes en cas de revers; il voulait alors replier la droite de l'armée d'Italie derrière la Roya et les Alpes maritimes, tandis que le gros des forces républicaines remonterait vers le mont Cenis pour entrer en Piémont par Suze, ou même jusqu'en Valais, pour agir de concert avec Thureau, qui tenait les débouchés du Simplon.

On ne saurait refuser à ces vues un degré d'habileté qu'on ne retrouve pas dans les autres mesures de ce général. Mais si son projet paraissait le plus convenable à l'ouverture d'une campagne, on ne peut se dissimuler que, dans la situation des choses, il eût exigé des mouvements très-longs et très-pénibles pour ramener les troupes des sources de la Trebbia à celles de la Dora-Baltea, en doublant le coude immense formé par l'Argentière et autres inflexions de la chaîne des Alpes. D'ailleurs, si l'hiver allait rendre ces montagnes impraticables du côté de la Roya, elles le seraient à plus forte raison dans les régions bien plus élevées du Valais. En portant en toute hâte sur le Saint-Bernard et le Simplon, les 20,000 hommes qui se trouvaient disponibles en Savoie et en Dauphiné, on n'eût pu déboucher dans les plaines du Novarais qu'avec 30,000 hommes au milieu d'octobre : à cette époque, deux jours de neige eussent suffi pour couper toute communication, et laisser ce corps au milieu des places du Piémont, aux prises avec 80,000 Autrichiens victorieux. Il semblait bien plus convenable d'agir en masse sur Acqui et Alexandrie, sauf à reprendre la défensive de la Roya, si l'on essuyait un échec vers ce point important, où les troupes se trouvaient déjà toutes portées. On croit que Moreau partagea cette opinion et la fit adopter au gouvernement; si elle eut quelque influence sur les revers de cette campagne d'automne, il ne faut l'attribuer qu'à des vices d'exécution.

En effet, le Directoire ayant rejeté la proposition de Championnet, se borna à lui prescrire de nouveaux efforts pour préserver Coni, et délivrer Tortone dont on ignorait la reddition.

Le génie de ce général ne put suppléer au vague de ces ordres; il eût fallu lui envoyer un plan de campagne dressé d'après la connaissance exacte du personnel et du matériel mis à sa disposition, celle des lieux et des circonstances où il se trouvait. Nul n'était plus propre à présenter ce travail, que Moreau, qui connaissait si bien les troupes et les localités : mais on crut avoir assez fait en adoptant la direction générale qu'il avait indiquée; et, au lieu de s'en rapporter à lui pour les moyens d'exécution, il paraît qu'on fit peu d'attention aux renseignements précieux qu'il donna; car rien dans la correspondance du ministre de la guerre n'indique que le Directoire ait eu l'intention de suivre ses errements. Championnet, abandonné à lui-même, se consuma en efforts sans ensemble qui achevèrent la ruine de l'armée qu'il était appelé à sauver.

Cependant le départ de Suwarow et de ses forces pour la Suisse venait de débarrasser le général français d'un ennemi redoutable, et de rétablir un peu l'équilibre des chances. Mélas, qui succéda au maréchal russe, dans le commandement de l'armée impériale, était, à la vérité, encore supérieur à son adversaire, sinon par le nombre, du moins par la qualité de ses troupes, toutes composées de soldats aguerris. Mais, lié par ses instructions ou retenu par trop de circonspection, il ne profita pas de l'ascendant de la victoire. Bien qu'il disposât d'environ 50,000 combattants, non compris les garnisons de la Lombardie, ni les détachements employés dans la Toscane et l'État romain, qui en auraient fourni 25,000 autres, il n'osa prendre l'offensive. Avec les moyens de s'emparer de Gênes et de toute la rivière du Ponant, ou de délivrer le Piémont, il se borna à concentrer ses forces le 16 septembre à Bra, vis-à-vis le confluent de la Stura dans le Tanaro, afin de porter des masses à l'issue des vallées des Alpes, sans s'éloigner de l'Apennin, et de pouvoir bloquer plus étroitement Coni, en cas de succès. Il ne resta que la division Karaczay, forte d'environ 8 à 9,000 hommes, entre Tortone et Alexandrie, pour observer les vallées

de l'Orba et de la Scrivia; 5,000, sous le marquis de Bellegarde (1), furent dirigés sur Turin, pour renforcer le corps de Kaim, chargé de surveiller les vallées supérieures des Alpes.

Championnet, prévenu de l'approche de Mélas, sentit la nécessité de rassembler ses forces devant Coni avant son arrivée. Pour remplir les vues du gouvernement, il fallait réunir l'armée des Alpes à celle d'Italie, ce qui ne pouvait guère s'effectuer que dans la plaine du Piémont. L'opération très-difficile en elle-même, en face d'un ennemi bien concentré, dépendait surtout de la coopération simultanée de l'armée d'Italie. Championnet, avant de quitter la première, crut pouvoir faire entrer la division Duhesme en ligne, à la gauche de Grenier. En conséquence, il ordonna à celui-ci, qui commandait 10,000 hommes dans la vallée de la Stura, de se porter, le 16 septembre, sur Fossano et Savigliano; et, pour diviser l'attention de son adversaire, Duhesme reçut l'instruction de pousser la veille des colonnes en avant de Pignerol et de Rivoli, puis de rabattre à droite en cas de succès, pour opérer sa jonction avec Grenier.

Le 15 septembre, au matin, les Français débouchèrent en même temps de Pignerol et d'Avigliano. La colonne de droite rencontra les Autrichiens à Airasco, et les culbuta sur Salengha. Mais comme ils avaient une nombreuse cavalerie, ils s'y rallièrent, et tinrent les républicains en échec toute la journée, ce qui força Duhesme à rentrer dans Pignerol à l'approche de la nuit. L'attaque de gauche ne fut pas plus heureuse : à la vérité, Bellegarde qui venait d'arriver à Orbassano sur la route de Pignerol à Turin, ne put d'abord tenir tête aux troupes de Molard. Tourné par sa droite, il évacua Rivoli, et se replia sur Colegno, où, attaqué de nouveau, il allait être battu, lorsque les généraux Kaim et Wukassowich, accourant de Turin avec trois bataillons et quelques escadrons, rétablirent le combat, et forcèrent les Français, à la suite d'un engagement fort chaud, à retourner au camp d'Avigliano.

Cependant, la division Grenier, après s'être rassemblée en avant de Coni, se mit en marche le 15 septembre, s'empara de Saluces, et s'avança, le 16, sur Savigliano et Fossano, qu'occupait le général Gottesheim avec sept bataillons et six escadrons de dragons. La brigade Compans l'attaqua vivement, lui fit 700 prisonniers et réussit à le culbuter sur Bra.

Mélas venait d'y arriver, et d'apprendre la tentative de Duhesme pour déboucher du côté de Turin. Dès lors, jugeant que les Français n'avaient d'autre intention que de se tenir sous Coni, il résolut de s'opposer à leur jonction, en marchant contre Grenier, le 17 septembre, avec 20,000 hommes, partagés en deux colonnes. L'une, conduite par Kray, se dirigea sur Fossano; lui-même s'avança à la tête de la seconde sur Savigliano. Le combat s'engagea à cinq heures du soir, et, à onze, la supériorité numérique des Autrichiens leur donna la victoire. Les Français, en abandonnant Savigliano et Fossano, se retirèrent, non sans perte, partie dans Coni, partie vers les montagnes de Maira.

Mélas, toujours circonspect, ne les poursuivit pas, de peur que Moreau ne tombât sur son flanc s'il s'approchait trop de Coni; il s'établit sur les bords de la Stura, entre Fossano et Cherasco, postes qui furent mis en peu de jours à l'abri d'un coup de main.

Championnet ne fut pas rebuté du peu de succès de cette tentative. Comme il conservait encore des postes à l'issue des vallées de Suze, de la Pérouse et du Pô, il se disposa à faire un nouvel effort. Déjà même, le 20 septembre, il avait repris Rivoli, d'où il gênait les communications de Kaim avec la grande armée, lorsque pour le forcer de rentrer dans les montagnes, Mélas détacha sur Saluces la division Ott. Le prince Jean de Lichtenstein, qui la commandait par intérim, s'empara de cette ville le 23, et marcha le lendemain sur Pignerol, qu'il enleva, pendant qu'une partie de ses troupes filait sur Cumiana, pour se lier avec le corps du général Kaim. Les troupes de Grenier, qui l'occupaient, furent obligées, après une courte mais vive résistance, à se retirer sur Fénestrelles. De son côté, Kaim étant parvenu à déloger successivement la brigade Molard de Rivoli et de Suze, la rejeta finalement, le 25, au pied du mont Cenis.

Après cette double expédition, le général en chef des Autrichiens détacha Kray vers Ivrée avec

(1) Frère du lieutenant général de ce nom.

les brigades Bussy et Bellegarde, afin de soutenir le général Haddick, et de forcer Mallet à repasser le Saint-Bernard. Délivré alors de toute inquiétude du côté des Alpes, il transféra son quartier général à la Trinité; puis porta la majeure partie de ses troupes sur la rive droite de la Stura. Ses avant-postes s'établirent à Morozzo et à Busca.

Un militaire exercé n'imputera cette série d'échecs éprouvés par les républicains, qu'au décousu de leurs opérations. Championnet, au lieu de déboucher à la fois avec de petites colonnes par les vallées d'Aoste, de Suze, de Pérouse, du Pô et de la Stura, eût mieux fait de réunir la division Duhesme en une seule masse, et de combiner un effort sur Saluces avec Grenier; la réunion de 18,000 hommes en un seul point aurait permis alors de les rabattre sur la Stura, en même temps que Victor et Lemoine y eussent conduit la gauche de l'armée d'Italie. Pour rendre le succès plus certain, il eût été même convenable de faire précéder la marche de Duhesme, d'une attaque sur la Bormida, pour donner le change aux Impériaux. Loin de là, on voit que l'armée d'Italie ne fit aucun mouvement et resta comme paralysée sur les cimes de l'Apennin, pendant les huit jours que durèrent ces combats.

Jusqu'alors, Moreau avait continué de la commander; il la quitta, le 21 septembre, pour se rendre à sa nouvelle destination. Championnet ne pouvait en prendre le commandement dans une conjecture plus fâcheuse. Elle venait d'être affaiblie de 18 bataillons et de 12 escadrons, détachés en Helvétie, en exécution d'un arrêté du Directoire, pour remplacer les troupes que Masséna avait dû faire filer sur le Rhin et en Hollande. A la vérité, ces forces revinrent bientôt dans les Alpes, et furent même suivies de plusieurs belles demi-brigades tirées par Masséna de l'armée d'Helvétie; mais il n'en résulta pas moins des promenades inutiles dans l'intérieur de la ligne. Les troupes, sans vêtements ni chaussure, étaient en proie aux plus cruelles privations; l'épuisement des caisses, l'anéantissement de tout crédit, ne permettaient de pourvoir à leurs plus pressants besoins, qu'en exigeant de nouveaux sacrifices des Génois. Championnet, tant par ses menaces que par ses promesses, parvint à décider le directoire ligurien, non-seulement à approvisionner Gavi et Savone, mais encore à fournir à l'armée les vivres et les fourrages nécessaires. Le payement de ces fournitures considérables fut assuré par le recouvrement d'un emprunt forcé sur tous les propriétaires, dont le Directoire français garantit le remboursement.

Forcé par les ordres itératifs et pressants du gouvernement de prendre l'offensive, le général en chef, après avoir ainsi surmonté ces premières difficultés, songea à faire une nouvelle tentative pour dégager Coni, à la possession duquel on attachait trop d'importance : bien qu'elle couvrît les avenues du col de Tende, clef des positions de l'armée en Ligurie, il eût été peut-être plus sage de démanteler cette place, dont la possession ne suffisait point désormais pour assurer à l'armée française des quartiers d'hiver en Piémont; tandis qu'en tombant entre les mains des Impériaux, elle fermerait le passage de l'Argentière et du col de Tende, et gênerait les entreprises des républicains au printemps suivant. Mais Championnet, voyant bien que le Directoire fermait l'oreille à ses représentations, se mit en devoir d'obéir. Ses forces disponibles ne s'élevaient pas à moins de 45,000 hommes, y compris les troupes de l'armée des Alpes, qui formaient sa gauche sous Grenier. Cette masse, maniée par des mains habiles, eût sans doute rempli cette tâche, quoiqu'il fût un peu tard pour conquérir le Piémont. Voyons cependant quelles furent ses dispositions.

Le 25 septembre, les divisions Victor et Lemoine, fortes d'environ 16,000 hommes, formant maintenant le centre de l'armée, reçurent l'ordre de se diriger, la première par le val Cursaglia, et l'autre par Lezegno sur Mondovi. L'objet de ce mouvement était d'amener dans la plaine de Coni leur jonction avec la gauche, composée des divisions Muller et Duhesme, qui devaient y descendre par les vallées de la Stura, du Pô, de la Pérouse, de Suze et d'Aost. On avait cru assurer le succès de cette singulière opération, en faisant déboucher le général Jaunais-la-Viollais du col de Tende avec 3,000 hommes, et portant un détachement de la division Laboissière, sous le général Gardanne, par Millesimo sur Castellino.

Saint-Cyr, investi du commandement des divisions Laboissière, Dombrowsky, Watrin et Miollis,

composant l'aile droite, estimée à environ 18,000 combattants, devait en outre favoriser le mouvement du centre sur Mondovi, par une diversion dans la rivière du Levant, et porter ensuite avec rapidité la division Watrin du côté de Novi, afin d'attirer sur la Scrivia une partie des forces de l'ennemi. Pour être plus à portée de surveiller l'exécution de ses ordres, Championnet transféra son quartier général à Finale.

Le 28 septembre, la division Lemoine et le corps du général Gardanne prirent les positions qui leur étaient désignées. Le premier plaça ses postes à Saint-Michel, le second à la Niella. Le général en chef, arrivé le 30 à Bagnasco, s'attendait à y apprendre l'occupation de Mondovi par Victor; mais celui-ci, faute de subsistances, fut obligé de se jeter sur Villa-Nova. Son avant-garde seule parut à l'entrée du faubourg de Mondovi. Ce retard donna à Mélas le temps d'envoyer 6,000 hommes à Breolungo, de mettre la place à l'abri d'un coup de main, d'y jeter enfin 2,000 hommes avec une nombreuse artillerie.

Championnet, après avoir fait enlever Vico dans la journée du 1er octobre par la brigade Serras, et s'être convaincu que Mondovi coûterait trop cher, relativement à son utilité présumée, puisque son adversaire était en mesure de s'opposer à sa marche, prévint Grenier qu'il renonçait à son projet. En échappant ainsi à un danger, il faillit se précipiter dans un autre, en plaçant les divisions Victor et Lemoine sur le revers septentrional de l'Apennin, sans autre objet que de faciliter leurs subsistances sur le territoire piémontais. La droite de Lemoine, commandée par le général Gardanne, se replia sur Salicetto pour observer Céva; la brigade Serras prit poste à Batifolo et communiqua par des patrouilles avec le général Victor, qui demeura à Villa-Nova.

Cette position donnait trop de prise à l'ennemi, pour qu'on y restât longtemps tranquille; le 2 octobre, la brigade Laudon, réunie à la garnison de Mondovi et à un nombreux rassemblement d'insurgés, forma le projet de se débarrasser de ce voisinage incommode. Les Autrichiens, filant par les hauteurs, s'emparèrent d'abord de la Chiusa, mais furent heureusement ramenés avec perte jusque sous les murs de la place. Cependant, comme ils continuaient leurs courses dans le val Corsaglia, Championnet cantonna les troupes de Serras à Saint-Michel et Lesegno. Cette disposition eut le mérite d'imposer à Laudon, qui, d'ailleurs plus circonspect depuis l'affaire du 3, laissa vivre les républicains aux dépens du pays.

A la droite, Saint-Cyr avait été prévenu dans son opération : le 26 septembre, Klénau, appuyé par le général Karaczay, qui occupait les environs de Novi, chassa les troupes de Miollis de Torriglia; mais le lendemain, Watrin repoussa les Autrichiens sur tous les points; et pendant que les brigades Petitot, Arnaud et Gauthrin s'avançaient jusqu'à Serravalle, Novi et Ovada, il reprit, à la tête de la 97e, le poste de Torriglia. Mais ces succès partiels ne tendaient qu'à affaiblir une armée dont le salut dépendait désormais de la concentration.

Cependant l'attitude offensive que la droite des Français avait prise en Helvétie, ayant permis à Thurreau de pousser une colonne sur le lac Majeur, Championnet sentit le besoin d'agir avec plus de vigueur et d'ensemble. L'inactivité de son adversaire sur la Stura, interprétée par tous les émissaires comme l'avant-coureur d'une prochaine évacuation du Piémont, l'excitait encore à prendre sa revanche. Mais, pour frapper un coup décisif, il fallait rapprocher la droite du reste de l'armée, manœuvre difficile sans abandonner Gênes à ses propres forces, ou sans avoir battu au préalable le corps de Klénau, dont la proximité faisait fermenter dans cette ville des semences de mécontentement et de sédition. L'aile droite reçut donc l'ordre d'attaquer vivement les Impériaux, et le général en chef quitta Finale pour aviser aux moyens de mettre en action sa gauche, après l'avoir visitée dans ses positions.

Saint-Cyr ne perdit pas un instant pour remplir ses intentions. Il prescrivit au général Watrin d'abandonner Novi et de se porter en deux marches sur San-Pietro-di-Vara, d'où il devait gagner Bracco sur les derrières de l'ennemi. Un parti commandé par l'adjudant général Gauthrin descendit de la Trebbia jusqu'à Bobbio, pour couvrir son flanc gauche. On recommanda à Miollis de ne faire aucun mouvement sur les bords de la mer, avant que celui de la division Watrin ne fût achevé.

Un bataillon de la 106e, longeant la côte dans des barques légères, fut destiné à assurer le succès de l'expédition, en débarquant à Monneglia.

Watrin se mit en marche, le 11 octobre, culbuta tous les postes autrichiens qu'il rencontra dans les montagnes et arriva le 12 à San-Pietro-di-Vara. Si Klénau fût resté derrière la Lavagna, il eût été infailliblement enlevé; mais, prévenu de l'approche des Français, il ne laissa qu'une forte arrière-garde, à Chiavari. Nonobstant la fatigue de ses troupes, Watrin se mit à sa poursuite le lendemain, l'atteignit en avant de Bracco, le battit et lui fit 400 prisonniers. Dans cet instant, l'arrière garde, vivement pressée à Chiavari par Miollis, croyant échapper par la route de la Corniche, donna dans la division Watrin près de Sestri et fut obligée de mettre bas les armes. Après cette journée. qui lui valut 1,200 prisonniers, Saint-Cyr établit la division Miollis à Sestri-di-Levante, et plaça les troupes de Watrin à la tête des vallées de la Nura, de la Trebbia et du Tidone. Le général Laboissière bloqua par sa droite le fort de Serravalle, tandis qu'avec son centre il couvrit la route de Gavi, et par sa gauche les débouchés d'Ovada et de Brisco.

Sur ces entrefaites, les troupes de la gauche, qui occupaient les vallées des Alpes, ayant opéré quelques mouvements préparatoires vers la plaine, Mélas crut devoir se rapprocher de son avant-garde, et vint asseoir son camp sur la droite de la Stura, à Castelleto et à Montanera. Là, 38 bataillons et 24 escadrons de belle cavalerie présentaient une armée florissante de plus de 30,000 combattants.

Cependant Victor établi entre Coni et Villa-Nova occupait le village de Beinette, par où passait la communication la plus courte entre l'aile gauche et le centre. Mélas, qui voulait comprendre ce village dans la chaîne de ses avant-postes, le fit attaquer, le 14 octobre, par le général Mitrowsky, à la tête de sept bataillons et quatre escadrons. A huit heures du matin, les Autrichiens s'en rendirent maîtres; mais Victor ayant mis, vers le milieu de la journée, le reste de sa division en mouvement pour le reprendre, Mélas envoya de son côté des renforts qui déjouèrent toutes ses tentatives. Deux fois le général Poinçot, à la tête de la 38e, pénétra dans le village, deux fois enveloppé par la cavalerie impériale, il fut obligé de se retirer. La nuit mit fin à cet engagement, qui coûta aux Français quelques centaines de prisonniers.

Dès ce moment, la plaine en avant de Coni devint un champ de bataille, où les deux partis en venaient journellement aux mains. Les manœuvres du général autrichien ne tendaient qu'à investir la forteresse, dont tous les efforts de son adversaire ne visaient qu'à l'éloigner; mais l'un et l'autre ne pouvaient atteindre promptement leur but que par une bataille. A la vérité, Mélas de sa position centrale au milieu du bassin du Piémont, pouvait se jeter sur les divisions éparses de son adversaire et les écraser l'un après l'autre; mais encore fallait-il savoir les attirer par des manœuvres dans la plaine. Tant qu'il n'adoptait pas ce parti, il était condamné à de misérables affaires de postes, qui ruinaient gratuitement son armée. On a dit, pour excuser cet excès de circonspection, que le fâcheux état des affaires de la coalition en Suisse, lui fit appréhender que la droite de l'armée du Danube ne descendît sur ses derrières, par le Simplon ou le Saint-Gothard. Nous laissons aux vrais militaires le soin d'apprécier ces motifs.

Championnet, sentant que les neiges allaient bientôt le forcer d'abandonner Coni à ses propres forces, encouragé d'ailleurs par la nouvelle du retour de Bonaparte en France, et jaloux de conserver un débouché en Piémont pour la campagne prochaine, voulut tenter un dernier effort, sinon pour dégager cette place, du moins pour y faire entrer toutes les subsistances qu'il se proposait de recueillir dans un grand fourrage. C'est dans cette vue que l'ordre fut expédié à Duhesme de descendre par les vallées de Suze et de Pérouse sur Rivoli et Pignerol, à Grenier, de s'avancer du camp de la Madona-del-Olmo sur Savigliano et Fossano; tandis qu'au centre Victor, de concert avec Lemoine, s'avancerait par Villa-Nova, et Beinette, et qu'à droite, Saint-Cyr, après avoir confié à Miollis la défense de la rivière de Gênes, se porterait avec ses trois autres divisions sur Acqui.

Ce plan devait échouer comme les précédents; car il péchait par les vices capitaux qu'on reprochait à ceux-là. On n'avait pas assez calculé le

désavantage que donnait la dissémination des troupes françaises et la difficulté de lier parfaitement leur mouvement, pendant que les Impériaux, groupés sur la Stura, et égaux en nombre sur ce point à la totalité des divisions qui se disposaient à les déborder par les deux ailes, pouvaient toujours se porter sur le corps le plus avancé, et l'écraser sans peine.

Deux moyens s'offraient pour opérer un effort un peu efficace, le premier eût été d'abandonner à Miollis la défense de Gênes, et d'attirer les divisions Watrin, Dombrowsky et Laboissière, par des marches forcées sur Salicetto et Mondovi, afin de se lier au centre et de tomber avec six divisions dans le bassin du Piémont. Le second consistait au contraire à diriger Victor et Lemoine sur Acqui, en même temps que Saint-Cyr s'y serait porté avec la droite; mouvement à peu près semblable à celui qu'exécuta Bonaparte, au début de la campagne de 1796. Ce dernier, plus offensif et plus menaçant que l'autre, donnant des craintes à Mélas sur ses communications, l'eût sans doute rappelé dans les plaines d'Alexandrie. On ne saurait se dissimuler qu'avec une armée dont le moral était ébranlé par tant de revers, c'était donner un peu au hasard : toutefois, un général habile et entreprenant l'eût tenté, parce qu'il s'appuyait sur les principes. On dira peut-être que le général autrichien méprisant ce mouvement, pouvait se jeter lui-même sur le col de Tende, pour enlever aux républicains leurs propres communications, et les placer dans une situation semblable à celle qui l'eût menacé en débouchant par Alexandrie. Nous ne pensons pas que cette manœuvre eût été convenable, quoique d'ailleurs Mélas ait exécuté un mouvement absolument pareil contre Masséna dans la campagne suivante; les circonstances et les proportions numériques n'étaient pas les mêmes. Admettant encore qu'il l'eût fait, qui donc aurait empêché Championnet de réunir six divisions sur la Bormida, de marcher vivement par Asti sur Turin, d'y battre Kaim et de forcer Mélas à venir le combattre dans un ordre renversé? La possession de Coni, de Fénestrelles et des passages du Valais, dont Thurreau était maître, permettait de tenter ce changement subit de base d'opérations; manœuvre hardie, savante, et qui donne d'immenses résultats quand elle est entreprise à propos. Mais Championnet n'osa abandonner Gênes à la défense d'une simple garnison pour opérer sur sa gauche, ni appeler celle-ci à lui pour agir en masse par sa droite : il s'arrêta à un terme moyen dont il ne devait se promettre aucun succès.

Plein d'espoir que les divisions du centre, jointes à celles de gauche où se trouvaient quelques escadrons d'excellente cavalerie, suffiraient pour chasser par un effort simultané les Autrichiens des environs de Coni, il se borna à favoriser leurs tentatives par une expédition de l'aile droite du côté d'Acqui. La force de ces divisions n'excédant pas 20,000 hommes, il fallait prendre des mesures d'autant plus justes et précises pour les faire agir de concert, qu'on devait faiblement compter sur les troupes de Saint-Cyr, chargées de couvrir Gênes, où régnait une sourde agitation, et tenues d'ailleurs en échec par un corps presqu'aussi considérable qu'elles. La déroute récente de Klénau, le peu de probabilité que Karaczay eût osé se jeter seul sur Gênes, quand l'ennemi allait assaillir son général en chef du côté de la Stura, donnent lieu de penser que si le projet de se masser sur la droite paraissait dangereux, on aurait pu du moins sans inconvénient diriger Saint-Cyr vers le centre, pour tomber avec 40,000 hommes, entre le Tanaro et la Stura.

Un des plus grands inconvénients du plan que Championnet adopta, consistait dans l'impossibilité de faire agir avec ensemble, à un si grand éloignement, des divisions séparées par des montagnes si peu praticables : aussi ne régna-t-il aucun concert dans leurs attaques. Saint-Cyr se mit le premier en mouvement sur Acqui; mais d'abord il fallait battre le corps de Karaczay, qui occupait une position retranchée à Bosco, entre l'Orba et la Scrivia. Quoique Saint-Cyr n'eût que quelques pièces de canon et point de cavalerie, il se mit en marche, le 28 octobre, sur la route de Novi avec les divisions de Dombrowsky et Watrin. Celle du général Laboissière, qui descendit la vallée de l'Orba, fut la première aux prises avec les Impériaux, qui la repoussèrent le 24 sur les hauteurs de Pasturana. Mais, dans cet instant, les troupes de Dombrowsky débouchant de Novi, le général

Karaczay rentra dans ses retranchements. Saint-Cyr, laissant alors les troupes de Laboissière en réserve, poussa la division Watrin sur Pozzolo, afin de tourner les Autrichiens, tandis qu'il les attaquait de front, avec la division Dombrowsky. La légion polonaise s'élança dans les retranchements, malgré le feu terrible qui en partait, et parvint à les enlever. Affaiblie par ce coup d'audace, elle luttait péniblement contre l'ennemi, lorsque Watrin arriva en colonnes serrées sur le flanc gauche de la position autrichienne. Karaczay lui oppose aussitôt ses 2,000 chevaux soutenus de huit pièces; mais les 12e et 62e, qui formaient la tête de la colonne française, s'avancent au pas de charge sur la cavalerie, la forcent de se replier, et secondées par les Polonais, culbutent l'infanterie et s'emparent d'une partie de son artillerie. Enfoncés sur tous les points, les Impériaux se retirèrent en désordre sous la protection d'Alexandrie; et l'on ne parvint à les rallier que de l'autre côté de la Bormida.

Cette affaire brillante où Saint-Cyr ne montra pas moins de courage que de coup d'œil, lui valut mille prisonniers et trois pièces de canon. Il ne put toutefois exécuter de suite les ordres de Championnet, en descendant sur Acqui, faute d'équipages de pont; car les pluies avaient tellement gonflé l'Orba et la Bormida, qu'il lui fut impossible de franchir à gué ces torrents. Il s'établit en attendant, entre Tortone et San-Giuliano, tenant le fort de Serravalle bloqué, et poussant vers Sale et Castel-Novo des partis qui répandirent l'alarme dans l'Alexandrin et le Tortonais.

Inquiet des progrès de l'aile droite de l'armée française, Mélas se hâta d'envoyer quelques renforts vers Alexandrie. Le général Haddick, dont la présence était inutile dans la vallée d'Aoste depuis que les neiges en rendaient le passage impraticable, reçut la même destination, et le baron de Kray se rendit sur la Bormida, pour y remplacer Karaczay, à l'incapacité duquel Mélas semblait par là imputer ces échecs.

De son côté, Duhesme qui devait s'ébranler en même temps que Saint-Cyr, pour attirer l'attention de l'ennemi, ne put commencer son mouvement que le 1er novembre, et le centre, au contraire, s'engagea dès le 20 octobre. Victor parvint à reprendre Beinette, dont il fut chassé le même jour par le général Ott, qui le repoussa même au delà de Peveragno. A la vérité, l'avant-garde de Lemoine chassa, le 21, la brigade Gottesheim de Villa-Nova, tandis que le gros de sa division vint s'établir en face de Mondovi, et que Gardanne avec sa droite dépassait Céva; mais le général Mélas, instruit de ce mouvement, après avoir renforcé de 4 bataillons la garnison de Mondovi, la chargea d'attaquer Villa-Nova; tandis que le comte d'Auersperg, à la tête de 6 bataillons, passerait le Tanaro à Céva, et tomberait sur les brigades françaises. Clausel, attaqué le 27 à Vico, se défendit avec avantage; mais Gardanne, ayant été surpris, n'opéra sa retraite qu'avec peine, et non sans perte.

Grenier, qui jusqu'alors n'avait pas bougé du camp de la Madona-del-Olmo, s'ébranla à son tour dans l'après-midi du 28 octobre, pendant que les avant-postes de Lemoine escarmouchaient du côté de Vico, replia ceux des Autrichiens sur la rive gauche de la Stura, et lança ses coureurs sur Murazzo. La brigade Calvin, formant réserve, s'établit à Ronchi. A la vue de ce mouvement, Mélas, dont le gros de l'armée occupait toujours Montanera et Castelletto, fit aussitôt passer la rivière sur ces deux points à un fort détachement d'infanterie et de cavalerie, et ordonna au général Nobili, qui le commandait, de se porter sur les derrières des républicains. Ce mouvement, exécuté avec vigueur et précision, ébranla d'abord la réserve française; mais bientôt la 8e légère et le 1er régiment de cavalerie soutenus par les 14e et 21e de cavalerie, rejetèrent les Impériaux sur la droite de la Stura.

Le 29 octobre, les Français continuèrent leur mouvement. Championnet, laissant la division Lemoine immobile devant Mondovi, ordonna à Victor de s'emparer de Beinette. Une colonne, aux ordres du général Fressinet, s'avança sur Murazzo, et Fossano, pour favoriser la division Duhesme, qui, dans le même instant, descendait de Fénestrelles sur Pignerol, en poussant devant elle les éclaireurs de Kaim.

Inquiet pour Fossano, Mélas réunit, le 30, dans les camps de Casteletto et de Montanera, les divisions Ott et Elsnitz pour déposter les Français de la rive gauche de la Stura. Ces troupes devaient passer la

rivière sur des ponts jetés pendant la nuit, et marcher ensuite, la première sur Centalto par Murazzo, la seconde sur Ronchi, d'où elle enverrait une partie de ses troupes soutenir l'attaque de Centalto. Le marquis de Sommariva, avec quelques troupes légères, renforcées de la garnison de Fossano, eut ordre de sortir de cette place et de se diriger sur Murazzo, en chassant devant lui les avant-postes républicains. Le 31 octobre, à la pointe du jour, les deux colonnes principales, fortes ensemble de 10 bataillons et 30 escadrons, après avoir passé la rivière sous le feu des batteries françaises, se dirigèrent sur les points qui leur étaient assignés. Vainement, la division Grenier fit des prodiges de valeur pour arrêter leur marche; accablée par le nombre, elle fut chassée de Murazzo, et ne se rallia qu'avec peine à Centalto où elle essaya de se maintenir. Les premières attaques du général Ott sur le village furent d'abord sans succès, mais la brigade Compans se trouvant débordée par le mouvement d'Elsnitz sur Ronchi, Grenier se vit contraint de replier ses troupes sur la Maira. Cette affaire coûta aux Français près de 1,000 hommes, presque tous blessés, au nombre desquels se trouvait le général Calvin.

Ne jugeant pas prudent de rester sur la rive gauche, Mélas ne poussa pas plus loin ses avantages, et repassa la rivière dans la soirée. Il ne resta qu'un faible détachement dans les retranchements de Casteletto : toutes les autres troupes furent camper à Magliano-di-Sopra, afin d'être en mesure de s'opposer également aux généraux Victor et Lemoine. Cette circonspection permit à Grenier de reprendre les postes qu'il avait été obligé d'abandonner; et, le lendemain, 1er novembre, Fressinet emporta de vive force les ouvrages de Casteletto. Le même jour, Duhesme battit un détachement du corps de Kaim dans la vallée de Pérouse, et s'empara de Pignerol, où il fit 600 prisonniers. En même temps, une division de Saint-Cyr entrait dans Acqui, et refoulait les Autrichiens sur Nizza-della-Paglia.

La coïncidence des mouvements dévoila à Mélas les intentions de Championnet. En persistant à rester entre Mondovi et Fossano, il courait risque de perdre ses communications avec Turin; et si un revers l'acculait au Tanaro, une manœuvre de Saint-Cyr sur Alba pouvait lui fermer le chemin d'Asti et d'Alexandrie. Il résolut, en conséquence, de se porter entre Savigliano et Raconigi sur le flanc gauche des républicains, afin d'empêcher la jonction de Duhesme avec Grenier, et de profiter ensuite des premières fautes de son adversaire : manœuvre très-sage et dont le succès n'était point douteux.

Au moment où le général autrichien arrêtait les dispositions de cette retraite bien calculée, Championnet de son côté, pouvant, par le rapprochement de ses divisions, mettre plus de concert dans leurs opérations, ordonnait un mouvement général pour s'emparer de Mondovi. Le 2 novembre, Lemoine s'approcha de la place que les Impériaux évacuaient déjà, d'après le plan de Mélas. La brigade Serras n'eut pas de peine à en chasser l'arrière-garde qui s'y trouvait, et y recueillit neuf pièces de canon et quelques magasins qu'on n'avait pas eu le temps d'enlever. Lemoine, avec les brigades Clausel et Gardanne, traversa le Pésio à gué et prit poste à Carru; Serras poussa de Mondovi à Breolungo. Les Autrichiens se retirèrent par Bène sur Fossano, en sorte que, dans la journée du 3, ils se trouvèrent établis entre cette dernière ville et Marenne.

Tandis que Lemoine obtenait ce succès facile à Mondovi et à Carru, l'avant-garde de Victor passait la Stura, et se réunissait vers Murazzo, à Grenier et à la réserve. Le lendemain, Victor avec le reste de ses troupes, traversa également la rivière à Coni, et s'affaiblit en pure perte de 1,500 hommes, qui renforcèrent la brigade Fressinet, destinée à observer l'ennemi et à inquiéter, de concert avec Lemoine, les derrières de Fossano. Victor s'avança par le chemin qui longe la Stura : en même temps Grenier, dont l'avant-garde atteignit et battit les Impériaux à Valdigi, prit position à la chute du jour entre Genola et Savigliano, d'où la brigade Clément se mit en communication avec Duhesme qui venait de s'emparer de Saluces.

Le rapprochement des deux armées rendait une bataille inévitable. Elle était l'objet des vœux des deux partis : les Français la désiraient, dans l'espoir que la victoire leur rendrait l'abondance; les Autrichiens étaient animés de tout autre motif : ils frémissaient de colère de s'être retirés devant

un ennemi, qui n'avait essuyé que des revers depuis le commencement de la campagne. Les généraux en chef se préparaient à répondre à l'impatience de leurs soldats. Mais par sa retraite simulée, Mélas venait de ranger toutes les chances favorables de son côté, puisqu'il avait son armée concentrée au point où les républicains devaient opérer leur jonction, et qu'il pouvait à volonté se jeter sur le corps de Duhesme, ou sur les divisions de Victor et de Lemoine. Championnet, au contraire, n'avait aucune probabilité de succès, avec une armée réduite par le fait aux divisions Victor et Grenier. Attaquant comme attaqué, il devait être battu; car il n'avait pas de certitude sur le moment précis où Duhesme entrerait en ligne, et s'était volontairement privé du tiers de ses forces, en laissant Lemoine et Fressinet sur la droite de la Stura pour observer la bicoque de Cherasco. Cette fausse combinaison, qui eut une influence si malheureuse sur les événements des jours suivants, était une conséquence naturelle du plan adopté. Comptant porter les coups décisifs sur sa droite à l'arrivée du corps de Saint-Cyr, le général en chef avait cru devoir occuper en forces tous les débouchés du Tanaro, où il eût suffi de laisser un simple détachement; et lorsqu'il fut mieux instruit de la position des Impériaux, son adversaire ne lui laissa pas le loisir de réparer la faute commise.

En effet, Mélas, informé de la prise de Saluces par Duhesme, vit qu'il n'avait plus de temps à perdre pour empêcher la jonction des républicains, et se décida à livrer bataille le lendemain. Ses dispositions furent bientôt arrêtées. Le général Kaim reçut l'ordre de porter six bataillons de grenadiers, commandés par Lattermann, sur Raconigi, pour assurer les communications de la grande armée avec le corps de Turin. La division Ott, partant de Marenne et suivant la grande route de Savigliano, devait s'emparer de cette ville; on assigna à la division Mitrowsky, campée à San-Lorenzo, la même destination: une troisième colonne, composée des troupes aux ordres du général Elsnitz, fut dirigée de Fossano sur Genola; enfin, la brigade Gottesheim, renforcée par la garnison de Fossano, eut pour instruction de remonter la Stura jusqu'à Murazzo et Magdalena, en vue d'inquiéter les derrières des Français, et de distraire leur attention de l'attaque principale. La totalité des troupes qui allaient entrer en action, s'élevait à 34,000 combattants, dont 6,000 de cavalerie. Grenier et Victor, seuls engagés sur ce point, n'en opposaient pas 15,000.

Championnet était loin de s'attendre à une attaque générale : il croyait, au contraire, les Autrichiens en pleine retraite, et se disposait à faire enlever Fossano par le général Victor. Déjà la division Grenier était en route sur Marenne, Duhesme, après avoir laissé une de ses brigades en observation sur les bords du Pô en avant de Saluces, marchait sur Savigliano, avec 3,000 hommes. Lorsque les colonnes du général Ott rençontrèrent Grenier en avant de Marenne (1), le combat s'engagea aussitôt avec vivacité et se soutint pendant plus de deux heures avec des chances variées. Si dans cet instant Duhesme fût arrivé au soutien de la gauche, Ott eût été probablement forcé de se retirer; mais au contraire, la division Mitrowsky, débouchant de San-Lorenzo, fit pencher la balance en faveur des Autrichiens. Les troupes de Grenier, écrasées, par l'énorme supériorité de l'ennemi, cédèrent le terrain et finirent par abandonner Savigliano aux colonnes de Ott et de Mitrowsky, pour se retirer vers la réserve à Valdigi.

Pendant ce temps, la colonne du général Elsnitz, débouchant de Fossano, avait abordé la partie de la division Victor, formée entre Genola et le chemin de Fossano; protégés par le feu terrible des remparts de la ville, les Impériaux dirigèrent tous leurs efforts contre le village de Genola, qu'ils regardaient comme la clef de la position, tandis qu'à leur gauche, Gottesheim cherchait à gagner le flanc de Victor. Le choc fut si rude sur ce point qu'en un instant le terrain fut couvert de cadavres Les troupes républicaines s'y couvrirent de gloire : les 93e et 105e soutinrent avec une inébranlable fermeté le feu de l'ennemi et de la place; la 17e légère et la 31e de ligne reçurent la cavalerie autrichienne à portée de pistolet, et la mirent en désordre: les généraux Richepanse et Mermet exécutèrent plusieurs charges brillantes, dans l'une desquelles le général autrichien Odorian perdit la vie.

(1) Village situé au nord-est de Savigliano, près de Salva. (Voyez la carte en quatre feuilles.)

Il était près de midi, et la victoire paraissait pencher sur ce point en faveur des Français, lorsque Mélas ordonna à la division Mitrowsky de se porter au secours d'Elsnitz, pendant que le général Ott poursuivait la division Grenier dans la direction de Valdigi et de Centalto. Malgré le puissant renfort que venait de recevoir l'ennemi, Victor n'en continua pas moins à se battre sans fléchir : mais apprenant la retraite de Grenier, et voyant par là sa gauche en l'air, il se replia lentement, évacua en bon ordre le poste de Genola, et alla prendre position en arrière de Murrazzo, contre lequel les efforts de la colonne de Gottesheim avaient échoué.

Le général autrichien ne s'occupait déjà plus qu'à poursuivre les républicains sur la Maira, lorsqu'on l'informa de l'apparition de Duhesme, qui venait d'enlever de vive force Savigliano, sur ses derrières. Sans s'inquiéter de ce mouvement, peu dangereux depuis que le succès de la journée était assuré, Mélas détacha pour le repousser le général Sommariva avec le régiment de Reisky et 2 escadrons. Celui-ci, renforcé chemin faisant par plusieurs autres détachements, favorisé d'ailleurs par la présence du corps de grenadiers de Lattermann, qui débouchait de Raconigi, atteignit la colonne de Duhesme près de Marenne, et, après un court engagement, la contraignit à regagner le pied des montagnes, pour éviter une défaite totale.

Cependant, la division Grenier, ralliée à Centalto, y tint encore jusqu'à l'entrée de la nuit, et se retira alors sur Ronchi, où elle bivouaqua. Les impériaux s'établirent, la gauche devant Murrazzo, le centre à Centalto, et la droite à Villa-Fallet.

Pendant la journée du 4 novembre, Lemoine n'avait poussé qu'une avant-garde sur Bène et lancé des patrouilles sur la rive droite du Tanaro, pour obtenir des nouvelles de l'aile gauche. Aussi Mélas, sans s'embarrasser de cette division, préféra compléter sa victoire, en mettant les deux autres tout à fait hors de combat; à cet effet, il ordonna aux généraux Ott et Elsnitz de les chasser, le 5 novembre, au matin, de Ronchi et de Murazzo. Les Français, découragés par l'échec de la veille, ne se défendirent que faiblement; Grenier rentra dans le camp de Madona-del-Olmo, où Victor, vivement pressé à Murazzo . par Elsnitz et Gottesheim, ne tarda pas de le rejoindre. L'arrière-garde de celui-ci n'ayant pu recevoir l'avis de la retraite à temps, fut coupée de la route de Coni, et chercha son salut sur la rive droite de la Stura : quelques centaines d'hommes seulement se sauvèrent; un grand nombre se noya, et environ 400 demeurèrent prisonniers.

Le lendemain, la brigade Lattermann qui, de Raconigi s'était portée à Savigliano, pénétra dans la vallée de la Maira, poussant devant elle les troupes de Duhesme. Ott s'enfonça dans celle de Grana; quant à Elsnitz, après avoir pris possession du camp de Madona-del-Olmo, que Grenier avait évacué pendant la nuit, il remonta les deux rives de la Stura, en tournant Coni, et lança ses coureurs jusqu'à Demont. Ces diverses colonnes ramassèrent dans leur marche un grand nombre de traîneurs, que l'épuisement, la faim et le manque de chaussure avaient forcément retenus sur les derrières. Elles ne s'arrêtèrent qu'à Dronero, Cariglio et Vignole. Pendant cette journée et la suivante, l'armée française reprit position sur le revers septentrional de l'Apennin, entre Villa-Nova et Monastero, conservant Mondovi comme avant-poste.

Dans cette série d'affaires meurtrières, appelée bataille de Genola par les vainqueurs, la perte des Français s'éleva à 6,500 tués, blessés ou prisonniers; et celle des Autrichiens à 2,022. Elle fut, pour les alliées, le complément de la bataille de Novi, puisqu'elle leur assura la paisible possession des plaines du Piémont. Autant Mélas y déploya de vigueur, d'aplomb et de coup d'œil, autant son adversaire y montra de faiblesse et peu de discernement. Disons-le sans offenser sa mémoire : ce général, d'ailleurs plein d'honneur et de courage, n'avait ni le caractère, ni les talents nécessaires pour commander en chef, et surtout pour relever le moral d'une armée accablée par les revers, les fatigues et la famine.

Ces nouveaux désastres rendirent la position de l'armée française très-critique : elle manquait de vivres, et n'avait presque plus de munitions; le découragement des troupes était à son comble; il fallait abandonner Coni à ses propres forces et se résoudre à hiverner sur les sommets glacés des montagnes de Gênes et du comté de Nice, en proie

aux plus horribles privations. Toutefois Championnet, avant de se résoudre à ce parti, voulut encore tenter le sort des armes sur la rive droite de la Stura. Après avoir ordonné au général Clément de se renfermer dans Coni, et de le défendre jusqu'à la dernière extrémité, il s'établit, en attendant des nouvelles de Saint-Cyr, avec la division Victor sur le Pesio, en avant de Mondovi, décidé, en cas qu'il eût obtenu quelque succès, à faire, de concert avec lui, un effort par sa droite.

Mais celui-ci, depuis l'arrivée de Kray et des troupes de Haddick sur la Scrivia, n'avait plus la supériorité du nombre, et son adversaire l'aurait attaqué dès le 2 novembre, si une crue subite n'eût détruit les ponts de la Bormida. Pendant qu'on les réparait, une colonne de 4,000 hommes chassa les républicains du poste d'Acqui. Le 4 novembre, le gros des Autrichiens passa la rivière, et assaillit les camps de Bosco et de Rivalta, défendus par environ 6,000 hommes. Saint-Cyr, n'ayant point de cavalerie, ne voulut pas s'engager sérieusement en plaine, et se replia sur les hauteurs de Novi. Kray, empressé de lui arracher ce poste important, s'avança le surlendemain à la tête de 12 bataillons formés sur trois colonnes, soutenus par une forte réserve de toutes armes. Les avant-postes français défendirent quelques instants le faubourg de Novi, mais en furent chassés ainsi que de la ville. Enhardi par cet avantage, Kray crut pouvoir enlever aussi facilement les hauteurs en arrière où Saint-Cyr avait réuni sept bataillons sur le terrain qu'il avait si bien défendu le 15 août. Les plus grands efforts des Autrichiens se portèrent sur le centre : déjà ils gravissaient les premiers ressauts, lorsque attaqués en flanc avec impétuosité, ils furent culbutés de toutes parts, et laissèrent cinq pièces d'artillerie sur un terrain jonché de morts.

Après cet avantage signalé, Saint-Cyr reprit ses positions en avant de Novi, et détacha dans la vallée de la Bormida 4,000 hommes, qui chassèrent de nouveau les Autrichiens d'Acqui. Kray, devenu plus circonspect, replia le gros de ses troupes sur Alexandrie, afin d'être plus à portée de combiner ses opérations avec celles du général en chef.

Nous avons vu qu'en conformité de la dernière résolution de Championnet, les troupes qui avaient combattu à Genola se trouvaient divisées en deux corps, l'un devant Mondovi et l'autre derrière Coni et dans les vallées des Alpes. Le gros de la division Grenier défendait la vallée de la Stura et le camp de Borgo-San-Dalmazzo. Les pluies continuelles qui tombèrent le 8 et le 9, autant que la fatigue excessive de ses soldats, empêchèrent Mélas de rien entreprendre d'important ; mais le 10, la division Ott, après avoir chassé de Demont l'arrière-garde des républicains, rétablit le pont de Vignolo, et marcha sur Borgo-San-Dalmazzo occupé par Richepanse. Aussi habile que brave, ce général n'était pas homme à se laisser abattre par les revers, ni intimider par la supériorité du nombre ; sa résistance fut plus grande qu'on ne pouvait l'attendre de troupes abîmées ; mais enfin il fallut céder au nombre, et Richepanse, après avoir eu toutes ses pièces démontées et essuyé une grande perte, se retira d'abord à Robillante et bientôt ensuite sur Limone.

Tranquille de ce côté, Mélas songea alors à expulser les Français de Mondovi. Il n'avait fait observer le mouvement de Victor que par un faible corps ; mais, après la prise de San-Dalmazzo, il dirigea sur le Pesio les divisions Lichtenstein et Mitrowsky. A son approche, Championnet retira ses troupes derrière l'Ellero et les établit sur la chaîne de hauteurs qui borne de ce côté l'horizon de Mondovi, la droite de Lemoine à Santa-Anna, le centre à Vasco, et la gauche de Victor à Monastero. Les Autrichiens, arrivés le 29 novembre à la Chiusa et Villa-Nova, s'avancèrent le lendemain sur deux colonnes. Celle de droite, commandée par le prince de Lichtenstein, attaqua Vasco et Monastero, pendant que Mitrowsky, après avoir remonté jusqu'à Breo-Lungo, se portait sur Santa-Anna. Le combat dura toute la journée ; enfin, sur le soir, Mélas ayant envoyé par Frabosa un fort détachement, tourna la gauche de Victor, et vint tomber sur ses derrières. Celui-ci, à qui d'ailleurs il ne restait plus de munitions, abandonna sa position pour se retirer à Vico.

Jusqu'à cet instant, Lemoine avait résisté aux efforts de la colonne Mitrowsky, une charge vigoureuse de deux bataillons de la 34e avait même culbuté l'ennemi au delà de l'Ellero ; mais Championnet ne pouvant plus conserver Mondovi, après la perte des positions de sa gauche, en ordonna

l'évacuation qui eut lieu pendant la nuit. Lemoine opéra sa retraite par la vallée du Tanaro sur Calissano. La division Victor alla camper à Garessio; le quartier général fut de nouveau transporté à Finale.

Les Impériaux devenus maîtres de tous les débouchés des montagnes, rien ne les empêcha de former l'investissement complet de Coni; mais la prise seule de cette place devait assurer leur position en Piémont; car les Français, maîtres de ce point de départ, auraient pu déboucher dès le printemps sur la rive gauche du Pô et prendre à revers toute leur ligne. Cependant Mélas voulut auparavant les refouler jusque sur leurs frontières et les fit attaquer, le 15, à Limone, par le prince d'Auersperg, qui leur enleva ce poste, ainsi que le col de Tende. En même temps d'autres colonnes balayèrent les derniers débris de l'armée d'Italie des vallées des Alpes, et portèrent l'épouvante jusque dans le Dauphiné. Alors le quartier général des Impériaux s'établit à Borgo-San-Dalmazzo. Le corps de bataille prit position à Roccavione; et, le 18 novembre, la division du prince de Lichtenstein compléta l'investissement de Coni.

Cette place, située au confluent de la Stura et du Gesso, est un octogone bastionné avec demi-lunes, contre-gardes et autres ouvrages extérieurs. Quoique protégée sur deux fronts par la Stura et le Gesso, sur le troisième, par un terrain bas, susceptible d'être inondé à la moindre pluie, et enfin contre-miné sur le front de Nice, qui est le seul attaquable, ce n'est cependant pas une place imprenable, attendu qu'elle est dominée et prise à revers des hauteurs qui bordent la rive gauche de la Stura, qu'elle n'a aucun établissement à l'épreuve de la bombe, et qu'on peut la priver d'eau en détournant, au moyen d'un simple batardeau, celle qui vient par un canal de la Stura. D'ailleurs la plupart des ouvrages sont d'un mauvais tracé : les bastions sont étranglés, les remparts trop étroits, et de la campagne on découvre la maçonnerie de toutes les escarpes. A ces considérations, il faut ajouter que toutes les fortifications étaient alors mal entretenues, et que la place n'avait pas la moitié de son approvisionnement; car toutes les tentatives de Grenier, pour y jeter des vivres depuis l'affaire du 10, avaient été inutiles.

Le général Clément, qui y commandait une garnison de 3,000 hommes, quoique fort brave de sa personne, n'était pas propre à remplir la tâche qu'on lui avait donnée.

Dès le 18 novembre, le corps de siége, fort d'environ 15,000 hommes, établit des ponts de bateaux sur la Stura et le Gesso, pour la communication de ses quartiers, et coupa le 21, le canal de la Stura, qui fournissait l'eau aux moulins de la ville.

Les jours suivants se passèrent en escarmouches, tant pour reconnaître la place que pour rétablir la coupure du canal de la Stura, que la garnison était parvenue à détruire. Enfin, dans la nuit du 26 au 27 novembre, on ouvrit la tranchée à 150 toises des redoutes avancées du Gesso et de la Stura. Une fausse attaque fut dirigée sur la rive gauche de ce dernier torrent, à Madona-del-Olmo.

Clément contraria de son mieux les travaux; mais le manque d'officiers du génie et d'artillerie se fit bientôt apercevoir : l'ignorance, la stupeur, régnaient déjà dans la place; les habitants par leurs murmures excitaient la garnison à la révolte, quand, le 2 décembre, l'assiégeant démasqua toutes ses batteries, et réduisit en cendres, en moins de 24 heures, tous les quartiers du front d'attaque. Le gouverneur ne pouvant fermer son cœur à la pitié, ou cédant au découragement de sa garnison, entra en pourparlers avec le prince de Lichtenstein et lui ouvrit les portes de la place le 4 décembre. Sa garnison, forte de 3,000 hommes, non compris 500 malades ou blessés, fut envoyée prisonnière dans les États héréditaires de l'Autriche.

Championnet réunissait des troupes dans la vallée du Tanaro pour secourir Coni, lorsqu'il apprit sa reddition prématurée. La mauvaise saison s'opposant désormais à toute opération dans les montagnes, cet événement termina la campagne du Piémont, et, de part et d'autre, les troupes entrèrent en quartiers d'hiver.

A la droite, les hostilités se prolongèrent quelques jours de plus. Le 6 décembre, le général Kray enleva aux Français les villes d'Acqui et de Novi, forma le blocus de Gavi, et les rejeta sur leurs anciennes positions de Campo-Freddo et de la Bochetta.

Ce succès et le mécontentement qui régnait dans Gênes, où les Autrichiens entretenaient des intelligences, décidèrent Klénau à tenter un coup de main sur cette ville. Après avoir engagé le comte de Hohenzollern, qui commandait à Novi, d'attaquer de son côté le poste de la Bochetta, il s'avança, le 14, par la vallée de Lavagna contre la faible division Miollis, et la déposta sans peine de Torriglia, pendant qu'une autre colonne pénétrait jusqu'à Nervi par la route de la Corniche; mais la grande quantité de neige ayant empêché Hohenzollern de faire la diversion convenue, Saint-Cyr repoussa lui-même, le 16, jusqu'à Sestri, la colonne qui longeait la mer, et fit filer par les montagnes une partie de la division Watrin, pour assaillir les derrières de Klénau. L'issue du combat fut la même que peu de mois auparavant : les Autrichiens ne s'ouvrirent un passage qu'avec beaucoup de peine, et laissèrent 12 à 1,500 prisonniers entre les mains des Français. Cet échec les força à l'inaction, et ils furent prendre des quartiers derrière la Magra.

Cet événement fut d'autant plus heureux, que les troupes républicaines, désorganisées par une pénurie horrible, commençaient à murmurer hautement et à vouloir prendre le chemin de France. Les Génois, en proie aux vexations qu'amène toujours l'occupation militaire, loin d'aimer les nouvelles institutions, leur attribuaient la ruine du commerce, qui fait la fortune de l'État en même temps que celle des particuliers, et appelaient les alliés de leurs vœux; s'ils ne firent pas essuyer à Saint-Cyr le même traitement qu'au marquis de Botta en 1747, on le dut à la conduite déliée de ce général qui sut opérer une révolution à Gênes sans y prendre une part apparente, écarter du Directoire et des conseils, tous les partisans de l'ennemi, pour y placer des hommes dévoués à la France, et qui ne pouvaient se sauver qu'en faisant triompher sa cause.

Tandis que ces choses se passaient sur les frontières de Piémont, le général Frœlich détaché, comme on l'a vu au chapitre LXXXIX pour nettoyer les derrières des armées alliées, après avoir contribué à presser l'évacuation de Rome par les Français, s'était porté sur Ancône, renforcé de deux régiments d'infanterie venus de Dalmatie. Une escadre turco-russe formait depuis la fin de juillet le blocus maritime de cette place : un corps de 3 à 4,000 insurgés italiens, commandés par Lahoz et Celini, la resserrait par terre, conjointement avec un détachement de 12 à 1,500 hommes tirés des vaisseaux sous les ordres du colonel russe Woinowitch.

Le siége d'Ancône ne paraissait pas une entreprise facile. Sa garnison illustrée par des opérations que ne comportaient guère sa faiblesse, après avoir tenu deux mois la campagne, avait adopté un système de défense qui consistait moins à profiter des ouvrages de l'enceinte qu'à empêcher l'ennemi d'en former l'investissement complet. La renommée s'était plu à exagérer aux Impériaux les obstacles matériels, la force du personnel et l'étendue des ressources qu'ils auraient à vaincre pour se rendre maîtres de cette place. A la vérité, Monnier avait profité de la circonspection des assiégeants, de la mésintelligence qui régnait entre leurs chefs, pour faire les réparations les plus urgentes à l'enceinte. Le couvent des Capucins qui la masque et la domine au nord-est avait été couvert d'une chemise en terre; le mont Gardetto, qui la commande du côté de la porte Farine, retranché; la citadelle se trouvait déblayée et approvisionnée; on avait élevé des batteries au lazaret, pour battre en mer, et mis le port en état de défense; mais qu'était-ce pour résister avec moins de 3,000 hommes écrasés de fatigue, dans une mauvaise place, contre un corps de 18,000 combattants, abondamment pourvu d'artillerie et de munitions.

Frœlich, après avoir rassemblé à loisir tous les attirails de siége à Sinigaglia, crut devoir préluder, le 15 octobre, à cette entreprise, par une sommation où il faisait connaître au général Monnier qu'il occupait pour la république la dernière place en Italie. Celui-ci, jaloux de lui confirmer l'opinion qu'il témoignait par cela même avoir de sa garnison, après lui avoir répondu avec dignité, exécute une sortie avec 600 hommes divisés en trois colonnes, force la principale redoute des assiégeants au troisième assaut, en enlève deux autres d'emblée, y encloue 9 pièces de canon, prend plusieurs drapeaux, et fait essuyer une perte notable aux Autrichiens et aux insurgés, dont le chef Lahoz fut mortellement blessé.

Ce genre de réponse engagea Frœlich à ne rien précipiter. Avant donc de commencer les approches, il résolut de se saisir de tous les mamelons qui entourent Ancône par des redoutes fermées à la gorge et liées ensemble par des caponnières, afin d'opposer plus de résistance aux sorties de sa garnison. Dès le surlendemain, les Autrichiens, les insurgés, les Russes et les Turcs travaillèrent chacun, en ce qui les concernait, à mettre ce plan à exécution.

De son côté, Monnier, voyant qu'il était sérieusement menacé, acheva ses dispositions de défense; il confia aux généraux Lucotte et Pino la garde des Capucins et de Monte-Gardetto, qui allaient devenir les points de mire des assiégeants. Un ordre admirable régnait dans la place. Depuis longtemps l'on ne s'y servait plus que de la poudre et des bouches à feu fabriquées ou fondues dans les ateliers qu'il avait su se créer. Des moulins à grain, des fabriques d'eau-de-vie étaient en pleine activité pour le service de la garnison; le cuivre des cloches converti en monnaie obsidionale, servait au payement des travaux que ne pouvaient exécuter les troupes; mais il fallait améliorer le service des hôpitaux, régler l'emploi des approvisionnements, les protéger contre l'incendie d'un bombardement imminent, et c'est à ces soins que Monnier consacra la dernière quinzaine d'octobre.

Cependant, les assiégeants étaient parvenus, le 1er novembre, à armer cinq redoutes de 27 bouches à feu de fort calibre, et à construire une batterie de 7 pièces de canon, dans le vallon qui mène à la porte Farine. Le peu de relief des ouvrages donna à Frœlich l'idée d'attaquer de vive force l'ouvrage à corne de la citadelle et le fort du mont Gardetto. En effet, le lendemain à six heures du matin, les batteries commencèrent à jouer, tandis que 6 ou 8 bouches à feu de campagne, qui garnissaient les retranchements en arrière du front d'attaque, entrèrent en action du côté de la mer.

Protégées par le feu de cette artillerie, les gardes des tranchées, soutenues par le régiment de Hohenlohe, repoussèrent les avant-postes français d'un côté sur le mont Stephano, à 100 toises de la citadelle, et s'y établirent, et de l'autre à pareille distance de la porte de France où elles plantèrent le drapeau rouge. D'abord la garnison ne répondit qu'avec l'artillerie de ses trois forts et du corps de place; mais lorsque Monnier s'aperçut que l'ennemi avait l'intention de se loger sur le mont Gardetto, il ordonna une sortie générale. Les cinq portes d'Ancône s'ouvrent en même temps, et il en sort autant de colonnes, qui se précipitent sur les assiégeants. L'une des plus considérables côtoie les bords de la mer, et tombe sur les Russes et les Turcs, qu'elle met en fuite; une autre suit la grande route de la porte Farine, et se dirige sur le mont Gardetto. Les Impériaux, après une vive résistance, sont obligés de plier : les républicains reprennent San-Stephano et la Maison brûlée. En vain Frœlich, pour leur arracher ces postes, fait déboucher par le bas-fond une nouvelle colonne, sous la protection d'une artillerie formidable, et menace le camp retranché et la porte de France; Lucotte repousse les assiégeants, et, après un engagement de cinq heures, où ils essuient une perte de 300 hommes, leur général demande un armistice pour enlever ses morts et ses blessés.

Les Autrichiens, ayant consommé presque toutes leurs munitions dans cette attaque infructueuse, ne recommencèrent le feu que le 10, encore s'éteignit-il au bout de trois heures, faute de munitions. Cependant cet intervalle suffit pour faire écrouler la courtine et y pratiquer deux larges brèches. Frœlich somma alors Monnier pour la quatrième fois. Celui-ci convaincu qu'une plus longue résistance compromettait le salut de la garnison, de l'avis d'un conseil de guerre, entama des pourparlers pour sa reddition. La capitulation fut signée le 12 novembre, et la garnison, forte encore de 2,724 hommes, eut la faculté de retourner en France jusqu'à parfait échange.

Les Impériaux trouvèrent dans la place, 585 bouches à feu, 7,000 fusils, 10 bâtiments de guerre, dont 3 vaisseaux de ligne, outre 18 bâtiments particuliers.

Quoique les assiégeants n'eussent encore ouvert que la première parallèle, on ne saurait blâmer Monnier d'avoir capitulé; car toutes les brèches au corps de place étaient praticables, et il n'y avait pas moyen de les réparer : les retranchements des Capucins n'étaient plus à l'abri d'un coup de main, le mont Gardetto et le lazaret pouvaient être séparés d'un moment à l'autre de la ligne de

défense; on ne voyait plus de possibilité de remplacer les affûts démontés, et il n'existait plus dans les magasins que 15 millions de poudre et pour dix jours de vivres.

L'armée républicaine du moins ne murmura point en apprenant ce nouvel échec : elle sut d'autant plus de gré à Monnier de ses efforts, qu'ils semblaient incriminer la conduite des gouverneurs de Mantoue et d'Alexandrie, à la prompte reddition desquels elle attribuait tous les revers essuyés depuis la bataille de Novi.

La prise d'Ancône termina cette campagne si désastreuse pour les armes françaises en Italie. Frœlich cantonna ses troupes dans la Marche, les Turcs et les Russes se rembarquèrent, et les insurgés se retirèrent dans leurs foyers.

De son côté, le général Mélas alla s'établir à Turin et fit rentrer une partie de son armée dans les plaines du Piémont et de la Lombardie. Le corps de Rohan et partie de celui de Haddick, occupèrent les vallées de Domo-Dossola et d'Aoste. Les troupes du général Kaim et la brigade Sommariva gardaient la tête des hautes vallées des Alpes et bloquaient Fénestrelles, tandis que les avant-postes de Ott, établis à Limone, surveillaient les cols de Tende et de Fenestre. Les généraux Gottesheim et Bellegarde furent chargés de surveiller de leur position centrale en avant de Mondovi, tous les débouchés de la rivière du Ponant. L'aile gauche, aux ordres de Kray, continua de couvrir les vallées de la Bormida, de l'Erro et de la Scrivia. Des partis répandus dans les vallées de la Trebbia et du Taro, la liaient au faible corps de Klénau, stationné derrière la Magra, et dont les troupes légères occupaient Sestri et Varèse.

Voici quelle était à peu près la position des Français. L'aile gauche, composée des divisions Grenier et Duhesme, gardait le petit Saint-Bernard, le mont Cenis et tous les autres débouchés des vallées qui versent des Alpes en France. Le centre, formé par les troupes des généraux Lemoine et Victor, occupait la rivière de Gênes jusqu'à Savone, tenait les cols de Fénestrelles et de Tende, et défendait en forces toutes les issues de la vallée du Tanaro sur l'État de Gênes. A sa droite, les divisions Laboissière et Watrin couvraient Savone et Gênes. Leurs avant-postes étaient à Ponzone, Ronciglione, Carosio et Cairo. Des patrouilles liaient ce corps à celui du général Miollis, stationné derrière la Lavagna dans la rivière du Levant.

On comptait à peine sur cette ligne immense 38,000 défenseurs, qui ne tardèrent pas à souffrir toutes les horreurs du besoin; car la coupable insouciance du Directoire n'avait préparé aucun approvisionnement sur les rochers arides de la Ligurie et du comté de Nice. La révolution du 18 brumaire (9 novembre) n'avait pas encore étendu son heureuse influence jusque dans les parties les plus reculées de la république; et le peu de ressources disponibles s'employaient de préférence aux préparatifs de la prochaine campagne. La malheureuse armée d'Italie, sans solde depuis cinq mois, ne trouva à sa rentrée dans la rivière de Gênes, ni argent, ni habits, ni capotes, ni souliers, ni bois même pour entretenir les feux des bivouacs pendant la nuit sur les sommets glacés de l'Apennin. Pour comble de malheur, la famine se fit bientôt sentir. Les routes étaient couvertes de soldats expirant de froid et de faim. L'encombrement des hôpitaux où rien n'existait pour le soulagement des malades et des blessés, y engendra une épidémie effrayante qui les enlevait tous les jours par centaines. Tant de souffrances relâchèrent les liens de la discipline. Les soldats, voyant qu'on abusait de leur patience, abandonnèrent en foule leurs drapeaux pour rentrer dans l'intérieur. Accablée de tant de disgrâces et frappée de l'horrible tableau qui s'offrait à sa vue, l'âme sensible de Championnet en fut brisée. Partageant des misères qu'il ne pouvait même atténuer, visitant les camps et les hôpitaux, et cherchant à ranimer le courage et le patriotisme éteint de ses braves compagnons d'armes, ce général prit le germe de l'épidémie dont il vint mourir à Nice. Il fut sincèrement regretté de toute l'armée, qui, loin de rejeter sur lui une partie de ses malheurs, le regarda comme une victime du machiavélisme du Directoire, qui n'avait brisé ses fers que pour ternir une belle réputation qui lui portait ombrage, en le chargeant d'un commandement difficile sans lui donner les moyens de triompher.

Sa mort devint comme le signal de la désertion générale. Il ne resta dans beaucoup de corps que

les officiers et les sous-officiers. Les soldats rentraient tumultueusement en France. Ce fut dans cette déplorable circonstance que Saint-Cyr, par un de ces traits d'éloquence qui ne manquent jamais leur effet sur les cœurs généreux, parvint à rallier une partie de ses troupes qui avaient abandonné leurs postes, et rentraient à Gênes en désordre, déterminées à prendre le chemin de la Provence.

Cependant le nouveau gouvernement, instruit de cet état de choses, prit aussitôt des mesures pour faire cesser cette horrible situation. Quelques secours furent envoyés à l'armée d'Italie, et Masséna, qui vint en prendre le commandement, sut par sa vigueur, sa popularité et quelque peu d'argent qu'il apporta de Paris, arrêter le torrent de la désertion et subvenir aux besoins les plus pressants. Tous les soldats qui avaient été à Nice demander des habits et du pain, retournèrent à leurs corps. On les verra, sous un chef plus heureux et plus habile, réparer, dans la campagne suivante, les désastres de celle-ci : toutefois après avoir subi, dans la rivière de Gênes et sur les bords du Var, les dernières épreuves du courage, du dévouement et du patriotisme.

CHAPITRE XCVII.

Discussions entre l'archiduc Charles et le maréchal Suwarow sur le projet de rentrer en Suisse. — Départ des Russes pour la Bavière. — Lecourbe prend le commandement de l'armée du Rhin, passe le fleuve, et investit Philipsbourg à deux reprises; il est battu par Starray et forcé à repasser le fleuve. — Fin de la campagne.

Au moment où la perte de Constance et de la tête de pont de Busingen ôtait aux alliés les moyens de franchir de nouveau le Rhin, et de reprendre facilement l'offensive, Suwarow débouchait en retraite sur Ilanz, et l'archiduc Charles revenait en toute hâte, avec 27 bataillons et 46 escadrons, de Manheim sur Donaueschingen. Quoique la saison fût déjà bien avancée, la réunion de tant de moyens dans une seule main eût sans doute permis de combiner une nouvelle irruption en Suisse. Mais si les alliés avaient pour eux l'avantage du nombre, et semblaient entourer leurs adversaires dans la partie septentrionale de la Suisse, ces forces hétérogènes par l'indépendance ou la jalousie de leurs chefs n'étaient pas en état de diriger une masse formidable vers un seul et même but.

Bien que dans le principe le prince Charles et Suwarow eussent les mêmes vues, ils voulaient les remplir par des moyens différents; le temps s'écoula en vaines négociations. L'armée française reprit l'ascendant de la victoire, et, malgré sa faiblesse, triompha du nombre mal dirigé, dont naguère encore elle cherchait à éviter les coups. Suwarow, arrivé le 12 octobre à Feldkirch, avait à sa gauche les corps des généraux Linken et Auffemberg, et à sa droite les restes de celui de Hotze, commandés par Pétrasch. Cette circonstance lui donna l'idée de reprendre la position de la Limmat. Il proposa à cet effet le lendemain à l'archiduc, « d'abandonner le pays des Grisons, de brûler le » pont inférieur du péage sur le Rhin (Zollbruck), » et de faire sauter les ouvrages du fort de Sainte-» Lucie. Lui-même voulait passer le Rhin, le 17, » à Hochst et à Meiningen, avec toutes les troupes » du Vorarlberg, se concentrer le 18 à Saint-Gall, » et se réunir à Winterthur avec Korsakof, qui » s'avancerait en deux colonnes, l'une de Con-» stance par Bischofszell, l'autre des environs de » Stein par Pfyn et Frauenfeld. Jusqu'à sa jonction » avec le corps de Korsakof, 6,000 Autrichiens, » renforcés par toutes les milices du pays, devaient » rester dans la position de Feldkirch, pour cou-» vrir son flanc gauche, pendant qu'il passerait » le Rhin. »

Bien que ce projet reposât sur la jonction de trois colonnes séparées par le lac de Constance, il est certain que dès la première marche, elles auraient pu se réunir sur la Thur, depuis Gossau jusqu'à Pfyn, et que le maréchal, en renonçant à l'occupation des Grisons, montrait la justesse de son coup d'œil.

Cependant l'archiduc pensa avec raison que la prochaine arrivée des 28,000 hommes qu'il amenait, donnerait les moyens de concentrer encore plus les efforts. Craignant que la réunion des Russes sur les bords de la Thur, au milieu des républicains, qui s'avançaient depuis Sargans jus-

qu'à l'embouchure de l'Aar dans le Rhin, n'éprouvât trop d'obstacles, il sentit avant tout la nécessité d'assurer cette jonction, et afin d'éviter tout échec particulier, il proposa de faire marcher le corps de Korsakof le 15 et le 16 sur Stokach, pour aller joindre ensuite le maréchal en tournant le lac de Constance. Il s'engageait en même temps à détacher en Suisse une forte colonne autrichienne, qui passerait le Rhin entre Constance et Schaffhausen.

Le maréchal russe, piqué de cette rectification, qui semblait soumettre ses plans au contrôle d'un jeune capitaine, répliqua, le 14, que ses troupes n'étaient pas propres à la guerre de montagnes, que lui-même, tournant le lac de Constance, irait joindre Korsakof, pour commencer de concert avec lui l'opération projetée en Suisse. Il changea pourtant bientôt d'avis; car son armée ayant marché le 16 octobre à Lindau, il déclara le lendemain que ses troupes, étant hors d'état d'agir, ne pouvaient différer davantage d'entrer en cantonnements. Toutes les représentations de l'archiduc furent inutiles; il ne consentit même qu'après bien des difficultés à laisser la division Rosenberg à Bregentz, jusqu'au 4 novembre. Le reste de l'armée russe alla, le 30 octobre, prendre des quartiers d'hiver entre le Lech et l'Iller, où la grosse artillerie, qui avait traversé le Tyrol, vint la rejoindre par Kempten.

Cette conduite du maréchal russe prise, s'il faut en croire quelques officiers contemporains, moins encore par un sentiment d'orgueil blessé, que par la conviction acquise depuis quelques mois, que la guerre était désormais sans intérêt pour sa patrie, en privant tout à coup les alliés d'un secours sur lequel ils comptaient, eut des conséquences encore bien plus funestes. On assure qu'elle provoqua la résolution de l'empereur Paul de se retirer de la coalition, à l'époque peu éloignée où le cabinet de Saint-Pétersbourg eût pu intervenir dans les stipulations d'une paix, pour laquelle il avait fait tant de sacrifices.

Cette brusque retraite des Russes mit un terme aux opérations en Helvétie. Masséna, venant d'apprendre le retour de Bonaparte, ne douta plus que bientôt les plans d'opérations n'offrissent plus d'art et d'ensemble. Il ne trouvait d'ailleurs aucun intérêt à se jeter au mois de novembre dans les neiges du Vorarlberg. Une tentative sur la Souabe et le Danube n'était pas facile en présence de l'archiduc, qui avait réuni de nouveau près de 80,000 Autrichiens, entre Feldkirch et Offenbourg. A la vérité, Masséna en aurait eu pour le moins autant, s'il eût disposé de l'armée du Rhin; mais le Directoire venait d'en conférer le commandement à Lecourbe, et deux armées indépendantes contre une égale force obtiennent rarement un succès durable.

Si de son côté, le général autrichien, en calculant les avantages de cette unité de commandement, paraissait avoir quelques chances favorables à pénétrer de nouveau en Suisse, il n'en était point ainsi : en effet, l'armée française victorieuse à Zurich, lui eût vendu chèrement quelques lieues de terrain, dont la conquête ne lui aurait pas beaucoup servi à l'approche de l'hiver. Était-il sage de s'exposer à un échec sans possibilité de profiter d'une victoire, lorsqu'au mois de juin, dans des circonstances bien plus heureuses, on s'était arrêté au milieu d'une marche triomphante? D'ailleurs l'archiduc, lié par les ordres de sa cour, attendait l'effet que ses nouveaux rapports avec Suwarow et le départ des Russes, produiraient sur le cabinet de Vienne. Convaincu qu'il en résulterait un nouveau système de défense, il renonça à l'idée d'envahir la Suisse, se contenta de balayer la rive droite du Rhin, où les Français venaient de faire une incursion, dont nous allons rapporter les principaux faits.

L'archiduc, avant de retourner vers la Suisse, avait détaché deux bataillons et quelques escadrons, tant pour s'assurer de Francfort, que pour agir de concert avec les milices mayençaises, et chasser les partis républicains qui rôdaient entre la Lahn et le Mein. Le général Muller, ayant reçu du Directoire l'ordre de ne rien engager de sérieux, les fit replier sur Ehrenbreitstein et Mayence, en sorte que les Français évacuèrent la rive droite du Rhin, à l'exception des postes qui leur servaient de têtes de ponts. Cette disparition subite des Français engagea les Impériaux à s'étendre sans défiance. Le général Szen-Keresty cantonna sa petite brigade aux environs de Francfort, le prince de Schwarzenberg resta sur le Necker, pour couvrir Manheim et Heidelberg, le général Gœrger

commanda entre Philipsbourg et Durlach; enfin Meerfeld observait toujours la garnison de Kehl et la vallée de la Kintzig.

Les succès obtenus en Suisse par Masséna, tranquillisant le gouvernement français sur ce point, toute son attention se tourna du côté de la Hollande et du bas Rhin. Des secours avaient été promis aux généraux Muller et Brune; mais celui-ci ayant annoncé les premiers avantages obtenus sur le duc d'York, partie des troupes d'abord destinées à grossir son armée alla renforcer l'armée du Rhin, dont Lecourbe venait de prendre le commandement.

Illustré par cent actions d'éclat, ce jeune général semblait bien capable de justifier l'idée qu'on s'était formée de ses talents et de son activité. Ney, qui avait pris le commandement en attendant son arrivée, le seconda à merveille; et après avoir culbuté le corps de Szen-Keresty et poussé, le 7 octobre, l'avant-garde de Lorcet sur Francfort, passa le Rhin le 11, sur trois colonnes. Le général Lorcet quittant Hocheim, prit la route de Heidelberg, tandis que Baraguey-d'Hilliers, avec une partie de la garnison de Mayence, observa les milices du baron d'Albini et du colonel Wrède, qui se trouvaient à Nieder-Rad. Une brigade de cavalerie, sous les ordres de Nansouty, passa le Rhin près d'Oppenheim, et le général Sabatier, avec cinq bataillons, le franchit vers Franckendahl.

Lorcet se dirigea le 16, avec les quatre bataillons de l'avant-garde, sur le pont de Heidelbergh, où il eût à soutenir un engagement assez vif : le prince Aloys de Lichtenstein défendit ce poste avec son intrépidité accoutumée, et y reçut un coup de feu; mais la cavalerie légère, sous les ordres de Dubois-Crancé, ayant passé le Necker au gué de Ladenbourg, et défait les hussards de Vecczay sur ce point, Sabatier occupa la tête de pont du Necker; ces événements décidèrent le prince de Schwarzenberg (1) à évacuer dans la nuit du 17 octobre Manheim et Heidelberg, et à se replier sur Bruchsal, d'où il alla prendre ensuite la ligne de l'Enz, laissant pour la troisième fois Philipsbourg en butte aux attaques des Français. Ney ne tarda pas à investir cette place; mais, trop faibles pour poursuivre ses succès, il s'établit dans les environs de Manheim.

Bien que l'archiduc eût des forces supérieures en Souabe, il n'en était pas moins embarrassé, car il fallait faire face en même temps à Masséna victorieux, qui menaçait sa gauche, et à Lecourbe qui pressait la droite. Si une position centrale et saillante est avantageuse en stratégie, ce n'est pas quand elle est bornée par un fleuve qui interdit tout mouvement offensif contre l'une ou l'autre des parties ennemies. Les Français étant maîtres des deux côtés du grand angle, formé par le Rhin, et possédant des places qui offraient la faculté de déboucher sur les flancs des Impériaux, l'archiduc devait agir avec prudence et attendre ses adversaires sur un terrain où il pût les combattre avec moins de désavantage.

La nouvelle de la perte de Manheim et de Heidelberg, arriva à ce prince, au moment de ses contestations avec Suwarow. Ce n'était pas le cas de voler au point menacé, quand il s'agissait de rentrer en Suisse de concert avec les Russes. Il envoya seulement au prince de Lorraine, qui avait pris le commandement en cette partie, 2,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux, tirés de la vallée du Rhin, pour renforcer le corps d'observation sur les bords de l'Enz.

Lecourbe, de son côté, ayant joint l'armée sur la rive droite du Rhin avec quelques renforts d'infanterie, résolut de poursuivre ces premiers avantages; il déboucha de Manheim et de Heidelberg le 21 octobre : sa gauche, sous les ordres de Ney, s'avança sur Heilbronn, repoussa le prince de Hohenlohe de Bonigheim, et le força à repasser l'Enz, après quoi elle prit poste vers Lauffen ; le centre suivit le général Gœrger dans la direction de Knittlingen et se dirigea vers Durlach et Graben.

L'archiduc, alors en brouille ouverte avec Suwarow, ne crut pas devoir se mettre lui-même en marche de Donau; mais le duc de Wurtemberg voyant ses États envahis par les républicains, consentit à ce que 4,000 hommes de ses troupes se joignissent aux Impériaux pour les repousser. A

(1) Il paraît qu'après ce combat, le prince de Schwarzenberg rejoignit le gros de l'armée, et laissa le commandement au général Gœrger ; quoique l'archiduc n'en parle pas, tous les journaux du temps le disent ainsi.

l'aide de ces renforts, on résolut d'attaquer les Français sur l'Enz.

Lecourbe avait pris une position un peu trop large, et négligé de jeter de nouveaux ponts auprès du corps de blocus; il devait donc en même temps avoir l'œil ouvert sur ses communications avec Manheim, sur les routes de Halle et de Heilbronn, sur celle de Pforzheim, et enfin sur la vallée du Brisgau où Meerfeld venait de repousser les sorties de la garnison de Kehl.

Le prince de Hohenlohe, avec les Wurtembergeois, renforcé de quelques escadrons autrichiens, ayant passé l'Enz le 3 novembre et marché sur Bietigheim, donna sur l'avant-garde de Ney que commandait Lorcet. Malgré leur bonne contenance, ces troupes surprises de ce retour offensif inopiné, débordées dans un vignoble sur leurs flancs, cédèrent au nombre et se replièrent; Ney lui-même se mit inutilement à la tête de quelques braves, une attaque de l'ennemi sur Lochgau le força de se replier vers Erligheim. Serrés de près par la cavalerie autrichienne, et assaillis au moment où ils rompaient pour effectuer leur retraite, ses escadrons furent enfoncés et laissèrent deux bataillons formés en carrés aux prises avec tout le corps ennemi. Malgré sa bravoure et sa présence d'esprit, il était difficile que Ney se mît en marche sans que l'ennemi entamât ses bataillons; après avoir néanmoins donné par sa belle défense le temps d'évacuer Lauffen, et de rappeler ses détachements poussés sur Bottwar, et avoir été blessé lui-même dans une charge, ainsi que le général Lorcet, il gagna les hauteurs de Klein-Gartach.

Dans tout cordon d'investissement, il est rare que la chute d'un point n'entraîne pas celle des autres, surtout quand il n'y a pas de réserve : la droite de Lecourbe ne pouvait rester à Durlach, entre deux feux, quand Meerfeld, Gœrger, Hohenlohe et le prince de Lorraine pouvaient l'écraser de concert; aussi n'eût-on rien de plus pressé que de lever un blocus à peine commencé, pour réunir l'armée aux environs de Wisloch, la gauche sur les hauteurs de Bayerthal, la droite à la Kraichbach, vers Losheim.

Les Wurtembergeois n'ayant point l'ordre de dépasser les limites de leur territoire, ne purent seconder le prince de Lorraine, pour achever de repousser les Français au delà du Rhin, et les choses en restèrent là durant quelques jours.

Philipsbourg, qui avait joué un si grand rôle dans les guerres de Louis XIV, n'était plus qu'un poste insignifiant, depuis que les Français, maîtres de Kehl et de Mayence, pouvaient sans aucun inconvénient le laisser derrière eux. Hors de toute direction stratégique, on s'était à peine aperçu de l'existence de cette place dans la campagne de 1796, et cependant on s'obstinait à lui donner dans celle-ci une trop grande importance.

Le général français, ayant reçu encore quelques renforts en infanterie, et sachant à quel ennemi il avait affaire, résolut de l'investir de nouveau. Il forma de 20 bataillons et 37 escadrons faibles, quatre divisions. La droite sous le général Laborde (1) déboucha, le 17 novembre, de Losheim, en même temps qu'une brigade se dirigeait, par Kirlach, sur Waghausel, pour prendre à dos les troupes qui s'opposaient à son passage et leur couper la retraite sur Philipsbourg. Ce mouvement eut un plein succès, les troupes de la garnison furent en partie coupées, et il ne rentra que 1,800 hommes dans la place.

Lecourbe conduisit la division Decaen et la réserve de cavalerie d'Hautpoult, partie sur Hombruck, partie par la grande route de Bruchsal.

Ney, à la tête de la troisième, se lança de Neckergmund sur Sinzheim, et poussa ses coureurs sur Helmstadt et Necker-Eltz. Enfin, Baraguey-d'Hilliers eut la mission de contenir sur la rive droite du Necker les troupes mayençaises du baron d'Albini.

Trop faibles pour résister à tant de forces, les Impériaux se replièrent de nouveau derrière l'Enz : Lecourbe reprit à peu près la même position, ayant soin toutefois de resserrer un peu sa ligne, afin de ne pas dépasser par sa droite Graben et Grumbat, de tenir le centre vers Bruchsal ou Bretten, et la gauche entre Sinzheim et Leobenfeld.

L'archiduc, débarrassé enfin des soins que lui avait donnés le projet de l'invasion de la Suisse, voyant la possibilité de faire quelques détachements vers sa droite, envoya le comte Starray,

(1) L'archiduc Charles indique Colland, au lieu de Laborde, qui se trouve cité dans les rapports français du temps.

avec six bataillons et autant d'escadrons, pour rallier les détachements épars dans le Margraviat, et tenter un nouvel effort en faveur de Philipsbourg. En peu de jours, ce nouveau général réunit un corps de 15 bataillons et 51 escadrons, avec lesquels il s'avança au secours de la place. Bien que Lecourbe eût resserré ses postes, ses troupes se trouvaient encore trop disséminées pour recevoir le combat en position, il eût dû se réunir et marcher à l'ennemi, au lieu de se laisser prévenir. Dès qu'il abandonnait à son adversaire les avantages de l'initiative, il ne pouvait manquer d'être battu.

En effet, le général autrichien avait le choix de deux partis pour rétablir sa communication avec Philipsbourg; il ne s'agissait que d'opérer un effort sur la droite ou la gauche des Français. En attaquant la première par la vallée du Rhin, et la menant battant de Graben par Wiesenthal sur Wisloch, on ne sait trop à quelle extrémité Lecourbe se fût trouvé réduit. La crainte assez fondée de tomber entre la ligne française et le Rhin, et de se placer soi-même, en cas de revers, dans une situation critique, moins peut-être qu'une prévoyance stratégique, décida Starray à manœuvrer contre le centre et la gauche des républicains. Il y avait lieu d'espérer un heureux résultat de cette manœuvre; car s'il parvenait à gagner Wisloch, avant que la droite de Lecourbe eût défilé, cette aile en entier se serait trouvée dans un grand embarras.

Le 2 décembre, l'armée impériale s'ébranla sur trois colonnes principales, la première, aux ordres du prince de Hohenlohe, de 8 bataillons et 16 escadrons, soutenue par les Wurtembergeois, marcha par la route de Sinzheim; le centre, conduit par le prince de Lorraine, dut se diriger partie sur Weiler pour seconder la précédente, et partie vers Landhausen; Gœrger, à la tête de la gauche, attaqua Gochsheim et Odenheim. Wrède, avec un détachement, s'avança vers Wimmersbach, et d'autres corps légers coururent dans les environs de Waibstadt; enfin, à l'extrémité opposée, Canisius couvrit Bretten, et servit de réserve à l'aile gauche.

Le centre de Lecourbe reçut presque tous les coups de l'ennemi sur les hauteurs, entre Ewisheim et Hilsbach. La première colonne assaillit la gauche de cette division à Sinzheim, lorsque, déjà menacée à droite par l'attaque de Gœrger sur Munzingen, une partie de ses forces était tenue en échec par le détachement de Wrède du côté d'Helmstadt. Deux brigades isolées, agissant sans vigueur et sans concert, n'arrêtèrent que faiblement la marche de Starray. Le centre de Lecourbe, ainsi débordé des deux côtés et assailli par la colonne principale de l'ennemi, commença sa retraite sur Wisloch. En vain les républicains tinrent vigoureusement les villages d'Odenheim et de Weiler, cette belle défense partielle ne remédia à rien, et il fallut céder le premier à Hohenlohe, et le second à Gœrger, renforcé par Canisius et un détachement de Starray.

La gauche des Impériaux bivouaqua vers Ostringen, et la première colonne s'avança entre Bayrthal et Horrenberg. L'attaque, renouvelée le 3 décembre, n'eut pas moins de succès, les Français défendirent à leur ordinaire la montagne de Horrenberg, contre la première colonne : leur opiniâtreté à tenir ce poste était motivée sur la nécessité de couvrir les approches de Wisloch, pour donner le temps à Lecourbe de faire replier son aile droite encore en marche du côté de Losheim, et sa gauche de Leobenfeld. Mais Starray, ayant débouché par Ostringen et Zeilern sur la grande route du Rhin, emporta cette petite ville, et repoussa les républicains en désordre sur Leimen. Quelque diligence que Lecourbe eût faite pour débloquer Philipsbourg, et attirer à lui sa droite, elle ne put arriver assez tôt à Schwetzingen, pour achever sa retraite sans danger. Pour comble de disgrâce, la gauche qui s'était maintenue à Neckergemunden et Leobenfeld contre le détachement de Wrède, courait risque d'être prévenue à Heidelberg, car déjà les Impériaux étaient maîtres de la chaussée de Leimen. Dans cette extrémité, jugeant à quel point il lui importait de gagner du temps, le général français usa d'un stratagème bien connu, et qui néanmoins manque rarement son effet. Il demanda un armistice à Starray, sous prétexte qu'il venait de recevoir la nouvelle que le général Berthier se rendait à Vienne avec des propositions de paix.

Le général autrichien, en accédant à sa demande, prouva qu'il n'appréciait point tous les avantages de sa manœuvre, et que loin de l'avoir

combinée dans l'intention d'accabler une des ailes de son adversaire, il n'avait eu d'autre dessein que de le forcer à lever le blocus de Philipsbourg.

Starray accepta donc l'armistice, sauf l'approbation de l'archiduc; cependant comme il fallait au moins trois jours pour recevoir la ratification ou le refus du prince, c'était plus qu'il n'en fallait à Lecourbe pour replier ses troupes autour de Manheim. On a fortement reproché au vainqueur d'avoir si peu profité de ses succès; mais quand on réfléchit que l'aile gauche de Lecourbe menaçait Starray lui-même sur son flanc, et que, dans les montagnes, sa supériorité en cavalerie devenait illusoire, on ne trouve pas sa conduite si répréhensible.

Quoi qu'il en soit, Lecourbe profita de la bonhomie du comte hongrois; et, après avoir réuni ses troupes à proximité des ponts, repassa le Rhin, et détruisit celui de Neckerau, aussitôt qu'il fut instruit du refus de l'archiduc.

On a de la peine à concevoir le but que pouvait avoir le gouvernement français à pousser ainsi un corps de 15 à 20,000 hommes, au milieu des forces dè l'archiduc. Il est probable qu'il avait l'intention de renforcer Lecourbe d'une partie de l'armée d'Helvétie, ou de seconder au moins ses opérations par un passage de l'armée de Masséna (1). Il ne l'est pas moins que la nomination de Bonaparte à la dignité de premier consul, changea tous les projets militaires, et que ce fut la cause principale des efforts inutiles et décousus de cette faible armée du Rhin.

Masséna, destiné à remplacer Championnet en Italie, partit d'abord pour Paris, après avoir fait filer les plus belles demi-brigades de son armée par Berne et Genève sur Lyon. Dès lors il ne fut plus question de pénétrer en Souabe, et l'on songea de part et d'autre à prendre des quartiers d'hiver.

Une partie de l'armée d'Helvétie se rapprocha de Bâle et du Frickthal, autant pour fixer l'attention de l'ennemi vers la Forêt-Noire, que pour faciliter l'approvisionnement des troupes, et soulager la Suisse du long et pénible fardeau qu'elle avait supporté.

Cette courte expédition, dans laquelle Lecourbe montra peut-être que l'activité, le courage et les talents d'un bon lieutenant général ne suffisent pas toujours pour commander en chef, mit fin à la sanglante campagne de 1799. Célèbre dans les annales militaires, elle surpassa de beaucoup celles qui l'avaient précédées tant par la multitude de combats, que par la complication des événements et des marches. Nous n'ajoutons rien à ce que nous en avons dit dans le cours de cette narration; la France paya par 200,000 braves, la moitié de ses conquêtes, et par une partie de ses trophées, la présomptueuse confiance de trois directeurs, la mauvaise administration d'un ministre justement décrié, et le bizarre plan de campagne d'un général subalterne (2) qui possédait peut-être la science des écoles sans être capable d'en appliquer les principes fondamentaux à la guerre.

S'il est vrai que le Français ne montre pas toujours dans les retraites l'aplomb qu'il serait sans doute facile de lui donner par de sages institutions, on ne saurait pourtant attribuer à ce défaut la perte si rapide de l'Italie, de la Souabe et d'une partie des Alpes helvétiques. Les troupes républicaines combattirent avec une fermeté héroïque dans les plaines de la Lombardie et du Piémont, comme sur les bords du Rhin et en Helvétie. D'un autre côté, Moreau, Masséna et Lecourbe fournirent trop de preuves d'habileté, pour qu'on soit tenté de leur imputer la moindre part à ces revers. Ils furent le résultat du choix d'une ligne hors de proportion avec les moyens mis en action pour la conserver, et confirmèrent la vérité d'un axiome trop souvent oublié : « C'est que, plus l'ambition » d'une puissance en fermentation, la porte à s'é» tendre rapidement, plus il lui devient difficile » de se maintenir dans ses conquêtes. » La prise de possession est toujours suivie de grands embarras. Un État semblable à la république française, qui s'étendrait des bouches de l'Ems au fond de la Calabre, ne conserverait sa supériorité qu'en con-

(1) On a affirmé que Masséna devait lui fournir 30,000 hommes de l'armée d'Helvétie, et qu'il tint cette disposition cachée. Cela est possible; mais il est probable qu'en donnant cet ordre, le gouvernement ignorait l'arrivée de Suwarow en Suisse.

(2) Le général Lahorie.

servant l'offensive. Le moindre revers le rejetant sur la défensive, il faudrait bientôt détacher une foule de garnisons, et laisser toutes les frontières en butte aux entreprises de deux ou trois masses bien dirigées.

Ainsi Napoléon, vainqueur de l'Europe durant quinze ans, put à peine trouver après deux batailles perdues en 1813, de quoi former la garde de ses innombrables forteresses; il vit expirer sous les murs de Paris une puissance qui semblait aussi inébranlable que sa gloire. Exemple mémorable de la fragilité des combinaisons humaines, et qui prouve, ainsi que cet homme extraordinaire l'a dit en parlant de sa campagne de Moscou, *que du sublime au ridicule, il n'y a souvent qu'un pas.*

Les armées impériales qui venaient d'effacer en quelque sorte les glorieux exploits des Français, perdirent l'Italie, peu de mois après, beaucoup plus rapidement encore qu'elles ne l'avaient conquise; nous essayerons de rendre un compte fidèle des étonnantes combinaisons qui la leur arrachèrent; et qui, éclipsant toutes celles qui les avaient précédées, laisseront à la postérité la plus reculée d'utiles leçons de guerre et de politique.

Mais avant de commencer ce dernier tableau, et pour préparer nos lecteurs aux scènes qui vont se dérouler, nous ne saurions nous dispenser de jeter un coup d'œil sur la révolution qui plaça Bonaparte à la tête du gouvernement français, et qui lui donna les moyens de déployer à la fois son ambition et son génie militaire.

CHAPITRE XCVIII.

Révolution du 18 brumaire. — Constitution de l'an VIII. — Bonaparte est nommé premier consul.

Après une révolution qui a détruit de fond en comble l'édifice social, déplacé tous les intérêts, retrempé toutes les habitudes, un gouvernement jaloux de mettre un terme aux bouleversements, ne doit pas seulement améliorer des lois enfantées dans le délire des factions ou dictées par l'enthousiasme; il faut qu'il y substitue une charte qui fixe invariablement les principes généraux, les bases des lois organiques, et les principales garanties des libertés publiques : laissant au temps et à l'expérience le soin de rédiger successivement les loi de détails nécessaires pour assurer la marche du gouvernement, et les codes qui déterminent les droits et les devoirs des citoyens.

Les moyens de remédier au vice qui mine un État représentatif, sont plus ou moins difficiles selon la situation où les antécédents ont placé celui qu'il s'agit de sauver. Le plus simple et le plus régulier paraît être de confier au corps législatif le droit de modifier le pacte constitutionnel. Toutefois, n'est-il pas à craindre, en adoptant ce système, que les conseils, jaloux d'empiéter sur le pouvoir exécutif, cherchent toutes les occasions de le restreindre, et que, chaque jour signalant de nouvelles ambitions, on ne voie se succéder des chocs qui renverseront bientôt les institutions primitives? Si l'on attribue, au contraire, l'initiative de ces changements au pouvoir exécutif, le danger n'est-il pas plus imminent, et sous prétexte du salut public, enchaînant les conseils, ne les forcera-t-il pas à un suicide pareil à celui qui frappa le corps législatif au 18 fructidor? D'ailleurs quelle confiance peut inspirer un pacte dont la durée dépend du caprice des magistrats dont il trace à peine les devoirs, et fixe mal les limites?

Si, pour éviter ces deux écueils, on confie à une troisième autorité la garde de la constitution, et qu'on la charge d'introduire les grandes innovations réclamées par les besoins et les vœux de tous, il est facile de prévoir que le but ne sera pas atteint; le pouvoir exécutif qui disposera du trésor, des troupes, et qui signera les alliances, distribuera les emplois, dominera inévitablement ce tribunal suprême, ou sera bientôt aux prises avec lui. Quel que soit le résultat de cette lutte, elle aura de fâcheuses conséquences; car un coup d'État contre cette assemblée devient inévitable, à moins qu'elle ne se condamne volontairement au rôle abject du sénat de Tibère, ou qu'elle ne s'empare, au contraire, de l'autorité, comme fit jadis le factieux sénat de Stockholm.

Cette vérité, démontrée par tant de cruelles expériences, prouve qu'un gouvernement représentatif, entaché d'esprit d'anarchie, ne saurait être soumis à des réformes légales, sans mettre à

chaque instant la liberté en péril, ou sans ébranler l'État par des institutions qui engendreront elles-mêmes le vice qu'on cherche à extirper.

La garantie d'un corps spécialement constitué pour ces réformes, étant donc à peu près nulle, il ne reste alors que les coups d'État frappés à l'aide des baïonnettes : remède non moins terrible sans doute, mais dont l'effet n'a pas toujours été funeste aux nations qui furent forcées d'y recourir. En effet, quoi qu'en disent ces spéculateurs politiques qui prétendent soumettre la marche des sociétés à des règles immuables, on citera la dissolution du parlement par Cromwel, celle du sénat de Stockholm par Gustave III, et le 18 brumaire, comme des preuves que l'intervention de la force armée peut aussi être regardée comme un moyen de salut dans les grands périls qui menacent une nation. Si ces imposants témoignages de l'histoire viennent à l'appui de notre assertion, il restera néanmoins à décider, par qui et dans quelle circonstance une telle intervention doit être exercée, pour ne pas devenir mille fois plus odieuse que tous les vices des institutions, et ramener les peuples aux révolutions dégoûtantes du Bas-Empire? Notre but n'étant point d'entrer ici dans des discussions de droit public, nous nous bornerons à ces observations, indispensables pour apprécier un événement qu'il est de notre devoir de rapporter avec quelques détails.

A l'époque où nous touchons, tout le monde en France désirait la révision de la constitution, et l'abrogation de cette foule de lois rendues par la Convention et le Directoire en délire. L'opinion générale repoussait ce Directoire, dont l'administration n'avait produit depuis deux ans que des désastres; que le 18 fructidor et le 22 floréal avaient signalé comme une autorité despotique, mais dont la journée du 30 prairial avait mis à nu l'avilissement et la nullité. On était également fatigué des débats scandaleux qui s'élevaient chaque jour dans les conseils; et leur état d'hostilité permanente contre le pouvoir exécutif faisait souhaiter une plus juste pondération entre les principales autorités de la république.

Sieyes, parvenu depuis longtemps à la suprême magistrature, suivait d'un œil attentif les progrès de l'opinion. Avantageusement connu par le succès de ses missions diplomatiques et ses talents administratifs, et jouissant encore de la popularité acquise par ses premiers écrits, il avait conçu le projet de substituer au gouvernement existant, un autre qui eût plus de force et d'unité, et qui surtout offrît des garanties à la propriété et aux droits des citoyens. Il y était d'autant plus intéressé, que déjà les jacobins, mécontents de la clôture du Manége, l'attaquaient ouvertement dans leurs journaux, et demandaient aux conseils d'annuler son élection qu'ils présentaient comme inconstitutionnelle.

Si l'entreprise ne semblait pas exempte de dangers, elle n'était pas impossible; car toute la France conspirait en quelque sorte, et les directeurs eux mêmes travaillaient avec ardeur, quoiqu'en sens divers, à la ruine d'un édifice qu'ils ne se sentaient plus la force de soutenir. Nombre de législateurs s'associèrent bientôt aux projets de Sieyes, particulièrement dans le conseil des Anciens; les uns par ambition déçue, d'autres par ambition à satisfaire; enfin, les plus sages dans la persuasion que le char de l'État ne pouvait plus marcher au milieu des obstacles qui l'environnaient. Le conseil des Cinq-Cents, au contraire, malgré l'épuration de floréal, comptait encore beaucoup de républicains zélés, qui n'eussent jamais adhéré à des changements dont l'abolition de la constitution de l'an III devait être la conséquence. Cependant, son président, Lucien Bonaparte, entouré de l'auréole de gloire de son frère, et poussé par un esprit d'intrigue qui ne s'est jamais démenti, était parvenu à s'y former un parti puissant.

Un des hommes sur qui Sieyes se reposait le plus était Talleyrand, sous les ordres duquel il s'était trouvé pendant son ambassade à Berlin, lorsque celui-ci tenait le portefeuille des affaires étrangères. Outre la conformité de vues, Talleyrand brûlait comme ce directeur de tirer vengeance des vociférations dont il venait d'être l'objet peu de mois auparavant. Un triomphe éclatant pouvait seul lui rendre son ancienne réputation, et rien ne devait lui coûter pour l'obtenir.

Mais une révolution de la nature de celle que l'on méditait devenait impossible sans le secours et l'assentiment des troupes : il fallait gagner un chef militaire connu des armées, et pourtant assez

docile pour suivre la direction qu'on voudrait lui tracer, et s'arrêter quand on le lui commanderait. Les généraux Moreau et Joubert furent les seuls sur lesquels on jeta d'abord les yeux : le premier avait déjà trop perdu dans l'opinion, par sa conduite équivoque au 18 fructidor ; et la mort frappa le second, au moment où l'on se flattait qu'il obtiendrait, par la victoire, assez de considération pour mener à sa fin cette grande entreprise.

Sur ces entrefaites, Bonaparte informé comme par miracle de tout ce qui se passait en France, et poussé par la fortune, venait de quitter l'Égypte, et de débarquer à Fréjus, le 2 octobre, après avoir échappé aux croisières anglaises. Son arrivée et le concert d'acclamations qui l'accompagna jusqu'à Paris, terminèrent toutes les irrésolutions. Sieyes jugea qu'il ne ferait rien sans lui, et s'empressa, aussi bien que Lucien, à lui donner tous les fils de la conjuration ; il fut convenu dès lors que l'épée du général achèverait ce qu'ils avaient conçu et préparé.

Jamais, peut-être, circonstances n'avaient été plus favorables pour accomplir un projet de cette nature. La majorité du Directoire se composait de trois hommes nuls. Barras, le seul qui eût quelque célébrité, ne la devait qu'à la journée de vendémiaire (1). Si ces trois directeurs eussent été des hommes populaires ou plus habiles, ils auraient pu facilement déjouer la conjuration, en faisant usage des armes que leur donnait la constitution ; mais ils prirent le change et restèrent plongés dans un état d'inertie qu'on eût été tenté de prendre pour de la stupeur. D'un autre côté, les meneurs des conseils savaient trop bien que personne n'élèverait la voix en faveur de cette majorité monstrueuse du Directoire. Les revers des armées, préparés par son incurie, les malversations et la morgue insolente de ses agents civils et militaires, judiciaires et diplomatiques, n'étaient pas les seules causes de la haine qu'on lui portait. C'était surtout à l'immoralité du chef de ce triumvirat, que les départements attribuaient l'irruption de cette nuée d'employés avides qui en dévoraient toutes les ressources. On lui reprochait encore l'arbitraire et le désordre de toutes les parties de l'administration, l'inégale répartition des charges publiques entre les hommes du jour et ceux qu'il affectait de considérer comme ennemis de l'État ; enfin on imputait à Barras jusqu'à la honteuse dépendance des tribunaux ; car Moulins et Gohier, récemment recouverts du manteau directorial, n'ayant pas eu le temps de participer à tant d'odieuses mesures, il assumait sur sa tête toutes les charges de la responsabilité.

Au dehors, dans les armées, les triumvirs ne comptaient aucun appui. D'ailleurs, les victoires signalées de Masséna en Helvétie, et de Brune en Hollande, étaient compensées par les défaites de l'armée d'Italie, dont l'épuisement et la faiblesse laissaient presque à découvert la frontière des Alpes maritimes. Les levées ordonnées s'exécutaient de jour en jour avec plus de difficultés, car la pénurie dans laquelle on laissait les bataillons auxiliaires récemment formés, n'encourageait pas les conscrits à voler sous les drapeaux. D'ailleurs, si les hommes appelés marchaient en partie, leur départ forcé ne faisait qu'accroître le mécontentement : l'enthousiasme patriotique de 1792 s'était dissipé avec les circonstances qui l'avaient fait naître ; et la conduite du gouvernement achevait d'en étouffer les dernières étincelles.

Ajoutez à cela que les victoires de l'étranger avaient soulevé les cendres qui recouvraient le feu de la guerre civile dans les départements de l'Ouest, et que les vociférations de 1793, renouvelées au club du Manége, avaient provoqué en quelque sorte la loi odieuse qui prescrivait la levée d'otages parmi les nobles, les parents d'émigrés et les principaux propriétaires des cantons signalés comme royalistes. Cette funeste mesure, loin d'atteindre son but, avait rallumé l'incendie ; les massacres et les combats recommençaient en Poitou et en Bretagne.

Pour surcroît de détresse, le compte de recettes et dépenses de l'an VII avait mis à nu le déplorable état des finances. Le Directoire y avouait un

(1) Il n'avait guère fait que prêter son nom à Bonaparte ; car on assure que ce fut principalement Menou qui contribua à faire donner à celui-ci le commandement réel des forces conventionnelles ; et on sait assez que ce fut lui qui les mit en action.

déficit de 250 millions et demandait en même temps un subside de 730 millions, pour l'année qui commençait. C'était donc près d'un milliard dont il fallait charger les contribuables, à une époque où la rareté du numéraire et le manque de bras pour l'agriculture, les mettaient hors d'état d'acquitter leurs impositions foncières. Pour parer à tant de misères et remettre à flot le vaisseau de l'État menacé d'une submersion prochaine, les conseils, après avoir épuisé toutes les ressources suggérées par le génie de la fiscalité, n'en avaient pu trouver d'autres que d'imposer à la nation un emprunt forcé de 100 millions. Cette mesure, légitimée en quelque sorte par la grandeur des besoins, devint odieuse par la manière dont elle fut répartie et perçue : aussi acheva-t-elle de dépopulariser le conseil des Cinq-Cents, dans le sein duquel elle avait été conçue. Ses auteurs étaient des républicains exaltés qui, depuis leur coopération à la secousse politique de prairial, avaient repris de l'influence. Mais le parti qui complotait pour se concilier la faveur publique et miner sourdement ces adversaires dangereux, saisit habilement l'occasion du message du Directoire, pour attaquer de nouveau l'emprunt qui fut défendu avec vivacité. Cette discussion où les deux partis mettaient plus d'emportement et d'aigreur que de bonne foi, fut le signal d'événements d'une bien plus haute importance.

Bonaparte qui, depuis son retour à Paris, affectait de vivre dans une retraite profonde, préparait les moyens de renverser ce faible gouvernement. Feignant de dédaigner l'intrigue, se montrant rarement en public, où il était toujours couvert d'applaudissements, il semblait vouloir se dérober aux factions et craindre d'éveiller la jalousie ombrageuse des directeurs. On ne conçoit pas encore comment ceux-ci ne soupçonnèrent pas le danger qui les menaçait, et ne se débarrassèrent pas du général, qu'ils se repentaient d'avoir rappelé dès le mois d'avril, en l'envoyant commander en Italie, où sa présence seule semblait capable de rétablir les affaires La constitution leur en donnait le droit, et son refus eût justifié de reste les mesures sévères qu'ils auraient prises à son égard.

Cependant, à la faveur de cette feinte timidité, l'entreprenant général n'en pressait pas moins vivement tous les préparatifs de son dessein. Dans de secrètes entrevues avec les présidents des deux conseils, les meneurs des Anciens et les directeurs Sieyes et Roger-Ducos, on minutait les rapports, on rédigeait les proclamations, et l'on discutait les bases du gouvernement, qui devaient remplacer celui qu'on voulait renverser. Dès le 1er novembre, le mouvement médité n'était plus un mystère; mais chaque parti se flattait de le diriger dans son sens. Barras surtout contribuait à entretenir la sécurité des républicains par l'influence qu'il comptait exercer sur Bonaparte, auquel il avait proposé d'agir en commun, et qui s'était bien gardé d'éveiller ses soupçons par un refus.

Le dénoûment du drame approchait. Depuis quelque temps, les républicains, poussés par l'instinct de leur propre conservation, serraient leurs rangs dans le conseil des Cinq-Cents. Bonaparte et Sieyes, craignant de voir la mine éventée, fixèrent au 18 brumaire (9 novembre) l'époque de l'explosion. Le général, pour mieux donner le change à ses antagonistes, réunit trois jours auparavant toute la législature dans le temple de la Victoire, où il avait fait préparer un banquet magnifique, qu'il termina par un toast à l'union de tous les Français : circonstance d'autant plus remarquable, qu'il méditait au même instant d'expulser des conseils une partie de ses convives.

La majorité des Anciens étant dans le complot, elle se chargea de porter les premiers coups. Comme on pouvait craindre que le mouvement projeté n'amenât un soulèvement dans Paris, il fut convenu que les plus influents des conjurés proposeraient la translation de la législature à Saint-Cloud, où il serait plus facile de la mettre sous la dépendance des baïonnettes. En conséquence, la commission des inspecteurs qui devait en faire la proposition, passa la nuit du 17 au 18, à rédiger son rapport, et à écrire des billets de convocation pour une séance extraordinaire. Il était si important d'emporter d'emblée cette première délibération, qu'on omit à dessein d'inviter à la séance les membres dont l'attachement à la constitution était connu.

A huit heures du matin, environ 150 représentants se trouvant réunis, le président ouvrit la séance. Régnier et Cornet montèrent à la tribune;

et, après de longs discours, où ils tracèrent le tableau des prétendus dangers qui environnaient la représentation nationale à Paris, ils conclurent à la translation méditée. Quelques députés voulurent en vain soumettre le projet à la discussion : les mesures étaient trop bien prises, pour qu'ils fussent écoutés; la proposition mise aux voix, passa à une grande majorité. La constitution donnait sans doute aux Anciens le droit de changer le siége du gouvernement, mais non celui de nommer un général en chef, et encore moins de disposer de la force publique. Cependant, comme ce n'eût été qu'une demi-victoire, par la même décision, ils se hâtèrent de désigner Bonaparte pour veiller à l'exécution du décret, et de mettre sous ses ordres la garde nationale de Paris, et ainsi que les troupes de la 17e division territoriale. Un message du conseil l'invita à se rendre à la barre, pour y recevoir ses pouvoirs et prêter serment. Après avoir exigé de lui cette vaine formalité, et envoyé la nouvelle loi aux Cinq-Cents et au Directoire, les Anciens levèrent la séance au cris de *vive la république!* en s'ajournant pour le lendemain à midi, à Saint-Cloud.

Le conseil des Cinq-Cents, convoqué extraordinairement par la commission des inspecteurs, s'était à peine réuni, qu'il reçut communication du décret de translation. Cette nouvelle l'atterra; car il prévoyait bien qu'elle était le précurseur de quelque coup d'État; mais Lucien, sans donner aux députés le temps de revenir de leur stupeur, prononça la clôture de la séance.

Jusqu'alors Bonaparte avait partagé avec Sieyes le premier rôle; mais, dès qu'il fut investi du commandement des troupes, il s'empara de tout le pouvoir. En sortant de la salle des Anciens, il transporta son quartier général aux Tuileries : 7 à 8,000 hommes s'y rassemblèrent aussitôt, et en occupèrent les avenues; la garde des postes les plus importants fut confiée aux généraux dévoués; des proclamations emphatiques couvrirent les murs de Paris, et annoncèrent aux citoyens ce qui venait de se passer : le général harangua les troupes et en fut accueilli par des signes non équivoques de dévouement et de confiance.

En même temps, et de son autorité privée, il envoie aux directeurs Barras, Gohier et Moulins, l'invitation impérative de lui remettre leur démission. Le second seul résista, et fut gardé à vue dans son appartement. Barras avait envoyé la sienne par son secrétaire, qui trouva le général dans la salle des inspecteurs, occupé à régler avec les deux comités et Sieyes tous les détails relatifs à la translation. On croit que la mission du secrétaire avait pour but de réclamer l'ancienne amitié de Bonaparte. Mais celui-ci, que de tels liens n'étaient pas capables de détourner dans l'exécution de ses projets, lui répondit assez sèchement; puis élevant la voix à dessein d'être entendu des soldats, il ajouta avec un ton de maître.

« Qu'avez-vous fait de cette France que je vous » ai laissé si brillante? Je vous ai laissé la paix, » j'ai retrouvé la guerre; je vous ai laissé les vic- » toires, j'ai retrouvé des revers; je vous ai laissé » les millions de l'Italie, et j'ai trouvé partout des » lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait » des 100,000 Français que je connaissais, tous » mes compagnons de gloire? ils sont morts!..... » Cet état de choses ne peut durer, avant trois ans » il nous mènerait au despotisme. . . . . » Il est temps enfin qu'on rende aux défenseurs » de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant » de droits. A entendre quelques factieux, bientôt » nous serions tous les ennemis de la république, » nous qui l'avons affermie par nos travaux et no- » tre courage : nous ne voulons pas de gens plus » patriotes que les braves qui ont été mutilés au » service de la république. »

Certes, ce discours renfermait de grandes vérités; mais on se demandera toujours de quel droit un chef militaire exigeait que le gouvernement dont il dépendait lui rendît des comptes.

Le lendemain 29, les législateurs se transportèrent à Saint-Cloud. Un corps de 4 à 5,000 hommes les y avait précédés, et gardait les portes et les cours du château. Les Anciens se réunirent dans l'ancienne galerie, et les Cinq-Cents dans la salle de l'Orangerie. Celle-ci n'ayant pas été préparée assez tôt pour ouvrir la séance à midi, les républicains qui faisaient partie de ce dernier conseil avaient eu le temps de se concerter; et quoiqu'ils ignorassent toute l'étendue des dangers qui les menaçaient, ils se proposaient d'opposer

la plus vigoureuse résistance aux mesures qu'on allait leur présenter.

A deux heures, les conseils entrèrent en séance; des débats orageux s'élevèrent d'abord aux Anciens. Tous les chauds républicains s'y trouvaient, et quoiqu'ils fussent en minorité, leur énergie eût peut-être rallié ceux de leurs collègues qui flottaient encore incertains, sans l'incident qui les réduisit au silence. Bonaparte entre dans la salle, et, prenant aussitôt la parole, démontre au conseil la gravité des circonstances où il se trouve, proteste de la pureté de ses intentions personnelles, et se plaint de ce qu'on le soupçonne de vouloir établir un gouvernement militaire. Pour prouver l'existence d'une faction conspiratrice, qu'il est urgent de terrasser, il dénonce les ouvertures qui lui ont été faites par Barras et Moulins, et conjure les législateurs d'adopter des mesures promptes et vigoureuses, les seules, selon lui, capables de sauver la république et la liberté. Un membre invoque la constitution; mais le général, dans une éloquente réplique, prouve que depuis longtemps la constitution n'existe plus. Enfin, après avoir distribué quelques flagorneries à la majorité, il termina ainsi son allocution :

« Tremblerai-je devant des factieux, moi que la » coalition n'a pu détruire! si je suis un perfide, » soyez tous des Brutus; et vous qui m'accompa» gnez, braves grenadiers, que je vois autour de » cette enceinte, que ces baïonnettes, avec lesquel» les nous avons triomphé ensemble, se tournent » aussitôt contre mon cœur. Mais aussi, si quelque » orateur soldé par l'étranger ose prononcer les » mots *hors la loi*, que la foudre de la guerre l'é» crase à l'instant même. Souvenez-vous *que je* » *marche accompagné du dieu de la guerre et du* » *dieu de la fortune!* »

Ces paroles menaçantes s'adressaient à l'opposition. Bonaparte, en effet, n'avait plus rien à ménager dans la lutte où il s'était engagé; il fallait qu'il en sortît vainqueur, ou qu'il y laissât sa tête. Toutefois ce n'était pas des Anciens qu'il avait des obstacles à craindre, ses plus redoutables adversaires siégaient aux Cinq-Cents.

A l'ouverture de la séance de ce conseil, Gaudin, l'un des secrétaires, s'était chargé de proposer la formation d'une commission de sept membres, pour faire, séance tenante, un rapport sur les dangers de la chose publique, et présenter les mesures convenables. Son discours fut le signal de la tempête; des cris de *Vive la constitution! à bas les dictateurs!* étouffèrent sa voix. Au plus fort du tumulte, Delbrel demande qu'avant tout, les représentants renouvellent leur serment de fidélité à la constitution de l'an III. Vivement appuyée par Grand-Maison, sa motion passe à l'unanimité. Lucien se voit forcé, bien à contre-cœur sans doute, de jurer le premier. Les républicains avaient réussi à exciter un moment d'enthousiasme, et à entraîner tous ceux qui n'étaient pas dans le secret de la conjuration. Mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages; et, au lieu de déclarer la patrie en danger, et d'adopter un parti vigoureux, qui eût peut-être ramené le conseil des Anciens à résipiscence, ils consumèrent trois heures pour la prestation du serment, et en de vains débats occasionnés par la démission inattendue de Barras.

Dans cet instant, Bonaparte descendit de la salle des Anciens, et se rendit à celle des Cinq-Cents. On venait de l'instruire de ce qui s'y passait, et il devenait urgent de porter un prompt secours à ses partisans abattus; mais, présumant bien que la scène ne serait pas tranquille, il mit les troupes sous les armes, et commanda un détachement de grenadiers pour lui prêter main-forte au besoin.

Ces précautions n'étaient pas inutiles; car, à peine avait-il franchi le seuil de la porte, que les cris de *hors la loi* se firent entendre. Le député Bigonnet s'élance à la tribune, et, l'apostrophant vivement, le somme de se retirer. Les uns se pressent à la tribune, d'autres manifestent, par leurs regards et leurs gestes menaçants, l'intention de réserver au général le sort de César. Vainement celui-ci tente de se faire entendre, il ne peut y parvenir; ses plus ardents ennemis, au nombre desquels on distingue Arena et Destrem, s'avancent contre lui, armés de poignards. Enfin, effrayé des dangers qu'il court, il sort de cette assemblée, dont la mer en courroux ne présente qu'une faible image, et va se réfugier au milieu de ses soldats.

Son départ ne rétablit pas le calme. Lucien, resté seul pour tenir tête à l'orage, eut à supporter les invectives d'un grand nombre de représentants,

qui l'accusaient de complicité, et insistaient pour qu'il prononçât la mise hors la loi de son frère. Chaque instant ne faisait qu'augmenter le désordre; des propositions opposées partaient des divers coins de la salle, et le président s'efforçait inutilement de ramener la tranquillité. Cette situation violente ne pouvait durer; Lucien, voyant sa voix méconnue et couverte par les vociférations des membres les plus fougueux, prit le parti de se dépouiller des insignes de sa dignité, et sortit de la salle, au milieu d'un détachement envoyé du dehors pour le recueillir.

Bonaparte n'attendait que ce signal pour se venger des outrages dont il avait été abreuvé. Cependant, pour donner à sa conduite tous les dehors possibles de formes légales, son frère harangua les troupes, leur peignit la représentation nationale comme en butte aux poignards d'une bande de factieux, et, en sa qualité de président, requit leur aide, pour les expulser du conseil.

A ces mots, terminés par le cri accoutumé de *Vive la république,* les soldats répondent par celui de *vive Bonaparte!* vingt grenadiers s'avancent vers la salle, et l'officier supérieur, qui les précède, enjoint aux députés de l'évacuer. Prudon, Bigonnet, le général Jourdan, invoquent la constitution, et apostrophent les grenadiers, pour leur prouver qu'on les trompait; ceux-ci, frappés d'étonnement, et reconnaissant la voix de ce dernier, qui leur avait naguère ouvert le chemin de la victoire, n'opposaient qu'une force d'inertie. Le plus léger incident pouvait renverser tous les projets des réformateurs. Mais bientôt Murat termine tout, en déclarant que *le corps législatif est dissous par ordre du général Bonaparte.* La charge bat, de nouvelles troupes se présentent, et en un clin d'œil, la salle envahie par un bataillon entier, est abandonnée par les représentants.

Ce fut par des fugitifs que les Anciens apprirent ce qui venait de se passer. Ce conseil ignorait encore l'issue de la journée, quand quelques membres des Cinq-Cents, bouillant d'indignation, accoururent à sa barre dénoncer l'attentat dont ils venaient d'être témoins et victimes. Mais, loin de songer à venger l'outrage fait à une partie de la représentation nationale, la commission nommée quelques instants auparavant n'attendit que cette nouvelle pour demander l'ajournement de la législature, et la formation d'un gouvernement consulaire provisoire. Un reste de pudeur empêcha le conseil d'adopter à l'instant cette mesure; car, pour que le public n'y vît pas trop à découvert le triomphe d'une faction, il fallait la faire proposer par les débris des Cinq-Cents. En conséquence, la séance fut suspendue quelques heures, et on fut de tous les côtés à la recherche de ceux-ci.

A neuf heures, un assez grand nombre de députés se trouvant réunis à l'Orangerie, Lucien Bonaparte déclara le conseil en majorité, et ouvrit la séance. Presque tous les membres de l'opposition manquaient, et le petit nombre des présents était tellement frappé de terreur, qu'aucun n'osa parler contre les diverses motions qui furent faites. Le premier acte de cette assemblée incomplète fut de décréter que Bonaparte et les troupes sous ses ordres avaient bien mérité de la patrie.

Chazal présenta ensuite un projet de loi concerté avec les Anciens, et qui, appuyé par les meneurs de la conjuration, passa à l'unanimité. Ses principaux articles prononçaient l'abolition du Directoire, l'expulsion de 61 députés signalés comme démagogues, la remise du pouvoir exécutif entre les mains de Bonaparte, Sieyes et Roger-Ducos, sous le titre de consuls de la république; l'ajournement de la législature à trois mois, enfin la formation de deux commissions temporaires, prises dans les deux conseils, pour travailler sans délai, l'une aux changements à apporter dans les principes organiques de la constitution, l'autre au code civil. La loi fut aussitôt sanctionnée par les Anciens; et, après avoir reçu le serment des nouveaux administrateurs de la France, les conseils levèrent, à cinq heures du matin, leur longue et orageuse séance.

Pendant les deux jours que durèrent ces débats, les habitants de la capitale restèrent dans un calme profond. Accoutumés aux orages politiques, et ajoutant peu de foi aux promesses du parti vainqueur, la plupart considéra la catastrophe qui renversa le pacte social de l'an III avec moins d'effroi que d'indifférence. Mais ceux à qui la journée du 13 vendémiaire avait laissé de fâcheux souvenirs, ne virent dans l'élimination des législateurs que de justes représailles, et non le naufrage des libertés

publiques. Du reste, aucune secousse violente ne se fit sentir dans l'administration : quelques ministres seulement furent changés, comme nous le verrons plus loin.

Telle fut dans son ensemble la révolution mémorable qui porta le dernier coup à la constitution agonisante. Depuis longtemps elle n'était qu'un vain fantôme, dont les partis se jouaient tour à tour. La nation éclairée par l'expérience la méprisait, à cause de son impuissance pour protéger comme pour punir, et qu'elle était incapable de mettre un frein aux entreprises des factieux. Le gouvernement qui venait de tomber avait été si ingénieux à tourmenter toutes les classes de citoyens, qu'il s'était fait une multitude d'ennemis. Partisans naturels d'un régime qui les rapprochait du monarchique, les nobles et les prêtres entrevirent dans celui qui lui succédait la fin de leurs malheurs; les rentiers, la résurrection du crédit; les acquéreurs de biens nationaux, la garantie de leurs propriétés; les militaires, le terme de leurs désastres; toute la population enfin espéra une nouvelle ère de bien-être et de sécurité. L'abolition des lois odieuses des otages, et de l'emprunt forcé, justifièrent bientôt une partie de ces heureux pronostics; et dès lors la confiance, qui semblait être éloignée pour jamais, gagna insensiblement toutes les classes de la nation.

Les amants passionnés de la liberté gémissaient seuls aux pieds de leur idole abattue. La conduite de Bonaparte au 18 brumaire leur inspirait de vives craintes pour l'avenir; ils prévoyaient que cette république, dont l'établissement avait coûté tant de sang et d'efforts, allait devenir la conquête d'un soldat audacieux. Vaincus, dispersés, désignés à l'animadversion publique, sous le nom détesté de jacobins, on s'efforça de donner à leurs intentions la couleur du crime; nous sommes loin de vouloir entreprendre l'apologie de tous ces républicains sans exception; mais nous croyons qu'on a trop souvent confondu à dessein d'ambitieux démagogues avec de bons citoyens, que des doctrines exaltées avaient engagés dans une route difficile, et qui croyaient le salut de la France attaché au triomphe de leurs principes. Le gouvernement consulaire les accusa d'avoir formé, pour ramener le régime de 1793, une conspiration que le 18 brumaire n'avait fait que déjouer; mais, si elle eût réellement existé, d'où vient qu'on n'en publia pas les preuves matérielles, et qu'on se borna à citer le témoignage de Bonaparte au conseil des Anciens, et la proposition, faite quelque temps auparavant par les républicains, de déclarer la patrie en danger? On affecta de trouver dans cette motion le désir de remettre en vigueur les mesures révolutionnaires, bien qu'au fond elle n'eût d'autre but que de raviver l'esprit public, et de parer au péril imminent dont les revers des armées menaçaient la France.

Nous ne décernerons ni louange ni blâme aux auteurs de cette importante journée, bien moins encore à Bonaparte pour la conduite qu'il tint envers les représentants de la nation. Toutefois, en livrant les faits matériels au jugement de la postérité, on ne peut disconvenir que ce coup d'état n'ait été en quelque sorte légitimé par les circonstances où se trouvait la république. Quoique jeune encore, la corruption et la nullité de ses gouvernants l'avaient poussée rapidement vers la caducité; l'invasion étrangère et le tiraillement des factions la menaçaient d'une dissolution prochaine. Elle avait besoin d'un homme d'état assez habile pour opérer la fusion de tous les partis, d'un capitaine assez expérimenté pour relever la gloire de ses armes, d'un administrateur de génie, pour cicatriser des plaies encore saignantes. Bonaparte sentit ses forces, et osa se charger d'un pareil fardeau. L'avenir prouva qu'il n'avait pas eu trop de présomption; et, dans le fait, il n'y avait que l'Enfant chéri de la Victoire, capable de ramener, au milieu de la tourmente, toutes les têtes républicaines à des idées d'unité et de fixité, garants certains de la prospérité des grands États. C'est ainsi que son audace, qui eût été punie à Rome par la Roche Tarpéienne, lui servit à jeter en France les fondements d'une puissance jusqu'alors sans exemple dans l'histoire.

La loi du 19 brumaire n'avait donné à la république qu'un gouvernement provisoire, et l'on attendait avec impatience le résultat des travaux de la commission législative. Quelques débats eurent lieu entre Bonaparte et Sieyes au sujet de la rédaction de ces nouvelles lois fondamentales. Toutes les méditations du dernier étant fixées depuis longtemps sur les constitutions, il proposa

celle de l'an VIII. Le *sénat*, qui représentait le jury national dont la convention n'avait pas voulu dans celle de l'an III; un *corps législatif*, privé de la faculté de parler, et qu'on ridiculisa en le nommant sourd et muet; enfin un *tribunat*, rameau superflu de ce corps législatif, qui devait discuter tous les projets de loi contradictoirement avec le conseil d'État; tout cela était de Sieyes.

Napoléon ne dérangea rien à ses principales idées, et se mêla de peu de détails; mais il eut de grandes discussions sur la formation du pouvoir exécutif, qu'il considérait avec raison comme la base essentielle du gouvernement. Sieyes, entraîné par la manie d'enchaîner les détenteurs de l'autorité, voulait les réduire à une nullité funeste; ce publiciste, séduit par les avantages théoriques d'une pondération parfaite, dont les plus habiles ont reconnu l'application impossible, avait cru la trouver dans l'existence d'*un grand électeur*, qui habiterait le château de Versailles, qui aurait 600,000 francs de traitement, une garde de 6,000 hommes, et représenterait la nation envers les puissances étrangères. D'ailleurs ce singulier magistrat ne devait se mêler en rien des affaires publiques, et toutes ses fonctions aussi bien que son pouvoir se seraient bornées à nommer deux consuls : l'un chargé de l'intérieur, eût dirigé l'administration des départements, les finances, la police, la justice, etc.; l'autre, consul de l'extérieur, aurait eu la direction de la guerre, de la marine et de la politique.

Le grand électeur aurait eu le droit de révoquer et de changer à volonté ces deux consuls, bien qu'ils se trouvassent de fait les dépositaires réels de toute la puissance; mais si lui-même donnait lieu à des plaintes ou à des inquiétudes, en un mot, s'il eût déplu au sénat, celui-ci l'aurait *absordé*, et, par un simple décret, il serait redevenu simple membre du sénat, lequel aurait pourvu à l'instant même à son remplacement.

Il était facile de voir à la distribution de ces rôles, que Sieyes convoitait celui de grand électeur, et destinait au vainqueur d'Arcole et de Rivoli le consulat de la guerre et de la politique, qui s'accordait assez avec les précédents de sa carrière.

Bonaparte sentit les inconvénients d'un pareil système, et le combattit si victorieusement, que l'auteur lui-même en resta confondu. « Quel sera » l'insensé, demanda le général législateur, capa- » ble de mépriser l'estime de la France, au point » de vouloir être grand électeur, de recevoir un » traitement de 600,000 francs sans rien faire » pour la nation, et d'occuper 6,000 hommes pour » sa garde? Quel brave voudrait servir de garde à » un tel magistrat? » On objecta d'abord que c'était à peu près le rôle d'un roi d'Angleterre, qui nomme les ministres et ne se mêle de rien; et Sieyes, en effet, avait employé tout son savoir à l'imitation burlesque de ce gouvernement tant vanté. Il ne fut pas difficile à Bonaparte de démontrer que ces deux systèmes ne pouvaient être mis en parallèle. D'abord il existait une grande différence, pour la stabilité et la dignité, entre un souverain héréditaire légitime, et un magistrat révocable suivant le caprice du sénat; ensuite on se trompait, en avançant que le roi d'Angleterre ne se mêle point des affaires. Toutes les mesures doivent être soumises à sa sanction, il dépend de lui de les modifier, et un prince disposé à gouverner par lui-même en trouve tous les moyens dans la constitution anglaise. À la vérité, les ministres responsables ont le droit de refuser leur signature à une mesure qu'ils estiment contraire aux intérêts de l'État ou aux lois; mais alors leur retraite s'ensuit, et, si le roi persiste, il trouve, dans de nouveaux choix, les éléments nécessaires pour arriver à ses fins.

Il s'en fallait de beaucoup que le mannequin décoré du titre de grand électeur pût rien faire de semblable. Il n'était qu'un instrument d'anarchie sans cesse intéressé à entraver la marche des affaires, et hors d'état de pouvoir la faciliter. Aussi Napoléon continuant de réfuter Sieyes, lui dit : « En admettant que les rois d'Angleterre se con- » tentent de nommer les ministres, il n'en est pas » moins vrai que le grand électeur ne serait qu'un » fantôme, et ne ressemblerait pas plus à un sou- » verain que l'ombre ne ressemble au corps. Sup- » posé que le grand électeur voulût gouverner, il » nommerait deux consuls ineptes, et leur défen- » drait de rien signer sans son approbation, sous » peine d'être chassés.—Alors le sénat l'absorbe- » rait, disait Sieyes.—Mais quel homme, disposant » de la force nationale, serait assez lâche pour se

» mettre à la discrétion d'un corps qui, d'un simple » décret, le renverrait du château de Versailles à » un second étage? Si j'étais grand électeur, » ajouta Napoléon, je nommerais consul de l'extérieur Berthier, et pour l'intérieur un individu » de la même trempe, qui remplirait les fonctions » analogues.—Je leurs prescrirais les nominations » des ministres, et, le jour où ils cesseraient d'être » mes chefs d'état-major, je les renverrais (1). »

Sieyes soutint maladroitement son projet, et ne put rien dire pour détruire la force de ces raisons, mais il n'en resta dans le public que le mot d'*absorption*. Mettant bientôt de côté ce jeu de métaphysique, on agita la question d'élire un président à l'exemple des États-Unis. Bonaparte affirme, dans le manuscrit que nous venons de citer, que, dès cette époque, il pensa que le système monarchique convenait seul à la France; mais le temps n'était pas encore venu où cette révolution dans les idées pût s'opérer en sa faveur; et il avait trop d'ambition pour travailler au rétablissement de l'ancienne dynastie, dont la France presque tout entière redoutait d'ailleurs une réaction. On crut donc que l'existence d'un président, sous le nom de premier consul, ne heurterait point l'esprit public. En donnant au premier consul le droit de décider tout et de nommer à toutes les places, on obtenait l'unité et l'avantage d'un président. En plaçant à côté de lui deux autres consuls qui n'auraient que voix consultative et la faculté d'émettre et d'inscrire leurs opinions au procès-verbal des délibérations, on ménageait l'esprit républicain, et on trouvait l'avantage d'une discussion. C'était, en effet, ce que les circonstances pouvaient suggérer de plus heureux pour Bonaparte et pour la France.

Après un mois de discussion, le pacte constitutionnel de l'an VIII fut soumis, le 13 décembre, à la sanction du peuple, et promulgué dès le 24, avant même que l'expression du vœu national pût être recueillie et légalement constatée. On annonça peu de temps après que 3 millions de suffrages, déposés dans les registres publics, avaient prononcé son acceptation. Quelques doutes qu'on ait élevés sur la sincérité de ce plébiscite, exprimé dans une forme jusqu'alors inusitée, on peut croire que la France, épuisée par dix ans de troubles et de convulsions, n'aspirait alors qu'à se reposer à l'ombre d'un gouvernement assez fort pour imposer aux factieux, et assez solide pour entamer les négociations d'une paix dont on sentait généralement le besoin. Cette pensée, que caressait l'opinion publique, avait servi de base aux travaux des constituants. Bien que le pouvoir exécutif fût attribué à trois consuls, nommés pour dix ans et indéfiniment rééligibles, cette trinité politique ne créait en réalité qu'un monarque en trois personnes; les 2ᵉ et 3ᵉ consuls, sans attributions positives, ne servaient qu'à rehausser par leur nullité l'immensité du pouvoir dévolu au chef de l'État, et à couvrir une royauté du manteau de la république. Il ne manquait, en effet, que le titre et la durée pour faire du consul un véritable monarque. Mais, si le nouveau pacte péchait par le défaut de stabilité, en soumettant la France aux dangers du régime électif, il offrait néanmoins toute la force désirable. En effet, placé au sommet de toutes les hiérarchies sociales, le premier consul, investi de l'initiative exclusive des lois, était seul chargé de les promulguer et de faire des règlements pour leur exécution. Il disposait de tous les grades militaires, des fonctions judiciaires et des emplois administratifs, dont les titulaires, nommés et révocables par lui, ne répondraient qu'à lui de leurs actes. Un conseil d'État fut chargé de la rédaction et de l'interprétation des lois, et substitué aux tribunaux civils pour le jugement des contestations entre le fisc et les citoyens. Des ministres non responsables, agents passifs du chef de l'État, dirigeaient les diverses branches du service public. Des préfets, des sous-préfets et des maires, nommés de même par le gouvernement, et destituables par lui, prirent la place des administrations populaires dont l'expérience avait démontré la faiblesse.

Un sénat conservateur de 80 membres, un tribunat de 100, un autre corps de 300 législateurs furent les principaux ressorts destinés à faire marcher la constitution. Le sénat fut chargé du dépôt des lois fondamentales et du soin de leur conservation; les tribuns eurent la tâche de discuter les propositions du gouvernement en présence du

(1) Extrait d'un manuscrit de Bonaparte, intitulé : Souvenirs du 18 brumaire.

corps législatif, uniquement chargé de donner ou de refuser sa sanction par un scrutin silencieux. Cette combinaison consacrait le principe de la division du pouvoir législatif, non moins nécessaire que la concentration de la puissance exécutive; et, malgré ses défauts, on eût pu y voir un pas vers le perfectionnement des institutions constitutionnelles; car ses auteurs avaient pris en même temps toutes les précautions nécessaires pour anéantir l'influence démocratique, si elle menaçait de nouveau d'introduire des semences d'anarchie. A la vérité, il en était résulté un inconvénient assez grave, celui de rendre illusoire les garanties qu'on pouvait se promettre d'une représentation nationale. En effet, le sénat, dont la formation était attribuée au premier consul, élisait à son tour, sur des listes réduites d'éligibilité, les membres du tribunat et du corps législatif; en sorte que la nation n'avait pas même, comme aujourd'hui, une *chambre de députés* de son choix.

De riches traitements furent alloués par la constitution aux diverses fonctions qu'elle reconnaissait. Ils assurèrent au premier consul, de qui ces grâces émanaient plus ou moins directement, le cortége et l'appui d'une foule d'ambitions, empressées d'y chercher un équivalent des déprédations de la fortune publique, auxquelles le 18 brumaire avait mis un terme. Aussi le germe de pouvoir absolu, renfermé dans la nouvelle charte, ne tarda-t-il pas à se développer, et l'on vit bientôt les corps constitutionnels travailler à l'envi à élargir les bases de la monarchie consulaire. Les auteurs de la constitution avaient même évité de reconnaître la liberté de la presse. On put apprécier la cause de cette réticence, lorsqu'on vit le premier consul supprimer par un arrêté un grand nombre de feuilles périodiques, en fixer le nombre et attribuer à sa police le droit d'en surveiller et d'en arrêter la publication; et si l'extinction des haines de parti fut en partie due à cette mesure, on ne saurait méconnaître ses avantages, lorsque le soin de l'appliquer est confié à des mains habiles. On avait négligé, par suite de la même intention, de décider à qui appartiendrait l'élection aux emplois municipaux; un arrêté consulaire répara cette oubli, et, malgré les réclamations du tribun Chauvelin, trancha en faveur du consul la question qu'il faisait naître.

On voit par cette esquisse rapide que ce pacte se distinguait éminemment des précédents, par la stabilité qu'il donnait au gouvernement, en mettant un terme aux perpétuelles oscillations d'un Directoire qui changeait tous les mois de président et de système, et lui substituant une première magistrature dont les pouvoirs, mieux tracés et fixés à dix ans, laissaient du moins le temps de mûrir un plan d'administration ou une entreprise quelconque.

L'idée d'un sénat principalement destiné à conserver le pacte constitutionnel et à garantir les libertés publiques et individuelles contre les usurpations de pouvoir, ou contre les actes arbitraires des ministres, fait honneur aux principes philosophiques de ses auteurs; mais c'était une brillante utopie; car le sénat, privé de toute influence dans les transactions journalières du gouvernement, n'ayant pas plus de part à *la législation* qu'à *l'administration*, ne fut bientôt qu'un monstre politique, instrument honteux de tous les empiètements qu'il était spécialement chargé de repousser.

Quoique le peuple n'eût pas lieu de s'applaudir beaucoup de l'exercice de sa souveraineté depuis qu'on l'avait proclamée, cependant le dogme en fut consacré, par prudence sans doute, parce qu'on crut le parti populaire encore trop puissant pour heurter ses maximes favorites. Mais on priva la multitude de l'examen immédiat de ses droits, regardés depuis la révolution comme la pierre fondamentale de l'édifice républicain. A peine laissa-t-on au peuple l'élection de ses juges de paix; pour toutes les fonctions nationales, sa puissance fut restreinte au droit de présentation, encore eut-on soin de prévenir le mauvais usage qu'il en pourrait faire, par une triple notabilité, et en accordant au sénat la faculté de frapper de nullité les listes d'éligibles, dans le cas où elles ne seraient pas à la convenance du gouvernement.

Telle était cependant la lassitude du peuple français, et la force d'opinion dont jouissait l'homme du jour, qu'à l'exception d'un petit nombre de voix républicaines, qui ne furent pas écoutées, tous les citoyens acceptèrent le nouveau pacte social qui leur était présenté. On se réjouit de voir fermer ces assemblées primaires, foyers permanents

où s'alimentaient les fureurs des factions, et chaque individu échangea sans regret sa portion de souveraineté contre l'espérance du rétablissement de la paix intérieure, et l'assurance de jouir enfin, sous un gouvernement stable, *de l'égalité des droits politiques*, seul bien réel qu'on eût obtenu de la révolution.

Ce qu'il y eut de particulier, c'est que, lors de l'établissement des nouvelles magistratures, les deux ex-directeurs ne recueillirent point le fruit de leurs labeurs : l'un et l'autre descendirent dans la foule des sénateurs : Roger-Ducos avait trop de médiocrité pour s'associer aux destinées de Bonaparte, et Sieyes, préféra s'éloigner, à jouer un rôle secondaire, où bientôt ses avis eussent été recueillis comme des observations importunes. Cependant, son adroit collègue, pour détourner de lui tout soupçon d'ingratitude, lui fit décerner une récompense nationale : le diplomate ne vit pas le piége, et l'accepta; mais il perdit en même temps, par cupidité, toute la puissance d'opinion que lui avait donnée son active coopération au mouvement régénérateur.

Deux hommes sans consistance politique, mais doués de talents aussi différents que l'avait été leur vie publique, Cambacérès et Lebrun, associés par la constitution au consulat de Bonaparte, prirent avec lui possession des Tuileries. Ce rapprochement bizarre d'un membre du comité de sûreté générale avec le secrétaire du chancelier Maupeou, annonçait déjà un système de fusion propre à rassurer et à satisfaire tous les partis. Maret, qui avait traversé la révolution avec une réputation sans tache, et qui réunissait les qualités d'administrateur aux connaissances de la diplomatie, fut destiné à servir de centre aux différentes branches du service public, sous le titre de secrétaire d'État. Abrial, Berthier, Gaudin, Forfait et Lucien Bonaparte reçurent en partage les portefeuilles de la justice, de la guerre, des finances, de la marine et de l'intérieur (1). L'astucieux, l'inévitable Fouché de Nantes reparut à la police, où la souplesse connue de son caractère rassura ceux qu'auraient alarmés ses antécédents. Talleyrand tarda quelques semaines à recevoir le prix des services qu'il venait de rendre; on attribua ce délai au mécontentement que Bonaparte avait conservé contre lui, de ce qu'il n'avait pas accepté l'ambassade de Constantinople. Cependant il rentra enfin au département des affaires étrangères, qu'il avait quitté après le 30 prairial.

Le rappel des victimes de fructidor, la clôture de la liste des émigrés, signalèrent l'avénement de Bonaparte à l'autorité, et prouvèrent que ses promesses ne seraient pas vaines. Mais le plus difficile de sa tâche était loin d'être rempli; il lui restait un déficit énorme à combler, des armées à créer, et ses anciennes conquêtes à purger de la présence de l'ennemi. Nous ne déroulerons pas ici le tableau de ses opérations administratives, qui se lient avec ses travaux militaires; nous renvoyons le lecteur aux chapitres suivants. Il y verra comment le génie qui avait étonné l'Europe en 1796, acquit encore de nouveaux droits à son admiration; et comment la république sortit triomphante d'une lutte qui menaçait de l'anéantir.

(1) Bourdon fut d'abord nommé ministre de la marine; mais il céda bientôt le portefeuille à Forfait. Le savant Laplace, qui avait pris celui de l'intérieur, l'abandonna au bout d'un mois à Lucien Bonaparte.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE XV.

SECONDE PÉRIODE DE 1799.

N° 1.

Rapport fait au ministre de la guerre sur le personnel et le matériel de la ligne du Rhin, de Bâle à Dusseldorf, au 1er août.

Vous m'avez engagé à vous écrire, mon cher général, pour avoir des détails sur l'armée du Rhin; je le fais avec plaisir : je ne l'ai différé, que pour m'instruire davantage, et pouvoir vous donner des faits au lieu de probabilités. La vérité qui guidera mes récits, en vous mettant à même d'apprécier la véritable situation des choses sur cette frontière, m'acquittera envers la patrie et l'amitié. Ne voyez du moins, dans la loyauté de ces expressions, qu'un gage de mon zèle. Entrons en matière :

Les places de première ligne, depuis Dusseldorf jusqu'à Neuf-Brisach, sont généralement, à quelques palissades et blindages près, dans un état de défense très-respectable; et je pense qu'elles ne laisseraient rien à désirer du côté des reliefs de l'art, si on les avait moins multipliés sous le séduisant prétexte, mais dans le trompeur espoir, d'en prolonger la défensive. Mais on s'y est, dans leur construction, tellement écarté, pour la capacité et le développement des fronts, des sages maximes des plus grands maîtres, que, désormais, ce ne sont plus ces places qui protègent les armées, mais ce sont des armées entières qu'il faut dans ces places pour les défendre, sous peine de voir tous les ouvrages disposés contre les assiégeants, tournés contre les assiégés. En effet, il faut désormais pour défendre *Dusseldorf* un corps de 20,000 hommes; *Mayence* et *Cassel* demandent au moins 23,000 hommes d'infanterie et 2,500 de cavalerie; *Kehl* et sa *tête de pont*, exigent 8,000 hommes d'infanterie et 1,200 de cavalerie. Pour la défense de *Strasbourg*, il faut 14,000 hommes d'infanterie et 3,000 de cavalerie; et dans la *citadelle* 3,500 hommes d'infanterie et 500 de cavalerie; à *Neuf-Brisach* et *Fort-Mortier*, 3,800 hommes d'infanterie et 700 de cavalerie; à *Vieux-Brisach*, 5,000 hommes d'infanterie et 500 de cavalerie. Je ne parle pas de Schelestadt, ni du Fort-Vauban, ni de Lauterbourg; car je ne les considère que comme des postes. Quelle funeste obligation, que celle à laquelle est réduit le général de l'armée du Rhin, de disséminer ainsi ses forces pour défendre des places dans lesquelles, à cause de leur vaste étendue, de l'importance des magasins qu'elles renferment, de leur empire dans l'opinion publique, il est obligé de laisser constamment les *deux tiers* de leurs garnisons! Mais, je dois particulièrement appeler votre attention sur le *Vieux-Brisach*, tête de pont de nouvelle construction, dont la capacité, renfermée dans un cordon de 3,600 mètres, exige au moins les forces ci-dessus assignées, lorsque, par son éloignement de Neuf-Brisach, la garnison peut en être isolée, soit par une opération de l'ennemi, soit par la rupture de son pont de communication à la rive gauche, que, cependant, dans cet état de choses, la garnison, par une inconcevable contradiction, n'a pas pour un jour de vivres, et par conséquent serait obli-

gée de mettre bas les armes à la première sommation. Il me semble donc important de l'approvisionner pour quinze jours au moins. Au reste, cette tête de pont, plus que tout autre, signale la manie de la pioche, et l'éloigne de la véritable utilité que sa position et la conformation du terrain pouvaient indiquer.

L'armement des places est généralement complet en bouches à feu et en munitions de guerre, à l'exception toutefois des fusils de rechange, dont elles sont dépourvues, et de la poudre, dont il manque environ, sur la totalité, un tiers, parce que, dans le calcul des quantités nécessaires, il paraît qu'on a oublié celle à affecter au chargement des fourneaux des mines. Il existe, d'ailleurs, un grand et nuisible abus, c'est que les approvisionnements des munitions de guerre pour siége, dans les grandes places, ne sont pas assez distincts et séparés des magasins destinés à fournir aux besoins journaliers des armées. Il est essentiel que, sur cette partie, il y ait la même règle et la même sévérité que pour les munitions de bouche.

Les approvisionnements de bouche sont généralement complets partout, et de bonne qualité. Il y a même excédant en vins, vinaigres, eaux-de-vie et viandes salées : mais on ne les a pas faits assez forts pour Mayence et Ehrenbreitstein, tant pour le nombre d'hommes que pour la durée de leur défense. Il en faudrait un quart de plus dans ces deux places ; car il faut être conséquent dans ses dispositions.

Que n'ai-je à vous exprimer de même, mon cher général, ma satisfaction sur l'état des forces mobiles, comme je viens de vous le faire sur l'état du matériel ! Mais, comment être content de voir une armée qui, sur le papier, présente un effectif de 60,000 hommes dispersés dans douze places, sur 110 lieues de front, et qui, dans le fait, n'en a pas 50,000 disponibles, dont un tiers est sans armes, sans moyens de s'en procurer, et qui, par conséquent, ne peut s'instruire ni se battre, dont les approvisionnements en subsistances sont tellement nuls par l'inexactitude des versements ordonnés aux administrations départementales, que les cavaliers et les chevaux sont partout nourris aux dépens des habitants qui les logent ? Dans plusieurs des divisions actives, on est forcé de distribuer des viandes salées, pendant cette saison, faute de viande fraîche. Pour payer la manutention du pain, les commissaires des guerres, les généraux, sont obligés de s'engager personnellement. La caisse est tellement endettée, qu'il est dû 600,000 francs sur la solde et l'entretien arriérés, et, par conséquent, aucun des services militaires n'y est monté, les employés, désertent, faute de payement. Il n'y a plus d'autres courriers que des ordonnances militaires ; et, pour envoyer un espion à la rive droite, on est obligé de se cotiser. Ajoutez à cela qu'il manque un grand tiers des officiers généraux nécessaires, et plus de la moitié des commissaires des guerres, qu'il n'y a pas non plus d'inspecteur d'infanterie, pour utiliser avec l'économie si nécessaire les effets d'habillement et d'équipement qui existent à Mayence, pour former les dépôts, tiercer les bataillons, réformer les boiteux, les estropiés, etc., etc. Sa présence devient de jour en jour plus indispensable. La caisse de l'armée, qui paye une infinité de gens qui ne la servent pas, est encore épuisée par cette foule énorme d'officiers conducteurs de conscrits, qui depuis le général de division jusques et compris le sous-lieutenant et le commissaire des guerres, pris pour la plupart parmi le rebut des troupes, touchent la solde, ne font rien que donner l'exemple de la crapule, de l'ivrognerie, de l'insolence, et tuent l'émulation dans le corps en nuisant à l'avancement légitime. Enfin, citoyen général, si, par un mouvement spontané, l'ennemi effectuait un passage du Rhin, tel est l'état des choses, le dénûment des administrations et la faiblesse de l'armée, que je mets en fait qu'elle ne pourrait ni défendre honorablement les places, ni tenir la campagne. On vous tromperait, si on vous disait le contraire ; mais il faut de l'argent et des vivres, ou la faculté d'en prendre où il y en a ; et, malgré sa faiblesse numérique, elle saura se montrer.

Je suis fâché de vous affliger par de tels détails, mon cher général, mais je vous tromperais, si, pour vous éviter cette peine, je déguisais la vérité. Je trahirais à la fois la patrie, le ministre et le général qui m'a ordonné de lui parler franchement ; et j'en suis incapable.

Baraguey-d'Hilliers.

Au quartier général de Turckheim.

N° 2.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Rapport du ministre de la guerre Bernadotte, au Directoire exécutif.

Paris, le 27 thermidor an VII (14 août 1799).

Je ne dois pas différer de vous soumettre les vues générales que je me suis formées sur la position des armées républicaines et ennemies. Il est arrivé le moment où il faut décider d'après quel plan d'opérations nous devons agir : de cette détermination dépend l'issue heureuse ou moins heureuse de cette campagne, et peut-être le sort de l'Europe.

L'ennemi, d'abord supérieur en nombre, ayant été affaibli par de grandes pertes, et les armées de la république ayant reçu des renforts considérables, les forces respectives se trouvaient à peu près égales; mais les troupes que les Russes ont fait passer en Italie, et celles qui arrivent en Souabe, lui rendent cette supériorité numérique.

La nouvelle conscription qui se lève présente une masse d'hommes redoutable; mais le secours puissant que nous en attendons ne commencera à être sensible que dans quelques mois. Ce sont des soldats équipés et armés, qu'il faut opposer à cet ennemi aguerri; et la détresse de notre matériel vous est connue.

Les forces agissantes peuvent être évaluées à 160,000 hommes, y compris les corps russes qui sont prêts de joindre le prince Charles. Celles de la république, en campagne, ne peuvent être portées qu'à 150,000 hommes, attendu les garnisons nombreuses qu'exigent nos places fortes.

Elles sont ainsi réparties :

L'armée d'Italie.	45,000 hommes.
L'armée des Alpes.	15,000
L'armée du Danube.	70,000
L'armée du Rhin.	20,000

La sûreté de la ligne du Rhin demande 20,000 hommes, ce qui réduit l'armée de ce nom à 20,000 hommes disponibles.

L'ennemi, poursuivant les avantages de son offensive, fera sans doute tous ses efforts pour s'emparer de la Ligurie, et replier l'armée d'Italie sur les Alpes. S'il parvenait à ce but, il se prolongerait bientôt par sa droite, et continuerait sa tentative en Helvétie, dont l'occupation opèrerait une trouée sur notre frontière; il chercherait vraisemblablement à percer la ligne du Rhin vers Manheim, et à envelopper Mayence, pendant qu'il se répandrait dans le territoire qui forme les nouveaux départements de la république.

La pusillanimité et l'ignorance, pour ne rien dire de plus honteux, qui ont présidé à la défense de vos places fortes en Italie, semblent inviter l'ennemi à entreprendre de nouveaux siéges; et la défection qu'il espère de la part des habitants de la rive gauche du Rhin et de la Belgique, le sollicite encore à y porter le théâtre de la guerre.

Quant à nous, notre objet essentiel est de lutter sans cesse pour recouvrer l'Italie. Nous forçons, par là, l'ennemi à y entretenir de nombreuses troupes : nous l'empêchons de se porter en force sur le Rhin, frontière sur laquelle le voisinage de la Prusse, de la Hollande et d'un pays sourdement agité, appelle la plus grande sollicitude. Par là, nous vivons sur un territoire étranger à la France, et qui offre aux besoins de la guerre un aliment inépuisable, enfin nous combattons sur un terrain favorable à notre tactique. La possession de l'Italie exerce d'ailleurs l'influence la plus vaste pour nous, contre l'Autriche qu'elle assure à nos armes, et contre laquelle nous pouvons, de ce côté, porter des coups plus sensibles.

D'après ces considérations, quel est le parti que nous devons adopter pour que toutes nos forces concourent à ce but? L'ennemi, formé en deux armées, qui se touchent et se prêtent ainsi un mutuel appui, peut toujours se trouver en supériorité en Italie, à la faveur des versements de troupes qu'il opère de sa gauche, à son centre. La facilité de ses communications nous a été jusqu'ici trop fatale pour ne pas la lui ravir. On peut le tenter de deux manières.

L'armée du Rhin, débouchant dans la Souabe, et menaçant le flanc droit et les derrières de l'armée du prince Charles, semble devoir le forcer à abandonner l'Helvétie, et à n'occuper que les fortes positions qui couvrent le passage du Rhin, depuis Constance jusqu'à sa source. Par l'effet de ce mouvement, il s'établirait entre les généraux ennemis, le prince Charles et Suwarow, un intervalle

qui leur ôterait la faculté de se prêter rapidement des troupes, ou, du moins, nos communications deviendraient aussi faciles que les siennes. Cette opération ne pourrait être entamée qu'en faisant passer de l'armée du Danube à celle du Rhin, 20,000 hommes; et, pour être poursuivie avec succès, cette dernière armée devrait être successivement augmentée, à mesure qu'elle s'avancerait vers la Bavière.

Ce projet audacieux offre de grands avantages; mais, comme il faut tout prévoir, je dois observer que, pendant qu'on retirerait 20,000 hommes de l'Helvétie, pour réunir à l'armée du Rhin, le prince Charles pourrait profiter de leur départ, et s'engager plus avant en Helvétie, de manière à compromettre Bâle et notre frontière. D'ailleurs, en attirant l'ennemi sur le Rhin, on s'expose à de fâcheux inconvénients, dans le cas où notre offensive en Souabe serait sans succès.

Le second parti qui se présente est de reconquérir les Grisons, d'occuper le mont Gothard, et de prendre à revers l'ennemi qui occupe le Piémont et la Cisalpine. *En portant à Glurens un corps de 20,000 hommes, on intercepte les communications ennemies, et l'on prête une puissante faveur aux opérations des armées d'Italie et des Alpes.*

Cette entreprise pourrait tendre plus directement au but nécessaire que nous avons établi; elle évite le danger d'exposer notre faible cavalerie dans les plaines de l'Allemagne, devant un ennemi particulièrement fort dans cette arme, et elle donne à notre infanterie, habile et heureuse dans la guerre de montagnes, toute sa force. Mais la difficulté des subsistances est un obstacle qui demande de grands sacrifices pour être surmonté, et des apprêts de longue haleine.

Si ce parti était adopté, il n'en faudrait pas moins conserver une armée formidable sur le Rhin, soit pour garantir les derrières du corps agissant vers les sources des fleuves, soit pour résister à toute diversion que l'ennemi pourrait tenter, à la faveur du Necker ou du Mein, sur notre ligne défensive.

Dans moins d'un mois, le nouveau corps russe sera en mesure d'agir. A la même époque, la position de l'Italie peut être changée; et, quels que soient les événements, nous ne pouvons rester dans l'inaction en Helvétie ou sur le Rhin; car l'armée d'Italie soutiendrait alors seule tout le poids de l'ennemi; quelque célérité que l'on apporte dans l'organisation des bataillons auxiliaires, avant deux mois, ils ne pourront être que d'un faible secours.

Si des moyens d'argent secondent ceux de zèle et d'énergie que j'applique aux différents services du matériel et du personnel de l'armée, nous avons à espérer que les troupes de la république, refaites par quelques décades de repos, et sentant le besoin d'arrêter les progrès des Austro-Russes, obtiendront des avantages que consolidera la nouvelle conscription.

J'ai envisagé notre situation sous un point de vue purement militaire; et, abstraction faite des considérations politiques qui me sont étrangères, j'ai offert au Directoire exécutif les observations qui naissent de son aperçu; et, après lui avoir indiqué les avantages et les inconvénients que j'aperçois dans l'adoption des différents partis susceptibles d'être adoptés, je l'invite à prononcer, soit d'après ce rapport, soit d'après d'autres éclaircissements plus amples et plus profonds dont il croira devoir s'environner. Un autre objet ne peut se lier plus étroitement aux destinées de la république, et au sort de la liberté en Europe.

J'observe, en finissant, que, quel que soit le parti que le Directoire adopte, soit que l'armée du Danube fasse un détachement de 20,000 hommes, pour augmenter celle du Rhin; soit qu'elle marche par sa droite pour gagner le Tyrol, il est utile de profiter de toutes nos forces en Helvétie, afin d'engager une action à laquelle le passage d'un corps ennemi sur le bas Rhin donne des chances favorables.

N° 3.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Le ministre de la guerre, au citoyen Masséna, général en chef de l'armée du Danube.

Paris, le 30 thermidor an VII (17 août 1799).

Je vous adresse, citoyen général, un nouvel arrêté du Directoire exécutif, qui vous conserve le

commandement en chef de l'armée du Danube, et confère au général Moreau celui de l'armée du Rhin.

En vous transmettant cet arrêté, qui est pourtant la confirmation de la confiance du Directoire dans vos talents et votre zèle, je vais vous faire connaître ses intentions absolues sur les opérations militaires qu'exigent les circonstances présentes.

Telle bonne qu'ait été jusqu'ici l'attitude défensive de l'armée du Danube, puisque l'ennemi n'a osé rien entreprendre contre elle, il est temps qu'elle en sorte avec l'élan de la victoire que lui assure sa supériorité numérique sur l'ennemi, et surtout l'ardeur impatiente qu'ont les soldats de la république, de reprendre cet ascendant qui a si longtemps étonné l'Europe, et qui a détruit tant d'armées coalisées. Des renforts nombreux de Russes arrivent chaque jour à l'armée du prince Charles; n'attendons pas que ces nouvelles forces y soient réunies. L'armée du Danube va se montrer digne de ses dernières campagnes : attaquer, battre et disperser celle de l'ennemi, c'est une bataille générale qu'elle doit livrer à celle-ci. Il faut frapper inopinément; le salut de la république l'exige; le Directoire le veut; obéissons. Cette grande et imposante victoire est attendue par tous les républicains; et ils en prennent pour gage la valeur héroïque des Français dirigée par vos talents.

Mais telle est, citoyen général, la confiance du Directoire en vous, qu'il m'a chargé de vous dire que, si la connaissance plus parfaite que vous avez du résultat qu'aura cette bataille, tant par la comparaison des forces et des positions respectives des deux armées, que par le sort de l'Helvétie, qui peut en dépendre; si tous les calculs ne vous donnent pas la certitude de vaincre, alors vous ne devez point la hasarder; mais, au contraire, porter tous vos soins à bien assurer votre position défensive, et voici les motifs de cette seconde intention du Directoire :

L'armée de la république doit à tout prix conserver ce qu'elle couvre dans l'Helvétie. En attendant qu'elle soit en mesure de porter sa droite sur les sommités des Alpes au Rhin, pour commander les débouchés qui versent en Italie, et favoriser, dans cette position, les opérations ultérieures d'offensive de notre armée d'Italie et des Alpes. Il faut donc, ou être assuré de battre l'ennemi qui vous est opposé, ou ne pas compromettre la possession de l'Helvétie, et par suite l'offensive que l'armée d'Italie tentera de prendre. Continuez donc, citoyen général, et agissez suivant le plus grand intérêt de notre position militaire. Faites-moi part aussitôt de votre résolution, afin que j'en rende compte au Directoire.

Tous les ordres qui ont été donnés dernièrement, citoyen général, sur le commandement en chef de l'armée du Danube, sont annulés par l'arrêté du Directoire, que je joins à cette lettre; et c'est donc vous seul, et non pas le général Moreau, qui devez exécuter ceux que je vous donne aujourd'hui de la part du Directoire. Que ce général ait joint ou n'ait pas joint l'armée du Danube, c'est à vous de juger ce qui est le plus avantageux de faire et d'exécuter.

L'effet de la victoire que le gouvernement espère sera de détruire ou du moins de retarder longtemps le projet qui lui est connu, et qu'a formé l'ennemi de porter incessamment une armée sur le bas Rhin. Un grand armement sorti des ports de l'Angleterre, et qui menace nos côtes de la Belgique ou celles de la Batavie, etc., peut-être les deux simultanément; la situation politique des neuf départements réunis; le contingent demandé à l'Empire, et qui sera forcé ou consenti; la marche de 8,000 Suédois : tous ces événements, prêts à être exécutés, exigent que la république rassemble sur le bas Rhin une armée capable d'imposer à l'ennemi, et de se porter devant lui, avec des forces respectables. Ainsi, quelle que soit votre décision sur l'intention du Directoire, que je vous ai transmise, citoyen général, de livrer sur-le-champ une bataille décisive ou de rester dans votre attitude défensive, et en fortifiant toute la ligne par les dispositions habiles et combinées d'après la nature du pays, et ce que l'ennemi pourrait entreprendre; l'ordre formel du Directoire est que vous fassiez passer 18 à 20,000 hommes à l'armée du Rhin, dès le lendemain de la bataille, si vous en livrez une, ou aussitôt que ma lettre vous sera parvenue, si vous n'en livrez pas.

Ce renfort est de la plus grande urgence à l'armée du Rhin, pour ouvrir et soutenir la campagne

dont le Directoire adressera l'idée principale au général Moreau, qui va en prendre le commandement.

Le corps de 18 à 20,000 hommes que vous devez envoyer à l'armée du Rhin sera composé comme il suit :

4 demi-brigades complètes d'infanterie de ligne;
1 demi-brigade complète d'infanterie légère;
1 régiment de hussards;
3 régiments de chasseurs à cheval (dont sera le 11e), pris dans les plus complets;
1 régiment de dragons;
4 compagnies d'artillerie à pied;
2 compagnies d'artillerie à cheval;
2 compagnies de sapeurs;

Nota. Chaque compagnie d'artillerie emmènera sa division de bouches à feu, complétement approvisionnée, et conduite par de bons chevaux.

8 officiers du génie, dont un chef de bataillon.

Ce corps marchera en trois divisions, qui se suivront à deux journées, et se dirigeront sur Strasbourg. Sa marche doit s'exécuter avec célérité; et vous mettrez, dans l'expédition des ordres, et dans la première direction que vous donnerez aux diverses troupes, autant de secret qu'il sera possible, afin d'en dérober (quelque temps au moins) la connaissance à l'ennemi.

Si votre situation en subsistance vous permet de faire porter aux troupes quatre jours de vivres, vous en ferez ponctuellement exécuter l'ordre. Mais, dans tous les cas, vous voudrez bien faire assurer les vivres et fourrages pour chaque division, jusqu'à Neuf-Brisach, où le général en chef de l'armée du Rhin sera chargé d'y pourvoir.

La partie des équipages de vivres et d'ambulance, proportionnée à ce corps de 18 à 20,000 hommes, doit suivre chacune des trois divisions.

Votre situation numérique, comparée à celle de l'ennemi, donne au Directoire la certitude que la bataille que vous livrerez sera gagnée : aussi, vous laisse-t-il la faculté de conserver tous les corps de votre armée, pour profiter de la victoire et assurer la position que vous prendrez. Dans ce cas, vous n'enverriez les 18,000 hommes qu'après que vous l'auriez assise. Vous ne devez pas attendre une minute à exécuter la volonté du Directoire. La première, et sans doute la plus belle vertu d'un soldat, est l'obéissance. Néanmoins, je ne saurais trop vous le répéter, si vous n'êtes pas dans l'intention de livrer cette bataille, que la France attend, et que le Directoire désire, ordonnez, aussitôt ma lettre reçue, le départ des 18,000 hommes.

Dans la supposition que vous auriez quitté le commandement de l'armée d'Helvétie, et que le courrier vous trouverait en route, vous y retournerez sur-le-champ.

N° 4.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Le ministre de la guerre, au général Masséna.

Paris, le 9 fructidor an VII (26 août 1799).

Je me hâte, citoyen général, de vous annoncer les événements de l'Italie; ils ne sont pas heureux, mais ils sont moins fâcheux que la malveillance ne cherche sans doute à les peindre. Le général Joubert a été tué : cette perte sera sensible à tous les amis de la patrie et à ses frères d'armes.

Le 27 thermidor, l'armée d'Italie a marché sur Novi. Le 28, elle a été prévenue par l'ennemi, qui l'a attaquée avec un succès longtemps douteux. La fortune s'est ensuite déclarée en faveur de l'ennemi. Il est affligeant que l'armée des Alpes n'ait pu se porter plus tôt en Piémont, pour agir de concert avec celle d'Italie. Elle est supprimée; et les deux armées sont réunies sous le nom d'armée d'Italie. Le général Championnet en a le commandement.

Quoique le général Moreau, qui a repris le commandement après la mort du général Joubert, à la bataille de Novi, ait fait replier l'armée sur ses anciennes positions, le Directoire compte qu'elle conservera la Ligurie, et il regarde vos succès en Helvétie comme devant y contribuer puissamment. Le gain d'une nouvelle bataille vous rendra vraisemblablement la possession de toute l'Helvétie, et celle du mont Gothard vous donne déjà la faculté de menacer Suwarow, s'il se portait plus en avant en Piémont.

Vous voyez, citoyen général, combien d'espérances sont attachées à l'armée du Danube. Ses avantages nous donneront le temps de rassembler

tous nos moyens, de lever nos bataillons auxiliaires, et de ressaisir une offensive générale, qui semblait ne pouvoir nous échapper plus longtemps. Soutenez, relevez, s'il le faut, l'émulation des corps, de leurs chefs, des officiers de tous grades et des soldats. Dirigez surtout celle des officiers généraux qui sont sous vos ordres, et empêchez qu'elle ne se convertisse en rivalités funestes. Qu'un concert d'audace et de volonté républicaine règne dans toutes les opérations des différentes divisions, et la victoire nous sera fidèle.

L'armée du Rhin, pour rendre sa division plus utile et remplir un double objet, va attaquer Philipsbourg. Cette entreprise obligera le prince Charles à se dégarnir devant vous.

Vous aurez vu, par ma lettre d'hier, que l'envoi des troupes que vous deviez faire sur le Rhin est ajourné. Le but principal que nous avons à atteindre en ce moment est de profiter de vos premiers succès, et de prévenir la jonction totale des Russes. Le Directoire est dans la plus flatteuse persuasion que vos vœux ne seront pas trompés, et que votre nouveau mouvement ne sera pas moins heureux que le premier.

Je connais assez, citoyen général, votre dévouement à la république, pour croire que vous avez oublié l'état de votre santé, et que vous ne songez qu'à justifier encore l'espoir de la patrie, dans cette circonstance importante.

Le général Moreau a ordre de se rendre sur-le-champ au Rhin.

N° 5.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Le ministre de la guerre, au général en chef Masséna, commandant l'armée du Rhin.

Paris, le 19 fructidor an VII (5 septembre 1799).

Le succès de nos deux affaires du 18, citoyen général, est satisfaisant ; et il nous aura sans doute déjà conduit à celui d'un plan d'opérations plus vaste. Ma lettre du 8 vous a exprimé l'intention du Directoire, et vous y avez vu la nécessité d'obtenir un avantage prompt et marquant. L'armée du Danube a les moyens et la volonté de la victoire: elle doit sentir, d'ailleurs, que le sort de cette campagne, et peut-être la destinée de la république, reposent sur sa force et sur son courage.

Les événements d'Italie donnent un nouveau poids à cette considération. La réunion des armées des Alpes et d'Italie offre au général Championnet de puissants moyens; mais cette réunion ne peut s'effectuer de quelque temps. L'artillerie a fait de grandes pertes, qu'on ne peut remplacer sur-le-champ, et l'ennemi cherchera à profiter de suite de ses succès. Il a lui-même beaucoup souffert à la bataille de Novi, puisqu'il a avoué avoir perdu 8,000 hommes. Mais le prince Charles fait passer, d'après les rapports que je reçois, un secours de 20,000 hommes à Suwarow, qui, voyant la saison avancée, va tout tenter pour nous exclure de la Ligurie, s'emparer de Coni, et nous replier derrière les Alpes. Tous les retards sont funestes : celui qui a eu lieu dans l'envoi des troupes à l'armée des Alpes a empêché cette armée d'agir plus tôt ; et ce délai nous a fait perdre la bataille de Novi, et nous enlève les espérances attachées à Joubert, dont il ne nous reste que la glorieuse mémoire.

Dans cette situation, votre marche sur les Grisons et votre diversion vers le lac Majeur sont urgentes : elles suspendront le passage des troupes ennemies qui vont en Italie, ou du moins elles obligeront Suwarow à se partager en deux corps, ce qui le rendra moins supérieur contre notre armée d'Italie.

Quelque favorable que puisse être ce mouvement, il le sera moins encore qu'une grande bataille gagnée en Helvétie, et surtout sur les Russes. En agissant contre eux, prenez les précautions les plus mûres : frappez en masse, et ménagez-vous des réserves, pour rétablir, au besoin, le combat. Nos troupes d'Italie ont appris à ne plus redouter leur infanterie, quoiqu'elle soit impétueuse dans l'attaque et ferme dans le feu.

Quant à leurs autres corps, les Français les méprisent. Il est essentiel que, dans votre première action contre eux, vous ayez un avantage qui donne une confiance nécessaire aux troupes, et qui humilie la fierté de ces ennemis demi-sauvages.

Le bombardement de Philipsbourg doit être commencé; il est couvert par 30,000 hommes. Cette opération donnera une forte jalousie au prince Charles; il ne pourra se dispenser de secourir cette place. Vous aurez alors une occasion nouvelle et heureuse à saisir pour le combattre, après avoir profité de ce qu'il vous offre en ce moment par les renforts qu'il envoie en Italie.

Quand bien même l'avis que j'ai reçu de ce mouvement ne serait pas fondé, vous avez, non compris les onze bataillons que l'armée du Rhin doit vous donner, au delà de 70,000 combattants; et votre supériorité n'est pas douteuse. Une ligne de bataillons auxiliaires se forme derrière vous, et sera bientôt en état d'occuper la position que vous quittez. En marchant en avant, vous sauriez au surplus tourner à votre gloire le nombre supérieur, ainsi que vous l'avez déjà si souvent fait.

Ne prolongez plus, citoyen général, l'attente nationale. Les yeux de la république sont tournés vers vous; ils sont impatients de contempler les nouveaux trophées qui attendent la magnanime armée du Danube.

Une expédition anglo-russe menace la république batave : une descente a été opérée sur son territoire; mais vos succès soutiendront le courage de ce peuple allié, et raffermiront l'intérieur de notre république.

L'extermination des bandes royales du Midi aura fait une agréable impression dans l'armée; et je ne doute pas qu'en voyant des citoyens ignorants, les combattre, courir aux armes et triompher, elle n'en soit plus ardente pour terrasser l'ennemi extérieur.

Le Directoire m'a fait part de votre lettre sur un successeur; il pense, comme moi, citoyen général, que vous n'en pouvez avoir d'autre en ce moment que vous-même, que votre gloire vous commande de ne pas ajourner la victoire, et que l'intérêt de la liberté l'exige de votre dévouement. L'instant de combattre et de vaincre est arrivé ; le temps qui s'écoulerait pour opérer votre renouvellement nous serait funeste, si nous restions dans l'inaction. Comme ami et frère d'armes, je dois vous faire envisager, comme ministre, je vous invite à considérer que les ordres du Directoire sont pressants, et qu'il ne se déterminera par la suite à vous donner un successeur, qu'autant que votre détermination ultérieure serait irrévocable. Je vous écrirai particulièrement à cet égard.

N° 6.

Rapport du ministre de la guerre, Dubois-Crancé, au Directoire exécutif, sur la situation des armées.

Le 29 fructidor an VII de la république
(15 septembre 1799).

Citoyens Directeurs,

Le conseil des Cinq-Cents a demandé au Directoire, par un message en date du 24 fructidor, de lui faire connaître la situation des frontières de la république, les moyens de défense et de résistance, et la situation de la frontière batave, de la Belgique, et de toutes les autres places frontières.

Je m'empresse de vous rendre compte qu'il existe maintenant en Batavie, sous les ordres du général Brune, environ 20,000 hommes de troupes françaises, indépendamment de 13 à 14,000 hommes de renfort qui sont en marche pour se rendre également en Hollande.

Il existe en outre dans les départements réunis, sous les ordres du général Tilly, environ 10,000 hommes, qui sont distribués dans les places d'Ostende, Anvers, Gand, Nieuport, Ypres, Malines, Bruxelles, Mons, Maestricht, Venloo, et dans l'île de Cadsant.

Mon prédécesseur a donné des ordres pour faire passer 11 bataillons auxiliaires sur cette partie de la frontière, où il doivent être rendus vers le 15 vendémiaire.

Trois bataillons sont dirigés sur Maestricht ;

Trois bataillons sur Bruxelles ;

Un bataillon sur Luxembourg ;

Quatre bataillons sont dirigés pareillement sur Lille, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, pour se rendre de là en Belgique.

Lorsque ces bataillons seront arrivés dans les départements réunis, la force armée employée dans ces départements sera composée alors d'environ 22,000 hommes.

Mon prédécesseur a écrit circulairement aux commandants des places de Maestricht, Venloo, Anvers, Ostende, Ypres, Bruges, Namur, Mons, Luxembourg, Trèves, Sedan, Maubeuge, Valenciennes, Nord-Libre, Lille, Dunkerque, etc., pour leur recommander de redoubler de vigilance, et de se tenir en mesure contre les entreprises des malveillants et des ennemis secrets de la république.

La frontière qui borde le Rhin est défendue, depuis Dusseldorf jusqu'à Neuf-Brisach, par une armée composée de 50,000 hommes, commandée provisoirement par le général de division Léonard Muller, non compris 14,000 hommes, tant d'infanterie, que de cavalerie, qui se trouvent dans les dépôts derrière l'armée.

La frontière qui s'étend depuis Huningue jusqu'à Genève, est défendue par l'armée du Danube, composée d'environ 78,000 hommes, sous les ordres du général Masséna.

Enfin, la frontière des Alpes est couverte par les armées des Alpes et d'Italie, réunies sous le commandement du général Championnet, formant ensemble environ 80,000 hommes, non compris 10 à 12,000 hommes qui sont stationnés sur les derrières, dans les places, et sur les divers points qui bordent la frontière des Alpes (1).

Je dois vous faire observer, citoyens directeurs, que les garnisons des places qui bordent le Rhin et la frontière du Jura et des Alpes, ne sont composées que du nombre d'hommes strictement nécessaire pour maintenir l'ordre et veiller à la sûreté des magasins, arsenaux et autres postes militaires; attendu qu'elles se trouvent couvertes et défendues par les divisions actives, et qu'il serait facile de les compléter, si les circonstances venaient à l'exiger.

Je joins ici, au surplus, le tableau de la situation actuelle des garnisons employées dans les principales places qui bordent la frontière, depuis Ostende jusqu'à Nice. Ce tableau indique en même temps le nom des commandants de ces places.

Le général de division Frégeville est chargé du commandement supérieur des départements qui composent les 9e et 10e divisions militaires, et qui comprennent les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, de l'Arriège, des Hautes-Pyrénées et de la Haute-Garonne. Il a sous ses ordres 6,000 hommes, compris les canonniers gardes-côtes.

Le général Dembarrère est chargé du commandement de la 11e division militaire, qui comprend Bayonne et Bordeaux. Il a sous ses ordres 3,200 hommes, compris les canonniers gardes-côtes.

L'armée d'Angleterre, qui s'étend depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à celle de la Seine, est composée d'environ 40,000 hommes, compris les colonnes mobiles et les canonniers gardes-côtes. Elle est provisoirement commandée par le général Michaud.

Les généraux de division Pille et Verdière commandent dans les départements qui bordent la côte depuis le Havre jusqu'à Dunkerque, sous les ordres du général Hédouville. Trois bataillons, quatre escadrons et vingt-sept compagnies de canonniers sont chargés de veiller à la sûreté de cette partie de la côte.

Tel est, citoyens directeurs, le tableau de la situation actuelle des frontières de la république.

DUBOIS-CRANCÉ.

N° 7.

Pièces relatives à la campagne de Suwarow en Suisse. Circulaire du maréchal Suwarow aux généraux Hotze, Korsakof et Lincken.

Le maréchal, instruit à Asti de l'arrangement des deux cours relatif à la marche de son armée en Suisse, prit d'abord les dispositions mentionnées dans la lettre ci-après (A). Mais on verra, par la relation qui la suit, que ses mesures, pour opérer la jonction, ne furent arrêtées qu'à Bellinzona. Tout porte à croire que son projet était de déboucher sur Schwitz, et non par les deux rives du lac de Lucerne.

Asti, le 5 sepembre 1799.

« Les troupes impériales de Russie, qui, jusqu'à présent étaient à l'armée d'Italie, partiront le 8 septembre du Piémont, pour se rendre en Suisse, et je compte arriver avec elles, le 17, à Airolo, au pied de ce côté du mont Saint-Gothard, que je me propose d'attaquer le 19.

» Comme les troupes du colonel de Strauch,

(1) On croit qu'il y a ici une grande exagération.

» celles du prince Victor de Rohan et du comte de » Haddick, doivent coopérer à l'attaque, il sera » très-nécessaire que les armées des deux cours » impériales, réunies en Suisse, fassent, avec fer- » meté et constance, une attaque générale simul- » tanée et combinée sur toutes les positions de » l'ennemi ; mais surtout l'aile gauche, sous les » ordres de M. le baron de Lincken, réunira tous » ses moyens, fera tous ses efforts, peut-être même » avec des renforts préalables, pour faciliter et sou- » tenir le passage du corps d'armée russe par le mont » Saint-Gothard, la haute vallée de la Reuss et celle » de la Linth. De même qu'il sera possible d'attaquer » l'ennemi à revers, on pourra aussi, par la jonc- » tion rapide de l'aile gauche de l'armée impériale » en Suisse, et en avançant de concert, empêcher » l'ennemi de culbuter le corps russe d'Italie, et » de le détruire en détail.

» Comme je n'ai pas eu connaissance exacte des » positions des deux armées impériales réunies en » Suisse, et que, seulement par des rapports pris » en passant, je dois présumer que le corps de » troupes russes, sous les ordres de Korsakof, est » posté entre Zurich et l'Aar, le long de la rive » droite de la Limmat, celui des troupes royales- » impériales, sous les ordres de M. le baron de » Hotze, entre le lac de Zurich et celui de Wal- » lenstadt par Mayenfeld, dans le Rheinthal jus- » qu'à Dissentis ; je dois, avant tout, attendre la » jonction des troupes de ce dernier. Je désire » apprendre de lui-même, comme connaissant » mieux les localités, où, et comment l'opérer. De » même, de mon côté, dès que la jonction aura » réussi, je pense que les troupes russes d'Italie, » ne pouvant plus être arrêtées, pénétreront sur les » deux rives du lac de Lucerne, celles de MM. de » Lincken et Hotze entre les lacs de Zurich et Zug; » et enfin la réunion totale des troupes russes du » général Korsakof, près la rive droite de la basse » Reuss et de l'Aar ; ce sera la seule manœuvre » qui puisse promettre un résultat décisif pour les » opérations ultérieures.

» Comme je me hâterai de vous faire connaître, » de Bellinzona, l'arrivée de la colonne des troupes » russes d'Italie, c'est aussi à Bellinzona, au plus » tard, à moins que vous ne le puissiez plus tôt » par la route de Novara et Varèse, que vous me » ferez connaître, par courriers, la position et la » force de toutes les troupes, tant russes que » royales-impériales, qui se trouvent réunies en » Suisse, ainsi que les positions de l'ennemi, ses » forces et leur distribution. Je désire aussi que » MM. les généraux baron de Hotze et de Lincken » me communiquent leurs avis et leurs connais- » sances locales sur le terrain et la manière de faire » la guerre dans ce pays, en indiquant comment » la coopération précipitée de toutes les troupes » qui sont déjà en Suisse, et de celles qui y mar- » chent d'ici, peut être le plus efficacement et le » plus utilement exécutée : je serai, par là, en état » de préparer mon attaque, et d'en déterminer le » jour et l'heure positifs. »

Le maréchal recommande à Korsakof, dans un *post-scriptum*, d'exercer ses troupes à exécuter, sur trois colonnes, l'attaque avec *la baïonnette et le sabre*.

Relation raisonnée de la marche de l'armée de Suwarow, d'Italie en Suisse.

Le maréchal de Suwarow avait reçu, vers la fin, d'août, l'ordre de sa cour de rejoindre avec la totalité des forces russes qu'il avait dans la haute Italie, l'armée de sa nation qui venait de remplacer à Zurich celle de S. A. I. et R. l'archiduc Charles.

Les Russes, aussi étrangers aux Alpes que les Autrichiens peuvent l'être au Caucase, ont dû naturellement se laisser diriger dans cette expédition par leurs alliés, qui faisaient la guerre depuis longtemps dans les montagnes mêmes qu'il s'agissait de traverser. Aussi, un état-major autrichien nombreux, et respectable à beaucoup d'égards, dirigea l'entreprise.

Il se présentait depuis Asti, trois directions principales. Une sur la droite par Novara, Côme, Chiavenna, le Splugen, Coire, Wallenstadt et Wesen; la seconde, au milieu, par Bellinzona, le Saint-Gothard, Altorf et le canton de Schwitz ; la troisième, à gauche, par Ivrée, Aoste, le grand Saint-Bernard, Martigny vers le pays de Vaud.

Les Autrichiens déterminèrent le maréchal pour le Saint-Gothard. Son corps effectif pouvait être de 16,000 hommes d'infanterie, 2,000 cosaques ;

à quoi, ajoutant les bouches inutiles, on pouvait compter de 22 à 24,000 hommes. C'est dans la nuit du 13 au 14 septembre que tout ce corps s'achemina de Novare.

En suivant la direction de droite, il serait arrivé le 14 à Galerate, le 15 à Cômo.... Depuis la formation du projet, on aurait pu envoyer du Milanais à Cômo et Lecco toutes les munitions nécessaires, réunir sur ces deux points les bateaux pour en transporter une partie et acheminer les mulets avec le reste vers Chiavenna. L'armée, dans les journées des 16, 17 et 18, serait parvenue à Chiavenna, par de mauvais chemins, à la vérité, mais en pays ami, et en passant *sous le climat d'Italie, au milieu de septembre*, des montagnes beaucoup moins hautes que celles qu'il a fallu forcer en Suisse ou traverser devant l'ennemi *au commencement d'octobre, sous le climat de Suisse*. L'armée se serait reposée le 19; on aurait acheminé, le 20, l'avant-garde et une partie du convoi, et le le 22, on serait arrivé à Coire, par une belle route de montagnes, sans obstacles quelconques. L'arrière-garde et la queue du convoi y serait arrivée le 23; on n'aurait pas eu besoin d'un homme pour couvrir sa marche ni en queue ni en flancs. L'artillerie légère aurait été transportée par le lac jusqu'à Chiavenna, et non pas à dos de mulet pendant 16 à 17 jours. La route du Splugen aurait permis d'y mener des pièces de six livres et non pas de deux livres comme par le Saint-Gothard. Enfin, arrivé à Coire, on aurait retrouvé des vivres et de grandes routes.

L'armée n'aurait donc eu que six jours de fatigue (de Cômo à Coire) à supporter, avec un repos entre deux, et sept jours de vivres à porter, dont quatre pouvaient l'être par le lac.

De Coire à Sarganz et Wezen, il y a deux jours de marche, l'avant-garde aurait donc été réunie à Hotze le 24, et toute l'armée le 25, à Galerate seulement (entre Novare et Cômo), la direction de l'armée se déterminait. Or, du 15 au 24, il n'y a que neuf jours, et l'ennemi, incertain de la direction de Suwarow, n'aurait pas eu le temps de combiner son attaque.

Mais eût-il eu les mêmes succès, l'armée du maréchal arrivait fraîche et entière pour recueillir et soutenir l'armée de Hotze, et celui-ci, n'ayant pas besoin de détacher au-devant de Suwarow les corps des généraux Lincken et Auffemberg, aurait eu 6,000 hommes de plus pour soutenir sa position de Wesen à Utznach. On n'aurait donc pas dégarni la position de Korsakof de 5,000 Russes, pour renforcer Hotze, manœuvre qui a facilité à l'ennemi de forcer la position des Russes, et de prendre Zurich.

Dans ce plan, aucune supposition possible ne pouvait retarder d'une heure l'arrivée de Suwarow, ni compromettre en rien son armée, sa gloire, ni le fils de l'empereur. Enfin, le 25 septembre, Suwarow et Hotze se fussent trouvés réunis avec 40,000 hommes, tandis que Korsakof occupait la position de Zurich avec 30,000.

En prenant la route du Saint-Gothard et d'Altorf, il fallait aller de Varèse à Altorf, toujours dans les montagnes; de Varèse à Bellinzona, il y a deux marches et le mont Cenis à traverser; de Bellinzona à Quinto, deux autres marches; de Quinto à l'Hospital, une forte marche et le Saint-Gothard à forcer depuis une demi-lieue avant Airolo jusqu'à l'Hospital même.

A Bellinzona, une colonne de 6,000 hommes, commandée par le général Rosenberg, allongea sa marche d'une journée en passant sur la droite par le val Breugna, le Vogelberg, Santa Maria, Dissentis jusqu'à Urseren, toujours dans des montagnes affreuses où il n'y a point de chemin pratiqué. Sa réunion avec le gros de l'armée à Urseren dépendait du sort d'une attaque entre Urseren et Tavetsch, et si cette attaque n'eût pas réussi, ce corps était obligé de redescendre à Coire par Dissentis et Ilantz, sans avoir aucune connexion ultérieure avec l'armée qui, affaiblie par là de 6,000 hommes d'élite, aurait eu cependant les mêmes difficultés à vaincre, les mêmes ennemis à repousser et les mêmes défilés à masquer.

Ce ne fut que le 23 que l'on força d'une part le Saint-Gothard, de l'autre le passage d'Urseren. La cause de ce retard fut le manque des mulets destinés au convoi, qu'on attendit inutilement quatre jours à Taverna, et qu'on remplaça enfin par des chevaux de cosaques, au moins en grande partie.

Les Russes, peu accoutumés aux montagnes, perdirent inutilement beaucoup d'hommes en at-

taquant le Saint-Gothard par la grande route et directement; leur avant-garde, destinée à tourner cette montagne par la droite et par des hauteurs plus élevées que l'hospice, ne s'étant résolue que tard à escalader ces hauteurs prodigieuses, et l'ayant fait avec beaucoup de lenteur.

Le général Rosenberg, arrivé à temps pour cela, au-dessus du village d'Urseren, aurait pu attaquer l'ennemi deux heures plus tôt, ce qui aurait mis entre deux feux tous les Français qui étaient dans la vallée, épargné une seconde affaire au gros de l'armée en arrivant à l'Hospital, et fait faire beaucoup de prisonniers.... Dans tous ces retards, on doit le dire, il y eut plus de fatigue et d'inexpérience de ce genre de guerre que de mauvaise volonté ou de manque de courage de la part des troupes.

Réunie à Urseren, l'armée se trouva arrêtée par un nouvel obstacle aïsé à prévoir. C'était la rupture d'une des deux arches qui soutiennent le chemin immédiatement après le pont du Diable. Si l'ennemi avait rompu complétement ces deux arches et le pont du Diable, j'affirme que nous n'avions aucun moyen de les réparer, et qu'il ne nous restait d'autre parti à prendre que de repasser le Saint-Gothard, ou de descendre par Dissentis et Ilantz à Coire. Cela était d'autant plus facile à l'ennemi, qu'il eut toute la nuit pour cette opération, et qu'il pouvait se retirer partie par le Valais, partie par-dessus les montagnes qui tournent sur la gauche le pont du Diable (une partie de ses forces a suivi ces deux chemins). Il a donc été au pouvoir de l'ennemi en ce moment de faire avorter l'entreprise. Rosenberg, par ce motif, n'aurait donc pas dû perdre inutilement deux heures dans l'attaque d'Urseren, et surtout il aurait dû ne pas laisser passer la nuit entière sans occuper ce pont, qui n'est qu'à un gros quart-d'heure d'Urseren.

Après avoir très-mal réparé cette arche, l'armée se remit en marche le 24, seulement à 5 heures du soir, et arriva à Wasen, bien avant dans la nuit. Le 25 (c'était le septième jour de marche dans les montagnes et le huitième pour la colonne de Rosenberg), elle arriva le matin vers les 9 heures à Steig, où elle fit sa réunion avec le corps d'Auffemberg, de 2,000 Autrichiens, qui y était descendu depuis Dissentis par le val Maderan.

Le général Auffemberg, suivant le plan concerté, *avait débouché dans la vallée d'Uri, le 24, comme on en était convenu:* le corps d'Auffemberg se trouva pendant 24 heures aux prises vers Amsteig avec 2,000 hommes venus d'Altorf, et plus de 4,000 qui revenaient de Wasen, de sorte que, sans la résolution de ce brave général, tout son corps était fait prisonnier, et l'ennemi, maître des hauteurs qui dominent le Steig, y arrêtait de nouveau l'armée russe, qui n'y arrivait que fatiguée et en colonne sur deux hommes de front; il eût fallu de nouveau reprendre le chemin d'Urseren, Dissentis, Ilantz et Coire.

Le même jour, 25, l'armée continua sa route vers Altorf, où elle arriva vers midi: on y passa toute cette journée sans reconnaître l'ennemi qui était sur la rive gauche de la Reuss et tenait le pont de Séedorf, ni Fluelen qui était son point d'embarquement. On fit la faute de ne pas chasser l'ennemi de la vallée, on ne reconnut pas même sa force, pour y proportionner le nombre de troupes destiné à couvrir le convoi dont dépendait absolument la subsistance et par conséquent l'existence de l'armée; car tous les comestibles de la vallée d'Uri, depuis le Saint-Gothard au lac, n'auraient pas nourri 5,000 hommes un seul jour. En négligeant de se porter sur Fluelen, on perdit l'occasion de saisir tout ce que les Français y avaient amené pour l'embarquer sur les bateaux qu'ils avaient mandés, à cet effet, de Lucerne, et que la violence du vent contraire avait empêchés d'arriver. On y aurait probablement trouvé des vivres, dont on manquait absolument.

A cette époque, le 25 au soir, la chaîne de convois s'étendait encore depuis Airolo jusqu'à Altorf, et pouvait être attaquée à Airolo, depuis le Valais, par le val Bedreto; à l'Hospital et Urseren par le Furca; à Wasen par la vallée de Gadmen, qui y conduit, depuis l'Ober-Hasli, et par laquelle les Français, deux mois auparavant, avaient chassé les Autrichiens de Wasen: enfin, au bas de la vallée de la Reuss, par le corps ennemi qu'on y avait laissé du côté de Séedorf et de Fluelen, et par les renforts qu'on pouvait lui envoyer, tant par le lac que du canton d'Underwald. Strauch avec ses 5,000 hommes couvrait les environs du Saint-Gothard qu'il ne tarda pas à abandonner de peur d'être coupé d'Ita-

lie; deux bataillons masquaient la vallée qui descend à Wasen, et cinq bataillons couvraient l'entrée du Schachenthal et la Reuss au-dessus de Schachenbach. Sur aucun de ces points on ne pouvait connaître la force de l'ennemi, dont on était séparé par des montagnes effroyables qui interdisaient toute reconnaissance.

Le 26, l'armée se remit en route pour aller à Mutten par Burglen et le Schachenthal; elle marchait depuis sept jours dans les hautes Alpes, sans pouvoir se faire encore une idée des difficultés qui l'attendaient; elle avait suivi jusque là des routes escarpées et pénibles; mais enfin c'étaient des routes pavées et d'une largeur médiocre. Ici il fallut traverser une montagne sans chemin et sans habitation, qui demande huit heures de temps à un piéton isolé, et qu'aucune partie de l'armée n'a fait en moins de 12 à 14 heures. C'était après de longues fatigues, presque nu-pieds et mal nourrie, que l'armée devait faire cette pénible tâche; aussi une faible partie de l'avant-garde put arriver le 26 à Mutten, après 14 heures de marche; le reste bivouaqua sur le revers de la montagne, et le gros de l'armée ne la passa qu'en deux jours. Beaucoup de chevaux y périrent ou furent estropiés, et ce n'est que le 28, et même en partie le 29, que toute l'armée y fut rendue avec une partie du convoi. A ces difficultés, il faut ajouter que le chemin étant presque partout de nature à ne laisser passer qu'un homme de front, le développement de la moitié de l'armée, tant hommes que chevaux, tenait depuis Altorf jusqu'à Mutten; de sorte que la tête était arrivée à Mutten que la queue était encore à Altorf. Ce même inconvénient a eu lieu presque partout, depuis Altorf jusqu'à Ilantz, par la route que les circonstances ont engagé à prendre.

Le projet avait été d'attaquer toute la ligne des Français au-devant de la Limmat, le 26, tandis que Suwarow arrivant lui-même, le 26, à Schwitz ou Einsielden, attaquerait les Français vers ce dernier point, après avoir été renforcé par le général Lincken, qui devait venir le joindre d'Ilantz par le Sernsthal, Glaris, le Klonthal et le Bragel à Mutten. On voit encore que par une suite nécessaire des mauvais chemins et de la résistance de l'ennemi, Suwarow ne pouvait attaquer l'ennemi vers Einsielden que le 28 et le 29, et cette considération seule prouve le vice d'un plan aussi compliqué.

Mais un nouvel événement, quoique si simple qu'il était très-facile à prévoir, vint apporter un obstacle d'une nature bien plus alarmante à l'exécution ultérieure du projet. C'était la déroute complète de l'armée combinée de Korsakof et de Hotze, arrivée le 25 et le 26 : par là l'armée de Korsakof se trouvait rejetée au delà du Rhin, celle de Hotze à Saint-Gall et au lac. On apprit cette nouvelle le 27 au matin par les paysans, et le même jour elle fut confirmée par une lettre du général Lincken, que cette nouvelle avait retenu à Schwanden, une lieue au-dessus de Glaris.

Il était impossible de revenir sur ses pas; on ne pouvait, avec un corps épuisé de fatigue et de faim, éparpillé, sans souliers, sans cavalerie, sans artillerie et sans munitions, se risquer du côté de Schwitz, ayant entre soi et l'armée qu'on voulait rejoindre, l'armée victorieuse des Français (on ne savait pas de même de quel côté elle s'était retirée). Il n'y avait qu'un seul parti, c'était d'aller par le chemin le plus court vers Glaris rejoindre Lincken et les débris de l'armée de Hotze, qui avaient dû naturellement se porter vers Wallenstadt. Mais cette résolution devait être exécutée sans délai, et l'on aurait dû, dès le 27, après midi, envoyer occuper la montagne du Bragel par une avant-garde, la faire suivre, le 28, par les troupes à mesure qu'elles avançaient, pousser sans délai jusqu'à Glaris, s'y réunir avec Lincken; et, suivant les circonstances, forcer le passage par Mollis et Wesen vers le Toggenbourg et Sargans; ou par le Kerenzen le long de la rive gauche du lac de Wallenstadt, marcher à Wallenstadt et Sargans, ou enfin, si l'ennemi était trop fort, se retirer vers Coire par l'affreux chemin, mais devenu le seul, qui conduit de Glaris à Coire, par-dessus la montagne, entre Elm et Paniz. Au lieu de cela, on envoya seulement 300 cosaques, le 28 au matin, qui passèrent le Bragel, mais furent bientôt repoussés par environ 900 Français, qui étaient entrés dans le Kloenthal. Le soir du 28, on fit marcher seulement la brigade d'Auffemberg réduite à 1,700 hommes, qui trouva les Français en possession du Bragel. Ce ne fut que le 29, au matin, qu'Auffemberg put les chasser et les poursuivre jusqu'au dé-

filé, entre le lac de Kloenthal et la montagne. Les Français y tinrent jusqu'à l'arrivée de l'avant-garde russe, forte de 2,000 hommes environ, qui arriva seulement le 30, et qui les repoussa vers l'entrée de la nuit jusqu'à une petite hauteur très-forte à l'autre extrémité du petit lac de Kloenthal, conjointement avec le reste de la première colonne, qui était venue appuyer l'avant-garde russe. Le lendemain matin, 1er octobre, il fallut emporter cette hauteur, qui coûta beaucoup d'hommes, et qu'on aurait eu la veille, si l'on avait poursuivi son avantage.

Pendant que ces affaires se passaient, le général Lincken, n'ayant rien appris de positif de l'armée de Suwarow et de son arrivée dans le Muttenthal, *qu'il pouvait cependant regarder comme certaine, puisque le maréchal lui avait mandé d'Altorf, le 25, qu'il partirait le 26 pour Mutten,* avait abandonné le poste de Schwanden, le 29 septembre, pour se retirer précipitamment à Ilantz et Coire par-dessus les montagnes de Paniz. Par cette retraite, il laissait à l'ennemi la faculté de se porter en force vers Kloenthal, d'enfermer la totalité de l'armée de Suwarow dans des défilés dix fois pires et dix fois plus longs que les fourches Caudines, et de la contraindre à se rendre prisonnière à des forces inférieures. Cette faute grave compromettait de nouveau le salut de l'armée russe; mais heureusement les Français n'étaient pas en forces (1). Le 1er octobre, la première division les poussa jusqu'au delà du Nesthal et de la Linth, dont ils brûlèrent le pont. Malgré cela on les poursuivit à Mollis, dont on se rendit maître, et qu'on abandonna dans la nuit du 1er au 2 octobre.

La difficulté de passer la Linth sans pont, l'abandon de Glaris par le général Lincken, l'ignorance absolue où l'on était si Wallenstadt et Sargans étaient occupés par les Autrichiens, la crainte d'être attaqué à la fois du côté de Wesen, du côté de Næfels, tandis que l'arrière-garde serait poursuivie en queue depuis Schwitz, firent abandonner le projet de marcher directement à Wallenstadt, soit par Wesen, soit par Kerenzen, et adopter celui de se retirer par Glaris, Schwanden, la montagne de Paniz, Ilantz et Coire. C'était une route affreuse : la montagne était plus mauvaise encore que les précédentes, et trois jours de neige augmentaient encore la difficulté. Auffemberg ouvrit la route le 2, passa la montagne le 3, et arriva à Coire le 5. Le maréchal Suwarow n'y est arrivé que le 7 avec l'avant-garde. Il avait été obligé d'attendre à Glaris la division de Rosenberg, qu'il avait laissée en arrière à Mutten : cette division, attaquée par 6 à 8,000 hommes venus de Schwitz, et probablement de Lucerne, a battu complétement l'ennemi le 1er octobre, lui a fait mille prisonniers et tué ou blessé au moins autant de monde. Il n'est pas à croire qu'elle éprouva d'autre échec en fermant la marche que celui de perdre quelques malades, quelques blessés et quelques traîneurs. La perte totale a été peu considérable; mais l'armée en totalité arriva à Coire dans le plus cruel état de fatigue, de dénûment et d'épuisement où une armée puisse être.

Si l'on réfléchit sur les difficultés inséparables du chemin qu'on avait préféré, sur l'incertitude des événements militaires desquels on faisait dépendre la réussite du projet, sur l'impossibilité de se retirer en cas de malheur ou de forcer les passages qui menaient à Glaris, si les Français avaient le temps de les occuper en forces, on sera à même de juger le mérite réel de ce plan compliqué, qui a exposé si évidemment le salut de l'armée de Suwarow, pour le faible avantage (au cas que tout allât comme on l'avait supposé) d'attaquer l'ennemi sur son flanc droit, au lieu de l'attaquer de front avec Hotze.

Pour mieux apprécier le projet qui a si mal réussi, il n'est pas inutile de remarquer que l'infanterie russe, brave au delà de toute expression, et excellente pour charger en plaine à la baïonnette, ne savait pas alors tirer un coup de fusil, et avait une inexpérience totale de la guerre de montagnes; il y avait une très-grande quantité de chevaux, de bagages, etc.; et, au contraire, pas un pionnier.

Je ne parlerai pas pour le moment des avantages du troisième plan, qui consistait à porter l'armée de Suwarow par le grand Saint-Bernard dans le Valais. Il ne serait pas difficile de démontrer qu'il était le meilleur; car Suwarow, aidé par le

(1) Il n'y avait là que la faible brigade Molitor, réduite par des pertes multipliées à 17 ou 1,800 hommes.

corps de Haddick, de 5,000 hommes, qui était dans le val d'Aoste, et par les corps de Strauch, et de Victor de Rohan, qui auraient pénétré dans le haut Valais par le Simplon, au nombre de 7,000 hommes, eût été avant la fin du mois de septembre à 40 lieues en arrière de l'armée de Masséna, qui eût été forcé de revenir précipitamment vers Soleure, en abandonnant successivement toutes les positions qu'il avait défendues si longtemps contre les Autrichiens; que la délivrance de la Suisse était opérée, et que le Valais étant évacué par l'ennemi, le haut Milanais et le haut Novarrais eussent été désormais à l'abri de toute inquiétude de la part des Français.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XVI.

CAMPAGNE DE 1800. — PREMIÈRE PÉRIODE.

État de l'Europe et de la France en particulier, après le 18 brumaire. — Bonaparte propose inutilement la paix à l'Angleterre et à l'Autriche. — Il pacifie la Vendée rallumée par la loi des otages et les victoires de l'étranger. — Plans et préparatifs du premier consul. — Ses procédés envers les prisonniers russes décident Paul Ier à se rapprocher de lui et à quitter la coalition. — État de l'Italie, de la Hollande et de la Suisse; révolution du 7 janvier.

Plan des alliés : les Anglais veulent porter 20,000 hommes à Minorque; on leur suppose des projets sur la Provence et Toulon. — Ils prennent à leur solde les contingents de Bavière, Wurtemberg et Mayence.

Masséna, qui a remplacé Championnet, est attaqué sur l'Apennin, et coupé de sa gauche : les efforts de Soult sur Sospello, et de Suchet vers Saint-Jacques, ne peuvent rouvrir les communications; Masséna rentre dans Gênes, et Suchet se retire sur le Var, après plusieurs combats. — Blocus et belle défense de Gênes. — Suchet défend le le pont du Var contre Elsnitz. — Une armée de réserve se forme à Dijon. — Berthier remet le portefeuille de la guerre à Carnot, et va en prendre le commandement.

Moreau fait déboucher sa gauche de Kehl, pour tromper l'ennemi, tandis que le gros de l'armée passe le Rhin entre Brisach et Bâle; Lecourbe le franchit à Diesenhofen. — Après avoir battu Kray à Engen, à Moesskirch et à Biberach, Moreau détache 15,000 hommes sous Moncey, pour renforcer l'armée de réserve.

Celle-ci franchit le Saint-Bernard et le Simplon, pour se jeter sur les communications de Mélas, qui guerroie sur le Var. — Difficultés que le fort de Bard oppose à la marche des Français. — Lannes emporte Ivrée, et bat Haddick sur la Chiusella. — Thurreau s'empare de Suze. — Les généraux Kaim et Zach, trompés par cette attaque, se portent sur ce point. — Mélas accourt de Nice à Turin, mais persiste à laisser Elsnitz sur le Var, et Ott devant Gênes. — L'armée française s'avance sur le Tésin, et passe cette rivière à Turbigo et Bufalora. — Wukassowich se replie derrière l'Adda. — Entrée de Bonaparte à Milan. — Moncey débouche par le Saint-Gothard, sur Bellinzone et Varèse.

Masséna, pressé par la famine, rend Gênes au général Ott, et obtient la liberté de se retirer. — Suchet pousse Elsnitz de la Roya sur Ormea, puis s'avance vers Savone au moment de l'évacuation. — Duhesme marche sur Brescia et Crémone. — Dans ces entrefaites, Lannes passe le Pô au-dessous de Pavie. — Murat s'empare de la tête de pont de Plaisance, et y passe le fleuve. — Ott, accouru trop tard de Gênes pour sauver ces postes importants, est battu à Casteggio. — Mélas rassemble ses forces à Alexandrie. — Bonaparte, qui lui suppose un projet contraire, est, en quelque sorte, surpris dans les plaines de Marengo. — Bataille de Marengo. — Convention mémorable, qui en est le résultat. — L'Italie septentrionale est évacuée par les Autrichiens : Turin, Gênes, Alexandrie, Tortone, Coni, Pizzighetone et plusieurs autres places sont remises aux Français avec 1,500 pièces de canon. — Abercrombie, accouru trop tard de Minorque à Gênes, trouve cette place au pouvoir de Suchet.

L'armée du Rhin n'est guère moins heureuse, Moreau continue sa marche victorieuse. — Kray se replie sur le camp retranché d'Ulm : il reprend un moment l'offensive, et se jette sur la gauche des républicains, séparée du centre par l'Iller. — L'archiduc Ferdinand attaque Sainte-Suzanne à Erbach; mais Saint-Cyr étant accouru à son soutien, les Autrichiens se retirent. — La droite de Moreau s'étend jusqu'à Augsbourg. — Kray en profite pour assaillir Richepanse, qui a succédé à Sainte-Suzanne. — Il est presque entouré à Gutenzell; mais la division Ney vole à son secours par Kirchberg, et le dégage heureusement.

Moreau se décide à manœuvrer sur les communications de Kray, pour le forcer à quitter son camp retranché d'Ulm, et à livrer cette place à ses propres forces. — Marche des Français par Augsbourg sur Dillingen. — Passage du Danube à Bleinheim. — Starray est battu à Hochstett. — Kray se replie par une marche forcée sur Nordlingen et Neubourg, où il repasse le Danube, et attaque la droite de Moreau à Oberhausen. — Belle défense des divisions Montrichard et Grandjean. — Retraite des Autrichiens sur Ingolstadt et l'Iser. — Moreau s'avance sur Munich. — Combat de Landshut. — L'armée impériale se replie vers l'Inn. — Lecourbe en profite pour se rabattre contre Feldkirch.

Événements sur les bords du Mein; une petite armée gallo-batave, commandée par Angereau, s'avance en Franconie pour appuyer Moreau. — Armistice de Parsdorf.

État de l'Égypte sous Kléber. — Nouvelle expédition des Turcs pour y pénétrer par le désert. — Bataille d'Héliopolis. — Assassinat de Kléber. — Affaires maritimes.

CHAPITRE XCIX.

État de l'Europe, et de la France en particulier, après le 18 brumaire. — Plans et préparatifs des puissances belligérantes.

Nous avons retracé à la fin du livre précédent l'audacieux coup de main qui plaça le général Bonaparte à la tête des affaires, et renversa l'édifice constitutionnel de l'an III.

A partir de cette époque, le gouvernement républicain n'exista plus que de nom; la domination vigoureuse d'un guerrier succéda aux convulsions périodiques et aux abus de la souveraineté populaire. Il nous reste à dire par quels moyens un homme accouru seul au travers des croisières ennemies, sans autre force que sa personne, et sans autre ressource que son génie, releva en un clin d'œil une nation affaissée par de si longs malheurs, et changea en peu d'instants la face politique du continent. Avant donc de reprendre la chaîne des événements militaires, il importe d'examiner l'influence que la journée du 18 brumaire exerça sur les rapports de la France avec l'Europe, et sur la situation intérieure de la république.

Une révolution qui présentait un caractère si différent de celle qui l'avaient précédée, devait exciter vivement l'attention des cabinets, depuis si longtemps fixée sur les débats intérieurs de la France. En détruisant les espérances des factions que la faiblesse et l'impéritie du Directoire avaient ranimées, elle enlevait aux ennemis extérieurs de la république le plus solide point d'appui de leurs combinaisons.

La dictature, remise aux mains d'un capitaine qui avait fait en plus d'un genre ses preuves d'habileté et de génie, assurait à la nation l'emploi le mieux dirigé de ses ressources; et la confiance qu'inspirait généralement le nouvel ordre de choses, devait leur donner un plus entier développement.

Le ministère britannique calcula rapidement les conséquences probables du 18 brumaire; mais, fidèle au système suivi jusqu'alors avec tant de persévérance de ne faire la paix avec la France qu'après l'avoir humiliée, il ne vit dans cet événement qu'un motif de plus pour continuer la guerre. La rétrocession de la Belgique, la renonciation de la république à l'influence qu'elle exerçait sur la Hollande, étaient, dans la pensée de Pitt, la condition *sine quâ non* de tout arrangement pacifique : et cependant les circonstances actuelles ne permettaient pas d'espérer que les consuls consentissent à se départir des avantages acquis par le traité de Campo-Formio. En supposant, en effet, que les succès récemment obtenus en Suisse et en Batavie eussent été insuffisants pour compenser la perte de l'Italie, et balancer l'effet des revers de la campagne précédente, pouvait-on attendre de Bonaparte, d'après sa position et son caractère personnel, qu'il détruisît lui-même son propre ouvrage, qu'il perdît l'immense popularité dont il jouissait, en signalant le début de son administration par des traités humiliants? Le cabinet de Saint-James ne désespérait pas d'ailleurs atteindre par les armes ce qu'il ne pouvait se flatter d'obtenir par la voie des négociations. Le prisme des passions haineuses lui montrait la France épuisée d'hommes et d'argent, incapable de recruter et de payer ses armées, ses finances délabrées, son crédit anéanti, et, pour comble de maux, le feu de la guerre civile rallumé par les mesures vexatoires et spoliatrices du Directoire, menaçant d'embraser de nouveau les départements de l'Ouest.

Les plans consignés dans les mémoires des chefs alliés prouvent que, s'ils regardaient le gouvernement des consuls comme plus vigoureux que celui du Directoire, ils ne le considéraient pas moins comme un état violent et passager. En effet, tandis que l'Angleterre trouvait le dédommagement de ses efforts dans les bénéfices d'un commerce qui recevait de la guerre une impulsion nouvelle, la France, incessamment affaiblie par ses victoires comme par ses revers, semblait devoir en définitive périr d'épuisement et succomber à des pertes sans compensations.

Telle était la perspective à laquelle souriait l'ambitieux fils de lord Chatam, et la continuation de la guerre était irrévocablement arrêtée dans sa pensée, lorsque Bonaparte, s'élevant au-dessus des formes établies, écrivit directement au roi Georges pour lui proposer la paix. Dans cette pièce extra-diplomatique, il annonçait « le désir sincère de » contribuer efficacement, pour la seconde fois, à » la pacification générale, par une démarche » prompte, toute de confiance, et dégagée de ces

» formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser » la dépendance des États faibles, ne décèlent dans » les États forts que le désir de se tromper. »

Ce que nous avons dit plus haut, fait assez pressentir l'issue d'une démarche plus habile, peut-être, qu'elle n'était sincère. Lord Grenville répondit à la lettre du premier consul par une note dont le langage, empreint d'aigreur et de violence, laissait peu de place à l'espoir d'un rapprochement. Affectant de croire que rien n'était changé en France depuis le 18 brumaire, il alléguait l'impossibilité de traiter tant que le système révolutionnaire y prévaudrait. Il énumérait avec complaisance les avantages qui résulteraient pour elle et pour l'Europe du rétablissement des Bourbons sur le trône; mais, *sans prétendre prescrire à la France une forme quelconque de gouvernement,* il déclarait que *la conviction d'un changement ne pouvait résulter que de l'expérience et de l'évidence des faits.* Un tel langage était sans doute étrange de la part d'un ministère qui, trois ans auparavant, avait consenti à traiter avec le Directoire et même à lui faire des avances. Le ministre français Talleyrand en releva l'inconséquence dans une note, où après avoir répondu par des récriminations aux plaintes de lord Grenville, il fit voir que les reproches adressés au gouvernement révolutionnaire ne pouvaient tomber sur le premier consul; il proposa en même temps la conclusion d'un armistice, et l'ouverture de conférences pour la paix.

Il était trop évident que la proposition du rétablissement des Bourbons, adressée à l'ambitieux conquérant de l'Italie, à l'instant où il venait d'être revêtu de la pourpre dictatoriale, n'était qu'une ruse diplomatique. Aussi les propositions du ministère français ayant été rejetées, la négociation n'eut pas d'autres suites. Le cabinet britannique en porta les documents officiels à la connaissance du parlement, par un message qui donna lieu dans les deux chambres à une discussion fort animée. Dans ces débats, comme dans les notes échangées, le ministère insista sur la nécessité de rétablir la monarchie en France, détour machiavélique dont l'unique fin était d'encourager les efforts des royalistes de l'intérieur, qu'on se proposait d'appuyer par de nouveaux secours. Au reste, des accusations vagues, des invectives déplacées contre le premier consul furent les principaux moyens oratoires déployés par les champions du ministère contre lesquels échouèrent encore une fois l'éloquence et le patriotisme de l'opposition.

Ce résultat était tout ce qui pouvait arriver de plus heureux dans l'intérêt personnel de Bonaparte, puisque, dans l'état des choses, il ne pouvait accepter aucune des propositions qu'on eût été à même de lui faire. Il n'en déguisa point sa satisfaction au ministre Talleyrand : *Ces gens-là ne pouvaient rien faire de mieux pour nos intérêts,* lui disait-il; *ils nous eussent fort embarrassés en montrant de la modération.*

Aussi ne tarda-t-il pas à tirer parti de ces circonstances, en adressant à la nation la proclamation suivante, qui ne semblait pas moins destinée à produire de l'effet sur les différents États du continent.

FRANÇAIS !

« Vous désirez la paix; votre gouvernement la » désire avec plus d'ardeur encore. Ses premiers » vœux, ses démarches constantes ont été pour elle. » Le ministère anglais la repousse; le ministère » anglais a trahi le secret de son horrible politique » Déchirer la France, détruire sa marine et ses » ports, l'effacer du tableau de l'Europe, ou l'abaisser au rang des puissances secondaires; tenir » toutes les nations du continent divisées, pour » s'emparer du commerce de toutes et s'enrichir » de leurs dépouilles; c'est pour obtenir ces affreux » succès que l'Angleterre répand l'or, prodigue les » promesses et multiplie les intrigues.

» Mais ni l'or, ni les promesses, ni les intrigues » de l'Angleterre n'enchaîneront à ses vues les puissances du continent. Elles ont entendu le vœu de » la France; elles connaissent la modération des » principes qui la dirigent; elles écouteront la » voix de l'humanité, et la voix puissante de leur » intérêt.

» S'il en était autrement, le gouvernement, qui » n'a pas craint d'offrir et de solliciter la paix, se » souviendra que c'est à vous de la commander. » *Pour la commander, il faut de l'argent, du fer* » *et des soldats !*

» Que tous s'empressent de payer le tribut qu'ils » doivent à la défense commune; que les jeunes » citoyens marchent : ce n'est plus pour le choix » des tyrans qu'ils vont s'armer, c'est pour la ga- » rantie de ce qu'ils ont de plus cher; c'est pour » l'honneur de la France; c'est pour les intérêts » sacrés de l'humanité et de la liberté. Déjà les ar- » mées ont repris cette attitude, présage de la vic- » toire; à leur aspect, à l'aspect de la nation en- » tière, réunie dans les mêmes intérêts et dans les » mêmes vœux, n'en doutez point, Français, vous » n'aurez plus d'ennemis sur le continent. Si quel- » que puissance encore veut tenter le sort des com- » bats, le premier consul a promis la paix; il ira » la conquérir à la tête de ces guerriers qu'il a » plus d'une fois conduits à la victoire. Avec eux, » il saura retrouver ces champs encore pleins du » souvenir de leurs exploits; mais, au milieu des » batailles, il invoquera la paix, et il jure, de ne » combattre que pour le bonheur de la France et le » repos du monde.

» Le premier consul, Bonaparte. »

L'Autriche trouvait cette fois quelqu'intérêt à être le bras de la coalition dont l'Angleterre était l'âme. Aussi Bonaparte, repoussé par le cabinet de Saint-James dans ses tentatives de conciliation, essaya-t-il en vain de les renouveler auprès de François II. Cette démarche offrait moins de chances de succès encore que la précédente. Il eût fallu, en effet, revenir aux bases du traité de Campo-Formio; et l'on ne pouvait pas de bonne foi se flatter que l'Autriche rendît sans coup-férir les conquêtes qu'elle venait de faire en Italie. D'ailleurs ce traité stipulait des indemnités en Allemagne; et on savait toute l'opposition qu'on rencontrerait, si la Russie s'en tenait à la lettre au traité de Teschen. Les espérances du cabinet de Vienne entretenues avec soin par lord Minto, ambassadeur anglais; l'ivresse des succès de la campagne précédente; les peintures exagérées que l'on se formait de la détresse de la France, et surtout la puissance des subsides exploitée avec tant de succès par le ministère britannique, concoururent donc aisément à lui livrer encore une fois les forces et les ressources de l'Empire.

Toutefois, la haine aveugle du parti de la guerre servit mieux les intérêts de la France que ne l'auraient pu faire des dispositions plus favorables, en privant la coalition du seul général capable alors de balancer sur le Rhin les talents et la fortune du vainqueur de Biberach. Plus habile et plus pénétrant que ses adversaires, l'archiduc Charles avait ouvertement conseillé la paix. Il pensait, comme les Romains, que l'on n'en peut signer d'avantageuses et de durables qu'au milieu des succès : on lui reprocha comme une faiblesse cette opinion, qui n'était qu'une preuve de génie; car il semblait de l'intérêt de l'Autriche de proposer elle-même les bases d'une paix convenable, sauf à redoubler d'énergie si elle n'était pas acceptée. Le prince, dépouillé du commandement en chef et relégué dans son gouvernement de Bohême, expia par cette disgrâce mal déguisée les torts de sa prévoyance. Le général Kray fut désigné pour lui succéder.

L'échec essuyé par ses armes à Zurich et en Hollande avait vivement excité le mécontentement de Paul Ier : la capitulation d'Ancône y mit le comble. En vain, pour calmer son courroux, la cour de Vienne fit traduire devant un conseil de guerre le général Frœlich, qui avait souscrit cette imprudente capitulation : tous ses efforts échouèrent, aussi bien que les tentatives de lord Withworth, pour rétablir l'harmonie entre les deux cours impériales. Paul Ier unissait à la loyauté chevaleresque d'un preux, une opiniâtreté de caractère qui laissait peu de prise aux moyens vulgaires d'une tortueuse politique. Ébloui par l'éclat et le merveilleux des campagnes d'Italie et d'Égypte, le monarque russe savait apprécier le génie de Bonaparte. La démarche délicate du premier consul qui lui renvoya les prisonniers faits à Bergen et à Zurich sans échange et parfaitement équipés, acheva de le séduire. Paul ne put se résoudre à servir plus longtemps les vues ambitieuses du cabinet de Saint-James contre un pareil ennemi; il donna l'ordre à Suwarow de ramener d'Allemagne le corps auxiliaire qu'il commandait, et, pour manifester encore davantage sa renonciation formelle à tout projet contre la France, il congédia, le 11 mars, le corps de Condé, qui se mit dès lors à la solde de l'Angleterre. En même temps que par un vi-

goureux effort, il imprimait à la politique de son cabinet une direction parfaitement appropriée aux intérêts permanents de son empire, il se rapprochait des autres puissances du Nord, et s'occupait à former entre elles des relations intimes dont nous verrons bientôt les résultats. A cette époque se rattachent le traité d'alliance avec le Portugal ainsi que la convention de Constantinople conclue avec la Porte, pour la création d'une république formée des îles ci-devant vénitiennes, sous la suzeraineté de la Porte et la garantie de la Russie. Ce traité stipulait en faveur du Grand Seigneur un tribut payable par les Sept-Iles à titre de vasselage; il donnait à la Russie l'avantage plus réel de pouvoir y introduire des troupes, et d'assurer par là une protection efficace à sa navigation dans la Méditerranée.

Le changement survenu dans les dispositions du cabinet de Pétersbourg donna un nouveau degré de consistance au système de neutralité dont les autres puissances du Nord avaient constamment refusé de se départir. Fidèle au traité de 1795, le roi de Prusse était resté depuis cette époque spectateur impassible de la guerre qui ensanglantait l'Europe. Les vives sollicitations de l'Angleterre et de la Russie n'avaient pu le faire dévier de sa politique expectante dont les événements avaient justifié la prudence. Frédéric-Guillaume avait justement calculé que les victoires de Suwarow et de l'archiduc Charles, loin d'être un motif d'accabler la France, en étaient un de persister dans son système; car la nécessité de maintenir un juste équilibre lui eût plutôt suggéré l'envie de se déclarer contre la coalition que d'y prendre part, alors qu'elle devenait menaçante. Ses finances rétablies, ses armées réorganisées à la faveur de plusieurs années de paix, lui donnaient un assez grand poids dans la balance politique, pour que le premier consul se flattât d'opérer la pacification du continent, en l'engageant à interposer une médiation armée. Mais cette négociation, confiée au colonel Duroc, n'eut d'autre résultat que de constater de nouveau la persévérance de Frédéric-Guillaume dans ses dispositions de neutralité absolue.

La Suède, le Danemark et la Saxe continuaient à suivre le même système. Les deux cours scandinaves, unies de principes et d'intérêts, maintenaient leur neutralité. Des mesures sages et paternelles, apaisèrent promptement des troubles occasionnés en Suède par la pénurie des grains, et permirent de se livrer sans partage à la joie que causaient la naissance d'un prince royal, et les fêtes du couronnement; car Gustave IV n'avait point encore donné la mesure de l'aliénation qui le fit descendre du trône.

Le cabinet de Copenhague, après avoir lutté avec autant de dignité que de succès contre les prétentions des hautes puissances, se voyait enfin à la veille de recueillir les fruits de sa politique. Il négociait à la fois des traités de commerce avec la France et l'Angleterre, et rétablissait avec la Russie les relations qui avaient été altérées depuis quelques années.

L'empire germanique, cédant à l'ascendant de la coalition victorieuse, avait voté, le 16 septembre, un quintuple contingent (300,000 hommes) et la prestation de cent mois romains; mais aucun cercle ne s'y était conformé. Cependant la Bavière, liée étroitement à la Russie par le traité que le duc Guillaume avait signé le 1er octobre à Gatchina, ne sut pas se soustraire comme Paul, à l'influence anglaise. Au moment où ce prince se retirait de la coalition, l'électeur s'engageait, le 16 mars, avec Wickam, à mettre un corps de 12,000 hommes à la solde britannique. Ce ministre signait, le 20 avril, un traité pareil avec le duc de Wurtemberg et l'électeur de Mayence, pour deux corps de 5 à 6,000 hommes chacun. Bien que ces renforts, estimés à 24,000 hommes, ne fussent pas en mesure de prendre part aux premières opérations de la campagne avec l'armée de Kray, le cabinet de Londres se flattait d'avoir rempli ainsi le vide occasionné par la retraite des Russes.

Toute l'Italie jusqu'au Tibre, courbée sous la domination autrichienne, n'avait recouvré qu'une ombre d'indépendance; car le cabinet de Vienne, retenant le pape à Venise, le roi de Sardaigne à Livourne, et le grand-duc de Toscane à Vienne, laissait percer ses vues ambitieuses sur ces différents États. Au reste, les semences de liberté que la conquête avait déposées sur un sol peu propre à les féconder, avaient été rapidement balayées par un vent contraire : il ne restait plus que le nom de ces républiques cisalpine, romaine et par-

théuopéenne, ridicules expériences improvisées aux risques et périls d'un peuple qui n'avait pas même l'énergie nécessaire pour soutenir des oppresseurs de son choix. La facile destruction de ces gouvernements éphémères fut pour eux une conformité de plus avec le Directoire; mais la conduite des Autrichiens en Piémont, les vengeances qu'ils avaient exercées en Lombardie, et une haine prononcée pour le joug étranger, y avaient excité des mécontentements sérieux : le vœu d'un parti nombreux appelait de nouveau les Français dans ces contrées, où peu de mois auparavant leurs défaites avaient causé tant d'allégresse.

Une nouvelle Médicis était rentrée dans Naples, altérée du sang de ses premiers citoyens : un long carnage organisé par elle au nom de son faible époux, et sous la protection d'une flotte anglaise, n'avait point encore assouvi sa vengeance, lorsque les bourreaux cessèrent de frapper faute de victimes.

La réaction fut moins violente à Rome, où le gouvernement pontifical fut rétabli sans opposition. Un conclave tenu à Venise pourvut, le 14 mars, au remplacement de Pie VI : l'on ne vit pas sans surprise cette assemblée, placée sous l'influence directe de l'Autriche, donner la chaire de saint Pierre à l'évêque d'Imola, Chiaramonte, dont les homélies avaient si bien servi en 1797 les vues de la France. Son caractère sage et modéré lui méritait sans doute cette préférence; mais sa nomination n'en parut pas moins étonnante à ceux qui, connaissant la politique du cabinet de Vienne, lui supposèrent une part à ce choix.

De toutes les républiques fondées en Italie par le Directoire, la ligurienne seule restait debout, mais faible, exténuée, succombant à la fois sous le poids de sa misère et du dénûment des troupes françaises qui gardaient la crête de l'Apennin et vivaient partie à ses dépens, elle attendait de la campagne prochaine la décision de son sort. Cette situation reçut néanmoins quelque adoucissement d'un traité conclu entre la France et les puissances barbaresques : la Ligurie, comprise dans cette paix, put alors reprendre avec sécurité son cabotage dans la Méditerranée, seul débris qui lui restât de sa grandeur maritime.

La république batave n'était pas dans une situation plus prospère. Depuis que le cours des événements l'avait jetée dans le tourbillon politique de la France, elle avait épuisé sans fruit ses ressources pour une cause qui se dépopularisait tous les jours, et qui se fut changée en haine, si la conduite des Anglais envers les neutres n'avait pas exaspéré le peuple hollandais. La guerre dans laquelle elle était entraînée lui avait ravi son commerce et les richesses amassées par son intelligente économie : elle s'était vue dépouiller dans la campagne précédente de ses dernières possessions en Orient, et la perte de sa flotte, unique et précieux reste de son ancienne grandeur, lui enlevait l'espoir de les ressaisir un jour. Les traités qui l'unissaient à la France n'étaient que des liens de dépendance, auxquels le directoire batave, asservi par la présence d'une armée française, aurait vainement tenté de se soustraire. Si les Hollandais avaient espéré du 18 brumaire un adoucissement à leur sort, le traité du 5 janvier 1800 était bien propre à les détromper. Par cette convention, la république batave s'obligeait à payer 6 millions à la France, qui lui cédait en retour les biens des émigrés, du clergé et des princes allemands possessionnés en Hollande. Là s'arrêtèrent les ressources que le premier consul put tirer de son allié : la proposition d'un emprunt volontaire de 24 millions échoua auprès des capitalistes d'Amsterdam. Bonaparte dissimula le ressentiment qu'il éprouvait de ce refus : sa position lui commandait d'user de ménagements envers une nation aigrie par ses calamités : des actes de violence eussent jeté de l'odieux sur son gouvernement, et compromis peut-être le système fédératif de la France, en ranimant le parti stathoudérien, dont les victoires de Brune et la capitulation d'Alkmaer n'avaient pas entièrement détruit les espérances.

Vers cette époque, la Suisse eut à subir une de ces révolutions sans couleur que le gouvernement français était dans l'usage de susciter au gré de ses intérêts, dans les pays soumis à son influence (1).

(1) On me pardonnera d'entrer ici dans quelques détails sur les affaires de Suisse; quoiqu'ils excèdent les bornes de cet aperçu, je n'ai pu résister au désir de parler des événements qui intéressent ma patrie.

Le directoire helvétique, osant opposer d'énergiques remontrances aux vexations des proconsuls et des généraux, ne devait point échapper au coup qui avait frappé les magistrats de la Cisalpine et de la Batavie. Sans égard pour les droits d'un gouvernement allié, Masséna avait imposé un emprunt forcé sur Berne, Bâle et Zurich : la résistance de Laharpe à l'exécution de cette mesure fit juger qu'il serait un instrument peu docile, nuisible même à la politique consulaire : soutenu dans ses efforts par la majorité de ses collègues, il avait à lutter à la fois contre les injonctions impératives de la France, la dissidence de la minorité du Directoire, et les nombreux ennemis que sa roideur républicaine lui avait suscités dans les conseils. Au commencement de janvier, il s'y forma pour le perdre une association hétérogène des ennemis du nouveau régime et des députés dévoués par crainte ou par ambition aux intérêts de la France : Dolder, servile instrument de l'ambassade, était l'âme du complot. Une commission de douze membres, élus sous cette influence, avait été chargée d'aviser aux moyens de donner une impulsion salutaire aux autorités : le secrétaire général Mousson vint y dénoncer Laharpe pour lui avoir proposé, disait-il, d'opérer une fructidorisation contre la représentation nationale. Malgré les dénégations du directeur, cette révélation vraie ou fausse servit de base au rapport que fit, le 7 janvier, la commission des douze, et qui donna lieu dans le sein du grand conseil à une discussion orageuse. Une faible majorité décréta qu'il y avait lieu à accusation contre les directeurs Laharpe et Sécretan. Pendant la séance, la minorité du Directoire secondée du ministre de la guerre prenait les mesures militaires pour appuyer les conjurés. Le sénat délibérait, séance tenante, et allait rejeter le décret du grand conseil, quand on vint dire que les directeurs Laharpe, Sécretan et Oberlin avaient ordonné au colonel Clavel de dissoudre les conseils. Le fait était inexact ; cet officier, nommé par la majorité du Directoire au commandement de toutes les troupes, était venu demander au ministre de la guerre s'il pouvait accepter ; le ministre, qui était du complot, laissa Clavel dans l'attente d'une décision, et courut informer la minorité de cette nomination: les conseils en conclurent que Laharpe voulait employer la force, et le destituèrent avec ses deux collègues. Il partit pour Lausanne d'où il demanda des juges ; mais au lieu de le citer à Berne pour y rendre compte de sa conduite, on le fit arbitrairement arrêter et conduire sous escorte. Comme il passait par Payerne, deux citoyens le firent évader, et il se réfugia en France : la partialité si commune dans les jugements politiques, les violences illégales exercées contre lui, justifient assez cette évasion ; mais ses ennemis triomphants la représentèrent comme un aveu de sa culpabilité. Avait-il voulu, suivant la déclaration de Mousson, imiter le 18 brumaire et simplifier la constitution ? fut-il victime de sa résistance aux exactions du gouvernement français dont l'ambassade favorisa l'ambition officieuse de Dolder ? L'histoire n'a point encore prononcé sur ces questions qui sont peut-être toutes deux susceptibles d'une solution affirmative. Au reste, si le premier de ces reproches pouvait être un crime aux yeux de ses antagonistes, ce n'en serait point un aux yeux des hommes d'État capables de juger les vices dont les institutions helvétiques étaient entachées ; quant au second, il attesterait un dévouement patriotique plus digne de louange que de blâme.

Les revers essuyés en 1799 par les armées françaises, les sacrifices que le premier consul exigeait de l'Espagne pour la campagne prochaine, dégoûtaient un peu le cabinet de Madrid d'une alliance dont elle n'avait encore éprouvé que les charges. Le ministre français se consumait en vains efforts pour l'engager à déclarer la guerre au régent de Portugal, toujours allié au cabinet de Saint-James. Mais loin de céder à ses sollicitations pressantes, le ministre Urquijo, qu'on accusait d'être assez bien disposé en faveur de l'Angleterre, où il avait été élevé, ne cherchait peut-être que l'occasion de faire changer la politique de son gouvernement, et de le ramener à la neutralité. Flottant entre la crainte des armes françaises et le désir de rendre la vie au commerce espagnol entièrement ruiné par la guerre avec l'Angleterre, il remettait sa politique au hasard des événements. Ainsi nul doute que si les alliés étaient vaincus, l'Espagne ne restât unie à la France ; mais, s'ils remportaient une victoire, on avait à craindre le contraire, malgré l'es-

pèce d'otage qu'offrait la flotte de l'amiral Massaredo retenue à Brest.

Tandis que la coalition, bornée dans ses moyens par la défection ou la neutralité de plusieurs puissances, redoublait d'efforts pour atteindre en une campagne le prix des sacrifices de dix années, la France au dedans prenait une nouvelle face sous la dictature du chef entreprenant qui s'était chargé de ses destinées. Il avait fallu sans doute une audace peu commune pour saisir le timon de la république sur les écueils où l'avait jeté l'impéritie du Directoire; et si la détresse de la France avait rendu facile à l'auteur du 18 brumaire l'exécution de cette journée qu'on appela *la victoire sans larmes*, il ne l'était pas autant de la consolider, et de s'en approprier les résultats. Il ne suffisait pas de comprimer les factions qui reparaissaient menaçantes, les jacobins dans leurs clubs et leurs journaux, les royalistes dans les contrées fourrées de l'Ouest et du Midi; il fallait raviver à la fois le commerce, l'industrie et le crédit public, arrêter les progrès toujours croissants du déficit; réorganiser les armées; rétablir la hiérarchie administrative et les diverses branches du service public; et se présenter à la coalition en armes dans la double attitude de guerrier et de pacificateur.

Telle était la tâche immense qu'un dictateur pouvait seul entreprendre, et que Bonaparte accomplit, en inspirant à la nation, dès le début de son administration, la confiance qu'il avait en lui-même. Le premier usage qu'il fit du pouvoir discrétionnaire dont les circonstances l'investissaient, fut de frapper un coup d'état contre d'obscurs révolutionnaires qui s'agitaient dans la fange depuis le 18 fructidor : les uns furent condamnés à la déportation, les autres à la réclusion dans la ville de La Rochelle. Personne ne songea à réclamer contre cette violation des droits individuels, les principes dont le 18 brumaire avait détruit les restes : le plus grand nombre n'y vit qu'une mesure de salut public, et la garantie nécessaire contre le retour d'une sanglante anarchie. Ceux qu'elle frappait ne virent de recours que dans la pitié du premier consul : la plupart n'épargnèrent par les rétractations et les actes d'une honteuse servilité; le nouveau gouvernement en retira le double avantage de dévoiler à leurs dupes la faiblesse de leur caractère, et de prouver sa force en dispensant à propos la clémence et la sévérité.

Ce ne fut pas le seul gage donné par le premier consul aux principes d'ordre et de conservation vers lesquels la lassitude des excès révolutionnaires ramenait l'immense majorité du peuple français. De toutes les mesures du Directoire, la loi *des otages* était celle qui avait soulevé contre lui les haines les plus violentes, et le plus contribué au retour de la guerre civile : elle fut révoquée peu de jours après le 18 brumaire, et Bonaparte se rendit lui-même au Temple pour en ouvrir les portes aux otages détenus. Les déportés de fructidor furent rappelés, la liste des émigrés déclarée close, et parmi ces derniers un grand nombre n'hésita pas à rentrer en France, sur la foi de simples passeports. En d'autres temps, ces actes multipliés d'amnistie et d'oubli, en plaçant les opprimés de toutes les époques en présence de leurs oppresseurs, auraient compromis la paix publique et provoqué de sanglantes réactions : la politique consulaire n'y vit qu'un moyen de maîtriser toutes les factions en se plaçant au-dessus d'elles, et en les contenant les unes par les autres. Le succès de ces mesures dépassa toutes les espérances : les royalistes, affectant de voir en Bonaparte un autre Monck, dont les efforts ne tendaient qu'au rétablissement de la monarchie légitime, concoururent avec zèle à l'exécution de ses projets : la conservation des mots et des formes extérieures de la république, consola ses zélateurs du naufrage total des institutions populaires. Les uns et les autres, déposant leurs vieilles haines, ne connurent plus d'autre rivalité que celle du dévouement, d'autre prétention que de le faire remarquer, d'autre but que d'obtenir une part dans les primes réservées à l'obéissance, et dont la nouvelle constitution, si libérale envers le premier consul, lui avait généreusement départi la distribution.

Il ne fallait rien moins que la confiance dont, dès ses premiers pas, le consulat se vit entouré, pour le mettre à même de lutter contre le désordre et l'extrême pénurie des finances; déplorable héritage légué par le Directoire. Un déficit de 600 millions exigibles sur le service courant, le recouvrement des impôts paralysé par la misère publique et par la faiblesse de l'administration;

l'anéantissement de la reproduction industrielle, funeste résultat de l'emprunt forcé qui, en menaçant les grandes fortunes, avait resserré les capitaux dans les mains de leurs détenteurs ; le discrédit produit par les banqueroutes (1) et les atteintes journalières portées à la foi publique, signalaient tristement les écueils sur lesquels les gouvernements antérieurs avaient fait naufrage, et montraient assez ce qu'on pouvait attendre des expédients de la fiscalité révolutionnaire.

La politique, aussi bien que la morale, faisaient un devoir au premier consul de suivre une route opposée : il en prit l'engagement solennel par la révocation de l'emprunt forcé. Le retour de la confiance se manifesta bientôt par la hausse des effets publics : les capitalistes de Paris offrirent spontanément 12 millions à titre de prêt pour faire face aux dépenses les plus urgentes. On décréta une taxe additionnelle de 25 pour cent en sus des quatre contributions directes, payable par moitié, en valeurs de l'arriéré, dans le double but de balancer les recettes avec les besoins, et de solder une grande partie de la dette exigible. Ces ressources extraordinaires permirent de réduire de 10 millions l'impôt mobilier, et de faire subir à la taxe pour l'entretien des routes les modifications que réclamait la voix publique. Gaudin acheva d'assurer le service de l'exercice courant par une vente de biens nationaux, par l'établissement d'un vaste système de cautionnement destiné à placer des ressources considérables sous la main du gouvernement, et à garantir la fidélité des comptables. On posa les bases d'une caisse d'amortissement et d'une banque nationale pour rétablir le crédit public et ranimer la circulation.

La pacification de la Vendée et le prompt rétablissement de la tranquillité intérieure vinrent bientôt compléter le grand œuvre de la régénération. Le fléau de la guerre civile, temporairement étouffé par la prudence et la fermeté de Hoche, n'avait pas tardé à reparaître ; mais il avait changé de caractère. Ce n'était plus cet élan d'une population religieuse et guerrière qui, soulevée pour la défense de son culte et de ses antiques habitudes, suppléait au nombre par le fanatisme, à la discipline par l'audace. Le feu de la guerre civile trouvait alors peu d'aliment sur cette terre dévorante, si souvent fatale aux républicains : le volcan éteint ne se manifestait plus que par de sourds et faibles mugissements. Quelques chefs, successeurs inhabiles des Bonchamps, des Charette et des d'Elbée, parcouraient en armes la Vendée, et ne la reconnaissaient plus. Leurs faibles bandes, recrutées de vagabonds et de gens sans aveu, agissaient isolément, sans concert et sans unité : ralliées uniquement par l'amour du pillage, l'arrestation des diligences et l'enlèvement des recettes publiques étaient à la fois leur but et leurs moyens d'action. Le Directoire, préoccupé d'autres soins, avait fermé les yeux sur cet état de choses, et sur les graves désordres qui en résultaient ; profitant de sa négligence, les chefs royalistes se renforçaient des mécontents que les lois révolutionnaires et surtout celle des otages avaient multipliés sur tous les points de la France. Il pouvait s'élever au milieu d'eux un homme capable de rattacher ces éléments de révolte à un but commun, et de leur imprimer de l'ensemble et de l'activité ; le ministère britannique, en réalisant les promesses qu'il leur prodiguait pour fomenter leur résistance, pouvait opérer par eux une importante diversion pendant la campagne qui allait s'ouvrir : le premier consul vit ces dangers, et prit des mesures décisives pour les prévenir.

Hédouville, dont les formes conciliantes avaient utilement concouru l'année précédente à la pacification de ces contrées, fut chargé de porter des paroles de paix aux chefs de l'insurrection. Les premier résultats de sa mission furent la conclusion d'une suspension d'armes, et l'ouverture de conférences à Montfaucon pour le rétablissement de la tranquillité : Châtillon et d'Autichamp, en déposant les armes, y donnèrent l'exemple de la soumission. Quelques-uns des principaux royalistes y vinrent stipuler pour eux-mêmes des garanties et des avantages ; d'autres, confiants dans les promesses du cabinet de Saint-James, ne cherchèrent qu'à gagner du temps : 40 vaisseaux anglais croisaient alors en vue des côtes du Morbihan.

Tandis qu'entravées par des vues et des arrière-

(1) Les rentes sur le grand-livre, quoique réduites des deux tiers, ne valaient que 8 pour cent ; c'était à peine l'intérêt de trois semestres.

pensées divergentes, les négociations traînent en longueur; Lemercier, dit *Lavendée,* organise sur les côtes un rassemblement d'insurgés pour protéger le débarquement des Anglais; Georges Cadoudal, Frotté, Bourmont, Suzannet en reçoivent des armes, des munitions et des guinées, qu'ils distribuent aux bandes chouannes; ils réchauffent le courage de leurs partisans, en annonçant la prochaine arrivée d'un Bourbon, dont on s'était si longtemps flatté en vain; tout se prépare, à la faveur de l'armistice, pour une soudaine levée de boucliers. Mais Bonaparte a tout prévu; 20,000 hommes détachés de l'armée qui vient de vaincre en Hollande, arrivent, commandés par Brune, sur les rives de la Loire. Les colonnes républicaines parcourent en sens divers le théâtre de la guerre civile, isolent ou cernent les bandes éparses, et les poursuivent vivement dans toutes les directions. Georges, vaincu à Grandchamp, pose les armes : Suzannet, Bourmont, Laprévalaye, battus dans toutes les rencontres et abandonnés de leurs soldats, font leur soumission. Frotté résistait encore; en lui seul revivait la chouannerie expirante : il capitula enfin, accablé par la supériorité des forces qu'il avait à combattre.

L'insurrection éteinte par sa soumission, cessa dès lors d'affliger ces contrées; une amnistie générale fut proclamée par le gouvernement. L'organisation administrative des départements de l'Ouest, confiée à Canclaux, y consolida l'empire de la constitution; la tolérance politique et religieuse, une police sévère et vigilante, la suspension de la conscription et de quelques impôts onéreux, ramenèrent le calme dans les esprits, et firent disparaître peu à peu jusqu'aux derniers vestiges de la guerre civile.

Tant de travaux, ouvrage de peu de mois, raffermirent le terrain sous les pas du premier consul, et exaltèrent au plus haut degré la reconnaissance publique. Enivrée du calme dont elle jouissait après tant d'orages, la nation payait par un dévouement sans bornes les bienfaits du nouvel ordre de choses : aussi tout devint facile au gouvernement, fort de la confiance qu'il avait su inspirer. Le moment approchait où l'édifice élevé par le génie devait être défendu par le courage. Les refus dédaigneux du ministère anglais avaient vivement irrité l'orgueil national ; le ressort d(l'esprit public, n'ayant plus la liberté pour objet, s(portait tout entier vers la guerre ; et la Franc(était dans cette situation où, suivant l'expressior de Montesquieu, il se joint à la sagesse d'un bor gouvernement toute la force que pourrait avoi(une faction. L'ardeur patriotique de 1792 se ralluma pour fournir au premier consul ce que ses proclamations demandaient, *de l'argent, du fer e(des soldats;* la nation se résigna à tous les sacrifices, dès qu'elle fut convaincue que, pour obteni(la paix, il fallait la conquérir.

La première classe de la conscription de l'an vi(fut mise en activité, sans exemptions de rang n de fortune. Indépendamment de cette ressource qui mettait à la disposition du gouvernement plu de 120,000 hommes, tous les individus congédié ou réformés depuis huit ans, furent appelés devar des conseils de révision, chargés de soumettre un nouvel examen les congés et les réformes ac cordés; cette mesure donna plus de 30,000 hom mes déjà exercés la plupart aux travaux et aux fa tigues de la guerre. Les militaires admis à la r(traite ou à la vétérance furent excités à reprend! de l'activité par l'appât de l'avancement ou d'a(tres récompenses.

La gendarmerie reçut une organisation pl(forte, et mieux adaptée aux circonstances et a(services qu'on allait exiger d'elle. Les équipag d'artillerie avaient été jusqu'alors composés (charretiers aux gages d'entrepreneurs avides, q(spéculaient sur leurs besoins. Frappé des incor vénients de ce système et encouragé par l'ess qu'il avait fait en Égypte d'employer à ce servi(important des soldats de la ligne, le premi(consul décréta la réunion de ces conducteurs (bataillons du train, assimilés aux autres arm pour l'administration et l'avancement. Ils reç(rent un uniforme et un armement analogues à le service. Ainsi l'armée vit tout à coup gros(ses rangs de 12,000 braves auxquels il n'av(manqué qu'une bonne organisation pour rival ser de valeur et de discipline avec les autr corps.

La brillante jeunesse qui briguait l'honneur faire ses premières armes sous le général que victoire n'avait jamais trahi, forma plusieurs corps

à pied et à cheval, qui se montèrent et s'équipèrent à leurs frais.

Les réfugiés napolitains, romains, lombards et piémontais, furent appelés à former plusieurs légions qui durent concourir à la délivrance de l'Italie.

Plusieurs marchés furent passés pour fournir à l'artillerie et à la cavalerie les remontes dont elles avaient besoin : plus de 25,000 chevaux, achetés ainsi dans l'intérieur, furent répartis en moins de quatre mois entre les corps de l'armée du Rhin et ceux de l'armée de réserve. On mit la même ardeur et la même célérité à compléter le matériel d'artillerie, et à former les approvisionnements de munitions, de subsistances et de fourrages, tant sur les bords du Rhin qu'en Suisse. Jamais, depuis 1793, on n'avait déployé autant d'activité et de concert dans les préparatifs d'entrée en campagne; mais, ce qui surtout était d'un bon augure, c'est que l'on ne fut point forcé de recourir à des voies de rigueur pour les réaliser. Il régna bientôt dans toutes les branches de l'administration une harmonie et un zèle dont la nation fut étonnée, heureux fruits d'un système administratif fortement constitué.

Par suite de ces mesures, les consuls purent disposer de 250,000 hommes pour commencer les hostilités en Allemagne et en Italie. Cette masse, qu'on soupçonnait à peine être l'effectif de l'armée française, après une campagne aussi malheureuse que celle de 1799, allait être grossie avant six mois par 100,000 conscrits dirigés sur les dépôts de l'intérieur, où tout ce qui était nécessaire à l'habillement, à l'équipement et à l'armement se confectionnait chaque jour. Aussi, quels que fussent le nombre et les progrès des alliés, Bonaparte, entre les mains de qui tous ces moyens étaient remis, se flatta-t-il, non-seulement de leur résister avec avantage, mais encore de leur arracher l'Italie, ce premier théâtre de sa gloire.

Pour couvrir ces vastes desseins, les consuls décrétèrent la formation d'une armée de réserve à Dijon, d'où de belles communications mènent à volonté sur les frontières des Alpes ou sur celles du Rhin. Les 20,000 hommes qui étaient descendus de Hollande en Vendée, devenus disponibles par la pacification de l'Ouest, formèrent le noyau de cette armée, que 30,000 conscrits, pris sur les 180,000 appelés, devaient bientôt grossir; le général Berthier en prit le commandement, et céda le portefeuille de la guerre à Carnot, tiré de son exil aussitôt après le 18 brumaire. L'objet de ces dispositions était de donner le change aux alliés, en leur faisant croire que l'intention de Bonaparte était de se tenir sur la défensive; mais il n'entrait pas dans ses plans d'adopter un système de guerre si défavorable. L'armée de réserve atteignait à peine le point de rassemblement, que déjà le génie du premier consul mesurait les espaces qu'elle avait à parcourir pour dicter la paix au cœur des États héréditaires.

S'il faut en croire les pièces que nous avons sous les yeux, le premier projet de Bonaparte était de laisser Masséna sur la défensive dans l'Apennin et les Alpes, et d'aller en personne avec l'armée de réserve joindre la droite de Moreau en traversant la Suisse, lorsque celui-ci se dirigerait vers Ulm et Donau-Eschingen. Deux cent mille hommes ainsi concentrés dans la Souabe, le Vorarlberg et les Grisons sous le vainqueur de Rivoli, devaient aisément accabler Kray, ramener la Bavière dans les intérêts de la France, et dicter sur l'Inn et l'Adige la restitution de l'Italie, dont la prise eût exigé tant d'efforts et de moyens de siége.

Ce plan était bien en effet le plus convenable; mais les difficultés survenues entre le premier consul et Moreau en empêchèrent l'adoption, comme on le verra plus loin. Bonaparte qui a gardé, on ne sait trop pourquoi, un silence absolu sur cette particularité, affirme que les succès de Mélas, et l'investissement de Masséna dans Gênes, le décidèrent à voler en Lombardie. Toutefois, ces événements n'eurent lieu que le 6 avril, et, d'après les pièces officielles publiées par Mathieu Dumas, le premier consul avait déjà arrêté à Paris, dès la fin de mars, un plan de campagne pour faire agir de concert les armées du Rhin, de réserve et d'Italie.

Le premier soin de Bonaparte, à son arrivée au consulat, avait été de réunir la première sous le même commandement que celle d'Helvétie. Il était trop sage pour laisser, sous des chefs différents, deux masses qui ne devaient avoir qu'un même objet d'opérations. Ces forces confiées au général Moreau, estimées à plus de 100,000 hommes actifs, devaient frapper les premiers coups du 10 au

20 avril. Moreau, avec le centre et la gauche, passerait le Rhin pour s'avancer ensuite vers la Bavière, afin d'intercepter la communication entre les deux armées d'Allemagne et d'Italie. Lecourbe avec l'aile droite, n'aurait d'abord été chargé que d'occuper la Suisse pour assurer le flanc gauche de l'armée d'invasion, et empêcher les Impériaux de se porter par Feldkirch et le Saint-Gothard en Lombardie; mais, aussitôt que Moreau eût été à 12 ou 15 marches du Rhin, Lecourbe se serait réuni au corps principal de l'armée de réserve, commandé par Berthier, qui avait ordre de pénétrer en Italie par le Saint-Gothard, tandis qu'une de ses divisions, traversant le Valais, y déboucherait par le Simplon, et qu'une troisième occuperait la Suisse. Cette destination du corps de Lecourbe était fautive, puisqu'en le paralysant au début de la campagne, elle eût rendu le succès de Moreau douteux.

Masséna, couvert par l'Apennin, devait d'abord se tenir sur la défensive, et combiner les opérations de l'armée d'Italie, réduite à 30,000 hommes, avec celle de l'armée de réserve, de manière à attirer sur lui l'attention de l'ennemi, et à l'obliger de diviser au moins ses forces, afin de faciliter la descente de la première dans le bassin du Tésin.

Cette descente effectuée, une masse de 60 à 65,000 combattants se trouvant réunie sur les bords du Pô, il était recommandé à Masséna de déboucher des montagnes avec toutes les forces qu'il pourrait rassembler depuis le Var jusqu'au mont Cenis, et même d'attirer à lui toute la cavalerie cantonnée sur les bords du Rhône, s'il prévoyait pouvoir lui procurer des fourrages. Dans le cas contraire, cette cavalerie devait remonter jusqu'à Lyon pour déboucher par le Simplon ou d'autres cols voisins.

Tel était, dit-on, l'ensemble du plan qui devait délivrer la France de l'invasion dont elle était menacée. Bien qu'il diffère en beaucoup de choses de l'idée de réunir l'armée de réserve à celle du Rhin, toutefois, est-il vrai que, jusqu'au passage du Saint-Gothard, elles devaient opérer de concert, et se prêter un mutuel appui. Nous reviendrons sur les modifications que ce projet subit; mais nous ne saurions terminer ce chapitre sans faire quelques observations sur la hardiesse de ces combinaisons.

Un général ordinaire, effrayé de l'attitude victorieuse des Autrichiens en Piémont, se serait porté en toute hâte par le Dauphiné vers la Provence, pour établir le théâtre de la guerre dans les Alpes; mais Bonaparte appréciait trop les difficultés d'une attaque de front. Il préféra franchir les montagnes sur les derrières des Impériaux, et arriver sans obstables sur le Tésin, où sa présence ne manquerait pas de les rappeler pour y livrer une bataille avec toutes les chances contre eux; car, en supposant qu'ils remportassent la victoire, chose difficile, puisque les forces qu'ils pourraient amener sur ce point balanceraient à peine les siennes, l'armée de réserve n'en aurait pas moins sa retraite libre sur les Alpes par la vallée d'Aoste, et l'avantage d'avoir transporté le théâtre de la guerre en Lombardie, où l'arrivée des forces de Masséna lui permettrait probablement de conserver une attitude imposante. Si Bonaparte, au contraire, était vainqueur sur les bords du Pô, l'armée impériale, coupée de ses communications directes, n'avait de salut que dans une retraite assez prompte pour gagner la ligne du Mincio par Crémone ou Borgoforte, abandonnant d'un seul coup l'Italie entière au pouvoir des Français.

Les lenteurs de la cour de Vienne, la confiance qu'elle avait dans ses nombreuses armées, concoururent à favoriser l'exécution de ce plan de campagne. Fière des 250,000 combattants qu'elle comptait sur le Rhin et en Italie; certaine de pouvoir les renforcer par environ 28,000 Bavarois, Wurtembergeois, Mayençais ou émigrés français et Suisses à la solde de l'Angleterre; assurée, enfin, du concours des forces maritimes de cette puissance, elle croyait avoir assez de temps devant elle, et ne supposait pas qu'on pût lui arracher l'initiative comme en 1796.

Cependant le conseil aulique, prévenu par Mélas des préparatifs de l'ennemi, auquel il supposait l'intention de rassembler des forces considérables en Valais, adopta le projet présenté par le général Zach. Il consistait à s'emparer d'abord de la rivière de Gênes, pour prendre la ligne beaucoup plus courte du Var, et faciliter ainsi la défensive des Impériaux du côté de leur droite dans le cas où

l'armée impériale s'était refaite dans d'excellents l'ennemi tenterait une invasion sérieuse par les Alpes helvétiques. La fin de février fut d'abord fixée pour l'exécution de cette entreprise; Mélas, qui disposait de près de 100,000 combattants, eut ordre de s'emparer de la place de Gênes, qu'on se flattait de réduire promptement à l'aide de l'escadre de lord Keith.

Les versions n'ont pas été d'accord sur le plan général que les coalisés se proposaient de suivre après la réussite de cette entreprise. Une relation autrichienne affirme que Mélas, après avoir soumis Nice, serait remonté vers la Suisse pour en effectuer l'invasion, de concert avec Kray. Les apparences portent à croire, au contraire, qu'il dut pénétrer en Provence de concert avec un corps anglais, qui se rassemblait à Minorque (1), et avec les mécontents que Pichegru et Willot exciteraient dans cette province. La présence de ce dernier au quartier général des alliés ferait penser que si ce projet ne fut pas celui du cabinet de Vienne, ce fut du moins celui de l'Angleterre, toujours prête à diriger ses coups contre Toulon et les provinces maritimes de France. Les discours du ministre Dundas à la chambre des communes démontrent assez que Gênes et l'Italie ne furent point le but de cet armement dans la Méditerranée, et qu'aucun plan relatif à la Péninsule n'avait été concerté.

Quoi qu'il en soit, un incident heureux pour la France fit ajourner le premier projet sur la Ligurie fixé au 27 février. La quantité de neige qui tomba le 18, et la crainte que les convois partis de Livourne ne pussent arriver à Savone pour y alimenter l'armée, en fit différer l'exécution de six semaines, perte de temps irréparable, et qui entraîna celle de l'Italie.

Enfin, dans les premiers jours d'avril, l'ordre arriva de prendre vigoureusement l'offensive dans l'Apennin.

Le général Kray avec l'armée d'Allemagne, ainsi que le corps du Vorarlberg, sous le prince de Reuss, durent, au contraire, se tenir sur une défense absolue, n'ayant d'autre objet que de couvrir l'empire contre une invasion, jusqu'à ce que les progrès de l'armée d'Italie leur permissent à leur tour de rejeter les Français sur la rive gauche du Rhin, et peut-être même de porter le théâtre de la guerre en Alsace ou en Suisse.

On voit, par ces dispositions générales, que la répartition des armées impériales n'était pas sans inconvénients. Si l'appât de consolider la puissance autrichienne en Italie par la soumission de Gênes, était un puissant motif pour renforcer Mélas, et le destiner à des opérations offensives contre la Ligurie, il faut convenir aussi que ce point une fois gagné, on allait heurter avec 100,000 hommes contre la frontière des Alpes, la plus difficiles de celles de France, où l'on ne ferait plus rien d'important; tandis que Kray, exposé sur le Danube à tous les efforts des républicains, y essuyerait probablement des revers accablants.

CHAPITRE C.

Masséna, successeur de Championnet à l'armée d'Italie, est attaqué sur l'Apennin, et rejeté dans Gênes, où il est bloqué; son aile gauche, commandée par Suchet, se retire sur le Var. — Blocus et bombardement de Gênes par les Autrichiens et les Anglais. — Une armée de réserve est rassemblée à Dijon.

La part que les armées respectives devaient prendre aux opérations sur la frontière de l'Apennin, a déjà été exposée au chapitre précédent. Avant d'en venir au détail des événements qui furent le résultat de ces différents projets, il ne sera pas inutile de jeter un coup d'œil sur la situation réelle des deux partis.

On a vu à la fin de la campagne, que le vainqueur de Zurich avait été désigné par le premier consul pour aller en Italie réparer les fautes de Championnet. Sa tâche n'était pas facile; et, quoiqu'après la prise de Coni, la rigueur de la saison eût forcé les Autrichiens et les Français à une suspension tacite d'hostilités, il s'en fallait de beaucoup qu'ils en eussent tiré le même avantage :

(1) Bonaparte porte dans ses Mémoires ce corps à 20,000 hommes; il avait été arrêté dès le mois de février dans le conseil britannique qu'il serait de cette force, mais on ne put en envoyer que 9,000 ; et le général Stuart, qui le commandait, ayant donné sa démision, le général Abercrombie fut désigné pour lui succéder, et n'arriva que le 22 juin; le corps montait alors à 12,000 hommes.

quartiers d'hiver pris dans le bassin du Piémont : celle des républicains, au contraire, obligée de stationner sur les sommets glacés des Alpes ou les rochers de l'Apennin, sans secours de l'intérieur de la France, était tombée dans une désorganisation complète, par la désertion et l'indiscipline. Nous avons déjà essayé de peindre l'état affreux où l'incurie du Directoire avait réduit ces braves troupes; mais, à l'arrivée de Masséna, le mal était à son comble et il fallait tout le zèle et le dévouement de cet infatigable général pour ne pas désespérer du salut de l'armée.

La misère et l'épidémie exerçaient de tels ravages, que certains régiments perdirent en quatre mois plus de 2,000 hommes sans combat. Aussi des corps entiers, principalement de l'ancienne division Lemoine, ne pouvant supporter plus longtemps cet état de choses, rentrèrent tumultuairement en France : quelques-uns même emmenèrent leurs drapeaux, d'autres les laissèrent à la garde de leurs officiers, seuls décidés à mourir à leur poste.

Instruit de ces fâcheux détails le premier consul ouvrit toutes les caisses du trésor à Masséna, pour lui fournir les moyens d'arrêter la ruine entière de cette armée; et, toujours habile à relever le moral de ses troupes, il leur adressa la proclamation suivante :

« Soldats !

» Les circonstances qui me retiennent à la tête » du gouvernement m'empêchent de me trouver au » milieu de vous; vos besoins sont grands; toutes » les mesures sont prises pour y pourvoir. La pre» mière qualité du soldat est la constance à sup» porter les fatigues et les privations; la valeur » n'est que la seconde. Plusieurs corps ont quitté » leurs positions; ils ont été sourds à la voix de » leurs officiers : la 17e légère est de ce nombre. » Sont-ils donc morts les braves de Castiglione, » de Rivoli, de Neumark! plutôt que de quitter » leurs drapeaux, ils eussent péri ou ramené leurs » jeunes camarades au devoir et à l'honneur. Sol» dats! vos distributions ne vous sont pas réguliè» rement faites, dites-vous? Qu'eussiez-vous fait, » si, comme les 4e et 22e légères, les 18e et 32e de » ligne, vous vous fussiez trouvés au milieu du dé» sert, sans pain, ni eau, mangeant du cheval et » du chameau? *La victoire nous donnera du pain,* » disaient-elles; et vous, vous désertez vos dra» peaux! Soldats d'Italie, un nouveau général vous » commande, il fut toujours à l'avant-garde, dans » les plus beaux moments de votre gloire : en» tourez-le de votre confiance, il ramènera la vic» toire dans vos rangs. Je me ferai rendre un » compte journalier de la conduite de tous les » corps, et spécialement de la 17e légère et de la 63e » de ligne : *elles se souviendront de la confiance* » *que j'avais en elles.* »

L'armée ressentit bientôt l'heureuse influence de ces mesures, et de l'arrivée de son nouveau chef. La désertion s'arrêta; les corps entiers qui abandonnaient les âpres rochers de la Ligurie pour rentrer en France, furent ramenés à leur devoir, soit par persuasion, soit par des exemples sévères. Les rations du soldat furent augmentées, et il reçut une partie de l'arriéré de sa solde. Enfin, Masséna réveillant l'honneur militaire, et prophétisant des victoires qui effaceraient les revers de la campagne précédente, parvint à rétablir l'ordre et la discipline dans une armée naguère menacée d'un anéantissement total. Des mesures avaient été prises à son passage à Marseille, pour assurer les subsistances, et grâce au dévouement du génois Olivetti, qui fit à lui seul plus que tout le commerce de Marseille, on put assurer le service pour quelques mois.

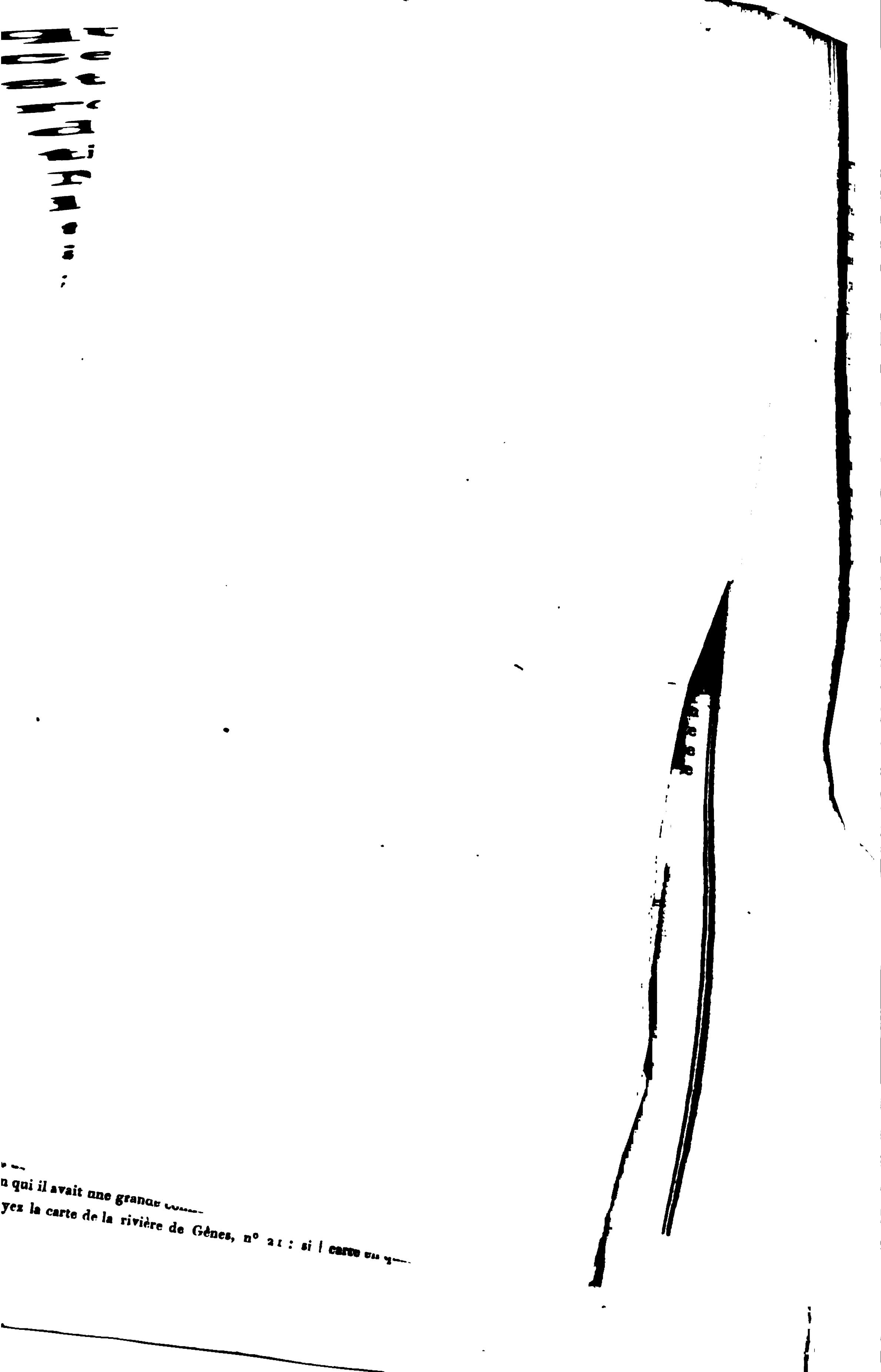
Libre de ces premiers soins, le général en chef, qui avait amené de l'armée d'Helvétie 6 bataillons et quelques officiers généraux de son choix (1), résolut de donner aux troupes une nouvelle organisation. Soult eut le commandement de l'aile droite, forte de 18,000 hommes; et répartie en trois divisions, aux ordres de Miollis, Gazan et Marbot. Le premier s'étendit de Recco à Torriglia, Gazan, établi à Borgo di Fornari et Campofreddo, garda les passages de la Bochetta et des cabanes de Marcarolo, conservant la communication avec le fort de Gavi (2). Gardanne, qui remplaçait pro-

(1) On doit citer, parmi ceux-ci, le colonel du génie Marès, en qui il avait une grande confiance.

(2) Voyez la carte de la rivière de Gênes, n° 21 : si elle ne donne pas tout le théâtre, elle contient du moins le plus essentiel : on peut consulter pour l'ensemble la carte en quatre feuilles.



ectif du centre, sous Suchet, est estimé à ...mes, mais il n'avait vers Finale que 7,000 combattants, lorsque Mélas attaqua, le 6 avri... bre de malades restés aux régiments.



n qui il avait une grande ...

yez la carte de la rivière de Gênes, n° 21 : si | carte ...

malade, eut son quartier gé-
fut chargé de défendre Monte-
et les autres passages de l'Apennin,
nce de la vallée de l'Orba, jusqu'à
do. Onze cents hommes formèrent
e Gênes, 500 celle de Gavi, et 700
me. Deux demi-brigades, fortes ensem-
0 hommes, restèrent en réserve à Saint-
réna, Sestri-di-Ponente et Cornegliano.
tre, aux ordres de Suchet, se composait
et 6e divisions (1): la première, commandée
asel, était à Finale et Calisano, communi-
avec les postes du général Gardanne; la cin-
e, sous les ordres de Pouget, s'étendait de la
a par Loano et Albenga jusque dans la vallée
eille; la sixième, sous Lesuire défendait le
de Tende, et occupait Fontan, Breglio et Sos-
do. Ces trois faibles corps, auxquels on donnait
e nom de divisions pour imposer à l'ennemi, présentaient un effectif de 11 à 12,000 hommes. Le quartier général de Suchet se trouvait à la Piétra.

L'aile gauche occupait les débouchés des Alpes depuis les sources du Var jusqu'au lac de Genève: elle comptait à peine 6,500 hommes partagés en 2 divisions sous Liébaud et Valette. Le quartier général de Thurreau qui la commandait avait été placé à Embrun.

Le plus léger coup d'œil sur l'ensemble de ces positions suffira pour en faire apercevoir tous les dangers. Tenir avec 30,000 hommes une ligne de 50 lieues, depuis Tende jusqu'au golfe du Levant, parallèlement à la mer, à la distance de trois lieues du rivage, n'ayant qu'une seule communication avec la base vers l'extrême gauche, c'était risquer d'être enfoncé en moins de quatre heures sur un point quelconque, et de voir tomber aux mains de l'ennemi la moitié de l'armée qui se trouverait entre Gênes et le point forcé. A peine un tel système eût-il été tolérable à forces égales; mais l'adopter avec une armée faible et exténuée, contre 100,000 hommes bien pourvus de tout, c'était s'exposer à une ruine inévitable. Néanmoins, le résultat justifia en quelque sorte cette étrange combinaison, puisqu'elle attira par la suite les forces de Mélas sur le Var, et facilita la marche de l'armée de réserve; mais si les opérations offensives des Autrichiens avaient commencé quinze jours plus tôt, ce qui était très-facile, Masséna eût été détruit, et Mélas serait revenu à temps en Piémont pour s'opposer à la descente de Bonaparte par le Saint-Bernard.

On n'aura pas de peine à démontrer que les opérations de Masséna ne furent point le résultat d'un plan concerté, mais qu'il se trouva enfermé contre son gré avec l'aile droite de son armée : dès lors la dispersion et l'emplacement singulier de ses forces dans l'Apennin semblent inexplicables, malgré les avantages incontestables de la place de Gênes. En effet, il n'avait que le choix de se baser sur la France, ou de renoncer entièrement à communiquer avec elle, pour faire de Gênes le pivot de toutes ses opérations. Dans le premier cas, il fallait se masser entre Savone et Finale après avoir laissé 7 à 8,000 hommes à Gênes. Dans le second, il convenait, au contraire, d'appuyer son extrême gauche à Savone, et d'avoir la droite à Gênes : si l'on était débordé et coupé de France, on conservait 30,000 hommes réunis sous cet important boulevard, et l'on pouvait y guerroyer avec succès contre 50 à 60,000 Autrichiens, pourvu qu'on eût formé les approvisionnements nécessaires; enfin, à la dernière extrémité, on aurait eu la faculté de se jeter en Toscane, et d'attirer dans l'Apennin une forte partie de l'armée autrichienne. Ce parti de se masser sous Gênes ne valait pas le premier; il n'eût réussi que concerté d'avance avec Bonaparte, et en ayant des vivres en abondance. Masséna prit un terme moyen, dans l'espoir de pouvoir tout couvrir, et c'était une faute grave dans la situation respective des deux armées.

Si le général français se flatta de soutenir une guerre défensive jusqu'à l'arrivée des renforts que le gouvernement ne cessait de lui promettre, son adversaire ne lui en laissa pas la faculté. On sait qu'après la prise de Coni, le manque total de magasins et l'extrême fatigue des troupes avaient décidé Mélas à étendre son armée dans le Piémont,

(1) L'effectif du centre, sous Suchet, est estimé à 12,000 hommes, mais il n'avait vers Finale que 7,000 combattants, lorsque Mélas attaqua, le 6 avril, vu le nombre de malades restés aux régiments.

la Lombardie, la Toscane et le Bolonais. Ces mesures que l'état de faiblesse des Français rendit seul excusable, lui permirent de refaire ses troupes, de les compléter, et de réparer son matériel. Indépendamment de tant d'avantages, cette dissémination laissant les républicains sans défiance, donnait aux Impériaux le moyen de porter à l'improviste, au retour de la belle saison, une masse de forces sur le point qu'il leur conviendrait d'attaquer.

L'occasion de le faire avec succès ne tarda pas à se présenter. Les renseignements qu'on recevait d'un côté sur la misère et la désorganisation de l'armée française, et de l'autre sur les préparatifs du premier consul pour la renforcer, semblaient des motifs puissants pour agir sans retard contre une armée abîmée et désorganisée. Mélas se contenta de transmettre à la fin de janvier au conseil aulique les rapports qu'il avait reçus sur de prétendus rassemblements à Martigny dans le Valais (1) Son chef d'état-major Zach proposa de s'emparer de Gênes et de la Ligurie, de purger le comté de Nice, et de prendre la ligne du Var, plus courte des trois quarts que celle de l'Argentière, jusqu'à Sestri-di-Levante; opération très-sage, qui eût délivré pour toujours l'armée impériale du grave inconvénient de faire face en même temps du côté de Gênes et du côté de la Suisse.

Encouragé dans ce projet par le général génois Assaretto, qui, non content de communiquer la situation des républicains aux Impériaux, proposa encore une tentative sur Savone et Vado, Mélas se décida à prendre l'offensive. Soit qu'il y fût engagé par ces intelligences, soit que son coup d'œil fût assez exercé pour saisir les avantages que lui offrait une entreprise décisive contre la gauche des Français, il résolut de faire de simples démonstrations dans la rivière du Levant et de diriger ses principaux efforts contre Savone, afin de s'emparer de l'importante rade de Vado, et d'isoler entièrement Gênes, en séparant l'aile droite du reste de l'armée. Nous avons indiqué les circonstances qui firent différer de six à sept semaines l'exécution de ce projet, d'abord résolue pour la fin de février, puis remise aux premiers jours d'avril, malheureusement pour les Impériaux.

L'ordre d'y procéder étant enfin arrivé, Mélas arrêta les préparatifs nécessaires à l'attaque de la Ligurie. D'après ce plan, concerté entre Zach et les chefs de l'escadre anglaise, le gros de la cavalerie, la plus grande partie de l'artillerie, et 25,000 hommes d'infanterie restèrent en Lombardie ou en Piémont, sous les ordres de Kaim. Quinze mille combattants se réunirent dans la vallée de la Trebbia en avant de Bobbio, sous les ordres du général Ott. La division du comte de Hohenzollern, forte de 7 bataillons et 40 escadrons, se rassembla entre Tortone et Pozzolo-Formigaro. Le corps de bataille, fort de 32 bataillons, 12 escadrons, avec 12 pièces de trois, établi près d'Acqui, sous la conduite immédiate de Mélas, dut remonter la vallée de la Bormida, et venir camper au pied du revers occidental des Apennins, entre Mallère et Carcare. Elsnitz, à la tête de l'aile droite, réunie à Céva au nombre de 28 bataillons, 5 escadrons et 8 pièces de montagnes, eut l'instruction de se diriger par Carcare sur Altare, en même temps que Mélas ferait assaillir Montenotte afin d'accabler la gauche des Français. Ces dispositions, qui ne manquaient point d'habileté, eussent peut-être mieux atteint leur but, si, laissant moins de forces à la gauche et en Piémont, on eût réuni l'armée impériale en deux masses principales de 30,000 hommes, l'une par Bardinetto sur Loano, la seconde sur Savone, tandis que 15,000 hommes garderaient la Bochetta. (*Voyez* Pl. XXI.)

Cependant les mouvements prescrits se firent avec tant de secret, que Masséna n'en eut pas la moindre connaissance.

Pour attirer son attention sur le point opposé à celui qu'il voulait enlever, Mélas fit inquiéter, le 5 avril, la division Miollis par les troupes du général Ott, secondées de l'insurrection des vallées de Fontanabona et de Sturla; cet engagement n'eut pas de suites remarquables.

Le lendemain 6, toute la ligne des Français fut attaquée par une multitude de colonnes, depuis Nervi jusqu'à Montenotte et San-Giacomo. Nous suivrons d'abord les mouvements autour de Gênes: Gottesheim marcha sur Nervi, tandis que sa droite se dirigea contre le Monte-Cornua et le Monte-Fac-

(1) A cette époque il n'y avait pas le moindre rassemblement à Martigny.

Situat

CORPS.
KAIM.
MÉLAS. en personne.
OTT.

a
c
l
d
d
u
te
au
d
S
de
N.
de
Se
dé
in
de

As
sit
en
déc
par
ass
unc
çais
dan
pau
l'im
Gên
Nou
fére
jet,

(1.
blem

cio; une seconde brigade sous Seczeni força Torriglia et Scofero; enfin Ott, qui s'était logé à Meco, se disposa à assaillir le Monte-Creto, à la tête de la colonne principale.

Le général Darnaud, abordé par Gottesheim, lui céda le Monte-Faccio après une résistance assez vive. Petitot ne pouvant tenir dès lors à Torriglia et Scofero, se replia sur Bisagno, vivement harcelé; il fut blessé en combattant à son avant-garde. Une demi-brigade envoyée à propos de Gênes par Masséna lui permit de se rallier à Prato.

Hohenzollern dans ces entrefaites se mettait en mesure d'emporter la Bochetta; mais, au lieu de faire un effort, soit par Busalla contre la droite de Gazan, soit par Marcarolo contre sa gauche, il s'appliqua à le déborder en même temps par les deux ailes, à l'inquiéter au centre, et à le menacer au loin en étendant ses escadrons dans la plaine entre l'Orba et la Scrivia. Le peu d'accord et d'énergie qu'il y eut dans des mouvements si étendus, permit aux Français d'en paralyser l'effet. A l'approche de l'ennemi, le général Gazan fit replier toutes ses troupes avancées, et établit la plus grande partie de sa division à Busalla, sur la droite de la Bochetta. Hohenzollern s'empara à la vérité de Ronciglione et des cabanes de Marcarolo; mais ces positions furent bientôt reprises, et le seul fruit que les Impériaux tirèrent de leur attaque, fut la capture d'un convoi destiné pour Gavi, que leur cavalerie légère enleva près de Carossio.

Toutefois, le but de Mélas avait été atteint : Masséna établi dans Gênes, et ignorant sans doute ce qui se passait à son centre comme à sa gauche, crut d'abord que l'entreprise de l'ennemi se bornait à l'attaque du Monte-Faccio, et résolut de le reprendre (1). Cette opération semblait d'autant plus indispensable, que l'insurrection, dirigée par Assareto, gagnait déjà la vallée populeuse de Polcevera où le tocsin se faisait entendre de toutes parts; et que l'approche des Autrichiens excitait d'ailleurs dans Gênes une fermentation dangereuse.

Au moment donc où Gottesheim rassemblait ses troupes pour descendre vers Quarto, il fut assailli lui-même avec une vigueur à laquelle il ne s'attendait guère.

Le 7, à la pointe du jour, pendant que Miollis marchait par Parisone sur le Monte-Faccio avec deux bataillons, le général Darnaud y conduisait par Quinto une colonne de 2,500 hommes, et la brigade Petitot, renforcée de la 92e demi-brigade, remontait le Bisagno pour le tourner. L'attaque dirigée par Masséna, qui suivait ses colonnes avec une réserve de 800 braves, fut conduite avec vigueur et intelligence. Le Monte-Faccio, défendu par un corps d'insurgés, et trois bataillons aux ordres du baron d'Aspre, fut enlevé de vive force; la seconde ligne de Gottesheim, qui voulut s'avancer au soutien de la première, fut bientôt enfoncée et dispersée; et les Autrichiens, poursuivis de position en position sur Fontanabona, perdirent successivement toutes celles dont ils venaient de s'emparer aux environs de Gênes. A la fin du combat, le général Darnaud occupait Torriglia et Scofera; Miollis était établi sur le mont Cornua. Cette brillante affaire, qui valut aux Français 1,500 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le baron d'Aspre, leur fit oublier l'échec de la veille, et calma la fermentation que les progrès de l'ennemi avaient occasionnée dans Gênes.

Ce succès passager allait être bientôt cruellement payé par des revers d'une plus haute importance. Dès le 6 au matin, les masses autrichiennes réunies au centre, dans la vallée de la Bormida, s'étaient dirigées sur les points qu'elles devaient enlever; la division Mitrowsky, commandée par le comte Palfy, s'avançait d'Altare vers Cadibona, flanquée à sa gauche par la brigade Saint-Julien, qui devait s'emparer de Montenotte, et éclairer la vallée de l'Orba; tandis que le corps nombreux d'Elsnitz s'approchait de la montagne San-Giacomo, détachait la brigade Ulm pour chasser les Français du col de Sette-Pani, et poussait celle de Sticker sur Vado.

L'attaque de Palfy fut conduite avec vigueur. Les brigades Bussy et Lattermann, puissamment secondées par la marche de Sticker sur Vado, n'en-

(1) Un historien estimable motive le mouvement du 7 sur la connaissance que Masséna aurait eue de l'échec essuyé par Soult : celui ci ne s'étant fait jour que dans la même matinée, on ne le savait pas à Gênes lorsqu'on ordonna l'attaque du Monte-Faccio.

rent pas de peine à chasser 3 bataillons républicains des ouvrages construits sur la crête des montagnes. Le général Gardanne se retira alors sur Cadibone, mais les grenadiers de Reisky, le poursuivant l'épée dans les reins, ne lui donnèrent pas le temps de s'y établir, et le chassèrent de cette importante position.

Sur ces entrefaites, Saint-Julien avait gravi le Montenotte, et emporté de vive force les retranchements que défendait la 62e. Mélas ordonna alors une attaque simultanée sur le mont Acuto et le mont Leggino, où s'étaient ralliées les faibles troupes de Gardanne. Les Français, protégés par les localités et une artillerie supérieure, se défendirent longtemps avec intrépidité; mais ils furent enfin accablés par le nombre, et le général Soult, qui arrivait de Cornigliano pour rallier cette division, craignant de voir couper sa retraite sur Gênes, se replia d'abord sur Savone, puis l'évacua pendant la nuit, après avoir jeté dans le fort une garnison de 600 hommes, commandée par le général Bujet.

Suchet avait eu de son côté quelques engagements avec les forces d'Elsnitz. La brigade Gorrup, après avoir inquiété sa gauche dans la vallée du Tanaro, se rabattit sur Bardinetto; celle du général Ulm occupa le poste de Sette-Pani; Sticker, détaché sur Vado, s'empara du petit fort de San-Stefano. Elsnitz lui-même occupa le mont San-Giacomo avec la division Morzin (1). L'approche de forces aussi considérables, et la prise de Savone, déterminèrent Suchet à évacuer les sommités de l'Apennin, pour se concentrer à Borghetto, et y former quelques magasins : en conséquence, les postes de Melogno, Sette-Pani et Finale furent abandonnés; la retraite se fit en bon ordre, et l'ennemi, content de ce qu'il avait obtenu, ne chercha point à la troubler. Une demi-brigade qui tenait Vado évacua également ce port, et rejoignit par mer le corps du général Suchet.

Ces différents combats coûtèrent aux deux partis quelques centaines d'hommes; mais tout l'honneur en revint aux Autrichiens, qui réussirent dans leur projet de percer le centre de la ligne française, et d'isoler entièrement l'aile droite qui défendait Gênes; circonstance d'autant plus importante, qu'elle eût lieu à l'instant même où l'on attendait dans cette ville 10 bataillons venant de France (2).

Dès que Masséna fut instruit de ce qui s'était passé vers Savone, il jugea bien que ce n'était plus à Montefaccio qu'il s'agissait de frapper, mais qu'il importait avant tout de rétablir les communications de sa droite avec le centre; et toutes ses pensées se portèrent vers ce but essentiel. Il se détermina, en conséquence, à prendre une offensive vigoureuse, pendant que, de son côté, Suchet se dirigerait sur le fort de Savone, désigné comme point de réunion.

D'après ce plan, dont on fixa l'exécution au 9 avril, les troupes de l'aile droite furent partagées en trois divisions; Miollis, avec la première, de 7,000 hommes, eut la tâche de faire face au corps de Ott, de garder les approches de Gênes, et de faire le service de la place et des forts; la deuxième, estimée à 5,000 combattants, aux ordres de Gazan, devait se diriger de Voltri sur Sassello, pendant que la troisième, d'environ 4,500 hommes, et commandée par le général Gardanne, suivrait la route de la marine. L'intention du général en chef était de faire marcher ses colonnes d'abord séparément, pour partager l'attention de son adversaire, puis de les réunir par une marche rapide sur les hauteurs de Montenotte, s'il entrevoyait la possibilité d'y écraser un corps autrichien, ou dans les environs de Savone et de Vado, pour y enlever les magasins de Mélas, et donner la main au général Suchet. Ce dernier avait reçu l'ordre de quitter ses positions de Borghetto, pour se porter à la rencontre de l'aile droite; sa tâche était de reprendre le mont San-Giacomo, et s'il était possible, de s'avancer jusqu'à Quilliano, entre Vado et Savone.

Quoique l'exécution de ce plan fût confiée à des colonnes séparées par l'ennemi et par toute la crête de l'Apennin, il eût peut-être réussi, si

(1) Brigades de Weidenfeld, Brentono et Bellegarde.

(2) C'est une erreur prise du journal de Thiébault. Ces bataillons étaient annoncés, mais n'arrivèrent point, et firent partie de l'armée de réserve.

(*Rectification de* 1840.)

Mélas n'eût précisément choisi le même jour pour revenir de son côté contre Gênes. En effet, ce général avait établi, dans la journée du 8 avril, le corps d'Elsnitz sur les hauteurs de Vado, pour contenir Suchet; puis, attirant à lui les brigades Bellegarde et Sticker, qu'il joignit à la division Palfy et à la brigade Saint-Julien, il se disposa à marcher contre Masséna, et à se lier avec le corps de Hohenzollern.

En même temps, celui-ci se disposait à tourner le passage de la Bochetta par la gauche; et, soit qu'il ignorât les revers essuyés par Ott au Monte-Faccio, soit qu'il espérât que son collègue fût en mesure de les réparer, il rassembla le gros de ses forces aux cabanes de Marcarolo, vers Ronciglione.

Ce mouvement s'opéra à l'instant où la division Gazan venait de remettre à la gauche de Miollis le soin de défendre la Bochetta, et où Soult rassemblait cette première division à Campofreddo, pour marcher sur Sassello. Il résulta de cette rencontre un événement bizarre. Hohenzollern, informé du rassemblement de Soult, en conclut que la Bochetta devait être dégarnie; il laissa donc un détachement de 1,000 hommes aux Cabanes pour observer la division française, et se rabattant de nuit avec 5 bataillons, par un beau clair de lune, sur Villa-Calda et la Bochetta, il enleva les retranchements qui couvraient ce passage, puis descendit, le 9, sur Campo-Marone.

Soult ne fut pas si bien inspiré : la présence de tout le corps de Hohenzollern, dont il apprit la première apparition à Marcarolo et Ronciglione, lui donnant des craintes d'être attaqué à dos dans son mouvement sur Sassello, il crut devoir avant tout chasser l'ennemi des Cabanes, et y fit marcher Gazan. Le petit détachement laissé par Hohenzollern fut facilement délogé d'Aqua-Santa et de Marcarolo, où l'on fit quelques centaines de prisonniers; mais Gazan perdit un temps précieux, qui nuisit au concert de l'attaque exécutée par Masséna, sans néanmoins sauver la Bochetta. L'occupation de ce passage important ouvrait au matériel de l'armée impériale la seule route praticable qui conduisît à cette époque sur Gênes; et la prise en fut d'autant plus heureuse, qu'Ott, intimidé par l'échec essuyé au Monte-Faccio, s'était replié sur Barbagelata. La division Gazan harassée, ne pouvant plus sauver la Bochetta, revint le soir à Campofreddo, et ne se mit en route pour Sassello que le lendemain matin (10 avril).

Le même jour, Mélas, qui s'était établi entre Montenotte et Albisola, résolut de prendre la ligne des hauteurs depuis Varaggio à Vereira, afin de se lier à Hohenzollern et de resserrer Gênes. La gauche, composée des brigades Saint-Julien, Bellegarde et Brentano, ayant plus de chemin à parcourir, se mit en marche de meilleure heure. Mélas conduisit la droite; il porta Bussy à Varaggio, Lattermann à Prasi, et Sticker sur la Stella.

Masséna s'étant ébranlé en même temps avec le projet de débloquer Savone, le combat fut bientôt chaudement engagé. Tandis que la droite de Gardanne, sous les ordres de Saqueleu, cheminait à mi-côte de l'Apennin, pour s'assurer des hauteurs, et prendre l'ennemi à revers, le général en chef, qui longeait la mer avec la gauche, poussa d'abord devant lui Palfy et la brigade Bussy : il réussit même à prévenir l'ennemi au Mont-Croce; mais Lattermann étant descendu de Prasi, et la brigade Sticker débouchant de Stella sur les derrières, sema bientôt l'épouvante dans ce faible corps; Gardanne blessé en remit le commandement à Fressinet, qui, malgré son sang-froid et sa bravoure, ne put maîtriser la fortune dans une position si critique, contre un ennemi quatre fois plus nombreux.

Masséna ne recevant aucune nouvelle de Soult, ni de la colonne de droite, qui s'était égarée dans les montagnes, ordonna la retraite sur Cogolleto. L'obscurité et la marche des deux corps qui menaçaient de déborder ses flancs, semèrent le désordre dans les rangs; et quoique, chemin faisant, on eût rallié la brigade Saqueleu, qui soutint la retraite, il régnait une si grande confusion, qu'il fut impossible de ramener l'ordre dans la colonne.

Soult avait été plus heureux; en dirigeant sa droite sur Sassello, et se portant lui-même sur Vereira, il tomba sur un détachement de Saint-Julien qui s'était aventuré par un malentendu vers ce premier village, et en enleva une bonne partie. Poinsot occupa Sassello et Soult gravit lui-même le mont Vereira. En vain Saint-Julien repoussa d'abord ses premiers efforts, il échoua à son tour à Sassello, et se replia très-maltraité sur San-Giustina, pour joindre Bellegarde.

Masséna jugeant enfin le danger de sa double position, forma le projet de marcher rapidement par sa droite pendant la nuit, pour se réunir à Soult, écraser ce qui se trouvait devant lui, filer ensuite sur Loano afin de joindre Suchet, et marcher de nouveau avec toutes ses forces réunies vers Gênes pour délivrer Miollis. Ce projet, quoique d'une exécution très-difficile, décèle un coup d'œil exercé, et eût réparé à lui seul les fautes qu'on pouvait reprocher à ce général dans ses premières opérations. Mais le désordre des troupes l'ayant forcé d'y renoncer, il resta à Cogoletto avec 4 bataillons, et détacha, le lendemain matin, le général Fressinet avec six autres, au soutien de son lieutenant. Par un hasard singulier, Mélas faisait marcher aussi son centre et une partie de sa droite pour renforcer le général Saint-Julien à la Vereira : toutefois, le secours n'arriva pas assez tôt pour éviter à celui-ci une affaire sanglante.

Soult, instruit dans la nuit que Saint-Julien était parti pour l'Ormetta, en laissant un détachement à la garde de Vereira, en profita pour faire attaquer ce poste à deux heures du matin, par la division Gazan. Le combat fut long et opiniâtre; enfin l'intrépide Mouton, à la tête de la 3ᵉ de ligne, renversa tout devant lui, et, secondé par la 25ᵉ légère, il força les Autrichiens à abandonner la Vereira, laissant sur le champ de bataille 6 drapeaux et 1,500 prisonniers. Saint-Julien, qui venait de recevoir des renforts de Bellegarde, ramena bientôt ses troupes à la charge, et, prenant position sur la montagne de l'Ormetta, manœuvra pour tourner la droite de Gazan, qui s'avançait à sa rencontre. La fatigue des troupes françaises et la supériorité locale des Autrichiens faisait pencher la victoire du côté de ces derniers, quand la colonne du général Fressinet, débouchant rapidement contre leur droite, culbuta tout ce qui s'opposa à son passage, et fit sa jonction avec la division Gazan sur l'Ormetta, que les Impériaux abandonnèrent précipitamment. Saint-Julien, recueilli par Bellegarde et Brentano, se replia avec eux à San-Giustina.

Cependant il était resté trop peu de troupes à Cogoletto, pour que Mélas ne cherchât pas à profiter de cet incident favorable. Aussi dans l'après-midi il attaqua, avec toute sa droite, les 4 bataillons qui gardaient cette position, les débusqua sans peine, et les ramena l'épée dans les reins jusqu'à Voltri. La 97ᵉ, déconcertée par la supériorité des forces que l'ennemi avait déployées, fuyait en désordre sur la route, poursuivie seulement par un peloton de cavalerie : Masséna arrivant sur les lieux, chargea avec une trentaine d'officiers et d'ordonnances contre ces éclaireurs qui, à leur tour, regagnèrent à la hâte la tête de leurs colonnes. Cette heureuse audace ne fit que diminuer les trophées de l'ennemi; car la retraite ne s'en continua pas avec plus d'ordre, et l'on eut peine à rallier les républicains à Voltri.

Ainsi le plan de Masséna avait échoué; ce général ne recevait point de nouvelles de Suchet, et devait craindre que Mélas, réunissant ses forces contre la colonne de Soult, ne parvînt à couper sa retraite sur Gênes, ce qui serait infailliblement arrivé, si l'aile droite autrichienne, au lieu de rentrer dans ses positions, eût profité de ses avantages pour s'établir solidement à Voltri. Masséna tira parti de cette faute, et une brigade de 2,000 hommes, extraite des troupes de Miollis, vint, le 12 au matin, occuper ce poste important où le général en chef s'était rendu avec les débris de ses grenadiers. L'arrivée de ce détachement fut doublement heureuse; car, à l'instant de son entrée à Voltri, il trouva une colonne de 2,000 prisonniers autrichiens envoyés par Soult, qui se révoltaient contre leur escorte affamée et insuffisante pour les contenir.

Tandis que Soult battait Saint-Julien, et que Mélas accablait Gardanne, Elsnitz combattait avec des succès balancés au mont San-Giacomo, bien qu'il fût considérablement affaibli par les détachements qu'il avait dû faire. Nous avons déjà dit que Suchet avait reçu de Masséna l'ordre de concourir autant qu'il était en lui aux efforts qu'on allait tenter le 10 sur Montenotte, pour opérer la jonction des deux corps séparés par suite des événements du 6. Il fit ses dispositions en conséquence, et, laissant le général Pouget à la garde de Borghetto, il se dirigea dans la soirée du 9 sur Bardinetto et Calissano, dont les postes autrichiens furent délogés sans peine. D'ici, Suchet, après avoir détaché la brigade Séras, pour couvrir les débouchés de la Bormida, fit marcher Clausel seul sur Mélogno. Elsnitz avait une bonne ligne; sa gauche s'appuyait à Finale, dont il occupait le petit fort,

le centre tenait le mont San-Giacomo, la brigade Ulm à droite campait sur le Sette-Pani.

Clausel, à la faveur de l'obscurité et d'un brouillard assez épais, fit enlever Melogno par le général Compans, sépara Ulm du corps de bataille, l'assaillit avec vigueur, et dut néanmoins renoncer à l'entamer. Elsnitz, instruit de ces événements, renforça la garnison du fort de Finale, et rassembla toutes ses forces à San-Giacomo, dans l'intention de secourir Ulm, s'il était sérieusement attaqué. Cette prévoyance ne le sauva pas, car les républicains le prévinrent; Suchet étant arrivé dans la nuit avec des renforts, ranima l'ardeur des troupes; le lendemain, la 7e légère, conduite par le brave Compans, gravit la montagne avant le jour, et, à la faveur de ces brouillards qui en couvrent si fréquemment la cime, elle surprit entièrement les troupes d'Ulm, enleva leurs redoutes, et, secondée par le reste des forces de Clausel, les culbuta sur Biestro, avec perte de 12 à 1,400 prisonniers.

Ce succès était d'autant plus heureux qu'on ne devait guère s'y attendre; il ne s'agissait que d'en profiter. Pendant toute la journée on avait entendu une canonnade, qui annonçait que les généraux Soult et Bellegarde étaient aux prises dans les environs de Sassello. Quelques militaires ont pensé que Suchet concentrant rapidement ses troupes, et faisant quelques démonstrations devant le mont San-Giacomo, enfin d'y retenir les Autrichiens, eût pu profiter de la nuit pour filer sur Sassello, et opérer sa jonction avec l'aile droite. Ce mouvement hardi, en laissant l'ennemi sur ses flancs et sur ses derrières, présentait non-seulement des dangers, mais encore de grands obstacles à surmonter. S'il faut en croire l'auteur du précis des événements militaires, Suchet lui-même sans se laisser intimider aurait conçu plus tard le projet de le réaliser. Toutefois, la fatigue des troupes, la rareté des subsistances, et peut-être encore des considérations particulières, l'empêchèrent d'exécuter une entreprise susceptible d'avoir d'importants résultats, mais qui pouvait le placer aussi dans une situation désespérée. Il crut mieux remplir les intentions du général en chef en enlevant de vive force le mont San-Giacomo, afin de descendre ensuite sur Savone, et il en ordonna l'attaque pour le 12 avril. Elle s'exécuta en trois colonnes, dirigées par les généraux Compans, Solignac et Séras. Mais Elsnitz était alors en mesure de les recevoir; sa défense fut si vive, qu'après un engagement de peu de durée, les Français se retirèrent, laissant les flancs de la montagne couverts de morts et de blessés; Suchet rétrograda pendant la nuit sur Melogno et Sette-Pani. Le lendemain, 13 avril, il étendit sa ligne dont la droite descendit jusqu'à Finale; la gauche en fut poussée vers Garessio, afin que l'ennemi ne pût la tourner par la vallée du Tanaro.

Pendant ce temps, Soult aussi peu instruit de la retraite de Masséna, que de l'inutilité des efforts de Suchet, continuait, quoique privé de vivres et de munitions, à faire face à son adversaire avec une rare fermeté. Sentant le danger de se prolonger par sa droite, tant que Bellegarde et Brentano resteraient maîtres du mont Fayole, qui plonge sur Arenzano, il résolut de s'emparer de cette position.

Le 12, au point du jour, tandis que Poinsot inquiétait Saint-Julien sur l'Ormetta, deux colonnes conduites par Soult et Fressinet, assaillirent le mont Fayole et réussirent à s'y loger après des efforts inouïs (1). Les deux brigades autrichiennes se replièrent sur celle de Sticker au Bric-del-Cavallo, où Soult ne tarda pas à les attaquer; cependant, à l'aide de ces troupes fraîches elles obtinrent sur lui une supériorité décidée et le ramenèrent, après trois attaques inutiles, dans la position qu'il venait de conquérir.

Il y demeura le lendemain; mais, instruit le 14 d'un mouvement de concentration des Autrichiens, il chercha à en profiter, à l'effet de se rendre maître du camp de Giustina, où il ne fut pas plus heureux. Ses troupes exténuées et manquant de tout, se couvrirent de gloire dans ces quatre journées, où elles perdirent nombre de braves sans obtenir de résultat.

Mélas, étonné des efforts des républicains con-

(1) Le journal de Thiébault place ce combat à l'Ormetta : celui des Autrichiens l'indique au mont Fayole : il y a près de trois lieues de distance de l'un à l'autre de ces points.

tre sa gauche (1), résolut enfin de la renforcer le 14, avec la brigade Bussy, et de replier celle de Lattermann dans les fortes positions d'Albisola, où elle eut ordre de se tenir sur la défensive. Les cinq brigades de la gauche furent donc réunies sur Montenotte et Monte-Leggino, dans la ferme résolution de se lier avec le corps de Hohenzollern, et de refouler les Français sur Gênes : l'entreprise fut fixée au lendemain 15. A cet effet, Saint-Julien dut marcher à la Moglia ; Bussy, au mont Lodrino, derrière Ponte-d'Yvrea, et les autres brigades par la Stella dans la direction du mont Pasto (2).

Soult, de son côté, ne perdait pas l'espoir de percer par Sassello, pour entrer en communication avec Suchet ; il avait même résolu ce jour-là une attaque décisive : les deux partis semblaient ainsi s'être donné rendez-vous sur le même point. Fressinet devait forcer à droite les positions de la Moglia, puis se réunir au général Gazan, lequel avait la tâche d'enlever Ponte-d'Yvrea, pendant que Poinsot, à la tête de la gauche, tenterait de déposter les Autrichiens de la Galera.

Ces dispositions, un peu larges en présence de forces supérieures, ne pouvaient guère réussir. L'engagement avait été différé jusqu'à quatre heures après midi, à cause de la pénurie de munitions, qui faisait redouter aux Français un combat de longue durée ; le général Gazan, à la tête de trois bataillons, couronna deux fois les hauteurs de Ponte-d'Yvrea, il en fut repoussé par la colonne de Bussy.

Au même instant, Fressinet tombait vigoureusement sur Saint-Julien détaché à la Moglia, et il allait l'accabler, lorsque Bussy, laissant un rideau pour observer Gazan, se jeta avec deux régiments hongrois sur le flanc gauche de Fressinet, et le ramena en désordre : ce général, blessé lui-même de deux coups de feu, ne regagna pas son camp sans perte. A l'extrémité opposée, Poinsot ne put rien contre la Galera, où il éprouva une résistance opiniâtre ; et Gazan, engagé avec Bellegarde, menacé à droite par Bussy victorieux, et à gauche par le reste du corps de Mélas, n'eût rien de mieux à faire qu'à tenir Ponte-d'Yvrea pour protéger la retraite que le chef du 3[e] de ligne exécuta avec son sang-froid accoutumé.

Les deux partis, animés par le puissant intérêt qui les guidait, renouvelèrent le combat le 16. Rien n'égalait l'ardeur et l'opiniâtreté des soldats républicains, quoique exténués de misère et de fatigues, si ce n'est la froide constance et la discipline des Autrichiens, qui d'ailleurs étaient mieux pourvus de vivres et de munitions. La simple nomenclature de cette multitude de combats serait un véritable monument élevé à la gloire des deux armées. Pourquoi faut-il que la direction première de ces luttes héroïques ne soit pas exempte de blâme ? A quoi bon, en effet, laisser Kaim oisif en Piémont avec 30,000 combattants, et Ott devant Gênes avec 20,000 hommes, pour en contenir 6,000 ; tandis qu'un effort mieux soutenu contre Soult, eût mis ce général dans la nécessité de se faire jour ou de mettre bas les armes ?

Cependant Mélas, bien convaincu qu'il était temps de former une tentative plus sérieuse, se mit en mouvement le 16 ; ses deux brigades de gauche marchèrent sur Sassello, Bellegarde au centre dans la direction de Vereira ; deux autres brigades se portèrent sur l'Ormetta, en passant le ruisseau de Rezio. Soult, hors d'état de lutter plus longtemps dans la cruelle position où il se trouvait, résolut alors d'agir sur la gauche, pour communiquer avec Masséna, qu'il croyait vers Savone ; il se dirigea à cet effet sur le mont Pasto. Ses troupes se repliant de Sassello, pour gagner les montagnes, donnèrent sur la tête de colonne de Bellegarde en marche. L'embarras fut égal de part et d'autre ; le général autrichien, de crainte d'être accablé en détail, crut gagner du temps en sommant Soult de se rendre ; et celui-ci, assailli de front et à revers, se trouvait dans une position d'autant plus critique, qu'un détachement de Hohenzollern venait de reprendre derrière lui le mont Fayole. Soult se flatta de se tirer d'un si mauvais pas en répondant par des menaces à une sommation qui n'était qu'une ruse ; toutefois, il se hâta de songer

(1) Il s'agit de la gauche de son corps de bataille, qui combattait en ordre renversé, tournant le dos à la France et à Suchet, pour faire face vers Gênes.

(2) C'est une montagne à l'ouest du mont Fayole, entre Sassello et San-Giustina.

à la retraite, pendant qu'il en était encore temps. Profitant donc d'un brouillard épais, pour atteindre les hauteurs au delà de Vereira, il gagna Voltri en passant sur le corps des partis ennemis assez audacieux pour lui disputer le passage.

Afin de rendre moins confuse au lecteur cette multitude de combats livrés dans des directions si divergentes, nous avons dû suivre les principales opérations sur les cimes de l'Apennin. Maintenant nous allons voir ce que faisaient Masséna sur le rivage vers Varaggio, et Suchet dans les environs de Finale ou de San-Giacomo.

Le général en chef n'avait pas été plus heureux que son lieutenant commandant l'aile droite. Pour favoriser son attaque, Masséna s'était dirigé, le 15 avril au matin, de Voltri sur Arbissola, défendu comme on s'en rappelle par le général Lattermann. Après un engagement de trois heures, où les deux partis essuyèrent des pertes égales, mais qui fit surtout honneur aux grenadiers impériaux, Masséna repoussé se retira à Varaggio. Son chef d'état-major Oudinot s'embarqua ici à bord d'une frêle chaloupe, afin de porter à Suchet l'ordre de tenter un dernier effort pour gagner Savone. Les grenadiers autrichens, enhardis par leurs premiers succès, prirent à leur tour l'offensive, et suivirent les républicains jusqu'à Varaggio. Masséna instruit en même temps qu'une colonne ennemie marchait sur son flanc droit, ordonna la retraite jusqu'à Arenzano. Ces rapports n'étaient que trop fondés, car un corps de quatre bataillons poussé par le comte de Hohenzollern sur le mont Fayole, menaçait à la fois les derrières de Soult et ceux de Masséna.

La retraite des deux corps étant décidée, ils furent réunis le 17 à Voltri : cet événement devait, par sa nature même, rendre dangereux ou du moins inutile tout ce que Suchet tenterait du côté de Finale, puisque Mélas avait la faculté de renforcer les corps qui lui étaient opposés. Ne pouvant donc rien faire pour le seconder, il eût été plus prudent peut-être de reployer les divisions battues sous le canon de Gênes, que de les laisser en prise aux efforts combinés d'Ott et de Mélas ; mais la nécessité d'évacuer le peu de magasins qui se trouvait à Voltri, et, plus que cela encore, le projet conçu par Masséna d'aller enlever ceux de l'ennemi à Portofino (1), le décidèrent, dit-on, à y séjourner le 18.

Il ne tarda pas à se repentir de ce repos intempestif. Mélas, qui du sommet du mont Fayole découvrait toutes les positions de son adversaire, jugea bien qu'il pouvait enfin lui porter un coup décisif. La proximité du corps de Ott, dont la droite s'était étendue vers Masone, permettait de le diriger sur le flanc droit des Français campés depuis Acqua-Santa jusqu'auprès d'Arenzano. Bellegarde, réuni à Lattermann, dut les occuper sur le rivage, tandis que Mélas descendrait du mont Fayole à Voltri avec la brigade Bussy, et que le général Ott, partant de Masone, percerait sur le même point. Un détachement du dernier devait pénétrer vers Sestri-di-Ponente, pour menacer la retraite des républicains.

Ces dispositions, qui n'annonçaient pas une juste appréciation du point décisif de Sestri, amenèrent une mêlée complète. Ott arriva le premier à Voltri, poussant ce qui se trouvait devant lui ; déjà il tenait un des ponts, quand la réserve française se précipita sur sa colonne, pour protéger le retour des troupes engagées dans la montagne, ainsi que de celles qui revenaient d'Arenzano vivement harcelées par Bellegarde. On combattit corps à corps pour s'ouvrir tour à tour un passage, et les chasseurs autrichiens, pris entre les colonnes de la réserve et celles qui revenaient, souffrirent autant que les bataillons poursuivis par Bellegarde et Bussy.

Soult, instruit de la marche de l'ennemi sur Sestri, se hâta d'ordonner la retraite ; son infériorité fut un bonheur, puisqu'elle le détourna de l'idée de se maintenir à Voltri, et lui fit accélérer la marche de ses colonnes pour devancer Ott à Sestri. Elle fut d'ailleurs d'autant plus pénible, que l'arrière-garde et la réserve furent successivement obligées de tenir Voltri jusqu'à l'arrivée de la colonne qui descendait la montagne, et de celle qui longeait le rivage. On combattit avec acharnement

(1) Thiébault affirme que Masséna voulait faire embarquer ces troupes, pour les débarquer ensuite dans le Levant, au cap Portofino, où l'ennemi amassait des vivres : entreprise si extraordinaire qu'on a peine à y ajouter foi.

fort avant dans la nuit, à la sombre lueur des torches. Les Français laissèrent un certain nombre de blessés au pouvoir des Impériaux, et ne se rallièrent qu'avec peine derrière la Polcévera; leur ruine eût été inévitable si Ott avait porté sa division entière à Sestri.

Après le combat de Voltri, Masséna se borna à garder toutes les issues qui conduisaient à la ville ou aux forts; il profita habilement du répit que lui laissa le général Ott, pour ranimer l'ardeur de ses troupes, réchauffer le patriotisme engourdi des habitants, organiser le service des subsistances, élever ou achever de nouveaux ouvrages extérieurs, et former quelques bataillons de gardes nationales qui lui permirent de mobiliser la garnison; en un mot, il ne négligea rien pour retenir les Impériaux devant Gênes, et faciliter au premier consul les moyens d'agir en Italie pour le délivrer.

Les troupes de l'aile droite se trouvèrent alors réparties de la manière suivante : 4,500 hommes aux ordres du général Miollis, occupèrent à l'est derrière la Sturla, une ligne qui s'étendait depuis la mer jusqu'au poste des Deux-Frères, passant par le fort Richelieu; la 2e division, forte de 3,500 hommes, et commandée par Gazan, fut chargée de défendre Saint-Pierre-d'Aréna, et la rive gauche de la Polcévera jusqu'à Rivarolo, où elle se liait avec les troupes de Miollis; une réserve de 1,600 hommes resta dans Gênes.

Certain désormais de n'avoir plus rien à redouter de Masséna en rase campagne, Mélas fit aussitôt partir trois brigades pour renforcer Elsnitz, qui luttait avec peine contre le centre des Français, dont il est temps que nous reprenions les opérations.

L'incertitude où Suchet était sur le sort des attaques de Masséna le retint deux ou trois jours dans l'inaction. Ce ne fut que le 17, qu'Oudinot, heureusement échappé aux croisières anglaises, lui apporta la nouvelle des avantages obtenus à Verreira et Sassello, avec l'ordre de tout tenter pour arriver à Savone. Jaloux, de répondre à cet appel, Suchet enleva d'abord les postes de Murialto, de Ronchi, et toutes les hauteurs voisines du mont San-Giacomo, et alla prendre position, le 19, au soir, au village de Bormida, où il fit ses dispositions pour attaquer la montagne pendant la nuit. Ses troupes formèrent trois colonnes principales; l'une, aux ordres du chef de brigade Mazas, devait prendre la droite; la colonne du centre était conduite par le général Jablonowsky, et la troisième, dirigée par Compans et Clausel, était chargée de l'attaque principale de gauche; deux réserves commandées par Séras et l'adjudant général Blondeau, marchaient dans les intervalles de ces trois colonnes.

Ces dispositions pouvaient d'autant moins réussir, qu'Elsnitz allait être renforcé dans la matinée du 20, par les trois brigades détachées du corps de bataille (1), et qu'ayant eu vent des mouvements de la veille, il était avant le jour sous les armes, avec des forces suffisantes pour déjouer le projet des républicains. Les colonnes françaises s'ébranlèrent de Bormida à une heure du matin, vers les points qu'on leur avait indiqués; mais Jablonowsky, au lieu d'attendre que les attaques latérales fussent arrivées au pied de la montagne, dépassa Mallere, et se laissa voir par les Autrichiens. Elsnitz fit alors descendre une masse, qui culbuta cette brigade, et la rejeta sur Mallere, où venaient d'arriver les troupes de Séras; puis, profitant du temps que mettaient les Français à se rallier, Elsnitz chargea successivement les colonnes de Mazas et de Clausel, et les mit dans une déroute complète. Heureusement pour Suchet que la circonspection était la vertu favorite de son adversaire; car, s'il eût poussé une colonne entre Mallere et Bormida, c'en était fait, la moitié du corps français eût été obligée de poser les armés (2). Il est d'autant plus blâmable de ne l'avoir pas tenté, qu'il avait la certitude d'être joint dans la journée par les puissants renforts venant de Gênes; ce n'est qu'à sa timidité que les républicains furent redevables d'avoir pu regagner en bon ordre les positions qu'ils occupaient le 18 à Mallere.

Dès lors tout espoir de jonction fut détruit; la

(1) C'était les brigades Bellegarde, Brentano et Lattermann, détachées le 18, après le succès de Voltri.

(2) Suchet n'eût pas été forcé de mettre bas les armes, lors même qu'Elsnitz l'eût prévenu et tourné par la gauche; sa retraite eût été précipitée et coûteuse, mais on ne pouvait guère la rendre impossible par ce simple mouvement.

(*Rectification de* 1840.)

retraite de Soult dans Gênes obligea Suchet des guerroyer pour son compte, et d'occuper le plus grand nombre possible d'Autrichiens, pour faciliter la défense de la capitale de la Ligurie. Cette tâche allait devenir difficile, d'après ce qui se passait chez l'ennemi. Mélas avait, en effet, laissé au général Ott, le soin de bloquer Gênes, avec un corps de 25,000 hommes et pour se débarrasser définitivement de Suchet, il partit le 27 avril avec son quartier général et la brigade Lattermann, pour rejoindre Saint-Julien vers Savone, et prendre le commandement du corps entier d'Elsnitz. Enfin, indépendamment de ces dispositions, il songea à employer une partie des 25,000 fantassins laissés très-inutilement au général Kaim, pour la garde du Piémont : il n'en fallait pas tant dans la saison des neiges, pour contenir les 6,000 hommes de la division Thurreau sur la ligne du mont Cenis, ou observer le faible détachement de Lesuire, campé au col de Tende, et ne songeant guère à l'offensive. Conformément à ses ordres, Kaim se prépara à renforcer le corps léger de Gorrup, qui opérait sur le Tanaro, en avant de Céva, avec un détachement de troupes impériales et de milices piémontaises. La brigade Knesevich dut en outre marcher par Vernante, pour inquiéter le col de Tende, en même temps que d'autres partis se montreraient vers les passages de Finestre et de Vinadio.

Malgré l'orage qui le menaçait, Suchet résolut de défendre la position de Borghetto, où Kellermann avait si heureusement arrêté Devins en 1795, et de se retirer ensuite derrière la Roya, où, à l'aide de renforts promis, il espérait mettre un terme aux succès de l'ennemi. En conséquence, son quartier général fut transféré le 27 avril à Albenga; ses troupes prirent une position plus concentrée en arrière : la division Clausel appuyait sa droite à la mer, en avant de Borghetto, et sa gauche à Castel-Bianco, tenant par ses avant-postes Loano, les hauteurs de Bardinetto et celles de Rocca-Barbena. Pouget occupa Castel-Bianco, Caprauna et Ponte-di-Nave dans la vallée du Tanaro. Deux demi-brigades formaient réserve à Lecco, sous les ordres de l'adjudant général Blondeau. Moins de 8.000 hommes ainsi répartis sur une ligne de 6 lieues, n'étaient guère en état de la défendre.

Cependant Mélas, arrivé à Savone le 29, avec ses troupes de renfort, se disposait à pousser les opérations avec vigueur. Les Impériaux quittèrent alors le mont San-Giacomo, pour occuper Melogno et Sette-Pani. Le 1er mai les avant-postes français furent chassés de Loano par le général Lattermann; Morzin s'avança avec 3 brigades sur le mont Calvo. Elsnitz avec deux autres se dirigea par Bardinetto, pour assaillir le mont Lingo, au moment où Gorrup s'avancerait sur le mont Galera, pour menacer Sambucco et la gauche des républicains (1). On voit par ces dispositions qu'on se contentait de la déposter; il eût été mieux encore de la couper, en prescrivant à Elsnitz de marcher de Bardinetto par le mont Galera, pour agir de concert avec Gorrup vers Zucarello sur les communications de Suchet.

L'attaque générale fut ordonnée pour le 2 mai : la seule brigade Séras, menacée par Elsnitz du côté du mont Lingo, et accablée par Morzin, qui déboucha vivement du mont Calvo, ne put tenir longtemps contre des forces quintuples; elle s'estima heureuse de gagner Sambucco en ordre. Gorrup ayant atteint la Galera, Elsnitz se hâta de le joindre, tandis que sur le rivage Lattermann enlevait Borghetto. Dès lors Suchet, craignant d'être tourné, donna le signal de la retraite, qui s'exécuta dans la nuit; Pouget alla s'établir à Rezzo et Mezza-Luna, sa droite à Monte-di-Toria; quatre demi-brigades sous Clausel s'étendirent entre ce dernier point et Diano, en avant d'Oneille; enfin, un détachement d'environ 1,000 hommes, commandé par le général Séras, prit poste à Triola, afin de couvrir le col Ardente, et de lier les troupes de Pouget avec celles de Lesuire.

Jaloux de tirer parti de ses avantages, Mélas fit marcher Gorrup vers le col Ardente; une partie de la division Morzin, réunie à la brigade Lattermann, fut mise aux ordres du quartier-maître général Zach, pour forcer la droite des Français; Elsnitz eut la mission de leur enlever Monte-di-Toria et les hauteurs de Cessio, pendant que Knesewich s'emparerait du col de Tende. Ces dispositions empreintes du même vice radical, ne portaient pas assez de forces contre la gauche, et attachaient

(1) Le mont Galera est près du col San-Bernardo entre le mont Alpi et le mont Lingo. *Voyez* pl. XXI.

trop d'importance aux attaques contre la droite. On a dit pour les justifier que Mélas craignait que Suchet ne s'ouvrît un passage vers Savone et Gênes; mais c'est en cela même qu'il fit un faux calcul : des forces inférieures et accablées en plusieurs rencontres ne pouvaient entreprendre un pareil mouvement, étant contenues en tête par Lattermann, et débordées par 5 brigades. Quoi qu'il en soit, les préparatifs des Autrichiens ayant été achevés dans la soirée, le 7, au matin, toutes leurs colonnes débouchèrent en même temps. Quelque bonnes que fussent les positions françaises, la supériorité des Impériaux était trop marquée pour qu'ils éprouvassent une vive résistance. Aussi Zach n'eut-il pas de peine à refouler la division Clausel jusqu'à San-Lorenzo. Elsnitz, non moins heureux, remporta un avantage signalé sur celle de Pouget : il fit amuser sa droite par une démonstration, et accabla sa gauche avec 11 bataillons. Pouget parvint pourtant à se retirer de mont Calvo par Borgo-Maro et Carpasio; mais sa droite, commandée par l'adjudant général Cravey, enveloppée sur le Monte-di-Toria, et Cessio, fut forcée à mettre bas les armes, au nombre de 1,400 hommes. Gorrup s'empara de col Ardente et de Mezza-Luna; enfin Lesuire fut chassé du col de Tende par la colonne de Knesewich, qui se réunit ensuite vers Saint-Dalmas à la précédente.

Ces succès des Impériaux prouvent au reste que Zach rendit un service réel aux républicains, en les forçant d'évacuer Diano et Saint-Laurent; car, plus Suchet fût demeuré longtemps sur la côte, plus sa perte eût été certaine, et c'était une faute évidente que de l'en déloger.

Les troupes françaises, pressées par les Impériaux, et inquiétées par les bâtiments anglais qui longeaient la côte, avaient péniblement effectué leur retraite sur Taggia, lorsque Suchet apprit la prise du col de Tende, et l'arrivée de Knesewich au delà de Saorgio. Dès lors la ligne même de la Roya n'était plus tenable, et il n'y eut pas de temps à perdre pour chercher un refuge derrière le Var; car, dans l'état où se trouvaient les troupes, il n'était guère possible de songer à défendre le col de Braus et la ligne de Mentone. En conséquence, le mouvement rétrograde continua dans la nuit du 8, sur Vintimiglia, d'où Suchet détacha l'adjudant général Coussaud avec 800 hommes, au secours de Lesuire; puis, après avoir jeté garnison dans le fort et détruit le pont de la Roya, il poursuivit sa route sur Mentone, Villefranche et Nice. Lesuire qui avait également évacué Sospello, prit position à Saint-Pons, en sorte que le 10 au soir toute l'armée se trouva réunie sur la rive gauche du Var. La promptitude avec laquelle Suchet dut opérer sa retraite par suite des succès de Knesewich à Tende, démontre que dans toutes ces opérations, Mélas n'agit pas assez fortement sur les communications de son adversaire.

Le passage du fleuve s'effectua le lendemain 11 avril, et ce jour-là Suchet donna une nouvelle organisation à son corps, lequel après avoir été joint par quelques renforts, fut partagé en 4 divisions: l'une, commandée par Clausel resta sur la rive gauche, pour faire réparer et défendre la tête de pont; la deuxième, sous les ordres de Rochambeau, borda le Var depuis son embouchure jusqu'à Pujet; le général Ménard avec la troisième se plaça vers le Broc; enfin la quatrième, commandée par Garnier, forma la gauche, entre le Broc et Malaursène, au delà de l'Estéron se liant par des postes avec Entrevaux, qu'occupait la division Thurreau. Quelques escadrons formèrent une réserve sous le général Quesnel; elle fut établie à Saint-Laurent, derrière le pont du Var.

A peine Nice était-il évacué par l'arrière-garde française, que les coureurs de Knesewich en prirent possession; le corps de bataille ne tarda pas à arriver, et Mélas le campa sur une ligne qui, partant de la mer, en avant de Montalban, passait par Aspremont, la Rochetta, et s'étendait jusqu'à Entrevaux, en suivant les sinuosités du Var.

Avant de continuer le récit des opérations des deux généraux, il importe de se reporter à Gênes où les Français allaient soutenir un des siéges les plus mémorables dont les annales militaires fassent mention, et cependant moins remarquable par les travaux des ingénieurs, que par la nature des opérations auxquelles il donna lieu.

Malgré ses lenteurs et ses fautes, Mélas avait atteint son but; l'armée française se trouvait divisée en deux corps, dont l'un, de 10 à 12,000 hommes, avait à se défendre contre une armée victorieuse, la population insurgée des campagnes, et un ennemi bien plus redoutable encore, la famine;

tandis que l'autre, aux prises avec une division d'une force supérieure était, à chaque mouvement, forcé de s'éloigner de plus en plus du premier. Ces avantages furent chèrement achetés, puisque l'armée impériale perdit 8,800 tués, blessés ou prisonniers; et les Français 5,000 à l'aile droite seulement. Ils n'étaient toutefois qu'éphémères tant que Masséna se maintiendrait dans la capitale de la Ligurie, et le siége de ce boulevard n'était pas facile, car les moyens de transport manquaient pour les vivres, à plus forte raison pour un équipage de siége venant de Turin ou d'Alexandrie. D'ailleurs, le site de la place présente des obstacles presque insurmontables à une attaque régulière. Elle est assez connue des gens de l'art pour nous dispenser d'en faire une description détaillée, nous nous bornerons à en tracer une notice pour les lecteurs qui n'en ont aucune idée.

Gênes est une place forte d'une construction toute particulière. Cette ville, peuplée de plus de 100,000 âmes, est assise au bord de la mer, en forme de fer à cheval dont la convexité est tournée vers les premières sommités de l'Apennin, sur les gradins desquelles elle s'élève en amphithéâtre. Bâtie dans un bassin dominé de toutes parts, elle ne pouvait être fortifiée qu'en renfermant dans son enceinte les hauteurs qui s'élèvent successivement depuis le rivage jusqu'à la montagne du Diamant, à 1,500 pieds au-dessus du niveau de la mer, et qui forment un triangle presque isocèle dont le port forme la base, et le fort de l'Éperon le sommet. Renfermer un espace aussi considérable dans une enceinte parfaitement défilée, était une entreprise immense, qui fut pourtant achevée en 42 ans avec assez d'habileté, quoique par des mains et avec des vues différentes. Cette première enceinte en a une seconde intérieure, qui couvre immédiatement Gênes, et celle-ci est irrégulièrement bastionnée.

L'enceinte extérieure se partage en neuf fronts principaux, savoir : à l'ouest le fort de la Lanterne, qui aboutit à la batterie de mer de même nom ; celui de la Tenaille, et celui du Degato. Le côté nord n'en présente qu'un seul, celui de l'Éperon ; mais le côté oriental en compte cinq, qu'on distingue sous les noms de Castellazzo, du saillant au-dessus de Saint-Bartholomeo, de la hauteur importante de Zerbino, de la courtine de la porte Romaine, et enfin le front de Carignan, qui aboutit à la mer. La partie du sud qui fait face au port est garni d'un parapet, depuis la porte de la Lanterne jusqu'à celle de Saint-Thomas pratiquée à l'enceinte intérieure ; mais depuis là jusqu'à Carignan, il ne règne le long du rivage qu'une muraille de trois pieds d'épaisseur, percée de créneaux.

L'Éperon, placé au sommet du triangle, était réputé comme la clef de la place ; car de là on domine, enfile, ou bat à revers le reste de l'enceinte. Le fort de la Tenaille vient assez loin de là à l'ouest ; il bat jusqu'au retranchement de la Lanterne et tout le vallon de Rivarolo. Devant l'Éperon est le fort du Diamant, tracé sur les monts Spino et Pellato, connus sous le nom de montagne des Deux-Frères. Cette montagne n'est autre chose que le point le plus élevé de la croupe secondaire qui tombe d'un côté sur Saint-Pierre-d'Aréna et de l'autre sur *Quarto* : elle est séparée par un ravin du mont Creto, lequel forme le sommet de l'Apennin sur cette direction, non loin des sources de la Scrivia. Ce ravin trace un col par lequel seul on peut passer de la vallée de Polcévera dans celle du Bisagno, en défilant sous le Diamant.

A l'est, le contrefort de l'Apennin qui forme la berge gauche du Bisagno, depuis le mont Cornua jusqu'à Nervi, est couvert des trois forts Sainte-Thècle, Quezzi et Richelieu, construits sur un appendice nommé le mont Rati. Le second de ces forts n'était pas achevé ; le dernier qui est fermé, mais mal assis sur une pente, défend l'avenue du mont Rati.

La grande enceinte n'exige pas moins de 250 bouches à feu pour son armement, et il s'en fallait de beaucoup qu'on pût alors le compléter. Le front du sud-est, ou des hauteurs d'Albaro est en quelque sorte le seul dont on puisse approcher par des travaux réguliers : de là il est aussi possible de tenter un bombardement des quartiers populeux de la cité, qui se rapproche beaucoup plus ici des remparts, que de tout autre côté. A la vérité, les points dominants et saillants de Carignan et de Zerbino mettraient quelques obstacles à un cheminement ; mais la partie de l'enceinte

qui les lie sur une longueur de 400 toises est si basse, et composée d'ouvrages si chétifs, qu'à l'aide des villages qui s'étendent jusqu'au glacis, rien ne semble plus facile que de l'escalader à la faveur de l'obscurité ou des brouillards. Cette courtine forcée, Zerbino tombe de lui-même, et bien qu'on rencontre la seconde enceinte un peu plus loin, comme elle est couverte et entourée de maisons, négligée depuis des siècles, et plongée des hauteurs de Zerbino, elle ne serait pas en état de tenir 24 heures (1). Outre cette partie vulnérable, on pouvait encore à cette époque s'approcher de l'enceinte entre Zerbino et l'Éperon, par les ravins de l'aqueduc ou de Saint-Antonio, et s'y introduire par escalade. Une simple crémaillère, revêtue en maçonnerie, sans fossé, quoique élevée de 20 à 24 pieds, n'est pas d'une bonne défense, et les flancs étranglés qu'elle forme de loin en loin ne sauraient la préserver; car le premier peloton ayant pris pied sur le rempart, toute défense ultérieure tombe. D'ailleurs, l'immense étendue à garder exigerait une armée entière pour le faire avec quelque succès.

Les forts du Diamant et de l'Éperon sont à l'abri de toute attaque régulière, autant par leur site que par la nature du terrain qui les environne. Un ennemi entreprenant pourrait peut-être, à la faveur des ravins dont le premier est entouré, s'en approcher de nuit et tenter l'escalade; mais cette entreprise paraît bien difficile, pour ne pas dire impossible; et, en supposant qu'elle réussît, il faudrait encore hisser à force de bras quelques pièces de campagne, pour se garantir des sorties, inquiéter la garnison de l'Éperon ou protéger une surprise de ce retranchement. Tel était alors Gênes, où les débris de l'armée d'Italie, exténués de misère et de fatigues, allaient subir, dans les angoisses de la famine, les dernières épreuves du courage et du patriotisme.

Mélas, en resserrant Masséna, avait jugé indispensable de renforcer surtout la droite du côté de la Polcévera, attendu que c'était l'unique chemin par où les Français pussent désormais tenter de se faire jour, soit pour évacuer, soit pour secourir la place.

La division Schellenberg (2), fut chargée de se loger à Saint-Pierre-d'Aréna et à Coronata; le général Vogelsang avec les brigades Wéber et Edder, eut la tâche de couvrir le vallon de Rivarolo et Taggia jusqu'aux environs des Deux-Frères. Ici Hohenzollern, campé à Turazzo et sur les hauteurs du mont Creto, devait tenir avec les brigades Rousseau et Frimont, l'intervalle entre le Bisagno et la Polcévera; ce général était secondé par les bandes d'Assareto. Enfin Gottesheim, seul avec 4 à 5,000 hommes, tenait tout l'espace du Monte-Faccio à Nervi, route où l'on pensait que les Français n'avaient pas d'intérêt à pénétrer.

Cette chaîne d'investissement depuis Cornegliano par Monte-Croce jusqu'au golfe du Levant, ne tenait guère moins de 12 lieues, et facilitait d'autant plus le système de défense extérieure adopté par Masséna, que les corps de blocus ne communiquant entre eux que par de longs détours ou d'horribles chemins, ne pouvaient se prêter d'appui mutuel. Le général français trouvait d'autant plus d'avantages à combattre au dehors, qu'en attaquant sans cesse l'ennemi, il le tenait éloigné du corps de la place, et se dispensait ainsi de garnir cette immense enceinte, ce que la faiblesse de son armée ne lui eût pas permis de faire.

Mélas, qui n'était pas encore parti pour son expédition contre Suchet (3), ayant reçu le faux avis que Masséna préparait une sortie vigoureuse, résolut, le 23, d'occuper Saint-Pierre-d'Aréna; le régiment de Nadasty dut l'attaquer, soutenu du reste de la division, en même temps qu'Ott s'avancerait sur Rivarolo. Les postes français, ramenés jusque dans Gênes, mais bientôt soutenus par la réserve, culbutèrent les Autrichiens qui s'étaient

(1) Pénétré de ces inconvénients, l'ingénieur piémontais Anderis, qui a dirigé les travaux faits récemment à Gênes, a projeté un petit fort sur les hauteurs d'Albaro, et la jonction de Zerbino à la vieille enceinte vers l'Aqua-Sola, ce qui remédierait à la faiblesse primitive de cette partie de l'enceinte. D'autres ouvrages assez bien entendus ont été faits sur différents points, surtout au Diamant, au Monte-Faccio, au Castellazo, au Degato et à l'Éperon, qui est actuellement fermé.

(2) Ci-devant Palfy.

(3) L'affaire de Voltri avait eu lieu le 18 avril. Trois brigades furent aussitôt détachées contre Suchet. Mais Mélas, instruit des succès d'Elnitz le 20, resta jusqu'au 27 devant Gênes, pour donner la dernière main au blocus.

abandonnés à la poursuite, et la colonne d'attaque après avoir laissé un colonel et 400 prisonniers, repassa la Polcévera en désordre (1).

Ott, plus heureux, occupa Rivarolo sans résistance notable, et Hohenzollern, content d'avoir détruit les conduits d'eau de Molino, vint échouer contre le Diamant.

Le combat ne fut guère plus sérieux dans le Levant. Ici Miollis prit l'offensive; et, après avoir chassé Gottesheim du mont Parisone, menaça de tourner le camp de Castagna; mais les réserves de ce général le dégagèrent, et forcèrent les républicains à reprendre la route de la Sturla avec quelques prisonniers.

Les choses en restèrent là durant quelques jours. Mélas partit le 27 avril pour son expédition contre Finale, recommandant à Ott de harceler continuellement les Français, afin d'empêcher Masséna de rien combiner lui-même contre le corps de blocus.

Fidèle à ces instructions, Ott résolut une attaque générale pour la nuit du 30 avril. L'ancienne division Palfy dut se diriger contre la gauche des Français, et chercher à s'emparer des hauteurs de Saint-Pierre-d'Aréna et de Rivarolo. Palfy lui-même avec sa gauche, secondé par les insurgés d'Assareto, et guidé par eux, après s'être logé au revers du mont Beghe, devait gravir les Deux-Frères. Le comte de Hohenzollern se chargea, au centre et à la gauche, d'enlever les postes qui observaient le Bisagno; la brigade Rousseau reçut l'ordre de descendre ce ravin; Frimont d'escalader le retranchement de Quezzi; et Gottesheim de se diriger de la Sturla sur San-Martin-d'Albaro et Madona-del-Monte.

Toutes les parties de ce projet réussirent d'abord; Bussy, secondé par le feu des canonnières anglaises, occupa Saint-Pierre-d'Aréna; Palfy et Assareto, plus heureux encore, parvinrent à occuper le poste important des Deux-Frères, et à cerner le Diamant; la brigade Frimont n'eut pas de peine à enlever Quezzi, tandis que celle de Rousseau descendait le Bisagno, et facilitait la marche de Gottesheim sur Saint-Martin.

La fortune semblait n'avoir d'abord favorisé les Impériaux que pour leur faire sentir ses rigueurs avec plus d'amertume. En effet, le général en chef, qui était accouru dès les premiers coups de canon à la Lanterne, s'aperçut que l'ennemi ne pourrait rien faire de sérieux de ce côté, et se rendit en toute hâte dans le Levant. Instruit vers neuf heures de l'entreprise des Impériaux sur les Deux-Frères et le Bisagno, il fut confirmé dans son opinion, et résolut de frapper un coup de vigueur. A cet effet, il tira de sa gauche 4 bataillons, auxquels il en joignit un de la réserve, et chargea Soult de reprendre les Deux-Frères à la tête de cette colonne; puis, suivi des 4 autres bataillons de la réserve, il alla renforcer Miollis à Albaro. Le général Darnaud, pressé par les troupes de Gottesheim et de Frimont, effectuait sa retraite avec peine, et ses soldats affamés, indociles à sa voix, regagnaient Bisagno, quand le général en chef arrivé sur les lieux, rétablit la confiance et ranima le combat. Aussitôt que les renforts parurent, la division Miollis ainsi ralliée, ne tarda pas à reprendre l'offensive. Masséna se réserva de conduire la colonne de Poinsot contre Quezzi, tandis que Miollis l'attaquerait en flanc, et que Darnaud à la droite déborderait Gottesheim, prendrait sa ligne à revers, et faciliterait l'attaque principale entre Saint-Martin et Quezzi. Ce mouvement s'exécuta avec précision, Gottesheim fut replié sur Nervi, après avoir perdu quelques centaines de prisonniers. Mais la colonne du général Poinsot, qui marchait sur Quezzi, n'ayant pu être secondée à temps par les flanqueurs qui tournaient le mont Rati, fut repoussée : Frimont, que la retraite de son collègue laissait sans communications avec lui, défendit en brave le poste qu'il venait de conquérir; il avait même obtenu des succès, lorsqu'un détachement, conduit par Thiébant, assaillit son flanc et menaça sa retraite. Le général autrichien jugeant toute l'importance de lui arracher cet avantage, dirigea ses principales forces contre lui, et le culbuta. Masséna, qui n'avait plus sous la main que 2 à 300 hommes, se précipite à leur tête sur la colonne victorieuse : une mêlée sanglante s'engage; Poinsot, excité par

(1) La présence d'esprit des capitaines Chodron et Henrion a mérité une mention particulière dans l'intéressant journal de Thiébault. Nous regrettons que notre cadre n'admette pas de pareils détails.

le général en chef, renouvelle ses efforts au centre. Frimont accablé à son tour reprenait la route du mont Cretto, quand, pour comble d'embarras, l'adjudant-général Hector enleva le mont Rati où il fit 400 prisonniers, menaça de prendre la colonne autrichienne à revers, et la força de regagner ses positions du matin.

Les républicains n'étaient pas moins heureux au centre de la ligne. Soult était arrivé depuis plusieurs heures en face des Deux-Frères, où le comte de Hohenzollern avait amené quelques renforts, et fait hisser avec beaucoup de peine deux petites pièces de canon. Le général français, découvrant de l'Éperon tout ce qui se passait à la droite, attendait la tournure que prendrait l'attaque de Quezzi, pour commencer la sienne. Il saisit l'instant de la défaite de Frimont pour exciter l'ardeur de ses soldats, et lancer aussitôt le général Spithal sur la crête des Deux-Frères, en même temps qu'un bataillon abordait le flanc gauche autrichien. Chassés du premier mamelon, les Impériaux tinrent ferme sur le second; mais assaillis à dos par la garnison du Diamant, et enfoncés par les troupes de Soult, ils se précipitèrent des hauteurs par toutes les issues. Le régiment de Colloredo y fut abîmé, son chef tomba au pouvoir des Français, ainsi qu'un grand nombre d'hommes et les deux pièces amenées avec tant de peine. Hohenzollern, après cet échec, regagna ses retranchements de Turazzo dans un désordre affreux.

Cette journée coûta aux Impériaux près de 3,000 hommes, dont 1,800 prisonniers : toutefois c'était un trophée plus embarrassant que désirable, car on ne pouvait les échanger sans inconvénient; Mélas, qui en avait déjà reçu 3,000 au milieu d'avril, les envoya à Livourne, et attira en échange deux régiments frais à l'armée : aussi, malgré la disette, résolut-on de les garder. Le résultat le plus important de ces succès fut de ranimer le moral de l'armée française, et de soutenir l'espoir des Génois. Ceux-ci, à qui les proclamations du général en chef annonçaient sans cesse de puissants secours commencèrent à espérer que ses talents et son activité sauveraient leur ville du joug autrichien.

Cependant l'infatigable Masséna, pour profiter de l'élan de ses soldats, méditait déjà de s'emparer de la hauteur de Coronata, en avant de Rivarolo, que l'ennemi avait hérissée d'artillerie. Cette entreprise fut tentée le 2 mai par trois demi-brigades, commandées par Gazan, à la suite de fausses attaques faites dans la rivière du Levant et dans la vallée de Polcévera. Ce général avait déjà obtenu quelques succès, et arrivait sur les batteries, lorsqu'une blessure grave qu'il reçut à la tête, et la mise en action des réserves du comte Palfy, vinrent changer la face des affaires; la colonne française rétrograda en désordre, laissant 3 ou 400 hommes hors de combat, et se rallia derrière la réserve de Soult, qui protégea sa retraite sur Gênes.

Après cet événement, il ne se passa rien d'important pendant neuf jours; Ott semblait craindre de tenter la fortune des armes, et attendre que la famine lui livrât la place qu'il n'osait conquérir. Inactif dans ses positions, il se bornait à voir bombarder la ville et les forts par l'escadre anglaise et la flottille napolitaine, dont elle venait d'être renforcée.

Cependant des bruits sourds annonçaient déjà les mouvements d'une armée de secours, et le prochain départ d'une partie des forces impériales. Masséna, instruit par les assiégeants des succès que leur armée venait de remporter sur le corps de Suchet, loin de se laisser abattre, forma le projet de se venger de cette notification par une attaque générale. Une résolution si hardie remplissait le double but, de faciliter les opérations du premier consul s'il était réellement en marche pour l'Italie, et de répondre d'une manière héroïque à l'annonce des succès de l'ennemi. Le général en chef résolut donc de s'emparer du Monte-Faccio, puis ensuite du mont Cretto : une fois maître de ces hauteurs, il espérait fondre alternativement sur la division de la Polcévera, puis sur celle de la Sturla; un succès marquant pouvait forcer l'ennemi à s'éloigner de Gênes, et faciliter alors l'approvisionnement de la ville.

L'attaque du Monte-Faccio fut donc fixée au 11 mai. Deux divisions, aux ordres des généraux Soult et Miollis, furent destinées à cette entreprise : le dernier eut la tâche d'amuser Gottesheim sur le front de la Sturla, tandis que Soult, remontant le Bisagno, tournerait la montagne par la droite, et

que quatre bataillons établis aux Deux-Frères contiendraient Hohenzollern à Turazzo.

L'attaque de Miollis, exécutée par trois faibles colonnes, bien avant que son collègue pût le seconder, échoua complétement. Chargé à l'improviste au moment où il gravissait les premières hauteurs, il fut rompu, et, malgré l'arrivée d'une réserve, poussé avec une telle chaleur, que ses troupes eurent peine à se rallier sur le glacis de la porte Romaine. Ses soldats affamés se livraient à un désespoir assez excusable; sourds à la voix de leurs chefs, loin de songer à retourner à l'ennemi, ils menaçaient de se jeter dans les maisons de Gênes, quand le général en chef, arrivé heureusement sur les lieux, parvint, par ses exhortations et une faible distribution de vin, à les arrêter; mais il fut impossible d'en obtenir davantage.

Cet échec isolait entièrement la colonne de Soult, qui remontait la vallée du Bisagno; mais ce général, sans s'inquiéter de ce qui se passait sur ces derrières, n'en continua pas moins à s'avancer jusqu'à Cavalozo. Après avoir passé ici sur la rive gauche du Bisagno, il gravit le revers septentrional de la montagne. Son avant-garde, commandée par le général Darnaud, culbuta les flanqueurs ennemis; et, débouchant par Viganego, s'empara des hauteurs du Becco, malgré les difficultés sans nombre qu'offraient les localités. Gottesheim instruit des progrès de cette colonne, jugea prudent de laisser Miollis continuer sa retraite, et de songer à la sienne propre; il détacha en conséquence en toute hâte quelques bataillons sur sa droite, où le combat devint très-vif. Darnaud y tenait ferme quand Soult arriva avec la réserve de Poinsot. Il fit aussitôt serrer une demi-brigade en masse au centre, tandis que l'avant-garde tombait sur les flancs de l'ennemi, qui, hors d'état de résister à cette attaque, se précipita dans les ravins: le retranchement du Monte-Faccio fut enlevé, et les républicains, descendant la croupe, menacèrent bientôt le chemin de Recco. Pour surcroît d'embarras, Masséna, après avoir rallié les troupes de Miollis sur les hauteurs d'Albaro, leur avait ordonné de reprendre l'offensive. Dès lors les troupes de Gottesheim, assaillies de nouveau du côté de la Sturla, prises à revers par Darnaud, et pressées en flanc par Soult, durent se faire jour et se sauvèrent avec peine dans la direction de Sori, laissant 1,300 prisonniers au vainqueur.

Cette affaire vigoureuse qui fit honneur à Soult, n'était que le prélude de l'attaque bien plus décisive du mont Cretto. La réussite de ce projet eût donné les moyens de se rabattre sur la Coronata et de rejeter les Impériaux loin de Gênes; mais comme la pénurie de vivres se faisait déjà vivement sentir, il fut un moment question de marcher d'abord sur Portofino, où se trouvaient d'abondants magasins. La proposition était plus séduisante qu'à l'époque du combat de Voltri; car la déroute de Gottesheim laissait peu de doutes sur la réussite: malheureusement, à la suite d'un conseil de guerre tenu dans la nuit du 12 au 13 mai, on arrêta de s'en tenir au premier plan, et l'expédition du mont Cretto fut ordonnée pour le lendemain.

L'entreprise était audacieuse, le général Ott, instruit par l'échec du 11, et sentant l'importance du mont Cretto, en avait recommandé la défense au comte de Hohenzollern; celui ci y avait porté la brigade Rousseau, et se disposait à la soutenir au premier signal par une forte réserve. Ces dispositions furent ignorées de Masséna, dont les colonnes d'attaque se mirent en mouvement à huit heures du matin. Quatre mille hommes, aux ordres de Soult, remontèrent le Bisagno, se dirigeant directement sur la montagne; Gazan, à la tête de 1,800 hommes, déboucha sur la gauche par les Deux-Frères, et marcha contre le camp retranché construit sur les hauteurs de Turazzo ou des Quatre-As; Miollis fut chargé d'amuser les Autrichiens dans la rivière du Levant par de fausses attaques.

L'avant-garde de la colonne de droite, conduite par l'adjudant général Gauthier, engagea le combat vers onze heures, et obtint quelques succès; les avant-postes de Hohenzollern, chassés de position en position, se replièrent sur le mont Cretto. De son côté, Gazan était déjà établi sur les premiers échelons des Quatre-As, et l'on allait donner un assaut général aux retranchements, lorsqu'un de ces orages épouvantables si fréquents dans ces contrées, vint arrêter près d'une heure l'élan des troupes. Les armes et les munitions étaient trempées, le terrain presque impraticable, et peut-être eût-il été prudent d'ordonner la retraite.

Soult, au contraire, espérant tout de la valeur de ses soldats, lança sur la montagne l'adjudant général Gauthier. Celui-ci parvint rapidement au pied des ouvrages, et commençait à s'en rendre maître, lorsqu'une charge vigoureuse du comte de Hohenzollern culbuta sa colonne au pied des hauteurs, et le renversa lui-même grièvement blessé. Une seconde tentative exécutée par Poinsot avec la réserve, ne fut pas plus heureuse; les Autrichiens; soutenus au même instant par la brigade Frimont, conservèrent leurs avantages; les Français furent rompus et mis en désordre. Cependant Soult s'avance à la tête de la 3e de ligne, pour faire un dernier effort, mais au moment où il cherchait à rallier les troupes, un coup de feu lui fracasse une jambe, et le laisse au pouvoir de l'ennemi. Cet accident devint le signal de la débandade : ses soldats, n'écoutant plus la voix de leurs officiers, se précipitèrent dans le vallon de Bisagno. Hohenzollern y avait détaché par sa gauche une colonne pour couper la retraite aux fuyards; peu se seraient échappés, si Masséna, prévoyant ce mouvement, n'eût dirigé à temps une partie de la division Gazan sur le même point. Grâce à ce renfort, les troupes battues rentrèrent dans leurs positions, après avoir perdu leur général, et près de 1,000 hommes hors de combat ou prisonniers.

A cet échec, qui forçait le général en chef de se réduire désormais à une défensive absolue, se joignit bientôt la fâcheuse nouvelle de l'occupation du fort de Savone par les Autrichiens; le général Buget, manquant de vivres, capitula le 16 mai; la garnison fut prisonnière de guerre. Tout se réunissait pour présager un sort pareil au corps d'armée qui défendait Gênes.

La fin du mois de mai approchait, et Masséna se défendait encore avec le courage d'un lion, bravant les horreurs de la famine avec une constance plus héroïque, peut-être, que toute la valeur déployée sur les champs de bataille. Ses soldats exténués, après avoir mangé les chevaux, les chats, les chiens même, étaient réduits à quatre ou cinq onces d'un pain dégoûtant fait de graine de lin, de cacao et autres ingrédients qu'on put découvrir dans les magasins; ils se traînaient comme des spectres sur les rochers, tant de fois arrosés de leur sang, et y bravaient encore les assauts d'une armée victorieuse et dans l'abondance. La populace de Gênes expirant de misère dans les rues, prête à se livrer à tous les actes du désespoir, implorait la pitié de ses défenseurs. Rien ne pouvait ébranler le courage de leur vaillant chef.

Des officiers assez adroits pour s'introduire dans Gênes, à travers les croisières ennemies, lui ayant annoncé les succès de Moreau, et la résolution prise par Bonaparte, de marcher avec l'armée de réserve à son secours, aucun sacrifice ne semblait coûter à Masséna. Toutefois, le moment approchait où il serait au-dessus des forces humaines d'endurer de plus longues souffrances. Nous ne tarderons pas à le voir succomber, mais en commandant le respect et l'admiration de l'ennemi même, en méritant les tributs d'éloges et de reconnaissance de la patrie, que son héroïque fermeté venait de sauver de l'invasion de l'étranger.

Avant d'arriver à cet instant, à la fois pénible et glorieux pour l'armée d'Italie, tournons nos regards vers l'Allemagne et la Suisse, où des scènes d'une nature différente attirent notre attention.

CHAPITRE CI.

Moreau passe le Rhin à Brisach et à Bâle, puis se dirige sur la wutach. — Lecourbe franchit le fleuve vers Diessenhofen, et tourne la gauche des Autrichiens vers Stockach. — Batailles d'Engen et de Moeskirch. — Affaires de Biberach et de Memmingen. — Détachement sous Moncey, pour renforcer l'armée de réserve. — Kray, après plusieurs contre-marches, cherche un abri sous le canon d'Ulm.

Tandis que le premier consul faisait ses efforts pour réorganiser l'armée l'Italie, et créer celle de réserve, il n'avait pas oublié l'armée du Rhin qui, dans ses premiers projets, devait jouer le rôle principal sous sa direction immédiate. L'incorporation de plusieurs bataillons auxiliaires, et d'un bon nombre de recrues, venues des dépôts, avait mis les régiments de toutes armes au complet, et le personnel présentait l'aspect le plus imposant.

Le général Moreau, désigné dès la fin de novembre pour en prendre le commandement, avait choisi pour son chef d'état-major Dessoles, officier d'un grand mérite, moins expérimenté dans le combat que son général en chef; mais plus fami-

CORPS.	DIVISIONS.	…ZATIONS.
Aile droite. LECOURBE.	Vandamme	
	Lorges	… le 13 avec les … de ligne, 2e de … 8e cavalerie.
	Montrichard	…sion partit
Division d'Helvétie.	Montchoisy	…ccey.
Garnisons en Alsace et à Mayence.	Leval.	
	Laroche.	
	Chateauneuf-Randon .	
	Gillot.	
	Freytag.	pour l'Italie.

liarisé peut-être avec les combinaisons stratégiques, dont il avait fait une étude particulière sous Bonaparte dans les premières campagnes d'Italie. Les soins de ces deux chefs, que leur mérite avait étroitement liés dès 1799, ne contribuèrent pas peu à la prompte organisation de l'armée, qui, sous leur conduite, devait bientôt voler de victoire en victoire.

La nouvelle que Bonaparte se proposait de venir en personne diriger les opérations, troubla un instant les pénibles et minutieux préparatifs d'une entrée en campagne. Moreau ayant refusé de conserver le commandement, si l'on persistait à le placer ainsi sous tutelle, autorisa dès lors ses adversaires à penser que s'il consentit à servir sous les ordres de Schérer, il fût moins guidé par son désintéressement républicain, que par l'espoir de conserver le premier rôle sous un chef médiocre.

Le général Dessoles, mandé à Paris pour se concerter avec le premier consul, représenta vainement que Moreau, après avoir fait une retraite pénible en Italie, avait besoin de succès pour rétablir sa réputation militaire dans tout son lustre, et que le rôle qu'on lui réservait, le portait sans doute à craindre que les victoires ne fussent attribuées à Bonaparte, tandis qu'on imputerait, au contraire, tous les revers à Moreau.

Ces raisons n'étaient pas de nature à convaincre le dictateur, qui avait de justes motifs de se défier des hommes, et qui, plus qu'un autre, devait être jaloux de son autorité naissante, et encore mal affermie. Le moderne César demeura persuadé qu'il trouverait en Moreau un nouveau Pompée, et leur rivalité prit, en effet, naissance de ce jour. Bonaparte, qui voyait dans ce refus une jalousie et une résistance blâmables, jugea néanmoins que Moreau avait encore trop de partisans dans l'armée pour heurter leur opinion; il dissimula le dépit qu'il en ressentait, et résolu désormais de se mettre lui-même à la tête de l'armée de réserve, il laissa à son émule de gloire, le soin de porter celle du Rhin au cœur de l'Allemagne. Il ne restait qu'à choisir le plan d'opérations qui mènerait à ce but par la voie la plus sûre et la plus convenable; mais l'opposition des intérêts amena également la divergence des opinions militaires, et il ne fut pas facile de mettre d'accord ces deux généraux sur la direction des premières entreprises. Avant de développer le résultat de leurs contestations, il importe de rappeler la situation des deux partis.

La possession de toutes les places du Rhin, celle des trois têtes de pont de Bâle, Kehl et Cassel, la position du saillant de la Suisse, procuraient à la France de grands avantages pour l'offensive sur cette ligne. En effet, si la position centrale de Kray lui donnait la facilité de s'opposer aux premières tentatives des Français, il faut avouer qu'au moindre succès de leur droite, ceux-ci gagneraient infailliblement la ligne du Danube, et même celle du Lech : dès lors il était naturel de penser que les États de Souabe et de Bavière abandonneraient l'alliance anglo-autrichienne, et qu'on attaquerait au cœur la monarchie de François II, bien plus aisément que par l'Italie où l'on aurait les Alpes à franchir et une quantité de places fortes à soumettre.

Moreau, arrivé à l'armée sur la fin de décembre, s'était empressé de la réorganiser en quatre corps de trois divisions chacun, et de choisir pour ses lieutenants, les généraux Lecourbe, Saint-Cyr et Sainte-Suzanne. Le premier eut le commandement de l'aile droite, le second celui du centre, et le troisième l'aile gauche. Le quatrième corps devant servir de réserve, demeura sous la direction spéciale du général en chef.

Ces troupes qui se composaient des anciennes armées du Danube et d'observation, renforcées de divers corps tirés de la Hollande, de l'intérieur et des côtes de l'Ouest, furent réparties comme il suit :

Lecourbe occupait, avec 29,000 hommes, la ligne du Rhin helvétique, depuis Lauffembourg jusqu'à Ragatz; il appuyait ici à la division Montchoisi, exclusivement chargée de la défense de l'Helvétie et des débouchés des Alpes valaisannes. (*Voyez* le tableau ci-joint.)

Les trois divisions de la réserve, comptant 26,000 combattants, se liaient à l'aile droite du côté de Seckingen, défendaient Bâle avec son camp retranché sur la rive droite du Rhin, et occupaient la haute Alsace. La grosse cavalerie était cantonnée au pied du revers occidental des Vosges, entre Saint-Diey et Remiremont.

Le centre, sous Saint-Cyr, comptait environ 30,000 combattants, cantonnés depuis Brisach à Plobsheim.

L'aile gauche, composée des divisions Souham, Legrand et Collaud, ne comptait guère que 18,000 hommes, occupant le camp de Kehl, la place de Strasbourg, et les cantonnements entre cette ville et Haguenau.

Ainsi l'on voit que les forces actives s'élevaient à 103,000 hommes, dont 85,000 d'infanterie, 4,000 d'artillerie et 14,000 de cavalerie. A ce nombre, on peut ajouter les garnisons de l'Helvétie aux ordres de Montchoisi, celles de Landau et Spire sous Delaborde, la division de Mayence commandée par Leval, enfin les troupes des 5e et 26e divisions militaires; le tout formant 32,000 hommes, et faisant partie de l'arrondissement de l'armée.

On se rappelle ce que nous avons dit au chapitre xcix, des préparatifs de l'Autriche. Quoique le cabinet de Vienne, résolu de porter ses premiers coups en Ligurie, n'eût formé aucun projet offensif sur le Rhin, et qu'il eût même enlevé à cette armée le principal mobile des succès, en ôtant le commandement à l'archiduc Charles, toutefois il n'avait rien négligé pour la renforcer. Le général Schmidt, le conseil et l'ami de l'archiduc, restant à l'état-major, on se flattait qu'il y ferait revivre l'esprit de ce prince; mais, par un surcroît de précaution, assez rare dans toutes les armées, on lui associa Chasteler et Weyrother qui, doués eux-mêmes de talents incontestables, occasionnèrent peut-être une rivalité funeste, et affaiblirent, par la confiance dont ils jouissaient auprès de Kray, tout l'ascendant qu'aurait mérité le compagnon du vainqueur de Stockach.

La répartition des forces n'avait subi que de faibles changements; l'aile droite, qui comptait environ 16,000 hommes, avait pour chef le général Starray, dont le quartier général était à Heidelberg; elle bordait le Rhin depuis la Renchen jusqu'au Mein, où elle se liait au baron d'Albini, qui défendait cette rivière avec 6 bataillons, 11 escadrons de troupes mayençaises et quelques paysans insurgés.

Le général Kienmayer, avec 15,000 hommes, gardait tous les débouchés, entre la Renchen et le val d'Enfer. La brigade Giulay occupait Fribourg et observait Vieux-Brisach.

Le corps de bataille, qui comptait plus de 40,000 hommes, campait ou cantonnait aux environs de Villingen et de Donau-Eschingen; la réserve à Stockach. Trois avant-gardes le couvraient : celle de l'archiduc Ferdinand défendait la route de Bâle aux villes forestières, et bordait le Rhin jusqu'à Schaffhausen où elle s'appuyait à celle du prince Joseph de Lorraine et de Sporck, qui s'étendaient jusqu'au lac de Constance.

L'aile gauche, commandée par le prince de Reuss, était forte de 26 bataillons et 12 escadrons, non compris 8 à 10,000 hommes de milices du Tyrol et du Vorarlberg; elle se liait au reste de l'armée par la rive septentrionale du lac de Constance, et occupait les Grisons et le Rheinthal, communiquant de là avec la Lombardie, par le moyen de la brigade Dédovich. Une flottille parfaitement armée, et commandée par l'anglais Williams, couvrait le lac de Constance.

Ainsi, en y comprenant les troupes d'Empire, les garnisons d'Ulm, de Philipsbourg, d'Ingolstadt, de Wurtzbourg et de Kuffstein, l'effectif de l'armée impériale s'élevait à 110,000 hommes d'infanterie, 25,000 de cavalerie et 4,000 d'artillerie, qui servaient un matériel de 500 bouches à feu.

Le placement d'une partie de l'armée de Lecourbe, en face de Feldkirch, fit sans doute supposer un instant aux Autrichiens qu'on reprendrait l'exécution du pitoyable plan de campagne de l'année précédente. On ne saurait du moins interpréter différemment l'emploi d'un corps aussi considérable à leur extrême gauche, hors de toute direction stratégique importante.

Le saillant formé par l'armée d'Helvétie eut ainsi l'avantage de motiver le double établissement des Autrichiens, depuis Villingen à Stockach, et de ce dernier point à Coire; il résultait de là que les Français pouvaient, en une marche forcée, se porter de Saint-Gall ou de Reineck à Stein, et prendre part aux coups décisifs sur l'Aach, tandis que toute la gauche des Impériaux se trouverait paralysée dans les retranchements de Feldkirch et les gorges des Grisons. Par une bizarrerie assez singulière, les Autrichiens avaient le même avantage sur l'aile opposée, puisque, de la position centrale de Villingen, ils surveillaient à la fois tout le grand coude que forme le Rhin, depuis Schaffhausen, par Bâle, jusqu'à Kehl.

Quelques personnes affirment qu'après avoir reconnu toutes ses positions, le général Kray se disposait à assaillir la droite française en Suisse; on prétend qu'il avait l'intention de simuler deux attaques entre Seckingen et le lac de Constance, pendant que le prince de Reuss, passant le Rhin à Feldkirch et Mayenfeld, serait tombé sur le corps de Lecourbe. Nous mettrions en doute la réalité de ce projet, qui portait les fausses attaques là même où devait être le point décisif, si le transport d'un grand équipage de 64 pontons, conduit de Kempten à Ravensbourg, ne lui donnait un air de vraisemblance : au reste, le général français ne laissa pas à son adversaire le temps d'exécuter une entreprise aussi singulière.

Les bases du plan d'opérations ayant été modifiées, et le premier consul renonçant à se rendre en personne à l'armée du Rhin, il eut envie de la faire marcher de gauche à droite, pour la réunir entre Schaffhausen et Constance, et forcer ensuite le passage du fleuve. Ce projet menait directement au point stratégique décisif; mais il parut à Moreau d'une exécution difficile : les Français formant un grand arc, dont les Impériaux tenaient la corde, et ceux-ci étant favorisés à leur droite par les défilés de la Forêt-Noire, et à leur gauche par le Rhin, il semblait à craindre qu'ils ne se jetassent sur les corps qui passeraient péniblement ce fleuve sous Schaffhausen. Pour amener les troupes de Brisach et de Bâle dans les champs d'Engen, il fallait faire un long circuit, et Moreau supposait que l'ennemi, instruit de son projet par cette marche, prendrait toutes ses mesures pour le déjouer. Bonaparte pensait, au contraire, que, favorisée par un rideau tel que le Rhin, l'armée ferait aisément trois fortes marches sans que l'ennemi en fût instruit, tandis qu'en débouchant de Bâle vers Schopfheim et Schonau, elle démasquerait ses intentions bien plus promptement. Les raisons de tous deux étaient spécieuses; mais la crainte de contrarier le général en-chef, en lui prescrivant des opérations dont il n'entrevoyait que la difficulté, décida le premier consul à adopter ses idées, ou à lui laisser du moins la liberté de les réaliser. Voici donc ce qui fut arrêté :

L'aile gauche, sous le général Sainte-Suzanne, devait déboucher par le pont de Kehl, marcher sur la vallée de la Kintzig, et y attaquer le corps de Kienmayer, pour attirer sur ce point toute l'attention de l'ennemi. Le but de cette diversion atteint, Sainte-Suzanne repassait le Rhin, et, remontant la rive gauche, allait rejoindre le reste de l'armée.

Le même jour, le général Saint-Cyr, avec les quatre divisions du centre, était chargé de franchir le fleuve à Vieux-Brisach, et de marcher sur Fribourg, afin d'en chasser le corps de Giulay. Puis, jetant à gauche une colonne dans la direction de Waldkirch, pour faire mine de se mettre en communication avec Sainte-Suzanne, il devait, sans perdre de temps, suivre son avant-garde dans le chemin de Saint-Blaise, et venir en trois marches y prendre position. (*Voyez* la carte en 4 feuilles.)

La réserve de Moreau débouchant par le pont de Bâle, nettoyait la vallée de la Wiesen, afin de se lier avec le centre sur Schonau; ensuite, après avoir garni la tête de pont, elle s'avançait vers Seckingen et Lauffembourg. Un pont préparé sur l'Aar, devait descendre dans le Rhin, pour être jeté près de Wadlshut; alors le centre et la réserve continuaient leur marche, l'un sur Stuhlingen et l'autre sur Thiengen et la Wutach. Aussitôt que ces deux corps d'armée y auraient pris position, l'aile droite commandée par le général Lecourbe viendrait se réunir à eux en passant entre Stein et Schaffhausen. Jusque là il se bornerait à des démonstrations au-dessus du lac de Constance, pour attirer toute l'attention de l'ennemi sur Feldkirch et Mayenfeld; puis, revenant rapidement sur sa gauche, il forcerait le passage du Rhin à Richlingen, et marcherait vers Neukirch. Si les Impériaux tenaient ferme sur la Wutach, il se trouverait ainsi à même de se porter sur leurs derrières ou de prendre position de manière à former la droite de l'armée.

Dans le cas où Kray eût voulu tenter le sort des armes sur la Wutach, Moreau, calculant les mouvements de son adversaire, se flattait de n'avoir à combattre que 40,000 hommes avec 60,000. Si, au contraire, il se retirait sur Stockach pour y réunir tous ses moyens, le général français comptait également l'aborder dans cette position, après avoir rallié le corps de Sainte-Suzanne, qui de-

vait rejoindre le gros de l'armée par le val d'Enfer.

Ce projet, qui a trouvé beaucoup d'admirateurs, n'a pas été à l'abri de toute critique. D'abord, il reposait sur des suppositions gratuites, en calculant que Kray ne pourrait opposer que 40,000 hommes, puisqu'il en aurait eu aisément le double sous la main, en attirant à lui le prince de Reuss et les trois avant-gardes, ce qui était l'affaire de trois jours. Divers renseignements annonçaient, il est vrai, que ce prince commandait en Vorarlberg et en Tyrol un corps tout à fait indépendant, comme Bellegarde dans la campagne précédente. Cette énorme faute du conseil aulique (s'il la commit réellement) devait rendre la perte de Kray certaine, et délivrait le général français de toute crainte sur une concentration qui eût déjoué ses entreprises.

Bien des militaires, ignorant ces particularités, ou les mettant en doute, ont trouvé aussi que le projet arrêté, exposait la moitié de l'armée française à une longue marche de flanc, entre un fleuve et des montagnes que l'ennemi gardait avec des forces au moins égales; et cela, pour arriver isolément et à grands risques sur le point d'Engen, que l'on aurait pu gagner en toute sûreté en filant derrière le Rhin, par Bruck. Il ne fallait, disent les censeurs, qu'une résolution un peu vigoureuse de Kray, pour que le plan échouât complétement; et quoique le général français inquiétât la gauche de la ligne ennemie, il ne la prenait point à revers, comme on eût pu le faire, en surprenant un passage à Schaffhausen avec le gros de l'armée.

Il serait cependant injuste de contester un grand mérite à cette opération du général Moreau; on voit par l'exposé que nous venons de faire, que concentrant ainsi en quelques marches, ses forces sur sa droite, il délivrait l'armée des chances toujours douteuses d'un passage de fleuve en présence de l'ennemi; il tournait tous ces défilés de la Forêt-Noire, qu'il fallait franchir pour arriver aux sources du Danube; le corps de Starray se trouvait débordé, et dans l'impuissance d'agir de suite: enfin, si la victoire couronnait les premiers efforts de l'armée française, ces immenses magasins rassemblés à grands frais par la prévoyance autrichienne à Villingen, Donau-Eschingen, Engen, Stockach, etc., devenaient nécessairement la proie du vainqueur; tandis qu'en cas d'échec, au contraire, les ponts de Richlingen, de Waldshut et de Bâle lui offraient une retraite assurée.

Moreau n'avait négligé aucune précaution pour attirer l'attention de l'ennemi sur le point où devait opérer son aile gauche, il fit ostensiblement tout préparer à Colmar, pour l'arrivée du grand quartier général, et lui-même se rendit dans cette place, qu'il ne quitta que la veille du jour où les colonnes devaient déboucher. Les troupes se rapprochèrent du fleuve, et il laissa à dessein transpirer cette partie de son plan.

Le 28 avril, à quatre heures du matin, le général Sainte-Suzanne passa le pont de Kehl avec ses trois divisions, et s'avança par les routes de Rastadt et d'Appenweyer. Les troupes légères de Kienmayer, placées en avant de Wildstett, voulurent en vain arrêter la marche de forces aussi supérieures; elles furent rejetées derrière Griesheim, et laissèrent le général Rouyer pousser jusqu'à Urlaffen et Appenweyer, dont il se rendit maître.

Kienmayer ayant réuni à la hâte toutes les forces qu'il trouva sous sa main, espérait arrêter la division Souham à Griesheim; mais chargé par la brigade Decaen, il fut débusqué du village, et forcé de se retirer sur Offenbourg. Sainte-Suzanne établit son corps, la gauche à Linx sur la route de Rastadt, et la droite au-delà de la Kintzig, poussant des postes sur la direction d'Offenbourg.

Au moment où l'aile gauche passait le pont de Kehl, le centre, sous Saint-Cyr, débouchait de Brisach. Sa première division, commandée par le général Ney, marcha sur Ihringen, et poussa ses avant-postes vers Burkheim et Hochstetten, autant pour faire mine de communiquer avec Sainte-Suzanne, que pour disperser les paysans armés de ces cantons. La division Tharreau suivit la route qui mène à Fribourg, et parvint jusqu'à Saint-Georges, sans éprouver beaucoup d'obstacles. Le général Giulay avait pris quelques dispositions pour défendre ce village et la redoute qui en couvrait l'approche. Tharreau l'ayant fait tourner et attaquer de front, Giulay ne put résister à la supériorité du nombre; il se retira d'abord sur Fribourg, puis alla prendre position à l'entrée des défilés de Neustadt. Une partie de ses troupes

se jeta à droite dans la direction de Waldkirch et de Lahr, pour se lier avec le général Kienmayer. Saint-Cyr établit deux divisions entre Fribourg et Saint-Georges, celle de Tharreau à l'entrée du val d'Enfer.

L'avis de ces divers événements, parvint le lendemain au général Kray. Le rapport de Kienmayer, portant à près de 40,000 hommes les forces qui avaient attaqué son corps et celui de Giulay, le général en chef autrichien crut, comme son lieutenant, que le projet de Moreau était de forcer les vals d'Enfer et de la Kintzig, pour gagner les sources du Danube et tourner la gorge du Kniebis, calcul d'autant plus naturel que le corps placé derrière Bâle n'avait point bougé. Dans cette conviction, Kray ordonna au général Starray de se rabattre par la droite sur la Murg, approuva le mouvement rétrograde de Kienmayer et de Giulay, et leur envoya un renfort de 9 bataillons et 24 escadrons, qu'il tira du camp de Villingen, enjoignant au premier de faire de suite la reconnaissance des positions de l'ennemi. Toujours plein de l'idée qu'il allait être attaqué de front et sur sa droite, il crut devoir remplacer les troupes parties du centre, en tirant 9 bataillons de Stockach et d'Engen, et en les faisant simplement relever par quatre bataillons de troupes de Souabe.

Le 26, les deux corps français qui avaient passé le fleuve restèrent dans leurs positions, seulement le général Saint-Cyr fit occuper le Gunsterthal, puis établit la division Tharreau à Elnet et Zarten. Mais, le lendemain, l'aile gauche plaçant un rideau de postes pour masquer sa retraite, repassa le pont de Kehl; et, après avoir laissé une garnison suffisante dans la tête de pont, se mit en marche sur Brisach : le corps de Saint-Cyr prit la direction de Saint-Blaise, à l'exception de la division Tharreau, qui demeura à l'entrée du val d'Enfer. Moreau, débouchant de Bâle avec les trois divisions de la réserve, vint s'établir entre Lauffembourg et Schonau; la grosse cavalerie du général d'Hautpoult arriva à Neubourg et Mulheim.

Saint-Cyr devant se rejeter à droite par les montagnes, après avoir fait filer sur Bâle son artillerie et ses équipages, de crainte d'en être embarrassé dans des chemins de traverse, continua, le 28 avril, sa route vers Saint-Blaise; la division Baraguey-d'Hilliers franchit le col de Neuhof sur le contrefort du Feldberg, et se mit en communication avec le général Richepanse, dont la gauche occupait Schonau : celui-ci poussa aussitôt son avant-garde sur Saint-Blaise, d'où elle débusqua quelques bataillons autrichiens.

A la droite du corps de réserve, la division Delmas, soutenue par celle de Leclerc, dut forcer le passage de l'Alb. Ce général, après avoir chassé la brigade de l'archiduc Ferdinand, des hauteurs en face de Lauffembourg, se porta sur Albruck, où ce prince l'attendait à l'abri de bons retranchements. Le Rhin coule ici dans un défilé très-resserré par les montagnes des deux rives, et trois redoutes en battaient l'avenue. Delmas, sans perdre un instant, fit amuser l'ennemi sur son front par la brigade Grandjean, et fit tourner la redoute de l'Alb par son avant-garde, aux ordres de l'adjudant-général Cohorn. Cet officier exécuta avec vigueur la mission qu'on lui avait confiée; il se rendit maître de l'ouvrage, et, ayant passé le ravin avec quelques hommes d'élite, il marchait déjà sur les derrières de l'ennemi, lorsque celui-ci, épouvanté, abandonna avec précipitation la position d'Albruck, sans même avoir le temps de rompre le pont, que les Français passèrent à sa suite. L'archiduc Ferdinand, replié par Waldshut et Thiengen, remonta du côté de Bondorf, où il s'établit à la droite de Nauendorf, qui venait de réunir ses forces entre Stuhlingen et Neukirch sur la route de Schaffhausen.

Les efforts de Moreau par sa droite, la direction des colonnes du centre, et la retraite de celle de Sainte-Suzanne, ne suffirent pas encore pour dessiler les yeux du général Kray, et le décider à rappeler auprès de lui les corps de Kienmayer et de Starray, afin d'opposer tous ses moyens réunis à son adversaire.

Malgré le nombre d'officiers instruits dont l'état-major autrichien était composé, il n'en émana que des dispositions bizarres, dénotant le trouble et l'irrésolution, à mesure qu'on y apprenait les progrès des colonnes républicaines; ce qui autorise à penser qu'il n'y régnait pas une parfaite intelligence. Dès que Kray fut instruit de ce qui se passait à Fribourg et à Bâle, il dut inférer de la

position de Lecourbe, que l'orage éclaterait du côté de Schaffhausen. Il pouvait le braver, soit en se jetant avec le gros de ses forces sur Saint-Cyr, ou Moreau, soit en les concentrant à Engen, et appelant en toute hâte le corps du Vorarlberg à Stockach, et Kienmayer à Donau-Eschingen.

Au lieu de cela, on ne prit que d'impuissants palliatifs : on prescrivit au général Giulay de remonter le val d'Enfer, pour aller prendre position de Lenzkirch à Mollingen, appuyant la gauche à l'archiduc Ferdinand. Starray dut seulement faire passer quelques renforts à Kienmayer, qui était chargé d'observer Kehl et le Brisgau. Toutefois, les premières troupes détachées à cet effet du centre, furent rappelées. Le général Baillet-Latour partit des camps de Villingen avec quatre bataillons, pour aller à Loffingen, servir de réserve aux brigades de Giulay et de l'archiduc Ferdinand; on dirigea en outre le général Lindenau sur Zollhaus avec 6 bataillons et 3,000 chevaux, afin de soutenir au besoin le corps de Nauendorf ou celui qui défendait la plaine de Bondorf.

On voit par cet exposé que le centre et les réserves de l'armée autrichienne se trouvant sur la Wutach entre Neukirch et Neustadt, allaient avoir sur les bras le gros des forces de Moreau, pendant que 25,000 hommes restaient inutilement à la gauche dans les rochers du Vorarlberg, et que les corps de Starray et de Kienmayer, formant 30,000 combattants, se bornaient à observer des points secondaires. Un pareil état de choses devait amener une défaite certaine; tandis, au contraire, que si Kray, plus prompt à pénétrer le projet de son adversaire, eût rapidement attiré à lui ses grands détachements, il pouvait tomber sur les Français avant qu'ils fussent en mesure.

Moreau sut mettre à profit le temps qu'on lui laissait. Les journées du 29 et du 30, furent employées à rectifier sa ligne. La division Delmas chassa les coureurs impériaux de Thiengen (1) et de Waldshut : le corps de bataille prit position en avant de cette ville, s'étendant à gauche dans la direction de Saint-Blaise et de Menzenschwand. Le même jour, Sainte-Suzanne, qui avait remonté la rive gauche du Rhin, le traversa à Brisach, et arriva à la tête du val d'Enfer.

Moreau étant convenu avec Lecourbe, que celui-ci passerait le Rhin le 1er mai, le général en chef jugea indispensable de le favoriser, en faisant attaquer Nauendorf sur la Wutach. Pendant que la division Delmas emportait de vive force le pont au-dessous de Lauchingen, le corps du centre, passant par Grafenhausen et Birkendorf, prit la direction de Stuhlingen. Pour y arriver, il fallait franchir le Steinenbach vers Bettmaringen, point que Nauendorf avait garni de forces suffisantes, dans l'intention d'attaquer lui-même celles qu'il avait devant lui. Saint-Cyr attendait que toutes les troupes fussent réunies afin de forcer le défilé; mais, dans l'intervalle, les Impériaux, instruits du passage du Rhin par l'aile droite française, et de la marche de la réserve, se retirèrent précipitamment sur le détachement du général Lindenau. Saint-Cyr entra aussitôt dans Stuhlingen, où il appuya sa droite; la réserve de Moreau vint s'établir entre cette ville et la ferme de Neuhaus, près de Schaffhausen.

Sur ces entrefaites, l'actif Lecourbe avait habilement exécuté les instructions du général en chef; tout son corps s'était concentré pendant la nuit derrière le village de Richlingen; et, à la pointe du jour, 25 bateaux, dirigés par le général Dedon, jetèrent 2 bataillons d'infanterie légère sur la rive droite du Rhin, pendant qu'une colonne de même force, aux ordres du général Goulu, opérait un autre passage auprès de Paradis. Comme cette ligne n'avait pas paru menacée, Kray l'avait dégarnie pour renforcer son centre, et l'intervalle de Schaffhausen à Constance n'était défendu que par quelques mauvais retranchements, et par les avant-gardes des généraux Kospoth et prince de Lorraine disséminées le long du fleuve. Aussi le général Molitor, parvenu sans peine à la rive droite avec ses 2 bataillons, en dirigea sur-le-champ un contre Stein, dont il s'empara, et où l'on commença le pont, qui fut achevé en deux heures. La division Vandamme y passa aussitôt, et pendant que le reste de l'aile droite défilait, elle marcha à

(1) Il sera fait mention de trois endroits qui portent à peu près le même nom, et qu'il ne faut pas confondre; celui-ci est près de Waldshut. La ville de Thengen et le village de Thayngen sont au nord de Schaffhausen.

Ramsen, d'où elle expulsa l'ennemi, puis se dirigea sur Hohentwiel, en remontant l'Aach. Peu après, la division Montrichard se porta à Randegg et Thayngen où elle se plaça sur les routes qui mènent à Engen et Stockach; la cavalerie de Nansouty poussa une reconnaissance vers Steusslingen, enfin la division Lorges, descendant le Rhin, marcha sur Schaffhausen, pour s'y réunir à la faible colonne du général Goulu.

Celui-ci, après les plus grands efforts avait forcé de son côté le passage du fleuve, et occupé le village de Busingen. Mais le prince de Lorraine ayant réuni 3 régiments d'infanterie et 2 de cavalerie, l'en chassa à la baïonnette. Le détachement français se battait avec une intrépidité qui ne l'aurait pas empêché de succomber, sans l'arrivée subite des têtes de colonnes du général Lorges : le prince de Lorraine n'eut alors que le temps de faire une prompte retraite, en laissant quelques centaines de prisonniers et 3 pièces de canon au pouvoir du général Goulu; il gagna Blumenfeld et Engen.

La division Lorges couronna aussitôt les hauteurs de Schaffhausen, et détacha sur sa gauche un bataillon sous l'adjudant général Foy, qui opéra, dans la soirée, la jonction avec les colonnes de Moreau. Le même jour, le fort de Hohentwiel, armé de 86 bouches à feu, approvisionné pour trois mois, et inaccessible, ouvrit ses portes; le général Vandamme, tour à tour adroit et menaçant dans ses sommations, toujours prêt à courir à l'assaut, avait fait perdre la tête au commandant, que l'électeur de Wurtemberg fit, avec raison, juger par un conseil de guerre.

Ainsi toute l'armée française se trouvait désormais réunie, à l'exception de son aile gauche, dont une seule division tenait Neustadt; les deux autres occupaient encore Fribourg et le val d'Enfer, pour observer Kienmayer et Starray. Moreau, à qui divers avis et un jugement sain faisaient craindre que le prince de Reuss ne tournât le nord du lac de Constance, en vue d'assaillir Lecourbe, se rapprocha de son aile droite, et concentra les quatre divisions de la réserve entre Thayngen et Schaffhausen : le général Saint-Cyr jeta quelques troupes à droite pour remplir le vide que le mouvement de la réserve avait laissé; le même jour, 2 mai, Lecourbe porta sa droite à Uberlingen, et son centre en avant d'Hohentwiel, tenant ainsi les chemins de Schaffhausen à Engen et Stockach.

Le général Kray, déconcerté par la rapidité de ces mouvements, et sentant enfin que sa position centrale ne le sauverait pas, s'il ne bougeait avec ses masses, envoya quelques bataillons renforcer Nauendorf qui, placé entre Thayngen et Steusslingen, faisait face à l'aile droite et à la réserve des Français; il enjoignit à Giulay de quitter Lenzkirch, et de rejoindre l'archiduc Ferdinand à Bondorf; ces deux généraux devaient ensuite se rendre au Zollhaus, pour y soutenir le plus longtemps possible les efforts de Saint-Cyr, et relever le général Lindenau, qui reviendrait à Geisingen où se trouvaient le corps de bataille et les réserves autrichiennes. Le projet de Kray était ensuite de gagner le lendemain les hauteurs de Stockach, pour y combattre avec ses forces réunies, ou protéger du moins l'évacuation de ses magasins.

De son côté, Moreau, habile à profiter de ses avantages, avait donné au général Lecourbe l'ordre de se porter à Stockach, afin de tourner la gauche de l'ennemi, et de le couper du corps du prince de Reuss; lui-même devait marcher de front sur Engen à la tête de ses réserves, pendant que le général Saint-Cyr dirigerait ses trois divisions sur la droite de cette position. (*Voy.* pl. XXVIII.)

Le 3 mai, à la pointe du jour, Lecourbe mit ses colonnes en marche, pour attaquer le prince de Lorraine, qui, avec les généraux Sporck et Kospoth, défendait la ligne d'Orsingen à Espesingen. Les brigades Laval et Molitor de la division Vandamme, filèrent, la première sur Botman et Sernatingen, la deuxième sur Wahlwies; la division Montrichard et la réserve de cavalerie du général Nansouty, suivirent la route de Stockach par Steusslingen et Orsingen; enfin, la division Lorges se partagea en deux sections, dont l'une, sous le général Goulu, remonta le vallon de l'Aach, pendant que la plus forte, dirigée par le général Lorges, marchait à gauche, et se réunissait à la réserve de l'armée alors en mouvement sur Engen.

Il était difficile au prince de Lorraine de résister avec 9,000 hommes au 25,000 combattants de Lecourbe. La brigade Molitor rencontra, entre Singen et Steusslingen, des partis qui disparurent à son approche, et se retirèrent sur ce dernier

village; mais, au lieu de les suivre, Molitor se jeta à droite dans le sentier qui mène à Walhwies, culbuta ceux qui le défendaient, et arriva au bourg occupé par quatre bataillons autrichiens. Le général français les fit aussitôt attaquer par une partie de sa brigade, pendant que le reste filant à droite pour gagner les hauteurs d'Espesingen, menaçait de leur couper la route de Stockach : après quelques instants d'un engagement assez vigoureux, les Impériaux furent débusqués et se retirèrent, partie sur Stockach, partie sur Lenzingen.

Pendant ce temps, Montrichard et Nansouty, ayant rencontré le prince de Lorraine avec un gros de cavalerie derrière Steusslingen, l'avaient rejeté en désordre sur la route d'Orsingen, où la division Montrichard le suivit de près. La cavalerie autrichienne ne s'y était pas arrêtée, et avait gagné de suite le village de Lenzingen, où le prince établit le gros de ses forces, se liant, par des bois garnis d'infanterie, au corps qui défendait Wahlwies.

Sa situation était critique; séparé de l'armée de Kray par la brigade Goulu, il était trop éloigné d'ailleurs pour en attendre aucun appui; cependant, il lui coûtait de livrer Stockach, sans combattre, et il se décida à recevoir un engagement par trop inégal. L'excellente position des batteries autrichiennes, retarda quelque temps sa défaite; mais Molitor, qui venait de s'emparer de Wahlwies, ayant détaché le 8ᵉ hussards sur la gauche du prince de Lorraine, au moment même où le général Montrichard faisait charger les brigades Daultane et Schinner, et portait deux bataillons pour occuper le Nellenberg, les Autrichiens ainsi menacés sur leurs ailes, se retirèrent précipitamment derrière Stockach. A peine avaient-ils formé 4,000 hommes d'infanterie à la lisière des bois de Berlingen, sous la protection de leur cavalerie, qu'ils se virent assaillis impétueusement par les 8ᵉ et 9ᵉ de hussards, soutenus de toute la division Nansouty; le choc fut si rude, que dans un clin d'œil, leurs escadrons furent rompus et culbutés sur l'infanterie, qui mit bas les armes; le reste du corps du prince de Lorraine vivement poursuivi, n'échappa qu'avec peine par les routes de Moeskirch et Pfullendorf. Ce brillant combat valut au général Lecourbe 3 à 4,000 prisonniers, 500 chevaux, 8 pièces de canon et la capture des immenses magasins de Stockach. Il fut rejoint par les brigades Laval et Goulu, qui n'avaient eu, dans leur marche, que de faibles obstacles à surmonter.

Pendant que ces événements se passaient à sa gauche, le général Kray arrivait à Engen avec son corps de bataille; il avait, comme nous l'avons dit plus haut, le projet de filer de suite sur Stockach; mais, n'ayant encore aucune nouvelle du général Giulay, ni du prince Ferdinand, et ses troupes étant d'ailleurs extrêmement fatiguées, il se détermina à s'arrêter à Engen, pour leur donner quelques heures de repos (1). En même temps, il renforça Nauendorf de la division Baillet, et lui ordonna de reconnaître la position des Français.

Ce général débouchait déjà de Weiterdingen, lorsqu'il rencontra Lorges, qui marchait sur la grande route de Schaffhausen, et qui, n'étant pas assez fort pour engager le combat, prit position en attendant la division Delmas. Celle-ci, après avoir chassé les coureurs ennemis des hauteurs de Hohenstofeln, ne tarda pas à se déployer à la gauche du général Lorges. Nauendorf jugea alors prudent de se retirer derrière Weiterdingen, laissant seulement 8 bataillons dans le bois placé à l'ouest de ce village. Comme la division Leclerc, sous la conduite de Bastoul, entrait alors en ligne, le général en chef ordonna à Delmas de s'emparer du bois, pendant que les troupes de Lorges et de Bastoul marcheraient sur le Mahlberg (2), à l'effet de tourner la gauche des Impériaux. Cette double attaque eut d'autant plus de succès, qu'elle était exécutée par des forces supérieures : Nauendorf, menacé sur ses flancs, se retira dans la plaine, en arrière de Welsch-Engen; et le général Delmas, profitant de ce mouvement rétrograde, porta aus-

(1) Plusieurs corps autrichiens revenaient de la Forêt-Noire, où ils avaient été dirigés, à la nouvelle du passage de Kehl; le gros venait de Villingen et cantonnements plus ou moins rapprochés, ce qui n'explique pas cette fatigue excessive.

(2) Ou Mœgdberg.

sitôt dans le bois 5 bataillons divisés en deux colonnes, sous les généraux Grandjean et Cohorn, qui attaquèrent les deux extrémités, tandis que la 46ᵉ demi-brigade abordait le front de l'ennemi à la baïonnette. Les Autrichiens, surpris, lâchèrent pied, et furent se rallier derrière Welsch-Engen, laissant un certain nombre de prisonniers au pouvoir des Français.

Il était midi, et, quoique Kray n'eût rien disposé pour livrer une bataille, comme il ignorait encore les événements de Stockach, que l'archiduc Ferdinand était déjà aux prises avec le corps de Saint-Cyr, et que la moitié de ses forces se trouvait engagée, il résolut de profiter des avantages que lui offrait le terrain pour tenter le sort des armes. Leipferdingen, Stetten et Wolterdingen furent fortement occupés, ainsi que Welsch-Engen; mais il négligea de placer un corps suffisant sur le pic de Hohenhœwen; l'infanterie et l'artillerie de Nauendorf, se placèrent au pied de cette montagne. Sa cavalerie battait la plaine qui s'étend jusqu'à Ehingen.

Moreau, qui s'aperçut de la faute de son adversaire, donna l'ordre à Delmas de s'emparer du Hohenhœwen; ce général ne parvint à déboucher du bois qu'après avoir essuyé de grandes pertes par l'artillerie ennemie. Mais alors le général Jacopin, à la tête de la 46ᵉ, marcha sur Welsch-Engen, les brigades Grandjean et Cohorn gravirent et tournèrent le Hohenhœwen. Après un combat meurtrier, les Français emportèrent le pic, et Welsch-Engen demeura en leur pouvoir. Nauendorf, ne laissant qu'une partie de sa cavalerie dans la plaine, se retira derrière le ruisseau qui coule à la gauche. Le reste de la cavalerie vint se former en arrière du village d'Ehingen, dans lequel il jeta 2 bataillons. Dix autres se déployèrent au pied des vignes, entre Neuhausen et Anselfingen; une réserve de 8 bataillons de grenadiers, prit poste dans un vallon qui débouche près d'Ehingen.

Sur ces entrefaites, la division Richepanse, que le général en chef avait fait filer sur Blumenfeld, pour lier les opérations du centre et de la réserve, était fortement engagée. Ce général, trouvant les routes de Leipfertingen et de Wolterdingen occupées par l'ennemi, avait jeté la brigade Durutte sur la première, et s'avançait par l'autre avec le reste de sa division. Les Impériaux, forcés à Wolterdingen, se retirèrent sur une hauteur, qui se détache au nord-ouest du Hohenhœwen, et y établirent quelques batteries, dont le feu arrêta les Français.

L'arrivée des colonnes de Saint-Cyr, dont la division Baraguey-d'Hilliers paraissait à la lisière des bois de Riedeschingen, encourageant Richepanse, il crut pouvoir en profiter pour retirer quelques troupes de la brigade Durutte, et continuer à marcher sur l'ennemi. Mais les masses placées en arrière de Leipfertingen ayant arrêté Baraguey-d'Hilliers, la brigade Durutte fut forcée de battre en retraite, et Kray, espérant écraser Richepanse, ou tout au moins le rejeter sur la division Delmas, réunit tous ses efforts contre lui. Il en résulta un combat long et acharné, à la suite duquel la division française parvint au pied de la hauteur occupée par l'ennemi, et se porta sur-le-champ contre le bois qui couronne le sommet. Les Autrichiens tenaient à s'en assurer la possession, et de part et d'autre toutes les réserves s'engagèrent successivement. Quelque fussent l'intrépidité et les talents de Richepanse, il est probable qu'il eût fini par succomber dans une lutte aussi inégale, et qui durait depuis trois heures, sans l'arrivée subite de la brigade Roussel, que Baraguey-d'Hilliers, envoyait à son secours. Cette colonne, débouchant sur la gauche du bois, attaqua avec vigueur les Impériaux; après des efforts dont nous rendrons compte plus loin, elle les contraignit à se retirer sur Engen.

Au moment où Kray faisait attaquer Richepanse, il ordonnait aussi au général Nauendorf, renforcé d'une brigade de grenadiers, de reprendre Welsch-Engen, où s'appuyait la droite de la division Delmas et la gauche de celle de Bastoul. A cet effet, la cavalerie autrichienne se porta en avant, et renversa quatre escadrons qui gardaient les avenues du village; mais, arrêtée elle-même par le feu meurtrier de la 14ᵉ, au moment où elle arrivait aux premières maisons, elle fut contrainte de tourner bride, et de regagner sa position derrière le ruisseau d'Ehingen.

Cependant la nuit approchait, et Moreau, qui devinait le danger de Richepanse, à la vivacité du feu qu'on entendait derrière Hohenhœwen, résolut de faire, pour le dégager, un dernier effort contre

la gauche de la ligne ennemie. Cinq bataillons de la division Lorges, soutenus par la brigade de carabiniers, marchèrent sous les ordres du général Bontems sur le village d'Ehingen, dont ils s'emparèrent malgré le feu de 12 pièces qui les prenaient de front et d'écharpe. Mais, à peine cette colonne y était-elle établie, que Nauendorf la fit attaquer par sa réserve de grenadiers, soutenue de toute la cavalerie réunie sur ce point : le choc de cette masse fut si impétueux, que l'infanterie française, hors d'état de le soutenir, évacua le village en désordre. En vain les carabiniers voulurent arrêter le torrent; chargés par la cavalerie autrichienne, ils ne purent résister au nombre, et se retirèrent aussi après avoir essuyé de grandes pertes.

Comme cet événement pouvait compromettre le succès de la journée, Moreau fit aussitôt avancer la moitié de la division Bastoul, ainsi que la réserve de la cavalerie de d'Haupoult, et, pendant que les troupes de Bontems se ralliaient en arrière de Mulhausen, il attaqua l'ennemi avec vigueur; le terrain perdu fut en partie regagné, et, au moment où l'obscurité vint terminer le combat, les Français étaient maîtres de toutes les avenues du village.

Sur la gauche, l'action n'avait pas été moins vive, ni disputée avec moins d'acharnement; le corps du général Saint-Cyr s'était mis en marche, à cinq heures du matin, de sa position près de Stuhlingen. La division Baraguey-d'Hilliers, la réserve de Sahuc et la division Ney, passèrent la Wutach à Zimetzhofen; celle de Tharreau fila sur Blumberg, pour flanquer la gauche du corps d'armée, et observer les mouvements du général Giulay. A peine l'avant-garde avait-elle traversé la Wutach, qu'elle aperçut les troupes légères du prince Ferdinand; la division Baraguey-d'Hilliers se forma aussitôt, et les chassa de la chapelle de Sainte-Ostilia, ainsi que du Zollhaus et des hauteurs en arrière de Riedeschingen, où elles avaient été renforcées par trois bataillons et un gros de cavalerie. Ces troupes, débusquées de leur dernière position, se replièrent sur le prince Ferdinand, dont le corps, consistant en 10 bataillons et 14 escadrons, était déployé sur les hauteurs de Leipfertingen, la droite appuyée à l'Ostrach, et la gauche au bois de Stetten; une batterie enfilait le ravin que les Français avaient à traverser pour arriver sur lui.

Saint-Cyr, qui avait laissé le général Ney à Riedeschingen, afin d'observer la gauche, demeura quelque temps en position vers Leipfertingen, pour attendre son arrivée; aussitôt qu'il en eut été joint, il fit filer la 1re brigade du général Baraguey-d'Hilliers sur la lisière des bois, au soutien de Richepanse; mais, à peine cette colonne était-elle en marche que le prince Ferdinand la fit attaquer. Quoique cette charge eût été repoussée facilement, Saint-Cyr craignit que l'ennemi, maître des bois, ne la renouvelât avec des forces supérieures : il arrêta donc le mouvement du général Baraguey-d'Hilliers, et se détermina à attaquer la position de Leipfertingen.

L'artillerie engagea le combat, et parvint à faire reculer celle de l'ennemi, qui gênait la marche des troupes; alors la réserve, commandée par le général Sahuc, s'avança sur la droite et le centre de l'archiduc, pendant que la brigade Saligny abordait sa gauche. Les Autrichiens se défendaient avec vigueur, quand toute la division Ney vint soutenir les assaillants; ce renfort décida leur retraite, qu'ils firent en bon ordre dans la direction de Stetten.

Rien ne s'opposant désormais au mouvement de la division Baraguey-d'Hilliers, elle suivit ses premières instructions, et marcha au secours de Richepanse, qui allait succomber. La brigade, aux ordres du général Roussel, arriva la première en ligne, et attaqua avec impétuosité la droite du corps que Richepanse avait en tête; cependant, comme le gros des forces de Kray était à portée de ce point, et qu'il y faisait filer à volonté des troupes nouvelles, la victoire fut longtemps incertaine. Déjà le bois avait été pris et perdu plusieurs fois, lorsque Baraguey-d'Hilliers ordonna à Roussel de gagner par sa gauche les plateaux qui couvrent Engen, pour tourner ainsi l'extrême droite de l'ennemi, et lui-même, de concert avec le général Richepanse, tenta un dernier effort sur le front de la position.

Les deux partis venaient d'apprendre les événements de Stockach, et l'influence que cette nouvelle exerça sur les combattants, contribua effica-

cement à fixer la fortune. Les Français, animés d'une ardeur plus grande, trouvèrent un instant dans leurs ennemis une résistance vigoureuse; mais le général autrichien n'en calcula pas moins la nécessité d'une retraite, attendu, qu'en s'opiniâtrant sur ce point, il donnerait à Lecourbe le temps de se porter à Moeskirch, sur sa ligne de communications. L'archiduc Ferdinand se replia donc sur Tuttlingen, et le gros de l'armée prit la direction de Liptingen et de Moeskirch, pour s'y réunir au prince de Lorraine, qui s'était retiré par la route de Pfullendorf; le général Giulay n'avait eu avec la division Tharreau qu'un engagement de peu d'importance, et fit pendant la nuit sa jonction avec le corps du prince Ferdinand, auquel il amena un renfort de 3 à 4,000 Bavarois, qui arrivaient du bas Rhin sous le commandement du général Wrède, et qui prirent position vers Bucheim.

Cette journée, vivement disputée de part et d'autre, avait coûté au centre et à la gauche des pertes à peu près égales; mais les manœuvres de Lecourbe devinrent décisives, et eurent toutes les suites d'une victoire. On regretta que ce général n'ait pu pousser le même jour jusqu'à Moeskirch ou Liptingen; alors Kray eût été obligé de se jeter sur la rive gauche du Danube, et de se séparer pour longtemps du prince de Lorraine et du corps du Vorarlberg. Loin d'affaiblir l'aile droite d'une brigade de Lorges, il semble qu'il eût été convenable d'agir en sens inverse, en prescrivant à Saint-Cyr, de doubler de marche, pour se lier de plus près au centre et à la route de Singen, mouvement conforme au système général d'opérations, qui tendait à manœuvrer constamment par la droite renforcée. Saint-Cyr devait être la partie refusée, et fut, au contraire, de même que Richepanse, un des plus fortement engagés. Pour qu'il coopérât à la bataille, de la manière la plus avantageuse, il eût fallu qu'il se trouvât plus rapproché dès le 2 au soir, afin de pouvoir se lier à Moreau dans la matinée du 3 vers Blumenfeld, et de permettre à celui-ci d'appuyer sa droite, en débouchant en masse par Muhlhausen, sur Aach.

Kray, attaqué en marche, ne fit pas de dispositions dignes de sa réputation et de celle des généraux d'état-major qui l'entouraient; la seule attaque de Muhlhausen, mérita des éloges, le reste se trouva engagé fortuitement sans plan arrêté. Quoi qu'il en soit, l'armée française, après la bataille, occupait à peu près les positions où le combat avait cessé. Lecourbe poussa une brigade sur Bondorf pour observer le Vorarlberg; le reste de son corps bivouaqua vers Ursaul et Hindelwangen sur les trois routes de Moeskirch, de Pfullendorf et de Tuttlingen. La réserve de Moreau était concentrée en arrière d'Engen : le corps de Saint-Cyr campait vers Stetten, flanqué sur sa gauche par la division Tharreau, qui observait la vallée de l'Ostrach ; Sainte-Suzanne tenait Lopfingen et Neustadt.

Cependant Moreau avait été instruit que le général Kienmayer s'avançait en toute hâte au secours de Kray, par la rive gauche du Danube, et que le comte de Starray, après avoir laissé 5 à 6,000 hommes dans les environs de Manheim, sous le prince de Hohenlohe et le général Fresnel, marchait sur Hechingen pour se réunir à la grande armée autrichienne. Le but du général français étant d'opérer sans cesse contre la gauche de son adversaire, afin de le rejeter au delà du Danube, et de s'assurer la possession de la Bavière, il résolut de frapper encore un coup avant l'arrivée de tous ces renforts. En conséquence, le 4, au matin, la réserve dut se rabattre vers l'aile droite, tandis que toutes les avant-gardes se mirent à la poursuite de l'ennemi. Mais celui-ci avait profité de la nuit pour gagner quelques heures, et l'on ne put atteindre que les colonnes de Giulay et du prince Ferdinand, qui, après avoir essuyé quelques pertes, parvinrent à l'excellente position de Neuhausen-Ob-Ek, derrière laquelle le gros de l'armée autrichienne fila en sûreté, pour aller se former sur les hauteurs de Moeskirch : quelques troupes légères, restées aux sources du Danube, se retirèrent à l'approche du général Sainte-Suzanne, et lui abandonnèrent les magasins de Donau-Eschingen.

Déterminé à attaquer le lendemain toute la ligne ennemie, Moreau renvoya dans la journée du 4 mai au général Lecourbe, la 2e brigade du général Lorges, et le renforça de la division de cavalerie sous d'Haupoult; le reste de l'armée appuya également à droite; la réserve vint se placer entre Lensingen, Eigeltingen et Aach; le corps de

Saint-Cyr porta sa droite vers Aach, son centre à Hattingen, et sa gauche dans la direction de Giesingen. Ces manœuvres, qui font honneur à Moreau, justifient nos observations sur la bataille d'Engen : on lui a néanmoins reproché un peu de tâtonnement dans cette journée du 4; car, s'il eût poussé Lecourbe jusqu'à Moeskirch, l'armée autrichienne, en pleine retraite vers cette ville, y eût été prévenue, et placée dans une situation vraiment critique. La crainte de s'exposer à un engagement partiel avant que la réserve ne fût en mesure de le soutenir, causa sans doute cette circonspection; et ce motif est trop conforme aux premières règles de la guerre, pour ne pas l'admettre, bien qu'il n'eût pas été absolument impossible de porter Lecourbe jusqu'à Moeskirch, et la réserve jusqu'à la hauteur de Meinwangen.

Cependant Kray, favorisé par ce retard, avait établi son quartier général à Rohrdorf, et expédié au prince Ferdinand l'ordre de le rejoindre de suite, pour venir former avec Rosenberg la droite de l'armée : son centre était établi derrière le village d'Heudorf sous les ordres du général Nauendorf; et l'aile gauche, commandée par le prince de Lorraine, garnissait les plateaux de Moeskirch. (*Voyez* pl. XXVIII.)

Tout le front de la ligne était couvert par le grand ravin qui descend de Heudorf à Moeskirch, et sa gauche par l'Ablach, qui se jette dans le Danube au-dessus de Mengen : une forte avant-garde tenait les routes de Stockach et de Pfullendorf, défendant le débouché des bois sur Moeskirch; la cavalerie et une réserve de huit bataillons de grenadiers campaient sur les hauteurs de Rohrdorf. La force de l'armée autrichienne, déployée depuis Moeskirch jusqu'au Danube, était d'à peu près 40,000 fantassins et 12 à 15,000 chevaux.

Le 5 mai, à la pointe du jour, l'armée française s'ébranla sur tous les points. La division Vandamme, laissant une brigade à Bondorf pour observer les chemins qui mènent au lac de Constance, suivit la route de Moeskirch par Closterwald; les généraux Montrichard, Nansouty et d'Haupoult s'avancèrent par la chaussée de Stockach; la division Lorges, après les avoir suivis jusqu'à la hauteur de Krombach, se jeta ensuite à gauche pour gagner par les bois la position d'Heudorf : Moreau, avec les divisions Delmas, Bastoul et Richepanse, marcha également par la grande route au soutien de Lecourbe.

Enfin, le corps de Saint-Cyr reçut l'ordre de se diriger sur Liptingen, pour appuyer le reste de l'armée, et empêcher, s'il était possible, la jonction de l'aile droite des Autrichiens; mais la grande distance qu'il avait à parcourir, ou selon d'autres versions la lenteur qu'il mit dans sa marche, l'empêcha de prendre part à la bataille, et faillit donner la victoire aux Impériaux.

Aussitôt que le général Kray fut instruit de l'approche des colonnes françaises, il se porta sur le plateau de Krombach, où il fit déployer 18 bataillons, et placer 25 pièces de canon, de manière à défendre le ravin par des feux croisés, et à balayer tout ce qui voudrait déboucher de la forêt; enfin quatre bataillons de renfort furent envoyés au prince Ferdinand, à qui on expédia l'ordre de forcer de marche pour se réunir au gros de l'armée.

Vers les neuf heures, le général Montrichard pénétra dans le bois de Krombach, et après en avoir chassé l'infanterie légère de l'ennemi, s'avança à la lisière en face du ravin; mais, à peine la tête de sa division était-elle démasquée, que le feu roulant des batteries placées sur l'escarpement opposé l'obligea de rentrer précipitamment dans la forêt. Lecourbe, voulant alors brusquer l'attaque de cette position, fit avancer 18 pièces pour éloigner celles du prince de Lorraine, et ne laissa au bord du bois que deux bataillons d'infanterie; trois régiments de cavalerie marchèrent déployés en ligne, afin de protéger l'établissement de l'artillerie. Cette tentative devint encore inutile; la cavalerie française, battue de front et d'écharpe, par un feu meurtrier, se vit obligée, après avoir essuyé de grandes pertes, à chercher un refuge dans le bois qu'elle venait de quitter; ce ne fut qu'avec peine qu'on parvint à sauver les pièces, dont la plus grande partie fut démontée, et les canonniers mis hors de combat.

Dans ce moment, la division Lorges arrivait à la hauteur de Heudorf. Comme le plateau entre Moeskirch et Krombach paraissait inabordable de front, Lecourbe, dans l'espoir de tourner la droite de cette redoutable position, ordonna à Lorges d'attaquer celle de Heudorf. La division Montrichard

resta formée en colonne dans la forêt, prête à déboucher au premier instant favorable.

Le général Lorges mit à la hâte ses troupes en bataille en face de Heudorf, et lança sur le village la 10e légère, qu'il fit soutenir par sa cavalerie. Cette colonne parvint aux premières maisons, et allait s'y établir, lorsque les masses ennemies soutenues par leurs batteries de position, l'attaquant à l'improviste, la débusquèrent des jardins, et la rejetèrent en désordre sur le reste de la division.

Encouragé par ce succès, et certain qu'il n'avait encore qu'une partie de l'armée française à combattre, Kray résolut de profiter du temps qui lui restait pour tenter un mouvement offensif par sa droite, afin de balayer les avenues de la route de Wondorf, par où l'archiduc Ferdinand devait déboucher pour le joindre. Douze bataillons bavarois et autrichiens furent dirigés entre ce village et Bucheim. Les troupes qui venaient de reprendre Heudorf s'avancèrent sur la gauche de la division française, qui les reçut avec fermeté. Après un engagement, dont les chances furent variées. la 38e demi-brigade, d'abord ramenée, puis soutenue à propos par la 67e, rentra avec elle dans Heudorf. Cet effort fut couronné du plus heureux succès : toute la division Lorges s'avança en même temps au soutien de cette brigade, et emporta, non-seulement le village, mais encore la tête des bois qu'occupaient les réserves autrichiennes.

Pendant ce temps, l'extrême droite n'obtenait pas moins de succès : le général Vandamme avait fait filer deux bataillons, pour menacer la communication de Sigmaringen, et débouchait de Closterwald avec le reste de ses troupes, poussant devant lui le détachement ennemi qui gardait ce point. La brigade Molitor s'avança aussitôt contre Moeskirch, qu'elle attaqua de front sur trois colonnes, pendant que deux bataillons passaient l'Ablach et se dirigeaient vers la gauche du prince de Lorraine. L'attaque fut vive, et la défense opiniâtre; le faubourg avait été emporté à la baïonnette, et quelques pièces placées au-dessus du ruisseau, prenaient de revers la division ennemie qui défendait le plateau de Krombach; mais les Autrichiens disputaient encore la ville avec acharnement, lorsque Lecourbe, voyant qu'un vigoureux effort pouvait tout décider, fit déboucher la division Montrichard sur quatre colonnes. Cette fois, les Français franchirent le ravin, assaillirent avec vigueur les Impériaux ébranlés, et les chassèrent du plateau, sans leur donner le temps de se reformer. Montrichard les poussa sur Moeskirch, où la brigade Molitor venait de pénétrer, et les deux colonnes françaises firent leur jonction au milieu de la ville.

Quoique l'ennemi, encombré dans Moeskirch, y eût éprouvé quelque perte, il exécuta sa retraite en bon ordre par la route de Sigmaringen, sous la protection de sa nombreuse artillerie, et s'en fut prendre position sur les hauteurs qui dominent le village de Rohrdorf. L'infanterie des généraux Vandamme et Montrichard se forma également en avant de Moeskirch, couverte sur son front par la cavalerie de d'Haupoult et Nansouty; mais, comme les deux partis étaient également harassés, il n'y eut plus sur ce point que de faibles engagements de tirailleurs.

Jusqu'alors le corps de Lecourbe avait été seul engagé, parce que les colonnes de la réserve, gênées par le défaut de communications parallèles à la grande route, étaient obligées de défiler l'une après l'autre derrière les divisions de l'aile droite.

Cet état de choses enhardit le général autrichien, qui, inquiet de ne pas voir arriver le prince Ferdinand, sentit la nécessité d'opérer un effort du côté où il devait déboucher : Kray, faisant avancer sa réserve de Rohrdorf, se détermina à attaquer la position de Lorges, dont rien ne soutenait la gauche; deux bataillons de grenadiers se dirigèrent sur le bois où s'appuyaient la division Montrichard et la droite du général Lorges, pendant que six autres, précédés par 16 pièces de canon, marchaient sur l'extrême gauche de ce dernier, dans la direction de Bietingen. Cette manœuvre, soutenue par les Bavarois, qui descendirent de Bucheim sur Altheim, réussit parfaitement. Les troupes de Lorges, débordées par leur flanc, écrasées par le feu de l'artillerie, ne purent résister au choc de cette colonne d'élite, à laquelle d'ailleurs le défaut de munitions les empêchait de répondre; elles furent renversées sur tous les points, et déjà les grenadiers autrichiens, en les poursuivant, s'étaient rendus maîtres du bois qui se trouve sur le chemin de Neuhausen à Moeskirch.

Quelque désagréable que fût cet échec, il n'avait

rien d'inquiétant : les trois autres divisions de la réserve devant déboucher successivement, donnaient assez de moyens de rétablir le combat, sans compter le corps nombreux de Saint-Cyr, dont on attendait l'arrivée. En effet, la division Delmas parut à propos pour arrêter les progrès de l'ennemi : les six premiers bataillons se formèrent aussitôt, chargèrent brusquement les grenadiers impériaux ; et, après un combat sanglant, parvinrent à les déposter du bois.

Cependant l'ennemi recevait aussi de son côté des renforts successifs ; la brigade de Wrède, descendue de Bucheim, allait s'engager, et Giulay débouchait de Wondorf sur la route de Moeskirch, suivi de près par l'archiduc Ferdinand (1). Kray se hâta de les faire avancer, et, joignant son corps de grenadiers à cette masse, il marcha sur le flanc de la réserve française, dont la seule division Delmas se trouvait pour lors en mesure.

Moreau, qui avait deviné l'intention de son adversaire, donna ordre au général Delmas d'exécuter un changement de front à gauche. Sa droite couvrit le débouché d'Eudorf, que la retraite de Lorges laissait sans défense, et garnit le bois que les Autrichiens venaient de quitter. La 57e occupa le plateau d'Altheim, sa gauche s'étendit au delà de la route, s'appuyant à la cavalerie de la division ; deux bataillons de la 108e restèrent en réserve. Indépendamment de ces mesures, Moreau fit former la division Bastoul entre Krombach et Boll, lui recommandant surtout de couvrir la chaussée de Stockach ; il pressa en même temps le général Richepanse, qui était encore en arrière, de forcer de marche pour entrer en ligne.

Pendant que Moreau achevait le placement de ses troupes, la division Delmas était attaquée avec fureur ; mais sa position était si bonne, que l'ennemi fit de vains efforts pour l'en chasser : ils échouèrent tous contre l'inébranlable fermeté de la 57e. Kray obtint sur la gauche un succès éphémère ; sa cavalerie, qui avait réussi à la déborder, fut bientôt chassée par la réserve et la cavalerie de la division.

Les Impériaux, après deux heures de combat, ayant été joints par les dernières troupes de l'archiduc Ferdinand, voyant qu'il leur était impossible de forcer le général Delmas, se dirigèrent par leur droite, et, suivant l'escarpement du ravin qui descend vers Krombach, arrivèrent à l'improviste sur la division Bastoul, dont la droite était placée en avant du village. Ils espéraient s'emparer facilement de ce poste, et gagner la chaussée de Stockach, où tous les équipages de l'armée française avaient été imprudemment engagés. Les bonnes dispositions du général Bastoul ne leur permirent pas d'exécuter ce projet : sa brigade de droite, précédée de son artillerie, marcha à leur rencontre, pour répondre aux batteries, qui canonnaient déjà le village ; celle de gauche se dirigea par Boll contre la colonne que le général Kray envoyait sur la route de Stockach ; sa réserve, prête à appuyer l'une ou l'autre aile, resta en arrière de Krombach, couverte par un ravin profond.

Le combat se soutenait avec des chances variées, lorsqu'enfin la division Richepanse arriva à Krombach, et décida la victoire en faveur des Français. Ce général détacha aussitôt une de ses brigades au soutien de la gauche de Delmas, et marcha rapidement sur Boll, avec le reste de ses forces contre le flanc droit des Autrichiens, que Bastoul, de son côté, poussait vivement. Kray ne jugea pas à propos d'attendre l'effet de cette manœuvre, et, profitant de la nuit qui commençait, pour effectuer sa retraite, il regagna les hauteurs de Bucheim et de Rohrdorf.

Après cette journée sanglante et vivement disputée, où la perte fut égale dans les deux armées, celle de Moreau coucha sur le champ de bataille. Saint-Cyr, qui n'avait pris aucune part à l'affaire, vint le soir camper entre Liptingen et Neuhausen. Sainte-Suzanne poussa par la rive gauche du Danube vers Giesingen, et se mit en ligne avec lui.

La bataille de Moeskirch força le général Kray à chercher le lendemain un refuge au delà du Danube ; sa droite le passa vers Hausen, le centre à Sigmaringen, la gauche se replia par la rive droite sur Mengen ; mais les Français n'en re-

(1) Une relation autrichienne porte l'archiduc Ferdinand en tête de Giulay, une autre dit que ce dernier ouvrait la marche ; peu importe dans le fait, ils marchèrent par la même route, et s'engagèrent en arrivant.

cueillirent aucun autre trophée. On regretta avec raison que Saint-Cyr, qui a donné d'ailleurs tant de preuves d'habileté, fût resté avec 25,000 hommes dans une inaction fatale autour de Liptingen, tandis que l'archiduc Ferdinand se serait trouvé fortement compromis, si on l'eût vivement harcelé : ce prince, arrêté en tête entre Wondorf et Holzel, par Delmas et Lorges, pressé en queue par trois divisions, aurait été sans doute réduit à la dure nécessité de mettre bas les armes.

On a dit pour excuser cette inconcevable inaction du tiers de l'armée, qu'aucun des officiers expédiés par le général en chef ne put parvenir, et que tous furent enlevés par les partis ennemis qui s'étaient jetés de Bucheim dans la direction de Stockach. D'autres personnes affirment que Saint-Cyr reçut l'ordre, mais que, croyant la bataille perdue, il avait craint de s'enfoncer vers Moeskirch, quand le général en chef rétrograderait sur Stockach. L'histoire recueillera sans doute le témoignage des officiers qui eurent le mot de cette énigme, eux seuls peuvent éclaircir ce fait. Toujours paraît-il certain qu'on dut savoir à Neuhausen qu'une bataille décisive se livrait autour de Moeskirch et que dès lors c'était une faute capitale de tenir 25,000 hommes à Liptingen devant quelques escadrons autrichiens.

On n'a pas trop compris pourquoi Kray avait accepté cette seconde bataille, tandis qu'il pouvait mettre le Danube entre Moreau et lui, afin d'attendre Kienmayer et Starray. Se flatta-t-il, comme on l'a supposé, que le prince de Reuss, n'ayant plus rien devant lui dans le Vorarlberg, tenterait un mouvement décisif vers Stockach, pour dégager l'armée impériale ? Ce serait bien l'interprétation la plus favorable qu'on pût donner à sa résolution ; car, dans toute autre hypothèse, la bataille de Moeskirch était une boucherie inutile. Toutefois, comment accorder cette supposition avec l'ordre souvent réitéré au prince de s'appliquer exclusivement à la défense des gorges du Vorarlberg et du Tyrol ?

L'existence de ces ordres dont nous ne saurions douter, combinée avec l'arrivée de Kienmayer, qui devait avoir lieu dans la soirée même du 5, à Sigmaringen, détruit tout ce qu'on pourrait alléguer pour la justification du généralissime autrichien. La nécessité de secourir l'archiduc Ferdinand et Giulay ne serait pas admissible ; car rien n'empêchait de les diriger par Lengenfeld sur Hausen, pour y passer le Danube. On eût dit que Kray combattait uniquement pour l'honneur de vendre chèrement le terrain qu'il abandonnait.

Autant ses mesures préliminaires semblent intempestives, autant il est juste de dispenser des éloges à l'idée de frapper un coup vigoureux par sa droite, dès que la bataille fut résolue et engagée. Cette manœuvre qui n'eût pas été exempte de danger, si Saint-Cyr avait paru, pouvait, en cas d'une réussite complète, placer Moreau dans une situation fâcheuse ; car, rejeté sur Sauldorf, et coupé de Schaffhausen, il n'aurait eu d'autre ressource que de se faire jour à travers un ennemi victorieux, ou de percer sur Sigmaringen, afin de rejoindre Sainte-Suzanne.

Au reste, pour que le mouvement hardi de Kray eût de tels résultats, il ne fallait pas qu'il fût une inspiration inattendue au milieu du combat, mais bien une combinaison préméditée, et à laquelle toutes les opérations des autres corps de l'armée se fussent rattachées. Un mouvement improvisé peut rétablir les chances d'un combat, changer une défaite en victoire, comme celui de Desaix à Marengo ; mais il ne produit de grands résultats que quand ceux-ci sont préparés par les combinaisons primitives du plan général d'opérations.

La perte des batailles d'Engen et de Moeskirch plaçait Kray dans une position délicate : il avait un problème important à résoudre. Isolé de ses deux ailes, il fallait se décider à se rapprocher du général Starray, en abandonnant l'appui du prince de Reuss, ou bien renoncer au premier pour se rapprocher du second et des montagnes du Tyrol.

Une marche intermédiaire ne remplissait qu'à moitié le but qu'on devait se proposer ; il est vrai toutefois, qu'en atteignant assez tôt la ligne de l'Iller, on pouvait se flatter de rentrer en ligne avec le corps du Tyrol, et de gagner assez de temps pour attirer Starray vers Ulm.

Il se présentait un moyen de concentration tout simple, c'était de laisser 5 à 6,000 hommes dans le Vorarlberg, et d'attirer 20,000 hommes du prince de Reuss à Schongau et Memmingen, pour y for-

mer la gauche : tandis que Kray, établi entre Memmingen et Illeraicheim eût formé le centre ou le corps de bataille, Starray, placé sous Ulm vers Wibligen, aurait formé la droite.

Mais, pour que ce système eût un plein succès, il fallait renoncer à la garde de tous les postes qui couvraient les Alpes, et ne pas faire une guerre de position sans bouger de place. En mobilisant la majeure partie du corps de Reuss pour frapper un coup vigoureux contre Lecourbe, on eût mieux défendu le Vorarlberg et la Bavière qu'on ne le fit par une chaîne de corps morcelés.

Un autre plan d'opérations s'offrait encore à Kray : c'était de renoncer à la communication avec Reuss, pour se baser uniquement sur Ulm, et de là sur la route de Donawerth et la Bohême. Ce changement de ligne d'opérations aurait eu l'avantage d'attirer les Français dans une direction parallèle, et de les détourner d'une marche offensive vers l'Inn et le Tyrol; en s'établissant sur l'extrême gauche de leur ligne, on les aurait forcés à un changement de front, qui eût dégagé l'Autriche.

Mais une telle manœuvre laissait à ses actifs adversaires l'avantage d'une masse intérieure entre Kray et Reuss : ce dernier, isolé en Tyrol, pouvait être pressé entre l'armée de Moreau et celle d'Italie, et, si ce bastion central était une fois évacué, les deux armées françaises, formant une ligne intérieure, avaient la faculté d'assurer leur jonction, ou du moins de combiner des efforts successifs contre les deux armées impériales, reléguées d'un côté aux confins de la Bohême, et menacées de l'autre sur le Pô.

Ces différentes considérations ont fait croire que l'armée autrichienne avait un intérêt positif à porter ses efforts de préférence sur sa gauche, afin de se baser sur le Tyrol. Starray semblait suffisant pour opérer autour d'Ulm, tant que 70,000 Autrichiens tiendraient les hautes contrées de Wurzach ; et Moreau embarrassé de continuer sa marche dans la vallée du Danube en les laissant derrière lui, ne l'eût pas été moins de venir les attaquer dans un pays si favorable à la défensive. Ce raisonnement, tout spécieux qu'il paraît, ne manquait pas de répliques. La cavalerie impériale, si fière de sa supériorité, eût été entièrement paralysée dans les gorges, l'armée française, supérieure en infanterie, eût masqué ou forcé les passages et soumis ensuite, par une attaque régulière, Ulm, Ingolstadt et toute la Bavière jusqu'à l'Inn. L'entretien d'une armée nombreuse en Tyrol eût coûté des sommes énormes à l'Autriche; et, en dernière analyse, Moreau, renforcé par la petite armée gallo-batave, et par celle que Macdonald organisait de nouveau à Dijon, aurait manœuvré de manière à menacer les communications de Kray avec Vienne, et obtenu ainsi l'évacuation de ce boulevard, pour lequel on eût sacrifié l'Allemagne.

Ajoutez à cela que le quart de l'armée impériale se composant des corps auxiliaires de l'Empire à la solde anglaise, il fallait s'attendre à ce que ces petits États seraient forcés de conclure des paix séparées, et de retirer leurs troupes. D'ailleurs, un pays de hautes montagnes peut être une bonne ligne stratégique momentanée pour une opération de 15 jours, mais il ne sera jamais une base d'opérations permanentes; car on entend par là une contrée d'où viennent toutes les ressources, où se réunissent les grandes communications de terre et d'eau, où se trouvent les arsenaux et les places de guerre; or, rien de tout cela n'existait dans les Alpes tyrolliennes. Enfin, si l'armée impériale harassée eût pris la ligne intermédiaire du Lech, elle y eût été de nouveau exposée aux attaques de ses infatigables adversaires, tandis que la place d'Ulm et la ligne du Danube lui offraient un asile assuré du moins pour quelque temps.

Nous nous sommes appesantis sur ces différentes combinaisons, pour montrer à nos lecteurs que Moreau fut fidèle aux principes en étendant toujours sa droite pour séparer Kray du Tyrol ; et que celui-ci, bien qu'il eût intérêt à manœuvrer dans la même direction, avait toutefois de puissants motifs pour ne pas renoncer à la communication non moins importante du Danube. Cet intérêt des deux partis bien posé, on saisira plus facilement le but que chacun d'eux se proposa dans les opérations ultérieures, et on conclura :

1° Que Kray eût très-bien fait de gagner l'Iller ou le Lech, s'il eût attiré à lui le gros des forces de Reuss, pour reprendre l'initiative; mais, que s'il voulait laisser le corps du Tyrol dans ses rochers,

et rester lui-même sur la défensive, il lui convenait mieux de se baser sur Ulm et le haut Palatinat;

2° Que le principal objet stratégique de Moreau étant d'isoler le Tyrol et de gagner la gauche des Impériaux, pour les couper de la Bavière, il agit selon les vues générales du plan de campagne, en ne déviant jamais de ce système.

Il ne paraît pas que le général autrichien ait saisi ces différentes chances sous leurs vrais points de vue. Renforcé à Sigmaringen par la division Kienmayer, il dirigea son armée, le 6 mai, au soir, vers Riedlingen; puis il assembla un conseil de guerre au quartier général de Langendenzlingen, afin d'aviser aux opérations qu'on pourrait entreprendre; les avis furent divisés; néanmoins, la majorité se décida pour une marche vers Biberach. S'il eût été question de diriger concentriquement Reuss et Starray sur l'Iller, la résolution eût été fort sage; mais on n'avait nulle envie de combiner quelque chose de vigoureux; le motif donné à cette marche fut de sauver les magasins de Biberach et de Memmingen; il fut même décidé qu'on livrerait une bataille, s'il le fallait, pour assurer leur évacuation.

Nous ne saurions garantir cette circonstance, attestée par un mémoire allemand; mais il est certain que l'objet qu'on se proposait de cette manœuvre ne justifiait pas le risque auquel on s'exposait dans une marche de flanc, qui devait se terminer par une position perpendiculaire à celle de l'armée française, c'est-à-dire, qui décrivait un arc dont les Français formaient la corde.

A la vérité, le Féderséo et les marais de Buchau favorisèrent cette manœuvre délicate; mais, pour s'établir ensuite derrière la Riss, il fallut se prolonger à la vue des colonnes républicaines, et on ne devait pas espérer de le faire impunément. Les magasins valaient d'autant moins ce sacrifice, qu'il n'était point certain qu'on eût le temps de les évacuer; et, pour ce qui concerne la jonction avec le prince de Reuss, il était préférable de faire descendre une forte partie de son corps sur l'Iller, que de s'exposer à des mouvements hasardés, et sans but éminemment utile.

Quoi qu'il en soit, l'armée impériale, partie comme on l'a dit dans la nuit du 6 au 7 pour Riedlingen, se porta en une marche forcée le lendemain sur Biberach : à peine ses colonnes harassées et exténués étaient-elles campées en arrière de la ville, le 8 après midi, que les avant-gardes se trouvèrent aux prises vers Steinhausen avec les troupes légères de Richepanse. (*Voyez* pl. XVII.)

Après la bataille de Moeskirch, il était aisé de prévoir que Moreau ne tarderait pas à suivre ses succès, en continuant à manœuvrer par sa droite pour gagner sans cesse les communications de l'ennemi, soit avec le Tyrol, soit avec la grande route de Munich. Lecourbe s'avança, en effet, le 8, sur la Schussen, entre Berg et Schussenried : les réserves campèrent entre ce dernier bourg et Reichenbach. Saint-Cyr établit la division Baraguey-d'Hilliers à leur gauche, Richepanse et Tharreau à Buchau : enfin, Sainte-Suzanne se porta à Riedlingen sur le Danube.

Quelque décidé que fût Moreau à ne donner aucun relâche à son adversaire, il ne devait guère s'attendre que celui-ci quittât la ligne du Danube, pour aller recevoir un engagement sérieux derrière la Riss. Aussi, le général en chef, au lieu de suivre son corps de réserve vers Biberach, s'était-il transporté à Riedlingen, pour aller passer en revue le corps de Sainte-Suzanne, qui y arrivait le même jour. L'habileté de Saint-Cyr suppléà sa présence.

L'éloignement momentané de Moreau ne l'avait pas empêché d'ébranler de nouveau son armée, le 9 mai, au matin, pour atteindre la ligne de l'Iller. Lecourbe marcha sur l'Aitrach entre Leutkirch et Wurzach. Saint-Cyr partit de Buchau avec deux divisions, se dirigeant vers Biberach, en même temps que les réserves s'y portaient par la grande route de Steinhausen. L'un et l'autre donnèrent sur une forte arrière-garde autrichienne : le corps principal, sous l'archiduc Ferdinand et Rosenberg, couvrait les hauteurs d'Oberndorf et Mittel-Biberach; un autre moins considérable se montrait du côté de Reute.

On ne conçoit pas trop comment Kray, décidément rejeté sur la défensive, laissait un détachement aussi considérable en avant de la Riss et du défilé de Biberach; la leçon reçue en 1796 par le comte de Latour, sur le même terrain, aurait dû l'en dégoûter. Le dernier était du moins excu-

sable, en ce qu'il avait un but offensif; mais on ne saurait expliquer la conduite de Kray dans cette occasion. Il est fort bien de couvrir une ligne défensive par des corps légers, pour être instruit à temps de l'approche de l'ennemi; mais y engager 15 à 20,000 hommes dans un combat sérieux, c'est commettre une faute grave. Il est probable qu'il y fut déterminé par l'espoir de sauver ce qui restait des magasins; mais c'était s'exposer à les perdre, et à se faire battre en même temps.

La division Tharreau donna vers Oberndorf et Mittel-Biberach sur 6 à 7,000 fantassins et 3,000 chevaux, avec 15 pièces de canon; elle se forma pour attendre quelques bataillons restés en arrière, et le concours des autres colonnes. Baraguey-d'Hilliers s'était dirigé par la route de Steinhausen sur Rente, de concert avec Richepanse, qui suivait plus à droite la direction de Rindemoos. A l'aspect de toutes ces masses, les coureurs autrichiens s'enfuirent pour éviter une perte certaine; les avant-gardes firent vainement un simulacre de défense. Après un engagement qui ne pouvait être douteux, celle de gauche parvint à regagner Biberach; mais, au même instant, Tharreau, soutenu par la brigade Debilly, ayant formé ses colonnes d'attaque par bataillons, abordait impétueusement le corps principal sur les hauteurs d'Oberndorf. Celui-ci, déjà menacé sur la gauche, se jeta dans le vallon de la Riss, en si grand désordre, qu'il eût couru risque d'être détruit, si Kray n'avait fait avancer des renforts imposants pour le recueillir. Lorsque Kray vit son avant-garde dégagée, il ordonna la retraite; sa droite l'exécuta vers Laupheim, le reste se jeta sur Ochsenhausen et Memmingen.

Cependant les Français ne lui laissèrent pas exécuter paisiblement ces dispositions : les deux divisions de Saint-Cyr se précipitèrent sur la ville de Biberach, pour y passer la Riss. Le général Richepanse, doué d'un coup d'œil et d'une résolution admirables, jugea qu'il lui serait impossible et inutile de déboucher par le même point; il descendit à gauche de Rissegg dans le vallon, et s'élança dans la rivière avec les brigades Digonnet et Durutte, tandis que ses deux régiments de dragons coururent au galop pour traverser le faubourg de Biberach. En vain 15 pièces autrichiennes firent-elles pleuvoir sur ces braves une grêle de mitraille et de boulets, rien n'arrêta leur ardeur : favorisés par la division Delmas, qui contenait l'ennemi vers Ummendorf, ils gravirent impétueusement les hauteurs de Hagenbuch, au moment où les troupes de Saint-Cyr s'efforçaient de déboucher du défilé de Berghausen. Tant de valeur, jointe à une supériorité marquée, devait triompher des efforts partiels des Impériaux : ils furent culbutés sur la route de Memmingen, avec perte de 2,000 hommes prisonniers ou hors de combat; les Bavarois formèrent l'arrière-garde.

Kray, après avoir ordonné au prince Charles de Lorraine et à Kospoth de faire tous leurs efforts pour évacuer les magasins de Memmingen, vint passer l'Iller près de cette ville (1). Sa droite qui, pendant cette échauffourée, avait gagné Laupheim, se replia sur Illerdissen. Le prince de Reuss, après avoir détruit toute la belle flottille de Williams sur le lac de Constance, avait évacué Bregentz et Schaideck, pour marcher vers Kempten et Immenstadt avec huit bataillons seulement; laissant sa principale division à Coire, sous le général Hiller, et poussant celle d'Auffemberg jusqu'aux sources du Rhin vers le Saint-Gothard : dissémination criante dans l'état des affaires, et qui aurait pu avoir les plus malheureux résultats.

L'absence du général en chef français, et l'ordre reçu le lendemain, de détacher 20,000 hommes en Italie, empêchèrent les républicains de tirer tout le fruit de leur dernière victoire. Bonaparte, craignant sans doute que Moreau n'opposât à l'exécution de cet ordre la même résistance qu'il avait montrée à l'adoption du premier plan de campagne, chargea le ministre de la guerre Carnot d'en être à la fois le porteur et le surveillant. Quoiqu'on destinât principalement à ce renfort la division d'Helvétie, et plusieurs régiments restés sur le Rhin, il fallut cependant tirer quelques troupes de l'armée active, avec lesquelles Lorges

(1) Nous avons sous les yeux deux relations allemandes : l'une affirme que Kray se retira à Memmingen; l'autre dit que le gros se replia sur Ulm, et l'archiduc Ferdinand avec les Bavarois à Memmingen. Il est possible que toutes deux aient raison, et que Kray ait suivi cette dernière colonne; c'est ce que nous ignorons.

partit, le 12 mai, pour joindre Moncey au Saint-Gothard.

Dans les entrefaites, Moreau, sentant la nécessité de refouler l'ennemi sur Ulm, avant qu'il ne reprît bonne contenance, avait ordonné à Lecourbe de le déloger de Memmingen. Kray venait d'y recevoir un renfort de Bavarois, amené par le prince de Deux-Ponts, et toutefois il hésitait à accepter le combat.

Lecourbe, laissant à Vandamme le soin d'observer Leutkirch et Ravensbourg contre le corps du prince de Reuss, partit avec la division Montrichard et la réserve de Wurzach, pour forcer le passage de l'Iller à Aitrach, tandis que Lorges en ferait autant à Egelsée, vis-à-vis de Buxheim. Cette disposition ne fut pas ponctuellement exécutée; deux bataillons seulement se présentèrent sur ce dernier point, et les deux colonnes passèrent ensemble à Aitrach. Peut-être fut-ce un bonheur, car elles y trouvèrent, quoique réunies, plus de résistance qu'on ne l'avait cru. Elles franchirent, à la vérité, le gué d'Aitrach, firent réparer le pont, et s'emparèrent sans grand obstacle de Wolkratshofen : mais Lorges fut ramené sur la gauche par un effort vigoureux, et Lecourbe eut peine à rétablir le combat en faisant donner à propos la brigade Schiner sur le flanc gauche des Impériaux. Ceux-ci ne croyant pas devoir attendre un nouvel engagement contre des forces qui pouvaient augmenter d'un moment à l'autre, se replièrent sur Heimertingen. Les Bavarois souffrirent dans ce combat : la plus grande perte des Impériaux, consista en un bataillon de manteaux rouges, qui se trouva coupé sur la gauche de l'Iller, on ne sait trop comment.

Kray, convaincu que les attaques de Lecourbe se renouvelleraient le lendemain, sentit qu'il eût mieux valu se baser sur Ulm, que de prendre ainsi des demi-mesures pour les accessoires; et il se décida à se porter, le 11, par une marche forcée de dix lieues, sous le canon de cette place, où il devait trouver enfin le repos dont ses troupes avaient si fort besoin, et le temps d'asseoir un nouveau système d'opérations. Il comptait s'y réunir à Starray, et y être bientôt joint par les généraux Hohenlohe et Fresnel, qui avaient remis la garde de Manheim au général Szenkeresty, pour suivre la même direction.

Nous le laisserons reprendre un peu haleine à l'aide de ces renforts, et nos lecteurs ne seront pas fâchés d'en faire autant après le récit de cette multitude d'événements.

CHAPITRE CII.

Formation de l'armée de réserve à Dijon. — Mesures prises pour donner le change aux Autrichiens — L'armée se dirige dans le plus grand secret sur Lausanne. — Bonaparte se rend à Genève. — Passage du Saint-Bernard. — Le fort de Bard faillit faire échouer cette entreprise. — Lannes emporte Ivrée. — Mélas trompé, prend des mesures insuffisantes et tardives. — Passage de la Chiusella. — Bonaparte franchit le Tésin, entre à Milan, et pousse jusqu'à Brescia et Crémone. — Moncey, détaché avec 15,000 hommes de l'armée du Rhin, franchit le Saint-Gothard, et descend le Tésin. — L'armée de réserve passe le Pô vers Belgiojoso, Plaisance et Crémone. — Masséna, pressé par la famine, remet Gênes aux alliés. — Suchet reprend l'offensive, et pousse Elsnitz dans un désordre affreux sur le Tanaro. — Ott, après la prise de Gênes, se dirige sur Plaisance ; il est battu à Casteggio. — Mélas rassemble son armée sous Alexandrie. — Bonaparte est surpris dans les plaines de Marengo. — Bataille mémorable qui en résulte. — Convention d'Alexandrie, qui remet toute la Lombardie, le Piémont et la Ligurie aux Français.

A l'instant où Masséna se couvrait dans Gênes d'une gloire immortelle, le premier consul redoublait d'efforts pour mettre bientôt l'armée de réserve en état d'entrer en campagne. Dès le 2 avril, il en avait confié le commandement au général Berthier, soit qu'il voulût mieux cacher ses véritables projets, soit, comme il l'a dit lui même, que la constitution de l'an VIII ne lui permît pas de commander en personne. Au fait, la situation encore précaire de l'intérieur exigeait qu'il prolongeât son séjour à Paris le plus longtemps possible, et son chef d'état-major suffisait pour surveiller à Dijon les mesures d'une simple formation.

Travailleur infatigable, capable tour à tour de s'élever aux combinaisons les plus vastes, et de descendre ensuite aux plus minutieux détails, Bonaparte présidait, d'ailleurs, du fond de son cabinet à toute cette organisation. Les mouvements des plus minces détachements, la création du matériel, celle des compagnies d'ouvriers, les préparatifs dans les arsenaux, les confections de muni-

tions, de biscuits et autres approvisionnements, rien ne lui était étranger. Depuis deux mois, tout se préparait sur différents points avec un secret admirable; il ne s'agissait plus que d'arrêter le meilleur emploi à faire de ces moyens. En attendant de décider si l'on porterait d'abord l'armée à gauche par le Saint-Gothard, dans la vallée du Rhin, ou à droite dans celle du Tésin, des reconnaissances avaient été ordonnées sur toute la ligne, depuis le Furca jusqu'au Mont-Blanc.

La fâcheuse nouvelle des succès de Mélas, et de l'investissement de Masséna dans Gênes, avec la moitié de son armée, leva toutes les incertitudes: le premier consul jugea bientôt que l'opération par le Saint-Gothard entraînerait trop de longueurs. Il était évident que Gênes et les débris de l'armée qu'elle renfermait, tomberaient au pouvoir des Autrichiens, si l'on ne volait au secours par le chemin le plus direct.

Les rapports de l'adjudant général Daultane, et des chefs du génie envoyés en Valais, s'accordaient avec ceux du général Mainoni, pour faire regarder le Saint-Bernard comme la direction la plus convenable; car le mont Cenis étant trop rapproché de Nice, Mélas aurait pu se porter à temps à sa défense, et il était d'ailleurs tout aussi loin de Dijon que le Saint-Bernard.

Aucune difficulté de ce dernier passage n'était inconnue; on savait qu'il n'était fréquenté que par les muletiers, et que jamais on n'avait songé à y faire passer le matériel d'une armée. A la vérité, jusqu'à Saint-Pierre, du côté du Valais, et à Etroubles, du côté d'Aoste, le chemin est praticable pour le canon; mais, dans cet intervalle de dix fortes lieues, ce n'est qu'un sentier propre aux mulets, et encore au printemps est-il dangereux. On savait de plus que le passage de la vallée d'Aoste se trouvait fermé par le petit fort de Bard : toutefois, on n'avait sur son assiette et sa capacité, que des renseignements imparfaits.

Ces difficultés, qui avaient paru insurmontables à Mélas, ne semblèrent qu'un jeu à l'audacieux général qui jusque là avait tout fait ployer devant sa volonté. A l'énumération de tous ces obstacles Bonaparte répondit : « Il faut franchir dix lieues » de rochers couverts de neige, nous démonterons » nos pièces, et fabriquerons des traîneaux poure » les transporter. Il n'y a rien dans ces âpres » montagnes, qu'un peu de châtaignes et quelques » bestiaux; nous transporterons du riz et du biscuit par le lac jusqu'à Villeneuve; le soldat en » prendra pour six jours, on en portera pour six » autres à dos de mulets : arrivés dans la vallée » d'Aoste, nous volerons aux rives fertiles du » Tésin, où l'abondance et la gloire récompen- » seront notre audace et notre activité. »

Cependant rien n'était encore résolu le 22 avril, et l'on attendait le rapport du général Marescot, envoyé sur les lieux : d'un autre côté, le premier consul croyait ne devoir ébranler l'armée de réserve qu'après avoir obtenu sur le Rhin des succès assez décisifs pour distraire sans danger un fort détachement de cette armée. Ses dépêches au général Berthier font croire que ce jour-là (22 avril), il ignorait encore toute l'étendue des revers de Masséna. Quoiqu'au premier abord cette circonstance paraisse surprenante, on la concevra sans peine, si l'on réfléchit que les combats, pour rétablir la communication avec Suchet, s'étaient prolongés entre Gênes et Savone jusqu'au 18 avril, et que ce lieutenant n'entretenait aucun rapport direct avec les consuls avant de se trouver séparé de son général en chef.

Enfin, le 28 avril, on eut à Paris la certitude de ce fatal événement, et dès lors l'activité des préparatifs ne fit que redoubler. Ce n'était pas les obstacles du Saint-Bernard seuls qu'il s'agissait de vaincre, c'était surtout le secret qu'il importait de garder sur cette opération; car le moindre soupçon la ferait immanquablement échouer. Bonaparte, convaincu que les moyens ordinaires ne serviraient à rien, imagina de donner à son projet une publicité dont l'exagération même assura le succès. Ses messages au sénat et au corps législatif retentirent, de même que tous les journaux, des préparatifs de l'armée de réserve, et du projet du premier consul de s'y rendre en personne. Cependant rien ne se réunissait à Dijon, qu'un état-major sans troupes, et quelques dépôts de conscrits; l'artillerie, les vivres, les vieilles troupes étaient dirigées isolément sur les départements voisins, de manière à ne point éveiller l'attention. Les divisions se formèrent ainsi sur différentes routes, par des

mouvements bien concertés, et sans qu'il en parût un homme à Dijon. Des bulletins écrits à la main furent répandus pour tourner en ridicule cette armée qui n'existait, disait-on, que dans les proclamations. Les espions des cabinets de Londres et de Vienne, complétement dupes de ces manœuvres, persuadèrent, dans l'une et l'autre de ces capitales, que Bonaparte, aux abois, n'annonçait cette armée avec tant d'ostentation, que pour suspendre la marche victorieuse de Mélas. Ce général même, qui avait signalé, dès le mois de janvier, de grands rassemblements à Martigny, alors qu'il ne s'y trouvait que des milices vaudoises et quelques compagnies du 28e de ligne, ne voulait plus croire à un fantôme qui l'avait trop longtemps inquiété; il poursuivait ses attaques sur le Var avec une imperturbable persévérance.

L'armée du Rhin ayant enfin débuté dans ses opérations par une victoire, et le besoin d'agir devenant plus pressant, Bonaparte partit de Paris, le 6 mai, pour Dijon. Convaincu qu'il s'exposerait à une incursion hasardeuse, tant que l'armée de réserve n'aurait pas la force suffisante pour lutter avec avantage en débouchant dans la plaine du Piémont, il regardait l'arrivée de Moncey par le Saint-Gothard comme le point essentiel de son expédition, et attendait avec anxiété la nouvelle de son départ.

Après avoir consacré quelques heures à la revue des bataillons de conscrits appelés à le suivre, et à l'organisation des cadres d'une seconde armée de réserve, dont il allait laisser la direction à Brune, le premier consul continua sa route pour Genève, où il arriva le 8 mai.

Là, il entendit le rapport du général Marescot sur lequel il devait baser toute son opération. Les efforts de cet habile ingénieur, pour exposer méthodiquement au consul tous les détails de sa reconnaissance, ne firent que confirmer celui-ci dans son projet. Après avoir écouté avec patience cet officier, Bonaparte lui demanda vivement : « Peut-on passer? » Oui, général, mais avec peine.... « Eh bien, partons ! » Conclusion dont le laconisme peint la vivacité de son caractère, la rapidité de ses conceptions, et l'inébranlable fermeté de ses projets. En attendant, il ne négligeait aucun moyen pour donner plus complétement le change à ses adversaires : à l'instant même où il prenait la résolution de se précipiter sur les derrières de Mélas, il affectait de vouloir s'établir à Genève, pour diriger de ce point central les mouvements de Thurreau et de Suchet, et fit faire avec éclat différentes démarches pour louer une habitation aux environs de cette ville.

Cependant, il se rendit à Lausanne le 13, sous prétexte de passer la revue d'une forte division, qui s'y rassemblait avec l'apparence de servir de réserve à celle du Valais, mais en réalité pour former l'avant-garde de l'armée sous les ordres de Lannes. Bonaparte fut joint dans cette ville par Carnot, qui, avec les détails des victoires d'Engen et de Moeskirch, lui apporta la certitude du départ des renforts demandés à Moreau, et reprit ensuite le chemin de Paris.

Aussitôt après la revue de la division Watrin, Lannes se mit en marche avec elle pour Martigny : dix-huit cent mille rations de biscuit préparées à Lyon, et destinées, disait-on, pour la flotte de Toulon, avaient été subitement dirigées par le lac de Genève sur Villeneuve, ainsi que l'artillerie et les munitions tirées de Besançon, d'Auxonne, de Grenoble et de Briançon.

Les généraux Gassendi et Marmont présidèrent aux préparatifs qui devaient assurer le transport de ce matériel. Outre les affûts-traîneaux construits à Paris, on fit creuser cent troncs d'arbres pour y coucher les pièces; les affûts démontés furent placés sur des mulets ou sur des traîneaux du pays, avec les coffrets de gargousses et les cartouches d'infanterie. Chacun de ces traîneaux était tiré par des soldats, ou des paysans que le premier consul fit rassembler en leur promettant une ample récompense, afin de soulager les troupes, auxquelles il allait imposer bientôt tant de fatigues et de travaux.

Il serait téméraire de vouloir décrire ce passage mémorable, après la relation éloquente qu'en a donnée le général Mathieu Dumas, dans son célèbre et modeste précis; il suffira, pour remplir la tâche que nous nous sommes imposée, de retracer les mêmes événements sous le seul point de vue militaire. Comme nous différons souvent avec lui dans nos raisonnements, et que notre relation sera plus complète, pour ce qui concerne les mouve-

ments des Autrichiens, sur lesquels il a manqué de notions exactes, on nous lira encore avec intérêt.

Gravir la grande chaîne des Alpes, au moment dangereux de la fonte des neiges, par un sentier impraticable aux charrois; cheminer durant 40 lieues dans les gorges arides qui aboutissent au Saint-Bernard, et au mépris des forts de Bard et d'Ivrée, pour déboucher ensuite en Lombardie, au milieu d'une armée victorieuse et supérieure en nombre, paraissait une tâche au-dessus des forces humaines. L'histoire offrait, à la vérité, plusieurs opérations à peu près semblables : le passage d'Annibal, particulièrement, était gravé dans la mémoire de tout le monde, mais plutôt comme un événement merveilleux que comme un exemple à suivre. Le passage de l'armée française, sous le règne de François Ier (1515), quoique plus récent, était beaucoup moins connu. Si ces deux entreprises offrirent plus de difficultés locales, il faut convenir aussi qu'elles étaient plus favorisées par le secret que la rareté des communications entre les deux contrées assurait dans ce temps-là, et par la situation des forces ennemies. En effet, les généraux carthaginois et ceux de François Ier, n'eurent point à craindre la présence d'une armée aussi considérable que celle de Mélas; car, si celui-ci ne se trouva pas mieux en mesure d'accueillir son adversaire, il ne dut s'en prendre qu'à lui. Le consul Scipion, au contraire, arrivé trop tard sur le Rhône pour y prévenir Annibal, et trop peu sûr lui-même des peuples qui habitaient les Alpes, pour espérer d'en franchir les gorges en sûreté, ne vit pas plus tôt le général carthaginois remonter la vallée de l'Isère (1), qu'il renonça à le suivre en queue, renvoya le gros de son armée en Espagne pour faire diversion, et s'embarqua à Gênes avec le reste, afin d'aller par Pise à Plaisance, attendre l'ennemi au revers de l'Apennin : moyen tout à fait singulier d'empêcher l'invasion de l'Italie! Le peu de connaissance que les Romains avaient des Alpes maritimes et de la Ligurie, qu'ils ne franchirent qu'un siècle après, peut excuser le consul Scipion de s'être embarqué ; mais le renvoi de la majeure partie de ses forces en Catalogne n'est pas aussi facile à expliquer, au moment où l'ennemi allait *vaincre Rome dans Rome*. Aussi Annibal franchit-il les Alpes sans autre obstacle que celui de la population sauvage de ces montagnes, et avec l'appui assuré des Gaulois cisalpins.

Outre les deux passages que nous venons de citer, plusieurs autres avaient été exécutés dans le moyen âge, par le Saint-Bernard même. Il servit de route militaire aux Romains, qui y firent passer un corps d'armée au cœur de l'hiver, à l'occasion des guerres entre Othon et Vitellius. Les Lombards le franchirent pour venir se faire battre par Gonthram, aux environs de Bex. Bernard, oncle de Charlemagne y conduisait une colonne, pour se réunir ensuite à ce prince, qui franchit en même temps le mont Cenis. Enfin, les troupes de l'empereur Frédéric Barberousse avaient pris cette route au XIIe siècle, pour pénétrer en Italie. Mais à ces époques reculées, les armées ne conduisaient ni artillerie, ni éléphants, ni machines de guerre, comme celles d'Annibal ou de Bonaparte; et, de tous ces passages, celui du règne de François Ier est le seul susceptible d'être mis en parallèle avec la campagne de 1800 (2), quoique, sous le rapport de la combinaison stratégique, cette dernière soit beaucoup plus habile.

Les préparatifs étant terminés, et les troupes

(1) L'opinion est encore divisée sur le point où Annibal franchit les Alpes. Il passa la Durance (Durentia), ce qui fait supposer qu'il en remonta la rive droite, et déboucha par le col Dabries, sur la vallée de Perosa, ou par le mont Genèvre sur Fénestrelles. De savants commentateurs, fondés sur un manuscrit de Tite-Live, lui font remonter l'Isère (Isara), jusqu'au petit Saint-Bernard. D'autres l'ont même porté jusqu'au confluent de la Saone; tandis que quelques éditions de Polybe, où le nom d'*Isara* est remplacé par *Arar*, pourraient faire croire qu'Annibal a remonté vers le mont Cenis. Peut-être, en effet, cet Arar serait-il l'Arc, qui traverse toute la Maurienne jusqu'à Termignon. La première et la dernière de ces versions ont plus de probabilité que la seconde; car Annibal déboucha sur Turin, dont le petit Saint-Bernard est beaucoup plus éloigné que les deux autres. Nous partagerons l'opinion de ceux qui placent ce passage au mont Genève.

(2) Les intéressants détails transmis sur cette opération par l'historien Gaillard, trouvent si bien leur place à côté de la campagne de 1800, que nous n'avons pu résister au plaisir de les transcrire, en y ajoutant quelques observations. (*Voyez* pièces justificatives du livre XVI, no 1.)

échelonnées de manière à pouvoir se suivre sans interruption, et toutefois sans encombrement, la division Lannes se mit en route de Saint-Pierre, le 17 mai. Après six heures d'une marche pénible, elle atteignit l'hospice, où la prévoyance du consul, et la généreuse assistance des religieux lui avaient préparé d'abondants rafraîchissements : la descente, plus dangereuse du côté du midi, occasionna divers accidents; les amas de neiges, crevassés par le dégel, s'éboulaient avec fracas sous les pas, et entraînèrent dans l'abîme plusieurs hommes et un plus grand nombre de chevaux. Enfin la division gagna Etroubles, d'où l'on délogea aisément les éclaireurs autrichiens; elle fut immédiatement suivie par celle de Loison.

Cette marche lente et successive, qui pouvait à peine se faire sur deux hommes de front, embarrassée par une foule de chevaux, de mulets, de canons et de caissons démontés, de traîneaux chargés de munitions et de vivres, ne permettait guère de passer plus de 7 à 8,000 hommes dans un jour. Cet inconvénient aurait pu devenir funeste, si Mélas eût été en mesure dans le bassin du Pô; mais comme son armée guerroyait en Ligurie, que le corps de Kaim était dispersé dans plusieurs vallées (1), et qu'il ne se trouvait à portée que la seule brigade Briey, la chose n'avait d'autre importance que de retarder un peu les opérations.

Lannes ne fit halte à Etroubles que le temps nécessaire pour reprendre haleine, et reposer sa troupe harassée; il poursuivit sa route jusqu'à Aoste, et arriva, le 19, devant Châtillon. Un millier de Croates ayant voulu lui en disputer l'entrée, furent culbutés et ramenés jusque sous le canon de Bard, où l'avant-garde se trouva tout à coup arrêtée.

Jusque là, Berthier seul avait conduit l'armée; Bonaparte était resté à Lausanne, autant pour prolonger l'erreur de Mélas, que pour presser l'arrivage des approvisionnements, régler la marche successive des troupes, et attendre des nouvelles de son avant-garde, et surtout de Suchet. Il en reçut, le 19, à Martigny, dont le contenu était de nature à combler ses espérances : elles lui donnaient la certitude que Mélas se trouvait à Nice le 14 mai, fort éloigné de prévoir le coup dont il était menacé; car, bien que plusieurs avis lui eussent annoncé l'existence d'une armée de réserve, il se bornait à envoyer quelques milliers d'hommes en Piémont.

Le premier consul jugea dès lors que rien ne s'opposerait à son arrivée dans les plaines de la Sésia. Transporté de joie, et brûlant d'impatience de descendre en Italie, il résolut de franchir la montagne le 20 mai.

A son arrivée à Aoste, Bonaparte trouva le général en chef parti pour rejoindre l'avant-garde; il apprit que l'armée entière restait encombrée entre le Saint-Bernard et Bard, dont Lannes avait inutilement tenté l'attaque. A la vérité, cette avant-garde s'était dirigée ensuite sur Saint-Martin par un sentier tracé dans le flanc des rochers d'Albaredo; mais les autres troupes, surtout la cavalerie et le matériel, trouvaient des obstacles insurmontables; on parlait même déjà de faire arrêter l'artillerie qui passait le Saint-Bernard. S'il faut en croire les Mémoires de Napoléon, il se rendit en toute hâte vers Bard, gravit aussitôt les rochers d'Albaredo, qui dominent le bourg aussi bien que le fort, et reconnut à l'instant la possibilité de s'emparer du premier (2).

Le 21, à l'entrée de la nuit, quelques compagnies de la 58ᵉ, sous la conduite de l'intrépide Dufour, gravissent le rocher auquel le bourg est appuyé, se précipitent de là sur l'enceinte, abattent le pont-levis et introduisent le reste des leurs. La garnison, réfugiée dans le fort, fait pleuvoir une grêle de mitraille; elle cesse enfin ce feu, plus désastreux pour les habitants que pour les Français, abrités par les maisons. Mais le brave capitaine Bernkopf, qui la commande, n'en paraît pas moins décidé à déjouer toutes leurs entreprises et à s'opposer au passage : il répond aux sommations de Lannes, qu'il connaît toute l'importance du

(1) Voyez le tableau annexé au chapitre précédent, et celui que nous joindrons ci-après.

(2) Le général Mathieu Dumas attribue tout cela à Berthier; mais les mémoires venus récemment de Sainte-Hélène, et publiés par les généraux Montholon et Gourgaud laissent peu de doute à ce sujet. On a aussi attribué la prise de Bard au général Watrin et à quatre compagnies de grenadiers, et non à la 58ᵉ. Nous nous en rapporterons à Napoléon; car Watrin dut combattre, le 21, contre le général Briey, à Monte-Strutto.

poste dont la garde lui est confiée, et les moyens de défense qu'il offre.

La rencontre d'un obstacle sur lequel on avait si peu compté, faillit renverser le brillant projet du moderne Annibal : toutes les reconnaissances confirmèrent que ce fort, dont on avait fait trop peu de cas, construit en maçonnerie sur un mamelon à pic, et armé de 20 pièces, ne pouvait être emporté de vive force, et qu'il était même impossible de hisser du canon sur un point assez élevé pour le battre. Le rocher isolé sur lequel il se trouvait assis, précipité par un éboulement du mont Albaredo, paraissait avoir été jeté dans la vallée pour la fermer hermétiquement, et ne laissait d'espace qu'à une rangée de maisons dont se compose le bourg, et au lit de la Dora-Baltea, qui s'était creusé une issue à travers l'éboulement, dans une largeur de 28 à 30 toises. Le fort, construit en ellipse, d'après la forme du rocher, n'a que 56 toises de longueur sur 32 de large; mais on y a ajouté plusieurs tours en batteries pratiquées sur la pente, et abritées contre le feu supérieur des rochers d'Albaredo par des blindages ou des voûtes. Des galeries également voûtées servent de communications entre les batteries avancées et le fortin supérieur; elles s'étendent jusque près du bourg, dont elles se trouvent séparées par des coupures retranchées; les avenues de celui-ci sont fermées par un mur d'enceinte et deux ponts-levis crénelés qui prennent toute la largeur du passage.

Les ouvrages, enfilant au loin la route qui passe par la rue de Bard même, à portée de pistolet des batteries, il semblait que l'armée ne pût faire un pas de plus : heureusement on avait découvert, ainsi que nous l'avons déjà dit, un petit sentier pratiqué à gauche sur les crêtes du mont Albaredo, et quoiqu'il n'eût jamais servi qu'aux pâtres de chèvres, on y fit passer, un à un, l'infanterie de Lannes, qui reçut l'ordre de se diriger sur Ivrée, et de l'emporter à quelque prix que ce fût. La division Watrin se porta dès le même jour sur Monte-Strutto, où elle rencontra la brigade Briey, forte d'environ 2,500 hommes, qu'elle rejeta jusqu'à Borgo-Franco, et ensuite sur Ivrée. Dans l'intervalle, on fit travailler 1,500 hommes à frayer un peu le chemin, à soutenir par des levées les endroits les plus étroits et les plus scabreux, à creuser des marches aux points dont la pente trop roide devenait à la fois dangereuse et fatigante. Bonaparte le gravit lui-même, au moment où les divisions de réserve y défilaient; mais, quoique ces travaux eussent aplani bien des difficultés, il n'en était pas moins impossible de songer à conduire du canon par ce sentier.

Cependant le temps pressait; les résultats de l'entreprise allaient être compromis si l'on ne trouvait un moyen de passer l'artillerie et les munitions; à la vérité, l'infanterie aurait toujours pu guerroyer dans le terrain coupé qui environne Ivrée, et attirer sur ce point la majeure partie des forces de Mélas; mais il eût été difficile qu'elle se hasardât en Lombardie avant la reddition de Bard, et jusque là toute l'opération était manquée. On imagina de faire traverser les pièces et les caissons par le bourg de Bard, à la faveur de l'obscurité, en couvrant la rue de fumier, et enveloppant les roues de manière à éviter le moindre bruit. Quarante pièces et une centaine de caissons furent ainsi traînés à la prolonge par les canonniers, que le feu de la garnison vint troubler plus d'une fois dans ce périlleux travail. L'artillerie de la place leur faisait peu de mal; mais les Autrichiens, lançant des pots à feu et des grenades, firent sauter plus d'un caisson, et blessèrent un certain nombre des braves volontaires qui se dévouaient.

Bonaparte, tourmenté d'impatience et d'inquiétude, employa d'un autre côté tous les moyens possibles pour surmonter ce malheureux obstacle. En même temps qu'il faisait reconnaître le chemin qui mène de Verres par la vallée de Challant à Grassoney dans celle de Vallaise, pour descendre ensuite à Setto-Vittone; il en faisait chercher d'autres par le col de Cogne sur la vallée d'Orco, ou plus près sur le versant des montagnes voisines du fort, dont il ordonnait même, contre l'avis de Marescot, de tenter l'escalade.

Le général Loison, chargé de cette audacieuse entreprise, s'avance à la tête de quelques centaines de grenadiers; ces braves qui ne redoutent rien, franchissent les palissades et pénètrent jusqu'au pied du mur de revêtement; l'artillerie, chargée à mitraille et la mousqueterie qui part de tous les créneaux ou des machicoulis, sème la mort parmi

eux; ils ne veulent pas renoncer, sous les yeux du premier consul, à une entreprise qu'il attend de leur valeur : 200 blessés, au nombre desquels on compte Loison et Dufour, attestent leurs efforts; mais ils sont enfin contraints à chercher un refuge dans le bourg. Bonaparte ne s'était point flatté d'emporter ainsi d'emblée, un fort peu susceptible de l'être; mais il espérait frapper de terreur le commandant autrichien, et le décider à une prompte capitulation.

Plus heureux devant Ivrée, le général Lannes l'avait emportée d'assaut. Cette place, négligée depuis un siècle, n'avait pas vu d'ennemis depuis que le duc de Vendôme l'avait réduite en 1704. Ses fortifications tombaient en ruines; on voyait à peine les traces des deux châteaux qui en faisaient jadis la principale défense : un fortin carré, qu'on a honoré du nom de citadelle, n'était pas même en état. Les Autrichiens, pour lesquels elle n'avait été jusque là d'aucun intérêt, songèrent à y travailler quand l'ennemi fut aux portes; il s'agissait de les prévenir, car chaque minute de retard pouvait compromettre l'armée.

Le château ayant été escaladé, le 23, par un coup de main des plus heureux, Lannes fit former, le jour suivant, les 22e et 40e régiments en 3 colonnes d'attaque. La brigade Briey, réfugiée sous l'abri de cette place, la défendit avec assez de fermeté (1); mais assaillie avec une impétuosité devant laquelle tout pliait, elle fut forcée dans la ville, où les colonnes républicaines pénétrèrent après avoir fait tomber les ponts-levis. Les débris de ce détachement cherchèrent un refuge sur la Chiusella, où le général Haddick les recueillit avec un corps de 5 bataillons et 4,000 chevaux.

Cependant le passage successif de l'artillerie par la ville de Bard s'était opéré, un peu lentement, à la vérité, mais néanmoins avec plus de succès qu'on ne l'aurait cru. En même temps les troupes filaient sans interruption, homme à homme, par le sentier de la montagne d'Albaredo; en sorte que, le 27 mai, le gros de l'armée se trouva réuni à Ivrée avec son parc (2). La division Chabran, qui s'était rassemblée au petit Saint-Bernard, descendit sur Aoste, malgré les difficultés inouïes, et prit le soin de former le blocus du fort de Bard.

A sa droite, le général Thurreau était descendu du mont Cenis sur Suze. Une colonne de 1,800 hommes, partie avec lui de Fénestrelles et des hauteurs de Chaumont, s'avança sur Gravière; une autre de 2,800 hommes descendit à Novallèse. La brigade Lamarsaille, qui couvrait Suze, au nombre de 4,000 hommes, en défendit l'approche avec avantage, d'abord contre le premier corps, puis contre le second; jusqu'à ce que, menacée à gauche par une vigoureuse attaque de la colonne de Thurreau, elle se replia sur Avigliano, où Kaim, accouru de Turin avec quelques renforts, vint en prendre lui-même le commandement.

A gauche de l'armée, le général Bethencourt, avec une brigade de l'ancienne division du Valais, gravissait le Simplon, forçait l'horrible défilé de Gondo, et poussait devant lui la brigade Laudon, de Domo-Dossola sur Gravelone. Pour communiquer avec lui, et avoir des nouvelles de Moncey, le général Lecchi fut lancé, avec 2,000 Italiens, de Grassoney dans la vallée de la Sésia, ce qui ne contribua pas peu à décider la retraite de Laudon, en lui donnant des inquiétudes sur sa communication.

Les divisions que le général Moncey amenait de l'armée du Rhin, commençaient de même à des-

(1) Les Français portent la garnison d'Ivrée à 4,000 hommes : la relation autrichienne dit, que Briey prit position derrière, et n'y laissa que 400 hommes : cependant elle parle d'un bataillon entier qui défendit le dernier les murailles. Nous croyons donc que la brigade, qui comptait 2,400 hommes sur ce point, concourut à sa défense.

(2) Elle se composait alors des corps suivants, sans compter Moncey, Thurrau et Bethencourt.

Lannes	Division	Watrin.	
	Brigade	Mahler.	
	Idem	Rivaud, cavalerie.	
Duhesme	Division	Loison.	
	Idem	Boudet.	
Victor	Division	Chambarlhac.	
	Idem	Gardanne.	
Réserve. Murat	Division	Monnier.	
	Division de cav.	Harville.	Kellermann.
	Idem	Duvigneau.	Champeau.

Flanqueurs. Brigade italienne Lecchi.
Division Chabran, restée autour de Bard.

cendre le Saint-Gothard; mais, outre les obstacles que la brigade Dédowich opposait à la tête de ses colonnes, la difficulté des vivres dans ces agrestes vallées, ravagées depuis trois ans par les deux partis, avait forcé à les échelonner par régiment, ce qui devait retarder de quelques jours la possibilité de les mettre en action.

Ainsi, malgré l'extension de sa ligne et la multitude de ses colonnes, Bonaparte voyait son plan réussir, comme s'il n'y avait pas eu le moindre dérangement à craindre de la part de ses adversaires. Personne mieux que lui ne savait diviser ses forces pour faciliter leur marche et les réunir ensuite à propos. Cette dissémination apparente trompait l'ennemi, facilitait les subsistances, flanquait la marche du corps de bataille; mais la concentration de ces divisions devenait tôt au tard entre ses mains un sûr garant de la victoire. Toutefois, par une bizarrerie assez extraordinaire, la campagne de Marengo, qui eut de si brillants résultats, fut celle où il s'écarta le plus des principes, du moins dans les mesures d'exécution.

Malgré ses premiers succès, l'armée française n'était point solidement établie, et il importait surtout de lui procurer une base plus large, autant pour assurer son approvisionnement que pour donner plus de champ à ses opérations. Lannes ne resta donc pas longtemps oisif à Ivrée; soutenu par une division de réserve, sous les ordres du général Boudet, il marcha à l'ennemi, qui comptait vainement sur la protection de la Chiusella, pour couvrir l'avenue de Turin, et y attendre des renforts.

Le général Haddick, à qui cette tâche était confiée, s'imagina, selon l'usage, de tout couvrir en faisant tout occuper; il avait partagé ses 8 bataillons et 30 escadrons en 5 détachements; Briey gardait San-Martino avec 3 bataillons; Festenberg, éclairant Verceil, avait 10 escadrons; Pilatti couvrait Vische et Chivasso; Palfy, à la tête de 3 bataillons et 8 escadrons, défendait les hauteurs de Romano; enfin, 2 bataillons gardaient le pont de la Chiusella. Lannes fit attaquer ce poste par la 6ᵉ légère; les Autrichiens, la voyant un peu ébranlée par le feu de 5 pièces, eurent l'imprudence de passer le pont pour la charger; et, après un succès passager contre les premiers pelotons, ils furent vigoureusement ramenés. Macon, irrité des obstacles que son régiment éprouvait au pont, se jette dans la Chiusella à droite et à gauche, et force l'ennemi à lui abandonner le poste. Palfy, accouru des hauteurs de Romano pour le reprendre, se précipite à la tête de 4 escadrons sur les Français, mais il tombe frappé à mort, et ses troupes ébranlées reprennent le chemin de Romano.

Haddick, voyant sa cavalerie engagée sur un terrain fourré, la fit reployer dans les champs plus favorables de Montaleghe. Les républicains suivaient l'ennemi avec leur vivacité accoutumée, lorsque le successeur de Palfy, à la tête de 2,000 chevaux, chargea à son tour l'infanterie, qui s'abandonnait trop, la dispersa sur le plateau et même jusqu'au pied des montagnes, puis se reporta sur Romano, au moment où la brigade Mahler débouchait de son côté. Plein de confiance dans ses escadrons, Pilatti attaqua cette infanterie avant sa formation; mais, après un léger avantage, il céda enfin au nombre, et exécuta sa retraite avec fermeté sur le bac de Foglizzo, où Haddick passa l'Orco sans être inquiété, quoique cette opération durât sept ou huit heures. Briey, qui n'avait pas vu d'ennemis, se replia sur Aglie.

Ce combat fut très-honorable pour les troupes impériales; les deux partis s'en attribuèrent, non-seulement la gloire, mais encore les avantages. Les Impériaux prétendirent que leur cavalerie prouva toute sa supériorité sur l'infanterie française. Les républicains affirmèrent que le combat doubla le courage des jeunes soldats, tout étonnés de voir plier devant leurs baïonnettes, ces superbes escadrons, l'orgueil de l'armée autrichienne. Lannes, ayant poussé jusqu'à Chivasso, s'empara, sur le Pô, d'un grand nombre de barques chargées, capture d'autant plus précieuse, que l'armée n'avait pas le moindre équipage de pont (1).

(1) L'armée avait plusieurs compagnies de pontonniers et de sapeurs; quant aux pontons, il n'était pas question d'en faire passer au Saint-Bernard; mais on savait qu'on n'en aurait besoin que sur le Pô et le Tésin, où l'on trouve assez de matériaux et de barques pour jeter des ponts.

Mélas,

OBSERVATIONS.
Dont 4,000 de cavalerie.
Grenadiers.
Idem.
Insurgés Liguriens, environ 2,000.

Bonaparte, arrivé à Ivrée, avait un parti décisif à prendre. Il était aisé de prévoir que Mélas ne resterait pas dans le comté de Nice, et il fallait s'attendre à le rencontrer incessamment. Trois partis s'offraient au général français : le premier, de remonter entre la gauche du Pô et le pied des Alpes, pour se rallier successivement à Thurreau et à Suchet; le second, de passer le Pô à Cambio, et de se porter droit sur Gênes au secours de Masséna; le troisième, de marcher sur le Tésin, de s'emparer de Milan et de Plaisance. Le premier, plus prudent, ne menait à rien de décisif. Le second, un peu scabreux, tant que la jonction avec Moncey ne serait pas opérée, n'était pourtant pas si impraticable que le consul lui-même l'a pensé : dans l'emplacement réel des forces ennemies, il eût pu conduire 30,000 Français par Novi à Gènes, avant l'époque de sa reddition; mais l'incertitude, si la place tenait encore, et l'ignorance des mouvements de l'ennemi, firent juger ce parti trop dangereux. Le troisième exigeait plus de temps, et compromettait par cela même le sort de Masséna; mais il était plus brillant; car, outre qu'il procurait à la fois de glorieux trophées et d'immenses ressources, il conduisait plus vite à une réunion avec Moncey, sans laquelle la position de l'armée semblait précaire (1).

Un général ordinaire eût probablement pris le premier de ces partis, Bonaparte s'arrêta au troisième, et il faut avouer qu'il fut merveilleusement secondé par la lenteur de son adversaire, dont il est temps de reprendre les opérations.

Nous avons quitté le général autrichien sur les bords du Var, où Suchet le contenait avec environ 12,000 hommes; Mélas jugea avec raison que ses succès seraient incomplets, tant qu'il ne se rendrait pas maître de l'immense pont jeté sur cette rivière, et des ouvrages qui le couvraient. Alors seulement il eût pu regarder ses positions dans les Alpes maritimes comme consolidées, et donner tous ses soins à la réduction de Gènes, ou à de nouvelles entreprises, soit contre la Provence, soit contre la Suisse ou les troupes qui en déboucheraient.

Cette attaque de la tête de pont semblait d'autant plus pressante, qu'une dépêche de Masséna interceptée, annonçait qu'il n'avait de provisions que jusqu'au 24, et qu'il comptait avant cette époque être délivré par l'armée de Berthier. Mélas ne douta plus dès lors de l'existence de l'armée de réserve; mais il la considérait plutôt comme un épouvantail que comme un corps redoutable, et il restait toujours à savoir sur quel point elle agirait. Il était naturel de penser que ce serait par les routes du mont Cenis ou du mont Genèvre, et, si elle n'était qu'un ramassis de nouveaux bataillons, comme tout portait à le croire, on devait en avoir bon marché à son arrivée dans les plaines du Piémont.

Le général autrichien ordonna donc, le 12 mai, à trois brigades, de repasser le col de Tende et de marcher sur Turin; mais le faux avis que Berthier se portait sur le Var pour renforcer Suchet, fit révoquer ce mouvement le lendemain. L'incertitude fut enfin dissipée le 18, par un rapport de Kaim; il annonçait l'approche d'un corps considérable par le Valais, et la résolution qu'il avait prise de renforcer Wukassowich de 1,500 chevaux, sous le général Doller. Mélas reprit alors son premier projet; la brigade Knesewich alla renforcer Kaim; Zach courut à Turin, et Mélas partit lui-même de Nice, avec la brigade Auersberg pour le suivre; la division de cavalerie du comte Oreilly (2) fut également assignée à Kaim. Le général Elsnitz resta sur le Var avec 18,000 hommes divisés en cinq brigades (3), bientôt renforcées par celle de Saint-Julien, que la capitulation du fort de Savone rendit disponible peu de jours après.

(1) Si le premier consul avait attendu Moncey pour agir ensuite avec 50,000 hommes réunis, ce parti eût paru en effet préférable : mais, s'il ne devait passer le Pô qu'avec 29,000 hommes, comme il le fit le 7 juin, il l'eût pu tout aussi bien vers la fin de mai, puisqu'alors Elsnitz et Ott, engagés en Ligurie, n'étaient point à craindre. Dans l'état des choses, au 30 mai, il eût fallu, selon moi, passer le Pô avec 35,000 hommes vers Cambio, et diriger Moncey à marches forcées par Varèse sur Milan et Pavie, pour couvrir la communication des ponts, et soutenir l'armée au besoin. Il n'avait rien à craindre de Wukassowich et de Laudon, inférieurs à ses deux divisions.

(2) Brigades Palfy et Nobili

(3) Lattermann et Weidenfeld à gauche vers le pont de Saint-Laurent; Ulm et Bellegarde, au centre, vers Aspremont; Gorrup, à droite, sur la Tinea.

C'était plus qu'il n'en fallait pour contenir les 12,000 hommes de Suchet; mais le général autrichien, attachant le plus haut prix à la chute de Gênes, ne voulait laisser aucune communication possible avec cette ville. Elsnitz reçut donc pour instruction, dans le cas où il serait menacé par des forces supérieures, de se retirer derrière la Roya : s'il était forcé là, et que Gênes tînt encore, il devait disputer le terrain jusqu'à Savone, et s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité : Gênes, au contraire, était-il rendu, Elsnitz devait alors ne laisser que 2,000 hommes en Ligurie, et se diriger avec 16,000 sur le col de Tende. Ces dispositions, excellentes dans l'opinion que Berthier déboucherait en Piémont avec des forces inférieures, étaient de mauvais palliatifs dans la supposition contraire, et l'on ne tarda pas à se convaincre de leur insuffisance.

Pendant que ceci se passait, Elsnitz n'avait rien osé entreprendre contre la tête de pont du Var, devant laquelle il se trouvait depuis le 14 mai; son artillerie n'ayant pu suivre par la route de la Corniche, il se contenta de quelques démonstrations peu inquiétantes; Suchet profita de ce temps pour en faire compléter et armer les ouvrages, de manière à la mettre en état de résister à une attaque d'emblée; ce que le général Campredon exécuta avec autant de zèle que d'habileté.

Cependant le général autrichien n'avait pas renoncé à l'espoir de faire face à tout : tourmenté par la nouvelle des échecs que son lieutenant venait d'essuyer devant Gênes, et plus encore par les renseignements contradictoires qu'il recevait sur des rassemblements de troupes à Genève et en Savoie, Mélas apercevait bien l'orage se grossir autour de lui; mais il ne se doutait ni de son importance ni du côté où il éclaterait. Décidé néanmoins à ne point disputer les différents passages des Alpes, mais à tomber sur l'ennemi dès qu'il paraîtrait en plaine, il porta sa principale attention sur les moyens de se mettre en mesure au premier avis qu'il en recevait, et les 10,000 hommes de renforts envoyés dans le bassin du Pô, lui parurent suffisants pour atteindre ce but.

Il s'en fallait de beaucoup que ce calcul fût juste, comme on s'en convaincra facilement par l'examen des tableaux joints à ce chapitre, où l'on voit d'un coup d'œil l'emplacement des forces des deux partis et leurs chances respectives. Mélas avait tellement disséminé les 100,000 hommes dont son armée se composait, qu'il était partout en prise aux coups des Français. Au fait, on ne saurait se dissimuler que sa position ne fût embarrassante : amener des forces inférieures sur le Pô et s'y faire battre, c'était compromettre sans retour les corps d'Elsnitz et d'Ott : évacuer, au contraire, les Alpes maritimes pour se concentrer vers Turin, c'était ouvrir à Suchet le chemin de Gênes, et renoncer à la prise de Masséna.

Toutefois, pour diminuer les chances défavorables que présentait cet état de choses, on résolut de tenter une attaque sérieuse contre la tête de pont du Var, dans l'espoir que la chute de ce poste important paralyserait totalement le corps de Suchet, et permettrait d'utiliser au besoin une partie de celui d'Elsnitz en Piémont.

La grosse artillerie autrichienne, ayant enfin débarqué à Nice, fut conduite dans les batteries préparées et démasquées, le 22 mai, au matin. La brigade de grenadiers de Lattermann et celle de Bellegarde s'avancèrent alors en trois colonnes contre les ouvrages défendus par la division Rochambeau. Ces masses, protégées à leur droite par une forte batterie, et à gauche par plusieurs frégates et chaloupes anglaises, livrent vainement deux assauts. Les républicains instruits de leurs préparatifs par le télégraphe de Montalban (1), soutiennent l'attaque avec fermeté : les colonnes autrichiennes arrivées à portée de pistolet, sont accueillies par des décharges à mitraille : les plus braves tombent sous le fer meurtrier, les autres chancellent; un feu de mousqueterie, auquel ils ne peuvent riposter, vient accroître le ravage; et les assaillants reprennent le chemin du camp, après avoir essuyé une perte sensible (2).

(1) En évacuant Nice, Suchet avait jeté garnison dans les forts de Villefranche et Montalban. Ce dernier, situé sur une montagne très-élevée, avait un télégraphe, dont les signaux correspondaient avec l'armée derrière le Var, et lui apprenaient tout ce qui se passait dans la ligne ennemie.

(2) Nous avons adopté la relation française pour cette attaque, dont le journal autrichien n'a fait qu'un simple bombardement.

La mauvaise issue de cette tentative, jointe aux échecs réitérés d'Ott devant Gênes, étaient de funestes présages pour le général autrichien, et redoublaient ses embarras. Cependant il n'y avait pas à balancer : les rapports de ses lieutenants devenaient de plus en plus alarmants ; Mélas, qui s'était rendu à Coni le 22, apprit presqu'au même instant l'attaque de Suze par Thurreau, la prise d'Ivrée par Lannes, et la présence de Bonaparte en Italie avec des forces imposantes. Ces deux premiers événements n'étaient point incompatibles avec les différentes suppositions faites jusqu'alors ; mais le dernier changeait entièrement la face des affaires. Mélas se refusant encore à y croire, envoya au consul un parlementaire qui le connaissait personnellement, pour s'assurer de la vérité de ces rapports (1). Rien n'était plus positif que la présence d'une forte colonne française dans la vallée d'Aoste ; mais on espérait encore que ce n'était qu'une puissante diversion pour dégager Masséna et Suchet. L'entreprise de Thurreau par le mont Cenis sur Suze compliquait les conjectures, et il semblait assez probable en effet que, si le gouvernement français voulait tenter quelque effort pour sauver Gênes, il le dirigerait de Lyon par cette route, plutôt que par un point plus éloigné. Cette diversion remplit si parfaitement son objet, que Kaim se porta lui-même à Avigliano, pour reconnaître les forces de Thurreau ; Zach, trompé, fit renforcer par la brigade Knesewich ce corps déjà supérieur à l'ennemi, et prit les précautions les plus minutieuses pour retirer au besoin la colonne du général Nimptsch, de la vallée de Perosa.

Ces attaques partielles, quoique d'un mauvais augure, ne détruisaient pas entièrement les songes de Mélas. Après l'arrivée des troupes envoyées de la Ligurie et de la division Oreilly, les forces impériales et piémontaises dans la vallée du Pô et de Suze, s'élevaient à 25,000 fantassins et 10,000 chevaux ; Mélas les jugea encore suffisantes pour arrêter l'ennemi, dont il n'évaluait le nombre qu'à 25 ou 30,000 hommes : peut-être même se flatta-t-il un instant de renouveler à cette occasion la manœuvre qui lui avait si bien réussi à Fossano contre les colonnes séparées de Championnet. La certitude que le fort de Bard tenait encore, lui faisant espérer d'avoir bon marché de la colonne qui oserait déboucher de la vallée d'Aoste sans artillerie, il comptait porter ensuite ses efforts contre celle de Suze.

Le combat de Romano et la défaite de Palfy, le 26 mai, ne tardèrent pas à dissiper cette dernière illusion : le canon français avait tonné sur les escadrons de Palfy, et dès qu'il y en avait une pièce, il pouvait y en avoir cinquante. Cet événement ne laissait aucune incertitude sur la nature des dangers que l'armée impériale courait ; Mélas ne pouvant plus douter que Bonaparte ne s'avançât contre lui avec des forces imposantes, aurait dû juger dès lors qu'il ne s'agissait plus de prendre des demi-mesures.

Il lui restait encore quelques chances de salut, bien que toutes fussent accompagnées de quelques inconvénients. Si Bonaparte marchait par la gauche du Pô sur Turin, il n'y avait qu'un moyen, celui de rassembler en toute hâte les corps d'Elsnitz, de Kaim et d'Ott, vers Alexandrie ou Asti ; en sorte que les deux armées, placées dans leur ordre naturel, appuyées réciproquement sur leur base, eussent remis la possession du Piémont au sort d'une bataille, dans laquelle 60,000 vétérans, dont 12,000 d'une superbe cavalerie, ne devaient pas laisser la victoire douteuse. A la rigueur, on pouvait même laisser Ott devant Gênes ; mais Suchet ayant le champ libre, et pouvant aller au secours de Masséna, cela n'eût servi à rien, qu'à se priver inutilement du tiers de l'armée impériale.

Dans le cas où le consul se porterait sur Milan, Mélas, réunissant ses forces, pouvait se jeter à son tour sur la propre communication des Français, et voler avec 50,000 hommes sur le Tésin. Il avait aussi la faculté de filer vivement par Plaisance et Crémone sur Mantoue ; détermination un peu humiliante, à la vérité, puisqu'on eût livré par cette seule marche, et sans brûler une amorce, toute l'Italie à la merci des républicains. La marche sur le Tésin avait l'inconvénient de mener dans les plaines coupées de la Lombardie, où la cavalerie impériale eût été hors d'état d'agir : cependant, comme il restait en outre des forces égales en in-

(1) La relation autrichienne se tait sur cette circonstance ; mais elle est si positivement affirmée par Bonaparte lui-même, qu'il faut bien l'admettre.

fanterie et artillerie, on pouvait le risquer. L'opération semblait d'autant plus naturelle, qu'on eût placé l'armée française dans une situation très-critique; en cas de revers, elle n'aurait d'autre parti à prendre, que de se replier par les bailliages italiens sur le Saint-Gothard, en sacrifiant toute son artillerie, et s'exposont à la plus affreuse misère. Encore eût-il fallu pour cela qu'elle n'attendît pas un engagement décisif entre le Tésin et Milan; car alors il ne lui serait resté qu'à se jeter dans les horribles défilés de la Valteline et de l'Engadine, sans prévoir l'issue qu'elle y trouverait.

Enfin, si Bonaparte s'arrêtait au parti contraire de manœuvrer sur la rive droite du Pô par Plaisance, Mélas aurait alors toute la facilité désirable d'opérer sur le Tésin et l'Adda, pour rouvrir les communications de l'armée, en abandonnant momentanément la plaine du Piémont.

Mais, dans toutes ces suppositions, la première condition de réussite était une prompte retraite du corps d'Elsnitz sur Coni et le col de Tende, ou même sur Fossano, pour pouvoir ensuite opérer la jonction au moment convenable, et le général autrichien ne put s'y décider. On est toujours enclin à croire ce que l'on désire; Mélas se persuada que l'armée de réserve opérerait sur Turin, pour se lier à Thurreau; et il présumait être en état de tenir autour de cette ville, pour donner le temps à Ott de soumettre Gênes. Ce coup une fois frappé, rien ne l'empêcherait alors de retirer la majeure partie des forces de la Ligurie, afin d'opérer selon les circonstances.

Toutes les instructions aux généraux Kaim et Wukassowich furent rédigées dans ce but jusqu'au 28 mai : le premier dut faire retrancher Moncaglièri et Carignano, et travailler à la tête de pont de Casal. Le second, auquel on assigna les brigades de cavalerie Festenberg et Doller, reçut l'ordre de défendre le Tésin autant que possible; puis, en cas où il y serait contraint par des forces supérieures, de se replier sur Pavie, et d'y passer le Pô. Les magasins, dépôts, caisses, en un mot tout ce qui se trouvait à Milan devait être évacué sur Mantoue. Haddick, renforcé de 2,000 fantassins, fut chargé de tenir derrière l'Orco.

Dans ces entrefaites, Bonaparte, de son côté, adoptait un parti, capable d'imposer de plus en plus au général autrichien, mais qui lui donnait aussi le loisir de prendre ses mesures. Laissant un rideau d'observation vers Chivasso et Trino, il résolut de passer le Tésin, d'inonder comme un torrent la Lombardie, de chasser le corps qui la couvrait jusque sous le canon de Mantoue, pour faciliter ainsi la jonction de Moncey, qui descendait le Saint-Gothard dès le 27 mai (1). Ce projet audacieux, calculé avec une rare précision du temps nécessaire, eut un plein succès, malgré les marches divergentes auxquelles il donna ensuite lieu. Pour en assurer l'exécution, Bonaparte laissa Lannes sur la Chiusella, et fit défiler toute l'armée derrière lui, de manière à ce que la réserve aux ordres de Murat se trouvât former l'avant-garde, et se réunît, le 30 mai, à quelque distance du Tésin, suivie de près par les divisions Loison et Victor.

Cette entreprise allait placer le corps de Wukassowich dans une position difficile : la brigade Dédowich, engagée vers Bellinzona avec la tête des colonnes de Moncey, n'était point disponible, et eût été d'ailleurs trop éloignée pour concourir à la défense du Tésin; celle de Laudon, qui venait de se retirer jusqu'à Arona devant Bethencourt, craignant d'être prévenue à Sesto-Calende, avait passé le lac Majeur, et débarqué à Angera, d'où elle fut dirigée en toute hâte sur Bufalora. La cavalerie du général Festenberg était donc pour l'instant la seule force sur laquelle on pût compter, et lors même que Laudon l'eût jointe à temps, ce n'était pas 5,600 hommes qui pouvaient tenir de Sesto-Calende à Pavie contre 30,000 Français. Wukassowich se rendit de sa personne à Bufalora, pour aviser aux moyens de défense; il fit jeter un pont à Sesto pour assurer la retraite du prince de Rohan qui venait de Borgo-Manero, et celle de Laudon qu'il attendait par la rive occidentale du lac.

Le Tésin est large, profond et rapide; quoique le superbe canal qui part d'Oleggio conduise une grande partie de ses eaux à Milan, le volume en

(1) Napoléon dit que Moncey était arrivé le 31 mai à Bellinzona; les Victoires et conquêtes disent le 22. Le journal autrichien porte son attaque au 28.

encore assez considérable pour former un stacle majeur aux opérations d'une armée. Ce ınd canal, qui longe la rivière jusqu'à Bufa- a à une très-petite distance, semblait accroî- les difficultés d'un passage, et devint dans cette asion une cause principale de succès. Le géné- Festenberg, craignant sans doute d'engager le s de ses forces sur cette étroite langue de terre, avait placé que des postes : Murat, après avoir ssé des partis de cavalerie jusque vers Somma, de diviser l'attention de l'ennemi, porta, le 31 i, la division Monnier en face de Turbigo (1), elle de Boudet sur Bufalora. A l'aide d'un petit nbre de nacelles, saisies dans un bras du Tésin, ljudant général Girard se jette avec quelques ves sur la rive gauche : soutenu peu à peu par bataillon de la 70ᵉ, et protégé par les batteries i foudroient les cinq pièces autrichiennes pla- s pour défendre le passage, il aborde audacieu- nent la cavalerie de Festenberg, dont les esca- ns n'osant s'engager dans un terrain fourré, où r ruine serait certaine, repassent le canal et se lient sur Turbigo.

Laudon, averti par le bruit du canon, presse sa rche par Galarate sur Castano; déjà son avant- de qui le précède s'était retirée vers ce bourg, squ'il rentre avec le gros de sa colonne dans le lage de Turbigo; et charge même avec succès troupes avancées de Girard. Cet intrépide offi- profite de tous les accidents, et défend le pont Naviglio, pour donner à la division le temps de ir à son secours; enfin, le général Monnier ayant ii une partie de ses forces, franchit le canal, se sur Turbigo, baïonnettes baissées, et l'em- e (2). La nuit qui survint facilita la retraite Autrichiens. Wukassowich s'étant fait précé- de deux bataillons pour occuper le château de n, prit la route de cette ville, avec l'intention agner la ligne de l'Adda; il prescrivit à Dédo- de venir le joindre vers Cassano.

urat, instruit du départ de l'ennemi, fit passer, ᵉʳ juin, la division Boudet à Bufalora, et se mit à la poursuite de Wukassowich; mais, celui-ci, ayant laissé 2,800 hommes au général Nicoletti, pour la garnison du château de Milan, avait déjà évacué cette capitale, toujours destinée à devenir, sans coup férir, la proie du vainqueur. Il se retira sur Lodi, dans l'espoir de tenir derrière l'Adda, à l'aide de la brigade Dédowich, dirigée, comme on vient de le dire, sur Cassano.

Bonaparte, qui marchait à l'avant-garde, entra à Milan le 2 juin. Les divisions Boudet et Loison durent poursuivre les Autrichiens sur l'Adda et observer Pizzighetone; celle de Monnier garda la capitale et en investit le château. Le corps italien de Lecchi, qui était descendu de Varallo vers Arona, laissa au général Bethencourt le soin de bloquer cette petite place; et, après avoir passé le Tésin à Sesto-Calende, se dirigeait par Varèze et Monza sur Cassano.

Rien ne s'opposait dès lors à la marche de Moncey; car Dédowich qui avait compté sur les difficultés du mont Cénère pour lui défendre la route de Lugano, ayant été rappelé sur l'Adda, le général français put sans obstacle déboucher par Como et Varèze.

Dans les entrefaites, Lannes n'avait pas été moins heureux du côté de Pavie. Pour masquer le mouvement de l'armée sur le Tésin, il avait attaqué vivement, le 28 mai, le poste de Foglizzo, que Haddick conservait à la gauche de l'Orco, et forcé les Autrichiens à en brûler le pont. Après leur avoir ainsi donné le change, Lannes dut laisser à un faible détachement de Chabran la tâche pénible de couvrir la communication du Saint-Bernard, et suivre lui-même la marche de l'armée, afin de s'emparer de Pavie, point stratégique important vers la jonction du Tésin et du Pô, et qui, dans la situation relative des deux partis, devenait en quelque sorte la clef de toutes les positions de l'armée française. Les Autrichiens y avaient formé un dépôt principal, et les prises qu'on y fit en vivres, artillerie ou munitions ne furent pas le résultat le moins avantageux de cette conquête : on n'y comptait

) Voyez la carte en quatre feuilles : sur quel- exemplaires ce nom a été mal à propos remplacé ce lui d'Induno; ce dernier village existe, mais osition à laquelle on a placé son nom est bien celle de Turbigo. Nous avons fait rectifier cette erreur.

(2) Le rapport autrichien dit que Wukassowich se maintint en possession du village et de la ligne du Naviglio.

pas moins de 200 pièces de canon, 8,000 fusils, et des approvisionnements proportionnés.

Cette contre-marche atteignit entièrement son but; les Autrichiens, après l'affaire du pont de Foglizzo, s'attendaient, le 29 mai, à une tentative plus sérieuse contre Turin; mais, à leur grand étonnement, ils apprirent que Lannes était retourné à Chivasso, et les espions s'accordèrent à rapporter que les Français marchaient en forces vers la Lombardie. Mélas espérait que Wukassowich aurait réuni ses 10,000 hommes pour défendre le Tésin; il ne savait encore rien de positif sur la marche de Moncey, et la nouvelle du mouvement de Bonaparte lui suggéra l'idée d'assaillir par Verceil la ligne de retraite de son adversaire, en même temps qu'il serait arrêté de front sur le Tésin. A cet effet, Kaim dut renforcer Haddick, de 6,000 hommes, et Skal passer le Pô à Casal avec 4,000. Mais, au moment de déboucher, le 31 mai, Mélas apprit à la fois les derniers revers essuyés sur le Danube, la retraite de Kray sous Ulm, et la nouvelle que Moncey ayant assailli la droite de Wukassowich, avec des forces quintuples, celui-ci pressé de toutes parts se trouvait hors d'état de tenir tête derrière le Tésin à 50,000 Français. Le danger toujours croissant exigeait d'autres mesures qu'une attaque partielle contre Verceil, et elle fut contremandée.

Mélas, jugeant que ce projet ne serait plus qu'une échauffourée, résolut, le 31 mai, au soir, de réunir toute son armée autour d'Alexandrie. A cet effet, il prescrivit à Elsnitz d'abandonner sur-le-champ le comté de Nice, pour se diriger vers la Bormida par Tende, Coni et Asti. Le corps de Turin dut attendre que le précédent fût arrivé à sa hauteur, alors il marcherait également vers Asti, en laissant 3,500 hommes dans la citadelle de Turin, et jetant ses avant-postes dans Coni pour en renforcer la garnison. D'un autre côté, Ott lèverait le blocus de Gênes dans la nuit qui suivrait la réception de l'ordre (1) : son arrière-garde défendrait la Bochetta jusqu'à l'extrémité, pour que l'ennemi ne harcelât pas la marche : Gottesheim se dirigerait par Bobbio sur Plaisance, afin de garder le château et la tête de pont. Les corps de Haddick et de Kaim reçurent l'instruction de marcher par Asti sur Alexandrie, en laissant leur arrière-garde sous les ordres du général Nimptsch à Turin; celui-ci, de concert avec la garnison, devait défendre aussi longtemps que possible ce poste important contre l'ennemi venant de Suze ou de Chivasso. Le général Skal, gouverneur d'Alexandrie, eut la tâche de renforcer Casal, de garder le poste de Verruc et le cours du Pô.

La stricte et prompte exécution de ces ordres eût sans doute sauvé l'armée de la catastrophe qui la menaçait; mais la fortune, plus constante que de coutume dans la dispensation de ses faveurs, ne permit pas que cela eût lieu. Le général autrichien, en renonçant aussi subitement à son mouvement contre Verceil, tira Lannes d'un mauvais pas, et lui permit d'exécuter paisiblement l'ordre qu'il avait reçu de s'emparer de Pavie, sans que la réunion projetée pût s'effectuer à temps pour sauver Plaisance, et s'opposer au passage du Pô.

Mais quittons un moment le quartier général de Mélas, pour revenir à celui de Bonaparte.

L'entrée du premier consul à Milan, qui fut un vrai coup de théâtre pour les Lombards, excita parmi eux un enthousiasme difficile à peindre. En jugeant uniquement sur les apparences, on ne pourrait se rappeler sans un sentiment de pitié, que le même général y avait reçu un accueil brillant en 1796, et que trois ans après, Suwarow y avait été accueilli avec non moins de transports. Ce rapprochement, qui semble accuser la légèreté du peuple de ces contrées, n'offre cependant qu'une contradiction apparente. Dans les commotions politiques, où la population entière d'un pays est divisée en deux grands partis, chacun a ses sectateurs. Les applaudissements prodigués aux vainqueurs, l'étaient tour à tour par des hommes de leur parti, renforcés de cette multitude qui, en tous lieux, se range du côté du plus fort. La chose était moins étonnante encore dans une ville aussi immense, chef-lieu d'une province conquise, où le

(1) Cet ordre, qui dut partir dans la nuit du 31 mai, arriva le 1er juin à Ott, qui était dès la veille en pourparlers avec Andrieux. On ne dit point qu'à cette époque Ott dut marcher ailleurs qu'à Alexandrie, comme tant de relations l'ont avancé.

nom de patrie était inconnu depuis trois siècles. La réaction politique qui suivit le retour des Autrichiens et le renversement de la république cisalpine, avait compromis une foule d'individus et de familles. Ceux qui n'avaient pas émigré, avaient été déportés en Autriche, ou languissaient sous la surveillance d'une police sévère. Tous étaient plus intéressés aux succès de Bonaparte que les Français eux-mêmes. Aussi l'ivresse de ses partisans fut-elle à son comble. À peine pouvaient-ils en croire leurs yeux, car l'existence de l'armée de réserve, qui avait été un mystère pour le cabinet de Vienne, en était bien plus un pour les patriotes italiens. Milan retentissait encore des succès de Mélas sur le Var, quand le premier consul tomba comme la foudre au milieu de la Lombardie; et sa marche, regardée comme miraculeuse, remplissait d'un égal étonnement ses admirateurs et ses ennemis.

Son premier soin fut naturellement d'organiser une administration provisoire, sur laquelle il pût se reposer, sinon pour rallier les peuples du Milanais à ses drapeaux, du moins pour déjouer les complots des ennemis de la France, et leur imposer les sacrifices nécessaires à l'approvisionnement de son armée. Le choix en fut fait parmi les hommes les plus recommandables, et on leur prescrivit encore une modération dont ils devaient l'exemple au parti contraire; on proclama une amnistie pour rassurer tous les intérêts, éteindre les vengeances, et ramener la concorde dans tous les cœurs. Des contributions furent frappées, autant pour assurer la solde, que pour remplir les magasins. D'autres soins, non moins importants, réclamèrent l'attention de Bonaparte : le premier était d'accélérer l'arrivée de Moncey, qui défilait, comme nous l'avons dit, avec quelque difficulté de Bellinzona sur Como; le second, de pousser en attendant Wukassowich jusque derrière le Mincio; le troisième, de préparer son armée aux rudes assauts qu'elle allait être appelée à soutenir, et de profiter à cet effet de l'enthousiasme que ses succès venaient d'exciter chez les jeunes soldats comme parmi les vétérans. Persuadé qu'un régiment électrisé en vaut deux, et plus habile qu'aucun général moderne à doubler les forces morales de ses troupes, le premier consul leur adressa la proclamation suivante :

« Soldats! Un de nos départements se trouvait » au pouvoir de l'ennemi; la consternation était » dans tout le midi de la France. La plus grande » partie du territoire du peuple ligurien, le plus » fidèle ami de la république, était envahie. La » république cisalpine, anéantie dès la campagne » passée, était devenue le jouet du grotesque ré- » gime féodal.

» Soldats! vous marchez.... et déjà le territoire » français est délivré : la joie et l'espérance succè- » dent dans notre patrie, à la consternation et à » la crainte.

» Vous rendrez la liberté et l'indépendance au » peuple de Gênes, il sera pour toujours délivré » de ses éternels ennemis. Vous êtes dans la capi- » tale de la Cisalpine! L'ennemi, épouvanté, n'a- » spire plus qu'à regagner ses frontières. Vous lui » avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs » de réserve.

» Le premier acte de la campagne est terminé. » Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les » jours, vous adressent des actes de reconnaissance. » Mais aura-t-on donc impunément violé le sol » français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers » l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? » Vous courez aux armes!...... Eh bien! marchez » à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite; arra- » chez lui les lauriers dont elle s'est parée, et par » là, apprenez au monde que la malédiction est » sur les insensés qui osent insulter le territoire » du grand peuple!

» Le résultat de tous nos efforts sera *gloire sans* » *nuage, et paix solide.* »

Pendant que ces proclamations portaient dans les camps la confiance et l'amour de la gloire, les généraux Duhesme et Loison passaient l'Adda, en vue de reléguer Wukassowich derrière le Mincio. Celui-ci attendait avec impatience la jonction de la brigade Dédowich; mais ne voyant plus d'espoir de l'opérer à Cassano, il la dirigea de Lecco sur Brescia, et se retira lui-même à Créma; Laudon se rendit dans la première de ces villes; enfin d'y organiser les habitants des montagnes, qui offraient de servir en masse sous lui, pour repousser les Français. Dédowich, arrivé le 5 juin à Brescia, continua, malgré l'extrême fatigue de ses troupes, à filer, le 6, au point du jour, sur Mantoue. Du-

hesme, maître de Lodi, bloqua aussitôt Pizzighetone, et poussa des éclaireurs sur Crémone. Loison, après avoir occupé Créma et Orcinovi, fondit, le 6, sur Brescia, quelques heures après que Dédowich en était parti. On s'attendait si peu à son apparition, qu'il faillut y enlever Laudon, et prit une partie du détachement qui l'accompagnait. Wukassowich, craignant alors pour Mantoue, y jeta les débris de sa division, et plaça ses avant-gardes sur la Chiese et le bas Oglio.

Quoique ce temps parût fort bien employé, on venait néanmoins de consacrer six jours à ces différentes entreprises; délai d'autant plus funeste, que, selon toute apparence, Masséna, réduit aux abois, se trouvait hors d'état de tenir plus longtemps à Gênes (il n'avait promis de le faire que jusqu'au 24 mai).

Moncey ayant enfin réuni ses colonnes en Lombardie, rien ne s'opposait désormais à ce que l'armée continuât ses opérations.

En effet, Bonaparte n'eut pas plus tôt passé en revue les corps venus du Saint-Gothard, que son armée définitivement organisée comme l'indique le tableau ci-joint, s'ébranla sur deux lignes divergentes. Le fort de Bard avait capitulé dès le 1er juin; circontance heureuse qui rendait disponibles les troupes de Chabran occupées à ce blocus, et permettait en même temps de compter sur la route du Saint-Bernard pour ligne de retraite, dans le cas où l'on eût été contraint d'y recourir. La faible division Chabran eut donc la tâche d'observer le cours du Pô, de Chiavasso à la Sésia; la division Lapoype, du corps de Moncey, fut dirigée sur Pavie; celle de Lorges garda la Lombardie, occupa Créma et bloqua le château de Milan; Lannes et Victor eurent ordre de passer le Pô vis-à-vis de Belgiojoso; Murat de chercher à s'emparer de Plaisance; enfin Loison, laissant la brigade italienne de Lecchi à Brescia, dut se rapprocher de Duhesme et se diriger avec lui sur Crémone.

Le résultat de ces marches rapides et hardies surpassa toute attente: la renommée grossissant les objets, remplit l'Italie de ces événements, qui tenaient du prodige aux yeux des habitants de la Péninsule, et frappèrent l'armée autrichienne de stupeur.

Cependant, il importait de lui porter des coups plus directs, puisqu'on n'avait eu affaire jusque là qu'à de minces détachements; et, après avoir passé le Pô, il s'agissait de marcher à elle pour lui livrer une bataille décisive. Dès lors la situation devenait plus embarrassante; la direction excentrique donnée à l'armée dans cette opération n'en était pas le moindre inconvénient, et si l'on devait craindre de laisser la communication d'Ivrée et de Milan à la merci de Mélas, le pont de Plaisance en prise à Wukassowich, et la ligne du Tésin exposée aux coups de tous les deux, il n'était pas moins dangereux de se disséminer sur un espace aussi considérable, dans l'espoir chimérique d'envelopper une armée égale en nombre.

Quelques militaires ont pensé, en effet, que le premier consul eût agi plus conformément aux principes, s'il eût passé le Pô avec toute l'armée, en ne laissant qu'une division à Plaisance et à la tête de pont. Le problème qu'il avait à résoudre se réduisait à deux suppositions: celle où Mélas, après avoir rassemblé ses forces, se dirigerait sur le Tésin, ou bien celle où il se jetterait par Tortone sur Plaisance. Dans l'un et l'autre cas, le plus sûr était d'agir en masse sur Stradella et le Tortonais. Si Mélas longeait la rive opposée, et marchait vers le Tésin, l'armée française se réunissait à Suchet et à Masséna, et, basée sur le col de Tende et le mont Cenis, elle eût conquis la moitié de l'Italie par cette seule marche. Si le général autrichien, au contraire, voulait percer sur Plaisance; raison de plus de s'y opposer avec 50,000 hommes plutôt qu'avec 28,000; car, dans cette hypothèse, on n'avait rien à craindre pour la communication d'Ivrée, l'armée ennemie étant toute concentrée sous Alexandrie.

Le premier consul, à qui toutes ces considérations ont pu échapper dans le tumulte des marches, a bien jugé qu'on ne manquerait pas de lui reprocher sa dissémination; il allègue, pour la justifier, que Lapoype et Moncey eussent suffi pour disputer le Tésin à Mélas, jusqu'à ce que l'armée repassât le Pô, et vînt à leurs secours. Mais cette assertion n'est pas sans réplique. Pour peu que les Autrichiens eussent mis dans leur opération cette énergie et cette vivacité que Bonaparte savait si bien imprimer aux siennes, ils auraient pu passer à Valence, et se porter en une marche à Pavie, et en deux autres à Plaisance. Dix mille Français

dispersés depuis Lodi à Verceil, engagés successivement, et accablés avant de pouvoir se concerter, auraient-ils arrêté 50,000 hommes (1) victorieux ? N'était-il pas possible d'achever l'entreprise avant même que le général français en fût informé ; et, après tout, s'il était revenu à temps sur le Tésin, la position de l'armée impériale eût-elle été plus malheureuse que si elle avait dû se faire jour par la rive droite du Pô ?

Nous n'avons jusqu'à présent envisagé la question que sous son point de vue le plus favorable ; si l'on suppose, au contraire, l'armée impériale prête à se jeter sur Tortone et Plaisance, on trouvera bien plus de motifs encore pour masser l'armée française sous la direction de Stradella, puisque c'était le seul moyen probable d'éviter une défaite. En admettant même que cette concentration permît à Mélas de regagner l'Adda, n'avait-on pas conquis, comme nous venons de le dire, le Piémont et la Lombardie sans courir la chance des combats ? et l'armée de réserve, portée à 80,000 hommes par la jonction de tous les corps du mont Cenis et de la Ligurie, basée désormais sur sa ligne naturelle, n'eût-elle pas pu passer alors à la gauche du Pô, avec espoir de pousser l'ennemi sur Mantoue ? La position que prit l'armée française paralysa 29,000 hommes pour de simples accessoires ; car tous ces corps d'observation n'avaient devant eux aucune masse autrichienne destinée à tenir la campagne ; résultat qu'il importe le plus d'éviter à la guerre. Mais laissons là des suppositions qui ne sauraient rien résoudre, et, avant de revenir aux opérations de l'armée active, voyons ce qui se passait à Gênes.

Masséna avait prolongé la défense de cette ville bien au delà de ce qu'on était en droit d'espérer. Depuis le combat du 14 mai, la défense active ou extérieure avait cessé ; la famine faisait de jour en jour des progrès alarmants ; et la garnison, en proie aux plus horribles privations, se traînant à peine sur les remparts, théâtre de sa gloire, n'était plus en état de sortir : tout ce qu'elle pouvait faire, se réduisait à imposer à ses adversaires, et à contenir une population exaspérée. Déjà une insurrection organisée pour la nuit du 25 mai, venait d'être déjouée par les sages précautions du général en chef, lorsque des nouvelles reçues de l'armée de réserve parvinrent à calmer un peu les esprits.

Plusieurs officiers non moins heureux qu'intrépides avaient réussi à traverser la ligne anglaise, pour donner avis de ce qui se passait soit dans Gênes, soit à l'armée. Reille et Franceschi surtout s'étaient signalés par leur dévouement ; le dernier apporta, le 26 mai, des nouvelles du premier consul, qu'il avait quitté, le 20, au pied du Saint-Bernard. L'espoir d'un prochain secours ranima les cœurs les plus abattus. Masséna voyait dans le moindre changement des postes ennemis le signal de sa délivrance, et les attribuait à des préparatifs d'évacuation nécessités par les succès de l'armée de réserve. Le 28 mai, il ordonna une reconnaissance pour mieux s'assurer de ce qui se passait dans la ligne des assiégeants ; mais ceux-ci, favorisés par leurs retranchements et par la supériorité de leurs forces physiques, repoussèrent aisément des colonnes de soldats exténués ; le brave général Darnaud tomba grièvement blessé, et ses troupes furent ramenées jusqu'à la porte Romaine. Le 30, le général Gazan prit un orage lointain pour une canonnade, qu'il supposa venir de la Bochetta ; la joie, d'abord peinte sur tous les visages, ne dura pas longtemps : Masséna, accouru sur les hauteurs de la Tenaille, y fut témoin lui-même de l'impassible contenance des corps autrichiens, et chacun reprit d'un air morne et abattu le chemin de ses quartiers. Pour comble de malheur, un convoi de 20 bateaux chargés de grains, qui chercha le même jour à entrer dans Gênes, fut en majeure partie pris ou dispersé, un seul parvint à pénétrer dans le port.

Les angoisses ne faisaient que redoubler ; mille conjectures s'offraient à l'esprit des généraux assiégés, qui ne concevaient rien au silence de l'armée de réserve. Si elle avait passé le Saint-Bernard le 20 mai, elle devait être victorieuse ou battue avant le 30 : dans le premier cas, l'ennemi ne resterait pas si paisible devant Gênes ; mais dans l'autre, il ne manquerait pas non plus de publier sa victoire avec ostentation, pour accélérer la reddition de la place.

Masséna, que les malheurs exaspèrent bien plus

(1) Avant la prise de Gênes et les pertes d'Elsnitz, Mélas en avait 70,000.

chevaux et 40 pièces. Encore ces troupes n'étaient-elles pas toutes en mesure de recevoir le premier choc, qui devait tomber uniquement sur Victor, Lannes se trouvant un peu en arrière, et les divisions de la réserve ne pouvant entrer en ligne qu'au milieu de la journée. La plaine de Marengo est presque la seule de l'Italie où des masses de cavalerie puissent se charger en pleine carrière (1), et, sous ce rapport, Mélas avait une supériorité décidée, aussi bien qu'en artillerie.

On a prétendu que l'ordre de bataille échelonné sur la gauche, adopté par le premier consul, suffisait pour remédier aux désavantages de cet état de choses, et pouvait lui procurer quelques chances de succès. Nous sommes loin de partager cette opinion; un ordre pareil est parfait pour exécuter une retraite, ou pour marcher à l'attaque, lorsqu'on renforce essentiellement le point où l'on veut frapper; mais recevoir le combat sur place, avec des échelons aussi éloignés, c'est s'exposer à faire écraser ses corps successivement. Jamais cette vérité ne fut mieux démontrée qu'à Marengo.

Le 14 juin, au point du jour, l'armée impériale franchit la Bormida, dans l'ordre arrêté. Mais, en réservant le pont de gauche à la colonne de Ott, l'on n'avait pas réfléchi que la tête de pont n'ayant qu'une issue, toute l'armée n'en serait pas moins forcée de défiler par la même porte, et retardée dans son mouvement. Oreilly, qui avait bivouaqué au pied des ouvrages, s'avança sur Pedra-Bona, pendant que le corps de bataille débouchait de la tête de pont. Haddick, précédé par Frimont, s'engageait à la gauche d'Oreilly, à mesure que les troupes arrivaient. Protégées par le feu de 20 pièces, ces deux divisions refoulèrent sans peine les 6 bataillons de Gardanne sur Marengo, où Victor s'apprêtait à les recueillir, et à les faire soutenir par la division Chambarlhac.

Ici le combat devint plus sérieux, les Autrichiens trouvant sur ce point une résistance vigoureuse, sentirent alors combien ils avaient eu tort de ne pas soutenir Oreilly la veille, pour se maintenir en possession de la clef du débouché. Peut-être était-il encore temps d'y remédier, en enlevant à tout prix ce poste pour passer le ruisseau de Fontanone, et se déployer ensuite dans la plaine. Mais, soit qu'ils fussent arrêtés par les difficultés du terrain, soit qu'ils voulussent attendre la formation processionnelle de leur corps de bataille, les Impériaux perdirent un temps précieux à des déploiements et à l'établissement de leurs batteries, dans un moment où il s'agissait de fondre en colonnes et baïonnettes baissées sur les troupes de Gardanne, pour passer le ruisseau avec elles.

Les Français, de leur côté, avaient plus d'intérêt encore à défendre les bords marécageux du Fontanone; car de là seul dépendait la possibilité d'attendre l'arrivée des divisions Monnier et Boudet, c'est-à-dire, l'issue de la bataille. Gardanne, rallié à la droite de Chambarlhac, eut la tâche de défendre Marengo, et le dernier, établi le long du ruisseau depuis ce village à Stortiglione, devait empêcher l'ennemi de percer entre Marengo et la Bormida. La brigade de cavalerie de Kellermann fut placée au soutien de la gauche; celle de Champeaux eut la destination de couvrir la droite.

Bonaparte, instruit à Garofoldo de ce qui se passait par la vive canonnade qu'on y entendait, envoya des officiers à Desaix pour accélérer son retour, prescrivit à Lannes et à Murat de voler au secours de Victor, puis se disposa à y courir lui-même, aussitôt qu'il aurait des nouvelles de Desaix et de l'approche de Monnier. Ce dernier, qui s'était mis en marche de Castel-Novo-di-Scrivia, dut redoubler de vitesse pour arriver à sa position de réserve.

Les Impériaux profitaient de tous ces délais pour préparer leur attaque. La colonne du général Oreilly, appuyant à droite, à mesure que les régiments de Haddick et de Kaim entraient en ligne, se trouva enfin appuyée à la Bormida, et chercha à pénétrer sur Stortiglione et Calcamuggia, secondée par le détachement de Frimont. Au même instant, Haddick venait de se former sous la protection de cinq batteries, dont le feu foudroyait

(1) La Lombardie et les États de Venise, quoique des pays plats, sont tellement coupés de fossés, de canaux d'irrigation, de mûriers entrelacés de vignes courbées en berceaux, qu'on est fort embarrassé d'y faire déployer un régiment de cavalerie.

Marengo et la ligne des Français. Il s'avança ensuite à la tête de la brigade Bellegarde, pour fondre sur ce village, aussitôt que les troupes de la seconde ligne seraient en mesure de le soutenir. Kaim se déployait à cet effet, tandis que les grenadiers et la cavalerie, sous Elsnitz, restés en colonne, formaient la réserve. Ott, qui avait dû attendre que tout le corps de bataille eût débouché de la tête de pont, défilait enfin à son tour pour prendre le chemin de Castel-Ceriole.

Trois heures entières avaient été ainsi perdues pour les Impériaux. Haddick, jaloux de regagner ce temps précieux, eut à peine formé sa ligne, qu'il se lança avec sa division dans le ruisseau; les Français, qui en défendaient les bords opposés, l'accueillirent par une grêle de mousqueterie et quelques décharges à mitraille. Le général Rivaud que Victor a placé à gauche de Marengo, et qui, par la direction saillante du ruisseau flanque ce village, ou le prend même à revers, demeure exposé, avec la 43[e] demi-brigade, à tous les efforts de l'ennemi, dont les batteries sillonnent ses rangs sans les ébranler. Haddick touchait cependant au moment de franchir l'obstacle, et d'enfoncer les républicains, lorsqu'une petite réserve vint ranimer leurs efforts. Déjà le général autrichien ordonne la retraite, quand il est frappé mortellement; sa première ligne se replie en désordre, et Kaim s'avance à propos pour la recueillir et la remplacer.

Ce dernier ne s'en tient pas là, et redouble d'efforts, pour passer le lit marécageux du ruisseau; toutefois, il n'obtient pas plus de succès, et ses bataillons, fusillés à bout portant, essuient des pertes cruelles sans avancer d'un pas.

Cette résistance, qui fit grand honneur aux troupes de Victor, contrariait d'autant plus Mélas, qu'il venait de recevoir, à neuf heures du matin, un rapport annonçant la marche de Suchet vers Acqui. Bien que cet avis parût inquiétant, un grand capitaine n'eût pas manqué de calculer, qu'en moins de deux heures, le sort de l'armée impériale serait décidé dans les champs de Marengo, et qu'il devenait dès lors inutile de faire un détachement qui pouvait causer la perte de la bataille : Mélas en jugea différemment, et ordonna au général Nimptsch de repasser la Bormida avec 2,200 chevaux, puis de s'avancer par Alexandrie sur Cantaluppo, pour observer le corps qui descendait l'Apennin; faute criante dont il eût bientôt lieu de se repentir (1).

Cependant le généralissime, décidé à tenter un dernier effort, ordonne à la brigade de cavalerie de Pilatti de chercher un passage entre Marengo et Stortiglione, afin d'assaillir la gauche des Français.

Dans ces entrefaites, ceux-ci se renforçaient successivement, Lannes s'avançait sur la Barbotta, à la tête de la division Watrin, et il devenait urgent de le contenir. Bellegarde, à la tête des débris de la division Haddick, borda à cet effet le ruisseau, et couvrit la gauche de Kaim. Mais Ott n'arrivant pas, ce n'était qu'un palliatif, et il fallait d'autres moyens pour assurer la victoire.

Mélas qui appréciait tout le prix du temps, prescrit alors à Kaim de redoubler d'efforts. Le combat devient de plus en plus acharné sur toute la ligne. Pilatti réussit à se frayer un passage avec une peine excessive; un régiment de dragons débouche du ruisseau, et se forme pour charger l'infanterie; mais Kellermann, s'en apercevant, fond sur ces escadrons, et les culbute dans le fatal ravin. Ceux qui n'y demeurent pas engouffrés sont pris ou tués, et un très-petit nombre d'hommes épars, échappe à ce désastre.

L'arrivée de Lannes, jointe à cet événement, ramenait pour un instant toutes les chances en faveur des Français, lorsque Ott, ayant enfin dépassé Castel-Ceriole, sans rencontrer d'obstacle, se rabattit à droite vers la Barbotta. Lannes, arrêté ainsi au moment où il allait tomber sur Bellegarde, dut tourner toute son attention sur sa droite, et y porter sa faible réserve. Cet événement avait d'autant plus d'importance qu'à l'extrémité opposée, Oreilly venait de débusquer les flanqueurs du 96[e] de Stortiglione, et que dans l'intervalle Mélas or-

(1) Suchet n'était pas Acqui le 13; il n'y avait qu'un détachement d'infanterie et de cavalerie légère : il y arriva le 15; mais, y eût-il été rendu le 14, après une marche forcée, il ne pouvait rien faire si les Français étaient battus à Marengo.

donnait une troisième attaque sur Marengo, en faisant soutenir à cet effet Kaim par les grenadiers de Lattermann.

Cet effort simultané au centre et sur les deux ailes produisit enfin d'inévitables résultats. Un bataillon autrichien parvient à atteindre la rive droite du ruisseau; le général Lamarsaille amène promptement son artillerie sur les bords opposés, pour abriter par son feu la poignée de braves qui demeure seule exposée au milieu de la division Chambarlhac; les pionniers se hâtent de jeter un petit pont de madriers, pendant que d'autres bataillons viennent seconder celui qui se sacrifiait pour couvrir cette construction.

Mais le général Rivaud, placé là avec la 43e demi-brigade, s'avance pour culbuter les téméraires qui ont franchi l'obstacle; ceux-ci allaient éprouver le même sort que les dragons de Pilatti, si Kaim n'eût fait avancer de fortes batteries qui, de concert avec celles de Lamarsaille, arrêtèrent un moment les républicains.

Dans l'intervalle, le petit pont de chevalets est achevé, et Lattermann, après avoir passé le ruisseau avec ses cinq bataillons de grenadiers, pénètre dans Marengo. Rivaud ne se déconcerte pas : quoique blessé d'un coup de biscaïen, et tout couvert de sang, ce vaillant chef exhorte ses troupes, se jette à leur tête sur l'ennemi, et le force à quitter le village. Lattermann y est dangereusement blessé; mais ses grenadiers, protégés par la nombreuse artillerie placée à la rive opposée, se maintiennent au delà du ruisseau, et donnent le temps à Mélas de faire les dispositions pour les secourir.

Les choses en étaient à ce point, vers onze heures, quand Bonaparte arriva sur le champ de bataille, suivi à quelque distance par la division Monnier. Il en était temps, les débris des divisions Gardanne et Chambarlhac, foudroyés par 50 pièces, ne pouvaient plus tenir une minute; le corps de bataille de Mélas, débouchant vivement sur Marengo, s'y établit enfin, et les troupes de Victor, après s'être couvertes de gloire, commençaient à prendre en désordre le chemin de San-Giuliano et de Spinetta.

Lannes ainsi découvert sur sa gauche, avait encore à soutenir les assauts de Ott, contre sa droite. Ce dernier, ayant formé ses troupes entre la Barbotta et Castel-Ceriole, menaçait de balayer la ligne de Lannes d'un bout à l'autre, et l'obligeait à former un crochet en arrière vers son flanc droit. Vainement la cavalerie du général Champeaux avait exécuté deux charges brillantes, pour s'opposer au mouvement de l'ennemi. Ce général, blessé dangereusement, avait bien repoussé les escadrons de Ott; mais l'infanterie autrichienne, continuant à s'avancer, n'en menaçait pas moins de débordrer Lannes, et de reprendre toute sa ligne à revers.

Pour le tirer d'une situation si critique, Bonaparte lança les 800 grenadiers de la garde en avant du front dans l'espoir d'arrêter Ott, tandis que Watrin repousserait Bellegarde, que Victor empêcherait Kaim de déboucher de Marengo, et que Monnier s'avancerait sur Castel-Ceriole.

Quoique ces mouvements n'aient pas eu un plein succès, ils remplirent en partie leur but. La garde, chargée par les dragons de Lobkowitz, les reçut en carré avec une fermeté digne d'une troupe d'élite, mais Gottesheim l'ayant attaquée avec le régiment hongrois de Spleny et un bataillon de Frœlich, secondés d'une artillerie supérieure, le carré fut ébranlé, puis entamé par Frimont, à la tête de quelques escadrons de hussards. Néanmoins, les grenadiers républicains parvinrent à regagner li-Poggi, en combattant avec intrépidité.

Tout leur courage n'eût cependant fait que retarder leur perte de quelques instants, sans l'arrivée de Monnier. Ce général, parti le matin de Castel-Nuovo-di-Scrivia, d'après l'ordre qui lui avait été expédié pendant la nuit, entra en ligne au moment où Ott et Bellegarde allaient accabler la division Watrin. A son approche, Lannes fit faire volte-face à ses troupes, et Monnier se dirigea à sa droite pour dégager la garde consulaire de la multitude d'ennemis qui l'entourait, en laissant néanmoins la 72e pour servir de réserve.

Le général Dupont, ayant ensuite transmis à Monnier l'ordre de s'emparer de Castel-Ceriole, Carra-Saint-Cyr forma ses troupes en colonnes d'attaque, et sans s'inquiéter de Ott, qu'il laissa sur son flanc gauche, il marcha avec rapidité sur le village, défendu par un gros d'infanterie, et dont il ne s'empara pas sans difficulté. Mais Ott, ayant détaché le général Vogelsang avec trois ba-

taillons pour reprendre Castel-Ceriole, et fait charger la gauche de Monnier par sa cavalerie; le général français, privé de l'appui de la 72ᵉ, coupé de ses autres troupes, dut abandonner à Carra-Saint-Cyr le soin de se maintenir dans le village, et vint se rallier à la garde consulaire, qui, pendant son mouvement hardi, avait protégé ses derrières; il prit ensuite position avec elle, à la droite du corps de Lannes qui, à la faveur de ces attaques : avait eu le temps de se retirer en bon ordre entre Poggi et Villa-Nova (1).

Plusieurs historiens ont admiré l'idée qu'eut Bonaparte de lancer ainsi sa réserve sur Castel-Ceriole, à son extrême droite, au moment où l'orage éclatait contre sa gauche, et menaçait cette aile d'une ruine prochaine. Quoiqu'il soit démontré que le moyen de gagner une bataille ne consiste pas toujours à voler directement au point menacé, on est forcé de convenir que ce mouvement excentrique était téméraire dans la situation des forces respectives. C'était jeter au moment le plus critique Carra-Saint-Cyr, dans un cul-de-sac, où il n'eût pas manqué d'être pris, si le gros des forces de Ott et de Mélas eût brusqué plus vivement les bataillons ébranlés de Lannes. Le mal eût été d'autant plus irrémédiable, qu'il ne restait pas un peloton disponible, à cause de l'éloignement de la division Boudet, et que le moindre inconvénient de cette manœuvre était d'achever la perte de Lannes et de Victor. Par le fait, elle réussit à les dégager; mais on ne saurait la donner comme un exemple à suivre en toute occasion.

Malgré la fermeté dont Lannes et ses troupes firent preuve, le désordre de la gauche était si grand, que la partie n'eût pas été soutenable, si la cavalerie autrichienne avait été là pour charger. Mais la brigade Nimptsch était partie, comme on sait, pour courir à la rencontre de Suchet, et celle de Pilatti était à peu près détruite; outre ces 3,000 chevaux qui manquaient, ceux du corps de Ott avaient aussi souffert, et une partie des autres couraient par pelotons épars dans la plaine, pour ramasser des prisonniers. Il n'y avait absolument de disponible que la brigade Nobili, et on perdit le moment de la faire donner. Les Français lentement suivis eurent ainsi tout le loisir de se retirer sur San-Giuliano, et la ligne autrichienne s'avança entre Cassina-Grossa et Villa-Nova.

Mélas, qui avait eu deux chevaux tués sous lui, et reçu une légère blessure, se croyant bien sûr de la victoire, résolut, vers deux heures, de laisser à son chef d'état-major Zach et à Kaim le soin d'en recueillir les fruits, il retourna lui-même à Alexandrie, pour en expédier la nouvelle à Gênes, à Turin et au conseil aulique.

Zach, non moins convaincu que son général en chef, qu'il n'y avait plus que des fuyards à poursuivre, forma l'armée en colonne de marche, et prit les devants avec une avant-garde, composée de la brigade Saint-Julien, des grenadiers de Lattermann et des dragons de Lichtenstein. A 5 ou 600 toises derrière lui, marchait également sur la grande route Kaim, avec les brigades Bellegarde, Knesewich et Lamarsaille, qui ne comptaient guère que 3,000 combattants. A la même distance de ce corps, se trouvait la réserve composée des grenadiers de Weidenfeld et d'une brigade de cavalerie (2). Briey, avec trois bataillons, prit le chemin de Cassina-Grossa. Enfin, Frimont s'avançait sur Poggi, se liant avec la brigade Sticker, du corps de Ott, qui, ne voyant pas d'ennemis sur la route de Salé, s'était prolongé vers Villa-Nova, pour prendre la direction de la Villa-Ghilani.

Les troupes impériales attendaient dans cette

(1) Il règne une grande contradiction dans tous les renseignements recueillis sur cette bataille, et particulièrement sur la part qu'y prit la division Monnier. Il paraît constant que ce général, placé à gauche de sa division, ayant dû, malgré lui, détacher la 72ᵉ au secours de Lannes, se trouva sans soutien avec son artillerie; chargé dans cette position par la cavalerie de Frimont, il perdit son canon, fut coupé des siens et se retira avec son état-major pour rejoindre Lannes. A cette nouvelle, Schilt se mit en retraite avec sa brigade, et Carra-Saint-Cyr victorieux se vit obligé d'en faire autant. Bonaparte a présenté les choses bien autrement, il dit positivement, que celui-ci demeura maître du village, tandis que la relation autrichienne affirme que Ott le fit reprendre par le général Vogelsang; mais comme celui-ci attaqua le même poste vers huit heures du soir, on ne sait pas s'il le fit à deux reprises éloignées, ou si l'auteur autrichien a confondu les moments de la journée.

(2) C'était les débris de celle de Pilatti, réunis au régiment de l'archiduc Jean de la brigade Nobili.

disposition, sur une lieue de profondeur, l'ordre de poursuivre leur marche victorieuse, ou celui de camper sur le champ de bataille, pour goûter enfin un moment de repos, dont les corps venus de Ligurie et de Nice avaient surtout le plus pressant besoin.

Bonaparte, de son côté, attendait avec d'autant plus d'impatience le retour de Desaix et de la division Boudet, qu'il avait résolu d'abandonner, en cas de revers, la route de Tortone, pour exécuter sa retraite par le chemin plus court de Salé ou Castel-Novo. A cet effet, il résolut de laisser la brigade Carra-Saint-Cyr dans Castel-Ceriole, dont il la croyait encore en possession, et d'où il n'eût plus dépendu de lui de la retirer (1).

On a prétendu que cette résolution, de même que la retraite de la gauche, n'avaient d'autre but que d'exécuter un changement de front oblique, la droite en avant; mais c'est un roman arrangé après coup : car aucune ressource de tactique n'était capable de parer au danger qui menaçait Bonaparte; c'étaient des troupes fraîches et non des manœuvres qui pouvaient rétablir la balance et le sauver. Dans cette longue et sanglante échauffourée, il dut regretter plus d'une fois de n'avoir pas attiré à lui trois jours plus tôt la division Lapoype, qui aurait pu, dès le premier succès, suivre le corps de Lannes au passage du Pô, et qui se trouva entièrement inutile où on l'avait laissée.

Il était près de quatre heures, lorsque Desaix déboucha enfin vers San-Giuliano; Lannes, retiré entre Villa-Nova et la Buschetta, échangeait quelques boulets avec l'avant-garde de Frimont et de Ott; Victor, à la faveur du défilé de San-Giuliano, avait réuni 2 ou 3,000 hommes sous la protection de la cavalerie de Kellermann et de Champeaux : Carra-Saint-Cyr, dans l'impossibilité de se maintenir à Castel-Ceriole, n'avait pas empêché Ott de s'avancer sur Villa-Nova. La brigade de cavalerie de Rivaud, partie de Salé, débouchait enfin vers Piovera, et inquiétait la gauche de Ott.

L'entrée en ligne de la division Desaix rétablit un peu l'équilibre des forces. Cependant, les corps de Victor et Lannes avaient tellement souffert, que Bonaparte balança un instant s'il ne devait pas se borner à utiliser ces nouvelles troupes, pour assurer la retraite de l'armée. Selon quelques témoins oculaires, il allait prendre ce parti, lorsque son judicieux lieutenant, imitant, dit-on, l'exemple d'Augereau à Castiglione, lui représenta que rien n'était encore perdu, puisqu'on pouvait disposer d'une excellente réserve, tandis que celle des Autrichiens avait déjà été engagée; il lui conseillait de tenter de nouveau le sort des armes, vu qu'étant maître de la route de Tortone, on aurait toujours la faculté de faire retraite en cas d'échec (2).

Ces raisons, et plus encore l'ardeur que montraient les troupes pour revenir à la charge, fixèrent à ce qu'on prétend la résolution du premier consul. Quoi qu'il en soit, les généraux Lannes, Monnier et Watrin eurent l'ordre d'arrêter leur mouvement rétrograde. Pendant que leurs troupes se repliaient dans les positions indiquées, Bonaparte, entouré de son état-major, parcourut rapidement le front des divisions, et les harangua par des phrases brèves et énergiques, qui centuplèrent l'ardeur du soldat. *C'est assez reculer pour aujourd'hui*, leur dit-il, *vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille*. L'armée répondit à ces mots par un cri unanime qui promettait la victoire.

Si Bonaparte lui-même avait dirigé les opérations des deux partis, il n'eût rien pu imaginer de plus convenable pour le gain de sa cause, que ce qui se passait dans l'armée autrichienne au moment où il allait tenter un dernier effort. En effet. Zach s'approchait de San-Giuliano, avec son avant-garde, dans la persuasion qu'il s'agissait uniquement de recueillir les trophées déjà conquis, quand Marmont démasque une batterie de 12 pièces de

(1) Nous sommes forcés de répéter ici que, selon Bonaparte, Carra-Saint-Cyr demeura maître de Castel-Ceriole, et que la relation autrichienne le nie formellement. Cependant elle avoue que Ott, en voulant se retirer, trouva ce village déjà occupé par les Français; or, ce ne pouvait pas être de la cavalerie de Murat, mais bien de l'infanterie de Monnier. Ces deux versions sont également contradictoires avec celle que nous tenons du général Carra-Saint-Cyr; il paraît qu'en remarchant sur Castel-Ceriole, il put avoir jeté quelques pelotons de tirailleurs, qui y rentrèrent avant les Autrichiens.

(2) Nous présentons cette assertion avec tous les doutes qu'elle nous inspire; elle peut être vraie.

réserve, et sème la mitraille dans ses rangs : en même temps Desaix débouche vivement du village, et se jette sur lui, à la tête de la 9ᵉ légère, suivie de très-près par les 30ᵉ et 59ᵉ, formées en colonnes d'attaque. Victor appuie ce mouvement avec le petit nombre de soldats éprouvés qu'il a ralliés. La brigade Kellermann s'avance à la droite de Desaix.

L'avant-garde de Zach était sur deux lignes : le régiment qui formait la première, saisi de terreur à l'aspect d'une masse aussi considérable qui débouche à l'improviste sur un point où l'on n'apercevait naguère que des fuyards, crut avoir donné dans un piége, fit volte-face, et se rejeta sur la brigade Lattermann qui le suivait. Zach, à la tête de celle-ci, tint ferme et arrêta un moment l'ennemi; mais il n'en fut pas de même des dragons de Lichtenstein : ce corps, si distingué dans maintes rencontres, cheminant à gauche de la route, et voyant arriver la brigade Kellermann pour le charger, s'enfuit à toute bride, afin de chercher un refuge vers la cavalerie qui précédait le corps de bataille.

Cependant Desaix, en débouchant contre l'avant-garde autrichienne, tombe frappé aux premiers coups. Ce héros, qui a échappé à tant de batailles, que le fer du Mameluk, le javelot de l'Arabe ont également épargné, accourt des déserts de la Lybie, pour trouver ici, dès le premier jour, la mort du brave. Cet événement, dont on pouvait craindre l'influence, excita au contraire la fureur de ses soldats; la 9ᵉ légère, brûlant de le venger, se précipite sur les bataillons de Saint-Julien, et les culbute sur les grenadiers.

Zach, non moins étonné que ses soldats d'un retour si imprévu, cherche vainement à en démêler la cause. Les Français s'avancent impétueusement, et abordent enfin les grenadiers de Lattermann; ceux-ci, malgré leur étonnement, font d'abord bonne contenance, et Boudet, qui a succédé à Desaix, a peine à les entamer : la 9ᵉ hésite, la victoire est près d'échapper. Mais Kellermann profite avec habileté de cet état de choses : marchant à hauteur de la division Boudet, il se trouve bientôt sur le flanc gauche de cette colonne de grenadiers que les pelotons de fuyards et l'attaque de Boudet viennent déjà d'ébranler; il fait une conversion à gauche, et se jette sur elle avec le gros de sa brigade, tandis, que le reste s'avance contre quelques escadrons autrichiens, qui paraissent au loin vers Guasca, et les empêche de secourir les grenadiers. Coupés ainsi par leur centre, pressés entre les vigoureuses attaques de Boudet, et la cavalerie de Kellermann, ceux-ci ne voient pas même de salut dans la fuite; la majeure partie, entourée, met bas les armes (environ 1,800 hommes) : Zach se trouva au nombre de ces prisonniers; Saint-Julien, tombé de même un instant au pouvoir des Français, fut délivré par quelques dragons.

On peut aisément se figurer quel désordre un tel événement dut produire dans l'armée impériale : l'importance en fut d'autant plus décisive. qu'il se passait au moment où son général en chef était absent, et où les Français redoublaient de vigueur et d'ensemble. En effet, Lannes, électrisé par les succès de son collègue, s'ébranle de nouveau, et marche entre la colonne de Ott et la gauche de Kaim, déjà menacée par la réserve. Les troupes du dernier ne songeaient à rien moins qu'à être assaillies, lorsque la déroute de l'avant-garde, vint semer l'effroi parmi elles. La brigade Pilatti se trouvait en tête; ses escadrons encore ébranlés de l'échauffourée du ruisseau, dont ils avaient été acteurs ou témoins, voyant revenir les dragons de Lichtenstein à la débandade, imitèrent bientôt leur exemple. Kellermann, soutenu à quelque distance par la cavalerie de la garde et un régiment de la brigade Champeaux, s'était remis à leur poursuite, et les poussait avec tant de chaleur, qu'ils se jetèrent pêle-mêle sur leur propre infanterie et la renversèrent.

Les trois brigades de Kaim, privées de leur général en chef, aussi bien que du chef d'état-major, assaillies dans des circonstances aussi imprévues, ne tardèrent pas à être entraînées vers les ponts de la Bormida. Kaim fit quelques efforts pour déployer les premiers bataillons de la tête; mais Kellermann se jetant sur eux pêle-mêle avec leur propre cavalerie, les enfonce, et en prend la majeure partie. Alors un cri général, *aux ponts, aux ponts,* s'élève dans toute la plaine, et c'est à qui les gagnera avec plus de vélocité. La seule brigade des grenadiers de Weidenfeld, restée en réserve à hau-

sur les routes, et la force de l'armée, depuis le désastre des bataillons de Kaim et de Zach, consistait surtout dans ses nombreux escadrons. Outre cela, on donnerait en Lombardie sur les divisions fraîches de Moncey, et il valait mieux combattre dans la plaine de Marengo contre les mêmes troupes françaises encore frappées des scènes sanglantes de la veille. A la rigueur, on pouvait encore se replier sur Gênes, se concerter avec Abercrombie, afin de marcher par la Corniche sur la Toscane, et de gagner Parme ou Modène, en embarquant le matériel pour Lerici; mais ce pis-aller, très-convenable après l'affaire de Casteggio, pouvait aujourd'hui amener des chances désastreuses; car il fallait défiler entre l'armée victorieuse de Bonaparte et le corps de Masséna, venant d'Acqui, ce qui n'eût pas été chose facile.

La majorité se prononça pour proposer à l'ennemi un traité d'évacuation. « Si nous nous faisons » jour, disent-ils, il faudra sacrifier 10,000 hom» mes laissés dans Gênes, et autant dans les places » du Piémont : nous n'en irons pas moins nous » réfugier derrière Mantoue : mieux vaut sauver » 20,000 hommes que de conserver des places au » roi de Sardaigne. »

En pareil cas l'avis le moins téméraire l'emporte ordinairement, et s'il ne restait pas 20,000 combattants à l'armée impériale, il est certain qu'elle prit le parti le plus convenable aux intérêts de la monarchie. L'opinion publique s'est élevée contre cette détermination, parce qu'on supposait généralement que Mélas disposait encore de 30,000 hommes. Bonaparte, disait-on, n'avait certes pas plus de 18,000 combattants en ligne, dans la matinée du 15; et si deux fortes colonnes eussent débouché comme la veille de la tête de pont, qui peut calculer ce qu'il en serait résulté? En supposant même que les Autrichiens fussent repoussés dans cette tentative, et que l'arrivée de Lapoype permît à Bonaparte de lutter contre eux à chances égales, n'était-il pas toujours temps de proposer la convention accablante qui fut signée?

Quelque spécieux que parût ce raisonnement, il reposait sur le calcul d'une supériorité numérique qui n'existait pas. Dans l'hypothèse contraire, la tentative d'une nouvelle attaque, plus chevaleresque peut-être qu'un arrangement avec les Français, n'eût pourtant pas procuré les mêmes avantages. La victoire, en effet, n'eût rien sauvé de plus, au contraire, elle eût entraîné la perte des garnisons du Piémont et de Ligurie, tandis qu'une seconde défaite eût forcé l'armée à déposer les armes. Admettons même que Mélas pût trouver un refuge instantané dans Alexandrie ou Turin : qui viendrait à son secours? Et s'il devait y capituler, ne valait-il pas mieux sauver ce qui restait, rallier les corps épars, et présenter encore 60,000 hommes derrière Mantoue, pour continuer à tenir la campagne en attendant des renforts.

Quoi qu'il en soit, le colonel Neuperg, se présenta en parlementaire aux avant-postes; il demandait au général français le renvoi de Zach, et une conférence pour stipuler des arrangements entre les deux armées. Bonaparte s'estima trop heureux de satisfaire à ces désirs; Zach retourna à Alexandrie, accompagné du général Berthier; et, après quelques heures de pourparlers, on arrêta une convention qui portait les stipulations suivantes (1) :

Il y aurait armistice jusqu'à la réponse de la cour de Vienne, sur les propositions de paix que lui faisait Bonaparte.

L'armée impériale occuperait, en attendant, les pays entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô, c'est-à-dire, depuis Peschiera et Mantoue, jusqu'à Ferrare; elle conserverait également la Toscane et Ancône.

Les Français occuperaient tout le pays entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô. L'espace entre la Chiesa et le Mincio ne serait occupé par aucune des armées.

Les châteaux de Tortone, de Milan, de Turin, de Pizzighetone, d'Arona, de Plaisance, de Céva, de Savone, d'Urbin, ainsi que les places de Coni, d'Alexandrie et de Gênes seraient remis aux Français du 16 au 24 juin. L'artillerie autrichienne qui

(1) On a dit que la convention d'Alexandrie fut signée à la suite de la mission du colonel Neuperg, pour obtenir le renvoi de Zach. S'il faut en croire d'autres versions, ce traité fut le résultat de la mission du colonel Skal. Il paraît donc qu'il y a un mal-entendu, et si le premier parlementaire fut réellement le colonel Skal, on doit croire que la mission de Neuperg ne fut relative qu'à l'exécution de la convention déjà arrêtée. (*Rectification de* 1840.)

s'y trouvait serait rendue à l'armée impériale, tout le reste demeurerait aux Français; les approvisionnements de vivres seraient partagés.

L'armée autrichienne devait se rendre en trois colonnes par Plaisance à Mantoue, du 16 au 26 juin; les garnisons des places l'y rejoindraient par le plus court chemin.

Aucun individu ne pourrait être inquiété par les Français, pour opinions politiques, et les Autrichiens à leur tour renverraient en Italie les individus retenus pour cette cause.

La possession de toute l'Italie septentrionale jusqu'à Mantoue et au Mincio, la remise de douze places fortes avec 1,500 pièces de canon et des approvisionnements immenses, furent donc les résultats de l'attaque de Desaix, et de l'audacieuse charge de Kellermann dans un moment opportun. Quelques bataillons et 600 chevaux décidèrent ainsi du sort de la Péninsule, et changèrent la face de l'Europe : à la vérité, ces événements furent préparés de plus loin par l'habile direction du plan de campagne; car ils ne firent que compléter l'exécution d'une savante et hardie combinaison; celle de se jeter sur les communications de son adversaire sans compromettre les siennes. Si Bonaparte avait été battu à Marengo, nous ne pensons pas, comme beaucoup l'ont prétendu, *qu'enfermé dans un champ clos, il eût fallut qu'il y pérît*. Il avait sa retraite sur les ponts dont on venait d'achever la construction : ralliant Duhesme, Moncey et Chabran, il aurait pu présenter encore 35 à 40,000 hommes sur le Tésin, et n'eût pas été dans le cas de signer une convention comme celle d'Alexandrie. Avec de telles forces, favorisé par les diversions de Masséna sur Acqui, et de Thurreau du côté de Suze, il eût pu gagner Ivrée, ou même se porter offensivement vers Turin. A la dernière extrémité, il eût perdu son canon et repris le chemin du Saint-Bernard, du Simplon ou même du Saint-Gothard; alternative un peu fâcheuse, il est vrai, mais qui permettait néanmoins de tenir encore la campagne, et d'y rentrer plus tard avec des chances de succès.

Cependant, de toutes les batailles gagnées par Bonaparte, il n'en est pas dont il doive moins s'enorgueillir que celle de Marengo. Assailli ici à l'improviste comme à Eylau, il fut sauvé dans l'une et l'autre de ces journées par un corps détaché à plusieurs lieues du champ de bataille. Le résultat des deux affaires fut toutefois bien différent, parce que les Russes montrèrent plus d'aplomb que les Autrichiens, et qu'ils n'étaient pas d'ailleurs coupés comme ceux-ci de leurs communications. La circonstance inouïe qui priva à la fois l'armée impériale de ses deux chefs ne permet pas non plus d'établir aucun parallèle entre les situations respectives. Sans cette circonstance, l'arrivée de Desaix eût mit les Français à même de faire une retraite honorable, mais ne leur eût point procuré la victoire.

On ne peut trop s'étonner de la lenteur avec laquelle les Autrichiens poussèrent leurs premiers avantages : depuis six heures du matin jusqu'à trois heures, ils furent constamment vainqueurs, et n'entamèrent que faiblement leurs adversaires; ils les écrasèrent de leur feu, mais ne leur enlevèrent pas un bataillon. Aucun mouvement remarquable n'eut lieu pour porter des efforts d'un point sur l'autre. Si le ruisseau de Fontanone mit tant d'obstacles à leur marche, ce fut parce qu'ils négligèrent de suivre vivement Gardanne, sans s'appliquer à se former avant d'avoir dépassé Marengo. Ils furent assaillis en colonnes de marche par Desaix et Kellermann, alors qu'ils auraient dû être en ligne, et ils s'amusèrent à déployer dès le matin, lorsqu'il fallait pousser Gardanne l'épée dans les reins. Lannes, qui n'avait pas 8,000 combattants, suffit pour arrêter 18 à 20,000 hommes victorieux durant plus de trois heures, ce qui ne serait point arrivé s'ils l'eussent abordé franchement vers midi.

Mélas encourut en outre le blâme d'avoir voulu tout garder : il suffisait de jeter 2,000 hommes à Coni, et autant dans la citadelle de Turin; le surplus de ce qu'il y laissa, avec les 1,000 hommes détachés dans la rivière du Levant, la cavalerie de Nimptsch et le détachement de Casal, lui eût donné 10,000 combattants de plus à Marengo. On peut juger si la bataille eût été gagnée. Il paraît aussi qu'Oreilly se jeta un peu trop à droite; au lieu de se rabattre concentriquement sur San-Giuliano, il aurait dû être lié à Briey vers Cassina-Grossa. La dissémination des forces autrichiennes était bien plus répréhensible que celle de Bonaparte. Un gé-

néral qui a ses communications assurées, et veut entourer l'ennemi, peut faire des détachements, il ne s'expose qu'à des échecs partiels. Mais quand il s'agit de se faire jour l'épée à la main, quand il faut vaincre ou mourir, à quoi bon garder cent postes accessoires?

Nous ne saurions d'ailleurs rien ajouter aux observations judicieuses faites sur ces glorieux événements par les illustres historiens qui nous ont devancé. La convention d'Alexandrie termina la campagne en Italie et fut religieusement exécutée de la part des Autrichiens. Toutefois, la remise de Turin aux Français, n'était pas moins délicate que celle de Gênes. Ici les Anglais avaient concouru puissamment à la reddition, et il fallait s'attendre à ce qu'il revendiquassent un poste que leurs alliés abandonnaient. Le comte de Hohenzollern, observateur scrupuleux des articles stipulés, ne déclina pas seulement des prétentions contraires aux promesses de son chef, il s'opposa encore à l'enlèvement des arsenaux ou des magasins, et remit la place, le 24 juin, au général Suchet dans toute son intégrité.

Le lendemain même de la prise de possession par les Français, Abercrombie, parti de Minorque pour secourir Mélas, se présenta avec 8,000 hommes devant le port; mais la fortune, qui dans cette période épuisa ses faveurs sur l'armée républicaine, ne permit pas qu'il arrivât à temps : s'il se fût emparé de Gênes, il eût changé pour longtemps la face des affaires en Italie; car une telle place entre les mains des maîtres de la mer ne serait pas facile à réduire.

Le général autrichien ne dut pas éprouver moins de peine à remettre Turin, Coni, Alexandrie, en sacrifiant les braves Piémontais avec lesquels il avait fait cause commune. La loi impérieuse de la nécessité fut la seule excuse qu'on pût alléguer. L'armée impériale reprit tristement la route de Mantoue et de Peschiera; accusant l'imprévoyance des chefs qui l'avaient conduite à sa perte, et lui avaient préparé une évacuation qu'elle regardait comme honteuse.

Aucune bataille, depuis Louis XIV, n'avait eu des suites aussi importantes. L'Europe étonnée apprit d'une même coup la nouvelle de la bataille, et la cession à la France du Piémont, de la Lombardie et de la Ligurie. Ces résultats, immenses pour la république, acquéraient un nouveau degré d'intérêt par les circonstances dont ils étaient accompagnés, et par la situation du personnage au génie duquel on attribuait tous ces succès.

Il n'était plus question en effet d'une victoire qui sauvait matériellement la France de l'invasion ennemie, mais qui assurait à son gouvernement la stabilité et la considération au dedans, et un ascendant marqué sur ses voisins. Si le vainqueur de Rivoli avait été regardé comme un des premiers généraux de son siècle, celui de Marengo, devenu chef d'un vaste empire, fut placé dans l'opinion publique à côté des plus grands hommes d'État et des princes les plus puissants. Les Français se firent un devoir de lui obéir, leurs alliés de redoubler d'attachement pour la cause qu'ils avaient embrassée, les ennemis de le craindre et de le respecter; enfin, à l'exemple de Mélas, chacun reconnut en lui l'*homme du destin*. Cette disposition des esprits, qui ne fit que croître durant plusieurs années, contribua puissamment à son élévation, jusqu'à ce que, portée à l'excès, elle devînt dans la suite une des principales causes de sa perte.

Cependant Bonaparte n'était pas habitué à s'endormir sur ses lauriers : ses premiers soins furent dirigés vers les moyens de consolider ses conquêtes. Il vola aussitôt à Milan, autant pour y jouir de son triomphe, que pour réorganiser la république cisalpine, surveiller la marche de l'armée autrichienne, qui évacuait l'Italie, donner à la sienne une organisation convenable. Berthier fut envoyé à Turin, pour y établir une administration provisoire sur le Piémont.

Le roi de Sardaigne, dont le rappel avait causé tant de mésintelligence entre Suwarow et le cabinet de Vienne, ne devait pas espérer de ses ennemis, une restitution que ses alliés même lui avaient refusée; Bonaparte confia au général Jourdan le soin de régir ses États du continent, jusqu'au moment où la paix statuerait sur leur sort.

Le premier consul fut reçu à Milan, comme il est facile de l'imaginer, avec plus de transports encore que la première fois; l'auguste cérémonie qu'il ordonna dans la cathédrale, effaçant un peu les préventions du clergé, en même temps qu'elle éblouit tous les yeux, lui valut en quelque sorte

autant qu'une victoire. Il n'épargna rien pour rallier les intérêts de l'Église et des nobles, à ceux de la révolution italienne; et plus habile ou plus heureux qu'à sa première entrée, il parvint à réunir la majeure partie des esprits.

Après avoir pourvu à tout, Bonaparte remit à Masséna le commandement en chef de l'armée d'Italie, et s'empressa de venir en France, jouir de sa gloire, et recevoir les hommages d'un peuple qui la partageait. Il traversa la république sous des arcs de triomphe : la ville de Lyon surtout se signala dans les témoignages de son admiration; et le premier consul, alors reconnaissant, ordonna le rétablissement des superbes édifices de la place de Belcourt, dont les ruines attestaient les fureurs conventionnelles. Enfin, il arriva à Paris, où les corps constitués lui prodiguèrent à l'envi les flatteries exagérées dont ils devaient épuiser, durant quinze ans, toutes les formules connues.

Des soins plus importants de politique extérieure et d'administration l'arrachèrent bientôt aux douces vapeurs de l'encens. Nous ne le suivrons pas dans ces travaux plus honorables sans doute que la victoire qu'il devait au hasard ; notre plan, essentiellement militaire, nous rappelle à l'armée du Rhin, qui, depuis un mois, remportait des succès moins brillants, mais non moins mérités.

CHAPITRE CIII.

Opérations des armées autour d'Ulm, où Kray s'est rallié. — Moreau s'étend par sa droite et les Autrichiens attaquent inutilement l'aile opposée vers Erbach. — Le général français revient à gauche, et fait mine d'attaquer le camp retranché des Autrichiens. — La bonne contenance de Kray le décide à porter Lecourbe sur Augsbourg, et à manœuvrer contre la route de Donawert. — Kray attaque encore inutilement la gauche; Richepanse et Ney le repoussent à Gutenzell et Kirchberg. — Moreau reprend son mouvement, sa droite file par Augsbourg sur Hochstett. — Passage du Danube. Starray est battu à Dillingen. — Kray se décide à gagner par des marches forcées Neresheim et Neubourg. — Moreau pousse Decaen sur Munich, et Lecourbe sur Neubourg. — Combats d'Oberhausen et de Landshut. — Retraite des Autrichiens sur l'Inn. — Moreau porte sa droite contre les Grisons. — Prise de Fuessen, de Feldkirch et de Coire. — Opérations de Sainte-Suzanne sur le Mein; l'armée gallo-batave vient le relever. — Armistice de Parsdorf.

A peine quinze jours s'étaient écoulés depuis l'ouverture de la campagne en Souabe, et Kray, comme on se le rappelle, avait été déjà contraint de chercher un refuge sous la protection d'Ulm. Il y fut bientôt renforcé par les troupes de Starray, venues des environs de Kehl, et par une nouvelle division de 5 à 6,000 Bavarois, que lui amenèrent le duc de Deux-Ponts et le général Deroy. Son armée se trouva alors composée de :

56,000 Autrichiens, dont 18,000 de cavalerie et 4,000 d'artillerie.
11,030 Bavaro-Palatins.
6,800 Wurtembergeois.
2,370 troupes de Souabe dans Ulm.

76,200 combattants, outre les 25,000 hommes du prince de Reuss en Tyrol, et la division du Mein.

L'armée française, affaiblie au contraire du détachement envoyé en Italie sous Moncey, n'en continua pas moins ses mouvements pour se rapprocher des positions impériales autour d'Ulm (1). Les deux divisions qui restaient à Lecourbe s'établirent entre Sundheim et Eck ; la réserve sur la Gunz vers Babenhausen et Oberrodt ; le centre, sous Saint-Cyr, s'avança près de Weissenhorn et Kirchberg; l'aile gauche déboucha d'Erbach, la division Legrand sur Papelau, celle de Souham vers Blaubeuren, Collaud à Oepfingen; la première seule trouva un gros de cavalerie ennemie, qui chargea vainement son avant-garde.

La position des armées respectives faisait présager de grands événements. Kray en se retirant sur Ulm, avait abandonné en quelque sorte l'appui du Tyrol, et ses communications avec l'Italie, pour se tenir à la hauteur du flanc gauche de Moreau, et l'empêcher de faire un pas de plus en Souabe. Nous avons déjà examiné au chapitre CI les principales chances qu'entraînait cette résolution. Au fait, le Tyrol offre tant de difficultés pour y manœuvrer avec de grandes masses, et il y avait si peu d'enchaînement à cette époque entre les opérations de Kray et celles de Mélas alors engagé

(1) On peut suivre l'ensemble des mouvements sur la carte en quatre feuilles; pour le détail, on consultera la grande carte de Souabe de Cotta, ou celle du dépôt de la guerre.

vers Gênes et Nice, que l'idée de renoncer à cette base semblait être bien naturelle. Si le général autrichien avait dirigé sa retraite sur le Lech et sur les autres affluents qui tombent perpendiculairement au Danube, il eût réduit tout le système de sa défense à des opérations parallèles; tandis qu'en groupant ses forces autour d'Ulm, il se plaçait dans les postes les plus avantageux sur l'extrême gauche et sur la ligne de communication directe de Moreau avec Strasbourg; menaçant même celle de Schaffhouse, si les Français s'étendaient trop vers Mindelheim : tandis qu'il conservait la clef de la vallée du Danube, et sa ligne naturelle de retraite sur Donawerth et Ratisbonne. A toutes ces considérations, il faut ajouter qu'Ulm étant à cheval sur le fleuve, rendait Kray maître des deux rives, et que Moreau ne pouvait guère arriver jusqu'à lui sans être forcé de se diviser, et de donner ainsi prise à une attaque sur une de ses parties isolées. Enfin, depuis 1796, on avait ajouté à la place pro prement dite, des travaux considérables pour fortifier les hauteurs du Michelsberg et du Ziegelhuteberg, dont on avait formé un vaste camp retranché, où 50,000 hommes semblaient pouvoir défier les efforts de 100,000.

Les différents ouvrages de la ville, ou de la tête de pont à la rive droite, se trouvaient armés de 144 bouches à feu, et le camp était garni en outre d'une artillerie proportionnée à son développement. Un conseil de guerre, auquel avait assisté le commissaire impérial comte de Lehrbach, avisa au système d'opérations à suivre, et aux préparatifs matériels à faire pour se maintenir longtemps. A la suite de cette assemblée, le comte partit pour l'Autriche, afin de presser le conseil aulique de préparer des renforts, et d'envoyer à l'armée tous les objets d'équipement dont elle commençait à sentir la pénurie. Il fut décidé que les corps de Kienmayer et de Starray, ayant moins souffert, tiendraient la campagne à la rive gauche du Danube, et au confluent de l'Iller, où les Français faisaient mine de s'approcher; mais que d'ailleurs on se bornerait à la défensive, sous la protection de la place et du camp retranché.

Ainsi qu'on avait vu jadis les efforts de l'Autriche et de la Russie se briser contre le camp retranché de Frédéric à Buntzelwitz, de même cette importante position d'Ulm semblait devoir être le *nec plus ultrà* des succès de Moreau dans la campagne; car il n'était guère probable qu'il voulût en chasser Kray de vive force, et on ne voyait pas quelle manœuvre stratégique aurait pu décider les Autrichiens à l'abandonner. Si l'armée française voulait menacer leur ligne de retraite sur Donawerth, elle était obligée pour cela de leur ouvrir celle d'Augsbourg et de Munich, où, ce qui était pire, de se diviser en trois corps; l'un pour couvrir l'Iller et sa propre communication; l'autre pour intercepter la chaussée de Munich; et le troisième pour s'étendre par sa droite vers Dillingen et Donawerth. Encore fallait-il que le dernier exécutât un passage du Danube de vive force, en présence d'un ennemi nombreux; car, les deux chaussées de Donawerth et de Nordlingen se trouvant à la rive gauche du fleuve, on n'aurait rien gagné tant qu'on n'y eût pas été établi, et qu'on se fût borné à manœuvrer parallèlement sur la rive droite.

L'armée autrichienne, dont deux batailles perdues, et cinq ou six marches excessives avaient épuisé les forces ou ébranlé le moral, venait enfin de trouver le repos, d'immenses magasins et la confiance, sous l'abri d'un poste dont on eût dit que chaque soldat sentait l'efficacité. Si les chefs appréciaient les chances favorables qui s'offraient désormais à eux, on devait croire qu'ils prendraient à tâche d'en profiter. La position étendue des Français, depuis Erbach à Weissenhorn et à Sundheim, leur fournit une occasion favorable pour entreprendre quelque chose sur l'aile gauche, un peu aventurée au delà du Danube devant la masse des forces impériales.

Kray, qui ignorait sans doute cette circonstance, ou qui avait probablement l'ordre du conseil aulique de n'engager aucune affaire générale, se borna à des entreprises minutieuses. Starray venait d'opérer sa jonction en s'établissant à Elchingen; mais on attendait encore deux de ses détachements sous Hohenlohe et Fresnel, qui venaient de Manheim et se dirigeaient sur Blaubeuren, le général en chef autrichien craignit que Sainte-Suzanne ne les coupât, et il se décida à protéger leur marche en poussant Starray sur Blaubeuren et Erbach; le prince Ferdinand dut coopérer à cette saillie par

des démonstrations le long du Danube contre Erbach ; Kienmayer resta sur l'Iller vers Wiblingen ; Nauendorf, détaché à Offenhausen ou Finningen, y fut encore renforcé par une partie du centre ; et Giulay, réuni à Wrède, marcha de Gunzbourg, en remontant la Kamlach : les réserves ou corps de bataille demeurèrent dans le camp.

Avec un tel système on ne pouvait rien opérer de décisif. Le général Starray, renforcé jusqu'à 20,000 hommes, s'avança en quatre colonnes ; sa gauche, dirigée par l'archiduc Ferdinand, assaillit la division Legrand le 6 mai, à quatre heures du matin, par Ringingen et Erbach ; le centre attaqua Papelau ; la droite se présenta devant la division Souham à Gerhausen et Asch, près de Blaubeuren.

Les progrès des Autrichiens vers Ringingen séparèrent bientôt les divisions françaises : celle de Legrand fut même coupée en deux par la prise de Pfrauenstetten. La situation pouvait devenir des plus critiques, si l'intrépidité et le sang-froid des généraux français secondés par le tâtonnement de Starray, ne les eussent tirés de ce mauvais pas. Pendant que Legrand repliait sa première brigade derrière Dischingen, et en défendait les bois avec sa valeur ordinaire, Sainte-Suzanne vola à celle du général Drouet pour l'encourager à reprendre Pfrauenstetten, afin de dégager le chemin de Ringingen et de rétablir la communication avec Souham.

Drouet, qui soutenait déjà une lutte inégale, se précipita néanmoins sur l'ennemi, et le força à la retraite. Ce succès, et le renfort d'une partie de la réserve de Colland, mirent Legrand à même de se maintenir près de Dischingen, non sans de vigoureux efforts. Souham, de son côté, défendait les hauteurs de Seissen contre la droite de Starray, qui l'attaquait mollement ; Decaen n'eut pas grand'peine à repousser la colonne qui se présenta devant Sonderbusch ; et Souham, rassuré de ce côté, put reprendre Papelau. Dès lors le combat se prolongea sans événement remarquable jusqu'au soir.

Enfin l'apparition des colonnes de Saint-Cyr à la rive droite du Danube, décida l'ennemi à la retraite. Ce général, d'après les ordres de Moreau, ayant en effet laissé à Ney la tâche d'observer Ulm, s'était reporté à la gauche d'Iller avec les divisions Tharreau et Baraguey-d'Hilliers. La première, précédée de la brigade Debilly, s'apprêtait à franchir le Danube vers Einsingen, lorsque le départ des Autrichiens la dispensa d'une opération si délicate.

Cette affaire coûta de part et d'autre quelques centaines de braves en pure perte. On a reproché à Starray de n'avoir point su profiter de ses premiers avantages, et d'avoir laissé tout le poids de l'attaque au prince Ferdinand ; mais la faute principale vint de l'état-major, qui négligea de le soutenir par le gros de l'armée ; la vigoureuse résistance que les Français lui opposèrent devait naturellement le dégoûter d'une entreprise partielle.

Kray trouva un mince dédommagement au mauvais succès de cette journée, dans les courses des partisans organisés par les comtes de Walmoden et de Mier, à l'effet de battre tout le Brisgau et le pays entre le Danube et le Rhin. Ces détachements répandirent l'effroi sur les derrières de l'armée française jusqu'aux portes de Kehl, où ils firent plusieurs coups de main aussi hardis qu'heureux. Ce système de guerre, qui peut avoir d'immenses résultats lorsqu'il est appliqué plus en grand, ne produisit que quelques captures insignifiantes pour l'ensemble des opérations.

Moreau, privé depuis l'affaire du 10 mai de données certaines sur les positions de l'ennemi, et lui ayant supposé avec quelque raison le projet de se retirer derrière le Lech, pour se lier au prince de Reuss, fut dès lors convaincu que Kray était concentré sur la gauche du Danube, autour d'Ulm. Il résolut de s'en rapprocher, autant pour reconnaître l'état des nouveaux travaux élevés devant cette place, que pour s'assurer si la crainte d'y être attaqué déciderait les Impériaux à les abandonner. Saint-Cyr, après s'être concentré entre l'Iller et le Danube, passa, le 18 mai, à la gauche de ce fleuve. Les divisions de réserve le remplacèrent sur l'Iller, et Lecourbe suivit le mouvement général en se serrant sur la Kamlach.

L'approche de six divisions entre Erbach et Blaubeuren, ne devait avoir aucune influence sur les déterminations du général autrichien. Cependant il eut un moment le projet de marcher sur le

Lech, soit pour se remettre en ligne avec le prince de Reuss et couvrir la Bavière, soit pour éviter d'être engagé dans une bataille dont il redoutait les suites. Il est probable que les ordres du conseil aulique, de refuser toute affaire sérieuse, purent seuls le déterminer un instant à renoncer aux avantages de sa position. Quoi qu'il en soit, il se ravisa, et le mouvement de retraite préparé pour le 19 n'eut point lieu. Kray resta sous Ulm, et confia à Starray le soin de défendre la vallée de la Gunz, et celle du Danube depuis Gunzbourg à Donawerth. Sa gauche, poussée sur la Kamlach, devait entrer en communication avec le corps léger de Meerfeld, détaché sur le Lech pour couvrir cette ligne et maintenir la jonction avec le corps du Tyrol; un parti de ce dernier, sous les ordres du comte de Grune, couvrait dans le même but les environs de Schongau.

Moreau, voyant qu'il s'exposerait à trop de chances périlleuses en attaquant le camp retranché, changea de projet, et imagina de s'étendre de nouveau par sa droite pour manœuvrer sur la communication de l'ennemi, et obtenir de lui, par des démonstrations contre sa ligne de retraite, ce qu'on ne pouvait espérer de la force. Il résolut donc de porter Lecourbe jusqu'à Augsbourg, dans l'espoir qu'à la nouvelle de cette marche, Kray se hâterait de déboucher sur l'Iller pour attaquer la gauche; ce qui fournirait l'occasion de le contraindre à recevoir une bataille décisive, sur un terrain favorable à l'infanterie française.

Lecourbe ne devant faire qu'une apparition sur le Lech, et se rabattre aussitôt sur le centre, l'armée française se trouverait ainsi en mesure, au moment où l'ennemi croirait la prendre en flagrant délit.

A cet effet, Moreau repassa, le 20 mai, à la droite du Danube, non-seulement avec les troupes de Saint-Cyr, mais encore avec l'aile gauche, qu'il disposa entre ce fleuve et l'Iller, pour couvrir la ligne d'opérations du reste de l'armée dans le mouvement qu'elle exécuterait.

Kray, instruit du départ des forces républicaines, fit sortir l'archiduc Ferdinand du camp d'Ulm, le 22, au matin, avec 10,000 hommes, pour en avoir de nouvelles positives, et entamer, s'il en trouvait l'occasion, le corps resté devant lui. Le général autrichien, arrivé vers Erbach, se contenta jusqu'à trois heures de démonstrations entre Donaustetten et Donaurieden. Alors un gros de cavalerie franchit le Danube au gué en avant d'Erbach, protégea le rétablissement du pont et le passage du reste de la troupe, qui se déploya entre Achstetten et Dellmensingen, où elle porta son attaque principale. Le général Decaen, forcé dans ce village, tint les bois en arrière avec autant de vigueur que d'habileté, jusqu'à ce que la mise en action de la réserve de Collaud lui permît de reprendre son poste. La division Legrand eut moins de peine à repousser la droite de l'ennemi vers Achstetten. Cette entreprise partielle ne servit qu'à montrer la bonne contenance des républicains, et à coûter quelques centaines d'hommes.

Le séjour prolongé de tant de forces autour d'Ulm, rendait l'approvisionnement de l'armée chaque jour plus difficile : le pays, abîmé de réquisitions, se plaignait en outre avec raison des exactions de quelques généraux, et surtout des commissaires. Moreau, guidé par l'esprit d'ordre et de justice, autant que par l'envie d'assurer à l'armée des ressources qui ne devaient pas tourner au profit de quelques malversateurs, fit juger et fusiller le commissaire Pommier : deux généraux, soupçonnés de dilapidation, furent renvoyés; Vandamme céda sa division à Gudin, et Legrand remplaça plus tard le général Tharreau. D'un autre côté, Sainte-Suzanne et Souham furent chargés d'un commandement sur le bas Rhin; et leurs troupes, passant aux ordres de Richepanse, formèrent un corps détaché pour flanquer l'armée dans ses opérations offensives. La division de ce dernier fut donnée à Decaen. Ces circonstances nécessitèrent un changement total dans l'ordre de bataille. L'aile gauche, dont Grenier prit le commandement, fut formée des divisions Ney et Baraguey-d'Hilliers, tirées du centre, auquel la réserve céda en échange celle de Leclerc. Ainsi les quatre corps se trouvèrent également composés de deux divisions, sans compter celles des flanqueurs et la réserve de cavalerie. Molitor, promu au grade de général de division, fut détaché pour couvrir la droite, et observer le Vorarlberg.

Ce dernier ne tarda pas à être aux prises avec l'ennemi. Le départ du corps de Moncey, qui avait dégarni le Rheinthal du peu de troupes laissées à la défense de l'Helvétie, avait suggéré au prince de Reuss l'idée de sortir enfin de la léthargie où il semblait plongé. D'un côté, il avait lancé quelques bataillons au delà du Rhin vers Ragaz, et de l'autre, poussé un fort détachement sur Brégenz. Molitor reçut l'ordre de se diriger contre cette dernière ville, dont il chassa l'ennemi, le 24 mai, sans grande difficulté; il en éprouva un peu plus à déposter la légion Bachmann du village de Weiler; le corps autrichien passé à Ragaz revint alors dans ses positions après une incursion sans fruit.

Tous ces petits combats n'étaient que le prélude du mouvement préparé pour manœuvrer par Augsbourg sur les communications directes des Autrichiens. Cette entreprise devenait de jour en jour plus nécessaire, autant pour attirer Kray hors de ses retranchements, que pour étendre la base des approvisionnements de l'armée, qui, dénuée de magasins, et resserrée dans un étroit espace entre le lac de Constance et Ulm, était embarrassée d'y subsister. Les ressources considérables qu'offrait une ville aussi riche et aussi commerçante qu'Augsbourg, donnaient à cette cité une double importance stratégique et administrative; or, dans les circonstances où l'on se trouvait, c'était un objet d'opérations qui l'emportait en quelque sorte sur un point uniquement militaire.

Lecourbe, soutenu par d'Haupoult, passa le Lech à Landsberg, le 27 mai; l'avant-garde de Gudin se présenta si vivement au pont, qu'elle le franchit avec les postes ennemis, et ne leur laissa pas le temps de le couper; le lendemain, Montrichard et d'Haupoult, réunis à Schwabmünchen, entrèrent sans obstacles dans Augsbourg.

La crainte que Kray n'entreprît sur la gauche, avait déterminé Moreau à la refuser jusque vers Biberach et Brandebourg; le centre se replia sur la route de Weissenborn, près d'Ebershausen, puis à la hauteur d'Illeraichheim. L'armée resta quelques jours dans ces positions: on en a pris occasion de reprocher à Moreau d'avoir agi sans plan, ce qui est injuste. Nous avons déjà dit que sa première marche par sa droite sur le Lech, n'avait d'autre objet que d'attirer Kray à sa suite, pour le combattre sur l'Iller; et, bien qu'on ne réussit qu'imparfaitement, il est démontré qu'un tel but était loin de mériter le blâme. Seulement, pourrait-on objecter que le mouvement fut un peu large, et laissa le corps de Richepanse par trop en prise aux coups de l'armée autrichienne.

En effet, Kray, ayant eu tout le temps de s'assurer de la position des Français, résolut enfin d'entreprendre quelque chose de sérieux sur le corps de flanqueurs isolé entre le Danube et l'Iller. Dans la nuit du 5 juin, près de 30,000 hommes sortis d'Ulm se rassemblèrent à la droite du Danube pour l'assaillir, tandis que 26,000, postés entre l'Iller et la Kamlach, contiendraient l'armée française.

Bien que Moreau ne pût prévoir le point sur lequel agirait l'ennemi, il s'était attendu à cette sortie, puisqu'il l'avait provoquée de tous ses moyens; Lecourbe avait reçu, dès le 3, l'ordre d'évacuer Augsbourg, pour revenir sur la Wertach et à Buchloe; la réserve et le centre se rapprochèrent promptement de l'Iller, que Grenier vint passer en toute hâte avec la division Ney, pour secourir Richepanse. Celui-ci occupait les positions suivantes: la brigade Sahuc s'appuyait à l'Iller à Oberbalzheim, celle de Walther gardait Schwendi et Schomberg, celle de Levasseur, Mittelberg et Biberach; les éclaireurs, sous Drouet, étaient à Buchau; la réserve, sous Lacoste, à Hurbel. Cette position, un peu large pour un si petit corps, semblait l'exposer à une défaite certaine. Vainement Moreau avait-il ordonné, en cas d'attaque, de refuser la gauche, et de se concentrer à droite pour tenir les ponts de l'Iller et se rallier à l'aile de Grenier; il était à craindre que les troupes de Richepanse, ainsi disséminées et vivement assaillies, n'eussent pas le temps d'exécuter ces dispositions.

La division du général Baillet-Latour, formant la gauche des Autrichiens, dut longer l'Iller, et attaquer en deux colonnes la brigade Sahuc de front et à revers. Le centre de Kray se dirigea contre Walther, et le refoula sur Guttenzell. Une forte colonne, sous le général Sporck, le débordant à gauche, se jeta dans l'intervalle entre lui et la brigade Levasseur. La division bavaroise, pri-

mitivement dirigée sur Guttenzell, puis relevée par un détachement de Sporck, marcha ensuite sur la direction d'Ochsenhausen; enfin, quelques régiments de cavalerie légère se portèrent en partisans sur Waldsée et Wurzach.

Tout alla d'abord au gré des Impériaux, Walther, accablé et menacé, fut recueilli par la réserve sur les hauteurs de Guttenzell, où Richepanse opposa à des forces supérieures toutes les ressources de son inébranlable fermeté : mais, instruit que l'ennemi gagnait ses derrières vers Ochsenhausen, il ordonna à Walther de se replier sur les hauteurs d'Edelsbeuren; Sahuc, pressé par Baillet, avait évacué Oberbalzheim, et tenait vivement en arrière pour donner le temps à Ney de venir à son secours.

Ce brave n'était pas habitué à se faire attendre : dès que Grenier lui eut communiqué l'ordre de rebrousser chemin pour secourir Richepanse, il avait volé au point menacé; sa division, débouchant de Kellmunz à la course, ne tarda pas à prendre part au combat, et permit à Sahuc de rentrer dans le village qu'il avait perdu. Mais la seconde colonne de Baillet, ayant tourné par les montagnes boisées de Weidebuhl, vint au même instant attaquer les Français à revers, en débouchant sur Kirchberg. Le général Grenier, loin d'en être intimidé, ordonne à Ney de revenir par une contre-marche, tomber sur l'audacieux adversaire qui ose ainsi le braver, Ney fait volte-face, et s'élance à la tête de la brigade Bonnet sur le plateau de Kirchberg, aborde l'arme au bras les batteries, les enlève, puis fond sur la ligne autrichienne. Celle-ci, cédant à cette impétueuse attaque, est bientôt culbutée; le terrain, coupé de bois et la difficulté du chemin de traverse qu'elle a suivi, augmentent le désordre, et la forcent à regagner Roth, en abandonnant plus de 1,000 prisonniers.

Richepanse, enhardi par ce succès, reprend à son tour l'offensive de Beuren sur Guttenzell, et en chasse le centre de Kray, à la suite d'un engagement des plus chauds. La quatrième colonne autrichienne, commandée par Sporck, après s'être longtemps promenée au delà du flanc gauche de Richepanse, arrivait enfin vers Reinstetten au moment où tout était décidé. Ce général, marchant lui-même à quelques pas en avant de sa troupe, est chargé à l'improviste et enlevé par deux ou trois braves qui se précipitent sur lui : sa colonne hésite, et, dans l'ignorance de ce qui se passe au centre et à la gauche, elle prend position sur la hauteur d'Hurbel, d'où elle est même forcée de décamper à la nuit, de peur de rester seule en prise aux efforts des républicains.

La brigade Levasseur, coupée vers midi, ayant reçu très-tard l'ordre de se replier, trouva Ochsenhausen occupé par 2 à 3,000 Bavarois, et força le passage pour se retirer sur Memmingen; le faux bruit que cette ville était déjà au pouvoir des Impériaux l'engagea à gagner Wurzach par une marche forcée. Drouet, prévenu aussi du mouvement des ennemis sur Biberach, s'était rejeté à droite dans la direction d'Ochsenhausen, pour ne pas exposer son petit détachement.

Le succès de Ney à Kirchberg, et l'arrivée de la division Delmas, qui déboucha à la chute du jour de Kelmuntz vers Guttenzell, ne laissaient plus à Kray la moindre chance de victoire. Voyant tous ses efforts inutiles, il ordonna la retraite vers Ulm, après avoir perdu 2,000 hommes. Le général autrichien ne put attribuer le mauvais résultat de l'entreprise, qu'à la faute d'avoir trop étendu sa droite, et de n'avoir point fait soutenir la gauche où se trouvait le point décisif. On a cru qu'il avait eu le projet de gagner l'extrême gauche des Français pour rétablir sa communication directe avec le prince de Reuss en marchant sur leurs derrières. Ce projet, qui aurait eu son mérite s'il avait été concerté et exécuté par toute l'armée impériale, ne devenait qu'une course extravagante dès qu'on prétendait n'y employer que de simples détachements. Pour atteindre un tel but, il fallait que Reuss marchât à Wurzach, et que toute l'armée appuyât à droite; ce qu'elle ne fit point.

Si, au contraire, on ne prête à Kray que l'intention d'accabler Richepanse, il était naturel alors qu'il fît l'effort principal au point de jonction entre cette division et Grenier, puisque c'était là que les renforts français devaient arriver. Il pouvait y employer la moitié des forces inutilement laissées entre l'Iller et la Kamlach pour rendre le succès plus certain. En un mot, c'était avec les deux tiers de ses forces (50,000 hommes) qu'il fallait tenter un pareil coup, et non avec 28,000

IV, page 247.

dispersés sur un rayon immense. L'active intrépidité de Ney, le coup d'œil, les talents et la fermeté de Richepanse, contribuèrent aussi puissamment à l'heureuse issue de cette journée, où les Français par leur extension eussent mérité d'éprouver un échec.

Après une pareille victoire, Moreau devait apprécier de plus en plus l'ascendant que ses troupes avaient pris sur l'ennemi, et il n'avait qu'un pas à faire pour obtenir le résultat auquel il espérait, celui de forcer Kray à quitter Ulm. On ne pouvait guère se flatter d'y parvenir par de simples démonstrations, dont Kray était à même de profiter, pour livrer avec avantage des combats partiels sans jamais accepter de bataille rangée. Moreau, pénétré de cette vérité, se décida à faire un grand mouvement de conversion, la droite en avant, pour gagner le bas Danube, et menacer la dernière communication des Autrichiens. Les pluies abondantes qui tombaient depuis quelques jours, l'engagèrent à remettre son entreprise jusqu'au 10. Ce temps fut mis à profit pour donner une organisation définitive à l'armée. Le général Saint-Cyr, auquel Moreau reprochait de n'avoir pris aucune part à la bataille de Moskirch, partit le 8 juin pour la France; ainsi que Delmas, qui avait eu quelques démêlés avec le général en chef. Dès lors, le centre fut dissous, et forma l'aile gauche; le corps de réserve devint le centre; le général Grandjean prit le commandement de la division Delmas (1).

Le temps étant un peu remis, Lecourbe, renforcé de la brigade Boyer, et soutenu au besoin par le reste de la division Grandjean, marcha de nouveau sur le Lech, le 10 juin; Gudin vint en face de Landsberg, et Nansouty à sa droite vers Oberdissen; d'Haupoult à Langen-Erringen dans la plaine de Lechfeld; Montrichard sur Turckheim éclairant la route de Schwabmunchen.

Cette fois on trouva le pont de Landsberg coupé, et il fallut remettre le passage au lendemain. Gudin, soutenu de Nansouty, s'avança en deux colonnes sur Kauferingen et Landsberg; à peine la première est-elle arrivée, et dispose son canon pour protéger le raccommodage du pont, que l'ennemi abandonne la barricade, puis retire ses pièces; quelques sapeurs passent à la nage pour accélérer le travail, et en moins d'une heure le pont livre passage à la colonne de Nansouty, qui, secondée par quatre bataillons, remonte vers Landsberg, s'en empare, et y est suivie par la division Gudin; un détachement s'était saisi de Schongau et du pont qui s'y trouve.

Ces succès ne purent être que bien faiblement disputés par le mince détachement que le général Meerfeld commandait dans ces environs pour éclairer le cours du Lech, et entretenir une communication avec Fuessen. Kray, loin de s'opposer à la marche de ses adversaires, était revenu sur la rive gauche du Danube après le combat de Guttenzell; l'aile droite, qu'il ramena avec lui entre Erbach et Soflingen, se composait des divisions Riesch et Baillet, des neuf bataillons de grenadiers, et de la réserve de cavalerie; les Bavarois du duc de Deux-Ponts étaient à Ried. Le centre, composé des divisions Kienmayer et Nauendorf, s'appuya au Danube, vis-à-vis de Donaustetten, s'étendant jusqu'à Dietenhofen; Giulay gardait toujours Wiessenhorn et Rogenbourg; Starray, avec l'aile gauche, placé vers Oberblaichen, avait poussé quelques reconnaissances heureuses, qui lui ramenèrent 2 à 300 prisonniers.

Lecourbe continua, le 12 juin, sa marche sur Augsbourg; la brigade Laval descendit la droite du Lech, quatre autres colonnes se dirigèrent par les deux routes de Schwabmunchen et de Lechfeld, refoulant devant elles les coureurs ennemis; ceux-ci, impuissants pour leur disputer l'entrée d'Augsbourg, abandonnèrent la ville, et brûlèrent le pont de Zollhaus, qui fut réparé en quelques heures. Meerfeld se replia sur Aicha,

(1) Molitor commanda les flanqueurs de droite.

Lecourbe forma cette aile avec les divisions Gudin et Montrichard, et la réserve de Nansouty.

Le centre, conduit par Moreau lui-même, se composa des divisions Grandjean, Leclerc et Decaen.

La gauche, sous Grenier, fut formée des divisions Baraguey-d'Hilliers, Ney et Legrand.

Richepanse commanda les flanqueurs de gauche, composés de l'ancienne aile gauche de Sainte-Suzanne.

On peut au reste consulter le tableau du 15 juillet, annexé à la fin de ce chapitre; car, à l'exception de la division Baraguey-d'Hilliers, qui fut dissoute et amalgamée avec les deux autres de Ney et de Legrand, la composition était la même.

trop heureux de n'avoir pas été plus sérieusement entamé.

Le centre et la gauche de l'armée suivirent, le 12 juin, ce mouvement de conversion : le premier descendit la Kamlach et la Gunz sur Krumbach, poussant devant lui les postes de Starray, qui enlevèrent néanmoins deux ou trois compagnies de la division Decaen aux environs de Dissenhausen. La gauche s'avança dans la vallée de la Roth et de l'Iller sur Weissenhorn et Vohringen, d'où elle délogea les avant-gardes de Nauendorf et de Kienmayer. Ney, ayant culbuté les Autrichiens de Gravertzhofen, entra pêle-mêle avec eux dans Weissenhorn.

Le général Richepanse, marchant contre Burgrieden, donna sur le corps du prince Ferdinand; qui lui disputa cette position avec fermeté, ne la céda qu'à l'arrivée de forces supérieures, et rejoignit Kray à la gauche du Danube, en ne laissant que des postes à Achstetten.

Pendant que ceci se passait autour d'Ulm, le prince de Reuss, sentant enfin tout ce que son inaction lui attirait de reproches, imagina de se porter sur Kempten avec huit ou neuf bataillons; il s'avança de Reiti vers Nesselwangen avec la brigade Linken, et porta celle de Mercantin à Immenstadt. Molitor, un peu embarrassé de couvrir tout l'espace qui séparait l'armée du lac de Constance, prit en brave le parti d'aller lui-même à la rencontre de l'ennemi : se bornant à pousser quelques compagnies pour observer Mercantin, il marcha avec 1,500 hommes contre le prince de Reuss. En arrivant à la Wertach, il donna à l'improviste sur deux bataillons, qui, de leur côté, étaient en mouvement, et il les assaillit avec tant d'audace, qu'en un clin d'œil ils furent enfoncés, et ramenés avec perte. Cet événement sema l'épouvante dans le reste du corps; le prince de Reuss, après s'être retiré à Fuessen, décampa même à Reiti avec tant de précipitation, qu'il y aurait eu moins de honte à ne jamais sortir de ses gorges. Mercantin, de son côté, jugea alors convenable de regagner la vallée de Tannheim pour se rallier à lui vers les sources du Lech. Molitor, trop heureux d'en être débarrassé, revint à Kempten. Un détachement de ce corps du Tyrol, sous les ordres de Grune, secondé par les troupes de Meerfeld, parvint néanmoins à rentrer dans Schongau; Lecourbe, maître d'Augsbourg, détacha alors la réserve de Nansouty, qui en chassa de nouveau l'ennemi.

De son côté, Lecourbe, sans s'arrêter à ce qui se passait derrière son flanc droit, avait dû continuer sa marche : laissant la brigade Boyer à la garde des hauteurs de Friedberg, puis celle de Nansouty à Landsberg et Kauferingen, il fila vivement à la tête des divisions Gudin et Montrichard par Zumershausen et Wertingen. Le centre se mit en ligne avec lui vers Burgau : les trois divisions de l'aile gauche, formant le pivot de la conversion, durent masquer les différents débouchés du Danube entre Ulm et Gunzbourg; celle de Legrand descendit la Gunz vers Ichenhausen et Hochwang, où elle eut à combattre Giulay : Ney resta sur la Biber; Baraguey-d'Hilliers en réserve à Stoffenried, Richepanse demeura un moment à l'embouchure de l'Iller, pour couvrir la communication de l'armée par Memmingen, aussi longtemps que la chose serait possible. Sa gauche, vivement attaquée, le 15, à Brandebourg, ne parvint à s'y maintenir qu'à force de bravoure.

Ce mouvement des Français par leur droite, non moins hardi qu'habile, devait amener de grands événements, et le résultat de cette situation des deux armées n'était pas difficile à calculer : la moitié des forces de Moreau allant tomber sur le seul corps morcelé de Starray, il était impossible qu'il ne fût pas accablé s'il osait s'engager sérieusement; il prit le parti plus prudent de gagner le Danube, et repassa ce fleuve, en recommandant toutefois à Giulay de tenir le poste retranché de Gunzbourg.

Cependant Kray, à qui il restait les routes de Donawerth et de Nordlingen, qui mènent en Bohême par la rive gauche du Danube, avait à choisir entre trois alternatives, s'il ne se décidait pas à marcher sur-le-champ vers la première de ces villes sans attendre d'y être forcé, il ne lui restait qu'à tenir ferme vers Ulm et Gunzbourg, pour y disputer le passage du fleuve; ou bien à déboucher d'Ulm sur l'Iller, afin d'accabler Richepanse avec 60,000 hommes, et de rouvrir la route directe d'Augsbourg, dans l'instant où Moreau s'établirait à Dillingen et Hochstett.

Enchaîné par les rapports incertains de ses lieutenants ou par des ordres supérieurs, le général, autrichien ne sut prendre à temps aucune de ses résolutions : les premiers avis de Starray trompèrent sans doute Kray sur la véritable direction et l'importance du mouvement de ses adversaires ; néanmoins, ce lieutenant, tout en faisant sonner bien haut quelques légers engagements d'avant-postes sur la Kamlach et à Dissenhausen, demandait des renforts qu'on s'empressa de lui envoyer.

Plus malheureux encore dans ses relations avec le prince de Reuss, le général en chef autrichien apprenait que le corps poussé vers Schongau, pour rétablir la jonction avec lui, était chassé de cette ville, et que le prince lui-même se croyant menacé par des forces considérables à Immenstadt, songeait à la retraite. Rien n'était plus extravagant que ces alarmes continuelles : car on voit, d'après les mouvements de l'armée française, que Molitor, loin d'être dans une attitude menaçante, était trop heureux de tenir tête, avec 5 ou 6,000 hommes et la réserve de Nansouty, aux 25,000 Autrichiens qui garnissaient le Vorarlberg.

Tel est le triste résultat de ces guerres trop méthodiques où l'on croit devoir battre en retraite parce qu'on a quelques détachements ennemis sur un flanc : ces opérations du prince de Reuss ne rappellent pas mal celles de l'armée des Cercles sous le prince de Stolberg, qui, dans la campagne de 1762, décampait chaque jour avec plus de 30,000 hommes devant le général Seidlitz, parce qu'un régiment de dragons prussiens venait s'établir sur une extrémité de sa ligne.

Dans de telles occurrences, il était naturel que l'incertitude augmentât au quartier général autrichien à mesure que le danger devenait plus pressant. Starray, s'étant retiré jusque derrière le Danube à l'embouchure de la Brenz, Giulay ne crut pas pouvoir défendre les retranchements informes de Gunzbourg contre les trois divisions du général Grenier, et les fit évacuer. Cette nouvelle aurait dû faire prendre un parti décisif pour percer sur Memmingen, ou descendre le Danube entre Ulm et Donawerth ; mais on perdit le temps à délibérer, et, sous prétexte de mieux juger des plans de l'armée française on attendit qu'ils fussent réalisés.

Tandis que ceci se passait, Lecourbe, arrivé dès, le 16, sur le Danube entre l'embouchure de la Mindel et le pont de Blindheim, avait pris avec toute l'activité dont il était capable ses mesures pour franchir le fleuve. La conduite de Starray était parfaitement propre à lui faciliter cette entreprise : au lieu de profiter des renforts que Kray lui fit passer à sa demande, pour surveiller le corps du Danube au point central entre Gunzbourg et Donawerth, il renvoya le gros de ses forces vers Ulm ; ne gardant que huit bataillons et cinq escadrons aux environs de Gundelfingen, outre le détachement de cinq bataillons et trois escadrons, que le général Devaux avait ramené sur Donawerth.

Il était difficile à 10,000 hommes de garder une ligne de douze lieues contre les six divisions que l'ennemi allait rassembler en une marche, et on conçoit d'autant moins ces mesures des Autrichiens, que Kray demeura avec tout le reste de l'armée dans une inaction absolue. On lui pardonnerait encore d'avoir perdu ainsi de vue ses principales et dernières communications, si le gros de son armée eût entrepris quelque chose contre Richepanse ; mais on eût dit qu'il dégarnissait sa gauche à dessein, au moment où Moreau allait y tenter un effort décisif.

Il n'en fallait pas moins pour que l'opération de Lecourbe eût un plein succès ; car les Autrichiens avaient, en effet, détruit tous les ponts jusqu'à Donawerth, et on ne possédait ni potons ni barques pour y suppléer. Une tentative exécutée le 18, pour forcer le passage à Dillingen, fut repoussée ; les Autrichiens ayant coupé deux arches du pont, et établi des batteries retranchées à la culée de la rive gauche. L'effort de Grenier et de Ney contre celui de Leipheim n'obtint pas plus de succès. Ces démonstrations eurent toutefois l'avantage de donner le change à Starray sur le véritable point de passage, et de maintenir la dispersion de ses troupes.

Le rapport des avant-gardes ayant fait connaître que les ponts de Greimheim et Blindheim avaient le moins souffert, on résolut de passer sur ce point et on rassembla dans la journée le plus grand nombre possible de madriers et de poutrelles.

Le 19, au matin, les divisions Gudin et Montri-

chard se serrèrent derrière le bois en face de Blindheim, soutenues par la réserve de d'Haupoult; Moreau dirigea le centre de Burgau sur Aislingen. A cinq heures du matin, la division Gudin s'étant avancée jusqu'au fleuve, établit des batteries contre les postes de Blindheim et de Gremheim : leur feu eut bientôt balayé les faibles pelotons d'éclaireurs qui se trouvaient là, et réduit au silence les deux pièces qui les soutenaient.

Un détachement de nageurs s'élança aussitôt dans le Danube; et, soutenu par une centaine d'hommes passés successivement au moyen d'une nacelle, il parvint à s'établir à Gremheim. Les travailleurs, ainsi protégés, se hâtèrent de réparer le pont de ce village: dès que l'infanterie put y passer, 4 bataillons le franchirent, et se logèrent dans les villages voisins pour contenir l'ennemi, jusqu'à ce que le pont, entièrement réparé, fût praticable pour toutes les armes. En même temps, un détachement du génie menaçait celui de Blindheim; et, favorisé par un bataillon qui remonta de Gremheim, enveloppait une compagnie ennemie chargée d'empêcher le rétablissement de ce second pont.

Le faible cordon autrichien ne put opposer qu'une résistance tardive à ces dispositions; le général Devaux porta d'abord un bataillon wurtembergeois de Donawerth sur Schweningen; mais Lecourbe ayant fait déboucher 8 escadrons pour seconder la brigade Puthod dans l'attaque de ce village, le bataillon entouré fut forcé à mettre bas les armes. Deux autres bataillons autrichiens arrivés sur ces entrefaites, rétablirent un moment le combat à la faveur de leur artillerie et de quelques centaines de cuirassiers de Mack. Cependant leurs succès furent de courte durée : l'intrépide Lecourbe fixa la victoire en faisant charger son escorte, soutenue par un détachement de carabiniers; la cavalerie autrichienne fut dispersée, et ces 2 bataillons, ainsi abandonnés et cernés, éprouvèrent le sort des Wurtembergeois.

Starray, instruit de ce qui se passait par le bruit du canon et les rapports de ses partisans, rassembla 3 ou 4,000 hommes à Hochstett, et demanda en toute hâte des renforts. Dans l'intervalle, Lecourbe ayant rétabli les deux ponts, et terminé son passage, laissa à la brigade Laval le soin de poursuivre Devaux sur la route de Donawerth, et se porta sur Hochstett avec le reste de la division Gudin, celle de Montrichard et la réserve de d'Haupoult. Starray ne se sentant pas de force à se mesurer avec lui, chercha à gagner Dillingen où il avait laissé une réserve de 3 bataillons. La chose ne lui réussit pas à souhait : sa colonne, talonnée par l'infanterie de Montrichard, perdit contenance, lorsque Lecourbe, à la tête de 16 escadrons, déborda le flanc gauche par le village de Schrezheim, et chassa au loin la cavalerie qui le couvrait. L'infanterie autrichienne eut toutes les peines du monde à gagner Dillingen, où elle ne tint qu'un instant, malgré les avantages que lui offrait ce poste ceint de murs, de tours ou de fossés. Elle n'y eut pas plutôt été recueillie par la réserve, que menacée de nouveau du côté d'Altheim, d'où Lecourbe débouchait au galop, elle dut traverser les plaines de Lauingen en colonnes serrées, abandonnant plus de 1,000 prisonniers dans les fossés et les jardins de Dillingen, qu'elle avait fait occuper pour résister au choc des escadrons français.

Pendant que ceci se passait, 2,000 cuirassiers aux ordres de Klinglin, et la brigade d'infanterie de Kospoth, que Kray avait détaché la veille sur la Brenz au soutien de Starray, demeuraient à Gundelfingen dans une entière inaction. Ils servirent toutefois à rallier les restes du corps de Starray, et eurent même à cette occasion un moment de succès sur la cavalerie harassée de Lecourbe. Mais, quoique renforcés de 2 ou 3,000 Palatins venus d'Ulm, ils ne purent tenir longtemps contre les forces toujours croissantes des Français; car l'infanterie de Lecourbe arrivait à Lauingen, et le centre de Moreau, ayant rétabli le pont de Dillingen, venait d'opérer sa jonction aux environs de cette ville.

Le général en chef, instruit qu'une masse assez considérable de cavalerie autrichienne se présentait près de Medlingen, crut avec raison qu'elle pourrait être suivie par le gros de l'armée de Kray, et jugea indispensable de la culbuter avant qu'elle fût soutenue. A cet effet, la cavalerie de Lecourbe, renforcée d'une partie de la division Decaen, et de quatre régiments de cavalerie légère s'ébranla pour fondre sur les escadrons du général Klinglin,

tandis que Montrichard dirigeait la 37° de ligne sur Gundelfingen. La cavalerie impériale reçut la charge avec un aplomb qui lui fit honneur; mais la partie était trop inégale, et, à dix heures du soir, elle fut rejetée au delà de la Brenz.

Moreau, empressé de profiter de cet avantage, et ne doutant point d'avoir à lutter le lendemain contre tous les efforts de Kray, acheva de faire passer son centre à l'entrée de la nuit, et prescrivit au général Grenier de faire ses dispositions pour le joindre le 20, au matin. Il devait à cet effet tenter le passage du pont de Gunzbourg, et, dans le cas où l'ennemi y opposerait trop d'obstacles, il lui fut enjoint de se rabattre avec deux divisions sur Lauingen, afin de rendre sa jonction plus certaine. Celle de Ney eut la mission délicate de masquer Ulm, et d'entretenir la communication avec le corps de Richepanse, alors en marche pour suivre l'armée.

Cette journée, honorable pour les troupes républicaines, leur avait valu d'importants trophées : 4,000 prisonniers, 20 pièces de canon, 4 drapeaux restèrent en leur pouvoir. Ce succès, tout glorieux qu'il fût, résultait d'un combat partiel, et n'était qu'une réparation bien imparfaite du sanglant désastre que les armes de Louis XIV avaient essuyées sur le même champ de bataille en 1704. A la vérité, on pouvait envisager le combat de Lecourbe comme un heureux prélude; car la concentration de sept divisions françaises sur la ligne de retraite de Kray faisait présager des événements de la plus haute importance : mais ce général qui avait montré tant d'hésitation depuis quelques jours, ne fut pas long à prendre son parti. Aussitôt qu'il aperçut le danger dont il était menacé, il jeta, le 19, une garnison de 10,000 hommes dans l'Ulm, sous les ordres de Pétrasch; attira à lui les troupes laissées à la rive droite du Danube, afin de rassembler, son armée, le 20, aux environs d'Elchingen, Albeck et Languenau; puis fit partir dans la nuit pour Aalen les 160 pièces de canon et 800 caissons qui composaient son grand parc d'artillerie. Le corps de bataille se mit en marche sur trois colonnes, dont une dut flanquer le mouvement vers Dischingen, d'où l'armée se porta, le 21, à Heidenheim, par des chemins de traverses difficiles. A peine eut-elle goûté deux ou trois heures de repos, qu'elle continua son mouvement sur Neresheim, y arriva le 22, à minuit, à la suite d'une marche des plus pénibles, et n'en partit pas moins le lendemain pour Nordlingen, après avoir éprouvé, durant quarante-huit heures, des fatigues et des privations au-dessus de tout expression.

Kray s'était attiré cet échec par un défaut de vigueur et de prévoyance qu'on a de la peine à comprendre, quand on se rappelle tant d'autres opérations de ce brave général. On ne serait pas embarrassé de trouver dans sa conduite autant de fautes que, selon Feuquières, les généraux de Louis XIV en avaient commis sur le même terrain; à la vérité, elles différaient de nature, et n'eurent pas de si cruels résultats, mais elles provenaient toujours de l'oubli des principes. Depuis le 13 et le 14 juin, Kray ne pouvait nullement se méprendre sur le projet de son adversaire; et, dès que celui-ci eut dépassé Weissenhorn et Krumbach, il il n'y avait pas à balancer, il fallait, ou tomber en masse sur sa gauche, ou se décider franchement à quitter les environs d'Ulm, pour concentrer 50,000 hommes entre Gunzbourg et Donawerth. La cavalerie impériale resta blottie sur l'Iller, et autour d'un camp retranché où elle était plus embarrassante qu'utile, tandis que 50 escadrons, mis en action dans les plaines de Dillingen, eussent rendu un passage lent et successif du fleuve, fort incertain.

La marche rapide que Kray exécuta le 21 et le 22, tira l'armée impériale d'embarras; mais ce moyen de salut était en lui-même aussi épineux que le danger auquel il devait parer : car, si Moreau ne se fût pas borné à garder la plaine du Danube, il eût donné perpendiculairement sur le flanc de ces longues colonnes, en marche sur Neresheim. Bonaparte lui a reproché son excès de circonspection, et pense qu'en se décidant à manœuvrer par sa droite, il aurait dû songer à un changement total de ligne d'opérations : alors, au lieu de laisser Richepanse pour couvrir la route de Biberach, et Grenier pour masquer Ulm, il aurait pu réunir toute son armée entre Dillingen et Neresheim, afin de se baser désormais sur la route de Stuttgard; ce qui, en rendant l'opération moins compliquée et plus sûre, l'eût enhardi à pousser plus vive-

ment dès le 20. Il y a peut-être de la partialité dans ce reproche; car le consul n'ignorait point qu'on eût ouvert ainsi à Kray la route d'Augsbourg, et sa communication avec le prince de Reuss : outre que cet inconvénient était en opposition formelle avec le plan de Moreau, on doit dire encore à la justification de ce dernier, qu'il serra sa gauche assez près du corps de bataille pour réunir en vingt-quatre heures toute son armée à la droite du Danube, et qu'il observa beaucoup mieux les principes que Napoléon lui-même au passage du Pô, et à l'échauffourée de Marengo.

C'eût été dans le fait une entreprise voisine de la témérité, d'abandonner entièrement sa ligne de communication pour se jeter à tout hasard sur les derrières d'une armée ennemie, ayant un fleuve comme le Danube à franchir, et pas le moindre équipage de pont ou embarcation propre à assurer le passage. Moreau préféra exposer le corps de Richepanse à une marche hasardée, et laisser Grenier dans une position intermédiaire; parce qu'il regardait ces mesures comme un inconvénient momentané, et balancé d'ailleurs par l'avantage de pouvoir regagner sa base primitive dans le cas où le passage ne réussirait pas. C'était de la prudence et non de la pusillanimité; et, s'il est vrai que Kray, en jetant 60,000 hommes sur Richepanse ou Grenier, eût pu mettre cette précaution en défaut, on ne saurait contester qu'il était sage de la prendre, et qu'il aurait fallu une précision bien rare dans les contre-manœuvres des Autrichiens pour qu'elle eût de fâcheux résultats. Le seul reproche qu'on soit en droit de faire à Moreau est celui de n'avoir pas poussé plus vivement, le 20 juin, pour atteindre du moins avec son avant-garde la route de Neresheim, plus importante à gagner que les hauteurs du Schellenberg, puisque l'ennemi était déjà coupé de celle-ci; les avis qu'il recevait sur l'armée autrichienne l'empêchèrent sans doute de prendre cette résolution. Quittons, au reste, ces digressions tout à fait hypothétiques, pour revenir à la retraite de Kray.

Le général français, ignorant encore le départ de son adversaire des environs d'Ulm, ne songea naturellement pas à le poursuivre. Dès le 20, il avait ordonné à Lecourbe de pousser la brigade Laval sur le fameux poste du Schellenberg, près de Donawerth, où le général Devaux s'était réfugié. Le reste des troupes de Lecourbe demeura vers Finningen et Bergheim, sur la route de Nordlingen; le centre appuya, d'un côté à la Brenz à Hermaringen, et de l'autre à Dattenhausen, tenant la route de Heidenheim et Aalen. Grenier, qui n'avait pu passer à Gunzbourg, vint s'établir sur la Brenz à Gundelfingen; laissant Ney à Leipheim, où il fut bientôt appuyé par Richepanse : celui-ci suivit la direction générale à droite, en marchant d'abord à Weissenhorn, puis entre Kissendorf et Gunzbourg.

Le 21, le mouvement continua, mais d'une manière incomplète : Moreau poussa la droite en remontant l'Egge vers Dischingen et Balmertshofen; le centre demeura en seconde ligne vers Dattenhausen et Bachhagel; la gauche et la réserve de d'Haupoult restèrent sur la Brenz et le Danube : preuve assez évidente que le général français ignorait absolument la marche de l'ennemi, et qu'il l'attendait toujours par la plaine du Danube.

Mieux instruit dans la journée du 22, il se fût sans doute décidé à lancer son armée à la poursuite, si des torrents de pluie, la nature montueuse du pays, et des chemins vicinaux dégradés ne l'en eussent empêché : un simple parti de cavalerie fut poussé en reconnaissance sur Neresheim.

Enfin, le 23, l'armée française se mit en marche sur Nordlingen : Lecourbe, soutenu de la réserve de cavalerie et de la division Grandjean, s'y dirigea par Neresheim. Le centre le suivit par Ochenheim, et la gauche prit le chemin d'Achenhausen sur Nattheim.

La première colonne de Lecourbe, conduite par Gudin, donna à Edernheim sur une forte arrière-garde, qui la combattit jusqu'à la nuit. Montrichard, ayant rencontré de même les Impériaux dans les bois de Frikingen, en longea la lisière pour tourner Neresheim, que la division Grandjean attaquait de front par la route de Dischingen. Lecourbe, à la tête de la cavalerie, se jeta sur Ommenheim, secondé par une brigade de la division Montrichard.

Ce mouvement, qui devait couper l'arrière-garde ennemie de Nordlingen, amena un engagement très-vif : la cavalerie impériale, qui s'y trouvait en forces, exécuta deux charges brillantes; Lecourbe

eut quelque peine à balancer le succès jusqu'à ce que la prise d'Ommenheim par l'infanterie de Montrichard, et l'arrivée des colonnes du centre et de la cavalerie de Ney du côté de Neresheim, décidassent l'ennemi à une pleine retraite. Ney, toujours prêt à voler où le canon grondait, était accouru de son propre mouvement avec quatre régiments de cavalerie de la gauche, et ne contribua pas peu à cette résolution. Cependant l'arrière-garde de Kray tint encore ferme aux débouchés de la forêt vers Edernheim, où elle accueillit vigoureusement les têtes de colonnes de Gudin et de Montrichard, qu'elle chargea même avec quelque succès. Les généraux Moreau, Dessoles et Lecourbe, accourus pour reconnaître la position, faillirent être enlevés dans cette dernière échauffourée.

Kray avait séjourné le 24 à Nordlingen, pour remettre un peu ses troupes de leurs fatigues excessives : l'abattement était tel qu'il dut, avec raison, redouter les suites d'un engagement un peu sérieux. L'ardeur dont les colonnes de Lecourbe et de Ney avaient fait preuve dans la journée précédente, donnait à penser sur les suites d'une bataille perdue dans un tel état de choses. Le général autrichien imagina de se tirer d'affaire en se servant d'un stratagème usé. Il envoya un parlementaire aux avant-postes, annoncer qu'un armistice avait été conclu par Bonaparte, et devait s'étendre à l'armée du Rhin. Le fait était vrai au fond ; mais on ne conçoit pas comment la convention d'Alexandrie put être connue au quartier général autrichien, et ignorée à celui de Moreau : d'ailleurs, elle n'avait rien qui pût motiver une suspension d'hostilités de la part du dernier ; aussi ne voulut-il pas adhérer à la proposition qui lui en fut faite.

Toutefois, Kray remplit une partie de son objet, il ranima un peu le zèle de ses troupes, et Moreau, qui s'attendait à recevoir d'heure en heure un courrier avec des nouvelles positives de ce qui se passait d'extraordinaire sur les rives du Pô et de la Bormida, crut devoir changer le but de ses opérations. Ignorant l'état de délabrement où se trouvait l'infanterie ennemie, il jugea qu'elle avait trop d'avance sur lui pour la contraindre à une bataille ; et, comme le premier courrier pouvait lui apporter l'ordre de s'arrêter, il crut devoir élargir la base de ses cantonnements, en faisant en toute hâte occuper la capitale de la Bavière. Cette opération présentait des avantages manifestes : elle rompait de plus en plus la communication entre le prince de Reuss et l'armée de Kray ; on espérait aussi qu'elle détacherait la Bavière de la coalition, et faciliterait les cantonnements de l'armée. Il n'en est pas moins vrai qu'on laissa échapper, pour un accessoire incertain, l'occasion d'entamer l'armée impériale, harassée et découragée : il eût été plus sûr et plus facile de marcher à Munich lorsqu'on l'aurait battue, et de détacher ensuite l'électeur de l'alliance anglo-autrichienne. Quoi qu'il en soit, la division Decaen, renforcée de trois régiments de cavalerie, reçut l'ordre de repasser le Danube, et de marcher par Augsbourg sur Munich.

Kray, profitant de la nuit du 24, se remit en marche par Wemdingen à Monheim ; l'armée française, instruite de son départ, s'avança sur la Wernitz.

La crainte de se voir devancé à Neubourg et Ingolstadt devait naturellement amener le général autrichien à réfléchir sur la faculté qu'il avait de gagner la chaîne des montagnes de Bohême, et, par cette retraite parallèle, d'entraîner Moreau loin de son but, qui était l'Inn et la rive droite du Danube. Le choix de cette direction devant éloigner le théâtre de la guerre du centre des États héréditaires et de la capitale, il semblait assez naturel que Kray s'y décidât. Mais aucun magasin n'était préparé sur cette frontière de Bohême, et la ligne de l'Inn, tout à fait négligée par le gouvernement, ne se trouvant pas même pourvue d'ouvrages pour sa défense, il n'osa prendre sur lui de découvrir Vienne, et préféra filer de nouveau vers la vallée du Danube, pour regagner la communication directe avec l'Inn. Il exécuta, le 26, une marche forcée de dix lieues par Ranerzhofen à Neubourg, où il se plaça sur la droite du Danube. Le général Klénau fut laissé avec 4 ou 5,000 hommes à la rive gauche, en vue d'observer la route d'Eichstett.

Moreau, instruit du départ de Kray pour Monheim, avait bien jugé qu'il chercherait à se replacer sur la route de Ratisbonne, et que, s'il y parvenait, il couperait la division Decaen, et anéantirait

tous les fruits du passage du Danube. En conséquence, il fit serrer, le même jour, son centre aux environs de Donawerth; Lecourbe repassa le fleuve, et se porta sur Rain, pour se saisir du pont du Lech à Gunderkingen; Gudin força de marche à cet effet, et, quoique ce pont fût dégradé, il réussit à s'établir en avant de Rain ; les coureurs de Kray, ayant passé le Danube en bateaux pour se saisir de ce poste, furent prévenus et battus à Schœnfeld. Gudin s'établit entre ce village et Munster; Montrichard près de Gunderkingen.

Le 27, l'aile droite continua sa marche vers Neubourg; espérant sans doute devancer l'ennemi. Gudin s'y dirigea par Pottmess; Montrichard par la route de Unterhausen. Le centre dut venir les remplacer à Rain; enfin, la gauche, laissant la division Legrand à Donawerth, poussa celle de Ney jusqu'à Lopsingen et Wemdingen; Baraguey-d'Hilliers entre Harbourg et Monheim. Position par trop décousue, et qu'on doit sans doute attribuer au peu de probabilité d'une attaque sérieuse de la part de l'ennemi.

On y fut toutefois trompé : Kray, informé à Neubourg de l'approche des Français, et sans doute aussi du peu de forces qu'ils présentaient, marcha aussitôt à leur rencontre. La droite et le centre de sa première ligne attaquèrent la brigade d'Espagne, qui venait de déloger les avant-postes d'Unterhausen; un autre corps contint Gudin vers Holzkirch. Les troupes françaises, victorieuses depuis longtemps, n'étaient pas disposées à céder facilement le terrain; cependant, la disproportion était si forte, que Montrichard fit en vain soutenir d'Espagne par la brigade Schiner : ses troupes accablées, et débordées par les hauteurs de Sinning, furent vivement ramenées; et les Autrichiens, satisfaits de cet avantage, les laissèrent rallier derrière Oberhausen, sans songer à pousser plus loin.

Lecourbe, accouru sur les lieux au bruit du canon, avait demandé d'être soutenu par la division Grandjean, qu'on dirigea aussitôt sur Strass. Ce renfort arriva fort à propos pour sauver les troupes de Montrichard. Les 14e légère, 46e et 57e de ligne se précipitèrent sur l'ennemi avec une bravoure digne des plus grands éloges; Oberhausen et le plateau furent enlevés à huit heures du soir, malgré la résistance vigoureuse des escadrons impériaux qui le couronnaient, et qui chargèrent impétueusement les colonnes d'attaque, à mesure qu'elles paraissaient : les hulans pénétrèrent jusque dans les rangs de la 46e, dont les grenadiers se battirent corps à corps avec eux ; ce fut dans ce rude choc que l'intrépide Latour-d'Auvergne trouva la mort d'un héros, la seule digne de lui; il fut percé d'un coup de lance, son colonel Forty et 20 autres officiers tombèrent sabrés à ses côtés.

Kray ne jugeant pas que le projet d'accabler une portion de l'armée ennemie pût désormais réussir, et ne voyant aucun intérêt à prolonger la lutte que la nuit avait suspendue, profita de ses ombres pour évacuer Neubourg, et rompre le pont du Danube. On ne comprend pas trop pourquoi il livra ce combat : s'il lui importait de regagner l'Iser avant les Français, il n'avait qu'à filer par la gauche du fleuve sur Ingolstadt, et marcher de là à Landshut; car aucune grande communication ne va de Neubourg à l'Iser, excepté celle de Munich; or, il était difficile d'y prévenir les Français, qui avaient beaucoup moins de chemin à parcourir, pour y arriver par la belle chaussée d'Augsbourg, et qui seraient tombés perpendiculairement sur le flanc des colonnes en marche. L'idée de se placer entre la division Decaen et le reste de l'armée ne put être le mobile de Kray, qui ignorait sans doute encore sa marche sur Munich; d'ailleurs, s'il avait eu ce projet, il eût mieux fait de filer de suite de Neubourg à Reichertshofen, que d'assaillir Montrichard sur le chemin de Rain. L'attaque des Impériaux ne pouvait donc avoir d'autre objet que de profiter de la position un peu morcelée de Moreau, dont la droite était éloignée du centre de quatre lieues, et celui-ci, séparé de la gauche par le Lech, la Schmutter et la Zusam : alors on doit s'étonner qu'ils n'aient pas poussé plus vivement. Dans toute autre supposition, le combat de Neubourg ne pouvait être qu'une échauffourée sans but, et il paraît effectivement qu'on n'en eut aucun en le livrant; car on ne profita ni de la supériorité, ni des premiers avantages obtenus.

Kray, satisfait d'avoir encore lutté avec succès contre un ennemi victorieux, continua, le 28, sa marche sur Ingolstadt, y jeta garnison, et repartit dans la nuit du 29 au 30. Son armée passa le Da-

nube à Vohbourg, pour venir camper à Siegenbourg, et, le 1er juillet, elle prit enfin position à Landshut derrière l'Iser, dans un état pitoyable.

Moreau, de son côté, avait jugé qu'il fallait agir avec circonspection contre un adversaire toujours prêt à livrer des combats partiels, et il s'approcha de l'Iser plus méthodiquement. Le centre et la droite se portèrent, le 30, sur la Paar entre Aicha et Reichertshofen; l'aile gauche se mit en ligne vers Neubourg, que la division Legrand occupa, soutenue par celle de Baraguey-d'Hilliers (1); la division Ney, seule, poussa sur Monheim. Decaen et Richepanse, détachés l'un sur Munich et l'autre vers Ulm, eurent de faibles engagements avec l'ennemi : le premier, après une marche rapide de trente-six lieues en trois jours, poussant devant lui les troupes légères de Meerfeld, et quelques détachements bavarois qu'il battit vers Dachau, pénétra dans la capitale de la Bavière. La cour de l'électeur en était partie, après avoir fait évacuer sur Ratisbonne et Amberg tout ce qui était disponible dans les magasins, les arsenaux et les caisses publiques. Richepanse investit Ulm, depuis la Blau jusqu'à Thalfingen, sans que le général Pétrasch y mît grande opposition.

Le gros de l'armée française marcha les jours suivants sur l'Iser; la gauche laissa à la division Ney le soin de masquer Ingolstadt, et poussa celle de Legrand sur Vohbourg, Neustadt et Mainbourg, puis le lendemain à Landshut et Freysing; Montrichard s'établit entre cette dernière ville et Munich, à l'effet de se lier à Decaen.

Kray avait continué dans cet intervalle à se rapprocher de l'Inn; après un séjour de trente-six heures sur l'Iser, il avait quitté ses rives le 3, et s'était porté en cinq marches par Wartenberg, Erding, Hohenlinden et Haag au camp d'Amfing, où se termina, le 7 juillet, sa pénible retraite. Il y rallia le corps de Meerfeld, qui resta à Parsdorf, et celui de Condé qui arriva à Wasserbourg; en échange, il laissa Klénau sur le Danube, pour y couvrir Ratisbonne, et inquiéter en même temps le flanc gauche des Français.

La direction de ces quatre dernières marches donne lieu de croire que Kray ne désespéra pas d'arriver à temps pour sauver Munich, et se réunir au prince de Reuss, dont la droite se prolongea vers la même époque jusque vers Benedict-Beuren, au nombre d'environ 5,000 hommes. Mais s'il n'eut que le projet d'atteindre et de couvrir enfin la grande route de Vienne, il semblait plus sûr de le faire en se portant directement de Landshut à Vilsbiburg et Muhldorf, car sa marche parallèle à l'Iser pouvait l'entraîner dans une affaire sérieuse. Par une bizarrerie qu'on expliquera difficilement, si on lui suppose le projet de marcher jusqu'à Ampfing, Kray avait laissé l'archiduc Ferdinand en arrière-garde à Landshut : la position isolée de ce petit corps en face de toute l'armée française, à quatre marches de la sienne, est si extraordinaire, qu'on doit penser qu'il y fut oublié, ou que l'ordre de retraite ne lui parvint point.

Le général Leclerc se trouva bientôt en présence de ce détachement : le poste que l'archiduc occupait était, à la vérité, d'un abord formidable; la ville de Landshut, coupée par deux bras de l'Iser, a deux ponts assez longs, et la partie située à la rive droite domine si fortement tous les environs, qu'on ne peut y arriver sans être battu dans tout le prolongement de la chaussée; celle-ci traverse des prairies marécageuses, qui ne sont pas praticables en tout temps.

Les Autrichiens n'avaient pris pour leur défense que des précautions passagères, et le gros de l'archiduc campait sur les hauteurs en arrière; toutefois, les avenues de la ville étaient gardées par des postes établis sur les ruisseaux qui serpentent près du faubourg de l'Iser, et forment une île par les deux branches qui aboutissent à cette rivière.

Leclerc ne voulut pas brusquer un poste aussi difficile, sans ordre formel; il reçut bientôt celui de l'attaquer; car on avait tout lieu de croire qu'il n'était point soutenu. La brigade Heudelet s'avança au centre sur le faubourg de l'Iser en suivant la

(1) Baraguey-d'Hilliers étant parti deux jours après, sa division fut dissoute, la brigade Roussel renforça Ney, celle de Fauconnet forma une réserve de l'aile gauche, le reste fut donné à la division Legrand; l'armée se trouva alors répartie comme au tableau ci-joint.

route de Neustadt, secondée à droite par celle de Desperrières, et à gauche par Bastoul. Les Français s'élancèrent sur les avant-gardes avec tant d'impétuosité, qu'ils pénétrèrent jusqu'au grand pont, avant que tous les détachements fussent rentrés : ils enfoncèrent les portes, poursuivirent les Autrichiens à travers la ville, et leur enlevèrent 3 à 400 prisonniers.

L'archiduc, certain qu'il était compromis, et ne pouvant trouver de salut que dans une retraite accélérée, gagna la Vils avec précipitation ; il fut heureux que le défaut de cavalerie empêchât les républicains de profiter de sa situation. Ce combat mit fin aux opérations de cette période en Souabe et en Bavière. A part une sortie exécutée le 8 juillet par la garnison d'Ulm, que le colonel Montbrun fit rentrer avec perte, et deux sorties plus vigoureuses, entreprises par la garnison d'Ingolstadt conjointement avec Klénau, il ne se passa plus rien d'important dans ces contrées.

Moreau, bien convaincu que l'ennemi se trouvait hors d'état de former aucune entreprise offensive, et que lui-même n'avait rien à gagner en heurtant sur la ligne de l'Inn, résolut de s'arrêter derrière l'Iser. Ne doutant plus que les événements de Marengo et la convention d'Alexandrie n'amenassent incessamment une suspension d'armes en Allemagne comme en Italie, il résolut de mettre à profit ce moment de repos pour se débarrasser des inquiétudes que la présence du prince de Reuss, derrière son flanc droit, n'avait cessé de lui causer.

L'avantage que la ligne de l'Iser lui donnait pour masquer et protéger ce mouvement, ainsi que le but qu'il avait en vue ne peuvent manquer de réunir tous les suffrages : il n'en est pas de même des moyens d'exécution. La marche victorieuse de l'armée française, ayant attiré une partie des forces du prince de Reuss jusque sur les avenues de Mittenwald et de Partenkirchen, on en tira la conséquence que le reste de son cordon défensif, étendu depuis Fuessen à Feldkirch, et même jusqu'à Coire, serait d'autant plus facile à forcer. Ce raisonnement était juste en tactique, mais il paraît qu'on oublia les grands intérêts stratégiques en portant l'effort sur le centre et la gauche du prince de Reuss, au lieu de se jeter contre la droite. Il est probable que les divisions Montrichard et Gudin eussent aisément accablé les deux brigades autrichiennes préposées à la garde de Murnau, de Kochl et de Scharnitz, et qu'en s'emparant d'Inspruck et de la vallée de l'Inn, on eût déterminé le prince de Reuss à se jeter sur Sterzing ou Meran, pour sauver sa communication avec les États héréditaires. Sa position à Reiti et Feldkirch tombait ainsi d'elle-même ; la majeure partie du Tyrol eût été évacuée, et les communications directes établies avec l'armée d'Italie, alors avancée jusqu'au lac de Garda. Loin de là, on fit le double de chemin pour aller chercher la gauche du corps autrichien, et le refouler sur sa propre ligne de retraite, au lieu de manœuvrer pour l'en couper.

Quoi qu'il en soit, Moreau chargea de cette expédition l'intrépide Lecourbe, qui se dirigea aussitôt vers le Tyrol avec sa célérité ordinaire. La droite de Montrichard dut s'avancer par la route de Munich sous la direction de Mittenwald et Partenkirchen, pour masquer le grand débouché d'Inspruck par Scharnitz ; la division Gudin se porta vers Fuessen et Immenstadt ; et Molitor, favorisé par l'effet que ces attaques devaient produire en attirant les forces des Autrichiens sur leur droite, eut ordre d'attaquer en même temps les Grisons et Feldkirch.

Ces dispositions, quoiqu'un peu larges, ne devaient pas manquer de réussir devant un antagoniste tel que le prince de Reuss. Jamais général n'avait mieux entendu que lui le système de tout couvrir ; il avait détaché la brigade Auffemberg à Lucisteig et Coire ; celle de Jellachich à Feldkirch, le général Mercantin à Immenstadt ; la division Lincken et lui-même étaient à Fuessen ; enfin Hiller et Grune couvraient Weilheim, Murnau et la route de Mittenwald à Inspruck, ainsi que les forts de Scharnitz et de Leutasch. Tous ces petits corps, immobiles dans leurs postes, devaient y attendre les coups de l'ennemi, et si Lecourbe eût mieux su à qui il avait affaire, il en eût enlevé successivement une bonne partie.

Tandis que Montrichard laissait sa gauche près de Munich pour se lier à Decaen, et qu'il poussait sa droite jusqu'à Benedict-Beuren et au Wurmsée, Lecourbe avec la division Gudin forçait de marche vers Kempten pour y relever Molitor et attaquer Fuessen. La brigade Puthod dut s'y porter le 11 juil-

let par la chaussée; une petite colonne la flanquait à droite le long de la rive gauche du Lech; la réserve, sous Nansouty, se dirigea sur Weilheim et Ammergau; enfin, la brigade Laval s'avança contre Immenstadt.

Puthod avait dans ce premier acte la tâche la plus rude : car la route de Fuessen traverse des montagnes rocailleuses, qui forment un défilé, dont l'abord est des plus difficiles; les généraux Reuss et Lincken les avaient garnies d'infanterie et de tirailleurs du pays. Puthod ne força pas moins les retranchements qui en couvraient l'avenue, et pénétra pêle-mêle avec les Autrichiens jusqu'à Fuessen; un détachement s'empara du château fort de Hohenschwang, et l'ennemi fut poursuivi jusque sous les retranchements plus formidables de Pinzwang et de Reiti avec perte de 7 à 800 prisonniers. Ces derniers forts, établis de longue main pour fermer le Tyrol, se trouvant à l'abri d'une attaque de vive force, Gudin, trop sage pour brusquer des postes semblables, se contenta d'un succès qu'il était à peine en droit d'espérer : Nansouty avait poussé les avant-gardes du général Grune, qui se replia par Holzkirch, à l'effet de couvrir les avenues de Scharnitz.

La brigade Laval ne trouva pas grande résistance le 12 à Immenstadt : ce qui venait de se passer la veille à Fuessen avait engagé Mercantin à se rejeter sur le haut Lech, d'où il dut marcher sans délai sur Kochl pour renforcer la droite. Laval, ayant occupé Sunzhoffen sans obstacle, n'eut rien de mieux à faire qu'à pousser des détachements par sa droite sur Bregenz, pour seconder Molitor, et par les montagnes de Huttsau, afin d'y contenir les milices du pays et la légion suisse de Bachmann, par qui ces éclaireurs furent ramenés.

Les premiers succès obtenus étaient importants, mais le point essentiel de l'expédition était la prise de Feldkirch. Molitor, fit pour l'attaquer le 13, des dispositions tellement audacieuses, qu'on ne sait si l'on doit les prendre pour un excès de courage ou de présomption. Sa colonne de droite, partie de Vettis, prit le chemin de Kunkels sur Reichenau et Coire. Le centre, sous Jardon, passant le Rhin à Azmoos, dut seconder l'attaque des Grisons, puis se rabattre à gauche pour faciliter celle de Feldkirch. Molitor, accompagné de Lecourbe, se réserva cette dernière avec trois bataillons partis de Bregenz. Ainsi sept ou huit bataillons devaient agir sur une étendue de douze à quinze lieues, séparés par des montagnes affreuses et par le Rhin.

On trouva l'ennemi beaucoup mieux en mesure qu'on ne le comptait : les succès remportés le 11 par Gudin n'avaient rien changé aux dispositions locales des Autrichiens.

Les deux colonnes de Dornemann et de Jardon réussirent néanmoins à chasser l'ennemi de Coire et de Lucisteig. Mais Jardon se trouva dans l'impossibilité de remplir sa double destination, et de se diriger à temps sur Feldkirch. Molitor, qui ignorait ce retard, n'en poursuivit pas moins son entreprise. Arrivé avec sa petite troupe devant les retranchements de Hohen-Embs, il les enleva avec autant de bonheur que de vivacité, et suivit l'ennemi jusqu'à Goezi, le força de nouveau dans ce poste, et s'avança jusqu'à Ranckweil. Ici la scène devint plus sérieuse : ce village, placé à l'issue de la gorge du lac de Valdona, tenait à des rochers couverts de retranchements : il était lui-même protégé par un fortin, et se liait par plusieurs flèches avec le village d'Altenstadt, ou, pour mieux dire, avec la montagne escarpée dont le pied ferme hermétiquement l'espace entre ce village et la ville de Feldkirch située à la rive droite de l'Ill. Nous avons déjà donné à nos lecteurs une description de cette position célèbre; mais elle se rattachait, dans la campagne de 1799, à une attaque du côté opposé, c'est-à-dire, venant de Lucisteig, et alors le général Hotze l'occupait avec des forces suffisantes pour en garnir tout le développement. Jellachich ne se trouvait plus dans le même cas : les six ou sept bataillons dont il disposait, inquiétés à la fois par l'attaque de Jardon sur Balzers et par celle de Molitor du côté de Bregenz, devaient occuper le grand nombre d'ouvrages élevés sur les deux rives de l'Ill; il fallait garder en même temps Ranckweil, Alstenstadt, Gieffengen, Feldkirch, Noffels et en outre tout l'espace entre le Schellenberg et la vallée de Diffis, autrement on se fût exposé à perdre tout le système de défense de ce vaste camp retranché, dont aucun ouvrage ne se trouvait fermé.

Les républicains, arrivés devant Ranckweil, ne

tardèrent pas à s'apercevoir que l'ennemi se disposait à les bien accueillir : Lecourbe n'en fit pas moins tenter l'attaque ; et Molitor, de son côté, se présenta devant la gauche des retranchements ; cependant on fut contraint de s'en tenir à une canonnade insignifiante. Les Autrichiens à leur tour, encouragés par l'hésitation et le petit nombre de leurs adversaires, voulurent prendre l'offensive, et sortirent de leurs positions ; ils obtenaient déjà quelques succès, quand une charge brillante d'un escadron de hussards, conduit par Molitor, les fit rentrer plus vite qu'ils n'étaient sortis.

La nuit mit fin au combat : Jellachich, instruit alors de la défaite d'Auffemberg à Coire, et de Reuss à Fuessen, ne crut pas devoir prolonger sa défense, de crainte de perdre tout moyen de retraite : il gagna Bludenz et Tallas, abandonnant à un ennemi inférieur de moitié, des ouvrages devant lesquels Masséna avait sacrifié tant de braves quinze mois auparavant, mais qui, il faut en convenir, n'avaient plus la même importance relativement aux opérations des armées.

Cette retraite un peu prématurée de Jellachich dut être d'autant plus agréable aux Français, que, grâce à la dispersion de leurs forces, ils se fussent trouvés hors d'état de l'y contraindre. Quelque excuse que l'on veuille chercher, en effet, dans la nature du pays, dans le système de défensive absolue suivi par les Autrichiens, on a peine à concevoir une disposition qui faisait agir les bataillons de Molitor depuis Bregenz à Coire. Il faut supposer que l'emplacement antérieur de ses troupes dut y entrer pour beaucoup : lors du départ de la division d'Helvétie, sous Moncey, pour passer le Saint-Gothard, Molitor avait dû faire surveiller le camp de Feldkirch du côté de la Suisse, et se couvrir en même temps du côté de Bregenz. Ses troupes, disséminées à cet effet en postes d'éclaireurs, ne pouvant se concentrer que par de longs détours, il jugea sans doute plus simple de les engager sur les points où elles se trouvaient : ce général avait montré trop de coup d'œil à Glaris, en 1799, pour être soupçonné d'avoir fait sans motif des dispositions fautives.

Tandis que Lecourbe dégageait ainsi les derrières de l'armée vers l'extrême droite, Sainte-Suzanne opérait dans le même but à la gauche sur le Mein. On se rappelle qu'après le combat d'Erbach, ce général laissant ses troupes à Richepanse, était parti avec Souham et Collaud, afin d'organiser sur le bas Rhin des forces suffisantes pour purger la Franconie des ennemis qui pouvaient inquiéter la gauche de Moreau et menacer les plaines du Palatinat.

Le contingent mayençais à la solde d'Angleterre, et les milices du baron d'Albini, jointes au corps autrichien du général Simbschen et à quelques troupes souabes ou palatines, avaient lutté jusque là avec succès contre les faibles détachements que la division de Mayence avait pu fournir contre eux. Le premier consul et Moreau se persuadèrent avec raison que les garnisons du Rhin seraient à peine suffisantes si on laissait l'ennemi à leur proximité, puisqu'il deviendrait dès lors indispensable de garnir toutes les places des forces nécessaires à leur défense ; tandis qu'en formant de ces garnisons un corps capable de tenir la campagne, on pourrait chasser au loin ce voisin incommode, et remplir à la fois un but stratégique important. Sainte-Suzanne, chargé de cette mission, laissa au général Klein le soin de couvrir le Brisgau et la frontière d'Alsace ; Delaborde continua d'investir Philipsbourg ; Souham et Collaud réunirent une douzaine de bataillons ; et, après avoir jeté des ponts à Niederad et Offenbach près de Francfort, ils s'avancèrent sur Aschaffenbourg. L'ennemi, supérieur en nombre, les attaqua à son tour ; mais, après un moment de succès, il fut repoussé.

La mission du comte Saint-Julien à Paris, ayant déterminé les Autrichiens à proposer un armistice, la convention signée, le 15 juillet, à Parsdorf entre le comte de Dietrichsten et le général Lahorie, vint mettre un terme aux opérations militaires sur ce point comme dans le reste de l'Allemagne. Le seul général Klénau eut encore, le lendemain de cette suspension d'armes, un engagement avec la division Ney, qu'il cherchait à inquiéter dans le blocus d'Ingolstadt, mais dont il fut chaudement accueilli.

Les deux partis redoublèrent d'efforts pour mettre à profit cette trêve. Les Autrichiens employèrent 10,000 paysans à faire élever des têtes de ponts pour couvrir l'Inn, et se procurer en même temps la faculté de manœuvrer en sûreté sur les

deux rives de cette imposante rivière. Des recrues furent dirigés de tous les points de la monarchie pour recompléter les cadres; enfin, des levées considérables se faisaient en Bohême.

Les Français ne déployèrent pas moins d'activité : la certitude qu'on avait de la présence de corps nombreux sur les deux flancs de Moreau, donna au premier consul l'idée de le faire appuyer du côté du Mein par les troupes gallo-bataves qu'Augereau amènerait de Hollande, et du côté du Tyrol par la seconde armée de réserve formée à Dijon, que Macdonald conduirait par la Suisse et le Vorarlberg dans les Grisons.

Les ordres furent donnés à cet effet, et, dès le milieu de juillet, le premier de ces corps se mit en mouvement pour se rapprocher de sa destination : Augereau vint relever dans les premiers jours d'août, les troupes de Sainte-Suzanne à Francfort; celui-ci, s'étant alors approché de l'armée, remplaça Ney au blocus d'Ingolstadt, et couvrit les débouchés de Ratisbonne contre les corps de Klénau et de l'électeur de Bavière. Nous reviendrons plus tard sur l'organisation et la force de l'armée gallo-batave, ainsi que sur celle de réserve, puisque toutes deux ne prirent aucune part aux opérations de cette période.

L'armistice de Parsdorf, et la mission du général Saint-Julien à Paris, donnèrent quelque lueur d'espoir aux amis de la paix, nous verrons dans le ivre suivant que leurs vœux furent encore une ois déçus; mais, avant d'en venir à ces négociaions, nous avons à rendre compte de ce qui se passait en Égypte depuis le départ de Bonaparte.

On nous approuvera de n'ajouter aucune obserration à celles contenues dans le récit même des vénements qu'on vient de rapporter. Tous nos ecteurs auront remarqué que le vice capital des ispositions autrichiennes provint de l'immobilité u corps de Reuss, et de l'irrésolution qui empêha de profiter des mouvements que Moreau fit par a droite. La voix publique imputa ces fautes au nalheureux conseil aulique, auquel on était déjà edevable de tant d'autres revers; personne ne ongea du moins à en accuser le général en chef, ont la retraite et la conduite à Neubourg attesnt l'activité et le courage.

Moreau agit avec méthode et aplomb dans cette période : l'espoir d'amener Kray à une bataille sur la Kamlach lui donna des apparences d'hésitation; mais, dans l'ensemble de cette campagne, il parut tellement supérieur à ce qu'il fut en 1796, qu'on a de la peine à le reconnaître pour le même général.

CHAPITRE CIV.

État de l'Égypte sous le commandement de Kléber. — Préparatifs de la Porte pour la reconquérir. — Coup d'œil sur les institutions militaires de l'empire ottoman. — Le grand vizir s'avance par Gazah. — Convention d'El-Arisch. — L'Angleterre refuse de la ratifier. — Bataille d'Héliopolis. — Nouvelles dispositions du général en chef pour coloniser l'Égypte. — Il est assassiné. — Menou prend le commandement provisoire de l'armée.

On se rappelle qu'en quittant l'Égypte, Bonaparte avait laissé le commandement à Kléber. Celui-ci, sans posséder toutes les qualités brillantes et le génie audacieux de son prédécesseur, n'en était pas moins l'homme le plus propre à le remplacer, comme on en jugera par le portrait de ce général esquissé au chapitre XXX. Instruit, actif, doué de l'instinct de la guerre, et de cette force de volonté qui ne connaît rien d'impossible, estimé des généraux, adoré des soldats, exempt d'ambition, mais brûlant de patriotisme, Kléber avait encore augmenté, depuis son arrivé en Orient, la réputation qu'il s'était acquise dans les campagnes de la Belgique et du Rhin; aussi, la nouvelle de son élévation dissipa bientôt le chagrin et les inquiétudes que le départ de Bonaparte avait fait naître dans tous les esprits.

Après avoir fait reconnaître son autorité, les premiers soins du nouveau général en chef se portèrent sur toutes les branches de la grande administration dont il était chargé. Bonaparte, dans une instruction écrite, lui avait bien prescrit les règles de sa conduite militaire et politique, mais sans lui donner aucun renseignement sur l'état intérieur de l'Égypte; et Kléber demeura confondu en voyant qu'il existait dans les finances un déficit de plus de six millions. Cette découverte n'était pas propre à dissiper la secrète animosité qu'il nourrissait contre Bonaparte depuis

les différends survenus entre eux pendant qu'il commandait à Alexandrie. D'ailleurs, Kléber n'avait jamais partagé l'enthousiasme général pour l'expédition : à l'en croire, ce n'était qu'un acte déloyal, contraire aux principes d'une sainte politique, un épisode romanesque dont l'issue devait être la ruine de l'armée. La chute de Tippo-Saïb dans l'Inde, la perte de l'escadre de Brueïs à Aboukir, l'explosion d'une guerre sanglante sur le continent, la perte prochaine de Malte, bloquée depuis deux ans, et qui privait de toute station intermédiaire, ne laissaient, en effet, plus d'espoir sur la réussite, s'il est vrai qu'on pût jamais s'en flatter sans le concours de la Porte.

C'est dans ces dispositions que Kléber écrivit au Directoire vers la fin de septembre 1799, et l'on peut supposer que les couleurs dont il peignit sa situation n'étaient pas brillantes. L'armée, réduite d'un tiers, et diminuant encore tous les jours dans une progression peu rassurante, le désordre des finances, le manque total de ressources à exploiter, la réunion en Syrie d'une nouvelle armée d'Osmanlis, et le désir bien prononcé des troupes françaises de revoir leur patrie; tels sont les principaux traits du tableau qu'il présenta au gouvernement, et dont il s'autorisa pour annoncer qu'il allait suivre les négociations entamées par son prédécesseur.

Ce rapport, vrai dans quelques points, était cependant exagéré et rembruni dans beaucoup d'autres: Bonaparte a pris lui-même à tâche d'en réfuter les assertions (1). Ses principaux arguments pour démontrer la possibilité de se maintenir sont, 1° la difficulté de fermer tout accès à des convois successifs sur une étendue de côtes de 120 lieues comme celle de l'Égypte; 2° la facilité de recruter des noirs du Darfour, à l'exemple des mameluks; 3° la réunion de quelques milliers de Cophtes; 4° le peu de valeur des armées turques. Mais même en les admettant tous on ne saurait entrevoir la possibilité de soutenir une guerre lointaine contre les efforts de l'Angleterre réunis à ceux de l'empire ottoman. Il aurait fallu pour cela mettre la Russie aux prises avec les Turcs, assurer la paix continentale assez longtemps pour consolider la colonie, et réunir tous les intérêts des puissances maritimes contre l'Angleterre, pour donner à ses escadres et à ses troupes assez d'occupation en Europe et dans les deux Indes. Enfin, la première condition de réussite était de rallier le peuple égyptien aux intérêts, aux mœurs et aux lois françaises; ce qui ne semblait pas facile, malgré les démonstrations faites par Bonaparte, pour embrasser l'islamisme avec toute son armée.

Sous le point de vue de la situation administrative, le rapport de Kléber était susceptible de plus de contestation. Il est vrai de dire que, dans les premiers temps de l'établissement de l'armée en Égypte, son chef ne connaissant encore ni les hommes ni les lieux, avait adopté diverses mesures dont l'expérience seule pouvait démontrer le vice; la perception régulière des impôts était aussi entravée par les opérations militaires et les dispositions hostiles des habitants. La désastreuse équipée de Saint-Jean-d'Acre n'avait fait qu'augmenter ces embarras, et les travaux qui complétaient le système défensif de l'Égypte avaient absorbé des sommes considérables. Mais depuis la glorieuse journée d'Aboukir, la face des affaires s'améliorait sensiblement: les habitants, persuadés de l'invincibilité de leurs nouveaux maîtres, commençaient à se façonner au joug; toutes les insurrections intérieures étaient détruites, la haute Égypte entièrement conquise, et l'activité de quelques colonnes mobiles suffisait pour contenir les bandes désorganisées de Mourad-Bey. On sent combien ces circonstances favorisaient la réforme graduelle des abus, et les moyens d'établir un meilleur système de finances. C'était là la pierre d'achoppement; mais si les mameluks tiraient de l'Égypte 40 millions dans le temps de leur puissance, malgré le désordre de leur mode de perception, on pouvait espérer que des administrateurs éclairés, mettant un terme aux dilapidations, encourageant l'industrie, et secondés par la paix intérieure, n'obtiendraient pas un moindre résultat. A la vérité, la privation de commerce maritime, et la difficulté des exportations qui font la richesse du pays, mettait quelques entraves à ce que ces impôts atteignissent la somme ordinaire.

(1) Voyez ses Mémoires publiés par le général Montholon, et les répliques à la lettre de Kléber.

D'après ces considérations, dont Kléber ne présenta au Directoire que ce qu'il fallait pour exagérer sa pénurie et obtenir de prompts secours dans le cas où ses projets de négociations seraient improuvés, il expédia en Syrie un parlementaire, qui portait au grand vizir un duplicata de la lettre de Bonaparte, avec l'expression de son désir d'entrer en arrangement.

Cependant l'ardeur que montrait Kléber pour obtenir la paix ne l'empêcha pas de se tenir prêt à faire la guerre. La masse principale de ses forces fut disposée de manière à pouvoir promptement se réunir à Salahiéh et Belbeïs, dans le cas où l'armée ottomane tenterait le passage du Désert; 1,800 hommes, répandus dans le Delta, y maintenaient l'ordre et la tranquillité; un pareil nombre, sous le général Lanusse, défendait Alexandrie et le fort d'Aboukir : le reste des côtes jusqu'à Damiette était occupé par le général Verdier, avec environ 1,000 hommes; 1,200 gardaient le Caire; enfin, la division Desaix, forte de 2,500, répartie sur les points fortifiés de Kosseïr, Kenneh, Benisouef, etc., couvrait la haute Égypte et la libre navigation du Nil.

Pendant que le général en chef attendait avec impatience la réponse du vizir à ses ouvertures et cherchait par des réformes administratives à combler le déficit et à restaurer les finances, Mourad-Bey, toujours infatigable, tentait encore le sort des combats. Dès les premiers jours du mois d'août, il s'était concerté avec le commandant des forces anglaises dans la mer Rouge, et il avait été convenu que deux frégates, portant des troupes tirées de l'Inde, viendraient attaquer Kosseïr pendant que Mourad rentrerait dans la vallée du Nil. Ce plan échoua encore : les frégates ne parurent que le 14 août, bombardèrent la ville pendant trois jours, mais ne purent opérer aucune descente, et prirent le large, après avoir essuyé une perte assez considérable.

L'intrépide chef des mameluks, croyant les Français occupés de ce côté, était arrivé, le 8, à Syout, où il fut assailli par le chef de brigade Morand, et obligé de se retirer dans la direction de Saman-Houd. Son adversaire l'y surprit dans la nuit du 11, lui tua un certain nombre de ses meilleurs soldats, dispersa le reste, et enleva presque tous ses équipages.

Malgré la constance de sa mauvaise fortune, Mourad ne perdit point courage : il parvint à rallier une partie de ses gens, et gagna par le désert la province de Fayoum, où il conservait beaucoup de partisans. Desaix qui épiait tous ses mouvements, eut à peine l'avis de son apparition sur les bords du canal de Joseph, qu'il marcha contre lui avec toutes ses troupes disponibles. Une de ses colonnes commandée par l'adjudant général Boyer, suivant la rive gauche du canal, atteignit, le 9 octobre, les mameluks, auprès du village de Sédiman. L'infanterie française, pour accélérer sa marche, était montée sur des dromadaires, et Mourad, croyant n'avoir affaire qu'à de la cavalerie, s'avança aussitôt pour la charger. Mais, à sa grande surprise, il fut reçu par le feu roulant d'un carré; et, après de vaines tentatives pour l'enfoncer, sa troupe se débanda, et prit la fuite. Il ne parvint lui-même qu'avec beaucoup de peine à échapper à l'active poursuite des républicains.

Ce combat fut le dernier que la division de la haute Égypte eut à soutenir contre les mameluks; l'épuisement de leurs moyens ne leur permettant plus de réunir un corps considérable, Kléber donna l'ordre au général Desaix de se rendre au Caire, et de laisser à l'adjudant général Boyer le commandement des colonnes mobiles qui battaient la contrée dans tous les sens.

Ce rappel était motivé sur les événements qui semblaient se préparer par l'approche tardive de l'armée ottomane. Depuis six mois que Kléber avait prématurément annoncé son arrivée, le grand vizir Jussuf-Pacha n'avait fait aucun mouvement; mais cette inaction n'était causée ni par la lettre de Bonaparte, ni par les ouvertures qui l'accompagnèrent; sa véritable origine provenait des dissensions existantes dans le camp turc, de la rébellion de Djezar, qui refusait de reconnaître l'autorité du grand vizir, et plus encore de la difficulté qu'on éprouve en Turquie à rassembler le matériel et les approvisionnements nécessaires pour entrer en campagne.

Le désordre qui règne dans cette armée ayant pour cause première les vices de son organisation, nos lecteurs seront peut-être bien aises de trouver ici un aperçu des institutions militaires de l'empire ottoman : nous allons donc leur en offrir un ta-

bleau, qui aurait dû naturellement trouver sa place au chapitre LXXIX ou LXXXVIII, où, pour la première fois, dans cette guerre, les Turcs ont été opposés aux Français (1).

L'état militaire de la Turquie se ressentit dans le principe de l'état politique de la nation. Le tiers des terres était distribué aux mosquées pour leur entretien; le reste conféré aux sujets ou gardé pour le Grand Seigneur.

Plus tard les provinces furent divisées en *Pachalicks*. On appela *Beylerbeys* les chefs suprêmes auxquels obéissaient les *Pachas,* qui représentaient des généraux divisionnaires. Sous les pachas étaient les *Soudjar Beys,* ou chefs de districts, fournissant un régiment. C'est le soudjar-bey qui, sur l'ordre du pacha, appelle les janissaires, les spâhis, de même que les propriétaires de seigneuries connus sous le nom de *Tymariotes*, ou autres miliciens, qui arrivent armés et équipés à leurs frais. Tel est le système d'organisation militaire de l'empire ottoman. Il est tout empreint de féodalité, nonobstant les altérations que le temps lui a fait subir.

Le Grand Seigneur est maître de toutes les terres concédées; à la mort du feudataire, il laisse, selon sa volonté, le fief à son fils, ou le cède à d'autres. Il y en a de deux espèces; les zyâmehs, qui contiennent au moins 500 acres de terre; et les tymars, qui en ont de 3 à 500. Sous le règne de Soliman Ier, le nombre des premiers, qui sont en quelque sorte les officiers, s'élevait à 3,192, celui des seconds à 50,160. Chaque possesseur doit marcher au premier ordre du sultan, et rester sous la tente aussi longtemps qu'il est ordonné. Il doit paraître avec son contingent, c'est-à-dire, amener avec lui autant d'hommes à pied qu'il a de fois 5,000 aspres de revenu. D'après les calculs les mieux fondés, on porte à environ 150,000 hommes la force de cette milice féodale, dont le tiers consiste en cavalerie. Mais cette estimation est purement fictive, et c'est beaucoup quand on peut en rassembler 50,000 hommes.

Les autres musulmans, appelés *Beledys* et les *Rayahs,* forment la classe des bourgeois. Ils jouissent de leurs biens à cens indéfini; ceux qui se vouent aux arts, au commerce et aux douceurs de la paix, convertissent leur service militaire en tribut. Ceux de la première classe qui veulent jouir des priviléges que l'état militaire donne en Turquie, se font enrôler, et forment une sorte de milice nationale. Ils sont appelés sous les étendards depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 60, mais tous ne s'y rendent pas. Ce n'est que lorsque le sultan marche, ou lorsque la guerre est nationale, que ces milices arrivent en foule, mais disparaissent comme elles sont venues. La durée de leur service est fixée à six mois, à partir du 23 avril jusqu'au 26 octobre. Alors le juge du camp ne peut refuser aux hommes présents leur certificat de libération, et ils retournent dans leurs foyers. Il paraît qu'autrefois les peines infligées aux hommes qui ne se rendaient point à l'armée, étaient sévères; aujourd'hui il est devenu difficile de les contraindre. Chaque guerre contre les chrétiens en amène cependant un certain nombre.

Cette division des musulmans en deux classes, l'une de possesseurs féodaux servant régulièrement, et faisant le fond des armées turques; l'autre de musulmans susceptibles d'être appelés au service, mais qui, placés entre le soin de leurs intérêts domestiques et les devoirs militaires, n'ont d'ardeur que dans des occasions assez rares, doit être remarquée : cette circonstance, jointe au peu de durée et à la nature de leurs obligations, explique assez la faiblesse des armées turques, la difficulté des opérations, et l'inutilité des milices de l'Asie dans les guerres européennes. Au fait, ces milices irrégulières font plutôt nombre qu'elles ne sont utiles, et la force réelle de l'empire consiste dans les *Capicoulys* ou troupes soldées, et dans les *Topraklis* ou milice féodale. Les troupes permanentes se composent des janissaires, des artilleurs ou *Topdjys*, et des *Spâhis*.

Les janissaires formèrent, dans l'origine, une sorte de légion prétorienne de 12,000 hommes, dont le chef était *Janitchar-Aga*. Ce corps, aug-

(1) Les détails qu'on va lire sont puisés dans les ouvrages les plus récents, tels que celui de Jucherean de Saint-Denis, ingénieur français au service de Turquie, le voyage de Thornton, et le Zeitschrift ou journal militaire autrichien.

menté par l'incorporation des seymens, a été successivement élevé jusqu'à 80,000 hommes; et, quoique les contrôles portent son effectif beaucoup plus haut, il ne présenterait pas 60,000 combattants (1). Les priviléges dont il jouit engagent beaucoup de beledys à s'y enrôler; mais ces hommes connus sous le nom de *Yamacks*, ne touchent aucune solde, ne font aucun service, ne comptent, en un mot, que pour mémoire.

Les janissaires sont payés dans la seconde cour du sérail, et à époques fixes; cette circonstance les distingue des différentes classes de milices dont nous venons de parler, lesquelles ne reçoivent aucune solde. Leur corps est divisé en 196 ortas ou régiments, distingués par l'ordre de numéros de leurs chambrées dans les casernes de Constantinople, ou de files de tentes à l'armée; ils sont subdivisées en odas (chambrées), qui équivalent à des compagnies.

Les 62 premières ortas se nomment buluks, et sont employées à la garde des frontières, à l'exception de 3 qui sont affectées à l'agence de la police.

Les 33 ortas, depuis le n° 63 à 95, sont spécialement destinées à la garde de Constantinople, et ne le quittent pas même entièrement en temps de guerre. Composées autrefois de tous les employés des chasses, elles ont conservé les dénominations d'une troupe de vénerie.

Les 101 autres ortas, depuis le n° 96 à 196, portent le nom de dschemants, et sont réparties dans les garnisons de l'intérieur et des frontières. A ce nombre, il faut ajouter 11 ortas de jeunes élèves (adjem-oglans.) Ils étaient autrefois la pépinière de ces excellents soldats; mais ils ont autant changé que le corps qu'ils alimentaient.

Quelques-unes des ortas ont des priviléges particuliers, tels que celui de marcher à la droite ou à la gauche du sultan : c'est la récompense d'anciens exploits. La 31° est la plus estimée, aussi compte-t-elle au delà de 10,000 enrôlés dans ses rangs; le sultan fait partie de la 61°, il reçoit mille aspres de solde comme janissaire. En général cette troupe, qui fait la police, jouit d'une si grande considération, que la mort d'un janissaire, dans les provinces, est annoncée par un coup de canon, et l'on n'a pas oublié que Soliman Ier donna sa sœur en mariage à un simple soldat de la 9° orta, élevé par ses services à la dignité de vizir.

Dans le principe de leur établissement, les janissaires étaient l'infanterie la plus redoutable de l'Europe, et toutes leurs institutions concouraient à leur assurer cette supériorité. Recrutés à cette époque de jeunes esclaves chrétiens, élevés comme les mameluks à tous les exercices qui pouvaient les rendre propres au métier des armes, sans patrie et sans famille, ils ne connaissaient que le camp et leur régiment. Compagnons de gloire des sultans, et les regardant comme des pères, dont ils attendaient une fortune proportionnée à la valeur et à la bonne conduite qu'ils déploieraient, leur dévouement était sans bornes. Soumis à une discipline sévère et à des travaux permanents, ils ne respiraient que la guerre, dont ils recueillaient tout l'avantage.

Depuis que les sultans, confinés dans le harem par les intrigues de prêtres ou de grands fonctionnaires ambitieux, ne parurent plus à la tête des armées, les janissaires, comblés de bienfaits et de priviléges, devinrent un objet de jalousie pour tous les musulmans, qui envahirent bientôt leurs rangs. Dès lors, l'indiscipline, compagne de l'oisiveté et de la mollesse, s'introduisit promptement; l'arrogance d'une multitude armée qui ne connaissait plus de frein, augmenta de jour en jour : ces soldats, jadis si braves, cessèrent d'être la terreur des ennemis, pour devenir celle des citoyens, et des princes auxquels ils devaient leur création.

Instruments de toutes les révoltes, ils disposèrent de l'empire comme les légions de Vitellius ou d'Othon; et les sultans, jaloux avec raison d'une puissance qui les faisait trembler, encouragèrent leur dégénération dans l'espoir que son excès même fournirait un prétexte pour les détruire. Mais jusqu'à ce jour ces efforts on été inutiles, toutes les vertus militaires ont disparu sans que le gouvernement ait atteint son but, et pour faire place aux vices qui rendent une armée plus dangereuse qu'utile.

Les revers essuyés dans trois guerres malheu-

(1) Thornton ne l'estime même qu'à 40,000; d'autres écrivains ont élevé le nombre de 110,000 jusqu'à 200,000, ce qui est évidemment faux.

reuses, ont achevé de ravir aux janissaires jusqu'au mérite de la bravoure ; la confiance morale qu'inspire la victoire a quitté dès lors les rangs musulmans pour se réfugier dans ceux des légions de Suwarow ou de Romanzof, et la supériorité de la tactique et des institutions militaires européennes, autorise à croire que c'est pour toujours. En vain cherche-t-on en temps de guerre à les exciter par des récompenses à se présenter comme volontaires, pour entreprendre des coups de main hardis et vigoureux. Ces soldats (*serden guetschi*) qui ne se présentent que pour gagner un surcroît de paye ne sauraient rétablir l'ancien esprit du corps, fondé sur de plus nobles sentiments.

Après les janissaires, le corps principal est celui des *Topdjys* (artilleurs), dont le nombre est indéterminé et varie au gré du sultan. Sa force actuelle est, dit-on, de 30,000 hommes, dans lesquels il faut comprendre les ouvriers des fonderies, arsenaux, etc. Ils sont distribués, comme les janissaires, dans tout l'empire ; mais leur chef, le *Topdjy-Bachi*, réside, ainsi que leur état-major, à Constantinople.

L'artillerie et le génie ottomans, plus avancés que les autres au XVIIe siècle, sous la direction de l'italien Sardi, étaient restés stationnaires ou plutôt avaient rétrogradé. Les efforts du baron de Tott, et du sultan Mustapha III, ne purent rien contre la haine des musulmans pour toute innovation. Sélim III, plus ferme dans ses volontés, parvint tour à tour, avec l'aide de la France et de l'Angleterre, à faire d'heureuses améliorations. A la lourde et énorme artillerie du XVIIe siècle, traînée par des buffles, on substitua des pièces de campagne plus mobiles ; l'usage des obusiers russes, préférables aux autres, fut introduit. Enfin, Aubert-Dubayet ayant amené, en 1795, une escouade d'artillerie à cheval, Sélim fut si émerveillé de la vélocité de ses manœuvres, qu'il en forma aussitôt quelques compagnies. Les bombardiers (*Combaradgys*), furent également perfectionnés par l'activité de ce sultan, et les soins de l'anglais Campbell. Les mineurs ou *Laghundis*, les ingénieurs ou *Muendis*, ne devaient pas manquer de recevoir la même impulsion : l'école militaire de Sulitzé régénérée par des élèves du général Lafitte, fit imprimer en turc les Œuvres de Vauban, traduites par un prince valaque ; elle se forma même une bibliothèque française. Mais tous ces efforts d'une administration qui signalera à jamais le règne de ce prince, ne purent produire que peu d'effet, entravés comme ils l'étaient par l'ignorance, la barbarie et le fanatisme de la nation, et par les préjugés d'imans factieux, qui trouvaient dans la prolongation des abus, la source de leur pouvoir et la garantie de leur influence. En un mot, toute innovation, quelque heureuse qu'elle fût, devenant à leurs yeux un crime contre l'alcoran, les sages institutions de Sélim ne tardèrent pas à causer sa perte.

A l'époque de la guerre d'Égypte, il existait aussi un corps nouveau, dont la fin tragique mérite tous les regrets qu'il est permis d'accorder à ce qui fut susceptible de diminuer la barbarie de cette belle partie du globe. On sait déjà que nous voulons parler des *Nizams Geddites*, c'est-à-dire, troupes de nouvelle ordonnance.

L'origine de ce corps date de l'ambassade d'Aubert-Dubayet, qui, outre les canonniers déjà mentionnés, avait conduit quelques instructeurs d'infanterie. Ces derniers n'ayant pas été agréés par les indociles janissaires, servirent à dresser un régiment de renégats que le célèbre Hussein-Pacha admit dans les troupes de la marine, et qui concourut si bien à la défense de Saint-Jean-d'Acre. A leur retour, le sultan Sélim, enchanté de leur tenue, de leurs manœuvres, et jaloux de se soustraire aux dangers que ses prédécesseurs avaient courus par l'indiscipline d'une féroce soldatesque, favorisa le nouveau corps, et le porta jusqu'à 6,000 hommes, très-bien dressés à l'européenne, et munis d'artillerie légère.

Cette excellente institution, faite pour changer la face de l'empire ottoman, excita bientôt la jalousie des janissaires, qui se crurent menacés d'une dissolution prochaine : elle n'inspira pas moins de crainte aux *Oulemas*, dont l'esprit factieux occasionnait de si fréquents bouleversements dans l'empire ; tous se réunirent pour conspirer la ruine d'un corps, qui mettrait le sultan et ses ministres en état de détruire les abus. Après deux révolutions horribles, qui coûtèrent en 1808, la vie au généreux Sélim, et au célèbre Mustapha Bairactar, le corps des nizams geddites fut détruit, et avec

lui s'évanouit pour longtemps l'espoir de soumettre les milices turques à un frein salutaire.

Le corps des *Gurbedjys*, ou armuriers, est illimité; il est divisé en 60 odhâs, ce qui fait estimer leur force à 9 ou 10,000 hommes. Ils gardent les arsenaux, et sont chargés à l'armée de l'inspection et de l'entretien des armes des corps réguliers.

La cavalerie soldée consiste en un corps spécial de 15,000 *Spâhis,* divisés en deux classes, l'une dite de l'aile droite, l'autre de l'aile gauche. Cette cavalerie est brave, et se bat assez bien, mais les changements survenus dans la tactique moderne, ont terriblement fait décheoir l'importance que les spâhis avaient dans les guerres contre les milices hongroises et polonaises. On pense aussi que la race des chevaux ayant beaucoup dégénéré, cette cause ajoute aux motifs de leur infériorité : nous aimons mieux l'attribuer aux immenses progrès faits par l'infanterie européenne.

Indépendamment des corps soldés directement par le sultan, les pachas ont des fonds destinés à la paye des troupes provinciales, dites *Serrat-Couly*. Ces troupes, chargées de la garde des frontières, consistent en *Azaps*, qui forment l'élite de leur infanterie; en *Seymenis* et *Muslins*, qui servent aux différents travaux comme pionniers; en *Sagumdjys* ou mineurs, et *Hissartys* ou canonniers. Il serait difficile d'estimer leur nombre; les pachas ne les entretenant qu'à mesure des besoins. Cette institution qui a quelque chose de semblable à des gardes départementales, est une des principales causes qui rend les pachas indépendants, en leur fournissant le prétexte et le moyen de lever des forces considérables, qui relèvent immédiatement d'eux. Ainsi une mesure qui devrait contribuer à augmenter la force de l'empire, a dégénéré en un vice qui le mine sourdement, et occasionne sans cesse des guerres civiles.

Il ne faut plus s'étonner en réfléchissant à la dégénération des janissaires, à l'emploi abusif des serrat-coulys, et à l'esprit des oulemas, si l'empire de Mahomet II et de Soliman, marche si rapidement à sa décadence.

Les *Sakkas* sont un corps de porteurs d'eau, payé par le sultan, pour traîner à la suite des camps, celle qui est indispensable aux soldats, pour leurs fréquentes ablutions et les besoins de la vie.

Enfin les *Djebedis* servaient autrefois de soldats pour les escortes d'équipages et des vivres; le nombre enrégimenté est de plus de 4,000; mais il serait difficile d'en réunir le quart, la majeure partie étant abusivement détournée pour le service particulier des chefs militaires. Ces deux derniers corps ne comptent pas plus dans l'armée que les charretiers du train des vivres n'y figurent en France ou dans les autres pays de l'Europe.

D'après ce qui précède, on voit que les forces de l'empire ottoman, peuvent s'élever à près de 200,000 hommes, non compris les milices; savoir :

50,000 janissaires, 25,000 topdjys et autres armes spéciales, 15,000 spâhis,	formant une armée régulière de 90,000 hommes.

120,000 toplakys ou armée féodale, servant à ses frais durant toute la guerre, et ayant pour renfort le *Serrat-Couly*, ou milice soldée des pachas.

Quant à la milice turque, s'il fallait admettre les calculs de plusieurs écrivains, elle monterait à plus d'un million d'hommes; mais quoique appelée aux armes à chaque guerre, jamais il n'en vient qu'une faible partie; plus rarement encore, elle prolonge son service jusqu'au terme fixé par l'usage.

Aujourd'hui que le Grand Seigneur ne va plus à l'armée, le grand vizir en est le général en chef. Il a pour lieutenant un *Séraskier,* et sous ses ordres les pachas, les soudjar-beys et autres officiers inférieurs. Le *Conakdji* est une espèce de chef d'état-major ou de quartier-maître général, chargé des marches et campements. Les janissaires et et les topdjys sont commandés par leurs chefs particuliers, qui prennent directement les ordres du vizir.

Avec une pareille constitution militaire, on sent combien est restée en arrière la tactique turque. L'art militaire y est encore dans l'enfance, parce qu'on s'obstine à suivre les ordres de campement, de bataille et de marche prescrits par de vieilles ordonnances.

Dans l'ordre de campement, les spâhis-coupicoulys sont répartis de chaque côté de l'avant-garde, en deux grandes divisions perpendiculaires

aux ailes de l'infanterie et de l'artillerie topraklys, des janissaires et des topdjys, qui forment le corps de bataille sur deux lignes. Les pachas se tiennent avec leur état-major au milieu des cavaliers topraklys, qui forment un demi-cercle autour du camp.

L'ordre de marche dérive de l'ordre de campement. L'avant-garde est formée par les volontaires et un corps de 7 à 8,000 chevaux, viennent ensuite les cavaliers topraklys après lesquels marchent les spâhis, puis l'infanterie et l'artillerie féodales. Les janissaires forment l'arrière-garde (1).

Dans l'ordre de combat, les janissaires et spâhis forment ordinairement réserve, et la cavalerie est constamment répartie sur les ailes. Autrefois l'armée turque se battait en masse pyramidale, l'infanterie féodale et les janissaires, serrés à la tête de la pyramide, donnaient ou recevaient le choc, et se déployaient peu à peu; tandis que les tymariots et les zyâmets, cherchaient à déborder lestement les flancs de l'ennemi. Aujourd'hui, ils varient leur formation, mais sans s'éloigner beaucoup des anciennes routines.

Nous venons de dire que tous les ordres de mouvement émanaient du sultan ou du grand vizir, qui le représente. Ces ordres sont transmis ordinairement la nuit dans tout le camp par un crieur. S'agit-il, par exemple, d'une marche, cet officier parcourt le front du camp, répétant d'intervalle en intervalle: « *Vous marcherez demain huit* » *heures dans telle direction, pour gagner tel* » *point ou telle rivière. Ceux qui veulent partir* » *le peuvent dès ce moment.* »

Dès lors chacun se met en route pour son compte dès qu'il a plié ses tentes. Il n'y a guère que les janissaires et les topdjys qui observent un peu d'ordre. Lorsqu'en été l'avant-garde rencontre de l'ombrage, elle campe où elle se trouve bien, et l'armée vient successivement en faire autant, sans s'astreindre à achever le mouvement projeté. C'est ainsi qu'après avoir passé le Danube, les Turcs sont souvent restés campés avec le fleuve à dos, pour ne pas s'éloigner des facilités qu'il leur procurait.

Si les Turcs sont si en arrière dans la tactique, ils ne sont guère plus avancés dans l'administration; elle est entièrement inconnue chez eux. On n'y connaît point l'art de former des approvisionnements de subsistance, l'armée vit au jour le jour par le moyen de fourrages exécutés à proximité du camp, et qui ruinent en peu de temps le pays. S'il arrive qu'on fasse des distributions aux troupes, elles se réduisent à du pain ou du biscuit; les janissaires seuls ont droit à une ration de riz.

Une armée turque peut être comparée à une nation qui émigre; le nombre d'individus qui la suivent est presque incroyable, de sorte que quand ont parle d'une armée de 100,000 hommes, il faut en mettre de côté les deux tiers. Lorsque l'armée, destinée à conquérir l'Égypte, partit de Constantinople, bien qu'elle ne fût composée que de 5,000 combattants, on comptait à sa suite plus de 14,000 chevaux ou chameaux. Tout combattant qui n'est pas simple soldat, emmène, outre les domestiques de son intérieur, un homme pour plier ses tentes, un porteur d'eau, et un autre uniquement chargé de pourvoir à la subsistance de ses chevaux.

En ajoutant au vice radical de la formation de l'armée ottomane, les fautes du gouvernement, l'absence de toute administration, les révoltes de pachas qui privent le gouvernement d'une partie de la force féodale ou provinciale, on verra que les Turcs ne peuvent déployer, sauf dans les crises où le fanatisme est en jeu, qu'à peu près 60,000 hommes de coupicouly ou armée régulière, et autant d'armée féodale.

Mais il est temps de terminer cette digression et de revenir à mon sujet.

Le désir naturel de porter un coup mortel aux Français, ayant fait cesser la mésintelligence en-

(1) D'après un ordre de marche du XVIIe siècle, transmis par Marsigli, l'avant-garde était composée de Tartares et troupes irrégulières, soutenues par les pachas de Romélie et de Natolie, qui commandaient le tout. Venaient ensuite le séraskier avec les troupes des pachas d'Erzeroum et de Bosnie; l'aga des janissaires avec ses braves; les topdjys et gurbedjys avec l'artillerie; l'infanterie provinciale suivie des beylerbeys; la cavalerie provinciale; les spâhis; le vizir et le quartier général; enfin, les vivres et leur escorte.

Une telle disposition annonce plus d'esprit d'ordre, que les Turcs n'en montrent aujourd'hui.

tre le vizir et le pacha d'Acre, l'armée ottomane, forte d'environ 20,000 janissaires et topdjys, et de 25 à 30,000 hommes de milices des pachalicks d'Asie, se porta à la fin d'octobre vers Gazah, guidée par des officiers de terre anglais. En même temps une division de 8,000 janissaires, sous les ordres de Sayd-Ali-Bey, dut s'embarquer pour venir descendre sur les côtes de Damiette, afin de détourner l'attention des Français de la frontière de Syrie, et de faciliter le passage du désert.

Cette division, convoyée par le commodore Sidney-Smith, arriva le 29 octobre à l'embouchure du Nil, et s'empara de la tour du Bogaz, qui défend le passage; mais par un effet de cette lenteur qui neutralise d'avance toutes les opérations des Turcs, l'on ne fixa le débarquement qu'au 1er novembre. Ce retard avait donné au général Verdièr, le temps de prévenir Kléber, et de concentrer le peu de troupes qui se trouvaient sur ce point; aussi, à peine les Osmanlis avaient-ils pris terre entre Damiette et le lac Menzaleh, qu'il les attaqua vivement. Cependant les Français n'étaient pas plus de 1,000; et, malgré leur courage, ces braves eussent été infailliblement écrasés, si l'inexpérience de l'ennemi n'était venue à leur secours. Quelques pelotons se repliaient déjà sur la réserve, lorsque, comme à Aboukir, les janissaires se débandèrent en les poursuivant. Le général Verdier, sachant combien les Turcs accordent de supériorité à la cavalerie, et jugeant que venus par mer, ils manquaient totalement de troupes de cette arme, saisit avec sagacité cet instant pour lâcher sur leurs derrières une centaine de chevaux, en même temps qu'il les chargeait avec sa seconde ligne. Quelques minutes suffirent pour les mettre dans une déroute complète : près de la moitié des Turcs périrent ou furent faits prisonniers, le reste se sauva en désordre sur les embarcations, abondonnant au vainqueur tous les drapeaux et cinq pièces d'artillerie.

Le général Desaix marchait avec 3,000 hommes au secours de Damiette, lorsqu'il reçut en chemin la nouvelle du combat du 1er novembre; il revint alors au Caire, et toute la sollicitude du général en chef se porta de nouveau sur la frontière de Syrie, vers laquelle il dirigea une bonne partie de ses forces. Mais l'échec de Seyd-Ali-Bey avait rendu le grand vizir plus traitable, et l'espoir d'obtenir la possession de l'Égypte sans compromettre ses armes, le détermina à consentir aux négociations. Sidney-Smith en prévint Kléber, en l'avertissant toutefois qu'aux termes de l'alliance du 5 janvier 1799, une convention avec la Porte ne pouvait avoir lieu que du consentement de la Russie et de l'Angleterre.

Bien loin de décliner cette intervention, le général en chef l'accepta avec plaisir, et répondit au commodore qu'aussitôt que le vizir aurait désigné ses plénipotentiaires, il enverrait, de son côté, à bord du *Tigre*, le général Desaix et l'administrateur Poussielgue, investis de ses pleins pouvoirs. Les deux partis étant également portés à la paix, on avait lieu de s'attendre à de prompts résultats. Cependant les communications devinrent très-lentes, tant à cause de l'éloignement du quartier général turc, que des vents contraires qui rejetèrent l'escadre anglaise dans la haute mer, en sorte que le mois de novembre et la plus grande partie de décembre se consumèrent en pourparlers préliminaires. Ce ne fut que le 22 que les délégués français se rendirent à bord du *Tigre*.

Quoique les agents du vizir n'y fussent pas encore arrivés, les conférences s'ouvrirent aussitôt avec le commodore, qui se qualifiait de ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. On convint d'abord d'un armistice, qui devait durer tout le temps des négociations. Malheureusement il ne fut pas communiqué assez tôt à l'armée ottomane, et nous en verrons tout à l'heure les funestes conséquences.

Kléber, dans les instructions données à Desaix et à Poussielgue, élevait des prétentions qui faillirent tout rompre; il consentait bien à évacuer l'Égypte et à la restituer au Grand Seigneur; mais il exigeait en revanche la dissolution de la triple alliance, la remise des îles vénitiennes, dont les escadres turco-russes s'étaient emparées, et la faculté de descendre avec son armée sur le point où il le jugerait le plus convenable aux intérêts de la république. Sidney-Smith représenta aux envoyés français que ces conditions étaient inadmissibles, et ne pouvaient être traitées que par les ambassadeurs spéciaux des puissances intéressées, lorsqu'il s'agirait de la conclusion de la paix définitive; qu'il

ne devait être question que d'une convention militaire purement locale, et que tout ce qu'il était autorisé à stipuler, consistait dans le retour de l'armée en France, avec armes et bagages. Il finit par proposer aux commissaires de se rendre avec lui au quartier général de Jussuf-Pacha, afin de s'y réunir aux députés turcs, et d'accélérer le terme des négociations. Ceux-ci y ayant consenti, il mit à la voile pour la côte de Syrie.

Nonobstant leurs intentions pacifiques, les deux généraux opposés n'avaient pas ralenti leurs préparatifs d'attaque et de défense, les troupes de Kléber se trouvaient échelonnées à Belbeïs, Salahiéh et Katiéh; le vizir, de son côté, avait envoyé sur El-Arisch un corps considérable pour faire le siége de ce fort, qui était déjà réduit à la dernière extrémité, lorsque l'armistice fut signé. Cette circonstance devait le sauver, mais le bâtiment qui en portait la nouvelle, ayant été éloigné du port de Jaffa par les vents, le siége continua avec la même vigueur. Toutefois, il est probable que l'expérience et la fermeté du colonel Cazals eussent rendu nuls tous les efforts des assaillants, sans l'affreuse perfidie d'une partie de la garnison, qui murmurait hautement de l'abandon où on la laissait. Le 30 décembre, le commandant avait ordonné une sortie pour ruiner les ouvrages avancés de l'ennemi : au moment de l'exécuter, les troupes commandées refusent d'obéir; quelques-uns arrachent l'étendard républicain, et, malgré les efforts de leurs chefs, le remplacent par un drapeau blanc; d'autres hissent avec des cordes les Turcs par-dessus les remparts; mais à peine ceux-ci sont-ils dans le fort, que tournant leurs armes contre ceux mêmes qui le leur avaient livré, ils en font un massacre général; à peine 150 hommes échappèrent à cette boucherie.

Ce tragique événement remplit Kléber de douleur et d'indignation; il se préparait à en tirer une vengeance éclatante, lorsque les explications du grand vizir et du commandant anglais, vinrent lui prouver qu'il n'avait eu lieu que par l'ignorance de la suspension d'armes, et que, du reste, il n'avait pas été au pouvoir des officiers turcs d'enchaîner la barbarie de leurs soldats; il consentit donc à ce que les négociations continuassent, et se relâcha même de ses premières prétentions. L'exemple d'El-Arisch, et d'autres scènes d'indiscipline, notamment à Alexandrie, où la fermeté du général Lanusse avait pu seule arrêter le désordre, lui prouvaient de plus en plus combien l'armée gémissait de se voir reléguée sur les sables de l'Afrique. Ne recevant d'ailleurs aucun secours d'Europe, et toutes les nouvelles indirectes qui lui en parvenaient étant de nature à lui faire juger que les débris de l'armée d'Orient devenaient chaque jour plus nécessaires pour la défense du sol français, il crut devoir convoquer un conseil de guerre au camp de Salahiéh, afin de recueillir les voix de ses lieutenants sur le meilleur parti à prendre en ces fâcheuses circonstances.

Ce conseil, où furent appelés les généaux de division Reynier et Friant, leurs généraux de brigades, les chefs de l'artillerie et du génie avec l'ordonnateur Daure, décida à l'unanimité, après l'exposé de l'état des choses, *qu'il serait plus avantageux d'évacuer l'Égypte par un traité, que de tenter le sort des armes*. En conséquence, Kléber, juste appréciateur du temps, se hâta d'envoyer à ses commissaires de nouvelles instructions, dans lesquelles il se borna à leur recommander d'obtenir les conditions les plus favorables à l'armée. (Voyez *le procès-verbal, pièces justificatives du livre* XVI, *n°* 2.)

Dès lors, tous les obstacles se trouvant aplanis, la négociation alla vite, et, le 24 janvier, les plénipotentiaires respectifs, signèrent à El-Arisch, la convention définitive d'évacuation, qui fut ratifiée quatre jours après par le général en chef. Elle portait, en substance, que l'armée serait transportée en France avec armes et bagages, tant sur ses propres bâtiments que sur ceux que les Turcs lui fourniraient. A l'exception d'Alexandrie, Rosette et Aboukir, où les Français s'embarqueraient, toutes les places de l'Égypte devaient être livrées aux Ottomans dans des délais fixés : le plus éloigné, pour la ville du Caire, était de quarante-cinq jours, à dater de la ratification. On avait stipulé la mise en liberté de tous les Français et Turcs au pouvoir des deux puissances, et le vizir s'engageait à payer à l'armée 3 mille bourses (environ 3 millions de francs), dans les trois mois que devait durer l'évacuation. Deux articles

du traité assuraient son libre retour en France, au moyen de passe-ports délivrés tant au nom de la Porte qu'en celui de ses alliés.

Il est digne de remarque que cette convention arrêtée sur le bord, et en présence du commodore anglais, ne fut pas revêtue de sa signature, quoiqu'elle contînt entre autres clauses, celle des passe-ports, qui regardait particulièrement l'Angleterre. On ignore encore si cette omission fut préméditée, afin de servir d'excuse à la perfidie que préparait le ministère britannique; les Français ont eux-mêmes rendu justice à la loyauté du caractère de Sidney-Smith, mais, s'il ne joua pas un rôle odieux dans cette circonstance, il devint au moins l'instrument d'un machiavélisme que l'intérêt de l'État ne saurait entièrement justifier.

Le trop confiant Kléber, dont la franchise militaire était peu accoutumée aux manœuvres diplomatiques, n'aperçut point cette irrégularité, on n'y attacha pas assez d'importance pour la faire rectifier; satisfait d'avoir atteint son but, en ménageant à l'armée une retraite qui ne compromettait pas sa gloire, il fut loin de soupçonner la bonne foi de ses adversaires; et, aussitôt après la ratification de Jussuf-Pacha, il donna tous ses soins à l'exact accomplissement du traité.

Nous avons vu qu'en prenant le commandement en chef, Kléber avait adressé au Directoire un rapport sur sa situation; le bâtiment qui portait un duplicata de ces dépêches, fut pris par les Anglais dans les eaux de Toulon, et ses papiers envoyés à Londres. Cette capture donna de fausses notions au ministère sur la position réelle de l'armée d'Égypte; il la crut réduite aux abois, et expédia sur-le-champ à l'amiral Keith, commandant dans la Méditerranée, l'ordre de ne consentir à aucun arrangement, à moins que les Français ne se rendissent prisonniers de guerre. Il est probable que Sidney-Smith n'avait pas favorisé l'ouverture des conférences, sans en rendre compte à son gouvernement, et sans l'instruire des bases de la négociation *sine quâ non;* ainsi, il y a tout lieu de croire, que le cabinet de Saint-James adopta cette résolution, dans l'espoir de prendre les Français au dépourvu, c'est-à-dire, lorsqu'ils auraient déjà livré les places de l'Égypte aux Turcs, et que l'armée d'Orient ne pourrait plus échapper à la captivité.

Kléber était revenu au Caire, pour presser l'évacuation : il avait envoyé en France le général Desaix pour porter au Directoire la nouvelle du retour de l'armée, et une foule d'autres généraux, empressés de revoir leur patrie, s'étaient déjà embarqués avec lui. Katieh, Salahiéh, Belbeïs, Damiette, Lesbeh étaient occupés par les Turcs : le Caire allait leur être cédé; les troupes françaises descendaient de la haute Égypte, et ne possédaient plus dans le Delta que quelques postes peu importants, lorsque Kléber reçut par l'intermédiaire du commodore Sidney-Smith, une lettre de l'amiral Keith, qui lui annonçait, en termes peu mesurés, l'opposition de la Grande-Bretagne au traité d'El-Arisch.

Sa position était critique; l'armée ottomane ne campait qu'à une demi-marche du Caire, les forts étaient désarmés, et les munitions de guerre en route pour Alexandrie. Cependant le courage de Kléber ne l'abandonna point; afin de gagner quelques jours, il rouvrit des conférences avec le grand vizir au village de Laccoubé, et profita de ce temps pour faire revenir les convois, et remettre le Caire en état de défense. Par une singularité particulière, le colonel Latour-Maubourg venait d'arriver au même instant de France, avec des dépêches annonçant l'heureux retour de Bonaparte, l'événement du 18 brumaire, et sa nomination au consulat. Kléber jugea dès lors tout ce qu'il aurait à craindre : sa précipitation et son imprévoyance lui seraient sans doute imputées à crime par son ancien général, déjà aigri par le rapport accusateur adressé au Directoire. Il sentit qu'il ne lui restait qu'à vaincre ou à mourir.

Ce n'était pas un homme à reculer dans le danger, et son parti fut bientôt arrêté. L'armée s'établit en avant de la ville, et apprit le changement qui venait de s'opérer, par la mise à l'ordre de la lettre de Keith, à laquelle le général en chef n'avait joint que ce peu de mots : « *Soldats! on ne » répond à de telles insolences que par la victoire: » préparez-vous à combattre.* »

Il serait difficile de peindre l'effet que produisit cette lecture; tous les Français y répondirent par un cri de vengeance, et Kléber se disposa à pro-

fiter de cette exaltation, gage certain de la victoire.

Il avait sommé le vizir de reprendre la route de Syrie, pour rentrer dans les positions qu'il occupait avant la convention. Celui-ci ayant fait une réponse négative, l'armée française, forte d'environ 12,000 hommes, quitta son camp, le 20 mars, à la pointe du jour, et marcha à l'ennemi. La division Friant, formée des brigades Belliard et Donzelot, tenait la droite, et avait à sa gauche celle du général Reynier, composée des brigades Robin et Lagrange; ces deux divisions étaient séparées par les dromadaires et la cavalerie aux ordres du général Leclerc; la réserve, dirigée par le général en chef, suivait en arrière de la gauche; toute l'infanterie était disposée en carrés dont l'artillerie légère flanquait les intervalles.

Les Turcs, suivant l'usage des peuples orientaux, campaient confusément dans les environs d'El-Hanka; 6,000 janissaires gardaient le village de Matarieh, et l'avaient couvert de quelques mauvais retranchements: une partie de leur cavalerie et les mameluks d'Ibrahim-Bey se prolongeaient à droite de cette avant-garde jusqu'au Nil.

Kléber, après une rapide reconnaissance des forces ennemies, qu'on estimait à 50,000 hommes, manœuvra pour couper ces corps avancés. Le général Friant s'avança sur Matarieh, pendant que la division Reynier, forçant de marche, se dirigeait en avant des ruines d'Héliopolis, pour intercepter toute communication entre la cavalerie et le gros de l'armée turque. La droite se disposait à attaquer Matarieh, lorsque les janissaires sortant tout à coup de leurs retranchements, fondirent sur les carrés des généraux Belliard et Donzelot. Cette imprudence leur devint fatale; accablés par la tactique et l'impétuosité française, ils furent taillés en pièces, et le petit nombre qui échappa rejoignit les mameluks. Nassyf, ancien pacha du Caire, qui commandait ce corps séparé, au lieu de faire un effort vigoureux pour percer jusqu'à El-Hanka, se flatta sans doute que les Français ne pourraient résister à l'immense supériorité de l'armée ottomane, et, afin de rendre la victoire plus complète, il gagna les derrières des républicains, et se dirigea sur la capitale.

L'avantage remporté par le général Friant n'était que le prélude d'un triomphe plus complet. Jussuf, voyant la déroute de son avant-garde, s'était porté à la rencontre des lignes françaises, qui s'avançaient dans le plus bel ordre; le choc eut lieu à hauteur des villages de Périkout et d'El-Marek. Kléber, refusant toujours sa droite et poussant la gauche en avant pour acculer l'ennemi au Désert, dirigea son attaque principale sur El-Marek où était le quartier général du grand vizir. Vainement celui-ci voulut-il lui opposer ses bandes indisciplinées, ébranlées d'abord par le feu de l'artillerie, elles furent bientôt culbutées et poursuivies la baïonnette dans les reins. Une dernière tentative, faite par la cavalerie, ne fut pas plus heureuse; les carrés attendirent la charge à demi-portée de pistolet, et commencèrent alors un feu d'artillerie et de mousqueterie si meurtrier, que les Turcs épouvantés prirent la fuite de toutes parts. Ils espéraient se rallier à El-Hanka; mais Kléber, y arrivant presqu'ausitôt qu'eux, les força de continuer leur retraite, et d'abandonner leur camp encore tout tendu et abondamment pourvu de vivres.

Le bruit du canon qu'on entendait du côté du Caire, indiquant assez la direction prise par le corps de Nassyf-Pacha, le général en chef détacha la brigade Lagrange au secours des généraux Verdier et Zayonchek, qu'il avait laissés dans les forts avec environ 2,000 hommes; et, après avoir donné quelque repos à ses troupes, il les porta dans la nuit sur Belbeïs. Le courage que les Turcs montrent ordinairement derrière des remparts, faisait craindre que, réunis sous Belbeïs et Salahiéh, ils n'arrêtassent assez longtemps l'armée française pour l'empêcher de profiter de sa victoire; mais leur découragement était tel, que la garnison de Belbeïs ne tint que vingt-quatre heures, et rendit la place pour obtenir la faculté de rejoindre le vizir.

Kléber présumant bien que les Turcs ne lui opposeraient plus qu'une faible résistance, fit encore filer sur le Caire le général Friant avec sa brigade de gauche; et sa petite armée, ainsi réduite, marcha, le 23, sur Salahiéh, où Jussuf avait rallié les débris de la sienne. Celui-ci, espérant que le général français consentirait à renouer les négociations, lui envoya, à cet effet, un parlementaire

qu'on ne voulut pas entendre : l'armée continua sa marche, et Reynier, après avoir culbuté à Korain un corps de cavalerie qui lui disputait le passage, vint prendre position, dans la soirée, à deux lieues de Salahiéh.

Le général en chef faisait déjà des dispositions d'attaque pour le lendemain, lorsqu'il apprit qu'il n'avait plus d'ennemis à combattre. Le vizir, instruit de l'accueil fait à son envoyé, et ne jugeant pas prudent de courir les chances d'une bataille, venait de prendre la route du Désert, accompagné seulement d'une faible escorte; ses soldats livrés à eux-mêmes, et saisis de terreur, avaient imité son exemple, et abandonnant artillerie, vivres et bagages, fuyaient dans toutes les directions. La cavalerie du général Leclerc fut aussitôt lancée à leur poursuite, et s'avança jusqu'au lac de Birket; mais elle avait été prévenue par les Arabes, qui, sortant en foule du Désert, massacrèrent impitoyablement les traîneurs.

Ainsi se termina cette menaçante expédition, où la Porte Ottomane expia la duplicité du cabinet anglais, par la destruction presque totale de son armée : à peine quelques milliers d'hommes rentrèrent en Syrie, 10,000 étaient étendus sur le champ de bataille, le reste périt de misère, ou tomba sous le fer des avides Bédouins.

Kléber n'avait acheté cette brillante victoire que par une perte peu considérable; toutefois, sa tâche était loin d'être accomplie, il fallait reconquérir la basse Égypte et le Saïd, dont un corps d'Osmanlis avait pris possession, aux termes de la convention d'El-Arisch ; enfin, il n'importait pas moins de comprimer les insurrections que le renouvellement des hostilités faisait éclater sur tous les points parmi la population musulmane. Après avoir chargé le général Lanusse qui commandait à Alexandrie, de soumettre le Delta, de concert avec les troupes descendues de la haute Égypte, il laissa Reynier à Salahiéh pour observer la frontière de Syrie, partit de cette place le 24 mars, au soir, et arriva le 27 devant le Caire.

Nous avons vu qu'après la défaite de l'avant-garde turque à Matarieh, une division nombreuse, commandée par Nassyf-Pacha, s'était jetée sur la capitale. Son apparition devint le signal de la révolte pour les habitants; les Français isolés furent massacrés par une populace furieuse, qui croyait le jour de la vengeance arrivé; et Nassyf mit le comble à cette scène de carnage, en faisant égorger tous les négociants européens, ainsi que les indigènes qui avaient accepté quelques emplois. Les forts étaient trop bien défendus pour être enlevés de vive force; mais 200 guides à pied, restés à la garde du quartier général, furent pendant trente-six heures en butte aux attaques de cette multitude effrénée, renforcée encore par un nombre immense de Fellahs et d'Arabes. Cette poignée de braves résista avec un courage héroïque jusqu'au moment où l'arrivée successive des généraux Lagrange et Friant vint la délivrer. Ce dernier prit le commandement, et en attendant le retour de Kléber, se borna à isoler, par une ligne de retranchements, la position qu'il occupait dans la ville, de celle des Turcs.

Tel était l'état où le général en chef trouva le Caire : il commença par faire connaître à Nassyf et à Ibrahim-Bey la déroute de l'armée du vizir et ceux-ci perdant l'espoir d'être secourus consentirent d'abord à évacuer la ville; mais le fanatisme avait tellement exalté les têtes, que le peuple ne voulut pas entendre parler d'arrangements, et joignant les menaces aux prières, força les beys de rompre la négociation. Il ne restait à Kléber d'autre ressource que la force, et il se décida à l'employer; toutefois, il voulut auparavant réunir tous ses moyens, afin de frapper à coup sûr.

L'époque n'en était pas éloignée; dégagé, en effet, de toute crainte du côté de la Syrie, il donna l'ordre à Reynier de venir le rejoindre. Ce général, informé qu'un corps de 4 à 5,000 Fellahs, grossi par un millier de fuyards d'Héliopolis, s'était rendu maître de Damiette, donna ordre aux brigades Rampon et Belliard de se diriger sur cette place. La dernière rencontra l'ennemi en avant du village de Shouara, le dispersa, lui enleva 12 pièces de canon, mit garnison dans Damiette ainsi que dans tous les forts de la côte, et revint au Caire, où, de son côté, Reynier venait d'arriver avec la troupe de Rampon.

C'est dans cette courte interruption des opérations militaires que fut signé un traité d'alliance entre Kléber et Mourad-Bey. Ce malheureux, mais indomptable chef de mameluks, reconnaissant

enfin la supériorité des armes françaises, avait, peu avant la bataille d'Héliopolis, fait quelques démarches de rapprochement, et sur l'invitation de Kléber, était venu camper près de Gizeh. Il craignait encore plus la domination des Turcs que celle des Français; aussi, pendant le combat, garda-t-il la plus exacte neutralité. Le général en chef l'en récompensa en lui accordant les provinces de Girgé et d'Assuan avec le titre de prince-gouverneur, sous la seule charge de payer un tribut annuel à la république. Indépendamment d'un allié, dont la bravoure et le caractère garantissaient la fidélité, ce traité valut à l'armée l'avantage de rester réunie; car Mourad se chargea d'expulser les Turcs de la haute Égypte.

Cependant le retard nécessaire à la concentration des corps, et la nécessité de faire descendre des munitions de Rosette, avaient permis aux insurgés du Caire d'augmenter leurs moyens de défense. Cette vaste cité n'était plus qu'un camp, et tous ses habitants, transformés en soldats intrépides, avaient juré de s'ensevelir sous ses ruines. Il devenait urgent d'arrêter les progrès de cette exaspération qui pouvait gagner le reste de l'Égypte; et Kléber ordonna au général Friant d'enlever Boulak de vive force.

Le 15 avril, cette ville fut cernée de toutes parts; et, après plusieurs heures d'un bombardement terrible, le général Friant la somma de se rendre. Les habitants et la garnison ayant répondu négativement, la division française se précipite sur les brèches pratiquées par l'artillerie, et pénètre dans l'intérieur; puis, le fer dans une main et la torche dans l'autre, incendie les maisons, et massacre tout ce qui se trouve sur son passage : en un clin d'œil la ville est réduite en cendre, et ses défenseurs passés au fil de l'épée.

Cet exemple sévère, mais malheureusement nécessaire, jeta la consternation dans le Caire. Toutefois, comme le mauvais temps empêcha de l'attaquer sur-le-champ, les Turcs revinrent peu à peu de leur première terreur. Ce ne fut que le 18 que Kléber put ordonner un assaut général, secondé par le feu des forts et de la citadelle : le combat dura toute la journée, et les Osmanlis se battirent avec une valeur incroyable; cependant, vers le soir, les généraux Reynier et Donzelot parvinrent à forcer plusieurs rues, et s'établirent sur les flancs de l'ennemi. Tout présageait pour le lendemain un engagement meurtrier, mais décisif, lorsque les généraux turcs et les notables du Caire, craignant de subir le sort des habitants de Boulak, demandèrent à capituler : c'était combler les vœux de Kléber, qui désirait épargner le sang de ses soldats, aussi accorda-t-il au féroce Nassyf-Pacha des conditions avantageuses; son corps obtint la faculté de rentrer en Syrie, sous l'escorte de la division Reynier, qui l'accompagna jusqu'à la lisière du Désert.

Il ne restait plus à reconquérir que le port Suez, dont les Anglais s'étaient emparés par précaution commerciale. L'approche d'un faible détachement, que le général en chef dirigea sur ce point, suffit pour les en expulser; et, le 27 avril, maître une seconde fois de l'Égypte entière, Kléber fit son entrée triomphante dans la capitale.

Les événements mémorables qui venaient de se passer, changeaient entièrement la position de l'armée française; la bataille d'Héliopolis, et ses suites désastreuses, mettaient pour longtemps la Porte Ottomane hors de lice ; les mameluks étaient soumis; les Égyptiens, tremblants, déposaient aux pieds du général en chef leur fortune et leur vie. Enfin, les prestiges de la victoire dérobaient encore une fois aux yeux des soldats français, la patrie vers laquelle ils tournaient naguère tous leurs regards en soupirant. La nouvelle de l'élévation de Bonaparte à la dignité consulaire, ne contribua pas peu à ce résultat; chacun s'en réjouit, dans l'espoir que, sous un tel chef, ses services ne resteraient pas sans récompense. Kléber lui-même, malgré ses préventions personnelles, s'applaudit de cet événement : il connaissait l'importance que Bonaparte attachait à la possession de l'Égypte; et, bien convaincu que le nouveau gouvernement ne négligerait rien pour lui faire passer de prompts et efficaces secours, il se détermina à jeter les bases d'un établissement durable.

Sa première opération fut la restauration des finances; les habitants du Caire attendaient avec anxiété le châtiment que méritait leur révolte. Kléber pardonna tout, mais les taxa à une contribution extraordinaire de 12 millions; les autres villes du Delta furent également imposées suivant leurs

moyens. Cette décision, reçue avec reconnaissance par des hommes qui craignaient un traitement plus sévère, combla non-seulement le déficit, mais remplit les caisses de l'armée.

Kléber profita de la circonstance pour réorganiser le service de l'administration et de la trésorerie. L'Égypte fut divisée en huit arrondissements, où il plaça un payeur, un commissaire des guerres, un adjoint chef des affaires militaires, et un intendant cophte, subordonné à un agent civil français, pour faciliter le recouvrement des impositions en argent et en nature. Les compagnies de janissaires, précédemment organisées, furent mises à la disposition de ces derniers pour suivre l'exécution des mesures administratives. De cette manière, il n'y eut plus de conflit ni d'abus d'autorité de la part des agents militaires, et toutes les réquisitions tournèrent au profit de l'armée.

L'ordre admirable, l'intelligence et l'économie qui résultèrent de ces dispositions, permirent bientôt d'aligner la solde, d'habiller à neuf toutes les troupes, avec des draps de différentes couleurs, à la vérité, de réorganiser le service des transports avec des chameaux, d'améliorer celui des hôpitaux qui était dans la plus grande souffrance, et de rétablir les administrations sanitaires qui, faute de fonds, avaient été supprimées. Enfin, en peu de jours, grâce à la victoire d'Héliopolis, l'armée d'Orient vit disparaître le cortége de misères qui l'entourait depuis si longtemps. Kléber fit participer les ennemis même à sa fortune. Il accorda la demi-solde aux officiers et soldats turcs, faits prisonniers à Aboukir et en Syrie, leur ôtant par là jusqu'à l'envie de se révolter.

Cependant il n'arrivait point de secours de la métropole. Latour-Maubourg n'avait apporté que des promesses vagues, et Kléber était surtout piqué que le premier consul eût laissé au ministre de la guerre le soin de lui écrire. « Un courrier de France » est arrivé ici, mandait-il au général Belliard; il » ne m'apporte aucun espoir, aucune assurance de » secours. Le ministre de la guerre, en faisant à » l'armée quelques compliments, se contente de » m'envoyer, pour preuve qu'on s'occupe de nous, » une feuille de promotions pour quelques individus de l'armée. Le premier consul n'a pas jugé » à propos de m'écrire....... »

S'il est vrai que le premier magistrat de la république eût bien pu oublier les lois de l'étiquette envers un ancien compagnon d'armes devenu son lieutenant, il faut avouer aussi que le dernier se montra trop susceptible pour de vaines formalités. Bonaparte avait à s'occuper du salut de la France, et, tant que le sol national était en danger, il ne pouvait songer à des expéditions maritimes. Le contre-amiral Perrée avait été chargé de ravitailler Malte; mais il fallait une expédition plus considérable pour porter en Égypte des troupes, des armes, des munitions. Ne pouvant rien distraire de ses forces avant que le sort de l'Italie et de la France ne fût fixé, le consul crut qu'il suffirait de témoigner à Kléber l'intérêt qu'il prenait à la conservation de l'Égypte et de l'armée, sans le tromper par de fausses promesses.

Quoiqu'il en soit, Kléber se voyant livré à lui-même, jugea prudent de faire disparaître le vide causé dans les cadres par les pertes de la dernière campagne. Il y pourvut en exécutant le projet de Bonaparte. Un certain nombre de noirs éthiopiens fut acheté et réparti dans les demi-brigades; celles qui occupaient la haute Égypte se recrutèrent de leur côté par des enrôlements volontaires. Les chrétiens du Caire avaint tellement souffert pendant l'invasion momentanée de Nassyf-Pacha, qu'eux-mêmes demandèrent à être organisés militairement, et formèrent un bataillon de 500 hommes, qui rivalisa bientôt avec les troupes françaises. La légion grecque fut porté à 1,500 hommes; enfin un corps de Syriens et de mameluks déserteurs, augmenta la cavalerie de l'armée.

Dégagé de ces premiers soins, Kléber s'attacha à détruire les abus de l'administration intérieure : la confiance que les Égyptiens avaient montré dans sa modération, la haute idée qu'ils se formaient de sa puissance, permirent de simplifier le mode de perception, et l'on ne vit plus dès lors des bataillons occuper militairement un village pour assurer le recouvrement de l'impôt.

Telle était la situation de l'Égypte au mois de mai 1800. Quoique réduite à 18 ou 20,000 hommes, l'armée française était de fait plus forte qu'après la première conquête, puisque la pacification du pays et l'anéantissement des forces ottomanes la laissaient sans ennemis à combattre. La

Porte pouvait, à la vérité, faire de nouveaux armements; mais tout semblait indiquer que l'habileté du premier consul parviendrait à la détacher d'une coalition qui ne lui offrait aucun avantage réel. Il ne resterait alors que la Grande-Bretagne, dont on pût redouter les efforts, si toutefois elle n'était pas dégoûtée d'une seconde expédition continentale, par l'affront qu'elle venait de recevoir en Hollande. Dans le cas où elle s'y exposerait, l'armée, sûre de vaincre sous Kléber, eût vu avec plaisir les troupes anglaises expier sur les plages d'Égypte, la mauvaise foi de leur gouvernement.

Le général en chef, tranquille au Caire, s'occupait de ces améliorations, lorsqu'il apprit qu'une nouvelle escadre turque, commandée par le capitan-pacha, paraissait en vue d'Alexandrie. Les troupes cantonnées autour du Caire, dans le Delta et la province de Damiette reçurent aussitôt l'ordre de se porter sur Rahmaniéh, où il arriva lui-même dans les premiers jours de juin. Mais un nouveau courrier du général Lanusse l'engagea à s'arrêter; l'amiral turc, loin de vouloir tenter un débarquement, ne désirait que renouer les conférences, Kléber, devenu défiant par la leçon d'El-Arisch, défendit toute espèce de communications tant avec lui qu'avec les Anglais, et revint au Caire avec les troupes, laissant seulement à Rahmaniéh six bataillons et deux régiments de cavalerie.

Son dessein n'était cependant pas de renoncer à tout arrangement : il avait acquis depuis peu de temps la preuve des préparatifs des Anglais pour se mettre en possession de Suez, d'Alexandrie et de Damiette, lors de l'évacuation définitive, et il se proposait de faire connaître à Sélim III combien les services de ses alliés étaient intéressés. La susceptibilité bien connue du sultan faisait espérer que cette démarche amènerait la dissolution de la triple alliance (1), et lui donnerait la facilité de correspondre avec la France par Constantinople; dans ce cas, il eût proposé au Grand Seigneur la restitution de l'Égypte à des conditions également avantageuses aux deux nations.

Cependant le cabinet de Saint-James, mieux instruit de la position de l'armée d'Orient, par son ambassadeur en Turquie, venait de renoncer à la faire passer sous les fourches caudines, et de sanctionner la convention d'El-Arisch. Cette résolution fut transmise à Kléber à son retour de Rahmaniéh, par un personnage sans caractère officiel; et il se disposait à y répondre d'une manière convenable à sa nouvelle situation, lorsque le poignard d'un fanatique vint priver l'armée de son illustre chef.

Jussuf-Pacha, vaincu, humilié et craignant d'expier sa défaite par le fatal lacet, avait conçu, dit-on, le projet de faire assassiner son redoutable adversaire. Il ne lui fut pas difficile de trouver un Séïde chez un peuple ou l'exaltation religieuse est si commune; un Alepin, nommé Souleyman, se chargea de consommer ce crime. Il était depuis un mois au Caire, épiant une occasion favorable à son affreux dessein. Enfin, le 14 juin, ayant réussi à pénétrer dans les jardins du quartier général, il s'élança sur Kléber, qui se promenait avec l'architecte Protain, et le frappa de quatre coups de poignard, dont le malheureux général expira au bout de quelques moments. Souleyman, bientôt arrêté, dévoila le véritable auteur de l'attentat; et deux jours après, une commission militaire présidé par le général Reynier, fit conduire au supplice l'assassin, ainsi que trois scheiks du Caire, convaincus de complicité.

Cette catastrophe plongea toute l'Égypte dans la consternation; l'armée surtout, en pleurant son général, semblait prévoir que le terme de sa prospérité était écrit sur son tombeau. Les grandes qualités de Kléber justifiaient ce deuil universel, et il est certain que s'il eût vécu, l'on n'eût pas si facilement enlevé à la république sa précieuse conquête. Il avait, dit-on, conçu le projet d'y enchaîner ses soldats par les liens puissants de la propriété, en distribuant les terres proportionnellement aux grades et aux services. Cette mesure de haute politique, en ramenant dans ces contrées les sciences et la civilisation dont elles avaient été le berceau, eût sans doute exercé une grande influence sur le commerce de l'Orient: mais pour en rendre le succès plus certain, il fallait encore obtenir de la Porte, l'investiture de ces nouvelles possessions sous sa suzeraineté, et il ne semble pas que ce projet entrât dans les vues de

(1) Kléber ignorait encore que la Russie y eût déjà renoncé.

Kléber. Quoiqu'il en soit, la fin prématurée de ce grand capitaine, étouffa cette heureuse conception à son germe, et priva la république d'un de ses plus vaillants défenseurs; perte d'autant plus sensible, que le même jour, le brave Desaix, son compagnon de gloire, expirait sur un lit de lauriers aux champs de Marengo.

Après la mort de Kléber, Menou, gouverneur du Caire, et le plus ancien des généraux de division, prit le commandement en chef. Jusqu'ici nous n'avons eu à décrire que des triomphes; mais de cette époque datent les dissensions funestes, et les revers continuels qui finirent par accabler la brave armée d'Orient. L'issue malheureuse de cette expédition qui, en d'autres temps eût promis de si beaux résultats, prouvera combien sont inutiles le courage et le dévouement d'une armée, lorsque le chef qui la dirige n'a ni le caractère ni les talents propres à commander le respect et à inspirer la confiance.

Au malheur irréparable de la perte de Kléber, vint bientôt se joindre celui de la chute de Malte, station intermédiaire doublement précieuse pour la conservation de la colonie.

Le général Vaubois, à qui Bonaparte, en partant pour l'Égypte, confia la défense de ce poste important, n'avait, pour s'y maintenir, qu'une garnison de 4,000 hommes.

L'escadre française n'eut pas plutôt quitté ces parages, que le gouverneur fut en état d'apprécier les embarras auxquels il allait rester exposé. La destruction de l'ordre laissait un certain nombre d'employés sans existence, et leurs familles fomentaient dans le peuple un sourd mécontentement. Là, comme ailleurs, le clergé professait une haine ouverte contre les républicains; et la noblesse maltaise, entrevoyant la prochaine destruction de ses priviléges, ne pouvait être bien disposée pour eux. Ces éléments de discorde eussent été balancés par le commerce et la foule qu'il alimente, si les Anglais, maîtres de la mer, n'avaient pas bientôt intercepté l'unique trafic qui donne aux Maltais les articles de première nécessité en échange de leurs oranges et de leurs fruits secs. Un rocher aride, surchargé d'une population nombreuse, coupée de toutes communications avec le continent qui doit l'approvisionner, ne saurait résister aux maîtres de la navigation, à moins que ses habitants ne fussent exaltés par le patriotisme; or, il s'en fallait de beaucoup qu'à Malte ce sentiment fût dirigé contre l'Angleterre.

Les germes de révolte contre la garnison française fermentèrent, au contraire, bientôt, et elle éclata de toutes parts, dès que la nouvelle du désastre d'Aboukir eut appris aux Maltais, qu'abandonnées à leurs propres forces, ces troupes n'avaient plus de secours à espérer.

Cependant Vaubois, dénué de moyens proportionnés à la situation pénible où il allait se trouver, fit bonne contenance. Il lutta pendant deux ans, contre les attaques de Nelson, renforcé de l'escadre portugaise du comte de Nizza, et de deux vaisseaux napolitains.

Une population de 160,000 âmes, que la destruction de son gouvernement et de son commerce avait éclairée sur les résultats du joug directorial, fut organisée en milices par des officiers aguerris, et devint redoutable lorsqu'elle se trouva secondée par des troupes régulières et les forces maritimes des alliés. L'audace de ces milices insurgées alla jusqu'à tenter des attaques contre la place de la Valette; mais l'accueil qu'elles y reçurent les dégoûta de ces entreprises; elles se bornèrent à bloquer la capitale par terre, aussi étroitement qu'elle l'était par mer. Toute l'année 1799 se passa dans cette cruelle position; et, à part l'envoi d'une ou deux goëlettes qui parvinrent dans l'île au commencement du blocus, le Directoire n'osa rien entreprendre pour secourir les assiégés. Une seule tentative pour les ravitailler fut faite par le contre-amiral Perrée, aussitôt que le premier consul eut pris les rênes de l'État; mais cet officier, sur le point d'entrer dans le port, le 18 février, s'étant abandonné imprudemment à donner chasse à un navire anglais, contre l'esprit de ses instructions, tomba lui-même dans l'escadre de Nelson, fut blessé à mort, et pris avec le *Généreux;* le reste du convoi revint en France.

Enfin, après avoir épuisé ses munitions, ainsi que tous les moyens de subsistance, et avoir déployé durant deux ans entiers beaucoup de fermeté, de vigilance et de talents administratifs, Vaubois, voyant son faible corps réduit de moitié par la disette et les maladies, se décida à rendre la

place, le 4 septembre 1800 (1). Il obtint, pour prix de sa belle résistance, l'estime des ennemis et une capitulation honorable.

Cet événement si peu intéressant en apparence, puisqu'il s'agissait d'un point presque imperceptible du globe, n'en était pas moins un des plus remarquables de cette guerre. La France perdait, en effet, un des plus beaux ports de l'Europe, et un poste inexpugnable au centre de la Méditerranée; et, ce qui devait en rendre la perte plus sensible, c'est qu'en passant irrévocablement sous la domination des Anglais, il leur assurait l'empire de cette mer, l'influence dans le Levant, et le riche commerce de ces contrées; déplorable résultat du désastre d'Aboukir, et d'une agression non moins injuste qu'inconsidérée.

On a prétendu généralement que, si le Directoire se fût contenté de mettre garnison à Malte, en laissant l'île sous l'autorité de l'ordre, il eût réussi à la conserver. Il est assez difficile de raisonner ainsi sur des conjectures vagues : sans doute, l'inimitié des habitants n'eût pas éclaté avec tant de promptitude et de violence dès la fin de 1798; mais comment supposer toutefois que l'ordre, contraint par la force à recevoir une garnison étrangère, eût consenti à faire cause commune avec celle-ci, lorsque des flottes et des troupes ennemies se présentèrent avec une supériorité irrésistible, en promettant de délivrer l'île de ce gênant patronage, et de lui rendre sa neutralité et son indépendance.

En exerçant envers le gouvernement maltais une violence qui détruisait tous les bienfaits de sa position et d'une longue paix, il semblait imprudent de lui laisser l'autorité, et de compter sur sa bienveillance et sa coopération. Il fallait donc respecter sa neutralité, ou le réduire à l'impossibilité de nuire.

La conservation de l'ordre avec la simple occupation de la forteresse, n'eût produit qu'un bien, celui de laisser la souveraineté de Malte à ses possesseurs légitimes, que les Anglais n'eussent pas osé dépouiller, lorsque la paix générale vint stipuler leur remise en possession. C'était, sous ce rapport, un acte de prévoyance politique bien plus qu'une garantie contre le soulèvement des habitants, impossible à empêcher dès que les Anglais se présentaient en forces devant l'île.

C'est, au reste, trop nous appesantir sur des suppositions que l'expérience seule aurait pu résoudre; il est temps de passer aux événements politiques et militaires qui signalèrent la seconde période de cette mémorable campagne.

(1) La garnison et le peuple avaient tant souffert, que les habitants profitaient de toutes les occasions pour s'enfuir; Vaubois, loin de les retenir, en fit même sortir d'autorité une partie; la population de la capitale fut ainsi réduite de 45,000 âmes à moins de 10,000.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE XVI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE 1800.

N° 1.

Passage des Alpes sous François Ier.

La campagne de Marignan, et le passage des Alpes par les Français qui en fit l'ouverture, mériteraient d'être mieux connus. La relation qu'en a donné Gaillard dans son Histoire de François Ier, répétée mot pour mot par le général Servan, en donne une idée assez nette. Dans un temps où l'artillerie était plus lourde, la cavalerie toute couverte de fer, et l'infanterie cuirassée, un passage semblable était plus merveilleux encore que de nos jours. Il faut y ajouter que ces pays, plus peuplés et plus civilisés aujourd'hui, offrent beaucoup plus de ressources et de communications entre eux, qu'ils n'en avaient autrefois. Le passage qui précéda la bataille de Marengo, plus habile comme manœuvre, sous le rapport stratégique, n'offrit pas plus de difficultés locales que celui de 1515, dont nous croyons devoir donner un précis.

François Ier, allié aux Vénitiens, et sûr du duc de Savoie, avait rassemblé, entre le Rhône et les Alpes, 40,000 hommes d'infanterie, et 10,000 d'une cavalerie formidable, dans le dessein d'envahir le Milanais, et de prévenir ainsi la ligue formée pour l'assaillir en Bourgogne et en Dauphiné. Il avait à combattre 25,000 Suisses, infanterie réputée jusque là invincible. Les troupes espagnoles sous les ordres de Cardonne, vice-roi de Naples, étaient derrière l'Adige, où elles tenaient tête à l'Alviane et aux Vénitiens, qui étaient en guerre avec l'empereur Maximilien et Ferdinand d'Aragon. Le connétable de Colonne conduisait les troupes du pape, avec l'intention de se joindre aux Suisses, qui venaient de s'établir au Pas-de-Suze, point de jonction des deux routes principales du mont Cenis et de la vallée d'Houlx; seuls chemins praticables, qui conduisaient du Dauphiné en Italie.

L'avant-garde française et l'infanterie s'approchent des Alpes; tandis que le roi, avec le corps de bataille, reste vers Lyon. Il s'agit de forcer un passage presqu'impossible, ou de tourner les Suisses : un paysan indique au comte de Morette un chemin affreux; mais qu'avec des réparations on peut espérer de franchir (c'est celui de la vallée de Queyras sur celle de Lucerne, ou du Château-Dauphin au pied du mont Viso). Aussitôt les dispositions sont faites. Pour donner le change, des détachements inquiètent le mont Cenis. Le brave Lapalisse (maréchal de Chavannes) conduit une colonne par le col de Sestrières, afin de flanquer la marche du corps principal. Celui-ci s'avance sur Saluces, par Guillestre et le Viso; une troisième colonne marche par l'Argentière et Coni; enfin, Albert de Prie débarque avec 6,000 hommes à Gênes, afin de décider le sénat chancelant de cette république, qui joint aussitôt 4,000 hommes pour s'avancer sur le Mont ferrat, et favoriser l'opération en tournant la ligne des Alpes.

Ce plan, que la difficulté des passages pouvait motiver, n'en eût pas moins été un peu décousu

et dangereux, si la guerre de marches, ou la stratégie, eût été mieux connue des Suisses et de leurs alliés. Mais tous savaient mieux combattre que manœuvrer. Voyons, au reste, les difficultés qu'on eut à vaincre pour déboucher sur le Pô; et suivons le récit de Gaillard, dont, à part l'exagération commune à ces sortes d'apologies, on se plaît à reconnaître le mérite.

« Le projet du comte de Morette et du paysan » piémontais, vérifié sur les lieux par Lautrec, de » concert avec les maréchaux Navarre, Trivulce » et Lapalisse, donna le même résultat qu'au pre- » mier examen. La nouvelle route offrait des abî- » mes profonds, mais on pouvait les combler ou » les éviter; des rochers épais, mais on pouvait » les percer, des montagnes escarpées, mais on » pouvait les aplanir. C'était la première marche » d'Annibal à travers les Alpes, avec tous ses tra- » vaux et tous ses périls, qu'il s'agissait de renouve- » ler. On part : un détachement se fait voir sur le » mont Cenis et sur le mont Genèvre, pour inquié- » ter les Suisses, et leur faire craindre une attaque. » Le reste de l'armée passe à gué la Durance, et » s'engage dans les montagnes du côté de Guilles- » tre. On remplit des vides immenses, avec des » fascines et de gros arbres; on bâtit des ponts de » communication; on traîne l'artillerie à force » d'épaules et de bras, dans quelques endroits » inaccessibles aux bêtes de somme. Les soldats » aident les pionniers; les officiers aident les sol- » dats : tous indistinctement manient la pioche et » la cognée, poussent aux roues, tirent les corda- » ges. On gravit sur les montagnes; on fait des » efforts plus qu'humains; on brave la mort qui » semble ouvrir mille tombeaux dans ces vallées » profondes que l'Argentière arrose, et où des tor- » rents de glaces et de neiges, fondues par le so- » leil, se précipitent avec un fracas épouvantable. » On ose à peine les regarder de la cime des ro- » chers, sur lesquels on marche en tremblant dans » des sentiers étroits, glissants et raboteux, où » chaque faux pas entraîne une chute, et d'où l'on » voit souvent rouler au fond des abîmes, et les » hommes et les bêtes, avec toute leur charge. Le » bruit des torrents, les cris des mourants, les » hennissements des chevaux fatigués et effrayés, » étaient horriblement répétés par tous les échos » des bois et des montagnes, et venaient redoubler » la terreur et le tumulte. On arrive enfin à une » dernière montagne, où l'on voit avec douleur » tant de travaux et tant d'efforts prêts à échouer. » La sape et la mine avaient renversé tous les ro- » chers qu'on avait pu aborder et entamer; mais » que pouvaient-elles contre une immense roche » vive, escarpée de tous côtés, impénétrable au » fer, presque inaccessible aux hommes? Navarre, » qui l'avait plusieurs fois sondée, commençait à » désespérer du succès, lorsque des recherches » plus heureuses lui découvrirent une veine assez » tendre, qu'il suivit avec la dernière précision : » le rocher fut entamé par le milieu; et l'armée, » introduite au bout de huit jours dans le marqui- » sat de Saluces, admira ce que peuvent l'indus- » trie, l'audace et la persévérance. »

L'avant-garde est enfin réunie sur les rives du Pô, sans que l'ennemi ait eu le moindre avis de la marche, tant les habitants sont disposés pour les Français; ils découvrent, au contraire, à ceux-ci l'arrivée de Prosper Colonne à Villafranca, et les déterminent à le surprendre. Un détachement de braves, après une marche forcée, se présente aux portes, et pénètre dans la ville. Le vétéran italien, célèbre par sa prudence et ses talents, est enlevé à table, quand il croyait les Français encore enfoncés dans les Alpes, où il s'apprêtait à les envelopper.

François Ier, instruit de ces succès, part de Lyon, et presse le passage du reste de l'armée, laquelle, réunie, descend le Pô, s'empare de Novare, et vient camper à Marignan (Malegnano), entre Milan et Lodi. Pour assurer le succès de la campagne, il fallait empêcher la jonction des Suisses avec les corps de Cardonne et de Médicis, en même temps qu'on assurait au contraire la jonction avec les Vénitiens, qu'amenait le célèbre Alviane; or, le camp de Marignan était bien choisi pour cela. Les troupes italiennes, sous Laurent de Médicis, occupent Plaisance : le vice-roi Cardonne, avec les Espagnols et les Napolitains, quitte Vérone, et prend la même direction. Alviane s'avance alors sur Crémone. Les fédérés passent le Pô, pour s'opposer à sa marche ; mais un gros de cavalerie française, détaché vers Lodi, leur fait craindre d'être enveloppés; et ils retournent se mettre à l'abri sous le canon de Plaisance.

Dès lors, la jonction devient certaine ; et celle des confédérés avec les Suisses, impossible.

Dans cet intervalle, François Ier traitait avec ces derniers, pour obtenir d'eux qu'ils abandonnassent les intérêts de Sforze. La suite prouva que ces négociations convenaient à tous les partis.

Le célèbre Schiner, évêque de Sion, les fit échouer, et décida le conseil à venger un moment d'hésitation, et à chercher dans le pillage du camp français, une solde que les ducs de Milan ne pouvaient plus payer. Le fanatisme, l'intérêt et l'amour de la guerre se réunirent pour faire triompher le prêtre ambitieux, qui se promettait le duché de Savoie, pour prix de ses efforts. Les Suisses s'avancent pour combattre : ils espèrent renouveler la scène de Novare, et, sans s'inquiéter de la brave cavalerie française, ils comptent se précipiter sur une infanterie dont ils ont toujours été vainqueurs, et s'emparer ainsi de l'artillerie et du camp.

François Ier conférait avec l'Alviane, quand on vint lui annoncer l'approche de l'ennemi. Le général vénitien court aussitôt à Lodi pour faire avancer son armée ; et le roi se prépare, non-seulement à recevoir le choc, mais encore à assaillir les Suisses. Son artillerie, qui compte 72 grosses pièces, est placée derrière un fossé, et protégée par les lansquenets, soutenus par les bandes noires du duc de Gueldre. Dix mille hommes de cavalerie se forment sur ses ailes, bientôt deux grosses colonnes de Suisses se précipitent sur son centre ; les lansquenets plient déjà ; quelques pièces sont prises. Mais l'artillerie tonne et sème le ravage ; les bandes noires et la gendarmerie amenées par le roi, rétablissent le combat : la cavalerie charge en flanc ces masses qui font face de tous côtés, et qui se désunissent, par cela même qu'elles combattent dans différentes directions. La mêlée les sauve du feu destructeur du canon ; et, formées en différents pelotons, elles combattent corps à corps, les troupes ennemies qui osent les joindre.

La bataille engagée à trois heures du matin, dura, au clair de la lune, jusqu'à onze heures du soir, que la nuit étendant son voile suspendit la fureur des combattants. Semblables aux troupes de Frédéric le Grand, et de Daün à Torgau, les deux armées s'étaient tellement mêlées, que François Ier, pour rejoindre son camp, faillit tomber deux fois dans de gros bataillons suisses, et fut forcé, pour attendre le jour, de coucher sur l'affût d'un canon. La cavalerie, dit l'historien, dut rester à cheval, tant on était embarrassé. Au point du jour, les deux partis ne songèrent d'abord qu'à reconnaître les leurs et à les rallier ; la bataille recommença ensuite avec plus de fureur, et dura encore une partie de la journée. Dans ce choc gigantesque de deux ou trois grosses masses, les descriptions de tactique perdent de leur intérêt, ou plutôt, on serait fort embarrassé d'en faire : une pareille lutte offre peu de combinaisons, et il faudrait, à l'exemple d'Homère, chanter les exploits personnels de tant de héros.

Las de carnage, et convaincus de l'inutilité de leurs efforts, les Suisses quittent le champ de bataille en bon ordre, en y laissant 10,000 des leurs : c'était la moitié des combattants. Le roi, plein d'admiration pour leur courage, avare du sang de ses braves, qu'il ne veut pas faire couler inutilement, défend de les poursuivre. L'Alviane, après avoir marché toute la nuit avec son armée, arrive dans cet instant. Désespéré de n'avoir aucune part aux lauriers cueillis dans cette journée, et des fatigues qu'il a essayées en pure perte, il veut charger des bataillons dont la retraite impose encore : le jeune des Ursins tombe percé, et sa mort ne ralentit point le zèle du dernier héros vénitien. Le combat se prolonge jusqu'à la nuit, et jusqu'aux portes de Milan : l'Alviane, accablé de fatigues, en meurt quelques jours après, sans augmenter les trophées de ses alliés.

On sait que depuis cette bataille, les Suisses, constamment alliés de la France, servirent la cause de ses rois, avec le zèle qu'ils avaient mis à la combattre.

N° 2.

Procès-verbal d'un conseil de guerre, tenu au camp de Salahiéh en Égypte.

Le 1er pluviôse an VIII de la république française, une et indivisible, le général en chef Kléber ayant convoqué chez lui au camp de Salahiéh, tous les

officiers généraux présents au camp, le conseil de guerre s'est réuni, et s'est trouvé composé du général en chef Kléber, des généraux de division Damas, chef de l'état-major général de l'armée; Reynier et Friant; des généraux de brigade Davoust, Rampon, Lagrange et Robin; Songis, commandant l'artillerie; Samson, commandant le génie, et du commissaire ordonnateur en chef Daure, nommé secrétaire de droit.

Le général en chef, après avoir fait un exposé de l'état des négociations entamées par le général Bonaparte, avant son départ, et continuées jusqu'alors par lui, engage le conseil à se représenter l'état dans lequel se trouve l'armée, afin que chacun puisse émettre son opinion sur le parti qu'il serait le plus convenable de prendre dans ces circonstances.

Le résultat de l'exposé donné par les membres du conseil, sur la situation actuelle de l'armée et de ses ressources, est que de 8,000 combattants de toutes armes, qu'il a été possible de réunir pour l'armée active, chargée de défendre les postes de Salahiéh, Cathiéh, Belbeïs, et de couvrir le Caire, partie seulement peut être portée à Cathiéh, parce qu'il faut nécessairement laisser à Belbeïs et Salahiéh, des corps assez forts pour combattre les troupes que l'ennemi enverrait par le Désert. Il ne reste donc plus à opposer que 5 à 6,000 hommes à l'armée turque, qui selon tous les rapports, se trouve être forte de 25,000 hommes et 30 pièces de canon, indépendamment d'un corps de réserve de 8,000 hommes, campé à Gazah;

Que la prise d'El-Arisch et les circonstances qui ont forcé sa reddition, doivent du moins refroidir l'opinion exagérée que l'on pourrait concevoir des bonnes dispositions des troupes, puisqu'il est à craindre que n'étant plus animées que du désir d'un prompt retour en France, très-fortement prononcé, elles imitent le fatal exemple des 500 hommes chargés de la défense d'El-Arisch. Cette garnison, voyant que son commandant avait rejeté, comme l'honneur le lui prescrivait, la sommation qui lui avait été envoyée, lui demanda par écrit à rendre la place à l'ennemi, abattit le drapeau tricolore, en arbora un blanc, et appela l'ennemi hors des tranchées, pour le hisser sur le rempart avec des cordes qu'elle lui jeta elle-même; c'est ainsi que la forteresse, regardée par le général Bonaparte comme une des deux clefs de l'Égypte, fut livrée au Turcs;

Que les insurrections arrivées antérieurement à Damiette, et récemment à Alexandrie, la seconde clef de l'Égypte, devaient causer, pour cette dernière place surtout, les mêmes inquiétudes, puisque la garnison s'est déjà portée à de semblables excès; qu'elle a tiré le canon d'alarme pour s'emparer des forts; qu'elle s'est rendue à bord d'un bâtiment expédié en courrier pour le gouvernement par le général en chef, et en a visité le chargement, et qu'il était à craindre que les suites de tous ces déréglements eussent été plus loin encore, s'il y avait eu alors des vaisseaux ennemis à la vue des côtes. Le prétexte de toutes ces insurrections est toujours la réclamation de la solde arriérée et le départ supposé de généraux qui veulent suivre l'exemple du général Bonaparte;

Que pendant la réunion de l'armée sur la frontière de Syrie, tous les pays derrière elle, et la ville du Caire même, sont menacés d'invasion par les beys, mameluks et arabes descendus de la haute Égypte, pour exciter des soulèvements; un seul rassemblement sous les ordres de Mourad-Bey, dans l'Alsiely, est déjà fort de 800 hommes à cheval, contre lesquels on ne peut marcher qu'en affaiblissant l'armée active;

Que si, malgré toutes ces chances douteuses, l'armée obtient le succès qu'on a encore droit d'attendre, elle n'en peut espérer cependant aucun avantage le lendemain de la victoire; car en supposant que de nouvelles forces ne viennent pas très-promptement l'obliger à combattre de nouveau, et qu'elle puisse aller jusqu'à la saison des débarquements sans avoir besoin de réparer les pertes que lui aurait causé le gain d'une bataille, à quoi serait-elle réduite, obligée alors de se disséminer sur une étendue de côtes de plus de 100 lieues, et de garder encore les vastes débouchés du Désert? La place d'El-Arisch n'étant plus en son pouvoir, et le faible poste de Cathiéh ne pouvant arrêter la marche de l'ennemi, elle laisserait toute la basse Égypte sur la rive orientale du Nil, exposée à un envahissement facile, et ne pouvant plus opposer de résistance nulle part, elle serait contrainte de se livrer à discrétion;

Que, d'un autre côté, si le succès du combat n'était pas pour nous, comment pouvoir sauver de l'assassinat les 20,000 Français, qui se trouvent en Égypte, dont la mort serait inévitable avec une soldatesque effrénée, et une population de fanatiques à qui tous les droits de la guerre et des nations civilisées sont inconnus?

Que nous n'avons pas même sur cette frontière une seule place fermée où les débris d'une armée battue puissent se réunir et trouver des approvisionnements qui les mettent en état de se défendre, jusqu'à ce qu'obligés de capituler, ils puissent obtenir les conditions d'un traité quelconque;

Qu'Alexandrie, la seule place dont les fortifications, quoiqu'encore bien imparfaites, puissent fournir un point de retraite à l'armée, étant trop éloignée de la frontière de Syrie, et la route rendue difficile par les branches du Nil et les déserts, on ne pourrait espérer que l'ennemi victorieux, permît d'y réunir les restes d'une armée dispersée sur une étendue de pays de près de 10,000 lieues carrées : les approvisionnements rassemblés dans cette ville, sont d'ailleurs bien éloignés d'être assez considérables pour faire subsister quelque temps les troupes qui s'y jetteraient;

Que toutes ces considérations seraient nulles encore, et qu'il faudrait tenter le sort d'une bataille, si on avait le moindre espoir de secours; mais que le gouvernement, d'après les nouvelles indirectes qui nous sont parvenues, s'est mis dans le cas de ne pouvoir plus en envoyer. D'ailleurs, quand il serait dans la possibilité de le faire, d'après les principes qu'il a publiquement manifestés, en blâmant d'une manière si forte l'expédition d'Égypte, en faisant de cette conquête un chef d'accusation contre ceux qui l'ont ordonnée ou laissé faire, et déclarant cette entreprise attentatoire à tous les intérêts de la république, dont elle a fait de son plus ancien et fidèle allié un ennemi qui a renoué la coalition de toute l'Europe contre elle, il n'y a pas d'apparence que le gouvernement y songeât;

Que le silence du gouvernement, depuis cinq mois surtout que le général Bonaparte est parti, et plus de quatre qu'il est arrivé en France, doit être considéré comme un consentement tacite de l'évacuation de l'Égypte;

Que nous n'avons pas même le mérite de faire une diversion utile à notre patrie; que, loin de là, nous fournissons encore à la coalition un point d'appui, tandis que par l'évacuation de l'Égypte, nous pouvons renouer les liens d'intérêt et d'amitié qui doivent unir la république française et l'empire ottoman; et que nous pouvons espérer de donner par là de nouvelles inquiétudes à la Russie, sur ses possessions de la Crimée, et retirer conséquemment ces deux puissances de la coalition.

Sur l'exposition faite ensuite par le général en chef, au conseil, que le général Bonaparte dans ses instructions lui dit : qu'il pense que la perte de 1,500 hommes par la peste, doit le réduire à la nécessité de traiter de la reddition pure et simple de l'Égypte : il a été remarqué que depuis le départ du général Bonaparte, l'armée s'est affaiblie de plus de 1,000 hommes, tant par les événements de guerre que par les maladies; que dans ce moment encore les accidents de peste se renouvellent à Alexandrie et Damiette, avec les mêmes symptômes que l'année dernière, où dans l'espace de quatre mois, cette maladie a enlevé 4,000 Français, et que, dans l'hypothèse même du gain d'une bataille, qui coûterait sûrement près de 1,000 hommes, à en juger d'après tous les succès obtenus jusqu'à présent, l'armée serait réduite à un état d'affaiblissement pire que celui dont parle le général Bonaparte; que cet état existe en ce moment même par le fait, puisque tous les corps de l'armée sont réduits d'un sixième par le nombre d'hommes hors d'état d'entrer en campagne, restés aux dépôts et dans les hôpitaux, non compris dans ce nombre 800 blessés partant pour la France, et porteurs de certificats d'invalidité absolue donnés par le conseil de santé.

La situation des finances à encore arrêté l'attention du conseil; d'après l'exposé qui en a été fait, il est clair que non-seulement il est impossible de payer l'arriéré de solde dû à l'armée, mais même d'acquitter les dépenses courantes, qui s'élèvent tant pour la solde que pour l'extraordinaire, à 1,200,000 francs par mois, tandis que les recettes ne monteront pas à 800,000, puisque tous les moyens de contributions extraordinaires sont épuisés, et que les impositions territoriales sont diminuées d'un tiers par le manque d'inonda-

tions dans une partie des provinces de l'Égypte; ce qui ajoutera à la dette de 11 millions, laissée par le général Bonaparte un arriéré de 400,000 francs par mois, auquel déficit il sera d'autant plus difficile de remédier, qu'on ne peut espérer de faire entrer en compte aucune espèce de crédit, et que si l'armée est obligée de rester en présence de celle du grand vizir, on ne peut faire entrer les 800,000 liv. sans y envoyer de fortes colonnes mobiles, moyen qui serait impraticable, mais indispensable pour protéger la levée des contributions tant en argent qu'en nature.

Après avoir approfondi tous les raisonnements, et discuté tous les avantages et les inconvénients d'un traité, le général en chef a fait connaître l'*ultimatum* des propositions faites à l'armée, pour qu'elle évacuât l'Égypte : il en résulte que nous devons sortir avec armes et bagages, emmenant, avec nous tous les bâtiments que nous avons dans les ports, et que les Turcs nous fourniront le surplus des bâtiments nécessaires suffisamment approvisionnés pour notre traversée.

Le général en chef a enfin demandé que chacun donnât son avis définitif séparément, ce qui a été fait. Il a été décidé unanimement qu'il fallait conclure un traité d'évacuation, plutôt que de hasarder le sort de l'armée sans aucun avantage, dans un combat dont le succès ne doit nullement améliorer sa position; et qu'il valait mieux le faire dans un moment où l'on a encore les moyens d'exiger l'exécution des articles stipulés dans le traité, que d'être réduit à accepter des conditions moins honorables deux mois plus tard : que seulement les plénipotentiaires près le grand vizir, recevraient des instructions pour que le Caire fût évacué le plus tard possible, et que pendant le séjour de l'armée en Égypte, il fût pourvu amplement à sa subsistance et à sa solde, s'en remettant à la prudence des plénipotentiaires, pour assurer l'exécution du traité, et la sûreté de l'armée........ ont signé,

KLÉBER, général en chef; DAMAS, chef de l'état-major général; REYNIER et FRIANT, généraux de division; DAVOUST, RAMPON, LAGRANGE, ROBIN, SONGIS, SAMSON, généraux de brigade; et DAURE, commissaire ordonnateur en chef de l'armée.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XVII.

CAMPAGNE DE 1800. — SECONDE PÉRIODE.

Traité de subsides, conclu à Vienne, entre l'Autriche et l'Angleterre. L'Empereur envoie à Paris le comte de Saint-Julien. Il y signe les préliminaires de paix qui ne sont pas ratifiés par sa cour. — Bonaparte, à cette nouvelle, dénonce la rupture de l'armistice de Parsdorf, et ordonne à la seconde armée de réserve d'entrer en Suisse. Cependant, sur les instances du comte de Lehrbach, les négociations doivent se renouer, et l'armistice est prolongé par la convention de Hohenlinden et celle de Castiglione. — Embarras et espérances de Thugut. — Armement des Napolitains sur la frontière des États romains. — Organisation insurrectionnelle de la Toscane.

Affaires maritimes. — Négociations pour un armistice naval. — Préparatifs d'une expédition anglaise sous Pulteney. — Le premier consul ordonne le rassemblement d'un corps de réserve à Amiens, pour y faire face. — Les Anglais étendent de plus en plus leurs vexations contre les neutres : ils exigent même la visite des bâtiments qui marchent sous convoi de vaisseaux de guerre; une frégate danoise qui s'y refuse est attaquée et enlevée. — L'empereur Paul propose aux puissances du Nord, une neutralité armée. — L'amiral Dickson passe le Sund, et se présente devant Copenhague. — Convention du 29 août avec le gouvernement danois, sur le droit de visite. — Les États-Unis envoient des députés à Paris pour aplanir les difficultés survenues depuis 1794 et 1796. Ils signent une convention à Morfontaine, le 30 septembre, qui définit les droits des neutres, et les franchises dont jouira le commerce français. — Expédition inutile de Pulteney sous le Férol. — Keith et Abercrombie échouent de même contre Cadix.

Pendant que les alliés feignent de traiter à Lunéville, Bonaparte ne néglige rien pour se préparer à la guerre. — L'armée gallo-batave vient relever la gauche de Moreau sur le Mein. — Le général Macdonald, qui s'est dirigé, dès le milieu de septembre avec la seconde armée de réserve, de Dijon par la Suisse sur Coire, est destiné à occuper le Tyrol. — L'armée d'Italie profite de l'armistice pour soumettre la Toscane, puis se rassemble sur le Mincio. — Projet de Bonaparte pour la porter par les Alpes Noriques sur Vienne. — Le corps, rassemblé à Amiens, sous les ordres de Murat, se met en marche vers l'Italie. — Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg sont cédés aux Français. — Cobentzel ayant déclaré que l'Autriche ne pouvait point traiter séparément de l'Angleterre, l'armistice est dénoncé.

Plans d'opérations des deux partis. — Premiers combats de l'armée gallo-batave, qui s'empare de Wurtzbourg. — Moreau rassemble son armée entre Munich et les bois de Hohenlinden, l'avant-garde vers Haag. — Les Autrichiens veulent prendre l'offensive et font un mouvement général par leur droite, pour gagner la gauche de Moreau vers Dachau, en débouchant par Ratisbonne et Landshut. — L'archiduc Jean change de projet et revient par Ampfing sur les défilés de Hohenlinden.

Le général Moreau, secondé par Dessoles, réunit son corps de bataille au débouché d'Anzing, il laisse à Grenier le soin d'observer la droite des Autrichiens, et à Lecourbe celui de contenir leur gauche. Moreau, lui-même, attaque le centre engouffré dans la forêt. — Richepanse, dirigé de Saint-Christophe sur Matenpoet, coupe cette profonde colonne par le milieu, en même temps que Ney l'assaillit du côté de Burgrain : la tête entourée met bas les armes, comme Zach à Marengo. — L'archiduc Jean se retire derrière l'Inn, après avoir perdu 10 à 12,000 hommes. — Moreau, qui le suit de près, passe l'Inn et la Salza; il le bat encore à Lauffen, à Salzbourg et à Lambach. — L'archiduc Charles vient prendre le commandement de l'armée en déroute, et, pour sauver la monarchie, il signe l'armistice de Steyer avec l'engagement de faire une paix séparée. — Expédition de l'armée gallo-batave. — Affaire de Nuremberg. — Augereau est repoussé sur la Rednitz au moment où l'armistice met fin à la guerre.

Opérations en Italie. — Marche hardie et pénible de Macdonald par le Splugen sur la Valteline et le Tyrol. — Combats de Zernetz et du Tonal. — Brune passe le Mincio. — Bataille de Pozzolo et de Monzembano. — L'armée franchit l'Adige au-dessus de Vérone. — La droite des Autrichiens, sous Wukassowich, pressée entre Macdonald et Brune, se retire par les gorges de la Brenta, et joint l'armée de Bellegarde à Vicence. — Armistice de Trévise, qui cède Vérone, Peschiera, Legnago et Ancône. — Bonaparte refuse de le ratifier; on en conclut un nouveau à Lunéville, qui cède également Mantoue, à titre de garantie.

Irruption des Napolitains en Toscane. — Le comte de Damas est battu par le général Miollis à Sienne. — Le corps de Murat, arrivé à Parme, devenu disponible par l'armistice de Trévise, se dirige sur Florence et les États romains. — La cour de Naples aux abois est sauvée par la médiation de Paul Ier, qui envoie son grand-veneur Levachoff, à Paris et en Italie. — Armistice de Foligno.

CHAPITRE CV.

Retour du premier consul à Paris. — Traité de subsides de l'Autriche avec l'Angleterre. — L'Empereur envoie M. de Saint-Julien à Paris. — Un traité préliminaire conclu par cet officier, n'est pas ratifié. — Prolongation de l'armistice. — Négociations avec l'Angleterre. — Débats du cabinet de Saint-James avec les neutres. — Confédération du Nord. — Les Anglais s'emparent de Malte ; ils échouent au Férol et devant Cadix.

La France ne tarda pas à jouir des heureux fruits de ses victoires ; l'intérieur se calmait. Déjà les rapports de Bernadotte annonçaient les derniers soupirs de la chouannerie et de la Vendée, quand le général Maitland fit mine de débarquer un corps anglais vers Quiberon. Le mauvais succès de ses tentatives, déjouées par un mince détachement, prouva que les peuples de ces contrées, las d'être les instruments et les victimes d'intérêts étrangers, ne demandaient que le repos. Le général Pulteney et l'amiral Waren n'avaient pas été plus heureux devant Belle-Ile, où ils s'étaient présentés sans rien oser entreprendre.

L'ordre dans la comptabilité et les dépenses ramenait peu à peu la confiance dans les transactions ; les manufactures, encouragées par une administration éclairée, renaissaient de toutes parts. Le commerce maritime encore alimenté par les neutres et la course, offrait des débouchés aux produits du sol et de l'industrie. L'unité dans les intérêts et les vues du gouvernement, imprimait un heureux élan à toutes les branches de la prospérité publique.

Cet état de choses réagissait à son tour sur les armées : déjà Brune, partant pour remplacer Masséna en Italie, laissait à Dijon une seconde armée de réserve aux ordres de Macdonald ; et, Augereau, qui commandait en Hollande, se préparait à conduire sur le Mein une armée gallo-batave, qui devait y fixer irrévocablement la supériorité sous les drapeaux républicains. Fières de leurs étonnants succès, les légions françaises ne demandaient que de nouvelles occasions de vaincre sur l'Inn comme sur le Mincio.

La situation politique de l'Europe, à la veille de subir un bouleversement complet, n'offait pas encore, au moment où nous touchons, de variation remarquable : tout restait dans les positions indiquées au chapitre XCIX. Les secousses intérieures qui agitaient l'Helvétie, méritent à peine qu'on en fasse mention ; la révolution du 7 août avait complété le triomphe des intrigues de Dolder sur le parti démocratique de Laharpe. Un corps législatif mutilé et remplacé par des commissions temporaires, un conseil exécutif de sept membres n'étaient que de pitoyables variantes, à des institutions essentiellement vicieuses. Cet état provisoire, contraire aux doctrines des deux partis qui divisaient l'Helvétie, ne promettait qu'une courte durée, et l'espérance renaissait à la fois dans les rangs des partisans de l'oligarchie et parmi les ultra-démocrates des petits cantons.

Malgré les avantages que lui promettait son attitude victorieuse, Bonaparte bien convaincu qu'il avait des plaies à cicatriser, et que la paix ne lui serait pas moins utile qu'à l'Empereur, avait renouvelé du champ de bataille même de Marengo, l'offre de traiter aux conditions de Campo-Formio. Le général Saint-Julien avait été porteur de ses propositions, auxquelles trois batailles récemment gagnées semblaient devoir donner un poids irrésistible. Le cabinet autrichien ne pensa pas de même : l'inflexible Thugut (1) persistait dans son système hostile ; un traité de subside venait d'être conclu depuis deux jours avec le cabinet de Londres, lorsque le général Saint-Julien apportant la nouvelle du désastre de Marengo et de la convention d'Alexandrie, vint jeter l'effroi dans le conseil aulique.

En vain représentait-on à Thugut l'épuisement de la monarchie, les efforts inouïs faits depuis 1796, le découragement des troupes, la destruction des magasins, l'inutilité d'une lutte dont la

(1) Cet homme d'État célèbre, était né à Vienne en 1735, d'une famille plébéienne. Sa froideur flegmatique est passée en proverbe ; rien ne pouvait l'émouvoir. Laborieux, dissimulé, il faisait presque tout par lui-même ; et quand il avait recours à ses secrétaires, il leur distribuait le travail sans proférer un mot, et le recevait de même : il était généralement détesté à la cour, aussi bien qu'à la ville ; mais on rendait justice à la supériorité de ses talents, qui eussent brillé avec plus d'éclat sans son engouement pour le système anglais.

prolongation n'offrait aucune chance heureuse, à moins que la Prusse où la Russie n'intervinssent de nouveau dans la coalition. Ce ministre inébranlable, opposant les engagements solennels et récents, pris avec l'Angleterre, penchait pour continuer la guerre, et l'arrivée de la reine de Naples à Vienne, lui donna un puissant auxiliaire pour déterminer François II à ne pas dévier de ses résolutions.

La chance des combats ne lui paraissait pas aussi désespérée qu'on le pensait généralement. Si Mélas avait évacué l'Italie, il revenait avec des forces imposantes sous le canon de Mantoue, qui avait arrêté Bonaparte durant toute l'année 1796 : le ministre se flattait, à l'aide de quelques renforts, de pouvoir rentrer dans la Péninsule : Abercrombie joint aux Napolitains, aux corps Impériaux qui tenaient la Toscane et Ancône, aux Piémontais mécontents, devait faire une puissante diversion et occuper la moitié de l'armée victorieuse dans l'Apennin. On n'avait signé le traité de Campó-Formio qu'aux portes de Vienne, et l'on trouvait indigne d'en souscrire un plus onéreux dans des circonstances moins impérieuses ; car il s'agissait de reconnaître les républiques helvétique et ligurienne, élevées postérieurement sous l'influence de la France. Ces raisons n'étaient que spécieuses, puisque tout ce que l'Autriche pouvait se promettre de la continuation de la guerre, était de se maintenir, et non de reprendre ce qu'elle avait perdu : cependant elles parurent suffisantes pour motiver une résolutiòn qui n'était plus qu'un dévouement chevaleresque aux engagements pris avec l'Angleterre.

Depuis Charles-Quint, qui avait marqué l'apogée de sa gloire, la maison d'Autriche avait eu pour axiome de se résigner prudemment dans les revers sans rien précipiter, d'opposer à propos de la constance, ou de céder avec dignité pour attendre le secours du temps : le cabinet impérial s'était trop bien trouvé de ce système, tout récemment encore sous Marie-Thérèse, pour en changer sous le règne orageux de son petit-fils.

Jamais l'application de ces maximes n'avait paru aussi urgente et aussi sage. Le ministère jugea donc indispensable de gagner le plus possible de ce temps sur lequel on fondait de si grandes espérances ; à cet effet, il réexpédia aussitôt le général Saint-Julien à Paris. Le but ostensible de sa mission était de traiter des divers arrangements résultants de la convention d'Alexandrie, et de proposer un armistice ; mais il était en outre porteur d'une lettre autographe de l'Empereur au premier consul, qui répondait aux propositions de paix. Cette démarche, bien qu'elle pût cacher une arrière-pensée, n'avait rien de contraire aux usages de la diplomatie, puisque le cabinet de Vienne se réservait toujours de ne rien terminer sans le concert de lord Minto, ambassadeur d'Angleterre.

Le comte de Saint-Julien, arrivé le 21 juillet dans la capitale, hâta sans prudence le dénoûment de sa mission ; car, six jours après, il avait déjà signé des préliminaires de paix avec le ministre Talleyrand, et il partit aussitôt pour Vienne, accompagné du général Duroc, aide de camp de Bonaparte. Ces préliminaires stipulaient, 1° que la paix serait établie sur les bases arrêtées à Campo-Formio ; 2° que les indemnités assurées à l'Autriche seraient prises en Italie et non en Allemagne ; 3° que les armées resteraient dans leurs positions respectives jusqu'au traité définitif ; 4° que les levées toscanes ne seraient point accrues, et qu'aucune troupe étrangère ne débarquerait dans la Péninsule.

Cette négociation, tout à fait intempestive pour la marche que le cabinet de Vienne s'était tracée, fut accueillie comme on devait s'y attendre : Duroc, retenu à Braunau, ne put dépasser les avant-postes autrichiens, les préliminaires furent rejetés, et le négociateur, accusé d'avoir outrepassé ses pouvoirs, ne tarda pas à être relégué en Transylvanie.

Il était aisé de prévoir que cette nouvelle, arrivée à Paris, le 23 août, produirait un grand effet sur l'esprit irascible de Bonaparte, car l'Autriche donnait ainsi lieu aux suppositions les plus fâcheuses : la lettre de l'Empereur au premier consul, portait : *Vous ajouterez foi à tout ce que vous dira M. de Saint-Julien, et je ratifierai tout ce qu'il fera.* Dès lors on se crut autorisé à considérer son refus comme un manque de foi. Cependant, en y réfléchissant plus mûrement, il était facile de se convaincre que les phrases de cette lettre, rédigées dans la supposition que le

négociateur se conformerait à l'esprit de son cabinet, ne renfermaient point un engagement formel dès qu'il s'écartait de ses instructions. Il suffisait d'un désaveu pour annuler sa démarche, et l'empereur d'Autriche n'avait rien fait que de très-ordinaire en pareil cas. Toutefois, on sentit la nécessité d'atténuer l'effet que produirait cette rétractation apparente, et le comte de Lehrbach l'accompagna de nouvelles propositions plus conformes au but du cabinet de Vienne, et qui n'étaient pas absolument à rejeter.

Le premier consul, cédant aux premières impulsions de son ressentiment n'en tint d'abord aucun compte, et dénonça l'armistice pour recommencer les hostilités, le 10 septembre. La seconde armée de réserve, qui s'organisait à Dijon, reçut l'ordre d'entrer en Suisse le 5, et de se porter sans délai sur Saint-Gall ou le Vorarlberg, pour agir de concert avec la droite de l'armée du Rhin, en occupant les Grisons et le Tyrol. En même temps le général Augereau, qui avait amené 18,000 Gallo-Bataves de Hollande, jusque sur la Lahn, dut relever l'aile gauche de Moreau vers Ratisbonne, et rendre disponible toute l'armée du Rhin, appelée probablement à soutenir les principaux efforts de l'Autriche, ou peut-être même à les attirer sur elle.

Outre ces divers préparatifs, un corps d'élite, composé de deux régiments de grenadiers de la marine et autres compagnies de divers régiments restés en France, fut assemblé à Amiens, sous les ordres de Murat, afin de déjouer l'expédition anglaise du général Pulteney, dans le cas où elle eût été destinée pour les côtes de France ou des Pays-Bas; mais celui-ci ayant fait voile vers l'Espagne, le corps de Murat fut destiné à renforcer l'armée d'Italie.

Ces apprêts menaçants n'empêchèrent pas néanmoins que les négociations ne se prolongeassent; lord Minto avait déclaré à Thugut que l'Angleterre était prête à traiter de concert avec son allié, pour peu que le gouvernement français y parût disposé; en conséquence, le ministre autrichien proposa de réunir les plénipotentiaires à Lunéville ou Schélestadt.

Le premier consul n'ignorait pas que l'Autriche attachait plus de prix à l'Italie qu'à la Belgique, et qu'il en était tout différemment de l'Angleterre. Or, comme il ne voulait ni céder Anvers aux Anglais, ni laisser Mantoue aux Impériaux, il lui convenait mieux de traiter séparément; mais attendu qu'il ne pourrait rejeter toutes leurs propositions sans faire retomber sur lui le blâme de la guerre, et qu'il espérait d'ailleurs traiter à de bonnes conditions ou profiter d'un armistice naval pour ravitailler Malte et l'Égypte, il en fit la demande, avant d'admettre le négociateur anglais.

D'un autre côté, la nouvelle de la dénonciation de l'armistice pour le 10 septembre, avait produit une grande sensation à Vienne. En apprenant la conclusion du traité préliminaire, tous les cœurs s'étaient ouverts au doux espoir du rétablissement de la paix, et cette brusque transition à une rupture imprévue n'en frappa que plus vivement les esprits les moins prévenus. Cependant, bien que cette démarche signalât le peu d'espoir qu'il y aurait à décider Bonaparte à des négociations collectives avec l'Angleterre; elle ne déconcerta pas Thugut. Il sentit la nécessité, d'un côté à prolonger autant que possible l'armistice continental, et de l'autre à redoubler d'énergie pour paraître en lice avec plus d'avantages. L'archiduc palatin s'était rendu en Hongrie, pour y renouveler la levée en masse, dont on avait éprouvé de si bons effets en 1797. L'archiduc Charles qu'une injuste disgrâce privait de l'honneur de conduire les légions impériales à la victoire, pressait dans son gouvernement de Bohême, l'organisation d'un corps de 10 à 12,000 hommes, qui bientôt pourrait entrer en ligne contre la gauche de Moreau.

L'empereur François lui-même se rendit à son armée pour y raviver l'amour de la gloire et de la patrie, qui dans tous les cœurs bien nés doit redoubler à l'aspect des dangers dont elle est menacée. Des retraites accordées aux généraux dont on se plaignait, et l'avancement de quelques chefs aimés du soldat, parurent suffisants pour atteindre ce résultat. On ne s'en tint néanmoins pas là; l'archiduc Charles fut promis à l'armée dont il avait excité l'enthousiasme, et emporté la confiance; on le nomma généralissime des forces autrichiennes, autant pour montrer un retour à des dispositions de paix, que pour satisfaire l'opinion publique; mais ce n'était qu'un leurre, car sous le

prétexte de continuer les préparatifs de défense de la Bohême, on laissa ce prince à Prague; et Kray ayant quitté le commandement, on le confia à l'archiduc Jean, auquel on donna pour chef d'état-major, et pour mentor, le général Lauer, nommé grand maître de l'artillerie.

De son côté, l'armée française rassemblée en avant de Munich, attendait avec impatience le signal des combats, qui ne devait être pour elle que le gage de nouvelles victoires, lorsque le général Moreau, instruit de l'arrivée de l'Empereur à son armée, et de l'envoi de nouvelles propositions à Paris par le comte de Lehrbach, prit sur lui de retarder la rupture de l'armistice jusqu'au terme indispensable pour le retour d'un courrier.

Les nouvelles propositions du comte de Lehrbach ne satisfaisaient pas entièrement le premier consul : cependant, guidé par l'espoir d'obtenir un avantage notable, tout en paraissant faire une concession, il adressa à Moreau, par une dépêche télégraphique, l'ordre de rompre l'armistice, « *à » moins qu'on ne ratifiât les préliminaires signés » par Saint-Julien, ou qu'on ne lui cédât les trois » places d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, à » titre de garantie.* »

L'armée française était victorieuse et beaucoup mieux disposée que ses adversaires; chaque jour de retard lui enlevait cet ascendant moral, fruit d'une longue suite de succès; il n'y avait donc rien que de juste dans cette prétention, et l'empereur d'Autriche n'était point encore en mesure de la refuser.

Une nouvelle convention, conclue le 20 septembre à Hohenlinden, entre les généraux Lauer et Lahorie, stipula donc un armistice de 45 jours, qui se trouverait prolongé ensuite indéfiniment, en avertissant 15 jours d'avance.

Les deux partis en firent autant en Italie, où Brune avait succédé à Masséna. Une convention signée à Castiglione régla la démarcation des deux partis, et stipulait la suspension de tout armement en Toscane.

Les négociations entamées avec l'Angleterre, dès la fin d'août, n'avaient pas eu le même résultat; confiées à l'habile Otto, qui se trouvait chargé à Londres de l'échange des prisonniers, elles avaient pris dès le principe une tournure qui laissait peu d'espoir pour leur réussite. L'adresse du négociateur français devait échouer contre celle de lord Grenville, dès qu'il n'y avait de part et d'autre aucun accord sur le fond des intérêts en litige. Bien que le gouvernement anglais eût gardé cette fois le silence sur le rétablissement des Bourbons, qu'il n'avait mis en avant avec tant d'affectation, que pour armer leurs partisans en sa faveur, et compliquer les négociations entre les dépositaires actuels du pouvoir en France et les cabinets de l'Europe, on n'était pas beaucoup plus près de s'entendre pour cela. Ce que Pitt et Grenville voulaient, avant tout, était la restitution de la Belgique et la clôture d'Anvers : et quel espoir, que Bonaparte couvert de lauriers, consentît à céder des provinces qui promettaient un si bel avenir à la France; tandis que l'Autriche, qui les avait perdues, et pour qui elles étaient bien moins importantes, avait fait tant de sacrifices avant d'y renoncer! L'Égypte n'offrait pas moins d'obstacles; l'Angleterre ne pouvait pas en laisser la paisible possession à la France, et n'avait aucun intérêt à traiter, lorsqu'à la veille de prendre Malte, elle savait bien qu'on ne rendrait ni cette île, ni Anvers, ni Alexandrie. Un nouvel incident vint accroître toutes ces difficultés : Bonaparte, n'ignorant point que les pays réunis à la France deviendraient le prétexte d'une infinité de discussions, crut devoir trancher la question, et prononça la mise en activité des lois françaises dans les départements de la Roër, l'Ourte, Rhin-et-Moselle et Mont-Tonnerre (Mayence, Cologne et Juliers), déjà réunis par de précédents décrets; mais que par une sage réticence, on avait différé jusqu'alors d'assimiler entièrement à ceux de la Belgique.

Cependant le ministère anglais qui craignait de s'attirer le blâme public, en sacrifiant ses alliés, et refusant de faire un pas en faveur de la paix, feignit d'accorder quelques concessions. Lord Grenville déclina d'abord avec adresse les propositions d'un armistice naval, fondé sur ce qu'il n'en avait point été conclu lors de la négociation des traités précédents. Mais le premier consul ayant démontré combien il était absurde de vouloir qu'il traitât collectivement avec deux puissances, en posant les armes avec celle sur laquelle il avait l'avantage, et restant en guerre avec l'autre, il

déclara qu'il n'admettrait point de plénipotentiaire à Lunéville, sans armistice préalable, et qu'il refuserait cet arrangement s'il n'avait lieu avant le 11 septembre, jour de la reprise des hostilités sur l'Inn et l'Adige : lord Grenville crut devoir faire quelque sacrifice pour donner du temps à l'Autriche, et entra en explication avec M. Otto.

Celui-ci avait demandé, le 5 septembre, la libre navigation pour tous les vaisseaux de guerre ou de commerce, et l'admission des neutres en Égypte et à Malte. Ces clauses étaient trop générales pour être reçues quand on était encore si loin des questions fondamentales de la paix définitive. Le ministre anglais, après avoir fait proposer l'évacuation de l'Égypte, d'après les bases du traité d'El-Arisch, dont il avait si astucieusement refusé la ratification, sentit bien qu'une telle clause ne soutiendrait pas la discussion, et que s'il était possible d'en faire une condition de la paix, le cas ne serait pas le même pour une simple suspension d'armes. Il accorda donc, sans persister, la levée des croisières de Brest et de Toulon, ainsi que la libre navigation pour les bâtiments de commerce; mais il exigea que ceux de l'État ne pussent sortir des stations où il se trouvaient ; cette réserve avait le double but d'empêcher les Français de faire sortir des escadres pour porter des secours en Égypte ou aux Antilles, et de retenir à Brest la flotte espagnole, qui s'y trouvait sous les ordres de Gravina.

A ce prix, on consentit à ce que Malte et Alexandrie fussent ravitaillés en vivres pour 14 jours ; à la fois, moyennant qu'aucunes troupes, armes ou munitions, ne pussent y être introduites. Ces arrangements qui établissaient une parité complète entre ces postes maritimes et les places d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philipsbourg, qui alors n'étaient pas encore cédées, furent rejetés par le premier consul, à la grande satisfaction du cabinet de Londres.

Otto ne manqua pas de prétextes spécieux pour insister sur ses demandes, ni son antagoniste de raisonnements pour prouver qu'il faisait des concessions raisonnables. Tout ce qu'on put obtenir de Bonaparte, fut que les vaisseaux de ligne resteraient dans les ports; mais que les frégates navigueraient librement, *et que six de ces bâtiments porteraient en Égypte des troupes, des munitions et des vivres.*

La griffe du lion paraissait trop à découvert, et le léopard sut mieux déguiser la proie qu'il convoitait. L'Angleterre ne voulant pas consentir à ces propositions, et l'Autriche ayant déjà obtenu par l'abandon de trois forteresses, le temps qu'on cherchait à lui procurer, la négociation se trouva ainsi rompue, le 9 octobre. Le cabinet des Tuileries déclara qu'il ne traiterait avec les deux cours que séparément, et celui de Londres rejeta cette offre, motivée sur ses engagements avec la cour de Vienne, dont il réclama à son tour la fidèle exécution. Les assurances d'usage sur les intentions pacifiques des deux partis, accompagnèrent naturellement des déclarations dont personne ne fut dupe. Bien des publicistes ont trouvé que l'Angleterre montra plus d'habileté que le gouvernement français, en faisant échouer la négociation sur de simples accessoires, sans aborder le fond. C'était-là, disent-ils, qu'il eût fallu attendre le cabinet de Saint-James, et lui faire déclarer ses prétentions dans toute leur étendue. Cela serait fort bien si l'on n'eût attaché qu'un prix secondaire à la défense de l'Égypte. Mais comment conclure un armistice pour sept à huit mois, pendant lesquels l'armée française eût continué à se fondre peu à peu, et à consommer ses munitions et ses armes contre les naturels du pays, pour se trouver au dépourvu à la reprise des hostilités? Il n'était pas juste d'assimiler cette armée lointaine à une garnison ; et, pour mettre tout sur un pied équitable, il eût fallu consentir au transport successif des renforts nécessaires en personnel et matériel, pour que l'armée se trouvât, à la fin de l'armistice, sur le même pied qu'au commencement. On objectera peut-être, qu'une colonie impossible à soutenir en cas de guerre, ne devait pas être un motif de rupture: mais on la possédait cette colonie, et si on désespérait de la conserver, du moins fallait-il en faire un objet de compensation, et, sous ce rapport, elle était d'un grand poids dans la balance.

Dès que la rupture avec l'Angleterre ne laissa plus d'espoir d'un prompt arrangement avec l'Autriche, Bonaparte sentit qu'il ne devait pas accorder à celle-ci tout l'hiver pour achever ses préparatifs, et il résolut de dénoncer l'armistice.

Berthier qui venait de reprendre, le 8 octobre, le portefeuille de la guerre des mains de Carnot, reçut l'ordre de redoubler d'activité, pour mettre les armées en état de rentrer incessamment en campagne.

Par un hasard assez particulier, le jour même où la négociation se rompit à Londres, un complot contre la vie de Bonaparte fut découvert à Paris. Les débris du jacobinisme s'agitaient dans l'ombre, d'obscurs conspirateurs cherchant des modèles dans l'histoire romaine, et se comparant follement aux Brutus ou aux Cassius, avaient résolu d'assassiner le nouveau César, non au sénat, mais à l'opéra, Bonaparte, prévenu à temps par Fouché, dont la police ne sommeillait jamais, ne s'en rendit pas moins au spectacle, en prenant toutefois les précautions nécessaires à sa sûreté. Cerachi et Demerville, les plus audacieux chefs de ce complot, furent arrêtés, et payèrent de leur tête une tentative qui eût replongé la France dans la plus horrible anarchie.

Thugut, trompé dans l'espoir de compliquer les négociations par le concours de l'Angleterre, réduit à souscrire l'abandon des trois places qui lui restaient en Allemagne, uniquement pour gagner jusqu'au printemps, feignit de quitter le ministère. On crut que l'Empereur, mécontent de son opiniâtre attachement au système d'alliance anglaise, lui avait donné sa démission; il est plus probable que ce ministre voulut faciliter un rapprochement momentané par sa retraite simulée. On parla d'abord de le remplacer par le comte de Cobentzel, qui devait être à la fois agréable à la Russie et à la France, vu la part qu'il avait prise au traité de Campo-Formio et à l'alliance de Saint-Pétersbourg. Mais ce ministre ayant été envoyé plus tard à Lunéville, au lieu du comte de Lehrbach, le dernier prit le portefeuille, et ne fut, en effet, qu'un instrument de Thugut.

Aussi, malgré ce changement, le cabinet n'en suivit pas moins la marche tracée: il comptait, à la faveur de l'armistice, atteindre la saison des quartiers d'hiver, et se préparer dans l'intervalle à faire une bonne paix où à pousser vigoureusement la guerre. Il ne s'en tint pas, à cet effet, aux préparatifs que nous avons indiqués, il eut recours à toutes les ressources de la diplomatie pour attirer la Prusse, puis la Russie dans ses intérêts.

Le moment n'était guère favorable, car si la cour de Berlin avait résisté aux sollicitations presque menaçantes des coalisés en 1799, il était peu probable qu'elle renonçât aujourd'hui à l'heureux système qu'elle suivait avec tant de succès depuis six ans. D'ailleurs, le premier consul venait d'envoyer à Berlin, son frère Louis Bonaparte, autant pour prouver à cette puissance, la considération qu'elle lui inspirait, qu'afin d'ajouter à l'éclat qu'il s'efforçait de répandre sur tous les membres de sa famille.

Ces soins ne furent pas vains, l'attitude de la France était assez imposante pour rassurer Frédéric-Guillaume sur les suites de sa neutralité; elle n'était point encore assez formidable pour lui inspirer des craintes sur sa propre conservation. Ménager cet empire tant qu'il resterait dans les bornes fixées à Campo-Formio, et se rallier à la Russie contre les prétentions maritimes de l'Angleterre, étaient les rôles les plus sages que le prudent Haugwitz pût conseiller à son maître; car c'était maintenir à la fois un juste équilibre sur les mers et sur le continent. Si plus tard cette prudence dégénéra en faiblesse, et fit enfin place à une audacieuse levée de boucliers, il faut moins l'attribuer au roi ou à ceux qui le conseillaient, qu'aux circonstances impérieuses qui se présentèrent.

Les espérances de l'Autriche sur le cabinet de Pétersbourg, n'étaient pas moins hasardées : quoique Paul Ier fît rassembler en Pologne deux armées sous les ordres de Kutusoff et de Pahlen, il était peu présumable qu'elles intervinssent dans les affaires d'Occident, en faveur de la maison d'Autriche, lorsque la mésintelligence, qui venait d'éclater entre la Russie et l'Angleterre, prenait un caractère de plus en plus sérieux. Le prince d'Auersperg, envoyé en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour renouer une coalition, ne fut pas même reçu, et Paul, exaspéré par la prise de Malte, ne tarda pas à se mettre à la tête de la neutralité armée du Nord, dont il est temps de retracer l'origine et le but.

Quoique ces importantes discussions ne soient guère du domaine d'un historien militaire, dont la tâche est de décrire des combats, on jugera qu'il était indispensable d'en donner un faible aperçu pour ramener le lecteur aux nouveaux chocs des armées, puisque toutes leurs opérations, à dater de

la bataille de Marengo, furent constamment liées avec les combinaisons de la politique.

Au milieu des désastres de tout genre qui avaient pesé sur les peuples, l'Angleterre seule avait su conserver et élargir les bases de sa prospérité. Le perfectionnement des arts mécaniques, multipliant les produits, et remplaçant la main insuffisante des hommes, permettait à cette nation industrielle de fabriquer le décuple de ce qu'elle aurait pu faire d'après sa population; malgré les entraves mises à son commerce, elle inondait encore la moitié de l'Europe et de l'Amérique de ses produits, et de ceux de ses riches colonies. Mais cela ne lui paraissait pas suffisant, et la multiplication des produits réclamant la multiplication des débouchés, elle n'aspirait qu'à détruire le commerce de ses voisins, pour écarter toute concurrence. Comme ce monopole était le véritable but qui lui avait mis les armes à la main, il n'était pas survenu un événement en Europe, qui n'eût été pour elle un objet de spéculation. La crainte des principes révolutionnaires avait été, comme autrefois l'ambition de Louis XIV, l'épouvantail dont elle effraya les souverains, pour dérober à leurs yeux le danger le plus réel peut-être de ses empiétements maritimes. Fière des nombreux vaisseaux dont elle couvrait les mers, elle voulait consolider et multiplier les éléments de sa puissance, en consacrant des maximes de droit public, qui n'étaient autre chose que l'abus de la force, coloré par d'adroits sophismes. Si l'on est forcé de la condamner en principes, on doit toutefois convenir qu'il était de son intérêt de profiter de ses immenses avantages pour renverser les barrières que les différents actes de neutralité maritime avaient élevées contres ses prétentions à l'empire universel des mers. Par une conséquence toute simple, il n'était pas moins naturel que les autres États fissent un dernier effort pour maintenir ce pacte conservateur, et s'assurer la jouissance de droits imprescriptibles; il est évident, en effet, que son système ne pouvait prévaloir qu'à l'aide des divisions continentales; aussi, pendant le cours des guerres de la révolution, le cabinet de Saint-James saisit avec ardeur toutes les occasions de faire reconnaître ses anciennes prétentions. Il déclina toutes les maximes reçues, foula aux pieds les droits de la neutralité, ne reconnut de lois que ses propres actes, et les imposa aux nations commerçantes comme le code de la navigation européenne.

Nous laissons aux publicistes le soin de discuter les principes sur lesquels la Grande-Bretagne a fondé son système anti-européen (1); c'est à eux qu'il appartient de tirer du passé d'utiles leçons pour l'avenir, et de préparer pour des temps plus favorables, les éléments d'une législation maritime en harmonie avec les intérêts des nations et avec les lois de la justice universelle. La discussion des théories compliquées qui se rattachent à cette matière importante, n'est point du ressort de cet ouvrage; il nous suffit d'avoir établi, dans le premier volume, les points de vue qui nous semblent devoir diriger la politique européenne à l'égard de l'Angleterre, et, quant à présent, d'énoncer succinctement les faits qui motivèrent à la fin de 1800 le renouvellement de la neutralité armée de 1780.

Jamais époque ne fut plus favorable pour placer la navigation des neutres sous la sauvegarde des saines maximes du droit public. La paix se rétablissait sur le continent, et la guerre maritime durait encore. De la Manche au Bosphore, des bouches de la Dwina aux colonnes d'Hercule, il n'était pas une nation commerçante qui n'eût à venger quelqu'infraction à ses droits, quelqu'atteinte portée à l'honneur de son pavillon. Les ressentiments qui avaient déterminé Paul Ier à se séparer de la coalition, l'invitaient à faire revivre les principes professés par son illustre mère. Déjà, par la convention de Copenhague, du 27 mars 1794, les cours de Suède et de Danemark avaient contracté une étroite alliance pour assurer une protection réciproque à la navigation de leurs sujets. Renouvelant les dispositions de 1780, elles avaient

(1) Fort de l'alliance de Catherine, qui, par son traité de Londres, du 25 mars 1793, avait consenti à tout sacrifier pour empêcher les relations avec la France, le cabinet de Londres avait déclaré dès le 8 juin 1793 : « Que tous les bâtiments destinés pour des ports bloqués seraient saisis quels que fussent leur cargaison et le lieu de leur départ. » Or, il suffisait d'une déclaration du conseil britannique, pour constituer l'état de blocus d'un port.

déclaré la Baltique, mer fermée, armé chacune huit vaisseaux de ligne et un nombre proportionné de frégates, et stipulé la réunion de ces forces pour assurer l'exécution du traité.

Ces mesures vigoureuses, quelque temps exécutées, furent suffisantes pour faire respecter la clôture du Sund; mais dans l'Océan et dans la Méditerranée, le pavillon des neutres resta exposé sans défense aux avanies des puissances belligérantes. Les plaintes multipliées des armateurs danois et suédois, victimes des instructions violentes données par le ministère britannique à ses commandants maritimes, et des représailles du Directoire; les pertes énormes que les lenteurs et la partialité de l'amirauté anglaise faisaient peser sur le commerce neutre, déterminèrent les deux cours scandinaves à maintenir par une protection efficace les droits de leur pavillon. Dans les mois d'avril et de juillet 1798, le commerce de Suède et celui de Danemark furent invités à placer les bâtiments frêtés pour la Méditerranée sous la protection des vaisseaux de guerre, qui devaient sortir des ports des deux royaumes à des époques déterminées, pour les convoyer.

L'efficacité de cette mesure semblait garantie par le principe que les navires neutres, marchant sous convoi de vaisseaux de guerre, ne sont point soumis à la visite de la part des bâtiments belligérants. Ce principe contre lequel la Grande-Bretagne elle-même n'avait jamais élevé de réclamations, était tellement réputé pour incontestable, que l'on n'avait pas jugé nécessaire de le rappeler dans les conventions de 1780 (1), et s'il pouvait exister quelque incertitude sur les motifs du silence gardé sur ce point par les puissances contractantes, il suffit, pour s'en éclaircir, de lire la déclaration adressée par Catherine II au cabinet de Copenhague, le 10 août 1793, alors même qu'elle avait abandonné les principes de neutralité pour s'allier à l'Angleterre. En effet, saisir des propriétés d'une puissance belligérante sous le convoi d'un bâtiment de l'État, portant pavillon neutre, c'est comme si on violait sur le continent un territoire neutre pour y confisquer les propriétés d'un tiers avec lequel on serait en guerre. Il n'était jusque-là venu à l'esprit de personne qu'un tel système pût prévaloir.

Tant que le cabinet de Saint-James avait pu craindre une confédération générale des puissances maritimes, il avait éludé de s'expliquer catégoriquement sur des maximes reconnues dans toute l'Europe; mais en 1798, il crut n'avoir plus de mesures à garder, et pouvoir déployer sans ménagement toute l'étendue de ses prétentions. Ses vaisseaux triomphants parcouraient les deux mers sans obstacles et sans rivaux : l'accession de Paul I[er] à la seconde coalition privait les neutres de leur protecteur naturel, et les livrait sans défense aux coups de l'Angleterre. Le monopole du commerce universel, qui lui avait servi à alimenter la guerre, lui était nécessaire pour la continuer. Dans l'ivresse que donne la puissance, le cabinet anglais en vint bientôt à le considérer comme son incommutable propriété, et à voir une usurpation et un attentat à ses droits dans les efforts des deux cours scandinaves pour conserver à leurs sujets la part légitime que leur position et leur neutralité devaient leur garantir dans le commerce européen. Par suite de cette manière de voir, les instructions les plus violentes furent expédiées aux commandants des escadres britanniques.

Le signal une fois donné, l'effet ne s'en fit pas attendre. Le 1[er] juillet 1798, un convoi suédois, escorté par la frégate *Froja*, est enlevé par une escadre anglaise, et conduit dans un port de la Grande-Bretagne. Le 26 août suivant, un autre convoi de la même nation, que convoyait la frégate *Ulla-Fersen*, subit le même sort. Aucune nation neutre n'est à l'abri de semblables vexations; une flotte génoise, richement chargée, se trouve dans

(1) Le principe de cette époque était que le pavillon couvrait la marchandise, à l'exception des armes et munitions de toute espèce, et des navires destinés pour les ports militaires en état de blocus : les Anglais apprirent que des navires hollandais, français ou espagnols, se servaient de pavillons neutres pour trafiquer, et arrêtèrent tous les vaisseaux marchands sans distinction. Mais les navires convoyés par des bâtiments d'un État neutre, n'étaient pas susceptibles de fraude; car un vaisseau de ligne suédois ne pouvait prendre sous son escorte que des navires vraiment nationaux, et partis avec lui des ports de la Suède. Ces garanties n'en furent plus une pour les Anglais, qui arrêtèrent tout sans distinction.

la rade de Livourne au mois de novembre de la même année; le port de Livourne est neutre; qu'importe? L'amiral Nelson s'y présente, et s'empare des bâtiments génois.

Jusqu'alors les mesures défensives adoptées par les neutres n'avaient été suivies d'aucun effet. La marine suédoise intimidée, ou retenue par ses instructions, n'avait pas cru devoir protester par une honorable résistance contre les outrages que recevait son pavillon. L'exemple du courage et de la fermeté fut donné par le cabinet de Copenhague, qui dans cette circonstance, comme en 1780, eut la gloire de se montrer le plus énergique défenseur de la liberté des mers. Le comte de Bernstor, qui le dirigeait avec autant de dignité que de sagesse, prescrivit aux commandants des vaisseaux danois de repousser la force par la force, et de s'opposer de tous leurs moyens à la visite des bâtiments de commerce, marchant sous leur protection.

Au mois de décembre 1799, un convoi de cette nation se dirigeant sans escorte vers la Méditerranée, fut abordé dans les environs de Gibraltar par une petite escadre anglaise, dont le commandant voulut procéder à la visite. Le capitaine danois Van-Dockum, commandant la frégate *Harfruen,* repoussa avec vigueur cette prétention: quelques coups de canon furent échangés; enfin l'amiral Keith, commandant en chef les forces britanniques de la Méditerranée, ordonna que le convoi suivrait librement sa marche. Quelle dut être la surprise du ministère danois, lorsqu'au lieu des satisfactions qu'il était en droit de réclamer pour les entraves arbitraires apportées à une navigation licite, il reçut du chargé d'affaires anglais Merry des plaintes amères de la résistance du capitaine Van-Dockum, qui, suivant ce diplomate, devait être regardée comme un acte d'hostilité! Dans sa note du 10 avril 1800, il avait affecté de méconnaître la différence établie par le droit des gens entre les bâtiments non convoyés et ceux naviguant sous escorte: le comte de Bernstorff, en reconnaissant dans sa réponse le droit de visite à l'égard des premiers, s'attacha à rétablir une distinction que la politique anglaise ne voulait point avouer, et que jusqu'alors elle avait néanmoins reconnue. Cette contestation n'était pas encore vidée, lorsqu'un événement plus grave vint exercer de nouveau la patience des neutres et la fermeté du cabinet de Copenhague.

Le 25 juillet 1800, la frégate danoise *Freya* escortant un convoi de six navires rencontra à l'entrée de la Manche une escadre de six vaisseaux anglais. Malgré la déclaration du capitaine Krabbe, que le convoi ne portait point de contrebande, et sur le refus qu'il fit de consentir à la visite des bâtiments qui le composaient, il fut attaqué par quatre frégates, et bientôt contraint, par la supériorité du feu, d'amener son pavillon après la plus honorable résistance. Les Anglais s'emparèrent de la *Freya* et du convoi, dont la visite confirma la déclaration du capitaine Krabbe; ils conduisirent ensuite en triomphe aux dunes, ces trophées d'une odieuse et facile victoire.

En recevant la nouvelle de cet attentat, le 29 juillet, le ministre de Danemark à Londres adressa les plaintes les plus vives au cabinet britannique: il demanda en termes énergiques la réparation d'une agression si violente, qui ne pourrait, disait-il, qu'avoir des conséquences très-funestes, s'il était possible de présumer que les instructions du gouvernement anglais eussent autorisé des extrémités si contraires à l'amitié qui régnait entre les deux cours. Il sollicita en même temps la mise en liberté de la *Freya* et de son convoi. Mais les projets de l'Angleterre étaient mûrs pour leur exécution. Le ministère n'eut garde d'abandonner au ressentiment légitime du gouvernement danois, des officiers qui n'étaient coupables que d'avoir fidèlement suivi leurs instructions. Prenant à son tour le ton d'accusateur, lord Grenville dans sa réponse, témoigna son étonnement de voir demander satisfaction à ceux-là même qui, selon lui, avaient droit de l'exiger. Il se plaignit des infractions du Danemark aux devoirs de la neutralité, sur lesquelles jusqu'alors le gouvernement britannique avait bien voulu fermer les yeux. Mais, ajoutait-il, l'agression ouverte et délibérée qu'il vient d'essuyer ne saurait être regardée avec la même indifférence. La vie de ces braves marins a été sacrifiée, l'honneur de son pavillon insulté presqu'à la vue de ses propres côtes; et l'on veut justifier ces procédés en mettant en discussion des droits incontestables, qui sont fondés sur les

principes les plus clairs, et ***dont l'exercice est nécessaire au maintien des intérêts les plus chers de son empire.***

Ainsi le ministère anglais ne voyait plus de péril dans la franchise. Si le droit du plus fort formait la base de sa législation, on ne saurait contester la validité des arguments qu'il avançait. Mais si les principes admis durant plusieurs siècles comme pierre fondamentale du droit public, devaient être respectés, il faut convenir que jamais prétention ne fut plus injuste et plus déplacée. Ce cabinet fut conséquent à des maximes si clairement proclamées, en refusant satisfaction au ministre danois sur les deux points contenus en sa demande. Il rompit brusquement la discussion, et annonça le projet d'en transporter le siége à Copenhague. Là, il lui semblait facile d'imposer la loi au gouvernement danois, surpris au sein de la paix par des démonstrations militaires auxquelles il n'avait rien à opposer. L'amiral Dickson, à la tête de neuf vaisseaux de ligne et de sept bâtiments de moindre grandeur, fut chargé de passer le Sund, et de porter la terreur dans Copenhague. Cette mesure simplifiait beaucoup la mission de lord Withworth, envoyé dans cette capitale au commencement d'août, pour y faire connaître les maximes anglaises.

Cependant la cour de Danemark, à peine instruite de la capture de la *Freya,* et de l'orage qui menaçait le royaume, cherchait dans le système fédératif, des moyens de suppléer à l'insuffisance de ses propres forces. Ses plaintes énergiques retentirent à Berlin, à Stockholm, à Saint-Pétersbourg, et excitèrent partout la plus vive indignation : mais la Prusse et la Suède, habituées par Catherine II, à regarder la Russie comme l'arbitre de la mer Baltique, crurent devoir attendre l'impulsion de son cabinet.

Nous avons fait connaître au commencement de ce volume les motifs qui avait déterminé Paul I[er] à se retirer brusquement de la coalition : quoique brouillé avec l'Angleterre, il avait cru de sa dignité de ne point traiter avec la France, sans mettre en règle les intérêts des princes d'Italie et d'Allemagne, dont il était l'allié. Mais cette politique indécise, qui n'était ni la paix ni la guerre, ne pouvait convenir longtemps à un caractère ardent et inquiet comme le sien. Jaloux de la prépondérance maritime de l'Angleterre, il aurait voulu s'ériger en arbitre des mers, ou disputer au moins l'empire de la Baltique et de la Méditerranée, en terminant glorieusement l'ouvrage qui avait illustré le règne de sa mère. L'occasion lui parut favorable pour l'exécution de ces projets; les puissances neutres l'invoquaient comme leur vengeur et leur appui, il répondit dignement à leur attente par la déclaration du 28 août 1800. Après avoir rappelé dans ce manifeste les vues qui avaient dicté la neutralité armée de 1780, et les avantages qu'elle aurait procurés à l'Europe, sans la funeste diversion produite par la révolution française, l'empereur appelait l'attention des puissances sur les insultes récemment dirigées contre le pavillon danois : il espérait que l'Angleterre n'hésiterait pas à désavouer la conduite de ses agents, mais n'en croyait pas moins indispensable, pour prévenir désormais de pareilles violences, de proclamer de nouveau les principes de la neutralité : il invitait spécialement les rois de Prusse, de Suède et de Danemark à concourir avec lui aux mesures nécessaires pour les faire respecter. L'escadre russe, qui avait transporté, en 1799, le corps auxiliaire en Hollande, rappelée des ports d'Angleterre où elle avait séjourné depuis, venait de rentrer dans la Baltique. Paul ordonna de nouveaux armements dans le port de Cronstadt. Il fit mettre en même temps un séquestre général sur les capitaux anglais, employés dans son empire, pour répondre des pertes que le commerce russe pourrait éprouver, jusqu'à ce que l'Angleterre eût fait connaître le but de l'expédition de l'amiral Dickson. Mais cet ordre fut bientôt révoqué, lorsqu'on sut que l'entrée de la flotte anglaise dans le Sund n'avait d'autre objet que d'amener le Danemark à des concessions, et que la négociation armée de lord Withworth venait déjà d'obtenir un plein succès.

Ce diplomate avait donné, dès son arrivée à Copenhague, la mesure des prétentions de son cabinet. Loin de fournir des explications satisfaisantes sur les infractions au droit des gens que l'on reprochait à l'Angleterre, il avait présenté des arguments propres à les justifier. Il n'était pas venu, disait-il, pour faire des réparations, mais pour en exiger, prétendant que le droit de visite auquel le

capitaine de la *Freya* avait tenté de soustraire son convoi, n'était soumis à aucune exception. Il justifiait la capture de la frégate danoise, en posant comme règle du droit des gens : ***Que tout vaisseau neutre qui s'oppose à la visite en pareil cas, est confiscable et de bonne prise.***

Le comte de Bernstorff ne pouvant opposer à cette diplomatie tranchante, que la discussion approfondie des questions de droit, eût voulu du moins arrêter son adversaire sur ce terrain où il avait tout l'avantage, et gagner assez de temps pour pouvoir connaître les dispositions de ses alliés. Il proposa dans ce but de s'en rapporter à la médiation de l'empereur de Russie; mais cette ouverture fut rejetée, et lord Withworth signifia, le 21 août, qu'il partirait de Copenhague dans huit jours, s'il ne recevait une réponse satisfaisante. On parut enfin s'entendre, et la convention du 29 août fut le résultat de concessions réciproques. On stipula que la *Freya* et son convoi seraient relâchés et poursuivraient librement leur route; mais le Danemark s'engageait à suspendre ses convois, jusqu'à ce que la question de droit relative à la visite des neutres allant sous escorte, eût été résolue par un nouveau traité. La signature d'un arrangement si avantageux à l'Angleterre dût coûter un grand effort au comte de Bernstorff, dont la politique ferme et courageuse parut se démentir pour la première fois; mais dans la situation où se trouvait le Danemark, c'était beaucoup d'avoir sauvé le principe, pour pouvoir appeler d'une concession momentanée, à des circonstances plus favorables.

Après un si heureux essai de sa puissance, le ministère anglais crut pouvoir braver impunément les cours du Nord, et même la Russie, qu'il n'avait aucune raison de ménager depuis qu'elle avait abandonné la coalition. A l'époque de la négociation du traité d'alliance de 1798, il avait été convenu entre les deux cabinets, qu'après la reprise de Malte sur les Français, cette île serait remise aux chevaliers de l'ordre de Saint-Jean, dont Paul Ier s'était fait déclarer grand maître. Ce prince avait envoyé une flotte russe pour concourir à la réduction de Malte, et veiller à l'exécution des stipulations de 1798; mais lorsqu'elle parut dans la Méditerranée, le général anglais Pigot avait déjà pris possession de l'île au nom de la Grande-Bretagne, comme on l'a vu au chapitre précédent. On se figure aisément quelle impression dut produire une telle démarche, sur l'esprit violent et irascible de Paul : toutefois, avant de faire connaître les effets de son ressentiment, il convient de placer ici le détail des vexations nouvelles exercées par l'Angleterre envers les neutres, à la fin de l'année 1800.

Le 4 septembre, la galiote suédoise le *Hoffnung,* fut abordée dans les eaux de Barcelone par deux vaisseaux et une frégate anglaise. Le capitaine Rudbart qui la commandait avait soumis à la visite ses papiers et son bâtiment, qui ne portait point de contrebande; quand tout à coup les officiers anglais lui ordonnent, le pistolet sur la gorge, de garder le silence, s'emparent du gouvernail, chargent la galiote de marins anglais, et pénètrent à la faveur du pavillon neutre jusque dans la rade de Barcelone. Il s'y trouvait deux frégates de commerce espagnoles richement chargées : la nuit venue, les Anglais les surprennent, s'en emparent, et recueillent avec impunité le fruit d'un stratagème qu'on ne saurait qualifier. La conduite du capitaine Rudbart était irréprochable, et l'on ne pouvait s'en prendre à la Suède d'un attentat qui ne l'offensait pas moins que l'Espagne elle-même. Cependant, le chevalier d'Urquijo, jaloux de ménager l'Angleterre à tout événement, jugea plus expédient d'adresser sa réclamation à la cour de Stockholm : il exigea en termes peu mesurés qu'elle poursuivît auprès du cabinet anglais la punition des coupables et la restitution des frégates espagnoles. Ces demandes, vivement appuyées par la Prusse, décidèrent la cour de Suède à faire entendre le langage qu'exigeait sa dignité; mais son ministre ne put obtenir aucune réparation.

Deux mois après cet événement, le *Triton,* navire prussien d'Embden, chargé pour Amsterdam, fut saisi à la hauteur du Texel par un vaisseau de guerre anglais. L'état de la mer ayant contraint le capteur à se réfugier avec sa proie dans le port de Cuxhaven, dépendant de Hambourg, le magistrat de cette ville fut requis, au nom de la Prusse, de faire restituer le *Triton* à son propriétaire. Ces républicains marchands, soumis à l'influence anglaise, crurent éluder la sommation, en rachetant le navire capturé pour le rendre; mais cette répa-

ration, qui laissait subsister un principe contraire aux droits de la neutralité, ne pouvait satisfaire le cabinet prussien. Instruit par l'impunité de l'attentat de Barcelone, il crut devoir se faire justice lui-même, et envoya quelques troupes prendre possession de Cuxhaven. Il publia en même temps une proclamation, pour annoncer que le but de cette occupation militaire était d'empêcher qu'il ne se commît à l'embouchure de l'Elbe des actes contraires à la neutralité du nord de l'Allemagne, dont il était protecteur.

Telle fut la série de violences qui donnèrent lieu à la confédération maritime du Nord, et par lesquelles l'Angleterre souleva contre elle de nombreux ressentiments, dont elle espérait triompher sans peine par ses armes et sa politique. Mettant jusqu'alors quelque réserve dans son langage, elle avait trouvé dans la nouveauté des circonstances un argument pour justifier la nouveauté de ses prétentions : elle s'était autorisée des mesures révolutionnaires de la France, pour exercer envers les neutres des vexations inusitées. « On ne pouvait » sans crime, disait-elle, entretenir des relations » de commerce avec un peuple qui s'était mis lui- » même au ban de l'Europe : c'était dans le propre » intérêt des neutres qu'elle les écartait avec » violence des ports d'une nation, où la législation » maritime, l'ignorance et la partialité des tribu- » naux, ne leur offraient aucune garantie. » Mais ce prétexte même manquait au cabinet de Saint-James, lorsqu'il dévoila sa politique impérieuse par un redoublement de vexations. En effet, les nations les plus intéressées à la liberté des mers ne pouvaient qu'applaudir aux principes proclamés par le gouvernement consulaire. Dès le 14 décembre 1799, la législation intermédiaire avait abrogé l'injuste loi du 18 janvier 1798, qui déclarait l'état d'un navire déterminé par sa cargaison, et ordonnait de saisir tous ceux qui seraient chargés de marchandises anglaises. Un arrêté des consuls, du 20 décembre suivant, avait rétabli les droits des pavillons neutres, d'après les principes libéraux posés par le règlement de 1778 ; et outre cela les bateaux pêcheurs avaient été déclarés à l'abri de la saisie. Les neutres, rassurés par des mesures qu'inspiraient la politique et l'équité, affluaient dans les ports de la république : ils applaudissaient à l'institution du conseil des prises qui, créé par la loi du 17 mars 1800, se fit remarquer dès ses premiers actes, par l'impartiale équité de ses jugements.

L'un des plus heureux résultats de ce retour à des principes dont on n'aurait jamais dû se départir, fut le rétablissement de la bonne harmonie entre la France et les États-Unis. Depuis l'événement de Pinckney dont nous avons rendu compte (chapitre LXXVIII), et qui avait tourné à la honte des agents prévaricateurs du Directoire, les deux partis s'aigrirent de plus en plus : le Directoire se plaignait de la partialité avec laquelle le gouvernement américain accordait à l'Angleterre des avantages réservés à la France, par les stipulations formelles du traité de 1778. Le président Adams, répondait à ces reproches en délivrant aux armateurs des lettres de marque pour courir sur les bâtiments français et en faisant annuler par une loi, les traités qui unissaient l'Amérique à sa plus ancienne alliée. Cependant, comme aucune déclaration de guerre n'avait accompagné ces actes d'hostilité, le Directoire se ravisa, et manifesta, au mois de septembre 1798, le désir de rentrer dans les voies de conciliation. Ses ouvertures ayant été accueillies, le président des États-Unis envoya en France de nouveaux négociateurs, dont les efforts réussirent à opérer un rapprochement sur quelques-uns des points en litige. Après le 18 brumaire, la négociation soutenue de la part de la France par Joseph Bonaparte, Fleurieu et Rœderer, prit une direction de plus en plus favorable, et se termina enfin par la convention du 30 septembre 1800. Ce pacte rétablit, entre les deux républiques, des relations inviolables de paix et d'amitié : il leur assura les avantages d'un commerce réciproquement libre par l'article 5, dont les dispositions portaient en outre : que le commerce et la navigation des deux nations, ainsi que leurs vaisseaux, leurs corsaires et leurs prises, seraient traités dans les ports respectifs comme ceux de la nation la plus favorisée. Il en était de même, d'après l'article 11, à l'égard des droits d'entrée sur les marchandises.

La France s'engageait à rembourser ses prises faites sur le commerce américain et on lui promit en échange la restitution des priviléges assurés

par le traité de 1778. Toutefois, ces deux points ne furent pas ratifiés.

Mais ce que la convention de Paris offrait de plus remarquable, ce fut l'énonciation claire et précise des vrais principes de la législation maritime, dont l'abandon fait par les États-Unis, en faveur de l'Angleterre, avait été l'origine de leurs démêlés avec la France. La liberté de la navigation neutre y fut proclamée, sans autres restrictions que celles qui résultent du droit des gens universel, à l'égard des ports effectivement bloqués, et des marchandises de contrebande, spécifiées dans l'article 13. Ceux qui suivaient énoncèrent le principe général *que le pavillon couvre la marchandise, et que les bâtiments sous convoi de vaisseaux de guerre sont à l'abri de la visite.* Ainsi, ces maximes tutélaires, triomphe d'une civilisation perfectionnée, étaient devenues à cette époque, le cri de ralliement de toutes les nations commerçantes; sanctionnées par un assentiment presque unanime, consacrées dans une foule de traités solennels, elles constituaient proprement le code maritime universel. L'Angleterre seule s'obstinait à les méconnaître, et les puissances du Nord préparaient, sous l'influence de Paul Ier, les mesures les plus vigoureuses pour triompher de ses injustes prétentions.

Pendant que la cité de Londres observait avec inquiétude les premiers symptômes de l'orage qui se formait contre la puissance britannique, et craignait de voir se développer au nord comme au midi de l'Europe, un système de prohibitions qui pouvait porter atteinte à son édifice commercial; le cabinet de Saint-James, loin d'être intimidé par les circonstances nouvelles où il se trouvait, multipliait ses expéditions lointaines, et redoublait d'activité dans ses armements. Jamais il n'en montra davantage qu'au moment où l'on feignait de traiter d'un armistice naval.

Le ministère voyant le corps d'Abercrombie inutile en Italie, par suite de la suspension d'armes entre les armées françaises et autrichiennes, résolut de l'employer à des entreprises plus importantes pour l'Angleterre, que ne l'étaient de misérables diversions sur le continent. Il est probable que, dès cette époque, une expédition avait été résolue contre l'Égypte; mais comme on voulait y faire coopérer une division de l'armée de l'Inde, et que les chances de succès doublaient d'ailleurs à mesure qu'on laissait fondre l'armée française par les maladies ou par ses combats contre les Turcs et les débris des mameluks, on crut pouvoir profiter de la réunion de ses forces pour frapper en attendant quelque grand coup, et Abercrombie cingla vers Cadix.

Dès le mois d'août, une seconde division, forte de 10,000 hommes, commandée par sir James Pulteney, mit à la voile de Portsmouth sur l'escadre de l'amiral Warren; elle devait, après avoir fait la tentative de s'emparer de Belle-Isle, se rendre à Gibraltar pour faire partie de la même expédition. Arrivé à la hauteur du Férol, Pulteney, qui en avait sans doute l'ordre, effectua, le 25 août, une descente pour chercher à s'emparer de ce superbe établissement maritime. Deux colonnes mirent pied à terre, l'une se dirigea sur les hauteurs de Brion, l'autre contre le fort Saint-Philippe. Mais le général Moreno ayant fait mettre à terre 500 hommes de l'escadre, pour marcher au-devant des Anglais, donna le temps aux troupes de terre et de mer, de voler à la défense des postes menacés. Favorisés par une flottille nombreuse de canonnières, les Espagnols purent se maintenir, et la tentative sur le fort Saint-Philippe ne réussit pas mieux.

Pulteney, instruit que la garnison renforcée récemment de deux bataillons, était disposée à le bien recevoir, reprit le chemin de ses vaisseaux, et fit voile pour Cadix, où il arriva le 18 septembre. Déjà depuis six jours Abercrombie se trouvait à Gibraltar, où Pulteney le joignit le lendemain. Le moment de la réunion de forces si considérables, semblait d'autant plus propice pour attaquer Cadix, que la fièvre jaune y exerçait d'horribles ravages: la moitié des habitants de cette cité, jadis si florissante, avait pris la fuite pour se soustraire à l'épidémie; un quart gisait dans les lazarets, ou séquestré dans les maisons : le reste attendait avec anxiété d'y être précipité à son tour.

La réunion de 25,000 Anglais à Gibraltar, donna l'alarme à toute l'Espagne, déjà inquiète de la présence d'Abercrombie : de toutes parts les troupes furent dirigées sur le camp de Saint-Roch et Cadix : l'entrée de ce port était barrée par sept

vaisseaux toués dans le Pontal, couvrant par cet embossage les principaux chantiers.

L'impossibilité de pourvoir d'eau et de vivres une armée si considérable sur le rocher de Gibraltar, força les Anglais à perdre un temps précieux pour aller mouiller à Tétuan, et s'emparer de Ceuta sur la côte d'Afrique. Enfin, le 6 octobre, la grande flotte de l'amiral Keith se présenta avec ces formidables moyens. Le général Morla, dont nous avons eu plus d'une occasion de parler (chapitre XLI), commandait dans cette malheureuse ville. Il fit un appel à l'humanité de l'amiral, en lui présentant tout l'odieux dont il se couvrirait, s'il osait ajouter au désespoir des habitants qui avaient tant de droits à sa pitié. On lui répondit par la sommation de livrer tous les bâtiments de guerre; proposition indigne, à laquelle il répondit par les apprêts de la plus vigoureuse défense. Déjà Abercrombie avait donné l'ordre de débarquer 8,000 hommes à la pointe de Candor (entre Rota et San-Lucar), lorsque tout à coup un contre-ordre survint et mit un terme à une entreprise où les Anglais reconnurent plus d'une chance funeste, entre autre celle d'apporter sur leur flotte, l'horrible contagion qui désolait la ville.

L'amiral Keith fit voile pour Livourne, d'où il seconda un instant les opérations des alliés en Toscane, et excita les Napolitains à reparaître sur le théâtre de la guerre.

Le peu de succès de ces expéditions ne fut pas le seul nuage qui obscurcit le tableau des prospérités britanniques; une forte tempête survenue au milieu de novembre, jeta sur les côtes de France une immense quantité de bâtiments. Outre cela, plusieurs insurrections furent occasionnées dans l'intérieur par l'excessive cherté des grains : la France semblait avoir renvoyé à ses implacables adversaires tous les fléaux de la famine qu'elle avait éprouvée en 1794 et 1795 : peu s'en fallût que l'on ne réduisit le peuple de Londres à quelques onces d'un pain grossier, comme cela s'était pratiqué à Paris au fort de la terreur. L'Angleterre trouva dans le zèle de ses administrateurs et dans la cupidité de quelques employés français, au nombre desquels on assure que figurait Lucien Bonaparte lui-même, un faible soulagement aux maux de la disette. Ainsi, une nation qui avait mis au rang des crimes de haute trahison, celui de porter des subsistances à la France républicaine, s'estima heureuse d'en recevoir des secours dans sa propre détresse.

Ces insurrections, plus déplorables par leur cause que dangereuses pour leur résultat, furent trop promptement apaisées pour troubler les transports d'allégresse causés à Londres par les rapports de l'amirauté, entre autres celui du 29 août, annonçant que les croisières de la Jamaïque avaient capturé en moins de 15 jours 6 vaisseaux de guerre et 87 bâtiments marchands.

Le gouvernement ne s'endormait pas au milieu de cette alternative de succès et de contrariétés; il venait de préparer une nouvelle expédition, dont sir Home Popham avait pris le commandement, pour épier l'occasion de tenter dans la mer du Sud quelque entreprise sur les riches colonies espagnoles du continent américain, tant convoitées depuis les heureuses courses de l'amiral Anson.

Toutefois, les démonstrations hostiles de Paul I[er] firent oublier ces espérances lointaines, et appelèrent vers le Nord l'attention du ministère. Mais avant d'exposer les traités de la quadruple alliance et la guerre maritime à laquelle elle donna lieu, nous reviendrons sur nos pas, pour épuiser le récit des événements politiques et militaires qui se rattachent à la période que nous venons de parcourir.

Pendant que la coalition du Nord se préparait, le comte de Cobentzel s'était rendu à Lunéville, d'où il avait même poussé jusqu'à Paris, pour conférer avec le premier consul. Bonaparte désigna pour traiter, son frère Joseph, conjointement avec Auguste Laforest, l'un des diplomates les plus versés dans les affaires d'Allemagne. Mais dès leur première entrevue, Cobentzel ayant déclaré qu'il ne pouvait rien terminer sans le concours de l'Angleterre, et la négociation d'un armistice naval avec celle-ci ayant échoué, il fallut de nouveau remettre au canon le soin de pacifier le continent, dont les puissances, si près de s'entendre, ne combattaient plus que pour des formes.

L'ordre de dénoncer l'armistice fut donc expédié à toutes les armées, et les négociateurs restèrent néanmoins à Lunéville, attendant que le sort des

armes ou l'expiration des engagements avec l'Angleterre, permissent de renouer leurs opérations.

L'époque de la réunion périodique du corps législatif était arrivé; il s'était constitué le 26 novembre : le premier consul crut devoir profiter de cette circonstance pour lui présenter un tableau brillant de la situation de la France, dans lequel il laissait encore entrevoir la probabilité d'un arrangement avec l'Autriche. Ce tableau, soumis au corps législatif par Gouvion-Saint-Cyr, Regnier et Najac, avait le double but de rassurer la France, et d'apprendre à l'Europe que l'ordre, la confiance la stabilité renaissaient dans cet empire : nous croyons devoir en offrir ici les traits les plus saillants, son étendue ne permettant pas de l'insérer tout entier.

» On se rappelle qu'elle était, à la fin de l'année précédente, la situation de la république. Les événements du 18 brumaire avaient relevé les courages; mais les esprits flottaient toujours dans l'incertitude. Les départements de l'Ouest étaient en proie à la guerre civile. Partout des administrations faibles, incertaines, sans unité de principes, sans uniformité de mesures; point d'énergie dans le commandement, point de ponctualité dans l'exécution; une police impuissante; des tribunaux sans activité; le désordre dans les caisses publiques; des réquisitions qui fatiguaient les citoyens et dévoraient nos revenus; le commerce et les manufactures dans la stagnation; les armées de l'Autriche du haut des Apennins et des Alpes, menaçant la Ligurie et la France; les pavillons neutres bannis de toutes les mers par la terreur de nos lois; l'Amérique, qui nous devait son indépendance, armée contre la nôtre; l'Espagne, la Batavie, l'Helvétie, la Ligurie, toujours fidèles à notre alliance, mais attendant avec une douloureuse inquiétude, ce que l'avenir prononcerait sur notre sort et sur le leur.

» Ce fut dans ces circonstances et sous ces auspices, que commença l'an VIII. La paix était le premier besoin et le vœu le plus ardent de la nation; la paix fut aussi la première pensée du gouvernement. Deux lettres écrites par le premier consul à l'empereur d'Allemagne et au roi d'Angleterre, leur exprimèrent, sans faiblesse, mais sans détour, le vœu des Français et celui de l'humanité. Ce vœu fut repoussé par les ministres de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

. . . .

» Les Français virent dans la démarche de leur premier magistrat, le désir sincère de la paix; ils s'indignèrent contre l'ennemi qui la repoussait, et sentirent qu'ils ne devaient plus l'attendre que de leurs efforts et de leur courage. »

. . . .

Les orateurs du gouvernement ayant exposé ensuite l'heureuse pacification de l'Ouest et du Midi, font en ces termes l'apologie du système qu'il avait adopté pour le choix de ses employés et de ses agents.

« *Dans toute la république, il existe encore quelques hommes qui regrettent le passé, quelques consciences faibles qu'un reste de fanatisme tourmente; mais chaque jour les regrets diminuent, le fanatisme s'amortit et les sentiments se rapprochent. Vouloir que l'homme désavoue avec éclat aujourd'hui ce qu'il professait hier, qu'il baise sans murmurer le joug des lois qu'il bravait tout à l'heure, ce n'est point de l'autorité, c'est de la tyrannie. Laissons au temps achever son ouvrage. Le temps seul mûrit les institutions. Ce n'est qu'en vieillissant qu'elles parviennent à obtenir un respect absolu.*

» *Les administrateurs ont été choisis pour le peuple, et non pour l'intérêt de telle faction, de tel parti; le gouvernement n'a point demandé ce qu'un homme avait fait, ce qu'il avait dit dans telle circonstance et à telle époque; il a demandé s'il avait des vertus et des talents; s'il était inaccessible à la haine, à la vengeance, s'il saurait être toujours impartial et juste. La maxime du gouvernement est que les dénonciations qui attaquent des fonctionnaires publics, dans ces temps encore pleins du souvenir des anciennes divisions, doivent être pesées dans la balance de la justice, et vérifiées par un sévère examen.*

» *Les mêmes principes et les mêmes vues ont dirigé le choix des magistrats. Qu'ils jugent les affaires et non les opinions; qu'ils soient impassibles comme la loi; tel est le vœu, le seul vœu que doive former le gouvernement. La constitution leur garantit l'indépendance et la perpétuité de leurs fonctions. C'est à la nation et à*

leurs consciences qu'ils répondent de leurs jugements. »

Après l'exposé de ces sages maximes qui sont une critique amère de ce qu'on voit de nos jours, les orateurs passaient en revue tout ce qui avait été fait de bien soit en faveur des émigrés, soit en faveur des acquéreurs de biens nationaux, soit pour l'instruction publique, les arts, les manufactures, les routes et les canaux, puis ils ajoutaient :

« Les finances, base première et appui nécessaire de tous les projets qui peuvent être formés pour le bonheur et pour la gloire des États, ont été un des objets constants de la surveillance et de l'inquiétude du gouvernement. Il a dû s'appliquer à en connaître tous les éléments et à sonder toutes les causes qui peuvent en opérer la restauration ou la ruine.

» Ce n'était pas seulement les fonds qui manquaient à la république au 4 nivôse de l'an VIII, c'était l'activité dans la répartition et dans l'assiette des contributions directes, la régularité dans les perceptions, la surveillance dans les versements, une comptabilité lumineuse dans le trésor public, une distribution bien entendue dans les différents canaux de la dépense. »

. . . .

Le rapport explique les mesures prises pour arrêter l'abus des délégations sur les caisses, qui étaient en proie au plus honteux agiotage ; il trace les avantages de l'excellente institution des obligations souscrites par les receveurs généraux. Enfin, il développe les moyens pris pour réorganiser la marche du trésor, et fixer la répartition et l'assiette des contributions, mesures dont on ressent déjà les plus heureux effets.

« Une caisse d'amortissement a été créée. L'administration n'en est déjà plus onéreuse aux finances ; elle fournira un jour de grands moyens à la libération progressive de la dette publique, et un grand instrument de crédit. En attendant, elle fait avec succès la fonction importante de caisse de garantie pour les obligations des receveurs.

» Une banque a été fondée, faible encore, mais dont la faiblesse est en proportion avec les besoins actuels de la circulation. A la paix, elle prendra l'essor qu'exigera notre commerce agrandi par le retour de nos anciennes relations, et par les secousses même de la révolution. Le gouvernement qui en a favorisé la naissance de tout son pouvoir, la protégera toujours de son influence, et la regardera toujours comme un dépôt sacré qui doit être conservé par la puissance et la fidélité de la nation.

» D'autres améliorations seront offertes dans un rapport du ministre des finances. D'autres projets d'améliorations sont encore sous les yeux et dans la pensée du gouvernement. Une fois sorti du chaos des dilapidations, des abus et des injustices, chaque jour verra éclore des idées salutaires, et de nouveaux moyens de prospérité ; les citoyens, honnêtes, ceux qui ont des facultés et une réputation à conserver, prêteront leurs moyens et leur appui à une administration fidèle au plan que la loyauté et l'intérêt public lui ont tracé. Elle n'est déjà plus assiégée par l'intrigue qui trafique de l'embarras des finances, ni par la cupidité qui vend chèrement pour des valeurs réelles mais lointaines, de misérables secours qui ne soulagent les besoins du moment, qu'en ajoutant aux besoins de l'avenir.

» Déjà des compagnies solides ont accepté des entreprises importantes à des prix modérés, et n'ont point exigé qu'on leur livrât d'avance, comme on faisait autrefois, des valeurs effectives, pour gage d'un service qu'elles n'avaient pas encore fait.

» Nos succès dans la guerre ont passé nos espérances. Quatre armées, toutes victorieuses, se tiennent par une chaîne non interrompue, depuis la ligne formée par la neutralité prussienne jusqu'au centre de l'Italie. Maîtresses des deux rives du Danube et du Pô, elles occupent, par leurs détachements, les bords de l'Adriatique et la Toscane. Le génie de la France a sauvé l'armée d'Orient de l'exécution d'un traité qui l'aurait mise dans les fers de l'Angleterre. Malte a cédé, mais après deux années de la plus glorieuse résistance. Tout ce qui pouvait être tenté pour conserver cette importante possession, le gouvernement l'a tenté, et toujours inutilement.

» L'organisation de l'armée, la discipline militaire, la recherche des dilapidations et des abus, le rétablissement de l'ordre et de l'économie dans toutes les parties du service, ont été l'objet des travaux et des arrêtés des consuls. Un rapport du

ministre de la guerre en présentera le résultat. La paix, la paix seule peut donner aux succès qu'ils ont obtenu leur complément et leur solidité.

» Il n'a pas été au pouvoir du gouvernement de réparer tout à coup les malheurs de notre marine, et de lui rendre son ancien lustre; mais il en a recueilli les débris, et il en prépare le rétablissement et la gloire. Des règlements ont réformé des abus, assuré la régularité du service, établi dans les ports unité de pouvoir et surveillance sévère : d'anciennes dilapidations ont été recherchées et atteintes, des contrats onéreux ont été résiliés, des marchés plus avantageux à la république ont été conclus, enfin, bien des pas ont été faits vers l'ordres et l'économie; mais combien il en reste à faire! combien il faut encore de travaux et de temps pour remplir la tâche que le gouvernement s'est imposée, et que l'intérêt public exige de lui

» Dans l'état où se trouvait la marine, il était impossible d'entretenir régulièrement avec nos colonies ces relations de correspondance et de pouvoirs qui appartiennent à la métropole. Le gouvernement a conservé avec soin des liens qui les attachaient à la France, et il prépare, dans le silence, les moyens de les rendre au calme, à la culture et à la prospérité.

» Un conseil des prises, autorisé par une loi rendue dans la dernière session, a porté dans cette matière délicate un esprit de justice et d'impartialité qui a eu déjà une heureuse influence sur nos relations commerciales. Les pavillons neutres se sont rencontrés sur les mers et dans nos ports. Les puissances barbaresques ont repris leurs anciennes liaisons avec nous.

» S'il eût été possible de renouer plus tôt, Malte serait peut-être encore en notre pouvoir. Mais du moins elles assureront des subsistances à la Ligurie et à nos départements méridionaux, et elles ne seront pas inutiles à l'armée d'Orient. »

. . . .

Plus loin les orateurs cherchent à exciter le Nord, et surtout Paul Ier contre l'Angleterre, rappelant adroitement à la Russie que la France est un contre-poids nécessaire dans la balance maritime du monde : enfin, ils annoncent en ces termes les dernières tentatives faites pour la paix :

« Le gouvernement avait offert la paix avant l'ouverture de la campagne; il l'a offerte sur le champ de bataille et au sein de la victoire; il l'a offerte digne de la grandeur, mais aussi de la modération du peuple français, et à des conditions qui devraient lui en garantir l'acceptation et la durée.

» Au plus léger espoir d'en rapprocher l'époque, il a suspendu les succès que nous assuraient la position de nos armées et l'ardeur de nos guerriers.

» Si nous n'en jouissons pas encore, il n'en faut accuser que cette puissance qui, étrangère aux désastres du continent, ne veut que cimenter, du sang des nations, son empire sur toutes les mers, et son monople dans le monde entier.

» Enfin, un négociateur autrichien est à Lunéville, un homme qui a mérité l'estime de l'Europe. S'il a toute entière la confiance du souverain qui l'envoie, il déploiera cette franchise qu'a droit d'attendre la franchise du gouvernement, et que promet son caractère personnel. L'Autriche cessera de sacrifier le repos et l'intérêt du continent à l'ambition des dominateurs des mers.

» Cependant, dans cette incertitude, la prudence commande à la France de ne pas se laisser amuser par un vain simulacre de négociations. Elle appuiera ses propositions de toute la force de ses armes.

» La conduite du gouvernement a démontré qu'il n'a ni exagéré les prétentions de la république, ni sacrifié au délire de l'ambition les intérêts de l'humanité.

» Les crimes de la guerre retomberont tous sur ceux qui en sont les véritables artisans, sur les gouvernements assez faibles et assez aveugles pour s'asservir aux vues mercantiles d'un seul peuple, pour vendre à son or et à ses intrigues le sang et l'industrie des nations qui leur obéissent, et la liberté des mers qui est la propriété du genre humain.

» Tel est l'aperçu d'une administration dont les principes et les actes ont été franchement exposés aux regards de la France. Si elle n'a pas fait tout le bien qu'elle s'était promis; si elle n'a pas rempli toutes les espérances qu'on en avait conçues, elle se doit au moins le témoignage qu'elle a déployé tout ce qu'elle avait de force, de constance et de moyens. »

CHAPITRE CVI.

Plan d'opérations de Bonaparte pour cette seconde période de la campagne. — Instruction donnée à Macdonald, destiné à traverser le Tyrol, et à gagner le haut Adige. — Premiers mouvements de l'armée gallo-batave. — Dispositions faites par les Autrichiens, pour prendre l'offensive en Allemagne. — L'archiduc Jean est nommé en remplacement de Kray. — Description de la formidable ligne de l'Inn. — L'archiduc la quitte pour pénétrer dans le pays fourré de l'Issen. — Arrivé vers Landshut et Neumarck, il change de plan et se rabat sur Ampfing, d'où il suit Moreau jusqu'au défilé de Hohenlinden. — Belle manœuvre du général français. — Bataille mémorable de Hohenlinden, les Autrichiens sont refoulés derrière l'Inn avec perte de 12,000 hommes. — Passage de l'Inn et de la Salza. — Combats de Rosenheim, de Lauffen, de Salzbourg et de Lambach. — Moreau pousse vigoureusement son adversaire jusque sur l'Ips. — L'archiduc Charles, appelé trop tard pour sauver l'armée impériale, signe l'armistice de Steyer. — Derniers événements sur la gauche du Danube.

Certain de la reprise des hostilités, Bonaparte songea de bonne heure à adopter un plan d'opérations auquel on a cru trouver quelque analogie avec celui de Lahorie, pour la malheureuse campagne de 1799 (1). Tout porte à croire que le rôle de l'armée du Rhin n'y était qu'ébauché : soit que le premier consul se souvînt encore du singulier accueil que Moreau avait fait à ses projets lors de l'ouverture de la campagne, soit qu'il s'exagérât les difficultés que ce général rencontrerait sur l'Inn, il trouva plus convenable de lui laisser le soin de diriger ses opérations selon les circonstances, et se borna à lui recommander de prendre l'offensive, et de pousser l'ennemi dans la vallée du Danube, avec toute la vigueur possible. Quant à l'armée d'Italie, son projet consistait à lui faire passer l'Adige au-dessus de Vérone, en même temps que le corps des Grisons, sous Macdonald, déboucherait vers les sources de ce fleuve ; on se flattait de forcer ainsi les Autrichiens à quitter le Tyrol, en les menaçant de les enfermer dans la vallée principale, où ils ne pourraient plus rester sans danger.

Malgré l'air de ressemblance que ce projet peut avoir avec celui du Directoire, on voit néanmoins qu'au fond ils différaient essentiellement : loin de faire, comme dans la campagne précédente, un accessoire de la vallée du Danube, ce point capital était occupé aujourd'hui par une armée de 100,000 hommes, aux ordres de Moreau. Le corps des Grisons, sous Macdonald, jouait aussi un rôle bien différent de celui de Masséna en 1799. Au lieu de constituer la partie essentielle, et d'agir indépendant des deux grandes armées, il devait par une marche concentrique se rallier à celle d'Italie, en former la gauche, garder l'embranchement des vallées de l'Adige et de la Drave, enfin couvrir la marche de l'armée de Brune, que Bonaparte voulait conduire en personne par les Alpes noriques sur Vienne, comme il l'avait fait en 1797.

Pour assurer l'exécution de cette entreprise, le premier consul résolut d'y employer aussi le corps réuni au camp d'Amiens, sous les ordres de Murat, devenu disponible depuis le départ de l'expédition anglaise pour Cadix. Pendant que ces troupes fileraient vers l'Italie, Brune et Macdonald opéreraient leur jonction sur la Brenta ou la Piave, et l'armée reposée quelque temps dans ces positions, marcherait au mois de mars sur Vienne.

Ce plan d'opérations, dont l'audace surpassait peut-être l'habileté, avait l'inconvénient de ne compter pour rien les distances et les difficultés du pays qu'il s'agissait de parcourir. La petite armée de Macdonald surtout, avait à franchir la masse entière des Alpes rhétiennes, dans une saison où les habitants même de ces âpres montagnes les abandonnent en foule, pour chercher dans les contrées voisines une subsistance et un abri qu'ils ne peuvent plus trouver au milieu d'immenses amas de neige. Loin qu'il y eût une nécessité absolue à braver tant d'obstacles, on pourrait mettre en question, s'il n'eût pas été plus convenable de réunir les corps de Murat, d'Augereau et de Macdonald à l'armée de Moreau, et de marcher avec 180,000 hommes par la Bavière sur Vienne, en laissant à Brune la tâche d'opérer selon les circonstances sur le Mincio, et de s'avancer à hauteur de l'armée principale, dès que ses progrès auraient entraîné l'évacuation du Tyrol. C'eût été opérer d'après le système qui a dicté nos observations sur la campagne de 1796, et que Napoléon lui-même appliqua avec tant de succès en 1805.

Le premier consul ne se dissimulait point l'avantage d'une telle opération, puisqu'il avait eu l'idée de la tenter dès le mois de mars : ses démêlés avec Moreau, qui l'y firent renoncer à cette

(1) Voyez chapitre LXXXIII, tome III.

époque, le déterminèrent, selon toute apparence, à donner de nouveau une autre direction à ses efforts, et à porter les corps de Macdonald et de Murat sur l'Italie.

Le passage du Saint-Bernard n'avait fait qu'accroître son mépris pour les difficultés; il ordonna donc celui du Splugen au mois de décembre, sans égard à la différence des localités et des saisons. Si les légions romaines avaient franchi au troisième siècle les Alpes valaisanes, pendant l'hiver : si Bernadotte et Delmas avaient traversé le mont Cenis au mois de janvier 1797; ces deux opérations exécutées sans matériel, par des troupes marchant à volonté dans l'intérieur de leur ligne, et pouvant à leur gré choisir le moment convenable au passage, n'étaient pas comparables à l'entreprise de Macdonald, formée à proximité de l'ennemi, avec des parcs d'artillerie, et dans des contrées beaucoup plus sauvages. Au surplus, l'invasion des États héréditaires par la Carinthie, qui motiva ce passage, ne fut exécutée qu'à moitié; les victoires rapides et décisives du général Moreau, de Hohenlinden à Steyer, en rendirent le dernier acte inutile, comme on le verra plus loin.

Les premières instructions données à Macdonald, à l'instant où il se porta sur le Vorarlberg, lui assignaient la tâche de s'emparer du Tyrol, afin de lier l'armée du Rhin avec celle d'Italie, et de les seconder toutes deux. Ce général, ignorant encore les changements projetés à cette première destination, reçut vers la fin d'octobre, l'ordre de détacher dans la Valteline la division Baraguey-d'Hilliers, forte d'environ 3,700 hommes, et appelée à relever celle de Rochambeau, qui formait la gauche de l'armée d'Italie. On ignore la cause qui détermina Bonaparte à ce mouvement partiel, au lieu d'ordonner dès lors la marche de toute l'armée de réserve, sans attendre que la saison des grandes neiges la rendît à peu près impossible. La crainte de démasquer trop tôt son projet, et de dégarnir la droite de Moreau dans un moment peu opportun, empêcha sans doute le premier consul de détacher à cette époque tout le corps des Grisons sur la Valteline, où il eût été mieux à portée d'agir au premier signal.

Quoi qu'il en soit, Macdonald, justement inquiet du double rôle auquel on le destinait avec un corps déjà inférieur à ceux de Hiller et de Wukassowich, et qu'on venait encore d'affaiblir de sa meilleure division, ne voyait pas approcher sans effroi l'instant où il se trouverait entouré par les neiges, dans les antres de l'Engadine et des Grisons, exposé à périr de faim pendant l'hiver, ou à être forcé de rétrograder sur l'Helvétie.

Il était embarrassé d'ailleurs de choisir une direction qui remplît les vues du consul. Toutes les reconnaissances s'accordaient à faire envisager une marche par les monts Septimer et Albula, sur l'Inn et Martinsbruck, comme très-scabreuse (1). Outre cela, ce chemin menant droit à l'armée du Rhin, aurait fait tourner le dos à elle d'Italie, avec laquelle on avait ordre d'entretenir la communication.

On pouvait aller au but de deux autres manières : 1° en s'emparant de ces mêmes chaînes de l'Albula, pour remonter par Zernetz vers le col de Tschirfs que Dessoles avait si heureusement franchi dans sa retraite en 1799, puis descendre par Glurns sur la vallée de l'Adige : 2° en remontant aux sources du Rhin vers Splugen, pour descendre en Valteline; ce qui eût séparé entièrement de l'armée du Rhin, et pouvait devenir impraticable d'un moment à l'autre par l'abondance des neiges.

La marche sur Glurns, plus centrale, était donc celle qui eût mieux rempli le double but assigné à Macdonald; mais il n'était guère possible d'y conduire un corps aussi considérable avec de l'artillerie, surtout en hiver. Les énormes masses du mont Gallo et du Braglio, étaient inaccessibles; d'ailleurs on eût donné au centre du Tyrol contre toutes les forces que les Autrichiens destinaient à la défense de cette vaste forteresse, et à une trop grande distance des deux armées qu'on était appelé à seconder, pour en attendre aucun appui.

Macdonald jugea indispensable de représenter au consul tous les malheurs qu'il redoutait, et lui dépêcha à cet effet le général Mathieu Dumas, son chef d'état-major. Personne, mieux que lui, ne pouvait remplir cette mission délicate et importante; le Tite-Live français était capable de bien saisir les vues du chef de l'État, et de revenir ensuite contribuer à leur exécution. Il rendit un

(1) Voyez la carte en quatre feuilles, annoncée avec l'atlas.

compte exact de la situation où l'armée des Grisons allait se trouver à la reprise des hostilités. Bien qu'il ne lui restât que 10,000 hommes, c'en était assez pour mourir de faim dans ce pays pauvre et épuisé; il ne lui paraissait pas moins impossible de former la moindre entreprise contre l'ennemi, à la tête des vallées de l'Inn et de l'Adige, que de se jeter en Italie, dont les glaciers du Rhin fermaient l'accès. Enfin, il sollicita des renforts promis, des secours indispensables, et de nouveaux ordres sur la double coopération qui lui était imposée.

Bonaparte, après avoir écouté attentivement l'exposé de cet officier, l'interrogea sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller du côté de l'Allemagne, et des divisions Laudon, Dédowich et Wukassowich, qui couvraient l'Italie. Embrassant ensuite d'un coup d'œil cette masse des grandes Alpes entre le Rhin et l'Adige, le consul analysa les différentes hypothèses que ce vaste théâtre présentait à ses combinaisons, puis il ajouta : « Nous enlèverons, sans combattre, » cette immense forteresse du Tyrol; il faut ma» nœuvrer sur les flancs des Autrichiens, menacer » leur dernier point de retraite; ils évacueront » sur-le-champ toutes les hautes vallées. Je ne » changerai rien à mes dispositions : retournez » promptement, je vais rompre l'armistice; *dites » à Macdonald qu'une armée passe toujours et en » toute saison, partout où deux hommes peuvent » poser le pied*. Il faut que, quinze jours après la » reprise des hostilités, l'armée des Grisons se » trouve aux sources de l'Adda, de l'Oglio et de » l'Adige; qu'elle ait tiré des coups de fusil sur le » mont Tonal, qui les sépare; enfin qu'arrivant » à Trente, elle forme la gauche de l'armée d'Ita» lie, et manœuvre de concert avec elle sur les » derrières de Bellegarde. Je saurai porter à temps » des renforts où ils seront nécessaires : ce n'est » pas sur la force numérique d'une armée, mais » bien sur le but et l'importance de l'opération » que je mesure celle du commandement. »

Pendant que Bonaparte méditait ainsi les moyens de dicter la paix à l'Autriche, celle-ci ne restait pas inactive. L'apparition de l'Empereur à son armée de l'Inn, n'avait rempli que bien imparfaitement le but que ce prince s'était proposé. Des revues insignifiantes, et quelques déplacements de généraux, en avaient été l'unique résultat. A quoi servait en effet, d'éloigner du commandement des officiers éprouvés, pour y substituer des hommes qui n'avaient acquis encore aucun titre à la confiance des troupes? Le chef que réclamaient également et l'armée et la voix publique, était l'archiduc Charles, que de basses jalousies tenaient éloigné du commandement. Le conseil aulique, sentant la nécessité de ménager l'opinion, tout en donnant des gages de ses dispositions pacifiques, lui avait conféré le titre pompeux de généralissime, et l'impératrice venait de lui envoyer un casque d'une richesse qui contrastait autant avec la simplicité de ce prince, qu'avec ses vertus militaires. Mais on s'en tint là, le vainqueur de Stockach resta confiné à Prague, et son frère, l'archiduc Jean, eut la tâche difficile de sauver l'Empire.

Ce jeune prince, quoique très-instruit, n'avait pas la même expérience des combats que Kray, et ne le surpassait certes, ni en énergie ni en courage. Le général Chasteler, qui avait échangé la direction de l'état-major contre un commandement en Tyrol, ne voyait dans le général Lauer, qu'un successeur capable de le faire regretter. A la vérité, le colonel Weyrother, se retrouvait encore ici comme la principale cheville ouvrière, sur laquelle reposaient toutes les espérances des faiseurs de projets; il était revêtu du titre de quartier maître général.

Le séjour de 100,000 Français dans la Bavière, déjà épuisée par plusieurs campagnes, et à une époque où l'on prétendait tirer des ressources de la guerre, plutôt que de la considérer comme un sacrifice, avait répandu dans ce pays la désolation et la misère. Malgré les secours tirés de Souabe, il n'en était pas moins vrai que les charges imposées aux États de l'électeur, semblaient insupportables, car la moitié occupée par les Autrichiens dans le haut Palatinat et l'Innviertel, n'était guère plus ménagée que la partie conquise.

Ainsi ce prince payait cher les faibles subsides reçus de l'Angleterre, en échange des 12,000 Bavarois qu'il sacrifiait aux intérêts les plus étrangers, et cette politique semblait difficile à expliquer, après le traité qui le liait à la Russie. Cependant, loin de dévier du rôle auquel il s'était

condamné, il venait encore de conclure une convention à Amberg, le 15 juillet, avec Wickam, pour mettre le reste de ses troupes à la solde anglaise, en comprenant le corps du haut Palatinat dans le premier traité du 16 mars.

A ce renfort de 5,000 hommes, il faut ajouter les 18,000 Autrichiens devenus disponibles par la remise des places d'Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt; plus, 12 à 15,000 recrues arrivées des dépôts, un corps de nageurs et un équipage de flottille organisés par le commissaire anglais, quelques Wurtembergeois, enfin le faible corps de Condé entré en ligne depuis l'armistice. D'un autre côté, il est vrai de dire que les fatigues, les maladies et la désertion, avaient occasionné des diminutions sensibles dans les régiments. Toutefois, l'armée impériale, alors portée de 110 à 120,000 combattants, occupait les positions suivantes :

La droite, renforcée d'une partie des garnisons évacuées, tenait Ratisbonne et le Palatinat; on la comptait à 27,000 hommes avec les palatins et les corps de Simbschen et de Klénau.

La gauche, où le corps du Tyrol allemand, était de 18,000, sous le général Hiller.

L'armée principale, de 60 à 65,000 combattants, tenait la ligne de l'Inn, depuis Braunau à à Rosenheim, outre 9,000 hommes de garnison à Braunau et dans les têtes de pont de Mühldorf, Wasserbourg et Rosenheim. Dans ces forces on ne comprend pas la légion des milices de Bohême, organisée par l'archiduc Charles, ni les chasseurs tyroliens dont le nombre, en cas d'invasion, s'élevait à plusieurs mille.

Si le conseil aulique se déterminait à garder la défensive, il n'existait pas de ligne plus heureusement disposée pour appliquer ce système, que celle de l'Inn. Cette rivière qui ne le cède point au Rhin pour l'impétuosité ou le volume de ses eaux, coule jusqu'à Kufstein entre des rochers inabordables, et ce fort se trouvait en bon état. De là l'Inn roule ses flots jusqu'à Mühldorf, dans un lit assez profondément encaissé dont l'escarpe n'est accessible que sur un petit nombre de points bien connus, et qu'on avait armés de batteries retranchées. Cette formidable courtine, appuyant la droite à la place de Braunau, et la gauche au fort de Kufstein, se trouve flanqué par deux immenses bastions, également menaçants pour l'ennemi qui oserait s'engager de front dans le rentrant. L'un est le Tyrol, avec ses montagnes inaccessibles et sa population guerrière; l'autre est formé par la Bohême et la chaîne du Bohmer-Wald, qui longe le Danube de Linz à Straubing, puis contourne ensuite vers Egra.

Poursuivre vers cette courtine une armée déjà vaincue et mal disposée, serait une chose faisable; mais y assaillir une armée en position préparée depuis cinq mois, n'était pas de ces entreprises qu'on pût tenter impunément; il fallait qu'un succès complet en couronnât l'audace, ou s'attendre à de cruels revers. Si, pour en diminuer les chances funestes, on voulait agir contre les deux bastions, afin de dégager, au préalable, ses flancs, c'était encore une opération pleine de difficultés et de dangers. On ne pénètre en Tyrol que par Kufstein, Reuty et Scharnitz, où des forts construits en maçonnerie barrent les routes; le passage de Leutasch, quoique secondaire, est également à l'abri. Dans la supposition même que l'un ou l'autre de ces points fût forcé, il y aurait eu encore de la témérité à porter une armée considérable sur Innsbruck, en laissant derrière soi la grande armée ennemie prête à déboucher de l'Inn, par ses trois têtes de pont.

La même difficulté existait pour agir contre la Bohême : bien que les défilés de Cham, de Waldmünchen ou de Hayd, ne fussent pas défendus par des ouvrages, il fallait y forcer 25,000 hommes, séparer à cet effet son armée en deux par le Danube, et en laisser la moitié exposée aux inconvénients d'une attaque de la part de l'armée principale des Autrichiens.

Quelques-uns de leurs généraux, frappés de ces considérations, étaient d'avis d'attendre Moreau derrière la barrière de l'Inn, et de le contraindre à attaquer l'armée impériale avec cette foule de chances contre lui. D'autres alléguèrent les désavantages d'une défense entièrement passive, et demandaient à prévenir les Français. « Quelle que » soit la force d'une ligne, disaient-ils, l'ennemi » parvient toujours à vous donner le change, et » en vous occupant partout il finit par trouver un » point faible pour y frapper à l'improviste. Les

» succès des Français depuis huit ans, prouvaient » du reste la justesse de ces assertions. »

Ce dernier avis prévalut donc, et, il faut l'avouer, quoique l'expérience de Frédéric et de Napoléon ait démontré toute la supériorité de l'initiative, et l'ait même fait passer en principe, jamais circonstances n'avaient été plus fortes pour en dévier, que celles où se trouvait l'armée impériale. Les avantages défensifs qu'elle avait derrière l'Inn, lui eussent peut-être fait un devoir d'y attendre une attaque, jusqu'à ce qu'un premier succès, remporté sur l'ennemi, lui permît de changer de rôle, et de tomber sur lui à son tour.

Cependant, si la tournure des événements démontra qu'il ne suffit pas de prendre l'initiative pour vaincre, on ne saurait en conclure que les projets offensifs de l'état-major autrichien fussent dénués de mérite. Le plan primitif était bon; on en dévia dès la première marche, pour en substituer un autre dont les fautes d'exécution furent au-dessous de toute critique : or, avant de condamner la résolution d'agir offensivement, il faudrait savoir ce qui serait résulté d'un plan d'agression mieux conduit.

Pour apprécier celui dont nous allons rendre compte, il est indispensable que nos lecteurs se retracent la nature du pays qui devait en être le théâtre. L'espace entre l'Iser et l'Inn, est coupé de monticules très-boisés, où l'on ne trouve qu'un petit nombre de chemins praticables et beaucoup de ruisseaux fangeux. Attaquer le front des Français, c'était s'exposer à une guerre de chicane sans résultats, pour déboucher en dernière analyse des défilés sur un très-beau champ de bataille où l'ennemi bien préparé et orienté depuis quatre mois, assaillirait avec un énorme avantage une armée décousue.

Pour éviter ces inconvénients, il ne restait qu'à opérer un grand mouvement sur une des extrémités, en choisissant la plus convenable; mais il fallait pour cela des routes latérales ou parallèles à la ligne d'opérations. La chose était presque impossible contre la droite, tous les chemins allant vers le centre du Tyrol, et aucun ne longeant sa circonférence : il n'existait que la route de Rosenheim à Munich, qui conduisait sur le centre de l'armée française et non sur une de ses ailes.

La position des corps de Simbschen, de Klénau et de l'électeur de Bavière entre Ratisbonne et Amberg, conviait, au contraire, à tenter un effort contre la gauche des Français. L'armée principale, en opérant par sa droite, pouvait se lier vers Landshut avec ces corps nombreux, et présenter 80,000 hommes sur l'extrême gauche et les communications de son adversaire. A la vérité, les contrées marécageuses de Freysing et de Mosburg s'étendant jusqu'à Munich, ne laissaient pas que d'offrir de grandes difficultés : toutefois, ces marais pouvaient être tournés, et les hauteurs de Dachau qui en forment comme la clef du côté de la France, étant une fois gagnées, l'armée républicaine eût été elle-même fort embarrassée dans les marécages de l'Iser.

Si Moreau persistait à rester au débouché des forêts de Hohenlinden, l'armée autrichienne, une fois concentrée à Landshut, avait encore la faculté, ou de manœuvrer au loin sur Dachau, ou de se rabattre plus directement sur l'ennemi par Erding. Dans l'un et l'autre mouvement, elle laissait à découvert sa ligne de retraite directe sur l'Inn; mais quoiqu'il n'eût pas été absolument impossible de regagner Braunau en cas d'échec, l'abandon de cette ligne était sans inconvénient, puisqu'il restait celle de Ratisbonne et de la Bohême; et qu'en établissant une masse aussi considérable sur le flanc des Français, il ne leur eût guère été possible de passer l'Inn. A la vérité, Napoléon, en 1809, dans une situation pareille, ne fut pas arrêté par une telle position; mais l'armée de l'archiduc Charles, coupée en deux à Abensberg et Eckmühl, n'était pas dans l'attitude que nous supposons à celle de l'archiduc Jean en 1800. Encore n'est-il pas bien avéré que, malgré les échecs essuyés sous Ratisbonne, le premier de ces princes n'eût pas été en état de manœuvrer sur les communications des Français, de manière à les faire repentir de leur course sur Vienne.

L'état-major autrichien saisit assez bien ces diverses combinaisons; un premier projet décida que Klénau déboucherait de Ratisbonne avec le corps du Palatinat, tandis que Kienmayer, avec 20,000 hommes, se dirigerait sur Landshut pour se réunir à lui, et que l'armée principale marcherait en échelons par Erding vers Freysing. Ces points atteints, la seconde partie du plan consis-

tait à faire un changement de front total, pour gagner Dachau par la droite, en tenant la gauche refusée, et se bornant à des démonstrations vers Erding.

Ce projet, qui fut, dit-on, celui de Weyrother, était combiné sur de bons principes, puisqu'il portait l'effort sur l'extrémité de l'ennemi, qui offrait le plus de prise. On lui a reproché d'exposer l'armée impériale à la nécessité de combattre avec le Danube à dos; mais comme il s'agissait, avant de livrer bataille, de joindre Klénau à la hauteur de Landshut, il y avait loin de là au fleuve; et une bataille livrée dans cette contrée n'avait rien de dangereux, dès qu'on avait la certitude d'une retraite sur Ratisbonne. Il ne fallait, pour se promettre la réussite de ce plan, que l'exécuter avec vigueur et impétuosité, puis assurer les arrivages de subsistances de la Bohême par Ratisbonne; car on devait renoncer à l'idée de diriger des convois de Mühldorf et de Braunau sur Landshut, par de très-mauvais chemins, et en défilant parallèlement à la ligne de l'ennemi.

Pendant que l'armée impériale se préparait ainsi à l'offensive, Moreau avait passé six semaines à Paris, où il venait de contracter un mariage dont l'influence se fit sentir sur tout le reste de sa vie. Il arriva à son quartier général de Munich peu de jours avant le terme fixé pour la rupture. Son armée s'était reposée comme celle des Autrichiens; mais loin de son pays, elle n'avait pas été entièrement à l'abri de la pénurie dans des cantonnements resserrés. Il la trouva très-bien disposée par le général Dessoles, et prête à tout événement. Les rassemblements indiqués autour de Munich, permettaient de la porter sur l'Inn ou d'attendre l'ennemi sur des points bien reconnus. L'absence du général en chef et le repos de l'armistice n'avaient pas ralenti le zèle de son chef d'état-major. Dessoles avait eu tout le temps, durant ces quatre mois, de calculer le petit nombre d'hypothèses que présentait la situation respective des deux partis. Éclairé par les renseignements précieux d'un jeune ingénieur bavarois, il ne se dissimulait point tout ce que la position de l'Inn avait d'effrayant pour l'audacieux agresseur qui la heurterait de front. Dès lors la seule opération à entreprendre était de chercher à faire sortir l'ennemi de ce refuge inexpugnable, pour l'attirer dans le coupe-gorge de la forêt d'Ebersberg et des marécages de l'Iser, où on le combattrait avec de grandes chances de succès. Le chef d'état-major en fit la proposition au général en chef dès le jour de son arrivée; il l'engagea à tenter quelques démonstrations en s'avançant vers l'Inn, pour revenir ensuite sur ses pas, et encourager l'ennemi par cette feinte timidité, à venir combattre sur le point où l'on serait presque certain de le vaincre: ce plan était trop sage pour ne pas être goûté.

A cette époque l'armée française occupait les positions suivantes :

Le général Sainte-Suzanne, avec son corps de flanqueurs, cantonnait aux environs de Ratisbonne, la division Souham tenant cette ville, et observant les Autrichiens à Stadtamhof; les divisions Collaud et Laborde se trouvaient entre Ingolstadt et l'Iser. Le centre et les réserves se rassemblèrent entre Munich et Haag (1). La droite, sous Lecourbe, couvrait la route de Rosenheim avec deux de ses divisions: la troisième, formant potence, observait les débouchés du Tyrol; cette tâche délicate pour la sûreté des communications, avait été jusque-là facilitée par la position du corps de Macdonald dans les Grisons et le Vorarlberg; mais la nouvelle destination qui l'appelait en Italie, allait laisser le général Molitor aux prises avec les forces supérieures des généraux Hiller, Auffenberg et Jellachich.

L'armée française n'avait reçu durant l'armistice qu'un petit nombre de renforts ou de recrues; mais dans la situation des affaires, du côté du haut Palatinat, il fut heureux pour elle que l'arrivée des divisions gallo-bataves sur le Mein, dégageât

(1) L'armée était toujours composée, à peu de chose près, comme on l'a vu au tableau annexé au chapitre CIII.

Droite. Divisions Gudin et Montrichard; Molitor en flanqueurs.

Centre. Divisions Decaen, Richepanse, Grouchy ou Grandjean.

Gauche. Divisions Ney, Bastoul (commandée provisoirement par Hardy) et Legrand.

Souham et Collaud flanquaient la gauche vers Ratisbonne.

son flanc gauche, menacé par le rassemblement considérable que l'ennemi y avait fait.

Cette petite armée, dont nous avons déjà annoncé l'arrivée vers Aschaffenbourg, se composait d'une division hollandaise, commandée par Dumonceau, et de deux faibles divisions françaises sous Duhesme et Barbou; le tout ne comptant pas plus de 16 à 18,000 hommes. Il était possible qu'elle eût affaire à toutes les forces de l'électeur de Bavière et des généraux Simbschen et Klénau, ou bien il pouvait arriver aussi que celles-ci fussent dirigées contre Moreau, et qu'Augereau ne trouvât devant lui que de faibles détachements. Dans l'un et l'autre cas, il convenait que l'armée gallo-batave se rapprochât de la rive gauche du Danube, non-seulement pour priver l'ennemi de l'avantage de manœuvrer alternativement contre elle et contre Moreau, mais encore pour relever la gauche de ce dernier, et lui permettre de réunir ses forces lorsqu'il s'agirait de porter les grands coups.

Augereau ayant dénoncé l'armistice quatre jours plus tôt que ses collègues, se mit donc le premier en mouvement; il avait à franchir la forêt de Spessart, à occuper Wurtzbourg, et à gagner par Nuremberg la position de Ratisbonne, avant de se trouver en ligne avec Moreau. Cette marche, à peu près semblable à celle de Jourdan en 1796, différait néanmoins en plusieurs points essentiels. Dans cette première occasion elle était exécutée par une armée entière, sur la réunion de laquelle reposait tout le succès de la campagne : en 1800, au contraire, elle n'était qu'un accessoire; car 100,000 Français massés entre le Danube et le Tyrol, pouvait agir indépendamment d'elle, et ce n'était, à bien parler, qu'une forte division de flanqueurs de l'armée du Rhin. On ne formait donc point une ligne d'opérations double, dont chaque partie, indépendante dans la direction générale, eût été néanmoins subordonnée aux succès de l'autre; ainsi, le principe fondamental de la guerre ne fut point violé comme en 1796.

Le général Augereau n'éprouva qu'une faible résistance dans ses premiers pas offensifs, bien que les corps de Simbschen, de Szenkeresty et d'Albini fussent à peu près de force à lutter contre lui. A la vérité, le dernier, pour en imposer à son avant-garde et se procurer à lui-même plus de sécurité pour ses positions, fit attaquer, le 24 novembre, le pont d'Aschaffenbourg; mais ses troupes, vigoureusement chargées par les hussards bataves, se replièrent sur Fulde.

L'armée ayant levé ses cantonnements, les deux divisions françaises vinrent passer le Mein à Triffenstein, et se dirigèrent sur Schweinfurth. Dumonceau conduisit les Bataves à Wurtzbourg, le général autrichien qui y commandait remit la ville par convention, et se réfugia dans le fort qui fut aussitôt investi.

Duhesme et Barbou, maîtres de Schweinfurth, s'étant portés sur Closter et Bourg-Ebrach, rencontrèrent, le 3 décembre, le gros du corps de Simbschen sur les hauteurs de ce dernier endroit. Duhesme réussit à déloger les Autrichiens du bourg et de la première hauteur; mais ceux-ci, ralliés et renforcés sur la seconde, y bravaient tous ses efforts, sous la protection d'une batterie nombreuse et bien disposée. Augereau détacha quelques bataillons et trois escadrons pour tourner leur flanc gauche; Treillard dut porter sa cavalerie légère sur la route de Bamberg, en même temps que l'adjudant général Deverine les assaillirait de front. Ce dernier, entraîné par sa valeur, se jeta avec un peu trop de précipitation sur les rangs ennemis, où il trouva la mort; mais les Autrichiens, ébranlés par son attaque et menacés sur leurs flancs, gagnèrent Pommersfeld en bon ordre, grâce à la supériorité de leurs escadrons.

La petite armée gallo-batave s'établit alors derrière la Regnitz, pour attendre la chute de la citadelle de Wurtzbourg et le retour de la division Dumonceau, qui avait commencé à l'assiéger en règle.

Dans ces entrefaites, des opérations plus importantes avaient lieu sur les bords de la Vils et de l'Iser. L'armée impériale, empressée d'exécuter le projet de marche sur Landshut, dont nous avons parlé, s'était ébranlé, à cet effet, le 27 novembre, des bords de l'Inn. Les pluies abondantes qui tombaient depuis plusieurs jours, avaient rendu déjà très-pénibles les marches préparatoires nécessaires pour tirer les troupes de leurs cantonnements et les réunir aux différents points de départ.

L'aile droite, sous Kienmayer, concentrée

sur la route de Vilsbibourg, à la limite de la ligne de démarcation, devait la franchir, le 28, au point du jour, et se jeter sans délais par ce bourg sur Landshut; elle avait ordre d'y forcer le passage de l'Iser, puis de se diriger à grandes marches sur Freysing et Munich, ou, pour mieux dire, sur les hauteurs de Dachau, objet principal qu'on se proposait d'atteindre. Le corps de bataille soutiendrait cette opération offensive, et se lierait immédiatement à la droite. Klénau, débouchant de Ratisbonne, viendrait s'y rallier par Eckmühl.

Le 28 et le 29 novembre, l'armée impériale marcha en effet sur Eggenfeld, Massing et Neumarck : l'avant-garde poussa jusqu'à Landshut; la pluie continuant à tomber par torrents, on s'aperçut un peu tard que les routes secondaires sur lesquelles on cheminait, étaient entièrement défoncées, et qu'il serait impossible de faire défiler de lourds magasins et de longs convois, en quelque sorte sous le canon d'une grande armée. L'archiduc Jean, informé d'ailleurs à Neumarck, que les Français s'avançaient par Haag vers Ampfing et Mühldorf, craignit de continuer son opération offensive sur Dachau : ses conseillers déjà effrayés des suites d'un plan bien conçu, mais mal préparé, le décidèrent à y renoncer et à préférer les chances d'une bataille sur la route directe de Munich. On ne saurait dissimuler que la continuation d'une marche sur Landshut, en tournant pour ainsi dire le dos aux Français, n'offrît de grands inconvénients dès que tout n'était pas prévu d'avance pour baser sur Ratisbonne la ligne future de retraite et d'approvisionnements.

Les généraux autrichiens reconnaissant enfin leur manque de prévoyance, crurent y remédier par un changement subit de direction : ils résolurent de se rabattre, le 30 novembre, sur leur gauche, vers Ampfing et Dorfen. Cette marche exécutée par de mauvais chemins vicinaux à travers des terrains difficiles, acheva d'abîmer l'armée avant d'avoir combattu.

Moreau, de son côté, avait été mieux avisé. Ses troupes disposées de bonne heure entre la forêt d'Ebersberg et Munich, y étaient reposées et prêtes à tous les assauts. Lecourbe, dont la droite masquait toujours les issues du Tyrol, n'avait conservé avec lui que trois brigades qui couvraient, vers Helfendorf, la route de Rosenheim. La division Decaen, du centre tenait Ebersberg et la route de Wasserbourg; celles de Richepanse et de Grouchy étaient en réserve. Les trois divisions de la gauche, sous Grenier, s'étendaient entre le chemin de Hohenlinden et Harthof; Durosnel éclairait la route de Vilsbibourg. Enfin le corps de Sainte-Suzanne couvrait le débouché de Ratisbonne, contre celui de Klénau. La division Colland en fut détachée à la nouvelle des mouvements ennemis, du côté de Landshut, et Souham resta seul sur l'Altmühl (1).

Moreau avait intérêt à s'avancer aussi près que possible de l'Inn, soit que les projets de ses adversaires fussent simplement défensifs, soit qu'ils voulussent entreprendre quelque chose contre lui. Maître des plateaux de Haag, il pourrait à son aise voir dessiner leurs mouvements, leur disputer ensuite les défilés, et les attendre enfin dans la plaine d'Anzing.

Par un hasard extraordinaire, le général français n'avait rien appris du mouvement de l'armée ennemie vers Landshut, mais il avait la nouvelle vague de quelques rassemblements du côté de Mühldorf, ce qui le décida à pousser de fortes reconnaissances devant lui. Le 30, la droite fit occuper Rosenheim; Decaen s'avança à Aibling; Richepanse refoula les postes autrichiens jusque dans la tête de pont de Wasserbourg; Grandjean s'établit à Haag. La gauche, sous Grenier, porta la division Ney vers Haun sur la route d'Ampfing, et celle de Legrand, de Dorfen sur Kirchbrunn, Hardy suivait en réserve avec la division Bastoul. D'après ce que nous venons de dire des mouvements autrichiens, on voit que cette aile devait donner contre le gros de leurs forces, opérant alors la contre-marche dont nous avons parlé.

L'état des chemins, la nature des défilés et la résistance des Impériaux, ne permirent pas à Legrand de pousser au delà de Werth, en sorte que Grenier, crainte d'en être séparé, dut faire entrer en ligne la division de réserve sous le général Hardy, pour la lier avec Ney.

(1) On peut suivre ces opérations sur la carte en quatre feuilles, et voir, pour la bataille, le plan spécial sous le n° 33.

Moreau qui se trouvait à la gauche, reconnut un camp d'environ 15,000 Autrichiens sur les hauteurs entre Haun et Ampfing; il ignorait que, dans le même instant, l'archiduc Jean fût en pleine marche de Neumarck sur Ampfing. Mais l'idée que son armée venait de Mühldorf où on la supposait, détermina le général en chef à appeler la division Grandjean sur la route de cette ville, pour être plus à même de soutenir Ney. Grenier, instruit dans la nuit de l'apparition d'un corps autrichien à Landshut, et de sa marche vers Dorfen, y renvoya en toute hâte une brigade de la division Legrand, pour couvrir le flanc gauche et la ligne de retraite.

Le 1er décembre, l'archiduc Jean, parti d'Ampfing, s'avança effectivement sur trois colonnes pour enlever les hauteurs de Haun. La division Ney, disposée en trois échelons, n'était pas de force à se mesurer avec le gros d'une armée : tout ce que ce général avait d'énergie, de coup d'œil et de courage, fut déployé pour soutenir ce choc inégal : il prit même un moment l'offensive, et refoula huit bataillons qui s'avançaient contre son front; mais de fortes colonnes filant sur la gauche des Français, en remontant la Vils vers Dorfen, et l'archiduc se préparant à une attaque sérieuse, Moreau ordonna la retraite. Son projet ne pouvait être d'engager un combat partiel où il aurait sans doute le dessous, et il s'agissait de réunir son armée avant de livrer une bataille décisive. Néanmoins, la réserve de Grenier dut se prolonger à gauche pour favoriser le mouvement de Ney, et Richepanse, quittant Wasserbourg pour revenir sur Albachinq, eut ordre de rabattre la brigade Walther vers Haag, pour appuyer sa droite.

Ces dispositions concentriques étaient sages et furent heureusement exécutées. Toutefois Ney n'opéra pas sa retraite sans peine, la brigade Desperrières qui gardait Aschau se vit forcée, après avoir vaillamment disputé ce poste à la colonne de gauche des Impériaux : la crête du défilé par où Ney devait déboucher sur la route, se trouvait déjà couronnée de tirailleurs ennemis, quand Grenier fit rebrousser chemin au 2e de dragons qui se précipita sur les plus audacieux, et les mena battant jusqu'au gros de leur colonne. Ney, qui disputait le terrain pied à pied aux forces considérables de la colonne du centre, eut ainsi la faculté de rallier sa division à la réserve de l'aile, et de continuer sa marche sur Saxenstetten. Ici la division Grandjean avait fait déployer une de ses brigades, dont les troupes fraîches arrêtèrent l'ennemi, et donnèrent le temps aux autres de filer dans les intervalles, et de se reformer. La retraite continua de concert, en échiquier, jusqu'à la hauteur de Ramsau et à l'embranchement du chemin de Wasserbourg, où Walther prit position à l'entrée de la nuit avec la droite de Richepanse. Ney occupa les hauteurs en avant de Haag, et Grandjean demeura entre Ramsau et Saxenstetten. Legrand, de son côté, avait eu à soutenir un combat des plus rudes sur les hauteurs de Schwindeck; il fallut tout son sang-froid pour empêcher l'ennemi, supérieur, de percer jusqu'à Dorfen.

Le mouvement rétrograde continua le 2 décembre, et l'armée reprit les positions indiquées entre Ebersberg et Harthof. (*Voyez* pl. XXXIII.) La division Legrand appuyait à ce dernier village. Bastoul, qui avait repris le commandement de la division Hardy, tenait Halling et Preissendorf. Ney en avant et à gauche de Hohenlinden, Grouchy avec la division Grandjean à droite de ce village entre la chaussée et le chemin d'Albaching. Richepanse s'était replié par le chemin d'Ebersberg, et Decaen revenant de Grafing et de la vallée de la Glon, se dirigeait vers ce bourg pour l'y rejoindre : enfin Lecourbe laissant un détachement sur la route de Rosenheim, devait rabattre une de ses divisions sur le centre. L'avis tardif des mouvements de l'ennemi dans la direction de Dorfen et de Landshut ayant inspiré quelques craintes pour l'extrême gauche, la division Collaud, tirée du corps de flanqueurs de Sainte-Suzanne, fut dirigée sur Landshut; mais, à la nouvelle de l'occupation de cette ville, on lui donna l'ordre de se porter en toute hâte à Freysing.

Jusque-là, les Autrichiens n'avaient point à se repentir du changement apporté à leur premier plan; la fortune semblait leur sourire, et il faut avouer que si l'excessive fatigue de leurs troupes eût permis de pousser un peu plus vivement Ney et Legrand, dans la journée du 1er, ils eussent pris un ascendant notable sur un adversaire, dont la droite et le centre se trouvaient hors de portée de soutenir l'aile engagée.

Cependant, le demi-succès qu'ils venaient d'obtenir, loin de leur en préparer de nouveaux, les mena à leur perte : ils employèrent la journée du 2, à faire serrer et reposer leurs colonnes un peu allongées par une marche pénible; l'archiduc donna, pour le 3 décembre, des ordres dont la teneur prouve qu'il s'était exagéré ses avantages de la veille.

L'armée devait être formée en 4 divisions principales, non compris l'avant-garde, aux ordres du général Loppert, et deux corps détachés. Kienmayer à la droite, ayant quitté Landshut pour revenir à Dorfen, reçut l'ordre de déboucher avec 12 bataillons et 28 escadrons par Lendorf. La division Baillet-Latour l'appuierait en marchant par Issen et Weyer sur la plaine de Preissendorf. La colonne principale était composée d'une petite avant-garde de 3 bataillons et 10 escadrons, des 8 bataillons de grenadiers autrichiens sous le général Kollowrath, d'une trentaine d'escadrons de réserve aux ordres du prince de Lichtenstein, et en outre du corps auxiliaire bavarois. Elle devait s'enfoncer dans la grande forêt que traverse la chaussée, et gagner par Hohenlinden la plaine d'Ansing, où était le rendez-vous de l'armée. Enfin, la colonne de Riesch, d'une force à peu près égale aux deux premières, et destinée à former la gauche, se porterait par Albaching à Saint-Christophe, d'où elle s'avancerait sur Anzing ou Ebersberg, selon l'événement.

Pour favoriser l'attaque principale, toujours combinée par la droite contre la gauche de Moreau, le général Meczeri dut pousser un gros détachement sur Erding et Schwaben, tandis que Klénau continuerait à filer de Ratisbonne vers Schierling et Landshut. A l'extrémité opposée, le prince de Condé demeura chargé de couvrir Rosenheim avec 5 à 6,000 hommes; une force à peu près pareille occupa les retranchements de Wasserbourg, Mühldorf et Braunau.

Il est nécessaire, pour juger les inconvénients de cette entreprise, de bien se pénétrer des accidents du terrain sur lequel les armées allaient s'entrechoquer; la meilleure description que nous essayerons d'en faire, ne vaudrait pas le simple examen de la *planche* XXXIII.

Quatre longues colonnes, engouffrées dans une immense forêt, où elles n'avaient, pour ainsi dire, aucune communication entre elles, forcées de s'engager isolément contre un ennemi qui pouvait mouvoir ses masses à volonté sur un terrain reconnu de longue date, devaient être perdues dès que le moindre incident viendrait rompre l'ensemble de leur mise en action.

Moreau, soit par une habile préméditation, soit par hasard, prenait dans l'instant même les mesures les plus propres à amener cet incident. Il avait employé, de son côté, la journée du 2 décembre, à faire des dispositions pour resserrer sa ligne, en prescrivant à Lecourbe de se rapprocher de la route d'Ebersberg par un mouvement à gauche, et d'y relever le général Decaen, qui, à son tour appuierait Richepanse. Celui-ci reçut l'ordre de se diriger le 3, de bonne heure, de Saint-Christophe sur Matenpœtt, afin de se saisir de la chaussée de Munich à Haag, de tomber ainsi perpendiculairement sur le flanc de la colonne autrichienne qui suivrait cette grande route, et de la couper en deux (1).

Pour assurer la ruine de cette colonne, Grouchy qui avait pris le commandement de la division Grandjean, dut se porter au-devant d'elle à l'issue de la forêt, à droite de la chaussée; tandis que Ney, parti de Hohenlinden, longerait la gauche de cette grande route et la lisière du bois de Krainacker. Bastoul, formé à gauche de celui-ci, eut la tâche de défendre l'issue du défilé qui mène de Weyer sur Preissendorf. Enfin, Legrand, secondé de la réserve de cavalerie, fut chargé de défendre Harthof et les avenues de Puch. La brigade d'Espagne, poussée en flanqueurs sur Erding, devait

(1) Quelques personnes ont mis en doute que le mouvement de Richepanse eût été prémédité, tel qu'il fut exécuté : « Moreau, disent ces critiques, ne pouvait pas » manœuvrer sur le flanc d'une colonne qui n'était point » encore engagée dans le défilé, et ce qui en a été dit dans » ses rapports, fut imaginé après coup. » Il est vrai que Moreau ne pouvait savoir, le 2, comment l'armée autrichienne marcherait le 3. Mais la chaussée étant la seule route praticable du terrain où l'on avait laissé l'ennemi, le 2 au matin, il était bien certain que sa gauche ou son centre suivrait cette route; et, sans pouvoir préciser les forces qu'on y trouverait, on manœuvrait bien en tombant sur leur flanc.

empêcher les Impériaux de prendre la ligne à revers, jusqu'à ce que l'arrivée de Collaud, attendu de Freysing, dégageât entièrement ce point de leur présence importune.

Il était évident que si rien n'arrêtait l'effet de ces mesures, le corps de bataille conduit par le général Kollowrath, se trouverait assailli de front par Ney et Grouchy, pris à revers par Richepanse, et entouré dans un coupe-gorge où il ne pouvait se mouvoir; dès lors sa destruction était inévitable.

Le 3, le jour commence à poindre; à la pluie battante des jours précédents, succède tout à coup une neige qui tombe à gros flocons; et, comme à la célèbre bataille d'Eylau, l'horizon en est tellement obscurci qu'on se distingue à peine à quelques pas. Les colonnes autrichiennes s'ébranlent à la fois, malgré ces sinistres présages. Merzeri gagne Freysing; Kienmayer s'achemine sur Erding, Lendorf et Puch; Baillet sur Harthof et Preissendorf. A la gauche, Riesch dépasse Albaching, et enfile le chemin de Saint-Christophe. Les mauvaises communications suivies par ces trois colonnes, étant défoncées par les pluies, détrempées ensuite par une neige fondante, permettent à peine d'y traîner quelques pièces légères; les troupes même ont peine à s'en tirer, hommes et chevaux y enfoncent jusqu'aux genoux. La grande colonne de Kollowrath qui suit la chaussée de Munich, quoique partie en même temps que les autres, les devance de beaucoup par la facilité que lui donne cette belle route. Ce général, à la tête de son infanterie, arrive à la sortie du défilé, près de Hohenlinden, vers 9 heures.

La division Grouchy (brigades Grandjean et Boyer), disposée comme on l'a vu, à cette issue, fut bientôt engagée : la 108ᵉ déployée, soutint avec vigueur le choc; les 46ᵉ et 57ᵉ en colonnes d'attaque, la secondèrent à propos; la dernière s'élança sur l'ennemi, qui s'efforçait de tourner le flanc droit en longeant le bois, et de gagner du terrain sur le front pour s'y former. Le général Grandjean se distingua dans cette lutte, dont les suites étaient importantes pour le succès de la bataille.

Au même instant Richepanse, parti d'Ebersberg, dépassait Saint-Christophe, et s'acheminait vers Matenpœtt. Sa division un peu allongée à cause du mauvais chemin qu'elle suivait, se trouva croisée vers le centre par la tête de colonne du général Riesch, qui venait d'Albaching. Richepanse avait passé avec les brigades Walther et Sahuc, et approchait de Matenpœtt, lorsqu'il sut que le général Drouet, séparé par l'attaque des Autrichiens, n'avait pu le suivre. On voit ainsi qu'il s'en fallut d'une demi-heure qu'il ne rencontrât à Saint-Christophe la colonne de Riesch venant d'Albaching, et tout le résultat de la bataille dépendit de cette circonstance impossible à prévoir.

La situation était bizarre et critique; Richepanse venait d'éprouver lui-même, au milieu de sa colonne, ce qu'il devait faire essuyer à la grande colonne ennemie sur la chaussée. Bien qu'il ignorât la force précise et l'emplacement des masses impériales, il était évident qu'il se trouvait enveloppé. Ce brave et habile général n'hésita pas une minute : il comprit que son mouvement, calculé par Moreau, devait avoir une influence notable sur le succès de la bataille; et s'il devait être pris, il valait autant qu'il le fût sur la chaussée au milieu de la grande colonne ennemie, qu'entre le centre et la gauche. D'ailleurs, il était probable que la division Decaen dégagerait Drouet, et viendrait bientôt le secourir lui-même. Richepanse fit donc dire à ce dernier de se maintenir à outrance vers Saint-Christophe, jusqu'à l'arrivée de Decaen, et continua son mouvement pour gagner Matenpœtt, sans s'inquiéter du sort dont il était menacé.

Sa colonne donna ici fort à l'improviste sur une partie de la cavalerie de Lichtenstein, qui avait mis pied à terre, et se reposait tranquillement jusqu'à ce que les grands parcs d'artillerie et les colonnes de Kollowrath eussent dépassé le défilé. On peut juger quelle fut la surprise des Autrichiens, qui, rassurés de ce côté par la marche de Riesch, ne comptaient guère d'y être assaillis de la sorte : ils ne purent défendre longtemps le village, et leurs escadrons repoussés au delà de la chaussée, se formèrent vers Strassmaier, où ils engagèrent une vive canonnade.

C'était peu pour Richepanse d'avoir ainsi rempli une partie de sa mission, dans une situation presque désespérée; il jugea encore qu'il importait d'opérer plus efficacement contre la colonne engagée avec Grouchy, et que, pour cela, il fallait

se rabattre sur elle. Laissant donc au général Walther la tâche de contenir la cavalerie ennemie, il fit tête de colonne à gauche, et se jeta dans le défilé de la chaussée, avec la 48ᵉ seulement et quelques escadrons.

L'alarme avait été bientôt propagée dans l'immense colonne des parcs qui cheminaient vers la maison de chasse ou Ober-Berka; et la canonnade qui se faisait entendre vers Matenpœtt, redoublait la terreur : une brigade de réserve bavaroise fut dirigée en toute hâte au point du danger; mais empêchée dans sa marche par des troupeaux de fuyards, des canons renversés, des chevaux tués, elle ne pouvait arriver sur les braves grenadiers de la 48ᵉ que par pelotons; et dans la disposition morale où le spectacle d'une telle déroute devait placer ces troupes, il était naturel qu'elles combattissent mollement. Elles se jetèrent à la droite de la chaussée dans l'espoir d'entrer en communication avec la colonne de Riesch; mais elles y furent culbutées et dispersées. Deux bataillons de grenadiers autrichiens, revenus sur leurs pas pour dégager l'artillerie, avaient eu le même sort.

Kollowrath, ainsi attaqué à revers, fit quelques tentatives par sa droite pour gagner la lisière du bois, dans l'espoir de se lier avec la colonne de Baillet; malheureusement pour lui, celui-ci était encore bien loin, et, dans le même instant, Moreau prescrivait à Ney et à Grouchy une attaque combinée sur le même point.

Ney, toujours le premier quand il s'agit de fondre sur l'ennemi, le fait avec tant d'impétuosité, qu'il culbute en un clin d'œil tout ce qui se présente devant lui, enlève dix pièces de canon, et fait 1,000 prisonniers. Grouchy, de son côté, accable la gauche de Kollowrath, et s'empare de la lisière du bois qui flanque la route. Dès lors le désordre devint général dans cette colonne; chaque peloton chercha une issue pour se sauver : les Bavarois, pressés de toutes parts, ne purent y réussir; une bonne partie de leurs troupes, après avoir fait d'inutiles efforts pour percer, fut prise partiellement, et plusieurs bataillons autrichiens n'eurent pas un meilleur sort. Quelques-uns parvinrent à s'évader à travers la forêt, dans un désordre facile à imaginer.

Richepanse, continuant sa marche au milieu du parc ennemi abandonné, rencontra enfin les tirailleurs de Ney et de Grouchy. Les vainqueurs purent alors se féliciter de la victoire, et juger leurs trophées : 97 pièces de canon, et 7 à 8,000 prisonniers, étaient restés dans le gouffre où l'imprudence de leurs chefs les avait engagés.

Nous quitterons un moment cette scène de désastre, pour voir ce qui ce passait sur le reste de la ligne.

Le général Grenier, après avoir défendu par de petites avant-gardes les approches de sa position, afin de retarder la marche de l'ennemi, commençait à être pressé par des forces supérieures. La division Legrand tenait tête aux colonnes de Kienmayer, en avant de Harthof; assailli par une masse d'infanterie du côté d'Eyperting, et chargé en même temps sur sa droite par un gros de cavalerie, il lui fallut toute sa bravoure pour se maintenir. Au même instant la division Bastoul, attaquée par Baillet-Latour, défendit avec vigueur les avenues de Preissendorf. Une partie de la division Ney la secondait à droite dans les bois de Krainacker, et la réserve de cette dernière division, dirigée par Grenier lui-même, appuyant à propos les efforts de la droite de Bastoul, réussit à arrêter l'ennemi. La gauche de cette dernière division, et la droite de celle de Legrand, avaient essuyé d'aussi rudes assauts entre Harthof et Datting. Cependant, la brigade Bonnet culbuta une colonne autrichienne sur Isen, et lui fit bon nombre de prisonniers. Cet événement arriva fort à propos, car Baillet-Latour, maître des hauteurs de Datting, et redoublant ses efforts contre le centre de Bastoul, était au moment de l'enfoncer. A la vérité, Grenier venait aussi de le faire soutenir par les grenadiers réunis de Ney et la cavalerie de d'Hauponlt. Tant d'ensemble décida du succès; Bonnet se rabattant à droite, tomba sur le flanc de Baillet, tandis que la brigade Joba, demeurée jusque là en réserve, se portait contre sa gauche. Cet effort eut d'autant plus de succès que les Autrichiens venaient de recevoir l'ordre de la retraite. Ainsi menacés, ils regagnèrent en toute hâte les défilés de Weyer et de Lendorf, en abandonnant des canons et des prisonniers.

On a blâmé l'archiduc Jean, d'avoir donné l'ordre de cette retraite, au lieu de prescrire à Kienmayer et à Baillet de redoubler de vigueur, pour se venger

sur la gauche de Moreau, de la perte qu'il venait d'essuyer à son corps de bataille. Cette opération, quoique très-convenable, étant exécutée trop tard, ne pouvait plus rétablir les affaires; car, si l'on réfléchit que Moreau ayant alors sous la main les troupes de Ney et de Grouchy, pouvait les rabattre sur Krainacker, on se persuadera qu'il eût été difficile au général autrichien d'entamer sérieusement Grenier.

A la droite des Français, nous avons laissé le général Drouet, coupé de la division Richepanse, et luttant seul contre les colonnes de Riesch sur la hauteur de Saint-Christophe. Ce village avait été cédé aux Autrichiens, qui s'étendirent par leur gauche vers la route de Tulling, et par leur droite, jusqu'au petit hameau de Altmansberg. Les affaires en étaient là quand le général Decaen, après avoir laissé 1,500 hommes vers Steinhoring, à l'effet d'y attendre les colonnes de Lecourbe qui devaient venir de Pframering, s'était mis en marche avec le reste de ses troupes pour soutenir l'entreprise de Richepanse. Arrivée près de Saint-Christophe, la division Decaen trouva Drouet engagé dans un combat inégal, dont elle eût bientôt fait tourner les chances; Baillet, privé de sa gauche qui cheminait vers Tulling, et menacé sur sa droite par des forces doubles, regagna Albaching. Decaen continua alors sa marche sur Matenpœtt; la brigade Durutte fut inquiétée dans ce mouvement par un corps de 8 à 900 hommes, coupé de Hohenlinden par suite de l'attaque de Grouchy, et qui cherchait à percer sur Wasserbourg. Ce détachement assailli et sommé à son tour, fut forcé de mettre bas les armes.

Decaen ayant rencontré Grouchy à la hauteur de Matenpœtt, apprit de lui les succès obtenus dans le défilé : il fit alors rétrograder la légion polonaise de Kniasewicz vers Saint-Christophe, où la gauche de Riesch venait de se remontrer dans l'espoir d'y trouver encore le gros de la colonne : la brigade Durutte se dirigea en même temps sur Albaching, pour inquiéter la retraite de l'ennemi, et favoriser Kniasewicz. Ces mesures furent couronnées d'un succès complet. A la vérité, Kniasewicz essuya un choc assez rude de la part d'un ennemi supérieur; mais la marche de Durutte ne tarda pas à le dégager, et les Impériaux regagnèrent enfin, de ce côté, le chemin de Wasserbourg.

La difficulté de suivre tant de corps divisés sur un terrain entrecoupé, qui empêchait toute liaison dans leurs mouvements, nous a forcé de laisser un moment la brigade Walther aux prises avec les Autrichiens du côté de Matenpœtt, tandis que Richepanse se rabattait dans la forêt. Si Walther n'avait pas tous les talents de son chef, il ne lui cédait ni en coup d'œil ni en bravoure : il avait eu à soutenir plusieurs charges de la cavalerie de Lichtenstein qui, revenue de son premier étonnement, et voyant que ce petit corps était abandonné à lui-même, essaya de l'entamer : Walther dut un moment céder au nombre, et fut même blessé dans un choc; mais Richepanse, certain de la jonction avec Ney, étant revenu en toute hâte sur ses pas, repoussa bientôt l'ennemi sur la route de Haag, Grouchy ne tarda pas à l'y suivre et à y rencontrer Decaen.

La réunion de ces quatre divisions à Matenpœtt, ne laissa plus la moindre incertitude sur la destruction de tout ce qui avait été engagé entre elles. L'archiduc Jean, revenu à Haun, profita de la nuit pour ramener derrière l'Inn ses colonnes diminuées de 12 à 15,000 hommes : Riesch, au lieu de se retirer à Wasserbourg, se rabattit vers Ampfing, afin de se rallier aux débris de Kollowrath; Baillet et Kienmayer reprirent également la route de Mühldorf.

Les Français, de leur côté, bivouaquèrent entre Isen et Haag à l'issue de la forêt; le centre entre Albaching et Strassmaier; la gauche entre ce village et Isen. Le général Lecourbe qui avait achevé son mouvement de droite à gauche, occupa la route de Steinhœring à Wasserbourg; il n'avait pris, comme on l'a vu, aucune part à l'engagement.

Ainsi se termina cette bataille qui, après celle de Rivoli, est incontestablement la plus extraordinaire de toutes celles qui furent livrées dans les deux premières guerres de la révolution. Des savants, aveuglés par de trompeuses théories, l'ont comparée à celle de Cannes, avec laquelle néanmoins elle n'a aucune ressemblance. En effet, toute l'armée romaine, entassée dans un centre concave, fut accablée par les ailes et enveloppée. Ici ce fut le corps de bataille seul qui se trouva isolé de ses ailes et accablé séparément, ce qui offre

une distribution de masses absolument opposée à celles d'Annibal et de Varron. Les mêmes auteurs en ont pris occasion de déclamer contre toute attaque sur le centre; tandis que Moreau réussit précisément pour avoir assailli et rompu le centre des Autrichiens par l'effort combiné de Ney, de Grouchy et de Richepanse. Tel est l'art de la guerre, il repose sur un petit nombre de principes, et n'admet exclusivement aucune ordonnance de combat. Des six ordres de bataille connus, tous sont bons, excepté le parallèle; c'est le rapport de chacun de ces ordres avec l'emplacement des forces ennemies qui décide les circonstances où il serait convenable de l'employer de préférence. Il est, au reste, superflu de nous étendre davantage sur cette vérité, dont on trouve la démonstration dans l'ouvrage que nous avons consacré au développement de ces principes (1).

Moreau réussit, parce que l'emploi de ses masses fut sagement calculé, et que la fortune le servit à souhait. On a beaucoup exagéré la part que le hasard eut aux succès de Bonaparte; mais si l'on en excepte la journée de Marengo, il ne fut jamais mieux servi par le destin que Moreau à Hohenlinden. On eût dit que tout ce qui se passait dans l'armée ennemie, fût combiné pour lui assurer une victoire éclatante. La direction des colonnes impériales, le changement inopiné de leur plan d'opération, le défaut de réflexion de Lauer et de Weyrother, qui oublièrent que le centre ayant une superbe route, déboucherait bien avant le reste de l'armée, furent autant de causes de ce succès; et Moreau qui ignorait ces circonstances ne put rien prévoir dans ses calculs pour en profiter. Si ce centre avait marché moins vite, ou si Riesch avec l'aile gauche était arrivé, selon la disposition autrichienne, une demi-heure plus tôt à Saint-Christophe, Richepanse eût donné sur sa colonne, et la déroute dans le défilé de Matenpœtt n'aurait point eu lieu. Peut-être les Autrichiens n'en eussent-ils pas moins été vaincus; mais la bataille livrée en ordre parallèle, n'aurait donné que des résultats insignifiants, les Français n'en eussent recueilli aucun trophée. Toutefois, si Moreau ne pouvait point compter sur des incidents aussi favorables, ses dispositions n'en étaient pas moins excellentes dans l'état où il devait supposer les forces ennemies.

Malgré la sanglante catastrophe que l'armée autrichienne venait d'essuyer, la ligne de l'Inn offrait de si grands avantages, qu'on pouvait s'attendre à ce qu'elle y tiendrait encore longtemps. Elle en fit effectivement le simulacre; la division Kienmayer prit la tâche de défendre Braunau, Mühldorf et Kraybourg; les débris du corps de Kollowrath furent placés sur l'Alzbach pour observer la rive droite du bas Inn; l'avant-garde du général Loppert fut dissoute et réunie à ce corps de réserve; la brigade Meczeri dût rester à la rive gauche de l'Inn vers Braunau. La division Baillet prit poste à Ondigen, entre Wasserbourg et Altenmarckt; celle de Riesch s'établit à Hartmanshoff, à cheval sur la route de Rosenheim à Séebruck. Le corps de Condé demeura dispersé en observation depuis Kufstein à Wasserbourg.

Ces dispositions annonçaient autant le projet de continuer la retraite sur Salzbourg, que de défendre avec vigueur le passage de l'Inn,

Dans le fait, toute ligne de 40 lieues de développement, quelle que soit la difficulté du terrain, est d'une défense pénible, par l'incertitude qui règne sur le point où l'ennemi portera ses efforts. Celle de l'Inn forme, de Mühldorf jusqu'à Passau, un grand rentrant qui permettait aux Français de manœuvrer par leur gauche, et de venir passer au-dessous de Braunau pour gagner la chaussée d'Altheim, couper la communication directe des Autrichiens avec Vienne, et les refouler sur les montagnes de Salzbourg. Sans doute, il était téméraire de s'avancer ainsi entre le Danube et le gros de l'armée ennemie qui, par des mesures vigoureuses et un changement de front exécuté à propos, aurait pu placer les républicains dans une position critique. Toutefois, après une victoire comme celle de Hohenlinden, il était peu probable que les Français dussent craindre ce résultat, et, au pis-aller, ils auraient eu plus d'un chemin pour regagner l'Iser à Landshut ou Landau.

Le centre de la ligne de l'Inn, depuis Braunau à Wasserbourg, se trouvant couvert par une forteresse et cinq têtes de pont, il était contre toute

(1) Voyez *Traité des grandes opérations militaires*, dernier chapitre.

vraisemblance que Moreau osât s'y engager au mépris des règles de la guerre. Comment supposer, en effet, qu'il fût assez simple pour laisser derrière lui cinq débouchés fortifiés au pouvoir de l'ennemi, qui au moindre échec pourrait l'assaillir à revers, et le contraindre, dans tous les cas, à détacher la moitié de son armée pour les masquer?

Enfin, l'extrême gauche entre Wasserbourg et Kufstein, offre si peu de points de passage, que la surveillance en semblait facile. Toutefois, c'était trop exiger du prince de Condé, que de s'attendre qu'il pût s'opposer à une tentative sérieuse des Français, avec 5,000 hommes dispersés sur une étendue de 8 lieues.

Les conseillers de l'archiduc Jean ne méconnurent point l'embarras de leur situation; l'emplacement de Kienmayer et de Kollowrath prouve qu'ils apprécièrent tout le danger auquel ils seraient exposés, si Moreau manœuvrait par sa gauche pour franchir d'un même coup l'Inn, l'Alza et la Salza, en tournant Braunau et s'emparant à revers du poste important de Burghausen. Ils n'encoururent, selon nous, qu'un reproche, celui d'avoir retiré le corps de Riesch, trop loin pour défendre efficacement le débouché de Rosenheim, de concert avec le prince de Condé.

Moreau, de son côté, étant arrivé sur l'Inn, n'hésita pas à préférer un passage par la droite Il ne put se dissimuler aucun des inconvénients attachés à ce parti; un simple aperçu de la carte lui montrait qu'il aurait à franchir trois rivières pour une; que la nature du pays et la place de Salzbourg lui opposeraient mille difficultés. La crainte de fatiguer ses troupes dans une mauvaise saison pour se prolonger à gauche par une longue marche de flanc; celle plus forte encore des suites qu'entraînerait un revers dans le rentrant du bas Inn; enfin la probabilité que les Autrichiens l'attendaient de pied ferme autour de Mühldorf et de Braunau, tandis qu'ils paraissaient avoir entièrement négligé le haut Inn, le décida à passer au-dessus de Rosenheim. Peut-être aussi y fut-il entraîné par le désir de couper le corps ennemi du Tyrol, et de s'ouvrir par là une communication avec l'armée d'Italie. En pesant mûrement ces diverses chances, il serait donc ridicule de reprocher au général français d'avoir abandonné le point stratégique le plus avantageux, pour donner la préférence au point tactique qui offrait le plus de facilités pour le passage local.

La retraite des Autrichiens du champ de bataille de Hohenlinden, s'était opérée dans la nuit du 3 au 4 décembre, avec une grande confusion. La division Riesch, qui de Saint-Christophe, n'aurait eu qu'à gagner Wasserboug, s'était ralliée au reste vers Ampfing, et avait passé l'Inn à Mühldorf, pour remonter ensuite à la hauteur de Rosenheim, où elle arriva exténuée par cet inutile détour. A peine y était-elle établie, que les Français effectuèrent le passage.

L'armée de Moreau s'était mise en marche dès le 4 au matin, pour suivre l'ennemi; le centre s'avança entre Wasserbourg et Kraybourg; l'aile gauche entre Mühldorf et Neumarck. La division Collaud, arrivée à Erding, poussa jusqu'à Taufkirchen et Schwindeck, afin de se lier à celle de Legrand. Cette poursuite, en ordre parallèle, avait l'avantage d'inquiéter l'ennemi sur toute sa ligne, et particulièrement sur la chaussée de Mühldorf; toutefois, le général en chef était déjà déterminé à opérer par sa droite.

Cette aile s'était portée, pour la seconde fois, le 5, à Rosenheim; sa marche exigeait de grandes précautions du côté du Tyrol, d'où le corps de Hiller cherchait à déboucher; la première brigade de Gudin, poussée en flanqueurs dans la direction du Tegern-Sée, y fut assaillie par une colonne supérieure, et eut quelque peine à se maintenir. Conformément aux instructions qu'il avait reçues, le général Lecourbe se hâta d'adresser à Moreau la reconnaissance du cours de l'Inn dans l'étendue qu'il occupait; il signalait le point de Neu-Peurn comme le plus favorable à la construction d'un pont, et promettait de terminer tous les préparatifs nécessaires pour le 9 au matin.

D'après ces avis, les trois divisions du centre ayant réussi à fixer l'attention de l'ennemi du côté de Mühldorf et de Wasserbourg, durent rétrograder sur Haag et Ebersberg, puis se rabattre à droite de manière à arriver, le 7 au soir, à Aibling. Moreau, pour mieux donner le change aux Autrichiens, ordonna de rassembler tous les bateaux de l'Iser à Munich, et de les conduire par des chevaux de réquisition à Erding; certain que le bruit ne manquerait pas

de s'en répandre, et ferait croire que son projet était de passer par sa gauche.

Le 9 décembre, à 6 heures du matin, la division Montrichard se serra en masse vers Kirchdorf; une batterie de 28 pièces fut établie pour protéger les travaux : les pontonniers dirigés par les colonels Nègre et Galbois, se jetèrent dans les premières barques avec quelques compagnies de tirailleurs. Les travaux commencèrent aussitôt, et on les poussa avec tant d'activité, qu'en moins de trois heures le pont fut achevé. Dans l'intervalle, on avait continué à débarquer successivement quelques bataillons pour assurer la protection des travailleurs et doubler les probabilités du succès.

Les faibles pelotons ennemis qui surveillaient ce point, hors d'état de résister au feu violent de l'artillerie et à des forces supérieures, se retirèrent sur Stephanskirch.

En même temps que ceci se passait, Lecourbe avait fait placer une batterie en face de Rosenheim, non-seulement pour faire diversion à l'attaque, mais encore pour empêcher l'ennemi d'incendier les piles de ce pont, afin que les trois divisions du centre pussent franchir l'Inn sans faire le long détour de Neu-Peurn. Ces précautions devinrent inutiles; les restes du pont ayant été réduits en cendre, les divisions Grouchy et Decaen furent obligées de suivre celle de Montrichard; Richepanse seul resta devant Rosenheim pour masquer ce passage et rétablir le pont.

Cependant les Impériaux, avertis par le bruit du canon et par le rapport de leur poste, avaient eu le temps de renforcer le cordon de l'Inn, et de rassembler 4 à 5,000 hommes. Mais Riesch, au lieu d'y courir avec toute sa division, se contenta de détacher 6 bataillons, sous Giulay, qui occupa les hauteurs de Stephanskirch, et poussa une avant-garde jusqu'à Rohrdorf. La brigade Schinner attaqua sa droite le long de l'Inn, tandis que celle de Roussel assaillit la gauche par les hauteurs de Gecking. Si les Français avaient eu le temps de traîner du canon avec eux, le combat n'aurait pas été douteux; il se prolongea faute de pouvoir opposer de l'artillerie à celle de l'ennemi : après une fusillade assez longue, l'arrivée d'un bataillon avec 2 pièces légères décida les autrichiens et les émigrés à la retraite; on les suivit derrière la Sinzbach d'où ils furent également culbutés. Leur perte, qui s'éleva à 800 hommes, eût été plus considérable, si la brigade Puthod qui devait les tourner par Endorf, pour leur couper la route de Séebruck, avait pu arriver à sa destination.

Le général Riesch se retira derrière l'Aich. Les Français bivouaquèrent entre Rosenheim et Endorf : ils jetèrent dans la nuit un second pont de bateaux près de Rosenheim, pour faire passer Richepanse, et rouvrir la communication par la grande route. On travailla aussitôt avec activité à rétablir l'ancien pont de bois.

Ainsi, une des lignes militaires les plus formidables de l'Europe, avait été franchie en quelques heures sans perdre un homme, et Moreau, encouragé par des succès si faciles, conçut l'espoir de renverser les deux seules barrières que l'Autriche eût à lui opposer. L'état dans lequel se trouvait l'armée impériale lui en facilitait les moyens; Baillet s'était retiré par Waging sur Lauffen, derrière la Salza; Riesch quitta Séebruck et Traunstein pour l'y joindre, de même que le corps de réserve venu de Hohenwart par Dittmaning. Kienmayer se mit en marche sur Burghausen.

Moreau, jugeant l'effet que le passage de l'Inn avait dû produire dans l'armée ennemie, résolut de la poursuivre sans lui laisser le temps de respirer. Lecourbe reçut l'ordre de s'avancer le 10 par Séebruck au-dessus du lac de Chiem-Sée, et de gagner ensuite Traunstein, ce qu'il exécuta, non sans éprouver de grands obstacles, ayant à franchir l'Achen et la Traun (1). Au centre, les divisions Richepanse et Decaen, remontèrent vers la chaussée de Wasserbourg, pour ouvrir aux colonnes de Grenier le passage de cette ville; enfin, Ney dût passer à Mühldorf, dès que le mouvement de l'armée aurait dégagé ce point.

(1) Il y a deux Traun, celle-ci est la moins considérable, et va se jeter dans l'Atz à Altenmarkt. L'autre, qui prend sa source vers Aussée, entre Salzbourg et la Carinthie, est une rivière assez considérable qui traverse la grande route de Vienne à Ebersberg, et se jette dans le Danube. C'est une bonne ligne militaire, mais plus longue que celle de l'Ens.

Le 12, les Autrichiens, laissant un détachement à Lauffen, avaient réuni environ 30,000 fantassins et 10,000 chevaux en avant de Salzbourg, sur le plateau situé au confluent de la Saal et de la Salza. Cette position, dont la gauche appuyait à des rochers inabordables, et la droite à une triple rivière, avait son front couvert par la Saal, dont le cours rapide et souvent profond, formait un obstacle majeur. D'un autre côté, il faut convenir que la position présentait aussi de graves inconvénients. Si elle venait à être forcée par la gauche, l'armée adossée à Salzbourg et à la Salza, coupée peut-être de la place eût été acculée aux deux seuls ponts de bateaux jetés pour lui servir de communications. Mais un danger plus grand encore la menaçait dans le cas où l'ennemi parvenant à l'amuser par des démonstrations, exécuterait un passage sérieux vers Lauffen, et réussirait à la prévenir ainsi à Straswalchen ou Neumarck.

Le 13, Lecourbe se présenta devant le gros de l'armée impériale ; la division Gudin prit à droite la direction d'Alstetten à Feldkirch sur la Saal, qu'elle devait redescendre jusqu'à son confluent dans le Salza. Montrichard gagna à gauche la route de Salzbourg à Lauffen. La cavalerie fut placée au centre dans la plaine, et la division Grouchy, dont on avait renforcé la droite, se forma en réserve.

Gudin enleva Salzburghoffen avec sa valeur ordinaire, et fit 5 à 600 prisonniers. Montrichard se trouva un moment débordé ; mais la bonne contenance de la 109ᵉ, et une charge de ses deux régiments de hussards, fit bientôt pencher la victoire de son côté, et l'ennemi fut culbuté dans la Salza. Le centre continua sa marche par Waging sur la chaussée de Munich à Salzbourg.

Moreau s'attendait à éprouver de grandes difficultés au passage de la Salza ; la fortune le servit mieux qu'il n'osait l'espérer. Son projet était de la franchir entre Lauffen et Salzbourg, pour forcer les Autrichiens à l'évacuation de cette ville. A cet effet, la division Decaen dût s'approcher de Lauffen et pousser des reconnaissances le long de cette rivière qui, moins large que l'Inn, ne laisse pas cependant d'être considérable et impétueuse. La division Richepanse bivouaqua entre Waging et Schonwang en colonnes par bataillon ; les deux divisions Legrand et Collaud s'avancèrent sur Trosburg, prêtes à se diriger sur le point où les reconnaissances détermineraient le passage. Ney, avec la troisième, observa Burghausen et Braunau.

Le général Decaen s'étant avancé vers Lauffen, avait trouvé trois arches du pont coupées, et plusieurs bataillons autrichiens disposés à en défendre les restes. Quelques chasseurs de la 14ᵉ légère, apercevant loin de là une nacelle amarrée à la rive opposée, se jettent à la nage, malgré le froid et la violence du courant, et vont l'enlever. Decaen ordonne aussitôt au général Durutte de jeter 400 hommes sur la droite de la Salza, et de les diriger sur la culée du pont, tandis qu'il détournera l'attention de l'ennemi par une vive canonnade et des simulacres d'attaque. L'opération réussit à merveille : les Autrichiens tout occupés des démonstrations de Decaen, assaillis à l'improviste sur la rive droite, se replient en abandonnant plusieurs barques, au moyen desquelles on passe encore 800 hommes avant la nuit ; un pont volant est aussitôt construit pour passer quelques pièces au point du jour. En même temps, on se hâte de rétablir le pont brûlé.

Moreau, instruit à Waging du premier succès de Decaen, dirigea, sans perdre une minute, la division Richepanse sur Lauffen, s'y rendit en personne, et donna à Grenier l'ordre d'y marcher avec les divisions Legrand et Bastoul ; la réserve de d'Haupoult se porta à Teissendorf.

Dans ces entrefaites, Lecourbe s'était rapproché, de son côté, des positions ennemies devant Salzbourg, et sa droite avait passé le 13 la Saal à gué, nonobstant une vive canonnade. Il reçut l'ordre de tenir en échec le gros des Autrichiens, et de renvoyer la division Grouchy sur Lauffen, à l'exception de la brigade Boyer, qui resterait au confluent de la Saal et de la Salza. A cet effet, Lecourbe, toujours pressé de combattre, s'avança, le 14 au matin, contre l'ennemi. Gudin dut s'emparer à droite du village de Gols, tandis que le gros de sa division s'appuyait au bois qui coupe la plaine de Vals. Du côté opposé, Montrichard longerait les bois jusqu'à l'embouchure de la Saal, et se réunirait à la brigade Boyer, qui venait de trouver un gué sur cette rivière. Ils s'empareraient ensuite, de concert, du pont de la Saal, coupé par les Autri-

chiens. Toute la cavalerie et l'artillerie eurent ordre de se réunir dans la plaine de Wals.

Un brouillard épais couvrait l'horizon. La cavalerie de Lecourbe poursuivant avec vivacité quelques tirailleurs ennemis, tomba sous le feu de son arrière-garde, et la chargea sans hésiter ; mais le brouillard venant à se dissiper entièrement, laissa apercevoir deux lignes considérables de cavalerie, soutenues de 30 pièces qui jouèrent aussitôt sur les Français. La première ligne des Autrichiens, forte de 2,000 chevaux, s'ébranle et ramène les 7ᵉ et 9ᵉ de hussards : alors les 11ᵉ de dragons et 23ᵉ de cavalerie accourent pour soutenir ces régiments, et parviennent à arrêter les progrès de l'ennemi : leur infériorité ne permettant pas d'en attendre davantage, on dut se contenter de ce résultat, et le combat se termina par un échange de coups de canon. Cette échauffourée qui coûta quelques centaines de braves, aurait pu avoir des suites, si l'infanterie autrichienne eût été en mesure de soutenir ses escadrons.

La droite de Gudin avait occupé Gols, et la gauche de Montrichard s'avança d'abord heureusement vers le point qui lui était assigné. Mais la 109ᵉ, arrivant enfin à la jonction des routes de Reichenhall et de Lauffen à Salzbourg, donna ici sur le corps de bataille autrichien qui la repoussa vertement. Le général Schinner, accouru avec un bataillon de la 84ᵉ, fut grièvement blessé ; et les Français, après avoir sacrifié 7 à 800 hommes dans ces tentatives infructueuses, voyant que l'ennemi occupait en trop grandes forces toutes les avenues de Salzbourg, durent attendre le succès du centre du côté de Lauffen.

La division Decaen qui avait achevé d'y passer, dès le 14 décembre au matin, se dirigea aussitôt sur le chemin de Pergham, faisant feu de toute son artillerie pour effrayer l'ennemi ; les batteries, placées à la gauche de la Salza, la secondaient dans le même but, et la division Richepanse commençait à défiler sur ses traces.

Les Impériaux, instruits confusément de ce qui se passait, et trompés par les attaques réitérées que Lecourbe exécutait au même instant contre leur front, crurent qu'il suffirait de détacher le prince de Lichtenstein avec le corps de réserve pour se débarrasser des Français, dont ils appréciaient mal la force. Ce brave et habile officier ne tarda pas à être détrompé, et à juger tout le danger qui menaçait les siens. Il exécuta néanmoins quelques charges entre Pergham et Lauffen, prit ensuite de bonnes positions pour arrêter les Français, et donna ainsi le temps à l'armée, de repasser la Salza et de s'acheminer sur la route de Neumarck ; ce qu'elle exécuta encore avec plus de bonheur qu'on n'aurait pu l'espérer. En effet, cette route remontant presque droit au nord, dans une direction à peu près parallèle à celle de Lauffen, d'où venait le centre de Moreau, on pouvait craindre à chaque pas de voir déboucher une colonne de son infanterie par Séekirchen et le Wallersée sur Neumarck. Cependant il n'en fut rien, Moreau n'ayant point prémédité ce passage à Lauffen, ses divisions ne se trouvèrent pas en mesure de prévenir l'ennemi à Neumarck, que l'archiduc atteignit dans la nuit ou pour mieux dire le 15 décembre au matin.

On a reproché aux conseillers de ce prince, et et ce n'est pas sans de justes motifs, d'avoir inutilement entassé tous leurs moyens en avant d'une ville de guerre, où ils étaient hors d'état de se mouvoir. Il eût été bien plus sage d'appuyer la gauche à Salzbourg, et la droite à Lauffen, où l'on aurait eu 12 à 15,000 hommes pour s'opposer au passage de Moreau, qui dès lors eût été très-difficile.

Le 15 décembre, la retraite des Autrichiens contiua sur Frankenmarkt ; la division Riesch resta à Steindorf, près de Straswalchen, pour soutenir l'arrière-garde : celle-ci demeura à Neumarck, serrée de près par les troupes du centre, qui avaient franchi le pays coupé séparant Lauffen de la route de Salzbourg à Lambach, L'armée impériale se retira par la grande route de Lambach, et le corps de Condé seul fut jeté sur celle de Styrie.

Enhardi par la promptitude inespérée du passage de la Salza, Moreau résolut de ne pas donner à son adversaire, le temps de reprendre haleine. Sans s'inquiéter du corps du Tyrol qui pouvait descendre en Bavière et gêner un moment ses communications, il pensa que ce corps, menacé d'un côté par la marche de Macdonald, et inquiet lui-même des progrès rapides de l'armée du Rhin, chercherait plutôt à se remettre en ligne avec l'archiduc Jean, qu'à prendre l'offensive ; d'ailleurs,

Molitor lui imposait toujours avec sa division.

A l'extrême gauche, Sainte-Suzanne fut chargé de contenir Klénau, et de rappeler son attention sur le Danube, pour dégager l'armée gallo-batave, contre laquelle il s'était dirigé. A cet effet, la division Souham dut s'emparer de Ratisbonne, et celle de Collaud occuper Passau. En attendant l'arrivée de la dernière, Grenier fit bloquer Braunau par la brigade Joba, et porta le reste de l'aile gauche sur la route de Ried.

Le centre, en tête duquel marchait l'audacieux Richepanse, se mit à la poursuite du corps de bataille autrichien, sur la route de Vocklabrük à Lambach; cette division fut soutenue par celles de Decaen et Grouchy.

Lecourbe, aussitôt que l'ennemi eut évacué Salzbourg, prit le chemin de Mond-Sée, afin de suivre le long des lacs et des montagnes sur Gmünden. Les cartes imparfaites qu'on avait de ce pays, et le défaut de bons renseignements, motiva sans doute cette marche pénible dont on ne pénètre pas trop la nécessité.

Le 16 décembre, la division Richepanse, après avoir fait 12 lieues la veille pour atteindre Herdorf, attaqua, au point du jour, l'arrière-garde autrichienne, en avant de Neumarck. La brigade Drouet culbuta la droite avec tant d'impétuosité que tout prit en désordre la route de Frankenmarckt. Les brigades Sahuc et Lorcet n'eurent pas même le temps d'atteindre l'ennemi. La division Baillet, placée à Steindorf au soutien de cette arrière-garde, éprouva bientôt le même sort; abordée par la brigade Sahuc, et menacée sur ses flancs par les deux autres, elle se retira en toute hâte sur Milham, en abandonnant un millier d'hommes épars qui n'eurent pas le temps de se rallier à elle.

Le lendemain, Richepanse se jeta de nouveau sur l'arrière-garde ennemie, et la mena battant, depuis Untermilham jusqu'au delà de Frankenmarckt : recueillie ici par la division Kienmayer, elle combattit jusque bien avant dans la nuit, puis se replia de concert avec elle à Vocklabrück.

Le 18, l'armée impériale continua sa retraite; le corps de réserve et la division Kienmayer, furent d'abord destinés à prendre position près de Schwanstadt, tandis que la division Baillet se placerait à la droite de la Traun, et que Riesch, laissant sa cavalerie dans la plaine de Regau sur la droite de l'Atter (ou Ager), porterait son infanterie dans les bois à gauche de cette petite rivière.

L'infatigable Richepanse ne laissa pas le temps d'achever ces dispositions. A peine les escadrons autrichiens qui fermaient la marche, étaient-ils en route, qu'il les assaillit avec son impétuosité ordinaire, les mena battant jusqu'à Vocklabrück, après avoir enlevé le général Loppert et 800 hussards. L'infanterie qui s'était postée près de Vocklabrück, ne fut pas plus heureuse : elle avait jeté deux ou trois bataillons dans le bois, à gauche de la route, dans l'espoir d'arrêter la poursuite par cette attaque de flanc. Richepanse, loin de se laisser intimider d'une telle menace, juge que ces bataillons seront autant de prisonniers, s'il continue à être victorieux sur la chaussée : il se décide en un clin d'œil, culbute tout ce qui se présente devant lui, et pousse droit vers Schwanstadt, en laissant aux troupes qui le suivaient, le soin de ramasser les prisonniers. L'infanterie de l'arrière-garde autrichienne, victime d'un manœuvre imprudente, tomba ainsi presqu'en entier dans les mains des Français.

Cet événement eut des conséquences graves. Les troupes restées à la gauche de l'Atter, pour soutenir l'arrière-garde, ne la voyant pas paraître, et apercevant, au contraire, les colonnes de Richepanse, qui s'approchaient avec la confiance que donne la victoire, furent saisies d'une terreur panique. Après quelques volées de canon, elles prirent en désordre la route de Schwanstadt, et se jetèrent sur la queue des colonnes du corps de bataille, qui défilaient encore pour se rendre aux positions indiquées. L'effroi dont elles étaient saisies se répandant de proche en proche dans toute l'armée, celle-ci se crut serrée de trop près pour avoir le temps de prendre position, et décampa jusqu'à Lambach, en laissant toutefois une forte arrière-garde à la hauteur de Schwanstadt, afin de gagner le temps de passer la Traun sans y être culbutée.

Richepanse, après avoir détruit l'arrière-garde ennemie, avait, en effet, continué son mouvement avec une nouvelle vigueur. A son arrivée vers Schwanstadt, il découvrit près de 3,000 chevaux dans la grande plaine située à droite de cette ville :

son parti fut bientôt pris; renouvelant ici la manœuvre qui lui avait si bien réussi le matin, il forme 2 bataillons et le 1er de chasseurs sur la route pour enlever Schwanstadt, tandis que la 48e s'avance dans la plaine avec 3 régiments de troupes à cheval contre le centre des ennemis. Arrivé à 300 pas de la première ligne des Autrichiens, ceux-ci font mine de le charger; mais la 48e s'avance fièrement à leur rencontre, flanquée par la brigade de cavalerie Marigni (1). Les escadrons impériaux qui ont commis la faute de s'engager le long du ravin de l'Ager, font demi tour à droite pour enfiler la route de Lambach, mais ceux des Français ne leur en laissent pas le temps, et fondent sur eux avec tant d'à-propos qu'ils les rompent entièrement. En même temps, les 2 bataillons qui suivent la chaussée, pénètrent dans Schwanstadt, traversent vivement la foule qui se presse au défilé de l'Ager, et augmentent la confusion et les pertes: plus de 1,200 prisonniers, dont la moitié de belle cavalerie, et un grand nombre d'équipages furent les trophées de cette glorieuse journée, dans laquelle le corps de Kienmayer essuya la plus grande perte.

La division Decaen qui avait reçu l'ordre de concourir à l'attaque de Vocklabrück, avait poussé sur Ober-Regau, et lancé des reconnaissances dans la direction de Gmünden, où elle se mit en communication avec les coureurs de Lecourbe. L'aile gauche, sous Grenier, retardée par la difficulté du passage de Burghausen, par une contre-marche, et la nécessité de faire observer Braunau, ne s'était avancée ce jour-là que jusqu'à Ried.

La journée du 19 offrit une nouvelle scène semblable à celle de la veille, Richepanse, dont rien ne ralentissait l'ardeur, s'était mis, selon sa coutume, aux trousses de l'ennemi. Le corps de Meczeri, qui se retirait par la route de Ried, avait fait sa jonction près de Lambach, et devait former ce jour-là l'arrière-garde. La brigade Drouet le rencontrant à l'embranchement des deux routes de Braunau et de Salzbourg, engagea aussitôt le combat.

Les troupes de Meczeri firent d'abord assez bonne contenance, mais les brigades Sahuc et Sarrut étant venues seconder la gauche de Drouet, ces forces réunies fondirent sur l'ennemi, percèrent sa ligne et pénétrèrent jusqu'au pont de la Traun, que les grenadiers de la 27e et les chasseurs de la 14e légère eurent la présence d'esprit de barricader en renversant plusieurs voitures d'équipages. La moitié de la colonne autrichienne qui n'avait point encore passé, fut prise ou tuée, quelques détachements parvinrent seuls à se sauver sur Wels. Le général Meczeri et le colonel prince de Lichtenstein furent du nombre des prisonniers, dont la quantité s'éleva à un millier d'hommes, la plupart élite de cavalerie. L'ardeur des républicains était si grande, que la 27e ne donna pas aux Autrichiens le temps d'incendier le pont de Lambach, garni de matières combustibles; elles les poursuivit au delà de la Traun, et chargea les manteaux rouges qu'elle culbuta jusque sur les hauteurs de Wimsbach.

Dans ces entrefaites, Lecourbe suivant avec beaucoup de difficultés la route de Gmünden par le pied des montagnes, avait été forcé de faire rétrograder son artillerie pour prendre la grande route de Vocklabrück. Il commençait néanmoins à se rapprocher du centre vers Kircheim et Forchdorf: Decaen descendit alors vers Guntzkirch pour se lier à la gauche; Grouchy vint le remplacer comme soutien de Richepanse.

Le même jour l'armée impériale, dont le gros était en marche dans les bois de Wirth-im-Holz sur la route de Krems-Münster, apprit l'arrivée de l'archiduc Charles, après laquelle elle avait tant soupiré. L'espoir sembla renaître un instant dans tous les cœurs. « Ce prince, disait-on, amène » sans doute avec lui les bataillons de milices le» vés par ses soins en Bohême et en Moravie. Il » est suivi de 20,000 hommes d'insurrection hon» groise, des volontaires de Vienne et de l'Autriche » intérieure; ainsi l'armée pourvue de vêtements » et de chaussure va, après quelques jours de re» pos, reprendre une vigoureuse offensive. » Ce songe fut de courte durée, le conseil aulique n'avait rien préparé. Dans son anxiété, il avait eu recours à l'archiduc Charles comme à une ancre de salut, mais à part quelques faibles détachements, ce prince n'amena aucun secours capable de remettre et de renforcer son armée. Au lieu de ces vieilles bandes qu'il avait si souvent menées à la victoire,

(1) 5e de hussards et 20e de chasseurs.

il retrouva des troupes couvertes de haillons et de vermine, exténuées de fatigue et de faim, maudissant les chefs qui les avaient conduites à leur perte, et levant à peine un regard douloureux sur le prince qui leur eût épargné tant de revers, si l'intrigue ne l'avait pas privé du commandement.

L'ordre de continuer la retraite, le 20, sur la route de Steyer, acheva d'abattre les esprits et de rompre les derniers liens de discipline qui existaient encore. A cette nouvelle, l'insubordination gagna jusqu'aux officiers : « l'archiduc Charles, » disent-ils, n'est qu'une victime de plus qu'on » envoie à sa perte : si, loin de sauver l'armée et » de la ramener à la victoire, ce prince continue » une retraite ruineuse, et ne donne aucune espé- » rance d'un retour de fortune; de qui pourrait-on » désormais attendre des succès ? » Comme chacun trouvait ces raisonnements sans réplique, la plus morne consternation succéda bientôt à une faible lueur d'espoir.

Moreau, que les brillants succès d'une seule de ses divisions devaient encourager de plus en plus, s'attendait néanmoins à un dernier effort des Autrichiens pour couvrir leur capitale. C'était un motif d'attaquer l'archiduc avant qu'il pût se reconnaître, et le passage de la Traun fut ordonné sans délai. La gauche, après avoir occupé Linz, dut faire rétablir le pont d'Ebersberg, et y effectuer son passage. Decaen se porta sur Wels. La division Richepanse prit le chemin de Krems-Munster, soutenue par celle de Grouchy. L'aile droite, sous Lecourbe, se porta sur le même point par Forchdorf et Bettenbach.

L'arrière-garde autrichienne, que l'archiduc avait fait renforcer par sa réserve, ne put tenir longtemps à Wirthim-Holz : attaquée à la fois de front et sur sa gauche, par des forces si considérables, elle fut culbutée sur l'armée, au moment où celle-ci franchissait encore le défilé de Krems-Münster, vers lequel les éclaireurs de Lecourbe et de Richepanse se précipitèrent presqu'en même temps. On se figure aisément le désordre qu'occasionna cette double attaque, tout fuit pour gagner la route de Steyer, abandonnant quantité de canons, de bagages et de prisonniers.

L'archiduc Charles, navré d'un tel désordre, cherchait en vain autour de lui ses soldats de Wurtzbourg, de Stockach, de Zurich, et demeura convaincu que la paix seule était capable de sauver la monarchie. Il envoya donc M. de Meerfeld à Moreau, demander un armistice. Le général français était trop sage, pour perdre par une halte intempestive, le fruit de tant de fatigues et de marches forcées. Il consentit à ne pas commettre d'actes hostiles pendant 48 heures, pourvu qu'on lui laissât continuer sa marche sans obstacle. L'archiduc adhéra à ses propositions, et tandis qu'un courrier volait à Vienne, l'armée impériale se repliait en toute hâte sur Saint-Pœlten. Moreau, après avoir passé l'Enz, s'avança entre Waidhofen et Ips, recueillant dans cette marche rapide 3 ou 4,000 traînards, 22 canons, 115 caissons et 3 ou 4,000 chariots d'équipages et de vivres, qui lui eussent échappé s'il se fût arrêté.

A l'instant où l'armée du Rhin obtenait ces brillants succès, un événement survenu sur la rive gauche du Danube, fit un moment diversion en faveur des Impériaux.

Klénau, séparé de l'armée principale depuis la bataille de Hohenlinden, ne voyait après le passage de l'Inn aucune entreprise qui pût le rattacher aux opérations de cette armée. Hors d'état de communiquer avec elle, à moins de faire le grand tour de la Bohême pour descendre sur Linz, il n'avait qu'un moyen d'utiliser son corps, c'était de le réunir à celui de Simbschen, et d'opérer une diversion importante, en repoussant la petite armée d'Augereau sur Wurtzbourg. L'archiduc Charles, qui commandait en Bohême, lui en donna, dit-on, l'ordre (1).

On se rappelle que les divisions Barbou et Duhesme étaient restées en position derrière la Regnitz, couvrant le siége de la citadelle de Wurtzbourg formé par Dumonceau, et occupant Nuremberg par leur droite, et Forcheim par la gauche.

Augereau, instruit des progrès de Moreau, du passage de l'Inn, et des démonstrations des flanqueurs de gauche sur Ratisbonne, ordonna à la division Barbou de pousser des reconnaissances pour se mettre en relation avec eux, et fit appuyer sa droite vers Furth.

Cette petite armée d'observation, suffisante

(1) Ainsi l'affirme du moins le général Mathieu Dumas.

pour tenir tête aux corps de Simbschen et du baron d'Albini, même aux renforts qu'aurait pu leur donner l'électeur de Bavière, n'était plus de force à se mesurer contre eux lorsqu'ils seraient joints par les 10,000 hommes qu'on supposait à Klénau.

Augereau instruit, le 15 décembre, de la marche de ce corps pour se joindre à celui de Simbschen, ne douta plus qu'ils n'eussent l'intention de former de concert quelque entreprise contre lui. Il prit donc la résolution assez singulière de se rendre à Wurtzbourg, de convertir le siége en blocus, et d'en tirer tout ce qu'il pourrait, pour renfoncer sa ligne; puis il ordonna à Duhesme et Barbou de pousser des reconnaissances sur les routes de Neumarck, d'Altorf, d'Amberg et de Pegnitz. Le moment de quitter son armée semblait peu opportun, et on pense que le général en chef aurait pu tout aussi bien prescrire à Dumonceau les mesures qu'il avait à prendre à Wurtzbourg. Sa bravoure bien connue le met à l'abri de tout soupçon de faiblesse; mais cette absence n'en paraît pas moins aussi déplacée que les reconnaissances poussées au loin dans des directions si divergentes.

A peine, en effet revenait-il, le 18, à son corps d'armée, qu'une canonnade violente se fit entendre. Pour en juger la cause, il faut se retracer les environs de Nuremberg. La ville est entourée au nord, au sud et à l'est par une forêt immense, coupée en deux par le beau vallon de la Pegnitz que suit la route d'Amberg et de Lauf. Dans la partie du sud-est, on trouve les trois routes d'Altorf, de Neumarck et de Beilengries, que la division Barbou était chargée de surveiller. Dans la partie du nord se trouvent les routes d'Amberg, de Rothenfeld et de Graffenberg sur Bareith : elles étaient confiées à la division Duhesme. Vouloir garder ce rayon de 20 lieues, par une série de détachements placés en éventail, était une sottise : il fallait rassembler ses forces et tomber sur l'un des corps autrichiens, ou bien se replier concentriquement sous Nuremberg, et y attendre le premier qui se présenterait.

D'après les ordres d'Augereau, pour éclairer toutes ces directions, l'avant-garde de Barbou, conduite par Wathier, s'était divisée sur les routes de Feucht et Fischbach. Klénau, parti d'Altorf avec 4,000 fantassins et 2,000 chevaux, avait pris la première avec le gros de ses forces, et poussé une colonne moins nombreuse sur la seconde. Fischbach est située au milieu de la forêt méridionale qui porte le nom de Saint-Laurent; ce village offre une position passable pour un poste avancé. Wathier s'y défendit d'abord avec succès; mais le bataillon qu'il avait porté sur Feucht, étant ramené par des forces quintuples jusqu'à l'embranchement des deux chemins près de Duzendteich, à une lieue de Nuremberg, il se trouva lui-même coupé.

Le général Barbou le fit d'abord soutenir par Fuzier, puis s'avança avec la brigade Pacthod dans l'intention de lui faire jour. Klénau, attaqué ainsi de front et à revers, dut replier un peu sa droite, afin de ne pas être à son tour pris entre deux feux : Wathier en profita pour percer de son côté et joindre le reste de la division. Klénau se replia alors vers Fischbach.

Duhesme appelé à garder une position non moins étendue que son collègue, pour couvrir la partie nord-est de la forêt, entre la Pegnitz et Forcheim, eut à essuyer un triple assaut de la part du corps de Simbschen sur les routes de Lauff, de Rotenfels et de Graffenberg. Son avant-garde, refoulée sur Neuhoff et Eschenau, n'y fut pas inquiétée; mais la brigade Treilhard, poussée à Neukirch, essuya plusieurs attaques, et s'y maintint, grâces à l'arrivée du général Duhesme et de sa réserve. La gauche ne fut pas si heureuse, une forte colonne la rejeta de Graffenberg sur Emerenth, dans la direction de Forcheim, et nécessita ainsi la retraite du reste de l'armée, qui se trouvait trop étendue, pour conserver un pareil rayon devant un ennemi supérieur en forces.

Barbou commença ce mouvement rétrograde, en se repliant entre Nuremberg et Furth : Duhesme dut se concentrer à Neukirchen (1) : le quartier général et la réserve restèrent à Herzogen-Aurach. Cette position était encore trop décousue pour y attendre l'ennemi de pied-ferme, et si les Autri-

(1) Tout porte à croire que le Neukirch, dont il est ici question, est Nieukirchen-am-Brand, entre Forcheim et Eschenau, et non celui qui est sur la route de Lauff.

chiens avaient su en profiter, ils eussent accablé l'une ou l'autre des divisions; mais ils manœuvraient plus loin encore sur les deux flancs, ce qui n'était pas un moyen d'obtenir un succès marquant.

Cependant ils se ravisèrent, et Klénau fit renforcer Simbschen de quelques troupes, afin d'assaillir de nouveau Duhesme dans la journée du 21 décembre. On dirigea le principal effort contre son centre, où Neukirchen fut pris et repris plusieurs fois. Deux autres colonnes menacèrent les flancs, l'une à droite sur le chemin d'Erlang, l'autre à gauche vers Ebersbach. Duhesme délogé se replia en bon ordre à Bayersdorf, et de là à Forcheim. Barbou se retira de son côté sur Vach, où il passa la Regnitz. Wathier, laissé trop longtemps à Nuremberg, fut obligé de s'ouvrir un chemin l'épée à la main pour rejoindre la division.

Les Autrichiens suivirent les républicains près de cette nouvelle ligne, en cherchant à menacer leur droite; mais ils le firent partiellement et sans résultat, jusqu'au 24 décembre.

Le général Moreau ayant prescrit à Sainte-Suzanne de chercher à reprendre Ratisbonne, la division Souham s'était aisément emparée de cette importante clef du Danube, où Klénau n'avait laissé que des partis, et dont elle prit possession le 26.

Dès que le général autrichien reçut cette nouvelle, il résolut de se replier sur la Naab, et de regagner ensuite la frontière de Bohême. Augereau se porta alors en avant, et cherchait à combiner une attaque, de concert avec Souham, lorsque la nouvelle de l'armistice vint mettre un terme à ces opérations secondaires, qui ne pouvaient avoir aucune influence notable sur le sort de l'armée autrichienne.

En effet, la réponse du cabinet de Vienne aux pressantes sollicitations de l'archiduc Charles, ne s'était pas fait attendre : le comte de Grune se présenta, le 23 décembre, au quartier général de Moreau à Steyer, et conclut avec lui un armistice par lequel l'Empereur promettait de traiter séparément de la paix.

Ainsi, l'armée républicaine, après avoir fait 90 lieues en 15 jours, franchi trois rivières considérables, pris 20,000 hommes à l'ennemi, mis autant hors de combat, et enlevé 150 pièces de canon, 400 caissons et 6,000 voitures, se trouva à 20 lieues des portes de Vienne, couverte de lauriers, et contraignant enfin la maison d'Autriche à déposer les armes. Un tel résultat dispense de tout éloge; ce que nous pourrions en dire, ne pourrait que l'affaiblir.

Les annales de la guerre n'offrent qu'un seul exemple d'une poursuiste plus extraordinaire peut-être, mais non plus habilement conduite (1). Elle prouve que l'ordre dans les retraites dépend moins de celui qui se retire, que de la vigueur de celui qui poursuit. Elle fit à Richepanse une réputation qui ne s'est pas assez répandue, parce que la mort moissonna ce guerrier trois ans après, à la Guadeloupe, beaucoup trop tôt pour la France et pour sa gloire.

Pressés d'arriver aux opérations simultanées de la petite armée des Grisons sous Macdonald, et de celle de Brune sur le Mincio, nous quittons Moreau au terme de ses triomphes.

Le vol rapide de son armée qui, en dix jours, s'était élancée du cœur de la Bavière jusqu'aux portes de la capitale de l'empire autrichien, ne nous a pas même laissé le loisir de présenter à nos lecteurs quelques observations sur ces événements glorieux. Mais chacun aura saisi comme nous, l'heureux à-propos avec lequel Moreau manœuvra sur l'Inn par sa droite, et la sagesse avec laquelle il changea de système en opérant, au contraire, par sa gauche sur la Salza. Dans l'une et l'autre circonstance, il prit l'armée autrichienne, pour ainsi dire, au défaut de la cuirasse : s'il avait eu soin de combiner de prime-abord le passage de la Salza à Lauffen, et la marche de deux divisions d'infanterie par les montagnes sur Neumarck, il eût alors atteint la perfection, et n'aurait rien pu imaginer de plus convenable, lors même qu'il eût assisté aux conseils de l'ennemi, et connu ses moindres dispositions.

Si la campagne de ce général, en 1796, ne justifia pas entièrement aux yeux des gens de l'art la réputation exagérée qu'on avait voulu lui faire, il faut avouer qu'il opéra en 1800, avec un aplomb et un ensemble, dignes des plus grands éloges.

Le général Dessoles eut sans doute quelque part

(1) Celle des Prussiens dans la nuit qui suivit la bataille de Waterloo.

à ce perfectionnement, du moins est-ce l'opinion de bien des témoins oculaires : quoi qu'il en soit, Moreau se plaça dans ces quinze jours de campagne d'hiver au rang des meilleurs généraux de ce siècle.

CHAPITRE CVII.

État de l'Italie durant l'armistice. — Armements des Toscans et des Napolitains. — Expédition du général Dupont sur Florence, Livourne et Arezzo. — Plan de Bonaparte, tendant à porter la guerre en Autriche par les Alpes noriques; il ordonne à Macdonald de marcher en Valteline. — Passage mémorable du Splugen, et combats du Tonal. — Le général Brune passe le Mincio à Pozzolo et Monzembano. — Le comte de Bellegarde, forcé sur l'Adige par les Français, se replie derrière Vicence et Bassano. — Les corps de Wukassowich et de Laudon, pressés entre Macdonald et la gauche de Brune, se retirent heureusement par les gorges de la Brenta. — Armistice de Trévise. — Convention de Lunéville. — Fin des hostilités.

L'armée d'Italie goûtait depuis quatre mois, dans les riches cantonnements de la Lombardie, les douceurs du repos que lui assurait la convention d'Alexandrie, indéfiniment prolongée par celle de Castiglione. Le général Masséna auquel les Lombards reprochaient cet amour de l'argent qui ternit la gloire de Marlborough, avait été remplacé par Brune. Les principes démocratiques bien connus de cet officier, déterminèrent, dit-on, le choix du premier consul, qui, cherchant à relever le parti républicain en Lombardie, et voulant commander lui-même plus tard sur le théâtre de ses premiers succès, avait plus besoin d'un lieutenant populaire et agréable à la multitude, que d'un général habile.

La république cisalpine reprenait autant de consistance qu'on pouvait l'espérer d'un pays écrasé sous les charges de la guerre. Par une sage prévoyance, Bonaparte s'était borné à lui donner une administration provisoire, se réservant de lui octroyer, après la paix, les institutions qui devaient la régir définitivement.

Le Piémont, gouverné de même provisoirement, donnait quelques signes d'agitation par suite de la réunion peut-être prématurée du Novarais à la Cisalpine. Cette mesure qui mécontentait le parti républicain, autant que celui de Charles-Emmanuel, était pour tous deux un triste présage de l'avenir du Piémont, bien que dans le fait, elle ne fut point incompatible avec son indépendance. Déjà Bonaparte avait conçu l'idée d'ouvrir par le Simplon une communication directe entre la France et l'Italie, et l'exécution de ce plan, dont il devait résulter tant d'avantages pour les deux pays, eût dépendu du bon plaisir du roi de Sardaigne, s'il venait à rentrer à la paix dans la possession de ses États. La cession du Novarrais et celle du Valais que l'on convoitait de même, eussent levé toutes les entraves, en rendant le territoire cisalpin contigu à la France; et au besoin il n'eût pas été difficile d'indemniser le Piémont. Mais le peuple, pour qui le motif de ces démembrements était un mystère, en murmura, et le général Jourdan eut besoin de toute son influence pour calmer l'agitation des esprits.

Cependant la non-ratification des préliminaires de Paris, avait laissé chez les Français comme chez les Autrichiens des dispositions hostiles, dont chacun se prévalait pour faire des empiétements, ou pour interpréter à son gré les dispositions de l'armistice. Les Impériaux avaient profité de la conservation d'Ancône et de Ferrare, pour s'étendre jusqu'aux portes de Bologne.

Le grand duc de Toscane, que sa soumission en 1796, n'avait pas mis à l'abri d'une spoliation en 1799, ne crut pas devoir s'exposer, après la bataille de Marengo, au rançonnement des vainqueurs. Il confia la régence de ses États au marquis de Sommariva, qui commandait la division autrichienne d'Ancône. Ce général, excité par le conseil aulique, redoubla de zèle et d'activité, pour organiser, de concert avec le général Spannocchi, environ 12,000 hommes de milices toscanes, en même temps qu'il fomentait l'insurrection d'Arezzo. On se promettait de tirer d'autant meilleur parti de ces levées à la reprise des hostilités, qu'elles devaient être soutenues par le corps napolitain rassemblé sur le Tronto, et par celui qui se trouvait aux environs de Rome, sous les ordres du comte de Damas. L'escadre qui portait le corps d'Abercrombie si longtemps oisif à Minorque, venait de faire voile pour Cadix, où, après avoir échoué dans ses tentatives, elle revint devant

Livourne, menacer de mettre ses troupes à terre.

Tous ces apprêts tendant à réunir 40,000 hommes sur l'Apennin, en quelque sorte derrière l'armée française, exigeaient des combinaisons différentes de celles auxquelles on s'était arrêté dans les campagnes de 1796 et de 1799. Ils obligèrent les républicains à conserver des forces imposantes vers Reggio, Parme et Bologne; car ils indiquaient visiblement l'intention du conseil aulique de reporter, à la faveur de Mantoue, de Venise, de Ferrare et d'Ancône, le théâtre de la guerre sur la rive droite du Pô, et de soulever de nouveau la majeure partie de l'Italie contre les vainqueurs.

Le premier consul à qui ce danger n'avait point échappé, ne manqua pas de stipuler dans les préliminaires signés par Saint-Julien, le désarmement des troupes toscanes. Ce traité n'ayant pas été sanctionné, et les Impériaux donnant tous les jours l'exemple des infractions aux articles convenus à Alexandrie ou à Castiglione, Brune fut autorisé à disperser ces milices, et à occuper le grand-duché, en profitant de l'armistice pour y diriger sa droite aux ordres du général Dupont.

Cette expédition, conduite avec vigueur et sagesse, ne pouvait pas être d'un succès douteux. Le général Pino y avait préludé, en chassant les insurgés arétins et romagnais de Faenza, de Lugo et de Ravenne. Brune ayant vainement requis Sommariva de dissoudre les troupes levées par ses soins, le général Dupont, bien qu'il fût autorisé à employer la force, voulut néanmoins essayer des voies conciliatrices; mais loin d'obtenir plus de satisfaction, il ne tarda pas à apprendre que les insurgés, excités par le ministre d'Angleterre, se préparaient de toutes parts au combat. Il fallait s'exposer à perdre l'Italie ou ne pas hésiter. Trois colonnes françaises pénétrèrent dans les premiers jours d'octobre en Toscane; le général Spannochi tenta inutilement d'arrêter la principale près de Barberino, il fut mis dans une déroute complète le 10 octobre; Dupont entra cinq jours après à Florence, et, dès le lendemain, une de ses brigades occupa heureusement Livourne.

La troisième colonne, sous les ordres de Monnier, éprouva plus de difficultés devant Arezzo. Les habitants de cette ville, que la correction de Macdonald, en 1799, n'avait point effrayés, opposèrent une résistence qu'on eût à peine attendue de troupes aguerries : se croyant invincibles dans leur mauvaise citadelle, ils y bravèrent toutes les menaces et les sommations des généraux républicains. Monnier, après avoir chassé les insurgés et deux bataillons toscans des bords de la Chiana, se présenta enfin devant Arezzo. Une canonnade très-vive fut dirigée sur la ville, en même temps qu'une poignée de braves entourait la porte de facines, et cherchait vainement à y mettre le feu. L'inutilité de ce premier essai enflant le courage de ces furieux, Monnier fut contraint d'avoir recours à l'assaut. Le 19 octobre, quelques bataillons munis d'échelles, escaladent les remparts, et, soutenus par des réserves, ils pénètrent dans la ville. Les habitants, poursuivis de rue en rue, s'y défendent avec tant d'opiniâtreté, que les Français exaspérés font main-basse sur tous ceux qu'ils rencontrent, sans distinction d'âge ni de sexe. Cependant, revenus de ce premier mouvement, les républicains cèdent à la voix de leurs chefs, et font quartier à ceux qui ont échappé au carnage. La citadelle capitula aussitôt après, et fut rasée. Quelques détachements autrichiens compromis dans cette échauffourée, furent renvoyés au marquis de Sommariva, qui jugea prudent de se replier sur Ancône, sans en venir à des représailles qui eussent rompu l'armistice. La soumission de la Toscane entière, la clôture de Livourne aux flottes britanniques et aux troupes d'Abercrombie, la confiscation d'une cinquantaine de bâtiments richement chargés, des captures importantes en grains et munitions, des contributions de toute espèce; enfin l'anéantissement d'un ennemi qui, peu redoutable en ligne, pouvait devenir dangereux au moment où la guerre éclaterait, furent les fruits d'une résolution suffisamment autorisée par le droit de la guerre. La rupture de l'armistice, dénoncée six semaines après, fit d'autant mieux apprécier l'importance de cette courte expédition.

Le moment approchait où la partie du plan d'opérations arrêté par Bonaparte pour l'armée d'Italie, allait recevoir son exécution, et l'honneur de donner le signal de la victoire était réservé au corps des Grisons. Le général Macdonald en recevant par Mathieu Dumas l'ordre de franchir le Splugen, et les instructions dont nous avons parlé

au chapitre précédent, ne se dissimula pas que le rôle secondaire qui lui était réservé, offrait d'immenses difficultés, des périls sans éclat, et peu de chances de succès; il se mit néanmoins aussitôt en devoir de remplir la tâche qui lui était imposée. Ses troupes se réunirent entre Coire et Rheineck, où il avait établi une tête de pont, pour communiquer avec Feldkirch. Un détachement de Lecourbe vint le relever dans ce poste important, et tandis qu'il poussait plusieurs reconnaissances dans les vallées de Montafun et de Lanquart, pour donner le change à l'ennemi, et lui faire croire qu'il voulait pénétrer vers Landeck et Nauders, ses quatre divisions se rabattirent par Zollbrück sur Coire.

Le secret était une condition indispensable pour la réussite, et on ne pouvait l'obtenir qu'en éloignant les postes autrichiens, qui par leurs relations avec les Salis, eussent aisément appris ce qui se passait dans le chef-lieu des Grisons. D'ailleurs, on ne pouvait s'enfourner dans les défilés du Splugen sans contenir les troupes du corps de Hiller, dont une division, sous les ordres d'Auffemberg, couvrait l'Engadine. Le général Morlot remonta, à cet effet, le Bretigau vers Zum-Kloster et Laret, en même temps que la brigade Vaux se dirigeait sur Davos et Lenz, éclairant le mont Scaletta et l'Albula.

Le général Bachmann, qui commandait le corps d'émigrés suisses, réclama contre cette violation du territoire neutralisé par l'armistice; mais à la veille de recommencer les hostilités, les Français ne pouvaient laisser à l'ennemi un point si favorable, d'où l'on eût signalé le moindre de leurs mouvements. D'ailleurs, il est généralement admis qu'aussitôt après la dénonciation de l'armistice, les avant-postes des deux partis peuvent entrer sur le territoire indivis, et y rester en présence, au point où ils se rencontrent, jusqu'à l'heure fixée pour les hostilités: ainsi les plaintes du général Bachmann n'eussent été fondées que dans le cas où les Français auraient réellement attaqué ses troupes.

Quoi qu'il en soit, la petite armée de Macdonald, couverte par les positions de Morlot, se dirigea dans les derniers jours de novembre vers le Splugen. Ce passage que Baraguey-d'Hilliers n'avait franchi qu'avec de grandes difficultés, un mois auparavant, se trouvait alors encombré par les neiges.

Tout ce qu'on avait pu réunir de vivres, consistait en cinq rations de biscuit, et l'on osait à peine se flatter de rassembler quelques bestiaux dans ces misérables contrées, ravagées depuis deux ans. Les bords riants, mais peu fertiles du lac de Como, offraient peu de ressources au débouché des montagnes, et à moins d'y faire transporter des subsistances de la Lombardie, l'armée, après le passage des Alpes, risquait encore de mourir de faim: ainsi le moindre accident, un jour de retard dans la combinaison des marches ou la présence de l'ennemi, pouvaient réduire des milliers de braves à périr de misère au milieu de ces déserts couverts de neige.

Frédéric avait raison de placer l'intendant de l'armée de pair avec ses plus habiles généraux. L'art de faire vivre les armées est encore peu connu, parce que peu d'administrateurs s'en sont occupés avec succès, et que le vulgaire ne voit que les résultats sans s'inquiéter des moyens. Loin de faire des progrès dans les guerres de la révolution, il a plutôt rétrogradé; car si l'un des partis attacha trop de prix aux magasins, l'autre encourut trop souvent le reproche d'imprévoyance. La combinaison parfaite des opérations avec la marche des magasins, n'est pas un problème qui puisse se résoudre d'une manière absolue: les saisons, la nature des contrées, leur population, leurs productions, l'esprit des habitants, enfin la force de l'armée, sont autant de données qui exigent des calculs différents.

Macdonald avait toutes ces chances contre lui, et ne pouvait se sauver que par des prodiges d'activité. Il avait formé quatre minces divisions, autant pour en imposer à l'ennemi sur sa force véritable, que pour employer les généraux qu'on lui avait assignés; il les achemina par échelons vers ce redoutable passage.

La cavalerie, sous Laboissière, accompagnée des sapeurs, devait ouvrir la marche, suivie de l'avant-garde, commandée par Vandamme, de la division Pully, et de la réserve, conduite par Rey. La première division sous Baraguey-d'Hilliers, reçut l'ordre de conserver ses positions dans la Valte-

line, en poussant un détachement au delà de Bormio, pour inquiéter l'ennemi ou éclairer sa marche s'il voulait déboucher de Glurns ou de l'Engadine.

La division Morlot dut rester cantonnée dans les environs de Coire, pour garder les postes déjà indiqués, afin de couvrir le mouvement du reste de l'armée par la Via-Mala, dans la vallée du Rhin postérieur.

Les tentatives de trois compagnies de sapeurs, pour élargir la route au delà de Tusis, n'ayant pas eu de succès, il fallut démonter entièrement l'artillerie, et la répartir sur des traîneaux du pays, attelés par des bœufs. Les gargousses furent placées sur des mulets, et les munitions d'infanterie distribuées aux soldats, qui, déjà surchargés du poids de leurs vivres, de leur équipement et de leurs armes, portèrent en outre huit ou dix livres de cartouches; c'est avec ce fardeau qu'ils gravirent des sentiers de glace et des montagnes, que les voyageurs montent avec peine dans la belle saison.

Si nous n'avons pas voulu lutter avec le général Mathieu Dumas, dans la narration intéressante du passage du Saint-Bernard, nous nous garderons à plus forte raison de le faire pour celui du Splugen, où, acteur principal, il se trouve appelé, comme Xénophon, à décrire ses propres exploits; il suffit donc d'en offrir les traits principaux.

De Coire à Tusis, on suit pendant sept lieues, un chemin assez bon qui longe le Rhin postérieur. A Tusis, le pays se découvre par la jonction de la vallée d'Albula; mais on continue à suivre celle du Rhin, qui, se rétrécissant au fur et à mesure qu'on approche des sources, forme la Via-Mala, ou voie étroite; chemin non moins horrible que la vallée du Gondo au Simplon. « On traverse » fréquemment sur des arches de pierre, le fleuve » si fameux, qui n'est ici qu'un torrent impétueux, » roulant avec fracas à travers les débris de ro» ches écroulées. Ces ponts, quelquefois élevés à » 300 pieds au-dessus du torrent, les blindages » construits pour se préserver des fréquentes ava» lanches qui encombreraient le sentier, les pas» sages taillés dans le roc, les cascades tombant à » travers le torrent d'où les glaces pendent en » longs festons; enfin l'obscurité de cette tombe » étroite, augmentée par les sapins qui couron» nent les cimes, font de la Via-Mala l'un des sites » les plus pittoresques, l'une des plus belles hor» reurs du chaos des grandes Alpes. »

Après avoir ainsi alternativement monté et descendu, pendant sept lieues, des pentes plus ou moins abruptes, on arrive au village de Splugen. On passe finalement à la gauche du Rhin dont on longe néanmoins encore le lit jusqu'au col qui termine la vallée. Ici les difficultés redoublent; on grimpe à ce col en une heure et demie par des rampes dont la roideur n'est guère au-dessous de 45 degrés. Arrivé entre les deux glaciers, au point de séparation des eaux, on redescend vers l'hospice situé sur le plateau principal, mais déjà au versant méridional. Ce plateau, de 600 toises, près duquel on se croirait au terme de l'entreprise, en est peut-être le point le plus dangereux. Les vents les moins forts en plaine, causent ici, par leur croisement dans les gorges, des tourmentes terribles; dans la belle saison elles sont plus effrayantes que dangereuses; mais lorsque des flots de neige, soulevés par les vents, s'amoncèlent sur un point avec la rapidité de l'éclair, on est engouffré en un clin d'œil, ou jeté par le tourbillon dans des précipices que l'on n'aperçoit plus. Mais laissons parler Mathieu Dumas lui-même, dont les descriptions sont à la fois si élégantes et si lucides.

« En été, lorsque le sentier est bien frayé, on » peut aller en trois heures du village de Splugen » à l'hospice; mais quand les neiges nouvelles ont » effacé toutes les traces dans ces hautes régions où » il n'y a plus de végétation d'arbres ni d'arbus» tes; quand les avalanches et la violence des vents » ont enseveli ou emporté les balises qui jalon» naient le sentier, et changé même la configuration » du terrain, on ne peut avancer que pas à pas : il » faut s'assurer, la sonde à la main, comme en mer » au milieu des écueils, si l'on est sur le sentier » ou sur l'abîme : les guides les plus exercés hési» tent aux endroits où la direction doit changer, » car ils ne trouvent quelque faible point de re» marque qu'à l'horizon borné par les cimes des » glaciers, encore faut-il que le temps soit serein.

» On voit quels travaux exige pendant l'hiver, » l'ouverture de ce passage. Il faut, sur une éten» due de cinq lieues, depuis le village de Splugen » jusqu'à celui d'Isola, au pied des dernières ram-

» pes du Cardinel, ou déblayer les neiges pour re-
» trouver le sol, ou les surmonter en les foulant;
» et ces travaux et le courage le plus constant à
» braver tant d'obstacles, ne peuvent garantir le
» succès de l'entreprise. Les variations de l'atmo-
» sphère, les vapeurs qui s'élèvent du fond des
» gouffres, la terrible tourmente toujours soudaine,
» dérobent tout à coup les objets, et détruisent en
» un instant les résultats des plus grands efforts.»

La descente offre des horreurs d'une autre espèce; le sentier s'élargit, mais longe durant une heure un précipice de 5 à 600 pieds à pic. Les zigzags tracés pour adoucir les pentes les plus roides, et les longues traînées de glaces qui se forment par les dégels momentanés en plein midi, rendent ce passage périlleux. On quitte enfin ce précipice pour passer vingt fois, sur de frêles ponts de bois, le lit profond du torrent de Lira, qui s'élargit en arrivant à la petite plaine d'Isola. De ce village jusqu'à Campo-Dolcino, la pente est moins rapide et se perd insensiblement vers San-Giacomo. Ici la végétation et les vignobles forment un contraste remarquable avec la partie du nord, on se croit transporté du Tartare aux Champs élyséens.

Aucune force ennemie ne disputant le passage, l'armée se mit en marche par divisions, pour éviter l'encombrement. Le général Laboissière avec la première et une partie des traîneaux de l'artillerie, arrivée le 26 novembre à Splugen, commença son passage le 27. Les guides du pays jalonnaient le sentier, suivis des travailleurs qui le déblayaient avec des peines inouïes; après huit heures d'un travail dont il serait difficile de se faire une idée, ils avaient à peine gravi la moitié de la montée, lorsque tout à coup un vent d'est impétueux, vint soulever des nuées de neige et de glace pulvérisée, contre lesquelles les guides et les travailleurs luttèrent vainement : une énorme avalanche, partie des cimes du glacier, roulant avec fracas, emporte au même instant 30 dragons de la tête de colonne : ils sont, ainsi que leurs chevaux, précipités dans le torrent, ou fracassés contre les rochers. La colonne, arrêtée dans sa marche, prit le parti de rétrograder jusqu'au village. Le général Laboissière qui se trouvait en tête, séparé de sa troupe, avec un petit nombre d'hommes, n'eut d'autre moyen de salut que d'atteindre le sommet de la montagne, à l'aide de quelques paysans vigoureux qui le portèrent à l'hospice.

Cette malheureuse tentative, loin de ralentir l'ardeur des Français, ne fit qu'exciter leur courage : dès qu'il fut question de braver un danger, chacun voulut en avoir l'honneur; la même compagnie de dragons qui avait été si maltraitée, demanda à ouvrir de nouveau la marche; mais l'ouragan s'étant prolongé durant trois jours, les avalanches se succédèrent avec tant de violence, que le sentier en était presqu'entièrement comblé. Les guides déclaraient qu'on ne pourrait rouvrir le passage avant quinze jours, et même pour l'infanterie seulement.

Le calcul de ces bons paysans ne pouvait être celui de Macdonald, pour qui les chances de mort n'étaient pas un motif de retarder l'entreprise. Il savait à quel homme il avait affaire, et sentait que le succès de la campagne en Italie, dépendrait probablement de son arrivée. D'ailleurs, à part la raison militaire, l'encombrement des troupes dans la haute vallée, pouvait les faire périr de faim et de misère; et il n'y avait pas une minute à perdre. Il persista donc à se remettre en marche, et une belle gelée qui suivit la tempête, permit heureusement de reprendre les travaux, que le général Mathieu Dumas dirigea, le 1er décembre, de la manière suivante :

Quatre bœufs des plus forts, conduits par les meilleurs guides, foulaient les neiges, où on les voyait presque disparaître; ils étaient suivis par 40 travailleurs du pays, qui déblayaient le sentier. Une compagnie de sapeurs les soutenait pour perfectionner la tranchée : deux compagnies d'infanterie marchant par files, achevaient d'aplanir et battre la neige. Cette première colonne arriva après des travaux pénibles à Campo-Dolcino, sans autre perte que celle de quelques hommes et plusieurs chevaux.

Deux autres colonnes, composées d'une brigade avec des détachements de cavalerie et d'artillerie, passèrent les jours suivants par un beau temps; mais le froid excessif coûta la vie à plusieurs braves.

Macdonald ne fut pas si heureux le 5 décembre, avec la quatrième colonne que conduisait Vandamme; la neige tombait en si grande quantité, que les tranchées en furent de nouveau comblées,

les passages les plus dangereux obstrués et les jalons emportés.

Le général en chef, qui n'était pas d'un caractère à reculer, employant tour à tour la persuasion ou la force, se remit en route avec les travailleurs et les guides du pays, secondés des sapeurs et des grenadiers. Après six heures des plus rudes fatigues, ils parvinrent jusqu'au sommet; mais le plateau entre les deux glaciers était encombré à une si grande hauteur, que tous les travailleurs s'enfuirent, en criant qu'il n'y avait pas moyen de passer. La tourmente vint accroître l'effroi, il était à craindre même en rétrogradant, de ne pas rencontrer de moindres difficultés, car la neige, tombant en abondance, ou amoncelée par les vents, encombrait la route à mesure que la colonne y avait passé, de même que les flots de la mer, sillonnés par un vaisseau de haut-bord, se referment sur ses traces. Macdonald vola à la tête de la colonne, et ralliant les grenadiers, les travailleurs et les guides, il leur montra l'exemple du courage et du dévouement, en sondant lui-même ces immenses murailles de neiges, où plusieurs restèrent ensevelis. La tourmente devint affreuse dès qu'on redescendit vers l'hospice; la 104[e] demi-brigade, entièrement dispersée, ne put être ralliée que quelques jours après, et les troupes de Vandamme, coupées de celles du général Rey, trouvaient avec la même peine le chemin que celles-ci venaient de parcourir. Plus de 100 hommes et autant de mulets furent ensevelis dans les neiges.

Enfin, le 6 décembre, la presque totalité des troupes fut réunie à Chiavenna, après une marche que l'histoire placera sans doute au rang des faits les plus glorieux, et dont le succès fut principalement dû à l'activité et la persévérance du général en chef.

Des dangers d'une autre nature l'attendaient dans la Valteline, car le général Hiller n'eut pas plutôt reçu avis de cette expédition, qu'il se prépara à remonter l'Inn, et à tomber par le Brégel sur les colonnes de son adversaire. Mais la nouvelle de la bataille de Hohenlinden, répandue au même instant, fit juger au général autrichien qu'il ne pourrait sans danger rester dans l'Engadine, lorsque les Français, maîtres de Rosenheim, menaceraient Kufstein et les avenues d'Inspruck. Il renonça donc à son projet pour se borner à la défense de Nauders et de Glurns, tandis que par sa droite, il ferait face à l'armée de Moreau. Cependant le général Bachmann, qui commandait une partie de la division d'Auffemberg à Zernetz, profitant de la connaissance des lieux, fit enlever, le 8 décembre, un bataillon de hussards à pied de la division Morlot, qui gardait avec négligence les postes de Zutz et de Scamp, sur la gauche de l'Inn, au pied du mont Scaleta.

Sur ces entrefaites, Macdonald ne trouvant aucune subsistance à Riva, et forcé d'attendre de Milan, celles qui lui étaient nécessaires pour se maintenir en Valteline, poussa l'avant-garde de Vandamme par le col d'Apriga, sur Edolo et les sources de l'Oglio. Les divisions Pully et Rey, après avoir cantonné quelques jours aux environs du lac de Como, s'échelonnèrent de Tirano à Sondrio. Baraguey-d'Hilliers se resserra à gauche sur Bormio, poussant une de ses brigades par le val Livino, jusqu'aux retranchements de Zernetz, où il se liait avec les troupes de Morlot, qui avaient repris le poste de Zutz.

Ce passage du col d'Apriga, bien qu'il ne traverse qu'une montagne du second ordre, et soit moins dangereux que celui du Splugen, était peut-être plus pénible par l'aspérité des masses rocailleuses sur lesquelles il est pratiqué; on y perdit quantité de mulets et de chevaux de bât.

Ce fut dans ces positions que Macdonald reçut l'ordre inattendu de subordonner ses opérations à celles de Brune, dont il formerait désormais l'aile gauche. C'était méconnaître le prix du service qu'il venait de rendre, et il ne montra pas moins de dévouement que de patriotisme en conservant le rôle secondaire qu'il aurait eu quelque droit de refuser, ayant commandé en chef avant son compétiteur.

Guidé néanmoins par le désir naturel de donner plus d'importance à son commandement, il dépêcha son chef d'état-major à Brune, pour lui proposer de le renforcer des deux divisions de l'aile gauche de l'armée d'Italie. A l'aide de ces forces qui eussent porté son corps à 24,000 hommes, il avait le dessein de marcher sur Trente, et de tourner, par les gorges de la Brenta, la droite de toutes les positions autrichiennes sur l'Adige.

Ce projet était spécieux et sans être exempt de danger. En effet, le comte de Bellegarde, dont les manœuvres annonçaient l'intention de porter le théâtre de la guerre sur le bas Pô, pour se lier avec les divisions d'Ancône et de Toscane, n'eût pas manqué de tomber sur Brune, aussitôt qu'il aurait appris le départ de sa gauche. Si l'armée d'Italie, affaiblie par ce détachement, avait essuyé un échec notable dans les plaines de l'Oglio, on ne sait trop quel eût été le sort du corps de Macdonald, dans les vallées inhospitalières du Tyrol. Sans doute une telle résolution exigeait de la part du général autrichien autant d'activité que de vigueur, qualités dont il n'avait point encore fait preuve; mais comme l'on n'avait aucun motif de l'en croire dénué, Brune préféra avec raison de réunir toutes ses forces pour passer le Mincio.

Ces observations, auxquelles nos lecteurs ne reconnaîtront peut-être par les principes de stratégie souvent émis dans cet ouvrage, y sont pourtant plus conformes qu'on ne le pense. Si la population du Tyrol n'eût pas été prête à se lever en masse pour les Autrichiens aussitôt qu'on pénètrerait dans ce pays; si l'armée impériale n'avait pas été appuyée par Peschiera, Mantoue, Legnago, Ferrare et Ancône; enfin, si ce mouvement eût été conçu au quartier général de l'armée d'Italie, et en harmonie avec ses combinaisons sur le Mincio, nul doute qu'on eût pu se promettre des avantages en opérant un effort sur l'extrémité de la ligne opposée à la mer Adriatique. Mais il s'agissait d'établir deux masses isolées, sous des chefs qui avaient les mêmes droits au commandement, et qui pouvaient finir par ne pas s'entendre : la plus forte de ces masses devait rester inactive, tandis que celle destinée à porter les coups, allait s'enfoncer dans des gorges arides, où le matériel d'un petit corps d'armée n'eût jamais pu passer. Dans de telles conjonctures on nous permettra de croire que la résolution de Brune était préférable au projet de son collègue. Toutefois, bien qu'il fut décidé à le rejeter, il détacha de sa gauche la brigade Lecchi, avec ordre de remonter l'Oglio, pour lier les deux armées, et renforcer celle des Grisons.

Macdonald, piqué de ce refus, ne s'en montra que plus pressé de déboucher dans la vallée de l'Adige, afin de prouver par des faits l'excellence de sa proposition. Il ordonna donc au général Vandamme de faire attaquer le mont Tonal, et celui-ci confia à la brigade du général Vaux cette tâche difficile. Le col était garni d'un double retranchement palissadé, avec réduit, et on ne pouvait y arriver qu'en défilant, homme par homme, sur un immense glacier. La brigade, partie de Ponte-di-Legno, le 22 décembre, après avoir gravi ces labyrinthes de glaces, emporta une première coupure, et se présenta jusqu'aux palissades du premier retranchement; effort audacieux qui ne réussit pas, et qu'il ne renouvela que pour être ramené avec plus de perte.

Après cet échec, l'armée continua à descendre de la vallée de l'Adda dans celle de l'Oglio, et Macdonald transféra son quartier général à Breno, le 31 décembre. Stimulé plus que jamais par la nouvelle des succès que Brune venait de remporter sur le Mincio, il attendait avec impatience le résultat d'un nouvel essai tenté le même jour contre le poste du Tonal. Il ne fut pas plus heureux que le premier; Vandamme fit attaquer en plein jour ces ouvrages que les Autrichiens avaient perfectionnés : mais le courage des assaillants ne pouvait rien dans cette saison contre des difficultés insurmontables, et l'opiniâtreté de Vandamme, quoique motivée en quelque sorte par la prise de deux redoutes extérieures, se brisa aux pieds des retranchements.

La gauche de Macdonald fut plus heureuse vers les sources de l'Adige : Baraguey-d'Hilliers et Morlot, puissamment secondés par les succès de Moreau, qui attirait toute l'attention des Autrichiens sur le bas Inn, enlevèrent Zernetz au colonel Salis, et poussèrent Auffemberg sur Martinsbruck, en même temps qu'une colonne menaçait sa retraite, en se portant par la vallée de Munster sur Glurns. Mais laissons l'armée des Grisons, courir par détachements, depuis Nauders jusqu'au lac d'Iséo; ses exploits, sans être moins glorieux, n'ont plus la même importance, et il convient de reprendre le fil des opérations de l'armée d'Italie, qui venait de frapper sur le Mincio, un coup plus décisif.

La reprise des hostilités ayant été fixée au 5 décembre, les armées commencèrent dès le milieu de novembre à se rassembler. Celle des Français s'établit entre l'Oglio et la Chiese. Lapoype com-

mandait l'intérieur de la Cisalpine, qui ne présentait aucune apparence de trouble.

Soult, retenu pas sa blessure, gardait le Piémont, où son expérience et sa fermeté étaient nécessaires pour neutraliser les efforts des agents des Impériaux et du roi de Sardaigne, qui ne désespéraient pas d'exciter une insurrection générale sur les derrières, à la première nouvelle d'un revers. Tous les dépôts de l'armée, 4 bataillons piémontais, 3 régiments de cavalerie, étaient ses seules forces disponibles. Un faible détachement fut chargé, de concert avec les troupes de la république ligurienne, de couvrir le golfe de la Spezzia, contre toute tentative faite à dessein de soulever la population des vallées adjacentes.

Le général Miollis avait une tâche plus délicate : avec une brigade française, la légion cisalpine commandée par Pino, et un seul régiment de cavalerie, il dut garder Livourne, et tenir en échec le corps napolitain du comte de Damas, de même que la division autrichienne de Sommariva, cantonnée autour d'Ancône.

Les mouvements des Autrichiens contre Bologne, combinés avec ceux des Napolitains vers Sienne, et d'une partie des forces anglaises revenues de Cadix dans les eaux de Livourne, donnaient à Brune des inquiétudes assez vives sur sa droite et ses derrières, car l'occupation de la Toscane avait plutôt suspendu l'orage, qu'elle ne l'avait dissipé. Le conseil aulique semblait, en effet, avoir repris le projet de soulever le midi de l'Italie, et de porter la guerre par le bas Pô, jusque sur l'Apennin : jamais les circonstances n'avaient été plus favorables pour l'exécution de ce dessein; mais le peu d'ensemble dans tous ces corps morcelés, qui avaient chacun un but particulier, permit heureusement au général français de lutter à chances égales contre eux.

Brune jugea avec raison que la possession de l'Italie, devant se décider au delà du Mincio, il fallait se garder d'imiter la faute du Directoire, en affaiblissant trop l'armée, pour couvrir des contrées, dont une victoire sur l'Adige remettrait bientôt en possession si l'on venait à les perdre un instant. Il se contenta donc de laisser le général Petitot sur la droite du Pô, avec un corps d'observation d'environ 3,000 Français ou Cisalpins, pour observer Sommariva, paralyser la garnison de Ferrare commandée par Schusteck, et entretenir la communication avec Miollis. Ce corps de flanqueurs, secondé par la brave garde nationale de Bologne, qui ne comptait pas moins de 4,000 hommes, reçut l'instruction de se tenir le plus près possible des Autrichiens, et de les empêcher de faire des incursions sur la gauche du Pô.

Ces dispositions remplirent leur but. Le comte de Damas ayant pénétré en Toscane, fut battu par Miollis; les marches de Sommariva vers Imola, et les attaques de Schusteck, ne produisirent aucun événement assez notable pour détourner Brune du plan qu'il avait adopté.

L'armée active, forte d'environ 55,000 baïonnettes et 8,000 sabres, outre l'artillerie, appuyait sa droite au Pô, et la gauche au-dessus du lac d'Idro, d'où elle devait communiquer avec Macdonald. Sa composition était excellente, les vétérans de Gênes, les blessés, les malades l'avaient rejointe, et à peine comptait-on dans les rangs quelques jeunes soldats. On lui donna une organisation mieux entendue que les précédentes, et semblable à celle de l'armée du Rhin. Deux ailes, un centre et une forte réserve, composés chacun de deux divisions, et commandés par des lieutenants généraux; des divisions de grosse cavalerie et de dragons réunis; enfin un parc de réserve de 60 pièces, non compris 100 bouches à feu distribuées aux divisions, remplacèrent le système moins centralisé qui existait depuis la révolution (1).

(1) Il ne manquait à cette organisation, pour être parfaite, que trois divisions par aile, au lieu de deux : ce nombre de trois est le plus convenable pour toute organisation militaire, car il donne moyen de mettre deux de ces unités en ligne, et la troisième en réserve. Si le corps entier se trouve en bataille, on rencontre aussi dans ce nombre de trois, l'avantage d'avoir un centre et des ailes tout organisés, tandis que dans le nombre deux le centre se trouve être un intervalle, un point dégarni. Une division qui a deux brigades, en engage une, et tient l'autre en réserve; si elle en a trois, elle peut en engager deux, ce qui fait une énorme différence. L'armée russe, qui, après avoir beaucoup emprunté à ses voisins, peut aujourd'hui servir de modèle dans presque tous les genres, est organisée d'après ces principes.

Delmas commandait l'avant-garde, Dupont l'aile droite, Suchet le centre, Moncey la gauche, et Michaud la réserve; le tableau ci-joint donnera une idée de cette composition.

On évaluait l'armée impériale à 80,000 combattants; toutefois, comme les corps du Tyrol, opposés à l'armée de Macdonald, sont compris dans cette évaluation, et que probablement celui de Sommariva y figure de même, on peut à peine la compter égale en nombre sur le Mincio. Mais elle y tenait une ligne hérissée de redoutes et de retranchements sous la protection de 100 pièces de canon, et de trois places fortes; sa gauche appuyant à Mantoue et au Pô, sa droite au lac de Garda, couvert d'une flottille de 27 bâtiments, dont trois étaient armés de 12 pièces, les autres de 2 jusqu'à 6, le tout monté par 600 marins. Pour protéger leurs croisières, les Autrichiens firent fortifier l'île de Sermione, ce qui donnait, en outre, l'avantage d'intercepter la grande communication de Dezenzano à Peschiera, et de faire des descèntes sur la droite du lac. Les places de Mantoue et de Peschiera, la tête de pont de Borghetto et le poste de Goïto, assuraient aux Impériaux des débouchés inappréciables pour l'offensive sur les deux rives du Mincio.

Le général Wukassowich, ayant sous lui les divisions Laudon et Dédovich, tenait depuis Riva jusqu'au Tonal, couvrant par sa droite les sources de l'Adige vers Glurns, où il se liait au corps du Tyrol septentrional, qui relevait de l'armée d'Allemagne. Sa tâche primitive était d'empêcher les Français de pénétrer sur Trente par le nord du lac, ou par la Valteline; il pouvait même tourner la gauche de Moncey, en descendant par l'Oglio sur Iséo ou Bergame.

Le corps de bataille campait ou cantonnait entre le Mincio et l'Adige. L'avant-garde, sous le comte de Hohenzollern, forte de 15,000 hommes, était retranchée sur la droite du Mincio, et poussait ses avant-postes depuis Dezenzano jusqu'à Borgo-Forte.

La convention de Castiglione, interdisait aux Autrichiens d'établir aucun retranchement ou poste fixe sur la droite du Mincio, et à l'armée française d'en tenir en arrière de la Chiese et du bas Oglio. Mais comme les premiers avaient violé le traité en retranchant l'île de Sermione, et en fortifiant Borghetto et la Volta, Brune fit occuper en représailles les hauteurs de Lonato par Delmas, et ordonna à Moncey de s'emparer de l'anse de Salo : le premier de ces postes procurait une excellente position défensive, le second privait les Autrichiens d'un port assuré, et donnait la facilité de construire une flottille capable de lutter avec la leur.

Les deux armées étaient donc également en mesure de reprendre l'offensive sur le Mincio, aussitôt que la trêve serait expirée. Mais elles n'y avaient pas un égal intérêt; Brune cherchait à ne rien brusquer avant que le corps de Macdonald fût en état de le seconder, ce qui ne devait guère avoir lieu avant le 20 décembre. Bellegarde, de son côté, attendait que l'arrivée des Napolitains en Toscane déterminât son adversaire à porter de forts détachements sur sa droite, afin de l'attaquer alors sur la Chiese avec plus de succès. D'ailleurs, les pluies abondantes dégoûtaient les deux partis de guerroyer dans les rizières du Mantouan, avant qu'il n'y eût de part ou d'autre un motif plus pressant d'agir. Peut-être aussi que le général autrichien, ignorant à cette époque la destination de Macdonald, ne jugeait pas assez la chance qu'il courait en retardant ses opérations.

En attendant, pour donner plus de poids à la diversion de Toscane, Bellegarde porta le corps de Sommariva sur Imola, à l'effet de menacer Bologne, que le général Schusteck, sorti de Ferrare, et qui s'était déjà emparé de Cento et de Bondeno, inquiétait de son côté. La bonne contenance de la garde nationale bolonaise, et l'arrivée de Jablonowsky, avec un renfort de deux bataillons, permirent à Petitot de déjouer ces tentatives dont l'armée républicaine ne fut nullement inquiétée.

La nouvelle de la descente des Français par le Splugen, ne put parvenir au quartier général autrichien, avant le 10 décembre. Un tel événement exigeait des remèdes prompts, vigoureux, proportionnés en un mot à l'imminence du danger. Il semble que si Bellegarde avait alors tous ses moyens sous la main, il lui eût importé de frapper sans délais, et de prendre l'initiative pour attaquer Brune par sa gauche. Mais la position de l'aile droite impériale, qui s'étendait déjà [illegible]

Tome IV, page 332.

Situation de l'

Delmas commandait l'avant-garde, Dupont l'aile droite, Suchet le centre, Moncey la gauche, et Michaud la réserve; le tableau ci-joint donnera une idée de cette composition.

On évaluait l'armée impériale à 80,000 combattants; toutefois, comme les corps du Tyrol, opposés à l'armée de Macdonald, sont compris dans cette évaluation, et que probablement celui de Sommariva y figure de même, on peut à peine la compter égale en nombre sur le Mincio. Mais elle y tenait une ligne hérissée de redoutes et de retranchements sous la protection de 100 pièces de canon, et de trois places fortes; sa gauche appuyant à Mantoue et au Pô, sa droite au lac de Garda, couvert d'une flottille de 27 bâtiments, dont trois étaient armés de 12 pièces, les autres de 2 jusqu'à 6, le tout monté par 600 marins. Pour protéger leurs croisières, les Autrichiens firent fortifier l'île de Sermione, ce qui donnait, en outre, l'avantage d'intercepter la grande communication de Dezenzano à Peschiera, et de faire des descentes sur la droite du lac. Les places de Mantoue et de Peschiera, la tête de pont de Borghetto et le poste de Goïto, assuraient aux Impériaux des débouchés inappréciables pour l'offensive sur les deux rives du Mincio.

Le général Wukassowich, ayant sous lui les divisions Laudon et Dédovich, tenait depuis Riva jusqu'au Tonal, couvrant par sa droite les sources de l'Adige vers Glurns, où il se liait au corps du Tyrol septentrional, qui relevait de l'armée d'Allemagne. Sa tâche primitive était d'empêcher les Français de pénétrer sur Trente par le nord du lac, ou par la Valteline; il pouvait même tourner la gauche de Moncey, en descendant par l'Oglio sur Iséo ou Bergame.

Le corps de bataille campait ou cantonnait entre le Mincio et l'Adige. L'avant-garde, sous le comte de Hohenzollern, forte de 15,000 hommes, était retranchée sur la droite du Mincio, et poussait ses avant-postes depuis Dezenzano jusqu'à Borgo-Forte.

La convention de Castiglione, interdisait aux Autrichiens d'établir aucun retranchement ou poste fixe sur la droite du Mincio, et à l'armée française d'en tenir en arrière de la Chiese et du bas Oglio. Mais comme les premiers avaient violé le traité en retranchant l'île de Sermione, et en fortifiant Borghetto et la Volta, Brune fit occuper en représailles les hauteurs de Lonato par Delmas, et ordonna à Moncey de s'emparer de l'anse de Salo : le premier de ces postes procurait une excellente position défensive, le second privait les Autrichiens d'un port assuré, et donnait la facilité de construire une flottille capable de lutter avec la leur.

Les deux armées étaient donc également en mesure de reprendre l'offensive sur le Mincio, aussitôt que la trêve serait expirée. Mais elles n'y avaient pas un égal intérêt; Brune cherchait à ne rien brusquer avant que le corps de Macdonald fût en état de le seconder, ce qui ne devait guère avoir lieu avant le 20 décembre. Bellegarde, de son côté, attendait que l'arrivée des Napolitains en Toscane déterminât son adversaire à porter de forts détachements sur sa droite, afin de l'attaquer alors sur la Chiese avec plus de succès. D'ailleurs, les pluies abondantes dégoûtaient les deux partis de guerroyer dans les rizières du Mantouan, avant qu'il n'y eût de part ou d'autre un motif plus pressant d'agir. Peut-être aussi que le général autrichien, ignorant à cette époque la destination de Macdonald, ne jugeait pas assez la chance qu'il courait en retardant ses opérations.

En attendant, pour donner plus de poids à la diversion de Toscane, Bellegarde porta le corps de Sommariva sur Imola, à l'effet de menacer Bologne, que le général Schusteck, sorti de Ferrare, et qui s'était déjà emparé de Cento et de Bondeno, inquiétait de son côté. La bonne contenance de la garde nationale bolonaise, et l'arrivée de Jablonowsky, avec un renfort de deux bataillons, permirent à Petitot de déjouer ces tentatives dont l'armée républicaine ne fut nullement inquiétée.

La nouvelle de la descente des Français par le Splugen, ne put parvenir au quartier général autrichien, avant le 10 décembre. Un tel événement exigeait des remèdes prompts, vigoureux, proportionnés en un mot à l'imminence du danger. Il semble que si Bellegarde avait alors tous ses moyens sous la main, il lui eût importé de frapper sans délais, et de prendre l'initiative pour attaquer Brune par sa gauche. Mais la position de l'aile droite impériale, qui s'étendait déjà jusqu'au

Tome IV, page 332.

ituation de l'

Del
droite
Michs
une i
On
batta
posé
cette
Som
com
y te
tran
cano
à M
cou
étai
qu'à
tége
fier
l'av
de l
sur
Pes
de
ina
du

di
jus
de
Ty
le
Fr
la
la
su

tr
ce
ét
s
B

A
p
f

Tonal, ne permettant de la mettre en action que sur la haute vallée de l'Oglio, on devait moins compter sur sa coopération que craindre de la voir elle-même incessamment aux prises avec Macdonald. Bellegarde, à qui les décisions énergiques et soudaines n'étaient d'ailleurs point familières, se contenta donc de pousser une forte reconnaissance sur la ligne de son adversaire, particulièrement vers cette gauche qu'il aurait dû attaquer; et loin de faire descendre sa droite dans les plaines du Brescian, il lui envoya des renforts dans les montagnes.

Cependant les nouvelles de la victoire éclatante de Hohenlinden, et de l'approche de Macdonald, électrisant de plus en plus l'armée républicaine, elle demandait à grands cris d'être menée à l'ennemi. Brune jugea dès lors qu'il ne fallait pas perdre un instant pour prévenir les Autrichiens; et la reconnaissance forcée que ceux-ci venaient de faire, signalant des intentions hostiles, il résolut d'aller à leur rencontre.

Le général Lecchi fut porté dans les montagnes du Bergamasc, pour assurer la jonction avec Macdonald. La division Rochambeau demeura à Salò pour observer et inquiéter à la fois le corps autrichien du Tyrol. Delmas porta l'avant-garde à Castel-Venzago, observant Peschiera : la gauche s'avança, le 20, de Lonato, sur Solferino et Cavriana : le centre marcha par Castiglione à Guirdizolo, et les réserves se réunirent à Montechiaro : la droite, dont la première division avait repoussé quelques jours auparavant les tentatives de la garnison de Mantoue sur Marcaria, chassa l'ennemi de Gazoldo, et se resserra vers Goïto.

Tous ces mouvements donnèrent lieu à de légers combats qu'il serait superflu de rapporter. Le lendemain Delmas dut marcher sur Pozzolengo et Ponti; Moncey eut la mission d'emporter Monzambano à la tête de la division Boudet; tandis que Suchet enlèverait les redoutes de Volta, et que Dupont inquiéterait la gauche des Autrichiens vers Goïto et Castellucchio. Les réserves marchèrent à Castiglione (1).

Delmas refoula sans peine de simples avant-postes, mais Moncey trouva les troupes de Hohenzollern en forces sur les hauteurs entre Olsino et Castellaro : Brune aurait dû s'y attendre, et faire soutenir sa gauche par sa réserve, puisque la jonction des routes et le principal passage des Autrichiens, se trouvaient également sur ce point. Moncey, quoique isolé, n'hésita pas à ordonner l'attaque de ces hauteurs, qui furent vivement disputées. Les Autrichiens, abordés de front par la brigade Seriziat, et tournés à droite par les deux autres, défendirent ce poste avec une opiniâtreté sur laquelle on ne comptait guère, puisqu'on leur supposait le projet de repasser le Mincio. Cependant Seriziat, soutenu par un bataillon de grenadiers sous la conduite de l'adjudant général Foy, chargea si à propos, de concert avec la brigade Merle, que l'ennemi fut successivement délogé de deux positions formidables. L'apparition d'une colonne de Delmas sur les derrières de Castellaro, ne contribua pas peu à ce succès, et détermina l'ennemi à se retirer sur Borghetto avec perte de 7 à 800 hommes.

Suchet obtint autant d'avantages avec moins de peine : après avoir délogé l'avant-garde ennemie de Foresto, il dirigea Loison sur le village de la Volta, tandis que Gazan enlevait les retranchements à la droite. Le comte de Hohenzollern, que deux ou trois redoutes isolées ne mettaient pas à même de lutter contre toute l'armée française, après avoir sacrifié inutilement 1,000 à 1,200 hommes, pour retarder leur perte de quelques heures, s'étant retiré sur Valeggio, elles tombèrent au pouvoir des républicains.

Le même résultat avait eu lieu à la droite où Watrin rejeta la brigade d'Aspres dans Goïto, et lui fit repasser le Mincio. Ces combats, livrés en ordre parallèle sur toute la ligne, firent honneur à la bravoure des deux partis, et au coup d'œil des généraux secondaires; mais on y chercherait vainement les traces d'une grande conception.

Brune, décidé à passer le Mincio, sentit la nécessité de rapprocher un peu plus sa droite, qui ne pouvait sans inconvénient passer trop près de Mantoue, et qui, d'ailleurs, soutiendrait mieux le reste de l'armée en se liant de plus près au centre. Dupont reçut donc l'ordre de ne laisser que des flanqueurs vers Goïto et Castelluccio, et

(1) *Voyez* la planche XXII; et, pour l'ensemble, la pl. XXIII.

de venir remplacer Suchet à Volta. Celui-ci laissant son équipage de pont à son collègue, et une brigade pour masquer la tête de pont de Borghetto, dut venir avec les quatre autres se joindre à la gauche près de Monzambano.

Bien que le Mincio soit une petite rivière en proportion de l'immense lac de Garda dont il sort, il n'est jamais guéable pour une armée quand on ferme le canal de Sallionze : lors même qu'il reste ouvert, les gués dans les plus basses eaux se trouvent en petit nombre et sont tous à l'avantage de la rive gauche, qui domine constamment la droite, excepté aux rentrants de Monzambano et Molino près Pozzolo, lesquels ont sur la gauche un commandement décidé.

Le général autrichien ne pouvant reconnaître les avantages de ces deux points, sentit principalement la nécessité de surveiller le premier ; à cet effet, il avait construit des redoutes dans la petite plaine, vis-à-vis de Monzambano, fermée naturellement à droite par Sallionze, et à gauche par Valeggio. Il lui importait d'en interdire l'accès aux Français, attendu que s'ils parvenaient à s'en emparer, ils auraient toute facilité de s'établir sur les hauteurs qui se lient au camp retranché de Castel-Novo, point central des plus avantageux entre le Mincio et l'Adige, d'où ils n'auraient qu'un pas à faire pour intercepter la route du Tyrol.

Bellegarde n'avait pas autant de chances contraires à redouter du côté de Molino ; la facilité d'assaillir la droite des Français depuis Goïto et Mantoue ; la proximité de cette place qui permettait d'employer en ligne 7 à 8,000 hommes de sa garnison ; enfin, les difficultés d'un terrain bas, peu favorable à l'artillerie et aux mouvements d'une armée, devaient lui faire désirer que Brune s'y engageât et attaquât sa gauche. Il lui eût été facile de refuser cette aile, en n'y laissant que la division de Mantoue, afin de se jeter en forces par Borghetto sur l'extrémité de la ligne française (1).

De son côté, Brune ne se dissimulait pas tout ce que des points d'appui et des débouchés tels que Peschiera, Borghetto et Mantoue permettaient à son adversaire d'entreprendre contre lui ; mais il appréciait trop les avantages de l'initiative, pour ne pas être convaincu que le moyen de l'en empêcher, était de porter vivement le théâtre de la guerre au delà de l'Adige.

Son intention était de faire exécuter une fausse attaque vers Pozzolo par le corps de Dupont, tandis que lui-même, sous la protection de 40 bouches à feu, dirigées par Marmont, passerait avec le gros de l'armée à Monzambano, où il porta l'avant-garde, la gauche, le centre et toutes les réserves.

Ce projet, quoique hardi, ne manquait point d'habileté : un effort par la gauche était conforme aux instructions du premier consul, et au projet de se lier, avec Macdonald, en isolant Bellegarde de sa droite ; un incident faillit en déranger l'exécution.

Quoiqu'on se fût flatté d'avoir apporté toute la précision possible dans l'expédition des ordres, on avait mal calculé les distances à parcourir, ou les obstacles que les chemins dégradés et la saison, apporteraient aux mouvements des troupes. La marche de l'artillerie et des pontons surtout, entrava l'arrivée des colonnes, et en mit plusieurs dans l'impossibilité d'être réunies à l'heure indiquée.

Ce contre-temps détermina Brune à remettre le passage au lendemain, en laissant toutefois subsister l'ordre pour l'établissement du pont à Molino-de-la-Volta, près Pozzolo. Il imagina que cette opération produirait une diversion plus efficace, si elle avait lieu vingt-quatre heures avant la véritable attaque par Monzambano. Ce calcul deviait de tous les principes de la guerre ; car il était à craindre que Dupont ne fût écrasé, dès que l'ennemi verrait que ce corps passait isolément ; or, pour obtenir tout l'effet de sa fausse attaque, sans compromettre 10,000 hommes, il suffisait qu'elle précédât la véritable d'une heure ou deux.

Le général français fut plus heureux que sage ; un brouillard épais qui couvrait depuis plusieurs jours l'horizon, dérobait les mouvements préparatoires, et forçait l'ennemi incertain à se concentrer sur les hauteurs de Valeggio, clef de toute sa ligne, en sorte que le passage pouvait être surpris partout ailleurs.

Le général Dupont, établi près de la Volta, de-

(1) C'eût été faire à Brune, en sens inverse, ce que le prince Eugène, vice-roi d'Italie, fit à Bellegarde lui-même en 1814.

puis le 24 au soir, et qui n'avait guère qu'une forte lieue à parcourir dans un pays dénué d'obstacle, se trouva à la pointe du jour sur les bords du Mincio, vis-à-vis de Pozzolo. Les chefs de l'artillerie et des sapeurs ayant réussi à faire lancer à l'eau plusieurs barques, sous la protection de deux batteries et du feu de mousqueterie de la division Watrin, le brave Macon s'y précipita à la tête des tirailleurs, et prit pied sur la rive droite, dont il débusqua les faibles postes ennemis. Il s'appliqua ensuite à choisir une position avantageuse pour protéger l'établissement du pont, qui fut construit en moins de deux heures, malgré le feu continuel de quelques pièces autrichiennes, et d'environ 1,200 hommes qui firent de vains efforts pour s'y opposer. La division Watrin se hâta alors d'achever son passage, et tandis que la 22ᵉ observait le chemin de Borghetto par la rive gauche, le reste de la division poussait sur Pozzolo le détachement autrichien qui ne pouvait lui résister.

Dans cet instant, le général en chef envoya l'ordre de n'engager aucune action sérieuse sur la gauche du Mincio, et de se borner à protéger par le feu des batteries, le pont qui venait d'être jeté à Molino. Les troupes de Watrin ayant déjà gagné du terrain, le général Dupont jugea peu convenable de les retirer, et proposa de poursuivre ses succès. Suchet, instruit de son côté que Dupont, engagé seul, courait risque de succomber sous les efforts des masses autrichiennes, résolut de marcher à son soutien avec la division Gazan. En prévenant le général en chef de cette détermination, il l'engagea à faire relever les troupes du centre, qui masquaient Borghetto, et prescrivit à la division Loison de le suivre au plus tôt.

Brune était informé que les Autrichiens avaient réuni près de 40,000 hommes sous Villa-Franca, y compris la garnison de Mantoue, dont la proximité leur permettait de disposer : on savait qu'ils y avaient entre autres le gros de leur cavalerie, et 12 bataillons de grenadiers. Dès lors il lui parut essentiel de tromper le comte de Bellegarde, en le menaçant d'une attaque sérieuse à Pozzolo, afin de lui faire négliger les positions importantes de Monzambano, où l'on avait projeté de l'assaillir le lendemain à l'aube du jour. Le succès de l'entreprise devait être immanquable, si l'on déterminait ainsi l'ennemi à diriger le gros de ses forces sur un autre point que celui où l'on voulait frapper. Mais il était à craindre aussi que le général autrichien, feignant de donner dans le piége, n'excitât par de légers succès les premières colonnes qui auraient passé, à le poursuivre jusque dans sa position, pour les culbuter ensuite dans le Mincio.

Brune fut embarrassé par les propositions de ses lieutenants, bien qu'il n'eût à choisir qu'entre deux partis; porter sur-le-champ Suchet au secours de Dupont, et le suivre à l'instant même avec le gros de son armée; ou persister dans le projet de passage par sa gauche, en laissant sa droite en prise.

Le premier parti semblait plus conforme aux règles de la guerre; mais Brune s'exagérant le danger d'être inquiété sur ses flancs par la garnison de Peschiera, adopta le second. Les motifs de sa détermination étaient spécieux : n'ayant qu'un pont de bateaux à Molino, et celui de chevalets ne pouvant être terminé que très-tard; il craignit que le centre ne fût hors d'état de déboucher avant la nuit, et que l'armée, après avoir abandonné ses positions du haut Mincio, n'arrivât précisément pour être témoin de la défaite de l'aile droite.

Cependant lorsqu'il fut instruit que Suchet avait déjà marché sur Pozzolo, il prescrivit à Boudet de relever ses troupes à Borghetto, mais persista à garder l'aile gauche et les réserves vers Monzambano, pour y passer le Mincio le lendemain; laissant à la prudence de Dupont la liberté de profiter de ses avantages, sans trop s'écarter des retranchements naturels de Molino, dont le feu de l'artillerie établie sur le plateau rehaussait encore la valeur.

Dans cet intervalle, la division Watrin, à la faveur des batteries placées sur la rive droite du Mincio, avait balayé la plaine, et enlevé Pozzolo. Son général, non moins prudent que brave, disposa aussitôt les troupes le long de la digue, depuis ce village jusqu'aux moulins de la Volta, et s'y tint sur la défensive comme dans une tête de pont.

Cependant, le comte de Bellegarde, instruit par le bruit du canon et par le rapport de ses avant-postes du passage des Français, chargea la division Kaim de les assaillir dans Pozzolo, tandis que celle du général Vogelsang, tomberait sur leur

gauche. Déjà ces troupes se mettaient en devoir d'attaquer à gauche de Pozzolo, lorsque vers midi la division Monnier (1) déboucha après une marche pénible, occupa ce village, et donna la facilité à Watrin de resserrer sa ligne à la hauteur de Molino, en face de Pasini. (*Pl.* XXII.)

Au même instant, Suchet revenant avec sa première division aux environs de Volta, reconnut par lui-même l'occasion que la fortune offrait à l'armée, et sentit que le secours de ses troupes assurerait le succès de l'entreprise; il prit donc sur lui de soutenir l'aile droite.

L'artillerie du centre fut aussitôt réunie sur le plateau qui commande la rive gauche, où la division Gazan se déploya, autant pour imposer à l'ennemi que pour encourager les troupes engagées.

Tandis que Watrin opérait son mouvement à gauche, les deux divisions autrichiennes avaient tout disposé pour leur attaque, et, secondées par une nombreuse artillerie, elles tombèrent avec fureur sur les 6e légère, 28e et 40e de ligne. Ces trois demi-brigades soutinrent seules ce choc terrible pendant plus d'une heure avec un sang-froid et une bravoure admirables : à la vérité, le feu du canon français, attirant celui de l'ennemi, opéra en leur faveur une diversion sans laquelle elles eussent été probablement écrasées.

Impatients de voir que leur infanterie ne pouvait déloger la division Watrin des retranchements naturels qui la couvraient, les escadrons autrichiens s'élancèrent sur elle et la chargèrent en flanc. La bonne contenance du 11e régiment de hussards, secondée par le feu de 20 pièces placées sur la berge semi-circulaire de la rive droite du Mincio, déjoua ces tentatives : l'artillerie républicaine portant le ravage dans les rangs des Impériaux, les força à rebrousser chemin, et à diriger tous leurs efforts contre la droite de Dupont à Pozzolo, que le général Kaim attaqua avec fureur.

Monnier lutta vainement contre une telle supériorité; le dévouement des deux demi-brigades qu'il commandait, ne put lui conserver ce village où une colonne hongroise pénétra la baïonnette croisée.

Suchet, témoin des efforts de l'aile droite, sentit qu'il lui serait impossible de tenir tête avec 8,000 hommes à une armée entière, qui avait la faculté de renouveler à chaque instant les attaques avec des troupes fraîches. Il résolut donc de faire passer le Mincio à une partie de son corps; mais, enchaîné sans doute par les dispositions du général en chef, qui ne voulait pas l'engager sur ce point, au lieu d'y marcher avec ses deux divisions, il se contenta de faire passer le Mincio à une brigade, pour former réserve. Il était temps : à peine le général Clauzel l'eût-il déployée à quelque distance de la rive gauche, que Dupont, pressé par Kaim et Vogelsang, se vit contraint de la porter en avant pour amortir le choc de l'ennemi. Mais ce renfort était insuffisant; la brigade, enfoncée par une charge impétueuse, fut ramenée comme les bataillons de Monnier jusqu'à la rivière. Leur situation eût été très-critique, si les troupes du centre, déployées sur le plateau de la rive droite, ne s'étaient heureusement trouvées à même de prendre part à l'action : quoique séparées par le Mincio, elles commencèrent un feu si vif de mousqueterie et de canon à mitraille, qu'elles arrêtèrent tout à coup les colonnes ennemies.

Les Autrichiens foudroyés perdaient considérablement de monde, sans oser frapper un dernier coup, ni vouloir rétrograder; ce moment d'hésitation répara tout. Les généraux français en profitent pour rallier leurs troupes. Watrin, de son côté, prend une résolution décisive; il sort des retranchements à la tête de ses trois demi-brigades, et se précipite sur le flanc droit de l'ennemi. Dupont, voyant l'urgence de le seconder, ordonne le même effort sur toute la ligne; le 11e de hussards et une partie du 8e de chasseurs, soutenus par l'artillerie à cheval, fondent sur les bataillons impériaux : partout ceux-ci plient, et perdent en un instant le terrain qu'ils venaient de gagner au prix de tant de sang; la division Watrin leur enlève 7 à 800 prisonniers, un drapeau et cinq pièces de canon : Monnier rentre dans Pozzolo.

L'ardeur des troupes républicaines, les avait emportées loin des ponts, sans y laisser de réserve. Suchet, craignant qu'il n'en résultât quelque malheur, fit aussitôt passer le Mincio au reste de la division Gazan. A peine celle-ci était-elle réunie sur la rive gauche, que les Impériaux, renforcés par

(1) Elle n'était alors composée que des 24e légère et 58e de ligne, une de ses brigades étant restée vers Goïto.

Bellegarde, dirigèrent une nouvelle attaque contre Pozzolo, et réussirent à l'arracher aux troupes de Monnier, épuisées de fatigue par les efforts réitérés qu'elles venaient de soutenir.

Watrin se trouvait alors à une lieue en plaine, entraîné par l'ardeur qu'il mettait à poursuivre ses avantages. Ce général s'apercevant de l'échec essuyé par son collègue, dans la crainte d'être tourné lui-même, prit le parti de se replier en bon ordre, et de venir se mettre sous la protection des batteries de la rive droite. Monnier mieux appuyé, et renforcé d'un bataillon frais de Gazan, parvint à réoccuper Pozzolo.

Ce village devint, durant six heures, le théâtre d'une lutte aussi sanglante qu'opiniâtre; Kaim et Vogelsang y rentrèrent plusieurs fois : le premier y fût mortellement blessé; mais les Français, soutenus d'abord par le reste des troupes de Gazan, puis par les brigades Lesuire et Colli de la division Loison, et enfin par une partie de la réserve de dragons, conduite par Davoust, repoussèrent ces deux corps autrichiens et les renforts successifs que leur envoya Bellegarde. L'arrivée de chacune de ces colonnes fut pour chaque parti un retour de fortune momentané, qui prolongeait le combat sans rien décider. La nuit même ne mit pas un terme à la fureur des combattants : Dupont et Suchet, maîtres du champ de bataille, croyaient l'ennemi en pleine retraite; le général Watrin, crainte de surprise, venait de faire rentrer, vers six heures, ses troupes derrière les épaulements qu'elles avaient occupé au commencement de l'action, lorsque Bellegarde, profitant de l'obscurité de la nuit, les fit attaquer par une partie de la réserve de grenadiers récemment arrivée de Valeggio.

Tout à coup une grêle de projectiles et de balles vint pleuvoir sur la division Watrin. La lune, dont une faible lueur perçait par intervalles les nuages, laissa apercevoir deux masses de grenadiers, qui marchaient avec intrépidité contre la digue, et n'en étaient plus éloignées de vingt-cinq pas : les Français, convaincus que dans cette situation il fallait vaincre ou être culbutés dans la rivière, exécutèrent avec calme des feux si bien nourris, qu'il contraignirent ces colonnes d'élite à se retirer en désordre : l'obscurité était trop grande pour qu'il fût prudent de les poursuivre.

Les Autrichiens, repoussés sur la gauche, tournèrent pour la cinquième fois leurs efforts contre le village de Pozzolo, et les appuyèrent par une canonnade des plus vives; mais Colli et Monnier surent rendre ces entreprises infructueuses : le feu cessa enfin vers neuf heures du soir (1).

Cette journée qui fit beaucoup d'honneur aux troupes républicaines, atteste que les Impériaux y déployèrent de la vigueur et de la persévérance : elle coûta cher aux deux partis, mais elle influa sur le moral des troupes allemandes pour tout le reste de la campagne. Leur perte fut évaluée à environ 5,000 tués, blessés ou prisonniers.

Quelques militaires partisans des entreprises hardies, ont pensé que le comte de Bellegarde eût fort embarrassé le général Brune, si, au lieu de diriger 20,000 hommes contre Dupont, et de laisser le reste dans l'inaction, il eût massé ses 40,000 combattants à Valeggio, et débouché vigoureusement de Borghetto sur Olsino d'un côté et sur Réale de l'autre. (*Pl.* XXII.) On ne saurait nier que l'armée française, ainsi coupée en deux, eût été compromise : Delmas et Moncey, pressés entre Peschiera et des forces considérables, se fussent repliés; et Dupont, aventuré à Pozzolo, n'aurait rien eu de mieux à faire qu'à se retirer en toute hâte. A la vérité, il eût été possible que celui-ci marchant au contraire sur le pont des Autrichiens à Borghetto, plaçât Bellegarde dans le même embarras où il aurait voulu mettre les Français. Toutefois cela était peu probable; une telle résolution eût exigé une connaissance parfaite de la situation des deux armées, et ce n'est pas au milieu du tumulte d'un combat qu'on obtient à la minute même de tels renseignements. L'entreprise de Bellegarde eût été en pleine exécution avant que Dupont n'en fût instruit; dès lors, si Monzambano avait été emporté par des forces supérieures, et Delmas en retraite, l'armée impériale aurait pu accabler ce dernier en toute sécurité pour se rabattre ensuite sur Volta : la perte même du pont de Borghetto ne l'en eût pas empêchée, puisqu'elle avait à Peschiera un moyen infaillible de repasser le Mincio.

Mais, en admettant que cette manœuvre parût

(1) Bellegarde dit que le village resta aux Autrichiens, le rapport d'Oudinot affirme le contraire.

trop hasardeuse, il est certain du moins que le général autrichien aurait dû aborder vers midi, avec tous ses moyens réunis, les troupes françaises compromises à Pozzolo. Dans les passages de fleuve, toute hésitation est dangereuse; et, dès que la construction d'un pont indique le point du danger, c'est là qu'il faut concentrer tous ses moyens. On peut sans doute se tromper quelquefois sur le choix du point de passage; mais l'indécision est encore pire qu'une résolution prématurée. D'ailleurs, il est rare qu'une armée construise des ponts où elle ne veut pas réellement passer, sinon en totalité, du moins une de ses ailes; et, dans ce cas, mieux vaut se jeter de suite contre sa droite ou sa gauche, que de rester longtemps dans le doute. Abandonnons au reste ces observations tardives à la méditation des militaires intéressés à les développer, et reprenons le fil des événements.

Une lutte non moins extraordinaire se préparait pour le lendemain. Suchet ayant fait repasser le Mincio pendant la nuit aux troupes du centre, plaça une de ses brigades en observation devant Borghetto, et vint avec les quatre autres rejoindre la colonne destinée à le franchir vers Monzambano. Il fut prescrit au général Dupont de garder la défensive sur la rive gauche, sous la protection de ses batteries, jusqu'à ce qu'il entendît l'armée s'engager, et d'agir alors selon les circonstances, pour se rapprocher de Valeggio.

Le 26, dès cinq heures du matin, 40 bouches à feu furent mises en batterie sur la rive droite à Monzambano, pour protéger l'établissement des ponts. Un brouillard épais favorisa cette opération, dont l'ennemi n'eut pas le moindre soupçon. Cette circonstance où l'on serait tenté de reconnaître les faveurs de la fortune, exerça une grande influence sur les résultats de la journée.

A sept heures du matin, six compagnies de carabiniers passèrent le Mincio en bateaux, et protégèrent la construction des ponts. Le premier ayant été achevé à neuf heures, le corps d'avant-garde se hâta de le franchir. Dès que Delmas eut formé ses troupes dans la plaine, il ordonna aussitôt l'attaque. Quatre colonnes bravant le feu de l'avant-garde autrichienne, et celui de la brigade Rousseau qui, des hauteurs retranchées de Salionze, écharpait leur flanc gauche, s'avancèrent l'arme au bras et au pas redoublé sur la ligne ennemie. Les Impériaux trop faibles sur ce point, furent menés battant jusqu'auprès de Valeggio, par les colonnes que dirigeaient les généraux Cassagne et Bisson. La brigade Lapisse, et les dragons du général Beaumont, se portèrent à gauche pour contenir les troupes de Rousseau réunies sous leurs retranchements. Le gros canon dont ils étaient garnis, incommodant ces deux brigades, on fit avancer quatre pièces d'artillerie légère à portée de mitraille de la première redoute; cette manœuvre hardie attira leur feu, et procura un peu de repos aux colonnes républicaines; mais le 9e de dragons qui s'était placé pour soutenir cette batterie à la lisière d'un petit bois, fut tellement harcelé par les tirailleurs autrichiens, que le colonel Sébastiani fit mettre pied à terre à un escadron, et lui ordonna de pénétrer dans le taillis au moment où lui-même chargeait en plaine avec deux autres, et forçait l'ennemi à regagner ses retranchements.

La brigade Lapisse enleva, de son côté, plusieurs positions que les troupes de Rousseau défendirent avec bravoure: la cavalerie impériale tenta de l'entamer, elle fut accueillie de manière à n'y pas revenir.

Jusque-là un brouillard épais avait dérobé au comte de Bellegarde la connaissance de ce qui se passait. L'attaque de la veille lui faisait craindre une nouvelle entreprise du côté de Pozzolo: il était peu probable, en effet, que l'armée française, maîtresse de deux ponts sur le Mincio, et d'un excellent débouché, voulût en construire deux autres à quatre lieues de là, pour courir les chances d'une opération scabreuse. Le général autrichien, instruit enfin du passage de Monzambano, sans connaître la force du corps qui l'avait exécuté, se contenta d'abord d'y envoyer son frère avec sa division de grenadiers. Mais ayant appris plus tard que le gros de l'armée française débouchait de ce côté, il ordonna au comte de Hohenzollern d'y marcher avec la première ligne du corps de bataille.

Dans cet intervalle, les généraux Cassagne et Bisson, avaient pris position sur les hauteurs du côté de Valeggio, où ils ne tardèrent pas à être assaillis par les grenadiers de Bellegarde, formés en trois colonnes. Les Français, guidés par le chef

d'état-major Oudinot, résistèrent plus d'une heure aux chocs réitérés de ces troupes d'élite. Ils commençaient pourtant à plier, lorsque la division Boudet, conduite par Moncey, filant sur la droite, atteignit les hauteurs. A la vue de ces renforts, le pas de charge bat sur toute la ligne, les soldats républicains électrisés culbutent Bellegarde, et lui font un millier de prisonniers.

Ce mouvement entraîna une partie de l'avant-garde sur Valeggio, où Brune la fit promptement soutenir par la brigade de réserve du général Séras. L'ennemi opposa sur ce point une résistance des plus opiniâtres ; le bourg fut pris et repris plusieurs fois. Enfin, les grenadiers réunis de la division Boudet, conduits par les adjudants généraux Dalton et Devaux, secondèrent avec efficacité les efforts de la 52ᵉ, et décidèrent la victoire ; l'ennemi se maintint pourtant dans le château de Valeggio, jusqu'à la nuit, pour protéger sa retraite et l'évacuation de Borghetto, devant lequel Suchet avait laissé la brigade Lesuire.

L'arrivée du corps de Hohenzollern sur les lieux, semblait devoir faire de nouveau pencher la balance en faveur des Impériaux. Mais il eut d'abord assez à faire pour soutenir la gauche ; et les colonnes de Suchet débouchant de leur côté pour joindre l'armée française, les Autrichiens se replièrent à l'entrée de la nuit, en bon ordre sur Vérone.

Rousseau laissant une petite garnison dans les redoutes de Sallionze, gagna Montebaldo ; l'avant-garde resta vers Villa-Franca, et l'armée impériale fila jusqu'à San-Martino.

La garnison de Borghetto n'avait pas attendu son départ pour capituler. Au premier coup de canon tiré sur Valeggio par les troupes de Delmas, le général Lesuire marcha à la tête de la 72ᵉ contre les redoutes palissadées de Borghetto : une première tentative ne fut pas heureuse, 200 braves furent sacrifiés pour emporter un poste dont la chute serait certaine, dès que l'ennemi abandonnerait la rive gauche. C'est ce qui arriva en effet aussitôt que Valeggio eût été évacué, la garnison de Borghetto voyant que la retraite était impossible, demanda à capituler ; elle déposa les armes au nombre de 7 à 800 hommes.

A la faveur de ces succès, le reste de l'armée française avait continué son passage, et s'était formée entre Valeggio et Salionze. Le 27, le général Delmas se disposait à enlever les redoutes, lorsque l'ennemi les rendit à discrétion.

Ces deux journées coûtèrent aux Autrichiens 7 à 8,000 hommes, dont plus de moitié prisonniers, et 40 pièces de canon. Ils se retirèrent à Saint-Michel et Caldiero. (*Pl.* XXIII.)

La retraite de l'armée impériale, livrant Mantoue et Peschiera à leurs propres forces, la garnison de la première évacua Goïto ; on la fit observer par les détachements de Jablonowsky, Quesnel et Petitot. La légion polonaise de Dombrowsky, fut chargée d'investir Peschiera, qu'on résolut d'assiéger avant de songer à réduire Mantoue, qui demandait des préparatifs plus sérieux. Le général Chasseloup conduisit ce siége, qui n'offrit d'ailleurs rien de remarquable.

L'armée française se disposa aussitôt à passer l'Adige. Il était urgent de le faire au-dessus de Vérone, pour se lier avec le corps de Macdonald, qui devait forcer le Tonal et marcher sur Trente : toutefois, il était scabreux de franchir ce fleuve entre les gorges du Tyrol, en laissant sur sa droite une armée presque égale en forces, et maîtresse encore de Mantoue, Vérone, Legnago et Peschiera (1).

Brune s'avança donc avec mesure, Delmas porta l'avant-garde à Pastrengo. Un petit corps observa le général Rousseau sur les hauteurs de Rivoli ; Moncey dirigea la gauche vers Berlichino ; Suchet marcha avec ses deux divisions sur les hauteurs entre Sonna et Palazzuolo. La division Monnier eut un engagement à Sainte-Lucie avec l'arrière-garde autrichienne, qui couvrait l'approche du camp retranché de Vérone ; l'arrivée de la réserve, sous Gardanne, força l'ennemi à une prompte retraite. Boudet vint s'appuyer à cette division d'un côté, et à l'Adige de l'autre. La réserve de cavalerie, portée à l'aile droite, observa Isola-Scala, et tout l'espace compris entre Mantoue et Legnago.

(1) Bellegarde, forcé de jeter garnison dans Vérone, Peschiera, Legnago et Mantoue, n'avait pas 40,000 hommes, sans compter sa droite sous Wukassowich ; mais Brune, forcé de laisser aussi des détachements devant ces places, et d'opposer Rochambeau au corps du Tyrol, n'en avait guère plus.

L'armée dut attendre pour passer l'Adige, que les pontons employés sur le Mincio fussent arrivés à Bussolengo, ce que les mauvais chemins et le manque de chevaux retarda jusqu'au 31 décembre. On fit, en attendant, mine de bombarder Vérone, et des démonstrations pour fixer l'attention de Bellegarde du côté de Zevio.

Le passage de l'Adige est matériellement bien plus difficile que celui du Mincio, à cause de la vélocité de son cours et de la largeur de son lit; mais l'armée ennemie ébranlée, paraissait moins disposée à en disputer les bords qu'à se replier derrière la Brenta, où elle comptait se réunir aux 20,000 hommes détachés dans le Tyrol sous Wukassowich et Laudon. Cette jonction faisait l'unique espérance du comte de Bellegarde, et bien qu'elle pût encore s'effectuer le long de l'Adige, par la grande route de Trente à Vérone, il lui sembla trop hasardeux d'y compter sous le canon des Français qui marchaient déjà sur Rivoli. Il était donc décidé à gagner quelques jours sous la protection de Vérone, mais à éviter tout engagement sérieux.

Le passage devait s'opérer au-dessus de Bussolengo, et la division Gardanne fut chargée d'un simulacre vers Chievo. Tous les préparatifs ayant été faits dans la nuit, le 1er janvier, au point du jour, 60 bouches à feu placées à une demi-lieue au-dessus de Bussolengo, commencèrent un feu violent sous la protection duquel les carabiniers réunis furent jetés sur la rive gauche, et couvrirent la construction du pont qui s'acheva avec une grande célérité et sans le moindre empêchement de la part des Autrichiens.

Delmas ayant aussitôt passé à la tête de l'avant-garde, se dirigea par Pescantina à Barona, poussant devant lui l'ennemi auquel il enleva plusieurs centaines de prisonniers. Le centre le suivit immédiatement. Dupont, renforcé de la réserve de cavalerie, inutile dans les vignes de la Policella, masqua Vérone sur la rive droite. Michaud, avec la division Gardanne, dut jeter un pont de radeaux vers Chievo, autant pour attirer l'attention de l'ennemi, que pour lier plus étroitement le centre à la droite. La gauche fut destinée à agir dans le Tyrol; Moncey, après avoir franchi les ponts avec deux brigades de la division Boudet, remonta la grande route de Roveredo, jusqu'à la Chiusa : la troisième, aux ordres du général Schilt, manœuvra sur Rivoli, pour favoriser le passage de ce célèbre défilé, et la jonction avec la division Rochambeau, qui, partant de Salo, devait déboucher au nord du lac de Garda sur Riva et Condino, entrer en communication avec Macdonald, puis se réunir à Roveredo avec l'aile de Moncey dont elle faisait partie.

Ces opérations, quoique un peu compliquées, ne pouvaient manquer de réussir, dès que l'ennemi, décidé d'avance à la retraite, attendait partout à poste fixe les coups qu'on lui portait. Michaud n'ayant pu jeter son pont de radeaux, vint passer à Bussolengo : les Autrichiens profitèrent de son départ pour sortir de Vérone avec 2,000 chevaux, et assaillir la réserve de Kellermann ; échauffourée qui procura l'occasion au 1er régiment de cavalerie de se couvrir de gloire.

L'approche de Suchet qui s'empara des hauteurs de Barona, n'en décida pas moins Bellegarde à évacuer la ville de Vérone, en laissant le général Riese avec 1,700 hommes dans les châteaux ; l'armée impériale se replia sur les belles positions de Caldiero. Brune la suivit en laissant à la faible division Monnier le soin de bloquer ces forts.

Dans les entrefaites, Moncey avait réussi à s'emparer de la Chiusa, les chasseurs républicains gravissant les rochers escarpées du mont Pastello, tournèrent le fortin, dont Boudet fit enfoncer la porte à coups de canon : l'ennemi se voyant assailli par la route et fusillé des cimes rocailleuses qu'il croyait inaccessibles, se retira sur Dolce.

La droite de Rousseau n'avait pas tenu longtemps à Rivoli contre la colonne de Schilt, elle s'était repliée partie sur Rivalta, partie sur la Corona, qu'elle imagina, on ne sait trop pourquoi, de défendre. Ce poste, entouré de précipices, n'est formidable que contre une colonne venant du Tyrol, parce que dans ce cas l'ennemi doit les escalader (*Voy.* pl. XXVI) ; mais en voulant y tenir contre un adversaire qui vient de Rivoli, on a ces mêmes précipices à dos. Le sort du centre d'Alvinzi, à la fameuse bataille de Rivoli, ne détourna pas les Autrichiens de la résolution d'y combattre. Schilt, instruit de cette faute, résolut d'attaquer au milieu de la nuit un ennemi si imprudent. A dix heures du soir, il assaillit le poste autrichien, et le culbuta dans le ravin de Fereyra, où il laissa

4 à 500 prisonniers. Boudet, de son côté, poussa l'ennemi au delà de Dolce sur Peri.

Le 8 janvier, la brigade Merle rencontra le corps de Rousseau sur les hauteurs d'Alla (*Pl. XXIII*), où il voulait tenir, pour attendre des renforts du général Laudon, qui, placé vers Mori, comptait faire face à Rochambeau du côté de Riva, et à Moncey par la vallée de l'Adige. Les Autrichiens défendirent avec valeur le bourg d'Alla, où la 102ᵉ pénétra en colonnes serrées, sans pouvoir s'y maintenir : heureusement la 60ᵉ arriva sur le flanc de l'ennemi, et l'obligea à battre en retraite, en abandonnant 5 à 600 prisonniers.

La division autrichienne qui tenait San-Marco, avait reconnu à loisir les avantages de ce poste, difficile à attaquer de front. Boudet résolut de tourner ses flancs; un bataillon de la 60ᵉ grimpa sur les rochers qui couvraient la gauche, et d'où les chasseurs tyroliens firent vainement pleuvoir une grêle de balles et de blocs de pierre. En même temps la 12ᵉ légère s'avançait vers Mori, et Boudet se préparait dans la vallée à tomber sur le retranchement de San-Marco. Laudon crut d'autant moins devoir faire tête à l'orage, qu'il était instruit des succès et de la marche du général Rochambeau; il évacua Roveredo, et se replia sur le poste de Calliano, déjà célèbre par tant de combats.

Rochambeau, en effet, avait rempli sa tâche avec autant d'activité que de précision. La brigade Digonnet ayant tourné les contreforts des monts Corvo et Tremalzo, chassa les postes autrichiens de Riva, d'Arco et de Torbole : Rochambeau conduisant celle du général Brunet, le long du lac d'Idro, poussa par la Rocca-d'Anfo sur Caffaro, et culbuta la droite de Laudon.

A l'instant même Macdonald, parti de Breno, gravissait les revers du Val-Trompia par Pisogno, et remontait aux sources de la Mella vers Colio, pour redescendre dans la vallée de la Chiese. La jonction de l'armée des Grisons et de celle d'Italie, ayant été opérée par la légion de Lecchi et l'avant-garde de Rochambeau, ce dernier se rabattit aussitôt par Storo sur Riva, où il rejoignit la colonne de Digonnet.

Afin de ne pas rompre l'enchaînement des opérations dans le Tyrol, laissons un instant Brune suivre Bellegarde du côté de Caldiero; tandis que le général Lapoype rassemble les corps épars en Lombardie pour bloquer Mantoue, que Chasseloup assiége Peschiera avec la légion de Dombrowsky, que Monnier investit les forts de Vérone, et que Moncey réunit les deux divisions Boudet et Rochambeau à Roveredo. Nous reprendrons, à la faveur de cette pose, les mouvements pénibles de Macdonald, appelé à traverser, nonobstant tous les obstacles imaginables, l'immense profondeur de la chaîne des Alpes, depuis Coire par Chiavenna, et Breno à Trente.

Après les héroïques, mais inutiles efforts de son avant-garde contre le Tonal, Macdonald avait pris, comme nous l'avons dit, le parti de se rabattre sur sa droite avec les divisions, ou pour mieux dire avec les faibles brigades Pully, Rey et Laboissière, laissant à Vandamme le soin de contenir Wukassowich : il résolut donc de descendre l'Oglio, jusqu'à Pisogne, puis de gravir le col de San-Zeno. Ces montagnes âpres et rocailleuses, offrirent encore assez de difficultés, pour rebuter des hommes qui venaient d'escalader le Splugen, le col d'Apriga et les glaciers du Tonal; l'armée, après avoir taillé un chemin dans la glace vive, arriva enfin harassée dans la vallée de Storo : le peu d'artillerie qu'elle traînait, ainsi que ses équipages, furent forcés de descendre par Iséo, jusqu'à Brescia, pour remonter ensuite tout le cours de la Chiese. Sa gauche, sous le général Baraguey-d'Hilliers, avait pris, comme on se le rappelle, la direction divergente de Nauders, à 30 lieues de là, d'où elle devait fondre par les sources de l'Adige sur Meran.

Wukassowich, ainsi pressé sur son front et ses flancs par 25,000 hommes, avait peine à tenir tête à un ennemi aussi actif qu'entreprenant. Le moyen de réussir dans la défensive, est de tomber tour à tour sur les colonnes qui donnent prise; mais dans ces pays de hautes montagnes, les mouvements latéraux indispensables pour cette manœuvre, sont ou dangereux, ou impossibles. Le général autrichien, accouru à son centre menacé vers le Tonal, apprit en même temps que son avant-garde sous Dédovich, était forcée dans la vallée de la Chiese, que Laudon était appelé à San-Marco au secours de Rousseau, et que son extrême droite un peu dégarnie, cédait aux attaques de Baraguey-d'Hilliers et de Morlot vers Meran.

Ces événements combinés avec la nouvelle de la bataille du Mincio, et du passage de l'Adige, ne laissèrent à Wukassowich aucun doute sur la nécessité de renoncer à la défense d'une vallée où il allait être enfermé de deux côtés. Sa position devenait en effet des plus embarrassantes : s'il remontait vers Botzen pour tomber sur Baraguey-d'Hilliers, il laissait accabler Laudon, et s'exposait à perdre sa communication directe par les gorges de la Brenta : descendait-il au contraire vers Roveredo, pour secourir Laudon? il abandonnait alors les avenues de Trente à Macdonald, et c'était tout ce qui pouvait lui arriver de pire, puisqu'il perdait ainsi sa double communication avec l'armée et avec l'Autriche. Il n'était pas moins dangereux de rester divisé et de faire face en même temps à Moncey et à Macdonald, car c'eût été un moyen d'être engagé partout contre des forces supérieures, et pourtant ce parti était le seul qui lui restât. Il retira donc en toute hâte sa droite de la vallée de la Noss sur Trente, prescrivit aux troupes qui défendaient la Sarca de couvrir les avenues de cette ville, en même temps que Laudon concentrait ses détachements à Calliano, pour défendre la Piétra jusqu'à la dernière extrémité.

Les ordres du comte de Bellegarde le dispensèrent d'attendre des attaques sérieuses sur ce point; il ne s'agissait plus désormais que de réunir la droite de l'armée impériale au corps de bataille, en la faisant déboucher des gorges de la Brenta. Était-il toutefois indispensable de bien prendre ses mesures pour faire arriver à point nommé les différents détachements à l'entrée ne ce défilé du côté de l'Adige, de crainte que les Français ne prévinssent l'une ou l'autre des divisions à la gorge de Levico.

Le 7 janvier, les troupes de Moncey réunies la veille à la division Rochambeau, se disposaient à attaquer Laudon à la Piétra. Macdonald, de son côté, ayant débouché le même jour par une marche forcée du col de Vezzano sur Trente, passa l'Adige de vive force; Lecchi formant l'avant-garde, d'abord repoussé par Dédovich, ne put l'empêcher de brûler le pont; mais soutenu ensuite par Pully, ils réussirent tous deux à jeter un pont de radeaux, et à pénétrer dans la ville, où bientôt se réunit la réserve de Rey et le détachement de Vandamme, qui avait descendu le Tonal par la vallée de la Noss. Les Autrichiens furent poursuivis jusqu'à Pergine, sur la route de Levico.

Dès lors la situation de Laudon, que nous avons laissé devant Moncey à Calliano, devenait presque désespérée; il ne lui restait d'autre issue qu'un mauvais sentier conduisant à Caldonazzo, et il était peu probable qu'il pût le suivre, pressé des deux côtés par Macdonald et Moncey; encore fallait-il arriver à la naissance du défilé avant que les troupes du premier ne l'y prévinssent de Pergine. Laudon s'en tira par un de ces stratagèmes qu'on emploie si souvent, et dont on ne devrait plus être dupe; il fit dire à Moncey qu'un armistice pareil à celui de l'armée du Rhin venant d'être conclu pour l'Italie, il lui proposait d'arrêter une plus longue effusion de sang, désormais sans utilité pour les deux partis. Moncey, loin de soupçonner le piége, consentit à s'arrêter, sous la condition toutefois qu'on lui remettrait le fort de la Piétra et la ville de Trente; Laudon, trop heureux de s'en tirer à ce prix, fila dans la nuit sur la vallée de la Brenta, où il forma l'arrière-garde de Wukassowich, qui se dirigea en toute hâte sur Bassano. Moncey se porta aussitôt à Trente, où il fut bien surpris de trouver Macdonald. Alors seulement il vit à quel danger son adversaire venait d'échapper.

Sur ces entrefaites, Brune avait continué à pousser devant lui le corps de bataille de Bellegarde : les hauteurs presque inexpugnables de Caldiero. n'avaient pu même décider le général autrichien à recevoir un engagement qu'il envisageait comme inutile et téméraire, tant qu'il n'aurait pas été joint par son aile droite. Cependant les détachements de Moncey, de Monnier et de Dombrowsky avaient réduit l'armée de Brune à 35,000 hommes, et il faut croire que les chances étaient assez égales pour combattre avec succès.

La retraite des Impériaux se fit au reste en bon ordre : disposés sur trois échelons qui se soutenaient à une lieue de distance, ils opposaient chaque jour aux têtes de colonnes de Brune, des troupes bien placées et prêtes à les arrêter.

Ce système, le seul convenable aux retraites, donnait lieu à des combats journaliers dans lesquels la fortune, balancée un moment, finissait

toujours par se déclarer pour l'armée qui marchait en avant, et recevait des renforts à mesure que le combat se prolongeait. L'arrière-garde autrichienne sous le comte de Hohenzollern, suivie à gauche par Suchet, et à droite par Delmas et Dupont, leur disputa avec aplomb la plaine de San-Martin, jusqu'à ce que, menacée par les hauteurs de Colognola, elle vit la nécessité de se replier sur le corps de bataille. Le 7 janvier, un nouvel engagement eut lieu vers Montebello; le général Delmas poussant avec vivacité les Impériaux sur la route de Vicence, jusqu'à l'Aldego, passa ce torrent après avoir fait rétablir le pont. Les brigades Beaumont et Lapisse les culbutèrent derrière le ruisseau de Gua, tandis que Suchet cherchait à tourner leur droite par les montagnes de Montecchio, dont il s'empara après une attaque assez vive.

Cette double poursuite dans la plaine et sur les hauteurs semblait exposer à perdre inutilement des braves; car une poursuite parallèle sur tous les chemins par où une armée se retire, a quelque chose de contraire aux règles de la stratégie. Il est reconnu que si le point principal de retraite est une fois menacé, tous les corps que l'ennemi conserverait sur son front courraient risque d'être enlevés ou fortement entamés : dès lors il paraît préférable de pousser l'ennemi en retraite avec vigueur sur un seul point, en cherchant même à l'attirer sur les autres, et, en thèse générale, ce point ne doit jamais être sur la queue des colonnes.

Du reste, ces petits combats, corps à corps, entre des têtes et des queues de colonnes, quoique propres à former d'excellents officiers, n'ont rien que l'histoire doive recueillir. Celui d'Armeola, livré le 9 janvier, et glorieux pour la division Delmas, ne fait pas exception à cette règle.

Brune, arrivé devant la Brenta, avait un puissant motif de ne pas laisser l'ennemi paisible derrière cette rivière; car si Moncey débouchait du Val-Sugana sur Bassano, comme il en avait l'ordre, il devenait urgent de le seconder pour qu'il ne tombât pas seul au milieu de toute l'armée ennemie. Les dispositions furent donc faites dès le 10 janvier, pour passer la Brenta le 11 : l'effort principal fut dirigé par Suchet et Michaud sur Citadella, tandis que Loison et Watrin marcheraient à droite par Camisano sur Curtarolo, et que Gazan ferait une démonstration du côté de Bassano, autant pour se lier à Moncey que pour partager l'attention de l'ennemi, et l'empêcher de réunir toutes ses forces devant Citadella.

Ces mesures qui avaient le défaut de porter trop de forces sur Camisano, tandis que le point important était celui de Bassano, furent d'ailleurs à peu près inutiles : Bellegarde, peu disposé à recevoir un engagement sérieux, sachant les deux divisions de Moncey établies sur son flanc droit, prit le parti de concentrer son armée dans les plaines de Castelfranco; dès lors rien ne s'opposa à la jonction de Moncey et de Gazan; le corps de bataille n'eut pas de peine non plus à exécuter son passage vers Fonteniva, l'arrière-garde ennemie ne s'y étant opposée que faiblement.

Brune ayant poussé, le 12, dans les plaines de Castelfranco, y reçut la nouvelle certaine de la jonction des trois divisions autrichiennes du Tyrol, avec le comte de Bellegarde. Cet événement, auquel il était naturel de s'attendre, n'était qu'un motif de plus pour tâcher de le prévenir et de profiter de l'ascendant qu'on avait sur lui; aussi, les dispositions furent-elles prises pour l'attaquer le 13; mais le général autrichien, fidèle à son système de temporisation, ne présenta qu'une forte arrière-garde, et se retira sur Trévise.

Tout portait à croire qu'il se déciderait enfin à recevoir là une bataille, et Brune fit pour l'attaquer, le 14, des dispositions qui ne manquaient point de mérite. Il résolut de pousser sa gauche au pied du groupe de hauteurs boisées, connues sous le nom de Bosco-di-Mantello, qui se trouvent en avant de la Piave entre les routes de Vidor et de Cornegliano. L'avant-garde et le centre se porteraient sur Lovadino, et la droite à Fontone. Cette demi conversion, ou plutôt ce saillant formé sur le centre de l'ennemi, donnait l'espoir d'enlever toutes les troupes qu'il persisterait à tenir sur sa gauche autour de Trévise et en avant de la Piave. L'arrivée du comte de Hohenzollern, envoyé en parlementaire par le général Bellegarde pour traiter d'un armistice, rendit ce projet superflu en arrêtant l'armée française en pleine marche.

Cependant Sébastiani avait déjà occupé Tré-

vise, et poussait l'ennemi devant lui, tandis que le général en chef arrivait à Villa-Orba avec le centre. Un escadron autrichien cherchant à regagner la Piave, donna sur quelques officiers de son état-major près de Saint-Gratien; mais sommé par les aides de camp Laharpe, Petiet et le colonel Mosel, il se crut réellement coupé, et mit bas les armes.

Brune, malgré son attitude victorieuse, consentit à un armistice, et chargea Sébastiani et Marmont de le conclure; la longueur de sa ligne d'opérations, que le voisinage des places de Mantoue, Vérone et Peschiera, encore occupées par les Impériaux, rendait précaire; la difficulté des vivres dans un pays, épuisé par le long séjour des deux armées, lui fit préférer le solide au brillant. Il se rappelait les pâques véronaises, et si l'insurrection avait menacé l'armée de Bonaparte en 1797, alors qu'il était maître de toutes les places, elle lui parut bien plus à craindre aujourd'hui, que tous les postes sur ses derrières étaient encore dans les mains des Impériaux.

Il faut avouer néanmoins que l'arrivée de Murat en Lombardie, à la tête des divisions Tharreau et Mathieu, fortes ensemble de 8,500 hommes, rendait pour l'instant ces craintes exagérées; mais la manière dont on avait informé Brune de sa marche, était si vague, qu'il n'apprit sa descente en Italie qu'au moment où il venait de conclure l'armistice, et encore voyait-il bien qu'il ne pouvait pas disposer de ces deux divisions.

Brune se contenta de la remise de Peschiera, des forts de Vérone, de Legnago, d'Ancône et de Ferrare, dont l'occupation lui permettrait de reprendre les hostilités avec toutes ses forces, et une base d'opérations mieux assise. A la vérité, les châteaux de Vérone se rendaient à l'instant même du traité; et Peschiera, pressé par Chasseloup, ne devait pas tarder à en faire autant, en sorte que l'armée française n'acquit par cette convention que des postes secondaires qui la gênaient peu. Ces différentes considérations, et plus encore l'arrivée de Murat, motivèrent le blâme que Brune encourut pour avoir déposé les armes au moment où il n'avait plus qu'un coup à frapper pour obtenir Mantoue.

Quoi qu'il en soit, Macdonald déjà contrarié de la négociation qui avait fait échapper le corps de Laudon, ne dissimula pas son mécontentement d'un trève qui lui faisait tomber les armes des mains, avant d'avoir remporté le moindre trophée de sa pénible et audacieuse marche. A l'instant où il en reçut la nouvelle, il venait de diriger la division Pully sur Botzen, pour attaquer cette ville, de concert avec Baraguey-d'Hilliers, qui avait poussé successivement la division Auffemberg de Laas et de Meran. Le motif de Macdonald, pour ne pas arrêter sa marche, était plausible : il voulait s'emparer de Brixen et du grand embranchement des vallées de l'Eysach et de Prunecken, qui le rendrait maître des deux routes d'Inspruck sur Botzen, et de la Drave sur Clagenfurth. Mais apprenant d'un autre côté, par un officier d'état-major du général Moreau, que la ligne de démarcation tracée à Steyer, interdisait l'occupation de cette partie du Tyrol, Macdonald consentit à rester paisible à Trente, à condition que les Impériaux livreraient passage aux troupes de Baraguey-d'Hilliers pour venir le rejoindre.

Le premier consul fut d'autant plus fâché de l'armistice de Trévise, que cinq jours avant sa conclusion, il avait recommandé à Brune de ne traiter qu'en obtenant la remise de Mantoue; le courrier se croisa en route avec l'officier porteur de cette nouvelle. Bonaparte témoigna vivement son improbation au général en chef : des ordres furent aussitôt donnés pour dénoncer la reprise des hostilités. Mais M. de Cobentzel et Joseph Bonaparte, restés, comme, on sait, à Lunéville pour y continuer les négociations, stipulèrent que Mantoue serait remis aux Français à titre de garantie. Cet événement mit fin à la guerre de la seconde coalition; l'Autriche attendit au prix de ces sacrifices l'expiration de ses engagements avec l'Angleterre, et signa peu de jours après le fameux traité de Lunéville, sur lequel nous aurons occasion de revenir.

Au moment où ce double armistice consolidait la position de l'armée d'Italie, et que Murat franchissait les Alpes, une insurrection préparée de longue main éclatait dans le Piémont. Le bruit de la réunion de ce pays, joint aux ravages de la guerre, et aux charges d'une triple ligne d'étape qui traversait le Saint-Bernard, le mont Cenis et

l'Argentière, avait augmenté le nombre des mécontents : le clergé, la noblesse, les patriotes eux-mêmes étaient exaspérés, par des motifs opposés, il est vrai, mais dont le résultat était le même. La vallée d'Aoste donna le signal ; quelques milliers de paysans réunis à d'anciens douaniers et soldats, rassemblés par le tocsin, firent main basse sur plusieurs détachements français épars dans cette contrée, et investirent les dépôts restés dans Ivrée. L'explosion devait avoir lieu le même jour à Turin ; mais Soult, prévenu à temps, fit cerner le faubourg du Pô, et arrêter les coupables, par les bataillons piémontais qui en formaient la garnison. L'apparition inopinée des colonnes de Murat, contribua sans doute puissamment à étouffer ce mouvement insurrectionnel, d'autant plus dangereux, que peu de jours après cette levée de boucliers, les Napolitains se décidèrent à envahir la Toscane.

Le canon de Marengo avait ébranlé de nouveau le trône de Ferdinand IV ; la sanglante réaction dont il avait souillé son retour à Naples, bien qu'elle eût comprimé les esprits, avait allumé dans tous les cœurs la soif de la vengeance ; et sur les revers brûlants du Vésuve, on savait assez à quelles extrémités le parti opprimé se porterait, si jamais les enseignes républicaines venaient à franchir une seconde fois le Tibre.

Cédant aux sollicitations des Anglais, les conseillers de Ferdinand avaient paru persuadés que le meilleur moyen d'éviter une invasion, serait de concourir avec l'Autriche à la défense de la Toscane et de la Romagne ; mais la reine ne se fiant pas plus au courage de ses bataillons qu'à l'habileté de ses diplomates, résolut d'aller elle-même à Pétersbourg, implorer l'appui de Paul Ier, à la puissante coopération duquel elle était en partie redevable de la première réintégration du roi son époux. C'était prendre ce prince par son faible, car l'idée de soutenir un trône chancelant, flattait à la fois son esprit et son cœur. Il chargea son grand veneur Lewaschoff, de porter au premier consul de pressantes recommandations pour la cour des Deux-Siciles, et au moment où Paul se plaçait chevaleresquement à la tête de la ligue du Nord contre l'Angleterre, ce n'était pas le cas de lui refuser ce qu'il désirait.

Pendant que le sénateur russe, comblé d'égards à Paris, quittait cette capitale pour s'acheminer vers l'Italie, la petite armée napolitaine avait tenté la fortune des armes, en s'avançant sur Sienne, dans l'espoir de soulever et reprendre la Toscane, de concert avec le corps de Sommariva. Cette expédition, concertée dans l'idée qu'on n'aurait affaire qu'au faible détachement de Miollis, semblait devoir obtenir un succès immanquable.

La Toscane obérée, ruinée par les réquisitions de toute espèce, alors même que la clôture de ses ports desséchait une des principales sources de sa prospérité, n'attendait qu'un signal pour se soulever. Les Arétins, plus exaspérés qu'abattus par les rigoureuses exécutions des colonnes mobiles de Monnier, ne tardèrent pas à donner l'exemple ; dès que les troupes de Dupont quittèrent la contrée pour se rapprocher du Mincio, ils volèrent aux armes. Mais, malgré toutes ces brillantes apparences, la cour de Naples s'aperçut bientôt que, par un aveuglement funeste, elle courait à une perte certaine dans le moment le moins opportun.

Le marquis de Sommariva avait poussé, comme on sait, à la fin de décembre, des partis vers Bologne, de concert avec la division de Ferrare ; en même temps qu'il portait une partie de son corps vers les sources du Métauro, pour seconder l'insurrection d'Arezzo, et menacer la Toscane. Miollis s'étant dirigé vers cette ville, le général autrichien instruit des revers de Bellegarde sur le Mincio, ne crut pas devoir engager d'affaire sérieuse, et fit replier son détachement sous Ancône. A cette nouvelle, les Aretins se dispersèrent et mirent bas les armes, de peur de voir renouveler les scènes dont ils n'avaient point encore perdu le souvenir.

Cependant le général Sommariva, instruit vers le 10 janvier de l'approche des Napolitains, résolut, de son côté, de marcher de nouveau vers la Toscane, et de rallier dans les environs d'Urbin et d'Arezzo, tous les insurgés qu'il pourrait : ainsi les alliés se flattaient de réunir 12 à 13,000 hommes, pour reconquérir le grand-duché.

L'éloignement de Brune, alors occupé sur la Brenta, et la nécessité de concentrer tous les

moyens disponibles pour observer Mantoue, Ferrare et Ancône, laissaient peu d'espoir au général Miollis de conjurer cet orage, surtout si les Anglais tentaient le moindre débarquement, pour donner plus de consistance à ces petits corps de différentes nations.

Lorsqu'on se trouve dans une position critique, le moyen d'en sortir est de ne pas se laisser abattre, et d'enchaîner au contraire la fortune par des résolutions hardies; si l'on est vaincu, on succombe du moins avec honneur. Tel fut sans doute le raisonnement de Miollis, car il n'eut pas plutôt vent de l'approche des Napolitains, qu'il résolut de leur épargner la moitié du chemin, et de voler à leur rencontre.

On ne pourrait le blâmer que dans le cas où, prévenu de la marche de Murat, il eût voulu, par un sentiment d'orgueil, se priver de sa coopération; mais dans l'état d'isolement où il se croyait réduit, il fit bien d'abandonner Livourne et de se tourner contre le comte de Damas, dont il espérait avoir bon marché, pour ensuite concentrer tous ses moyens, défendre Livourne ou contenir Sommariva. Le plus heureux succès couronna cette entreprise.

Le général Pino, en cédant Sienne au comte de Damas, s'était replié avec les Cisalpins à San-Donato. Miollis l'ayant rejoint avec deux bataillons français et quelques hussards piémontais, ils se mirent en marche, le 14 janvier, pour attaquer l'ennemi : l'avant-garde napolitaine, assaillie à l'improviste, avec une vigueur à laquelle elle ne s'attendait guère, décampa à vau-de-route, et s'en fût jeter l'alarme dans le camp de Sienne. Les troupes qui le composaient, formées vainement en carrés, furent enfoncées par les colonnes de Pino et de Palombini, secondées d'un escadron piémontais et de trois compagnies de grenadiers français, que Miollis suivait en réserve. Ce dernier n'eut pas la peine de combattre, et Pino recueillit seul l'honneur de cette affaire. Les Napolitains rejetés dans Sienne, et voyant les portes enfoncées, prirent en désordre le chemin de Rome. Le comte de Damas fut néanmoins assez heureux pour réunir quelques escadrons, et, sous la protection de son artillerie, il fit encore assez bonne contenance pour imposer aux républicains.

Sommariva, instruit de cet événement et de la marche de Murat sur Parme, jugea prudent de regagner Ancône. Il lui eût été difficile, en effet, de tenir tête seul à des forces si supérieures. Il ne tarda pas apprendre l'armistice de Trévise, conclu le même jour, et qui, stipulant la remise des places confiées à sa garde, le dispensa de prendre part aux événements ultérieurs.

Si la faible armée de Ferdinand avait disparu devant 2 ou 3,000 Français et Cisalpins, son sort n'était pas difficile à prévoir, lorsque Murat, renforcé de deux divisions de l'armée de Brune, marcherait contre Naples avec 25,000 hommes, secondés d'un parti plus puissant que jamais. Toutefois, le temps était passé où la France prétendait propager la démocratie à coups de canon. Bonaparte s'inquiétait moins des formes intérieures du gouvernement des Deux-Siciles, que d'arracher ce beau royaume à l'influence de ses ennemis. Murat reçut l'ordre de se porter par la Toscane sur les États romains, de *rendre* au général Lewaschoff des honneurs supérieurs même à ceux que l'usage accorde aux représentants des plus grands souverains, de se concerter avec lui pour promettre toute sûreté au roi de Naples, mais d'exiger que ce prince fermât ses ports aux Anglais, et consentît à laisser occuper jusqu'à la paix ses rades les plus importantes.

Quelque dures que parussent ces conditions, elles entraient trop dans le système maritime que Paul Ier venait d'adopter, pour que son ministre n'insistât pas auprès du cabinet napolitain, sur la nécessité d'y accéder. Lewaschoff accueilli à Florence avec la plus haute distinction, y vécut dans la meilleure harmonie avec Murat, et acheva, à la satisfaction de tous, la tâche dont il s'était chargé. Dès que le trône était garanti à Ferdinand et à Caroline, peu leur importait de passer de l'influence anglo-autrichienne sous l'influence française. A la vérité, leur amour-propre était blessé, le commerce maritime d'un pays qui a 500 lieues de côtes devait en souffrir; mais la couronne raffermie un moment sur leur tête, était le résultat qui les frappait le plus, et les négociations ne furent ni longues ni douteuses.

Murat, après avoir pris possession d'Ancône, par suite de l'armistice, avait dirigé 9,000 hommes

aux ordres de Soult, sur le Tronto (1); lui-même, avec sa droite, s'était rabattu vers Florence et Livourne. Cette dernière ville, traitée jusque-là avec des ménagements que la faiblesse de Miollis avait rendus nécessaires, fut livrée à toutes les rigueurs du système de représailles. Les propriétés des Anglais et de leurs alliés furent saisies, les marchandises anglaises confisquées, et les négociants de cette nation établis en Toscane, expulsés.

Après avoir rassuré le cardinal Gonsalvi, ministre de Pie VII, sur les motifs de sa marche, Murat entra en pourparlers avec le comte de Damas, qui avait réclamé de la part de son gouvernement les bénéfices de la suspension d'armes, et demandé la paix. Sans parler des anciens griefs de 1798, dont le prince Pignatelli avait donné satisfaction par le traité de Paris en 1796, il suffisait d'un peu de mémoire pour rappeler au gouvernement napolitain, la conduite qu'il avait tenue après la bataille d'Aboukir ; l'attaque de Mack sur l'armée de Championnet en 1799 ; les indignes traitements qu'on avait fait essuyer à tous les Français, et entre autre au savant Dolomieu et à d'autres employés, qu'un sort contraire avait jetés sur les côtes de Naples, en revenant d'Égypte ; enfin l'agression récente contre le corps de Miollis.

« La France généreuse, disait Murat, oubliera » toutes ces insultes. Évacuez les États du pape et » le château de Saint-Ange ; cessez de réclamer le » bénéfice de l'armistice de Trévise, où il n'est point » question de vous, et de compter sur l'influence » d'une puissance qui ne doit plus vous protéger.

» Le seul prince qui puisse aujourd'hui protéger » votre roi, par la considération personnelle et par- » ticulière qu'a pour lui le premier consul, est l'em- » pereur de toutes les Russies. Que votre gouver- » ment mérite donc, monsieur, la continuation » des bontés de ce prince ; ce qui ne peut se faire » qu'en fermant les ports de la Sicile et du » royaume de Naples aux Anglais, et en mettant » un embargo sur tous les bâtiments de cette na- » tion, qu'il est temps enfin d'expulser de tous les » points du continent. Cet embargo servira d'é- » quivalent à celui que le roi d'Angleterre vient » de faire mettre si injustement sur tous les bâti- » ments danois, suédois et russes. Faites-moi cer- » tifier par l'ambassadeur de Russie, près de votre » cour, que ces préliminaires sont remplis, et sur- » le-champ j'arrête ma marche, et je conclus » avec vous un armistice, précurseur d'une paix » juste et équitable. »

L'armistice de Foligno fut le résultat de cette correspondance. Murat, docile aux ordres qu'il avait reçus du premier consul, stipula, le 9 février, avec le comte de Damas, que les troupes napolitaines évacueraient le territoire de l'Église, et que les troupes françaises conserveraient leurs positions sur la Néra jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Tibre. L'embargo ne fut pas mis, mais on convint que tous les ports du royaume de Naples et de la Sicile, seraient fermés aux vaisseaux de guerre, ainsi qu'aux bâtiments de commerce anglais ou turcs, jusqu'à la paix définitive avec ces deux puissances. Ceux qui s'y trouveraient en sortiraient vingt-quatre heures après la signification de l'armistice. L'extraction des grains, vivres ou munitions de la Sicile et de Naples, *serait* interdite aux Anglais et aux Turcs, jusqu'à la paix générale. Le savant Dolomieu, les généraux Damas et Monsecours, ainsi que tous les Français arrêtés à leur retour d'Égypte, durent être remis en liberté sur-le-champ. Enfin, on fixa la durée de l'armistice à trente jours, et que les hostilités ne seraient reprises qu'après un avertissement de dix jours.

(1) Son armée, après les renforts reçus de Brune, était organisée comme il suit :

Division Soult. .	Carra-Saint-Cyr, Chabert, Milet, Dulauloy,	9,100
Monnier.	Jablonowsky, Musnier, Milhaud,	4,000
	A REPORTER.	13,100
	REPORT	13,100
Watrin	Wouillemont, Blondeau.	3,700
Tharreau . . . . en Toscane.	Polonais, Lecchi, Thulié, Sévéroli.	6,400
Mathieu . . . . Réserve.	Paulet, Broussier, Rivaud.	3,500
	TOTAL. . . .	26,700

A peine les derniers bataillons napolitains eurent-ils quitté Rome, que le cardinal Gonsalvi fit inviter, de la part du pape, le général Murat à y venir. Pour mieux s'assurer de l'exécution de l'armistice, et tranquilliser le saint-père sur les projets de la politique consulaire, Murat se rendit seul à Rome, et eut tout lieu de s'applaudir de cette démarche; Pie VII l'accueillit avec dignité, et le peuple avec l'enthousiasme qu'inspirait à ces têtes mobiles, l'espoir d'un rapprochement. La paix de Lunéville, dont il y reçut la nouvelle, mit un terme à sa mission et à la seconde coalition contre la France.

Nous nous sommes abstenus de toute critique sur les opérations que nous venons de rapporter, les résultats en furent trop glorieux pour ne pas glisser sur quelques fautes. La marche pénible et dangereuse de Macdonald a trouvé plus d'un censeur : outre ce que nous avons dit au chapitre précédent, de la convenance de porter cette petite armée vers Moreau dans la vallée du Danube, on a cru aussi que dans la seconde partie de sa marche, on eût mieux atteint le but en réunissant tout simplement le corps des Grisons à la gauche de Brune, et en frappant de concert des coups plus vigoureux sur le gros de l'armée de Bellegarde. Le Tyrol eût été aussi bien contenu et même soumis en y remontant après le passage de l'Adige à Vérone, comme Joubert l'avait fait en 1797. On prit le taureau par les cornes, et il fallut la constance et le courage de Macdonald pour surmonter tant d'obstacles qu'il était si facile d'éviter.

Si le plan de cette marche n'était pas de lui, on a trouvé qu'il avait fourni matière à plus d'un reproche dans la manière dont il l'avait exécuté. Laisser Morlot vers Zernetz, et Baraguey-d'Hilliers à Bormio, tandis qu'il descendait lui-même le col d'Apriga, c'était disperser ses forces sans motif plausible; ces corps eussent tout aussi bien surveillé les troupes d'Auffemberg en restant liés de plus près au gros de l'armée des Grisons, dont ils auraient pu mieux seconder les entreprises ou être soutenus à leur tour. En un mot, il eût paru plus convenable de déboucher avec eux vers Glurns et Meran, ou de les rabattre sur le Tonal pour se porter de concert à Trente. Si l'armée des Grisons et la division Rochambeau eussent débouché ensemble contre cette ville, on aurait pu se dispenser de détacher Moncey de l'armée de Brune, car il devenait inutile de chasser Laudon et Rousseau de Roveredo, où ils eussent été entièrement coupés. La crainte d'être resserré dans des vallées étroites, mais plus encore l'embarras de faire vivre ses troupes concentrées dans un pays peu fertile, sont des motifs atténuants : nous ne nous permettrons donc pas de prononcer sur des reproches que nous admettrions sans hésister, s'ils s'appliquaient à d'autres contrées. C'est, au reste, trop s'appesantir sur des opérations secondaires; quittons ces provinces ultramontaines où la tranquillité paraît rétablie, pour revenir au Nord où s'est transporté le théâtre des grands événements.



LIVRE XVIII.

CAMPAGNE DE 1801.

État général de l'Europe. — Complot de la machine infernale contre le premier consul. — Louis XVIII quitte Mittau pour se rendre à Varsovie. — Ouverture du parlement impérial britannique, formée de la réunion des députés de l'Irlande avec ceux des deux autres royaumes.

Débats survenus entre l'Angleterre et le Nord, par suite de la quadruple alliance formée pour soutenir la neutralité maritime. — Embargo mis de part et d'autre sur tous les bâtiments. — L'Autriche signe la paix à Lunéville, et l'Angleterre, perdant les restes de son influence sur le continent au moment de sa querelle avec le Nord, se voit un moment dans l'embarras. — La question de l'émancipation promise aux catholiques, complique la position de son ministère. — Pitt, persistant à refuser la paix, juge toutefois qu'elle peut devenir indispensable, et préfère se retirer. Il demande sa démission, mais conserve toujours une grande part aux affaires. Il est remplacé par Addington; Grenville par Hawkesbury, et Dundas par le chevalier York. — Débats du parlement à cette occasion.

Expédition ordonnée contre le Nord. — L'amiral Parker, sécondé de Nelson, force le passage du Sund, attaque Copenhague, et contraint, après une affaire sanglante, le Danemark à reconnaître les prétentions du cabinet de Saint-James. — Mort de Paul Ier. — Avénement d'Alexandre au trône de Russie, il se hâte de rétablir la paix avec l'Angleterre. — Les Prussiens qui ont fait occuper Hanovre et Bremen, ne pouvant lutter seuls pour les intérêts des neutres, évacuent ces provinces.

Le midi de l'Europe devient à son tour l'objet de toute la sollicitude de Bonaparte. — Le premier consul rassemble une armée d'observation à Bordeaux, et fait solliciter successivement par Berthier et Lucien la cour de Madrid à envahir le Portugal, afin de l'arracher à la domination anglaise; en même temps Soult occupe la belle rade de Tarente. — Traité de Saint-Ildephonse. — Cession de la Louisiane.—La Toscane est assurée à l'infant duc de Parme. — Urquijo est remplacé par Cevallos. — Les Espagnols entrent en Portugal; mais des circonstances particulières les décident à conclure la paix à Badajoz —Bonaparte improuve ce traité, contraire aux engagements pris avec lui Il se décide plus tard à signer la paix à Madrid entre le Portugal et la France.— Le prince de Parme est élu roi d'Étrurie. — Projet de Lucien pour faire épouser une princesse espagnole à Bonaparte.

Dans ces entrefaites, une expédition partie de Portugal, de Gibraltar et de Mahon, sous les ordres d'Abercrombie, pour reconquérir l'Égypte, débarque à Alexandrie. — Menou, par ses fausses dispositions, se fait battre près de cette ville.—Abercrombie tué est remplacé par Hutchinson, qui s'empare du Caire et soumet l'Égypte. — Convention signée par les Français pour l'évacuation de cette province. — L'amiral Gantheaume, après trois apparitions sur les côtes d'Égypte, pour y jeter un renfort de 5,000 hommes, rentre définitivement à Toulon.—Autre expédition maritime projetée à Cadix. — Combat d'Algésiras et du Détroit. — Siége de Porto-Ferrajo.

Le ministère anglais qui a succédé, dès le milieu de mars à Pitt et à Grenville, entre en négociations avec la France; les premières propositions faites réciproquement sont rejetées. La question des pêcheurs est sur le point de faire partir Otto de Londres. — Expéditions de Nelson contre Boulogne, où il est deux fois repoussé. — L'Angleterre fait de nouvelles propositions. — Les succès de Hutchinson en Egypte, et des Français en Portugal, aplanissent les difficultés, et les préliminaires sont signés à Londres le 8 octobre.

Coup d'œil général sur la situation des affaires à la fin de 1801.—Concordat avec le pape.—Articles réglementaires du nouveau système religieux. — La Russie signe la paix définitive avec l'Espagne et la France. — Paix avec la Porte. — Changements de constitution dans les républiques batave et helvétique. — Troubles de la Suisse, où les fédéralistes, encouragés par les termes du traité de Lunéville, s'efforcent d'opérer une réaction. — État de l'Italie. —Consulta de Lyon. — Bonaparte est nommé président de la république italienne.

Événements des colonies; le premier consul protége les noirs et rappellent Rigaud. — Toussaint prend possession de la partie espagnole de Saint-Domingue. — Il se fait déclarer président à vie de cette île, et se met en scission ouverte avec la métropole.—Une expédition formidable part sous les ordres du général Leclerc pour le soumettre.

État de la Guadeloupe après le départ de Victor Hugues. L'amiral Lacrosse, envoyé par les consuls y excite le mécontentement de tous les partis. Sa conduite imprudente envers Pelage excite une insurrection; il est rembarqué de force et se retire à la Dominique. Malgré la soumission de Pelage à la métropole, elle ordonne également une expédition contre lui.

CHAPITRE CVIII.

Intérieur. — Machine infernale. — Louis XVIII quitte Mittau. — Situation générale des affaires. — Traité de Lunéville. — Fin de la contestation des neutres. — Quadruple alliance pour la neutralité maritime. — Débats du parlement d'Angleterre. Pitt et Grenville quittent le ministère et sont remplacés par Addington et Hawkesbury. — Au même instant une escadre anglaise, déjà préparée depuis un mois, fait voile vers le Nord. — Parker et Nelson forcent le passage du Sund. — Bataille navale de Copenhague. — Convention avec le Danemark. — Les Prussiens occupent le Hanovre, et les Danois entrent à Hambourg et Lubeck. — Mort de Paul Ier. — Alexandre monte sur le trône. — Dispositions pacifiques de ce prince. — Nelson, après une démonstration inutile devant Revel, retourne sur les côtes du Danemark. — Convention de Pétersbourg qui met un terme à la quadruple alliance maritime. — Les Prussiens évacuent le Hanovre et les Danois Hambourg.

Semblable au nautonnier qui parcourt des mers inconnues, l'historien qui cherche à tracer le tableau d'événements contemporains est arrêté à chaque instant. Le moindre incident le force à des combinaisons nouvelles, et la plupart des fils qui s'y rattachent, étant encore enveloppés d'une ombre mystérieuse, il est sans cesse exposé à s'égarer. En vain la connaissance des intérêts généraux des États sert de boussole, elle peut devenir insuffisante, car les passions et la faiblesse des hommes sont autant d'écueils que le plus habile pilote ne saurait éviter. L'époque que nous retraçons abonde en événements fortuits, dont l'importance devait influer longtemps sur les destinées de l'Europe.

L'année 1801 ouvrait, avec un nouveau siècle, une ère en quelque sorte nouvelle, du moins pour l'Angleterre, la France et la Russie. Leur situation différait tellement de celle de la fin de 1799, qu'en les comparant, on serait tenté d'ajouter foi à la fiction du sommeil d'Épiménides.

L'Autriche avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, sans que sa situation fût aussi changée que celle de ses voisins. Si sa prépondérance générale avait diminué, sa force réelle n'avait subi que peu d'altération depuis 1792, car les pertes matérielles qu'elle avait faites, se trouvaient balancées par de précieuses acquisitions. Mais, comme en politique, c'est déchoir que de ne pas prospérer à proportion de ses voisins et de ses rivaux, la campagne malheureuse qu'elle venait de terminer, menaçait de l'ébranler plus sérieusement. Le cabinet de Vienne, voyant l'armée de Moreau à ses portes, celle de l'archiduc Jean, réduite de plus de moitié, et dans un état pitoyable, l'armée de Bellegarde, hors d'état de tenir tête plus longtemps en Italie, à un ennemi victorieux, sentit enfin la nécessité de traiter. Thugut ne voyait pas sans anxiété approcher le terme fatal, où, dégagé de ses liens avec l'Angleterre, l'Empereur pourrait céder sans contrainte à son penchant pour la paix. N'attendant plus rien de la Russie et de la Prusse, dans l'impossibilité de réorganiser ses armées assez tôt, pour sauver sa capitale, François II se soumit aux arrêts du destin, et Cobentzel, qui était resté comme on sait à Lunéville, termina bien vite sa négociation.

Les bases furent à peu près les mêmes qu'à Campo-Formio : circonstance digne de remarque, puisque les victoires de Marengo, d'Engen, de Hohenlinden et du Mincio, ne changèrent rien aux dispositions manifestées par le premier consul, avant la reprise des hostilités.

Voici les clauses principales du traité : 1° l'Empereur stipulant, tant en qualité d'empereur d'Autriche, qu'au nom de l'empire germanique, cède la Belgique et toute la rive gauche du Rhin ; 2° il renonce à la Lombardie, pour en former un État indépendant ; 3° l'Autriche conservera en échange les États de Venise, jusqu'à l'Adige, dont le Thalweg, depuis la sortie du Tyrol, jusqu'à la mer, formera la démarcation ; 4° le duc de Modène, reçoit le Brisgau en échange de son duché annexé à la république cisalpine ; 5° le grand-duc de Toscane, renonce à ses États et à sa part de l'île d'Elbe, qui seront possédés par l'infant duc de Parme ; il recevra une indemnité pleine et entière en Allemagne ; 6° la France remet Kehl, Cassel et Ehrenbreitstein, à condition que ces forts resteront dans l'état où ils seront remis ; 7° les princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin, auront une indemnité prise en Allemagne dans le sein de l'Empire ; 8° les républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, étant reconnues indépendantes par l'article 11, leurs peuples auront la faculté d'adopter la forme de gouvernement qui leur conviendra.

Cet article, quoique conforme aux principes du droit public et naturel, était un germe inévitable de discorde, et l'on eut bientôt occasion de s'en assurer.

Le reste des stipulations portait sur des articles de détail; mais il est à remarquer, comme l'a fait judicieusement un auteur dont nous nous garderons bien d'adopter les préventions personnelles, *que le traité, pour être complet, aurait dû stipuler la renonciation de l'empire d'Allemagne, à toute suzeraineté sur le Piémont, Plaisance, Parme, Guastalla; anciennes redevances de l'empire romain, sous les Othon, et leurs successeurs.*

La ratification par la diète de l'Empire, amena quelques débats de formalités; la Prusse voulut y mettre des restrictions, et l'on contesta à l'Empereur le principe d'après lequel il avait pris sur lui de stipuler au nom de la confédération; mais cela n'empêcha pas que le traité ne fût sanctionné, et la diète nomma une députation pour procéder à l'exécution des arrangements qui concernaient l'Empire, notamment au projet d'indemnités; transaction pénible, sur laquelle nous serons forcé de revenir.

Les clauses du traité de Lunéville paraissaient de nature à en assurer la durée; une série de victoires avait amené la France au point qu'il lui eût été permis de surhausser ses prétentions, et cependant elle se montra modérée. D'un autre côté, les belles limites qu'elle venait d'acquérir la plaçant au premier rang des puissances continentales, il fallait bien de l'ambition pour ne pas s'en contenter. Toutefois, la facilité que la possession du Rhin et des Alpes lui donnaient pour accroître son influence en Allemagne et en Italie; la nécessité même où elle se trouvait de chercher à étendre cette influence, ne fût-ce que pour éviter de la voir passer aux mains de l'Autriche, devaient nécessairement appeler l'attention du premier consul: et il n'en fallait pas davantage pour le porter à des démarches qui provoqueraient tôt ou tard une nouvelle rupture.

La situation de l'Angleterre au milieu de ses triomphes maritimes et des progrès de son industrie, n'était pas aussi brillante qu'on le croyait généralement. L'ouverture du parlement impérial britannique, titre qu'avait pris le parlement anglais après la fusion de celui d'Irlande, était le premier fruit d'une réunion importante, mais non encore complète, car la question de l'existence politique des catholiques restait à résoudre. Aussi, sa première session fut-elle marquée par de violents débats.

Le développement de la force intérieure devenait de jour en jour plus considérable dans la Grande-Bretagne, mais sa situation relative n'en était pas plus rassurante : l'envie qu'excite la prospérité, la haine qu'enfante l'injustice, la violence qui blesse la juste fierté des nations, avaient fait courir aux armes tous les peuples du Nord.

Le cabinet de Saint-James, qui depuis la guerre de la succession d'Espagne, avait tenu, pour ainsi dire, la balance de l'Europe, s'y trouvait après le traité de Lunéville, sans influence, sans alliés, et en butte même à l'animadversion universelle. Pour la première fois, depuis les Stuart, l'Angleterre voyait sa politique extérieure complétement déjouée. Si Guillaume et la reine Anne n'avaient pu disposer à leur gré de l'héritage de Charles d'Espagne, du moins en avaient-ils sauvé l'indépendance. Dès lors Georges II avait soutenu la monarchie de Frédéric le Grand, et humilié Louis XV en Hanovre comme sur les mers : Pitt lui-même avait concouru à arrêter sur le Bosphore l'élan des aigles de Catherine II; mais il s'en fallait de beaucoup que ce ministre, avec tout son génie, eût réussi dans ses entreprises contre la grande nation qu'il avait voulu humilier. Tous ses rapports de politique extérieure, venaient d'être brisés par le contre-coup des victoires des armées françaises. La Porte et le Portugal seuls, restaient momentanément dans les liens de l'Angleterre, encore l'action de la Porte se bornait-elle à la reprise de l'Égypte, et le Portugal allait être bientôt forcé à renoncer aux chaînes dont il s'était fait une habitude, et peut-être même à passer dans les rangs ennemis.

La France, naguère sur le point d'être envahie, présentait un spectacle bien différent; son territoire se trouvait agrandi par d'importantes réunions, et sa puissance fédérative accrue par des alliances qui lui rattachaient en quelque sorte toutes les puissances du continent. En parfaite intelligence

avec Paul Ier; étroitement unie à la Prusse et à l'Espagne; dominant en Italie, en Hollande, en Suisse; se ménageant avec art les moyens d'en faire autant dans l'Empire; influençant le Danemark ainsi que la Suède; réconciliée avec l'Autriche; en un mot, arbitre souveraine depuis le golfe de Tarente jusqu'au Texel, elle offrait un tableau aussi différent de celui de 1799, que pourrait l'être celui des dernières années du règne de Louis XIV, de l'époque brillante où cet heureux monarque parlait en maître à tous les potentats étonnés.

Un changement si subit dans les relations extérieures de la république, réagit au dedans; l'esprit de parti se calma. Tous les bons Français, ralliés sous les bannières d'un gouvernement juste et ferme, oublièrent leurs dissentiments politiques pour ne s'occuper que des moyens de réparer les brèches faites à leur fortune pendant les derniers troubles: le commerce et l'industrie prenaient un nouvel essor. Tous les citoyens se croyaient enfin appelés à recueillir le fruit de leurs sacrifices. Quelques fanatiques seulement s'agitaient dans l'ombre pour renverser un gouvernement, qui, concentré dans la personne d'un seul homme, paraissait plus facile à ébranler qu'à l'époque où il reposait sur la masse entière du parti républicain.

A peine les jacobins avaient-ils échoué le 10 octobre à l'Opéra, qu'un complot, non moins odieux, se trama par des hommes du parti contraire pour attenter à la vie du chef de la république. Bonaparte se rendant au même spectacle, le 24 décembre (3 nivôse), faillit sauter avec toute son escorte, par l'explosion d'une machine terrible qui ébranla toute la rue Saint-Nicaise, et endommagea plusieurs maisons. Saint-Régent et Carbon, anciens chefs de chouans, arrêtés par suite de cette conspiration, furent condamnés à mort ainsi que les deux instruments obscurs de leur machination. Un voile impénétrable a caché jusqu'à ce jour les véritables auteurs de ce complot. Les efforts de Georges Cadoudal et de Mercier en Bretagne, combinés avec ce projet, ne firent jaillir que des étincelles dans cette province: fatigués d'entreprises auxquelles la haine présidait bien plus que l'intérêt de la monarchie, les habitants de cette partie de la France ne répondirent pas à l'appel de ces chefs, et, pour garantir la tranquillité publique, il suffit aux consuls de provoquer l'établissement de tribunaux criminels spéciaux dans les contrées menacées de troubles, ce qui fut sanctionné par la loi du 5 février.

Pendant que quelques insensés prétendaient ainsi servir, par un crime, les intérêts d'un trône que la main de la Providence pouvait seule relever pur et sans tache, Louis XVIII étranger pour ainsi dire à l'Europe, quittait, le 22 janvier, la ville de Mittau, où il ne pouvait plus résider après les liaisons qui venaient de s'établir entre Paul Ier et la France. Ce prince se retira d'abord à Kœnigsberg, puis à Varsovie.

La Russie dégagée des entraves que la Pologne mettait dans ses relations avec l'Occident, paraissait déjà sur ce théâtre. Limitrophe de la Prusse et de l'Autriche, depuis le partage de 1794, elle ne devait désormais rester étrangère à aucune des querelles du continent; et les armées moscovites, dont à peine les ministres de Louis XIV, soupçonnaient l'existence, allaient incessamment imprimer un nouveau caractère à la politique européenne.

Les fautes même de Paul Ier en avaient accéléré l'essor. Ce prince, jaloux de la gloire dont Catherine avait entouré son trône, saisissait avidement toutes les occasions qui lui paraissaient propres à l'étendre. Ce motif l'avait précipité, trop légèrement peut-être, dans une guerre que le Directoire avait d'ailleurs provoquée. Mais, trompé dans ses espérances, l'empereur se jeta avec la même violence dans un extrême contraire; il faut néanmoins le dire, à sa justification, les vexations maritimes des Anglais, ne semblaient pas moins intolérables que la manie de propagande de Rewbel et de Merlin. On a vu au chapitre CV, l'origine de la querelle des neutres, et du mécontentement de Paul contre les procédés de l'Angleterre. Si l'apparition de l'escadre de Dickson devant Copenhague, à la fin d'août, avait ajourné l'explosion, il est certain que cet événement n'était pas de nature à affaiblir les griefs; aussi les négociations pour former une ligne maritime avaient-elles continué.

La prise de possession de Malte au nom de l'Angleterre, ajouta encore au ressentiment de l'irascible Paul. Les traités étaient positifs, l'île devait être remise à l'ordre, dont les débris ve-

naient de choisir l'empereur pour grand-maître, avec quelques restrictions relatives à son administration intérieure. A peine Paul eut-il reçu cette nouvelle, qu'il frappa d'un embargo général tous les bâtiments anglais qui se trouvaient dans les ports de son empire, et envoya leurs équipages prisonniers dans l'intérieur : une escadre de 20 vaisseaux de ligne se prépara à mettre à la voile de Revel et de Cronstadt : en même temps, de grands rassemblements de troupes furent ordonnés en Lithuanie et en Wolhinie, et les cabinets de Stockholm et de Copenhague furent invités à se concerter avec celui de Russie pour arriver au but indiqué par sa déclaration du 28 août. Si un traité formel ne l'avait pas encore uni à la France, il venait d'y envoyer le comte Kalitchef pour entamer des négociations préalables, et régler avant tout le sort des rois de Naples et de Sardaigne, dont Paul avait été allié.

Le roi de Suède, Gustave IV, adhéra le premier au plan proposé par la Russie. Il fit lui-même le voyage de Pétersbourg pour convenir avec l'empereur des bases de la confédération maritime. Elles furent promptement arrêtées, et du 16 au 18 décembre, la Suède, le Danemark et la Prusse, conclurent avec la Russie des traités, qui, fortifiés chacun par l'accession réciproque des trois cours, constituèrent une véritable quadruple alliance. Les règles de la législation maritime proclamées en 1780, furent énoncées dans ces conventions avec plus de précision et d'étendue : voici les principales maximes qu'on y consacra :

Tout bâtiment neutre, peut naviguer librement d'un port à l'autre et sur les côtes des puissances belligérantes.

Le pavillon couvre la marchandise.

Pour que l'entrée d'un port bloqué soit interdite aux neutres, il faut que le blocus soit effectif, en sorte qu'on ne puisse y pénétrer sans un danger évident.

Les bâtiments neutres ne peuvent être arrêtés que par de justes causes, sur lesquelles il doit être statué sans retard.

Les vaisseaux marchands neutres, convoyés par des bâtiments de guerre, ne sont point sujets à la visite, si le commandant de l'escorte déclare que son convoi ne porte point de contrebande.

Pour le maintien de ces principes, les parties contractantes convinrent d'équiper un nombre suffisant de vaisseaux de guerre et de frégates : elles s'engagèrent à faire cause commune pour cet objet pendant la guerre maritime actuelle et toutes celles qui pourraient éclater à l'avenir. Un pareil traité devait montrer à l'Europe que l'Angleterre ne règnerait plus sur les mers, et c'était pour y régner exclusivement que Pitt avait fait la guerre.

Aussi le cabinet de Saint-James ne dissimula-t-il pas qu'il était résolu d'employer la force, pour détruire l'effet de cette neutralité armée, et il n'en eut pas plutôt connaissance, qu'il se mit en devoir de réaliser ses menaces. Malgré l'étendue de sa puissance navale, il n'en sentait pas moins l'urgence de prévenir la jonction des flottes du Nord, qui réunies, pouvaient devenir redoutables dans un moment où l'Angleterre luttait avec peine contre les autres États maritimes. Les circonstances devenaient de plus en plus impérieuses ; l'interdiction de son pavillon suspendait les entreprises commerciales, et causait une consternation d'autant plus grande dans la cité, qu'à cette époque, l'Amérique espagnole encore soumise à la métropole, n'offrait aucune compensation à l'exclusion des marchés européens. D'ailleurs, une disette désolait l'Angleterre, et la clôture des ports de la Baltique ne permettait plus de compter sur les grains du Nord qui étaient l'unique remède à la détresse publique.

Cependant, en reculant d'un pas, on s'exposait à perdre le fruit d'un siècle de persévérance et d'habiles combinaisons ; Pitt et Grenville le sentirent, et se montrèrent supérieurs aux événements.

Le ministère fit mettre, le 14 janvier, un embargo sur tous les vaisseaux russes, suédois et danois, mouillés dans les ports de l'Angleterre, en représailles de celui qui avait été frappé par Paul I[er] sur les vaisseaux anglais. Des instructions furent données à l'amirauté pour presser de nouveaux armements. L'amiral Parker fut destiné à soutenir la suprématie anglaise dans le Nord, et lord Duckworth, avec une escadre moins forte, reçut l'ordre de se préparer à saisir les établissements de ces puissances dans les Indes occidentales.

Dès le lendemain de l'embargo, lord Grenville communiqua cette mesure aux ambassadeurs de

Suède et de Danemark, en leur reprochant avec plus d'adresse que de fondement, leur accession à un pacte qu'ils avaient trop tardé à conclure pour l'intérêt de leur pavillon. Il se targuait de ce que Catherine avait armé en 1798, contre les principes que son fils voulait faire revivre en 1800. Toutefois, sa politique décevante ne put s'empêcher de faire l'apologie de ces principes, en les déclarant diamétralement opposés à la grandeur britannique, c'est-à-dire, au monopole et au despotisme des mers. Enfin, rejetant sur les plus faibles les reproches que ceux-ci lui adressaient avec plus de raison, il déclarait que leurs prétentions ne tendaient à rien moins qu'à ébranler la force et la sécurité de l'empire britannique, et que le roi trahirait les intérêts de ses peuples et la dignité de sa couronne, s'il ne se mettait promptement en mesure de combattre un pareil système.

Bien que cette longue déclaration ne pût soutenir l'analyse, d'après les maximes du droit public, elle était trop conforme aux intérêts de l'Angleterre pour mériter absolument le blâme. Toute la logique du cabinet de Saint-James, pouvait se réduire aux expressions suivantes: « Nous sommes les plus forts, et pour rester tels, il faut » que nous abusions de notre puissance, sous » peine de déchoir un jour. La justice peut-elle » être invoquée quand il s'agit de conserver la » suprématie que la fortune a mise en nos mains ? »

S'il est permis à un homme d'État de penser de la sorte, il est rare qu'il veuille en convenir, et toutes les subtilités de la diplomatie anglaise furent mises en jeu pour déguiser ces intentions sous des formes moins exclusives.

Les ambassadeurs des cours du Nord n'avaient pas besoin de préparation pour répondre à cette note. Il suffisait de contester la validité des raisons de la Grande-Bretagne, et de démontrer combien ses arguments étaient peu fondés *en droit*. Des représailles contre la Russie, données comme principal motif, n'avaient rien de commun avec le gouvernement danois, que des démêlés relatifs à Malte ne concernaient point. Ce fut le parti que prit le comte de Wedel-Jarlsberg; il ajouta que la résolution du conseil privé aurait été considérée comme une agression préméditée, si lord Grenville ne l'eût atténuée par l'assurance de dispositions pacifiques. Il démontrait, au reste, qu'il ne fallait point confondre la convention des neutres avec les différends survenus entre la Russie et l'Angleterre, pendant cette négociation. Le système des cours du Nord avait été invariable, et si la Russie, qui prit part à la guerre, en avait suspendu momentanément l'exercice de ses droits, ce n'était point un motif pour l'empêcher d'y revenir, dès que l'expérience lui en démontrait la justice et la nécessité. Le roi de Danemark avait donc remis en vigueur des engagements temporairement neutralisés, mais qui n'avaient jamais cessé d'exister.

La réponse du baron d'Ehrensward, ambassadeur de Suède, fut plus ferme encore, elle détruisait des griefs imaginaires par une série de faits positifs, et demandait dans les termes les plus forts, qu'en conformité des stipulations du traité de 1661, l'embargo fut levé. Il ajoutait que le maintien de cette mesure serait considéré comme une déclaration de guerre, surtout en la combinant avec la détention du convoi suédois, et la conduite répréhensible que les équipages de quelques vaisseaux anglais avaient tenue dans le port de Barcelone. Il terminait sa réponse en témoignant des regrets de ce que la cour de Londres avait agi d'une manière aussi diamétralement opposée aux maximes qu'elle professait.

La conduite à tenir envers la Prusse était plus délicate. Bien que son accession au traité ne fût point un mystère, on crut devoir user de ménagement à cause de la facilité qu'elle avait d'envahir le Hanovre, si l'on commettait la moindre hostilité contre son pavillon. On craignait en outre de la jeter entièrement entre les bras de la France, pour qui elle avait montré depuis cinq ans des égards commandés par sa position et ses intérêts les plus chers.

Lord Clarysfort, alors envoyé à la cour de Berlin, eut donc ordre de lui transmettre une copie de la note adressée aux ambassadeurs de Suède et de Danemark. Lord Grenville alla même jusqu'à feindre de croire que la Prusse désapprouvait les mesures qui donnaient lieu à ces représailles. Il combattait avec les mêmes armes les prétentions des neutres, qui, disait-il, *voulaient dicter des lois à la Grande-Bretagne,* en renouvelant un

système non-seulement abandonné par la Russie, mais que, par un traité encore subsistant, elle s'était engagée à combattre. Il citait les arrangements imposés en dernier lieu au Danemark, comme si cet abus de la force changeait les droits de cette puissance. Par une de ces subtilités de logique, malheureusement si communes dans les pièces diplomatiques, il faisait néanmoins une distinction de la position de la Prusse, qui, n'ayant avec l'Angleterre aucun traité de commerce ou de navigation, pouvait, disait-il, se régler uniquement sur le droit des gens et qui pourtant, selon lui, n'hésiterait pas à reconnaître la légitimité des prétentions de la Grande-Bretagne.

La réponse du comte de Haugwitz ne fut point telle qu'on s'y attendait. Après avoir déclaré que le roi de Prusse ne devait compte à personne des alliances qu'il contractait dans l'intérêt de ses peuples, il signifiait sans détour son adhésion formelle à la convention de neutralité, dont il défendait les stipulations purement défensives, et fondées sur les droits imprescriptibles des nations. « L'Angleterre, disait-il, avait usurpé la souveraineté » des mers, plus encore dans cette guerre que » dans toute autre. En mettant à exécution un code » naval arbitraire, et opposé aux principes les » plus simples du droit des gens, elle exerçait sur » toutes les puissances neutres une juridiction forcée, qu'elle prétendait à tort avoir été sanctionnée par tous les tribunaux de l'Europe. Mais les » puissances européénnes n'avaient jamais cédé à » la Grande-Bretagne le droit de citer leurs sujets » à ses tribunaux, ni de les soumettre à ses lois, » dans les cas, malheureusement trop fréquents, » où la force l'emportait sur la justice. Les États » neutres avaient vainement adressé à la cour de » Londres les réclamations les plus fortes. Il n'y » avait donc pas lieu d'être surpris qu'ayant à se » plaindre de tant d'actes d'oppression, elles eussent résolu de s'en préserver désormais par une » convention qui fixât leurs droits. Sa Majesté » prussienne déclarait qu'elle avait reconnu dans » le traité de confédération maritime, les principes qu'elle professait elle-même, qu'elle en connaissait l'importance et l'utilité, et qu'elle avait » résolu d'y accéder formellement. En qualité de » partie contractante, elle s'était engagée non-seulement à faire cause commune avec les puissances neutres, mais à prendre toutes les mesures » que les circonstances exigeraient. Quant à la » contestation élevée entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Londres, Sa Majesté ne se croyait » pas autorisée à répondre; et même elle ne s'était formée aucune opinion à ce sujet. Mais elle » devait employer tous les moyens que la Providence avait mis en son pouvoir, à soutenir des » stipulations qui étaient de nature à ne blesser » personne, et dont le maintien importait aux intérêts de ses sujets. Quelles que fussent les extrémités auxquelles s'était portée l'Angleterre, » elle espérait que cette puissance montrerait bientôt des dispositions pacifiques et conciliatrices. » Ce n'était qu'en levant l'embargo, que les choses pouvaient être remises dans leur premier » état; et, de cette mesure, dépendraient les notifications que les cours alliées s'étaient proposées » de faire à la Grande-Bretagne. »

De nouvelles représentations de la cour de Copenhague, ne portèrent pas plus le cabinet de Londres à dévier de son système que les fermes notifications du ministre prussien. L'ambassadeur danois démontrait toutefois combien il serait insidieux de prêter des vues hostiles à une négociation entamée avant la nouvelle de la prise de Malte, ou du moins avant la nouvelle de l'effet qu'elle produirait sur le cabinet de Saint-Pétersbourg. Il invitait le ministère britannique à peser mûrement les réflexions d'un de ses anciens et fidèles alliés; car si, loin de lever l'embargo, il persistait dans sa résolution, le roi de Danemark se verrait dans la nécessité de soutenir, avec les armes, sa dignité et les intérêts de ses peuples.

Il était aisé de prévoir que la Suède emploierait les mêmes arguments, et la note du baron d'Ehrensward ne contenait, en effet, rien qui n'eût été dit; seulement il témoigná quelque surprise, qu'on regardât en 1800, comme une hostilité, ce qui n'avait excité en 1780 ou en 1794, aucune réclamation.

Le cabinet anglais, décidé á en venir à toutes les extrémités, mais convaincu que la surprise et la terreur étaient les plus sûrs moyens de réussir, prit le parti de transporter le théâtre de la discussion à Copenhague. Lord Hawkesbury, qui avait

succédé à Grenville, répondit donc, que la cour de Londres ferait communiquer sa résolution au gouvernement danois, par son chargé d'affaires à Copenhague. Aussitôt une flotte de 20 vaisseaux de ligne, 10 frégates ou corvettes, et plus de 20 bombardes, rassemblés à Yarmouth, mit à la voile le 12 mars, pour la mer Baltique, sous le commandement de l'amiral Parker. M. Vansittart fut désigné pour imposer le joug au gouvernement danois, ou lui déclarer la guerre.

Avant de rendre compte de ses opérations, il faut jeter un coup d'œil sur ce qui se passait dans le parlement britannique.

La discussion de semblables intérêts avait ouvert une vaste carrière aux efforts de l'opposition: si tout ce qui tend à augmenter la grandeur nationale ne prévaut pas sur les principes généraux, et si les représentants d'une nation ont droit de se plaindre qu'on ait trop osé pour étendre sa puissance et sa gloire, il faut convenir que jamais opposition ne fut mieux fondée. Outre les arguments qu'elle trouvait dans les principes du droit des gens, elle s'armait encore de toute la force de l'opinion publique.

En effet, Pitt, inébranlable dans ses projets, et lisant assez loin dans l'avenir pour être certain de les voir réalisés avec le temps, désirait la continuation de la guerre, sans redouter même la ligue du Nord; mais l'opinion des Anglais était divisée sur ce point, et la majorité entraînée par le tableau de la famine, par les troubles intérieurs, et les dangers du dehors, penchait pour la paix. La stagnation du commerce était, du moins pour l'instant, une suite inévitable de la situation de l'Europe, et frappait la cité, au moment où l'on exigeait d'elle de nouveaux sacrifices, et où sa prospérité courait de grands dangers. Les prétextes de la guerre avaient cessé, car l'anarchie ne déchirait plus la France, et des écrits éloquents répandus dans toute l'Europe, et surtout à Londres, prouvaient que le gouvernement consulaire offrait toutes les garanties nécessaires pour traiter (1). Ainsi la guerre, devenue impopulaire, n'avait plus d'autres motifs que ceux d'une insatiable ambition, ou une prévoyance trop éloignée pour être à la portée du vulgaire.

La question de l'émancipation des catholiques, reproduite après la réunion des deux peuples fournit à Pitt un prétexte pour se retirer. Il avait fait des concessions à l'opposition, pour obtenir le vote de la réunion de l'Irlande, et le moment de réaliser ses promesses était venu. Georges III, dont l'aliénation mentale ne recommença que peu de temps après, demeura ferme dans sa résolution de rester fidèle aux serments faits à son avénement au trône. Ministre d'un roi dont les prédécesseurs avaient juré de maintenir l'Église anglicane dans toutes ses prérogatives, et de ne rien changer à ces lois fondamentales de l'État, Pitt crut, dit-on, devoir rendre le portefeuille, afin de mieux soutenir la discussion importante qu'il allait s'agiter. Il donna sa démission le 10 février, Grenville et Dundas suivirent son exemple. Addington succéda au chancelier de l'échiquier, Hawkesbury fut porté au ministère des affaires étrangères, lord Saint-Vincent devint président de l'amirauté, et sir Charles York prit le département de l'armée de terre.

Ces nouveaux ministres n'entrèrent en fonctions que le 14 mars, et leurs relations intimes avec les anciens, ont fait croire que ceux-ci conservèrent toute leur influence dans les affaires, et que cette retraite ne fut qu'un simulacre pour lever les scrupules du premier ministre, satisfaire à la fois l'opinion publique, le parti qui voulait la paix, et les catholiques d'Irlande.

Cependant on ne peut se dissimuler que cette démission, au milieu du plus grand embarras où l'Angleterre se fût jamais trouvée, est un mystère que le temps seul pourra dévoiler. La crainte ne parut entrer pour rien dans les calculs de Pitt, puisqu'à l'instant où il abandonna le timon des affaires, on préparait l'expédition contre le Nord, que celle contre l'Égypte était en pleine exécution, et qu'aucun point de la domination anglaise ne courait de danger imminent.

La supériorité maritime de l'Angleterre n'était que trop constatée par ses prétentions et sa con-

(1) Un ouvrage publié à Londres, et intitulé : *Coup d'œil sur le continent*, mérite surtout d'être cité comme un des écrits les plus remarquables de ce genre; on l'attribue, et ce n'est pas sans fondement, à un employé français.

duite envers la ligue des neutres. La situation générale pouvait, à la vérité, commander la paix; mais les stipulations en devaient être toujours assez avantageuses et assez honorables pour que le fils de Chatam n'en eût rien à redouter; le discours dans lequel il cherche à réfuter les objections de ses antagonistes, prouve assez qu'il ne désespérait pas de la situation de son pays. Si, dans ce discours, il ne rougit pas de comparer la quadruple alliance du Nord, aux propagandes de jacobins qui se proposaient de bouleverser l'Europe, il faut avouer que le reste de ses assertions donne la mesure de la profondeur de ses vues.

Le changement du ministère n'eût calmé l'opposition qu'autant que le nouveau eût adopté un autre système; mais le caractère personnel des nouveaux ministres, et leurs premières mesures, ne tardèrent pas à prouver que ce changement de ministère n'était qu'une nouvelle déception imaginée par Pitt, pour la maîtriser plus aisément. Aussi la tribune des deux chambres, retentit de violentes déclamations contre l'administration passée. Lord Darneley proposa même à celle des pairs, une enquête sur la conduite des ministres. Ce fut à la même occasion que lord Holland s'écria : « Je trouve quelque chose de grand dans la » comparaison de la Grande-Bretagne avec l'an» cienne Rome; mais la comparaison avec Car» thage serait plus juste : n'en agissons-nous pas » avec les puissances du Nord, comme les Car» thaginois qui ne voulaient pas qu'un Romain » pût laver ses mains dans les eaux de Sicile ? » Qu'en résulta-t-il ? une guerre d'acharnement, » et Carthage fut détruite. Je n'examine point » jusqu'où doivent s'étendre les droits maritimes » que nous revendiquons; mais je sais que nous » en avons usé impolitiquement, puisque la plu» part de nos alliés sont devenus nos ennemis. » Discours plein de vérité peut-être, mais qu'on est surpris d'entendre de la bouche d'un Anglais, pour qui le sacrifice des principes devait être peu de chose, quand il s'agissait de la prospérité de son pays.

Toutes ces attaques demeurèrent au reste infructueuses, et dans l'intervalle qui s'écoula entre sa démission et son remplacement, Pitt eut encore la satisfaction de s'assurer que les énormes subsides qu'il demandait, seraient accordés à ses successeurs. Le budget s'élevant à un milliard, exigea un nouvel emprunt de 600 millions, mais en échange de ce sacrifice, il procura à l'Angleterre un état militaire et maritime de

135,000 hommes, pour le service de la flotte.
193,000 de troupes régulières.
78,000 de milices actives en Angleterre et Irlande.
32,000 fencibles,

en tout de 438,000 hommes, tandis qu'en 1792, il n'allait pas à 120,000, ainsi qu'on peut s'en convaincre par ce que nous en avons dit au chapitre IV. Le matériel de la marine, non moins formidable, se composait de 205 vaisseaux de ligne, non compris 36 en construction; 27 de 50 canons; 257 frégates; 312 bricks, sloops et autres petits bâtiments.

Tranquillisé sur les efforts de l'opposition, par le tableau de ces forces et l'adoption du budget, le nouveau ministère attendit avec calme le résultat de son expédition contre la ligue des cours du Nord.

La flotte, sortie le 14 mars de Yarmouth, étant arrivée dans le Categat, y attendit le résultat de la mission de M. Vansittart, qui se détacha aussitôt à bord d'une frégate. Ce temps précieux dont l'impatient Nelson déplorait avec raison la perte, donnait aux Danois et aux Suédois le temps de mettre la dernière main à leurs préparatifs, et les premiers surtout ne le laissèrent pas échapper.

Cependant l'envoyé Drummond avait remis officiellement, le 20 mars, au comte de Bernstorff, l'ultimatum de son cabinet : celui-ci exigeait que le Danemark livrât le passage du Sund, renonçât à faire convoyer ses navires, et se retirât de la confédération du Nord. Le caractère déployé jusqu'à ce jour, par M. Bernstorff, indiquait assez l'accueil qu'il ferait à ces humiliantes propositions. Sir Drummond quitta Copenhague le même jour, poussant la haine jusqu'à vouloir que tous les négociants anglais établis dans cette ville le suivissent.

Vansittart alla rejoindre l'escadre le 24, et apprit bientôt à l'amiral, l'inutilité de sa mission. Parker fit alors demander au commandant de Kronenbourg, le passage du Sund, et, sur son refus,

lui notifia qu'il le considérait comme une déclaration de guerre.

Le 30, un vent frais de nord-est, s'étant élevé, la flotte anglaise appareilla au point du jour. Une forte avant-garde fut confiée à Nelson, à qui Parker, bien avisé, laissa tout le périlleux de l'entreprise; il se réserva le commandement du centre, et donna l'arrière-garde à l'amiral Graves.

L'opération eût été plus difficile, si la Suède avait imité l'exemple du Danemark, dans la célérité de ses préparatifs pour mettre Helsinborg en état de défense. Mais, soit jalousie contre les priviléges du Danemark, qui percevait seul les droits de péage, soit crainte de se compromettre par des hostilités ouvertes contre les Anglais, les Suédois ne s'étaient point mis en mesure; et, malgré la présence de Gustave IV dans cette ville, ils furent simples spectateurs de la canonnade qui s'engagea entre les Anglais et les Danois. Nelson, qui ne comptait pas sur une circonstance si favorable, avait d'abord tenu le milieu du canal, sous la protection d'une ligne de galiotes à bombes et de canonnières qui ripostaient au feu des 100 pièces du château de Kronenbourg; mais aussitôt qu'il fût assuré de l'immobilité des Suédois, il serra la côte à gauche, de manière à éviter les batteries danoises, et vint jeter l'ancre entre l'île d'Amack et la rade de Copenhague, sans avoir éprouvé la moindre avarie dans ce trajet.

Quoique la conduite des Suédois eût beaucoup facilité ce passage, il est certain que, dans la supposition contraire, Parker ne l'aurait pas moins forcé en s'exposant à quelques pertes; car la distance la plus rapprochée étant d'une lieue, la flotte anglaise avec un bon vent eût aisément passé à 1,200 toises des batteries.

Après avoir passé le Sund, il s'agit encore, avant d'entrer dans la Baltique, de franchir le détroit formé par l'île de Saltholm. Cette masse de rochers jetée au milieu du golfe de Copenhague, est séparée de la Suède par une passe assez large. Celle au couchant du côté du Danemark, est moins considérable, et se trouve encore coupée en deux par le grand banc du Mittelground; l'un de ces bras est nommé la Grande-Passe, et l'autre le Kingsdiep ou Passe-Royale, qui conduit à Copenhague par un chenal : c'est dans cette dernière que les Danois avaient concentré leurs moyens de défense. Rien ne se serait donc opposé à ce que Parker pénétrât par la Grande-Passe de Saltholm dans la Baltique; mais il y eût croisé sans abri sûr et sans but, puisque les glaces ne lui permettaient pas encore de former d'entreprise contre les ports russes; tandis qu'en frappant un coup vigoureux contre les Danois, il portait une atteinte mortelle à la fédération du Nord. L'attaque de Copenhague fut donc résolue.

Cette ville a une enceinte de 25 bastions, et une bonne citadelle de forme pentagonale, avec des ouvrages extérieurs, qui dominent le port. Du côté opposé se trouve au sud l'île d'Amack, qui contribue à la sûreté du mouillage; mais quoique séparée par un bas-fond de l'enceinte de Copenhague, on peut s'en servir pour bombarder la place. Au milieu de la baie entre l'île d'Amack et la citadelle, mais plus à l'est, se trouve le banc du Mittelground, qui forme les deux passes indiquées plus haut.

La flotte anglaise n'ayant que 1,000 hommes de débarquement, ne donnait d'inquiétude que du côté de la mer. La ville s'élevant en plan légèrement incliné, se découvre en entier de la rade, et ne saurait être à l'abri d'un bombardement par mer qu'au moyen d'une ligne d'embossage. L'île d'Amack était munie de fortes batteries, dix vaisseaux de ligne en bon état se trouvaient à cette époque dans le port : on se détermina donc à employer les vieilles carcasses à former la ligne de défense extérieure.

Le prince royal, dont l'administration avait été pour le Danemark un véritable âge d'or, fort de l'assentiment de ses peuples et de leur dévouement dans la lutte qu'il engageait, se mit lui-même à la tête des troupes de ligne et de la milice urbaine de Copenhague. Excitant le courage des uns, et louant le zèle des autres, il passait jour et nuit à inspecter les travaux et les préparatifs de défense, sans négliger les précautions contre l'incendie.

La batterie des Trois-Couronnes, établie à la pointe où le chenal débouche dans la Passe-Royale, à une demi-lieue nord-est de la citadelle, fut armée de 70 pièces de canon ou mortiers. Indépendamment de cela, deux forts avaient été construits sur pilotis, et armés l'un de 56, et l'autre de 36

bouches à feu du plus gros calibre. L'entrée du chenal qui va au port, fut barrée par quatre vaisseaux, dont deux entièrement équipés : la grande ligne d'embossage appuyait sa gauche à la batterie des Trois-Couronnes, et se prolongeait au sud-est dans la Passe-Royale sur une étendue de 2,000 toises ; elle se composait de sept vaisseaux de 60 à 74 canons, de six frégates ou bricks, et d'un bon nombre de canonnières ; mais si la gauche semblait inattaquable sous la protection de cette immense batterie, la droite n'avait pas le même appui, et c'était un grand malheur.

L'amiral Parker ayant reconnu cette ligne, à bord d'un lougre, avec ses principaux officiers, tint conseil pour décider si l'attaque n'offrait pas trop de chances contraires. Mais Nelson proposant de se charger de l'entreprise avec dix vaisseaux de ligne et toutes les petites embarcations de l'escadre, on lui en laissa le soin, en lui donnant néanmoins deux bâtiments de plus qu'il n'en demandait.

Le courage et la tactique navale ne suffisaient pas pour décider du gain de la bataille, il fallait encore pouvoir arriver sur la ligne ennemie, et les difficultés des approches du Kingsdiep, augmentées par l'enlèvement de toutes les bouées, pouvaient faire échouer l'entreprise. Ce canal étant peu connu de la plupart des pilotes, Nelson ne voulut s'en rapporter qu'à lui-même, du soin de le sonder à bord de son canot, et de rétablir les bouées.

Ce travail pénible et minutieux achevé, l'attaque fut arrêtée pour le 2 avril, à dix heures. Parker avec l'escadre de réserve, se chargea de tenir en échec les quatre vaisseaux placés dans le chenal, et d'appuyer l'avant-garde. A huit heures du matin, au signal donné, la plupart des pilotes furent embarrassés de conduire leurs bâtiments dans la Passe-Royale ; on se décida à suivre celui de *la Bellone*, qui avait le plus d'expérience de ces passages, et cependant trois vaisseaux échouèrent sur des bancs de sable, l'un d'eux fut mis hors d'état de marcher, et les autres plus ou moins endommagés.

Sans s'arrêter à cet accident qui lui enlevait une partie de ses forces, Nelson n'en poursuivit pas moins sa marche, s'efforçant de gagner par le sud du Mittelground, la droite de la ligne ennemie, qu'il cherchait en même temps à couper au centre. Pour favoriser cette manœuvre décisive, la droite de Nelson conduite par le commodore Riou devait attaquer la batterie des Trois-Couronnes, secondée par la moitié des troupes de débarquement aux ordres du capitaine Freemantel. Les vaisseaux de ligne n'ayant pu approcher de ce poste, on y employa six frégates dont les efforts furent déjoués par la bonne contenance des Danois.

A onze heures, toute la ligne de Nelson se trouvait engagée ; plus de 800 bouches à feu vomirent sur ses vaisseaux une grêle de projectiles durant deux heures, et il leur répondit avec un nombre plus considérable encore. Les Danois déployèrent un courage vraiment héroïque ; mais leur position d'embossage leur interdisant toute faculté de manœuvrer, ils n'avaient de ressource que dans la violence et la bonne direction de leur feu.

L'amiral Parker, ébranlé par cette effroyable canonnade, inquiet de la position hasardée dans laquelle s'était placé son lieutenant, et ne voyant que des victimes sans espoir de succès, donna le signal de la retraite. Nelson, hors de lui, défendit de le répéter à son escadre, en s'écriant : « *Que » ce signal soit maudit, et que celui de combattre » soit cloué à mon grand mât !* » L'amiral Graves, qui était venu se mettre en ligne avec l'arrière-garde ne répéta pas non plus l'ordre de cesser le combat, soit qu'il ne l'eût pas aperçu, soit, comme Nelson, qu'il ne désespérât pas encore de vaincre. Le détachement de Riou seul, abîmé par la batterie des Trois-Couronnes et par les vaisseaux du chenal, obéit à ce signal, et son chef, coupé en deux par un boulet au moment de l'exécuter, n'eût pas la douleur d'encourir le blâme de son illustre ami.

Le prince royal, placé à une des batteries principales, était témoin du combat et de la glorieuse résistance des siens. Vers deux heures et demie le feu des Danois se ralentit, et plusieurs bâtiments allaient en dérive ; mais les Anglais trop prompts à les considérer comme des prises, furent accueillis par une forte canonnade, dès qu'ils voulurent en approcher. Le *Dannbrog* avait perdu deux capitaines et les trois quarts de son équipage, qu'il foudroyait encore le vaisseau de Nelson : enfin,

le feu s'y mit, et le reste des braves qui le montaient se précipita dans les flots, pour échapper à une mort inévitable : peu après, l'incendie gagna les poudres, et le *Dannbrog* sauta en l'air avec un horrible fracas. Les autres bâtiments dérivés, exposés aux bombes de leurs propres batteries et au canon anglais, présentaient un spectacle effrayant. Ils avaient baissé pavillon, mais leurs ennemis, exposés eux-mêmes au feu des batteries et à celui de la gauche de la ligne, se trouvaient hors d'état de les amarrer. Nelson alliant la finesse à un courage extraordinaire, saisit ce prétexte pour envoyer un parlementaire au prince royal : Il lui disait que les Danois et les Anglais devaient être amis, qu'il avait l'ordre de ménager le Danemark, que la moitié de la ligne d'embossage ayant baissé pavillon, si l'on continuait le feu, ne pouvant amener les bâtiments, il les ferait sauter tout en déplorant la perte de leurs braves équipages.

Le prince royal ne pénétrant pas le motif de ce message (1), envoya son aide de camp Lindholm à l'amiral anglais; l'on entra en pourparlers, et bientôt une trève fut conclue; le feu cessa, les Danois firent transporter leurs blessés à terre avec deux autres, et Nelson, dont le propre vaisseau venait de toucher sur le banc, au lieu d'un désastre inévitable, compta encore cette journée au nombre de ses plus glorieuses.

Les Anglais profitèrent de la trève pour relever des bâtiments qui eussent été perdus, si le feu des Danois avait duré jusqu'à la nuit. Nelson descendit à terre le lendemain, traversa Copenhague au milieu d'un peuple profondément ulcéré. Après deux ou trois conférences avec le prince, ils stipulèrent un armistice de trois mois et demi. Il fut convenu en outre que l'escadre anglaise n'approcherait pas à une lieue de Copenhague ni des côtes jusqu'au Sund; que l'armistice ne s'étendrait pas à l'expédition qui devait avoir lieu contre Gluckstadt; les choses restaient d'ailleurs dans le *statu quo* et les Danois conservaient leurs garnisons à Hambourg et Lubeck. Les Anglais firent brûler les bâtiments qu'ils ne purent emmener, et furent jeter l'ancre dans la baie de Kiogge.

Le jour même où Nelson forçait le passage du Sund (30 mars), le comte de Schullembourg, envoyé de Prusse, remettait à la régence de Hanovre une déclaration qui lui rappelait tous ses griefs contre l'Angleterre, et lui signifiait que l'embargo mis sur tous les navires, et l'apparition d'une escadre anglaise dans le Categat, le forçait à des représailles. Il requérait : 1° le licenciement d'une partie de l'armée hanovrienne ; 2° le cantonnement du reste dans un district assigné ; 3° la remise des places aux Prussiens ; 4° l'occupation de l'électorat, jusqu'à ce que les difficultés fussent aplanies.

La régence ne croyant pouvoir résister aux Prussiens avec les 20,000 hommes commandés par le prince Adolphe, préféra cet arrangement à une résistance plus honorable, mais inutile; elle accepta ces propositions, et les Prussiens, maîtres de Hameln, de Hanovre, de Bremen et des autres places, se saisirent de toutes les caisses publiques et administrèrent l'électorat.

Les Danois, de leur côté, avaient envoyé une division sous les princes Charles et Frédéric de Hesse, pour mettre garnison à Hambourg, Lubeck et Trawemunde, afin de fermer ces précieux entrepôts au commerce britannique. La première de ces villes, surtout, avait considérablement prospéré dans les premières années de la guerre, puisqu'elle était devenue le seul point de contact de la France et de la Hollande avec le Nord, et la factorerie du commerce anglais avec l'Allemagne.

La victoire de Copenhague qui coûta 1,000 hommes aux Anglais et près du double aux Danois, était pourtant encore bien loin d'assurer le triomphe de l'Angleterre : rien n'était décidé. La flotte russe à Revel et Cronstadt, renforcée de celle des Suédois à Carlscroon, pouvait livrer une bataille, après avoir effectué la jonction : si l'expérience et la tactique étaient du côté des Anglais, la supériorité du nombre, le sang-froid et la valeur des Russes et de leurs alliés, pouvaient rendre la lutte égale en engageant le plus de vaisseaux possible dans l'action.

Nelson sentait combien il importait de préve-

(1) On a dit que le prince de Danemark avait reçu durant l'affaire la nouvelle de la mort de Paul I[er]; cela n'est pas impossible puisque l'événement eut lieu le 24 mars; et si le fait est vrai, cela explique la suspension d'armes.

nir cette réunion et de profiter même du premier moment propice pour paraître devant Revel, afin d'empêcher cette partie de la marine russe de gagner Cronstadt. Les glaces qui tiennent assez tard dans le golfe de Finlande, lui donnaient la faculté d'atteindre Revel avant que Cronstadt et fut entièrement dégagé.

L'amiral Parker ayant reçu un renfort de quelques vaisseaux et frégates, plus convenables à la navigation dans ces parages, fit donc voile pour Revel ; mais il apprit en route la catastrophe terrible qui changeait entièrement la nature de sa mission. Un coup de foudre avait terrassé, dans la nuit du 23 au 24 mars, l'hydre qui menaçait l'Angleterre, et rempli l'Europe d'étonnement et d'effroi ; le gouvernement consulaire en informa la France par l'article suivant : *Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars ! L'escadre anglaise a passé le Sund le 30 ! L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements !*

Quoique Paul eût atteint l'âge de 46 ans, il n'y en avait que quatre qu'il régnait, et nous ne saurions rien ajouter à ce qui a été dit sur les événements qui marquèrent son court passage sur le trône de Russie. Réduit à être l'allié des Turcs contre le Directoire français, puis l'allié de la France contre l'Angleterre, il eût peut-être mieux fait de renoncer à l'une et à l'autre alliance. L'intérêt de la Russie, du moins celui de cette époque, semblait lui commander de garder la neutralité ou de faire une guerre nationale en Orient, tandis que toute l'Europe était assez occupée dans le Midi, et que la Porte avait à combattre un adversaire redoutable en Égypte. L'invasion de la Suisse, la révolution de Gênes, la prise de Malte, et la cession de Corfou à la France, furent probablement les motifs qui firent dévier sa politique de cette direction, et l'histoire cite une infinité de guerres déclarées et entreprises sans excuses aussi spécieuses. Des motifs en apparences aussi puissants justifièrent son changement subit de système, sans le ramener sur la véritable ligne tracée par les intérêts nationaux.

Paul, qu'aucune considération n'arrêtait, et dont le caractère de fer voulait tout faire plier devant les aberrations de sa politique, sentait chaque jour accroître sa haine contre le cabinet de Londres. Le bombardement de Copenhague, n'eût fait qu'irriter un esprit aussi violent qu'altier. On assure que le soir même de sa mort, ce prince qui ignorait encore le départ de l'escadre aux ordres des amiraux Nelson et Parker, refusait d'écouter aucune explication, renvoyait les dépêches sans les ouvrir, et méditait le projet, de concert avec la Prusse et la France, de fermer tous les ports du continent.

D'un, côté le grand caractère et l'activité du premier consul, de l'autre l'impétuosité et la force de volonté de l'empereur Paul, l'intérêt plus évident encore de la Suède, d'accord avec la bizarrerie de son jeune souverain, le ressentiment du Danemark, enfin les avantages que se promettait la Prusse de la liberté de son pavillon et de l'occupation du Hanovre, semblaient assurer à cette coalition formidable, une durée qui devait être menaçante pour l'Angleterre. Peut-être eût-elle vainement prodigué les dépouilles de l'Inde, et les trésors entassés par son industrie, pour conjurer une tempête aussi violente. L'accord de tous les sentiments généreux avec les anciennes jalousies et de justes ressentiments, inspiraient des résolutions énergiques aux plus faibles. Comme le disait un pair anglais : « On armait dans tous les chantiers, » et bientôt les escadres de la Grande-Bretagne, » insuffisantes sans doute pour combattre tant » d'ennemis, et prévenir leur réunion, ne l'eussent » certainement pas été pour protéger son com- » merce contre des armements si multipliés. »

Si l'accession de Paul Ier à la coalition, et l'apparition des aigles de Suwarow sur l'Apennin, n'avaient pas signalé les progrès que la Russie venait de faire en Europe, on aurait pu s'en convaincre, par la commotion extraordinaire que le changement de sa politique produisit dans la situation des puissances belligérantes. Les projets de Bonaparte surtout en reçurent une vive atteinte : les plus audacieux n'étaient pas capables d'arrêter son imagination ardente, et tout porte à croire qu'il se flatta sérieusement de réaliser ses vues sur l'Inde, à l'aide des secours de Paul. Il était probable que l'intervention de ce prince détacherait la Porte de la cause anglaise, ou donnerait trop d'occupation au Divan sur le Danube, pour qu'il pût agir avec efficacité contre l'Égypte. Dès lors on pouvait espérer que les Anglais seuls ne réus-

siraient pas à en chasser l'armée française. D'un autre côté, un corps russe assemblé à Orenbourg, inquiétant la compagnie des Indes, à une époque où les Marattes étaient encore maîtres de l'Indostan, on pouvait calculer que Wellesley aurait assez à faire sur l'Indus ou le Gange, pour ne prendre aucune part aux événements sur le Nil. Qui sait même, si la commotion occasionnée par ces derniers, ne se serait pas fait ressentir jusque sur les ruines de Seringapatnam ou dans le palais des successeurs d'Aurengzeb!

L'avénement d'Alexandre au trône, devait apporter des changements notables dans l'état des affaires. Il signale effectivement une de ces époques qui servent de jalons aux historiens pour sortir du labyrinthe des siècles. Il ouvrit à la Russie une ère non moins remarquable, peut-être, que celle de Pierre le Grand. S'il dérangea tous les calculs de la politique consulaire, renversa les espérances des neutres, donna des regrets aux peuples méridionaux, la postérité répondra que la Providence ne confiant au nouveau souverain que la destinée du peuple russe, ne lui demandera point compte de celle des autres États.

Quoique le Nord eût couru aux armes pour la défense des principes généraux chers à toutes les nations, cependant le dévouement chevaleresque de Paul n'intéressait ses peuples que dans un avenir fort éloigné; tous les sacrifices étaient pour la génération présente. Exposée à une lutte maritime, qui lui eût fermé pendant plusieurs années le commerce de la Baltique, et peut-être celui de la mer Noire, la Russie voyait sa prospérité intérieure compromise dans ses deux sources essentielles, l'agriculture et le commerce, sans que l'empire en retirât aucun avantage immédiat. Les deux plus grands marchés des produits de son sol étaient à Londres ou en Hollande; la guerre maritime les lui avait fermés. La justice de la cause des neutres, le droit imprescriptible des nations, des embarras lointains préparés à l'Angleterre, telles étaient les indemnités incertaines de ce sacrifice : on y a ajouté les chances d'une expédition dans l'Inde; mais cette entreprise, loin d'être mûre, n'était encore qu'une diversion inquiétante pour l'Angleterre, dont on ne pouvait apprécier au juste le résultat. Le clergé russe était mécontent des atteintes portées à l'administration de ses biens; la noblesse, si jalouse de ses priviléges que Paul n'avait pas toujours respectés, et menacée de la perte de ses immenses revenus territoriaux, préférait encore, pour obtenir le libre parcours des mers, consentir au droit de visite qui cachait le despotisme anglais sous un masque de réciprocité, plutôt que de voir dessécher les sources de toutes les fortunes particulières. Les négociants des différentes guildes (1) obéissaient à la même impulsion, car la privation du commerce maritime ruinait le marchand de Pétersbourg comme celui de Riga.

Alexandre, en ceignant la couronne, sentait donc le besoin de cicatriser les plaies faites à l'État, par son prédécesseur; et le plus sûr moyen d'y parvenir était de capter les suffrages des différents dicastères qui s'inquiétaient beaucoup plus du mal présent et réel d'une guerre maritime, que d'une prospérité future et incertaine, fondée sur la décadence de l'Angleterre. Dans de telles circonstances, il eût fallu qu'une haine personnelle vint ajouter aux griefs généraux pour continuer la guerre, et ce n'était point le cas.

Alexandre, préférant les avantages bien plus prochains de la paix, ne laissa pas l'Europe dans l'attente, sur le système de sa politique; il en notifia les principes dès le lendemain de son avénement au trône, par une proclamation où l'on remarque cette phrase : « Nous prenons l'engagement de » gouverner le peuple que Dieu nous a confié, » conformément aux lois, et d'après l'esprit de » notre glorieuse grand'mère, la magnanime impératrice Catherine la Grande, qui repose en » Dieu, et dont la mémoire nous sera chère à jamais, à nous et à toute la patrie...... »

La population de Pétersbourg répondit par des acclamations de joie à ces pronostics de paix. L'empereur écrivit en effet aussitôt, de sa main, au roi d'Angleterre, pour lui manifester ses intentions pacifiques; et la nation anglaise ne montra pas moins de transports à cette nouvelle, que le peuple russe même.

(1) Les commerçants sont divisés en trois classes ou guildes, selon l'importance de leur négoce et la qualité de leur imposition.

Aucun prince n'était plus fait qu'Alexandre pour gouverner un grand empire; sa taille majestueuse, l'expression gracieuse de ses traits, caractérisés surtout par un grand air de bonté, lui conciliaient au premier abord tous les cœurs; son esprit cultivé, la force et la précision de ses raisonnements dans toutes les discussions de politique et d'administration, lui avaient déjà fait une haute réputation de sagesse. A ces précieuses qualités, il réunissait une âme généreuse, et la philanthropie d'Antonin (1).

Il justifia les espérances qu'on s'était plu à mettre en lui, par une prudence au-dessus de son âge; il répara lentement et sans secousse les torts qu'avaient fait éprouver, soit à des individus, soit à des corps entiers, la trop grande sévérité, l'humeur chagrine et les caprices de son père. Dans une séance du sénat dirigeant, qu'il présida lui-même, le 14 avril 1801, il promulgua plusieurs ukases remarquables; il rendit les droits, priviléges et pérogatives à la noblesse, tels qu'ils avaient été fixés par les statuts de Catherine II. Il rétablit les autorités municipales, abolit la procédure secrète, accorda une amnistie générale, et fit annuler les procédures commencées. Jaloux de réunir tous les suffrages, il rendit au clergé la gestion de ses domaines, au commerce et aux propriétaires fonciers des débouchés, dont la fermeture occasionnait tant d'alarmes.

D'un autre côté, il montra beaucoup de mesure dans ses négociations avec l'Angleterre. Outre les démarches faites directement près du cabinet de Londres, le ministre de Russie à Copenhague, remit à l'amiral Parker une déclaration portant : « Que Sa Majesté adhérait à la proposition faite par » la Grande-Bretagne à son prédécesseur, de ter- » miner à l'amiable les différends qui avaient al- » lumé la guerre dans le nord de l'Europe. L'em- » pereur était prêt à signer à cet effet une nouvelle » convention : mais fidèle néanmoins aux enga- » gements contractés avec les cours de Stockholm, » de Berlin et de Copenhague, il était fermement » décidé à agir de concert avec ses alliés, en tout » ce qui serait relatif aux intérêts des puissances » neutres. Sa Majesté ne devait pas s'attendre que » la Grande-Bretagne commençât les hostilités pré- » cisément au moment même où l'ambassadeur de » cette puissance à la cour de Berlin, avait reçu » de nouvelles instructions pour conférer avec le » ministre russe qui résidait en cette capitale. » L'empereur déclarant que ces mesures n'avaient » été que les effets de son désir de maintenir la » paix, de prévenir une funeste rupture, recon- » naissait que les hostilités entreprises contre le » Danemark, et l'envoi d'une flotte ennemie eus- » sent opposé de grands obstacles à la paix, si les » dispositions pacifiques de la Russie avaient pu » être précédemment connues de la cour de Lon- » dres. Mais comme la flotte anglaise avait fait voile » pour le Sund avant que Sa Majesté Impériale » fût montée sur le trône, on attendrait, pour con- » naître les véritables dispositions du cabinet bri- » tannique, que celui-ci eût reçu les propositions » qui lui étaient adressées. L'amiral Parker était » donc requis de suspendre toute hostilité contre » le pavillon des puissances confédérées, jusqu'à » ce qu'il reçut des ordres ultérieurs de sa cour; » et on le rendait personnellement responsable des » suites qui pourraient résulter de la continua- » tion de la guerre. » L'empereur terminait sa déclaration en annonçant : « Que, quoique disposé à » repousser la force par la force, il persisterait » dans ses intentions pacifiques, si la justice et la » modération de la cour de Londres lui permet- » taient de concilier l'humanité avec ce qu'il de- » vait à la dignité de sa couronne et aux intérêts » de ses alliés. »

Dès que l'amiral Parker eut reçu l'avis des changements survenus à la cour de Saint-Pétersbourg, il se hâta de céder aux désirs de l'empereur, en revenant mouiller, malgré les instances du fougueux Nelson, dans la baie de Kiogge sur les côtes de Zélande. Mais des dépêches de l'amirauté l'ayant rappelé, le 5 mai, en lui prescrivant de remettre le commandement à son habile collègue, celui-ci mit aussitôt à la voile pour tenter une opé-

(1) Ce portrait paraîtra peut-être exagéré, tracé par la plume d'un de ses officiers; mais l'auteur, Suisse de nation, et citoyen d'un pays libre, ennemi de la flatterie et méprisant les hochets de l'ambition, peint l'empereur de Russie comme il l'a vu.

ration dont le succès lui paraissait aussi sûr que glorieux.

Au bout de quatre jours de la plus heureuse navigation, Nelson se présente devant Revel, où il apprit que pendant le séjour de la flotte anglaise à Kiogge, l'escadre russe, heureusement dégagée des glaces, était partie, le 3 mai, pour se réunir à celle de Cronstadt. Il se décida alors à solliciter une audience de l'empereur, et à demander à son ministère la levée préalable de l'embargo mis sur les bâtiments anglais. Alexandre, qui avait déjà dépêché l'amiral Tschichagoff auprès de Parker, qu'il croyait encore à la tête de la flotte ennemie, refusa l'audience demandée, et fit entendre qu'il ne lèverait pas l'embargo tant que les forces britanniques seraient devant ses ports. Nelson n'entrevoyant plus de capture à faire, prit le parti de revenir dans les parages occidentaux de la Baltique; il rencontra dans sa traversée Tschichagoff avec lequel il arrêta bientôt les bases préliminaires d'un rapprochement.

Les choses en restèrent là jusqu'au milieu de juin. Le cabinet de Londres envoya lord Saint-Helens en Russie, pour y achever l'œuvre de la pacification. Ce diplomate, d'abord débarqué à Copenhague, essaya vainement d'amener le Danemark à une paix définitive séparée; il continua sa route pour Pétersbourg, où il signa, le 17 juin, une convention qui aplanit tout les démêlés.

Les parties contractantes s'engagèrent réciproquement à observer les règlements relatifs à la défense du commerce de contrebande avec les ennemis de celle des deux puissances qui serait en guerre. Elles convinrent que les vaisseaux de ligne seuls auraient le droit de visiter les neutres; que ceux-ci pourraient ensuite naviguer vers les ports des puissances belligérantes; *qu'à l'exception des articles de contrebande et des propriétés ennemies, les effets qu'ils auraient embarqués ne seraient point saisis; qu'il en serait de même des marchandises en nature ou manufacturées, provenant des pays en guerre, et achetées par des sujets de la puissance neutre, lorsque ceux-ci les feraient exporter pour leur propre compte.*

Pour prévenir, les méprises et interprétations arbitraires sur ce qu'on nommerait contrebande, les puissances invoquèrent l'article 2 du traité de commerce de 1797. Les marchandises qu is'y trouvaient désignées devaient seules être considérées comme munitions de guerre ou navales, et saisissables comme celles qui seraient la propriété de l'ennemi. D'ailleurs, le traité prit toutes les précautions pour empêcher les recherches vexatoires et les dommages qui pourraient résulter de détention arbitraire.

La marine marchande de la Russie, encore dans l'enfance souffrait peu des concessions faites à l'Angleterre par ce traité; mais la Suède et le Danemark sentaient le préjudice qui en résulterait pour eux, et tardèrent longtemps à y accéder. La privation de tout commerce et la prise de leurs colonnies de Saint-Thomas, Barthélemi et Sainte-Croix par l'amiral Duckworth, les firent passer sur un mal inévitable, pour en éviter un plus grand; la restitution des îles perdues, celle des bâtiments séquestrés dédommagèrent en quelque sorte ces braves et faibles nations d'une humiliation dont il fallait remettre la vengeance à de meilleurs temps.

Ainsi, l'importante question des neutres fut malheureusement tranchée d'une manière qui devait laisser de longs regrets aux autres puissances de l'Europe. Toutes durent renoncer aux bienfaits de la liberté des mers; celles du Nord rentrer dans une neutralité passive; la France renoncer à conserver l'Égypte, et à dicter une paix désavantageuse à la superbe Albion.

Les contre-coups de ce traité furent rapides; la Prusse sans marine, ne pouvait rien faire seule pour la cause générale; cédant à son tour, elle dut consentir sous-la médiation de la Russie, à évacuer le Hanovre. Lubeck, Hambourg et les bouches de l'Elbe, le furent également par les Danois.

Dès lors le Nord ne fut troublé qu'un instant jusqu'à la guerre de 1806; laissons le jouir de ce repos, pour voir ce qui se passait à la même époque dans le midi de l'Europe.

CHAPITRE CIX.

Au moment où le Nord combattait pour la neutralité maritime, Bonaparte fait occuper la presqu'île de Tarente, et fermer les ports du royaume de Naples aux Anglais.—Paix définitive de la France avec les Deux-Siciles. — Expédition dirigée contre le Portugal ; le prince de la Paix y entre avec une armée par la gauche du Tage. — Le général Leclerc en conduit une autre vers Almeyda. — Traité de Badajos, qui n'est pas ratifié par la France. — Paix de Madrid entre la France et le Portugal.— Projet de mariage de Bonaparte avec l'infante Isabelle d'Espagne.

Certain que les victoires de Hohenlinden et du Mincio le mettraient incessamment à même de dicter la paix à l'Autriche, Bonaparte n'attendit pas l'issue de la négociation de Lunéville pour chercher à humilier l'Angleterre. La réponse déplacée de lord Grenville à ses propositions de paix, les personnalités que se permettaient journellement contre lui les feuilles publiques, et même les membres du parlement dévoués au ministère, avaient jeté dans le cœur du premier consul les germes d'un ressentiment assez naturel contre ce cabinet. A ces causes d'inimitié personnelles, qui ne sont jamais tout à fait étrangères aux grands événements de la politique, se réunissait l'ancienne rivalité des deux nations, qui devait rendre leur lutte plus acharnée. Toutefois elles ne pouvaient plus se heurter, faute d'éléments, plus encore que de champ de bataille : la France, sans escadres, se trouvait dans l'impossibilité de rien tenter sur l'Océan, du moins de longtemps; et l'Angleterre, qui avait défait toutes les flottes et paralysé toutes les colonies de la France, désormais sans troupes de terre ou sans coalition, se voyait réduite à la même impuissance sur le continent. Isoler entièrement les superbes insulaires du reste de l'Europe, en leur faisant rompre leurs anciennes relations; interdire tous les ports au pavillon du monopole et du despotisme, fermer tous les débouchés possibles au commerce de l'Angleterre, afin de la contraindre à une paix indispensable; tel était le système à suivre. Le Nord entier ayant adopté cette politique, il ne restait plus qu'à la dicter aux faibles puissances du Midi.

La cour des Deux-Siciles, dont la destinée semble être de courir aux armes quand il faudrait les poser, et de les poser lorsqu'il faudrait les prendre, profita de l'armistice de Foligno pour intéresser les grandes puissances en sa faveur. Ne pouvant plus se dissimuler que la dernière levée de boucliers plus intempestive encore que celle de 1799, ne lui attirât un châtiment, elle comptait que ses alliés en amortiraient du moins la rigueur.

Murat qui, à l'invitation du pape, s'était rendu à Rome, comme nous l'avons déjà dit, avait fait garnir par 12,000 hommes la frontière occidentale du royaume de Naples, tandis que Soult occupait avec 10,000 autres la ligne du Tronto et le littoral de l'Adriatique.

Le général en chef jouissait, dans l'ancienne capitale du monde, de l'accueil le plus flatteur, lorsqu'il y reçut la nouvelle de la paix de Lunéville, qui répandit parmi le peuple romain, la même allégresse que dans le reste de l'Europe. On prévit bien qu'un arrangement définitif avec Naples ne tarderait pas à être conclu ; mais le traité de Lunéville, ne stipulant rien en faveur de Ferdinand, ce prince sentit qu'il fallait subir la loi du vainqueur, et s'en rapporter uniquement à la médiation du ministre russe Lewaschoff. Le roi eut donc recours aux talents du duc de Gallo, pour lequel le premier consul avait conservé des sentiments d'estime depuis la paix de Campo-Formio : ce ministre fut dépêché à Paris en même temps que des négociations s'ouvraient à Florence, entre le chevalier de Micheroux et l'ambassadeur Alquier.

Quelque disposé que fût Bonaparte à bien accueillir M. de Gallo, il n'était pas homme à lui sacrifier des intérêts étroitement liés à l'exécution de ses projets. La lutte contre l'Angleterre l'occupait tout entier; il espérait, en faisant occuper la belle rade de Tarente, pouvoir porter avec plus de facilité des secours à l'armée d'Égypte, ressaisir une partie de son influence dans le Levant, et tenir en même temps en respect la cour de Naples, dont les dispositions peu favorables n'étaient pas un mystère : en un mot, cette occupation offrait à la fois un avantage maritime important, et un gage de la stricte exécution des traités. Les ordres que le premier consul donna à ce sujet au ministre

de la guerre et à Murat, attestent toute sa prévoyance (1).

Malgré la haine de Caroline pour les Français, peu importait après tout de renoncer à l'alliance de l'Angleterre pour se rapprocher de la république, pourvu que son trône fût à l'abri des révolutions; d'ailleurs, on n'était pas en mesure d'opter. La négociation prit donc une marche rapide, et le traité définitif, signé à Florence le 28 mars, différa peu des intentions de Bonaparte. Il portait en substance :

1° La cession à la France de la ville de Porto-Longone dans l'île d'Elbe, des présides de Toscane, et de la principauté de Piombino; 2° la fermeture des ports des Deux-Siciles aux Anglais, moyennant quoi la France s'engageait à fournir, en cas de nécessité, pour la défense de la Sicile, un corps auxiliaire, équivalent à celui que fournirait la Russie; 3° le payement de 500,000 francs, pour être répartis entre les Français, victimes des désordres arrivés à Naples, à Viterbe et autres lieux; 4° la permission à tous les Napolitains poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier, pour des faits relatifs au séjour des Français dans le royaume de Naples, de rentrer dans leur patrie avec promesse de les réintégrer dans leurs biens; 5° la mise en liberté de toutes les personnes détenues pour opinions politiques; 6° la restitution des statues, tableaux et autres objets d'art, enlevés à Rome par les troupes napolitaines; 7° la reconnaissance des républiques cisalpine, batave et ligurienne; 8° enfin, par des articles secrets, Sa Majesté Sicilienne accordait aux Français la permission d'occuper, jusqu'à la paix définitive, plusieurs places fortes sur les côtes de la mer Adriatique.

Conformément à ces clauses, le général Soult fit occuper Pescara, puis traversa les Abbruzzes et la Pouille, à la tête de 10,000 hommes, pour aller occuper Tarente, dans la presqu'île d'Otrante. Des travaux considérables furent aussitôt commencés

(1) Voici un extrait de deux de ces ordres :

« Le général Murat préviendra le comte de Damas, que les hostilités recommenceront le 11 mars, à moins que le duc de Gallo, envoyé à Paris, ne souscrive aux arrangements qui lui seront proposés. Cependant il pourra prolonger l'armistice en ajoutant les conditions suivantes à celles déjà arrêtées à Foligno.

» Une division de 12,000 hommes prendra possession de Tarente et de toute la partie de la presqu'île, depuis l'embouchure de la rivière de Loffante jusqu'à Minervino, et de là suivant la ligne par Gravina, et le cours de la Bradano jusqu'à son embouchure dans la mer. Les forteresses de Tarente, de Gallipoli, de Brindisi, d'Otrante, et en général toutes celles qui sont situées dans cette presqu'île, seront remises, avec leur artillerie, au pouvoir de l'armée française.

» Une autre division occupera Chietti et Aquila : sur la communication d'Aquila à Tarente, il ne pourra être tenu aucun corps d'armée napolitaine, hormis quelques postes d'infanterie ou de cavalerie, pour la police du pays et la sûreté des routes Il ne pourra être démoli aucune place, vu que cette occupation n'est que pour rendre plus facile la communication de l'armée d'Égypte avec la France.

» Le roi de Naples fera payer 500,000 francs par mois, à la caisse de cette division, pour sa subsistance et sa solde, indépendamment du blé nécessaire pour sa nourriture.

» Si les Napolitains consentent à ces conditions, le général Murat enverra le général Soult, avec 7,000 hommes d'infanterie, 1,000 de cavalerie et 400 sapeurs. Il y enverra également un général du génie et le nombre d'officiers nécessaires, avec l'ordre d'armer le golfe de Tarente, de manière à défendre les ports et protéger les vaisseaux français qui arriveraient dans la rade. A Aquila et à Terni, il mettra une garnison de 3 à 4,000 hommes.

» Si, au contraire, les Napolitains ne veulent pas de ces conditions, le général Murat marchera sur eux par Aquila, sans passer par Rome, à moins de nécessité absolue.

» Vous recommanderez au général Murat de faire partir, chaque décade, d'Ancône, de Tarente et autres ports, un bâtiment pour l'Égypte.

» Vous lui recommanderez également d'écrire à Ali-Pacha de Janina, pour lui faire connaître que j'ai conservé de l'amitié pour lui; le général Murat doit lui témoigner qu'il désire entrer en correspondance directe avec lui.

» Il doit envoyer en Égypte des journaux par toutes les occasions, et surtout des boulets, des fusils et du kina.

» Le général Murat doit recommander au général Soult : 1° de maintenir une sévère discipline; 2° de ne se mêler d'aucune révolution; 3° de comprimer tous les partis; 4° de faire connaître, ainsi que ses officiers, que nous ne voulons point révolutionner Naples, et que nous sommes aujourd'hui sincèrement réconciliés avec le roi.

» Mon intention est que le général Soult et son état-major, aillent à la messe les jours de fête, avec la musique; qu'ils vivent bien avec les prêtres et avec les officiers du roi de Naples.

» J'attends aujourd'hui que toute l'activité du général Murat se portera à occuper l'île d'Elbe. Il peut écrire en Corse pour que le commandant prépare, à Bastia ou à Santo-Pelegino, une expédition d'un bon bataillon de la 23°, pour entrer dans cette île, qui nous offre un port très-considérable pour nos escadres. »

pour la mettre en état de défense : cette ville célèbre sembla renaître, pour un moment, de ses ruines, et, en attendant l'exécution des projets qui devaient lui rendre toute son antique splendeur, de nombreuses batteries, armées de 80 bouches à feu, défendirent sa superbe rade.

Ainsi, par un rapprochement qui n'aura pas échappé à nos lecteurs, les Français espéraient faire un point de départ pour agir contre l'Afrique, de cette même rade qui avait été si avantageuse aux Carthaginois pour opérer en Italie, dans la seconde guerre punique. Dès lors, depuis les bouches de l'Adige jusqu'au golfe de Tarente, et de là en remontant vers Gênes, tous les États de la Péninsule se trouvèrent directement ou indirectement dominés par la France, et le pavillon britannique, exclu de tous leurs ports, n'osait plus se montrer qu'à Malte, à Minorque et à l'île d'Elbe. Toutefois ces stations, quoique de peu d'étendue, n'en étaient pas moins les clefs de la Méditerranée; leur possession assurait à l'Angleterre les moyens de dominer dans le Levant, de menacer à la fois le littoral de l'Espagne et celui de l'Italie. Elle bravait même sur les rochers de l'île d'Elbe, avec un millier d'hommes, toute la puissance du colosse continental, et Bonaparte, indigné qu'un point si voisin de la Toscane osât ainsi insulter à cette puissance, ordonna d'y jeter des forces suffisantes pour commencer le siége de Porto-Ferraio.

Tandis que ces événements se passaient en Italie, les efforts du gouvernement consulaire n'avaient pas été moins heureux à Madrid et à Lisbonne. Les glorieux succès des armées françaises, pendant la campagne de 1800, avaient resserré de plus en plus les nœuds de l'Espagne et de la France. Aux intérêts réciproques des deux nations, se joignait l'admiration personnelle de Charles IV pour le premier consul. Le général, qui avait étouffé l'hydre de l'anarchie, pacifié la France, et changé en peu de mois la face de l'Europe, lui paraissait envoyé pour fermer le gouffre des révolutions et raffermir les trônes. Ce monarque, plein de confiance dans la sagesse et la fortune de son allié, suivait docilement tous les conseils de sa politique. La stagnation du commerce espagnol, le peu de succès des efforts maritimes concertés jusque-là, tempéraient parfois, il est vrai, les bonnes dispositions du roi, et donnaient des inquiétudes au prince de la Paix, en dépit duquel Urquijo, qui inclinait en secret en faveur de l'Angleterre, exerçait encore quelque empire dans le conseil.

Bonaparte était trop habile pour ne pas profiter de ces heureuses dispositions et les faire tourner à l'accomplissement de ses vues sur le Portugal. Placé sur le bord du grand Océan, à l'extrémité occidentale de l'Europe, qui offre les points de départ les plus avantageux pour la navigation sur les côtes d'Afrique et d'Amérique, jouissant de tous les bienfaits du climat et du sol, étranger, par sa position éloignée, à tous les débats qui ont ensanglanté et dévasté tour à tour les contrées les plus florissantes de l'Europe; ce royaume, qui pourrait contenir cinq à six millions d'habitants, en comptait à peine la moitié. Malgré les avantages de sa situation pour le commerce, malgré les conquêtes aussi glorieuses qu'utiles des Gama et des Albuquerque, le Portugal, réduit, pour ainsi dire, depuis un siècle à la condition de colonie anglaise, voyait languir son agriculture et son industrie. Les vertus guerrières qui avaient jadis distingué la nation étaient assoupies, et l'état militaire, déconsidéré, mettait l'armée portugaise au rang des plus médiocres de l'Europe. L'institution des milices existait, mais avec tant de vices, qu'on les comptait à peine alors au nombre des moyens de défense. Si le Portugal offre depuis quelques années un spectacle tout différent, il ne faut pas confondre les époques, mais bien se rappeler ce qu'il était en 1800.

Il importait à la réussite du système de Bonaparte de fermer aux Anglais les ports d'Oporto et de Lisbonne, où ils s'approvisionnent des produits méridionaux, et surtout de vins, en échange desquels ils versent à pleines mains des articles de leurs manufactures, qui se répandent ensuite, soit sur le continent américain, soit en Portugal, et en Espagne même. En effet, quand les marchandises anglaises sont prohibées à Cadix et à la Corogne, il n'est guère possible d'éviter que, débarquées en Portugal, elles ne pénètrent en contrebande dans l'Estramadure, la Galice et l'Andalousie. Il ne l'était pas moins à cette époque d'empêcher que, sous pavillon portugais, elles n'allassent de Lisbonne à Rio-Janeiro et Buenos-Ayres, pour péné-

trer ensuite sur tous les points de l'Amérique méridionale. Lisbonne était donc, pour le commerce anglais, ce que Gibraltar est pour la marine militaire; c'est de là qu'il inondait tout le Midi et le Levant de ses marchandises.

Fermer au commerce ennemi ces précieux débouchés, et se renforcer de tous les moyens d'une puissance jadis maîtresse des mers, n'était pas le seul résultat qu'on se promît, en occupant ce royaume. Au jour de la paix, il devait encore, avec la presqu'île d'Otrante, servir de compensation aux conquêtes faites par l'Angleterre dans les Indes occidentales.

Le moyen le plus sûr d'atteindre ce but était d'y faire concourir l'Espagne : afin de l'enchaîner d'une manière irrévocable à son alliance, Bonaparte érigea le grand-duché de Toscane en royaume, pour le donner à l'infant Louis de Parme, en échange du duché de Parme et Plaisance, que son père, déjà avancé en âge, céderait à la république. Cet acte d'une sage politique, qui d'un même coup enlevait ce pays à l'influence autrichienne, et engageait l'Espagne à faire cause commune avec la France dans toutes les guerres d'Italie, devait plaire à la famille régnante autant qu'à la nation espagnole, fière du rôle qu'elle avait joué dans la presqu'île italique sous le règne de Ferdinand le Catholique et de Charles-Quint.

Cette érection stipulée à ce qu'il paraît par une transaction secrète, signée à Sainte-Ildefonse le 1er octobre 1800, fut cependant assez chèrement payée par le don de six vaisseaux de ligne, et la rétrocession de la Louisiane à la France, qui l'avait abandonnée à l'Espagne par la malheureuse paix de 1763.

Sur ces entrefaites, Lucien Bonaparte avait quitté le ministère de l'intérieur, par suite de l'opposition constante et tracassière qu'il affectait contre tous les projets du consul (1). L'ambassade de Madrid lui fut offerte autant pour déguiser sa disgrâce, que pour resserrer les liens particuliers de sa famille avec le gouvernement espagnol, en témoignant à Charles IV, par l'envoi de son plus proche parent, tout le prix que le consul mettait à ses relations. Le roi, en effet, ne se montra pas insensible à cette attention ; car aucun ministre de France ne jouit à Madrid de plus de considération et de crédit.

Le renvoi d'Urquijo, qui passait pour le seul membre du cabinet attaché au système de neutralité avec l'Angleterre, ne tarda pas à donner une supériorité décidée au parti français, et fut un véritable triomphe pour le prince de la Paix. Mesurant déjà la distance qui le séparait du trône, le favori en monta hardiment la première marche. Non content du titre de généralissime, qui mettait toutes les forces de terre et de mer à sa disposition, il se fit conférer la dignité de conseiller général, par lequel il réunit les pouvoirs du monarque même, et rattacha à sa personne les moindres fils de l'administration. Véritable maire du palais, il ne lui manqua que les talents et le caractère d'un Charles-Martel, pour faire oublier à la fierté castillane, l'origine honteuse de son élévation. Cet homme, dont les malheurs n'ont pu faire oublier les fautes, n'avait aucune des qualités nécessaires pour jouer un pareil rôle : non moins vain qu'ambitieux, il ne fit de cas de ces nouveaux pouvoirs, que parce qu'ils lui donnaient les moyens de fasciner les yeux du vulgaire, et non parce qu'ils lui fournissaient l'occasion de signaler sa faveur par quelque entreprise utile ou glorieuse à la nation.

Après avoir exprimé aussi librement notre opinion sur ce personnage trop célèbre, d'après le témoignage des hommes qui l'ont approché de plus près, nous devons cependant dire que son système d'union à la France, n'était pas si blâmable qu'on l'a prétendu dans l'étranger ; et qu'il ne dépendit même pas entièrement de lui, de donner à cette alliance les dehors d'une honorable indépendance.

(1) Le désintéressement philosophique qu'il a montré dans les disputes relatives à son mariage, n'exclut pas l'ambition. Peu jaloux de titres, Lucien l'était de places et de pouvoir. Les Mémoires publiés par un de ses affidés, prouvent qu'il avait imaginé que Napoléon, trop heureux de partager l'autorité avec lui, se contenterait de diriger la guerre et l'extérieur, et lui laisserait toutes les affaires intérieures de France. Réduit au rôle d'instrument, il ne put se plier à une obéissance passive, et lutta sans cesse contre le chef du gouvernement, qui finit par s'en lasser, car Lucien poussa, dit-on, la hardiesse jusqu'à menacer le consul de le renverser, comme il prétendait l'avoir élevé.

Tous les motifs qui avaient attaché l'Espagne à la France, depuis Philippe V, existaient avec plus de force que jamais. Ne pouvant renoncer à ses immenses possessions d'outre-mer, qu'elle considérait comme les véritables sources de sa prospérité, et n'ignorant pas à quel point l'Angleterre les convoitait, puisque dès le règne de Georges I[er], un de ses ministres n'avait pas craint d'en faire l'aveu formel, l'Espagne n'était en état de les conserver qu'avec une marine : or, quel autre moyen aurait-elle eu de réussir, si ce n'est de s'allier à la seule puissance capable de balancer les forces navales de l'Angleterre? Qu'eût donc pu faire de mieux Godoï, que de se jeter dans les bras de la France victorieuse? Rester neutre, comme on l'avait si malheureusement fait dans la guerre de 1756 à 1762, n'était-ce pas donner à l'Angleterre la facilité d'anéantir jusqu'aux derniers vestiges de la marine française, pour assaillir ensuite l'Espagne désarmée et réduite à ses propres moyens? Si la neutralité du cabinet de Madrid, déterminant celui de Saint-James à modérer ses prétentions eût produit une paix durable, et donné le temps de rétablir la marine des deux nations, on aurait alors quelque sujet de censurer la politique du favori de Charles IV. Mais l'intérêt britannique s'alliait trop mal avec la prospérité de l'Espagne, pour laisser le moindre espoir de faire prendre le change au ministre anglais; il fallait dès lors, ou le combattre ou lui laisser jeter sans obstacle les fondements de l'empire universel des mers, qui amènerait tôt ou tard l'émancipation de l'Amérique.

Loin d'imiter les écrivains qui jugent après l'événement, et de répéter les reproches dont ils ont accablé le prince de la Paix, nous lui ferions volontiers le reproche contraire; c'est-à-dire, d'avoir lourdement traîné sa politique à la suite des circonstances, et voulu changer de système en 1806, lorsqu'après le désastre de Trafalgar, il vit peser sur l'Espagne tous les maux d'une guerre maritime mal conduite. Placez un Mazarin, un Ximénès, au poste de Godoï; il n'eût pas manqué de s'allier aussi étroitement que lui à la France; mais il eût combiné avec elle des efforts dignes d'une grande nation; il eût fait à l'Angleterre une guerre à outrance. Imprimant au peuple espagnol toute l'énergie dont il est susceptible, il eût tendu les moindres ressorts de l'administration intérieure vers la restauration de la marine : l'influence du clergé, l'orgueil national, l'intérêt du commerce, eussent été les leviers dont il se serait servi pour tirer la nation de son apathie, et lui donner une secousse salutaire. Un tel ministre eût inondé les Antilles d'armements redoutables, non-seulement pour reconquérir les colonies enlevées si facilement par les Anglais, mais encore menacer la propre sûreté de la Jamaïque. Les hommes et l'argent ne manquaient pas au Mexique ni à la Havane, et on avait assez de vaisseaux pour multiplier des coups de main. Au lieu de redoubler les armements, d'encourager la marine par tous les moyens, on laissa dépérir les institutions de Charles III; les arsenaux restèrent dans la langueur, on arma de vieilles carcasses de vaisseaux, on les fit sortir de mauvaise grâce et toujours pour se faire battre. Le quart des sacrifices que la nation espagnole fit de 1808 à 1812, eût suffi, au temps dont nous parlons, pour ébranler la puissance anglaise aux Indes occidentales, et assurer longtemps le continent américain à l'Espagne.

Mais terminons une digression qui sort de notre plan, et revenons à ce qui se passait à cette époque dans la Péninsule.

Le prince de la Paix, en reconnaissance de l'appui que la France lui avait prêté pour arriver au but où son ambition aspirait, seconda ses vues. Les démarches de Berthier et de Lucien Bonaparte, pour déterminer le cabinet de Madrid à la guerre contre le Portugal, rencontraient de grands obstacles, d'un côté dans les sentiments de Charles IV et de la reine pour leur fille, épouse du prince régent; et de l'autre dans les représentations d'Urquijo. Ils furent bientôt levés par Godoï, qui promit néanmoins à son maître de se borner à un simulacre de guerre, et ne cessa d'entretenir avec le cabinet de Lisbonne des relations clandestines.

Toutefois la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, et peu de jours après le décret d'organisation d'une armée d'observation de 20,000 hommes sur la Gironde, ne laissèrent pas d'autre alternative au cabinet de Madrid, que de se brouiller avec Bonaparte, ou de seconder ses desseins. Le Portugal fut de nouveau sommé de fermer ses

ports aux Anglais, et menacé d'une invasion par les forces combinées des deux puissances.

Cependant, le prince régent ne céda pas aux premières menaces. Loin d'optempérer à la demande de fermer ses ports aux Anglais, il fit quelques préparatifs de défense, et négocia avec eux relativement aux secours qu'il en attendait.

Pitt n'avait rien négligé pour retenir cet ancien et fidèle allié : il avait offert d'entretenir un corps considérable, moyennant que les forces combinées fussent subordonnées à un général anglais, et par là même aux ordres de son cabinet. Les descendants d'Albuquerque, trop fiers pour souscrire à ces conditions, consentirent néanmoins à recevoir un ministre ou commissaire anglais, qui dirigerait les opérations de la guerre, pourvu que le secours montât à 25,000 hommes. Ces stipulations parurent plus honorables, en ce qu'elles conservaient du moins une ombre d'indépendance aux troupes portugaises ; mais le cabinet de Saint-James qui méditait l'expédition d'Égypte, ne voulut pas contracter un engagement dont l'avantage n'équivalait point aux sacrifices qu'il nécessiterait. L'armée d'Abercrombie réunie comme on se le rappelle au mois d'octobre 1800, à Gibraltar, et destinée à l'expédition d'Égypte, avait fait voile pour Malte; mais la division Pulteney en avait été séparée pour servir en Portugal, ou contribuer à la garde des différentes stations de la Méditerranée, et c'était tout ce dont le gouvernement anglais pouvait disposer pour l'instant, ayant d'ailleurs assez à faire dans la Baltique.

Le comte de Lima auquel le prince régent avait jusqu'alors confié le soin de diriger la politique, vint à mourir dans ces entrefaites. Ce diplomate avait toujours passé pour le plus ferme appui de l'Angleterre. On se flatta vainement que son successeur adopterait un autre système, le prince persista à suivre les mêmes errements.

La paix de Lunéville acheva de lever toutes les incertitudes : laissant au premier consul la disposition de forces imposantes, il se hâta de faire refluer de la Lombardie vers la Gironde, quelques-uns de ces régiments d'élite qui venaient d'ébranler la monarchie autrichienne. Dès lors Bonaparte était fondé à croire que le prince régent n'attendrait pas une attaque dont le résultat était de nature à le précipiter du trône.

Dans cet état de choses, l'Espagne ne pouvant plus reculer, céda aux sollicitations pressantes et itératives du ministre de France, et signa enfin, le 21 mars 1801, un traité qui confirmait les clauses secrètes de celui du 1er octobre précédent, rappelait l'érection du royaume d'Étrurie, stipulait les cessions qui devaient en être le prix, et la part que le cabinet de Madrid prendrait aux entreprises contre le Portugal.

Dès ce moment les préparatifs se poussèrent avec plus d'activité. L'armée espagnole devait être portée à 40,000 hommes; mais l'argent manquait aux possesseurs de toutes les mines du nouveau monde; et d'ailleurs les cadres des régiments, réduits au tiers, rendaient la chose difficile. Le prince de la Paix ordonna la levée de quelques milices provinciales pour y suppléer, et le désir qu'il avait de commencer les opérations avant l'arrivée des Français, lui fit hâter les armements avec une précipitation plus nuisible qu'utile.

Bonaparte ne voulant pas néanmoins lui abandonner le soin de tracer un plan d'opérations, en arrêta lui-même les principales dispositions. Le commandement de l'armée française fut confié au général Saint-Cyr, dont nos lecteurs auront plus d'une fois apprécié la prudence et les talents : elle devait opérer par la rive droite du Tage, pour s'emparer d'Oporto et de Lisbonne; occupations dont dépendait tout le succès de l'entreprise.

Le corps espagnol, déjà à proximité des lieux, devait naturellement avoir la tâche de balayer la rive gauche du Tage, et de soumettre les provinces méridionales de l'Alentéjo et des Algarves. Soit que le prince de la Paix fût piqué de ne jouer ainsi qu'un rôle secondaire, soit qu'il voulût faire preuve d'empressement à servir les Français, ou se rendre enfin l'arbitre des conditions de la paix, il ouvrit la campagne avant leur arrivée. A peine les colonnes de Saint-Cyr avaient-elles franchi les Pyrénées et débouché sur Vittoria, que les Espagnols entrèrent dans l'Alentéjo.

Le prince régent qui s'était probablement flatté que son beau-père s'en tiendrait à des démonstrations, et que la France prodiguait les menaces dans le seul but d'amener plus tôt l'Angleterre à

la paix, avait montré plus de fermeté dans ses réponses, que d'activité dans ses préparatifs réels de défense.

Le secours tant promis par l'Angleterre, manquait tout à coup, ou se réduisait à quelques cadres insignifiants, car Abercrombie déjà débarqué en Égypte, appelait à lui tous les renforts possibles. Le prince eut donc recours aux proclamations, toujours peu efficaces quand elles ne sont pas soutenues d'une armée respectable. Par une adresse publiée le 26 avril, il engageait le clergé, la noblesse et le peuple, à rivaliser de zèle. « L'Espagne, disait-il, oubliant que nous l'avons secourue en 1793, nous attaque pour être restés fidèles à nos traités; elle prétend que ceux qui furent jurés en présence de Dieu et des hommes, soient rompus tout à coup. Cela seul suffirait pour exciter votre patriotisme. Mais d'autres puissants motifs doivent vous guider : on ose vous dégrader, vous avilir en vous réduisant à n'être plus que de simples courtiers de votre commerce : l'Espagne exige que nos ports soient gardés par ses troupes, pour avoir une garantie de notre fidélité. Une nation qui sut résister aux Romains, conquérir l'Asie, enseigner une route sur les mers, secouer, lorsqu'elle était encore faible, le joug héréditaire d'un sceptre étranger, recouvrer et maintenir son indépendance; cette nation, dis-je, doit rappeler les fastes honorables de son histoire. Portugais! nous conserverons encore le courage et les sentiments d'honneur que nous ont transmis nos ancêtres! »

Cet appel à l'énergie de la nation, n'empêcha pas les Espagnols d'envahir le pays, presque sans résistance : et l'armée, qui s'élevait à peine à 20,000 hommes dispersés depuis Braga jusqu'à Tavira, ne fut pas augmentée d'un soldat. Le prince de la Paix, parti de Badajos avec 30,000 hommes, se dirigea sur Elvas et Extremos : après d'insignifiantes rencontres d'avant-postes, et un simulacre d'attaque sur Olivenza, cette place importante se rendit, de même que Jurumenha et les autres postes qui bordent la Guadiana : Campo-Major et Elvas furent investis, et tinrent un peu plus longtemps. Les Portugais hors d'état de résister, repassèrent en toute hâte le Tage, et quinze jours après l'ouverture de la campagne, les Espagnols arrivèrent en face d'Abrantès.

La cour de Lisbonne passa subitement de la confiance au découragement. Elle jugea avec raison que même en repoussant l'attaque du prince de la Paix, elle n'aurait pas si bon marché des légions victorieuses de Marengo et du Mincio; une soumission passagère valait mieux qu'une ruine complète, et on se hâta de traiter avec les Espagnols pour se dispenser de le faire avec la France, et ménager ainsi le gouvernement anglais auquel le cabinet de Madrid donnait toujours l'espoir d'un rapprochement. Ce traité, signé le 6 juin, à Badajos, cédait à l'Espagne la forteresse d'Olivenza avec le district de ce nom, et obligeait le Portugal à fermer ses ports aux Anglais.

Dans ces entrefaites, l'armée française traversait la Castille, et Saint-Cyr revêtu du titre d'envoyé extraordinaire près la cour de Madrid, pour mieux diriger de là toutes les opérations, venait d'en remettre le commandement au général Leclerc, beau-frère du premier consul.

Le prince de la Paix que cette circonstance aurait dû tenir en respect, se hâta de traiter lui-même avec la cour de Lisbonne : si sa vanité y trouva son compte, il faut avouer aussi qu'il était du plus haut intérêt pour l'Espagne, d'être l'arbitre d'une affaire qui la touchait de si près, et qu'en épargnant au Portugal la honte et les suites fâcheuses d'une occupation par les Français, elle évitait à elle-même le fardeau qu'eût entraîné l'établissement d'une ligne d'étape. Toutefois, sa démarche n'en était pas moins inconsidérée, puisqu'on manquait d'égards envers la France, en traitant sans sa participation, quand on avait contracté avec elle des engagements si positifs. On a dit que le ministère espagnol avait été porté à cette démarche, pour sauver un convoi d'or et d'argent venant d'Amérique, réfugié dans le Tage pour échapper aux Anglais qui lui donnaient chasse. D'autres écrivains ont prétendu que la maison de Bragance détourna par le sacrifice de 30 millions, l'orage dont elle était menacée, et que cette somme fut partagée entre Lucien Bonaparte et Godoï. Cette transaction eût été aussi précaire pour une des parties que honteuse pour les autres, et nous doutons qu'elle ait été stipulée clandestinement; et puisque

cette contribution fut réellement payée par la suite, il faut croire qu'elle avait été imposée au Portugal par un des articles du premier traité.

Quoi qu'il en soit, le consul fut d'autant plus mécontent de cette transaction prématurée, qu'il fondait de grandes espérances sur l'occupation du Portugal, pour contraindre l'Angleterre à la paix, dont les préliminaires étaient à la veille de se conclure. Les notes remises à ce sujet par M. Otto à lord Hawkesbury, démontrent que la compensation de ce royaume devait être offerte pour décider le cabinet de Saint-James à rendre l'île de la Trinité aux Espagnols, et les établissements de la Guyane aux Hollandais. Bonaparte refusa donc la ratification, et renvoya sans l'entendre l'envoyé portugais, débarqué à Lorient. L'armée française qui avait continué sa marche sur Almeida, eut ordre de se préparer à prendre l'offensive, et Saint-Cyr d'insister pour que l'Espagne demandât au Portugal l'occupation de trois de ses provinces jusqu'à la conclusion du traité avec l'Angleterre.

Cependant le prince de la Paix, empressé de jouir des fruits de son ouvrage, avait attiré le roi Charles IV et la reine à Badajos, où il leur prodiguait les fêtes, et jouissait avec une ostentation ridicule d'un triomphe sans gloire. La nouvelle du mauvais accueil que le traité avait reçu à Paris, mit un terme à cette forfanterie, et prolongea les angoisses du prince régent de Portugal jusqu'au mois de septembre, que la tournure des négociations avec l'Angleterre décida le gouvernement français à se désister d'une partie de ses prétentions, et à renoncer à l'occupation du territoire portugais pour obtenir l'agrandissement de ses possessions dans l'Amérique méridionale.

Toutefois le traité définitif, signé à Madrid le 29 septembre, était encore assez dur pour les vaincus. Il confirmait la cession d'Olivenza, et de son district à l'Espagne, abandonnait à la république une partie de la Guyane portugaise, jusqu'à la rivière d'Arowari, obligeait le Portugal à fermer aux Anglais ses ports d'Europe et d'Amérique, enfin accordait à la France les préférences réservées au commerce britannique depuis le traité de 1702.

On a beaucoup déclamé contre l'ambition qui avait porté Bonaparte à cette expédition. A peine, disait-on, la paix de Lunéville avait-elle arrêté l'effusion du sang, que déjà il méditait de nouvelles invasions, capables d'ébranler l'Europe. Ces reproches étaient peu fondés, du moins dans cette circonstance. L'occupation du Portugal paraissait une conséquence toute simple des mesures adoptées par le Nord, à l'instant où elle fût arrêtée; elle n'était que la répétition d'une mesure semblable, exécutée sous Louis XV, lorsqu'à la fin de la guerre de 1762, et après la signature du pacte de famille, le marquis de Beauveau traversa l'Espagne avec une petite armée française pour enlever le dernier allié aux Anglais. Personne ne s'avisa de crier contre l'ambition de Louis XV, ou du duc de Choiseul, qui entendait alors si bien les intérêts de la France. Quant à la non-ratification du traité de Badajos, on vient de voir qu'elle n'eût lieu que pour arriver plus vite à un accommodement avec l'Angleterre, et elle remplit parfaitement ce but comme nous aurons occasion de le dire plus loin.

Au reste, la soumission du Portugal fut un des derniers événements de la lutte maritime dont nous esquissons les principaux traits. L'Espagne, non moins glorieuse du rôle qu'elle y avait joué, que de l'élévation de l'infant de Parme, à la dignité de roi d'Étrurie, ne mettait plus de bornes à son attachement pour la France, lorsqu'une intrigue de cour vint, à ce qu'on assure, répandre un nuage sur cette bonne harmonie. Lucien Bonaparte, frappé de l'ascendant dont jouissait son frère, et des rapports politiques qui existaient entre les deux États, avait, dit-on, imaginé, dès cette époque, de proposer au premier consul de répudier Joséphine, dont il ne pouvait plus espérer d'enfants, et de lui faire épouser l'infante Isabelle, fille de Charles IV (1). Ce projet d'abord goûté à Paris comme à Madrid, rencontra ensuite des obstacles dans l'affection de Bonaparte pour José-

(1) Nous citons ce fait d'après les Mémoires anonymes d'un secrétaire de Lucien, et des renseignements particuliers qui nous sont parvenus d'un autre côté : il serait difficile de le garantir; mais il est assez vraisemblable pour qu'on puisse y ajouter foi.

phine, ainsi que pour Hortense et Eugène Beauharnais, fruits de son premier mariage : Lucien reçut donc l'ordre de n'en plus parler. On ne saurait disconvenir que cette alliance eût offert des avantages plus réels que celle contractée en 1810 avec la maison d'Autriche. L'union de Bonaparte eût évité la désastreuse guerre d'Espagne, empêché celle de Russie, et changé probablement le sort de l'Europe. Si cette négociation fut réellement entamée, elle fait honneur à Lucien. Dans le cas contraire, il faut regretter qu'elle n'ait pas été imaginée par Bonaparte, comme le moyen le plus sûr de consolider son ouvrage, et d'atteindre le double bût qu'il se proposait, la réconciliation de tous les Français, et l'humiliation de l'Angleterre.

CHAPITRE CX.

Expédition des Anglais contre l'Égypte. — Abercrombie débarque à Alexandrie. — Faute énorme de Menou qui ne marche à lui qu'avec la moitié de ses forces. — Bataille d'Alexandrie. — Abercrombie est tué, mais remporte la victoire. — Son successeur, Hutchinson, prend Rosette, et s'avance sur le Caire, où les Turcs marchent de leur côté. — Efforts de Bonaparte pour rétablir la marine, et secourir l'Égypte. — Gantheaume tente trois fois d'y porter des renforts, mais il rentre sans succès à Toulon. — Belliard est forcé de signer l'évacuation du Caire, et Menou celle de l'Égypte.

Opérations maritimes dans l'Océan et la Méditerranée. — Linois, faisant voile de Toulon, pour joindre l'escadre de Cadix, est attaqué par Saumarez qu'il bat à Algésiras; celui-ci se venge peu de jours après dans le détroit sur l'amiral Moréno. — Les Français échouent devant Porto-Ferrajo. — Dans les Indes occidentales, les Anglais, déjà maîtres depuis deux ans de Surinam, s'emparent de Curaçao, puis de Saint-Eustache, tandis que l'amiral Duckworth occupe les îles danoises et suédoises.

A la nouvelle des victoires récentes remportées par l'armée française sur les Turcs à Héliopolis et Damiette, des cris accusateurs s'élevèrent de toutes parts en Angleterre contre lord Dundas, qui n'avait pas craint de faire en plein parlement l'apologie de la rupture du traité d'El-Arisch; et le parti de l'opposition s'appuyant sur l'opinion publique, s'apprêta à profiter de ce puissant levier pour attaquer le ministère.

Celui-ci, persévérant dans son système, ne se laissa ébranler ni par les victoires des armées républicaines en Italie, ni par l'ascendant que prenait chaque jour Bonaparte sur la politique des cabinets de l'Europe; mais attentif à profiter de toutes les circonstances qui pouvaient tourner à l'avantage de la Grande-Bretagne, il médita en silence, au milieu des clameurs de l'opposition, le projet d'arracher aux républicains une province qui semblait s'échapper des mains débiles des Turcs.

Quoique la destruction de la puissance de Tippoo-Saëb, eût mis les possessions anglaises de l'Inde à l'abri de tout danger, et que l'armée française d'Égypte fût trop faible pour former quelqu'entreprise importante par la mer Rouge; les reconnaissances faites par Bonaparte dans les environs de Suez, prouvaient assez que la France avait eu l'intention de rétablir l'ancien canal de communication entre les deux mers. Indépendamment du coup fatal que cette opération eût porté à la compagnie des Indes, la France, en paix avec les Arabes de la mer Rouge, et alliée du schérif de la Mecque, aurait communiqué facilement avec l'Indostan, fomenté des divisions avec les princes indigènes soumis à l'Angleterre, et rétabli peu à peu l'influence que l'incurie du Directoire bien plus que la mort de Tippoo-Saëb venait de lui arracher. D'ailleurs, les événements militaires du continent européen faisaient présager la fin prochaine de la guerre, et l'on devait craindre que les victoires et l'habileté du premier consul, n'obtinssent de la Porte la cession temporaire ou définitive de l'Égypte.

La prospérité de la Grande-Bretagne, et l'intérêt de son ministère, exigeaient donc qu'il fit les plus grands efforts pour en expulser les Français, et y rétablir la puissance ottomane, dont l'ignorance et le fanatisme étaient depuis plusieurs siècles la meilleure garantie de la sécurité du commerce anglais dans l'Inde. Le corps d'Abercrombie, devenu entièrement disponible depuis les événements d'Italie, était tout porté dans la Méditerranée pour accomplir ce dessein, et il avait reçu l'ordre de s'y préparer sans donner trop l'éveil aux Français, en attendant qu'on se fut expliqué avec les Turcs sur cette entreprise.

En conséquence, le cabinet de Saint-James re-

doubla l'activité de ses négociations avec le divan. L'ambassadeur Elgin, représenta vivement les dangers de temporiser plus longtemps, et l'impossibilité où serait la Porte de rentrer en possession de cette belle province, si Bonaparte parvenait à y faire passer des renforts. Il soumit donc aux ministres du sultan un plan de campagne, dont la réussite, quoique douteuse, était de nature à séduire des hommes peu exercés à combiner des opérations militaires.

Suivant ce projet, un corps de 20,000 Anglais, venant d'Europe, devait débarquer à la gauche des bouches du Nil, et concerter ses opérations avec l'armée turque, qui déboucherait de la Syrie par le désert sur la rive droite du fleuve, tandis qu'un autre corps anglais de 8,000 hommes tirés de l'Inde par la mer Rouge, s'avancerait sur les derrières des Français, après avoir mis pied à terre à Suez.

Le divan, sans réfléchir que des corps qui devaient pénétrer à différentes époques en Égypte, sur des points très-éloignés les uns des autres, risquaient d'être accablés successivement si les Français parvenaient à opérer en masse contre eux, adopta le plan du ministère britannique, convaincu d'ailleurs que toutes les forces de l'empire ottoman ne pourraient jamais expulser les républicains de l'Égypte, si elles n'étaient secondées par des auxiliaires européens.

En conséquence, de nouvelles levées d'hommes et d'argent furent ordonnées dans tous les pachalicks voisins de la Syrie ; le capitan-pacha eut l'ordre de réparer sa flotte, et de se préparer à appareiller pour se joindre dans le golfe de Macri à l'escadre anglaise, et le visir Jussuf, qui commandait les débris de l'armée battue à Héliopolis, fut prévenu de se tenir prêt à rentrer de nouveau en campagne.

De son côté le ministère britannique n'avait rien négligé de ce qui pouvait assurer le succès de l'expédition ; il paraît qu'il y destina d'abord la totalité du corps de 20,000 hommes rassemblé à Gibraltar à la fin d'octobre, avec lequel Keith, Abercrombie et Pulteney avaient menacé Cadix. C'était l'élite de l'armée anglaise; l'état-major composé des officiers généraux les plus distingués, avait été désigné par sir Ralph-Abercrombie lui-même. Toutefois, les armements qui s'effectuaient dans les ports de France, et les démonstrations hostiles contre le Portugal ayant donné le change au cabinet britannique, il crut indispensable de détacher dans ce royaume une partie des troupes réunies à Gibraltar sous le général Pulteney, pour le mettre à l'abri d'invasion. Il en résulta que les plus anciennes troupes engagées pour servir partout sans restriction furent assignées à Abercrombie, et que Pulteney fit voile vers le Tage avec les corps levés pour le service particulier en Europe. La flotte désorganisée par ce détachement subit, ne put faire voile que par division vers Minorque, d'où elle cingla ensuite vers Malte, désigné par lord Keith comme rendez-vous général de l'expédition.

D'un autre côté, l'armée ottomane, rassemblée dans les premiers jours de février aux environs de Jaffa, ayant été attaquée de la peste, les opérations furent suspendues indéfiniment, en sorte que les Français auraient eu tout le temps de préparer leurs moyens de défense.

Mais, après la mort de Kléber, le commandement de l'armée française était tombé provisoirement par les lois de la hiérarchie militaire entre les mains de Menou. Ce général, le premier de son grade par l'ancienneté, le dernier par la capacité, autrefois marquis de l'ancienne noblesse, puis membre exalté de l'assemblée constituante, ensuite général insignifiant dans les armées républicaines, venait de couronner ses métamorphoses politiques par embrasser l'islamisme à Rosette. Doué d'une imagination vive et d'une élocution facile et séduisante dans le conseil, mais calculant les plus grands événements sur les plus petites données, il étonnait par le décousu de ses actions, résultat naturel de la mobilité de ses idées. Du reste, administrateur médiocre et infatué de ses systèmes, complétement dépourvu de talents militaires, presqu'inconnu à l'armée dont il ne partageait plus depuis longtemps les travaux, orgueilleux et vain, tracassier et turbulent; tel était l'homme chargé de tenir tête à l'orage qui s'amoncelait sur l'Égypte; on peut juger s'il en était capable.

Ce n'est pas qu'il fallût désormais un génie extraordinaire pour conserver cette conquête à la république, car l'état de l'armée française s'était

beaucoup amélioré, et il ne lui fallait que quelques renforts. Grâces aux établissements sanitaires, la peste, qui les années précédentes avait exercé de si cruels ravages, se laissait à peine apercevoir : plus de troubles dans l'intérieur, tout était soumis et tranquille; Mourad-Bey était devenu l'allié des Français. A la vérité, il était dû encore quelques mois de solde à l'armée, et une partie des avances à l'administration; mais il existait en caisse de quoi satisfaire à la dette publique, l'habillement des troupes était dans le meilleur état, la cavalerie parfaitement montée, l'artillerie bien attelée, le corps des dromadaires au complet, les hôpitaux, organisés sur le meilleur pied, ne renfermaient que très-peu de malades; les subsistances de l'armée mobile étaient assurées, les places fortes approvisionnées, les transports assurés par un parc de réserve de 500 chameaux. Le génie et l'artillerie exécutaient de grands travaux pour le perfectionnement des places et l'approvisionnement des arsenaux; enfin, on voyait déjà s'élever au milieu du Caire, d'Alexandrie et de Rosette des fabriques d'objets de première nécessité.

Tel était l'état de l'Égypte lorsque Menou prit le commandement de l'armée. Pendant les premiers mois de son commandement, il feignit de vouloir suivre la marche tracée par son prédécesseur. Quelques dispositions tendantes à améliorer le sort du soldat, l'exactitude du payement de la solde, l'affabilité hypocrite de ses formes, accoutumèrent peu à peu les esprits à son autorité. Mais lorsqu'il la vit solidement établie, il cessa de se contraindre : le système des finances, les lois sur les douanes, celles sur les successions, les anciens règlements du pays, tout fut bouleversé; et ces innovations, loin de produire quelque bien, redoublèrent les entraves du commerce, augmentèrent les charges du trésor, diminuèrent les recettes et firent murmurer le peuple et l'armée. Si le nouveau général en chef ne prenait aucune mesure utile au bien-être de l'armée et au maintien de la discipline, en vrai courtisan, il ne négligea pas les moyens de complaire au chef du gouvernement français : par son ordre, le divan, assemblé au Caire, fut requis d'écrire à Bonaparte une lettre de félicitation sur l'heureux événement qui venait de le porter à la tête des affaires.

Kléber, en prenant la résolution de fixer les Français en Égypte par des liens indissolubles, s'était bien gardé de la laisser transpirer. Il se proposait, au contraire, de saisir toutes les occasions d'entamer des négociations directes avec la Porte sans l'intervention des Anglais, dans le dessein de la faire consentir à rester neutre jusqu'à la paix générale; époque où la politique conciliatrice du premier consul, appuyée par des victoires, eût probablement déterminé le sultan à la cession définitive de l'Égypte. L'esprit étroit de Menou ne sut point apprécier la sagesse d'une telle conduite; et, sans attendre les ordres du gouvernement, il déclara de son chef l'Égypte colonie, en prenant l'engagement formel de ne jamais l'évacuer.

Dès cet instant commencèrent les discussions qui perdirent l'armée. Les meilleurs divisionnaires se réunirent pour adresser à Menou des représentations sur les inconvénients que pourrait avoir cette déclaration prématurée, sur les vices de plusieurs dispositions relatives à l'impôt, sur le devoir que devait s'imposer le général en chef d'observer les règlements administratifs, etc. Ces représentations furent mal accueillies, et Menou, dans un ordre du jour, accusa une faction désorganisatrice de vouloir perdre l'armée. Plusieurs généraux se crurent inculpés et se plaignirent. Le général Belliard demanda même par écrit à Menou une explication franche et loyale. Celui-ci n'eût garde d'y répondre. Quelques bons esprits firent de vains efforts pour ramener l'harmonie entre les chefs. Menou fut intraitable : défiant envers tous ses camarades, il s'entoura d'hommes nuls, et correspondit directement avec les généraux de brigade, contre tous les usages militaires. Ce dernier trait acheva de le déconsidérer aux yeux des généraux partisans de la discipline; dès lors on vit que l'armée serait menée comme un club, et que l'intrigue seule obtiendrait la considération et les récompenses qui devaient être réservées au mérite et à la valeur.

Sur ces entrefaites, le capitan-pacha chercha à plusieurs reprises à renouer les négociations. Menou, au lieu de profiter de ces ouvertures pour envoyer un officier à Constantinople, s'obstina toujours dans ses refus, répondant à l'amiral turc qu'il devait s'adresser à Paris.

Au reste, ces mesures impolitiques ne furent pas les seules qui démontrèrent à l'armée la nullité absolue de son nouveau chef. Loin de profiter du temps qu'il avait devant lui pour augmenter ses moyens de défense, Menou fit cesser les travaux ordonnés par Kléber, négligea de former des approvisionnements, rappela les troupes campées près de Rahmanieh, et diminua le nombre de celles qui gardaient les côtes d'Alexandrie à Damiette. (*Voyez* la carte d'Égypte.)

Si le premier consul eût nommé un autre général, tout pouvait facilement se réparer. Mais dans les premiers jours de novembre, cet espoir fut déçu, et Menou reçut de Paris la confirmation de son autorité. On est encore à comprendre comment Bonaparte qui savait si bien apprécier les hommes, put se résoudre à confier les brillantes destinées de l'armée d'Orient à de si débiles mains. Desaix était parti pour expliquer le traité d'évacuation, et avait trouvé la mort à Marengo; mais il restait Reynier et Lanusse, deux hommes également capables, le premier par son excellente instruction militaire, le second par son instinct de la guerre. La crainte que Reynier ne manquât d'énergie et d'habitude du commandement, et la faiblesse de respecter le droit d'ancienneté, là où il n'y avait pas de prééminence bien marquée, furent sans doute les motifs qui le déterminèrent.

Cependant l'année 1801 venait de commencer, et tout indiquait que l'Égypte allait être l'objet d'une attaque combinée. L'aveugle général français s'obstinait seul à ne rien voir, et croyant n'avoir à redouter que l'armée du vizir, il se bornait à faire surveiller la frontière de Syrie. Ce n'est pas que Mourad-Bey, instruit par ses émissaires de tout ce qui se passait dans les camps ennemis, ne l'eût averti de l'approche de la crise, en lui envoyant le plan de campagne des coalisés, et la situation exacte des troupes qui seraient employées à l'expédition; il lui communiquait en même temps les dispositions du grand vizir à en venir à un accommodement : mais, au lieu de profiter de ces avis salutaires auxquels la loyauté bien connue de Mourad devait faire ajouter foi, Menou congédia durement son envoyé, sans daigner même accepter les services des mameluks dans le cas où la guerre viendrait à recommencer.

A cette époque, l'armée française présentait un effectif de plus de 25.000 hommes (*Voyez* le tableau ci-joint) ; mais sur ce nombre, 15,000 seulement, dont 1,700 de cavalerie étaient en état d'entrer en campagne. Six mille sept cents ne pouvaient faire que le service des garnisons, et le reste se composait des malades aux hôpitaux, des officiers sans troupes et des employés des diverses administrations. Cette masse était ainsi répartie : 8,500 hommes occupaient Gizeh, Boulac et le Caire, dont la citadelle et les forts étaient gardés par 2,600 hommes des dépôts. Le général Friant avec 5,200 hommes, dont seulement 2,400 de troupes mobiles, défendait Alexandrie, Aboukir, Rosette et Bourlos; 8 à 900 cantonnaient à Rahmanieh, et aux environs; 1,800 hommes tenaient garnison à Mitkramr, Mansoura, Damiette, Lesbeh et Om-Faredje ; un détachement d'environ 1,000 hommes éclairait la frontière de Syrie, et gardait le port de Suez. La brigade du général Donzelot, à peine forte de 1,700 hommes, occupait Benisouef et les forts de la haute Égypte.

Quelque disproportionnées que fussent ces forces à l'immensité du terrain qu'elles avaient à défendre, elles eussent néanmoins suffi à un général moins ignorant. La véritable force à la guerre ne consiste pas tant dans le nombre des troupes que dans l'emploi qu'on sait en faire, et ici la simple inspection de la carte suffit pour démontrer le vice de la distribution de l'armée française. Le plan des Anglo-Turcs n'était plus un secret; tout le monde savait qu'il était convenu que le visir franchirait le désert pour marcher sur le Caire, pendant que l'armée anglaise débarquerait entre Alexandrie et Damiette, et qu'un corps venu de l'Inde entrerait en Égypte par l'un des ports de la mer Rouge. Cet avis, donné officiellement par le loyal Mourad-Bey, venait encore d'être confirmé par une dépêche récente du gouvernement français, qui prévenait Menou qu'il allait être attaqué incessamment. Il fallait donc faire rentrer tous les détachements, compléter les garnisons et l'approvisionnement des forts et places de guerre, puis, au lieu d'entasser sans utilité les troupes autour du Caire, en former trois corps mobiles, dont l'un de 5,000 hommes aurait campé dans les environs d'Alexandrie, le second, de même force, à Rahma-

État d

CORPS.	DIVIS
Aile droite, REYNIER.	DAMAS. . FRIANT. .
Centre, RAMPON.	

Ét

ARMÉE ANGLAISE VENUE L'INDE.

nieh, et le troisième de 4,000 au Caire; 1,000 hommes aidés des mameluks auraient défendu le port de Kosseïr, la vallée de Kenech et le reste de la haute Égypte. Quelque brillant que fût en apparence le plan de l'ennemi, il était presque impossible qu'à de si grandes distances, il y eût un concert parfait dans l'exécution. Si les Anglais se présentaient les premiers, la division d'Alexandrie, soutenue par celle de Rahmanieh, suffisait pour empêcher le débarquement, et cette dernière, de sa position centrale, pouvait non-seulement se porter sur tous les points de la côte menacés, mais encore faire filer promptement des secours sur le Caire, s'il en était besoin. Dans tous les cas, il était probable que le visir ne passerait le désert qu'après avoir acquis la certitude de la réussite des Anglais: ainsi, loin de rien craindre de ce côté, la division du Caire pouvait encore, à la première apparition de la flotte ennemie, partir à marches forcées pour rejoindre les deux autres sur le bord de la mer. La haute Égypte ne courait aucun danger, car il était évident qu'après son débarquement, le corps de l'Inde ne se hasarderait pas à pénétrer dans l'intérieur de l'Égypte, avant d'être assuré que les masses principales y fussent solidement établies.

Les principaux chefs de l'armée sollicitèrent vainement le général Menou d'adopter ces mesures, il fut sourd à leurs représentations. Séduit par l'arrivée de la frégate *la Régénérée* et d'un autre bâtiment qui, en lui amenant 7 à 800 hommes, lui annoncèrent la présence de l'amiral Gantheaume dans la Méditerranée, avec 4 à 5,000 hommes de renfort, il se crut assez de moyens pour braver tous ses ennemis, et poussa l'impéritie jusqu'à négliger les plus simples règles de la prudence. Ainsi, à la fin de février, la seule citadelle du Caire était pourvue de vivres pour trois mois, tous les autres forts n'avaient que le tiers ou le quart de leur approvisionnement; les dépenses surpassant constamment les recettes, les caisses étaient vides, les économies de Kléber dissipées, et tel était le vice du mode de perception des impositions en nature, que l'armée n'avait ses subsistances assurées que pour vingt jours. Nous arrivons au funeste résultat de toutes ces fautes.

Après avoir passé la majeure partie du mois de décembre à Malte, pour y réunir tous les moyens nécessaires, l'expédition ayant enfin obtenu l'agrément de la Porte, Keith et Abercrombie en sortirent le 22 décembre, et firent voile pour la côte de Natolie, en face de l'île de Rhodes.

Ils jetèrent l'ancre dans la superbe rade de Marmorice au fond de la baie de Macri, où l'armée débarqua et campa pour se remettre des fatigues de la mer, recevoir des renforts de Lisbonne ou de Gibraltar, et surtout attendre le retour du général Moore, chef d'état-major, envoyé en Syrie près du visir, à l'effet d'y concerter les opérations. Tout le mois de janvier fut mis à profit pour instruire les troupes à débarquer avec ordre et célérité, et à soutenir en carrés les charges de cavalerie, précaution d'autant plus utile qu'on n'avait pu embarquer que de très-faibles détachements de cette arme : on s'appliqua aussi à confectionner un bon nombre de fascines et de gabions que la flotte transporterait au besoin pour le siége d'Alexandrie.

Le général Moore étant revenu de sa mission le 23 janvier avec peu d'espoir d'assistance de la part des Turcs, dont l'armée était retenue à El-Arisch par la peste, Abercrombie attendit jusqu'à la fin de février, et mit enfin à la voile le 22, se dirigeant vers la rade d'Aboukir; son armée était alors de 17,000 hommes répartis en huit brigades. (*Voyez* le tableau.)

La flotte anglaise qui transportait le corps d'Europe était commandée par Keith, et se composait de quatre vaisseaux de 80, trois de 74, de cinq frégates, d'une douzaine de corvettes ou bricks, de quarante gros bâtiments armés en flûte, et de plus de quatre-vingts navires marchands. Elle eut à souffrir du mauvais temps dans sa navigation, et un coup de vent sépara du convoi dix-huit chaloupes canonnières turques qui s'y étaient jointes. Enfin elle mouilla, le 1er mars, dans la rade d'Aboukir.

Le général Friant, tout en expédiant un courrier au Caire pour annoncer la présence de l'escadre anglaise, fit à la hâte ses dispositions de défense; incertain du point où l'ennemi opérerait son débarquement, il laissa les marins et les invalides dans Alexandrie, plaça quelques troupes à Rosette, à Edko et à la Maison-Carrée, et se porta lui-même à Aboukir avec environ 1,600 hommes

d'infanterie, deux escadrons de dragons et dix pièces d'artillerie.

Les vents changèrent tout à coup, et la mer devint si forte que les chaloupes anglaises ne purent approcher de la côte : ce ne fut que le 8 mars, que le temps redevenu calme permit aux Anglais d'effectuer leur débarquement. Cette opération fut dirigée par le capitaine Cochrane, qui réunit sur deux lignes, en avant de la flotte, une centaine de chaloupes à fond plat portant chacune 50 hommes de troupes, et les dirigea vers le rivage sous la protection du feu de la flotte et des chaloupes canonnières. Pour assurer le succès de la première descente, on y employa la brigade des gardes de Ludlow, la réserve sous les généraux Moore et Oakes; enfin la première brigade du général Coote. On espérait d'autant plus réussir qu'on savait par un prisonnier que les Français n'avaient guère que 2,000 hommes dans les environs du point de débarquement.

Friant avait disposé sa faible division derrière des dunes de sable sur la digue du lac de Mahadieh; sa gauche appuyée au fort d'Aboukir. Une ligne de défense aussi étendue pour si peu de troupes, ne pouvait présenter à l'ennemi un front bien redoutable, d'ailleurs les Anglais ayant réuni leurs forces, et débarqué seulement du côté d'Aboukir, au point qu'avaient choisi les Turcs l'année précédente, les troupes de la garnison de Rosette et celles d'Edko, placées au delà du lac, demeurèrent spectatrices inutiles du combat.

Le choc n'en fut cependant pas moins chaud; lorsque les chaloupes s'approchèrent du rivage, l'artillerie française commença un feu très-vif, qui en coula plusieurs, et mit du désordre parmi les autres. Aussitôt que les troupes furent débarquées, le 23ᵉ formant la droite sous les ordres de Moore, précédé par quatre compagnies d'éclaireurs, se porta sur la hauteur des Puits que défendaient deux compagnies de grenadiers de la 61ᵉ. Ce mamelon que Bonaparte avait recommandé de couronner par un fort, et que Menou avait négligé, on ne sait pourquoi, aurait rendu le débarquement sur ce point presqu'impossible, s'il eût été fortifié : l'infanterie anglaise l'enleva avec une grande valeur, et Sidney-Smith y fit aussitôt traîner par ses matelots quelques pièces de canon qui assurèrent la possession de ce poste important.

La gauche, conduite par les généraux Coote et Ludlow, fut d'abord mise en désordre par les dragons français, et ne gagna le haut des dunes qu'à l'aide de renforts. Enfin, après une fusillade assez vive, le général Friant donna l'ordre de la retraite. Elle se fit avec aplomb, et les troupes prirent position près de l'embarcadère, dans un étranglement de la presqu'île entre le lac Mahadieh et la mer, couvrant Alexandrie. Elles furent renforcées pendant la nuit par les détachements d'Edko et de la Maison-Carrée; 150 hommes seulement restèrent à Rosette et au fort Julien.

Dès que les Anglais virent les républicains en retraite, ils se portèrent en avant, soutenus par la deuxième division, qui venait de débarquer; des chaloupes armées pénétrèrent dans le lac Mahadieh, après avoir enlevé celle qui en défendait l'entrée, et l'on forma un dépôt de munitions sur le rivage. A la nuit, Abercrombie forma les troupes débarquées sur quatre lignes entre la mer et le lac Mahadieh; les brigades Stuart et Doyle bloquèrent le fort d'Aboukir.

Cependant Menou avait appris dans la journée du 4 mars, l'arrivée des Anglais. Comme on n'avait encore aucune inquiétude du côté de la Syrie, rien ne l'empêchait de se mettre en route sur-le-champ avec toutes les troupes rassemblées au Caire. En forçant de marche, il pouvait arriver le 9 à Aboukir, et faire subir au corps débarqué le sort de l'armée de Mustapha. Nul doute que les Anglais qui n'avaient pas encore eu le temps de se retrancher, n'eussent été jetés à la mer ou forcés de se rendre à discrétion. Au lieu d'adopter cette mesure salutaire, qui pouvait encore réparer toutes ses fautes, et que lui conseillaient les généraux de l'armée, Menou resta de sa personne au Caire. Reynier avec deux demi-brigades fut envoyé à Belbeis; Morand avec 500 hommes à Damiette; Lanusse dut attendre des ordres à Rahmanieh, et détacher une seule demi-brigade à Alexandrie. Mais ce dernier ayant entendu une forte canonnade, et ne recevant aucune nouvelle, courut au feu avec ses grenadiers, et se fit suivre par le reste de sa division. De son côté, le général Bon se dirigea avec trois escadrons de chasseurs sur Aboukir, par un malentendu qui n'avait rien que

de très-heureux. Ainsi, malgré les fausses dispositions du général en chef, 3,850 hommes de pied, 520 chevaux et 21 bouches à feu, allaient se réunir pour tenir en échec les Anglais.

Sir Ralph Abercrombie ne put profiter de ces fautes pour s'avancer sur Alexandrie, à cause des vents contraires qui empêchèrent le débarquement du reste de son armée. Ce ne fut que le 10, que les Anglais s'avancèrent dans la presqu'île d'Aboukir, ne laissant qu'un régiment d'infanterie et 400 dragons démontés pour bloquer le fort; ils élevèrent à la hâte des retranchements pour donner à la flotte le temps de mettre le reste du matériel à terre. Le lac Mahadieh, formé en 1778 par une irruption de la mer, avec laquelle il communique au moyen d'une bonne passe, étant praticable pour les petits bâtiments, permit à l'escadre d'envoyer par là tout le matériel et les approvisionnements en munitions, vivres ou fourrages; il procura en outre une grande quantité de poissons pour suppléer à la viande. Ce lac offrant de plus un bon mouillage aux canonnières, les Anglais en firent armer quelques-unes pour protéger leur flanc gauche.

Pendant qu'ils fortifiaient ainsi leur position, les généraux français pénétrés de l'importance des digues du lac Mahadieh et du canal d'Alexandrie, qui forment dans la mauvaise saison la meilleure communication d'Alexandrie avec le reste de l'Égypte, résolurent, malgré la faiblesse de leurs moyens, de tenir ferme en avant de ces digues, pour donner à Menou le temps d'arriver. En conséquence, après avoir confié la garde d'Alexandrie aux marins et aux dépôts, le général Lanusse alla se placer sur les hauteurs en avant du camp des Romains. De son côté, Friant couronna avec les 25e et 75e une hauteur qui commande la plaine jusqu'au canal et au lac Mahadieh. La cavalerie fut placée entre les deux divisions, et la 61e forma réserve sur la droite vers le canal.

Abercrombie, de son côté, s'était mis en marche, le 12, pour s'emparer de cette position; mais trouvant que les Français l'avaient prévenu, il n'osa brusquer l'attaque, et après quelques escarmouches, la remit au lendemain. Ses troupes passèrent la nuit sous les armes, comme s'il eût craint lui-même d'être attaqué.

Le lendemain, à la pointe du jour, son armée, forte de 15,000 hommes, se mit en mouvement sur trois colonnes, dans l'intention de tourner la droite française. Les colonnes cheminaient dans le plus profond silence et en bon ordre, malgré une vive canonnade; Lanusse n'apercevant pas celle du centre, et se persuadant que la droite était trop éloignée de la gauche pour lui donner aucun appui, descendit des hauteurs, afin de se jeter sur elle et de la culbuter dans le lac. Au moment où il allait la charger, la division anglaise du centre paraît sur la colline, et menace le flanc des Français : Lanusse, sans hésiter, ordonne à la 69e de s'avancer sur la hauteur au bord de la mer, pour contenir la droite des Anglais, laisse un bataillon de la 18e en réserve devant le camp des Romains, et un de la 4e légère pour garder deux bouches à feu, puis se dispose avec quatre bataillons de la 4e légère et de la 18e, et les chasseurs du 22e, à commencer son mouvement. Mais dans cet instant toute l'armée anglaise s'était mise en ligne : Friant qui était en mésintelligence avec Lanusse ne seconda pas assez tôt son opération, et le mouvement s'en ressentit. En vain la 4e fit plier la droite de la première ligne, en vain le 22e de chasseurs chargea avec une rare intrépidité deux bataillons du 90e anglais qu'il entama; le général Friant s'étant avancé trop tard avec les 25e et 75e, les chasseurs furent repoussés et obligés d'abandonner leurs prisonniers. Les généraux français hors d'état d'arrêter plus longtemps les Anglais, ordonnèrent la retraite, qui s'exécuta dans un ordre parfait. Une forte avant-garde resta sur les hauteurs de Nicopolis, pour masquer le mouvement, l'infanterie rentra dans Alexandrie, et la cavalerie fut dirigée sur Rahmanieh, pour aller à la rencontre de l'armée.

Après cet engagement où la perte des Anglais ne monta pas à moins de 1,300 hommes, c'est-à-dire, au double de leurs adversaires, Abercrombie prit position dans la plaine, sa droite appuyée à la mer vers le camp des Romains, et sa gauche au canal. Un général vigoureux, profitant de l'ardeur de ses troupes et de l'ascendant qu'il avait pris sur le petit nombre d'hommes qui lui était opposé, aurait de suite attaqué la position sous Alexandrie; mais Abercrombie ayant reconnu que les

forts Cafarelli et Crétin dominaient la chaîne de hauteurs qu'occupaient les Français, hésita quelque temps à le faire, ce ne fut que vers trois heures qu'il ordonna aux brigades Cavan et Doyle de tâter la droite. Cette tentative contre laquelle on avait eu le temps de se préparer, échoua complétement, et les colonnes d'attaque se retirèrent avec une perte sensible.

Cette réception détermina le général anglais à retourner sur ses pas pour prendre position sur les collines abandonnées le matin par les Français. Dès lors il se borna à faire le siége du fort, et à hérisser le front de son armée de retranchements.

Menou avait reçu, le 11 mars, la nouvelle du débarquement des Anglais, et du combat du 8 : quoique l'on sût déjà au Caire, que le visir faisait ses préparatifs pour entrer en Égypte, il devenait plus urgent que jamais, de réunir tous les moyens de l'armée pour écraser l'ennemi le plus dangereux; car si l'on fût parvenu à battre les Anglais et à les forcer à se rembarquer, il est hors de doute que les vainqueurs eussent eu bon marché des Osmanlis. Il fallait donc évacuer entièrement la haute Égypte et le Delta, ne laisser garnison que dans les forts du Caire, et ceux qui défendaient les bouches du Nil, afin de marcher avec tout le reste sur Alexandrie, où l'on eût ainsi réuni 15,000 hommes. Menou ne voulut pas comprendre l'importance de cette mesure, et s'obstina à laisser éparpillées des troupes qui pouvaient décider la lutte : 850 hommes arrivés de Benisouef, quatre bataillons de la garnison du Caire, et toute la cavalerie, partirent le 12 pour Rahmanieh; les généraux Rampon et Reynier, qui commandaient à Damiette et à Belbeis, prirent le même chemin avec environ 800 hommes chacun; 900 hommes restèrent dans la haute Égypte avec le général Donzelot; deux demi-brigades, aux ordres de Beilliard, gardèrent Salahieh, Belbeis et le Caire conjointement avec les troupes de garnison; une autre demi-brigade et deux escadrons restèrent à Damiette et dans les forts de la côte.

Cependant la position prise par les Anglais, rendait déjà bien difficile la jonction des corps de l'armée française. Il fallait découvrir un chemin praticable à l'artillerie à travers le lac Maréotis, que les ennemis pouvaient d'un moment à l'autre inonder complétement en faisant une coupure à la digue du lac Mahadieh; sinon il eût été nécessaire de tourner le lac Maréotis par une marche de six jours dans le désert. Heureusement ce chemin se trouva; on défila par Agazi et Mariouth, et l'on gagna le Marabou.

Le général en chef n'arriva avec ces renforts que le 19 au soir au camp d'Alexandrie, le fort d'Aboukir avait capitulé la veille, et l'ennemi, maître de toute la presqu'île, avait profité de ce délai pour doubler la force de sa position. Le lac Mahadieh, et les bords de la mer, étaient garnis d'une multitude de canonnières, qui assuraient ses flancs. Sa gauche, déjà protégée par des étangs, fut couverte par une redoute armée de 12 pièces de gros calibre; on couvrait la droite appuyée aux ruines du camp des Romains par une redoute armée de deux pièces de 24; le centre, placé également sur des hauteurs, fut couvert de petits redans pour faciliter les feux de mousqueterie; telle était la position imposante où les Anglais, avec 16,000 hommes, 200 chevaux et 42 pièces de canon attendaient l'armée française. Si celle-ci l'eût attaquée à force égale, comme il eût été possible de le faire, la valeur des troupes républicaines jointes à l'initiative, eussent compensé le désavantage du champ de bataille; mais le général Menou, après sa jonction avec les corps d'Alexandrie, n'avait qu'environ 10,000 hommes, dont 1,400 de cavalerie avec 46 bouches à feu. Malgré cette disproportion, la confiance que témoignaient les troupes, lui faisait un devoir de livrer promptement bataille : la victoire eût assuré l'Égypte à Menou, en lui donnant le moyen de se porter à la rencontre du visir et du corps anglais de l'Inde, avant qu'ils eussent fait de grands progrès : la perte de la bataille ne le mettait pas dans une position beaucoup plus fâcheuse que si l'on eût temporisé et donné le temps au visir de se réunir à ce corps du général Baird, de s'emparer de Damiette, de Salahieh et des petits forts de la côte, de soulever le pays et d'insurger le Caire.

L'embarras était de faire prendre de bonnes dispositions par un général en chef sourd à tout conseil. Enfin, Lanusse trouva le moyen de lui faire tenir indirectement un projet d'attaque qu'il

adopta et expédia en forme d'ordre du jour à dix heures du soir à ses généraux. D'après ce plan, la division Lanusse, formant la gauche, devait enlever les redoutes du camp des Romains, et déborder la droite anglaise; la deuxième division, aux ordres de Rampon, était chargée d'attaquer le centre aussitôt que la précédente obtiendrait quelques succès; Rampon devait être soutenu par Reynier, qui commandait à droite la plus forte division : celui-ci dut tenir toujours en échec la gauche de l'ennemi, et envoyer un détachement entre les lacs Maréotis et Mahadieh, pour fermer le chemin d'Alexandrie; ce détachement fut fortifié de 300 chevaux, commandés par le général Bon. La réserve de cavalerie, sous Roize, resta en deuxième ligne, derrière le centre. Cette disposition, fondée sans doute sur ce que la droite anglaise formant un saillant, pouvait être enfoncée, séparée du centre et culbutée à la mer, donnait cependant prise à la critique; d'abord c'était une faute grave de vouloir la déborder en longeant la mer; ensuite cette droite appuyée au rivage, flanquée par de nombreuses chaloupes canonnières, avait un refuge avantageux dans l'ancien camp Romain, et tenait ainsi un bastion difficile à emporter. Pour y réussir, il eût fallu y destiner la moitié de l'armée, tandis que par une subversion des premières règles de la guerre, l'aile de Reynier qui devait d'abord être refusée, était la plus forte. Si l'attaque de Lanusse n'avait d'autre but que d'attirer le gros de l'ennemi sur elle, et de faciliter ainsi l'opération de Reynier, alors on l'engageait trop pour un accessoire, puisque les coups les plus rudes y furent portés.

Quoi qu'il en soit, le lendemain 21 mars, le combat s'engagea à la pointe du jour, par le régiment des Dromadaires qui, passant par Bedah, surprit une redoute, y fit quelques prisonniers, et attira de ce côté l'attention de l'ennemi. A ce signal, toutes les divisions s'ébranlèrent; Lanusse, emporté par son ardeur, dirigea la brigade Silly sur la grande redoute, et celle du général Valentin le long de la mer, sans se ménager de deuxième ligne ni de réserve. Déjà la première avait emporté un redan; mais elle fut bientôt arrêtée par le feu de la redoute. Les 23e et 58e régiments anglais, qui défendaient les ruines du vieux fort, firent éprouver une perte notable à la brigade Valentin, qui persistait à forcer le passage entre la redoute et le vieux fort, quoique battue en écharpe par le canon de 24, dont la première était armée. Lanusse, voulant tirer cette colonne d'embarras, la faisait obliquer à gauche, lorsqu'il reçut une blessure mortelle. Ce funeste événement porta le découragement dans la division qui, ne pouvant d'ailleurs être soutenue, fut écrasée par les feux croisés des Anglais, et obligée à se retirer en désordre derrière les mamelons.

Dans cet instant, les 2,000 hommes commandés par Rampon s'avançaient sur quatre colonnes; sa gauche se mêla dans l'obscurité avec la brigade Silly qui, rebutée de ses vains efforts pour franchir le fossé de la grande redoute, essayait de la tourner par la droite. Cet incident causa quelque désordre; néanmoins le général Destaing, à la tête de la 21e, laissant la redoute à sa gauche, voulut se porter sur le vieux fort; mais arrêté bientôt par le 42e anglais et la garnison de ce poste, il fut forcé de se retirer en laissant presqu'un bataillon prisonnier. A sa droite, la faible brigade Eppler fut constamment tenue à distance respectueuse par l'artillerie et la mousqueterie des gardes anglaises.

Cependant le général Reynier, qui attendait, pour attaquer l'issue des mouvements de la gauche et du centre, instruit de l'échec de ces deux divisions, résolut de marcher à leur secours avec toutes ses troupes, à l'exception de la 13e, qu'il laissa entre les étangs. Son dessein était de faire une nouvelle tentative sur le centre et la grande redoute : quoique Abercrombie, averti par sa marche, eût aussi fait filer des renforts sur ce point, cette attaque, exécutée par des troupes fraîches, eût peut-être ramené la victoire sous les drapeaux français, si l'ignorance du général en chef ne fût venue compléter les malheurs de la journée.

Menou, qui jusqu'à ce moment était resté spectateur passif des événements, ordonne tout à coup au général Roize de charger avec la cavalerie; vainement celui-ci représente que, privé du soutien de l'infanterie, il n'a aucune chance de succès; Menou renouvelle impérativement son ordre, et il faut obéir. La première ligne, composée des 3e

et 14ᵉ régiments de dragons, commandés par le général Boussard, tourne la redoute et les fossés du camp, enfonce le 42ᵉ régiment anglais, et parvient jusque dans le camp. Mais forcés de se désunir à cause des piquets d'un ancien campement et des trous de bivouacs, ces braves dragons, sont assaillis d'une grêle de balles que fait pleuvoir sur eux le régiment de Minorque, accouru pour prendre poste entre la redoute et les gardes; ils sont obligés de faire volte-face. Aussitôt Roize s'apprête à soutenir leur retraite avec les 450 braves qui lui restent; la charge sonne; les Anglais sentent qu'ils n'ont pas de baïonnettes capables de résister au choc, ils ouvrent leurs rangs pour laisser passer les dragons français en pleine carrière, puis, avec un admirable sang-froid, les referment, font demi-tour, et dirigent contre eux une décharge terrible. Les dragons furieux reviennent sur leurs pas, et cherchent à s'ouvrir une issue en passant sur le ventre de leurs ennemis; mais ils succombent presque tous, après des prodiges de valeur qui font payer cher la victoire, Abercrombie lui-même fut blessé mortellement dans cette rencontre.

La déroute de la cavalerie française ne permit pas à Reynier d'achever le mouvement projeté. Ses troupes arrêtées au pied des retranchements, attendirent sous un feu terrible, l'ordre de la retraite, que Menou toujours indécis n'envoya qu'à dix heures. Alors l'armée, affaiblie de 1,500 hommes, regrettant la perte du brave Roize, des généraux Lanusse et Beaudot, alla enfin prendre position sur les hauteurs de Nicopolis.

L'armée anglaise diminuée d'une perte à peu près égale et consternée de la mort du général en chef, et de la mise hors de combat des officiers généraux les plus distingués, passa la nuit sous les armes, crainte d'une nouvelle attaque.

Telle fut dans son ensemble la journée du camp de César ou d'Alexandrie, premier succès important que les Anglais eussent remporté sur le continent depuis la révolution. Menou attribua sa défaite à l'inaction de la droite, et s'il fit lui-même la faute de refuser cette aile renforcée, on doit aussi avouer que Reynier tarda un peu de la conduire à l'attaque de la gauche ennemie. Il voulut la mener au point décisif de la grande redoute, lorsqu'il n'en était plus temps, et cette résolution secondaire est en elle-même une amère critique de la disposition primitive. En effet, on refuse une aile pour la conserver disponible au point où l'on veut dirriger son effort, et non pour la rendre inactive toute la journée, tandis que l'ennemi accable l'aile opposée. L'importance de cette affaire ne doit pas être mesurée sur le nombre des combattants qui y assistèrent, puisqu'il y avait à peine 12,000 Anglais et 10,000 Français, ni sur les trophées que les vainqueurs recueillirent, puisque à peine purent-ils se flatter d'avoir pris 2 à 300 hommes, un drapeau et deux pièces de canon; mais elle exalta le moral de l'armée anglaise, en lui donnant l'espoir de se mesurer avec avantage sur un plus vaste théâtre; et, en effet, les corps de l'armée d'Égypte reparurent plus tard avec éclat dans le royaume de Naples et en Espagne.

Dans l'état où se trouvaient les Français, il n'y avait plus qu'un parti à prendre, c'était de ne laisser que les dépôts en garnison au Caire et dans les places les plus importantes des côtes, d'évacuer la haute Égypte, et de marcher avec toutes les forces actives sur un point du Delta, d'où l'on pût à volonté tomber sur l'armée du visir, ou sur celle des Anglais, lorsqu'elle quitterait son camp pour opérer dans l'intérieur. Cette sage résolution, conseillée par Reynier, fut encore rejetée par Menou, qui se méfiait moins de l'ennemi que de ceux qui l'entouraient. Il persista à rester devant Alexandrie, se bornant à prescrire au général Donzelot de descendre de la haute Égypte sur le Caire, à rappeler quelques postes peu importants, et à enjoindre aux généraux Belliard et Morand de tirer de leurs garnisons 1,100 hommes pour les diriger sur Rahmanieh.

Pendant les premiers jours qui suivirent la bataille du 21, il ne se passa rien d'important; l'armée anglaise était consternée de la mort de son chef, et le général Hutchinson qui l'avait remplacé, flottait dans une indécision que l'arrivée du capitan-pacha vint enfin terminer. Cet amiral amenait un renfort de 6,000 Albanais d'élite qui débarquèrent, le 30, à la Maison-Carrée. Alors Hutchinson résolut de faire attaquer Rosette, pour ouvrir la navigation du Nil, et se procurer des

vivres qui commençaient à lui manquer, de là il espérait manœuvrer sur les communications de son adversaire. En conséquence, il détacha un millier d'Anglais avec 4,000 Turcs, sous le colonel Spencer, par Edko sur cette ville, où il entra le 8 avril : les 400 Français qui en formaient la garnison, l'évacuèrent à l'approche de l'ennemi, et se retirèrent sur la rive droite du Nil, laissant 150 invalides dans le fort Julien. Spencer campa son corps sur les hauteurs d'Aboumandour, et commença aussitôt le siége du fort qui succomba le 19, après avoir été vaillamment défendu.

Avant de se déterminer à prendre l'offensive, Hutchinson crut devoir renforcer sa position, en conduisant les eaux du lac d'Aboukir, dans le lit desséché du lac Maréotis, afin de pouvoir y faire circuler des canonnières; ce travail se fit en coupant en plusieurs endroits la digue qui sépare le lac Maréotis du lac Mahadieh, et engloutit les terres de 30 villages.

Ces événements qui auraient dû tirer Menou de sa funeste sécurité, ne l'engagèrent point à prendre un parti vigoureux. Loin de concentrer ses forces à Ramanieh, pour déjouer le projet des Anglais, il se borna à envoyer contre Rosette le général Valentin avec 1,200 hommes d'infanterie et 340 chevaux. Trois jours après, il fit encore filer sur Rahmanieh une demi-brigade et un régiment de cavalerie, sous les ordres de Lagrange. Ces deux détachements réunis aux troupes que le général Morand avait amenées de Damiette, s'avancèrent alors sur El-Aft, le 19 avril; mais il était trop tard, Hutchinson avait encore détaché deux régiments anglais sur Rosette, et Lagrange, qui commandait à peine 4,000 hommes, s'arrêta devant El-Aft, où il se retrancha en attendant les mouvements ultérieurs des ennemis.

Malgré sa grande supériorité numérique, Hutchinson craignit de se compromettre, et son excès de circonspection eût pu être mis à profit par un adversaire plus habile. Le corps de Rosette resta plus de vingt jours campé à El-Hamed sans oser marcher en avant, et ce ne fut que le 9 mai, que Hutchinson à qui il venait d'arriver d'Europe un renfort de 3,000 hommes, prit la résolution d'avancer sur Rahmanieh. Il ne le fit encore qu'en tâtonnant, et laissa 6,000 hommes dans le camp d'Alexandrie sous les ordres du général Coote. Le corps turc du capitan-pacha côtoya la rive orientale du lac d'Edko, et toutes les troupes anglaises du camp d'El-Hamed marchèrent sur El-Aft par les deux rives du Nil. Ce poste n'étant pas tenable, Lagrange se replia sur Rahmanieh. Les Anglo-Turcs y arrivèrent en même temps que lui; secondés par leur nombreuse flottille qui avait remonté le Nil, ils se préparaient à attaquer, le lendemain ; mais Lagrange, désespérant de résister à une masse aussi considérable, opéra dans la nuit sa retraite sur le Caire, abandonnant sa flottille avec les vivres et munitions qu'elle portait.

La perte de soixante-dix djermes, chargées d'effets d'habillement, de munitions de guerre et de bouche, et celle de 100,000 francs en numéraire, enlevés trois jours après dans le canal de Menouef, jetèrent la consternation dans Alexandrie, et toute l'armée éclata en murmures contre son chef. Ces symptômes de mécontentement faisant craindre que les soldats ne lui arrachassent le commandement pour le déférer à Reynier, qui, par suite de diverses tracasseries, s'était retiré à Alexandrie comme un simple particulier, Menou le fit arrêter ainsi que le général Damas, et les renvoya en France sur le brick le *Lodi;* abus d'autorité qui ne remédiait à rien.

Comme les troupes allaient manquer de vivres, Menou chargea le chef de brigade Cavalier d'aller faire un approvisionnement dans le Bahyré; cet officier partit d'Alexandrie, le 14 mai, avec 600 chameaux et 430 hommes, tant infanterie que cavalerie. Ne trouvant rien dans les villages, et trompé par les rapports des fellahs qui lui assuraient que les Anglais n'avaient pas quitté Rahmanieh, il résolut d'aller jusqu'au Caire, et de revenir ensuite par le désert; mais à hauteur de Terraneh, il se trouva au milieu de l'ennemi qui lança à sa poursuite toute la cavalerie et la brigade Doyle. Vainement Cavalier tenta d'échapper en gagnant le désert; il fut bientôt atteint, et trop faible pour engager le combat, il accepta la proposition que lui fit le général Doyle d'être embarqué pour la France avec armes et bagages.

Sur ces entrefaites, la peste ayant diminué ses ravages dans l'armée ottomane, et Djezzar-Pacha lui ayant envoyé un léger renfort, le visir Jussuf

réunit de nouveau 12 à 15,000 combattants, à la tête desquels il passa le désert en trois colonnes successives, et déboucha sur Katieh du 7 au 23 avril.

A l'approche des deux premières divisions conduites par Tahir et Méhémed-Pacha, les garnisons de Salahieh et de Belbeis se retirèrent sur le Caire. Le 30, le visir, arrivé à Salahieh, détacha Ibrahïm, pacha d'Alep, avec 2,000 hommes contre Damiette et Lesbeh, qui étaient évacués par les Français, puis il alla camper à Coraïn, pour donner une espèce d'organisation à son armée que les Arabes et mameluks s'empressaient de joindre dans l'espoir du pillage.

Sur l'avis de son arrivée, Belliard fit aussitôt revenir 600 hommes qui, d'après l'ordre du général Menou, descendaient à Rahmanieh; il rappela Donzelot, et alla s'établir entre Boulack et le Caire, avec environ 2,500 hommes. Quelque temps auparavant, il avait aussi invité Mourad à venir le joindre; mais ce bey, indigné de la réception que Menou avait fait à son envoyé, exécuta son mouvement avec une excessive lenteur, et fut emporté par la peste, le 22 avril, à Benisouef; Osman-Bey-Tambourgi, son successeur, prévoyant le triomphe des Anglo-Turcs, alla rejoindre le capitan-pacha.

Cependant Lagrange étant arrivé le 12 mai au Caire, Belliard qui avait alors dans la main près de 9,000 hommes, résolut de faire une grande reconnaissance de l'armée turque, de l'attaquer s'il en trouvait l'occasion, et de la rejeter dans le désert. L'extrême timidité du général Hutchinson eût favorisé ce mouvement; car il était encore à deux journées de Rahmanieh. Cette résolution était conforme aux premières règles de la guerre; mais pour être efficace, il eût fallu opérer avec toutes ses forces, certain que la possession du Caire appartiendrait toujours au vainqueur. Belliard n'osant prendre sur lui l'abandon de cette capitale, y laissa une partie de son monde, et se mit en marche, le 15, avec 5,500 hommes seulement, dont 900 de cavalerie et 24 pièces de canon.

Le visir, prévenu de son mouvement, et voulant lui arracher l'initiative, envoya au-devant de lui Tahir-Pacha avec 2,000 chevaux, et partit de Belbeis avec son armée. La rencontre des deux partis eut lieu dans un bois de dattiers; après l'échange de quelques coups de canon, Belliard forma de son infanterie deux carrés entre lesquels il plaça sa cavalerie; les dragons français chargèrent l'ennemi, le culbutèrent et lui prirent deux pièces de canon. Ce début n'eut pas d'autre suite : Jussuf s'avançant avec mesure, contre la coutume des Turcs, eut l'air de manœuvrer, et en imposa aux républicains dont il menaçait les communications avec le Caire. Cette manœuvre, plus habile qu'on ne s'y serait attendu de la part d'un barbare, décida le général français à rentrer dans la capitale le 17, et ce fut un grand malheur, car on perdit pour jamais l'occasion de battre l'ennemi.

Enhardis par les mauvaises dispositions de Menou, les généraux alliés suivaient avec persévérance le plan qu'ils s'étaient tracé. Regardant l'armée française comme une proie qui ne pouvait leur échapper, ils attendaient pour frapper les grands coups, l'arrivée des mameluks, et du corps qui venait de l'Inde, sous les ordres du général Baird.

Osman-Bey effectua sa jonction avec environ 1,200 mameluks, le 1er juin, aux environs de Terraneh, et ce renfort de superbe cavalerie était important pour les Anglais qui en manquaient.

Quoiqu'arrivé à Suez vers le milieu d'avril, le corps de l'Inde n'ayant pas trouvé de chameaux pour ses transports, et craignant d'attirer sur lui tous les efforts de Belliard, se rembarqua pour aller descendre à Kosséïr, et n'entra à Keneh que le 8 juin. La peste et le manque de vivres retardant encore sa marche, Hutchinson se décida enfin à agir sans lui, en attirant du camp d'Alexandrie deux régiments d'infanterie, une centaine de canonniers et 60 dragons pour commencer le siége du Caire. L'armée anglaise partit d'Ouardan le 18 juin, et prit position, le 20, en avant d'Embabeh, pendant que le visir investissait le Caire par la rive droite du Nil. Un pont de bateaux fut jeté à hauteur de Chobra pour faciliter les communications entre les deux armées.

La position de Belliard devenait difficile. Le Caire qui, avant la bataille d'Héliopolis, n'était contenu que par la citadelle et plusieurs méchants petits forts, n'avait été entouré depuis, par ordre de Kléber, que d'une enceinte susceptible d'arrêter les incursions de la cavalerie. Elle consistait en

un mur de dix-huit pouces d'épaisseur et de dix à douze pieds de hauteur entre le Nil et la citadelle. De là à la porte des Victoires, régnait un autre mur de terre élevé à la hâte, appuyé sur le fort Dupuy, et flanqué de quelques petites tours. Ces deux fronts ne pouvaient résister qu'à un coup de main tenté par des troupes turques dépourvues d'artillerie; mais depuis la porte des Victoires jusqu'au canal, un ancien rempart rétabli par les Français offrait quelques moyens de résistance. Dans aucun cas cependant, le Caire n'aurait pu résister à l'attaque des troupes européennes; les pièces du plus petit calibre eussent fait écrouler ses murailles. Ajoutez à cela la difficulté de défendre une aussi vaste enceinte avec si peu de moyens et les dispositions nécessairement hostiles de ses habitants.

Entourée par plus de 80,000 hommes, obligée de conserver une ligne de 12 à 13,000 toises, manquant de vivres, de fourrages et de munitions, quelle résistance pouvait opposer une division de 8,000 combattants? il était impossible de se retirer dans la haute Égypte où la peste étendait alors ses ravages, ni dans le Delta que l'ennemi occupait en forces. Si les 5,000 hommes amenés par Gantheaume, eussent débarqué à cette époque, et fait lever le blocus d'Alexandrie, il eût été possible de se concerter avec Menou, pour tenter une attaque contre Hutchinson; mais ce débarquement n'ayant pas été effectué, le seul parti peut-être qui restait à prendre était de tâcher de rejoindre le corps d'Alexandrie, en longeant le désert. Ce mouvement n'était pas sans dangers, bien que la bravoure des troupes françaises, et leur supériorité dans les marches, permissent de croire qu'on pût en gagner une ou deux sur l'armée alliée. A la vérité, il eût fallu, dans ce cas, que Menou vînt à la rencontre de son lieutenant, et cherchât à tenir la campagne, ou du moins à faire entrer des approvisionnements dans Alexandrie. Cependant, en définitive, il aurait toujours fallu capituler, et le général Reynier, dans l'excellent ouvrage qu'il nous a laissé sur cette campagne, assure qu'il ne restait à Belliard d'autres ressouces qu'une convention honorable pour éviter l'entière destruction de son corps.

Quoi qu'il en soit, ce général déterminé à tout, pour soutenir l'honneur du nom français, envoya un de ses aides de camp au général en chef, afin de l'informer de sa triste position, et de lui demander ses ordres, soit pour aller le joindre, soit pour tenter toute autre opération; mais Menou garda cet officier neuf jours sans donner aucune réponse. Alors une suspension d'armes fut conclue le 22 juin, et suivie de conférences qui faillirent se rompre plusieurs fois, bien que le principe d'évacuation eût été adopté comme base. Néanmoins, l'attitude ferme de Belliard, les nouvelles dispositions qu'il faisait pour sa défense, rendirent enfin Hutchinson et le visir plus coulants; et, le 27, le traité définitif fut signé. Ses conditions furent absolument semblables à celui d'El-Arisch. Douze jours après la ratification, la division française, escortée par l'armée de Hutchinson, celle du visir, les mamelucks et le corps du capitan-pacha, se mit en marche pour Aboukir, où elle s'embarqua avec armes, artillerie, caissons, chevaux et équipages, emportant avec elles les dépouilles mortelles de Kléber.

Ainsi, de toute l'Égypte et de la brillante armée d'Orient, il ne restait aux républicains que la seule place d'Alexandrie, et le corps de 4,500 hommes, campé sur les hauteurs de Nicopolis, qui, pressé par une armée décuple, ne devait pas tarder à succomber. Une clause du traité du Caire le rendait commun à la garnison d'Alexandrie, si le général Menou le jugeait convenable; mais celui-ci qui s'attendait à recevoir de prochains renforts, répondit négativement à la communication qui lui en fut faite le 7 juillet. L'espoir du général en chef se fondait sur l'arrivée de l'escadre de Gantheaume. Cet amiral, parti de Brest vers la mi-janvier, avec sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, portant environ 5,000 hommes, des armes et des munitions, avait paru deux fois dans les mers de Libye, sans oser pousser jusqu'au terme de sa course, ainsi que nous le dirons plus loin. Le brick le *Lodi*, ayant seul pénétré la première fois dans Alexandrie, donna avis de cette expédition sur le succès de laquelle on attendit vainement. Enfin Gantheaume avait fait mine de descendre à Bengazi; il eût été temps alors, puisque Belliard tenait encore au Caire quinze jours après, et que la division Coote n'eût pas pu s'y opposer; mais voyant les

Arabes disposés à se défendre, et instruit par les vigies que l'escadre anglaise se portait sur lui, l'amiral reprit pour la troisième fois le chemin de Toulon.

Tant que l'armée anglo-turque opéra dans l'intérieur, il ne se passa rien d'important dans les environs d'Alexandrie. Bien que le corps du général Coote, eût été porté jusqu'à 9,000 hommes, par l'arrivée successive de renforts envoyés d'Europe (1), les Anglais restaient immobiles dans leurs lignes, et Menou consumait son temps à réparer les fortifications d'Alexandrie, et à hérisser de retranchements inutiles les hauteurs de Nicopolis.

Dans les premiers jours d'août, lorsque les troupes du général Belliard furent embarquées, Hutchinson qui venait d'être renforcé par deux régiments arrivés tout récemment d'Europe, résolut de procéder à l'attaque de vive force des dispositions de Menou. A cet effet, le corps de l'Inde, étant parvenu à franchir le désert, et à se rassembler à Keneh dès les premiers jours d'août, reçut l'ordre de venir joindre l'armée sous Alexandrie. Pour achever l'investissement de la place, et enlever en même temps aux Français leur communication avec les Arabes Ouadalis, qui seuls leur apportaient des vivres, il ne fallait que s'emparer de la langue de terre où est situé le fort de Marabou. En conséquence, le général anglais fit équiper une flottille de près de 400 bâtiments de toute espèce sur le lac Maréotis, et fit embarquer 4,000 hommes aux ordres du général Coote; le lendemain, 17 août, celui-ci se dirigea entre le Marabou et l'île Mariout, pendant que Hutchinson, à la tête de la majeure partie de ses troupes, faisait une fausse attaque sur les retranchements de Nicopolis.

Tout les généraux représentèrent alors à Menou l'urgence de rentrer dans la place, pour diriger la totalité des forces disponibles contre la colonne de Coote. Si cette manœuvre ne pouvait que retarder la chute, elle eût du moins illustré et prolongé la défense. Mais le général en chef n'envoya sur le Marabou que 5 à 600 hommes commandés par le général Eppler, détachement trop faible pour empêcher le débarquement : aussi, craignant d'être coupés, les Français prirent-ils position au canal Kibotos, après avoir détruit les bâtiments qu'ils avaient sur le lac.

Coote ayant donc opéré sa descente sans opposition, fit aussitôt le siége du Marabou; ce petit fort capitula le 21, et la ligne anglaise, renforcée de 2,000 Turcs, aux ordres du capitan-pacha, chassa Eppler du poste qu'il occupait, pendant que le capitaine Cochrane pénétrait dans la vieille rade d'Alexandrie, avec sept sloops de guerre, et se plaçait fièrement en bataille devant les frégates françaises.

Cette entreprise ne suffit pas encore à Menou pour lui faire sentir le besoin de concentrer ses moyens de défense; il persista à conserver le camp de Nicopolis, et n'en tira que quelques troupes qui, jointes au détachement d'Eppler, prirent position, la droite au fort Leturcq, et la gauche à la colonne de Pompée.

Tant d'impéritie devait avoir un funeste résultat. Le général Coote qui ne s'occupait depuis trois jours qu'à bombarder le fort Leturcq, s'apercevant enfin de la faiblesse des postes qu'il avait devant lui, tenta un coup de main sur la place. Son corps s'ébranla dans la nuit du 25 au 26 sur trois colonnes; les deux premières, formées par les gardes sous la conduite de lord Cavan, longèrent le lac Maréotis; la troisième, consistant dans la brigade Ludlow, marcha sur le fort Leturcq en côtoyant à gauche le bord de la mer. Ces trois colonnes avaient pour réserve la brigade Finch, qui suivait à quelque distance la deuxième; leur marche était de plus protégée par le feu des canonnières qui manœuvraient sur leurs flancs à hauteur des têtes de colonne. Les avant-postes français furent surpris, et un bataillon de la 18ᵉ, presqu'entièrement détruit. Si l'attaque de gauche eût été poussée avec vigueur, cette nuit décidait du sort d'Alexandrie ; toutefois, les troupes campées près du fort ayant repoussé celles de Ludlow, les Anglais ne retirèrent d'autre fruit de cette expédition nocturne, que la possession de quelques monticules près de la mer où ils établirent de l'artillerie pour battre le fort en brèche.

Les jours suivants, Coote ayant été renforcé par la brigade Blake, que lui amena le colonel Spencer, et par 600 Turcs détachés du corps du ca-

(1) Les 25ᵉ, 36ᵉ, 24ᵉ, 20ᵉ; les chasseurs de Lovenstein, dragons du 22ᵉ et autres recrues pour les régiments.

pitan-pacha, le général anglais voyant d'ailleurs son flanc gauche couvert par une douzaine de bâtiments de guerre, ne songea plus qu'à établir des batteries contre le fort Leturcq. Dès le 24, il avait démasqué une batterie de quatre pièces de 24, et une de quatre mortiers, et le 26, quatre autres jouèrent contre le camp retranché à l'est de la ville, et eurent bientôt forcé au silence les batteries françaises.

Cependant les vivres de la place approchaient de leur fin, les hôpitaux manquant des choses les plus nécessaires, étaient encombrés de plus de 2,000 malades ou blessés, et l'on pouvait à peine réunir 3,000 hommes en état de se battre. Dans cette extrémité, les officiers généraux, prévoyant qu'il faudrait toujours en venir à une capitulation, et qu'une plus longue défense ne servirait qu'à rendre les conditions plus dures, se réunirent pour faire sentir à Menou la nécessité d'entamer des négociations. Bien qu'il eût pris l'engagement formel de s'enterrer sous les ruines d'Alexandrie, par la forfanterie avec laquelle il avait reçu peu de jours auparavant les stipulations de Belliard au Caire, et en déclarant par écrit (1), que le mot de capitulation était rayé de son vocabulaire, cette fois il fut plus traitable, il ne se fit point prier pour écrire au général Hutchinson, et demander une suspension d'armes de trois jours, à l'effet de traiter de la reddition de la place.

Cette proposition fut accueillie avec empressement; et après quelques débats, la capitulation définitive fut signée de part et d'autre le 31 août. On convint que l'armée française serait transportée en France avec armes, bagages, et dix pièces de canon seulement. Menou fut même si coulant, qu'il stipula (chose inouïe par un homme juste et protecteur des arts, comme il avait toujours affecté de l'être) que les collections particulières, les plans, dessins et manuscrits de la commission des arts, resteraient au pouvoir de l'état-major anglais. Mais les savants refusèrent l'exécution de cette clause, et mirent tant d'énergie dans leurs réclamations que le général Hutchinson consentit à l'annuler.

Le 2 septembre, les forts et retranchements extérieurs furent remis aux Anglo-Turcs. La veille, le corps du général Baird débarqua des djermes sur lesquelles il était monté, au Caire, et alla camper près de la tour d'Aboumandour; le 20, la garnison française commença à s'embarquer, et dans les derniers jours du mois, tous les républicains voguaient vers la France.

Ainsi se termina cette expédition commencée sous de si brillants auspices, et sur laquelle on a cherché à répandre également à tort le merveilleux et le ridicule; des êtres superficiels l'ont présentée comme une folie, une équipée romanesque, tandis que d'autres l'ont élevée trop haut. Les hommes accoutumés à ne pas toujours juger une opération d'après son résultat, ne désapprouveront au contraire que le choix de l'époque à laquelle elle se fit, ou plutôt encore la politique tracassière du Directoire, qui lui suscita une foule d'ennemis, au moment où il avait tant d'intérêt à se ménager des alliés et des ressources, pour mener à bien une si vaste entreprise. Sous le point de vue militaire comme sous le point de vue maritime et commercial, l'expédition d'Égypte était excellente. Nulle colonie ne pouvait valoir à la France ce qu'en peu d'années eût rapporté l'Égypte. Les rapports des généraux en chef, les faits qui ont eu lieu durant l'occupation, prouvent que les ressources de cette province, suffisantes en temps de guerre à l'entretien d'une armée, en auraient offert un surplus considérable dans les temps ordinaires. On peut remarquer, en effet, que malgré le défaut de communications assurées avec la France, l'armée républicaine n'a point souffert essentiellement.

Entreprise dans tout autre temps, l'expédition eût certainement réussi; et même sans les fautes de Menou et de Gantheaume, eût-il été possible qu'elle obtînt ce résultat.

En résumant les positions des deux partis aux principales époques de cette courte campagne, on découvre en un clin d'œil le seul système qui eût pu sauver l'Égypte, et les fautes que le général français commit.

(1) « Vaincre ou mourir, telle est ma devise, général; » point de capitulation, ce mot est rayé de mon diction- » naire. » Telle est la réponse qu'il fit au général Belliard, en lui renvoyant son aide de camp, lorsqu'il apprit la capitulation du Caire.

Sept à 8,000 Anglais débarquèrent, le 8 mars, un nombre égal ne put descendre que le 10. Ces forces restèrent seules sur la presqu'île d'Aboukir, jusqu'au commencement d'avril, que 6,000 Turcs descendirent vers Rosette. Enfin, ce ne fut qu'à la fin du même mois, que 15,000 Turcs se dirigèrent par le désert sur Salahieh et Belbeis.

Ainsi en réunissant vivement tout ce qu'il y avait de mobile dans l'armée française, pour tomber sur les premiers débarqués, on pouvait se flatter avec des chances favorables de les culbuter : tout autre parti pouvait prolonger la lutte et donner des succès partiels, mais n'aurait point sauvé l'armée.

Quand les Anglais firent le détachement sur Rosette, il fallait ne laisser à Alexandrie que la garnison, et jeter 10,000 hommes sur ce corps aventuré. Si on était parvenu à le détruire, on aurait eu plus tard bon marché de l'armée du visir; ne l'ayant pas fait, on ne pouvait prendre que des demi-mesures, lorsque celle-ci déboucha. A la vérité, il n'eût pas été impossible de la battre en employant tout ce qui pouvait tenir la campagne; mais alors les Anglais réunis au capitan-pacha, étaient déjà trop solidement établis pour ne pas réparer un échec partiel : ce n'eût été qu'un laurier stérile ajouté à la couronne de l'armée d'Orient; elle n'en eût pas moins été contrainte à signer un traité d'évacuation, dès qu'elle n'avait pas agi à temps contre les Anglais; et c'était dans les huit premiers jours qu'il fallait sauver l'Égypte. Si l'on parvenait à faire rembarquer les Anglais, et à débarquer Gantheaume, un an de repos et de paix eût suffi pour mettre ce pays à l'abri de leurs attaques, et donner le temps de s'entendre avec la Porte. Les démonstrations de Paul Ier contre l'Orient, le rassemblement d'une armée russe en Podolie, pouvaient décider le divan à un arrangement. Dès lors il eût été facile de s'attacher les habitants du pays, de manière à s'y soutenir, malgré toutes les croisières britanniques.

Considérée comme colonie agricole, il était possible que l'Égypte remplaçât Saint-Domingue, et fournît à la France les sucres et les cafés dont le climat permettait de naturaliser la culture : en tout cas, elle fournirait des grains aux provinces méridionales dans les mauvaises récoltes. Sous le rapport du commerce, elle procurerait un échange immense de ses produits avec ceux de l'industrie française; elle ramènerait peut-être le commerce direct de la presqu'île du Gange, par Alexandrie à Marseille, comme du temps des Phéniciens. Mais en admettant même que le commerce préférât encore la route du cap de Bonne-Espérance, ce n'en était pas moins la source d'un trafic considérable entre la France et le Levant. Sous le rapport politique et militaire, c'était le point d'appui, et le levier pour ébranler ou détruire avec le temps, la puissance anglaise dans l'Orient. Et si l'expédition fut une faute grave à l'époque où on l'entreprit, les regrets sur sa mauvaise issue, n'en restent pas moins les mêmes.

Avant que les succès d'Abercrombie et de Hutchinson, eussent relevé sur les bords africains l'honneur des armes britanniques, un peu terni par les revers que le duc de York avait essuyés dans les campagnes de 1794 et de 1799; la France s'efforçait, de son côté, de contre-balancer les funestes résultats de la perte de sa marine.

Les alliances ne suffisaient pas pour atteindre ce but, et tout en préparant la décadence lointaine de l'Angleterre, par la clôture des ports du continent, il fallait songer à la restauration de la marine française. La fuite des plus anciens officiers, l'oubli de tous les principes de la tactique navale, la ruine des arsenaux et du matériel de la flotte, diminuée depuis le commencement de la guerre de 60 vaisseaux et du double de frégates, la destruction plus sensible encore des équipages, n'étaient pas de ces pertes qu'on rétablit par un décret, ni par aucune force de volonté; il faut pour cela du temps, un système bien suivi, des circonstances heureuses et de l'argent. La flotte hollandaise n'existait plus, celle des Espagnols, bloquée dans Brest et Cadix, tremblait d'en sortir, certaine de tomber au pouvoir de l'ennemi, si elle hasardait un pas. Celle de France, réduite à une trentaine de vaisseaux capables de tenir la mer, n'était guère plus présentable à l'ennemi.

Aussi, depuis deux ans, la guerre maritime n'offrait-elle plus qu'une froide et déplorable nomenclature d'établissements tombés au pouvoir de l'Angleterre. Peu jaloux de disputer Saint-Domingue à la fièvre jaune et à la puissante armée de Toussaint, le cabinet de Saint-James employa ses

moyens à s'ouvrir l'accès du continent américain, en occupant, le 21 août 1799, Surinam et Démérary, qui se rendirent sans résistance, autant pour éviter la ruine inévitable qu'entraînerait un blocus rigoureux, que par suite de la division qui régnait entre deux partis dans les colonies hollandaises, comme dans la métropole. L'île de Curaçao subit le même sort au milieu de 1800. Saint-Eustache, ce théâtre de la gloire du marquis de Bouillé, ne tarda que quelques mois.

Il semblait qu'il ne manquât au gouvernement anglais que des garnisons suffisantes pour prendre possession de la moitié du globe. La perte de ces colonies réagissait sur la politique des États européens, comme sur leur marine; en privant les peuples du commerce de long cours, elle leur enlevait les premiers éléments d'une marine militaire, et les mettait ainsi hors d'état de soutenir leur système colonial.

Aussitôt que le consul fut rassuré sur les affaires du continent, il porta tous ses soins et ses efforts vers cette branche importante de l'administration, et ses premiers regards se tournèrent vers l'Égypte, où il avait laissé tant de braves compagnons d'armes avec la promesse de s'occuper de leur sort.

Rien ne fut épargné pour engager les armateurs à y porter partiellement des armes et des munitions, plusieurs bâtiments légers partirent de différents points de la Méditerranée et même de l'Océan; mais la plupart arrêtés par les croisières sur la côte d'Égypte, où les attérages sont peu nombreux, n'arrivèrent pas à leur destination.

Un armement plus sérieux, se préparait en silence dans le port de Brest; l'amiral Gantheaume, qui avait captivé toute la bienveillance de Bonaparte, par la double traversée qu'il avait faite si heureusement, et à la dernière desquelles celui-ci était redevable de son retour en France, fut chargé de le diriger. Après avoir employé toutes les petites ruses d'usage pour tromper l'attention de l'ennemi, il appareilla, le 7 janvier, de Brest avec sept vaisseaux de ligne, trois frégates et 6,000 hommes d'infanterie, répartis à bord des bâtiments; mais n'ayant pu dérober sa marche par le Raz, il fut contraint d'attendre que les mauvais temps éloignassent la croisière, et il repartit, le 23 janvier, en donnant à ses vaisseaux l'ordre de se rallier au cap Gates, entre Carthagène et Gibraltar.

L'opération fut des plus heureuses, et l'escadre échappa à la flotte de la Manche; l'amiral Harwey eut le premier avis de la sortie par une frégate qui rencontra un des bâtiments français à la pointe du Finistère. Ne pouvant croire qu'on sortît de Brest pour l'Égypte, Harwey se persuada que l'expédition était destinée pour les Antilles, où Toussaint commençait à se mettre en opposition formelle avec la métropole, et il détacha sans délai l'amiral Calder avec sept vaiseaux, afin de la poursuivre dans cette direction. Mais ce n'était rien que d'échapper ainsi à ce premier danger, il s'agissait de doubler Cadix et de franchir le détroit de Gibraltar à l'entrée duquel stationnait l'escadre de Warren; puis il fallait ensuite échapper à la grande flotte de lord Keith, enfin à l'escadre de Bickerton, croisant dans les mers de Libye.

La navigation de Gantheaume surpassa toutes les espérances; après avoir rallié son convoi, et s'être emparé d'une frégate et d'un brick, en cheminant sur la côte d'Afrique, il apprit que le général Abercrombie, arrêté quelque temps sur la côte de Natolie, pour rassembler et reposer ses troupes, en était reparti sous l'escorte de l'amiral Keith dans l'intention de débarquer vers Aboukir, où se trouvait déjà la croisière de Bickerton. Gantheaume, trop effrayé par ces renseignements, ne crut pas devoir continuer sa route au milieu de forces si supérieures, et se dirigea vers Toulon, où il arriva sans obstacle, vu l'absence des forces ennemies.

On lui a reproché avec raison ce défaut de résolution, en observant que la frégate la *Régénérée,* sortie de Rochefort en février, était arrivée le 1er mars à Alexandrie, et que rien ne se fût opposé à ce qu'il en fît autant, puisqu'il avait passé le détroit avant elle. La mission de l'amiral était de sauver l'Égypte, et non de ramener son convoi sain et sauf, et, dans de telles circonstances, il n'y a pas à balancer.

Une autre expédition de quelques frégates était en effet partie de Rochefort, le 12 février, sous le capitaine Saulnier, portant 1,500 hommes, commandés par le général Défourneaux; mais elle fut dispersée, et la frégate l'*Africaine*, montée par

ces deux chefs, après avoir réussi à passer le détroit, fut attaquée dans sa marche par un bâtiment d'égale force. La frégate française, encombrée de fantassins et d'effets, ne pouvait manœuvrer que pour l'abordage, et les Anglais l'évitant avec soin ne ripostaient que par le feu meurtrier de leurs batteries. Les troupes de terre conservant l'espoir d'aborder, chacun se disputait l'honneur d'arriver le premier. Les soldats, sourds à la voix de leurs chefs, encombraient les gaillards et le tillac, de manière à entraver toute la manœuvre : en vain les boulets ennemis balayaient le pont, personne ne voulait le quitter. Le capitaine Saulnier y perdit la vie, le général et le colonel commandant les troupes furent blessés. Plus de 300 tués ou blessés attestaient l'héroïque démence de ces braves. Mais les canons de la frégate étaient démontés sans avoir causé grand mal à l'ennemi, elle était de plus désemparée, et menaçait de couler bas, quand elle amena son pavillon. Cet événement, d'autant plus déplorable qu'il avait quelque chose d'humiliant, prouva uniquement que dans un combat naval, la bravoure peut moins que l'expérience et le calme, et que la supériorité des manœuvres du bâtiment et du feu de l'artillerie y décident tout.

Bonaparte, instruit du retour de Gantheaume, en conçut un vif dépit ; la certitude que l'ennemi aurait déjà effectué son débarquement, redoublait l'importance de cette mission ; il ordonna donc à l'amiral de cingler de nouveau vers les bouches du Nil. L'escadre de Warren avait suivi Gantheaume devant Toulon ; mais l'amirauté, toujours persuadée que celui-ci était allé en Amérique, avait prescrit à Warren de se rapprocher des côtes de Naples, à l'effet de seconder Ferdinand IV contre les entreprises de Murat ; Gantheaume eut ainsi le champ libre, et fit voile, le 20 mars, pour l'Égypte. L'amiral anglais ayant appris en entrant dans le golfe de Naples la paix conclue par la cour des Deux-Siciles, voulut trop tard reprendre sa croisière dans le golfe de Lyon ; mais, instruit du départ de son adversaire, il se dirigea sans hésiter vers Alexandrie, où il arriva dès le 23 avril.

Gantheaume n'avait pas mieux réussi que la première fois : ayant rencontré l'escadre de Warren sur les côtes de Sardaigne, il évita le combat, et parvint à lui échapper en faisant fausse route dans la nuit. Warren continua la sienne vers Alexandrie, où il joignit lord Keith. Gantheaume, découragé, n'osa pas se diriger vers l'Égypte, quoiqu'il eût l'ordre, s'il trouvait des forces supérieures devant Alexandrie, de jeter ses troupes à terre entre Tripoli et la tour des Arabes, en leur fournissant l'eau et le biscuit nécessaires pour traverser le désert jusqu'à cette tour ; il revint à Toulon sans avoir osé entreprendre une opération si délicate, de crainte de causer, à la fois, la perte de cette division et celle de l'escadre.

Ce contre-temps était funeste ; Bonaparte, loin de se rebuter, voulut faire partir l'expédition une troisième fois ; mais les troupes attaquées de maladie, demandaient d'être en partie renouvelées, ainsi que les approvisionnements.

Cependant, après avoir pourvu à ce qui lui manquait, Gantheaume reçut l'ordre de faire une dernière tentative pour débarquer à Damiette, en serrant la côte de Syrie, ou à El-Baretoun, en atterrant celle d'Afrique. Le consul se flattait qu'en débarquant ce corps de 5,000 hommes avec des vivres pour deux mois, des outres et de l'argent, il gagnerait aisément Alexandrie en cinq ou six marches, et pourrait rétablir les affaires en Égypte.

Gantheaume repartit donc de Toulon vers la fin de mai, cinglant vers Brindisi où il devait être joint par trois frégates et de nouvelles troupes ; la maladie qui régnait à bord le força de renvoyer à la hauteur de Livourne trois vaisseaux et une frégate, dont l'amiral Linois prit le commandement. Avec le reste de son escadre, il marcha à sa destination, et découvrit, le 8 juin, la côte d'Égypte. Le peu d'espoir qu'il avait de pénétrer à Alexandrie, et la crainte d'éveiller l'attention de l'ennemi, s'il y envoyait une reconnaissance, le détermina à reconnaître sans délai un point de débarquement à l'ouest, et il fit les apprêts nécessaires pour descendre à Bengazi. Un nouvel incident le détourna bientôt de cette résolution : la vue de quelques naturels du pays armés, et plus encore le signal de l'apparition d'un certain nombre de bâtiments ennemis, le décida à renoncer à son entreprise et à reprendre le chemin de Toulon, après avoir capturé en route une corvette et le *Swiftshure* de 74 canons, mais après avoir perdu trois fois l'occasion de sauver l'Égypte. En effet,

quoiqu'il fût déjà bien tard, s'il avait encore débarqué à cette époque, il eût été possible de dégager Menou à Alexandrie, et de marcher ensuite au Caire pour joindre Belliard. La fortune contraire ayant déjoué tous ses efforts, il fallut se soumettre à ses arrêts, et attendre avec calme l'évacuation de la colonie, dans laquelle Bonaparte avait placé toutes ses espérances.

Tant de contrariétés ne faisaient qu'exciter Bonaparte, peu habitué à reculer devant les obstacles, et il ne s'en appliquait pas moins à préparer de nouvelles expéditions. Le gouvernement espagnol ayant cédé six vaisseaux à la France, l'amiral Dumanoir s'était rendu à Cadix pour les organiser et en diriger l'emploi, aussitôt que les équipages attendus de Brest par terre seraient arrivés. D'un autre côté, Linois ayant recomplété le détachement renvoyé de Livourne, était reparti de Toulon pour joindre cette escadre dans l'Océan.

Sur ces entrefaites, le gouvernement anglais, mieux instruit de la marche de Gantheaume, avait fait remplacer en toute hâte l'escadre de Warren devant Cadix, par six vaisseaux et quatre frégates, sous l'amiral Saumarès. Linois, arrivant à l'entrée du détroit, chassé par des bâtiments de Warren, apprit que Cadix était de nouveau étroitement bloqué; la crainte d'être ainsi enveloppé le porta à se jeter dans la baie d'Algésiras, où il comptait sur l'appui des batteries de terre pour se défendre.

L'amiral Saumarès bientôt instruit de son approche, s'était avancé à sa rencontre, le 6 juillet. Après avoir reconnu sa ligne qui était à 500 toises de la côte, il résolut de l'enlever par une manœuvre toute pareille à celle de Nelson à Aboukir. Tandis que trois vaisseaux de l'arrière-garde contiendraient ceux de Linois de front, les trois de l'avant-garde, débordant sa gauche, doubleraient la ligne et le prendraient ainsi entre deux feux. La droite des Français appuyait à une batterie de sept pièces de 24, placée sur une île rocailleuse, nommée l'île Verte, et la gauche se trouvait dans la direction d'une autre batterie qui portait le nom de *Saint-Jacques,* mais dont elle se trouvait assez éloignée pour rendre possible la manœuvre du général anglais.

Linois, qui s'était placé lui-même à cette extrémité de sa ligne, ne balança pas un moment pour la replier obliquement, en faisant échouer ses vaisseaux entre les deux batteries; et, afin de mieux assurer ce flanc gauche, huit chaloupes canonnières espagnoles furent disposées au nord de la batterie de Saint-Jacques.

Ses adversaires se présentèrent au combat avec l'assurance que leur donnait une supériorité de plus du double. Linois les reçut avec la même résolution. Le parti qu'il venait de prendre avait mis l'avant-garde ennemie dans l'impossibilité de le doubler, l'*Annibal,* qui en formait la tête, tombé sous le triple feu des canonnières espagnoles, du *Formidable*, que montait Linois, et de la batterie de Saint-Jacques, servie par le général Devaux, avec des troupes de terre françaises, fut démâté et mis hors de combat; le vaisseau qui suivait, presqu'aussi maltraité, dut se faire remorquer par une frégate.

A l'aile opposée, le vaisseau anglais le *Pompée* ne fut pas plus heureux, l'*Indomptable* l'accueillit par un feu aussi vif que bien dirigé, et la batterie de l'île Verte le seconda d'abord de son mieux. Cependant les Espagnols se relâchant de leur zèle, et les Anglais ayant paru vouloir enlever l'île, la frégate le *Muiron* fit débarquer les troupes qu'elle avait à bord, et ces braves fantassins servirent la batterie avec tant de vivacité, que le vaisseau anglais, foudroyé de tous côtés, perdit ses mâts, et tomba en dérive. Saumarès fit cesser le combat, et se replia sur Gibraltar avec les quatre vaisseaux qui lui restaient. Ce succès, très-glorieux pour la marine française, et particulièrement pour Linois, coûta la vie aux capitaines des deux vaisseaux qui y avaient pris le plus de part; les Anglais y souffrirent davantage encore, malgré la supériorité du nombre.

Cependant la position de Linois n'en était pas moins critique, ses vaisseaux embossés manquaient de tout, et ceux de Saumarès trouvaient amplement à Gibraltar de quoi se refaire; d'ailleurs, les Anglais, au premier bon vent, pouvaient incendier sa petite escadre. Linois pressa donc les amiraux Massaredo et Dumanoir de venir de Cadix à sa rencontre : deux jours après, six vaisseaux, dont la moitié à trois ponts, sortirent à cet effet, sous les ordres de Moreno.

Saumarès avait eu le temps de regréer ses cinq vaisseaux, et avait reparu devant Algésiras; il fallut donc remorquer les bâtiments français en sa présence, et l'opération, exécutée le 12 juillet, se fit d'abord avec succès. L'escadre combinée entra dans le détroit où elle naviguait en colonne de marche; le *Real-Carlos* et la *Sainte-Herménégilde,* vaisseaux espagnols de 112 canons, formaient l'arrière-garde. Saumarès qui l'avait suivie au vent, jusqu'à la chute du jour, donna, à dix heures du soir, le signal de forcer de voiles pour l'attaquer. La supériorité de sa marche permit au *César* qu'il montait lui-même, de gagner le centre de la colonne, tandis que le *Superbe,* attaquant les deux vaisseaux espagnols de l'arrière-garde, passait au milieu d'eux en lâchant ses deux bordées, et s'en fut tomber sur le *Saint-Antoine* déjà aux prises avec le *César.*

La fortune couronna cette manœuvre audacieuse du plus heureux succès. Le *Real-Carlos* fit riposter vigoureusement au *Superbe,* mais le vaisseau anglais ayant promptement filé, tout ce feu tomba sur l'*Herménégilde,* qui, trompé de même par l'obscurité, crut à son tour avoir affaire à l'ennemi, et lâcha plusieurs bordées à son voisin. La fumée et les ombres de la nuit prolongeant cette cruelle erreur, on vit ces deux vaisseaux espagnols se foudroyer réciproquement à bout portant, et en venir même à l'abordage, au moment où le feu prenait au *Real-Carlos.* L'incendie se communiqua bientôt à l'autre, et cette horrible catastrophe, dont les victimes ne se reconnurent qu'au moment où il n'y avait plus de ressources, se termina par l'explosion des deux vaisseaux. Elle fut si terrible que la terre même s'en trouva ébranlée au loin : plus de 1,500 hommes périrent dans cette malheureuse rencontre, 300 hommes sauvés comme par miracle à bord du *Saint-Antoine,* tombèrent avec ce vaisseau au pouvoir du *César* et du *Superbe,* qui l'avaient entouré et démâté.

L'amiral Moreno, monté avec Linois sur la frégate la *Sabine,* ne put rien opposer à ce cruel coup de la fortune, dont il ignorait même les particularités. Dès que le jour vint lui dévoiler ses pertes, il rallia le reste de l'escadre, et chercha à regagner Cadix.

Le *Formidable* seul n'avait pu suivre la marche, à cause du mauvais état où se trouvait sa mâture depuis le combat d'Algésiras. Il se vit engagé dès le point du jour contre le *Vénérable* et la *Tamise;* mais le vaillant capitaine Troude, sans se déconcerter, se prépara à la plus vigoureuse défense, serra le *Vénérable* à bout portant, le couvrit de boulets, et lui brisa ses principaux mâts. Saumarès, à peine débarrassé de Moreno, accourut bientôt au lieu de l'engagement avec le *César,* il fut si bien reçu à son tour, qu'il dut abandonner la partie pour se rallier au *Vénérable :* celui-ci démâté encore d'un quatrième mât, et entraîné par les courants, alla s'échouer près de l'île de Saint-Léon. Le *Superbe* revenant aussi sur ses pas ne fit pas même mine d'attaquer, et fila hors de portée, afin de se réunir aux deux autres bâtiments. Saumarès, satisfait d'avoir relevé l'honneur du combat d'Algésiras, et très-endommagé lui-même par cette triple lutte, renonça à l'espoir de s'emparer d'un vaisseau si habilement et si vaillamment défendu, et fit voile vers le détroit : l'intrépide Troude entra avec le *Formidable* tout désemparé dans Cadix, aux acclamations des habitants. La flotte combinée y était arrivée de son côté dans la même soirée (13 juillet), et ne tarda pas à être bloquée.

L'honneur fut partagé dans cette courte campagne, mais la plus grande part en revient incontestablement aux Français. Quant aux résultats, ils furent tous à l'avantage de l'Angleterre, car la perte si déplorable des deux plus beaux vaisseaux de la marine espagnole, jeta l'effroi dans le royaume, et augmenta la répugnance que la jeunesse castillane avait déjà, de se vouer au service de la marine militaire. L'influence de ce désastre sur la nation, le commerce et le cabinet, fut la même; on trembla de plus en plus de se mesurer contre les Anglais, qui même à forces inférieures, sortaient victorieux de toutes leurs entreprises, tantôt par les caprices de la fortune, tantôt par la supériorité de leur discipline et de leur tactique navale.

Les Français n'avaient pas mieux réussi dans leurs efforts contre Porto-Ferrajo, où un bataillon anglais et 800 Toscans bravaient toute la puissance du vainqueur de Marengo. Cette capitale de l'île d'Elbe, devenue si célèbre dès lors, devait être occupée par suite du traité de Lunéville, comme

Porto-Longone, en vertu du traité de Florence avec les Napolitains. Bonaparte attachait moins de prix à mettre le nouveau roi d'Étrurie, en possession de ce port intéressant, qu'à l'arracher à la puissance anglaise. Il ordonna donc à Murat de charger le général Tharreau d'y débarquer avec la 60e demi-brigade, en même temps qu'un détachement polonais parti de Bastia, sous le colonel Marioti, viendrait descendre sur la plage de Porto-Longone. La 60e au moment de s'embarquer s'insurgea et menaça son chef; Murat, indigné, ordonna de dissoudre une partie de ce corps, de le priver de ses drapeaux, et de livrer les plus coupables à toute la rigueur des lois. Cependant Tharreau n'en descendit pas moins, le 2 mai, et dès la veille, le détachement parti de Corse avait mis à terre de son côté.

Les Napolitains exécutèrent sans difficulté la remise de leur territoire; mais les Toscans, excités par le colonel Airey, et soutenus par 400 Anglais et un pareil nombre de Corses soldés, se préparèrent à défendre Porto-Ferrajo de tout leur pouvoir. L'apparition de l'escadre de Gantheaume changea d'autant moins cette détermination, qu'au bout de deux jours elle disparut pour aller à sa destination sur la côte d'Égypte, et laissa les Anglais dans l'idée que son départ signalait l'approche de leurs secours.

Tharreau, renforcé jusqu'à 2,500 hommes, ne pouvait, sans aucun moyen de siége, réduire une place telle que Porto-Ferrajo Après un simulacre de blocus d'un mois, il n'était guère plus avancé que le premier jour, lorsque Bonaparte envoya à la fin de juillet le général Watrin et 5,000 hommes qui descendirent dans l'île avec l'artillerie et les troupes du génie nécessaires pour une attaque régulière.

Jusque-là trois frégates françaises avaient concouru à cette entreprise, grâces à l'absence de l'escadre de Warren, dont on se rappelle la double course vers Naples et l'Égypte. Cet amiral avant reparu dans les eaux de Toscane, se hâta de secourir la garnison réduite aux abois. Les frégates françaises se réfugièrent prudemment à Livourne et Orbitello; mais ayant voulu plus tard tenter de porter des secours, elles furent prises ou forcées de s'échouer sur la côte. Malgré ces contrariétés, le canal de Piombino qui sépare l'île d'Elbe du continent, est si étroit qu'il était difficile dans les mauvais temps d'empêcher quelques barques de porter des vivres et munitions à Watrin qui resserrait de plus en plus la place, et avait élevé des batteries considérables pour interdire l'entrée du port aux bâtiments anglais qui voudraient la ravitailler.

L'amiral Warren résolut alors de prendre des troupes à Minorque, et de faire un essai pour délivrer la place par terre. Le régiment suisse de Watteville et deux bataillons anglais furent chargés de cette commission en débarquant à la pointe de Bagnaja, de concert avec une sortie de la garnison de Porto-Ferrajo, et une attaque de canonnières et de frégates du côté de la rade. Watrin attendit les troupes débarquées dans une position choisie d'avance, où il avait réuni une bonne partie de son corps : dès qu'il vit les assaillants désunis par le terrain, il fonça sur eux baïonnettes croisées, et les mena battant jusqu'à leurs vaisseaux qu'ils ne regagnèrent pas sans peine, après avoir sacrifié 7 à 800 tués ou prisonniers. La 60e, jalouse d'expier sa conduite criminelle, s'illustra dans cette journée. La garnison n'avait pas été plus heureuse que les troupes de secours, elle fut également ramenée jusqu'au pied des remparts, et les frégates, à peine arrivées dans la rade, y furent vigoureusement canonnées par les batteries de terre, et forcées à s'éloigner. Malgré cet échec, la place avait reçu quelques secours qui lui permirent de prolonger sa résistance jusqu'au moment des préliminaires de Londres, époque à laquelle le colonel Airey l'évacua, après s'y être couvert de gloire.

La guerre maritime n'offrit pas d'autres événements remarquables. On se rappelle seulement que l'amiral Duckworth avait été chargé de soumettre les îles de Saint-Thomas, Saint-Barthélemi et Sainte-Croix, appartenant à la Suède et au Danemark, dans la mer des Caraïbes. L'occupation facile et passagère de ces petites colonies, mérite à peine une place dans le tableau d'une campagne si féconde en événements. La paix signée avec les puissances du Nord rendit bientôt ces îles à leurs premiers maîtres.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XIX.

CAMPAGNE DE 1802 ET 1803.

Négociations d'Amiens pour la paix définitive.—Le traité qui en est la suite mécontente les deux partis du parlement anglais. — Publication solennelle du concordat.—Articles réglementaires qui en modifient l'effet, et indisposent le saint-siége. — Bonaparte, d'abord prorogé au consulat pour dix ans, est nommé consul à vie. — Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, abdique en faveur du duc d'Aoste, son frère (Victor-Emmanuel IV). — Réunion du Piémont à la France.—Travaux de la députation de l'Empire pour régler les indemnités, et procéder à l'exécution de la paix de Lunéville. — Traités de la France avec la Prusse, la maison d'Orange, la Bavière et le Wurtemberg. — Fin des opérations de la diète de Ratisbonne pour la fixation des indemnités. — Bouleversement de l'empire germanique.

Affaires des colonies. — Débarquement de Leclerc à Saint-Domingue, les noirs résistent, incendient le Cap et les autres villes maritimes, puis se retirent dans les Mornes. — Après une guerre cruelle de trois mois, leurs chefs se soumettent. — Toussaint est enlevé et conduit en France. — Richepanse soumet la Guadeloupe avec l'aide de Pelage. — Lacrosse y rentre et proclame l'ancien système colonial. — Ravage de la fièvre jaune. — Conduite imprudente de Leclerc envers Rigaud. Une nouvelle insurrection éclate à Saint-Domingue.— Mort de Leclerc.— Après avoir lutté deux ans contre les ravages de l'épidémie et les masses supérieures des noirs, les Français réduits à un millier d'hommes se rembarquent et sont pris en mer par les Anglais.

Coup d'œil sur les événements qui se passent en Suisse. — La constitution du 29 mai 1802 est formellement rejetée par les petits cantons. — Les Français évacuent la Suisse. — Insurrection du parti fédéraliste. — Le siége du gouvernement helvétique est transféré à Lausanne. — Une diète fédérale s'assemble à Schwitz, et donne le commandement au général Bachmann. — Les troupes helvétiques accablées près d'Avenches, se retirent sur Lausanne. — Le général Rapp, envoyé par Bonaparte, arrête les hostilités. — La diète et le gouvernement provisoire de Berne, refusant de se dissoudre, le général Ney rentre en Suisse à la tête de 20,000 hommes; les confédérés n'opposent aucune résistance, et se retirent dans leurs foyers. — Envoi de 52 députés à Paris. — Acte de médiation du 19 février 1803.

La réunion du Piémont, l'invasion de la Suisse, et la mission de Sébastiani dans le Levant, servent de prétexte aux Anglais, pour conserver Malte. Cette infraction au dernier traité sème la mésintelligence entre les deux gouvernements.—Message hostile du roi d'Angleterre au parlement; Bonaparte irrité, fait entrer des troupes en Hollande, prend possession du Hanovre, et occupe de nouveau le royaume de Naples. — Préparatifs immenses faits sur les côtes de la Manche où le consul rassemble 180,000 hommes.—Attentat commis sur la personne du duc d'Enghien, enlevé en pleine paix sur le territoire germanique, et fusillé dans les fossés de Vincennes. — Réclamations de la Russie contre cette violation du territoire badois, et du droit des gens. — Bonaparte, peu satisfait d'être nommé consul à vie, aspire ouvertement à placer sur sa tête la couronne de Charlemagne et celles des rois Lombards, ce qui rallume une nouvelle guerre continentale. — Conclusion de cet ouvrage.

CHAPITRE CXI.

Négociations secrètes entamées à Londres, après la retraite de Pitt du ministère. — Premières propositions de lord Hawkesbury, rejetées avec raison par Bonaparte. — Démonstration d'une descente en Angleterre par les Français. — Mesures défensives des Anglais. — Nelson tente de détruire la flottille de Boulogne; mais il échoue dans ce projet. — Signature des préliminaires de paix entre l'Angleterre et la France. — Situation de l'intérieur. — Concordat avec le pape. — Traité de Paris avec la Russie et la Porte. — Nouvelle constitution de la république batave. — La Suisse en rédige une qui est repoussée, et provoque différents coups d'État. — Germes d'une contre-révolution dans ce pays. — Consulta de Lyon : elle érige une république italienne, dont elle confère la présidence à vie à Bonaparte.

Six mois s'étaient déjà écoulés depuis la sortie de Pitt du ministère, et l'Europe qui avait entrevu dans cet événement l'espoir d'une paix prochaine, était encore dans l'attente d'une négociation. Ce rapprochement tant désiré ne semblait guère plus facile qu'au commencement de 1800, car la France et l'Angleterre avaient trop de concessions à se faire, trop de prétentions à soutenir.

La première annonçait hautement l'intention d'ajouter le Piémont aux agrandissements qu'elle avait déjà obtenus en Belgique, sur le Rhin et dans les Alpes maritimes : il était difficile néanmoins qu'elle conservât toutes ces possessions, et prétendît enlever à sa rivale, celles qu'elle avait conquises dans les quatre parties du monde, et que nulle puissance n'était en état de lui ravir.

La France pouvait alléguer, à la vérité, que les États prépondérants du continent, s'étaient accrus en proportion des conquêtes de la république, et que le système d'équilibre de 1792, n'était pas beaucoup changé en sa faveur. Sous le rapport maritime, elle gagnait, il est vrai Anvers, et l'influence sur la Hollande, réduite en quelque sorte à une préfecture française; mais elle perdait son ascendant dans les Antilles, ses alliés dans l'Inde, et presque tout moyen de soutenir dans les deux hémisphères la concurrence avec le commerce anglais, surtout en temps de guerre. L'Angleterre, au contraire, maîtresse de l'Égypte, de Malte, de Minorque, de Porto-Ferrajo, de Gibraltar, du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan, de la Martinique, de la Trinité, de Tabago, de Surinam, de Berbice, de Saint-Eustache, de Curaçao et de la majeure partie des États de Tippoo, devait en bonne justice consentir à la restitution de plusieurs postes importants.

La force des circonstances triompha néanmoins de tous ces obstacles. Soit que le gouvernement anglais n'eût besoin que d'une trêve, ou que décidé à renouveler bientôt la guerre, il lui coûtât peu d'évacuer quelques postes, et d'en promettre d'autres, il se décida aussitôt après la retraite de Pitt, à faire des ouvertures à Otto. Depuis ses inutiles démarches pour l'armistice naval, ce négociateur était resté à Londres, afin de traiter de l'échange des prisonniers et des intérêts des pêcheurs, sur lesquels les Anglais, contre tous les usages reçus, avaient étendu leurs vexations.

Lord Hawkesbury lui fit connaître, dès le 21 mars, qu'il était disposé à renouer les négociations, trois fois entamées et toujours si malheureusement interrompues. Le gouvernement français se trouvait dans une attitude trop favorable pour ne pas accueillir cette proposition; toutefois, la descente d'Abercrombie en Égypte, et le départ de Nelson pour Copenhague, effectués vers le même temps, contrastaient si fort avec ces ouvertures qu'on craignit en France qu'elles ne couvrissent un piége. Comme, de son côté, Bonaparte allait envahir le Portugal, et occuper le royaume de Naples, tandis que les Prussiens séquestreraient le Hanovre, il sentit qu'au milieu de ces apprêts respectifs, un armistice serait illusoire, et qu'une négociation solennelle placerait à chaque pas les plénipotentiaires des deux puissances dans une position pénible, par les incidents qui pouvaient survenir dans l'un ou l'autre hémisphère. Le premier consul fit donc répondre par Otto, qu'il était prêt à traiter d'un armistice général, ou à entamer une négociation préliminaire secrète, afin de poser les bases sur lesquelles on traiterait sans arrêter le cours des opérations militaires. Ce dernier moyen parut, avec raison, préférable, et fut accepté par le cabinet de Londres, le 2 avril.

Mais les premiers succès d'Abercrombie, joints aux événements du Nord, et surtout au changement de système survenu depuis la mort de Paul Ier dans le cabinet russe, rendirent celui de Saint-James plus exigeant : dans ses premières ouver-

tures, lord Hawkesbury demandait : 1° Que les Français évacuassent l'Égypte ; 2° que l'Angleterre conservât Malte en Europe ; la Martinique, la Trinité, Démérary, Esséquibo, Berbice, Tabago en Amérique ; Ceylan et ses conquêtes du Mysore en Asie. Il ne parlait pas de l'évacuation de Porto-Ferrajo, ce qui met en droit de conclure qu'il voulait aussi le garder ; 3° il exigeait que le cap de Bonne-Espérance fût déclaré port franc.

Enfin, comme si ces propositions exagérées ne lui paraissaient pas suffisantes, le gouvernement anglais prétendait que, si dans le cours de la négociation, les républicains étaient obligés d'évacuer l'Égypte par la force de ses armes, il serait admis à demander des concessions équivalentes à la conquête de ce pays.

La réponse du consul à de telles prétentions ne se fit pas attendre. Otto signifia qu'une négociation entamée sous ces auspices ne pouvait être qu'un leurre, et que si l'on ne proposait pas de bases plus compatibles avec l'honneur de la France et l'équilibre maritime de l'Europe, elle romprait encore une fois.

Sur ces entrefaites, Bonaparte voulant par tous les moyens contraindre son implacable ennemi à en venir à un arrangement, feignait d'avoir le projet d'exécuter une descente en Angleterre. Des préparatifs avaient été ordonnés à Boulogne avec une ostentation qui, loin de leur nuire, en centupla l'effet : les bateaux plats et les canonnières construits depuis trois ans, furent réunis en flottille, et on en augmenta le nombre par de nouvelle constructions et par tous les transports qu'on put rassembler.

Quelle que soit l'opinion des gens de l'art sur la possibilité d'une tentative sérieuse contre une nation aussi puissante sur mer, que redoutable chez elle par son patriotisme et son esprit belliqueux, il n'en est pas moins certain que les simulacres d'une descente obligeaient l'Angleterre à des préparatifs de défense ruineux, à une activité fatigante pour ses milices, ennuyeuse pour la nation, et décourageante pour son commerce.

La France, au contraire, gagnait à réunir ses troupes dans des camps, où l'émulation, la discipline et l'esprit guerrier, s'entretiennent mieux que dans les garnisons. Le surcroît de dépense que ces rassemblements lui coûtaient, était bien faible en proportion de celui auquel ils forçaient ses ennemis.

Une flottille de bâtiments légers fut donc organisée à Boulogne et dans les trois ports les plus voisins par les soins de l'amiral Latouche ; elle se composait de neuf divisions. Plusieurs demi-brigades tirées de l'armée du Rhin et de la Hollande, s'exercèrent à des simulacres d'embarquement et de débarquement. Toutes les voix de la renommée répandirent au loin le bruit de ces préparatifs, et se plurent à en exagérer l'importance.

Quoique le danger parût encore bien éloigné, l'Angleterre n'eut garde de se reposer sur ses forces navales ; elle fit hérisser de batteries les points accessibles de la côte ; toutes les milices perfectionnèrent leur instruction, et furent soumises à un service plus actif : on acheva l'organisation des fencibles, et, il fut même question d'ordonner une levée en masse ; en un mot, rien ne fut négligé pour disposer la nation à tout événement.

Ces démonstrations réciproques eurent une faible influence sur les négociations, car elles traînèrent jusqu'au milieu de juillet, sans qu'on en entrevît les résultats. Les Anglais ne se pressaient pas, parce qu'ils apprenaient de jour en jour les succès d'Abercrombie en Égypte ; mais, d'un autre côté, la presqu'île de Tarente était occupée, Naples subjugé, le Portugal menacé d'une invasion ; enfin la paix continentale se consolidait de jour en jour, et il fallait que l'incertitude eût un terme. Otto signifia donc, le 14 juillet, au cabinet anglais, que le premier consul refusait de ratifier le traité de Badajos entre l'Espagne et le Portugal, et qu'il insistait sur l'occupation de ce dernier royaume, uniquement, afin de se ménager un moyen de compensation pour les colonies espagnoles que l'on prétendait garder. Cette déclaration en amena réciproquement plusieurs autres, qui donnèrent une marche plus rapide à la négociation, dont Malte avait été jusque-là le point difficile. Dans une note du 27 juillet, Otto s'expliquait en ces termes :

« Le gouvernement français ne veut rien oublier
» de ce qui peut mener à la paix générale, parce
» qu'elle est à la fois dans l'intérêt de l'humanité
» et dans celui des alliés.

» C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle est » également dans l'intérêt de sa politique, de son » commerce et de sa nation; et si cela est, une » île éloignée de plus ou de moins ne peut être » une raison suffisante pour prolonger les mal» heurs du monde.

» Le soussigné a fait connaître par la dernière » note, combien le premier consul avait été affligé » de la marche rétrograde qu'avait prise la négo» ciation; mais lord Hawkesbury contestant ce fait » dans sa note du 20 juillet, on va récapituler » l'état de la question avec la franchise et la pré» cision que méritent des affaires de cette impor» tance.

» La question se divise en trois points :

» La Méditerranée, les Indes, l'Amérique.

» L'Égypte sera restituée à la Porte. La républi» que des Sept-Iles est reconnue. Tous les ports » de l'Adriatique et de la Méditerranée qui se» raient occupés par les troupes françaises, seront » restitués au roi de Naples et au pape. Mahon » sera rendu à l'Espagne. Malte sera restituée à » l'Ordre; et si le roi d'Angleterre juge conforme » à ses intérêts, comme puissance prépondérante » sur les mers, d'en raser les fortifications, cette » clause sera admise.

» Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan, et » par là deviendra maîtresse inexpugnable de ces » immenses et riches contrées. Les autres établis» sements seront restitués aux alliés, y compris le » cap de Bonne-Espérance.

» En Amérique, tout sera restitué aux anciens » possesseurs. Le roi d'Angleterre est déjà si puis» sant dans cette partie du monde, qu'exiger da» vantage, c'est, maître absolu de l'Inde, vouloir » l'être encore de l'Amérique.

» Le Portugal sera conservé dans toute son in» tégrité.

» Voilà les conditions que le gouvernement » français est prêt à signer.

» Les avantages que retire le gouvernement » britannique sont immenses; en prétendre de » plus grands, ce n'est pas vouloir une paix juste » et réciproquement honorable.

» La Martinique n'ayant pas été conquise par » les armes anglaises, mais déposée par les habi» tants dans les mains des Anglais jusqu'à ce que » la France eût un gouvernement, ne peut pas » être censée possession anglaise : jamais la France » n'y renoncera.

» Il ne reste plus actuellement au cabinet bri» tannique qu'à faire connaître le parti qu'il veut » prendre; et si ces conditions ne peuvent le sa» tisfaire, il sera du moins prouvé à la face du » monde, que le premier consul n'a rien négligé, » et s'est montré disposé à faire toute espèce de » sacrifices pour rétablir la paix, et épargner à » l'humanité les larmes et le sang, résultats iné» vitables d'une nouvelle campagne. »

Ce résumé fit d'autant plus de sensation qu'il arriva à peu près à l'époque du revers qu'essuya Nelson devant Boulogne. En effet, le cabinet de Saint-James ne s'en était pas tenu à des mesures de défense passive. Soit qu'il crût ôter pour toujours au gouvernement français l'envie de renouveler ses menaces, soit qu'il pensât que la ruine des flottilles ennemies pût influer sur les conditions de la paix, ou enfin qu'il y trouvât une plus grande garantie pour sa propre sûreté, il méditait depuis longtemps l'attaque de ce même port de Boulogne d'où l'on croyait déjà voir sortir l'armée d'invasion.

Nul ne pouvait mieux s'acquitter de cette tâche que Nelson, dont l'audace connue était déjà un présage de succès. Il prit le commandement d'une escadre destinée à cette expédition, à laquelle furent attachés des brûlots et machines incendiaires, préparés dans le plus grand secret au Nôre et à Sherness.

Le gouvernement francais, instruit de ces apprêts, en informa Latouche, et lui prescrivit de redoubler de surveillance. Nelson sorti de Déal le 1er août avec quarante voiles, dont trois vaisseaux, quatre frégates, et le reste de brûlots, bombardes et canonnières, trouva ainsi à son arrivée devant Boulogne, tout préparé pour le recevoir. Une ligne d'embossage de six bricks, deux schooners et vingt canonnières, défendait la rade, que protégeaient encore onze batteries de côte.

Nelson, monté sur la *Méduse*, plaça lui-même. le 4, sa ligne de bombardes obliquement à la ligne française, en partant à peu près du centre jusqu'à l'extrême droite; mais à une distance de 2,000 toises, où le feu ne faisait de part et d'autre que peu

d'effet. A la suite d'une canonnade de quelques heures, qui coûta aux Français deux barques seulement, l'amiral anglais retourna à Déal, assez mécontent d'une équipée qui n'avait répondu, ni à l'attente du gouvernement, ni à celle du peuple, le seul résultat qu'il en obtint fut de s'assurer des moyens réels de défense que présentait Boulogne.

Soit que cette première tentative ne fût qu'un essai, soit que Nelson, honteux, voulût venger cet affront, il remit à la voile au bout de quelques jours, avec un renfort de 30 bâtiments et de 3 à 4,000 soldats de marine, destinés à enlever la flottille à l'abordage ou à l'incendier. Après une démonstration contre Flessingue, il se rabattit de nouveau vers Boulogne, et vint jeter l'ancre hors de portée de l'avant-garde française, bien résolu de surprendre la flottille dans la nuit même. Quatre divisions de péniches commandées par des capitaines de vaisseau, devaient assaillir en même temps différentes fractions de la ligne, et une cinquième, munie d'obusiers, devait servir à la fois de réserve et brûler ce que les premières ne pourraient enlever.

L'obscurité et les courants jetèrent le désordre dans cette attaque de nuit. La divison du capitaine Parker, engagée la première, fut vivement reçue par la canonnière l'*Etna;* la mitraille et surtout le feu de l'infanterie placé à bord des bâtiments français, tua ou blessa en peu de minutes, la moitié des soldats qui montaient les péniches anglaises, et le capitaine Parker lui-même, fut blessé à mort. Le combat devenu général offrit partout le même résultat; la division de réserve tenta vainement de se glisser entre la ligne et la terre : elle fut accablée sous le feu des batteries de côte, et contrainte à s'éloigner promptement. A la pointe du jour, c'est-à-dire, vers quatre heures, le combat cessa, et Nelson donna le signal de la retraite, après avoir perdu 200 hommes d'élite. Il crut pouvoir laver cet affront sur la côte de Hollande; mais trouvant Dewinter aussi bien en mesure que Latouche, et ayant reconnu lui-même le bon état de Flessingue, il renonça à ce projet.

Cet échec, joint à la note remise par Otto, le 27 juillet, porta le gouvernement anglais à se désister de ses prétentions sur Malte et la Martinique. Mais il fallait que Bonaparte de son côté se décidât, ou à céder la Trinité aux dépens de l'Espagne, et Tabago à ceux de la France, ou bien à voir tout le poids de la guerre tomber sur la Hollande, qu'on voulait dépouiller de ses établissements sur la côte de Guyane. Ce résultat eût été doublement fâcheux, en ce qu'il eût procuré à l'Angleterre des comptoirs importants sur le continent de l'Amérique méridionale, dont on avait tant d'intérêt à l'éloigner; et on eût mécontenté sans motif un allié fidèle, auquel on avait imposé d'ailleurs de si grand sacrifices. Ces motifs engagèrent Bonaparte à faire transmettre par le ministre des relations extérieures, l'explication suivante (11 septembre 1801) :

« Le contre-projet remis par lord Hawkesbury, » et le procès-verbal de la conférence qui a eu lieu » entre lui et vous, ayant été placés sous les yeux » du gouvernement français, ont fait naître des ob- » servations importantes qu'il est nécessaire de » communiquer.

» Dans le cours des négociations, il a été établi » que les discussions qui avaient lieu entre les » deux puissances, se divisaient sous le triple rap- » port de la Méditerranée, des Indes orientales » et de l'Amérique.

» Relativement à la Méditerranée, la question » se réduisait à l'Égypte, et aux positions occu- » pées par l'armée française sur les côtes du » royaume de Naples; de plus, à Malte et à Mahon. » Il avait été entendu que tous ces pays seraient » restitués aux souverains qui les possédaient avant » la guerre. Le souverain de Malte était l'ordre » de Saint-Jean-de-Jérusalem. Cet ordre, par son in- » stitution, se trouve, de temps immémorial, sous » la protection et la discipline immédiate du pape. » Si donc il était vrai que l'ordre, dans son état » actuel, se trouvât livré à des dissensions dange- » reuses, et à ce que le ministère anglais appelle » un schisme, ce serait à l'intervention et à l'in- » fluence du saint-siége qu'il serait naturel de re- » courir pour les faire cesser. Lors même qu'il a » été question que l'île de Malte serait restituée à » l'ordre sous la garantie d'une grande puissance, » il n'a pu être entendu que cette puissance en- » tretiendrait des troupes dans la forteresse de » Malte, puisque cette île est suffisamment re- » connue pour être en état de se défendre, et » que toute occupation matérielle par une puis-

» sance étrangère serait attentatoire à la souve-
» raineté même de l'ordre.

» Comment peut-on d'ailleurs subordonner en » quelque façon le rétablissement de la paix entre » la France et l'Angleterre, à une condition qui se » trouverait dépendre d'une tierce puissance? Le » plus convenable serait incontestablement de » stipuler la restitution pure et simple de l'île à » l'ordre de Saint-Jean, sans garantie, sans pro- » tection étrangère. S'il en faut absolument une, » et que celle de la Russie soit admise, cette ga- » rantie ne doit entraîner aucune occupation mi- » litaire, et aucune autre protection que celle qui » résulte du traité même, ainsi que cela a tou- » jours lieu dans le système politique de l'Europe; » et si, en résultat, il y avait encore quelques » points à décider à l'égard de Malte, la discussion » devrait en être remise aux négociations pour le » traité définitif; et sans doute alors il sera parfaite- » ment reconnu que l'évacuation de Malte par les » forces anglaises ne peut, sous aucun rapport, être » différée au delà du mois convenu pour les éva- » cuations en Europe, sans compromettre la va- » leur même de la paix rétablie, et sans annoncer » des prétentions essentiellement opposées à tout » ce qui a été convenu jusqu'ici.

» Par rapport aux Indes orientales, on recon- » naît que les deux parties contractantes parais- » sent d'accord sur ce qui est à restituer, et qu'il » n'y aura plus qu'à s'entendre, lors du traité dé- » finitif, sur les relations à établir dans l'Inde en- » tre les diverses nations européennes.

» Mais, pour ce qui concerne l'Amérique, on » était persuadé que S. M. Britannique se trouvait » assez puissante dans cette contrée pour ne pas » chercher à y accroître ses possessions.

» On ne pouvait croire que, dominant sans ri- » valité dans les mers d'Asie, elle voulût acquérir » la même prépondérance exclusive dans les mers » d'Amérique; et cependant le premier consul avait » déclaré qu'il ne s'arrêterait pas à une île du se- » cond ordre, s'il n'y avait que cet obstacle qui retar- » dât la fin des malheurs de la guerre. Le premier » consul n'a point varié dans ses dispositions à cet » égard. Mais aujourd'hui ce n'est plus une île du » second ordre que le gouvernement anglais de- » mande, exige; ce sont deux îles : c'est à la fois » Tabago et la Trinité, cette colonie si importante » par sa position, par ses richesses, par ses rap- » ports avec le continent de l'Amérique méridio- » nale : et cette immense acquisition ne lui suffit » pas encore; pour en étendre les avantages, il » veut que Démérary, Berbice, Esséquibo, et les » principaux débouchés du commerce de l'Amé- » rique méridionale, soient et demeurent ouverts » à ses vaisseaux; espèce de franchise qu'il pro- » pose de rendre commune, mais dont l'Angleterre » seule aura tout le profit.

» On doit dire qu'il avait été impossible de » s'attendre à de pareilles propositions; et que, si » elles étaient soutenues, elles détruiraient tout » ce que les dispositions annoncées du cabinet » britannique avaient donné d'espérance, de voir » l'œuvre salutaire de la paix incessamment ter- » minée. Car enfin, ce n'est pas quand il a cédé » tout ce qui est compatible avec la conservation » de son honneur, qu'un gouvernement peut se » laisser arracher encore de nouveaux sacrifices; » et le premier consul, traitant au nom du peuple » français, ne souscrira jamais à des conditions » qui compromettraient l'honneur de la nation. Il » vous est prescrit, citoyen, d'en donner la for- » melle assurance. »

Tant de fermeté eut l'heureux résultat qu'on devait en attendre. Le gouvernement anglais renonça, non-seulement à la possession de Démérary et de Berbice, mais encore à la franchise de ces établissements, qu'il avait d'abord substituée à la demande de leur conservation. Enfin, les préliminaires de cette paix si ardemment désirée, furent signés à Londres, le 1er octobre, entre Otto et lord Hawkesbury. Quoique les conditions en soient généralement connues, nous ne pouvons nous dispenser d'en donner le précis.

L'article premier portait la prompte cessation des hostilités sur terre et sur mer, et la restitution de toutes les conquêtes qui seraient faites par l'une ou l'autre partie, postérieurement au traité.

Les huit principaux qui suivaient, stipulèrent la restitution à la république française et à ses alliés, l'Espagne et la Hollande, de toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité, et des possessions

hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles S. M. Britannique se réservait la pleine et entière souveraineté.

L'ouverture du port du cap de Bonne-Espérance au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui devaient y jouir des mêmes avantages.

La remise de l'île de Malte et dépendance par les Anglais à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

La remise de l'Égypte à la Porte, dont les puissances contractantes garantissaient au reste toutes les possessions.

La garantie des possessions du Portugal.

L'évacuation du royaume de Naples et de l'État romain par les Français, et de Porto-Ferrajo par les Anglais, ainsi que de tous les ports et îles qu'ils occupaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

La reconnaissance de la république des Sept-Iles par la république française.

Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par ces articles préliminaires, devaient être exécutées pour l'Europe, dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivraient la ratification du traité définitif.

L'article treize portait, que les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, seraient remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre, les puissances se réservant de prendre par le traité définitif, des arrangements réciproquement justes et utiles, pour mettre la pêche des deux nations dans l'état le plus propre à maintenir la paix.

La nouvelle de cet événement répandit une joie universelle en Europe; le commerce, si longtemps comprimé, allait enfin reprendre son essor. Les neutres ne prirent pas moins de part à l'heureuse pacification, bien qu'elle leur enlevât les chances de leur commerce interlope, ils y entrevoyaient un meilleur avenir et des relations paisibles qui les dédommageaient en quelque sorte des charges que le nouveau droit public des Anglais leur avait imposées. A Londres même, l'ivresse fut à son comble, le peuple était dans le délire, comme s'il fût passé des angoisses du désespoir au comble du bonheur. L'aide de camp de Bonaparte, porteur de la ratification, ne vit pas sans étonnement ce peuple ennemi dételer les chevaux de sa voiture, et le traîner en triomphe.

La France apprécia de plus en plus les services rendus par les consuls. Réconciliée avec tous ses voisins, elle voyait pour elle un long avenir de prospérité, et mesurait sa reconnaissance à l'étendue du bienfait : à la vérité, quelques républicains farouches, des royalistes rancuneux, ne partagèrent point l'allégresse générale. Ceux-ci ne voyaient de véritable bonheur que dans le retour complet de l'ancien régime; ceux-là dans les troubles et les agitations d'un gouvernement populaire; mais les hommes sages se prononçaient à l'envi pour un gouvernement qui avait opéré tant de prodiges en si peu de temps. Confiants dans la magnanimité de Bonaparte, comment auraient-ils eu la pensée que celui qui venait de sauver la patrie pût un jour s'exposer à la perdre? Ils se rassuraient sur ce qui restait encore de vague et de mobile dans des institutions soumises aux chances d'une élection décennale, par l'espoir que la France n'avait plus rien à redouter des révolutions intérieures, ni des attaques des armées étrangères.

La situation de la république rapportée au chapitre CV, telle que le gouvernement l'avait présentée lui-même au corps législatif, n'offrait réellement rien d'exagéré. Elle n'avait subi depuis huit mois d'autres changements que ceux amenés si heureusement à Hohenlinden et à Lunéville, comme pour vérifier les prédictions que ce tableau renfermait. Le traité de Londres y mit le complément, en ajoutant à toutes les causes de prospérité, les bienfaits du commerce maritime.

D'autres transactions non moins importantes avec les principales puissances, venaient chaque jour cimenter la réconciliation de la France avec ses voisins, et poser les bases de relations avantageuses.

La diète germanique se préparait, mais avec sa lenteur accoutumée, à compléter l'œuvre de la pacification. Ce ne fut que le 2 octobre, qu'elle confia ce soin à une députation de huit membres, investis de pouvoirs illimités pour assurer l'exécution des articles stipulés, de concert avec le gouvernement français. Il y avait cependant encore loin de cette première démarche à l'accomplissement du but

qu'on s'était proposé, car si les membres de cette députation se livrèrent aux travaux préparatoires de leur mission, ce ne fut que dix mois après; c'est-à-dire, au mois d'août suivant, que la députation fut solennellement installée.

Ses opérations furent facilitées par le nouveau traité signé à Paris entre la Russie et la France. Le rapprochement de Paul Ier, en faisant cesser l'état de guerre, n'avait cependant point été sanctionné par un acte solennel, et la mission de M. de Kalitscheff à Paris, n'avait pas encore été conduite à sa fin, quand la mort vint le surprendre. Le comte de Markoff, envoyé ensuite par l'empereur Alexandre, avait eu l'ordre de poser avec le consul les bases de ses nouveaux rapports avec plusieurs États alliés de la Russie, et qu'il n'était ni de son intérêt ni de sa dignité d'abandonner. Un traité fut donc signé, le 8 octobre, entre cet ambassadeur et le ministre Talleyrand; il n'offre d'autres particularités que la reconnaissance de la république batave, et le rétablissement des relations commerciales avec la France, sur le même pied qu'avant la guerre. Mais une convention secrète, conclue le 11 du même mois, porta que, la France et la Russie arrangeraient de concert les affaires d'Allemagne et d'Italie, que le royaume de Naples serait évacué, et qu'on accorderait une indemnité au roi de Sardaigne, pour l'abandon de ses États du continent.

Les deux puissances reconnurent l'indépendance et la constitution de la république des Sept-Iles, que les troupes russes devaient évacuer; enfin par un article plus important en apparence, que toutes ces stipulations, la Russie et la France promirent de *s'unir pour l'établissement d'un juste équilibre dans les quatre parties du monde, et pour assurer la liberté des mers.* Cette clause mérite d'autant plus d'être remarquée, qu'étant de peu de jours postérieure aux préliminaires de Londres, qui venaient de mettre fin à la plus célèbre guerre maritime dont l'histoire fasse mention, on doit croire que les négociations qui la firent stipuler, précédèrent de beaucoup ces préliminaires.

Un autre traité signé avec la Porte Ottomane, rendait à la république un allié qui avait soutenu la monarchie de François Ier sur le bord du précipice, qui plus récemment encore, sous les ministères de Choiseul et de Vergennes, avait été un instrument de la politique française; mais que le Directoire avait eu l'imprudence de jeter dans les bras de ses plus cruels ennemis. La reconnaissance de la république des Sept-Iles, la libre entrée de la mer Noire pour les navires français; la garantie réciproque des possessions des deux puissances, enfin le rétablissement des anciennes liaisons, telles étaient les clauses importantes de cette transaction.

La convention signée avec les États-Unis, le 30 septembre 1800, venait d'être ratifiée de part et d'autre avec des restrictions qui en altéraient les avantages pour la France. Mais tout en perdant les préférences que le traité de 1778 lui avait accordées, elle n'en demeura pas moins sur le pied des nations les plus favorisées. S'il en coûta au premier consul de renoncer aux avantages acquis sous Louis XVI, sans avoir été en guerre avec les États-Unis, il lui parut assez important, à l'époque de la convention de Morfontaine, de consacrer des principes en faveur desquels il voyait au même instant se former une ligue générale. Outre cela, la France proclamait les maximes d'une juste réciprocité, et au point où en étaient les prétentions de ses ennemis, c'était un triomphe. D'ailleurs, elle trouva bientôt dans l'élévation de Jefferson à la dignité de président des États-Unis, une garantie de plus pour le rétablissement d'une parfaite harmonie entre les deux puissances, car le penchant de ce magistrat pour la France était généralement connu.

L'intérieur répondait à l'état prospère des rapports avec l'étranger. Tout était mis en œuvre pour éteindre les partis et rallier les Français au gouvernement. Personne, mieux que Bonaparte, ne savait que l'union fait la force, et qu'en étouffant les germes des troubles civils, il reporterait au dehors une plus grande masse de moyens et de puissance nationale. De la même main dont il menaçait de son glaive les ennemis, il présentait l'olivier et le laurier, emblèmes de réconciliation et de gloire. Il s'efforçait de faire disparaître les ruines de la Vendée, de se l'attacher par des bienfaits, tout en sévissant contre ceux qui conservaient la coupable espérance d'y rallumer les torches de la guerre. Cherchant à faire oublier aux anciennes familles tous les maux de la révolution,

il leur rendait ce que les lois constitutives de la république lui permettaient d'accorder.

Les arts ne furent pas oubliés par le vainqueur de l'Italie; leur sanctuaire avait été en quelque sorte transporté de Rome et de Florence à Paris. D'un autre côté, une administration éclairée faisait en faveur de l'industrie et du commerce, tout ce que comportaient l'infériorité maritime de l'État, et l'étrange système qui avait prévalu à l'égard des neutres.

Pour achever l'entière pacification de la France, il ne restait qu'à relever les autels renversés dans les moments de la plus violente anarchie. Le clergé était dans un schisme complet, depuis sa fameuse constitution civile; les églises étaient désertes et tombaient en ruines. Bonaparte crut devoir rétablir la religion catholique par le même motif qui l'avait fait adopter à Henri IV deux siècles auparavant. Mais s'il importait de rappeler ses ministres, il n'était pas moins urgent de refréner leur ambition. Il fallait fermer l'accès de la république à cette armée sans patrie, marchant sous la bannière d'un chef étranger, qui, pendant dix siècles, pour élever la tiare au-dessus des couronnes, avait substitué l'ignorance, la superstition, le fanatisme et l'intolérance aux admirables préceptes de l'Évangile. En un mot, il fallait rétablir la religion des Fénélon, et non celle des Loyola ou des Mouchy.

Pour atteindre ce double résultat, trois moyens s'offraient aux choix du consul : le premier, de remettre l'Église gallicane sous la discipline de la cour de Rome, en limitant ses droits de manière à ne lui laisser aucune influence dans les affaires de l'État. Le second, de secouer entièrement cet importun patronage, et de profiter de l'espèce d'insouciance que la révolution avait donnée pour les matières religieuses, afin de décorer un prélat français du patriarcat, en lui attribuant l'investiture canonique, et laissant d'ailleurs subsister le rite catholique dans toutes ses formes. Enfin, le troisième était de déclarer les cultes catholique et protestant également à la charge de l'État, en protégeant l'extension du dernier, déjà répandu dans une partie de la France, sauf à y introduire la hiérarchie.

Le dernier moyen eût été peut-être plus approprié aux futurs intérêts de la France et à ceux du parti qui avait triomphé dans la révolution. Quelques écrivains ont pensé qu'il aurait pu rallumer l'insurrection de l'Ouest et mécontenter la moitié de la république, qu'il importait précisément de calmer. Sans doute leurs craintes n'eussent pas été dénuées de fondement, si l'on eût voulu introduire la réforme par des voies rigoureuses, car, malgré tout son pouvoir, le consul eût bien pu échouer, là où Henri VIII et Gustave Vasa avaient réussi; les grandes réformes religieuses sont l'ouvrage des circonstances et de l'à-propos; vouloir les forcer, c'est soulever les peuples et faire des martyrs au lieu de prosélytes. Mais loin qu'il fût question d'imposer une loi aux consciences, il suffisait de les diriger avec douceur. Dans l'état où se trouvait alors le catholicisme en France, il est probable qu'on n'eût pas rencontré un obstacle invincible à l'introduction d'un système de tolérance, qui eût placé la première religion d'Henri IV au niveau de celle de Charles IX. Bonaparte lui-même partageait cet avis, lorsqu'il répondit à Fox, au sujet du mariage des prêtres : « *Il me serait plus* » *facile d'établir la confession d'Augsbourg.* »

Mais le premier consul voulait, avant tout, la consolidation de son pouvoir ; déjà il disait comme Louis XIV : « *l'État, c'est moi;* » et dès qu'une mesure, susceptible de produire un grand bien dans l'avenir, était de nature à provoquer une résistance momentanée; il la rejetait comme dangereuse. Dès lors, le moyen de substituer un patriarche français au saint-siége dut lui paraître moins sûr encore que celui de protéger la réforme, car si la constitution civile imposée au clergé en 1791 avait causé tant de soulèvements en France, pouvait-on espérer que les prêtres du Midi et de l'Ouest consentissent à renoncer à leurs obligations envers le pape, pour reconnaître un prélat qu'il n'eût pas manqué d'excommunier? N'était-ce pas remettre la paix de ces provinces à la merci d'une bulle qui leur eût interdit l'obéissance? D'ailleurs l'influence que la France exerçait sur l'Italie et l'Espagne, n'exigeait pas moins de ménagements envers le saint-siége. Pour lutter contre l'Angleterre, il fallait absolument le concours de l'Espagne : on sait que le clergé y règne plus que le souverain ; quel moyen aurait-on eu de perpétuer

l'alliance entre un État gouverné par le fanatisme monacal et une république frappée des foudres du Vatican? Il valait donc mieux laisser l'Église avec le schisme déjà existant, que d'engager alors une lutte aussi délicate. Faire décréter des fonds pour le clergé, pourvoir peu à peu aux siéges vacants sans éclat, et laisser au temps le soin de faire le reste; tel était peut-être le meilleur système à suivre. Toutefois, comme cela n'eût pas produit le résultat immédiat qu'on désirait, Bonaparte qui venait d'apprécier en Italie l'influence que la religion catholique est susceptible de donner à un gouvernement, préféra de traiter avec la cour de Rome, pour rétablir avec elle les choses à peu près sur le pied où elles étaient avant la révolution. Il obtint néanmoins pour l'Église gallicane plus de franchises qu'elle n'en avait jamais eu, et conserva au gouvernement le pouvoir de s'opposer aux excès du fanatisme religieux et aux dangers des maximes ultramontaines.

Cette transaction, non moins honorable pour la modération du cardinal Gonsalvi, que pour le premier consul, encourut toutefois le blâme des partisans de la république, et même de quelques hommes d'État. «Bonaparte, disaient-ils, s'applique » vainement à détruire les restes de la révolution, » et à fermer tout accès aux prétentions des contre- » révolutionnaires, puisque, par son concordat, il » rouvre à ces derniers une porte assurée, et » creuse lui-même la mine qui ébranlera son ou- » vrage. »

En ne secouant pas entièrement le joug ultramontain, il donnait effectivement des armes à une réaction; il suffisait de se rappeler combien la religion de Grégoire VIII était différente de celle des premiers évêques de Saint-Pierre, pour être autorisé à craindre que le fanatisme ne reprît un jour le dessus. Sous le point de vue philosophique, on ne peut que blâmer son système; mais en l'envisageant sous le rapport de son intérêt du moment envers l'Italie et l'Espagne, il trouvera grâce devant les politiques.

Pour atténuer l'opposition que cette démarche pourrait éprouver en France, il sentit la nécessité d'étendre les prérogatives de l'Église gallicane et de mettre ce nouveau système religieux en harmonie avec l'esprit du siècle, ce qu'il fit par de nombreux articles réglementaires sur lesquels nous aurons sujet de revenir.

Cependant, au milieu du magnifique horizon qui s'ouvrait devant elle, la France apercevait au loin quelques nuages précurseurs des tempêtes. A peine le traité de Londres était-il signé, que des révolutions survenues en Suisse menacèrent de troubler la tranquillité du continent.

L'article du traité de Lunéville, qui assurait l'indépendance aux républiques batave, cisalpine, helvétique et ligurienne, avec la faculté de se donner les lois quelles jugeraient convenables, n'annonçait que trop le prochain renversement de celles qui existaient. On ignore si l'ambiguïté de ces stipulations fut un calcul machiavélique ou une imprudence des négociateurs, qui rouvrirent la boîte de Pandore au moment où ils étaient appelés à la fermer. S'ils avaient l'intention de reconnaître le gouvernement existant en Suisse, on a droit de s'étonner qu'ils n'en eussent pas fait insérer la clause expresse. Si, au contraire, ils ne voulaient pas que cet ordre de choses se consolidât, du moins fallait-il prévoir le cas de son renversement, et aviser à une médiation amicale des deux puissances, pour réunir les partis au moyen d'une transaction dont les bases seraient convenues d'avance.

Soit que le gouvernement consulaire eût aperçu trop tard la faute de son négociateur, soit qu'il l'eût encouragée lui-même à dessein d'en diriger les effets et de les faire tourner à son avantage, il provoqua les républiques dont l'indépendance était reconnue à se donner de nouvelles constitutions.

Ces chartes proclamées postérieurement au traité, semblaient constater, en effet, la ferme résolution des peuples de ces contrées de ne plus revenir sur la forme de leur gouvernement. Dès lors il était de l'intérêt de la France qu'elles fussent conformes au vœu du parti qui lui montrait le plus d'attachement, tout en se rapprochant des intérêts de ceux qui s'étaient ralliés à l'Autriche ou à l'Angleterre.

Avant la signature des préliminaires de Londres, la Hollande avait déjà donné l'exemple. La révolution qui s'y opéra le 18 septembre 1801 changea les formes de gouvernement, sans nuire d'une manière directe aux intérêts des deux partis. Il n'y

avait que des républicains et des orangistes, et tant qu'il ne s'agissait pas de rétablir le stathouder, peu importait à la masse des premiers que le gouvernement fût plus ou moins démocratique. Le coup d'État avait été concerté avec Schimmelpenninck, alors ministre de Hollande à Paris. Il assura à la France une part plus directe aux affaires de ce pays, en concentrant le pouvoir dans les mains d'un petit nombre d'hommes qui lui étaient dévoués. Un conseil exécutif de 12 membres et une députation législative de 35, composaient les éléments de cette nouvelle administration. Les départements eurent des assemblées locales plus rapprochées des anciens états provinciaux.

La révolution de Suisse, d'abord aussi pacifique, faillit plus tard avoir des conséquences funestes. Les expressions du traité, vagues d'un côté et malheureusement trop positives de l'autre, donnèrent un nouveau poids aux prétentions de quelques familles ambitieuses. Il était sans doute à désirer que des institutions provisoires, sorties du sein des orages, fussent modifiées par l'expérience et coordonnées à l'intérêt général; que le choix des magistrats fût fait sans égard à l'esprit de parti; mais était-il convenable de substituer à un état passager de malaise, une contre-révolution qui devait tout bouleverser, et amener la guerre civile?

On a sans cesse répété que deux factions ne peuvent jamais se réconcilier sincèrement, mais ces assertions, produites par des hommes intéressés à les faire valoir, sont démenties par les témoignages les plus imposants de l'histoire. Ce ne fut point en abandonnant les huguenots à la Ligue, ni en sacrifiant les ligueurs à leurs ennemis, que Henri IV pacifia la France; et la révolution d'Angleterre ne fut achevée que par les concessions qui confondirent les intérêts de l'aristocratie avec ceux des communes.

La Suisse était livrée, depuis la révolution du 7 janvier 1800, aux intrigues de Dolder, à l'ineptie de Savary, aux sourdes menées des Bernois et de quelques chefs des petits cantons, qui avaient vu avec dépit leur patronage aboli. La journée du 7 août n'avait été qu'un complément de cette première réaction; mais l'état provisoire qui en était résulté, insupportable à tous, devait avoir un terme.

La Suisse, quoique divisée en factions de différentes nuances, se rangeait néanmoins sous deux bannières; celle des partisans de l'ancien ordre de choses, qu'on désignait sous le nom de ***fédéralistes***; et celle des zélateurs du nouveau régime, auxquels on donnait le nom d'***unitaires***, parce qu'on supposait faussement qu'ils voulaient soumettre l'Helvétie à des lois uniformes.

Les fédéralistes comptaient dans leurs rangs les plus exaltés fauteurs de l'oligarchie des anciennes capitales de cantons; de plus, les Bernois et Zuricois de la classe moyenne, qui regrettaient ce que le titre de peuple-roi avait de flatteur et de lucratif : ***la ville de Berne ou de Zurich avant tout, et la Suisse après***, tel était le principe fondamental de leur politique (1). Dans le fait, la révolution leur avait enlevé des priviléges si étendus, qu'il

(1) Une anecdote qui peut définir les intérêts existants en Suisse, ne sera peut-être pas déplacée ici.

L'auteur de cet ouvrage eut, en 1815, à Heidelberg, une discussion assez vive avec le duc de Richelieu, qui portait aux nues les avantages et la sagesse de l'oligarchie de Berne. Peu de jours après, le général ayant été logé avec le duc, feignit de lui apporter la nouvelle d'une constitution récemment arrêtée par Bonaparte (c'était vers l'époque du champ de mai). « Bonaparte reconnaissait que » dans les dangers où se trouvait la patrie, il fallait lui » rendre une partie des institutions républicaines aux» quelles on attribuait le déploiement de sa grande vi» gueur en 1793. Il renonçait donc à l'empire, se décla» rait consul à vie, et rétablissait les corps constitués de » l'an VIII. Cependant comme les événements de 1814 » avaient prouvé que la France entière était dans Paris, » et que la capitale prise, la France succombait; afin d'in» téresser les Parisiens au nouvel ordre de choses, et de » stimuler leur patriotisme, il déclarait : *que les places de » sénateurs, tribuns, législateurs, ministres, généraux, ami» raux, préfets, ne pourraient être accordées qu'à des ci» toyens de Paris choisis dans une liste de notables qui » serait incessamment dressée. Les places municipales et » celles d'officiers dans l'armée jusqu'au grade de colonel, » étaient les seules réservées aux citoyens des départements, » quelque fussent d'ailleurs leur naissance, leur fortune et » leur éducation.* » Ce prétendu pacte constitutionnel qui ne contenait que sept articles, puisqu'il maintenait d'ailleurs presque toutes les institutions de l'an VIII, fit rire aux éclats le duc, qui fut un instant sur le point d'y croire. Il ajouta néanmoins : « *Bonaparte mériterait les » petites-maisons, s'il avait fait une mauvaise plaisanterie » comme cette charte; c'est sans doute pour s'amuser à ses » dépens qu'on aura fait circuler ce projet.* » Alors, reprit

serait absurde de prétendre qu'ils n'en fussent pas ennemis ; mais ils ont eux-mêmes mauvaise grâce lorsqu'ils cherchent à faire croire à l'Europe que leur cause fut celle de la patrie.

A côté des oligarques marchaient les ultra-démocrates des petits cantons, alliance bizarre des éléments les plus opposés. Le bon peuple des Alpes suivait aveuglément les conseils de ses prêtres, ennemis déclarés de la révolution, et dévoués à trois ou quatre familles qui les menaient. Les exploits miraculeux de leurs ancêtres avaient entretenu dans ces vallées un fanatisme d'indépendance, toujours respectable, quelque application que l'on en fasse. Ces pâtres s'indignaient de ce qu'on prétendît changer les lois des fils de Tell et de Winkelried. La magie des souvenirs électrisait leur imagination, et rien ne pouvait les réconcilier avec un gouvernement qu'ils accusaient d'être imposé par la force. Les ravages de l'expédition de Schawembourg en 1798, ceux de la campagne de Masséna, de l'archiduc Charles et de Souwarow en 1799, avaient déposé dans l'âme de ces braves montagnards, un fiel que rien ne pouvait détruire ; ils en voulaient autant à la France qu'au gouvernement central, auquel ils attribuaient tous leurs maux.

Aloys Reding, chef du canton de Schwitz, magistrat d'un caractère noble et énergique, mais passionné, était le principal chef de ce parti. A ses intérêts de famille, qui l'entraînaient malgré lui, se joignait une prévention exagérée contre toute administration centrale ; car enfin il n'était pas impossible de laisser aux cantons leur administration particulière, et de donner un acte fédéral vigoureux, capable de les rallier tous pour la défense, la gloire et la prospérité de la commune patrie. Ses adversaires lui reprochaient avec aigreur de tout faire par égoïsme, ainsi que les Muller à Uri et les Vonflue à Unterwald. « Comment, *disaient les sectateurs du gouvernement unitaire*, osent-ils invoquer les intérêts de leurs » peuples, eux qui leur mettent les armes à la main » pour les intérêts de l'aristocratie et du fanatisme?
» Comment osent-ils invoquer leur sainte liberté, » lorsque sous le manteau du gouvernement populaire, deux ou trois familles sont, depuis un » siècle, en possession des premières charges de » l'État? Ils reprochent au gouvernement central » d'être mille fois plus onéreux que l'ancien régime : abus étrange de la crédulité publique, » puisqu'ils n'ignorent pas que les maux de la » guerre ont seuls amené la pénurie actuelle du » trésor par des dépenses étrangères à la forme du » gouvernement. Et, s'il est vrai que la nécessité » d'entretenir trois ou quatre bataillons de troupes » de ligne soit un surcroît de dépense, n'est-il » pas ridicule de mettre les frais d'un administration de 80 ou de 100 membres, en comparaison » avec vingt grands et petits conseils des anciens » cantons, et avec leurs chancelleries qui montaient à des milliers d'individus, s'il faut en juger » par le canton de Berne, qui comptait à lui seul » 4 à 500 sénateurs, conseillers ou intendants » employés dans la capitale.

» La constitution de 1798 dont ils se plaignent » offrait, il est vrai, des rouages compliqués; » mais il serait absurde d'en inférer qu'un gouvernement central entraîne avec lui la nécessité » de ces abus. Ce n'est ni l'économie ni les intérêts du peuple qui leur mettent les armes à la » main, mais bien leur intérêt privé. Pensant comme » César, *qu'il vaut mieux être le premier à Preneste que le second à Rome*, ces despotes » populaires aiment mieux régner sans partage » sur leurs petites vallées, que de se fondre dans » l'administration générale de la Suisse, où ils ne » figureraient qu'au second rang ; où leurs voix, » confondues dans la minorité, ne leur donneraient » point la domination à laquelle ils aspirent, sous » le masque du patriotisme et du désintéressement. »

Ces reproches n'étaient pas dénués de fondement ; toutefois il y avait des exceptions : Reding surtout était au-dessus de ces petites combinaisons, mais on ne saurait se dissimuler qu'il se trouvait entraîné par des intérêts de localités et par sa position, mobiles si puissants dans les déterminations humaines.

Le parti unitaire se subdivisait en plusieurs branches. Les uns voulaient un gouvernement

le général, comment M. le duc peut-il trouver si admirable à Berne, ce qui mériterait les petites-maisons à Paris?

central unique, avec tous les dangers des élections populaires, en un mot, une démocratie parfaite et uniforme pour toute la Suisse. Quoi qu'on en dise, ils étaient en petit nombre, du moins parmi les hommes éclairés. D'autres désiraient la centralité, mais avec des institutions mitigées. Les troisième s, plus sages, reconnaissaient l'impossibilité de gouverner les pâtres de Stantz comme les capitalistes de Bâle, et les vignerons du pays de Vaud, comme la bourgeoisie de Berne: fidèles aux principes, ils profitaient du bien de la révolution en rejetant ses abus Ils désiraient, 1° que les cantons, sans cesser de se gouverner selon leurs antiques mœurs et usages, se ralliassent à un gouvernement central en ce qui concerne la force et l'intérêt national; 2° que les Vaudois et les Argoviens, peuples éclairés, fussent admis à jouir des droits politiques et de leur indépendance; 3° que les notables des campagnes de Zurich, Berne, Bâle, Soleure, eussent une représentation quelconque dans leurs conseils cantonnaux respectifs, en laissant aux villes une prééminence sanctionnée par le temps et justifiée par les lumières de leurs habitants.

Quelques écrivains français, entraînés par l'esprit de parti ou de cotterie, ont voulu jeter de l'odieux sur tous les Suisses partisans de cette unité. Ils ont oublié que, dans des temps de discorde, la voix de la justice est étouffée, que la considération publique n'existe plus, que deux voix ennemies, également exagérées et injustes, animées par les passions décernent des couronnes ou vouent à la haine sans discernement; en un mot, que ce qui est pour l'une un titre à la gloire, est pour l'autre un titre de proscription. Mais les hommes d'État conviendront que la centralité était préférable au fédéralisme que ces écrivains prônent avec tant d'emphase, soit par dépit de voir certaines familles déchues du privilége de régler seules les affaires publiques; soit par un respect aveugle pour les antiques souvenirs auxquels il se rattachait, comme si la gloire des fondateurs de la liberté helvétique, était un motif de sanctionner d'indignes abus introduits deux siècles après leur mort.

En admettant même que la Suisse, formée par l'alliance successive de petits États, unis pour résister à des voisins puissants et ambitieux, pût difficilement, à raison de la différence de mœurs et de localité, être régie par une législation uniforme, comme le voulait la constitution d'Ochs en 1798, il n'en est pas moins reconnu que ces diverses nuances de législation ne doivent porter que sur des détails administratifs et non sur le pacte fondamental. Le vice d'un gouvernement fédéral, est de diviser et d'affaiblir: l'Empire germanique, héréditaire sous les Carlovingiens, électif sous leurs successeurs, puis dégénéré par le temps en une véritable fédération, en a fourni de tristes preuves. Si la Hollande déploya de la vigueur, c'est qu'elle eut des chefs, tantôt sous le titre de grand-pensionnaire, tantôt sous celui de stathouder; et nonobstant cela, combien son système fédéral n'a-t-il pas nui à sa prospérité depuis sa glorieuse résistance contre Louis XIV? Combien de fois n'a-t-on pas vu la Gueldre et la Frise en opposition avec les états de Hollande, et malgré la puissance du stathouder et des États Généraux, amener de cruelles scissions dans la république?

La prospérité des États-Unis d'Amérique, loin de déposer contre cette assertion, lui donne une force nouvelle. Leur gouvernement, sous des formes fédérales, offre dans l'existence permanente du président et du congrès, un centre d'action assez fort pour un peuple qui n'a autour de lui que des colonies situées à deux mille lieues de leurs métropoles: D'ailleurs, on a vu à quelle dissidence certaines provinces se sont livrées dans les derniers chocs contre l'Angleterre? Si l'on transportait cette république au centre de l'Europe elle serait envahie et divisée avant dix ans, à moins qu'elle ne changeât de forme de gouvernement. Et, sans aller prendre des exemples si loin, Berne eût-il été, en 1798, la proie de deux divisions françaises, si la force armée des treize cantons eût été réunie, et employée à la défense commune, par une autorité nationale reconnue depuis longtemps?

Les hommes qui ont voulu donner à la Suisse des institutions propres à la rendre plus forte chez elle et plus respectable au dehors, ne devaient pas s'attendre à être traités comme des factieux. Ils ont montré plus de véritable patriotisme et de désintéressement que leurs adversaires. Il ne faut

pas les confondre avec les démagogues qui ont tout renversé pour mettre à l'épreuve de vaines théories. Si les partisans du fédéralisme ont, de leur côté, déployé quelques vertus civiques, on peut leur reprocher aussi d'avoir été aveuglés par leurs intérêts et leurs préjugés, quand ils ont soulevé les peuples contre tout gouvernement unitaire, et lancé l'anathème sur ses sectateurs.

Qu'importe, dans le fait, à un Suisse digne de ce nom, que Schwitz préfère l'autorité des Reding à celle d'un préfet délégué du directoire helvétique? Que ce canton soit régi par ceux de ses concitoyens qu'il désignera lui-même, rien de plus juste dans un État démocratique ; mais du moins faut-il que ces chefs et leurs administrés reconnaissent à leur tour une suprématie nationale, *un centre commun et permanent*, chargé d'établir les relations avec les puissances voisines, d'organiser l'état militaire, de fixer les contingents en hommes et en argent, et de tout préparer au besoin pour leur assurer une bonne direction par le choix d'un bon état-major soldé. C'est là ce que la Suisse n'a possédé qu'imparfaitement, par un effet du misérable esprit de localité qui y domine. L'acte de médiation de Bonaparte approchait un peu de ce résultat; malheureusement, pour ménager plusieurs grands cantons, il avait créé un gouvernement ambulant, qui changeait chaque année de mains et de résidence; erreur grave à laquelle il faut attribuer toutes les bévues de 1813.

La commission désignée pour travailler aux institutions capables d'assurer la tranquillité et la prospérité de l'Helvétie, avait cherché à satisfaire les différents intérêts et les diverses opinions. Glayre fut envoyé à Paris pour soumettre son travail au premier consul, sans l'approbation duquel on ne pouvait se promettre de consolider l'ouvrage, nonobstant les assurances du traité de Lunéville. Il en revint bientôt avec un pacte modifié, et, dès le 29 mai, il fut accepté et promulgué, avant d'avoir été soumis à la sanction nationale.

Deux landammans, alternant tous les ans, un sénat de 25 membres, une diète de quatre-vingts, telles étaient les autorités centrales. Les cantons avaient des administrations particulières à leur choix.

Cette charte laissait sans doute beaucoup à désirer, bien qu'elle ne fût pas dénuée de mérite. La diète, à peine assemblée à Berne, le 7 septembre, annonça l'intention d'y faire des modifications qui déplurent au ministre de France, Verninac, aussi bien qu'aux fédéralistes. Ce parti, convaincu que l'Autriche s'empresserait de renverser l'ouvrage du Directoire, et de rendre à la Suisse des institutions qui la replaceraient sous son influence, se flatta d'obtenir son appui, et laissa entrevoir qu'il donnait aux expressions du traité de Lunéville, un sens qui n'avait sans doute pas été celui des négociateurs. La division ne tarda pas à éclater dans cette diète constituante. Aloys Reding et Muller, députés des petits cantons, en donnèrent le signal; bientôt 14 autres membres quittèrent violemment l'assemblée, dont ils improuvaient les maximes, et contestaient le mandat. Mais leurs adversaires, débarrassés de cette opposition, n'en poursuivirent pas moins leurs travaux, en rétablissant dans toute sa force le principe d'unité.

La constitution, modifiée, venait d'être terminée le 23 octobre. L'autorité centrale différait peu, quant à son organisation, mais elle régissait les cantons par des *préfets* comme le directoire helvétique, et c'était là un des plus grands griefs des fédéralistes. On n'eut pas même le temps de la promulguer, car un nouveau coup d'État, frappé par Dolder, remit de rechef le sort de la Suisse à un gouvernement provisoire.

Dans la nuit du 28 octobre, une douzaine de conjurés, réunis dans une maison particulière avec Dolder et Savary, y prononcèrent arbitrairement la dissolution du conseil exécutif, celle de la diète, et l'établissement d'un sénat provisoire qu'ils désignèrent eux-mêmes. Ce sénat devait présenter, dans l'intervalle de quelques mois, une troisième constitution. La charge de premier landamman fut donnée à Aloys Reding.

Ce magistrat, justement estimé, mais trop exclusif dans ses vues pour ramener les esprits, sentit l'urgence d'éclaircir la lettre du traité de Lunéville, et se rendit lui-même à Paris près de Bonaparte, tandis qu'il dépêchait le patricien bernois, Diespach de Carouge, à l'empereur d'Autriche.

Le but de cette double mission était évidemment d'intéresser les deux puissances à la réussite

des projets réactionnaires qu'on méditait. Mais, quoique le consul eût approuvé la dissolution de la diète qui avait voulu s'ériger en assemblée constituante, il était aisé de prévoir qu'il ne donnerait pas gain de cause aux exagérés d'un parti, dont la haine pour la France était si manifeste.

Quoi qu'en disent les écrivains que nous avons déjà signalés, et qui confondent le talent de la déclamation avec la science du gouvernement, il est constant que le premier consul ne pouvait mieux agir envers la Suisse, qu'en lui appliquant les mesures qu'il mettait en pratique alors avec tant de succès en France; c'est-à-dire, en s'efforçant de rallier les deux partis. Or, pour arriver à ce but, il fallait en créer un troisième, dont les éléments existaient, mais qui n'était point développé. Agir de la sorte, c'était servir la cause de la justice et de la raison, aussi bien que l'intérêt de la nation suisse.

On a prétendu que Reding fut accueilli aux Tuileries avec une froide réserve; mais, s'il faut s'en rapporter à ses propres assertions, il aurait, au contraire, emporté de Paris l'approbation formelle de ses projets, et la promesse que le gouvernement consulaire se bornerait à une intervention officieuse pour réunir les esprits divisés. Le premier consul exigea, comme gage de la modération du parti victorieux, qu'on admît dans le sénat six membres pris parmi les plus sages du système opposé. En conséquence, Glayre, Ruttiman, Zimmermann, Koch, Kuhn, furent désignés pour coopérer au travail régénérateur dont la Suisse attendait la cicatrisation de ses plaies.

Quoique les détails de la mission de Diespach à Vienne soient restés enveloppés d'un voile mystérieux, tout porte à croire que le cabinet autrichien, après l'avoir reçu comme un ancien allié, s'en tint à de vagues promesses. Dans les circonstances, cette mission n'était qu'une fausse démarche, car on savait bien que le cabinet de Vienne verrait avec plaisir le rétablissement de l'oligarchie; mais il était facile de prévoir aussi qu'il ne compromettrait pas la paix de l'Europe pour y concourir, et que c'était, dès lors, éveiller en pure perte la méfiance du gouvernement français.

A son retour en Suisse, Reding trouva plusieurs cantons en proie à des troubles sérieux. Zurich, le Léman, l'Argovie, la Linth, étaient surtout agités, mais dans différents sens; et si l'insurrection n'éclata pas, c'est que la présence de la division Montchoisi, qui n'avait pas cessé depuis trois ans d'occuper l'Helvétie, imposa aux mécontents.

Cependant, le sénat illégal du 28 octobre, renforcé des six membres les plus marquants parmi les unitaires, promulgua, le 27 février, le projet d'une quatrième constitution. Cet essai, moins heureux encore que les précédents, ne satisfit aucun des partis. Il différait essentiellement de celui du 24 octobre, en ce qu'au lieu d'établir des préfets dans les cantons, il rendait à ceux-ci une portion de souveraineté et la latitude de reprendre leurs anciennes magistratures, tout en les soumettant à un gouvernement central; c'était trop selon les unitaires, et pas assez pour satisfaire les oligarques. On se demandait, si un gouvernement, présidé par Reding, devait décevoir ainsi les espérances de ses partisans? Les uns prétendaient que sa nomination à la magistrature la plus éminente de la république, avait ralenti son zèle, d'autres attribuaient aux six membres aggrégés au sénat, sur la demande de Bonaparte, ce que cette transaction offrait de contraire aux vues manisfestées en tant de rencontres par le landamman.

Quoi qu'il en soit, des murmures éclatèrent de toutes parts, et ce frêle édifice s'écroula avant d'être achevé; il tomba le 17 avril sous les coups de ce Dolder, dont la destinée fut de paraître servilement docile à tous les partis, sans en servir efficacement aucun, et sans jamais marcher franchement dans une ligne tracée par une bonne politique, Reding étant parti de Berne avec plusieurs sénateurs pour célébrer les fêtes de Pâques, on profita de leur absence pour dissoudre le sénat, recomposer un petit conseil, abolir la constitution, et convoquer à Berne, pour le 28 avril, une assemblée de 40 notables désignés dans une liste arrêtée de longue main par les conjurés, et qui devaient être chargés de modifier la constitution rapportée de Paris par Glayre. Reding, accouru trop tard pour parer ce coup, n'eut d'autre parti à prendre que de donner sa démission de premier landamman, et Ruttimann le remplaça provisoirement,

Dans l'intervalle, les troubles n'avaient pas cessé dans plusieurs cantons où la crainte de l'ancien

régime aigrissait les esprits. L'emploi de la force avait été nécessaire à Zurich pour contenir les mécontents. Dans le canton du Léman, surtout, le peuple voyant la tournure des affaires publiques et la probabilité du rétablissement des droits féodaux, courut aux armes contre les détenteurs des titres; partout les parchemins qui les constataient furent livrés aux flammes; et trois mille citoyens rentrèrent paisiblement chez eux après ce philanthropique mais injuste auto-da-fé.

Enfin, arriva le terme si ardemment désiré de la convocation des notables; cette assemblée se voua avec tant d'empressement à l'important examen qu'on lui avait confié, que, le 19 mai, elle eut terminé sa mission. Dès le 25, l'acte promulgué par le petit conseil et le landamman provisoire fut renvoyé à la sanction du peuple. Cette cinquième charte, chef-d'œuvre de toute la fantasmagorie constitutionnelle qui avait agité la Suisse depuis trois ans, méritait, cette fois du moins, l'approbation des hommes sages et modérés, car elle renfermait tous les éléments d'une bonne administration.

Le pouvoir exécutif, concentré entre les mains d'un landamman et de deux lieutenants, institués pour 9 ans, était assez fort pour ne pas devenir le jouet des intrigues; et sa durée semblait assez longue pour lui laisser le temps de méditer et d'opérer le bien. Un sénat peu nombreux, préparant la loi, et une diète nationale qui la sanctionnait, laissaient peu à désirer aux partisans des théories démocratiques, sans offrir néanmoins des corps aussi onéreux pour le fisc, ni aussi turbulents que deux grands conseils élus directement par le peuple.

Ce nouveau pacte fut aussitôt soumis aux assemblées primaires. Sur 330 mille citoyens ayant droit de voter, 170 mille s'abstinrent de le faire; 92 mille rejetèrent le pacte, et 72 mille l'acceptèrent. Le gouvernement ayant déclaré qu'il considérait comme acceptants tous ceux qui n'auraient pas refusé, proclama l'acceptation de la charte, Bien que cette manière d'interpréter le silence ne fût pas exempte de reproches, il était difficile qu'on en agît autrement; car aucun gouvernement n'eût compté comme dissidents, les hommes qui semblaient se soumettre d'avance par un consentement tacite. La connaissance que nous avons des localités et des intérêts alors aux prises, nous porte à croire qu'à cette époque les voix auraient pu se compter dans la proportion de 2 à 3, c'est-à-dire, de deux cinquièmes pour la constitution et de trois cinquièmes contre. Les campagnes d'Argovie n'avaient pas eu le temps d'apprécier les avantages de leur nouvelle condition, et n'en sentaient que le poids. Il en était de même d'une partie de celles de Soleure, de Lucerne, et surtout de l'Oberland. Mais les campagnes de Bâle, Saint-Gall, la Thurgovie, l'immense majorité de celles de Zurich, tout le canton de Vaud, excepté quelques familles de Lausanne et les montagnards de Sainte-Croix; une partie de Fribourg, les villes de l'Argovie, tous les habitants des bourgs et une foule de bourgeois des anciennes capitales, formaient une masse respectable; *et si les voix doivent plutôt se peser que se compter,* on pouvait trouver dans cette minorité, le plus grand nombre de citoyens capables de motiver un vote.

Les mêmes questions se sont reproduites en 1814, à la suite de l'invasion autrichienne, et tout homme impartial qui a réfléchi sur la résistance que les prétentions exagérées ont éprouvées en Suisse, malgré les menées de M. de Senft-Pilsac (1), appréciera à leur juste valeur les déclamations qu'on affecte de renouveler contre ceux qui s'efforçaient de poser des bornes aux prétentions abusives de l'oligarchie et de la démagogie, et qui, non moins jaloux de la tranquillité que de la force de leur patrie, accordaient quelque chose à des intérêts de localité, mais ne voulaient pas tout leur sacrifier.

Cependant, il ne fallait pas compter que la mise en activité du nouveau pacte se fît sans de graves oppositions; nous verrons plus loin qu'il ne tarda pas à tomber sous les coups de ses ennemis; mais l'ordre des événements nous ramène un moment sur nos pas pour dire ce qui se passait vers le même temps en Italie.

(1) En 1814, les habitants des campagnes de l'Oberland, de Soleure, de l'Argovie, se sont montrés aussi chauds ennemis de l'oligarchie qu'ils en avaient paru les partisans en 1801, lorsqu'ils n'avaient connu que les charges de la révolution, sans avoir eu le temps d'en juger le bon côté.

Si la conduite de la France envers la Suisse avait été une conséquence toute naturelle du traité de Lunéville, on ne saurait en dire autant de celle qu'elle tint envers la Cisalpine.

Ici, tout aussi bien que dans les Alpes, l'intérêt de la France lui commandait, à la vérité, de ne pas laisser à la merci de ses adversaires le parti qui s'était déclaré pour elle et dont le sang avait coulé pour sa propre cause. Elle avait même, plus qu'en Suisse, le droit de présider à l'organisation d'un État qui était son ouvrage, mais il fallait influencer ses législateurs sans leur imposer une constitution comme à un peuple conquis.

Le moyen d'atteindre ce but, sans déroger aux conditions du traité, était de faire concourir la noblesse et le clergé italiens à un nouveau pacte qui ne leur laissât plus de regrets, tout en ménageant les intérêts du parti républicain. Bonaparte ordonna la réunion à Lyon d'une consulta italienne, prise parmi les notables des trois ordres. La désignation de Lyon était en elle-même une violation du traité ; rien, en effet, n'annonçait moins l'indépendance des délibérations que le choix d'une ville française pour le séjour des législateurs cisalpins. Ensuite, la consulta érigea *une république italienne*, au lieu de consolider *la cisalpine*, ce qui était bien différent aux yeux de l'observateur, puisque cette dénomination ambitieuse dénotait assez que la république s'étendrait un jour jusqu'au fond de la péninsule.

Enfin, l'élévation de Bonaparte à la dignité de président à vie, avec la faculté de désigner un vice-président, était un étrange moyen d'exécuter une stipulation dont le but manifeste semblait être de soustraire à l'influence de la France, des États qui allaient prendre place dans la nouvelle organisation politique de l'Europe.

Cette consulta, assemblée dès le 26, promulgua, le 26 janvier, le résultat de ses travaux qui n'étaient, au fond, qu'un calque de la constitution française de l'an VIII, dont il différait seulement par le classement des électeurs en trois colléges, des propriétaires, des savants et des négociants ; idée assez heureuse en ce qu'elle assurait à chaque classe de citoyens notables, une part convenable à la représentation. Les grands propriétaires y trouvaient l'influence due à leur rang ; le talent non favorisé de la fortune y trouvait un accès qu'aucune charte ne lui avait assuré jusque-là. On reprochait seulement à celle-ci de ne pas proportionner le nombre des membres que chacun de ces ordres devait fournir à l'assemblée, afin d'assurer la majorité à la classe des propriétaires et des hommes intéressés par leur position au maintien de la paix et au règne des lois. Bonaparte, nommé président par la constitution même, choisit pour vice-président le comte de Melzi, citoyen intègre, magistrat irréprochable, dont les qualités étaient généralement reconnues de tous les partis.

La nouvelle de cet événement fut reçue à Milan avec acclamation ; car il flattait l'amour-propre des Lombards. Le titre de république italienne ouvrait un vaste champ aux imaginations actives de ce peuple, qui se crut dès lors appelé à de plus hautes destinées.

L'Autriche dissimula le mécontentement que ces actes lui inspiraient. L'Angleterre se promit de ne point les reconnaître, et elle tint parole, grâces à la rédaction ambiguë du traité d'Amiens dont nous rapporterons la négociation après avoir rendu compte de ce qui se passait à Saint-Domingue.

CHAPITRE XCII.

Situation de Saint-Domingue, après le départ d'Hédouville. — Guerre entre Toussaint et Rigaud. — Bonaparte rappelle le dernier en France — Toussaint prend possession de la partie espagnole, rétablit les cultures et la soumission dans les ateliers. — Jaloux d'imiter le premier consul, il proclame une constitution coloniale, et se fait nommer président à vie avec le choix de son successeur. — Bonaparte indigné, ordonne une expédition formidable pour le soumettre. — État de la Guadeloupe; l'amiral Lacrosse nommé gouverneur de cette colonie, est forcé de se rembarquer. — Le mulâtre Pelage reste fidèle à la métropole, qui n'en ordonne pas moins une expédition contre lui.

Le canon des Invalides retentissait encore dans Paris pour annoncer l'heureux événement des préliminaires de Londres, que déjà le premier consul tournait ses regards vers les colonies, qui réclamaient avec tant d'instance les secours de la mé-

tropole, et qu'un événement déplorable venait de livrer à tous les ressentiments de la France (1).

Nous avons laissé Saint-Domingue au moment où le général Hédouville avait été forcé de se rembarquer (chapitre LXXX). Ce commissaire du Directoire, certain des relations clandestines que Toussaint entretenait avec les Anglais, crut prudent, avant son départ, d'en donner avis au général Rigaud, en l'engageant à rester fidèle à la république dans la partie du Sud; précaution qui devait amener quelques dissensions sans doute, mais dont l'effet devait naturellement balancer l'influence de Toussaint, et le retenir dans les liens de la métropole,

Une guerre civile, non moins cruelle que celle de 1793, ne tarda pas à éclater entre des hommes si violents. Les animosités de caste sont pires que celles qui résultent d'opinions politiques, et quand elles sont alimentées par des passions africaines, il n'est pas étonnant qu'elles présentent tous les symptômes d'une barbarie sans frein. Les deux partis coururent donc aux armes; les noirs de Toussaint, avec l'aveugle enthousiasme qu'ils avaient pour un chef presque toujours victorieux, et la haine qu'ils vouaient aux hommes de couleur; ceux-ci avec la rage que leur inspirait la seule idée de passer sous le joug de ces Caffres qu'ils méprisaient et abhorraient.

Rigaud débuta par surprendre Léogane, sous prétexte que cette ville devait appartenir à son commandement, et il fit main-basse sur ses plus acharnés ennemis: s'étant emparé ensuite de Jérémie et Goaves, ses troupes y égorgèrent sans pitié les agents des noirs et des Anglais. Toussaint, non moins indigné de cet événement que de la résistance qu'on opposait à son autorité, concentre ses forces pour accabler son adversaire. Au moment de quitter Port-au-Prince, où les hommes de couleur avaient un parti si puissant, cet homme inconcevable monte en chaire, s'adresse aux auditeurs dont il se méfie le plus, leur annonce son départ, leur prédit la chute de Rigaud et la ruine de leur couleur; puis les apostrophe ainsi : « Je vois au fond de vos cœurs : vous étiez prêts à » vous soulever contre moi; mais bien que toutes » les troupes aillent incessamment quitter la partie » de l'Ouest, j'y laisse mon œil et mon bras: mon » œil qui, saura vous surveiller, mon bras qui » saura vous atteindre. »

Un mouvement habilement combiné par Rigaud sur les derrières de Toussaint, faillit soulever tout le Nord contre lui et ruiner à jamais les affaires des noirs; mais la défiance et les cruautés exercées par les implacables mulâtres sur les propriétaires blancs des Gonaïves et du Gros-Morne, rattachèrent à Toussaint une foule de colons qui sûrs de trouver en lui un appui, firent échouer l'entreprise.

Cependant, les hommes de couleur, favorisés dans leurs projets par la défection de deux officiers noirs attachés à la métropole, marchent déjà tête levée, croyant Toussaint enfermé dans le Port-au-Prince dont ils avaient gagné le commandant Christophe-Mornet. Mais tout à coup le chef infatigable des noirs fait rouler dans la poussière les têtes de ceux qui l'ont trahi; ensuite il se porte avec la rapidité de l'aigle du Port-au-Prince vers le Nord, force, de nuit, le passage du pont de l'Ester; fond sur les hommes de couleur qu'il surprend; délivre les blancs prisonniers dans les quartiers des Gonaïve et du Gros-Morne, puis vient soumettre le môle Saint-Nicolas, après avoir échappé à des dangers sans fin et rompu partout les trames de ses ennemis.

De retour au Cap, on s'attendait aux plus horribles vengeances, mais quoiqu'il eût débuté par accabler les hommes de couleur de mauvais traitements, il proclama leur pardon à la suite d'une messe solennelle, au moment où l'on y comptait le moins.

Malgré cet acte de clémence envers des citoyens désarmés, la guerre ne s'en continuait qu'avec plus d'exaspération entre ceux des deux castes qui avaient les armes à la main; la défense de Jacmel par Pétion, la sortie désespérée à la suite de laquelle il se fit jour, et vingt faits d'armes non moins bril-

(1) Nous n'avons point le projet d'offrir ici une histoire de ce qui se passait dans les colonies, après ce qu'en ont dit le général Pamphile Lacroix et le colonel Boyer de Peyreleau dans son *Tableau des Antilles*. Aussi, ne voulons nous en donner le précis que pour compléter le tableau des événements de cette époque.

lants, signalèrent la résistance des hommes de couleur, qui compensaient leur grande infériorité numérique, par des talents supérieurs et un courage à toute épreuve. Cependant, à la longue, les masses triomphent, et les noirs, malgré vingt échecs sanglants, n'en refoulèrent pas moins Rigaud dans les Cayes où il se vit bientôt investi. Après avoir fait un horrible désert de toute cette contrée pour en interdire l'approche, il s'apprêtait à défendre ses murs en désespéré comptant que ses partisans de la province du Nord reprendraient le projet formé contre le dictateur africain, et voleraient à son secours.

Toussaint, embarrassé d'une entreprise dont il entrevoyait toutes les difficultés, semblait décidé à la suspendre, et toujours adroit quand il s'agissait de donner le change à l'opinion, il força l'agent Roume à prendre un arrêté pour faire occuper la partie espagnole, cédée par le traité de Bâle, mais dont une prudence louable avait fait différer la prise de possession. Le général Agé, chargé de cette tâche, ayant trouvé une opposition à laquelle on ne s'attendait pas, Roume confus révoqua son arrêté, et alla bientôt expier dans l'exil une rétractation qui blessait l'impérieux chef des noirs.

Sur ces entrefaites, le colonel Vincent revint de France, accompagné de deux autres commissaires : il annonçait l'élévation de Bonaparte au consulat, et portait l'ordre à Rigaud de se rendre en France, en laissant le commandement général à son implacable ennemi.

En effet, à peine le premier consul eut-il pris le timon des affaires, qu'il songea à s'occuper des moyens de mettre un terme à cette affreuse guerre civile. Il calcula que les hommes de couleur, malgré leur supériorité morale, ne manqueraient pas de succomber ; que si l'on persistait dans les vues d'Hédouville et du Directoire, qui s'étaient imaginé de balancer les partis l'un par l'autre, on les mécontenterait tous deux ; et que la guerre finirait par la destruction des hommes de couleur, dont il était urgent de se ménager l'appui pour le temps où l'on pourrait s'occuper sérieusement de relever l'autorité de la métropole. D'ailleurs, l'état permanent de guerre détournant les cultivateurs de leurs travaux, habituerait toute la population au brigandage ; chance également désastreuse pour la sûreté politique de la colonie et la richesse de ses produits.

La France n'ayant aucun motif coercitif, aussi longtemps que durait la guerre maritime, devait renoncer à maintenir une exacte pondération entre deux partis aussi exaltés. Ce motif détermina le premier consul à s'appuyer sur le plus fort, en accordant toute confiance à Toussaint et à ses noirs.

La situation était délicate, et, pour en présenter le tableau, nous ne saurions nous servir de couleurs assez vives, sans les emprunter au premier consul lui-même : « Le colonel Vincent, dit-il, » était fort avant dans la confiance de Toussaint, » dont il était le chargé d'affaires. Il se trouvait » alors à Paris. Le premier consul le fit appeler, » lui fit connaître sa partialité pour les noirs, sa » confiance entière dans le caractère de Toussaint, » et le renvoya dans la colonie, porteur, 1° du dé- » cret qui nommait Toussaint-Louverture général » en chef de Saint-Domingue : 2° de la constitu- » tion de l'an VIII ; 3° d'une proclamation aux » noirs, où il leur disait : *Braves noirs, souvenez-* » *vous que la France seule reconnaît votre li-* » *berté !* Il joignit au colonel Vincent deux autres » commissaires, et les chargea de prendre de con- » cert toutes les mesures nécessaires pour rétablir » le calme et faire cesser les hostilités. Cette sage » politique eut les plus heureux effets. Rigaud re- » passa en France, les hommes de couleur posè- » rent les armes, l'autorité des noirs fut recon- » nue sans contradiction dans toute la colonie ; ils » se livrèrent à l'agriculture ; la colonie parut un » moment renaître de ses cendres ; les blancs fu- » rent protégés ; les hommes de couleur même, ga- » rantis par l'influence morale de la métropole, » respirèrent et se remirent des pertes qu'ils avaient » faites. Les années 1800 et 1801 furent deux an- » nées de prospérité pour la colonie ; l'agriculture, » les lois, le commerce refleurirent sous le gou- » vernement de Toussaint-Louverture ; l'autorité » de la métropole fut reconnue et respectée, du » moins en apparence, car Toussaint rendait » compte exactement tous les mois au ministre de » la marine.

» Cependant les vraies dispositions des chefs

» noirs ne purent échapper longtemps au gouvernement français. Toussaint continuait à avoir » des intelligences secrètes à la Jamaïque et à » Londres, il se permettait dans son administration » des irrégularités qui ne pouvaient pas être attribuées à l'ignorance. Il avait constamment éludé » l'ordre réitéré de faire écrire en lettres d'or sur » les drapeaux ces termes de la proclamation du » premier consul : *Braves noirs, souvenez-vous* » *que la France seule reconnaît votre liberté!*

» Lorsque l'amiral Gantheaume appareilla de » Brest au commencement de 1801, avec une division de troupes, sous les ordres du général » Sahuguet, il embarqua à son bord un bon nombre de noirs et d'hommes de couleur, de créoles » destinés pour Saint-Domingue. Toussaint en parut vivement inquiet; l'on sut que dès lors il » avait résolu de refuser l'entrée aux troupes françaises si elles étaient au-dessus de 2,000 hommes, et d'incendier le Cap si l'armée de Sahuguet » était assez forte pour qu'il ne pût pas défendre » la ville; mais l'amiral Gantheaume donna dans » la Méditerrannée; il était destiné pour l'Égypte.

» La situation prospère où se trouvait la république dans le courant de 1801, après la paix » de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment où » l'Angleterre serait obligée de poser les armes, » et où l'on serait maître d'adopter un parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en présenta alors » deux aux méditations du premier consul : le premier de revêtir de l'autorité civile et militaire » et du titre de gouverneur général de la colonie, » le général Toussaint-Louverture; de confier les » commandements aux généraux noirs; de consolider, de légaliser l'ordre de travail établi par » Toussaint, qui déjà était couronné par d'heureux succès; d'obliger les fermiers noirs à payer » un cens ou redevance aux anciens propriétaires » français; de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant » surveiller les côtes par de nombreuses croisières. » Le deuxième parti consistait à reconquérir la » colonie par la force des armes; à rappeler en » France tous les noirs qui avaient occupé des » grades supérieurs à celui de chef de bataillon, » à désarmer les autres en leur assurant la liberté » civile, et en restituant les propriétés aux colons.

» Ces projets avaient chacun des avantages et » des inconvénients. Les avantages du premier » étaient palpables : la république aurait une armée de 25 à 30,000 noirs qui ferait trembler » toute l'Amérique; ce serait un nouvel élément » de puissance qui ne lui coûterait aucun sacrifice, » ni en hommes, ni en argent. Les anciens propriétaires perdraient sans doute les trois quarts » de leur fortune; mais le commerce français n'y » perdrait rien, puisqu'il jouirait toujours du privilége exclusif. Le deuxième projet était plus » avantageux aux propriétaires colons, il était » plus conforme à la justice; mais il exigeait une » guerre qui entraînerait la perte de beaucoup » d'hommes et d'argent : les prétentions contradictoires des noirs, des hommes de couleur, des » propriétaires blancs, seraient toujours un objet » de discorde, d'embarras pour la métropole; » Saint-Domingue serait toujours sur un volcan.

» Le premier consul inclinait donc pour le » premier parti, parce que c'était celui que paraissait lui conseiller la politique, celui qui donnerait le plus d'influence à son pavillon dans l'Amérique. Que ne pouvait-il pas entreprendre » avec une armée de 25 à 30,000 noirs sur la » Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur les États-Unis, même sur les colonies espagnoles? Pouvait-on mette en compensation de si grands intérêts » politiques avec quelques millions de plus ou de » moins qui rentreraient en France. Mais un pareil projet avait besoin du concours des noirs; » il fallait qu'ils montrassent de la fidélité à la » mère-patrie et à la république qui leur avait fait » tant de bien. Les enfants de leurs chefs, élevés en » France dans les écoles coloniales établies à cet » effet, resserraient tous les jours davantage les » liens de ces insulaires avec la métropole. »

Tous ces aperçus étaient spécieux; mais il fallait, pour obtenir un résultat de ces derniers calculs, que Toussaint consentît à embarquer ses régiments de noirs, et il était imprudent de s'en flatter. Bonaparte convient lui-même que les relations de ce chef avec la Jamaïque et Londres avaient transpiré, et qu'on avait déjà lieu de s'en méfier.

Le colonel Vincent, débarqué au Cap avec les arrêtés flatteurs des consuls, reçut de Toussaint

le bon accueil auquel il devait s'attendre. Mais lorsqu'il vint descendre aux Cayes pour y notifier à Rigaud la décision du gouvernement consulaire, il faillit devenir victime de la fureur de ce chef. Il faut l'avouer, un tel arrêt devait paraître injuste à un homme qui avait rejeté avec dédain les offres de l'Angleterre. Rigaud s'abandonna à tous les emportements du désespoir, et tantôt disposé à immoler Vincent, tantôt prêt à se poignarder lui-même, il fallut que ses officiers l'entraînassent pour le décider à obéir. Il voulut néanmoins rassembler une dernière fois les habitants de la plaine par le tocsin, mais effrayé du petit nombre qui s'en présenta, il s'embarqua enfin avec Pétion pour la France.

Toussaint, au comble de ses vœux, et triomphant, n'en resta pas plus longtemps fidèle à la mère-patrie. La cessation de la guerre civile et la concentration de tous les pouvoirs, lui permirent de reprendre aussitôt le projet d'occuper de gré ou de force la partie espagnole, bien qu'il n'en eût aucun ordre du gouvernement français. Santo-Domingo, disait-il, était devenu le refuge des blancs contre-révolutionnaires; c'était là que les violents ennemis des noirs trouvaient un asile, et d'où partaient leurs trames pour troubler la colonie. D'ailleurs il fallait, selon lui, une réparation à l'insulte qu'on avait faite en renvoyant ignominieusement le général Agé.

Dix mille hommes divisés en deux colonnes, l'une au Sud, sous ses ordres immédiats, l'autre au Nord, sous le général Moyse, entrèrent sur le territoire espagnol, en même temps que Toussaint faisait remettre au gouverneur Garcia une lettre où il s'efforçait de lui expliquer le motif de cette agression. Ce fonctionnaire n'avait pas de forces suffisantes pour s'y opposer. En vain le général français Kerverseau et les délégués de l'agence provoquèrent-ils la résistance; le défaut de moyens força l'autorité espagnole à se soumettre après quelques escarmouches; et Toussaint fit à Santo-Domingo une de ces entrées triomphales auxquelles il avait pris goût depuis celle du Môle Saint-Nicolas. Il affecta, dans cette expédition, un dévouement extrême pour la république, dont il prétendait que les lois et les traités avaient seuls guidé sa conduite. Au surplus, une discipline sévère parmi les troupes noires, de grandes caresses prodiguées au clergé espagnol, et les avantages réels d'un commerce réciproque, les bienfaits d'une administration plus active et plus éclairée que celle du conseil des Indes, eurent bientôt façonné les colons à leur nouveau joug; et cette invasion, redoutée comme une calamité, devint, il faut l'avouer à la honte des Européens, une source de bonheur pour cette contrée.

Toussaint, après s'être promené en triomphe sous un dais, et au bruit du canon, dans toute la partie espagnole, revint au Cap, où l'attendait enfin la grande décision qui allait séparer pour toujours Saint-Domingue de la France.

Les heureux résultats que son système de culture et de fermage avait produits, les avantages qui résultèrent de cette réunion du vaste territoire de Santo-Domingo, et les illusions qu'on s'en formait pour l'avenir, avaient réuni enfin la presque totalité des intérêts de la colonie en faveur de Toussaint. Blancs et mulâtres oubliaient leur ancienne haine et leur mépris pour sa couleur; il était impossible de ne pas reconnaître en lui un homme supérieur. S'il manquait d'instruction classique, il rachetait ce défaut par les heureuses inspirations du génie. D'abord on lui rendit justice, puis on reconnut que sans lui la colonie pourrait bien retomber dans la plus affreuse anarchie; de là, à l'encenser, il n'y avait qu'un pas, et il fut bientôt franchi. L'ex-commissaire Raimond même l'excita, dit-on, à se saisir du pouvoir comme Bonaparte, et à fixer le sort de Saint-Domingue par une constitution : mais bien avant le retour de ce commissaire, Toussaint avait fourni assez de preuves du but auquel il aspirait, pour détruire toute idée qu'il ait cédé en cette occasion à des insinuations étrangères. La mort de son neveu Moyse, qu'il fit condamner et fusiller, parce qu'il avait osé se créer un parti parmi les soldats sous ses ordres, et soutenir les cultivateurs réfractaires à son système de culture, prouve assez qu'aucun sacrifice ne lui coûterait, toutes les fois qu'il serait question d'étendre son autorité.

Après avoir éloigné, sous différents prétextes, les hommes auxquels il avait feint d'accorder quelque empire sur lui, il assembla les plus exaltés de ses partisans, et se fit présenter solennellement, le

dommagèrent en quelque sorte de l'interruption des relations commerciales. Les noirs et les hommes de couleur, satisfaits du régime qui leur donnait toute leur liberté, se montraient également attachés à la métropole.

Cependant toutes les passions et les intérêts qui avaient ébranlé Saint-Domingue, agissaient ici avec la même violence; et plusieurs factions se disputant l'autorité, menacèrent de troubler l'île. Victor Hugues fut rappelé en France; l'agent général Desfourneaux qui lui succéda, déporté par un coup de parti, fut remplacé par une commission de trois membres; mais celle-ci, bientôt mutilée à son tour par la déportation du même général Lavaux qui s'était illustré par sa belle défense à Saint-Domingue, ne représentait dignement ni la métropole ni les divers partis de la colonie. Son administration parut d'autant plus onéreuse, que la prospérité générale allait en déclinant.

La mésintelligence entre les États-Unis et la France s'étant prolongée, et les premiers ayant armé plusieurs bâtiments pour protéger leur commerce, la course, ne produisit plus rien; les cultures, péniblement établies par le général Desfourneaux sur le même pied que Toussaint les avait mises à Saint-Domingue, ne reprenaient pas avec autant d'activité, faute d'un chef noir qui eût assez d'ascendant sur les cultivateurs. Nonobstant cela, une tranquillité éphémère régnait dans l'île; mais le volcan faiblement recouvert pouvait éclater aussitôt qu'on agiterait des questions qui toucheraient aux intérêts et aux passions de tous.

Les consuls portant leurs regards vers les Antilles, avaient résolu de donner à la Guadeloupe un régime mitigé. Un gouverneur général, un préfet colonial et un grand-juge devaient y exercer les trois branches du gouvernement, le pouvoir militaire, l'administration et la justice. Cette distinction des pouvoirs, quoique clairement spécifiée dans les arrêtés des consuls, et susceptible d'être modifiée par une déclaration de mise en état de siége, qui pouvait au besoin faire passer l'autorité entière aux mains du capitaine général, était une faute grave. Dans ces possessions lointaines, entourées d'ennemis entreprenants, obligées de se suffire souvent et longtemps à elles-mêmes, il fallait plus que partout ailleurs éviter de froisser les amours-propres et d'élever des conflits d'autorité; un gouvernement fort et concentré était donc le seul qui leur convînt.

L'amiral Lacrosse fut désigné pour gouverneur général de la Guadeloupe. Lescalier eut la place de préfet colonial, et Coster la justice. Le premier prit les devants et arriva, le 29 mai 1801, à la Pointe-à-Pitre avec le général Bethencourt, chargé du commandement des troupes. Il y fut d'abord bien accueilli, mais les premiers actes de son autorité ne tardèrent pas à exciter le mécontentement. On le soupçonna d'être ennemi des hommes de couleur; quelques arrestations faites parmi les officiers de cette caste qui avaient le plus concouru à la délivrance de l'île, ne laissèrent plus de doute sur le projet de les éloigner des affaires, et sur le rétablissement successif du système qui avait jadis régi les colonies françaises. Un passe-droit fait au colonel Pelage, mulâtre de mérite, qui avait servi d'une manière brillante à la Martinique et à Sainte-Lucie, donna bientôt un chef à ces mécontents (1). La publication de la constitution coloniale de Saint-Domingue était faite pour exciter les ambitieux, et il n'en manquait pas à la Guadeloupe.

Toutefois la bonne harmonie n'avait point encore été troublée, lorsqu'un incident dont la cause est peu connue, précipita le moment de l'explosion. A l'instant où Lacrosse se proposait de passer quelques mois à la Basse-Terre, son chef d'état-major ordonna à la Pointe-à-Pitre l'arrestation de plusieurs officiers mulâtres, et notamment celle du colonel Pelage et du capitaine Ignace (21 octobre). Le dernier parvint à s'y soustraire et souleva les troupes casernées au fort de la Victoire. Pelage arrêté un instant, réussit à s'évader, et courut chercher un refuge à ce fort, où il trouva les troupes déjà insurgées à la voix d'Ignace. Elles se portent en vociférant chez le chef d'état-major et le

(1) Le général Bethencourt qui s'était gagné tous les cœurs par la douceur de ses formes étant mort, le commandement des troupes appartenait à Pelage, qui était arrivé en 1799 avec Lavaux, Janet, etc. L'amiral s'en investit lui-même, et mécontenta ainsi un officier sur lequel on aurait pu compter.

commissaire général de police : l'un et l'autre sont conduits au fort ; les papiers saisis chez le dernier prouvent l'existence de listes de proscription. On y trouve des lettres annonçant que les mulâtres envoyés quelques mois auparavant en France par mesure de sûreté, devaient être déportés à Madagascar : à cette nouvelle, la fureur fut portée au comble, déjà on agitait la question du massacre des blancs, et il fallut toute la fermeté et le bon esprit de Pelage pour les sauver.

Lacrosse considérant cet événement comme une révolte instiguée par Pelage, s'était mis à la tête des troupes de la Basse-Terre pour marcher contre lui, en le déclarant hors la loi. Mais bientôt éclairé sur le véritable état des choses et comptant peu sur les soldats dont il était accompagné, il se décida, à la demande de Pelage, de venir à la Pointe-à-Pitre, dans l'espoir de ramener par sa présence l'ordre et la confiance dans les troupes. Lacrosse voyant le bon accueil qu'on lui faisait, crut pouvoir se montrer sévère, et les menaces qu'il se permit envers Pelage et d'autres officiers, rallumèrent en un clin d'œil tout le courroux des noirs. Des chasseurs se précipitent sur lui pour le percer de leurs baïonnettes, Pelage le couvre de son corps, et, atteint lui-même au visage, voit couler son sang pour sauver les jours de son persécuteur. Tous deux se rendent ensuite au fort de la Victoire pour haranguer les soldats. Mais déjà Pelage lui-même n'en était plus maître, et le farouche Ignace, à la tête des plus exaltés, se saisit de l'amiral et le détint, jusqu'à ce que Pelage et les commissaires civils provisoires, nommés par les habitants, eussent obtenu qu'on le renvoyât sain et sauf en France.

Jeté, le 5 novembre, à bord d'un bâtiment danois qui allait mettre à la voile, puis arrêté par les Anglais, et déposé à la Dominique, Lacrosse y reçut bientôt la nouvelle des préliminaires de Londres, et se décida à établir dans cette île anglaise, le siége et le gouvernement régulier de la Guadeloupe, qui se trouva bientôt complété par l'arrivée du commissaire et du préfet colonial.

Cette scission fut d'autant plus malheureuse, que Pelage et les commissaires provisoires s'efforcèrent de leur côté de démontrer à la France qu'ils professaient un attachement sincère pour la métropole, et que l'imprudence seule de Lacrosse ou de ses alentours lui avait attiré ces mauvais traitements. La fermeté du colonel mulâtre garantit la colonie des horreurs de l'anarchie. Quatre mille soldats noirs indisciplinés et 2,000 matelots renforcés d'une foule de vagabonds, menaçaient l'île du sort de Saint-Domingue. Non moins énergique que Toussaint, Pelage fit tout rentrer dans l'ordre ; à sa voix, les propriétaires reprennent confiance, des exécutions sévères préviennent l'insurrection, la discipline est rétablie, et la Guadeloupe sauvée. Fort de ces titres, le conseil colonial redouble ses démarches pour obtenir la sanction la de métropole, mais ses députations sont également repoussées à la Dominique et à la Martinique. Aussitôt qu'il apprit l'arrivée de Leclerc à Saint-Domingue, le conseil lui député de même pour lui demander un chef en attendant l'arrivée de celui qui était annoncé, et il envoya en effet Boudet avec 200 grenadiers, ainsi que nous l'avons dit. Mais ce détachement n'arriva pas à temps pour prévenir l'orage.

Les consuls, informés de ces événements par les fonctionnaires intéressés à leur déguiser la vérité, ordonnèrent aussitôt une expédition pour soumettre des hommes qu'on leur présentait comme des rebelles (1). Le général Richepanse, qui venait de se couvrir de gloire dans la campagne d'Autriche, eut la tâche pénible de combattre des colons tous dévoués à la France, et victimes des fausses combinaisons d'un parti réactionnaire. Avant de rendre compte de ses opérations, nous devons revenir en Europe pour jeter un coup d'œil sur ce qui s'y passait, puis rapporter celles du général Leclerc à Saint-Domingue.

(1) C'est d'après l'opinion du colonel Boyer, qui a commandé dans l'île, et surtout d'après le rôle que joua dès lors Pelage, que nous croyons que le gouvernement français fut trompé sur la nature de cette révolte.

CHAPITRE CXIII.

Paix définitive d'Amiens. — État de la France. — Promulgation solennelle du concordat et de ses articles réglementaires. — Bonaparte est nommé consul à vie. — Abdication du roi de Sardaigne. — Réunion du Piémont à la France. — Affaires germaniques. — Longs débats de la députation de l'Empire pour le règlement des indemnités. — Médiation de la Russie et de la France. — Recès de la diète qui bouleverse l'Allemagne.

Si les préliminaires de Londres excitèrent l'allégresse d'une partie du peuple anglais, ils trouvèrent aussi des censeurs parmi ces patriotes exaltés dont la Grande-Bretagne fourmille.

La communication officielle en ayant été faite le 30 octobre au parlement, les champions de ce parti exclusif, Grenville et Windham surtout, critiquèrent sans ménagement les conditions du traité, prétendant qu'elles étaient beaucoup plus avantageuses à la France qu'à l'Angleterre : ce dernier déclara : « *Que les ministres ayant signé » l'arrêt de mort de la patrie, il ne savait s'il » était convié à une fête ou à des funérailles.* » Selon lui, on accordait à la France les moyens de disputer l'empire des mers, puisqu'on lui rendait son commerce, et qu'on lui laissait rétablir sa marine. Il se réservait de prouver à la discussion que la paix n'était ni sûre ni nécessaire. L'opposition, par un motif contraire, approuvait la paix, mais en blâmant ses stipulations, qui, au dire de Shéridan même, entraînaient la dégradation nationale : tristes pronostics pour la durée d'un traité, dans un pays où l'intérêt particulier, indivisible de l'honneur national, est la première des vertus, le plus saint des devoirs! C'était la première fois depuis la guerre, qu'on voyait voter les Fox, les Shéridan, dans le même sens que les appuis constants du ministère. Pitt ajouta à l'étonnement public en se proclamant le défenseur d'un traité qu'il avait mis sa gloire à ne pas signer. Au reste, les débats qui eurent lieu dans la chambre haute, prouvent combien tout ce qui tient à la politique extérieure, offre de nuances diverses selon qu'on l'examine à travers le prisme des passions; ils montrent en même temps l'aptitude des Anglais pour ces sortes de discussions. Les partisans du ministère s'appliquèrent à démontrer l'avantage de l'acquisition des îles de Ceylan et de la Trinité; l'une placée en vedette des vastes possessions de l'Inde, l'autre heureusement située pour observer l'Amérique méridionale, et servir de point de départ offensif contre les riches provinces espagnoles de Caracas et de Venezuela, ou contre les possessions françaises et hollandaises de la Guyane. La sanction des conquêtes faites sur Tippoo, et l'affranchissement de l'Égypte, n'échappaient pas non plus à ces apologistes.

Lord Spencer attaquait, il est vrai, le traité avec des arguments plus spécieux que solides, mais assez puissants pour soulever l'orgueil national qu'il prétendait offensé. « On n'avait tiré, » disait-il, qu'un faible fruit d'immenses sacrifices; » on rendait à la France et à ses alliés des établissements qui avaient coûté de grands efforts, et » dont on devait la conservation aux braves qui les » avaient conquis, aussi bien qu'à la sécurité de » l'empire britannique et à ses garanties contre » l'agrandissement de la France sur le continent.

» La protection qu'on prétendait devoir aux alliés était une excuse dérisoire, puisqu'on avait » laissé arracher Olivenza au Portugal, et qu'on » ne faisait aucune mention de la maison d'Orange » qui s'était sacrifiée pour l'Angleterre et dont le » dévouement était récompensé par l'ingratitude » et le silence.

» La cession du Cap et de Cochin, rouvrait la » route de l'Inde; la France acquérait une position redoutable à l'entrée du fleuve des Amazones et recouvrait les Antilles, tandis que l'Angleterre s'excluait elle-même de la Méditerranée » en rendant Malte. »

A l'exagération de ces reproches, lord Spencer ajoutait le regret de voir consolider par cette paix les principes de la révolution française, au moment où Bonaparte leur portait les derniers coups. Ce n'était pas la seule erreur qu'on pût lui reprocher. Les possessions menaçantes qu'il voyait à l'embouchure du fleuve des Amazones, ne pouvaient être que le territoire désert de la Guyane jusqu'au Cap-Nord et à la rivière d'Arowary, dont les préliminaires ne faisaient pas mention; on savait seulement que le Portugal l'avait cédé à la France par le traité de Madrid. Quant à Cochin et au cap de Bonne-Espérance, déclarés ports francs, ce n'étaient pas des possessions capables d'inspi-

rer à l'Angleterre des inquiétudes sérieuses sur le commerce de l'Inde.

Malgré tant de clameurs, les nouveaux ministres persistèrent à suivre le système qui les avait déterminés à cette négociation; et lord Cornwallis fut désigné pour se rendre au congrès d'Amiens, où il devait mettre le sceau à la paix définitive, de concert avec Joseph Bonaparte, le chevalier d'Azara et Schimmelpenninck, chargés de stipuler, le second au nom de l'Espagne, le troisième pour la Hollande. Le négociateur anglais reçut à Paris l'accueil le plus distingué, et on poussa la prévenance jusqu'à lui accorder des honneurs inusités. Quoique ses compatriotes se montrassent sensibles à ces attentions, et que les préliminaires eussent posé les bases d'une manière assez précise pour qu'on pût se flatter d'amener les négociations promptement à leur fin, on s'aperçut, à l'ouverture des conférences d'Amiens, que l'ancienne jalousie et une méfiance invétérée présidaient aux moindres pensées des deux cabinets.

Malte se présenta d'abord comme la pierre d'achoppement; les précautions minutieuses pour la remise et le sort futur de cette île, attestent mieux qu'aucune dissertation militaire, le prix que chacune des puissances attachait à ce que ce poste fût mis hors de l'atteinte de sa rivale. L'ordre de Saint-Jean de Jérusalem auquel on devait le restituer, alors dispersé, et en état de schisme, n'était qu'un gardien suspect ou insuffisant aux yeux de l'Angleterre, qui en était exclue par sa religion. Lord Cornwallis observa d'abord, que si l'établissement d'une langue anglaise était incompatible avec les statuts de l'ordre, il fallait, par réciprocité, qu'il n'y eût pas de langue française. On tomba d'autant plus facilement d'accord sur ce point, que cet ordre de chevalerie était en effet incompatible avec les institutions de la république. Il n'en fut pas de même sur le fond; Bonaparte proposa de raser les fortifications de Malte, d'en faire un lazaret commun à toutes les nations, et de rendre l'ordre à ses fonctions primitives, en transformant les chevaliers en simples hospitaliers. L'Angleterre s'y opposa, sans doute dans l'espoir de se ressaisir un jour de ce formidable boulevard. Le consul proposa alors de mettre l'île sous la suzeraineté du roi de Naples, mais sous la garantie de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. Si les troupes de l'ordre étaient insuffisantes pour sa garde, chacune des six grandes puissances aurait fourni son contingent. Malte eût été respecté en temps de guerre et aurait servi de lazaret à tous les partis.

L'Angleterre adhéra à cette proposition avec quelques modifications; elle voulait que la garnison, au défaut de troupes maltaises, fût composée de Napolitains. Le palais des rois de Naples se trouvant sous le canon des flottes britanniques, il eût été facile à celles-ci, en cas de guerre, d'entraîner le gouvernement des Deux-Siciles dans les intérêts du cabinet de Saint-James, et d'en obtenir, sinon la remise, du moins la libre entrée à Malte pour ses escadres. Bonaparte déclina une partie de ces prétentions, et afin que l'ordre demeurât indépendant, il proposa de mettre à Malte une garnison suisse jusqu'à ce qu'il pût se défendre par lui-même. On a dit qu'il traîna ces débats en longueur, pour avoir le temps de terminer l'organisation de la république italienne, dont la consulta, assemblée alors à Lyon, lui déférait la présidence. En effet, il n'était point indifférent pour lui de donner lieu à une réclamation, avant ou après la signature du traité; ce n'est pas qu'il importât au consul que le traité le reconnût formellement comme président de la république, mais il tenait à ce qu'il fût postérieur à cet acte, afin qu'il pût s'en prévaloir en cas de rupture, comme ayant acquis force de chose jugée.

Enfin l'inflexibilité du cabinet de Saint-James, triompha de ces obstacles; il fut arrêté que le roi de Naples fournirait à Malte une garnison de 2,000 hommes pendant un an, à dater de la remise des forts, et que, si l'ordre n'avait pas levé à cette époque des forces estimées suffisantes pour garder l'île et ses dépendances, les troupes napolitaines y resteraient jusqu'à ce qu'elles y fussent remplacées par un nombre de troupes convenu entre les puissances garantes.

Après quelques autres débats sur une extension de territoire réclamée par la France autour de Pondichéry, et sur les pêcheries de Terre-Neuve, les plénipotentiaires ayant écarté la question de la reconnaissance des nouveaux États d'Italie par

le gouvernement anglais, la paix fut enfin signée le 27 mars.

On a élevé des doutes sur la bonne foi des deux parties contractantes. De grandes lacunes rendaient le traité incomplet, et devaient nécessairement susciter sous peu des démêlés sérieux entre elles. La position personnelle de Bonaparte lui faisait attacher un grand prix à cette paix, qui l'élevait, dans l'opinion, au plus haut degré de gloire : en donnant une impulsion à la prospérité intérieure de la France, elle lui facilitait les moyens de franchir l'espace qui le séparait du trône, auquel tout porte à croire qu'il aspirait déjà. Sa sincérité ne saurait donc être mise en doute, du moins à l'époque où il stipula ; car toutes les lacunes signalées étaient en sa faveur, et il lui suffisait pour en profiter de laisser subsister les choses dans l'état où le traité les plaçait.

Il n'en était pas de même du gouvernement anglais. En écartant toute discussion sur la Toscane et sur le Piémont, dont les princes dépossédés étaient naguère encore ses alliés, on doit croire que le cabinet de Saint-James se ménageait des prétextes de rupture. A ne considérer la chose que sous le rapport des formalités politiques, le royaume d'Étrurie pouvait exister sans être reconnu à Londres, et certes la paix maritime n'eût pas été troublée d'un siècle; mais comment le port de Livourne pouvait-il s'ouvrir au commerce anglais, si le ministère refusait de reconnaître le prince qui y régnait? La question du Piémont était bien plus sérieuse encore : postérieurement au traité de Lunéville, ce pays avait été divisé en six départements. Ce n'était pas une réunion formelle, à la vérité, mais le général Jourdan les administrait au nom de la France, et la dénomination de 27e division territoriale donnée à cette vaste principauté était un présage du sort qui lui était réservé. L'Angleterre ne put, sans arrière-pensée, se taire sur une circonstance aussi grave; car, en supposant même que le gouvernement français différât longtemps cette réunion, il n'en était pas moins vrai qu'il administrait ce pays pour son compte, qu'il disposait de ses revenus, de ses troupes et de ses places de guerre; enfin qu'il l'habituait à son autorité, par des transitions insensibles.

La Suisse avait été l'objet d'un silence non moins extraordinaire; et bien que les comptoirs ou les flottes britanniques n'eussent rien à démêler avec les habitants des rochers du Saint-Gothard, le sort d'un État lié à la France, par tant de rapports politiques, commerciaux et militaires, devait importer beaucoup au ministère de Georges III.

On ne tarda pas, ainsi qu'on le verra plus loin, à juger l'importance de ces omissions, dont on ne saurait imputer la faute qu'à la partie intéressée à régler ces différents objets. Quoi qu'il en soit, ce traité différait peu des préliminaires. La seule différence notable, était relative à la maison d'Orange pour laquelle les observations de lord Spencer ne furent pas perdues, en faveur de laquelle on stipula une indemnité; d'un autre côté, les cessions faites par le Portugal, dans la Guyane au moment du traité, furent sanctionnées, et le sort de Malte réglé.

Ces modifications n'étaient point de nature à mériter, au traité définitif, un meilleur accueil qu'aux préliminaires. Le commerce anglais, qui avait vu avec quelque inquiétude l'armement français parti pour les Antilles, et la soumission prochaine de Saint-Domingue, se montra moins satisfait de cette paix qu'il ne l'avait paru d'abord. L'aristocratie s'indignait de voir qu'une souche démocratique et républicaine put porter de bons fruits. On eût dit que les premiers actes d'un gouvernement habile et vigoureux lui faisaient pressentir toutes les difficultés qu'elle aurait à surmonter et les obstacles qu'opposerait Bonaparte à ses entreprises. Les partis opposés s'étant appliqués à dénigrer les préliminaires, il n'était pas étonnant que le traité définitif fût reçu par la multitude avec une froideur qui contrastait d'une manière frappante avec l'enthousiasme qu'on avait montré pour le premier.

Les mêmes objections furent reproduites dans les deux chambres, à la lecture du traité d'Amiens: lord Grenville les attaqua avec sa logique forte et concise; il s'appliqua à démontrer que le ministère, en rendant à la France toutes ses colonies, n'avait rien fait pour diminuer sa prépondérance sur le continent. Depuis les préliminaires, la consulta de Lyon avait doublé l'influence de Bonaparte sur l'Italie : le bruit de la cession de la Louisiane à la France, tenue secrète depuis deux ans, commençait à répandre l'alarme en Amérique, aussi

bien qu'en Angleterre : enfin, la mort du duc de Parme faisait tomber ce duché entre les mains de Bonaparte, à qui l'île d'Elbe était déjà assurée.

Tous les partis se réunirent, et l'animosité fut poussée si loin, que Windham reprocha même au ministère d'avoir pris des mesures dérisoires pour garantir l'indépendance de Malte, en la plaçant sous la sauve-garde d'une puissance dont les Français occupaient les rades et bloquaient en quelque sorte la capitale.

Le ministre Hawkesbury répliqua que l'influence acquise par la France sur un des États secondaires du continent, n'intéressait l'Angleterre qu'indirectement, et qu'excepté un petit nombre de cas, on ne pouvait admettre qu'une raison de cette nature suffît pour s'engager dans une guerre interminable. Il observa en outre que l'état continental sanctionné par la paix de Lunéville, autorisait d'autant moins une rupture, que la Russie et la Prusse avaient reconnu les changements survenus en Italie. Cet argument n'était que spécieux, car aucune transaction publique ne sanctionnait l'abandon du Piémont ni de la Suisse, et la réunion de l'île d'Elbe à la France.

Cependant les clameurs de la double opposition n'empêchèrent pas le ministère de ratifier le traité; et les chambres de voter à une très-grande majorité les remercîments d'usage au roi. Les relations se rétablirent aussitôt entre les deux gouvernements. Lord Cornwallis fut nommé à l'ambassade de Paris, et le général Andréossy, officier d'artillerie, distingué, fut désigné par Bonaparte pour remplir celle de Londres.

Le traité avait été mieux reçu en France, où l'on fut scandalisé des déclamations de l'oligarchie anglaise contre le triomphe des principes révolutionnaires dont on voyait chaque jour disparaître en France les derniers vestiges.

Le concordat avec le pape avait été tenu secret pendant huit mois, pour deux raisons, la première afin d'obtenir la démission des évêque titulaires émigrés, qui paraissaient déterminés à repousser les nouveaux arrangements, la seconde pour discuter à loisir dans le conseil d'État les articles réglementaires qui devaient coordonner le système religieux de l'État avec les lumières et les besoins de la nation. On avait préludé à ces différentes mesures en établissant un ministère spécial pour les cultes, dont Portalis prit le portefeuille.

Bonaparte profita de la publication de la paix définitive pour proclamer en même temps ce grand acte de morale et de politique. C'était, aux yeux des républicains et de l'armée, un des points les plus délicats à traiter; car si chacun appréciait la morale de l'Évangile, une foule de citoyens n'en conservaient pas moins de répugnance pour ceux de ses ministres, à l'intrigue et aux cabales desquels ils attribuaient une partie des malheurs de la révolution. Il ne fallut rien moins que les soixante-dix-sept articles réglementaires pour que le concordat dissipât les craintes qu'inspirait le retour du clergé dans la république. Ces articles, gages d'une sage tolérance, réglaient les rapports des diverses confessions protestantes, et consacraient ainsi des cultes jadis frappés d'anathème; ils enlevaient aux catholiques romains tout sujet de disputes religieuses, et mettaient le concordat en harmonie avec l'esprit du siècle; mais la cour de Rome, dont ces innovations semblaient braver les dogmes et limiter l'influence, ne tarda pas à les miner sourdement.

Le concordat ainsi modifié fut promulgué le 18 avril, après avoir été soumis à la sanction du corps législatif. La cérémonie qui eut lieu à cette occasion à Notre-Dame, ordonnée avec une pompe toute nouvelle, offrit aux Parisiens étonnés un constraste frappant avec le cynisme affecté des gouvernants de 1793. Depuis les fêtes de la naissance du dauphin et la célèbre fédération du champ de Mars, nulle cérémonie n'avait frappé leurs yeux comme celle-ci. Le cortége, composé de la garde et d'un détachement des différents corps de l'armée qui accompagnaient les consuls, le légat du pape, les ministres et les députations du sénat à la cathédrale, effaçait certainement tout ce que l'éclat de la maison du roi avait laissé d'impression dans les esprits. La solennité affectée de cette cérémonie politico-religieuse fut d'un sinistre augure pour les partisans de la république, dont elle excita les murmures : ils dirent hautement qu'elle n'existait plus que dans le nom des magistratures. Des généraux (1) encoururent, pour

(1) Lecourbe, Delmas et plusieurs autres.

leur désapprobation, une disgrâce dont ils ne se relevèrent qu'en offrant leurs services à Bonaparte, dans un moment où ils jugèrent que le salut de leur patrie se rattachait à celui de sa personne.

Grâces à ses articles organiques, le concordat ne produisit d'abord que d'heureux résultats, car il rallia au gouvernement des millions d'habitants des campagnes qui gémissaient depuis neuf ans du renversement des autels. Mais au retour de la guerre, Bonaparte vit qu'il s'était fait illusion sur l'influence qu'il espérait exercer sur la cour de Rome, et, par elle, sur les peuples soumis à son autorité religieuse. Il retrouva le pape comme prince temporel dans les rangs des ennemis de la France; entraîné par l'ambition des choses de ce monde, on le vit ranimer toutes les querelles religieuses et même présenter les sages modifications apportées à ce concordat comme des actes arbitraires. La lutte engagée par suite de l'occupation d'Ancône et des possessions maritimes du saint-siége, prit de jour en jour plus d'aigreur, jusqu'à l'instant où des intérêts plus puissants encore poussant les deux partis aux extrémités, donnèrent à Bonaparte l'idée de transférer le saint-siége dans la capitale de son empire (1). Mais c'est trop anticiper sur les événements, revenons à la situation actuelle de la France.

Cet empire jouissait depuis plusieurs mois des bienfaits de la paix maritime; les étrangers affluant de toutes parts, y ranimaient le commerce intérieur et l'industrie; les ports avaient repris toute leur activité, et faisaient de nombreuses expéditions dans le Nord et les colonies; la religion était relevée; l'éducation publique reposait sur des bases admirables; les haines étaient amorties: aux exactions et aux fureurs révolutionnaires, succédaient l'ordre, le crédit et la justice. La liste des émigrés allait être annulée, et ces illustres proscrits rappelés en France, à l'exception de mille qui s'étaient le plus affichés dans les rangs ennemis ou qui avaient dirigé les mouvements de la contre-révolution. Un nouvel ordre de chevalerie, la Légion d'honneur, institué peu de temps après sur des principes généreux, ferma le gouffre du nivellement des rangs. C'était un premier pas vers le rétablissement des prééminences sociales et des notabilités fondées, non sur des vieux parchemins, mais sur le mérite personnel et les services réels rendus à la France.

La renommée n'avait pas assez de ses cent bouches pour proclamer la reconnaissance publique. Bonaparte, à qui cette gloire ne suffisait plus, songea à recueillir d'autres fruits de ses travaux. Il faisait insinuer à ses partisans, dans le tribunat et le corps législatif, que pour le salut de tous, il fallait assurer la durée de tant de prospérités. Les principes qu'il avait manifestés dans les débats sur la constitution de l'an VIII, faisaient pressentir qu'il ne s'arrêterait pas à cet essai. La France réclamait des institutions stables. Une magistrature élective tous les dix ans, et plus dangereuse par cela même que le gouvernement qui avait causé tous les désordres de la Pologne, ne convenait ni aux intérêts d'une grande nation, ni aux mœurs du siècle. Ce renouvellement décennal qui aurait amené des crises politiques à des termes fixes et prévus longtemps d'avance, fit place à une institution viagère. Le consulat fut d'abord prolongé pour dix autres années, par un sénatus-consulte du 6 mai 1802, puis converti en *Magistrature à vie,* par deux autres décrets des 2 et 4 août.

Si ces dispositions n'étaient pas encore celles que réclamait l'avenir de la France, on ne saurait du moins leur refuser une grande supériorité de prévoyance sur celles qu'elles remplaçaient. Grâce à ces heureux changements, le chef de l'État, sûr de tenir le timon des affaires jusqu'au terme de sa carrière, devait être plus inaccessible à l'esprit de faction, à l'influence étrangère et à l'intérêt particulier. L'intrigue pouvait moins facilement s'agiter pour entraver son administration, et troubler l'État à l'époque de son remplacement qui demeurait indéterminée.

Dans le temps où Bonaparte marchait à si grands pas vers le pouvoir suprême, un prince dégoûté du trône, en descendait volontairement. Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, avait abdiqué, le 4 juin, en faveur du duc d'Aoste, son frère, qui régna depuis sous le nom de Victor-Emmanuel IV. Ce prince, dont les sentiments d'inimitié envers la France républicaine, étaient assez con-

(1) *Voyez* le premier volume des *Mémoire de Sainte-Hélène,* publiés par le comte Montholon.

nus, retiré dans son île, vit avec une apparente philosophie, le démembrement de ses États de terre-ferme.

Le premier consul qui avait tout osé depuis la consulta de Lyon, ne crut pas nécessaire de dissimuler plus longtemps, et fit décréter, le 11 septembre, la réunion du Piémont à la république française. Cette démarche audacieuse étonna si fort l'Europe, qu'elle n'y apporta pas le moindre obstacle. Telle était la disposition des esprits, que la réunion d'un royaume qui dix ans plus tôt eût occasionné une guerre à outrance, n'excita, pour l'instant, aucune récrimination. La Russie, à la vérité, avait stipulé, le 11 octobre 1801, qu'on assurerait des indemnités au roi de Sardaigne; et l'on supposait que ces expressions étaient relatives à ses États d'Italie, plutôt qu'à ceux de Savoie et de Nice, en sorte que l'assentiment de cette puissance à la réunion, ne fut point mis en doute.

L'Autriche, en n'armant pas pour la défense du Piémont, laissa croire que des conventions secrètes avaient prononcé à Lunéville sur le sort de cet État. Aucun esprit sage ne pouvait imaginer que le consul, qui montrait tant d'habileté et de profondeur dans ses vues politiques et discutait avec tant de méthode ses propres intérêts, eût assez méconnu les lois de la diplomatie pour se permettre de violer ainsi les traités, aussitôt après leur conclusion.

Le mois de septembre fut signalé par un autre événement qui ne donna pas moins d'ombrage aux Anglais. Le colonel Sébastiani, officier distingué par son instruction, et propre aux missions diplomatiques, aussi bien qu'à la guerre, avait été chargé d'une tournée dans le Levant, dont le but apparent était de veiller à l'évacuation de l'Égypte, de rétablir les anciennes relations avec les puissances barbaresques et la côte de Syrie. Cette mission n'avait rien d'hostile en elle-même, bien qu'elle pût cacher des desseins éloignés; mais en la combinant avec d'autres circonstances, le cabinet de Saint-James demeura persuadé que le premier consul nourrissait encore de secrètes espérances sur l'Égypte. Du moins feignit-il d'en être alarmé, et ses agents s'efforcèrent de tous côtés de trouver la clef d'un mystère qui n'existait peut-être pas. Le rapport de Sébastiani, publié à Paris le 30 janvier 1803, loin de calmer les craintes des Anglais, ne fit que les redoubler. Si cette mission avait été dictée par le projet d'une seconde expédition en Égypte, il eût été imprudent, pour ne pas dire ridicule, de la rendre publique par des journaux officiels, et cette publicité atteste en quelque sorte toute l'innocence de la démarche. Dans le fait, c'était une reconnaissance toute simple de l'état de choses, un rapport militaire; mais il exprimait avec affectation l'intérêt qu'on portait encore dans toute l'Égypte au premier consul, et il contenait en outre des imputations graves contre le général Stuart. Toutefois, il n'y avait rien là d'offensif, car cet écrit était modéré en comparaison des pamphlets qui sortaient des presses anglaises, contre un personnage plus éminent.

Le cabinet de Londres, d'ailleurs, n'avait pas attendu de connaître ces particularités, pour montrer peu de dispositions pacifiques : le choix de lord Withworth, qui prit, le 9 décembre, l'ambassade de Paris, n'était pas d'un bon augure pour les amis de la tranquillité. Lord Hawkesbury porta bientôt des plaintes graves contre les expressions du rapport qu'il accusait d'être injurieux pour les agents et les généraux britanniques. Andréossy répliqua que la publicité de ce document était une réparation due à l'armée française pour les calomnies insérées dans l'ouvrage du colonel Wilson, puis il ajouta : « A son arrivée en Égypte, le colonel Sébastiani, à son grand étonnement, a trouvé l'armée anglaise qui devait déjà avoir évacué ce pays : il a trouvé les Turcs extraordinairement alarmés de la prolongation de son séjour, ainsi que de ses liaisons avec les rebelles du pays, en révolte ouverte contre la Sublime Porte. Il a dû concevoir que les traités qui nous lient à la Porte, et par lesquels nous lui avons garanti l'intégrité de ses possessions, nous obligeraient à nous joindre à elle; puisqu'il était simple de penser que l'Angleterre voulait déclarer la guerre, dès l'instant où elle ne voulait pas exécuter les articles du traité; car enfin, la France n'est pas réduite à un tel état d'abaissement, que l'on puisse exécuter ou non les traités conclus avec elle. De là, les recherches que cet officier a faites sur les forces qui se trou-

» vaient en Égypte, et sur la position qu'occupait » l'armée anglaise. » Le même ton d'aigreur régna dans toutes les communications des deux gouvernements jusqu'au mois de mars 1803, que leur rupture devint imminente.

Pendant que ces choses se passaient, la diète germanique avait continué à Ratisbonne le long et pénible travail des indemnités. Il ne s'agissait de rien moins que du bouleversement total de l'Empire. Cependant la sécularisation des souverainetés spirituelles permettant de distribuer une foule de petits États, donna les moyens de satisfaire les principales puissances, en leur partageant ce qui restait sur la rive droite du Rhin, des archevêchés de Mayence, Trèves, Cologne, et en disposant des évêchés de Salzbourg, Trente, Brixen, Munster, Hildesheim, Paderborn, Osnabruck, et de vingt autres qu'il serait trop long d'énumérer. Mais les petits princes des cercles du Rhin et de Souabe qui avaient perdu à la cession de la rive gauche, ou dont on voulait médiatiser les apanages pour arrondir les lots de plus puissants, nécessitèrent un travail qui semblait interminable.

Dès le mois de mai, la Bavière qui venait d'apprécier à ses dépens le prix de l'alliance anglo-autrichienne, se livra tout entière à ses anciens sentiments envers la France. Des motifs puissants devaient la déterminer à ce parti : l'Autriche, en transportant le grand-duc de Toscane au cœur de l'Allemagne, augmentait sa prépondérance dans l'Empire : dès lors la Bavière demeurait la plus exposée, non-seulement à la domination de cette puissance, mais encore à ce qu'on indemnisât le grand-duc à ses dépens. Différents projets que l'Autriche faisait déjà circuler annonçaient l'intention de demander l'échange du territoire situé entre l'Inn et l'Iser, contre des possessions en Souabe, ce qui eût fait de la capitale de l'électorat, une enclave autrichienne. Malgré la précaution d'assurer à la ville de Munich, un rayon de deux ou trois lieues sur la rive droite de l'Iser, cet arrangement ne convenait point à la Bavière, et il était tout simple qu'elle eût recours à ses alliés naturels pour s'y opposer.

Indépendamment de ces motifs, l'électeur régnant n'avait pas seulement fait la guerre comme prince de l'Empire, mais comme auxiliaire des Anglais; il avait, de plus, de nombreuses indemnités à réclamer, soit pour son apanage personnel du duché de Deux-Ponts, soit pour le palatinat du Rhin, et le duché de Juliers. Il lui importait donc de s'assurer un lot convenable, et c'était aux puissances intéressées à maintenir l'équilibre des grands États, qu'il devait s'adresser.

Une convention conclue dès le 25 août 1801, entre le baron de Cetto, et le ministe Caillard, procura à la France une confirmation authentique des cessions faites par le traité de Lunéville sur la rive gauche du Rhin. La république garantit en retour à la Bavière, l'intégrité de ses États de la rive droite, tels qu'ils étaient à la paix de Teschen, en 1779, et des indemnités non-seulement équivalentes à ses pertes, mais encore situées à sa bienséance. Ce traité particulier n'était point une innovation, car l'empire d'Allemagne, électif, mais uni depuis le xe siècle, s'était changé par la suite des temps et des abus, en fédération d'États indépendants, auxquels le traité de Westphalie reconnut le droit de faire avec les puissances voisines toutes les transactions qu'ils jugeraient convenables, moyennant qu'elles ne fussent pas dirigées contre le chef électif de l'Empire.

Le cabinet prussien avait aussi des motifs pour suivre le même système que celui de Munich; car il avait à stipuler pour les possessions de Gueldre et de Clèves, ainsi que pour la maison d'Orange. Un double traité, conclu le 24 mai 1802, régla ces importants intérêts. Il fut tenu secret pour ce qui concerne la Prusse : quant à la maison d'Orange, elle renonça au stathoudérat et reconnut la république batave, à charge par celle-ci, de conserver à son ancien chef les bénéfices de la dignité qu'il résignait, et en échange de laquelle on lui assura les évêchés de Fulde et de Corwey. Les deux puissances avaient la faculté de se mettre en possession immédiate des cessions qui leur étaient faites. Un traité de même date fixa les indemnités de la Bavière; inconnu jusqu'à ce jour, il est probable qu'il différait peu du recès de la diète que nous rapporterons plus loin.

Le duc de Wurtemberg eut recours au même moyen pour s'assurer une ample indemnité. Comme il cédait à la France la principauté de Montbeillard et plusieurs fiefs en Alsace, il se crut fondé

à faire un traité particulier avec elle pour obtenir les mêmes avantages que la cour de Munich.

Toutes ces négociations, entamées à Paris dès le commencement de 1802, étaient de nature à éveiller l'attention de l'Europe. La Russie surtout, garante du traité de Teschen, ne devait pas rester étrangère aux transactions qui allaient bouleverser l'Empire germanique. D'ailleurs, la convention secrète du 11 octobre 1801, ayant déjà reconnu le principe d'un commun accord entre le cabinet de Saint-Pétersbourg et le premier consul, le meilleur moyen d'atteindre ce but, était de s'entendre pour établir une médiation efficace entre les différents États de l'Empire qui ne parviendraient jamais à s'accorder sur tant d'échanges et de cessions réciproques. Sans cette précaution, il était à craindre qu'une foule de résistances partielles n'apportassent mille entraves à l'accomplissement de la paix. Une convention signée par le comte de Markoff, le 4 juin 1802, stipula donc que les deux puissances agiraient de concert, comme médiatrices, et l'empereur Alexandre, en la ratifiant, le 16 juillet, réserva une idemnité plénière pour le roi de Sardaigne et pour le duc de Holstein-Oldenbourg, auquel on demandait la cession d'un péage.

Cet accord entre les deux grandes puissances, parut d'autant plus nécessaire, que l'opération semblait près de s'embrouiller. Les vues de l'Autriche sur une partie du territoire bavarois, ne convenaient ni aux intérêts de la France ni aux relations de famille de la Russie (1). L'une et l'autre jugèrent que ce serait une faute de laisser décheoir la maison palatine, au moment où, par les acquisitions du grand-duc de Toscane, celle d'Autriche augmentait considérablement sa prépondérance en Allemagne. Comme c'eut été rompre l'équilibre intérieur qui semblait nécessaire entre les différents États de l'Empire, la Prusse, moins encore que les deux médiateurs, ne pouvait y consentir. On ne manqua pas de s'élever contre ce projet, en menaçant l'Empire de voir l'Autriche s'étendre jusqu'au Lech : et, si les traités particuliers dont nous avons parlé ne furent pas la conséquence de ces craintes, du moins justifièrent-elles la prévoyance qui les dicta.

Dans ces entrefaites, chacune des puissances intéressées s'était mise en devoir de prendre possession des indemnités promises par ces transactions. Les Prussiens en donnèrent le signal par la publication d'un édit royal du 6 juin ; mais l'occupation effective n'eut lieu que dans les premiers jours d'août. Les Bavarois s'emparèrent, dès le 16 juillet, des possessions de la rive gauche du Lech, qui devaient leur écheoir. Au mois d'août, ils entrèrent dans l'évêché de Passau, se disposant à occuper cette ville importante, clef du Danube depuis Ratisbonne à Vienne. Mais l'Autriche, qui la réclamait pour le grand-duc de Toscane, y prévint les troupes de l'électeur, en la faisant occuper, le 17 août, de même que l'évêché de Salzbourg.

Le cabinet de Vienne n'avait pu voir sans dépit deux puissances, en quelque sorte étrangères à l'Empire, disposer de son territoire sans même appeler son chef naturel aux négociations. Il montra à la fois de la fermeté et de la modération, en ordonnant, de son côté, l'occupation de Passau, et en déclarant qu'il espérait que la médiation serait subordonnée aux lois ordinaires de l'Empire, et que rien ne serait fait que d'un commun accord avec la diète.

Dans cette conviction, l'Empereur hâta l'ouverture des séances de la députation chargée de cet important travail. La Prusse déclara que l'occupation dont elle avait donné l'exemple, n'était que provisoire, et qu'elle ne regarderait ces provinces comme définitivement dévolues à sa couronne, qu'après que la députation aurait sanctionné ces mesures. Mais comme l'occupation de Passau était contraire aux projets des médiateurs, qui réservaient cette ville à la Bavière, les cabinets des Tuileries, de Berlin et de Munich signèrent une déclaration, portant qu'ils réuniraient au besoin leurs forces pour assurer à la Bavière l'entière possession de ce qui lui était dévolu. Des prétentions si contradictoires étaient difficiles à concilier ; car si l'on jugeait nécessaire d'agrandir la Bavière, il était juste aussi d'indemniser le grand-duc de Toscane, comme on l'avait promis. Or, l'un ou l'autre de ces résultats était impossible à obtenir.

(1) L'impératrice-mère était sœur de l'électeur, actuellement roi de Bavière.

La députation de la diète, enfin installée le 24 août, avait reçu, dès le 18, du baron de Buhler et du ministre Laforest, le projet proposé par les puissances médiatrices, avec invitation de prononcer dans le délai de deux mois sur son contenu. Cette forme impérieuse, si contraire au titre d'avis amical dont le ministre Talleyrand l'avait décoré, démontrait assez qu'il serait difficile de le rejeter.

Cependant l'Autriche ne manqua pas de s'élever contre un projet, qui assurait à peine au grand-duc le quart de ce qu'il avait perdu tandis que des princes, dont il n'était pas même question dans le traité de Lunéville, entre autres ceux de la maison d'Orange, recevaient des provinces entières. Le baron de Hugel, délégué impérial, déposa un contre-projet, qui demandait pour le grand-duc de Toscane, indépendamment de Salzbourg, Berchtolsgaden et Passau, les villes d'Ulm, Augsbourg, Memmingen, Kempten et une partie de la haute Souabe, jusqu'à Lindau, formant une augmentation de 350,000 habitants. Dans la même séance, le cabinet de Vienne fit remettre une note explicative des échanges projetés entre l'électeur de Bavière et le grand-duc de Toscane. Il déclarait que ces échanges, proposés à l'amiable, ne devaient recevoir leur exécution que dans le cas où ils obtiendraient l'assentiment complet de la maison palatine, à laquelle un entier équivalent serait offert en Souabe.

En conséquence, un nouveau plan fut présenté, le 9 octobre, par les ministres des puissances médiatrices; il variait dans une foule de détails qui le rendaient plus précis, mais il n'accordait aucune satisfaction à l'Autriche, qui se plaignit même avec fondement qu'on disposait, sans son aveu, de plusieurs petites possessions sur lesquelles elle avait des droits, ou qui lui appartenaient en toute souveraineté.

Le mois de novembre se passa ainsi en discussions de détail; la seule circonstance remarquable fut une sortie du ministre de Suède, subdélégué de Poméranie, qui s'éleva contre la médiation des puissances dont le but était, selon lui, de dicter des lois à l'Empire, contre ses constitutions. L'Autriche persistait à protester contre tous les *conclusums* qui tendaient à adopter provisoirement les projets des médiateurs; elle fit déclarer néanmoins qu'elle se contenterait, si les indemnités du grand-duc de Toscane, étaient portées à la moitié de ses pertes, pourvu qu'on lui assurât voix électorale.

Pour parvenir à cette fin, elle transporta le lieu des négociations de Ratisbonne à Paris; mais elle ne gagna, par cette ruse, que l'évêché d'Eichstatt, dont la population comptait à peine 50,000 âmes. Enfin, une convention, signée le 9 décembre 1802, entre Talleyrand et le comte de Cobenzel, aplanit les difficultés; et cette circonstance fut d'autant plus remarquable, qu'au même instant les troupes françaises venaient d'entrer de nouveau en Suisse.

Cette convention de Paris, rédigée avec finesse par le diplomate allemand, laissait à l'Empereur la faculté de refuser sa sanction à tous les articles du recès qui blesseraient ses droits, comme monarque et chef de l'Empire, sans que pourtant il en résultât rien de contraire aux stipulations convenues.

L'Autriche étant satisfaite, rien ne s'opposait désormais à l'accomplissement du grand œuvre: et toutes les opérations de la députation, ainsi que les conclusums provisoires, furent convertis en un recès général, le 25 février 1803.

Par cette importante transaction, l'Empire germanique reçut, pour ainsi dire, une forme toute nouvelle; et un coup si violent porté à ce squelette politique, devait être bientôt suivi de sa dissolution. Ce recès, que l'on peut considérer comme le complément des traités qui signalèrent cette mémorable guerre, donnait :

1° A l'Autriche, les évêchés de Trente et Brixen. en échange de l'Ortenau, qu'elle cédait au duc de Modène;

Au grand-duc de Toscane, l'archevêché de Salzbourg, la prévôté de Berchtolsgaden, la partie de l'évêché de Passau, située au delà de l'Inn et de l'Ilz du côté de l'Autriche, à l'exception des deux villes de Passau dites Instadt et Ilzstadt, et d'un rayon de 500 toises françaises, à partir de l'extrémité des faubourgs; l'évêché d'Eichstedt, à l'exception de cinq bailliages, et sous réserve de n'élever aucune fortification dans cet évêché. Ainsi, au lieu de la Toscane peuplée de 1,200,000 âmes, ce prince n'en recevait pas 300,000.

Le Brisgau et l'Ortenau étaient assurés au duc de Modène, pour l'indemniser de ses États cédés à

la Cisalpine; ce qui ne formait pas la moitié de l'équivalent;

2° La maison Palatine avait cédé le Palatinat du Rhin, le duché de Deux-Ponts, Simmern et Juliers; les principautés de Lautern, de Veldenz, le marquisat de Berg-op-Zoom, la seigneurie de Ravestein et ses possessions en Alsace; ce qui portait ses pertes à 600,000 habitants. On lui assigna pour compensation, les évêchés de Wurtzbourg, de Bamberg, de Freysing, d'Augsbourg et de Passau, y compris la ville et les faubourgs, sauf quelques réserves; plus la prévôté de Kempten, différentes abbayes de Souabe et du haut Palatinat; enfin plusieurs villes impériales, entre autres Ulm, Memmingen, Kempten, Ravensbourg, Nordlingen: le tout évalué à 850,000 âmes;

3° Le roi de Prusse était encore mieux traité; au lieu de la Gueldre, Clèves et autres possessions de la rive gauche du Rhin qui comptaient 137,000 habitants, on lui allouait : les évêchés de Hildesheim et Paderborn, le territoire d'Erfurt, l'Eichsfeld, une partie de l'évêché de Munster et les villes impériales de Mulhausen, Nordhausen, et Gosslar, dont la population s'élevait à 526,000 âmes;

4° La maison de Brunswick-Lunebourg, en échange de quelques minces possessions allouées à d'autres par le recès, fut richement dédommagée par l'évêché d'Osnabruck qui ne comptait pas moins de 125,000 habitants;

5° Le margrave de Baden, dont l'empereur Alexandre avait épousé la fille, avait perdu le comté de Sponheim et quelques terres en Alsace et dans le Luxembourg : il obtint une indemnité décuple, mais morcelée, savoir l'évêché de Constance, non compris la ville; la partie de l'évêché de Spire située à la droite du Rhin (Bruchsal, Philipsbourg); les restes des évêchés de Strasbourg et de Bâle; la superbe partie du Palatinat du Rhin, cédée par la maison de Bavière, qui comprenait les villes de Manheim et d'Heidelberg; outre la seigneurie de Lahr, appartenant à Nassau-Usingen. Les bailliages hessois de Lichtenau et Wilstett; onze riches abbayes, entre autres celle de Reichenau, dans une île du lac de Constance : enfin, plusieurs villes impériales dont Biberach était la plus remarquable. Le tout estimé à 237,000 habitants, au lieu de 25,000 cédés. Ce fut sans doute à ses liens de famille et à la puissante protection de la Russie, que le margave fut redevable de cette riche indemnité;

6° Le duc de Wurtemberg, pour la principauté de Montbelliard et ses possessions en Alsace, évaluées à 15,000 habitants, reçut la prévôté d'Ellwangen, plusieurs chapitres et abbayes, et neuf villes impériales qui en comptaient 120,000;

7° La maison de Hesse-Cassel avait cédé la forteresse de Rhinfels et la ville de Saint-Goar; elle eut en échange les bailliages et chapitres mayençais de Fritzlar et Amenenbourg, outre la ville de Gelnhausen.

La branche de Hesse-Darmstadt avait perdu la seigneurie de Lichtenberg en Alsace, les bailliages du Brisgau donnés au margrave de Baden, ceux du pays de Nassau donnés à la branche d'Usingen, et ses droits sur Wetzlar. Elle obtint en retour douze bailliages de Mayence, cinq du Palatinat, le duché de Westphalie, l'évêché de Worms, la ville de Friedberg près de Francfort, et plusieurs abbayes.

Le titre 12 réglait les intérêts des différentes branches de la maison de Nassau. Celle d'Usingen avait perdu Saarbrück, Saarwerden et ses possessions de l'Ortenau (Lahr); on lui assigna les bailliages mayençais de Kœnigstein, Hœchst, Ober-Lahnstein, Rudesheim, Cassel, le bailliage palatin de Caub, le comté de Sayn-Altenkirchen, et plusieurs chapitres et abbayes de la Wettéravie, que le tableau portait à 90,000 habitants.

La branche de Weilbourg reçut, pour le tiers de Saarwerden et Kircheimpoland, les restes de l'électorat de Trèves et trois abbayes.

Enfin, la branche de Nassau-Dillembourg-Orange, qui avait perdu le stathoudérat et ses domaines dans les Provinces-Unies, eut en retour les évêchés de Fulde et Corwey, la ville de Dortmund, outre différents chapitres et abbayes. Le tout formant une modeste indemnité de 126,000 habitants, avec un revenu de deux millions et demi, qui était loin de compenser l'importance du stathoudérat, bien que cette dignité éphémère ne fût pas une souveraineté absolue, ni même une propriété comme celle acquise par ce traité.

Nous bornerons là nos citations; il serait trop fastidieux d'énumérer les échanges et cessions fai-

tes à divers petits princes de l'Empire, dont l'existence ne se fait remarquer qu'à l'époque de ces grands partages, où ils viennent réclamer des indemnités.

Telles furent les principales dispositions de cet acte célèbre qui élimina plusieurs électeurs du tableau des princes souverains de l'Empire, qui en agrandit plusieurs autres, et prépara l'érection de ces royaumes de la confédération rhénane, qui remplaça, peu d'années après, l'édifice politique élevé par les Othon.

CHAPITRE CXIV.

L'expédition de Saint-Domingue arrive dans la baie de Samana. — Toussaint, agité, vole sur ce point, puis retourne au Cap. — Débarquement de Leclerc, les noirs incendient les villes et se retirent dans les Mornes; mais après une campagne meurtrière de trois mois, ils feignent de se soumettre. — Toussaint abandonné se retire dans ses terres. — Ravage de la fièvre jaune. — Leclerc force Rigaud à se rembarquer pour l'Europe, et fait enlever et transporter Toussaint en France, au moment où il méditait une révolte. — Conduite des autres chefs de noirs. — Richepanse débarque à la Guadeloupe, et soumet l'île à l'aide de Pelage; mais Lacrosse y entre pour commettre de nouvelles fautes. — Une insurrection générale éclate à Saint-Domingue. — Mort du général Leclerc. — Rochambeau lui succède, et son embarras redouble par l'insurrection du Sud. — L'armée française, quoique renforcée de 10,000 hommes, est hors d'état de tenir la campagne à cause des ravages de l'épidémie : ses débris, forcés de se rembarquer, tombent au pouvoir des Anglais, ou sont engloutis dans les flots. — Résultats de cette funeste expédition.

Les préparatifs de l'expédition de Saint-Domingue, ordonnés d'abord avec tout le secret possible, de peur d'éveiller l'attention des Anglais, furent poussés avec plus d'activité aussitôt que la signature des préliminaires de Londres eut aplani les obstacles qui s'opposaient à la sortie des escadres.

Dès la mi-décembre, le général Leclerc et l'amiral Villaret-Joyeuse appareillèrent de Brest avec le gros de l'expédition. Une division partie de Lorient devait se joindre à eux. L'amiral Latouche, sorti de Rochefort avec la division Boudet, destinée pour le Port-au-Prince, avait pris à son bord tous les individus des administrations qui appartenaient aux départements de l'Ouest et du Sud. Une quatrième division, sous Gantheaume, devait sortir de Toulon; enfin, Linois était chargé de la conduite des bâtiments restés à Cadix depuis le combat d'Algésiras : la totalité des forces embarquées s'élevait à environ **20,000** hommes. (*Voyez* le tableau ci-joint).

Les généraux de division Hardy, Rochambeau, Debelle, Desfourneaux, Boudet commandèrent les premières troupes de débarquement. Ils furent suivis plus tard de Clausel, Watrin, Brunet, Desbureaux et Lapoype. Le général Dugua remplissait les fonctions de chef d'état-major. Le colonel du génie Bachelu, qui s'était illustré en Égypte, commandait cette arme; l'ordonnateur Daure, également venu de l'armée d'Orient, dirigeait l'administration de l'armée. Le conseiller d'État Bénézech était chargé de celle de la colonie en qualité de préfet.

La difficulté de réunir des escadres partant de points si éloignés, leur fit donner plusieurs ralliements, d'abord à Belle-Ile, puis aux Canaries, enfin au cap Samana, à la pointe est de Saint-Domingue, où devait s'effectuer la réunion définitive. Ces précautions, très-sages en cas de guerre maritime, ont été critiquées sévèrement; on a prétendu que les escadres de Rochefort et de Brest ne devant pas effectuer leur débarquement sur le même point, on eût pu se dispenser de les faire naviguer ensemble : chacune pouvait sans crainte se rendre à sa destination, puisqu'il n'y avait pas de combat naval à redouter. On a aussi reproché au projet, d'indiquer le rassemblement sur la côte même de l'île, où il importait d'arriver à l'improviste; il semblait, en effet, tout aussi naturel de se réunir à la Guadeloupe, pour cingler ensuite de concert sur les différents points de la colonie où l'on voulait descendre, sans assigner de rendez-vous secondaires, propres seulement à retarder la marche.

Cependant, il n'était pas probable qu'on prît le méfiant Toussaint au dépourvu, car l'armement n'avait pu se faire sans qu'il en transpirât quelque chose; et les noirs n'auraient eu que les officieux avis des Anglais et des Américains, qu'il eût été absurde de fonder le succès de l'expédition sur la chance d'une surprise.

Quoi qu'il en soit, la réunion eut lieu au cap Samana avec assez de lenteur; l'escadre y arriva

tes
ten
gra
den
T
act
ble
agr
ces
ren
éle

L'e

gu
de
pe
tu
ol

m
le
L
ch
de
bo

tes
ten
gra
der

act
ble
agı
ce
re
éle

L'

g
d

p
t
ol

m
le
L
cl
d
b

en plusieurs détachements à de longs intervalles, en sorte qu'elle mit plus de quinze jours à cette opération. Latouche-Tréville y jeta l'ancre le premier, avec l'escadre de Rochefort. Villaret qui avait perdu plusieurs jours à attendre la division de Lorient à la hauteur de Belle-Ile, après être ainsi tombé dans une série de mauvais temps sans pouvoir la rallier, fut obligé de continuer seul sa navigation; incident d'autant plus fâcheux, que l'escadre attendue ne portant pas 1,000 hommes, ce n'était pas la peine de retarder l'expédition pour obtenir son concours.

Toussaint, au premier avis qu'il reçut par un navire américain de l'apparition d'une flotte si considérable dans les eaux de Samana, vola sur ce point où se trouvait la première demi-brigade des noirs. Depuis le départ du colonel Vincent, son âme avait été vivement agitée, mais paraissait enfin fixée; il disait, avec une sorte de noblesse :

« Un enfant bien né doit de la soumission et de » l'obéissance à sa mère; mais dans le cas où cette » mère serait assez dénaturée pour chercher la » destruction de son enfant, il faut que celui-ci » remette sa vengeance entre les mains de Dieu. » Si je dois mourir, je mourrai en brave soldat, » en homme d'honneur : je ne crains personne. »

Son parti semblait d'autant plus irrévocable, que par une de ces sorties trop fréquentes à la tribune publique, on avait donné l'éveil aux intérêts de sa caste, en annonçant le rétablissement de l'esclavage à la Martinique et à Cayenne : les mêmes discours assuraient qu'à Saint-Domingue et à la Guadeloupe, un gouvernement juste et fort soumettrait bientôt tout à la volonté de la France; ce qui semblait indiquer que l'esclavage serait rétabli comme dans les autres possessions. Retirer des droits accordés depuis dix ans, et qui avaient fait le bonheur de toute la population noire des Antilles, c'était placer ces colonies sur une mine et y mettre le feu. Cette prétention semblait même hors des choses possibles, et toute la logique des Mémoires de Sainte-Hélène, n'a pu dissiper les préventions défavorables élevées contre ce projet.

Loin de se dissimuler les suites qu'entraînerait la démarche hardie et décisive par laquelle il s'était élevé de lui-même à la présidence, sans égard pour l'autorité de la métropole, Toussaint avait signé, avec le général anglais Nugent, gouverneur de la Jamaïque, *une convention d'assistance réciproque*. Mais la nouvelle des préliminaires de Londres qui suivit de près, rendant nul le secours sur lequel ce nouveau Spartacus avait compté, le laissait en butte à tous les coups de la France; et, malgré la vigueur de son caractère, il n'était pas étonnant qu'il fût ébranlé, lorsqu'il arriva à Samana.

L'aspect d'une flotte si supérieure à tout ce qui avait paru dans ces contrées, fit une impression d'autant plus profonde sur Toussaint, qu'il se voyait seul pour combattre l'armée qui voulait débarquer. Le chef des noirs balança un moment sur le parti qu'il prendrait, puis s'abandonnant au désespoir : « Il faut mourir! s'écria-t-il, la France » entière vient à Saint-Domingue! on l'a trompée, » elle vient pour se venger et asservir les noirs! » Cependant il hésita à donner l'ordre de la résistance, et avant d'arborer l'étendard de la révolte, il retourna au Cap.

L'escadre se trouvant enfin au nombre de 88 vaisseaux ou frégates, avec 18,000 combattants à bord, y compris 2,500 canonniers gardes-côtes, le général Leclerc et l'amiral se préparèrent à débarquer. Leurs instructions portaient d'envoyer la division Boudet à Port-au-Prince; Rochambeau avec 2,000 hommes au fort Dauphin, et la division Hardy, de 4,500 hommes, au Cap. Outre cela, le général Kerverseau, à la tête d'un millier d'hommes, avait ordre de se porter à Santo-Domingo.

La multiplicité de ces attaques, qui eût été une faute si on eût employé pareil système contre une force régulière, était convenable pour une prise de possession, dans laquelle il s'agissait de prévenir partout une insurrection, et de neutraliser au même instant tous les éléments de force que les noirs pouvaient retirer des différentes provinces.

Boudet étant arrivé plusieurs jours avant les autres, eût été en mesure de débarquer le premier au Cap; même à l'arrivée de l'escadre de Brest, il aurait pu encore faire voile de suite pour y entrer. Leclerc qui en eut un moment le projet, donna l'ordre de débarquer, le 1er février, au matin. On croit que cette opération eût prévenu le désastre de cette ville, où Christophe, dit-on, se pré-

parait à accueillir favorablement les Français, avant que Toussaint revînt de Samana (1). Mais l'amiral Villaret non content de faire observer que ce projet était contraire aux instructions du gouvernement qui avait fait embarquer avec cette division tout ce qui était destiné pour le Port-au-Prince s'opposa à un changement qui laissait peser sur lui une trop grande responsabilité. Latouche et Boudet reçurent donc l'ordre de continuer leur marche vers l'Ouest, au moment où ils allaient donner dans la passe du Cap, et ce temps perdu empêcha la division Hardy d'entrer le soir même dans cette capitale, où l'on prétend qu'elle eût été bien reçue, si la nouvelle du retour de Toussaint n'eût changé la face des affaires dans la nuit même.

On ne saurait apprécier au juste la valeur des conjectures formées sur ce changement subit dans les intentions de Christophe; car si Toussaint n'eût pas été décidé depuis longtemps à la résistance, la vue d'une immense flotte était bien plus propre à le détourner de cette résolution, qu'à lui en suggérer l'idée; et ses mesures étaient sans doute prises de longue main pour ne recevoir dans la colonie aucune force capable de la subjuguer; ce qui se passa au Port-au-Prince justifierait du moins cette opinion. Mais si les deux jours perdus par la minutieuse docilité de Villaret-Joyeuse n'eussent pas empêché la guerre d'éclater plus tard, toutefois est-il probable qu'ils auraient sauvé le Cap, et c'était beaucoup. Quoi qu'il en soit, l'aide de camp Lebrun, envoyé par le capitaine général pour annoncer son arrivée, fut reçu de manière à prouver qu'il faudrait tirer l'épée du fourreau pour entrer au Cap. Le fort Picolet tira à boulet rouge sur le cutter qui portait cet officier (2). Christophe déclara qu'il ne laisserait pas mouiller l'escadre sans un ordre de Toussaint; et la municipalité l'ayant supplié de ne pas causer la ruine de la ville par une folle résistance, il consentit, uniquement pour gagner du temps, à ce qu'une députation se rendît à bord de l'amiral pour solliciter une suspension d'armes jusqu'à la réponse de Toussaint.

L'accueil hostile fait au cutter autorisait à attaquer de suite le fort Picolet, qu'on avait projeté d'accabler du feu de quelques vaisseaux embossés à cet effet; ensuite l'escadre eût donné dans la passe et jeté ses troupes au sud du Cap; mais les bâtiments avaient déjà dérivé au point de rendre l'opération impossible ce jour-là. La députation, précédée par le noir Thélémaque, ancien député au conseil des Cinq-Cents, et très-attaché à la France, reçut le meilleur accueil et rapporta au Cap les proclamations du premier consul et du capitaine général. Toutefois Leclerc insistait sur ce qu'on remît les forts le 5 février, menaçant, en cas de refus, de descendre avec 15,000 hommes pour les enlever.

Toussaint était arrivé sur les entrefaites, ou du moins des ordres positifs l'avaient devancé, car Christophe employa les journées du 3 et du 4 à se mettre en état de défense. De son côté, la flotte française manquant de pilotes expérimentés dans ces parages, éprouvait de grandes difficultés à débarquer les troupes de terre. Cette circonstance et les menaces de Christophe de brûler la ville si on l'attaquait, décidèrent les deux généraux à renoncer à l'idée de forcer la passe. Ils résolurent de descendre plus à l'ouest et de tourner le haut Cap par le beau quartier de l'Acul; un calme subit les força de mettre les troupes à terre à la pointe du Limbé, sous la protection d'une vive canonnade. La division Hardy se porta aussitôt sur le Morne-aux-Anglais et le haut Cap; Rochambeau, de son côté, déjà descendu depuis deux jours dans l'Est, s'y était rendu maître du fort Dauphin.

Christophe, en même temps qu'il rassemblait les troupes et les gardes nationales, prescrivit aux habitants de quitter leurs maisons, et de se réunir avec la municipalité au bourg du haut Cap. Aussitôt qu'il fut instruit de la prise du fort Dauphin à sa droite, et du débarquement opéré contre sa

(1) Christophe était de tous les noirs celui dont l'extérieur imposait le plus. Il avait de la dignité et de l'aménité dans ses manières. Son esprit était moins vaste que celui de Toussaint, mais peut-être plus cultivé.

(2) Le général Pamphile-Lacroix, et les Victoires et Conquêtes le font aborder sur une barge de noirs : nous suivrons la version de Mathieu Dumas, qui n'implique pas une contradiction absolue; car Lebrun put passer du cutter à bord de cette barge.

gauche, il jugea qu'il était temps de quitter la ville ; il donna à la fois l'ordre de la retraite et de la destruction pour laquelle tout était disposé. Il mit ensuite le feu à la ville, et laissa une arrière-garde, autant pour couvrir sa marche rétrograde que pour entretenir l'incendie.

Cette cité à peine relevée de ses ruines, devint presqu'en entier la proie des flammes, et les établissements publics surtout furent beaucoup plus endommagés qu'en 1793. Les soldats de Christophe et les esclaves libérés saccagèrent les maisons sans distinction, et massacrèrent plusieurs habitants. Le reste de la population blanche, témoin de ce désastre, avait eu le bon esprit de se jeter dans les Mornes de la Vigie, avec la municipalité conduite par le brave Thélémaque; elle parvint ainsi à échapper au cruel traitement que lui préparait Christophe. Le projet des noirs était d'entraîner tous les Européens dans les Mornes, autant pour en faire des otages que pour prouver aux Français la résolution où ils étaient de se défendre à outrance. L'ordre réitéré de se rendre au haut Cap, éludé par Thélémaque pour le bonheur de tous, atteste du reste le sort qui l'attendait s'il l'eût exécuté. Cependant cette heureuse désobéissance aurait eu un terme si la tête de la colonne de Hardy n'eût délivré les blancs d'une plus longue agonie, en couronnant les hauteurs du haut Cap, d'où elle culbuta sans peine l'arrière-garde de Christophe.

Enfin l'escadre se présenta dans la passe, et trouva les premiers forts abandonnés. Celui de Bel-Air lâcha quelques coups de canon, ce qui n'empêcha pas Humbert de mettre ses troupes à terre, de s'en emparer, et d'opérer sa jonction avec le général en chef. L'activité que les Français mirent dans cette double opération, sauva les quartiers du Limbé et de l'Acul, de la destruction à laquelle l'ennemi les avait voués.

L'incendie du Cap était d'un sinistre présage pour le succès de l'expédition, et elle eut, sans contredit, une funeste influence sur son résultat; soixante ou quatre-vingts maisons seulement échappèrent au feu dévorant, près de huit cents furent consumées. La population blanche, rentrée en foule après la retraite de Christophe pour chercher à sauver quelque lambeau de ses propriétés, entassée sans abri avec les troupes au milieu de ces décombres, manquant de tout, fut trop heureuse de trouver un soulagement momentané dans deux navires américains chargés de farine, et dans les secours de l'escadre dont il fallut consommer les provisions pour alimenter l'armée, et donner les secours les plus urgents aux habitants. La destruction de tous les magasins priva aussi d'une infinité de ressources, et le spectacle terrible de cet incendie donna aux troupes la mesure de la résistance que feraient les noirs, après avoir signalé de la sorte les premières hostilités.

Le 9 février, le général Humbert fut détaché avec deux vaisseaux pour s'emparer du Port-de-Paix, poste essentiel de la côte du nord, que commandait le noir Maurepas. Un autre détachement dut sommer le Môle Saint-Nicolas, place dont nous avons plus d'une fois signalé l'importance, et que le commandant rendit à l'apparition d'une frégate. Les Français éprouvèrent plus de difficultés au Port-de-Paix : Maurepas, hors d'état de défendre la ville, y mit le feu et se replia dans les montagnes des Trois-Rivières. Humbert eut l'ordre de l'y poursuivre pour le rejeter sur les Gonaïves et l'investir de concert avec la division Boudet, chargée, comme on sait, de l'occupation du Port-au-Prince. Le général français, trop ardent à la poursuite, harcelé dans le terrain fourré des mornes par une multitude de noirs armés, fut repoussé dans l'attaque de la position redoutable du Gros-Morne, où son adversaire avait concentré ses troupes.

Boudet, au contraire, réussit complétement dans l'opération contre Port-au-Prince. Elle était d'autant plus scabreuse, qu'on avait eu affaire à Dessalines, dont les forces, s'il faut s'en rapporter à l'état de situation qu'on vient de voir, ne s'élevaient pas à moins de 11,000 hommes. A la vérité, il n'y en avait pas 2,000 au Port-au-Prince. Le général blanc Agé, quoique chef de l'état-major de Toussaint, commandait dans cette seconde capitale de l'île. Il n'était pas éloigné d'accueillir les propositions de Latouche et de Boudet; mais les noirs, instigués par l'audacieux Lamartinière, méconnurent son autorité, s'insurgèrent, destituèrent les employés français, et retinrent l'officier parlementaire. Toutefois, dans l'espoir de

gagner du temps, ils en envoyèrent un autre pour demander qu'on suspendît l'attaque jusqu'à la réception des ordres de Dessalines qui commandait la division de l'Ouest, et se trouvait à Saint-Marc; ils menaçaient, en cas de refus, de mettre tout à feu et à sang si l'on persistait à descendre.

Latouche et Boudet n'étaient pas hommes à reculer; l'escadre, contrariée par les vents, avait mouillé à une lieue de la ville; deux vaisseaux s'embossèrent sous le fort Bizoton, et autant de frégates se disposèrent à balayer la plage où Boudet effectua son débarquement, le 6 février, à la pointe du jour, à l'aide de deux radeaux construits dans la nuit et armés de canon.

La présence d'esprit du général Boudet entraîna le chef de bataillon Bardet, commandant du fort, sous les drapeaux républicains. Cet événement sauva Port-au-Prince où Boudet put se diriger en même temps que l'escadre vint s'embosser devant le quai. Les noirs, commandés par Lamartinière, n'en firent pas moins plusieurs décharges, dans lesquelles le général Pamphile-Lacroix, quelques officiers de la suite de Boudet et 200 hommes, furent mis hors de combat. Les grenadiers français indignés de cette audace, s'élancent alors sur les retranchements, y pénètrent, et poussent les noirs avec tant d'impétuosité, qu'ils entrent pêle-mêle avec eux dans le fort Saint-Joseph. A sept heures du soir, les Français se trouvèrent maîtres de la ville, qui fut ainsi sauvée de la dévastation et de l'incendie.

Dessalines, instruit à Saint-Marc de l'approche des Français, y avait réuni de force tous les blancs, pour marcher avec ses Caffres au secours du Port-au-Prince. La nouvelle inattendue du succès de Boudet, qu'il reçut en chemin, le mit hors de lui. Il rallia les débris de Lamartinière, et se replia par les Vérettes et l'Artibonite sur la Petite-Rivière, brûlant toutes les habitations, et massacrant sans distinction d'âge ni de sexe, les blancs qui tombaient dans ses mains : ainsi le beau quartier de l'Arcahaye fut changé en désert.

Le quartier du Sud fut sauvé par la soumission du général Laplume, dont le caractère, plein d'honneur et de modération, contrastait avec celui de son féroce collègue. Un officier de couleur envoyé aux Cayes pour lui porter les proclamations des consuls, y reçut un fort bon accueil; Jérémie et le grand Goave en agirent de même à l'apparition d'un vaisseau détaché par Latouche; et tout le Sud échappé au carnage et à l'incendie par la belle conduite de son commandant, se hâta de prendre des mesures défensives du côté de la frontière de l'Ouest, contre les entreprises de Toussaint.

Le général Kerverseau n'avait pas été moins heureux à Santo-Domingo que Boudet dans l'Ouest. A la vérité, il avait d'abord été repoussé par Paul Louverture; mais Clervaux, qui commandait en chef la division de l'Est, ayant été entraîné par l'évêque Mauvielle, reconnut sans balancer l'autorité du capitaine général, et Paul Louverture, imitant cet exemple, reçut les troupes de Kerverseau au moment où elles allaient renoncer à leur entreprise.

En reportant son attention sur les événements dont nous venons de rendre compte, et jetant les yeux sur la configuration de l'île de Saint-Domingue, on voit que les mesures défensives de Toussaint étaient préparées d'avance. La résolution simultanée de Maurepas, de Christophe et de Dessalines, de brûler toutes les villes et postes de la côte, dénote suffisamment qu'il avait reconnu l'impossibilité de conserver tant de points en butte aux efforts maritimes. Ruiner les grands établissements européens sur la côte, c'était à la fois dégoûter les Français de l'invasion, leur enlever les moyens de se soutenir, et permettre aux noirs de concentrer leur défense dans les hautes montagnes qui forment le nœud de l'île et dominent les provinces du Sud, de l'Ouest, du Nord, qu'elles séparent de la partie espagnole. Ce quartier central, assez justement nommé le *Grand-Chaos*, offrait un refuge assuré à la frugale et robuste population noire; le fort de la Crête-à-Pierrot, construit au pied du versant occidental de l'Artibonite, formait, avec les postes de la Marmelade, du Dondon et du Gros-Morne, les clefs de ces positions intérieures.

Il faut connaître ces âpres montagnes et l'intempérie de ce climat, pour avoir une idée de ce qu'une troupe européenne y éprouve de difficultés. Les Alpes n'offrent rien d'aussi redoutable que ces mornes, couverts d'immenses forêts impénétrables au chasseur le plus intrépide. Dans les

grandes chaînes européennes, les hautes sommités couronnées de glaces éternelles, et quelques parties de roches escarpées, sont seules inaccessibles; partout ailleurs, une montagne offre sur ses flancs des sentiers que l'infanterie peut gravir, mais dans les mornes de Saint-Domingue, s'élèvent des forêts antiques, dont les broussailles épineuses, semblables aux bois les plus touffus de notre hémisphère, ferment tout accès aux troupes. Indépendamment des savanes, dans la plaine même, les habitations offrent un terrain fourré très-favorable à la guerrre de chicanes : marcher toute une journée par des chaleurs excessives, pour avancer tout au plus de quelques lieues; rester exposé à une fusillade perpétuelle, sans voir d'où elle part; ne trouver aucun gîte; ne découvrir aucune trace d'un ennemi qui, familiarisé avec les moindres secrets de ces lieux, disparaît sans qu'il soit possible de le suivre; souffrir les fatigues, la faim, la soif, la chaleur du jour, la fraîcheur des nuits; tomber sans gloire sous le plomb meurtrier d'un adversaire qu'on ne peut aborder : tel est le sort de l'infanterie européenne engagée sur ce théâtre.

Bien qu'il comptât sur le refuge des mornes, Toussaint n'avait pas imaginé d'y réunir ses forces en une seule masse pour agir comme aurait pu le faire un général consommé, et accabler, par des manœuvres savantes, les colonnes isolées qui voudraient l'y attaquer. Loin de s'exposer ainsi à une action générale et peut-être décisive, il comptait y faire une guerre de détail opiniâtre, en jetant à propos des partis dans les différentes vallées et jusque sur la côte pour inquiéter les derrières des Français. Il espérait ainsi obtenir des succès partiels, en attendant la saison des chaleurs et les pluies d'automne, qui détruiraient les régiments français bien plus sûrement encore que le feu de ces noirs.

Christophe s'était replié sur la position d'Ennery, où étaient situées l'habitation et les propriétés de Toussaint. Maurepas tenait ferme au Gros-Morne. Le président rassemblait 2,500 hommes d'élite et ses gardes, à la Ravine-à-Couleuvre, où il fut joint par plusieurs milliers de noirs armés. Dessalines, arrivé à la Croix-des-Bouquets, après avoir feint de gagner la montagne des Grands-Bois et le haut artibonite, donna le change à Boudet, et se rejeta vers le Sud, dans l'intention d'y venger la défection de Laplume, et de soulever cette province. Déjà ses troupes s'étaient portées par une marche forcée au morne de la Charbonnière, lorsqu'elles furent prévenues par celles de Boudet. Trompé dans son espoir, Dessalines courut de sa personne à Léogane, dont il ordonna l'incendie, et emmena la garnison. Désespérant néanmoins de réussir à soulever le Sud, il revint sur ses pas après y avoir répandu la terreur; ses troupes, forcées à la Charbonnière, regagnèrent avec lui le quartier de l'Artibonite.

Le général Leclerc voyant l'ennemi se replier de toutes parts devant ses colonnes, apprit avec peine le succès obtenu par Maurepas contre celle de Humbert. Un tel événement étant de nature à relever le courage des noirs, il chargea le général Debelle d'enlever le poste de Maurepas, avec un renfort de 1,200 hommes, en même temps que les divisions Rochambeau et Hardy se concentreraient pour attaquer le corps principal des noirs.

Cependant, avant de tenter cette opération décisive, il envoya à Toussaint ses deux fils, qu'il avait ramenés de France; ils étaient accompagnés par leur instituteur, Coisnon, auquel Leclerc avait remis la lettre du premier Consul. On a reproché à Leclerc de n'avoir pas envoyé cette lettre avant le débarquement, ou du moins le jour même qu'il l'effectua. Il est permis de douter que cette circonstance eût changé la tournure des affaires. Toussaint était trop défiant pour croire aux promesses de Bonaparte. Il voulait régner, et le rôle de lieutenant de Leclerc ne lui convenait pas plus que celui de lieutenant d'Hédouville et de collègue de Rigaud. Outre cela, en se proclamant président à vie, il avait donné le droit au premier consul de le considérer comme en état de rebellion envers la France; et après un tel pas, un homme de sa trempe ne pouvait rentrer dans une condition privée, supposé même que la France eût borné ses prétentions à un protectorat pur et simple.

Quoi qu'il en soit, au retour d'une inspection dans les postes qu'il avait résolu de défendre, il trouva chez lui ses enfants et la lettre de Bonaparte. Cette lettre, pleine de modération et de dignité, reconnaissait les services qu'il avait rendus à la patrie, et lui en promettait la récompense. En

excusant les motifs qui l'avaient entraîné à proclamer une constitution coloniale, le premier consul démontrait à Toussaint que l'intérêt et l'honneur de la France exigeaient qu'on y fît plusieurs changements; ce qui n'était pas absolument incompatible avec le rôle qu'il aspirait à jouer. Toussaint parut un moment ébranlé de cette double démarche; mais après les premières effusions de tendresse paternelle, il reprit son air calme et impénétrable : « C'est bien tard, dit-il, la guerre » est allumée de toutes parts; je répondrai au gé» néral Leclerc. » Ses deux fils embrassant ses genoux, lui confirment en vain les expressions bienveillantes du premier consul, et M. Coisnon, joignant ses instances aux leurs lui représente tous les avantages de la paix : Toussaint fut inébranlable, rendit ses fils à leur instituteur, et s'éloigna. La réponse qu'il fit à Leclerc était évasive; il demandait du temps, et proposait un armistice. Il lui fallait le secours des chaleurs et des maladies, et c'était ces auxiliaires qu'il voulait attendre, en témoignant l'intention de traiter. Leclerc lui accorda quatre jours et lui renvoya encore ses enfants. Cette fois Toussaint les garda, et ne répondit plus. Alors le capitaine général le déclara rebelle, et le mit hors la loi.

Dans l'intervalle, l'escadre de Toulon, sous Gantheaume, et celle de Cadix, sous Dumanoir et Linois, ayant mouillé dans la rade du Cap, les renforts qu'elles portaient, élevèrent à 15,000 le nombre des combattants disponibles.

Il ne restait plus dès lors qu'à exécuter le plan d'attaque concentrique sur les mornes. Le capitaine général mit son corps de bataille en mouvement le 17 février. Desfourneaux, avec la droite, s'avança à travers un tiraillement continuel, du Limbé sur Plaisance, qui lui fut remis en bon état par le nègre Dumesnil. Au centre, le général Hardy se dirigea sur la Grande-Rivière, tandis que Rochambeau, parti du fort Dauphin à la gauche, eut l'ordre de gagner le revers des hauts mornes de Saint-Raphaël. On se rappelle que les généraux Humbert et Debelle étaient destinés, avec une division détachée, à l'attaque du corps de Maurepas, tandis que Boudet, à qui Dessalines venait d'échapper, se porterait au Mirebalais pour prendre l'ennemi à dos.

Le résultat de ces mouvements combinés devait être de refouler les noirs dans le bassin des Gonaïves où ils eussent été enveloppés. En considérant les forces employées à son exécution, ce plan devait, selon toute apparence, être couronné de succès, lors même qu'il n'amènerait pas l'entier investissement des noirs. C'est ce qui arriva. Les deux colonnes formées par Debelle et Humbert ne s'étant pas présentées ensemble contre le Gros-Morne, furent de nouveau repoussées par Maurepas. En échange, Christophe délogé de Marmelade, fut battu près d'Ennery et poussé sur l'Ester par la colonne de Hardy. La division Desfourneaux avait pris la direction des Gonaïves, par la Coupe-à-Pintade, elle culbuta les noirs avec perte, mais ne put les empêcher d'incendier la ville. De toutes parts ils se retirèrent sur l'Ester.

Rochambeau, de son côté, vint prendre poste devant Toussaint, à la Ravine-à-Couleuvre. Ici, le chef des noirs avait concentré 2,700 hommes d'élite et sa garde, qu'il fit soutenir par près de 2,000 nègres cultivateurs, répandus en tirailleurs dans les mornes : la position était retranchée et les avenues garnies de forts abattis. Rien ne résista à l'impétuosité des soldats de Rochambeau : malgré une défense opiniâtre, ils pénétrèrent dans les retranchements où l'on se battit corps à corps : les noirs les abandonnèrent enfin en y laissant 6 à 700 des leurs, et regagnèrent avec précipitation le bourg de la Petite-Rivière.

Grâces à ce brillant succès, la situation du corps de Maurepas, victorieux au Gros-Morne, n'en devint que plus épineuse. Aussitôt que Leclerc, arrivé aux Gonaïves, eut connaissance de l'opiniâtre résistance de ce général noir, il ordonna à Desfourneaux de se rabattre sur lui pour l'attaquer à droite, tandis que Hardy marcherait à la tête de ses grenadiers pour le tourner, et que Debelle s'avancerait de nouveau contre son front. Tout était calculé pour attaquer, le 28 février, au point du jour, lorsque Maurepas voyant sa perte assurée, se hâta de la prévenir en se soumettant : 2,000 hommes de bonnes troupes au nom desquels il transigea, furent amalgamés dans les différentes divisions, et lui-même renvoyé au Port-de-Paix pour y commander.

Boudet qui avait vainement fait chercher Des-

salines à la Croix-aux-Bouquets, tandis que celui-ci filait vers le Sud par une contre-marche de vingt lieues, exécutée en deux jours à traver de hautes montagnes, rabattit la moitié de sa division à sa poursuite : il crut devoir rester de sa personne pour couvrir l'important poste de Port-au-Prince, dont Toussaint avait recommandé de tenter l'incendie, par ruse ou par force.

Rassuré toutefois sur le mouvement de Dessalines contre le Sud, et jaloux de faciliter les opérations du général Leclerc sur les Gonaïves, Boudet se mit en marche vers Saint-Marc, afin de le seconder et d'établir ses communications avec lui. Dessalines renonçant à ses espérances sur le Sud, ou rappelé peut-être par Toussaint, était déjà revenu dans les environs de cette ville. Une partie de ses troupes tenait les montagnes derrière Montroui, où Boudet se dirigea par mer, tandis qu'une colonne y filait par terre de l'Arcahaye. A la suite d'un combat assez vif, la division approchait de Saint-Marc, lorsqu'un affreux incendie enveloppa cette ville et la plaine environnante. Armé lui-même d'une torche, Dessalines incendia sa propre maison, et tous ses officiers, prompts à imiter son exemple, se répandant dans les rues à la tête de plusieurs détachements, livrèrent au fer et aux flammes cette ville florissante, qui en peu d'heures ne présenta plus qu'un monceau de ruines. Nulle plantation de ce quartier ne fut épargnée, et les blancs qui échappèrent au massacre, furent impitoyablement traînés dans les mornes, exposés à chaque pas à des traitements pires que la mort.

Après avoir présenté Dessalines sous les hideuses couleurs d'un cannibale, il faut rendre justice à sa résolution et à son activité. A peine Boudet se montrait-il devant Saint-Marc, que le chef noir conçut le projet hardi de se dérober de nouveau par une contre-marche, et de tomber sur Port-au-Prince, qu'il savait être dégarni. Il s'y fit précéder par la 8e demi-brigade coloniale, partie de la Grande-Rivière. Mais Pamphile-Lacroix qui y était resté blessé avec 600 hommes, secondé par deux chefs de noirs marrons, lui opposa des dispositions si bien prises, qu'il enleva en entier ce corps fort de 1,000 combattants, et l'envoya prisonnier à bord de l'escadre de Latouche. Dessalines se présentant à son tour devant la ville qu'il croyait surprendre, y fut reçu à coups de canon, et le brave Latouche-Tréville, débarquant avec la moitié de ses matelots, acheva de mettre cette place à l'abri de tout danger. Boudet n'arriva que pour être témoin de la victoire de son lieutenant.

Leclerc, que la soumission inopinée de Maurepas débarrassait du seul ennemi qui eût remporté quelque avantage contre ses troupes, revint aux Gonaïves pour concerter l'attaque de Christophe et de Toussaint. Il arrêta les dispositions suivantes pour assaillir les Vérettes : Rochambeau reçut ordre de s'y porter par le Petit-Fond et le haut Ester; Debelle, d'y marcher par le rivage et le bas Ester; tandis que Hardy s'avancerait au centre par le revers occidental des montagnes. Pour assurer le concours de la division Boudet, le général en chef s'embarqua aux Gonaïves, et vint descendre au Port-au-Prince, afin de rejoindre ensuite cette division qu'il voulait conduire lui-même à l'attaque des Vérettes.

Desfournaux, établi en observation à Plaisance, eut la mission de couvrir toute la province du Nord, et la communication du corps agissant avec le Cap On attachait d'autant plus de prix au succès de l'entreprise, que Dessalines rappelé sans doute par Toussaint, était revenu sur ses pas, et s'était réuni vers la Petite-Rivière, et le fort de la Crête-à-Pierrot, de sorte qu'on comptait avoir affaire à la majeure partie de l'armée des noirs (1).

Les mouvements prescrits eurent tout le succès qu'on pouvait s'en promettre, d'après la nature des obstacles qu'on devait rencontrer. La colonne de Rochambeau donnant contre les débris du corps de Toussaint, les poussa vivement devant elle. Mais il paraît que le général noir lui-même

(1) Il y a obscurité dans les mouvements attribués à Dessalines, les uns l'ont fait positivement marcher sur le sud après la chute du Port-au-Prince, tandis que d'autres le font replier sur l'Artibonite. Il paraît constant qu'il fit, du 10 au 28 février, des marches très-rapides, et déploya beaucoup d'activité, puisqu'on le fait aller de Saint-Marc à la Croix-des-Bouquets, ensuite de la montagne des Grands-Bois à Léogane et à Jacmel; de là à Saint-Marc, puis au Port-au-Prince, enfin aux Vérettes.

ne s'y trouvait pas, et que se jetant sur l'extrême gauche des Français, il chercha à ranimer par sa présence la population noire de la province du Nord. Christophe échappa de même à la marche des colonnes républicaines, et reparut plus tard dans les environs du Cap.

La division Debelle, qui cheminait vers la Petite-Rivière, y donna sur le corps de Dessalines, qu'elle rejeta et poursuivit avec vigueur jusque sous le canon de la Crête-à-Pierrot. Ce fort, en maçonnerie, construit par les Anglais, lorsqu'ils étaient maîtres de l'Ouest, permit aux noirs de se rallier. Malgré le feu du fort, le général Debelle n'hésita pas une minute à les charger; cet excès d'ardeur lui devint funeste; les noirs enfoncés se jetèrent dans les fossés pour démasquer les batteries du fort, qui vomirent la mitraille et la mort sur les assaillants. Les généraux Debelle et Devaux qui les conduisaient, furent mis hors de combat avec plus de 200 hommes. Dugua vint prendre le commandement de la division qu'il établit à quelque distance du fort, en attendant que les autres colonnes pussent le seconder. Dessalines rallia alors, sous la protection du fort, les réserves qui avaient échappé à Rochambeau. Toussaint lui-même vint inspecter les préparatifs de défense de la Crête-à-Pierrot, et aviser sans doute aux moyens de lui porter secours (1).

La division Boudet, de son côté, avait enlevé, le 3 mars, avec une rare valeur, le poste retranché du Trianon, et s'était portée au Mirebalais, d'où elle déboucha, le 9, sur les Vérettes. Elle trouva ces deux bourgs détruits et entourés de 1,100 cadavres blancs de tout sexe, égorgés par Dessalines, avec une barbarie dont les annales même des conquérants du nouveau monde, n'offrent pas d'exemple.

Ce hideux spectacle, loin d'effrayer les soldats français, exalta tellement leur courage, qu'oubliant le danger et les fatigues, ils se précipitaient en furieux sur tous les détachements noirs qui se présentaient. Le général en chef qui marchait avec la division Boudet, se flattant de forcer leur dernier refuge sans attendre les colonnes de Hardy et de Rochambeau, dont on n'avait aucune nouvelle, fit attaquer Dessalines dans ses retranchements, le 11 mars, par les troupes de Boudet et de Dugua.

Malgré les obstacles du terrain et les abattis qui protégeaient les noirs, Boudet arrivé le premier, les rejeta dans le fort. Alors se renouvella la scène qui avait coûté si cher à Debelle. A une fusillade meurtrière succédèrent bientôt des décharges à mitraille qui forcèrent la division à chercher un asile hors de portée du fort : Dugua n'arriva ensuite que pour éprouver le même traitement. Les Français, après avoir perdu sans utilité 5 à 600 tués ou blessés, au nombre desquels se trouvaient les généraux Boudet, Dugua et Leclerc lui-même, jugèrent qu'il serait impossible de s'emparer de ce poste, autrement que par une attaque régulière.

La nécessité d'attendre du canon pour ce siége, ainsi que des nouvelles des divisions Hardy, et Rochambeau, détermina le capitaine général à revenir à Saint-Marc avec une partie de la division Dugua. Celle de Boudet, commandée alors, par Pamphile-Lacroix et renforcée du reste de la division Dugua, resta en observation devant le fort.

Sur ces entrefaites, Toussaint qui faisait annoncer sa présence sur tous les points, mais qui se gardait bien de se commettre contre des forces supérieures, avait quitté la Crête-à-Pierrot, pour se diriger vers le Nord, et porté un détachement sur Plaisance, afin d'attaquer, de concert avec Christophe, les troupes du général Desfourneaux, qui couvraient le Cap et les communications de l'armée. Après avoir échoué dans ce projet, il vint prendre poste au Dondon, où il interceptait en effet la communication entre le Nord et l'Ouest, et donnait ainsi de vives inquiétudes aux troupes de l'expédition.

La division Rochambeau qui l'avait battu à la Ravine, croyait pousser ses débris dans la direction du haut Artibonite, ignorant que ce chef lui eût échappé, et qu'on ne suivît qu'un de ses détachements. La division, après avoir franchi avec des peines inouïes toute la chaîne des Chaos, déboucha sur Mirebalais, et se présenta, le 21 mars, devant la Crête-à-Pierrot, par la rive droite de l'Artibonite.

Le général Hardy prenait la même direction sur

(1) On ne parle des opérations de Toussaint que sur des rapports forts incomplets qui ont beaucoup de lacunes.

le versant opposé de la chaîne, lorsqu'il rencontra Dessalines qui, sorti pendant la nuit de la Crête-à-Pierrot, pour un but inconnu, se trouva coupé du fort, et gagna avec peine les hauts Mornes pour se concerter sans doute avec Toussaint.

Tels sont du moins les renseignements les plus précis que nous avons pu recueillir sur l'exécution de ces entreprises dans l'intervalle du 2 au 21 mars. Les écrivains militaires qui en ont rendu compte, donnent des versions différentes, ou ont des lacunes que les recherches les plus minutieuses et le coup d'œil le plus exercé, ne sauraient suppléer (1). On peut en conclure, que Leclerc employa ses 12,000 hommes à courir après des bandes qui lui échappèrent, et que loin de refouler les noirs sur la Crête-à-Pierrot, ils parvinrent par la connaissance des localités à se réunir loin de lui pour harceler ses corps détachés.

Enfin les divisions et l'artillerie attendues étant également arrivées le 21 mars, Leclerc rejoignit au Bac-d'en-Bas la division Pamphile-Lacroix avec la réserve sous le chef de brigade Bourke. Les divisions Rochambeau et Hardy furent dirigées sur la Crête-à-Pierrot, celle de Lacroix (Boudet) s'établit devant le fort après avoir culbuté les noirs; les autres vinrent se lier à lui, formant autour du fort une sorte de demi-cercle appuyé des deux côtés à l'Artibonite, dont le cours sinueux forme en ce point une grande anse. La petite réserve de Bourke demeura seule sur la rive gauche, en face d'un rentrant étroit, où elle n'avait ainsi qu'un court espace à observer pour compléter l'investissement.

Depuis le départ de Dessalines, le fort était commandé par le même Lamartinière qui avait insurgé les troupes du Port-au-Prince et cherché à s'y défendre contre Boudet. C'était un homme violent et courageux dont on ne s'attendait pas à avoir bon marché; la garnison consistant en 13 ou 1,400 soldats éprouvés, avait construit une redoute sur les hauteurs qui dominent la Crête-à-Pierrot.

Rochambeau, dont le mépris pour les noirs égalait la haine qu'il leur portait, encouragé par le brillant succès de la Ravine-à-Couleuvre, crut pouvoir s'emparer de vive force de cet ouvrage. Il en tenta l'escalade; mais sa colonne, arrêtée par un fossé de dix pieds fortement palissadé, et saluée d'une décharge meurtrière, échoua complétement, et revint avec une perte de 2 à 300 hommes. Ainsi, dans trois échaufourées successives, l'armée expéditionnaire avait eu près de 5,000 hommes hors de combat, devant un petit fort qui n'en renfermait pas un plus grand nombre Enfin, les batteries disposées dans la nuit du 22 mars, par le chef de génie Bachelu, commencèrent à jouer vivement, la matinée suivante.

Toussaint, dont on croyait le corps dispersé et détruit, avait formé, à ce qu'il paraît, le projet de débloquer le fort, ou de sauver du moins la garnison. Le 23 mars, avant le jour, un détachement envoyé par lui, se montra sur les derrières de la division Pamphile-Lacroix, qui avait eu la sage précaution de se couvrir d'abattis. En vain la garnison fit de son côté une attaque concertée; les noirs, partout repoussés avec perte, renoncèrent à leur projet. La bande de Dessalines avait inquiété aussi la division Rochambeau, sans obtenir de meilleurs résultats. Les noirs de Maurepas, contribuèrent à ces succès en rivalisant de courage avec les troupes françaises, auxquelles ils tenaient à honneur de ne pas le céder.

Lamartinière voyant qu'il n'avait plus de secours à espérer, ne prit conseil que de sa valeur; il résolut de se faire jour à travers le corps de siége. Il se jeta sur l'extrême gauche de la division Rochambeau, au point où elle s'appuyait à l'Artibonite, passa sur le ventre de ses postes, et se précipita dans le lit de cette rivière, qu'il franchit sans obstacle, entre les troupes ébahies de cette division, et la réserve de Bourke. Les républicains qui ne s'attendaient point à ce trait d'audace, n'eurent que le temps de couper ses derniers pelotons.

(1) Mathieu Dumas dit positivement que Rochambeau et Hardy étaient aux Vérettes dès le 6 mars; Pamphile-Lacroix qui remplaça Boudet, témoin oculaire, assure qu'il resta seul en observation devant la Crête-à-Pierrot du 11 au 21 mars, en attendant ces deux divisions dont on n'avait pas de nouvelles, et qui n'arrivèrent que le 21 mars. On ne sait si dans l'intervalle du 10 au 21, on leur prescrivit quelques entreprises dont aucun de ses auteurs ne fait mention, ou bien si Mathieu Dumas a commis une erreur de date.

Ainsi, cette opération qui avait coûté plus de monde à Leclerc que la garnison n'était forte, ne lui procura que des retranchements informes, armés de 15 pièces de gros calibre, avec quelques milliers de fusils.

Après cette chétive conquête, le capitaine général prescrivit à la division Lacroix de déloger Charles Belair de la hauteur des Matheux, qui sépare Saint-Marc de l'Artibonite, et de rentrer au Port-au-Prince, où les faux bruits que faisait répandre Toussaint, causaient déjà une sourde agitation.

Rochambeau dut se rabbattre sur les Gonaïves pour rétablir les communications avec Desfourneaux; la division Hardy se dirigea sur le Cap par la Marmelade et le Dondon.

L'attaque contre Belair n'était pas aisée; le chemin des Matheux offrait tant d'obstacles que Pamphile-Lacroix, qui avait assisté aux fameux passages du Splugen, du Saint-Bernard et du fort de Bard, n'hésite pas à placer ces difficultés au-dessus de toutes celles qu'on rencontra dans ces mémorables entreprises. Heureusement Belair ne défendit pas ce poste inexpugnable; il était parti la veille pour se jeter dans les montagnes du Grand-Chaos et se rallier à Dessalines. La division rentra donc triomphante au Port-au-Prince, se félicitant d'en être quitte pour des fatigues excessives. Le général Hardy éprouva plus d'obstacles vers le nord; il fut vivement inquiété par les bandes que Christophe et Toussaint avaient jetées sur les derrières du corps de bataille. Christophe même s'était avancé depuis 15 jours jusqu'aux portes du Cap, quand le débarquement de 2,000 hommes, amenés par l'escadre du Hâvre, et le retour de Hardy, le contraignirent à regagner à la hâte la position du Dondon.

Hardy, renforcé de ces troupes fraîches et d'un nombre pareil amené par l'escadre hollandaise, résolut de déloger Christophe, mais il ne put y réussir. Ces combats et ces marches continuelles, exécutés au milieu d'une population exaspérée, soutenue de compagnies soldées, donnait lieu à un tiraillement perpétuel qui fatiguait les colonnes et leur coûtait les plus braves soldats, sans faire grand mal à l'ennemi. Cette guerre de chicane, dégoûtait d'autant plus les Français, que tous ceux qui avaient le malheur de tomber dans les mains des insurgés, périssaient victimes des plus horribles traitements.

Malgré ces contre-temps, les affaires prenaient un meilleur aspect; les deux tiers des régiments coloniaux étaient soumis, pris ou tués, les cultivateurs dispersés. Leurs chefs voyaient, en frémissant, le courage et la tactique des Européens triompher de tous leurs moyens. Ils regrettaient les grades, les honneurs et les richesses dont on leur avait promis la conservation; et, n'entrevoyant dans la prolongation de la lutte qu'une vie errante et misérable ou une fin ignominieuse, ils penchaient pour une soumission dont Maurepas, Clervaux et Paul Louverture lui-même goûtaient déjà les fruits. Peut-être aussi pensaient-ils qu'en laissant au climat le soin de réduire les troupes européennes, il leur serait plus facile d'en venir ensuite à bout.

Leclerc, de son côté, entouré de ruines, soupirait après une pacification qui pouvait seule relever une colonie qu'il était venu pour sauver. Ses succès lui avaient coûté cher; l'armée abîmée de fatigues et de privations, se fondait avec une rapidité désespérante; les caisses étaient vides, et l'absence de l'ordre, éloignant le commerce, ne permettait pas de les remplir. La misère allait faire ce que les insurgés désespéraient d'exécuter.

De cet état des choses, résulta un rapprochement que les uns ont attribué à la perfidie des chefs noirs, et d'autres à la force des circonstances. Quoi qu'il en soit, Christophe et Dessalines firent leur soumission, trop heureux de conserver des gardes et des commandements auxquels ils ne pouvaient plus se flatter d'avoir le moindre droit. Le capitaine général investi de la confiance de Bonaparte, n'hésita point à leur accorder la sienne sans réserve.

Soit que Toussaint eût tracé lui-même à ses lieutenants la conduite qu'ils avaient à suivre, soit qu'il eût perdu par ses revers l'ascendant que ses services lui avaient acquis, il imita, bientôt après, l'exemple de ses généraux; mais, en subissant le joug de la nécessité, il sut conserver de la dignité : en déposant les armes, il préféra rentrer dans la vie privée, à accepter un commandement sous le capitaine général envoyé par le premier consul.

Ces événements arrivèrent d'autant plus à propos, que la fièvre jaune commençait à doubler ses ravages. Cette cruelle maladie, un des plus funestes présents que le nouveau monde ait fait à l'ancien, plus violente encore cette année qu'elle ne l'est ordinairement aux Antilles, moissonnait déjà une foule de braves. Les généraux Debelle, Ledoyen et Hardy furent du nombre de ses première victimes, et leur mort, presque simultanée, sema la désolation dans une armée dont ils avaient également mérité l'admiration et l'attachement. Les mois de mai, juin et juillet se passèrent ainsi dans une cruelle anxiété, et l'épidémie augmentant avec les chaleurs, menaçait d'engloutir bientôt les vainqueurs.

Toutefois, à la nouvelle de la pacification, les navires américains et français affluèrent dans les ports, où ils ramenèrent l'abondance; le commerce parut renaître sur les décombres encore fumants du Cap; le Port-au-Prince florissait; les maisons et les édifices de la capitale se relevaient; enfin, la confiance ranimait les planteurs et les habitants des villes.

Le capitaine général, à qui les premiers événements de la guerre n'avaient pas donné l'espoir d'un si prompt et si heureux dénouement, ne perdait pas un instant pour en profiter. Un conseil colonial, présidé par le préfet Bénézech et composé de tout ce que la colonie avait conservé d'hommes versés dans le gouvernement, fut institué pour aviser aux moyens de ramener l'ordre, la justice, et créer une bonne administration. Leclerc appréciait toutes les difficultés qui lui restaient à vaincre, et les dangers de la confiance qu'il accordait aux noirs; mais il fallait se résoudre à les gagner, ou les poursuivre à outrance jusqu'à la destruction de leurs cadres : or, pour atteindre ce résultat, il eût été indispensable de disséminer ses troupes affaiblies, et de lancer cent petits détachements après des hommes acclimatés, vivant de rien dans leurs montagnes, et beaucoup plus rompus à la fatigue que les soldats européens.

Les instructions des consuls prescrivaient de profiter de la première occasion pour faire passer en Europe tous les chefs noirs, avec promesse d'y être employés selon leurs grades. Les places d'officiers subalternes devaient être accordées dans les corps, par tiers, aux blancs, aux mulâtres et aux noirs. On se flattait ainsi que le déplacement de quelques ambitieux ôterait toute influence aux noirs, qu'on rassurerait d'ailleurs sur leur condition future, en leur laissant tous les emplois qui ne donnaient pas un commandement dangereux, et en leur conservant les droits politiques qu'ils avaient acquis par les lois antérieures. On avait recommandé en outre au capitaine général de se rattacher les hommes de couleur par tous les moyens possibles, en rendant aux créatures de Rigaud l'appui qu'on leur avait si malheureusement enlevé.

Quelque efficaces que dussent être ces mesures pour rétablir l'autorité de la métropole, Leclerc ne jugea pas prudent de les risquer : il craignit que l'arrestation des chefs ne rallumât une insurrection générale, et crut qu'en les traitant au contraire avec égards, on parviendrait plutôt à leur inspirer de l'attachement pour la France; cette erreur, qui fait honneur à son caractère, porte avec elle son excuse. Bonaparte a cependant reproché à son beau-frère de s'être écarté de la ligne qui lui avait été tracée; mais il est difficile d'apprécier au juste l'influence qu'aurait pu avoir une mesure qui ne fut jamais exécutée.

La conduite de Christophe, de Maurepas et de Dessalines, justifia d'abord la confiance du général en chef; ils mirent un soin tout particulier à éloigner d'eux jusqu'à l'apparence d'une arrière-pensée; ils fusillaient sans pitié tous ceux de leur caste qui refusaient de déposer les armes; ils déployèrent même à cette occasion une sévérité dont l'excès aurait détruit les soupçons du plus défiant. Leclerc fut-il dupe de ces démonstrations, ou eut-il d'autres motifs de ne pas exécuter à la lettre les ordres du gouvernement? C'est ce que nous ignorons; mais il n'est que trop vrai qu'il eut lieu de se repentir de ses ménagements.

Toussaint vivait retiré depuis deux mois dans sa terre près d'Ennery, lorsqu'on intercepta quelques-unes de ses lettres qui dévoilèrent toute sa pensée. Cette découverte décida le général en chef à le faire arrêter, ainsi que le colonel Fontaine, son aide de camp, avec lequel il entretenait cette criminelle correspondance. La fièvre jaune atteignait alors son plus haut degré d'intensité; ses progrès étaient si effrayants, que chaque jour signalait la dispari-

tion de plusieurs centaines de braves, et que pour diminuer les chances de ce fléau, Leclerc avait jugé indispensable de transférer son quartier général à l'île de la Tortue. Toussaint se réjouissait de ces désastres en termes mystérieux, à la vérité, mais dont il était difficile de se dissimuler le vrai sens. Il se félicitait *de ce que la Providence venait enfin à son secours* (la Providence était le nom du grand hôpital du Cap, où les malades mouraient en quantité, et dont il faisait ainsi le sujet d'un atroce jeu de mots). En réfléchissant à la carrière de ce chef vindicatif et astucieux, on ne pouvait se méprendre sur ses intentions; d'ailleurs, on l'avait surveillé d'assez près pour être à même de recueillir une foule d'indices, sur le projet qu'il déguisait mal de reprendre les armes.

Le général Brunet reçut donc l'ordre de l'attirer dans une conférence, sous prétexte d'un arrangement relatif au cantonnement des troupes, et de se saisir de sa personne, ainsi que de l'escorte sans laquelle il ne marchait jamais. Brunet s'acquitta de cette tâche avec autant d'adresse que de vigueur; le président héréditaire de Saint-Domingue se vit enlevé, conduit aux Gonaïves, embarqué pour la France, et enfermé au château de Joux dans le Jura, où il mourut un an après, dévoré de regrets et de chagrin. Son aide de camp Fontaine, arrêté en même temps, fut jugé comme espion, et passé par les armes.

On ne saurait dire pourquoi Leclerc n'employa pas cette mesure décisive, à la même heure, contre tous les officiers supérieurs noirs, ainsi qu'il en avait l'ordre. On doit supposer qu'il reconnut du danger à exécuter ses instructions, pendant que ces chefs se trouvaient à la tête de soldats qui leur obéissaient aveuglément. La révolte de la Guadeloupe, motivée sur l'arrestation imprudente de deux ou trois subalternes, bien moins influents que ceux de Saint-Domingue, donnerait quelque poids à cette supposition. Toutefois, s'il parut possible d'arrêter Toussaint, comment put-on hésiter de se saisir d'une trentaine d'autres chefs, lorsque le gouvernement avait ordonné cette mesure, et que ces individus avaient bien moins de crédit sur la population noire que Toussaint? Ces mêmes soldats, dont on redoutait l'opposition, n'avaient-ils pas arrêté et fusillé Moyse; balancèrent-ils, quand il fallut exécuter Charles Belair? Ne pouvait-on pas charger du soin de cette arrestation Clervaux, Péthion, Boyer, et les autres chefs mulâtres, en leur promettant de l'avancement ou des commandements de choix?

Cette faute ne fut pas la seule que commit Leclerc : loin de gagner les hommes de couleur, et de rendre à Rigaud une partie de son ancienne influence, il fit tout pour s'aliéner cette caste. Le capitaine général avait reçu à cette époque la demande d'un chef pour la Guadeloupe, où l'esprit de révolte donnait des inquiétudes; il y envoya Boudet, qui avait servi autrefois avec distinction dans cette île. La mesure était sage en elle-même; mais on désigna malheureusement pour le remplacer dans la partie du Sud, Rochambeau, qui s'y était fait une multitude d'ennemis. Quand la méfiance s'empare des cœurs, elle y fait de rapides progrès, surtout chez les mulâtres. Ceux du Sud et de l'Ouest la témoignèrent sans détour; Rochambeau, ombrageux, ne fit que l'accroître par des mesures dont la rigueur ralluma toutes les haines.

Pour surcroît de malheur, Rigaud, à peine débarqué au Port-au-Prince, fut dénoncé comme un homme dangereux, et Leclerc trompé sur son compte, eut la faiblesse d'ordonner qu'on le fit rembarquer sur-le-champ pour la France. Dès ce moment, toute sa caste indignée, ne douta plus qu'on n'eût formé le projet de lui ravir tout ce qu'elle avait obtenu de la révolution; elle partagea les craintes, les espérances et les projets des noirs. Avant de rendre compte des funestes effets de cette disposition des esprits, il est nécessaire de porter un moment notre attention vers la Guadeloupe, où se préparait la commotion qui devait de nouveau bouleverser les Antilles.

On se rappelle que Richepanse avait été embarqué à Brest avec 3,400 hommes, à bord de l'escadre du contre-amiral Bouvet. Il descendit, le 7 mai, au Gozier et à Pointe-à-Pitre, sans résistance. Pelage se présenta aussitôt à lui pour recevoir ses ordres; mais Ignace ne céda le fort de la Victoire qu'à la force, et se jeta avec les 200 hommes qui formaient la garnison dans les mornes, pour gagner la Basse-Terre. Richepanse se rendit ensuite avec 2,000 hommes, par mer, devant cette ville; mais loin d'y recevoir le même

accueil, il fut obligé de débarquer sous le feu des batteries, et d'attaquer ensuite, le 10 mai, les noirs retranchés sur la rivière des Pères : ici le combat se prolongea jusqu'à la nuit avec un acharnement dont la valeur des soldats républicains ne triompha qu'avec peine.

Delgresse, mulâtre, ancien aide de champ de Lacrosse, commandait ces réfractaires à côté de ce même Ignace, qui l'avait arrêté peu de semaines auparavant. Pelage, au contraire, donna, dans les rangs français, des preuves de la plus éclatante bravoure : circonstance bizarre, qui prouve à quel point il est difficile d'expliquer les intérêts qui agitèrent ces malheureuses contrées, et la part que les passions individuelles eurent à ces bouleversements.

Le lendemain, 11 mai, les Français forcèrent la position retranchée des insurgés sur la rivière, et pénétrèrent dans la Basse-Terre, sans donner aux noirs étonnés le temps de saccager la ville, comme ils en avaient le projet. Le fort Saint-Charles, bâti sur le versant des mornes qui dominent cette ville, servit de refuge à ceux des vaincus qui ne s'étaient pas dispersés dans les montagnes, et on se disposa aussitôt à l'attaquer en forme. La tranchée fut ouverte le 25 mai, et on arma deux jours après les batteries de pièces de gros calibre, qu'on fut forcé de traîner à bras dans les mornes sur des affûts marins, avec des peines inouïes. Le lendemain, les noirs cherchèrent à s'emparer du parc de siége, à la faveur d'une sortie vigoureuse; mais on les fit rentrer dans le fort, avec perte de 200 hommes.

Les batteries de siége ayant été démasquées le dernier jour de mai, trente pièces foudroyèrent le fort, qui répondit d'abord avec assez de vigueur; cependant, dès le 3 juin, la majeure partie de son artillerie se trouva démontée sur les remparts, et Delgresse craignant les suites de l'assaut, évacua la place de nuit, pour se jeter dans les mornes de Matoubas. Ignace prit le chemin de Capesterre, et quoique serré de près par le général Gobert, il mit tout à feu et à sang sur son passage. Ce barbare ayant été joint par un millier de nègres armés, osa forcer le passage de la rivière Salée, reparaître dans la Grande-Terre, et menacer même la Pointe-à-Pitre.

Gobert, instruit au Petit-Bourg de cet événement, se hâta d'envoyer Pelage à la Pointe-à-Pitre, résolu de le soutenir aussitôt que ses troupes auraient pris quelque repos. Pelage arrivé seul ramena bientôt la confiance dans les esprits, et, ralliant ce qu'il put d'Européens avec la garde nationale, il contraignit les insurgés de se retirer sur la redoute de Baimbrige. Peu content d'avoir sauvé la ville, Pelage se disposait encore à enlever de vive force cet ouvrage informe, quand Ignace se mit en devoir de se faire jour. Gobert débouchant sur ces entrefaites à la tête des troupes venues du Petit-Bourg, le battit de revers et sema la mort dans ses bandes indisciplinées. La redoute fut forcée après une canonnade de quelques heures : on fit main-basse sur tout ce qui restait : 675 morts et 275 prisonniers, qu'on fusilla à la Pointe-à-Pitre, formaient toute cette bande, dont il ne resta pas un seul homme; Ignace, son chef, ne voulut pas survivre à sa défaite, et périt dans l'action.

Gobert et Pelage étant revenus à la Basse-Terre, Richepanse songea à profiter de ce rassemblement de forces pour attaquer Delgresse dans sa position formidable du Matoubas, couverte de retranchements, et dont deux torrents qui coulent dans des lits taillés à pic à une grande profondeur, rendent l'abord presque inaccessible. Une colonne gravit les mornes et gagna le Presbytère pour couper la retraite aux noirs; deux autres les attaquèrent simultanément sur les flancs. Malgré les difficultés extrêmes du terrain, l'accord le plus parfait régna dans cette attaque, et en prépara le succès. Forcés dans les retranchements de Matoubas, Delgresse, et 300 des plus braves, se sauvèrent dans la ferme d'Anglemont, où ils se firent sauter. Une autre partie se dispersa pour gagner les mornes; mais atteints dans leur fuite, ils furent taillés en pièces.

Cette opération mit fin aux hostilités; Richepanse put s'occuper à loisir du rétablissement de l'ordre et des cultures; il fit désarmer tous les noirs qui avaient été enrégimentés, en jeta 2,000 sur la côte de la Terre-Ferme, en envoya 1,000 à Brest, ainsi qu'une trentaine d'officiers de couleur. Les membres du conseil provisoire demandèrent eux-mêmes d'être conduits en France; mais à peine y furent-ils arrivés qu'on les jeta dans les prisons,

sans en excepter Pelage (1). Quoique Richepanse prît le titre de capitaine général, il fut forcé de se dépouiller un moment de son autorité ; Bonaparte avait exigé, en réparation de l'outrage fait à son délégué, que l'amiral Lacrosse reprît ses fonctions pendant un mois. L'amiral fit son entrée solennelle le 5 août, et signala son retour par un arrêté qui rétablissait l'ancien régime colonial, appuyant cet acte arbitraire sur une loi qui n'était applicable qu'à la Martinique et aux colonies rendues par l'Angleterre. Cette mesure fit des mécontents; mais tous les hommes en état de s'y opposer étaient déportés : quelques assassinats alarmèrent Lacrosse, qui redoubla ses proscriptions; on dressa des bûchers, et le supplice horrible des cages de fer, usité par les Anglais contre les nègres marrons, fut appliqué à des blancs qu'on accusa de complicité avec les rebelles.

Richepanse ne fut pas longtemps complice de ces actes d'un despotisme ombrageux ; atteint de la contagion, il rendit le dernier soupir, le 3 septembre 1802, laissant ses troupes, aussi bien que les habitants, dans la douleur et la consternation. Le général Ernouf, ancien chef d'état-major de Jourdan, succéda quelques mois après à l'amiral. Mais quoique celui-ci fût disposé à gouverner avec modération, il ne put ramener la confiance ni l'attachement des noirs pour la métropole.

Le rétablissement de l'ancien régime à la Guadeloupe se fit sentir par contre-coup à Saint-Domingue (2). Bien que Bonaparte affirme qu'il ne fut qu'un prétexte, et que la révolte des noirs ait été préméditée longtemps auparavant, il y a lieu de croire qu'il y ralluma la guerre, ou du moins qu'il en fut une des principales causes.

En effet, malgré l'enlèvement de Toussaint, Saint-Domingue jouissait encore du calme trompeur qui précède les tempêtes. Le désarmement des cultivateurs, prescrit dans toute la colonie, rencontrait, il est vrai, quelques difficultés. Des affranchis considérèrent le port d'armes comme un droit de leur nouvelle qualité; d'ailleurs, tous les individus qui, depuis 1793 avaient vécu de brigandage sous différents chefs, préféraient se réfugier dans les savanes, et reparaître ensuite tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, pour se livrer à leurs excès ordinaires. Cependant, grâce au feint empressement des généraux noirs, près de 30,000 fusils, dont les deux tiers furent reconnus pour être de fabrique étrangère, avaient été réunis; mais les bandes de Sans-Souci, de Rances, de Sylla et plusieurs autres, se grossirent par suite des mesures violentes que cette opération nécessita.

Le mécontentement avait passé des noirs dans les rangs des hommes de couleur, par les motifs déjà indiqués : ce qui était arrivé au mois d'août à la Guadeloupe, bientôt ébruité à Saint-Domingue, devint le signal de plusieurs insurrections.

La position du capitaine général empirait ainsi de jour en jour : dix généraux et plus de 12,000 hommes avaient déjà succombé sous la fièvre dévastatrice. C'était le temps le plus fatal pour mettre les troupes en campagne ; et puis, comment disperser le peu qui restait en colonnes mobiles, et garder en même temps les points essentiels de mornes et de la côte ?

La défection de Charles Belair, en signalant au général Leclerc de nouveaux dangers, redoubla son embarras. Il n'entrevit d'autre moyen d'en sortir qu'en faisant un appel à la fidélité plus que suspecte des chefs de troupes coloniales, qui feignirent d'y répondre avec empressement. Ce Charles Belair, neveu de Toussaint, et celui de ses officiers qui s'était montré le plus attaché à sa cause, prétextant la disparition de Lamartinière, et le supplice de quelques femmes, avait soulevé la septième demi-brigade, et les noirs de l'Artibonite, avec lesquels il gagna le Chaos. Dessalines, qui commandait à Saint-Marc, se mit aussitôt en campagne contre lui, et soit qu'il ne fût pas en mesure de joindre ses troupes aux siennes, soit qu'il fût bien aise de se débarrasser d'un rival qui

(1) Après une détention de seize mois, ils furent mis en liberté, parce qu'*il n'y avait pas lieu à accusation!* Pelage servit dans son grade à l'armée d'Espagne, et mourut par suite de blessures reçues à la bataille de Vittoria. L'issue de cette expédition est la critique la plus amère qu'on puisse faire de la conduite de Lacrosse.

(2) Les Mémoires de Sainte-Hélène prétendent que le décret des consuls, qui ordonnait le maintien de l'esclavage dans les colonies rendues par l'Angleterre, était exceptionnel; mais si l'arrêté de Lacrosse qui rétablissait l'ancien système colonial à la Guadeloupe était contraire à ses instructions, comment resta-t-il impuni?

pourrait se prévaloir de sa parenté avec Toussaint, pour lui succéder un jour, il l'attira dans un piége, le fit arrêter, et conduire chargé de fers au Cap. Traduit devant une commission militaire, composée d'hommes de couleur, et présidée par Clervaux, Charles Belair fut condamné et fusillé; les troupes coloniales exécutèrent ce jugement sans laisser échapper les moindres marques de regret. Dessalines ne s'en tint pas là, plus de 300 noirs fusillés sur l'Artibonite, attestaient la soif de sang de ce tigre, et le cas qu'il faisait des siens, quand il s'agissait d'inspirer aux généraux français une aveugle et déplorable confiance.

Son hypocrisie ne tarda pas à se démasquer, non plus que celle de ses collègues. Clervaux, tout couvert du sang de Charles Belair, leva l'étendard de l'insurrection, le 13 septembre, avec trois demi-brigades. Péthion qui l'avait instigué, suivit son exemple; et peu s'en fallut qu'ils n'entrassent en vainqueurs au Cap, le 16.

Leclerc s'y trouvait avec un millier d'hommes de couleur, et à peine 400 soldats européens : il eût été perdu si Clervaux ne lui eût pas donné ces trois jours pour se reconnaître, désarmer et conduire à bord de l'escadre les troupes coloniales. Le 16 septembre, Clervaux et Péthion se présentèrent pour enlever la place de vive force, mais en s'acharnant sur le fort Jeantot, ils perdirent un temps précieux, et furent vigoureusement repoussés. Cet accueil les déconcerta et sauva le Cap, ils se retirèrent en abandonnant 5 à 600 morts. La garde nationale de cette ville, au nombre d'environ 1,000 hommes, se distingua dans cette occasion, où il allait, à la vérité, de son existence.

Les premiers succès obtenus par les colonnes d'insurgés, que l'on voyait de tous côtés se diriger vers la ville, avaient semé l'alarme dans l'escadre, dont les équipages, également victimes de la fièvre jaune, n'étaient guère moins réduits que les troupes de terre. Les chefs de la marine tremblant que les hommes de couleur détenus à bord, n'égorgeassent les équipages, et ne s'emparassent des vaisseaux. se décidèrent à employer une mesure que ne justifiera jamais le péril où ils se trouvaient. Douze cents noirs furent inhumainement précipités dans les flots; on a dit que c'était les représailles des massacres ordonnés par Dessalines à l'époque du débarquement de l'armée, mais l'humanité n'admettra jamais de semblables excuses. Les blancs en furent les premières victimes, car la nouvelle de cette épouvantable exécution, répandue dans l'île, y redoubla l'animosité des noirs, et servit de prétexte à des actes de barbarie qui font dresser les cheveux. Dès lors, le massacre entre les différentes couleurs, reprit le caractère de la férocité qu'il avait en 1793 : les noirs recommencèrent à arracher les yeux à leurs prisonniers, et à les scier vifs entre deux planches.

Christophe, demeura neutre pendant l'attaque du Cap, mais partit dans la nuit suivante pour joindre les insurgés, et on pense bien que Dessalines ne tarda pas à en faire autant dans l'Ouest, avec le reste des troupes noires. C'est une circonstance assez remarquable, que l'étendard de la révolte ait été levé par deux mulâtres, Clervaux et Péthion, et que les chefs noirs ne les aient imités qu'après les noyades. Nous ne voulons pas en conclure qu'il eût été plus sage de se fier à eux qu'aux hommes de couleur; nous rapprochons seulement des faits.

Cette levée universelle de boucliers, plongea le capitaine général dans la consternation. Pour bien juger l'horreur des circonstances dans lesquelles Leclerc se trouva, dit Pamphile-Lacroix, il faudrait faire connaître chaque jour la situation périclitante de son armée. De 34,000 hommes débarqués, 24,000 étaient morts, 7,000 gisaient dans les hôpitaux, 3,000 combattants restaient seuls sur la surface immense de Saint-Domingue. La garde nationale qui avait rendu tant de services, n'étant plus composée que de propriétaires, se trouvait insuffisante pour protéger les campagnes: on s'estima heureux encore de pouvoir compter sur celle des villes pour soulager le pénible service de leurs garnisons.

Le capitaine général aurait commis une faute inexcusable en laissant ce peu de troupes éparpillé dans toute la colonie, avec l'espoir chimérique de la conserver; il fallut donc se décider à en abandonner la majeure partie aux insurgés pour garder quelques points essentiels. La concentration du peu de troupes qui restait, devenait scabreuse au milieu de forces quintuples, soutenues encore d'une

foule de cultivateurs armés. Pamphile-Lacroix chargé d'évacuer l'Est, sauva par sa présence d'esprit les troupes qu'il amenait de Fort-Dauphin, et les dépôts considérables qui se trouvaient au fort Dampierre.

Le général Brunet s'étant assuré de la personne de Maurepas, au Port-de-Paix, l'envoya avec ses troupes au Cap, où il fut noyé. Les restes de cette division se concentrèrent pour la défense du môle Saint-Nicolas. Rochambeau réunit les débris de la sienne pour défendre Port-au-Prince et Saint-Marc. Cette concentration livrait à la merci des insurgés toute l'île où depuis longtemps l'autorité coloniale était méconnue. La mort du préfet Bénézech, avait fait passer l'administration à l'habile ordonnateur Daure; mais un conseil, sans crédit et sans action hors de l'enceinte des villes occupées, ne pouvait rien pour le retour de l'ordre, et l'évacuation de l'intérieur lui ôta sans retour le peu d'influence qu'il avait eu.

Cependant l'arrivée du général Watrin avec un léger renfort, et la disparition de Clervaux et de Christophe de devant le Cap, ranimèrent l'énergie de Leclerc. Dans la crainte que ces derniers ne se fussent dirigés sur Santiago, il envoya le général Pamphile-Lacroix, avec une centaine d'hommes et des armes, dans la vallée de Montechrist et du Cibao, où il s'était fait de nombreux partisans pendant son séjour dans l'Est. Cet officier parvint, en effet, à y lever en peu de jours un corps de 2,000 hommes, avec lesquels il tint en échec de nombreuses bandes d'insurgés.

Au milieu de ces soucis, le général Leclerc fut atteint de la fièvre jaune. A cette nouvelle, Clervaux et Christophe s'avancèrent de nouveau sur le Cap, dont ils tentèrent une seconde attaque. Le général Clausel, hors d'état de leur disputer le Haut-Cap et le fort Jeantot, fut ramené dans la ville, qu'il ne put même défendre qu'avec peine. Quoique Leclerc affectât beaucoup de calme dans ce pressant danger, ces événements hâtèrent les progrès de sa maladie, qui ne s'était pas d'abord montrée sous un aspect dangereux: il succomba enfin dans la nuit du 1er novembre.

Rochambeau vint du Port-au-Prince au Cap, prendre le commandement en chef. Cette circonstance n'était pas une chance de succès. Brave, mais violent, ce général était abhorré des hommes de couleur, et sa nomination devait étendre au Sud l'insurrection, qui n'avait jusque-là désolé que le Nord et l'Ouest. Dès son arrivée au Cap, il déploya toute son activité pour en éloigner Christophe et Clervaux; le débarquement de quelques bataillons frais, lui inspira même la pensée de reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix, persuadé que Leclerc avait favorisé le développement de l'insurrection en se renfermant dans la capitale. Mais le Sud, jusqu'alors si tranquille, attira bientôt toute son attention.

L'imprudente exécution du mulâtre Bardet, qui avait favorisé l'entrée de Boudet au Port-au-Prince. devint le signal de l'explosion, qui s'étendit en peu de jours jusqu'aux Cayes. Le mulâtre Ferou, l'un des plus attachés à la France, tant qu'elle donna protection à Rigaud et aux hommes de couleur, prouva en se mettant à la tête de ce mouvement, les fautes graves qu'on venait de commettre de nouveau envers sa caste. Les hostilités auxquelles il se livra, aigrirent à leur tour les Français; des exécutions injustes et arbitraires succédaient aux insurrections, et leur donnaient plus d'intensité en cherchant à les étouffer; chaque parti comptant de nombreuses victimes, voulait à son tour exercer des vengeances : on s'égorgea d'un bout de l'île à l'autre.

Laplume, resté seul fidèle à la métropole, réclama de prompts secours, et Rochambeau laissant à Clausel le soin de garder le Cap, s'embarqua avec 1,200 hommes pour le Port-au-Prince, d'où il envoya quelques bataillons à Tiburon pour renforcer Laplume. Après une vaine attaque sur Petit-Goave, Rochambeau se vit à son tour menacé dans Port-au-Prince.

Cependant le premier consul instruit de la défection des chefs noirs, du renouvellement de la guerre générale, et des pertes cruelles que l'armée éprouvait chaque jour, avait ordonné l'envoi de 10 à 12,000 hommes pour la renforcer. Ces troupes qui arrivèrent par transports successifs de deux ou trois bataillons, bientôt dévorées elles-mêmes par l'épidémie, et les pertes de combats, n'amélioraient en rien l'état des affaires, sur un théâtre aussi vaste, où tout conspirait contre elles. Leur apparition ne donnait que la faculté momentanée

d'occuper quelques arrondissements qu'il fallait bientôt quitter.

Enfin un dernier renfort de 2,000 hommes amenés d'Europe par l'amiral Bédout, procura à Rochambeau les moyens de tenter une expédition pour débarrasser le Sud. L'escadre reçut l'ordre de descendre ces troupes à Jérémie, et le général Brunet, rappelé par mer du môle Saint-Nicolas, où il se trouvait, vint en prendre le commandement.

Un mouvement concerté devait avoir lieu pour débusquer les insurgés des mornes de la Hotte, et de leurs versants sur les Cayes. Une colonne partie de Jérémie, eut la tâche de franchir ces montagnes. Une autre débarquée à Tiburon, se dirigea sur Torbec par le rivage, afin de se joindre aux troupes de Laplume. Cette triple attaque échoua. Férou se jeta sur les Polonais qui composaient la colonne de Tiburon; ces braves soldats, assaillis par une multitude de tirailleurs, embusqués dans les montagnes qui flanquent la route, furent abîmés vers *les Coteaux*, où leurs débris se rembarquèrent. La colonne partie de Jérémie n'eut pas plus de succès et y rentra maltraitée. Celle que Laplume avait lancée sur Torbec pour assurer la jonction, ne put échapper à Férou qu'en se hâtant de rentrer aux Cayes, de concert avec les troupes détachées pour la recueillir. Laplume, resserré dans cette ville, et prévoyant la ruine du petit nombre d'Européens qui restait, s'embarqua pour Port-au-Prince, ensuite pour l'Espagne, où il mourut digne d'un meilleur sort. Le peu de troupes resté aux Cayes, descendit à Jérémie, et Fressinet en prit le commandement. Quelques renforts venus de France permirent néanmoins de conserver ces deux places encore quelques mois.

Rochambeau ayant reçu de Paris l'ordre d'évacuer le Port-au-Prince et de concentrer sa défense au Cap, se rendit dans cette capitale. Toutefois, la crainte d'abandonner une ville si florissante à la vindicte des noirs, le détermina à laisser le général Sarrazin au Port-au-Prince avec quelques centaines d'hommes. Mais l'espoir de garder pied à Saint-Domingue, ne tarda pas à s'évanouir. La mésintelligence entre l'Angleterre et la France, qui se manifestait déjà depuis longtemps, parut à découvert dans les Antilles, avant même que la mission de lord Withworth ne la signalât à Paris.

La nécessité d'occuper les ports indispensables au commerce et à la conservation des communications avec la métropole, celle de garder quelques riches quartiers de culture, pour alimenter la population et l'armée, forçait les Français à se disséminer en cent postes. Déjà, depuis six mois, ils n'avaient pour communiquer entre eux d'autre moyen que la mer. Quoique le départ des flottes de Villaret-Joyeuse et de Gantheaume pour l'Europe eût réduit à quelques bâtiments les forces navales de l'expédition, cet état de choses était encore supportable tant que la paix maritime leur assurait l'empire du littoral : mais à cette époque, la rupture avec les Anglais vint leur enlever cette dernière ressource et jusqu'au moindre espoir de retraite. Des corsaires, armés par les noirs et protégés par les navires anglais, infestèrent le canal de Saint-Marc, celui de Gonave et la baie du Port-au-Prince qui se trouva dès lors étroitement serrée : l'amiral Latouche, après avoir fait d'inutiles efforts pour purger la côte de ces flibustiers, se trouva bientôt par la rupture avec l'Angleterre, hors d'état lui-même de tenir la mer; et son départ exposa les derniers débris de l'expédition à une destruction inévitable. Brunet, investi aux Cayes, s'estima trop heureux de se rendre au commodore Cumberland. Fressinet voulant évacuer Jérémie sans capituler fut pris en mer et conduit à la Jamaïque.

Dessalines investissait Port-au-Prince depuis deux mois. Cette malheureuse cité présentait le spectacle de la désolation et de la mort. Plus que toute autre, elle devait craindre la vengeance des noirs; et le sort dont elle était menacée n'échappait pas aux plus confiants. Sarrazin qui y commandait, s'enfuit à Cuba, laissant au général Lavalette le soin de s'en tirer comme il pourrait. Celui-ci n'eût d'autre ressource que de capituler avec Dessalines, le 5 octobre 1803, et de s'embarquer le lendemain pour la Havane, où il parvint heureusement avec l'état-major et le gros de ses troupes. La fortune lui réservait une autre épreuve, son bâtiment périt en voulant plus tard gagner Santo-Domingo, afin de rejoindre le général Ferrand.

Rochambeau, que l'armée accusait d'avoir doublé ses malheurs, par l'insurrection du Sud, et par la haine de tous les sangs mêlés qu'il s'était attirée,

tint quelques semaines de plus au Cap, bravant les horreurs de la famine, de la peste, et tous les fléaux conjurés. Cependant tout a un terme, et il fallut enfin opter entre les pontons anglais, ou les supplices des barbares; on assure que la marine britannique s'entacha en cette occasion, en forçant Rochambeau à traiter avec le plus féroce des noirs. Le Cap fut donc rendu à Dessalines, les débris de sa garnison et le peu de malheureux colons qui trouvèrent moyen de s'embarquer avec elle, sortirent du port par suite de cette convention; mais pour baisser pavillon et se rendre à la croisière anglaise.

Il ne restait plus aux Français que le môle Saint-Nicolas, où commandait le général de Noailles. Cette place, éloignée du foyer de l'insurrection et mieux fortifiée que les autres, devait tomber à son tour faute de vivres, de munitions et de défenseurs. Le brave Noailles, hors d'état d'y tenir plus longtemps, résolut de se faire jour à travers les escadres ennemies et d'aller se réfugier dans l'île de Cuba. Rencontré en mer par une corvette qui s'était mise à sa poursuite, il cacha son équipage, arbora le pavillon britannique et chemina de concert avec elle jusqu'à la chute du jour. Certain alors de pouvoir l'aborder à la faveur des ténèbres, il s'en approche, jette sur elle les grapins d'abordage et l'enlève après un combat dans lequel il reçut malheureusement une blessure mortelle. Le brick, qu'il montait, arrivé avec sa prise dans l'île où il cherchait un refuge, y joignit le détachement de Lavalette. Celui-ci, jaloux d'utiliser le petit nombre de braves qui lui restait, voulut faire voile pour Santo-Domingo, afin de s'y réunir au général Ferrand; mais son bâtiment, battu par la tempête, s'engloutit à la vue des côtes; comme si la fatalité se fut acharnée à la destruction des derniers débris ce cette malheureuse armée.

Le général Ferrand conserva durant plusieurs années la partie espagnole, à l'aide des milices de ce pays, qui, ennemies des noirs, secondèrent les Français de tout leur pouvoir. Ce fut en 1810 seulement, que bloqué dans Santo-Domingo, ce général, dénué de tous moyens, se vit contraint d'en faire la remise aux troupes de Christophe.

Ainsi finit cette fatale expédition, qui coûta à la France, non-seulement plus de 40,000 hommes d'excellentes troupes, mais encore ses meilleurs équipages de vaisseaux. Elle coupa le dernier fil de ses relations avec cette riche colonie; source inépuisable de regrets, qui offre à l'observateur de grands sujets de méditation.

Les historiens de cette époque n'ont pas épargné les traits de la critique, sur les conseils et les conducteurs de cette expédition. Leclerc et Rochambeau se laissèrent, dit-on, circonvenir par des blancs, anciens propriétaires, dont les rapports intéressés faussèrent leur jugement. Bonaparte trompé lui-même, s'il faut en croire plusieurs écrivains, voulut diriger de Paris les opérations nautiques et militaires à l'insu de ses ministres. Il crut aveuglément celui de la marine, quand il fut question de disgracier le colonel Vincent; mais il ne s'en rapporta plus à ses lumières lorsqu'il fallût tracer des instructions à l'amiral Villaret-Joyeuse et au capitaine-général.

C'est chercher dans des faits secondaires le résultat des causes principales. Bonaparte a d'ailleurs pris soin de détruire lui-même les bruits répandus à ce sujet. La flotte serait arrivée ensemble devant le Cap, que Toussaint n'en eût pas moins été en mesure de rassembler ses 13 demi-brigades dans les mornes, dès que son parti était pris de combattre. En supposant même qu'il se fût soumis, on ne peut croire que cela se fût prolongé au delà du terme où la fièvre jaune aurait mis l'armée hors d'état de résister au soulèvement général.

Par les mêmes motifs, on ne saurait affirmer que le succès de l'expédition dépendît, comme le prétend Bonaparte, de l'inexactitude de Leclerc à suivre ses instructions. Il est douteux que le renvoi en France de Dessalines, Christophe, Maurepas, Belair et de vingt autres noirs marquants, eût fait changer le cours des événements, lors même qu'on eût accordé toute confiance aux hommes de couleur. Quand on pense que le mulâtre Péthion, un des plus dévoués à la France, fut l'instigateur de la défection de Clervaux, et que leur révolte précéda celle de Dessalines et de Christophe, il n'est plus possible de raisonner, et l'on peut supposer avec raison que l'ambition personnelle s'affubla du masque du bien public, pour assouvir la soif de puissance qui dévorait quelques individus.

Cependant il est juste de convenir que le renvoi impolitique de Rigaud, les événements de la Guadeloupe, et les actes odieux commis envers les mulâtres, suffisaient pour exciter à la révolte ces hommes impétueux, *placés entre l'ignominie des anciens préjugés et l'avenir brillant que leur promettait l'émancipation;* c'était soumettre les hommes à une trop rude épreuve que de leur présenter cette alternative, et peut-être Péthion serait-il resté fidèle à la France, sans les juste alarmes qu'on inspira à son parti. Gagner cette caste valeureuse, en nommant Rigaud, Boyer et Péthion lieutenants du capitaine général, à la place des noirs qu'on eût renvoyés en France, pour y être employés dans leur grade, tel eût été peut-être le moyen de conserver la colonie, non qu'il fût exempt de danger. C'était remettre, je le sais, les intérêts de la métropole à des agents suspects; mais ils étaient moins nombreux que les noirs, et ils avaient encore trop besoin de la France, pour s'en détacher.

Toutefois, ce ne sont que des probabilités plus ou moins fondées. En jugeant d'après les événements, et surtout d'après le rôle que Péthion et Boyer ont joué depuis, on serait autorisé à croire que ces deux chefs eussent hérité de l'ambition de Toussaint en héritant de sa puissance, et que la guerre maritime qui se ralluma à cette époque, eût tôt ou tard provoqué la déclaration de leur indépendance. La conduite modérée de Péthion, lorsqu'il parvint dans la suite au pouvoir, et le dédain, qu'à l'exemple de Washington, il affecta pour l'autorité suprême, ne prouvent rien contre ces assertions; on peut dédaigner la couronne et vouloir affranchir sa patrie. Si les riches créoles, d'origine européenne, tiennent faiblement à la métropole, quand ils entrevoient un avantage dans l'émancipation, quelle raison d'attendre un attachement plus religieux, plus filial, d'hommes qui ne connaissaient la France qu'indirectement, et ne se considéraient pas même comme Français? La conduite des Anglo-Américains en 1770, et les derniers événements de l'Amérique espagnole, ne prouvent-ils pas assez que la perte de Saint-Domingue était inévitable, dès que des intérets si opposés y étaient aux prises, et qu'il y avait impossibilité d'y entretenir des forces françaises capables de les faire taire devant celui de la métropole?

A la vérité, la conduite de Pelage à la Guadeloupe, celle de Laplume à Saint-Domingue, les services essentiels que rendirent Maurepas et ses noirs, lorsqu'ils combattirent dans les rangs français, sont autant de circonstances qui militent en faveur du système qu'avait adopté Bonaparte; mais Leclerc compromit l'expédition, en déviant de cette marche. Au reste, c'est trop s'aventurer dans le champ des conjectures; nos lecteurs sauront trouver, dans les passions individuelles, les perfides suggestions de l'étranger et les intérêts des masses, la clef de tous ces événements, sur lesquels nous nous sommes déjà plus appesanti que les bornes de cet ouvrage ne le comportent.

On sait que dès lors, Saint-Domingue fut perdu pour la France. La partie du Nord se trouva soumise à l'empereur Dessalines jusqu'en 1806, que ce tigre, à figure humaine, tomba sous les coups de Christophe et de Péthion. Le premier lui succéda sous le titre modéré de chef du gouvernement d'Haïty, mais la manie d'imiter est aussi la passion de ces petits ambitieux. Toussaint avait cru égaler Bonaparte en se proclamant président à vie: Dessalines prit comme lui le titre d'empereur; Christophe, à leur exemple, voulut un trône, et se fit bientôt couronner roi, sous le nom d'Henri Ier. La partie du Sud, au contraire, formée en république par Péthion, puis soumise à sa mort, en 1818, au président Boyer, lutta pendant plusieurs années avec peine contre l'empire noir, dont elle triompha néanmoins en 1820, par la révolte de la propre armée de Christophe qui, sur le point de tomber au pouvoir de son adversaire, se brûla la cervelle.

Ainsi, la totalité de l'île, réunie aujourd'hui sous la direction d'un homme de couleur, semble confirmer tout ce qu'on a déjà dit sur la supériorité de cette caste, et sur les moyens qui eussent pu fournir un point d'appui à la métropole, pour soumettre de nouveau Saint-Domingue (1). Un jour

(1) Brave, instruit, actif, Boyer a toujours montré un grand attachement pour les Français. Il est hors de doute qu'il eût consenti en 1802, à être l'appui de leur puissance à Saint-Domingue, si Leclerc s'y fût mieux pris: aujourd'hui, que son pouvoir s'étend sur l'île entière, il serait difficile de le croire dans les mêmes dispositions.

peut-être, le temps opérera cette révolution, mais alors les situations respectives seront bien changées, et la colonie ne rendra plus jamais à la France, ce qu'elle lui rapportait en 1789.

La Guadeloupe resta sous le gouvernement du général Ernouf, jusqu'en 1810, époque à laquelle elle tomba au pouvoir des Anglais, à la suite d'une faible résistance. Ils la conservèrent jusqu'en 1814, que le traité de Paris la rendit à la France.

CHAPITRE CXV.

Troisième constitution donnée à la Suisse. — Les Français évacuent ce pays. — Insurrection des fédéralistes contre le gouvernement helvétique. — Médiation de la France. — Le général Ney entre en Suisse, et dissout la diète. — Acte de médiation. — Conclusion de cet ouvrage.

Nous avons laissé la Suisse au milieu de l'embarras du choix d'une constitution; il était moins difficile de poser les bases d'une administration appropriée à ses besoins, que de satisfaire les intérêts divergents et parfois opposés de ses cantons. Un des effets les plus déplorables de la charte promulguée le 25 mai 1802, avait été de porter Dolder à la dignité de premier landamman, car il ne possédait l'estime de personne. D'ailleurs, le système de fédéralisme absolu avait tourné la tête à tous les partisans de l'ancien régime, et le peuple imputait aux formes unitaires, même les plus mitigées, tous les maux qu'il eût été plus juste de rejeter sur l'agression française, et sur la double invasion qui en fut le résultat.

Nos lecteurs ne pourront sans doute pas se défendre d'un sentiment pénible, en remarquant à quel point les passions égarent les hommes, puisque tant de braves Helvétiens étaient prêts à s'entre-déchirer pour une modification dans les formes constitutionnelles de leur pays. Les différents pactes successivement présentés depuis deux ans, ne variant, en effet, que sur des accessoires presque imperceptibles pour l'étranger qui n'eût pas été à même d'observer de près la nature des passions aux prises dans cette malheureuse lutte.

Il faut néanmoins l'avouer, ces nuances dans les formes n'étaient que des prétextes dont les fauteurs de discorde se servaient pour renverser ce qui existait. Si toute la question qui divisait les partis, se fût réduite à décider, que le gouvernement central ne se mêlerait point de l'administration intérieure des cantons, et les laisserait se régir eux-mêmes, le rapprochement eût été facile à opérer; aucun Suisse n'eût refusé quelques concessions, et la dernière charte eût aisément satisfait à tous les besoins. Mais il s'agissait de statuer à la fois sur les principes, les causes et les résultats de la révolution: c'est-à-dire, qu'il fallait rendre aux Bernois ceux de leurs anciens sujets qui désiraient rentrer sous leur domination; reconnaître l'indépendance du canton de Vaud; statuer sur le sort de l'Argovie: accorder une part aux anciens sujets des cantons, et surtout à ceux de Zurich, Bâle, Fribourg, Thurgovie et Saint-Gall : or, c'était sur ces points capitaux que les avis différaient principalement, *et à moins d'une intervention puissante, il n'y avait que le temps ou la force qui pussent en décider*.

Les événements ne tardèrent pas à prouver cette vérité. Les petits cantons instigués, déclarèrent, ouvertement, dès le 6 juillet, qu'ils ne reconnaîtraient jamais cette constitution qui les soumettait aux lois odieuses d'un gouvernement unitaire. Ils ne voulaient, disaient-ils, que la liberté conquise par leur ancêtres, vouant haine éternelle à tout ce qui semblait y porter atteinte.

Le landamman et le sénat, trop faibles pour les contraindre, assemblèrent néanmoins quelques troupes à Lucerne, et nommèrent des commissaires pour aller porter chez les réfractaires des paroles de paix, tout en les menaçant de l'emploi de la force. Les deux partis restèrent ainsi en présence, cherchant à démêler la part que prendraient la France, l'Autriche et l'Angleterre à leur conflit.

L'embarras de ses finances ayant mis le gouvernement helvétique hors d'état de lever les milices sur lesquelles il croyait pouvoir compter, la France avait jugé nécessaire de laisser la division Montchoisi en Suisse, jusqu'au milieu de 1802. Cette mesure, contraire au traité de Lunéville, ne donnait pas seulement des griefs à l'Autriche et à l'Angleterre; l'empereur Alexandre même, intercédait près du premier consul, en faveur de ce pays: dès lors il était facile de prévoir que l'occupation aurait un terme, et que les deux partis en vien-

draient bientôt aux mains. Le seul moyen de prévenir ce mal eût été, comme nous l'avons dit, de reconnaître à Lunéville les bases du gouvernement existant; mais l'oubli de cette précaution ne laissait guère entrevoir la possibilité d'y remédier, à moins d'une nouvelle réunion de plénipotentiaires, qui eût remis en question tout ce qu'on croyait avoir réglé à la paix définitive.

S'il était délicat pour la France ou l'Autriche, de proposer un tel amendement, c'était au contraire un devoir pour le gouvernement helvétique de le provoquer de tous ses moyens, en démontrant aux cabinets les conséquences probables d'un nouveau conflit, qui troublerait le repos des cantons, et par contre-coup celui de l'Europe. Le rétablissement de la neutralité de la Suisse, détruite par le traité d'alliance de Paris, du 11 septembre 1798, était à désirer par tous les partis, et devait être le résultat d'une médiation officieuse. Pour obtenir l'abolition de ce traité, l'Autriche eût aisément reconnu la charte, que le premier consul avait proposée à Glayre, et les réactionnaires n'eussent pas osé renverser des institutions solennellement reconnues par toute l'Europe.

Rien de tout cela n'ayant été prévu, le premier consul ne crut pas devoir retarder plus longtemps l'exécution du traité de Lunéville, et ordonna au général Montchoisi d'évacuer la Suisse, au milieu de juillet, sans prendre aucun arrangement préalable avec l'autorité helvétique, qu'on estima assez forte pour comprimer les réfractaires. Ce départ des troupes françaises, à l'instant même où la dissidence des petits cantons aurait rendu leur présence plus nécessaire, fut regardée par les deux partis comme une preuve manifeste de l'abandon volontaire ou forcé de la France : les fédéralistes l'attribuant à l'influence de l'Autriche et de l'Angleterre, n'en devinrent que plus hardis dans leurs machinations.

Le gouvernement helvétique, informé de cet événement, le 12 juillet, par le général Montchoisi, en fut aussi déconcerté que s'il n'avait pas dû s'y attendre depuis un an. A la vérité, il n'en avait reçu aucune communication officielle, ni de Paris, ni de l'ambassade de France, ce qui le détermina à charger le ministre Stapfer d'en témoigner son étonnement au ministre des relations extérieures, et de réclamer en même temps la suspension d'une mesure qui le jetait dans le plus grand embarras.

Cette démarche, dont on lui a fait de si durs reproches, était néanmoins très-naturelle : le gouvernement helvétique, sans rien préjuger sur le fonds, devait se formaliser qu'on se bornât à une simple notification par l'autorité militaire, au moment même de l'évacuation ; tandis qu'en allié fidèle, il avait droit de s'attendre à ce qu'on le consultât sur l'opportunité de la démarche, ou du moins à ce qu'on l'en prévînt à temps par son ministre à Paris, pour qu'il pût aviser aux mesures qu'elle nécessiterait.

Les remontrances du landamman et du sénat, se croisèrent en route avec le message de Stapfer, et la note du ministre Talleyrand qui confirmait la nouvelle donnée par Montchoisi; dès lors, il fallut prendre franchement un parti. Sans doute, l'évacuation du sol national par une force étrangère, est un événement toujours désirable, et le patronage de baïonnettes alliées fut de tout temps une triste et dangereuse ressource pour les gouvernements faibles. Si jamais ces vérités furent susceptibles d'exceptions, certes les chefs de l'administration helvétique avaient droit de la réclamer en leur faveur. L'occupation ne provenait point de leur fait : résultat des projets de Reubel, elle succédait à une guerre ruineuse qui ôtait au gouvernement la faculté d'entretenir la force nécessaire pour comprimer ses ennemis.

Le temps seul pouvait consolider la paix, et ramener l'union ; et le moyen d'atteindre ce but n'était pas plus de rétablir l'oligarchie que d'encourager la démagogie, mais bien d'opérer une fusion successive des intérêts nouveaux avec les anciens. En diminuant peu à peu la force de la division française, on pouvait éviter une guerre civile odieuse ; mais outre ce qu'une telle demande aurait eu de contraire aux stipulations de Lunéville, personne ne se dissimulait que, présentée comme un attentat à l'indépendance nationale, elle soulèverait tous les esprits. Le landamman et le sénat crurent donc qu'il suffirait que le premier consul manifestât par une déclaration formelle, le prix qu'il attachait au maintien de l'ordre de choses établi. Cette demi-mesure était insuffisante et basée sur des calculs erronés, puisqu'elle imposait

au gouvernement français une responsabilité tout onéreuse pour lui, sans ôter aux fédéralistes l'espoir d'être secondés par l'Autriche.

Dolder est ses collègues ne comptant que faiblement sur le succès de cette démarche, cherchèrent ensuite à remplacer les troupes françaises, sans détruire le prestige de l'indépendance : ils demandèrent qu'on mît en échange à leur disposition les demi-brigades helvétiques au service de France ; terme moyen qui semblait en effet propre à consolider l'administration existante, sans blesser les convenances et l'amour-propre national. Cette proposition qu'on a censurée avec tant d'amertume, était néanmoins la seule convenable, et de tous les actes de ce gouvernement, c'est celui qui prête le moins à la critique,

Cependant, la nouvelle du départ des troupes françaises, répandue avec la rapidité de l'éclair, donna bientôt lieu à des troubles sérieux. Les petits cantons, non contents de repousser la constitution imposée, disaient-ils, par l'astuce et la force, coururent aux armes pour soutenir leur protestation. Le sénat helvétique délégua le préfet de Lucerne, Keller, avec de pleins pouvoirs, pour s'entendre avec eux. Le 1er août, sous les yeux même de ce commissaire, l'assemblée générale de Schiwtz rétablit les anciens conseils, et plaça à leur tête le landamman Reding. La même chose eut lieu à Stanz et à Sarnen, où Wursch et Deflue furent nommés landamman de l'Unterwald. Uri balança un moment, et finit par suivre cet exemple.

Les trois petits cantons confédérés, ouvrirent, le 17 août, une diète à Schwitz, et par une bizarrerie assez remarquable, leur premier soin fut d'abolir tous les priviléges, au moment où leurs alliés de Berne et de Zurich conspiraient, pour les rétablir!!! L'abolition des priviléges par des paysans-souverains, qui semble au premier aspect un contresens, n'en était pourtant pas un; car il y avait aussi des exclusifs et des sujets dans ces petits cantons (1). Cette démarche, plus politique peut-être que sincère, devait en effet leur attacher ceux qui, sous la dénomination d'anciens sujets, pouvaient avoir des intérêts divergents; ils envoyèrent ensuite des agents à Glaris, Appenzell, dans les Grisons et à Lucerne, en un mot, à tous les cantons limitrophes, pour s'allier avec eux, *à l'effet de rétablir l'antique liberté*; mais ces mots avaient, comme on sait, une acception bien différente selon les convenances des partis.

De leur côté, les Bernois ne perdaient pas leur temps ; une société secrète, formée par Aloys Reding et Rodolphe d'Erlach, avait étendu depuis un an ses ramifications sur toute la Suisse; ses émissaires préparaient les campagnes au retour de l'ancien régime, et ses chefs assemblés tantôt aux bains Schintznacht, tantôt à Gersau, y combinaient l'ensemble de leurs opérations. Un comité central établi à Berne, correspondait ouvertement avec des clubs établis à Zurich, Soleure et Thun; celui-ci communiquait directement par le Brunig, avec Stanz et les petits cantons. « Le traité de Lunéville nous laisse le choix de nos institutions, » il nous est donc permis de renverser celles qu'on » nous a imposées, » disaient-ils, pour justifier ces menées qu'ils ne prenaient plus la peine de cacher. Dans les Grisons, les Salis ne déployaient pas moins d'activité, et partout l'orage s'amoncelait sur un gouvernement qui, loin d'être oppresseur, semblait sans énergie et sans dignité.

Il n'était point difficile d'organiser dans ces contrées populeuses, une masse de 10 à 12.000 insurgés, car les cadres des anciennes milices étaient tout formés. Le gouvernement helvétique n'avait à leur opposer que 2,000 hommes de milices, et trois bataillons soldés, dispersés dans vingt postes éloignés, et dont plusieurs chefs mêmes étaient suspects. Il est vrai qu'il aurait pu lever en outre 8,000 hommes dans les cantons de Vaud, de Bâle, dans les environs de Zurich, de Thurgovie, et de Fribourg. Mais cette mesure répugnait à des magistrats pusillanimes, habitués à confondre la faiblesse avec la modération. D'ailleurs, le pitoyable état des finances, ne permettait pas de soudoyer des forces si considérables sur de simples soupçons : il fallait donc attendre une révolte formelle avant de se mettre en mesure, et les fédéralistes prenant l'initiative pouvaient l'effectuer avec assez de rapidité, pour arriver devant Berne avant que le sénat eût songé à réunir les troupes nécessaires à sa défense.

(1) Ces petits cantons avaient leur part des bailliages italiens, et des pays mixtes.

Cependant, l'association secrète et le comité d'insurrection poursuivaient leurs travaux avec autant d'activité que d'audace. Soit que les meneurs de cette entreprise eussent reçu des encouragements de l'Autriche et de l'Angleterre, soit qu'ils les eussent pris dans le texte même du traité de Lunéville, tout leur faisait espérer que la France n'oserait pas se mêler de la querelle, de peur de rallumer la guerre continentale; dès lors ils se persuadèrent que, le premier consul restant neutre, la réussite de leur projet dépendrait uniquement d'eux, c'est-à-dire, du secret, et de la promptitude avec laquelle ils l'exécuteraient.

Il faut l'avouer, la conduite équivoque des agents français autorisait doublement leurs espérances; le général Montchoisi avait encouragé le mouvement du 28 octobre, et Verninac même était loin d'y être resté étranger. L'un et l'autre avaient concouru, il est vrai, à la réaction du 17 avril 1802; mais on se flattait avec quelque raison de les faire pencher pour le fédéralisme.

Pendant que tout se préparait en silence pour ce mouvement, et que les conjurés augmentaient de jour en jour leur nombre, les cinq petits cantons sentant la nécessité de soutenir leurs démarches par la force se hâtaient d'armer tout ce qu'ils pouvaient réunir d'hommes éprouvés. Le général Andermatt fut chargé, avec 2 bataillons de ligne helvétique, de les réduire par la force, si le commissaire Keller ne parvenait à les ramener par la raison. Les postes étaient déjà en présence, au pied du Mont-Pilate, les soldats d'Andermatt, cantonnés paisiblement sous la sauve-garde du droit des gens, laissèrent surprendre celui du défilé de Rengg; et la mort d'une dixaine d'hommes, égorgés le 20 août par les paysans d'Unterwald, devint le signal de la guerre civile.

Ce signal retentit d'abord à Zurich, que les troupes helvétiques venaient de quitter pour se concentrer à Lucerne. Une compagnie de gardes urbaines, soldées jadis par le canton souverain, était restée en activité sous les ordres du préfet. Celui-ci était absent, et allait être, d'ailleurs, remplacé par les nouvelles autorités cantonales : la municipalité, appréciant l'utilité de ce petit noyau de force, s'en arrogea le commandement, qui appartenait de fait au gouvernement, jusqu'à ce que la nouvelle constitution cantonale fût mise en activité. Le landamman improuva sa conduite, et donna ordre de renvoyer quelques compagnies soldées à Zurich : la municipalité protesta contre ces mesures, ferma ses portes aux soldats helvétiques, appela à son secours tous les bourgeois de la ville partisans de ses priviléges, et fit même entrer dans ses murs des milices du district de Regensberg, le seul de ce canton attaché à l'ancien régime. Au premier avis de cette résistance, Andermatt avait dû renvoyer à Zurich quelques compagnies de troupes de ligne; elles cherchèrent à y entrer par surprise, mais elles trouvèrent les ponts levés.

Un tel acte d'autorité demandait une prompte répression, ou il ne restait plus au gouvernement qu'à se dissoudre. Andermatt reçut l'ordre de soumettre la ville rebelle: il venait de sommer, la veille, les petits cantons de mettre bas les armes; et, dans l'impossibilité de remplir à la fois cette double mission, le général ne trouva d'autre moyen de sortir d'embarras, qu'en signant, le 8 septembre, un armistice qui dévoilait toute sa faiblesse. Il dirigea ensuite ses 2 bataillons avec 6 pièces de canon de Lucerne sur Zurich, dont on lui refusa l'entrée. Andermatt fit mine de bombarder la ville qui, ayant 60 pièces de canon dans son arsenal, ou sur ses remparts, des munitions et une population virile plus nombreuse que son détachement, se moqua de ce simulacre impuissant.

Cependant, des commissaires nommés par le landamman, furent chargés de ramener Zurich par les voies de la persuasion, et investis du pouvoir nécessaire pour lever les milices des environs toutes dévouées au nouveau système. Les Zuricois persistèrent dans leur résistance, ce qui détermina Andermatt à lancer, le 13, quelques obus sur la ville. Déjà les milices des bords du lac accouraient à son camp, et des scènes sanglantes se préparaient de part et d'autre, lorsqu'un commissaire, muni de nouvelles instructions, signa, le 15, avec la ville, une convention qui la dispensait de recevoir garnison : acte de faiblesse qui devait tout perdre, et qu'il faut sans doute attribuer à la levée de boucliers des Bernois dans l'Argovie et à Baden.

Le gouvernement tombait ainsi d'un précipice dans l'autre. Il attendait avec anxiété le secours des demi-brigades helvétiques dont il avait sollicité le

renvoi ; mais le premier consul, avant de se décider à un pas qui pouvait l'entraîner à des explications désagréables avec l'Autriche et l'Angleterre, avait voulu s'assurer que les anciennes capitulations donnassent aux cantons le droit de retirer leurs régiments de France, lorsqu'il s'agissait de leur propre sûreté; il consentit enfin au renvoi, pourvu qu'on en fît une demande authentique et formelle, motivée sur cet ancien usage. Le gouvernement helvétique avait prévenu ce désir, en réclamant, le 2 septembre, par une note à l'ambassadeur Verninac, la médiation de la France.

Toutes ces formalités avaient exigé un temps que les fédéralistes surent mettre à profit. Ils formèrent le projet de rassembler 3 à 4,000 paysans, d'enlever le gouvernement aventuré au milieu d'eux avec une faible garde, et d'arrêter une douzaine de sénateurs du parti unitaire, jusqu'à ce qu'ils eussent le temps d'organiser la Suisse selon leurs vues, ce qui ne devait pas être long.

La réunion des faibles moyens du gouvernement contre les remparts de Zurich et au pied des montagnes d'Unterwald, laissant l'intérieur de la Suisse entièrement dégarni et sans défense, les Bernois se hâtèrent de frapper un coup aussi facile que décisif. Au signal donné, les affiliés du comité insurrecteur se répandent dans les arrondissements où ils ont leurs partisans; d'Erlach et May en Argovie, Watteville à Berne et dans l'Oberland, réunissent quelques centaines d'anciens soldats des légions émigrées de Bachman et de Rovéréa, licenciées depuis la paix (1). Ce noyau se grossit bientôt d'un certain nombre de mécontents. Alors des proclamations sont lancées, l'insurrection est régularisée, les anciennes milices rétablies et sommées de marcher à la voix de leurs chefs. Ceux-ci eurent le bon esprit de promener rapidement leurs colonnes mobiles dans le canton, pour entraîner les indécis, et imposer aux autres.

La population des campagnes ne se montra pas d'abord fort exaltée en faveur de ces prétendus vengeurs de leur pays. Mais dès que leurs pelotons, grossis dans leur marche, eurent acquis la force d'un millier d'hommes, partout la foule les suivit. Alors seulement, les paysans regardèrent leurs succès comme certains, car l'empire des vieilles habitudes n'avait pu s'effacer dans un court interrègne de trois ans. L'insurrection prit surtout de la consistance, lorsqu'elle put agir au nom de l'ancien gouvernement de Berne, et que chacun crut remplir un devoir en s'y soumettant.

Cependant, cette révolution, loin d'être l'ouvrage du patriotisme, comme les écrivains du parti oligarchique ont voulu le faire croire, tendait à rallumer une guerre générale et à ramener toutes les armées de l'Europe en Suisse. Si la France avait consenti à ce que ce pays se donnât des lois, il était entendu que cela devait avoir lieu par des voies légales et pacifiques; le premier consul n'était pas d'humeur à souffrir qu'une faction ennemie en dictât par la force au gouvernement alors établi et reconnu. Tout portait donc à croire qu'il interviendrait de manière ou d'autre, et que l'Autriche ferait des réclamations : en admettant que la France fût disposée à faire droit à ses demandes, une médiation des deux cabinets était le résultat le moins fâcheux qu'on dût prévoir, et la Suisse recevrait ainsi ses constitutions de voisins peu intéressés à sa prospérité. S'ils ne tombaient pas d'accord, elle était condamnée de nouveau à fournir le champ de bataille aux deux puissances, qui se disputeraient l'avantage de les lui donner.

Les hommes qui plongeaient d'un œil sec leur patrie dans une situation aussi délicate, étaient-ils moins coupables que ceux qui, fondés sur les anciens traités, avaient réclamé en 1798 des droits imprescriptibles? Peut-on alléguer que leurs motifs fussent plus généreux, puisque les derniers ne se révoltèrent que pour se soustraire à l'humiliante condition de Parias, tandis que les autres précipitaient la Suisse dans l'abîme, pour leur intérêt exclusif? Dans les discordes civiles, les passions dénaturent tout : elles aveuglèrent ces hommes, doués d'ailleurs de quelques vertus domestiques,

(1) M. R* R* porte la force des insurgés à 20,000 hommes, *la plupart soldats de Rovéréa;* les émigrés suisses ne s'élevèrent jamais à plus de 4,000, et la moitié était alors en Égypte ou dans la Méditerranée à la solde anglaise. D'Erlach n'avait pas plus de 2,000 insurgés, quand il marcha sur Soleure. C'est ainsi que les hommes de parti écrivent l'histoire.

qui avaient à se plaindre, il est vrai, mais qui devaient attendre de la justice et du temps le redressement de leurs griefs.

Quoique peu enclins à partager l'admiration que tant d'écrivains passionnés ont affecté pour cette insurrection, nous nous faisons un devoir de rendre justice aux Bernois. De tout temps ils ont montré du courage et de l'énergie : en cette occasion ils y joignirent de l'habileté. Après avoir donné le change à Andermatt sur la direction de leurs premiers rassemblements, et avoir même menacé de lui couper sa retraite par Mellingen et l'Albis, d'Erlach et May se rabattirent sur les vallées de l'Aar et de l'Emmen : le premier remonta jusqu'à Soleure, entraîna les mécontents de ce canton dans son parti, puis se réunit aux insurgés de Buren et d'Arberg. Le second se porta par Lenzbourg sur la grande route de Zurich à Berne pour intercepter la communication directe d'Andermatt avec le gouvernement.

Un événement assez bizarre parut combiné à dessein de favoriser ces entreprises ; on imagina d'enlever le landamman Dolder dans son hôtel, et de le conduire dans une campagne à quelques lieues de Berne. Il disparut en effet dans la journée du 18 septembre, à l'instant même où d'Erlach levait l'étendard de l'insurrection à Baden. Mais, soit qu'on reconnût bientôt l'inutilité de cet enlèvement, ou qu'on fût content d'avoir paralysé l'action exécutive dans cette journée, on le ramena à Berne où il reprit ses fonctions. Diverses conjectures ont été faites sur cet événement, attribué par les uns à Dolder lui-même, et par d'autres au parti unitaire; mais, dans le fait, il n'aboutit à rien.

A la nouvelle de l'orage qui le menaçait, le sénat helvétique avait prescrit à Andermatt de quitter Zurich pour accourir à Berne. Prévenu par les insurgés, ce général trouva May en position avec 800 hommes, au pont de l'Emmen : Andermatt avec 1,500 vieux soldats éprouvés, au lieu de l'attaquer et de disperser sa bande, traita avec lui, et chacun continua sa marche vers sa destination sans commettre d'hostilités.

Cette convention, nouvelle dans les annales des troubles civils, ne sauva point Berne. D'Erlach, renforcé de quelques centaines de Soleurois, poussa son avant-garde sur cette capitale, où il se flattait que sa présence jetterait le trouble et ferait éclater une insurrection ; il la suivit de près avec son corps : Watteville, de son côté, avait réuni près de 2,000 hommes dans l'Oberland et les districts voisins : en même temps, les habitants des petits cantons, rassemblaient, sous la conduite d'Auf-der-Maur, quelques centaines d'hommes résolus, sur le Brunig, pour descendre dans la vallée de Meyringen, donner la main aux insurgés de l'Oberland, puis, en longeant ensuite l'Aar, se diriger également sur la capitale.

Le gouvernement helvétique n'avait à opposer à tous ces ennemis qu'un bataillon, trop faible pour garnir les remparts et comprimer les mécontents de la ville.

Dolder avait perdu la tête, et le seul parti qui lui restât, était ou de combattre à outrance jusqu'à l'arrivée d'Andermatt, ou de conclure une convention pour se retirer à Lausanne. Il préféra ce dernier moyen comme le moins chanceux. On vit dès lors que l'ancien gouvernement, légalement rétabli à Berne, donnerait à l'insurrection des forces contre lesquelles il ne serait plus possible au nouveau de lutter.

Le 19 septembre, Dolder, suivi d'une douzaine de sénateurs et des membres du tribunal suprême des cantons non insurgés, prit le chemin de Lausanne ; le ministre de France, Verninac, qui avait provoqué cette détermination en apportant la veille au sein du sénat un boulet qu'il prétendait être tombé dans la cour de son hôtel, suivit ce cortége comme l'ordonnateur intéressé d'une pompe funèbre. On espérait à peine que les milices vaudoises voulussent prendre la cause d'une administration accusée, par les uns d'être révolutionnaire, et par les autres d'avoir amené la contre-révolution.

Toutefois, le canton, électrisé par son préfet Monnod, déploya, pour sauver son indépendance, autant de dévouement qu'il avait montré d'aversion pour les individus et les principes qui dirigeaient l'administration depuis deux ans. Plusieurs bataillons coururent aux armes pour garnir la frontière, entre le lac de Morat et Fribourg. Andermatt, après avoir traversé Berne, plutôt en allié des fédéralistes qu'en général ennemi, vint prendre la même position, où un armistice de huit jours lui donna le temps de s'établir.

Les Bernois, de leur côté, mirent ce délai à profit pour augmenter leurs levées et les munir de tout ce qui était nécessaire à la continuation de leur entreprise. Ils n'auraient eu qu'un parti à prendre pour couronner ces premiers succès; c'était de proclamer sans retard:

1° Que les cantons d'Argovie et d'Oberland seraient de nouveau réunis à celui de Berne, mais avec le droit d'envoyer des représentants dans le grand conseil et le sénat;

2° Qu'en attendant, ils enverraient des députés au gouvernement provisoire, pris parmi les magistrats éclairés des deux partis;

3° Que si le canton de Vaud refusait de s'agréger aux mêmes conditions, et persistait à se constituer séparément, on s'en remettrait à la médiation du premier consul, garant par le fait des anciens traités avec les ducs de Savoie;

4° Que tous les liens d'amitié avec la France, seraient rétablis comme auparavant.

Au lieu d'en agir ainsi, on éleva des prétentions sans mesure en voulant pousser jusqu'à Genève, et détruisant ainsi jusqu'à la moindre chance d'accommodement.

La contre-révolution ne s'était faite à Lucerne que plus tard et d'une manière fort incomplète; sur soixante-cinq communes, dix-huit seulement y avaient pris part, en envoyant, le 22 septembre, 3 à 400 paysans mal armés dans la ville, où ils se réunirent à quelques mécontents, pour imposer la loi à une population paisible, justement indignée de leur brutalité. Et, chose bizarre, pour obtenir l'assentiment des campagnes à ces actes du comité insurrecteur, il fallut que celui-ci promit d'étendre les droits démocratiques des paysans, qu'on voulait, au contraire, remettre sous le joug de l'oligarchie, tant on abusait de la crédulité du peuple!

Cependant les fédéralistes, sûrs désormais de leurs succès, se hâtèrent de donner de l'ensemble à leurs mesures en formant une nouvelle confédération suisse, et réunissant leurs députés en congrès à Schiwtz, pour y diriger les affaires générales. Cette nouvelle diète à laquelle outre les cinq petits cantons, ceux de Zurich, de Berne, de Soleure, de Lucerne, de Schaffhouse, les Grisons, plus tard Bâle et Fribourg, envoyèrent leurs représentants, imprima à ce mouvement un caractère de légalité qui en doublait la force.

Le congrès ouvrit ses séances le 27 septembre, et annonça son installation à toutes les puissances qui pouvaient s'intéresser au sort de la Suisse. Le général Bachman qui avait fait avec distinction la guerre de Piémont, et surtout la campagne de 1800, à la tête des légions d'émigrés Suisses, auxiliaires de l'Autriche, fut nommé commandant en chef des forces confédérées.

Dans ces entrefaites, le général Emmanuel de Watteville, après avoir tiré de l'arsenal de Berne toutes les armes, les munitions et l'artillerie qu'il put mobiliser, avait profité de l'armistice pour organiser sa petite armée. Dès que les huit jours convenus furent expirés, les hostilités recommencèrent, mais sans prendre de caractère, parce qu'on manquait de troupes; mais dès que les contingents des cantons eurent rejoint l'armée, le général Bachman reprit l'offensive. Quatre mille Vaudois ou soldats helvétiques, répartis depuis le lac de Morat jusqu'à Fribourg, ne pouvaient résister à 10,000 hommes mieux commandés. Bachman, en s'emparant de cette place que les troupes unitaires n'étaient pas en état de défendre, aurait menacé la droite de cette ligne, et peut-être culbuté dans le lac, les troupes qui auraient voulu la défendre en exécutant un mouvement absolument semblable à celui qui, en 1476, avait causé la ruine totale de Charles le Téméraire. Le 3 octobre, l'armée fédérale s'ébranla sur quatre colonnes; après quelques coups de canon, le corps unitaire se replia en arrière de Moudon dans le plus grand désordre. Les milices se dispersèrent, et, par leur débandement, accrurent l'audace de l'ennemi. Fribourg lui ouvrit ses portes; Payerne fut abandonné à sa merci, et à peine resta-t-il 2,000 combattants pour couvrir le fantôme de gouvernements qui était allé chercher un refuge à Lausanne dans sa détresse.

Mais la partie était trop inégale pour qu'on pût se flatter de défendre un seul jour cette ville, et le gouvernement helvétique était à la veille d'en partir pour chercher un asile en France, lorsqu'un coup de foudre anéantit toutes les espérances des contre-révolutionnaires.

Le premier consul, convaincu que l'intérêt de la France exigeait de ne pas laisser triompher un

parti toujours prêt à chercher un appui dans les rangs de ses ennemis, venait d'accepter la médiation qui lui avait été proposée. Son aide de camp, Rapp, arrivé le 4 octobre à Lausanne, avec une proclamation des consuls, du 30 septembre, se hâta d'en envoyer des exemplaires aux avant-postes sur le Jura, pour y arrêter toute effusion de sang.

« Habitants de l'Helvétie, disait cette proclama- » tion, vous offrez depuis deux ans un spectacle » affligeant. Des factions opposées se sont succes- » sivement emparées du pouvoir; elles ont signalé » leur empire passager par un système de partia- » lité qui accusait leur faiblesse et leur inhabileté.

» Vous vous êtes disputés trois ans sans vous en- » tendre. Si l'on vous abandonne plus longtemps » à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans » vous entendre davantage. Il est vrai que j'avais » pris le parti de ne me mêler en rien de vos af- » faires; j'avais vu constamment vos divers gou- » vernements me demander des conseils et ne pas » les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, » selon leurs intérêts ou leurs passions. Mais je ne » puis ni ne dois rester insensible au malheur au- » quel vous êtes en proie; je reviens sur ma réso- » lution, je serai le médiateur de vos différends; » mais ma médiation sera efficace, telle qu'il con- » vient au grand peuple au nom duquel je parle.

» Cinq jours après la notification de la présente » proclamation, le sénat se réunira à Berne. Toute » magistrature qui se serait formée à Berne, de- » puis la capitulation, sera dissoute, et cessera de » se réunir et d'exercer aucune autorité. Les pré- » fets se rendront à leurs postes. Toutes les autori- » tés qui auraient été formées, cesseront de se » réunir. Les rassemblements armés se dissipe- » ront. Les 1re et 2e demi-brigades helvétiques » formeront la garnison de Berne. Les troupes » qui étaient sur pied depuis six mois pourront » seules rester en corps de troupes. Enfin, tous les » individus licenciés des armées belligérantes, et » qui sont aujourd'hui armés, déposeront leurs ar- » mes à la municipalité de la commune où ils sont » nés.

» Le sénat enverra trois députés à Paris. Cha- » que canton pourra également en envoyer. Tous » les citoyens qui, depuis trois ans, ont été lan- » damman, sénateurs, et ont successivement occupé » des places dans l'autorité centrale, pourront se » rendre à Paris, pour faire connaître les moyens » de ramener l'union et la tranquillité, et de con- » cilier tous les partis. »

Bachman suspendit en effet sa marche, bien qu'il eût l'ordre de pousser jusqu'à Lausanne; mais Rapp ayant déclaré que les troupes françaises rassemblées sur la frontière du Jura, sous les ordres du général Ney, entreraient en Suisse, s'il faisait un pas de plus, il se détermina à conclure un armistice, et à attendre de nouveaux ordres. Rapp se rendit, le 6 octobre, à Berne, pour remettre la proclamation à la commission temporaire.

On doit dire à la louange des chefs fédéralistes, qu'ils soutinrent leur caractère lorsque cette nouvelle accablante vint dissiper leurs illusions. La commission bernoise en référa à la diète, de qui devait émaner toute résolution générale; elle désigna deux députés pour porter à Schwitz la proclamation du consul et la médiation proposée. Après une mûre délibération, ces chefs, voyant toutes leurs espérances détruites, imaginèrent de se sauver par un dernier acte de vigueur : ils décidèrent d'une voix unanime que Bachman recevrait l'ordre de pousser jusqu'à Lausanne; qu'un commissaire fédéral irait à son camp pour imprimer à ses opérations le sceau de la volonté nationale; qu'une députation de deux membres irait porter à Rapp la réponse du congrès, en même temps que le comte d'Affry de Fribourg, essayerait à Paris de ramener, en faveur de ses collègues la bienveillance du premier consul, auquel on adresserait une dépêche apologétique des opérations de la commission. Enfin, à l'aide de ces délais, l'envoyé suisse à Vienne eut l'ordre de réclamer l'intervention du cabinet autrichien pour la garantie du traité de Lunéville, touchant le libre arbitre de l'Helvétie sur le choix de ses institutions.

Tous ces actes, inspirés par un esprit de vigueur et de dignité, ne méritent qu'un reproche, celui de présenter comme l'opinion de la nation suisse, ce qui n'était évidemment que le vœu d'une faction et les intérêts privés de ses meneurs. L'ordre donné à Bachman de pousser jusqu'à Lausanne, prouva que les Bernois s'inquiétaient moins de la restauration d'un système fédéral que du rétablissement

des patriciens et de la soumission des cantons de Vaud et d'Argovie. Ils espéraient, après avoir frappé ces deux coups décisifs et s'être reconstitués dans toute leur ancienne souveraineté, fléchir le consul en lui proposant de renouer les liens d'amitié qui existaient depuis si longtemps entre les deux peuples. Mais c'était finir par où l'on aurait dû commencer, et, après avoir mis le consul dans l'impossibilité d'y consentir. L'armistice conclu par Bachman dérangea d'ailleurs ce projet, et dès lors la diète dut borner sa résistance à des protestations et à des démarches diplomatiques près des gouvernements qu'elle jugeait disposés à prendre part à son sort.

Cependant, pour satisfaire à la proclamation du consul, il fallait dissoudre la diète, ainsi que les gouvernements provisoires des grands cantons; et tous répugnaient naturellement à un tel acte de faiblesse. Les démarches de Rapp n'ayant pas obtenu ce résultat, le général Ney, qui commandait un corps de 20,000 hommes en Alsace, entra rapidement dans le pays, et occupa Soleure, Arau et Zurich. Berne aussi reçut ses troupes sans hésiter, et la diète, hors d'état d'engager une lutte inégale, ordonna à Bachman de se replier sur la Reuss, et de recevoir partout les Français en amis.

Le 18 octobre, Dolder eut le courage de rentrer à Berne avec les débris du gouvernement helvétique, dont il avait si souvent compromis la dignité. La diète, par une conduite plus noble que la sienne, songea à se séparer d'une manière honorable. Le député Hirzel, envoyé au général Ney pour lui notifier cette séparation, lui déclara de sa part, qu'en se soumettant ainsi à la nécessité, elle sacrifiait au salut de l'Helvétie les sentiments personnels de ses membres.

« Les députés des Cantons-Unis se sont déterminés à déposer leurs pouvoirs entre les mains de leurs commettants, en tant que la puissance des armes étrangères s'oppose au légitime accomplissement de leurs devoirs. Mais, dans cette nécessité même, ils conjurent instamment leurs compatriotes de ne pas croire qu'elle puisse porter la moindre atteinte au droit de la nation, de se constituer elle-même; droit hérité de ses vertueux ancêtres; droit garanti de nouveau par le traité de Lunéville. A cette fin, tout en cédant à la force, ils n'entendent préjudicier en aucune manière à cet héritage sacré des générations futures, ou approuver en aucune façon ce que d'autres habitants de la Suisse, acceptant pour eux-mêmes une pareille aliénation, pourraient entreprendre dans ce sens. »

Le gouvernement français, qui, dans ces circonstances, ne se montra pas indigne du rôle de médiateur, l'entacha néanmoins de quelques actes de rigueur et de fiscalité. Il fit arrêter les deux Reding; Hirzel et Rheinhart, députés de Zurich; Zellweger d'Appenzel; Auf-der-Maur et plusieurs autres, qu'il fit conduire à Arbourg, pour garantir le maintien de la tranquillité.

Le désir de prévenir une guerre civile susceptible de rallumer un incendie général sur le continent, ne saurait légitimer cet abus d'autorité. On ajouta à cette faute celle d'imposer une contribution extraordinaire de 600,000 francs pour l'entretien des troupes françaises : il eût été plus généreux et plus conforme aux vues et aux intérêts de la France de ne rien réclamer; car cette somme était bien modique pour elle, et la Suisse ne pouvait la considérer que comme une nouvelle spoliation.

L'occupation entière consommée, il s'agissait de procéder au but de la médiation. Cinquante-six députés notables se rendirent au commencement de décembre à Paris : dans ce nombre, on comptait trente-deux unitaires et quinze fédéralistes seulement. Mais tous étaient des hommes distingués par leurs lumières et leur caractère; jamais on n'eût imaginé, en voyant une réunion de magistrats aussi respectables, qu'une inimitié enracinée dût diviser des hommes si bien faits pour s'apprécier, si l'esprit de parti et l'intérêt des factions ne dénaturait pas les sentiments les plus nobles.

Le premier consul désigna, parmi les hommes d'État qui l'entouraient, quatre commissaires pour conférer avec les députés suisses, et l'éclairer ensuite dans ses résolutions. Le choix du sénateur Barthélemy qui, dans son ambassade, avait traversé les phases les plus orageuses de la révolution française, en gagnant les suffrages des différents partis, et qui avait emporté les regrets de toute l'Helvétie, parut d'un heureux présage aux vrais amis de leur pays. Rœderer, Desmeuniers et Fou-

ché, lui furent adjoints dans ce pénible travail.

La sagesse des mesures prises par Bonaparte, dans ces circonstances délicates fut amplement démontrée par la peine qu'on eut à amener les deux partis à un accommodement. On resta convaincu alors qu'on n'aurait jamais pu opérer leur fusion en Suisse, même par la force des armes, qu'à la suite de longues années. Ce n'était pas une mince tâche que de démontrer à 500,000 habitants des campagnes de Zurich, Bâle, Fribourg et Thurgovie, qu'ils devaient reconnaître la suprématie des bourgeois de leurs villes capitales; à 200,000 Vaudois qu'ils devaient renoncer à la démocratie absolue; à ceux de Schwitz, au contraire, qu'ils pouvaient conserver leurs institutions populaires, mais sans prétendre dominer en petits despotes sur leurs voisins des pays mixtes; enfin, de prouver aux patriciens des anciennes capitales, qu'il était juste d'admettre dans leur sénat quelques députés des campagnes; et aux Bernois, qu'il fallait encore reconnaître l'indépendance des cantons de Vaud et d'Argovie. De tels résultats ne sont pas du nombre de ceux qu'on peut atteindre par des discussions; il fallait une force supérieure qui imposât des sacrifices à tous, protégeât les nouvelles institutions, et pût les mettre à l'abri des attaques de l'égoïsme, jusqu'à ce que le temps les eût consolidées.

Dès que la médiation officieuse et la persuasion ne pouvaient rien obtenir, et que le médiateur avait des concessions réciproques à imposer par une volonté ferme, sa tâche devenait pénible. L'idée de donner entièrement gain de cause à l'un des partis était inadmissible, car loin de produire la fusion désirée, c'eût été perpétuer les germes de révolution et de guerre civile : dès lors il ne s'agissait plus que de décider de quel côté on exigerait les plus grands sacrifices. S'appliquerait-on à consolider les intérêts nés de la révolution, ou bien chercherait-on à se rattacher le cœur des anciens patriciens, en faisant droit à la majeure partie de leurs prétentions?

Rétablir le fédéralisme, et donner plus de poids aux anciennes familles dans les grands cantons, en rétablissant le gouvernement de la multitude dans les petits, c'était faire un pas salutaire, mais ce n'était pas celui sur lequel les patriciens insistaient le plus : dès qu'on émancipait leurs anciens sujets, ils se croyaient lésés, et ne considéraient l'acte que comme un attentat à leurs droits de souveraineté.

En rendant aux Bernois les cantons de Vaud et d'Argovie, mais donnant à ceux-ci une part aux magistratures cantonales, et des droits qui les relevassent de l'incapacité politique prononcée contre eux par suite de vieilles usurpations, on eût probablement satisfait l'oligarchie : mais, pour se faire des amis incertains, on eût sacrifié les partisans les plus chauds de la France, et c'était trop exiger d'elle.

On pense que les Bernois eussent volontiers renoncé à la souveraineté du canton de Vaud, pour l'assurer plus fortement sur l'Oberland et l'Argovie, à laquelle ils auraient accordé une part dans les magistratures cantonales. Bien des publicistes sont d'avis que Bonaparte eût agi avec plus d'impartialité s'il se fût arrêté à ce moyen qui lui aurait gagné l'affection du parti le plus puissant. A cette époque, les paysans de l'Argovie étaient très-prononcés pour Berne (1), leur langage, leurs habitudes, leurs mœurs, leurs convenances les en rapprochaient plus que les Vaudois, et quatre villes seulement réclamaient l'indépendance de ce canton. Mais le consul fut entraîné par l'envie d'adopter un système uniforme, basé sur un principe; il ne se crut pas en droit de prononcer en faveur de Vaud, ce qu'il refuserait à l'Argovie. D'ailleurs, il craignait, avec quelque raison, qu'en ne contentant qu'à demi les Bernois, ils restassent attachés à l'Autriche et à l'Angleterre, dans les rangs desquelles un bon nombre combattaient encore, et il jugea dangereux d'accroître leur puissance aux dépens du parti sur lequel il avait plus droit de compter. Sa résolution trouva des détracteurs à Berne; mais on sera toujours étonné qu'elle en ait rencontré de plus ardents encore parmi des publicistes français.

Dès le 10 décembre, les députés suisses réunis avec les délégués du consul, reçurent de sa part une lettre qui leur développait tous ses principes de fusion : une commission de cinq membres fut nommée pour conférer avec lui, le 12. Bonaparte se

(1) Ce fut tout différent en 1814, quand ces peuples eurent eu le temps de connaître les avantages de leur séparation.

prononça pour les formes fédérales, mais insista pour la consolidation des intérêts créés par la révolution ; et, comme les actes d'une sage modération froissent toujours les opinions exaltées, le consul mécontenta d'abord les unitaires, aussi bien que les partisans de l'ancien régime.

Cependant, il fallut souscrire aux concessions demandées, et les patriciens espérèrent se dédommager, dans les institutions cantonales, du tort que les bases générales portaient à leurs intérêts. Ces constitutions particulières furent débattues par les deux partis avec la plus grande vivacité. Après avoir écouté, durant tout le mois de janvier, les projets des différents députés, et balancé les intérêts réciproques des divers cantons, Bonaparte engagea la consulte à lui désigner, le 24 janvier, une commission prise dans les deux partis, pour recevoir de lui un projet de médiation. Enfin, à la suite de nouveaux débats, l'acte définitivement modifié et accepté, fut promulgué le 19 février.

Dix-neuf chapitres étaient consacrés à autant de constitutions cantonales, dont il parut indispensable de fixer les détails pour éviter le nouveau choc des partis. Le vingtième renfermait l'acte fédéral. Il établissait l'organisation en dix-neuf cantons, rendant aux petits leurs existence particulière, restituant l'Oberland à Berne, mais maintenant les nouveaux cantons de Vaud, d'Argovie, de Thurgovie, de Saint-Gall et du Tessin, formés d'anciens sujets.

Il y avait six cantons directeurs, où la diète devait siéger alternativement chaque année, savoir : Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne ; le bourgmestre ou avoyer du canton directeur était landamman de la Suisse.

Le contingent fédéral se trouvait fixé à 15,203 hommes de milices et 490,507 francs en argent (1).

Toute alliance d'un canton à l'autre, ou d'un membre de la fédération avec une puissance étrangère, était interdite.

Il n'y avait plus en Suisse, ni pays sujets, ni priviléges de lieux et de naissance, en sorte qu'un Suisse pouvait exercer partout son industrie, en se conformant aux lois du canton où il allait s'établir.

Chaque canton envoyait un député à la diète ; ceux de Berne, Zurich, Vaud, Argovie, Saint-Gall et Grisons, avaient deux voix. Elle siégait durant un mois seulement : ses principales attributions étaient : 1° Les déclarations de guerre, ou les traités de paix et d'alliance, qui ne seraient prononcées qu'à la majorité des trois quarts des cantons ; 2° les traités de commerce, les capitulations pour le service étranger, le recrutement ; 3° la nomination et l'envoi d'ambassadeurs extraordinaires ; 4° la levée des contingents et la nomination du général qui les commanderait ; 5° les mesures pour la sûreté extérieure ; 6° la décision des différends entre cantons.

Louis d'Affry, ancien colonel des gardes suisses, échappé au 10 août, fut nommé landamman, et Fribourg devint le canton directeur. Des commissions, composées de sept notables désignés, étaient chargées dans chaque canton de la mise en activité de la nouvelle constitution. Enfin, cet acte de médiation se terminait par ces mots remarquables :

« Le présent acte, résultat de longues conférences entre des esprits sages et amis du bien, » nous a paru contenir les dispositions les plus » propres à assurer la pacification et le bonheur » des Suisses. Aussitôt qu'elles seront exécutées, » les troupes françaises seront retirées.

» Nous reconnaissons l'Helvétie, constituée » conformément au présent acte, comme puissance » indépendante.

» Nous garantissons la constitution fédérale et » celle de chaque canton en particulier, contre les » ennemis de la tranquillité de l'Helvétie, quels » qu'ils puissent être, et nous promettons de continuer les relations de bienveillance qui depuis » plusieurs siècles ont uni les deux nations. »

Le Valais qui n'en faisait plus partie, s'était constitué en État indépendant, et fut ensuite réuni à l'empire français. Cette perte était compensée par la libération des charges pesant sur la Suisse depuis l'alliance de Paris, du 19 août 1798, qui

(1) Voici le contingent de milices.

	hommes.		hommes.		hommes.		hommes.		hommes		hommes.
Berne.	2,292	Saint-Gall.	1,315	Tessin.	902	Fribourg.	620	Schwitz.	301	Zug.	125
Zurich.	1,929	Argovie.	1,205	Lucerne.	867	Appenzell.	486	Glaris.	241	Ury.	116
Vaud.	1,482	Grisons.	1,200	Thurgovie.	835	Soleure.	452	Schaffhouse.	233		
						Bâle.	409	Unterwald.	191	TOTAL.	15,203

lui imposait une double route militaire par Shaffhouse et le Simplon.

Rien n'était fixé dans l'acte fédéral sur les nouveaux rapports entre la France et la Suisse; mais des négociations furent entamées à cet effet, par le général Ney, qui cumulait les fonctions de plénipotentiaire avec celles de général en chef. Des dispositions bienveillantes annoncèrent que le nouveau traité serait aussi favorable à l'Helvétie, que le précédent lui avait été onéreux. Bonaparte satisfait que l'émancipation du Valais lui permît de réaliser son projet de route par le Simplon, renonça à l'alliance offensive et défensive, ainsi qu'à l'établissement des routes militaires qui devaient faire de la Suisse un théâtre perpétuel de guerre et de désolation; enfin, le contingent forcé de 25,000 hommes que devait fournir la Suisse à la France, fut remplacé par une levée volontaire de 16 bataillons, aux frais et à la solde de la république, à peu près sur le pied des anciens régiments.

L'esprit de parti, qui dénature tout, a attaqué les principes de cette médiation; mais on ne peut lui reprocher avec justice que des vices de détail. La perte du Valais, et les sacrifices imposés plus tard, furent des griefs mieux fondés, qu'il ne faut pas confondre avec le pacte fédéral. Cependant les démocrates, tout en rendant justice aux pensées fondamentales, trouvèrent qu'il faisait trop de concessions à une oligarchie ennemie, d'autres, qu'il eût été convenable de traiter plus largement celle de Berne, afin de rendre le centre de la confédération plus fort, et de faire revenir ses habitants des sentiments d'inimitié qu'ils conservaient pour la France.

Quoique nous soyons bien éloigné d'approuver les idées exclusives qui ont précipité les Bernois dans une fausse route, nous leur rendons assez de justice pour incliner en faveur de cette dernière opinion. L'acte de médiation fut trop onéreux pour eux, car ils perdirent l'avantage d'être le chef-lieu permanent du gouvernement, sans obtenir de dédommagements de leurs anciens priviléges. Nous reprocherons donc à Bonaparte de s'être laissé influencer par l'esprit de localité, et d'avoir cédé aux insinuations de ces malheureuses coteries dont la Suisse sera encore longtemps affligée. Il était bon d'établir le principe du fédéralisme pour l'administration locale, mais il ne fallait pas désigner six capitales pour une petite république dont le gouvernement, ambulant comme un camp de Tartares, ne pouvait avoir ni suite dans son système, ni force, ni dignité. Le chef-lieu naturel était Berne, où les autorités fédérales, moins amovibles, auraient acquis comme dans les États-Unis d'Amérique, un peu plus de fixité.

Peut-être Bonaparte redouta-t-il précisément cette stabilité et cette force, dans un gouvernement sur lequel il comptait exercer une grande influence; toutefois, sa conduite ultérieure envers la Suisse, autorise à croire que, satisfait de sa neutralité, il ne demandait qu'à la voir assurée : dès lors, plus il lui eût donné de force intérieure, plus il aurait eu de garantie contre une agression étrangère. Bien des personnes ont cru démêler dans le titre de médiateur qu'il ajouta par la suite à ceux dont il était déjà revêtu, et dans quelques expressions qui lui échappèrent, l'idée de se ménager l'occasion de prendre une part plus directe à l'administration de la Suisse, et de la décider plus tard à une agrégation conditionnelle à son empire. Dans ce cas, on serait moins étonné que l'acte de médiation évitât tout ce qui concourrait à lui donner plus de stabilité.

Quoiqu'il en soit, ce pacte, avec tous ses défauts calculés ou inaperçus, mérita pour l'instant à Bonaparte, la reconnaissance des hommes bien pensants. Au 1er juillet suivant, la diète s'ouvrit à Fribourg, et l'on y vit siéger avec satisfaction ce même Reding dont la détention arbitraire semblait devoir faire un ennemi irréconciliable de la France. Ses adversaires eurent assez de modération et de confiance dans ses vertus patriotiques, pour se réjouir d'un choix qui était un premier pas *vers la réunion et l'oubli*.

Puissent mes concitoyens persister dans ce sage système, et se défier de ces imprudents apologistes des factions, qui, sous les dehors d'une feinte impartialité, et pour le plaisir de faire étalage d'une éloquence trompeuse, jettent parmi eux de nouveaux brandons de discorde? En n'attribuant les causes de la révolution qu'à des personnalités et des ambitions individuelles, ils oublient que, dans le canton de Vaud particulièrement,

elle émana des intérêts d'un peuple entier et de ses classes les plus notables. A part toute théorie sur les formes de gouvernement, l'historien et l'homme d'État reconnaîtront qu'un peuple éclairé ne saurait être la propriété des bourgeois d'une seule ville, et que rien ne ressemble moins à la démagogie que les réclamations primitives du canton de Vaud. On a erré sans doute dans l'application qu'on a faite des droits réclamés d'ailleurs avec tant justice. Le peuple, une fois mis en mouvement pour les défendre, a peut-être souvent confondu les intérêts des prolétaires avec ceux des classes moyennes, d'où il est résulté une législation défectueuse. Mais aujourd'hui, la plupart des intérêts sont satisfaits, les formes existantes peuvent, avec le temps, assurer la prospérité de ce pays. Les Bernois ont retrouvé dans Bienne et l'évêché de Bâle une indemnité de l'Argovie ; ils ont repris la première place dans la confédération, et obtenu pour eux-mêmes des institutions convenables ; ils reviennent peu à peu de leurs préventions, et, en adversaires généreux, nous ne devons plus reconnaître en eux que des frères.

Faisons des vœux pour qu'il en soit de même dans chaque canton. Que les Vaudois qui trouvent des amis à Berne ne voient plus d'ennemis dans certaine rue de Lausanne ! que la morgue des uns et la défiance des autres disparaissent du sein de notre petite famille politique ; enfin, que la propriété, la notabilité des talents et le patriotisme, soient les seuls titres à l'estime et aux choix de ses concitoyens ; alors nous donnerons un démenti aux déclamations de nos détracteurs, en démontrant par le noble usage que nous ferons de nos droits que nous étions dignes de les revendiquer les armes à la main.

Prouvons aussi que les Suisses sont plus *unitaires* qu'on ne le pense, et que si nous différons de mœurs et de lois cantonales, nous saurons s'il faut nous rallier vers un centre, pour soutenir l'honneur et l'indépendance de la nation. Victimes d'une fausse application des théories fédéralistes, cherchant dans un juste milieu une garantie pour notre prospérité future(1). Il est temps, au reste, de quitter ces digressions étrangères au but que nous nous sommes proposé en écrivant cette histoire ; revenons à la France.

Le traité d'Amiens avait achevé de réconcilier la France avec l'Europe. La vigueur, les talents et la gloire de Bonaparte avaient élevé la nation au premier rang des puissances continentales ; mais il n'avait pas encore dépendu de lui de relever sa considération et sa force maritime, ni de lui rendre ses colonies, sans lesquelles il est difficile qu'une grande marine prospère.

La durée de cette paix ne fut pas longue, et les passions haineuses l'emportèrent bientôt sur l'intérêt de l'humanité. Le refus des Anglais, de remettre Malte, et les pamphlets multipliés chaque jour contre le premier consul, l'irritèrent avec raison. D'un autre côté, la réunion formelle du Piémont et de l'Ile d'Elbe, la cession de Parme, enfin l'invasion de la Suisse à la fin de 1802, fournirent à l'Angleterre quelques griefs contre la politique de la France. La mission de Sébastiani sur la côte d'Afrique, signalée comme la reprise du projet sur l'Égypte, fournit au cabinet de Saint-James un prétexte pour justifier l'usurpation de Malte.

Bonaparte se plaignit des injures qu'on lui prodiguait, et demanda le renvoi des émigrés qui les provoquaient ; l'Angleterre s'y refusa avec raison, parce que tout gouvernement doit respecter l'asile accordé au malheur, et que tout ce qu'on pouvait exiger de son ministère était d'appliquer les lois anglaises aux auteurs des pamphlets incriminés. On s'aigrit ainsi de part et d'autre jusqu'à en venir à des armements, et il faut avouer que ce fut l'Angleterre qui en donna le signal. Le roi, à l'ouverture du parlement, prononça un discours équivalant à une déclaration de guerre. Aussitôt que les flottes françaises furent rentrées, Bonaparte se décida à des représailles, mais il ne lui suffit pas de se saisir du Hanovre ; il fit réoccuper la Hollande et le royaume de Naples comme des points indispensables à la reprise de son système maritime, et ces envahissements lui suscitèrent de nouveaux ennemis sur le continent.

(1) On pardonnera à l'auteur ces invocations patriotiques, puisqu'il touche au terme de son entreprise. La médiation de la Suisse fut, en effet, le dernier acte de ces guerres de la révolution, dont il a esquissé l'histoire militaire, et à laquelle la paix d'Amiens mit un terme.

Supérieur à Washington comme général et législateur, il ne manquait à la gloire de Bonaparte que de l'égaler comme philosophe; mais l'amour du pouvoir contracté dans les camps, allumant en lui une soif inextinguible de puissance, lui fit abuser bientôt de celle qu'il aurait dû consacrer au bonheur de la France et au repos du monde.

Le consulat à vie, quoique moins dangereux qu'une autorité passagère, n'offrait point encore l'ordre et la stabilité d'un gouvernement héréditaire. Bonaparte et le petit nombre d'hommes d'État dont il s'était entouré, bien pénétrés de ces vérités, ne se dissimulaient point les vices de la constitution de l'an VIII. Le moyen le plus simple d'y porter remède et de mettre un terme aux divisions intestines, semblait être de rappeler la maison de Bourbon, dont l'éloignement laissait toujours un germe de déchirements, qui favorisait les projets des ambitieux et des mécontents de l'intérieur, ainsi que les sourdes menées des puissances intéressées à affaiblir la France. Mais autant le retour de ces princes était désirable, autant les plus sages redoutaient le cortége avec lequel ils devaient rentrer. On craignait que leur rappel n'entraînât le triomphe des royalistes exclusifs, qui avaient tant de haines à venger, d'intérêts à satisfaire et de priviléges à ressaisir. Un million de Français, compromis par la révolution, repoussaient encore à cette époque une restauration dont ils n'entrevoyaient que les suites fâcheuses pour eux-mêmes, sans apprécier le bien qu'elle pourrait opérer dans l'avenir : les plus hardis n'auraient osé la proposer; et le sang du duc d'Enghien, tout récemment versé par l'esprit de parti en délire, semblait encore élever une digue insurmontable au retour de l'ancienne dynastie que les hommes de la révolution regardaient comme un torrent destructeur.

Bonaparte trop ambitieux pour se contenter du rôle de Monck, profita de cet état de choses pour se saisir de la couronne. Il releva le trône de Charlemagne, et ceignit son front du bandeau impérial. Il chargea bientôt sa tête de la couronne des rois Lombards, et ses empiétements, non moins contraires aux stipulations de Lunéville que l'occupation du royaume de Naples et de la Hollande, renouèrent entre la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, les coalitions de 1805 et 1806, dont le résultat fut de reculer les bornes de la puissance française jusqu'au Niémen, de provoquer la fatale guerre d'Espagne et les efforts inouïs de l'Autriche en 1809.

Durant dix ans, l'heureux conquérant promena ses aigles victorieuses des bords du Tage jusqu'à ceux du Niémen et au fond de la Panonie ; les lauriers dont il couvrit ses couronnes, auraient fait oublier leur usurpation, si un profond mépris des hommes et une ambition démesurée ne l'avaient entraîné au delà de toutes les bornes.

Le vaste et imposant tableau de cette période, moins pénible à tracer peut-être que celui que nous venons d'esquisser, exige un genre de talent que nous ne nous flattons point de posséder. Tout y est grandiose, les combinaisons comme les résultats, et pour les présenter d'une manière convenable, il faut un pinceau vigoureux et exercé.

Si le nôtre n'a pas toujours été à la hauteur de la tâche que nous avons entreprise, nous nous flattons du moins que l'impartialité et la justesse des principaux points de vue militaires et politiques y auront suppléé. Heureux si pour prix de nos travaux nous sommes parvenus à inculquer aux jeunes officiers les principes généraux de l'art de la guerre, développés dans notre Traité des grandes Opérations!

FIN DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUE DANS LE TOME QUATRIÈME.

LIVRE XV.

CAMPAGNE DE 1799. — SECONDE PÉRIODE.

LIVRE XVII.

CAMPAGNE DE 1800. — SECONDE PÉRIODE.

LIVRE XVIII.

CAMPAGNES DE 1801, 1802, 1803.

FIN DE LA TABLE.

